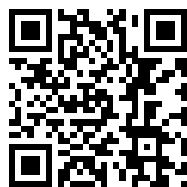

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<http://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

UC-NRLF



B 2 904 050

University of
California



Lux ex Tenebris.



Claus Spreckels Fund.



REVUE
DES
QUESTIONS HISTORIQUES

QUINZIÈME ANNÉE

TOME TRENTIÈME



PARIS
BUREAUX DE LA REVUE
LIBRAIRIE DE VICTOR PALMÉ, EDITEUR

76, RUE DES SAINTS-PÈRES, 76

1881

DI
-R5
v. 30

LES ESPAGNOLS ET LES WISIGOTHS

AVANT L'INVASION ARABE.

Tout a été dit, ce semble, et depuis longtemps, sur l'invasion et la conquête de l'Espagne par les Arabes. Une foule d'écrivains anciens et modernes, espagnols et étrangers en ont recherché les causes, exposé les péripéties, déduit les conséquences avec un ardent désir d'arriver au vrai, et parfois avec un talent bien propre à décourager toute nouvelle tentative du même genre. C'est elle cependant que je hasarde aujourd'hui, non sans quelque espoir d'y réussir, c'est-à-dire de donner de cette révolution politique, sociale et religieuse un récit de nature à piquer la curiosité du lecteur, parce qu'il sera neuf ou à peu près, et toujours vrai ou du moins vraisemblable.

Je me hâte d'ajouter que si mon espoir se réalise, je n'aurai point à m'en glorifier outre mesure. Mon seul mérite, si mérite il y a en chose aussi simple, aura été de laisser absolument de côté les chroniqueurs tant arabes que chrétiens relativement récents (x^e siècle et suivants) qu'ont suivis mes devanciers, pour m'attacher exclusivement aux écrivains espagnols contemporains de la ruine du royaume de Tolède, ou quelque peu antérieurs à cette catastrophe, suivant qu'il s'agira d'en retracer l'histoire, ou d'en débrouiller les origines.

Ces écrivains sont très peu nombreux. Pour tout ce qui concerne l'invasion proprement dite et ses suites, ils se réduisent à l'unique chroniqueur latin qui écrivit en 754 l'*Epitoma imperatorum*, chroniqueur connu sous le nom d'Isidore de Beja, et que je désignerai dans le cours de ce travail sous le titre d'*Anonyme de Cordoue*, parce que, dans ma conviction intime, dont j'exposerai ailleurs les motifs, ce chroniqueur natif de Cordoue ou des environs,

ne s'appelait point Isidore et ne fut jamais évêque de Beja ¹. S'agit-il, non plus de l'invasion considérée en elle-même et dans ses conséquences, mais de ses antécédents historiques, c'est-à-dire des causes éloignées ou prochaines qui en ont amené le foudroyant succès ? Nous sommes plus favorisés. C'est encore sans doute à la chronique rimée de l'anonyme que nous aurons souvent recours, mais elle ne sera plus ni l'unique ni même la principale source où nous puiserons nos renseignements. Les chroniqueurs contemporains de l'Espagne gothique et de la France mérovingienne, les anciens conciles de l'église d'Espagne et le *Forum Judicum* ou Code hispano-gothique nous fourniront sur certaines de ces causes, à peine indiquées par notre anonyme, d'utiles et parfois d'indispensables éclaircissements. Ceci dit, suivons les guides que nous avons choisis, et bornons-nous à écrire, en quelque sorte sous leur dictée, l'histoire des événements dont ils ont été les témoins oculaires et les rapporteurs véridiques.

I

Mousâ Ibn-noçair terminait vers l'an 707 de l'ère chrétienne la conquête de l'Afrique bysantine, commencée une trentaine d'années auparavant par d'autres généraux du Califat. Il avait brisé les dernières résistances des Berbers du littoral, et les quelques places de la Mauritanie Tingitane, restées jusqu'alors au pouvoir des Byzantins, venaient de lui ouvrir leurs portes ². A cette

¹ L'*Epitoma imperatorum* a été successivement édité par Sandoval (*Historias de Idacio obispo, etc.* Pamplona, 1633, in-fol.), Berganza (*Ferreras convencido*, Madrid, 1729, in-4°), et Florez (*Espana sagrada*, tom. VIII, apend., p. 274-sqq). Les simples renvois à l'*Epitoma* se rapportent à l'édition de Berganza d'abord, puis à celle de Florez. Dans les citations je reproduis le texte donné par le premier de ces deux éditeurs, mais revu et corrigé sur le ms. de l'Arsenal (XIII^e siècle, lettre française), et sur le fragment du très ancien ms. d'écriture gothique (X^e siècle) appartenant à l'académie de l'histoire de Madrid, dont je dois la communication à l'obligeance de mes deux excellents amis don Manuel de Goicoechea et le révérend P. Fita, de la Compagnie de Jésus. Avant son *Epitoma*, l'Anonyme de Cordoue avait écrit deux autres ouvrages aujourd'hui perdus : l'*abrégé des temps* (*Epitoma temporalis*) et le *Livre des Éphémérides du siècle* (*Liber verborum dierum sæculi*) Cf. An. Cord. *Epit. imp.* n. 63 et 71 (al. 70 et 78).

² Les chroniqueurs arabes ou chrétiens du X^e siècle et des suivants, sub-

heure, les propagateurs armés de l'Islam n'ont plus devant eux, à l'ouest, que le désert mouvant et sans bornes de l'Océan, dont les mystères ne tentent pas leur curiosité, car les Sindbad sont rares encore chez les Arabes, si même il en existe un seul. Au sud, ils se heurtent contre l'Atlas, au-delà duquel s'étend à des profondeurs ignorées une autre mer, le Sahara, mer aux flots de sable et aux oasis lointaines en guise d'îles, dont l'exploration et à plus forte raison la conquête leur promettent plus de dangers que de profits. A l'est, d'où ils viennent, tout est déjà depuis longtemps soumis à leur empire, tandis qu'au nord l'océan Atlantique et la mer Méditerranée ferment le cercle en apparence infranchissable où leur ambition et leur fanatisme se trouvent désormais comme emprisonnés. Mais à cette prison il est une issue. Par delà ce détroit de Cadès, auquel les Arabes vont bientôt imposer un nom nouveau, à travers l'atmosphère lumineuse, la colonne européenne d'Hercule, profilant sa masse sombre sur l'azur éclatant du ciel, apparaît aux regards des conquérants de l'Afrique, telle qu'un doigt levé en signe d'appel ¹, ou mieux comme le gigantesque gardien de l'Espagne chrétienne, s'offrant à leur en livrer les clefs qu'il tient en sa main ².

stituent les Wisigoths aux Byzantins dans la possession de la Tingitane. Mais comme je l'ai fait observer ailleurs (*Bibliothèque Espagn. du haut moyen-âge*, dans le tome IV des *Nouveaux Mélanges d'Archéologie* du P. Cahier, p. 338, note 2), l'absence de tout évêque de cette province aux nombreux conciles nationaux célébrés à Tolède durant la longue période d'années comprise entre Récarède et Witiza, prouve démonstrativement que la Tingitane n'appartenait pas alors aux Wisigoths. Le silence de tous les chroniqueurs hispano-latins (Idace, Jean de Valclara, Isidore de Séville et l'anonyme de Cordoue) sur le fait si important de la conquête de la Tingitane par les Goths achève d'enlever toute crédibilité aux affirmations d'écrivains relativement modernes, et dont la science aussi bien que la critique laissent beaucoup à désirer. Les anciens catalogues des provinces ecclésiastiques d'Espagne, lorsqu'ils comprennent la Tingitane, ne renferment pas la Narbonaise et représentent par conséquent l'état de choses existant dans la Péninsule avant l'invasion des Barbares ; ceux, au contraire, qui comprennent la Narbonaise excluent la Tingitane et se rattachent ainsi au temps de la monarchie wisigothique. Cf. Florez, *Esp.-Sagr.*, t. IV, p. 247, 248, 253-269.

— ¹ Columnas Herculis protendentes.

— Et, quasi tomi (*digiti*) indicio, porti aditum demonstrantes. An. Cord. *Epit. imp.* n. 36. On a ici un exemple de l'accusatif *absolu* employé au lieu e place de l'ablatif. Parfois le nominatif remplace l'accusatif ; puis l'ablatif reparaît et joue son rôle classique.

² « Vel, claves in manu, transitum Hispaniæ præsentantes
Vel reserantes, » *Id. ibid.*

Cet appel muet — le seul dont l'anonyme fasse mention ¹ — ne pouvait être longtemps négligé par les nouveaux maîtres de la Tingitane et surtout par Mousâ leur chef. Cet homme brave, entreprenant, fanatique et cupide, était aussi désireux d'agrandir l'empire de l'Islam, que de grossir les trésors du Calife et les siens, ou plutôt — rendons hommage à la vérité — les siens d'abord, puis ceux du Calife. Il comprit donc l'appel qui lui était fait et résolut d'y répondre. Car cette Espagne, qui se montrait à lui sortant au loin du sein des flots, renfermait — Mousâ ne l'ignorait pas — assez de richesses pour combler les souhaits et réaliser les rêves les plus insensés en apparence de sa convoitise. Il ne faudrait pas, en effet, sur la foi des conteurs arabes, nous figurer que, pour Mousâ, l'Espagne gothique fût une terre absolument inconnue, et qu'il ait dû y expédier en *quatre bateaux* des explorateurs chargés d'en faire la découverte ². La communauté de langue et de religion, les spéculations commerciales et les expéditions militaires avaient depuis longtemps créé entre l'Afrique romaine ou bysantine et le royaume de Tolède d'intimes et fréquentes relations. Parmi les représentants des classes supérieures ou moyennes de la société en chacune de ces contrées,

¹ Le silence de notre chroniqueur sur tout autre appel fait au fanatisme ou à la cupidité de Mousâ, exclut chez l'anonyme de Cordoue la connaissance d'une trahison antérieure à l'invasion arabe de l'Espagne et l'ayant déterminée. Ceci rend historiquement improbable cette trahison, que l'auteur n'eût pu ignorer, lui si au courant des affaires de son pays et de son temps, si elle s'était réellement accomplie. Quant à supposer qu'il l'a connue, et qu'il a négligé d'en parler, pour ne nous entretenir que des colonnes d'Hercule, je ne me sens pas une crédulité assez résignée à toute hypothèse, pour en admettre une aussi invraisemblable.

² « Mousâ envoya donc en Espagne un de ses clients Abou-Zora Tarif, avec quatre cents hommes et cent chevaux. Les troupes, après avoir passé le détroit dans quatre bâtiments, abordèrent à une péninsule nommée Andalos, d'où les navires partaient ordinairement pour se rendre en Afrique, et où les Espagnols avaient leurs chantiers... Quand toutes ses troupes, furent débarquées, Tarif se mit à piller les environs d'Algésiras, et emmena en esclavage des femmes si belles que ni Mousâ ni ses compagnons n'avaient jamais vu leurs pareilles, etc. » (*Akhbar Madjmu'ah* dans Dozy, *Recherches*, I, 47, 2^e édit.). Abou-Zara Tarif n'entra en Espagne qu'avec Taric, et par conséquent l'expédition téméraire jusqu'à la folie dont on lui donne ici le commandement, n'eut jamais lieu que dans l'imagination féconde des chroniqueurs arabes. C'est ce qu'atteste indirectement l'anonyme de Cordoue. Dans son énumération des premiers capitaines musulmans envoyés en Espagne par Mouzâ, Abou-Zara ne figure en effet que le second (*Epit. imp.* 33, al. 34) : « Arabes una cum Mauris a Muza missis, id est, Taric, Abuzara et cæteris, etc. »

on n'en rencontrait donc que peu ou point qui n'eussent de l'autre une connaissance très suffisante. Mousá en quête de renseignements sur l'Espagne, ses habitants, ses forces et ses ressources, n'avait par conséquent nul besoin de recourir pour se les procurer à de folles entreprises. La population romaine ou romanisée des grandes villes maritimes de son gouvernement, telles que Tanger, Ceuta ou Carthage pouvait les lui fournir aussi abondamment qu'il les désirait, sans aucun frais pour lui et sans danger pour les siens. Même dans son propre palais et dans son entourage le plus intime, parmi les nombreux clients chrétiens ou renégats que la conquête de l'Afrique avait attachés à sa personne, Mousá dut trouver et trouva réellement des gens parfaitement au courant des hommes et des choses du pays qu'il se proposait d'envahir, et plus capables de le renseigner qu'une poignée de pillards arabes exécutant à la hâte une razzia sur les côtes de la Bétique, ou que les esclaves faits dans le cours de cette expédition parmi les colons de la province. Tel était certainement le nobilissime Urbain, africain de naissance et catholique de religion, devenu, dès avant l'année 711, l'ami et le confident du gouverneur de l'Afrique musulmane, passant avec lui dans la Péninsule, à titre sans doute de guide et d'interprète, en même temps que de conseiller et qui, après l'avoir accompagné dans sa course victorieuse en ce malheureux pays, ne l'abandonna pas dans la disgrâce qui suivit de si près son triomphe ¹.

¹ Ille (*Mousá*), concilio nobilissimi viri Urbani,
Africanæ regionis, sub dogma fidei catholicæ exorti,
Qui cum eo cunctas
Hispaniæ adventaverat patrias,
Accepto, complendum pro nihilo exoptat,
Atque, pro multa opulentia, parvum impositum onus existimat.
An. Cord. *Epit.* 41, al. 40.

M. Dozy (*Recherches*, 2^e édit., t. I, p. 64) propose de lire dans le premier vers *Juliani* au lieu d'*Urbani*, dans le second *exarsi* au lieu d'*exorti*, et reste convaincu que ce passage de l'anonyme se rapporte au fameux comte Julien de la légende hispano-arabe. Ce comte — et c'est la seule modification que le savant historien hollandais fasse subir à la légende en question — aurait gouverné en qualité d'exarque, au nom des empereurs de Constantinople, Ceuta avec les quelques districts que les Byzantins possédaient encore dans la Mauritanie Tingitane, au commencement du VIII^e siècle et que Mousá leur enleva. Tout ceci souffre de grandes, d'insurmontables difficultés : 1^o les leçons condamnées se lisaient dans les mss. wisigothiques d'Osma et d'Alcala, dont Mariana et Sandoval se sont servis. Or si, en écri-

Rien, au reste, ne prouve mieux la sûreté et l'étendue des informations de Mousá sur sa future conquête, que la conduite ultérieure de cet habile homme. Sa résolution une fois prise, il mit à l'exécuter une si prudente lenteur, que deux ans au moins s'écoulèrent avant qu'il donnât suite à son projet d'envahir la Péninsule. Évidemment Mousá se rendait un compte exact des difficultés de son entreprise et, tout en s'occupant des préparatifs de l'expédition, il semblait vouloir, avant de s'y engager, attendre du temps et des événements imprévus qu'il pouvait amener, l'accroissement de ses chances de succès.

II

Rien au fond de plus naturel et de plus légitime que cette hésitation de Mousá. Car, à cette époque, l'Espagne gothique s'offrait aux regards de l'observateur sous les dehors d'un riche et puissant empire, en état de résister aux attaques des plus redoutables adversaires. Dans le cours des quarante dernières années, on avait vu, en effet, ses armées toujours victorieuses réduire les féroces Vascons jusque-là indomptables¹ ; écraser la

ture wisigothique, il est déjà difficile de confondre entre elles les initiales IULI et URB, pareille confusion des lettres A et C de *exarci* avec O et T de *exorti* me paraît absolument inadmissible, tant en cette même écriture, ces lettres diffèrent les unes des autres. Supposons toutefois les copistes d'Osma et d'Alcala tombés dans cette erreur de déchiffrement, nous n'en sommes pas plus avancés. Car 2^o la légende vulgaire transportée d'un comte wisigoth à un exarque byzantin n'en devient, s'il est possible, que plus invraisemblable. On sait, en effet, par l'anonyme de Cordoue (n. 40, al. 38) que Goths d'Espagne et Byzantins guerroyèrent les uns contre les autres sous le règne de Witiza, aussi bien que sous celui de son père Egica. Ce n'est donc pas Witiza, ennemi de son maître, que l'exarque de Ceuta aurait chargé de l'éducation de sa fille. Quant à Rodrigue, adversaire et successeur de Witiza, impossible d'en faire le héros de ce roman tragique. Son règne est trop tardif et trop court pour que ce roman puisse y développer ses péripéties. Monté sur le trône en 711, défait et tué par les Arabes dans le cours de l'année suivante, Rodrigue luttait encore, comme nous le verrons en son lieu, contre Witiza et ses partisans, lorsque Mores et Arabes envahirent la Péninsule. A ce moment il y avait au moins deux ou trois ans que Julien-Urbain aurait cessé ses fonctions d'exarque byzantin de Ceuta, pour jouer auprès de Mousá le rôle que l'on sait. Il ne songeait donc et ne pouvait songer à rien moins qu'à confier sa fille à Rodrigue.

¹ « Cum omni exercitu Vasconie partes ingreditur (*Wamba*), ubi per septem

Tarragonaise et la Gaule Narbonaise révoltées ¹; forcer par leur seule apparition les troupes franques à une retraite honteuse ², enfin, jeter par deux fois à la mer les armées d'invasion que les flottes de Bysance avaient débarquées sur les côtes orientales de la Péninsule ³.

En outre, et depuis douze ans déjà, une prospérité non interrompue avait répandu l'aisance et le bien-être dans toutes les classes de la population. Les colons libres ou serfs vivaient contents de leur sort dans ces mêmes campagnes que leurs prédécesseurs, poussés à la révolte par la misère, la faim et les mauvais traitements, avaient si longtemps et si cruellement ravagées sous le nom de Bagaudes, au déclin de l'empire et au siècle de la grande invasion barbare ⁴. Les affranchis, que l'acte de manumission avait mis en pleine possession de leur liberté, sans aucun lien de dépendance envers leurs anciens maîtres, se trouvaient placés sur un pied de parfaite égalité avec les ingénus, ou libres de naissance; et la loi finit par consacrer cette égalité que l'usage avait introduite ⁵. Quant aux esclaves proprement

dies quaquaversa per patentes campos deprædatio et hostilitas, castrorum domorumque incensio tam valide acta est, ut Vascones ipsi, animorum feritate deposita, datis obsidibus, vitam sibi dari, pacemque largiri, non tam precibus quam muneribus exoptarent. » S. Juliani Tolet. *De Expeditione et victoria regis Wambæ*, n. 10. A partir de ce moment il n'est plus question des Vascons et des pillages périodiques dont ils étaient coutumiers sous les prédécesseurs de Wamba.

¹ Voir dans Julien de Tolède (ubi supr. n. 10 seqq) le récit trop long pour être inséré ici, de cette admirable campagne de Wamba et de ses Wisigoths.

² « Subito præcurrenti nuntio audit (Wamba) unum e ducibus Franciæ nomine Lupum in Beterrensi territorio hostiliter accessisse... unde de Nemausensi urbe egressus, concita velocitate cum exercitu properans, delatas inimici visus est prevenire insidias. Sed Lupus ipse... regressum principis audiens, ita terrificatus aufugit, ut exercitus duci, et dux exercitui videretur abesse. » *Id. ibid.*, n. 27.

³ « Theudimer qui, in Hispaniæ partes.... jam sub Egica et Witiza Gotorum regibus in Græcis qui equorei navalique descenderant sua in patria, de palma victoriæ triumphaverat. » Anon. Cordub. *Epit.* 40, al. 38.

⁴ « Witiza... propria morte decesso jam patre, florentissime suprafatos per annos regnum retemptat. Atque omnis Hispania gaudio nimis freta, alacriter lætatur. » *Ibid.*, n. 32, al. 30. — Les Bagaudes disparaissent de l'Espagne avec les derniers vestiges de la domination romaine. Idace est le dernier historien espagnol qui en fasse mention (*Chron. sub. an. 449, 453*, édit. de Bruxelles, 1845, p. 86, 93).

⁵ Le roi Wamba (*Forum Judic.*, v, 1, 7) permet à ces sortes d'affranchis d'épouser des personnes de naissance libre, ce qu'il interdit absolument à tous les autres.

dits, plus humainement traités au temps des rois Goths de Tolède, qu'ils ne le furent jamais sous la domination de Rome païenne et même chrétienne, ils inspirent si peu de crainte, ou plutôt la confiance en leur fidélité est si grande, que la loi gothique, au lieu de punir de mort l'esclave surpris en possession d'une arme quelconque, ordonne au contraire aux maîtres goths ou romains d'armer en temps de guerre une partie déterminée de leurs esclaves, et de marcher à leur tête dans les rangs de l'armée levée pour la défense de la patrie commune ¹. Cette confiance ne paraît pas avoir été jamais trompée. On est même en droit de supposer qu'une fois aux prises avec l'ennemi, ces braves gens s'acquittaient trop bien de leur devoir au gré de leurs maîtres. Car ceux-ci, que le courage de leurs esclaves et leur hardiesse à braver la mort sur les champs de bataille appauvrissaient d'autant, s'efforçaient par tous les moyens en leur pouvoir de soustraire leurs esclaves au service armé que leur imposait le code militaire ² ; tandis que les rois, en vue de l'intérêt général, apportaient à exiger l'accomplissement rigoureux de cette obligation, une obstination égale au moins à celle que les maîtres, dans leur intérêt privé, mettaient à s'y soustraire ³.

Une fois admis parmi les défenseurs du pays, l'esclave cesse d'être une chose pour redevenir une personne. Il fait bientôt un pas de plus dans cette voie de réhabilitation. L'homme qui a été à la peine, peut-il être encore tenu pour incapable ou indigne d'être à l'honneur ? Évidemment non. L'esclave est donc admis à le partager. Revêtu des plus hautes charges du palais, il siège

¹ Une loi de Wamba oblige le maître à se faire suivre au camp par le dixième de ses esclaves. Cf. *Forum jud.*, IX, II, 9.

² Le titre II du neuvième livre du *Forum judicum* est un véritable code militaire.

³ Écoutons là-dessus le roi Wamba (*ubi supr.*) :

« Quidam illorum, laborandis agris studentes, servorum multitudinem tegunt,
Et, procurandæ salutis suæ gratia, nec vicēsimam quidem partem suæ familiæ
Et ideo, id decreto speciali decernimus, [secum ducunt...]
Ut quisquis ille est, sive sit dux, sive comes, atque gardingus,
Seu sit Gotus sive Romanus,
Nec non ingenuus quisque, vel manumissus,
Sive etiam quisque ex servis fiscalibus,
Quisquis horum est in exercitum progressurus,
Decimam partem servorum suorum secum in expeditionem bellicam ductu-
Ita ut hæc pars decima servorum non inermis existat; [rus accedat,
Sed vario armorum genere instructa adpareat. »

à ce titre dans le conseil souverain de la nation, parmi les ducs, les comtes, les évêques, les abbés, parfois peut-être à côté de son ancien maître. C'était là, sans aucun doute, un abus que la loi dut réprimer, au moins en partie ¹. Mais que cet abus ait pu se produire, voilà qui prouve péremptoirement, ce me semble, avec quelle rapidité allait s'effaçant, au sein de l'Espagne gothique, la ligne de démarcation entre le maître et l'esclave.

Si celui-ci a vu sa condition singulièrement améliorée sous la domination des Wisigoths, l'homme libre de race barbare ou romaine n'a pas moins à se louer de leur gouvernement. Au temps des rois catholiques de Tolède, cet homme est libre de fait presque autant que de droit ; et il l'est de droit plus que partout ailleurs à pareille époque, plus certainement qu'il ne le fut jamais sous les Romains de la République ou de l'Empire. Parfois sans doute tel ou tel prince, trop romanisé de goûts et d'humeur, méconnaissant quelques-uns de ces droits, violait cette liberté aussi chère au Goth civilisé du sixième siècle, qu'elle avait pu l'être à ses ancêtres barbares du troisième ou du quatrième. Mais ce crime ne restait pas longtemps impuni : ou la force faisait justice des abus de la force, ou — ce qui valait cent fois mieux — les successeurs du roi prévaricateur, s'aidant de

¹ Le XIII^e concile de Tolède célébra la vi^e année du roi Ervige, et la 683^e de l'ère vulgaire nous fait connaître en ces termes l'existence de cet abus et sa répression (Can. 6) :

« Sæpe obscurat nobilium genus
Suberectum servitutis dedecus,
Quod et generosos adæquatam infamat
Et dominis plerumque notam proditiōis importat.
Multos enim ex servis vel libertis, plurimum
Ex regio jussu, novimus ad palatinum
Fuisse pertractos officium...
Ac proinde, hortante pariter ac jubente
Prædicto gloriosissimo principe,
Hoc nostri cœtus aggregatio observandum instituit,
Ut, exceptis servis vel libertis fiscalibus, nullus servorum
Atque etiam libertorum quorumlibet deinceps ad palatinum
Quandoque transire permittatur officium...
Sed conditionis suæ usum
Deinde unusquisque servorum vel libertorum
Veraciter reminiscens, ita sibi,
Ab ordine palatino extorris, proficiat,
Ut dominis suis vel dominorum suorum posteritati,
Nec noceat, nec æqualis existat. »

l'autorité de l'Église, autorité suprême devant laquelle s'inclinaient avec un respect égal gouvernants et gouvernés, revendiquaient les droits violés, et affirmaient de nouveau de la façon la plus solennelle les libertés momentanément méconnues.

C'est ainsi, pour en citer un exemple, qu'à la suite d'atteintes portées jadis à la liberté, à l'honneur, aux biens et à la vie de citoyens goths ou hispano-romains, par certains rois de Tolède, le XIII^e Concile célébré en cette ville, défend absolument, sur la demande du roi Ervige, qu'à l'avenir aucun dignitaire de l'Église ou de l'État, prélat, comte et gardingue, qu'aucun homme libre sans exception, quel que soit d'ailleurs le crime dont à tort ou à raison il est accusé, puisse, hors le cas de flagrant délit, être soumis par l'autorité du roi ou de ses juges à aucune mesure préventive, de nature à le dépouiller en tout ou en partie de son droit de posséder, d'aller et de venir où et comme il lui plaît. En conséquence il est interdit de l'arrêter, de lui faire subir des interrogatoires et de le soumettre à la torture pour lui arracher des aveux, de le dépouiller de ses charges, de ses honneurs et de ses biens.

Le prévenu se présentera devant les évêques et les seigneurs réunis en cour de justice, libre, riche, honoré, tel en un mot qu'il était avant toute accusation. La sentence de culpabilité, rendue contre lui en pleine connaissance de cause par ses juges naturels, pourra seule le livrer à la peine et au déshonneur qu'il aura mérité¹. Ce n'était certes pas ce régime de vraie liberté, sous

¹ « Res nostro cœtui lacrimanda occurrit, quæ tanto est synodalis judicii pondere abigenda, quanto immensam stragem populis afferat pariter et ruinam. Etenim dekursis retro temporibus vidimus multos et flevimus, ex palatini ordinis officiis cecidisse, quos et violenta professio (i. e. *professio monastica vi imposita*) ab honore dejecit, et trabale, regum factione, judicium aut morti, aut ignominie perpetuæ subjugavit.... Unde hoc.... in commune decernimus, ut nullus deinceps ex palatini ordinis gradu, vel religionis sanctæ conventu regie subtilitatis astu, vel profanæ potestatis instinctu.... citra manifestum et evidens culpæ suæ indicium, vel honore sui ordinis vel servitio domus regie arceatur; non antea vinculorum nexibus illigetur, non questioni subdatur... non rebus privetur... sed is qui accusatur, gradum ordinis sui tenens, et nihil ante de supradictorum capitulorum nocibitate persentiens, in publica sacerdotum, seniorum, atque etiam gardingorum discussione deductus, et justissime perquisitus, aut obnoxius reatui detectæ culpæ legum pœnas excipiat, aut innoxius judicio omnium comprobatus appareat... De ceterorum ingenuorum personis qui palatinis officiis non hæserunt... similis ordo servabitur. » *Conc. Tolet. XIII, can. 2 (Colecc. de... Concil. II, p. 498, edit. Matrit. a. 1859).*

lequel nous serions si heureux de vivre, nous trop souvent livrés sans défense à l'arbitraire du pouvoir, qui pouvait faire naître et entretenir chez les Espagnols de condition libre, quelle que fût leur origine, ces sentiments de mécontentement et de dégoût qui font accueillir avec indifférence, sinon avec joie, par un peuple opprimé, le renversement du gouvernement national ou soi-disant tel qui le tyrannise, ce renversement eût-il l'étranger pour auteur ou pour complice.

III

A défaut d'une désaffection de ce genre dans les diverses classes de la société hispano-gothique, aux premières années du VIII^e siècle, Mousà ou tout autre envahisseur de la Péninsule pouvait-il compter, pour faciliter ses projets de conquête, sur l'antagonisme de race entre Goths et Hispano-romains ? On l'a récemment affirmé et soutenu, non sans quelque vivacité, de l'autre côté des Pyrénées. Mais cette affirmation a le double tort de ne s'appuyer sur aucune preuve, et d'en avoir de très fortes contre elle. Et d'abord, au premier siècle de la domination des Wisigoths en Espagne, sous leurs rois ariens de Toulouse et de Tolède, d'Euric à Léovigilde, on ne rencontre dans les documents historiques du temps aucune trace d'un pareil antagonisme. Sans doute, la noblesse ou les cités de la Tarragonaise opposent une courageuse résistance aux armées d'invasion du roi Euric¹; plus tard les habitans hispano-romains de Cordoue se soulèvent contre Agila²; plus tard encore, un certain nombre d'autres villes,

¹ « Nec mora, partes Lusitanie, magno impetu
Deprædatur misso exercitu.

Alium exercitum mittit,

Qui Pampelonam et Cæsaraugustam capit ;

Superiorem quoque Hispaniam in potestate sua mittit ;

Tarraconensis etiam provinciæ nobilitatem (al. *civitates*)

Quæ ei repugnauerat (al. *repugnauerant*) exercitus irruptione peremit
S. Isid. *Hist. Goth.* sub era 504. [(al. *evertit.*)]

² « Agila rex adversus Cordubensem urbem prælium movens, dum in contemptum catholicæ religionis beatissimi martyris Aciscli corpori injuriam inferret; hostiumque ac jumento[rum] cruore (Ed. *Hostiumque adjumento cruore*) sacrum sepulcri ejus locum, ut profanator, pollueret, inito adversus Cordubenses cives certamine ...victus ac miserabili metu fugatus, Emeritam se recepit. » *Id. ibid.*, sub era 587.

et avant elles, les paysans ou colons de l'Orospédie s'insurgent contre Léovigilde ¹; mais ces faits particuliers, et ceux du même genre qu'on pourrait encore recueillir à grand peine dans les historiens de cette première époque, s'expliquent naturellement tantôt par l'amour de l'indépendance, tantôt par la haine de la tyrannie politique ou religieuse. L'antagonisme de race n'a rien à y voir. Il y entre même pour si peu, que, d'une part, c'est le romain Vincent, ex-comte impérial d'Espagne, qui commande une des armées chargées par le roi Euric de lui conquérir la Tarraconaise, et qui reçoit ensuite, sans doute en récompense des services rendus à ce prince, le titre de *Maître de la milice* du royaume goth de Toulouse ²; tandis que, d'autre part, on compte autant et plus de Wisigoths que d'Espagnols parmi les fauteurs de révolte contre Agila et Léovigilde ³.

On a, il est vrai, essayé de démontrer l'existence de cet antagonisme à l'aide d'une loi abrogée solennellement par les rois catholiques de Tolède⁴ et qui prohibait, sous les peines les plus

¹ « Leovigildus rex Orosipedam ingreditur et civitates atque castella ejusdem provincie occupat ... et non multo post inibi rustici rebellantes a Gothis opprimuntur. — Joann. Biclari. *Chron.*, ann. 577. — Filius ejus (*Leovigildi*) Hermenegildus ... tyrannidem assumens in Hispali civitate ... et alias civitates atque castella secum contra patrem rebellare facit. » *Ibid.*, sub an. 579.

² « Heldefredus... cum Vincentio Hispaniarum duce, obsessa Tarracona, maritimas urbes obtinuit. Vincentius vero ab Eorico rege quasi magister militum missus... Italica occiditur. » Pseud. Sever. Sulpit. *Chron.* (*Esp.* s. IV, p. 453, 454).

³ Athanagilde se soulève contre Agila et se fait proclamer roi. Les Goths du parti d'Agila finissent par massacrer leur chef. Léovigilde outre son fils Herménégilde rencontre un grand nombre d'adversaires dans la noblesse gothique. Voir à ce sujet. S. Isid. *Chron.*, ère 606.

⁴ *For. Jud.* III, I, 2 :

« ... Nec parum exultare debet libertas ingenita,
Cum fractas vires habuerit prisce legis abolita sententia,
Quæ incongrue dividere
Maluit personas in conjuges
Quas dignitas compares
Exæquavit in genere.
Ob hoc, meliori proposito censentes,
Prisce legis remota sententia,
Hac in perpetuum valitura
Lege sancimus,
Ut tam Gotus Romanam, quam etiam Gotus Romanus,
Præmissa petitione dignissima,
Facultas eis nubendi subjaceat. »

L'obligation de se pourvoir d'une autorisation pour contracter ces mariages

graves, tout mariage entre Wisigoths et Romains. Cette loi a fourni non seulement la preuve jusqu'alors vainement cherchée d'une haine de race entre les populations de l'Espagne, mais aussi un thème facile à des variations tour à tour indignées et attendries sur le mépris auquel les Hispano-romains auraient été voués par leurs barbares dominateurs.

Le malheur est que cette loi n'est pas d'origine gothique et qu'elle n'a pas été faite pour l'Espagne. C'est une loi romaine, une constitution impériale promulguée pour tout l'empire par Valentinien I^{er}, le 28 mai 365, onze ans avant le passage du Danube par les Wisigoths et cinquante et un ans avant leur première entrée en Espagne sous Ataulphe, beau-frère d'Alaric I^{er}¹ ; où il n'est par conséquent question que des barbares en général, sans aucune mention de Goths, d'Ostrogoths et de Wisigoths. Si, beaucoup plus tard, les rois de Tolède eurent à l'abroger dans leurs états, c'est que cette antique constitution, insérée par Théodose II dans le code auquel cet empereur a donné son nom², passa de là naturellement avec *toutes* les autres lois du même recueil, dans l'abrégé très fidèle que firent du Code Théodosien les juristes gallo-romains d'Alaric II pour les populations romaines ou romanisées vivant dans les domaines de ce prince tant en deçà qu'au delà des Pyrénées. Où trouver en tout ceci une preuve de l'orgueil et de l'outrecuidance des Wisigoths de la Péninsule et de l'abaissement des Espagnols, de l'an 480 à l'an 583, c'est-à-dire pendant le premier siècle de la royauté hispano-gothique ? J'y vois au

avait sans doute pour but de prévenir les mésalliances trop choquantes. C'est ce que laisse entendre le paragraphe final de cette loi, paragraphe dont le texte est malheureusement très altéré. Dans certains mss. du code hispano-gothique, cette loi est attribuée au roi Récesvinthe ; dans d'autres elle est anonyme et porte l'épithète d'*antiqua*. Je crois, sur la foi de ces derniers mss., la présente loi bien antérieure à Récesvinthe, et la ferais volontiers remonter à Récarède ou à Sisebuth. Quant à la loi prohibitive que vise ici le code hispano-gothique, elle remontait comme on va le voir au IV^e siècle, et avait été *abrogée de fait* depuis longtemps.

¹ « Imp. Valent. et Valens AA. ad Theodosium magistrum equitum. Nulli provincialium cujuscumque ordinis aut loci fuerit cum barbara sit uxore conjugium ; nec ulli gentilium provincialis femina copuletur. Quod si quæ inter provinciales atque gentiles affinitates ex hujusmodi nuptiis extiterint (quod in iis suspectum vel noxium detegitur) capitaliter expietur. Dat. V. Kalend. Jun. Valentiniano et Valente AA. Coss. »

² Cod. Theod. Lib. III, tit. XIV. de *Nuptiis Gentilium* (Jus civ. antejust. t. I, p. 348, Berolini 1819).

contraire une preuve, convaincante cette fois, de la bonhomie des rois Wisigoths, laissant insérer par des jurisconsultes romains à leurs ordres, dans un code promulgué par eux pour une partie de leurs sujets, une loi impériale, monument impérissable de l'orgueil romain et de son mépris pour tous les barbares, Wisigoths compris ¹.

On a voulu aussi présenter cet antagonisme de race comme le résultat naturel et presque nécessaire du partage imposé, dit-on, par les Goths conquérants de l'Espagne à leurs nouveaux sujets, les Romains de la Péninsule, partage léonin qui ne laissait aux anciens et légitimes propriétaires du sol que le tiers de leurs possessions territoriales. Une spoliation aussi odieuse, ajoute-t-on, dut créer entre les Goths spoliateurs et les Espagnols spoliés d'irréconciliables inimitiés. Les auteurs de ce raisonnement n'ont qu'un tort, mais il est grave : ils donnent au fait historique qui leur sert de point de départ, pour en tirer la conséquence voulue, une extension et une portée qu'il n'a jamais eue en réalité.

Remarquons tout d'abord que le partage en question fut, dans la plus grande partie de l'Espagne, imposé aux anciens habitants du pays par les premiers conquérants barbares, Alains, Vandales et Suèves, qui se divisèrent les provinces de la Péninsule et leur territoire, moins la Tarragonaise ². C'est donc à eux que se serait adressé le ressentiment des propriétaires romains spoliés, et non aux Wisigoths qui ne se substituèrent que beaucoup plus tard à ces premiers envahisseurs. Remarquons en second lieu que, par suite de l'extension illimitée des *latifundia*, la propriété foncière en Espagne, comme en Italie, était concentrée en un très petit nombre de mains. Un ou deux milliers de familles patriciennes — chiffre exagéré peut-être — auraient donc seules été victimes de cette spoliation partielle, qui laissa

¹ *Lex Rom. Visigothorum*, III, XIV, p. 92 (Ed. Hoemel, Lips. 1849). A la loi de Valentinien telle qu'on vient de la lire, les juristes du roi goth de Toulouse ont joint l'interprétation suivante : « Nullus Romanorum Barbaram cujuslibet gentis uxorem habere præsumat, neque Barbarorum conjugii mulieres romanæ in matrimonio jungantur. Quod si fecerint, noverint se capitali sententiæ subjacere. » Dans les abrégés du *Breviarium* d'Alaric, c'est cette interprétation qui a remplacé le texte de la constitution impériale.

² Gallæciam Wandali occupant et Suevi, sitam in extremitate Oceani maris occidui, Alani Lusitaniam et Carthaginensem provinciam, et Wandali cognomento Silingi Bæticiam sortiuntur. » Idatii. *Chron.* a. 411, p. 61, 62.

le gros de la nation parfaitement indifférent. Cette indifférence fut même portée si loin qu'aucun écrivain du temps n'a daigné s'occuper de cette mesure, et qu'il n'y est fait aucune allusion, si détournée qu'on la suppose, dans leurs ouvrages. Nous en ignorions par conséquent jusqu'à l'existence, n'était la loi du code hispano gothique où il en est fait mention ¹. Il est en outre assez vraisemblable que, soit dans la Tarragonaise où les Wisigoths imposèrent ce partage aux anciens habitants du pays, sous le roi Euric de Toulouse, soit dans les autres provinces où, comme nous l'avons dit, ces mêmes Wisigoths se substituèrent aux premiers partageants, cette opération fiscale onéreuse à l'aristocratie hispano-romaine, amena pour le reste de la population espagnole, composé presque en totalité de déshérités de la fortune, un changement de situation tout à son avantage. Les Goths, en effet, pasteurs et nomades, comme tous leurs congénères, ne s'entendaient que médiocrement en agriculture. Trop peu nombreux d'ailleurs pour suffire au défrichement et à la mise en rapport des vastes domaines qui venaient de leur échoir en partage, ils ne demandaient pas mieux que de louer — ne pouvant les aliéner — aux Espagnols pauvres, celles de leurs terres que leurs propres esclaves ne pouvaient cultiver, ou qui n'étaient pas nécessaires à l'entretien de leurs troupeaux. Or, comme les conditions du colonat libre chez les Wisigoths étaient équitables et rémunératrices, il n'est pas douteux que leurs offres n'aient été acceptées avec empressement, et que beaucoup d'Hispano-romains soient devenus les colons et les clients des nouveaux propriétaires du sol ². Ces Hispano-romains, arrachés ainsi à la mi-

¹ « Divisio inter Gotum et Romanum facta de portione terrarum sive silvarum nulla ratio turbetur, si tamen probatur celebrata divisio. Nec de duabus partibus Goti aliquid sibi Romanus presumat aut vindicet, aut de tertia Romani Gotus sibi aliquid audeat usurpare, nisi quod a nostra forsitan fuerit largitate donatum, sed quod a parentibus vel vicinis divisum est, posteritas immutare non tentet. » *Forum Jud.* X, I, 8. — On voit par cette loi, et ce fait est confirmé par la loi suivante, que le partage en question n'avait pas eu le caractère d'universalité qu'on lui prête quelquefois.

² Sur le colonat, les patrons et les clients, voir le titre III du cinquième livre du code hispano-gothique. Le métayage paraît avoir été la condition ordinaire du colonat libre sous les rois goths de Tolède (*Ibid. ibid.*, leg. 3, 4). C'est à l'extension de ce colonat libre que j'attribue sans hésiter l'incroyable prospérité de l'agriculture en Espagne avant l'invasion arabe. J'en ai dit quelques mots dans mes *Bibliothèques Espagnoles du haut moyen-âge* (*Nouv. Mém. d'Archéol.* t. IV, p. 223).

sère par les Wisigoths, ne nourrissaient pas évidemment contre leurs bienfaiteurs l'antipathie nationale qu'on prête si volontiers à leurs compatriotes.

Les spoliés eux-mêmes ne tardèrent pas vraisemblablement à prendre leur parti du sacrifice qu'ils avaient dû s'imposer. Délivrés des insatiables exigences du fisc impérial, qui les pressurait et les ruinait sans merci, rassurés contre tout danger d'une nouvelle invasion par l'établissement définitif des Goths en Espagne, les grands propriétaires espagnols, restés tels en dépit du fameux partage¹, se consolaient de ce qui leur avait été pris, par la jouissance paisible de ce qui leur restait. Au VIII^e siècle, leurs descendants ne songeaient même plus, selon toute apparence, aux pertes essuyées par leurs ancêtres deux cent cinquante ans auparavant. Si quelque chose venait troubler le vie heureuse et facile qu'ils menaient, au sein de l'abondance, dans leurs magnifiques palais urbains ou dans leurs villas splendidement restaurées, ce n'était donc pas — j'ose l'affirmer — un retour d'animosité contre les Barbares en général et les Wisigoths en particulier. Mais en eût-il été autrement, eussent-ils tous, à tort ou à raison, détesté dans les Wisigoths leurs véritables et uniques spoliateurs, cette haine ne constituerait pas plus un antagonisme de race entre Wisigoths et Espagnols, que cette poignée de mécontents ne représente, aux yeux du critique impartial, la race hispano-romaine toute entière.

IV

Du cinquième au sixième siècle, les documents historiques ne nous laissent donc entrevoir aucune trace d'antagonisme national entre les Romains d'Espagne et les Wisigoths. En revanche, et à partir de la conversion des rois de Tolède au catholicisme, ces mêmes documents nous permettent de constater entre ces deux classes d'habitants de la Péninsule, une con-

¹ L'héritage d'un de ces malheureux spoliés recueilli par l'évêque Paul de Mérida, et laissé à son église par Fidèle neveu de Paul et son successeur, fit de cette église jusqu'alors assez pauvre l'égale des plus riches églises d'Espagne. Cf. *Ibid*, p. 221, texte et notes, et *Esp. sagr.*, t. XIII, p. 347, 351.

corde parfaite, une union étroite et presque cordiale. Les vieux griefs, s'il en exista jamais de bien sérieux, sont voués à l'oubli. Il n'y a plus en Espagne que des Espagnols qui, souvent sans doute se querellent entr'eux sur de tout autres questions que celles d'origine, mais qui, plus souvent encore, défendent côte à côte, avec un courage égal, leur ancienne ou nouvelle patrie contre tous ses ennemis, de quelque nom qu'ils se nomment, de quelque point de l'horizon qu'ils se précipitent à la curée ¹. Du sang ainsi versé en commun sur les mêmes champs de bataille contre les Francs, les Vascons, les Bysantins, naît la fraternité d'armes, qui s'ajoutant à la fraternité religieuse, en resserre les liens déjà si étroits.

Cette dernière fraternité, à elle seule, eut d'ailleurs promptement amené la fusion complète des deux races qui se partageaient l'Espagne. Cela est si vrai que, dès avant le retour en masse des Wisigoths à la vraie foi, la fusion dont je parle est accomplie entre les quelques Goths déjà catholiques et les Espagnols. Nous en trouvons l'incontestable preuve dans le fait si remarquable et si peu remarqué du goth Masona élevé au siège métropolitain de Mérida par le suffrage unanime du clergé et du peuple de cette ville, l'un et l'autre presque exclusivement composés d'Hispano-romains ².

Si des premières années de Léovigilde, époque de l'élection de Masona, nous descendons au règne de Récarède, cette même fusion des races produite par la seule communauté de foi, nous apparaît dans l'histoire du goth Jean de Valclara, réunissant dans le monastère qu'il a fondé et qu'il gouverne, une foule de religieux, dont le plus grand nombre devait naturellement appartenir à la nationalité hispano-romaine ³. Elle se

¹ Voir la loi 9, tit II, lib. IX du *Forum Judicum*.

² « Huic præfato almo viro.... subrogatur, non impar omnium virtutum gloria, vir orthodoxus cui nomen erat Masona, scilicet beatus beato, sanctus sancto, pius pio, bonus benigno (ita cod. Emil.; Ed. *bono*)... Denique S. Masona antistes, nobili ortus in hoc seculo origine, sed vitæ meritis exstitit multo nobilior. Genere quidem gothus etc. » *VV. PP. Emerit.* c. IX, n. 21, 22 (*Esp. sagr.*, t. XIII). L'élection de Masona en 571 précéda de seize ans le retour de ses compatriotes à la foi catholique.

³ « Joannes, Gerundensis ecclesiæ episcopus, nativitate gothus, provinciæ Lusitaniæ Scalabi natus... condidit monasterium, quod nomine Biclaro dicitur, ubi congregata monachorum societate, scripsit regulam ipsi monasterio profuturam. » S. Isid. *Catal. Vir. Illustr.*, c. 44. Plus tard les Hispano-romains

montre aussi, et dans les mêmes conditions, aux derniers jours de la monarchie de Tolède, sous les rois Wamba et Ervige, à toutes les époques de la vie de saint Julien de Tolède. Car cet illustre Docteur, né de Juifs convertis un peu malgré eux à la foi chrétienne ¹, est promu par le roi goth Wamba à la primatie de Tolède ², et choisit tour à tour les amis et les plus intimes confidants de sa jeunesse et de son âge mûr, l'un Gundila, parmi les représentants de la race gothique ³, l'autre, Idalius de Barcelone parmi les descendants, sinon certains, au moins probables des anciens possesseurs de la Péninsule, les Hispano-romains ⁴.

se pressaient plus nombreux encore, pêle-mêle avec les Goths de la plus haute noblesse, dans les divers monastères fondés par S. Fructueux, lui-même goth ou suève d'origine. Cf. S. Valer. *Vit. S. Fructuosi*, c. 3, 4, 6, 8, 9 etc.

¹ L'origine juive de saint Julien de Tolède est attestée en termes formels par l'anonyme de Cordoue dans le passage suivant de sa chronique (*Epit.* 25, al. 23) :

• In cujus tempore jam Julianus episcopus,
Ex traduce judæorum, ut flores rosarum
De inter vepres spinarum,
Productus, in omnibus mundi partibus,
In doctrina Christi manet præclarus. •

Ce témoignage d'un écrivain élevé au milieu des contemporains du saint Docteur, me paraît devoir l'emporter sur les témoignages purement négatifs allégués par Florez contre la descendance juive de S. Julien. Cf. Florez, *E. s.* t. V, p. 299, n. 152.

² Vers la fin de janvier 680. Voici ce que dit de cette élection l'historien de sa vie (Felix Tolet *app. ad Catal. Vir. Illust. S. Isid.*, c. 16) : « Post sanctæ memoriæ Quiricum, idem egregius Julianus præfatæ urbis (*regiæ*) est unctus primatu. » Cf. Florez, *Esp. sagr.* t. V, p. 293, num. 141.

³ « Dum ad puerilis formæ devenisset ætatem, sanctæ memoriæ collegæ sui Gudilani levitæ, ita sociali vinculo est innexus, et individue charitatis unione conjunctus, ut et ambos inviolabilis charitas unum esse ostenderet, et unitas in ambobus præfixa, non duas animas, sed unam his inesse monstraret, etc., etc. » Félix. *ibid.* J'inscris sans hésitation possible, quoique Felix n'en dise rien, l'ami d'enfance de S. Julien parmi les Espagnols de race gothique, à cause de son nom germanique. On sait, en effet, que, dans la Péninsule, à la différence des noms empruntés à la langue grecque ou latine, le nom goth porté par un personnage d'origine inconnue est, du ^v^e siècle au ix^e, un indice absolument certain d'extraction gothique. Voir sur cette question mes. *Biblioth. Esp. du haut moyen âge (Nouv. Mél. d'Archéol.* du P. Cahier, t. IV, p. 229, 230, texte et notes).

⁴ Sur les relations de saint Julien avec Idalius voir la correspondance de ces deux prélats servant d'introduction au *Prognosticon* de saint Julien (*Patrol.* XCVI, col. 463, 464). A l'encontre des noms germaniques, les noms

Ces sentiments de véritable fraternité des Espagnols d'origine pour leurs nouveaux concitoyens, ne se trahissent pas seulement dans les procédés et façons d'agir dont les premiers usent à l'égard des seconds, mais aussi et surtout dans la parole autorisée de leurs légitimes représentants. Le jour même où le roi Récarède, entouré des évêques, des abbés et des grands de sa nation, renouvelle avec eux et au nom de tout son peuple, en pleine assemblée conciliaire, l'abjuration de l'hérésie arienne et la profession de la vraie foi, saint Léandre, métropolitain de Séville, qui avait guidé ce jeune prince dans la recherche de la vérité, s'adressant aux anciens et aux nouveaux catholiques, aux Goths, aux Suèves et aux Espagnols, les adjure et les supplie, puisque désormais ils ne forment qu'un seul royaume et qu'un seul peuple, d'obtenir de Dieu la durée du royaume terrestre, et la béatitude du royaume des cieux, afin que peuple et royaume ayant glorifié le Christ sur la terre, soient par lui glorifiés à leur tour et sur la terre et dans le ciel¹.

Ce n'était là que la paraphrase fidèle des sentiments de tous les Pères de ce même concile, exprimés par eux quelques instants auparavant dans ces acclamations enthousiastes dont ils avaient salué le retour du roi et de son peuple à l'orthodoxie : « Gloire à notre Seigneur Jésus-Christ qui a rattaché à l'unité de la vraie foi une nation aussi illustre, et constitué ainsi un seul troupeau sous un pasteur unique ! A qui est donné de Dieu l'éternel mérite, sinon à Récarède, véritable roi catholique ! A qui l'éternelle couronne, sinon au roi vraiment orthodoxe Récarède ? ! »

Tous les Docteurs espagnols des siècles suivants, tous les conciles nationaux célébrés à Tolède après celui dont nous ve-

greco ou latins ne prouvant rien quant à l'extraction des personnages qui les ont portés dans l'Espagne du haut moyen âge, je ne classe Idalio parmi les espagnols de vieille date, que sous toutes réserves.

¹ « Superest autem, ut unanimiter unum omnes regnum effecti, tam pro stabilitate regni terreni, quam pro felicitate regni cœlestis Deum precibus adeamus, ut regnum et gens quæ Christum glorificavit in terris, glorificetur ab illo, non solum in terris, sed etiam in cœlis. » S. Leandri *Homil* (*Concil. de Esp.*, t. II, p. 259).

² « Gloria Domino nostro Jesu-Christo, qui tam illustrem gentem unitati veræ fidei copulavit, et unum gregem et unum pastorem constituit ? Cui a Deo æternum meritum, nisi vero catholico Recaredo regi ? Cui a Deo æterna corona, nisi vero orthodoxo Recaredo Regi ? » *Concil. Tolet. III* (*ibid.*, p. 222).

nous d'entendre les protestations en faveur de l'unité, affirment solennellement dans leurs écrits ou dans leurs canons cette même unité nationale, due à la fusion des races entre elles et inculquent à tous l'obligation de la maintenir.

L'ami dévoué de saint Isidore, saint Braulion de Saragosse et Taion son successeur, tous deux espagnols de naissance, non contents d'entretenir avec les rois, les évêques, les abbés et les nobles d'extraction gothique des relations au moins aussi intimes qu'avec leurs propres compatriotes, ne voient en outre et ne veulent voir en Espagne, à l'exemple de saint Léandre et des Pères du III^e concile national de Tolède, qu'un seul peuple et qu'une patrie commune à tous ceux qui l'habitent, sans distinction de Goths, de Suèves et de Romains. Dans leur pensée, la prospérité et l'existence même de cette patrie sont indissolublement liées à l'existence paisible et respectée de la monarchie gothique : menacer l'une, c'est attaquer l'autre. Plus tard saint Julien de Tolède qui, s'il n'était pas Espagnol de naissance, l'était du moins devenu par l'éducation, est animé des mêmes sentiments, et les exprime de la même façon ¹.

Les IV^e, V^e, VII^e, X^e, XVI^e XVII^e conciles de Tolède ne tiennent pas un autre langage ². C'est évidemment la façon dont

¹ « Præterita discrimina reminiscentes, animadvertimus quantis periculis, quantis necessitatibus etiam patuerimus adversariorum incursibus, quibus divina misericordia vos excitatos, et vestro regimine nos ereptos dum.... videmus, et vestros labores cogitantes, et in *futurum patriæ providentes...* ad tuam pietatem recurrere decrevimus... et, te bene valente, servum tuum Dominum Recesvinthum dominum nobis et regem deposcimus, etc. » S. Braul, *Ep. 37 ad Chindasvinthum*. — « Homo pestifer atque insani capitis, Froia, tyrannidem sumens, adsumptis sceleris sui perversis fautoribus, adversus orthodoxum, magnumque Dei cultorem Recesvinthum principem fraudulenter prætendens molimina, superbo adnisu, *christianam debellaturus adgreditur patriam*. » Taionis *Sentent.* Præf. epist. n. 2. — « Aduit enim in diebus nostris clarissimus Wamba princeps, quem digne principari Dominus voluit... quem *totius gentis et patriæ* communio elegit, quem populorum amabilitas exquisivit, etc. » S. Jul. Tolet. *Hist. Wambæ*, n. 2.

² « Postrema nobis sanctis sacerdotibus sententia est *pro robore nostrorum regum, et stabilitate gentis Gothorum* pontificale ferre decretum... Nullum *patriæ gentisque discidium* per vim atque ambitum oriatur... Quilibet igitur a nobis vel totius Hispaniæ populis... sacramentum fidei suæ quod *pro patriæ gentisque Gothorum statu vel conservatione regis salutis* pollicitus est, temeraverit... anathema sit... atque ab ecclesia catholica, quam perjurio profanaverit, efficiatur extraneus. » Concil. IV, Tolet. c. 75 (a. 633). Cf. Concil. Tolet V, can. 7; Concil. Tolet, VII, can. 1; Conc. Tolet. X, can. 2; Concil. Tolet. XVI, can. 9 et 10; Concil. Tolet. XVII, can. 7.

tous entendent payer leur dette multiple de reconnaissance aux Wisigoths, libérateurs et réorganiseurs de l'Espagne, à laquelle ils ont rendu son indépendance et sa vie nationale perdues depuis les temps les plus reculés, et dont ils ont fait le royaume le plus florissant de l'Europe occidentale. C'est pour s'acquitter de la même dette, et aussi sans doute parce qu'il tenait les Wisigoths pour frères et non pour étrangers, que saint Isidore de Séville, espagnol de vieille souche comme saint Léandre son frère et son maître, se constitue leur panégyriste en même temps que leur historien. Dans l'éloge sans restriction qu'il nous en a laissé, le Docteur des Espagnes place la noble nation des Goths, nation hardie, vaillante, généreuse et redoutée de tous, au premier rang parmi les peuples barbares ou civilisés de l'ancien monde, bien au-dessus des Romains qu'elle a courbés sous le joug, et qui en Espagne combattent aujourd'hui pour elle en compagnie d'une foule d'autres nations ¹.

Un siècle après la destruction du grand royaume chrétien de Tolède, on retrouve, au fond des Asturies, dans le cœur des fiers défenseurs de la patrie et de la liberté contre l'oppression musulmane, ces mêmes sentiments de sympathique admiration pour les Wisigoths. Alphonse-le-Chaste, un des plus renommés parmi les premiers successeurs de Pélage, se fait l'écho de ces

- ¹ • Populi natura pernices.
 Ingenio alacres
 Constantiæ viribus freti,
 Robore corporis validi,
 Staturæ proceritatis ardui,
 Gestu, habituque conspicui,
 Manu prompti,
 Duri vulneribus
 Quibus
 Tanta extitit magnitudo bellorum,
 Et tam extollens (al. *excellens*) gloriosæ victoriæ virtus,
 Ut Roma ipsa victrix omnium populorum,
 Subacta captivitatis iugo, gothicis triumphis accederet,
 Et Domina cunctorum gentium
 Illis, ut famula, deserviret.
 Hos Europæ omnes
 Tremuere gentes....
 Subactusque serviat illis romanus miles
 Quibus servire tot gentes
 Et ipsa Hispania vidit, etc., etc. »

S. Isid. *Hisp. Hist. Goth.* Prol.— Le texte que je donne ici est revu et corrigé sur le ms. de l'Arsenal (Fonds lat. n. 982).

sentiments dans le magnifique prologue de sa donation à Saint-Sauveur d'Oviédo (16 novembre 812). S'inspirant d'Isidore de Séville, il y paie aux Goths et à leurs victoires un juste tribut d'hommages, et tient pour un don du ciel que l'Espagne ait été le théâtre de leurs plus glorieux triomphes¹.

V

Les Wisigoths avaient d'avance justifié ces éloges, et mérité cette sympathie des vieux Espagnols par le remarquable entrain avec lequel ils travaillaient de leur côté à rendre aussi intime que possible, cette fusion que les Hispano-romains acceptaient de si bonne grâce. Je ne pense pas que jamais on ait vu conquérants chercher avec autant d'ardeur et mettre en œuvre avec plus d'impétuosité les moyens les plus efficaces de se perdre au sein des populations conquises, par leur assimilation complète avec elles. Une fois décidés à cette assimilation, ils y travaillent de leur mieux et ne s'arrêtent plus qu'ils ne soient complètement hispanisés. Leur assimilation religieuse aux Hispano-Romains n'admet ni réserve, ni restriction. Les Goths de Récarède abjurent toutes les erreurs de l'arianisme, ils renoncent à leur discipline, à leur liturgie, aux livres de leur secte. Leurs antiques croyances sont désormais honnies par eux et détestées, comme une

¹ « Et quia
Tu es Rex regum regens cælestia
Simulque terrestria....
Terrarum populis, pro obtinenda justitia,
Distribuis reges, leges atque judicia.
Cujus dono, inter diversarum gentium regna,
Non minus in terminis Spaniæ clara
Refulsit Gothorum victoria. »

Adefons II (*Esp. s. t. XXXVII, esc. 7*).

L'auteur anonyme de la *Légende du comte Fernan-Gonzalez* (2^e moitié du XIII^e siècle) exprime la même pensée dans les vers suivants :

Venieron estos Godos de parte de Oryente,
Jesu Christo les embyó, esto sin fallimiente,
Del linaie de Gog (Ed. *Godos*) vino aquesta gente...
Escogieron á Espanna toda de mar á mar etc. »

Copla 16, 20

contagion odieuse et funeste, dont ils doivent se purifier à tout prix, afin d'entrer dans la véritable Église pleinement régénérés et rayonnant des splendeurs de la vraie foi¹. Leur docilité et leur bonne volonté sont telles, qu'avec les catholiques d'Espagne et bien avant que l'Église romaine ait placé cette vérité parmi les dogmes de foi, ils professent solennellement que le Saint-Esprit procède du Père et du Fils, et disent anathème à quiconque oserait soutenir le contraire².

Comme on devait s'y attendre, cette conversion ne s'accomplit pas sans susciter quelques résistances au nord et au midi du royaume. Mais ces résistances furent promptement brisées par l'effort combiné des Goths catholiques et des Hispano-romains³. Il y eut aussi un retour offensif sous le roi Witeric. Mais ce meurtrier du fils de Récarède, assassiné à son tour, disparaît bientôt de la scène et, après lui, sous tous les autres rois de Tolède sans exception, le trône n'est plus occupé que par des catholiques vrais et sincères, dont l'orthodoxie, mise parfois en suspicion, mais sans ombre de preuves, nous est garantie par l'entente parfaite qui ne cessa de régner entre ces princes et les plus fermes soutiens que le catholicisme ait eu de leur temps dans la Péninsule, entente dont l'histoire nous fournit des preuves aussi nombreuses qu'irrécusables. Nous savons quels liens d'intimité spirituelle unissaient au glorieux roi Récarède, saint

¹ En itaque fiat, ut et vos Christi esse corporis membra significetis... Dum patuerit vos talem perfidiæ arianæ cum omnibus dogmatibus, regulis, officiis, communione, codicibus, prædamnare, et detestandæ hæreseos expoliati contagione, innovati quodammodo, intra ecclesiam Dei, splendide habitu fidei clareatis. Tunc Episcopi omnes una cum clericis suis primoresque gentis gothicæ pari consensione dixerunt.... Confitemur... nos ex hærese ariana toto corde, tota anima, et tota mente nostra ad ecclesiam catholicam fuisse conversos. » Concil. Tolet. III (*Concil. de Esp.* II, p. 223, et 225), XVIII. Parmi les livres ariens signalés dans les lignes précédentes, il faut compter le traité qu'avaient composé les évêques de cette secte réunis en concile la XII^e année du règne de Léovigilde, sur la méthode à suivre pour amener les Romains à l'hérésie arienne, et les actes du concile de Rimini (*Ibid.*, p. 224 XVI, et 225, XVII).

² Quicumque Spiritum sanctum non credit aut non crediderit a Patre et Filio procedere, eumque non dixerit coæternum esse Patri et Filio, et coessentialeni, anathema sit. » (*Ibid.*, p. 224, III).

³ Voir dans la vie de saint Mazona (VV. PP. *Emerit.* c. XVII, XVIII), le récit de la conjuration des ariens de Merida déjouée par l'espagnol Claude, duc de la province de Lusitanie. Voir aussi Joann. Biclár. *Chron.* Sub aa. 587, 588. (*Esp. sag.*, t. VI, p. 385).

Léandre de Séville ¹. Saint Isidore son frère, oracle des églises d'Espagne, dédie son traité *de la Nature des choses* à son ami le roi Sisebuth, savant lui-même et zélé controversiste ². Ce même Docteur clôt son *Histoire des Goths* par un éloge du roi Svinthila, dont l'affection la plus vive a pu seule dicter les termes ³, et qui ne le cède en rien à l'éloge enthousiaste précédemment consacré en cette même histoire des Goths à la mémoire de son prédécesseur, le très chrétien roi Sisebuth ⁴. C'est encore Isidore de Séville qui, d'accord avec ses collègues du IV^e Concile de Tolède qu'il préside par droit d'ancienneté, et sur les instances les plus vives du roi Sisenand, donne à la

¹ C'est par la lettre de ce prince à saint Grégoire-le-Grand que cette intimité nous est connue. Voici, en effet, ce qu'on y lit: «Leandrum vero Spalensis ecclesiæ sacerdotem tuæ in Christo sanctitati cum omni veneratione commendo. Quia per ipsum tua benevolentia nobis est lucidata, et dum cum eodem antistite de tua vita loquimur, in bonis actibus vestris nos minores esse censemus, etc. *Epist. Reccaredi regis ad Greg. M. (Concil. de Esp., t. II, p. 217).*

² On a de Sisebuth un certain nombre de lettres, publiées pour la première fois par Florez (*Esp. sag.*, t. VII, p. 318). La dernière est une apologie de la Foi catholique adressée au roi lombard Advalvald et à Théodelinde sa femme. Sisebuth a écrit la vie de saint Dié (*E. s.*; p. 337-346). Saint Isidore de Séville parle en ces termes du style et de la science de ce prince (*Hist. Goth. sub era 650*): «Fuit autem eloquio nitidus, sententia doctus, scientia litterarum magna ex parte imbutus.»

³ «Gloriosissimus Svinthila
Gratia divina regni suscipit sceptrum...
Præter has militaris gloriæ laudes,
Plurimæ in eo regiæ majestatis virtutes
Fides, prudentia, industria,
In judiciis examinatio strenua,
In regendo regno cura præcipua;
Circa omnes munificentia,
Larga erga indigentes et inopes misericordia
Satis promptus,
Ut non solum princeps populorum,
Sed etiam pater pauperum
Vocari sit dignus.» *Id. ib.*, era 659.

⁴ «Sisebuthus Christianissimus...
In judiciis justitia et pietate strenuus,
Ac præstantissimus,
Mente benignus, splendore regni præcipuus...
Adeo post victoria clemens, ut multos,
Ab exercitu suo hostili præda in servitutem redactos,
Pretio dato absolveret,
Ejusque thesaurus redemptio captivorum existeret.»
(S. Isid., *ibid.* sub era 650.)

constitution politique du royaume sa forme définitive ¹. Saint Braulion de Saragosse entretient une correspondance intime avec Chindasvinthe et Récesvinthe, les deux grands législateurs de l'Espagne gothique ². Saint Eugène II de Tolède, disciple de saint Braulion, est enlevé à l'affection de son maître et placé sur le siège de la capitale par le premier de ces deux rois, juste appréciateur de ses vertus et de son mérite ³. Taion, n'étant encore que prêtre, reçoit de ce même prince une mission littéraire toute de confiance ⁴. Il montre, une fois évêque, le plus grand enthousiasme pour la cause de Récesvinthe menacé par un rebelle ⁵. Saint Julien de Tolède, admirateur du roi Wamba dont il a écrit l'élection et les premières campagnes, compose, sur la demande de son successeur le roi Ervige, sa *Démonstration du sixième Âge* ⁶. C'est aussi sur l'ordre du roi Egica, gendre et successeur d'Ervige, que ce même saint adresse au Souverain-Pontife son éloquente *Apologie du Livre des trois Substances*, qui valut à son auteur, à Rome même, un si beau triomphe ⁷. Félix, suc-

¹ Voir le soixante-quinzième canon du IV^e Concile de Tolède (*Conc. de Esp.*, t. II, p. 311, sqq.)

² Voir les lettres 31-33 et 37-41 dans le recueil des lettres de Saint Braulion (*E. s.*, t. XXX).

³ Lire dans ce même recueil les lettres échangées au sujet d'Eugène II entre le roi Chindasvinthe et saint Braulion de Saragosse (les ep. 31-33).

⁴ L'anonyme de Cordoue expose dans les plus grands détails le but et les résultats de cette mission (*Epit. imp.*, n. 16, al. 13).

⁵ Cf. Taionis *Sent. Præf. ad Quiricum*, n. 2 (*Esp. sag.*, t. XXXI).

⁶ Ego... religiosi vestræ gloriæ jussis et mei ordinis mancipationis officiis, obedientiæ competentem vestræ celsitudini reddens honorem et Deo debitam servitutem, imperatum mihi opus... ut potui, explicavi, etc., S. Julian. Tolet. *De Comprob. sextæ Ætat.* Præf. ad Ervigium regem.

⁷ Tel était le titre de l'apologie envoyée à Rome par saint Julien, et non des *Trois chapitres (de Tribus capitulis)* comme le portent les éditions modernes. C'est ce qu'affirme l'anonyme de Cordoue dans ce passage de sa chronique (*Epit. imper.* 28, al. 26) :

« Ejus (*Egican*) in tempore, librum de tribus substantiis
Quem dudum Romam sanctissimus Julianus,
Urbis regiæ metropolitanus episcopus miserat,
Et minus tractando Papa Romanus
Arcendum indixerat.....
Veridicis testimoniis,
In hoc concilio, ad exaggerationem præfati principis,
Julianus episcopus... ea quæ Romam transmiserat,
Vera esse confirmans, Apologeticum fecit, etc. »

Cette apologie est insérée dans les actes du XV^e concile de Tolède (*Conc. de Esp.* t. II, p. 538, sqq.), et dans le tome XCVI de la Patrologie de Migne, col. 525, sqq.

cesseur de Julien et son biographe, homme d'une gravité de mœurs et d'une prudence admirables, réunit d'accord avec le roi Egica seul, puis avec ce prince et Witiza son fils alors associé à la couronne, plusieurs conciles dont les décrets, aujourd'hui malheureusement perdus, étaient, au dire de l'anonyme, remarquables par leur sagesse¹. Witiza enfin, resté par la caducité d'abord puis par la mort de son père, l'unique possesseur du pouvoir, place sur le siège de Tolède, pour y remplacer Félix décédé, le vénérable Gunderic que sa sainteté rend illustre entre tous les prélats de son temps, et dont le choix fait grand honneur à la piété éclairée du prince². Privé par la mort de Gunderic d'un sage conseiller, Witiza, vers les derniers mois de son règne, lui donne pour successeur le pieux Sindérède, qui, s'il ne fut pas aux jours de l'épreuve un modèle d'héroïsme et de dévouement, n'a du moins jamais vu soupçonner l'intégrité de sa foi, ni la pureté de ses mœurs³.

C'est au constant accord de ces rois fermement catholiques, et de ces évêques zélés et pieux, dont plusieurs n'acceptaient l'épiscopat que contraints et forcés par l'ordre formel du prince⁴; c'est

¹ « Per idem tempus (era 736 a. 698), Felix, urbis regie Toletanæ sedis episcopus, gravitatis et prudentiæ excellentia nimia pollet et concilia satis præclara etiam adhuc cum [in] colomes principes agit. » An. Cord. *Epit. imp.*, n. 31 (al. 29). Félix signe déjà comme primat de Tolède les actes du XVI^e concile célébré en cette ville, ère 731 (a. 893).

² « Per idem tempus (era 738, a. C. 700) Gundericus urbis regie Toletanæ sedis metropolitanus episcopus, sanctimonie dono illustris habetur, et in multis mirabiliter auctor celebratur. » *Epit. imper.* n. 32 (al. 30).

³ « Per idem tempus (era 749, a. C. 711.) livæ memoriæ Sinderedus urbis regie metropolitanus episcopus sanctimonie studio claret. » Anon. Cord. *Epit. imp.*, n. 35. D'après cet écrivain contemporain, trois primats seulement se sont succédés sur le siège de Tolède durant les onze années du règne de Witiza : Félix mentionné sous l'année 698, Gundéric, sous l'année 700, et Sindérède sous l'année 711, c'est-à-dire presque à la veille de la déposition de ce prince, et tous trois d'une parfaite orthodoxie et d'une grande piété. De la légendaire intrusion d'Oppas, frère de Witiza sur ce même siège, pas un mot.

⁴ Saint Eugène II arraché à l'amour de Braulion et intronisé de force à Tolède par le roi Chindasvinthe (« Principali violentia reductus atque in pontificatum adscitus. » S. Ildeph. *Suppl. cat. Vir. Ill. Isid.*, c. 14; *Ep.* 31 et 32 inter Braulinianas, *Esp. sagr.*, t. XXX); S. Fructueux élevé malgré lui au siège de Braga (« Licet invitatus, contra voluntatem suam, languoris morore depressus, pertinaciter resistendo... ordinatus est pontifex » S. Valer. *Vit. S. Fruct.*, n. 20, *E. s. t.* XV); S. Hildephonse enlevé à son monastère et contraint par ordre de Récesvinthe de monter sur le trône primate de

à la sagesse des mesures prises en commun par eux dans les grandes assemblées ecclésiastiques du royaume, qu'on doit l'extirpation entière et radicale de l'Arianisme et du Priscillianisme qui avaient si longtemps désolé l'Espagne¹. Tant que dura cette mutuelle entente, c'est-à-dire tant que les successeurs de Récarède régnèrent sur la Péninsule, aucune erreur nouvelle ne parvint à s'implanter dans ce sol devenu rebelle à toute autre culture que celle de l'enseignement catholique. Ce ne fut qu'après la destruction du royaume de Tolède, qu'on vit, au contact des musulmans, se produire la tentative impie de conciliation entre l'Évangile et le Coran, connue sous le nom d'Adoptionisme². Mais les fauteurs de cette hérésie essayèrent vainement de la propager dans les Asturies, où régnaient les descendants du premier roi goth catholique et où, sous leurs auspices, se reconstituait la société hispano-gothique plus dévouée que jamais à sa vieille foi.

VI

Cette même entente de l'autorité royale et de l'autorité ecclésiastique ne produisit pas de moins heureux fruits dans l'ordre des mœurs que dans celui des croyances. Grâce à elle, la moralité publique monta peu à peu et s'éleva, vers les dernières années du royaume de Tolède, à un niveau qu'elle n'avait jamais atteint jusque-là, niveau bien supérieur à celui où nous la voyons arrivée à l'époque la plus florissante de l'Église hispano-romaine, lorsque se ferme l'ère des persécutions par l'avènement de Constantin au trône impérial. A cette époque, en effet, fut célé-

Tolède (« Ildefonsus... rector... effectus Agaliensis cœnobii... principali violentia Toletum reducitur, atque inibi post decessoris sui obitum, pontifex subrogatur... nono glosiosi Recesvinthi principis anno. » (S. Julian. Tolet. *Suppl. cat. Vir. Ill.*); etc., etc.

¹ Dès la fin du règne de Récarède, saint Jean de Valclara signale en ces termes la disparition totale de l'Arianisme (*Chron.* a. 589, sqq.) : « In presenti vero Toletana synodo, Aarii perfidia... ita radicitus amputata est, insistente principe memorato Reccaredo rege, ut ulterius non pullulet. »

² L'Adoptionisme donne lieu à une remarque assez curieuse. La fusion des races se montre dans sa propagation, comme elle s'était précédemment manifestée dans la défense ou la propagation de la vraie foi. Sur les trois

bré en Espagne le concile d'Elvire dont les nombreux canons disciplinaires nous fournissent en abondance les plus curieux détails sur les mœurs de la société chrétienne dans la Péninsule, au début ou vers le milieu du quatrième siècle ; car les critiques ne sont pas d'accord sur la date exacte de cette assemblée. Eh bien ! qu'en regard de ces canons d'Elvire, de ceux du premier concile de Tolède et de celui de Lérida tenus, l'un en l'an 397 ou 400, bien avant l'établissement des Wisigoths en Espagne, l'autre en 546, avant l'entrée de ces mêmes Wisigoths dans le sein de l'Église catholique, on mette les canons également disciplinaires promulgués, au plutôt une trentaine d'années avant l'invasion arabe, par les conciles nationaux ou provinciaux qui se réunirent à Tolède en 683, 693, 694 sous Ervige et son successeur Egica, et en 691 à Saragosse, sous le second de ces princes ; qu'on les compare les uns aux autres, et l'on se convaincra de la vérité de l'affirmation que j'émettais tout à l'heure et dont quelques-uns de mes lecteurs auront sans doute été surpris, habitués qu'ils sont à un tout autre langage ¹. Presque tous les vices et les

apôtres de cette erreur, l'un, Elipand de Tolède, est goth de nom et par conséquent d'extraction. Les deux autres, Félix d'Urgel et Claude de Turin, sont espagnols de nom et probablement d'origine. A l'Adoptianisme que Claude de Turin enseigna certainement, au moins sous le manteau et par écrit (V. Jon. Aurelian. *De cultu. Imag.*, præfat.), cet hérétique joignait l'*Iconoclastie* : c'était de sa part un pas de plus vers les doctrines de l'Islam.

¹ Voici le tableau comparatif de ces canons disciplinaires. Ceux du concile d'Elvire [A], du premier concile de Tolède [B], et du concile de Lérida [C] sont réunis dans la première colonne. La seconde renferme ceux des ^{xiii}^e [V], ^{xvi}^e [Y], ^{xvii}^e [Z] conciles de Tolède, et du ⁱⁱⁱ^e de Saragosse [X]. Les quatorzième et quinzième conciles de Tolède ne contiennent pas de décrets disciplinaires.

I.

Moralité hispano-romaine

1^o Si quis privignam duxerit uxorem, eo quod sit incestus, placuit nec in finem dandam communionem. A. 66.

2^o Stupratoribus puerorum nec in finem dandam communionem. A. 71.

3^o Si cum conscientia mariti uxor fuerit mæchata. A. 70. — Si quis fidelis habens uxorem, cum Judæa vel gentili fuerit mæchatus. A. 78. Cfr. *ibid.*, 64, 65. B. 17.

4^o Fœminæ quæ nulla præcedente

II.

Moralité hispano-gothique.

1^o Sodomiticæ operationis malum multos sauciasse, perpenditur etc. Y. 3.

2^o Quorundam hominum tam grave inolevit disperationis contagium, ut dum fuerint... pro sui purgatione sceleris... custodiæ mancipati... seipsos malunt aut laquei suspendio enecare, aut ferro vel aliis mortiferis casibus interimere. Y. 4.

désordres dont les anciens conciles signalent l'existence dans la société hispano-romaine, ont disparu de la société hispano-gothique à la fin du VII^e siècle. Plus d'incestes, d'adultères publics et scandaleux, de divorces impudemment multipliés

causa reliquerint viros suos et alteris se copulaverint, nec in finem accipiant communionem. — Fœmina fidelis quæ adulterum maritum reliquerit fidelem et alterum ducit, prohibeatur ne ducat, etc. A. 8, 9.

5^o Mater vel parens... si lenocinium exercuerit, eo quod alienum vendiderit corpus, vel potius suum, etc. A. 12.

6^o Si qua per adulterium absente marito suo conceperit, idque post facinus occiderit. A. 63. Catechumena si per adulterium conceperit et præfocaverit, etc. A. 68. Qui male conceptos ex adulterio factos vel editos necare studuerint, etc. C. 2.

7^o Ne fœminæ in cœmeterio pervigilent, eo quod sæpe... latenter scelera committunt. A. 35.

8^o Episcopi, presbyteres, et diacones si... detecti fuerint quod sint mœchati. A. 18.

9^o Episcopi, presbyteres et diacones de locis suis negotiandi causa non discedant, nec circumeuntes provincias, quæstuosas nundinas sectentur. A. 19. Si quis clericorum detectus fuerit usuras accipere, etc. A. 20.

10^o Virgines quæ se Deo dicaverunt, si pactum perdiderint virginitatis atque eidem libidini servierint, non intelligentes quid admiserint, etc. A. 13, Cf. B. 19, C. 6.

11^o Si quis de potestatibus clericum aut quemlibet pauperiorem aut religiosum expoliaverit, etc. B. 11.

12^o Si quis vero maleficio interficiat alterum. A. 6.

13^o Si qua fœmina furore zeli accensa flagris verberaverit ancillam suam, ita ut intra tertium diem animam cum cruciatu effundat. A. 5. Nullus clericorum servum aut discipulum suum ad ecclesiam confugientem extrahere... vel flagellare præsumat. C. 8.

3^o Missam pro requie defunctorum promulgatam fallaci voto pro vivis student celebrare hominibus, non ob aliud, nisi ut is pro quo idipsum offertur sacrificium, ipsius sacrosancti libaminis interventu, mortis ac perditionis incurrat periculum. Z. 5.

4^o Ne monasteria diversoria sæcularium fiant, etc. X. 3.

5^o Qui obstinatæ mentis dolositate confusi, quum aliqua eos molestia fraternorum jurgiorum pupugerit, insana illico temeritate abrepti, altaria nudantes, sacratis vestibus exuunt, ac divinatorum sacrificiorum cultum malitia intercedente subducunt, etc. V. 7.

6^o Oportunum satis est ut sponsio principibus compromissa absque aliquo fraudis novo custodiatur. Y. 9. Illi jurantes filem promissam temerare non metuunt. *Ibid.* Cf. *ib.* 10.

par des femmes esclaves de leurs passions ; plus de mères vendant à prix d'or l'honneur de leurs filles ; plus d'avortements et d'infanticides ; plus de cimetières profanés par des débauches nocturnes ; plus d'évêques, de prêtres et de clercs de tout degré livrés à l'incontinence en dépit de leurs serments les plus sacrés, pratiquant l'usure, et courant les foires et les marchés pour y trafiquer ; plus de vierges sages devenant folles dans le pire sens du mot, ou en butte à d'odieuses violences ; plus de spoliations du faible et du pauvre par les riches et les puissants du jour ; plus d'esclaves mourant sous le fouet victimes de la jalousie de leurs maîtresses, ou arrachés du sanctuaire, leur lieu de refuge, par les clercs auxquels ils appartiennent et qui veulent satisfaire leur brutalité sur ces malheureux ; plus d'ecclésiastiques cherchant à s'entre-tuer ; plus de délateurs enfin, cette plaie de Rome et de l'Empire sous les Césars païens ou chrétiens.

Sans doute, à côté de ces désordres extirpés en si grand nombre, il en est d'autres, le vice de Sodome et les superstitions idolatriques en particulier, qui résistent aux efforts conjurés des rois et des évêques, tant ces abominables ou ridicules pratiques, tristes legs de l'antique civilisation païenne, se sont profondément enracinées dans les habitudes de la population hispano-romaine de la Péninsule ¹. Sans doute aussi, à la place des anciens vices dispa-

14° Si clerici in mutuam cædem proruperint. C. 11.

15° Qui post fidem baptismi salutaris adulta ætate ad templum idoli idolaturus accesserit. A. 1. Flamines qui post fidem lavacri... sacrificaverunt. A. 2. Iidem flamines qui non immolaverint, sed munus tantum derint. A. 3.

16° Delator, si quis extiterit fidelis, et per ejus delationem aliquis fuerit proscriptus, etc. A. 73.

7° Illi diversis suadelis decepti, cultores idolorum efficiuntur, venratores lapidum, accensores facularum, excolentes sacra fontium vel arborum etc., etc., etc. Y. 3.

¹ Le vice de Sodome était en Espagne d'importation grecque ou romaine; il y florissait avant l'invasion des barbares, comme on le voit par le concile d'Elvire (can. 71), et tout porte à croire qu'il resta l'apanage à peu près exclusif des Hispano-romains. Après quatre-vingts ans de séjour au milieu des populations profondément corrompues de l'Achaïe, de l'Illyrie, de l'Italie, et de la Gaule méridionale, les Wisigoths avaient si bien gardé leur antique pureté de mœurs, que, dans Braga emportée par eux d'assaut en 456, pas une vierge chrétienne n'eut à subir le moindre outrage (Idat. *Chron.* p. 99). Cette chasteté, célébrée avec raison par Salvien (*De Prov.*, VI), rend absolu-

rus, on en voit apparaître d'autres jusqu'alors ignorés : le suicide, le parjure politique, l'abus de l'interdit ecclésiastique. Mais cet échec partiel, joint à cette éclosion de quelques rares maladies morales dans la société hispano-gothique, n'enlève rien à la vérité de mon affirmation sur le progrès réel accompli dans l'ordre des mœurs par cette même société dans les cent dernières années de son existence. La corruption profonde et universelle de l'Espagne à cette même époque est donc une légende à renvoyer au pays des chimères, d'où elle n'aurait jamais dû sortir. Car, à l'encontre de presque tous les autres récits légendaires, celui-ci ne renferme aucun élément historique appréciable mêlé aux fables aussi ridicules qu'in vraisemblables dont il est formé. C'est un méprisable conte, et rien de plus ¹.

Chose digne de remarque, et qui montre mieux que tout le reste à quel point le catholicisme s'était emparé des Wisigoths et les avait transformés : parmi les prélats qui concoururent avec un dévouement infatigable à la fusion des deux races dans une même foi, au développement de l'instruction des peuples ², et

ment invraisemblable l'accusation, d'ailleurs dénuée de preuves, lancée par certains hispanistes contre ces mêmes Wisigoths de s'être adonnés à cette honteuse pratique. Quant aux superstitions condamnées par le seizième concile de Tolède (can. 2), elles étaient à cette époque, c'est-à-dire en 693, déjà fort anciennes, avaient été prosrites par de nombreux conciles (*ibid.*) et se rattachaient au vieux polythéisme gréco-romain, ainsi que saint Martin de Dume nous l'apprend dans son catéchisme à l'usage des *Ruraux* de Galice (S. Mart. Dum. *De Correct. Rustic.*, 2 et 3), et le roi Egica dans son discours au concile cité plus haut (*Conc. de Esp.*, II, p. 556) ; or Suèves et Wisigoths restèrent toujours étrangers à ce paganisme.

¹ Cette légende fait sa première apparition dans l'interpolateur de la chronique d'Alphonse III (XI^e siècle?) d'où elle passe, mais singulièrement augmentée et embellie, dans la chronique de Silos (XII^e siècle), et dans les histoires de Luc de Tuy et de Rodrigue de Tolède. Ces écrivains l'acceptèrent d'autant plus volontiers qu'ils y voyaient une justification de la Providence dans la ruine de l'Espagne chrétienne (Cf. *Chr. Sil.* n. 15). Mais le Dieu de vérité répugne aux justifications mensongères, et les amis de Job — braves gens au fond quoique plus *providentiels* que de raison — pour s'être attelés à pareille besogne, ne reçurent de la divine justice qu'un brevet de présomption inintelligente (Job, XLII, 8). Avis à ceux qui seraient tentés de les imiter.

² Les canons de l'église hispano-gothique ne cessent de rappeler aux clercs de tout rang et aux évêques en particulier l'obligation où ils sont de s'instruire eux-mêmes et d'instruire les autres (Cf. conc. Tol. IV, can. 25; VI, can. 10; VIII, can. 8; XI, can. 2). On peut donc supposer sans invraisemblance que le roi Sisebuth, dans le passage suivant de sa lettre au roi des Lombards Advalvald et à sa femme la reine Théodelinde, parle de ce qui se

d'un respect plus grand et plus pratique de la règle chrétienne des mœurs chez tous les enfants de l'église d'Espagne, beaucoup étaient goths de naissance, et ne le cédaient à leurs collaborateurs hispano-romains, le seul Isidore de Séville excepté, ni en science, ni en sainteté, ni en zèle de la maison de Dieu. Entre ces glorieuses recrues du catholicisme dans la Péninsule, citons au hasard de la plume Masona et Fortunat, l'un et l'autre métropolitains de Mérida, dont ils illustrèrent le siège par leur éloquence, leur doctrine et leur piété¹ ; Jean, abbé de Valclara, puis évêque de Girone, confesseur de la foi sous Léovigilde comme Masona, et comme lui exilé par ce roi persécuteur dont il avait bravé les menaces et dédaigné les promesses, profondément versé dans les lettres grecques et latines qu'il avait étudiées à Constantinople pendant dix-sept ans, auteur estimé d'une chronique universelle, d'une règle composée pour les moines qui s'étaient groupés en très grand nombre autour de lui après son retour de l'exil, et d'autres ouvrages aujourd'hui perdus². A ces doyens du

passait tous les jours sous ses yeux (Siseb. reg. *Epist.* 8 ; *E. s.* VII, p. 330). « Homines agrestes, scilicet minus ratione capaces, quotidie cernimus æthereis militare per matrem Ecclesiam castris. »

¹ On a lu plus haut le témoignage rendu aux vertus de Masona par l'historien anonyme des Pères de Mérida. Voici maintenant ce que le même auteur raconte de l'origine, de la science et de la piété de Fortunat (Anon. *VV. PP. Emerit.*, XXI, 50, p. 385).

« Quo (*Innocentio*) etiam defuncto sacerdotii culmen sanctus Renovatus, Cunctis virtutibus decoratus,

Non immerito promeruit ; vir denique natione Gothus,

Generoso stemmate procreatus,

Familiæ splendore conspicuus.

Erat enim procerus corpore, forma perspicuus...

Sed quamvis extrorsus habitus sui esset gloria decoratus,

Introrsus pulchrior habebatur lumine Dei spiritus illustratus.

Multis nimirum artium disciplinis existerat eruditus,

Multisque virtutum variis generibus adornatus, etc., etc. »

² « Joannes Gerundensis ecclesiæ episcopus, nativitate Gothus, provinciæ Lusitaniæ Scalabi natus. Hic cum esset adolescens, Constantinopolim perrexit, ibique græca et latina eruditione munitus, post decem et septem annos in Hispanias reversus est. eodem tempore quo, incitante Leovigildo rege, ariana fervebat insania. Hunc supradictus rex cum ad nefandæ hæresis credulitatem compelleret, et hic omnino resisteret, exilio trusus et Barcinonem relegatus per decem annos multas insidias... perpressus est. Qui postea condidit monasterium quod nomine Biclari dicitur, ubi, congregata monachorum societate, scripsit regulam ipsi monasterio... Addidit in libro chronicorum, ab anno primo Justinii junioris principatus, usque in annum octavum Mauriti... historico, compositoque sermone valde utilem historiam; et multa

Wisigothisme catholique, joignons saint Fructueux, de race royale, ami de saint Braulion de Saragosse qu'il consultait dans ses doutes, lui aussi législateur monastique, devenu par la volonté du roi et des évêques métropolitain de Braga dans l'antique Galice¹; saint Hildephonse qui, après avoir gouverné en qualité d'abbé le monastère d'Agalia d'où son père avait voulu l'arracher à main armée, fut contraint d'en sortir par ordre de Réceswinthe et de s'asseoir sur le siège primatial de Tolède, réfuta victorieusement les vieilles erreurs de Jovinien et d'Helvidius remises en circulation, selon toute apparence, par quelque juif mal converti, et se rendit encore plus célèbre par ses vertus que par ses ouvrages²; Gunderic, un des successeurs de saint

alia scribere dicitur quæ ad nostram notitiam non pervenerunt. » Isid. *Hisp. Catal. Vir. Ill.* c. 44.

¹ « Perspicuæ claritatis egregias

Divina pietas duas

Illuminavit lucernas :

Isidorum reverentissimum scilicet virum,

Hispalensem episcopum,

Atque beatissimum Fructuosum

Ab infantia immaculatum et justum...

Hic vero Beatus,

Ex clarissima regali progenie exortus

Sublimissimi culminis,

Atque ducis exercitus Hispaniæ proles...

Post discessum igitur parentum, abjecto seculari habitu tonsoque capite

Cum religionis initia suscepisset, tradidit se,

Erudiendum spiritualibus disciplinis, sanctissimo viro,

Conantio episcopo...

Post hæc... construens cœnobium Complutense,

Juxta divina præcepta nihil sibi reservans, omnem a se

Facultatis suæ suppellectilem ejiciens,

Et ibidem conferens,

Eum locupletissime ditavit;

Et tunc ex familia sua quam ex conversis,

Ex diversis

Hispaniæ partibus

Sedulo occurrentibus,

Cum agmine monachorum affluentissime complevit...

Deinde ad eremi pertendens loca monasteria... plurima fundavit...

Dum ibi cœnobiali situ... cunctis... modum rectæ vitæ constituisset,

Et aliquandiu illic degisset.

Post hæc videlicet licet invitatus, contra, voluntatem suam in sede metropolitana (*Bracarensi*)... ordinatus est. » S. Val. S. *Fruct. Vit.* n. 1, 2, 3, 9 et 20 (*Esp. sagr.*, t. XV). — Le recueil des lettres de saint Braulion en renferme une de S. Fructueux encore prêtre à l'évêque de Saragosse (*Epist. inter Braulion.* 43).

² « Ildefonsus... Agaliense monasterium petiit, cujus fugam rabido furore

Hildephonse, dont je rappelais naguères les mérites éminents ; Frédoaire enfin, évêque d'Acci, témoin de la ruine de l'Espagne catholique et qui, par ses leçons aussi bien que par ses exemples, consola son peuple courbé sous le joug musulman, et le fortifia dans la profession de la vraie foi, objet des mépris insolents des nouveaux possesseurs de la Péninsule.

Vers le même temps les clottres, de plus en plus nombreux, ceux surtout que saint Fructueux avait fondés dans presque toutes les provinces de l'ouest et du sud de la Péninsule, se peuplaient de moines wisigoths qui, à l'exemple de leurs frères hispano-romains, consacraient leurs veilles à la prière et à l'étude. Aux noms déjà connus de Masona, de Juan de Valclara, de Fructueux, d'Hildephonse et de Fortunat, tous moines avant d'être évêques, les documents historiques de cette époque nous permettent d'ajouter ceux de Richila, abbé d'Agalia, qui compta saint Hildephonse parmi les religieux soumis à son autorité ¹ ; de l'abbé Ayulphe mentionné dans une lettre de saint Braulion ² ; du noble Theudisile versé dans l'art des anciens sophistes, qui, abandonnant la cour et les honneurs du siècle, se fit le disciple de saint Fructueux et fonda plus tard le monastère de Castroléon où il mourut ³ ; de Theudila enfin auquel, lorsqu'il renonça au monde

insequens pater, uno tantum maceriæ impeditus est obice... armata deinde manu Agaliensem cellam impetens gladio, dum quæsitum non invenit... perditum deploravit. Percognita igitur præfatus vir absentia parentali, Agaliense illico monasterium adiit... se in eo multis fere annis decenter exhibuit... Rector deinde effectus Agaliensis monasterii monachorum mores exercuit... Principali post hæc violentia Toletum reducitur, atque inibi... pontifex subrogatur. Scripsit sane quam plurimos libros luculenti sermone peritissimos. » S. Jul. Tolet. *Supplem. ad cat. VV, Ill. sancti Isidori*, c. XV.

¹ « Justus Helladii discipulus illicque successor (*in sede Toletana*) innexus est... Vir ingenio acer et eloquio sufficiens... Scripsit ad Richilanem Agaliensis monasterii patrem epistolam debita et sufficienti prosecutione constructam. » S. Hildephonsi *Supp. Cat. VV. Illustr.*, c. 8 (*Esp. sagr.* t. V, p. 478). Nous savons par ailleurs (*ibid.*, c. 7) que saint Hildephonse déjà moine reçut les ordres sacrés de la main de saint Hellade prédécesseur de Juste sur le siège de Tolède, et que ce même Hildephonse était abbé d'Agalia lorsqu'il dut accepter le siège de Tolède devenu vacant par la mort de Juste (S. Julian. Tol. *Supp. Cat. VV. Ill.* c. 15); donc Hildephonse vécut sous le gouvernement de Richila, et fut selon toute apparence appelé à lui succéder comme abbé d'Agalia.

² « Salutem autem religiosa humilitate et devotissima servitute vestræ Beatitudini persolvens quæso... Hæc et Ayulfo presbytero et abbati. » S. Braul. *Epist.* 17.

³ « Rumore eximie sanctitatis ejus (*Fructuosi*) enixius crebrescente, multæ

pour embrasser la vie religieuse, le roi Sisebuth adressa une lettre de félicitations et de conseils, ce qui nous autorise à penser que Theudila appartenait comme Theudisile à la haute noblesse wisigothique ¹.

La conversion des Goths d'Espagne à la foi catholique fut donc aussi sincère que complète. Loin de montrer quelque tiédeur dans la profession de leurs nouvelles croyances, loin d'en abandonner la défense ou la propagation au zèle des Hispano-romains, leurs frères en orthodoxie, ils apportèrent dans l'une et dans l'autre leur ardeur de néophytes. Cette ardeur immodérée les engagea dans une propagande religieuse aussi arbitraire que brutale, réprouvée par les lois de l'Église, à laquelle leurs maîtres dans la foi, les Espagnols de vieille race, n'avaient jamais songé; je veux parler de la violence faite par le roi Sisebuth aux Juifs de son royaume pour les contraindre à recevoir le baptême. Cette mesure illégale et souverainement regrettable fut, il est vrai, condamnée par saint Isidore, et par un canon spécial du quatrième concile national de Tolède, auquel prirent part tous les évêques de la Gaule et de l'Espagne gothiques²; mais elle le fut

idoneæ ac nobiles personæ etiam de palatio, servitium regis relinquentes, ad ejus... confugerunt disciplinam... inter quos unus sophisticæ intelligentiæ peritiam adeptus, nomine Theudisilus (al. *Teudiscus*)... in abditissima solitudine, in locum qui nominatur Cistrum Leonis egregium ædificavit monasterium et in ipso permansit usque ad finis sui terminum. » S. Valer. Vit. S. *Fructuosi*, c. 8. (E., XV, 454).

¹ Siseb. reg. Ep. 7. — Cette lettre se termine par quatre distiques, dont je crois devoir citer le premier et le dernier :

« Chare mihi, in ævum valeas tu, Theudila, semper,
Atque animo grato nomen amantis ama...
Sit Leo de tribu Juda tibi fauctor ubique,
Sit tibi vitæ lux Christus ubique pius. Amen.

² Sisebuthus .. in initio regni sui Judæos ad fidem christianam
Permovens, æmulationem quidem habuit,
Sed non secundum scientiam.
Potestate enim compulit,
Quos provocare fidei ratione oportuit.

S. Isid. *Chron.* era 650.

« De Judæis autem hoc præcepit sancta Synodus, nemini deinceps ad credendum vim inferre, cui enim vult Deus miseretur, et quem vult indurat. Non enim tales inviti salvandi sunt, sed volentes, ut integra sit forma justitiæ. Sicut enim homo proprii arbitrii voluntate serpenti obediens perit, sic vocante gratia Dei, propriæ mentis conversione homo quisque credendo salvatur. Ergo non vi, sed liberi arbitrii facultate ut convertantur suadendi sunt, non potius impellendi. » Concil. IV Tolet., can. 57.

trop tard et trop incomplètement¹, pour que cette condamnation pût arrêter les funestes effets de ce coup de force inintelligent ².

VII

Les Goths, qui s'étaient portés avec la surabondance de bonne volonté qu'on vient de voir à leur assimilation religieuse aux anciens habitants du pays, n'en mirent pas moins à faire disparaître les autres barrières qui les en séparaient encore. Bien avant l'avènement de Récarède, ils avaient dû renoncer à leur idiome national pour adopter, dans le commerce ordinaire de la vie, le latin rustique et, dans les occasions d'éclat, le latin littéraire du temps. L'emploi de cette langue leur était imposé par la nécessité de se faire entendre des populations romanisées de la Gaule méridionale et de l'Espagne, au milieu desquelles ils vivaient depuis un siècle et demi, et par la nécessité non moins impérieuse de les comprendre. Car ces populations ne connaissaient pas d'autre idiome que le latin, et ne témoignaient aucune velléité de s'appliquer à l'étude de la langue gothique ³. Mais

¹ La conversion forcée des Juifs eut lieu, comme on l'a vu dans la chronique d'Isidore, au début de règne de Sisébuth, vers 612 ou 613; la condamnation du IV^e concile ne fut portée que sous Sisenand le 5 décembre 633. Cette condamnation fut d'ailleurs incomplète, en ce que le concile, au lieu de déclarer nul le baptême reçu de force par les Juifs, oblige ceux qui l'ont ainsi reçu à persévérer dans la profession du christianisme (can. 57). Il en résulta que les Juifs convertis de force n'en durent pas moins rester chrétiens malgré eux.

² Signalons, entre autres fatales conséquences de cette conversion forcée, 1^o les innombrables sacrilèges commis par ces faux-chrétiens; 2^o La haine qui couvait dans leurs cœurs contre les oppresseurs de leur conscience, et qui pouvait, à un moment donné, faire de ces désespérés de redoutables ennemis des rois de Tolède et de leur peuple. L'avenir ne devait leur ménager que trop d'occasions d'assouvir cette haine en se vengeant de leurs persécuteurs.

³ Dans les réunions solennelles de Goths et d'Hispano-romains célébrées sous Léovigilde et Récarède (conférence de Mérida, concile III^e de Tolède), la discussion eut lieu en latin, comme le prouve l'enthousiasme des catholiques de Mérida qui ne savaient pas d'autre langue, en entendant l'éloquent discours de leur évêque Masona (VV. PP. *Emerit.* t. XI, 28), et d'autre part, il n'est jamais question d'interprètes traduisant aux Goths les discours prononcés en latin, ou aux Espagnols les discours débités en langue gothique. Donc les Goths entendaient et parlaient le latin. Je crois même très ferme-

après la conversion des Wisigoths, les nobles et les clercs de cette nation ne se contentent plus de cette connaissance purement pratique du latin. Épris de la littérature sacrée et profane à laquelle l'Église catholique venait de les initier, et dont elle mettait les chefs-d'œuvre à leur disposition, ils s'efforcèrent, pour en tirer un meilleur parti, de se rendre familières les finesses de la langue dans laquelle ces chefs-d'œuvre sont écrits, et de pénétrer les mystères d'une syntaxe dont jusqu'alors ils ne s'étaient que médiocrement inquiétés. Comment ils y réussirent, c'est ce que je n'ai pas à examiner en ce moment, l'ayant déjà fait suffisamment ailleurs ¹. Ce qu'il importe de constater, au point de vue de la fusion complète des races, c'est l'unité de langage établie entre Wisigoths et Espagnols; c'est, entre les lettrés des deux nations, l'identité de goûts et d'études; identité telle que, sous ce rapport, entre Isidore de Séville par exemple et Sisebuth ou Sisenand, entre Braulion de Saragosse et le roi Récesvinthe ou tout autre des nombreux correspondants wisigoths de ce saint évêque; entre Julien de Tolède et Wamba, Ervige ou Egica, il n'existait aucune différence appréciable, si grande que fût d'ailleurs celle qu'on pouvait et qu'on peut encore signaler dans la forme extérieure dont les uns et les autres revêtaient leurs communes pensées ².

Déjà aussi, dès la seconde moitié du vi^e siècle, cédant à la séduction qu'exerçait sur eux l'antique civilisation qui brillait encore d'un vif éclat dans la Péninsule, et obéissant à l'exemple de leur roi Léovigilde, les nobles Wisigoths avaient vraisemblablement échangé la simplicité rustique de leur costume national contre l'élégance et la richesse de celui dans lequel les Hispano-romains se drapaient avec goût ³. Au contact prolongé de ces mê-

ment qu'au vii^e siècle ils avaient complètement oublié leur idiôme national. Car celui-ci n'a fourni à l'espagnol vulgaire du haut moyen-âge qu'un nombre infime de mots.

¹ V. *Bibliothèques Espagnoles du haut moyen âge* (Nouv. mél. d'archéol. t. IV, p. 225 svv).

² Comparez par exemple le style de saint Isidore de Séville à celui de son ami le roi Sisebuth : autant le premier est simple, aisé, naturel, autant le second est ampoulé, recherché et mal équilibré sur les échasses où il se hausse. On ne croirait jamais, si on ne le savait par ailleurs, que ces deux écrivains ont été contemporains.

³ « Primusque etiam inter suos regali veste opertus (*Leovigildus*) solio resedit. Nam ante eum et habitus et consessus communis, ut populo ita et regibus erat. » S. Isidor. *Hisp. Hist. Goth.*, era 606.

mes Espagnols, les mœurs et les usages des Goths de la Péninsule avaient subi une modification assez sensible pour rendre nécessaire, sous ce même roi Léovigilde, une refonte des anciennes lois gothiques, codifiées un siècle auparavant par le roi Euric ¹. Quand le catholicisme fut monté sur le trône avec Récarède, cette unification des mœurs et des usages fit de tels progrès, qu'elle rendit nécessaire, non plus une simple refonte des lois gothiques, mais l'unification des législations diverses qui jusqu'alors avaient régi les deux peuples, désormais intimement unis. Chindasvinthe et son fils Récesvinthe entreprennent cette tâche ardue et en viennent heureusement à bout. Puisant, quoique en proportions très inégales, aux deux antiques sources du droit romain et du droit traditionnel ou écrit de leur propre nation ², ajoutant aux anciennes lois, qu'ils en ont tirées, celles en très grand nombre dont l'expérience acquise et la sagesse dont ils sont doués tous deux à un haut degré, leur démontrent la nécessité ³, ils composent ce célèbre *Forum Judicum*, improprement appelé *Code wisigoth* ⁴, chef d'œuvre de bon sens, de clarté, et d'équité, que Récesvinthe a l'honneur de promulguer, et dont il impose l'usage à tous ses sujets sans distinction, exclusivement à toute autre collection juridique ⁵. C'est dans ce code qu'est

¹ « In legibus quoque et quæ ab Eurico incondite constituta videbantur, correxit (*Leovigildus*) ; plurimas leges prætermittas adjiciens, plerasque superfluas auferens. » *Id. ibid.*

² Sur cinq cent quatre-vingt-treize lois que contient le *Forum Judicum*, un sixième à peine — moins d'une centaine — sont empruntées au code Théodosien, ou à son abrégé, le *Breviarium Alarici*.

³ Cent dix lois sont attribuées par tous ou par quelques-uns des mss. du *Forum Judicum* au roi Chindasvinthe, cent douze à son fils, une au roi Récarède, deux à Sisebuth, six à Wamba, ving-sept à Ervige, onze à son successeur Egica, qui de plus refondit en une édition nouvelle l'édition originale de Récesvinthe, sur un plan quelque peu différent. Il est au moins certain que l'ordre primitif n'a pas été respecté, comme le prouve la place qu'occupent aujourd'hui les deux lois de Récesvinthe citées plus bas (note 5).

⁴ Ce code n'est *wisigoth* ni par sa composition, ni par sa destination. Il est *hispano-gothique*, ce qui est très différent. Il n'est pas plus *barbare* que *wisigoth*. Ces deux qualificatifs ne devraient s'appliquer en toute justice qu'au recueil d'Euric, refondu par Léovigilde.

⁵ « Flavius gloriosus Rechesvinthus Rex. Nullus prorsus ex omnibus regni nostri præter hunc librum qui nuper est editus... librum alium legum pro quocumque negotio judicii offerre pertentet. Quod si facere præsumperit, XXX libras auri fisco persolvat. Judex quoque si vetitum librum sibi postea oblatum disrumpere fortasse distulerit, prædictæ damnationis

insérée l'abrogation solennelle de la loi de Valentinien sur les mariages entre Romains et Barbares, abrogation *de droit*, qu'avait précédée de deux siècles une abrogation *de fait* non moins solennelle, par le mariage d'Ataulphe, successeur d'Alaric, avec la fille de Théodose-le-Grand ¹.

A la même époque, s'ouvre plus large que jamais devant les Hispano-romains l'accès aux fonctions les plus élevées de l'ordre militaire et civil. Ils commandent les armées, ils gouvernent les provinces, et s'ils sont exclus du trône, ils figurent du moins, soit par les évêques soit par les grands fonctionnaires de leur race, parmi les électeurs des rois. Dès les premiers jours de l'entrée définitive des Goths en Espagne, leurs chefs Théodoric II et Euric confient à des Romains de Gaule et d'Espagne certains commandements militaires ². Sous Récarède, l'Espagnol Claude gouverne avec le titre de duc, la riche et florissante province de Lusitanie. C'est lui aussi que la confiance du prince charge de repousser les Francs de Gontram qui avaient envahi la Gaule gothique; c'est lui qui, à la tête d'une vaillante petite troupe, remporte sur cette formidable armée d'invasion une des plus signalées et des plus merveilleuses victoires que l'histoire ait jamais enregistrée ³. Parmi les plus hauts dignitaires de la cour de ce prince déjà vieillissant, brillait d'un éclat extraordinaire un autre espagnol, du nom d'Helladius, cachant sous des habits somptueux les goûts et la piété d'un moine, se délassant des ennuis de l'administration par la prière et le travail des mains, auquel il se livrait à ses heures de loisir en compagnie des religieux d'Agalia, loin de la foule des clients attachés à ses pas, et

dispendio subiacebit. Illos tamen a damno hujus legis immunes esse jubemus, qui præteritas et anteriores leges, non ad confutationem harum legum nostrarum, sed ad comprobationem præteritarum causarum proferre in judicio fortasse voluerit. » For. Jud. II, I, 9. Cf. *Ibid.* 12.

¹ Cf. *Idat. Chron.* a. 414, p. 64.

² Au comte romain Vincent employé en Espagne par le roi Euric et au duc Victorius que ce même prince préposa à quelques-unes de ses possessions de la Gaule (*Greg. Turon., Hist.* II, 20), ajoutons le comte Népotien commandant l'armée de Théodoric II en Galice, remplacé dans sa charge par Arborius aussi romain de nom et gallo-romain d'extraction (*Idat, chron.* ann. 460, 462, et 465, p. 115 texte et note 3).

³ Sur ce remarquable personnage lire Jean de Valclara ann. 588 (*E. S.* VI, p. 386), et les *Vies des Pères de Mérida*, c. XVII, 30, XVIII, 41. Claude aurait défait avec 300 hommes 60,000 guerriers francs. Mais chacun de ces soldats était sans doute un homme libre ayant avec lui le dixième de ses colons ou esclaves, suivant la loi militaire en vigueur chez les Goths.

de la pompe de son escorte ; se vouant enfin à Dieu dans ce monastère dont il devint abbé et qu'il ne quitta que pour monter sur le siège primateal de Tolède ¹. Plus tard et sous Chindasvinthe, nous voyons mentionnés dans les documents du temps deux autres personnages, très probablement espagnols comme les précédents, l'un le comte Laurent, que sa bibliothèque a sauvé de l'oubli ² ; l'autre, nommé Celse, ami de saint Braulion de Saragosse, chargé du gouvernement de quelques districts dans la Tarragonaise, sans doute avec le titre de comte, et assez avant dans la confiance du vieux roi pour oser lui donner, sur une question très délicate — l'association de Récesvinthe à la couronne — un avis qu'on ne lui demandait pas, et qui fut suivi ³.

L'histoire donne, on le voit, un démenti formel et complet aux déclamations et aux récriminations de quelques espagnols modernes sur le mépris insolent des Goths pour leurs compatriotes hispano-romains, sur l'abjection à laquelle ceux-ci auraient été condamnés, et sur leur exclusion de tout honneur et de toute charge. J'aurais à la rigueur pu me dispenser de recourir si souvent à son témoignage sur ce point. Pour démontrer combien peu les Espagnols se croyaient méprisés, et en quelle estime les Goths tenaient ces mêmes Espagnols, il m'eût suffi de rappeler que, du ^v^e siècle au ^{ix}^e, pas un Espagnol d'extraction historique certaine n'a caché sa nationalité sous un nom gothique,

¹ « Helladius... cum regiæ aulæ illustrissimus, publicarumque rector existeret rerum, sub sæculari habitu monachi votum pariter explebat et opus. Nam ad monasterium nostrum, illud Agaliense dico cujus me susceptio monachum tenuit... quum sæpe, discurrentium negotiorum ductus itinere, perveniret, remota clientum sæculique pompa decoris... monachorum... turmis junctus stipularum fasciculos ad clibanum deportaret. Cumque inter decorem, insolentiamque sæculi, solitudinis amaret et sectaretur arcani, celeri fuga, relictis omnibus... ad id sanctum monasterium... venit permansurus... Ibi factus monachis pater, ... fessis pene senio artubus, ad pontificatus apicem evocatur... vi coactus... Decem et octo annis sacrum regimen tenuit, temporibus Sisebuti, Suinthilani et exordiis Sisenandi. » S. Ildefons, *Supp.* VV, III. c. 7.

² « Sane, in tempore, apud Laurentium comitem eum (*tractatum in Apocalipsin Apringii Pacensis episcopi*) fuisse, novi. » S. Brul. *Epist.* 25 ad Emilianum.

³ « Suggestendum gloriosissimo Domino nostro Chindasvintho regi, Braulio et Eutropius episcopi servuli vestri, cum presbyteris, diaconibus et omnibus plebibus a Deo sibi creditis, necnon et Celsus servus vester cum territoriis a clementia vestra sibi commissis etc., etc. » Brul. et Alior. *Epist.* 37 ad Chindasvinthum.

tandis que, durant la même période d'années, beaucoup de Goths, connus de nous comme tels, ont dissimulé autant qu'il était en eux leur filiation barbare sous des noms hispano-romains, c'est-à-dire empruntés à la langue grecque ou latine.

Aux premières années du *viii^e* siècle et à la veille de l'invasion arabe, l'Espagne gothique, étudiée exclusivement dans les documents contemporains les plus dignes de foi, ne nous laisse donc entrevoir ni haine des diverses classes de la société les unes contre les autres, ni antagonisme de races ennemies, ni lutte de sectes religieuses. Rien donc sous ce triple rapport qui menace la paix intérieure du royaume de Tolède, ou qui, en cas de guerre avec l'étranger, puisse compromettre sa sécurité et même son existence ¹. On chercherait tout aussi vainement, à la même époque, les traces de cette abominable corruption qui aurait d'avance réduit les Espagnols, amollis par le luxe et abrutis par la débauche, à l'impuissance de se défendre contre tout envahisseur, et plus spécialement contre les envahisseurs musulmans.

Mais alors à quelle cause attribuer la ruine de l'Espagne gothique? A une seule, toujours en action, de l'origine à la destruction du royaume de Tolède : les vices de sa constitution politique. Les Wisigoths, en faisant de la Péninsule un état indépendant, y introduisirent la monarchie élective. Cette déplorable forme de gouvernement, qui met à la portée de toutes les convoitises le pouvoir suprême, tenait les ambitions en constant éveil, encourageait les complots, les révoltes et les guerres civiles. Le début ou la fin de presque chaque règne était ensanglanté par une de ces luttes fratricides dont on peut voir les vicissitudes consignées à toutes les pages de l'histoire des rois wisigoths. Mousà connaissait et la fréquence et la périodicité de ces discordes intestines : voilà pourquoi, tout en se préparant à en profiter pour hasarder avec les seules ressources de son gouvernement d'Afrique la conquête du puissant royaume de Tolède, il s'attardait dans ces préparatifs jusqu'à ce qu'une révolution nouvelle éclatât en Espagne.

¹ Quoi que disent à l'encontre les écrivains arabes, il est loin d'être démontré que, au début de l'invasion musulmane et jusqu'après la défaite et la mort de Rodrigue, l'Espagne chrétienne ait eu à se plaindre de trahisons juives.

Son attente ne fut pas longue. La révolution espérée fit explosion dans les premiers jours de l'an 711, et la lutte des partis revêtit un tel caractère d'acharnement, que ni l'entrée de Taric ni même celle de Mousâ et de leurs armées d'invasion dans les provinces du midi de la Péninsule ne purent décider les chrétiens, alors aux prises, à se réunir contre l'ennemi commun ¹. Si, plus tard, le parti vaincu se rallia au parti vainqueur et parut avec lui sur le champ de bataille de Guadalète, ce ne fut que pour mieux assurer sa vengeance en passant à l'ennemi au plus fort du combat. Ainsi l'Espagne périt, parce qu'elle était politiquement divisée contre elle-même. Elle mourut de la maladie qui tua la Pologne au siècle dernier.

JULES TAILHAN,
de la Compagnie de Jésus.

¹ L'Anonyme de Cordoue affirme expressément que Taric d'abord puis Mousâ firent leur entrée en Espagne en l'an 711 (ère 749) lorsque ce malheureux pays était encore en proie aux fureurs de la guerre civile (*Épit. Imp* 36) : « In era 749... dum per supranominatos missos (*Taric*, scilicet, *Abuzara et ceteros*) Hispania vastaretur, et nimium non solum hostili, verum etiam intestino furore configeretur, Muza et ipse et miserrimam adiens per Gaditanum fretum... omnino impie aggressam perditans penetrat, etc. »

SAINT BERNARD

ET LE SCHISME D'ANACLET II.

1130 — 1138.

Le point d'histoire qui va faire l'objet de cette étude a été souvent discuté. Privés de certains documents qui n'avaient pas encore été mis en lumière, Fleury et les historiens français ses successeurs n'ont pas su donner à la question de la validité de l'élection qui mit Innocent II sur le trône de saint Pierre la solution qui ressort naturellement du récit des faits tels qu'ils se passèrent réellement. Il faut avouer que la chose leur était difficile, car ils n'avaient à leur disposition que des textes fort courts, qui faisaient l'éloge du nouveau pape sans raconter son élection en détail. Ces historiens avaient été cependant précédés par Baronius qui, bien que n'ayant pas plus de sources à sa disposition, avait su, malgré cette pénurie, découvrir la vérité ; mais, pour eux, Baronius, défenseur attitré de la papauté, n'était qu'une autorité de peu d'importance. Si, toutefois, ils avaient voulu se servir d'inductions très légitimes en histoire, ils auraient compris qu'un pape qui sut à la fin réunir tous les suffrages ; qui, dès le commencement du schisme, avait réuni l'immense majorité des adhésions, avait nécessairement été élu canoniquement, et par conséquent légitimement : car comment aurait-il pu se faire que des hommes de nationalité, de pays si divers, ayant des intérêts si différents, aient pu se réunir tous dans un même esprit d'erreur et tomber dans le piège qu'on leur avait préparé ? Sans doute les moyens de communications, si lents et si difficiles, ne laissaient pas les événements se répandre avec une grande rapidité, et il était ainsi plus facile de tromper et d'être trompés momentanément ; mais les ressources dont disposait l'erreur étaient également au ser-

vice de la vérité; les obstacles apportés à la diffusion de la vérité étaient les mêmes contre la diffusion de l'erreur; et dans un temps où, pour la moindre querelle de moines, on n'hésitait pas à envoyer des ambassadeurs jusque dans la ville éternelle, on ne peut douter que, pour une question aussi importante que celle d'un schisme qui devait faire saigner l'Église, on n'ait employé tous les moyens possibles pour éclairer une question si obscure¹. Aujourd'hui le doute n'est plus permis : Innocent II était bien le pape légitime et tous les historiens le reconnaissent; des monuments dignes de foi, et dont le témoignage est corroboré par d'autres écrits n'ayant aucun rapport avec eux, vont nous le démontrer.

I

La dernière année du pontificat d'Honorius II s'était écoulée dans la souffrance, et, sur son lit de mort, le malheureux pape avait pu voir sa succession disputée avec acharnement. Depuis longtemps déjà il avait dû remarquer dans sa cour que l'un des cardinaux ne prenait pas même la peine de cacher son ambition, et qu'il employait ouvertement les moyens de s'assurer un héritage dont il se croyait déjà possesseur. Ce cardinal s'appelait Pierre; il était fils d'un juif converti nommé Léon. Ce Léon s'était converti sous le pontificat de Léon IX : en quittant le judaïsme pour embrasser le christianisme, il avait reçu du souverain Pontife à son baptême le nom qu'il porta depuis. C'était un homme habile et versé dans toutes sortes de connaissances; attaché d'abord à la cour du pape, il sut s'y faire bien voir et il y occupa bientôt l'une des charges les plus importantes. Pendant la

¹ Dans une note mise au bas de la page 357 du tome XIV du recueil *Rerum Gallicanarum scriptores*, on lit ce qui suit : « Anacletum juvabat multitudo suffragiorum quæ in electionibus numerantur, non ponderantur. Electus quippe fuerat a 27 cardinalibus, ut Onuphrio, aut saltem 22 ut aliis placet : Innocentio 17 tantum suffragati erant. » Il est impossible, d'après cette note, de ne pas croire que l'élection d'Innocent II ne fut anticanonique, que le véritable pape était Pierre de Léon. Mais quelle que soit l'autorité d'Onuphre et des autres chroniqueurs, l'élection ne se passa point de cette manière, comme nous allons le raconter, et comme il était facile à Dom Bouquet de le pressentir.

longue querelle du sacerdoce et de l'empire, sa fidélité au Pape lui attira de nouvelles charges, et ces nouvelles charges servirent à lui acquérir une immense fortune. On lui avait confié la garde de la tour connue alors sous le nom de Tour de Crescent, appelée aujourd'hui château Saint-Ange, et sa fidélité l'avait fait devenir l'un des plus fermes soutiens du Saint-Siège et l'un de ses défenseurs les plus favorisés. Il avait eu plusieurs enfants : l'un d'eux fut appelé Pierre, et devait dans la suite acquérir une grande célébrité. Tout jeune, Pierre s'était rendu en France pour y parcourir le cercle ordinaire des études de ce temps : l'université de Paris fut l'école qu'il avait choisie. Après avoir achevé ses études, Pierre de Léon (c'est son nom dans l'histoire et il le doit à son père) songea à rentrer dans sa patrie ; mais se sentant tout à coup de l'attrait pour la vie religieuse, il entra dans le monastère de Cluny, alors célèbre entre tous par ses richesses, par la ferveur de ses religieux, et il y fit profession. Cependant à Rome son père ne goûtait pas la décision prise par le jeune Pierre, il agit auprès du pape Pascal II qui rappela le religieux de Cluny et lui donna une charge à sa cour. Bientôt après Calixte II le nomma cardinal ; puis, l'adjoignant au cardinal Grégoire du titre de Saint-Ange, il l'envoya comme légat en France, où il assista à plusieurs conciles, notamment à ceux de Chartres et de Beauvais, tenus tous les deux en 1124. Une fortune si grande et si rapide l'avait enorgueilli : se voyant dans une si bonne voie, il s'était demandé pourquoi il n'arriverait pas à la dignité suprême, et à mesure que le pape Honorius approchait de sa fin, les espérances de Pierre de Léon semblaient prendre un nouveau degré d'accroissement ¹.

Mais, prévoyant qu'à la mort d'Honorius la ville de Rome serait en proie à la sédition, et que la violence seule ferait l'élection du nouveau pontife, les cardinaux se réunirent dans l'église de Saint-André et convinrent de remettre l'élection à huit d'entre eux qu'ils choisirent : les élus furent Guillaume, cardinal-évêque de Palestrine, Conrad, cardinal-évêque de Sabine, Pierre de Pise, Pierre le Roux, et Pierre de Léon, tous trois cardinaux prêtres, et enfin Grégoire, du titre de Saint-Ange, Jonathan et Haimeric, chancelier de l'Église romaine, cardinaux diacres. Tous s'enga-

¹ *Ex chronico Mauriniacensi*, ap. D. Bouquet, tome XII, p. 79 B.

gèrent à reconnaître pour vrai et légitime pape, à la mort d'Honorius, celui que les huit cardinaux auraient choisi, ou qui serait élu par la majorité. Poussant encore plus loin la prévoyance, l'évêque de Palestrine fit décréter que si, après une telle élection, quelqu'un y faisait opposition, il serait retranché de la communion de l'Église, que tout ce qu'on tenterait ainsi serait considéré par avance comme nul et non avenue, et que l'ambitieux serait pour toujours inhabile à posséder une place élevée dans la hiérarchie. Pierre de Léon approuva tout, et non content de tout approuver, il ajouta : « Ne craignez pas qu'à mon occasion l'Église puisse souffrir un schisme, car j'aimerais mieux être englouti dans l'abîme que de voir un scandale naître dans l'Église à mon sujet. » L'intrigant ne pouvait en effet se dissimuler que toutes ces précautions ne fussent prises contre lui : en parlant ainsi, il cherchait à rassurer les cardinaux ; mais, dans le fond du cœur, il était résolu à profiter de ses avantages et à poursuivre la réalisation de ses espérances. Maître de grandes richesses, ayant dans la ville de Rome un parti nombreux qui le soutiendrait au besoin même par les armes, il ne songea pas un moment à retirer sa candidature. Avant de lever la séance, les cardinaux décidèrent que les électeurs se réuniraient une seconde fois et ils se retirèrent, croyant avoir rendu impossible toute tentative de violence ou de schisme. Mais le schisme commença précisément à l'instant même où l'assemblée fut levée, car Pierre de Léon, d'accord avec Jonathan, se sépara des autres cardinaux électeurs : il tint des réunions secrètes afin de préparer ses amis à livrer le dernier combat, et déjà, bien que le siège ne fût pas vacant, il se considérait comme pape et agissait en conséquence. Un jour même la présomption de ses partisans alla si loin que le pape Honorius fut obligé de quitter son lit de mort un instant, et de se montrer au peuple par une fenêtre afin de faire bien constater qu'il était encore vivant et qu'il était le seul pape. Pierre de Léon, à la tête de ses parents fort nombreux à Rome, de ses amis, et des soldats mercenaires qu'il tenait à sa solde, avait forcé le mourant à cette extrémité.

Ces événements n'étaient pas de nature à rassurer les cardinaux qui devaient faire l'élection du nouveau pontife : la crainte des dangers qui allaient fondre sur l'Église leur fit prendre une résolution désespérée, et lorsque Honorius eut rendu le dernier soupir, le 16 février 1130, qui se trouvait cette année le vendredi

de la première semaine de carême, ils célébrèrent à la hâte et en secret les obsèques du Pape, et, au nombre de cinq, ils se réunirent pour procéder à l'élection du nouveau pontife. Sur les huit électeurs, trois faisaient défaut : Pierre de Léon, Pierre de Pise et Jonathan. Les cinq autres, à savoir : Guillaume de Palestrine, Conrad de Sabine, Pierre Le Roux, Haiméric le chancelier et Grégoire du titre de Saint Ange, forts de la délégation que leur avait confiée le sacré collège tout entier et que rien ne leur avait enlevée, passèrent outre ; mais ils ne se réunirent pas dans l'église de Saint-Marc, que l'on avait sans doute désignée par avance, circonstance que les schismatiques leur reprochèrent plus tard et dont ils se servirent pour essayer de justifier l'élection de leur antipape. Comme les cinq cardinaux nommés plus haut formaient la majorité, les quatre premiers nommèrent pape Grégoire, cardinal diacre du titre de Saint-Ange, l'ancien compagnon de Pierre de Léon dans leur légation commune en France sous le pontificat de Callixte II. L'élu opposa une longue résistance et fit de nombreuses objections ; mais comme son élection fut approuvée par la grande majorité des cardinaux, des évêques et des personnages élevés qui se trouvaient à Rome, il se soumit enfin et fut intronisé. Cependant, dès que cette nouvelle fut connue des partisans de Pierre de Léon, ils se réunirent en toute hâte dans l'église désignée de Saint-Marc ¹, et là, sur la motion de l'évêque de Porto, tous ceux qui attendaient quelque avantage du schisme et qui avaient été gagnés par les caresses et l'argent distribués à profusion, élurent à l'unanimité Pierre de Léon comme pape, opposant ainsi élection à élection, élevant autel contre autel : on l'entraîna à la hâte dans le vestiaire de l'église et on le revêtit de la chape rouge, symbole de la suprême autorité ².

¹ C'est Suger qui nous donne ce détail dans un texte auquel nous renverrons bientôt.

² Tout ce récit est pris de la lettre d'Henri, évêque de Lucques, à l'archevêque de Magdebourg. (Cf. Mansi tome II, p. 399). Dans sa vie de Louis le Gros, Suger (*Her. Gall. Script.*, tome XIII, p. 37) dit que l'élection d'Innocent II fut faite avant que les funérailles d'Honorius ne fussent terminées ; le document que nous citons affirme le contraire, et comme l'évêque de Lucques, plus rapproché du théâtre des événements et répondant à une consultation très sérieuse de l'archevêque de Magdebourg, était à même de savoir plus exactement la vérité et avait dû faire les plus minutieuses recherches pour parvenir à la savoir, nous croyons qu'il faut s'attacher à son récit. D'ail-

L'élection d'Innocent II (c'est le nom que prit le cardinal Grégoire) avait eu lieu vers neuf heures du matin ; celle de Pierre de Léon, que ses partisans nommèrent Anaclet II, s'était accomplie trois heures après ¹. Ainsi le schisme était complet : deux personnages élus à trois heures de distance prenaient chacun et revendiquaient le titre de pape légitime. L'élection d'Innocent II avait été certainement trop hâtive, mais le danger que courait l'Église, la peur d'un schisme, la crainte plus grande encore de voir nommer un pape indigne, tout cela est bien suffisant pour faire comprendre la conduite des cardinaux électeurs. D'ailleurs la précipitation apportée à une élection ne saurait la vicier à tel point qu'elle soit nulle, surtout lorsque les voix se sont unanimement portées sur l'élu. C'était le cas. La seule difficulté qui reste à éclaircir est celle-ci : les cardinaux électeurs pouvaient-ils valablement élire un pape ? Cette question n'a qu'une réponse, et cette réponse est affirmative. Personne, en effet, ne peut contester aux cardinaux réunis le droit et le pouvoir de déléguer à un certain nombre d'entre eux l'élection du futur pape ; que cette délégation ait lieu avant ou après la mort du pape, peu importe, pourvu que dans le premier cas le collège cardinalice n'ait pas manifesté une opinion postérieure différente de celle qu'il aurait émise précédemment. Ceci admis, il résulte clairement que l'élection d'Innocent II était valable, puisque les cardinaux ne revinrent pas sur leur décision, et que l'absence de trois membres électeurs sur huit ne pouvait déplacer la majorité, quand les cinq autres portaient à l'unanimité leurs voix sur la même personne. Une élection pratiquée de la même manière serait valable même aujourd'hui, quoique l'élection des souverains pontifes ait reçu bien des modifications depuis le douzième siècle. Innocent II était donc le pape légitime, et Pierre de Léon un antipape. D'ailleurs Innocent II était le plus digne d'occuper une place aussi éminente : tous les chroniqueurs du temps s'accordent à reconnaître ses vertus, à célébrer sa chasteté, sa mansuétude, sa sobriété, sa prudence, son humilité. Il appartenait à une noble

leurs la différence entre les deux récits n'est pas si importante : l'un et l'autre s'accordent à montrer que l'élection fut faite avec une trop grande rapidité. — Voir aussi Baronius, ad ann. 1130.

¹ — Lettre des cardinaux et des évêques de l'Église Romaine au roi Lothaire. — Mairsi, t. II, p. 327.

famille d'origine romaine ¹, avait été créé cardinal par Urbain II, et, comme nous l'avons dit plus haut, avait été légat en France sous le Pontificat de Calixte II ².

Cependant il ne suffisait pas au pontife élu d'être vraiment le pape légitime ; en face de la compétition qui se faisait jour, il lui fallait soutenir ses droits attaqués. Après avoir été acclamé par le peuple et avoir été mis en possession du pouvoir papal, Innocent II, suivi de ses partisans, s'était retiré sur le Palatin, pendant que l'antipape Pierre de Léon, entouré de ses satellites, s'occupait à dévaster les églises de Rome. En effet, le lendemain de la double élection, à la tête de ses soldats mercenaires, Pierre de Léon se porta contre la basilique de Saint-Pierre qu'il trouva défendue : pour s'en emparer il fallut un véritable combat et même un siège en règle ; après avoir fait avancer des machines, on découvrit le toit pour atteindre les défenseurs de la basilique qui s'y étaient renfermés, et ce fut seulement après qu'on eut tué un certain nombre d'hommes que les portes furent ouvertes et que l'antipape put entrer dans le sanctuaire du prince des apôtres. Son plan était sans doute de s'emparer des basiliques principales de Rome, car quelques jours après, il attaqua la basilique de Latran, faisant marcher avec lui l'incendie et l'homicide : puis, après s'en être emparé, il courut au Palatin, brisa les ponts, démolit le palais des papes, pilla la trésorerie de l'Église dédiée à Saint-Laurent, et après avoir pris tout ce qui lui convenait dans les objets précieux, il retourna dans les quartiers de Rome où il avait établi son camp. Pendant ce temps Innocent II, pour se mettre en sûreté, s'était retiré dans le palais de Léon Frangipani. Les Frangipani formaient à Rome une famille nombreuse, tantôt dévouée, tantôt hostile au pape : dans la circonstance présente Léon Frangipani ayant juré, avec un frère même de Pierre de Léon, qu'il ne soulèverait aucune querelle dans Rome à l'occasion de l'élection nouvelle, tenait son serment et défendait Innocent. Les nobles Romains avaient alors, dans l'intérieur même de Rome, de véritables forteresses dans lesquelles ils entrenaient de petites armées de mercenaires étrangers, toujours prêts à se battre et à faire violence aux ennemis de leurs maîtres. Ce que les manoirs féodaux étaient dans les campagnes, les forteresses

¹ Labbe, *Concil.*, tome X, col. 945.

² *Ex chronico Mauriniacensi*, apud D Bouquet, tome XII, p. 79 B-C.

des nobles Romains l'étaient dans l'intérieur de Rome. C'était dans l'une de ces forteresses qu'Innocent II s'était réfugié pour échapper aux partisans de Pierre de Léon : c'est là que l'antipape vint l'attaquer, car il pensait que s'il pouvait tenir le véritable pontife sous sa main, il n'aurait pas de peine à se faire reconnaître comme le seul pape légitime. Pour ce coup de main, il rassembla toutes ses troupes : ses partisans lui en fournirent d'autres parmi les nobles toujours divisés de la cité romaine, et, à la tête d'un grand nombre de chevaliers, d'hommes d'armes et d'une foule de ces hommes qui montent à la surface aux jours de troubles et de révolution, il attaqua le palais des Frangipani. Mais là devaient s'arrêter ses succès : la demeure d'un noble Romain était mieux défendue que la basilique du prince des apôtres ; il éprouva un rude échec et dut se retirer. Pour se consoler et pour payer les mercenaires dont la solde commençait à épuiser ses ressources particulières, il pilla le trésor de Saint-Pierre, n'épargnant rien, ni vases sacrés, ni vêtements riches et garnis de perles ou de pierres précieuses : il s'empara de même de l'administration des biens attachés à la basilique, et établit un pillage réglé de tous les pèlerins que leur dévotion amenait au prince des apôtres ¹.

Cependant ce n'était pas assez pour le pontife légitime de pouvoir rester dans Rome ; il fallait encore se faire reconnaître de la chrétienté tout entière. Dans ce but, après que la violence de ces premières scènes se fut un peu apaisée, il se hâta de faire écrire au roi Lothaire une lettre dans laquelle il lui faisait part de son élection et des événements qui l'avaient suivie. Cette lettre est empreinte d'un cachet de vérité qui prévient tout d'abord en faveur de son auteur. Elle était datée du 5 des Ides de mai (9 mai) 1130 ².

Nous ne pouvons admettre la date de cette lettre : à cette date, en effet, Innocent II était en France et il n'est pas croyable qu'il ait attendu trois mois avant de faire savoir à l'empereur d'Alle-

¹ Pour tous ces détails voir, dans Mansi, tome II, p. 397 et 399, la lettre des évêques de l'Eglise Romaine au roi Lothaire, et celle de l'évêque de Lucques à l'archevêque de Magdebourg.

² Mansi, t. II, p. 334. Peut-être y a-t-il dans la date une faute de copiste et devrait-on lire Martii au lieu de Maii. Une autre lettre, adressée à Lothaire par les cardinaux électeurs, et portant la date du 12 des Kalendes de Mars (18 février), c'est-à-dire du lendemain de l'élection, porterait à le croire.

magne sa situation après son élection. Quoiqu'il en soit, la lettre était habile, mais elle contenait quelques exagérations. Innocent II avait été élu sans doute par la grande majorité des cardinaux, mais il n'avait pas été élu par le collège apostolique à l'unanimité, puisque trois cardinaux au moins étaient dans le schisme même avant l'élection. Nous devons ajouter que, le jour même de l'élection, il dut y avoir une scission dans la partie du collège apostolique qui n'était pas ouvertement schismatique avant la mort d'Honorius ; car, plus tard, trois cardinaux, qui s'étaient d'abord rangés du côté de l'antipape, vinrent faire leur soumission à Innocent II. Mais si cette lettre du pape était exagérée, celle que les évêques et les cardinaux de l'Église de Rome écrivirent au roi Lothaire en leur nom l'était bien davantage, et dans les termes, et dans les espérances conçues à l'avènement du nouveau pontife. Cette seconde lettre commençait par des paroles qui devaient rappeler à Lothaire quel était le devoir des empereurs envers le pontife romain. Les évêques souscripteurs donnaient ensuite le récit des événements que nous avons racontés plus haut, en comparant l'élection de Pierre de Léon, qui eut lieu vers l'heure de midi, à la trahison des Juifs qui, à la même heure, clouèrent Jésus-Christ à la croix, et aux ténèbres qui enveloppèrent alors la terre. Ils continuaient en assurant Lothaire qu'un grand nombre de défenseurs se hâtaient d'arriver au secours du Saint-Siège, et en le suppliant d'accourir lui-même ¹.

L'archevêque de Ravenne, Gautier, était chargé de remettre cette lettre au roi Lothaire. Les cardinaux et les évêques qui l'avaient écrite ne parlaient pas tout à fait selon la vérité ; leur lettre même est la preuve que l'obédience d'Innocent II n'était pas reçue d'une manière aussi universelle qu'ils veulent bien le dire : si tant « de princes, de marquis et d'autres barons » se hâtent de voler au secours d'Innocent, pourquoi donc presser si vivement le roi Lothaire de descendre en Italie avec son armée ? Comment, moins de trois mois après une élection qui avait été si controversée, si attaquée, dans un intervalle employé tout entier à des luttes intestines, les Églises d'Orient auraient-elles pu, comme ils l'affirment, envoyer leur adhésion à une élection dont elles ne soupçonnaient peut-être pas même l'existence ? Sans doute les Églises d'Italie avaient reçu la communion d'Inno-

¹ Mansi, t. II, p. 397.

cent II, une lettre de l'évêque de Lucques à l'archevêque de Magdebourg nous l'apprend¹ ; mais de l'Italie à l'Orient il y a loin, et l'Allemagne, la France et les autres royaumes chrétiens de l'Europe avaient à peine reçu la première nouvelle de l'élection. De plus si un premier succès des partisans d'Innocent II avait suffi pour enfermer Pierre de Léon dans les « souterrains de sa forteresse² », il n'était pas sans doute difficile de le pousser à bout et de lui imposer une paix à laquelle la victoire donnait droit. Certes, la vérité de la situation eût été bien voilée par cette lettre s'il n'eût pas été aussi facile de lire entre les lignes ; car, loin d'être ainsi réduit à se cacher, Pierre de Léon était le maître dans Rome : les événements qui suivirent ne devaient pas tarder à le montrer. Aussi, si nous n'avions que cette lettre des évêques et des cardinaux romains, il nous serait fort difficile de croire à leur véracité ; mais leur témoignage sur l'élection est confirmé par d'autres monuments dont on ne peut révoquer en doute l'exactitude, et ainsi, au lieu de les accuser de mensonge, on ne doit les accuser que d'exagération.

En effet, les cardinaux romains ne pouvaient pas se faire illusion au point de croire que le roi Lothaire et les évêques d'Allemagne allaient, sur leur simple témoignage, croire à la validité d'une élection ainsi contestée. Sans doute ils portaient contre Pierre de Léon des accusations terribles ; mais, dans les jours de trouble et de luttes intestines, on est accoutumé à voir les partis se renvoyer les accusations les plus graves. Cet argument par accusation, qui a pour nous tant de poids aujourd'hui, n'en pouvait avoir alors, et il fallait avant tout s'assurer de la vérité sur cette élection qui soulevait des violences et des tempêtes. Voilà pourquoi, du fond de l'Allemagne, avant de se décider pour l'un ou pour l'autre des deux compétiteurs, l'archevêque de Magdebourg écrivit à Gautier, archevêque de Ravenne, pour lui demander les détails de ce qui s'était passé à Rome à la mort d'Honorius. Et de plus, pour ne pas s'en tenir au témoignage d'un seul homme qui aurait pu se trouver prévenu en faveur de l'un des partis, il écrivit pour le même sujet à l'évêque de Lucques. C'est dans les deux réponses envoyées à la demande de l'archevêque allemand que nous avons puisé tous les détails de l'élection. Celle de l'évêque

¹ Mansi, t. II, p. 399.

² Le texte porte . *Infra paterni muri caveas*.

de Lucques est surtout précieuse par les détails que seule elle nous fait connaître; d'ailleurs, le ton calme qu'on y trouve, le blâme qu'on y voit jeté, quoique légèrement, sur la précipitation avec laquelle fut faite l'élection, sont autant de preuves de la véracité de celui qui l'a écrite.

Cependant, à Rome, les cardinaux de chaque parti s'écrivaient des lettres de justification afin d'établir chacun de leur côté la justice de l'élection qu'ils avaient faite. L'évêque de Porto, dans une communication aux quatre cardinaux électeurs d'Innocent, les accuse d'avoir cherché les ténèbres pour élire leur pape : à l'entendre parler, Anaclet II a pour lui les suffrages de la ville entière et a reçu l'hommage de toute la chrétienté¹. De son côté Pierre de Léon, le jeudi-saint, excommunia solennellement Innocent II et les cardinaux de son parti : puis, comme l'archevêque de Brème se trouvait alors à Rome, il le chargea d'une lettre pour le roi Lothaire. La lettre était habile : Pierre de Léon rappelait à Lothaire, en commençant, l'amitié qui les unissait, qui avait uni son père et le roi de Germanie auquel il donnait le titre d'empereur, quoiqu'il n'eût pas encore été sacré. Confiant dans cette amitié, l'antipape informait Lothaire de l'état dans lequel se trouvait l'Église romaine. A l'entendre, son élection était canonique ; elle était due à l'unanimité des cardinaux, des évêques et du clergé ; il y avait opposé la plus grande résistance et n'avait accepté la charge suprême que par force. Seuls, quelques ambitieux intriguants, jeunes d'âge et d'expérience, avaient osé élire un autre pontife ; mais ceux-mêmes sur lesquels ils avaient compté les avaient abandonnés ; il était maître de Rome, faisait des promotions de cardinaux², consacrait des évêques. Il finissait en sup-

¹ Baronius, ad an. 1130.

² Cet aveu de l'antipape Pierre de Léon est significatif : « Nous avons, dit-il, fait des promotions de cardinaux. — Or, dans la lettre qui va suivre dans notre récit et qui fut écrite à la même date par les cardinaux et les évêques de son parti, on ne trouve mentionnés que vingt-neuf cardinaux. Dans un texte pris dans un manuscrit du Vatican et cité par Baronius à l'année 1130, n° xiii, on trouve les noms des dix-huit cardinaux du parti d'Innocent : ce sont les deux chiffres (ou à peu près) d'Onuphre disant que l'antipape Anaclet comptait vingt-sept cardinaux dans son parti, tandis que le pape Innocent II n'en avait que dix-sept. Ce sont ces deux chiffres qui ont fait illusion aux bénédictins qui ont publié la collection des *Rerum gallicarum scriptores*. D'après cet aveu, c'est le contraire qui est vraisemblable. Innocent avait plus de cardinaux dans son parti que Pierre de Léon. Si l'antipape avait eu

pliant l'empereur de lui prouver son amitié par des actes, et de se défier du chancelier Haimeric et de l'évêque Jean de Crema, sur lesquels il accumulait les accusations les plus honteuses. La lettre était du 1^{er} mars ¹.

L'archevêque de Brême, porteur de cette lettre, devait en même temps en remettre une autre à Lothaire de la part des partisans de Pierre de Léon. Cette seconde lettre porte les souscriptions des vingt-neuf cardinaux et évêques, mais ces cardinaux avaient été promus par Pierre de Léon depuis son élection : lui-même vient de nous l'apprendre. Cette lettre était le pendant de celle que les partisans d'Innocent II avaient écrite. Les cardinaux voulaient prémunir l'empereur contre les calomnies de leurs adversaires et racontaient l'élection à leur manière. On y voit qu'une petite comédie s'était jouée à l'église Saint-Marc. Pierre de Léon avait d'abord désigné un candidat qui, se trouvant indigne et incapable, renvoya la dignité à celui qui la lui avait offerte. On avait ensuite procédé à l'intronisation, et le nouvel élu avait été consacré sans la moindre violence. La lettre continuait par le récit de l'élection d'Innocent II, élection due seulement à cinq schismatiques forts de l'appui de Léon Frangipani, qui depuis était passé à l'obédience d'Anaclet. Les cardinaux priaient Lothaire de regarder leur lettre comme une preuve de réconciliation, comme le gage d'une amitié qu'il n'avaient pas eue toujours pour lui, montrant ainsi que jusqu'alors ils avaient tenu le parti de Conrad contre celui de Lothaire ².

Ces deux lettres nous montrent que l'antipape avait été précédé par Innocent près du roi d'Allemagne : comme nous l'avons dit, Innocent ne dut pas attendre au 1^{er} mai pour faire connaître son élection. Ajoutons que les deux lettres précédentes étaient aussi habiles dans le fond que peu modérées dans la forme. Dans les deux, en effet, on avait su grouper avec art les circonstances de

pour lui plus de cardinaux que n'en avait Innocent II, il n'aurait pas senti le besoin d'en augmenter le nombre, ce que ne fit pas Innocent, car aucun texte ne le prouve. Si donc Anaclet fit cette promotion, ce ne fut point sans doute dans le but d'ajouter quatre ou cinq cardinaux à un parti qui en comptait plus que ses adversaires, ce fut pour établir à des yeux étrangers que la plus grande partie des cardinaux lui avait été favorable. Son habileté lui fit défaut, et on peut appliquer ici cette parole : *Mentita est iniquitas sibi*.

¹ Baronius, *ibid.*, p. 199.

² Baronius, ad ann. 1130, *ibid.*, n° xv.

l'élection, et, présentée de cette manière, l'élection d'Anaclet était canonique autant qu'on pouvait le désirer. Mais cela était dû à une omission volontaire, ou plutôt à un mensonge, car Pierre de Léon et ses partisans avaient soigneusement évité de dire que l'élection d'Innocent avait été faite la première. Cependant, c'était le point capital de la question. Il est vrai que, dans aucune des deux lettres, il n'est dit en termes exprès que l'élection d'Anaclet ait eu lieu la première, mais il est impossible de croire le contraire si l'on n'a pas conçu de doutes par avance. C'était là de la duplicité, une duplicité habile, il est vrai ; mais quand on a recours à de semblables moyens, on n'a guère confiance dans la justice et la légitimité de sa cause. D'ailleurs les expressions violentes abondent dans ces deux documents autant qu'elles sont rares dans les deux autres : le langage de la vérité ne ressort-il pas de la comparaison qu'on peut établir ?

Le roi Lothaire ne répondit point, ou l'antipape ne prit pas le temps d'attendre sa réponse : dès le 13 mai, il écrivit une seconde lettre au roi, lui faisant part de la tranquillité dans laquelle il se trouvait à Rome dont tous les nobles s'étaient rangés à son parti, et de l'excommunication qu'il avait lancée contre l'empereur Conrad qui disputait le trône à Lothaire. Il écrivit en même temps une lettre flatteuse à la reine, épouse de Lothaire, la priant d'employer tout le crédit qu'elle avait sur le roi pour l'amener à reconnaître l'élection qui s'était faite dans l'église de Saint-Marc¹. Mais comme ces deux lettres restèrent encore sans réponse, désireux de conquérir l'obédience du roi d'Allemagne, Pierre de Léon en fit écrire une troisième à Lothaire par les nobles romains ; dans sa pensée, tant de témoignages émanés de sources différentes devaient nécessairement agir sur l'esprit du roi. Il échoua cependant. Mais la prévoyance de l'antipape ne se portait pas exclusivement sur l'Allemagne et son roi ; l'accession de cette partie de la chrétienté n'eût pas en effet suffi à lui assurer la prépondérance sur son rival. Il tourna donc ses yeux du côté de la France ; il y avait laissé de nombreux souvenirs, car la France l'avait vu tour à tour simple étudiant de l'Université de Paris, moine de Cluny et légat du pape Callixte II ; la France l'avait vu dans tous les degrés de sa fortune : il devait donc tenir à la rendre témoin de sa

¹ Baronius, ad ann. 1130, n^{os} xix, xx et xxi.

prospérité, alors qu'il était arrivé au faite du pouvoir. En conséquence, non content d'écrire plusieurs lettres à Louis le Gros et aux évêques de son royaume, il se décida par habileté à envoyer dans ce pays un légat qui plaiderait sa cause; il le choisit avec soin dans la personne d'Otton, évêque de Todi. De plus il eut soin d'envoyer un second légat en Aquitaine; puis il tenta de s'assurer l'obédience du monastère de Cluny : il savait par expérience quelle était l'autorité de cette abbaye où il avait été moine; mais sa confiance fut trompée; une lettre de Pierre le Vénérable au chancelier Haimeric ne laisse aucun doute à ce sujet ¹. Il s'adressa ensuite à l'empereur de Constantinople, aux évêques orientaux en communion avec l'Église romaine, au patriarche de Jérusalem, et finalement il réussit à faire embrasser sa cause à l'ambitieux Roger, duc de Sicile, et aux moines révoltés du Mont Cassin ².

Nous avons conduit jusqu'à ce point l'histoire de la correspondance infructueuse de l'antipape, afin de n'avoir point à y revenir désormais : cela nous a paru préférable. Mais pendant que Pierre de Léon s'agitait ainsi, que devenait le pontife légitime Innocent II? Malgré la confiance que les cardinaux de son parti avaient dépeinte d'une manière si exagérée au roi Lothaire, les événements ne lui avaient pas été favorables. Forcé d'abord de se réfugier dans la partie de Rome située au delà du Tibre, abandonné par la famille des Frangipani qui l'avait jusqu'alors soutenu, il fut en définitive obligé de descendre les bouches du Tibre pendant la nuit, et de s'embarquer pour la ville de Pise. Il désertait ainsi son poste devant la violence, mais il avait pris soin d'y laisser le cardinal-évêque, Conrad de Sabine, pour être attentif aux événements qui pourraient se produire dans la ville pendant son absence ³. Cela nous explique la tranquillité dont nous avons entendu Pierre de Léon et ses partisans se vanter dans les lettres précédentes. La ville de Pise, où se réfugiait Innocent, ou plutôt la république de Pise, était alors dans tout l'éclat de sa prospérité; l'orgueil de ses citoyens fut flatté de l'arrivée du pape et de sa cour, surtout quand la cause de l'exil d'Innocent eut été divulguée : les Pisans pensaient, en effet, que

¹ Lettres de Pierre le Vénérable, lib. I, lettre 34°.

² Baronius, ad ann. 1130, n° xxviii, t. VIII.

³ Baronius, ad ann. 1130, n° xiii — *Vita Bernardi*, lib. II, cap. I, n° ii.

Rome venait de graver l'infamie sur son front en traits ineffaçables, et que le rôle de la grande ville allait échoir à leur république florissante. La conquête des îles Baléares les enivrait, et les orgueilleux citoyens ne prévoyaient guère alors le sort plus humble où leur ville devait tomber un jour. Quoi qu'il en soit, ce vain orgueil fut profitable au pape Innocent : à peine la nouvelle de son arrivée se fut-elle répandue, que les principaux citoyens et les magistrats de Pise se rendirent à sa rencontre, se jetèrent à ses pieds, le remerciant de les avoir jugés dignes d'un si grand honneur, d'avoir choisi leur ville comme le lieu de son refuge et de l'honorer de sa présence. Après un discours de bienvenue, le cortège du pape se mit en marche, à travers la haie vivante d'une multitude accourue de tous les côtés : le souverain pontife allait à pied pour contenter les désirs d'un peuple qui voulait le voir : à tous les balcons des rues qu'il traversait se tenaient une foule de dames et de demoiselles de haut rang, désireuses de recevoir la bénédiction du seigneur apostolique, agitant leurs mouchoirs en signe d'allégresse : c'était un enivrement, et ce fut au milieu de cet enthousiasme que le pape fut avec son cortège pompeusement conduit à l'église collégiale des chanoines de Sainte-Marie, où on lui avait préparé une brillante réception ¹. Un pareil triomphe devait faire oublier un moment les tristesses d'un pontificat qui n'avait jusqu'alors été signalé que par des événements douloureux. Mais Innocent II savait que la ville de Pise, si glorieuse qu'elle fût alors, ne pouvait pas lui donner ce qu'il cherchait et le faire reconnaître de la chrétienté tout entière. Son séjour dans cette ville ne fut donc pas de longue durée ; il la quitta bientôt pour se mettre en chemin vers un royaume qui, jusqu'à cette époque, était resté inaccessible aux schismes dans lesquels les autres contrées s'étaient jetées comme à l'envi. Innocent II s'embarqua donc à Pise, toucha Gênes en passant, et débarqua bientôt après à Saint-Gilles, sur la côte de Provence. Il fit savoir son arrivée au roi Louis le Gros, et tint un concile ² où son autorité fut reconnue. de même que dans un autre concile tenu à Clermont peu de temps après ².

On était environ au milieu du carême ; il n'y avait pas encore deux mois qu'Innocent II était monté sur la chaire de saint Pierre.

¹ *Vita Bernardi*, lib. II, cap. I, n° II.

² Mansi, t. II, p. 402.



II

Tel était l'état des choses lorsque saint Bernard intervint dans la lutte. Le pape légitime était fugitif : obligé d'abandonner sa capitale, il était allé chercher un refuge dans le seul royaume qui se fût toujours montré le fidèle défenseur de l'Église. Au contraire l'antipape triomphait en Italie : la force et la violence l'avaient rendu maître de tout ce qui en droit appartenait à Innocent II ; mais là s'étaient bornés ses succès. A l'exception du comte de Sicile et des moines du mont Cassin, il n'avait gagné que peu d'adhérents ; la grande masse des évêques et des princes chrétiens le repoussait, sans avoir jusque-là reconnu la légitimité de l'autre élection. Cependant, dès avant l'arrivée d'Innocent II en France, un concile, présidé par le vénérable Hugues, évêque de Grenoble, avait anathématisé l'antipape et ses fauteurs pour donner son adhésion au pape légitime. Ce fut là le commencement du mouvement qui porta bientôt les évêques français à se déclarer en foule en faveur du pontife exilé : Innocent II reçut alors une lettre qui lui apportait les vœux et les consolations d'un évêque, avec l'assurance que toute l'Église d'au-delà les monts s'attachait à son obéissance, sans tenir compte des événements auxquels Innocent venait d'être en butte ¹.

Cette lettre était remise au pape au nom de l'archevêque de Trèves, Albéron, mais elle trahissait en plus d'un endroit la main qui avait écrit au pape Honorius la lettre si violente contre Louis le Gros. Bernard, en effet, en avait été le rédacteur : ce fut son premier pas dans une affaire où il devait bientôt jouer le rôle principal. Déjà les événements se pressaient avec rapidité, et la France entière allait bientôt embrasser l'obéissance du pape Innocent. Avant même de quitter Rome, le Pontife avait envoyé en France des légats chargés de faire savoir la vérité : leur mission n'avait pas été vaine, elle avait été la cause du mouvement

¹ Lettre 176^e de saint Bernard.

qui se manifestait en faveur d'Innocent, même avant qu'il eût posé son pied sur la terre de France. Cependant le roi Louis le Gros ne paraît pas avoir été porté tout d'abord à embrasser le parti d'Innocent : d'anciennes relations d'amitié l'attachaient à la famille de Pierre de Léon ; il l'avouait tout haut, hésitant à choisir entre les deux compétiteurs. Mais on commençait à savoir en France la manière dont les choses s'étaient passées à Rome et le courant de l'opinion était en faveur du pape fugitif. Le roi n'y put résister : pressé par les conseils de ses familiers et des hommes les plus distingués de sa cour, il prit la résolution de convoquer à Étampes un concile général de tous les évêques de France et de leur faire examiner l'élection, promettant de s'en tenir à l'avis qu'ils auraient émis. La France, comme nous l'avons dit plus haut, était jusqu'alors restée fermée à toute tentative de schisme : c'était un honneur que les Français du douzième siècle avaient à cœur de conserver ; aussi prit-on toutes les mesures nécessaires pour savoir la vérité de la manière la plus parfaite. Bernard fut appelé à ce concile par le roi et les plus distingués des évêques qui s'y devaient trouver.

En recevant cette invitation, qui n'était au fond qu'un ordre poli, l'abbé de Clairvaux sentit son âme remplie de crainte et de frayeur ; car il n'ignorait pas combien la chose que l'on entreprenait pouvait soulever de difficultés. C'est avec ces sentiments qu'il se mit en route ; mais pendant le voyage, une nuit qu'il reposait tranquillement, il eut un songe qui lui montra une grande église où l'on chantait les louanges de Dieu avec l'accord le plus parfait. Ce songe le remplit d'espérance et de consolation ; dès lors il crut au rétablissement de la concorde et à la conclusion de la paix. L'ouverture du concile fut précédée d'un jeûne solennel et de prières publiques ; enfin (on était au mois d'avril) le concile s'ouvrit, et l'on commença à délibérer.

Dès leurs premiers pas, les pères du concile se trouvèrent dans l'embarras, et, pour en sortir, ils ne trouvèrent rien de mieux que de charger l'abbé de Clairvaux de faire la lumière. A l'unanimité les pères du concile et les grands personnages qui se trouvaient parmi eux promirent d'adopter le choix de Bernard. Certes, ce fut là un moment difficile dans la vie de l'abbé de Clairvaux : promettre d'adopter son choix, c'était le forcer de soutenir ce choix par tous les moyens possibles, de le justifier et de le faire triompher. L'hommage rendu à la sagesse et à l'in-

fluence de Bernard était grand ; mais si l'abbé de Clairvaux devait échouer et se tromper, l'échec serait plus grand encore. On comprend donc que Bernard ait été saisi d'épouvante, qu'il ait tremblé au seul énoncé d'une pareille décision remise entre ses mains ; cependant il céda aux prières et aux instances, et se mit à étudier la cause avec la plus grande attention ; il examina la manière dont s'était passée l'élection, les mérites, la vie précédente et la réputation des deux compétiteurs, et après ce mûr examen il se prononça pour Innocent, en faveur duquel il avait toujours été incliné. Tous les pères du concile accueillirent sa décision au milieu des plus grandes acclamations, promirent de la suivre et se soumirent en effet sur le champ à l'obédience d'Innocent. Le roi, et les seigneurs firent de même.

C'était un véritable triomphe pour le pape légitime. C'était un triomphe aussi pour l'abbé de Clairvaux ; car l'histoire ne nous offre que bien peu de cas semblables, et cette mesure prise par les pères du concile d'Étampes nous est la preuve la plus péremptoire de l'immense influence que Bernard possédait déjà sur son siècle¹. Dès que l'abbé de Clairvaux sut à quoi s'en tenir sur l'élection d'Innocent II et qu'il eut fait adopter son choix par le concile d'Étampes, son zèle ne connut plus de bornes : ses lettres volèrent par toute la France, réveillant les évêques tièdes et assoupis, excitant ceux qui demeuraient dans l'indécision, s'attaquant de préférence aux hommes les plus remarquables, gagnant l'assentiment de presque tous ceux auxquels il s'adressait².

Le concile d'Étampes à peine terminé, Louis le Gros envoya Suger en annoncer le résultat au pape, qui se trouvait alors à Cluny ; puis il se rendit lui-même au monastère de Fleury-sur-Loire pour y rencontrer l'auguste exilé. Bernard y suivit sans doute le roi pour saluer le pontife ; car lorsque, sur l'invitation de l'évêque de Chartres, Geoffroi, intime ami de l'abbé de Clairvaux, le pape Innocent se rendit à Chartres, il s'y trouvait. La simple reconnaissance faisait un devoir au pape d'entourer de la plus grande estime un homme auquel il était redevable de voir son obédience reconnue par la France entière, et qui allait bientôt lui donner celle

¹ Voir Suger, *Vita Lud. Grossi*, ap. *Rerum Gall. Script.*, t. XIII p. 37. — *Vita Bernardi*, lib. II, cap. I, n. 3. *Helinandi Chronicon*, l. b., XLVII, cap. 24, dans le tom. XIII des *Rer. Gall. Script.* — Labbe, *Concilium*, tom. X, col. 972-973. — Mansi, t. II, p. 405.

² Voir les lettres 124 et 125.

de l'Angleterre. En effet, pendant le séjour d'Innocent à Chartres, le roi d'Angleterre se trouvait en Normandie ; mais les dispositions qu'il manifestait étaient loin d'être bienveillantes pour le Pape. Innocent II eut alors recours à celui dont la parole avait été si efficace en sa faveur au concile d'Étampes : il envoya Bernard près du roi d'Angleterre et le chargea de lui gagner l'adhésion du fils de Guillaume le Conquérant. L'abbé de Clairvaux eut de la peine à remplir la mission dont on l'avait chargé, car Henri Beau-Clerc trouvait dans les évêques de son entourage des conseils tout à fait opposés à ceux de Bernard. Longtemps ils discutèrent ensemble ; aux arguments de l'abbé le roi apportait toujours quelque nouvelle fin de non recevoir ; il montrait une mauvaise volonté évidente et se répandait en objections contre Innocent. Cette conduite devint bientôt insupportable à l'abbé de Clairvaux : « Que craignez-vous donc ? dit-il brusquement au « roi ; craignez-vous de commettre un crime en obéissant au « pape Innocent ? Pensez plutôt aux autres péchés dont vous aurez à répondre devant Dieu ; quant à celui-ci je m'en charge, « qu'il retombe sur moi. » — Ces paroles si simples dans leur grandeur, le regard étincelant avec lequel Bernard dut les prononcer, le prestige que sa présence exerçait à son insu, tout cela émut le roi : il se soumit et suivit le moine à Chartres. Dans cette ville, au témoignage des chroniqueurs, furent traitées beaucoup d'affaires civiles et ecclésiastiques ; nul doute que Bernard n'y ait pris une part très grande, lorsque les deux parties lui avaient tant de reconnaissance, l'une pour avoir établi son droit, l'autre pour lui avoir tracé sa conduite ¹.

Après avoir quitté Chartres, Innocent II continua de visiter les villes de France pour y montrer la majesté souveraine du pontificat et pour rallier à sa cause les évêques et les habitants. C'est ainsi qu'il visita le roi d'Angleterre à Rouen, puis il se porta du côté de la Lorraine et se rendit dans la ville de Liège, où un concile nombreux devait se réunir en présence même du roi Lothaire qui, dans son empire, avait adopté déjà l'obédience d'Innocent à la suite du concile de Wurtzbourg ². L'arrivée du roi d'Allemagne avait précédé celle du pape Innocent, et lorsque

¹ *De vita Bern.*, lib. II, cap. 1, n. 4. Voir *Chroniques de Robert du Mont d'Hélinand. Rer. Gall. Script.*, t. XIII, p. 286 et 733.

² Mansi, t. II, col. 405.

le pontife arriva dans la ville, il y fut reçu par le roi à la tête d'une grande foule d'archevêques, d'évêques et de seigneurs allemands. Le cortège était réuni sur la place située devant l'église cathédrale de la ville ; à la vue du Pape, le roi mit pied à terre, se tint près du coursier du pontife, et, durant tout le parcours de la procession solennelle qui eut lieu, d'une main il tenait une verge comme symbole de la résolution où il était de toujours défendre le pape, de l'autre il conduisait par la bride le superbe cheval blanc que montait Innocent. Lorsque le Pape mit pied à terre, le roi l'aida à descendre de cheval, puis passant respectueusement son bras sous celui du pontife, il montra, par toutes les marques possibles de respect, combien il vénérât la grandeur souveraine qui dépassait celle des rois de la terre¹. Une telle conduite de la part du roi Lothaire excita le plus grand enthousiasme dans le cortège ; on ne doutait pas que le pape et celui qui devait être bientôt l'empereur des Romains ne fussent unis par l'alliance la plus indissoluble.

Mais la conduite de Lothaire était trop belle pour être désintéressée, et cette sérénité du ciel politique se troubla bientôt. Dans les conférences qui suivirent cette réception triomphale, le roi crut trouver l'occasion opportune pour réclamer certains privilèges qu'il considérait comme sa propriété. En effet, il pouvait menacer le pontife exilé d'abandonner son obédience pour adhérer à celle de l'antipape qui, comme il le savait, n'aurait pas hésité à sacrifier les droits de l'Église pour être reconnu par le roi d'Allemagne : de plus, il tenait le pape dans une ville qui dépendait de ses états ; qui l'empêchait d'imiter la conduite de l'un de ses prédécesseurs, qui avait obtenu par la contrainte et la violence ce qu'il ne pouvait obtenir de la libre volonté d'un pape libre ? Ces réflexions durent se présenter à son esprit, et c'est dans ces conjonctures qu'il demanda au pape le pouvoir de conférer les investitures aux évêques de ses états. A cette demande Innocent se trouva dans une extrême perplexité : s'il se rendait aux exigences de l'empereur, c'était aliéner les droits de l'Église, rendre inutiles toutes les luttes que ses prédécesseurs avaient soutenues avec tant de courage contre les tyrans de l'Allemagne, c'était de plus se montrer indigne du pontificat ; mais s'il refusait, n'était-ce pas perpétuer les divisions qui déjà s'étaient fait

¹ *Rer. Gall. script.*, t. XIII, *Vie de Louis le Gros*, par Suger, p. 59.

jour ? N'était-ce pas donner aux schismatiques le puissant appui d'un roi qui, par ses traditions de famille et de politique, n'était que trop enclin à se jeter dans le schisme ? De leur côté les conseillers d'Innocent II étaient dans le plus grand trouble ; ils regrettaient amèrement de s'être rendus à Liège et disaient tout haut qu'ils étaient venus chercher dans cette ville le péril auquel ils avaient échappé en quittant Rome. Personne ne pouvait trouver le moyen de sortir de cette fâcheuse affaire à l'honneur de l'Église : tous étaient dans le plus grand embarras, lorsque Bernard prit sur lui-même de mener tout à bien. Il avait suivi le pontife dans ce voyage, car depuis que le Pape l'avait vu pour la première fois, il ne se séparait plus de lui. Rempli d'une sainte audace, Bernard résista fermement aux prétentions du roi ; il s'y opposa comme le rempart de l'Église ; avec une éloquence irrésistible il démontra au monarque allemand la méchanceté de son dessein et obtint qu'il y renoncerait entièrement ¹. Les chroniqueurs ne nous apprennent pas de quels arguments se servit saint Bernard pour réduire ainsi à néant les prétentions d'un César orgueilleux : l'abbé de Clairvaux lui-même, dans une lettre au pape Innocent, ne donne aucun détail sur cette affaire dont il ne parle qu'en passant ². Nous ne pouvons donc pas parler plus au long de ce différend momentané, car ce serait traduire en certitude de simples conjectures.

Lorsque cette affaire fut ainsi réglée, le pape quitta Liège pour rentrer en France, pendant que Bernard, sans s'attacher à suivre le pape pas à pas, allait porter dans les villes environnantes le zèle qui le dévorait. L'entrevue de Liège avait eu lieu la troisième semaine de carême de l'an 1131 ; avant la fête de Pâques le pape était revenu à Paris pour y célébrer la résurrection du Seigneur. Suger dépeint avec amour les fêtes qui eurent lieu à cette occasion ; le serviteur fidèle de Louis VI ne peut assez admirer tout ce qui est de nature à grandir son roi ³. Bernard se trouvait-il à ces fêtes ? Suger n'en dit rien, mais nous savons

¹ *De Vit. Bern.*, lib. II, cap. 1, n. 5. — «Ex Ægidii Aureæ vallis,» *Gestis Pontificum Leodiensium. Rer. Gall. script.*, t. XII, p. 610.

² Lettre 150. Pierre Diacre, dans la chronique du Mont-Cassin, dit formellement que le pape accorda les investitures à Lothaire ; ce n'est qu'un mensonge et une calomnie que le schismatique chroniqueur débite contre un parti qu'il détestait.

³ *Rer. Gall. script.*, t. XIII, *Vie de Louis le Gros*, p. 59 et seq.

qu'après la célébration de la fête de Pâques, Innocent II voulut se rendre à Clairvaux pour visiter cette abbaye, encore dans sa naissance, à laquelle il n'avait fallu que 17 ans pour parvenir au faite de la célébrité. Le pape, en y arrivant, ne trouva point de trésors, d'habits de pourpre et de fin lin, d'évangélistes aux lettres d'or et tout le luxe des autres abbayes qu'il avait visitées ; il n'y vit que des moines vêtus de bure, accourus au devant de lui avec une croix taillée grossièrement dans l'un des arbres des forêts environnantes : le silence était profond ; puis une douce psalmodie remplaça les cris de joie et de triomphe auxquels le pape était accoutumé. Un tel contraste agit fortement sur l'esprit du pontife et sur les évêques qui l'avaient accompagné ; des larmes leur vinrent aux yeux, et tous conçurent la plus grande admiration pour les religieux et pour l'abbé. A son entrée dans l'église abbatiale, le pape n'y vit que des murs nus et sans le moindre ornement ; tout témoignait de l'observance de la plus stricte pauvreté, et quand il prit son repas au réfectoire, il n'y trouva pour nourriture que du pain et des légumes, pour boisson de l'eau et une sorte de vin mêlé de trois quarts d'eau ; pendant tout son séjour il fut nourri de la même manière, et si par hasard l'un des frères du couvent avait pris à la pêche quelque poisson de l'Aube, c'était le plat le plus recherché de la table du pontife. Plus tard Innocent revit la célèbre abbaye de Cluny : là, tout était différent, les richesses abondaient, le luxe était porté à un degré étonnant, quoique l'abbé fût alors Pierre le Vénérable, dont nous avons déjà parlé, et sur la sainteté duquel personne n'a jamais jeté le moindre doute. Le contraste était frappant ; il devint comme le point de départ d'une lutte entre les deux abbayes ; mais comme cette lutte est purement du ressort ecclésiastique, nous n'avons pas à nous y arrêter ¹.

Après cette visite à Clairvaux, Innocent II, toujours accompagné de Bernard, se rendit à Reims, où devait se réunir un concile à la fin du mois d'octobre. Ce concile s'occupa principale-

¹ *Ex vita Bern.*, lib. II, cap. I, n. 6. — Orderic Vital, lib. XIII, anno 1130, apud D. Bouquet, t. XII, p. 1750. — Il n'y avait pas moins de 66 mulets, richement harnachés, préparés à Cluny pour recevoir le pape et sa suite. Orderic Vital se trompe sur l'année de cette visite. Le pape, encore ému de la pauvreté de Clairvaux, ayant appris pendant son séjour à Cluny que les religieux de la première abbaye payaient une rente à la seconde, les en délivra. Ce fut le point de départ de la querelle.

ment d'affaires ecclésiastiques et Bernard y eut la plus grande influence. D'ailleurs partout où on le voyait avec le pape on courait à lui, on lui confiait les affaires difficiles et importantes, parce que chacun connaissait l'influence que devait avoir un tel homme sur un pape qui lui devait sa tiare. Cependant ce concile de Reims ne devait pas se terminer sans un grand acte politique. Le roi Louis le Gros venait de voir mourir son fils Philippe, déjà couronné roi de France : il savait quel prestige exerçait sur les seigneurs feudataires le couronnement du prince qui devait être appelé à monter un jour sur le trône ; il saisit avec empressement l'occasion que lui offrait le concile de Reims pour faire couronner son second fils, Louis, comme son futur successeur. Suivant en cela les conseils que lui donnait son ministre Suger, il se rendit à Reims avec la reine sa femme et ses enfants. Il parut voilé de tristesse devant les évêques réunis en concile, monta les degrés du trône sur lequel siégeait le pape, puis, se prosternant à ses pieds, il les baisa et lui exposa sa demande, en disant quelques mots du malheur qui venait de le frapper. Innocent le consola, et le lendemain, qui était un dimanche, il sacra le jeune Louis dans l'église métropolitaine. Bernard avait pu voir se réaliser ainsi point pour point la menace qu'il avait faite au roi presque quatre ans auparavant. Avant la fin du concile, le pape reçut par l'archevêque de Magdebourg des lettres du roi Lothaire qui lui promettait obéissance et lui annonçait qu'une expédition se préparait contre l'antipape. De même, par l'entremise de l'archevêque de Rouen, Henri Beau-Clerc l'assurait de son profond dévouement en termes pompeux. Innocent voyait ainsi ce que lui avait valu l'éloquence de l'abbé de Clairvaux, qui avait si bien mis en lumière la légitimité de son élection ¹.

¹ Labbe, *Conc.*, t. X, col. 979-982. Le récit que nous venons de donner du couronnement se trouve dans Labbe, d'après la *Chronique de Maurigny*; les termes dans lesquels on lit au 4^me livre de la vie de saint Bernard la menace qu'il fit au roi Louis le Gros, et ceux qu'emploie le chroniqueur de Maurigny dans ce récit sont presque identiques. « Vidi te cum minore filio tuo Ludovico ad pedes Episcoporum et intellexi..... pro Ludovici substitutione Ecclesiam rogaturum, » avait dit Bernard. — « Concilium ingreditur, tribunal ascendit, domini pape pedes osculavit..... pauca pro filio defuncto peroravit, » dit l'analiste ; il faut avouer que la coïncidence est frappante. Baronius place le concile de Reims avant l'entrevue de Liège, en faisant remarquer que Suger le place après. Il n'est pas douteux que Suger n'ait ici raison contre Arnould de Bonneval, l'auteur du deuxième livre de la Vie de saint Ber-

Cependant deux ans s'étaient écoulés déjà depuis que le pape était en France ; sa position était bien changée : il était venu en fugitif, il se voyait alors reconnu comme pape légitime par la chrétienté presque tout entière ; il pouvait donc penser à rentrer en Italie et dans sa capitale. De plus le roi Lothaire, comme nous venons de le dire, lui avait fait savoir que ses préparatifs d'expédition avançaient. Poussé par ces raisons, Innocent II se mit en marche vers l'Italie, et, le 24 février 1132, nous le voyons à Vienne donner un diplôme en faveur du monastère de Cluny dont il avait précédemment célébré la dédicace. Mais il ne voulut pas se séparer de celui auquel il devait tant de succès, et Bernard dut suivre le pape au delà des Alpes ; car Innocent prévoyait bien qu'il aurait encore besoin, et plus d'une fois, du secours de son éloquence et de l'influence de sa sainteté. Le pape, pour retourner en Italie, prit la route de Genève, et arriva en Lombardie, où il trouva le roi Lothaire qui l'attendait avec son armée. Son entrevue avec le roi d'Allemagne eut lieu à Roncaglio : on s'y occupa des moyens de remédier aux maux de l'Église et de l'empire, et, sans avoir rien décidé d'important, on se sépara, car le pape avait hâte de se retrouver à Pise.

Cette république florissante était alors en guerre avec celle de Gènes : le commerce et le désir de commander avaient divisé ces deux puissantes cités, qui se faisaient une guerre acharnée. Un tel état de choses n'était pas médiocrement nuisible aux intérêts du pape, qui voyait ainsi des troubles surgir de tous côtés autour de lui et ne pouvait trouver chez ses amis la paix nécessaire pour porter un coup décisif à l'antipape. Avant donc de rentrer à Rome, il voulut pacifier les deux républiques, et dans ce but il envoya Bernard à Gènes, se réservant à lui-même d'amener à la paix la ville de Pise qui, deux ans auparavant, avait montré un tel enthousiasme en le recevant dans ses murs. Innocent II prenait ainsi pour lui la plus facile de cette double mission. En effet, de longues querelles, des différends sans cesse renouvelés, avaient depuis longtemps mis les deux républiques aux prises, et finalement les deux cités avaient conçu l'une pour

nard : en effet le pape Innocent n'était plus en France l'année suivante à l'époque de la fête de Pâques. — Or, comme le concile de Reims eut lieu à la fin d'octobre 1131, il est évident que l'entrevue de Liège dut avoir lieu auparavant.

l'autre une haine acharnée. Le succès était le plus souvent balancé entre les deux, mais en l'année 1132 la ville de Gènes avait pris décidément la supériorité et Pise était profondément humiliée. Les habitants de Gènes, enflés de leurs succès, voulaient encore les pousser plus loin ; c'était peu pour eux que d'imposer la paix à des rivaux vaincus, ils voulaient leur ôter tous les moyens de disputer l'influence commerciale et politique. Ces dispositions étaient parfaitement connues des Pisans, et c'est pour cela qu'ils avaient demandé l'intervention d'Innocent II.

A son arrivée à Gènes, Bernard trouva les choses dans cet état, mais il ne fut pas longtemps dans la ville sans en voir changer les dispositions malveillantes à l'égard de Pise. Nous ne pouvons pas dire quels arguments il employa, de quelles raisons il se servit pour convaincre les Génois obstinés ; les chroniqueurs ne nous en parlent pas, la plupart passent même ce fait sous silence. Mais ce que l'on peut dire avec certitude, c'est que le voyage de Bernard fut très court et que le succès dépassa toutes les espérances. Il n'avait été envoyé que pour disposer les esprits à la paix en les ramenant à des sentiments plus chrétiens à l'égard de leurs ennemis ; non seulement il obtint le premier point dès son arrivée, mais il arrêta lui-même les conditions de la paix, ayant reçu tout pouvoir des habitants de Gènes malgré l'absence de l'autre partie contractante, car on savait bien que ce qu'il aurait accepté et réglé par lui-même serait accepté par la république de Pise. C'est ce qui eut lieu comme on l'avait espéré. Quant à Bernard, pendant son séjour à Gènes il se livra avec ardeur à la prédication, voulant procurer tout à la fois à la république génoise les biens temporels et les biens spirituels. On peut juger du succès qu'il obtint dans cette ville par une lettre qu'il écrivit aux habitants de Gènes un an après son départ. On voit par cette lettre que l'abbé de Clairvaux dut tout son succès à l'ascendant de sa parole. Matin et soir il adressait des instructions aux nombreux auditeurs qui se pressaient autour de lui ; peu à peu il sut faire entrer dans ces cœurs endurcis des sentiments de paix et de miséricorde, et fit rendre la liberté aux prisonniers Pisans, reconnaître l'obédience du pape légitime, et le tout avec une telle rapidité que, selon son expression, le même jour il avait semé, moissonné et chargé les gerbes sur ses épaules au milieu de l'exultation et de la plus gande joie. Cette même lettre, qui nous fournit ces détails, retint l'année sui-

vante les Génois dans l'obédience d'Innocent, car Roger de Sicile cherchait à les en détacher en les poussant à déclarer la guerre à Pise.¹

Après sa mission, remplie avec tant de succès, l'abbé de Clairvaux se hâta de rejoindre le pape qui était encore à Pise, et au commencement du printemps de l'année 1133, il suivit Innocent II à Rome. Le roi Lothaire, à la tête d'une petite armée, investit la ville, pendant que les flottes des Pisans et des Génois réunis venaient au secours du pape et du roi. Mais, à cause du petit nombre de soldats dont pouvaient disposer les assaillants, on n'avancait pas, et le siège de Rome menaçait de traîner en longueur. Il semble qu'un tel état de choses ait profondément ému Bernard, car c'est en ces circonstances qu'il adressa au roi d'Angleterre une lettre courte, mais pressante et presque dure, où il rappelait des engagements qu'Henri Beau-Clerc ne tenait pas². Cependant, aidé par le roi Lothaire, Innocent II réussit enfin à rentrer dans sa capitale et s'empara du palais de Latran sur les schismatiques. Parmi les sectateurs de l'antipape, plusieurs revinrent alors à l'accommunion du pape légitime, mais Pierre de Léon s'étant retranché dans les parties hautes de la ville et dans les tours des seigneurs de son parti, brava l'armée et le courage de Lothaire. Toutefois il ne laissa pas sortir ses partisans de leur retraite ; il leur interdit de paraître dans les assemblées publiques ou dans les fêtes qui furent données à cette occasion, évitant ainsi avec soin toute cause de conflit entre les défenseurs des deux partis, et ne voulant pas attirer sur sa tête un danger auquel il ne pourrait peut-être pas échapper. De même il refusa toute entrevue avec le roi, sans se laisser fléchir ni par les promesses ni par les menaces ; il ne voulait recevoir aucun conseil sur ce qu'il devait faire, il lui suffisait d'être lui-même le propre juge de ses actions³.

Toutefois une pareille conduite n'empêcha pas le pape et le roi d'Allemagne d'accomplir leur dessein, et Lothaire fut couronné

¹ Lettre 129^e.

² Lettre 138^e. Baronius veut que le premier voyage de Bernard en Italie ait eu lieu en 1134. Il est réfuté par Manriquez et par Pegi. Le grand exorde de Citeaux dit clairement que le saint resta trois ans en Italie. Or l'on sait que, de 1135 à 1137, il resta en France, et se rendit ensuite en Italie pour la seconde fois.

³ *Vita Bern.*, lib II, cap. II, n 1.

empereur dans la basilique constantinienne, car Saint-Pierre était encore au pouvoir de Pierre de Léon. Le pape récompensait ainsi le zèle de l'empereur Lothaire, mais le nouveau couronné ne devait pas jouir longtemps de sa dignité¹. Bernard assistait à tous ces événements; de même il partagea la nouvelle fuite d'Innocent, car à peine l'empereur, obligé de quitter Rome, fut-il parti avec son armée, que Pierre de Léon commença de relever la tête et de trahir sa présence. Les mêmes scènes de violence durent se passer comme aux jours qui suivirent l'élection, et Innocent, voyant clairement qu'il ne pouvait rien gagner dans la ville s'il n'était défendu par les soldats de l'empereur, prit sagement le parti de retourner à Pise, qui lui restait toujours fidèle. A peine de retour dans cette ville, le pape chargea Bernard d'une mission nouvelle et difficile, et l'envoya comme son légat en Allemagne.

Sur les causes et les résultats de ce voyage, comme aussi sur la manière dont il s'accomplit, les chroniqueurs ne nous donnent presque aucuns détails : on serait réduit à de simples conjectures sans la présence d'un monument authentique qui ne permet pas de douter de ce voyage et de cette légation. Sans doute plusieurs autres monuments le prouvaient autrefois, mais ou ces monuments ont été détruits, ou ils ont été égarés et échappent aux investigations de la science. Le monument dont nous parlons est un acte dans lequel l'évêque de Cambrai octroyait à Bernard la riche abbaye de Tongres; Bernard signa l'acte qui se termine ainsi : « Et ce contrat a été passé à Cambrai, l'an de l'Incarnation 1133, sous le règne de Conrad toujours Auguste². » Or l'on sait que cette même année Bernard était en Italie et nous allons l'y revoir au commencement de l'année suivante, il faut donc nécessairement qu'un voyage ait eu lieu dans l'intervalle. Les dernières paroles de l'acte nous mettent en même temps sur la voie pour trouver la raison du voyage entrepris par l'abbé de Clairvaux.

Dans l'Empire comme dans l'Église, le schisme existait. Depuis sept ans passés que Lothaire était roi d'Allemagne, il avait eu à

¹ Voir Othon de Friesing, lib. VII, cap. XVIII. - *Vie de Saint Norbert*, apud Surium, 6 juin.

² Cet acte a été publié dans la *Chronique de Cîteaux*, imprimée à Cologne en 1614, p. 90.

défendre son trône contre les prétentions de Conrad, duc de Souabe, aidé de son frère Frédéric. Lothaire avait fini par vaincre son compétiteur, mais celui-ci conservait toujours en Allemagne et en Italie certaines provinces qui reconnaissaient sa suzeraineté. Cet état de choses était aussi bien la ruine des affaires de l'empire que celle des affaires de l'Église : c'était la cause pour laquelle Lothaire n'avait pu conduire en Italie qu'une armée peu nombreuse et n'obtenir ainsi que des succès momentanés, qui au fond n'avançaient nullement la cause d'Innocent II. C'est pourquoi le pape voulut tenter une réconciliation, et, pour l'opérer, il eut encore recours à celui dont il avait éprouvé l'habileté dans une matière aussi délicate. Bernard se rendit donc en Allemagne, puis d'Allemagne en Flandre, et réussit au moins en partie dans sa difficile mission : il parvint à ménager un accommodement entre Conrad de Souabe et son frère d'une part, et Lothaire de l'autre ; malheureusement l'accord ne devait pas durer longtemps ¹. La lutte devait recommencer bientôt, pour aboutir à une seconde et même à une troisième et définitive réconciliation, qui eut lieu à Mulhouse le 29 septembre 1135.

Ayant ainsi rempli sa mission et ne pouvant humainement prévoir que cette réconciliation serait de si courte durée, Bernard reprit le chemin de l'Italie, semant sa route de miracles et de conversions éclatantes ² : il savait que sa présence devenait de plus en plus nécessaire dans ce pays, où les embarras du schisme se faisaient sentir chaque jour davantage.

En effet, à peine le duc Roger de Sicile, auquel l'antipape Anaclet avait accordé le titre de roi, eut-il appris le départ de Bernard, qu'il envoya des ambassadeurs à Pise, les ayant chargés de mettre tout en œuvre pour détacher les Pisans de l'obédience d'Innocent II. Les ambassadeurs devaient faire à la république d'attrayantes promesses si elle voulait jurer fidélité à Pierre de Léon, et au contraire la menacer de toute la colère de leur maître si elle persistait dans son obéissance au pape légitime. Les prières et les menaces n'eurent aucun effet : les Pisans demeurèrent inébranlables, et leur résolution fut sans doute due en

¹ Johannes Pistorius Nidani, *Histoire de Pologne*, édition de Bâle, 1582, t. II, p. 485. — Othon de Friesing, lib. VII. — *Vit. Bernard.*, lib. IV, cap. III.

² C'est à ce voyage que l'on rapporte la conversion de la duchesse Adélaïde de Lorraine, sœur de l'empereur Lothaire, épouse de Simon duc de Lorraine. *Vit. Bernardi*, lib. I, cap. XIV ; lib. IV, cap. V.

partie à l'influence que l'abbé de Clairvaux avait prise sur eux. Du fond de l'Allemagne, il avait appris la conduite de Roger, et il s'était hâté d'écrire aux Pisans une lettre éloquente et habile pour réchauffer leur dévouement à la cause d'Innocent II, flattant leur orgueil national afin de le faire servir à la cause de la justice et de la vérité ¹.

Cependant Bernard avait hâte de retourner en Italie pour se trouver au concile que le pape avait résolu de tenir à Pise au commencement de l'année 1134. Il revenait d'Allemagne à marches forcées lorsqu'en descendant la Lombardie, il fut arrêté dans sa course par les ambassadeurs que lui envoyait la ville de Milan. Cette ville avait embrassé le parti de Conrad, duc de Souabe qui, comme nous l'avons dit, avait été le compétiteur de Lothaire à l'empire, Conrad avait même ceint la vieille couronne des rois Lombards, et les Milanais s'étaient accoutumés à le regarder comme l'élu légitime et le souverain de l'Empire. Cette conduite des Milanais dans les affaires politiques les avait amenés à s'attacher à l'antipape dans les affaires ecclésiastiques : leur raisonnement était logique ; pour eux Lothaire était un intrus, comme Innocent II était protégé par lui, il devait être lui-même un autre intrus sur la chaire de saint Pierre. Pendant huit ans ils avaient été fidèles à leur ligne de conduite, mais lorsqu'ils virent que Lothaire avait été couronné empereur, et que Conrad venait de se réconcilier avec Lothaire par l'entremise de Bernard, ils se dirent que nul serment ne pouvait les obliger de tenir la foi jurée à un homme qui venait lui-même de se soumettre. Ils voulurent alors faire leur paix avec l'Église, se réunir à la catholicité, et, comme ils se trouvaient embarrassés sur les moyens à prendre pour mener à bonne fin leur résolution, ils eurent recours à Bernard. Telle était la raison de l'ambassade qu'ils envoyèrent à l'abbé de Clairvaux ; mais sous cette raison apparente s'en cachait une autre. Les Milanais avaient entendu parler de sa sainteté éminente, des prodiges qu'il semait sur ses pas ; ils voulaient en être les témoins. Ils se flattaient de pouvoir ainsi détourner le saint abbé de la route qu'il devait suivre ; mais le temps de l'ouverture du concile approchait ; le pape tenait à la présence de l'abbé de Clairvaux à ce concile ; en conséquence Bernard déclina l'invitation pressante des ambassadeurs de la

¹ Lettre 130^a.

cité milanaise. Il ne voulut pas cependant leur ôter tout espoir : il leur promit qu'après la célébration du concile il se rendrait à leur invitation et se transporterait à Milan. Puis, pour encourager le clergé et le peuple milanais à persévérer dans leur bonne résolution et à quitter le schisme pour se réunir à l'Église catholique et reconnaître Innocent II comme pape légitime ¹, il écrivit au clergé ² et au peuple de Milan ³ deux lettres très courtes, qu'il remit aux députés, qui en reçurent aussi une troisième adressée spécialement à quelques Milanais dont la conversion faisait l'admiration de la ville entière, et qui attendaient l'arrivée de Bernard pour se décider dans le choix d'un état de vie ⁴. Après avoir écrit ces lettres, Bernard se hâta de se rendre à Pise. Déjà son influence s'était exercée en faveur du concile qui devait s'y réunir ; il avait appris une fâcheuse nouvelle : le roi de France Louis-le-Gros ne voulait pas laisser les évêques de son royaume paraître à ce concile : le prétexte mis en avant par lui était la chaleur excessive du climat à cette époque. Bernard avait senti son zèle s'émouvoir, et il avait écrit au roi une lettre vive et pressante. ⁵

Quel que soit le grief dont Louis le Gros avait à se plaindre de la part de la cour romaine, les évêques de France purent se rendre au concile de Pise ⁶. Ce concile s'ouvrit le jour de la Pentecôte, le 3 juin 1134, et se termina par la canonisation de l'évêque Hugues de Grenoble, mort depuis l'année précédente seulement ⁷. Pendant la tenue de ce concile, l'influence de Bernard fut immense dans toutes les questions débattues, religieuses ou politiques : nous n'en savons pas davantage malheureusement, mais l'auteur de la Vie de saint Bernard nous montre avec complaisance le respect qu'on portait à l'abbé de

¹ Otto Frisingensis, *Chronicon*, lib. VII, ch. xvii.

² Lettre 132^e.

³ Lettre 133^e.

⁴ C'est la lettre 134^e.

⁵ Lettre 255^e.

⁶ Ceci est évident d'après la lettre que l'abbé de Cluny, Pierre le Vénérable, écrivit au pape pour lui raconter comment l'évêque de Chartres, Geoffroy, et lui même, en compagnie d'autres évêques et abbés français s'étaient vus attaqués et dépouillés en retournant vers leurs pays. — Pierre le vénérable, *Lettres*, livre I^{er}, lettre 27^{me}.

⁷ Baronius, ad ann. 1134, n. 1. — La date du concile de Pise est donnée par une lettre d'Innocent II à l'évêque de Dôle qu'il y invite. — Voir Dom Martène, *Anecdotes*, t. III, col. 886.

Clairvaux et la déférence que l'on avait pour tous ses avis. La porte de son habitation était assiégée nuit et jour ; des prêtres étaient obligés de veiller à tour de rôle pour mettre de l'ordre dans la foule immense qui demandait audience. A voir le nombre de ceux qui sortaient ou qui entraient, on n'eût pas dit que le vénérable abbé fût venu en solliciteur près du concile, mais en juge souverain ¹.

Dès que le concile fut terminé, Bernard se rappela la promesse qu'il avait faite aux Milanais, ou plutôt il ne l'avait jamais oubliée. Innocent II avait trop intérêt à souscrire à la demande de la ville de Milan pour lui refuser la présence de l'abbé de Clairvaux, qui allait ramener à son obéissance une ville si célèbre et si peuplée. Déjà quelques membres du clergé milanais étaient venus à Pise jurer fidélité au pontife légitime, mais en cela ils avaient agi prématurément ; car le reste de la ville n'était pas encore disposé à les suivre : les Milanais auraient cru, en effet, déroger à l'honneur de leur ville en laissant leur évêque prêter le serment exigé depuis le pontificat de Grégoire VII. Ces membres du clergé milanais hésitaient de leur côté à reprendre la route de Milan sans être accompagnés de quelqu'un qui pût les protéger durant leur retour. Toutes ces raisons engagèrent Innocent II à envoyer à Milan comme légats *a latere* l'abbé de Clairvaux, les évêques Guidon de Pise et Mathieu d'Albano. Il y avait à Milan un double schisme à ramener à l'unité ; nous l'avons vu, les habitants ne reconnaissaient pas le pape, et deux évêques se disputaient le trône archiépiscopal qu'avait illustré saint Ambroise. L'entreprise était aussi difficile que délicate : Bernard pouvait se trouver en face de difficultés nombreuses qui, probablement, surgiraient de la compétition des deux évêques ; mais son influence surmonta tous les obstacles sans qu'il montrât trop de confiance dans la puissance de sa vie et de sa parole, car il voulut qu'on adjoignît aux légats son ami Geoffroy, l'évêque

¹ *Vit. Bern.*, lib. II, cap. II, n. 1. Les paroles du chroniqueur sont assez obscures en cet endroit : « Aliis egredientibus, dit-il, alii intrabant, ita ut videretur vir humilis et nihil sibi de his honoribus arrogans, non esse in parte sollicitudinis sed in plenitudine potestatis. » Nous croyons que cette expression « in parte sollicitudinis » indique que Bernard avait lui-même quelques affaires particulières dont il était chargé près du concile, car l'expression correspondante « in plenitudine potestatis » semble l'indiquer assez clairement.

de Chartres, dont il avait souvent éprouvé l'habileté, la franchise et la pureté de vues dans les choses qu'il entreprenait. A peine les légats d'Innocent II se furent-ils mis en route, que la renommée apprit bientôt aux Milanais la venue de Bernard. Dès que ce bruit leur fut parvenu, le peuple entier de Milan, laissant la ville, se porta à la rencontre de celui dont on désirait si ardemment la venue; nobles ou roturiers, chevaliers ou simples hommes d'armes à pied, hommes de la plus basse classe comme bourgeois de la vieille cité lombarde, tous se pressaient en foule sur la route qui devait amener l'homme de Dieu. On eût dit une émigration générale; la ville semblait déserte et abandonnée. Malgré l'empressement et la foule, il régnait un certain ordre et les Milanais s'étaient divisés par petits groupes échelonnés le long de la route. Enfin Bernard arriva : il dut passer entre cette haie vivante et recevoir les hommages de chacun des groupes qui composaient cette immense multitude. La plupart se jetaient à ses pieds et les baisaient. L'humble abbé souffrait avec peine ces témoignages d'une vénération dont il ne se croyait pas digne; mais aucune marque de mécontentement de sa part, aucune défense ne put ralentir l'ardeur des Milanais, qui avaient soif de lui témoigner ainsi l'affection, l'amour, la reconnaissance et la joie dont leurs cœurs débordaient. Chacun s'efforçait de saisir quelques franges de ses vêtements; on voulait les garder soigneusement comme un préservatif assuré contre toutes les maladies, comme un gage presque certain de salut; car comment eût-il pu se faire qu'une chose ayant appartenu à un si grand saint n'eût pas été sanctifiée par lui? Bernard s'avança longtemps ainsi, au milieu des acclamations, des applaudissements de ceux qui l'entouraient, et il parvint enfin au logement qu'on lui avait préparé. Lorsque le lendemain il traita devant le peuple de l'affaire pour laquelle il était venu, accompagné des évêques que nous avons nommés, la ville entière changea de sentiments; elle perdit la conscience de sa force et de son arrogance, elle s'adoucit comme par enchantement, et sa soumission aux paroles de l'abbé de Clairvaux fut complète¹.

C'étaient là des affaires purement politiques; la ville de Milan, grâce à l'influence de Bernard, revenait à l'unité de l'Église, et, en abandonnant le schisme, elle abandonnait aussi le parti des

¹ *Vit. Bernardi*, lib. II, cap. II, n. 9.

compétiteurs de Lothaire. Le fait de cette influence est donc encore indéniable en cette circonstance : mais d'où venait-elle cette influence si grande qu'elle est presque unique dans l'histoire ? Il n'y a qu'une seule réponse à cette question : cet enthousiasme était excité par les miracles sans nombre qu'à chaque instant Dieu faisait éclater par le ministère de son serviteur. A une autre époque de sa vie peut-être, pendant la prédication de la croisade, les prodiges furent plus éclatants et plus multipliés, mais la proportion n'en fut pas plus grande. Toutes les maladies cédaient devant sa parole, et le bruit de ces guérisons se répandant dans l'Italie entière, en amenait une multitude innombrable qui espérait recevoir de lui soulagement et guérison. Aussi une foule immense se pressait-elle à la porte de la demeure qu'on lui avait choisie : tous les moyens semblaient bons pour parvenir jusqu'à lui, on se glissait dans la foule entre les jambes de ceux qui se pressaient, on rampait à terre, on passait par dessus la tête de ceux qui se tenaient assis ou accroupis ; rien en un mot ne coûtait trop pourvu qu'on pût arriver en présence du thaumaturge. Jusqu'à notre temps, dit l'auteur du second livre de la Vie de Bernard, jamais on n'avait vu une telle foi dans un peuple, une telle puissance dans un homme. Cependant, au milieu de si grands miracles, l'abbé de Clairvaux gardait l'humilité la plus grande, et s'efforçait de trouver dans la souffrance que lui occasionnaient les infirmités d'un corps usé par les jeûnes et les privations de toutes sortes, une compensation qui lui semblait nécessaire contre l'orgueil qu'auraient pu lui inspirer tant de succès. Sa santé était alors dans un état très précaire, et, malgré sa faiblesse, il ne cessait de prêcher continuellement les masses qui, de tous côtés, accouraient pour l'entendre.

Cependant, après avoir obtenu la réconciliation des Milanais avec l'Église et avec l'empire, Bernard se hâta d'en informer l'impératrice épouse de Lothaire : il lui faisait part de la soumission de la ville de Milan, qui avait renoncé à Conrad pour donner uniquement son obéissance à Lothaire. Il l'avertissait de répondre par la clémence, vertu si digne des rois, à une soumission qui ne pouvait qu'être profitable aux intérêts de Lothaire ¹.

C'est ainsi que Bernard, après avoir soumis les peuples aux rois,

¹ Lettre 137^e.

s'efforçait de rendre les rois doux envers les peuples. Cependant Milan n'était pas la seule ville qui eût embrassé le parti de Conrad : Crémone et Pavie s'y étaient encore jetées avec ardeur. Le pape prescrivit à l'abbé de Clairvaux de s'y transporter successivement, afin de les ramener à l'unité comme il y avait ramené la ville capitale de la Lombardie. Bernard obéit, mais le succès ne répondit pas aux espérances qu'on avait le droit de concevoir ; l'obstination des deux cités lombardes ne put être vaincue, et l'abbé de Clairvaux annonça son insuccès au pape. Dans cette même lettre, Bernard, après avoir parlé en termes sévères de la ville de Crémone, donnait au pape des conseils semblables à ceux qu'il avait donnés à l'impératrice épouse de Lothaire, et pour une affaire analogue ¹.

En effet, depuis le départ de Bernard, il s'était opéré une révolution dans les esprits des Milanais, ou plutôt la mort de leur archevêque fut la cause de nouvelles complications. Les Milanais choisirent pour les gouverner un évêque voisin nommé Ribaldo, homme sage et vénérable, comme Bernard l'assurait au pape Innocent ; mais une telle élection était contraire aux canons en usage, car les translations de siège à siège n'étaient pas permises alors comme elles le sont aujourd'hui ; il fallait une raison très grande pour les autoriser. C'est cette translation, faite sans son autorisation, qui avait excité le mécontentement du pape. Cependant, après la lettre de Bernard, il s'apaisa, approuva la translation de l'évêque, et l'union fut scellée plus intimement encore par cette conduite aussi prudente que sage.

Après avoir échoué près des habitants de Crémone, Bernard revint à Milan. Ce second séjour qu'il y fit ne fut pas de longue durée, car l'abbé de Clairvaux, séparé depuis si longtemps de sa chère abbaye, n'aspirait plus qu'à y entrer. Trois ans d'absence était un trop long espace pour lui et il cherchait ardemment l'occasion favorable pour retourner en France ². Cependant une ambassade que le pape Innocent II envoya auprès de l'empereur Lothaire, en 1135, pour le presser de redescendre en Italie et de combattre le roi Roger de Sicile, semblait devoir retarder indéfiniment ce retour ; mais Bernard, soit à sa demande, soit pour d'autres raisons qui nous restent inconnues, n'en fit pas

¹ Lettre 314^e.

² Lettre 131^e.

partie : c'était la première fois qu'une affaire importante ayant trait au schisme ne lui était pas confiée. Il écrivit toutefois à l'empereur Lothaire une lettre pressante dans laquelle il l'exhortait à achever l'œuvre commencée, lui rappelant qu'à Rome la couronne impériale avait été déposée sur sa tête, et que ce couronnement emportait pour lui l'obligation de secourir le pape ¹.

Cette lettre ne fut pas la seule que Bernard remit aux ambassadeurs. Quelques troubles étant survenus entre l'empereur et la république de Pise, l'abbé de Clairvaux écrivit à ce sujet à l'empereur, continuant à jouer entre les princes et les sujets ce rôle de modérateur qui a été si longtemps le sien, comme celui de l'Église en général ².

Après le départ de la légation, Bernard trouva l'occasion qu'il cherchait. Les Milanais, comme l'avaient fait auparavant les habitants de Gènes, lui offrirent de devenir leur archevêque, espérant ainsi venir à bout plus facilement du démêlé dont nous avons parlé plus haut. Bernard avait toujours refusé l'épiscopat comme une charge qu'il croyait trop lourde pour ses épaules, il le refusa encore ; mais son refus ne paraît pas avoir fait reculer les Milanais. Ils revinrent à la charge, et, pour sortir de leur ville, Bernard eut recours à un expédient qui nous semble extraordinaire et puéril dans un tel homme, mais qui est tout à fait dans les mœurs de ce temps. Surpris par les acclamations d'une foule enthousiaste qui le saluait archevêque, l'abbé de Clairvaux, ne sachant que faire pour éviter ce qu'il croyait un danger : « Demain, dit-il à la foule après l'avoir exhortée en vain à changer de résolution, demain je monterai mon palefroi, et s'il me porte hors de vos murs, je ne serai pas votre archevêque ; sinon, je me soumettrai. » C'est ainsi qu'il sortit de Milan³.

Après avoir quitté la cité lombarde, Bernard prit le chemin de Clairvaux en traversant les Alpes et la Suisse. Sur son chemin les montagnards accouraient de tous côtés, demandant sa bénédiction, et s'en retournaient se félicitant d'avoir vu le saint du Seigneur. Il atteignit ainsi Besançon, d'où il fut solennelle-

¹ Lettre 139^e.

² Lettre 240^e.

³ Landulphus, ch. 43, apud Puricellum, 366. — Cité par Pagi, ann. 1134, t. XVIII, p. 503. Le grand exorde de Citeaux dit que Bernard fut obligé de s'enfuir.

ment conduit jusqu'à Langres ; sur les confins de ce diocèse il trouva ses religieux de Clairvaux accourus à sa rencontre. Son retour à Clairvaux fut une véritable ovation. En arrivant à sa chère abbaye, comme il était fatigué du voyage, il ne put adresser un long discours à ses chers enfants ; cependant il fut conduit à la salle capitulaire où tous les religieux étaient réunis, et de sa bouche il laissa tomber ces douces et étonnantes paroles : « Béni soit Dieu qui m'a rendu à votre amour, mes bien aimés « frères, moi qui suis votre père malgré mon indignité. Et moi « aussi, mes chers enfants, pendant ces trois longues années j'ai « paru bien éloigné de vous : ne croyez pas cependant que j'aie « toujours été absent ; trois fois je suis revenu parmi vous pour « visiter cette maison, pour en parcourir tous les lieux, et chaque « fois je m'en suis retourné avec joie, avec consolation, voyant l'union qui régnait parmi vous et le zèle avec lequel vous observiez « les lois de notre ordre ¹. » Ces paroles étaient simples, mais elles renfermaient un profond mystère. Les paisibles religieux de Clairvaux les comprirent et les crurent ; pourquoi notre siècle ne les comprendrait-il et ne les croirait-il pas ? La présence du père fait la joie des enfants dans une famille : les religieux de Clairvaux furent heureux, car leur père allait rester avec eux et leur attirer toutes sortes de bénédictions ; le temps n'était plus où la vallée était la vallée de l'absinthe, elle était vraiment devenue la vallée de la lumière ; la vallée lumineuse, c'était Clairvaux.

III

Après trois ans d'absence, Bernard était enfin rentré, comme nous venons de le voir, dans cette abbaye de Clairvaux qu'il aimait tant et dont il n'aurait jamais voulu sortir. Peut-être, en y rentrant, pensait-il que le reste de ses jours allait s'y écouler. Si une telle pensée avait été caressée par ses désirs, les événements qui remplirent les vingt ans de vie qui lui restaient encore, devaient cruellement le détromper. En attendant qu'il fût obligé

¹ Grand exorde de Cîteaux, distinctione 2^a, cap. xi.

de quitter de nouveau son abbaye, il s'occupa de la faire rebâtir dans un lieu plus commode.

Mais Bernard était encore plus occupé de l'État général de l'Église que de la reconstruction d'un monastère qu'il aimait cependant avec passion. En regardant autour de lui, en prêtant l'oreille aux bruits que la renommée apportait jusqu'aux murs de son abbaye, Bernard sentait bien que le schisme n'était pas encore fini et que l'unité était loin d'être complète. Il savait en effet que, non seulement en Italie, la cause de l'antipape gardait le terrain qu'elle avait conquis, mais que même en France, dans le duché d'Aquitaine, la bonne cause n'avait pas triomphé de l'orgueil froissé d'un évêque et des passions féroces d'un duc qui n'obéissait qu'aux mouvements désordonnés de son âme.

Avant de continuer notre récit, il faut faire connaître ces deux personnages en quelques mots. Ce comte de Poitiers était Guillaume VIII, duc d'Aquitaine sous le nom de Guillaume X. Né en 1099, il avait succédé à son père Guillaume VII en 1127. C'était un prince cruel et débauché, ne connaissant d'autre droit que sa force, suivant toutes ses impulsions, n'obéissant qu'à ses passions. Dans sa jeunesse, il s'était révolté contre son père, parce que ce dernier avait répudié sa mère, et avait montré ainsi que tout noble sentiment n'était pas étranger à son cœur. C'était un homme facile à se laisser influencer lorsqu'on le flattait, subissant sans difficulté, comme sa vie le montra, le joug d'un esprit supérieur au sien et plus rusé¹. Gérard, évêque d'Angoulême, était précisément l'homme capable de prendre de l'ascendant sur le comte de Poitiers. Rarement on a laissé dans l'histoire une réputation plus controversée que la sienne ; il eut des ennemis ardents et des amis fidèles ; si les uns ne lui ont pas épargné les reproches, les autres ne lui ont pas ménagé les louanges, de sorte qu'il est assez difficile de savoir à quoi s'en tenir. Nous ne le jugerons que d'après sa vie. Gérard était normand d'origine et avait vu le jour dans la ville de Bayeux ; son enfance s'y était écoulée ; il y avait reçu une éducation distinguée, quoiqu'il appartenait à une pauvre famille, et était entré dans la cléricature. Il établit successivement des écoles à Angoulême, à Périgueux, dans plusieurs autres villes voisines, et il y acquit une telle réputation de science qu'à la mort d'Adhémar, évêque d'Angoulême, il fut

¹ *Rev. Gall. Script.*, t. XIII, p. 404.

choisi pour le remplacer. L'historien des évêques et des comtes d'Angoulême fait un récit pompeux de son élection et de son administration épiscopale : l'archidiacre de Séez, Arnuf, devenu plus tard évêque de Luxeuil, ennemi acharné de Gérard, en fait au contraire un tableau horrible. Peut-être ne serait-on pas loin de la vérité en croyant que le succès fit tourner la tête à Gérard. Au reste, il est indubitable que son ambition grandissait à mesure que le succès venait la stimuler ; mais il faut avouer que l'évêque d'Angoulême avait tous les talents nécessaires pour se soutenir dans sa dignité. C'est lui qui, au concile de Latran, avait trouvé le moyen subtil de délier Pascal II de la promesse que lui avait arrachée Henri V, sans lui faire violer son serment. Pascal II le récompensa de son concours et de ses services, en le nommant son légat pour les provinces de Bretagne, de Tours, de Bordeaux, de Bourges et d'Auch, et il avait conservé cette dignité jusqu'à la mort d'Honorius II. Au commencement du schisme, il avait d'abord espéré la conserver encore sous Innocent II ; mais le pape s'y refusa. Dans son dépit sénile, Gérard se jeta sur le champ dans le parti de l'antipape, et fit adopter cette obédience au duc d'Aquitaine qui, de son côté, força les évêques de ses provinces à choisir le parti d'Anaclet. Ce fut une persécution ouverte dont nous trouverons les détails dans les lettres de Bernard ¹.

Ces deux personnages, l'un par son autorité matérielle, l'autre par l'éclat d'un talent incontestable et d'une autorité morale plus grande encore, et aussi par tous les moyens que lui suggérait une ambition déçue qui cherchait à se venger, retenaient dans le schisme la province d'Aquitaine. Il aurait suffi de gagner Gérard d'Angoulême pour voir tomber aussitôt les obstacles que le duc et les évêques de son duché apportaient à la reconnaissance du pape légitime ; mais là était le point difficile, et Bernard savait qu'il ne devait pas s'attendre à fléchir cette obstination orgueilleuse. L'abbé de Clairvaux prit d'abord une voie détournée ; il écrivit aux évêques, avant son départ pour l'Italie, une lettre longue et pleine de feu dans laquelle il réduisait à néant toutes les objec-

¹ *Rer. Gall. Script*, t. XIII : ex *Historia Pontificum et Comitum Engolismensium*, p. 393-397. — *Spicilege* de d'Achery, t. I, p. 339. C'est l'ouvrage d'Arnulf de Séez contre Gérard d'Angoulême. — *Histoire Littéraire de la France*, t. XI, p. 596-606.

tions faites contre l'élection d'Innocent II, et passait ensuite au rôle d'accusateur : cette accusation est faite avec autant d'ardeur que pouvait le comporter le caractère de Bernard, ce qui n'est pas peu dire. Après avoir dépeint, en termes vifs et caractéristiques, l'état où se trouvait alors l'Église, il en faisait retomber, pour l'Aquitaine, la responsabilité sur Gérard d'Angoulême, dont il dévoilait la conduite basse et indigne, accusait l'ambition, et auquel, par une amère ironie, il finissait par concéder des charges dont le nom pouvait seul exister.

Bernard fait ensuite ressortir l'indignité d'une telle conduite dans un évêque, dans un vieillard qui déshonore ainsi ses cheveux blancs et toute sa vie. Si Gérard conserve quelque influence, il le doit à l'obscurité dont sa conduite est encore enveloppée ; mais, dès qu'elle sera connue, il deviendra la risée du monde entier. Cette partie de la lettre, qui ressemble fort à un réquisitoire, se terminait cependant par des sentiments de commisération sur le sort de l'ambitieux évêque d'Angoulême. Bernard attaquait ensuite le fond de la question, après avoir ainsi montré que son adversaire n'avait rien en sa faveur. L'élection d'Innocent s'était faite précipitamment, il en convenait ; mais elle avait été faite la première, et après elle il n'y en avait plus de possible : par conséquent Anaclet était un intrus. Aussi l'Église presque entière s'est-elle soumise à l'obédience d'Innocent. Bernard fait alors une éloquente énumération des évêques, des églises, des familles religieuses qui ont reconnu Innocent II. Au point de vue politique, la même unanimité régnait : à l'exception de Roger de Sicile et de Guillaume d'Aquitaine, empereurs, rois et princes reconnaissaient Innocent comme vrai et légitime pontife. C'est en vain que les schismatiques en voudraient appeler à un tribunal impartial : tous les chrétiens étaient attachés à l'un ou à l'autre parti : nulle terre n'était neutre. D'ailleurs, pourquoi Pierre de Léon n'avait-il pas demandé plus tôt ce tribunal ? pourquoi le réclamait-il alors qu'il était presque perdu ! Enfin, si l'examen se portait sur la personne des deux compétiteurs, autant l'un était saint et estimable, autant l'autre était vicieux et digne de mépris. Bernard terminait par un pressant appel au retour des évêques à l'obédience du pape légitime ¹.

¹ Lettre 126.

Cette lettre montrait clairement à tout homme non prévenu qu'il ne pouvait y avoir de doute sur l'élection. Mais tel n'était pas le cas de l'archevêque d'Angoulême : son obstination était en raison directe de son ambition, laquelle était fort grande. L'ambitieux trompé avait entraîné dans son parti le comte de Poitiers, qu'il y voulait retenir. De son côté, Bernard savait qu'il aurait bientôt raison de Gérard, s'il pouvait détacher de sa personne et soustraire à son influence Guillaume, à la fois comte de Poitiers, et duc d'Aquitaine. C'est dans ce dessein qu'il lui écrivit une lettre au nom du duc de Bourgogne Hugues, celui-là même qui devait plus tard se faire religieux de l'ordre du Temple. Dans cette lettre ¹, écrite sans doute à la même époque que la précédente, saint Bernard appuie encore de préférence sur la priorité de l'action : nous ne pouvons donc pas douter que ce ne fût le point capital à ses yeux comme aux nôtres. Malgré ces deux lettres, dont la dernière, écrite au nom du duc de Bourgogne, témoigne de l'influence qu'il avait à la fois près de ce puissant personnage et près des autres princes, Bernard ne réussit pas dans cette première tentative auprès du duc d'Aquitaine. Avec l'éloquence de ses paroles, il fallait souvent le prestige exercé par sa présence pour venir à bout de ces cœurs indomptés, aux passions si vives et pour le bien et pour le mal. Saint Bernard ne s'en tint donc pas à ces lettres. Accompagné de l'évêque de Soissons, Josselin, il se rendit par l'ordre du pape jusqu'à Poitiers, où il eut une entrevue avec le duc d'Aquitaine. Cette entrevue ne servit à rien ; la médiation de Bernard fut marquée par le plus complet insuccès : les conseils perfides de Gérard avaient plus d'empire sur l'âme du duc que les saintes paroles de l'abbé de Clairvaux, qui ne recueillit que des outrages. Lorsqu'il eut quitté la ville, le doyen de l'Église dans laquelle il avait dit la messe, brisa l'autel sur lequel il avait consacré ². Bernard devait revenir plus tard avec plus de succès.

Depuis le concile d'Étampes, depuis que Bernard avait écrit aux évêques d'Aquitaine la lettre que nous venons de citer, la position n'avait guère changé et ne s'était pas améliorée. Quatre années s'étaient écoulées : l'évêque d'Angoulême était toujours aussi obstiné, le duc toujours aussi indompté. Tous les deux

¹ Lettre 127.

² *Vita Bernardi*, lib. II, cap. vi

s'efforçaient d'augmenter le parti du schisme par tous les moyens possibles. Guillaume ne faisait qu'obéir tranquillement à Gérard, qui aurait rougi de reparaitre comme simple évêque devant ses frères, lorsqu'il avait été jadis légat du pape pour les provinces de Tours, de Bourges, d'Auch, de Bordeaux et de Bretagne. Dans les commencements du schisme, il n'avait pas osé porter son insolence bien loin ; mais lorsqu'il fut soutenu par la présence de Gilon, évêque de Tusculum, qui était venu lui porter sa nomination de légat au nom de l'antipape Pierre de Léon, il ne mit plus aucune borne à la passion qu'il avait pour les honneurs : publiquement il portait les insignes d'une charge qu'il savait bien ne pas avoir, et cela pour le vain orgueil de se concilier l'admiration de la foule, comme l'a firment les chroniqueurs ¹.

Poussant encore plus loin son ardeur pour le schisme, il chassa de leurs sièges les évêques fidèles au parti d'Innocent II. L'une de ses premières victimes fut le vénérable évêque de Poitiers, Guillaume, homme honnête, attaché à l'unité et à la défense de l'Église. Gérard d'Angoulême et le cardinal Gilon le chassèrent violemment de la ville de Poitiers, avec le secours de Guillaume, et le condamnèrent comme partisan d'Innocent. Le duc d'Aquitaine vit avec plaisir cet étrange abus de force sur le droit. Depuis plusieurs années, il était irrité contre l'évêque, à la suite d'affaires intimes qui n'étaient pas à son honneur ; aussi n'attendait-il qu'une occasion favorable pour se débarrasser de cet évêque importun qui censurait ses vices. Dès que l'occasion s'était présentée, il l'avait saisie, et l'évêque avait été déposé. Puis, pour donner une nouvelle recrue au schisme, Gérard et le duc cherchèrent une créature qui leur fût entièrement dévouée ; on trouva un homme ambitieux et sans foi, n'ayant pour lui que la noblesse de sa naissance ; on fit avec l'aide de quelques clercs un semblant d'élection ; enfin on le sacra évêque. C'était un heureux coup de fortune, car avec un évêque de plus dans le parti du schisme, on avait recruté toute la famille à laquelle il appartenait. Un si beau succès n'était pas fait pour arrêter l'évêque d'Angoulême dans son entreprise. On fit la même chose pour l'évêque de Limoges, et on lui donna un

¹ *Vita Bernardi*, lib III, cap V.—Voyez la diatribe de l'archidiaque de Seez contre Gérard d'Angoulême, dans le *Spicilège* de d'Achery.

successeur dans un certain Ranulphe, abbé du Dorat¹; mais dans cette occasion le succès ne répondit pas à l'attente. Le nouvel évêque, voyageant un jour à cheval, fit une chute malheureuse; dans cette chute il tomba sur une pierre aiguë qui lui traversa le crâne et fit jaillir la cervelle². Si l'on ajoute à cela que Gérard lui-même avait envahi le siège archiépiscopal de Bordeaux, en 1132, à l'instigation du duc d'Aquitaine, pendant que le pape était en Italie et que saint Bernard l'avait accompagné, on aura une idée du désordre qui régnait dans cette partie de l'Église de France : désordre politique aussi bien que religieux, puisque les grands bénéfices ecclésiastiques étaient souvent de grands fiefs politiques et quelquefois militaires³.

Un pareil état de choses n'était pas supportable. Le pape avait nommé son légat en Aquitaine ce même Geoffroy, évêque de Chartres, qui était l'intime ami de saint Bernard. L'évêque de Chartres était un homme d'un grand cœur, d'une volonté ferme et intrépide : il avait su résister en face aux rois qui s'écartaient de leur devoir, et avait pris avec saint Bernard une part active aux différends entre le roi Louis VI et l'évêque de Paris ou l'archevêque de Sens. Innocent avait bien choisi, et son légat ne devait pas manquer à son devoir. Ayant à cœur de ramener à l'unité la province qui lui avait été déléguée, Geoffroy de Chartres voyait avec douleur le désordre s'y étendre et s'y affermir. Il résolut de tenter tous les moyens possibles pour éteindre ce schisme qui faisait tant de mal à la cause de l'Église, et pour cela il voulut se rendre en personne dans la province dont il avait la charge. Mais il doutait de ses propres forces et du succès s'il était laissé à lui-même : après avoir été si souvent témoin de l'influence que saint Bernard exerçait autour de lui, il se disait que le meilleur moyen de réussir était d'emmener avec lui l'abbé de Clairvaux en Aquitaine. C'était lancer de nouveau Bernard sur la scène politique. L'abbé de Clairvaux était alors en négociation avec la duchesse de Bretagne Ermengarde, épouse de Conan III, pour l'acceptation d'une abbaye dans laquelle la pieuse duchesse voulait établir une colonie de Clairvaux. Les religieux étaient sur le point de partir; Bernard se décida; il résolut de les

¹ Le Dorat est une petite ville du département de la Haute-Vienne, arrondissement de Bellac.

² *Vita Bernardi*, lib. II, cap. vi.

³ *Spicilège* de d'Achery, t. II, p. 339 et seqq.

accompagner jusqu'à Nantes, et de se rendre de cette ville dans les possessions du duc d'Aquitaine. En compagnie de l'évêque de Chartres et de ses religieux, il descendit la Loire en bateau jusqu'à Nantes, laissant les miracles éclater sur ses pas et ne s'arrêtant dans la ville de Nantes que pour faire un nouveau prodige, avec le plus grand éclat et au milieu du concours de la ville entière¹. Quittant ensuite la ville, le saint abbé s'achemina vers le Poitou; c'était pour la seconde fois qu'il se rendait vers le duc d'Aquitaine: son premier voyage, comme nous l'avons vu, avait été marqué par le plus complet insuccès; mais la punition de Dieu était tombée sur ceux qui avaient outragé son serviteur. Gérard, à la suite de ces événements qui lui avaient enlevé aux yeux des hommes le prestige que l'impunité manque rarement d'exercer sur les masses, se sentait moins rempli de confiance. Il se disait que, s'il acceptait une conférence ou une entrevue avec les partisans d'Innocent II, on lui objecterait à coup sûr des faits qu'il ne pourrait nier, et il avait résolu d'éviter tout ce qui semblerait même une apparence de pourparler. Cependant des hommes d'un rang illustre, sans doute des seigneurs marquants de l'Aquitaine, ayant leurs entrées libres près de Guillaume et conservant toujours leur droit de franc parler, firent savoir au duc que l'abbé de Clairvaux, avec l'évêque de Chartres et plusieurs autres évêques ou hommes de grande religion, étaient venus vers lui et désiraient avoir une entrevue pour traiter la question de la paix à donner à l'Église et de l'extinction du schisme. En le traitant avec douceur, ces intermédiaires parvinrent à persuader à Guillaume de ne pas éviter cette entrevue, recherchée par des hommes si distingués et si illustres; de plus, ils lui firent encore comprendre, qu'après un entretien avec eux il verrait tomber les difficultés, et que ce qui lui semblait impossible serait rendu possible à courte échéance. Tout cela se traitait pendant que Bernard entrait dans le Poitou. Finalement le duc d'Aquitaine se résolut à venir trouver l'abbé de Clairvaux dans la petite ville de Parthenay.

Bernard fut exact au rendez-vous, et dès les premières paroles qui furent prononcées dans l'entrevue, la question du schisme fut soulevée sans plus tarder. Bernard parla avec force

¹ Cf. Bollandistes, *l. c.*, p. 153-54. — *Vita Bernardi*, lib. II, cap. 6. — Dom. Morice, *Histoire de Bretagne*, t. I, col. 588.

à un homme qui n'écoutait que la force ; l'évêque de Chartres et les prélats en firent autant de leur côté. Bernard montra clairement à Guillaume que l'Église était une, qu'il ne pouvait avoir en elle de divisions. D'ailleurs qu'était-ce que l'Aquitaine ? une petite partie des pays situés en deçà des Alpes, et elle était la seule à suivre le parti de l'antipape. L'Église est l'arche qui porte en elle le salut du monde ; tout ce qui est en dehors d'elle doit périr et être submergé comme au jour du déluge : c'est le jugement porté par Dieu lui-même. Il ne fallait que se rappeler le sort de Coré, de Datan et d'Abiron ¹ pour voir combien Dieu déteste le schisme : de quel autre crime étaient-ils coupables, sinon d'avoir voulu introduire la division parmi les prêtres du Dieu d'Israël, et c'est pour cela que la terre s'entrouvrit et les engloutit tout vivants.

Ces paroles émurent le comte de Poitiers : il se tourna du côté de ses conseillers les plus honnêtes et leur demanda ce qu'il fallait faire. Après avoir ainsi pris conseil, il répondit à Bernard qu'il consentait à se mettre sous l'obédience d'Innocent II, et à le reconnaître comme pape légitimement élu ; mais qu'il ne voulait en aucune façon entendre parler de rétablir sur leurs sièges les évêques qu'il en avait chassés ; car, disait-il, la manière dont ils s'étaient conduits à son égard avait excité dans son cœur des sentiments qui ne pouvaient être apaisés, et il avait juré que jamais il ne leur rendrait ses bonnes grâces.

Ces dernières paroles contenaient une fin de non recevoir presque insurmontable à cette époque : nous en voyons ici un exemple ; Bernard en retrouvera un second dans le différend de Louis VII et du comte Thibault de Champagne. La chevalerie avait mis en honneur le serment prêté par un chevalier au jour où il était armé : d'ailleurs les vieux Germains avaient eu la religion du serment, religion qui s'était fidèlement conservée chez leurs descendants. Quiconque, dans un moment de fureur aussi bien que dans un moment d'enthousiasme religieux, avait proféré un serment bon ou mauvais, juste ou injuste, se croyait obligé de le tenir sous peine de forfaire à l'honneur : en vain l'Église s'efforçait de faire comprendre à ces cœurs indomptés que tenir un serment criminel est un second crime ; de longs siècles de-

¹ *Livre des nombres*, ch. XVI.

vaient se passer, et doivent peut-être se passer encore avant qu'elle ait ruiné dans le cœur de l'homme ce faux point d'honneur qui le pousse au crime. C'était un serment pareil que le duc d'Aquitaine avait fait contre les évêques de Poitiers et de Limoges : il voulait le tenir.

Longtemps la discussion se prolongea sur ce terrain, entre le duc et Bernard, au moyen d'intermédiaires ; ce n'était au fond qu'une lutte de mots, car qu'est-ce que la sainteté d'un serment impie ? Cependant le duc ne cédait pas un point. Saint Bernard, de son côté, s'impatientait de ces longueurs : il résolut de brusquer le dénouement, et pour cela il eut recours à l'un de ces moyens extraordinaires qui ne peuvent venir qu'à l'esprit de personnages d'une éminente sainteté. La conférence avait commencé dès le matin ; l'abbé n'avait pas encore dit la messe : il rompit l'entretien et se rendit à l'église pour y offrir le saint sacrifice et prier Dieu d'exaucer ses désirs. Tous ceux qui étaient présents l'accompagnèrent ; mais au moment d'entrer dans l'église, ceux là seuls qui n'étaient pas excommuniés l'y suivirent ; le duc Guillaume et ceux qui, comme lui, étaient sous le coup de l'excommunication, s'arrêtèrent à la porte.

Bernard commença la messe et la continua sans événement extraordinaire jusqu'à la consécration, puis jusqu'au moment où l'on devait donner le baiser de paix. Alors, le visage en feu, les yeux lançant des flammes, avec un air plus qu'humain, l'abbé de Clairvaux posa le corps de Jésus-Christ sur la patène ; puis, non plus en suppliant, mais comme un homme qui a des menaces terribles à faire entendre, il sortit de l'église, portant l'hostie divine, et il adressa ces paroles au duc stupéfait : « Nous venons de t'adres-
« ser, lui dit-il, des supplications que déjà tu as dédaignées
« dans une autre entrevue ; un grand nombre de serviteurs de
« Dieu sont venus te faire entendre des prières : tu nous as mé-
« prisés. Eh bien maintenant, c'est le fils de la Vierge qui vient
« vers toi, c'est le chef et le maître de l'Église que tu persécutes.
« Voici ton juge, au nom duquel tout genou fléchit au ciel, sur
« la terre et dans les enfers. Voici celui qui te punira, car ton
« âme un jour tombera entre ses mains. Est-ce que tu le dédai-
« gneras aussi ? le mépriseras-tu comme tu as méprisé ses ser-
« viteurs ? » A ces paroles, une émotion indescriptible s'empara de tous les assistants ; des larmes coulaient de tous les yeux, et

ceux qui se trouvaient dans l'intérieur de l'église redoublaient leurs prières en attendant l'issue d'une action aussi extraordinaire. Toutes les poitrines étaient haletantes sous l'attente de ce qui allait se passer. Le duc d'Aquitaine, de son côté, ayant vu l'abbé de Clairvaux quitter l'autel et se diriger vers lui avec un air enflammé en portant entre ses mains le corps de Jésus-Christ, s'était senti pâlir et devenir froid ; puis un tremblement nerveux le secoua tout entier ; ses forces l'abandonnèrent, et, comme un être privé de raison, il tomba la face contre terre. Ses officiers se précipitèrent à son secours ; il fut relevé. Mais, à peine debout, sans adresser une parole à qui que ce fût, sans même donner un regard à ce qui se passait autour de lui, il se jeta de nouveau à terre : une écume abondante coulait le long de sa barbe ; il faisait entendre de sourds gémissements ; il avait toute l'apparence d'un homme tombé dans un accès d'épilepsie. Un frisson d'horreur parcourut toute la foule à ce spectacle.

Cependant Bernard s'avança jusqu'à l'endroit où le duc était étendu, il le poussa du pied, lui ordonna de se lever, et d'écouter debout la sentence que Dieu allait prononcer : « Voici l'évêque de Poitiers, dit-il, tu l'as chassé de son Église : va maintenant vers lui, donne-lui le baiser de la réconciliation et de la paix ; que ce baiser soit le gage de votre alliance, et replace-le sur le siège qui lui appartient. Satisfais ensuite à Dieu, rends-lui honneur en compensation des outrages que tu lui as faits dans toute l'étendue de tes possessions ; fais cesser la discorde et la division, ramène à l'unité de l'amour ceux que tu as rendus schismatiques. Enfin sou mets-toi au pape Innocent, obéis-lui comme toute l'Église de Dieu lui obéit, comme au Souverain Pontife que Dieu lui-même a choisi. » — En écoutant ces paroles, le duc demeurait tout interdit : l'autorité de l'esprit de Dieu qui parlait par la bouche de Bernard, la présence du sacrement divin triomphaient de son obstination ; il n'osait, il ne pouvait faire entendre une réponse. Cependant il fit un pas, ouvrit ses bras et les referma sur l'évêque de Poitiers ; il le prit ensuite par la main, et au milieu de l'enthousiasme d'une foule qui éclatait en acclamations, il le conduisit sur le siège dont il l'avait autrefois chassé. La victoire était aussi complète qu'on pouvait le désirer : Gérard d'Angoulême, privé de l'appui du duc, ne pouvait plus rien, et le schisme était anéanti dans l'Aquitaine.

Après cette grande victoire, obtenue par des moyens si différents de ceux dont se servent d'ordinaire les vainqueurs, Bernard s'adoucit soudain ; il redevint ce qu'il était toujours lorsqu'il ne se sentait pas transporté hors de lui-même par un de ces irrésistibles élans de zèle dont nous retrouverions d'autres exemples dans sa vie. Il s'approcha du comte, lui parla d'un ton familier et rempli de douceur, comme une mère calme par de douces paroles son enfant qu'elle a dû d'abord effrayer pour le faire obéir : il lui recommanda de ne plus se livrer contre Dieu à des entreprises aussi téméraires et impies, le suppliant de ne plus irriter la patience divine par ses crimes, et de ne plus violer la paix qui venait d'être faite avec tant de difficultés ¹.

Cette paix ne devait pas en effet être violée : le succès de Bernard fut aussi durable qu'il avait été obtenu d'une manière extraordinaire. Guillaume ne songea plus à rentrer dans le parti du schisme ; il abandonna son mauvais génie Gérard d'Angoulême ; et deux ans plus tard, en 1137, touché de douleur au souvenir d'une vie longue et presque tout entière employée dans l'abus de la force, il prit le bâton de pèlerin et se rendit à Saint-Jacques de Compostelle. Arrivé au but de son pèlerinage, il y tomba malade, et le vendredi-saint de cette même année (9 avril 1137), ayant reçu le viatique pour le grand voyage de la vie à l'éternité, il rendit l'âme dans la basilique même, au pied de la statue de saint Jacques ². Exemple de toute la férocité, de toute la barbarie de ces âmes indomptées qui ne reconnaissent que le droit de la force : exemple aussi de la puissance de la foi dans ces cœurs qui ne pouvaient oublier qu'il ne suffit pas de vivre ici bas dans le plaisir sous toutes ses formes, mais qu'il faut aussi mériter de vivre heureusement après la mort ³.

Quant au sort de l'évêque Gérard d'Angoulême, il ne nous est pas aussi facile de le connaître. Si l'on ajoute foi au récit de l'auteur qui nous a laissé le second livre de la *Vie de saint Bernard*, Gérard mourut dans l'impénitence, peu de temps après l'extinction du schisme : on le trouva mort dans son lit, sans qu'il eût pu faire l'aveu de ses crimes et recevoir celui qui fait la force des mourants.

¹ Tout ce long et étonnant récit nous a été laissé dans le chapitre 6 du second livre de la *Vie de saint Bernard*. C'est l'une des pages les plus émouvantes d'une vie si extraordinaire.

² *Vita Bern.*, lib. II, cap. vi.

³ Orderic Vital, ap. D. Bouquet, t. XII, p. 760.

Ses neveux l'inhumèrent dans une église dont il leur avait donné les bénéfices ; mais l'évêque Geoffroy de Chartres, légat apostolique, l'en fit exhumer, et chassa les neveux de cette même église ¹. Au contraire, d'après le récit du chroniqueur qui nous a laissé l'histoire des évêques et des comtes d'Angoulême, la veille de sa mort Gérard aurait manifesté son repentir : il se confessa aux prêtres de sa maison et dit publiquement que s'il avait soutenu le parti de Pierre de Léon contre la volonté de Dieu qu'il ignorait, il se reconnaissait coupable et en exprimait son regret. C'est dans ces sentiments qu'il mourut, après avoir légué tous ses biens aux pauvres et aux églises de son diocèse ². Lequel de ces deux récits se présente à nous avec les caractères les plus grands de véracité ? La question est difficile à résoudre. Si l'historien de saint Bernard est mal disposé pour l'évêque d'Angoulême, on peut craindre que l'historien contraire ne soit partial en faveur d'un homme qu'il admire et qu'il aime visiblement, quoiqu'il le censure, assez modérément du reste, de sa conduite pendant le schisme ³. De plus, le dernier aveu du moribond est un peu trop présenté sous une forme dubitative : Gérard d'Angoulême ne pouvait guère prétexter son ignorance pour se justifier ; son ambition seule l'avait perdu ; sa soif des honneurs lui fit prendre une mauvaise voie sur la fin de sa vie ; tous les services que dans d'autres temps il avait rendus à l'Église disparurent devant cette faute énorme qui déshonora sa vieillesse. Cependant est-ce une raison pour lui refuser le repentir ? Nous ne le pensons pas, et nous aimons à croire que le récit de l'historien des évêques et des comtes d'Angoulême est le véritable, que Gérard se repentit, et qu'il put par une bonne mort recouvrer les mérites de sa vie précédente. Est-ce que toute haine ne doit pas tomber devant un cadavre ? La tombe ne doit-elle pas se fermer sur les inimitiés comme sur celui qui en a été l'objet ? Les hommes n'ont-ils donc pas assez du temps de la vie pour se déchirer sans vouloir encore mettre en pièces un cadavre et piétiner sur une tombe ? Qu'avons-nous besoin de juger les dernières pensées d'un homme qui meurt et

¹ *Vita Bernardi*, lib. II, cap. vi n. 39.

² *Rer. Gall. Script.*, t. XII (*Ex hist. Pontif. et Com. Eng.*), p. 397.

³ « Qui judicio verax, in responsione discretus, in prædicatione eximius, in allocutione blandus, in proverbiiis facetus, tamen circa vitæ finem ad Petri Leonis schismatici partes divertit, erroris illius favens. » — *Rer. Gall. Script.*, t. XII, p. 397.

dont Dieu seul est le juge ? La pensée que nos ennemis meurent dans l'impénitence ne peut nous faire aucun bien ; pourquoi donc ferait-elle notre joie ? Gérard d'Angoulême fit de grandes fautes, c'est vrai ; mais laissons-lui au moins le bénéfice d'une bonne mort.

Sans attendre la mort de Guillaume d'Aquitaine et de Gérard d'Angoulême, Bernard était retourné vers sa chère abbaye, où l'appelaient les vœux de ses religieux. Il y devait passer deux années presque entières, et c'est alors qu'il commença ses sermons sur le Cantique des cantiques, l'une de ses œuvres les plus remarquables. Sa vie redevint ce qu'elle avait été pendant son noviciat et pendant les premières années de sa profession religieuse, alors qu'il n'était pas encore sorti des murs de son monastère. Mais sa vertu s'était mûrie, elle avait perdu au contact des hommes ce je ne sais quoi de trop âpre qui blesse sans gagner les cœurs. Ces deux années furent des années d'un recueillement relatif : sans doute il ne fut pas entièrement étranger à ce qui se passait dans le monde, mais il ne joua pas dans les événements un rôle prédominant. Les bruits de la terre lui apportaient cependant les nouvelles de ce qui se passait, et c'est ainsi qu'il apprit que les Milanais, réconciliés par lui avec le pape après tant de peines, chancelaient dans leur fidélité. Aussitôt il leur écrivit, leur rappelant tous les bienfaits qu'ils avaient reçus de l'Eglise et du Pape Innocent ; après avoir réveillé en eux ces souvenirs qui durent faire une vive impression, Bernard leur faisait une exposition grandiose de la puissance dont le pape disposait. Il pouvait réduire leur ville à déchoir de sa splendeur, il pouvait lui enlever ses honneurs, la mutiler même : ils avaient donc à prendre garde de ne pas encourir une seconde fois la colère du Saint Siège, car, à une seconde chute, il ne serait pas remédié aussi paternellement qu'on l'avait fait à la première. « Faites ce que je vous dis, leur écrivait-il en terminant, je ne cherche pas à vous séduire : revenez à l'humilité ; ayez soin de conserver la faveur de votre mère et maîtresse ; faites tous vos efforts pour lui plaire : elle-même mettra son plaisir à conserver tout ce qu'elle a fait pour vous, et à vous combler de dons nouveaux et encore plus grands ¹. »

Cette lettre nous fait comprendre un peu les difficultés que le pape Innocent II trouvait en Italie. Ces difficultés s'accrurent en-

¹ Lettre 131

core pendant l'année 1136, époque à laquelle fut écrite la lettre précédente, et, dès les premiers mois de l'année suivante, Innocent II écrivit à l'abbé de Clairvaux de venir le rejoindre en Italie. L'Apulie et la Campanie restaient toujours au pouvoir du comte Roger de Sicile, et tout nouvellement l'antipape Anaclet II venait de voir passer à son parti l'abbaye du Mont Cassin, cette mère de toutes les abbayes bénédictines répandues dans l'Occident. La chose avait eu lieu à la mort de l'abbé Séniorêt : l'antipape avait si habilement manœuvré qu'il était parvenu à faire élire un de ses partisans, nommé Rainald, quoique les principaux moines du monastère fussent dévoués au pape légitime ; mais le reste des religieux désirait le changement, et l'attrait de la nouveauté ou du trouble les jeta dans le schisme. Lorsqu'une fois on est entré dans la mauvaise voie, il est bien difficile d'en sortir : les religieux du Mont Cassin devaient en être une preuve ¹.

Cependant, la nouvelle de son rappel par le pape, rappel que les cardinaux avaient aussi à cœur que le pape lui-même, sans émouvoir Bernard, jeta le trouble dans l'abbaye de Clairvaux : tous les travaux cessèrent, ou ne furent repris qu'à des intervalles plus ou moins considérables ; Bernard, au contraire, continuait sa vie de prière, de lecture, de méditation ou de prédication. Il avait vu tout d'abord que les excuses qu'il pouvait mettre en avant seraient considérées comme non avenues ; il se décida donc à mettre en pratique l'obéissance qu'il prêchait, et ayant rassemblé ses religieux, il leur fit ses adieux. « Vous savez, mes frères, leur dit-il, quelles tribulations traverse l'Église. Avec le secours de Dieu, le parti de Pierre de Léon ne fait plus de progrès en Italie, et en Aquitaine il a complètement avorté. Les défenseurs du schisme se sont concentrés dans ces pays que vous connaissez ². A

¹ *Chronique du Mont Cassin*, ap. Muratori, *Rer. Italic. Script*, t. IV, p. 60-560.

² C'est ainsi que me semble devoir être traduit ce passage assez obscur. Saint Bernard après avoir dit : « Pars quidem Petri Leonis et in Italia et in Aquitania auctore Deo elisa, jam non parturit sed abortit » ajoute : « Evasati sunt in his regionibus schismatis defensores. » — Une note marginale, dans l'édition dont je me sers (celle de Horstius), met *densati sunt* au lieu de *evasati sunt* : cependant le sens doit être différent. Avec le premier texte, cela signifierait que les ennemis d'Innocent ont été chassés de ces régions, c'est-à-dire de l'Occident ; — avec le second qu'il se sont rassemblés dans ce pays. Que veulent dire ces mots, en ce dernier cas, sinon la Campanie et l'Apulie ? Comme les religieux de Clairvaux avaient dû être mis au courant

« Rome la grande partie de la noblesse est favorable à Inno-
 « cent, ainsi qu'un grand nombre de fidèles ; cependant ceux
 « qui craignent l'emportement d'une multitude téméraire n'osent
 « avouer tout haut le choix qu'ils ont fait dans leur cœur Pierre
 « de Léon tient sous ses ordres des hommes perdus d'honneur
 « que l'argent a corrompus, et, pendant qu'il occupe leurs forte-
 « resses, ce n'est pas la foi de Simon Pierre, ce sont les prestiges
 « de Simon le magicien qu'il représente. Puisque l'Occident est
 « maintenant dompté, la lutte se trouve circonscrite contre
 « une seule nation. Avec le secours de vos prières, à vos cris de
 « joie, Jéricho verra tomber ses murs, et lorsque avec Moïse vous
 « tendrez vos mains au ciel, Anaclet se retirera vaincu. Josué
 « combat, et afin que le jour suffise à la plénitude de sa victoire,
 « ce n'est pas tant une prière qu'un ordre qu'il adresse au soleil
 « de rester au firmament : sa foi lui mérita l'obéissance du soleil
 « et une victoire complète sur ses ennemis. Donc, pendant que
 « nous combattons, venez à notre aide, et par vos prières sup-
 « pliez le ciel de nous envoyer son secours. Faites bien ce que
 « vous faites, tenez-vous dans le lieu où vous êtes, et, quoique
 « vous n'ayez conscience d'aucune faute, ne vous regardez pas
 « comme justes d'après vos propres lumières, car Dieu seul juge
 « ceux qu'il veut justifier, et même les plus parfaits ignorent la
 « décision stricte du jugement divin. N'ayez aucun souci de vous
 « entendre juger par les hommes, ne donnez votre approbation
 « ni à vos propres jugements ni à ceux d'autrui ; mais tenez-vous
 « toujours dans la crainte de Dieu, de manière à ne point vous
 « enorgueillir en jugeant les autres, et à ne point tomber dans
 « des vétilles en vous inquiétant outre mesure de ce que les
 « autres pensent de vous ; remplissez toujours vos devoirs et
 « considérez-vous comme des serviteurs inutiles. Pour moi je
 « dois aller où l'obéissance m'appelle. Je laisse à Dieu le gouver-
 « nement de cette maison et le soin de mes frères ; c'est pour lui
 « que j'entreprends ce travail ; je mets toute ma confiance dans
 « sa clémentie bonté ; je me livre et me jette tout entier entre ses
 « bras. » Ce furent ses dernières paroles, et il quitta Clairvaux. »

Saint Bernard emportait avec lui la nouvelle d'un triste événe-

de la situation par leur abbé, voilà pourquoi j'ai traduit ces mots : *his re-
 gionibus*, par ceux-ci : « les pays que vous connaissez. » Le premier sens se-
 rait plus facile à comprendre, mais le second se rapporte mieux à la suite
 du discours.

ment: le roi de France Louis le Gros venait de mourir. Cette mort était un malheur et pour la France et pour l'Église. Louis le Gros avait travaillé de tout son pouvoir à étendre les droits de la royauté, à restreindre l'autorité par trop tyrannique des seigneurs. Sans doute il n'était pas toujours demeuré lui-même étranger aux excès qu'il avait pris à tâche de punir chez les grands vassaux (ses différends avec l'évêque de Paris et l'archevêque de Sens en sont une preuve), mais on ne peut lui refuser d'avoir été un roi plein de bonne volonté, à l'âme droite le plus souvent, et d'avoir presque toujours suivi les avis de son ministre Suger. Dans l'affaire du schisme, alors qu'il lui eût été si facile de se séparer de l'unité et de persécuter l'Église, il s'était soumis humblement et avait fidèlement tenu sa promesse. Lorsque la mort arriva pour lui, il se fit mettre sur la cendre et revêtit l'habit religieux ; puis il reçut avec les marques du plus profond respect le Dieu qui venait le visiter et fit à haute voix la confession de ses péchés : l'âme en paix, il rendit ensuite le dernier soupir ; c'est ainsi que mouraient alors les rois de France. Son fils se trouvait en Aquitaine, où il était allé épouser Aliénor de Guyenne, fille de ce Guillaume d'Aquitaine que nous avons vu mourir au pied de la statue de saint Jacques de Compostelle; il revint en toute hâte à la nouvelle de la maladie de son père, mais quand il arriva Louis le Gros n'était plus. Malheureusement son successeur ne devait pas toujours lui ressembler ¹.

IV

En quittant la France, l'abbé de Clairvaux se rendit à Pise; c'était de cette ville que le pape l'avait appelé en Italie. Mais, durant son voyage, les événements avaient marché. L'empereur Lothaire avait vu les chefs de la maison des Hohenstauffen, Frédéric et Conrad, se soumettre définitivement à son pouvoir dès l'année 1135, et cette pacification intérieure lui avait permis de descendre en Italie, cette même année, à la tête d'une armée formidable. L'année suivante toute entière, avec l'impératrice

¹ *Rer. Gall. script.*, t. XII, p. 62-63. *Vie de Louis le Gros*, ad finem.

qui l'avait suivi dans cette seconde expédition, il était resté en Lombardie, s'occupant de soumettre les dernières villes demeurées rebelles à son autorité. Pendant ce temps Roger, comte de Sicile, avait recouvré toute la Campanie, dont on lui avait enlevé quelques villes, et il faisait durement peser son joug sur les provinces conquises ¹. Enfin, en l'année 1137, Lothaire prit la résolution de marcher en avant et d'envahir l'Apulie. A cette nouvelle, le pape quitta Pise, et se hâta d'aller trouver à Viterbe l'empereur, qui lui envoya une escorte de trois mille chevaliers commandés par son gendre en personne ².

C'est sur ces entrefaites que Bernard, arrivant à Pise, apprit que le pape avait quitté cette ville pour se rendre à Viterbe, et que l'empereur d'Allemagne s'y trouvait aussi. En conséquence il ne fit que traverser la ville fidèle, et rejoignit en toute hâte le pape et l'empereur. A son arrivée toute la cour romaine fut dans la joie : on crut voir le succès arriver avec lui. Cependant le pape Innocent II avait résolu de pousser vivement les choses ; une armée devait entrer en Campanie, une autre se rendre maîtresse des Marches : ainsi l'on rendrait plus faciles le siège et la prise de Rome. Ce qui avait été arrêté fut accompli, et Rome tomba de nouveau en la possession de l'empereur et du pape. Pendant ce temps, Bernard était resté à Viterbe, occupé de rappeler à la vie son frère Gérard qu'une mort prochaine semblait devoir lui enlever. Lorsque la santé eut été rendue à ce frère bien aimé, dont il devait, à peine de retour à Clairvaux, déplorer la perte en termes si doux et si éloquents, Bernard se rendit à Rome. Quoique conquise, cette ville était encore en partie au pouvoir de l'antipape. La force des armes n'avait pas été assez puissante pour faire tomber toutes les barrières qui empêchaient le retour à l'unité ; il fallait la force bien autrement puissante de la sainteté unie à une éloquence entraînant. L'union devait être l'œuvre de Bernard. A peine entré dans Rome, il s'enquit soigneusement de la situation respective des deux partis ; il sondait les cœurs des adversaires, s'efforçait de découvrir s'ils n'avaient pas été séduits, s'ils s'étaient jetés dans le schisme par erreur ou par malice, pourquoi ils différaient davantage de rentrer dans l'unité.

¹ *Chronique du Mont-Cassin*, lib. IV, cap. 119. Ap. Murat., *Rer. Ital. Script.*, t. XIV, p. 593-594. — Baronius, ad. ann. 1136.

² *Chronique de Bénévent*. Ap. Murat., *Rer. Ital. Script.*, t. V, p. 120.

Il apprit ainsi, dans ces colloques secrets, qu'un membre du clergé, entraîné dans le schisme, reconnaissait son erreur, mais qu'il était retenu par le souci de l'avenir, et qu'il n'osait faire sa soumission de peur de recevoir une note infamante de ceux qui avaient partagé sa faute ; il préférait donc, sous l'ombre de l'honnêteté, rester dans son égarement plutôt que de revenir à l'unité et de se voir repoussé par ses amis et réduit à une pauvreté honteuse. C'était dans un cas particulier la réponse que faisaient généralement les partisans d'Anaclet. D'autres s'excusaient sur leur serment : ils ne pouvaient abandonner le maître et le chef qu'ils avaient librement reconnu pour tel. L'abbé de Clairvaux eut réponse à tous les subterfuges d'une conscience qui voit le chemin à suivre, mais qui n'ose pas s'y lancer : il montra que de telles unions sacrilèges, de telles conspirations ne pouvaient recevoir aucune sainteté du serment, qu'elles étaient condamnées par les canons, et que quiconque jurait d'y rester fidèle commettait un nouveau péché ; que l'on ne pouvait pas et que surtout l'on ne devait pas assurer par un serment ce qu'il n'était pas permis de tenir. De telles raisons, données avec tout le feu dont saint Bernard était capable, avec tout le prestige que sa sainteté et son éloquence exerçaient autour de lui, faisaient nécessairement impression sur les esprits : peu à peu les partisans de l'antipape se détachaient d'un parti qu'ils ne tenaient qu'à contre-cœur, et Pierre de Léon lui-même devenait de plus en plus inquiet en voyant le nombre de ses amis s'éclaircir chaque jour davantage. L'argent commençait aussi à lui manquer : les revenus de sa maison n'étaient plus aussi abondants ; de rares convives apparaissaient à sa table dont les mets délicieux s'étaient changés en mets vulgaires ; tout cela contribuait plus peut-être que les bonnes raisons de Bernard, à le faire désertier par ceux qui l'avaient suivi jusque-là : les hommes suivent rarement un de leurs semblables quand il ne peut rien leur donner, surtout lorsque sa cause devient chancelante ¹.

Cependant Bernard ne circonscrivait pas les effets de son zèle aux murs de Rome : il partit bientôt pour le Mont Cassin, afin de mettre un terme aux dissensions qui avaient éclaté dans ce célèbre monastère. Les moines du Mont Cassin, eux aussi, vou-

¹ *Vita Bern.*, lib II, cap VII.

laient revenir à l'obédience du pontife légitime, mais l'élection de leur abbé les inquiétait. C'est pour recevoir leur soumission et pour faire une enquête sur la validité ou la non-validité de cette élection que le pape envoya Bernard au Mont Cassin, avec le cardinal chancelier Haymeric et le cardinal Gérard, du titre de Sainte-Croix. La chose fut longuement discutée ; enfin il parut clair que l'élection ne pouvait être validée : en conséquence il fallut l'annoncer aux moines, et c'est à Bernard qu'échut cette mission. Il la remplit dans un discours qu'il adressa aux moines réunis dans la grande salle capitulaire ; et, au nom de l'autorité apostolique, il interdit à l'abbé Rainald de prendre le titre et d'usurper les fonctions d'abbé du Mont Cassin ¹. Ce récit nous a été conservé par le chroniqueur Pierre Diacre, moine du Mont Cassin. Cet auteur, nous devons le dire, est loin d'avoir l'impartialité que l'on doit trouver dans un historien. Il est facile de voir qu'il était pour le schisme : aussi calomnie-t-il aisément ses adversaires, et les accuse-t-il d'avoir eu recours à la corruption par l'argent pour détacher les schismatiques de leur antipape. Il nous faut protester ici contre cette calomnie gratuite ; nulle part ailleurs nous n'avons trouvé la moindre trace d'une telle corruption, et la vérité nous est assez chère pour que nous puissions certifier que si de tels actes nous avaient été racontés par d'autres chroniqueurs, nous ne les aurions pas ensevelis dans le silence.

Après cette pacification du Mont Cassin, Bernard sentit ses forces épuisées : sa mauvaise santé lui ramena, plus vif au cœur, le désir de revoir Clairvaux, et déjà, dans une lettre à ses religieux, il s'était épanché librement à ce sujet ².

Le ton désolé de cette première lettre s'accroissait encore davantage dans une autre lettre que, vers la même époque, il fit écrire aux abbés de son ordre réunis à Cîteaux. La crainte de mourir en Italie, loin de ses frères, le tourmentait ; il voulait revoir sa chère abbaye ³. Ces lettres nous montrent clairement qu'à l'époque où saint Bernard les fit écrire par ses secrétaires, il était en proie à l'un de ces affaissements soudains qui proviennent à la fois des

¹ *Chronique du Mont-Cassin*, lib. IV, cap. cxtix. Ap. Muratori, *R. r. Italic. Script.*, t. IV, p. 593-594.

² Lettre 146°.

³ Lettre 145°.

souffrances du corps et des ennuis de l'âme. Avec le caractère sensible et nerveux de saint Bernard, il était impossible qu'il en fût autrement ; mais sa vertu savait bientôt prendre le dessus. Cependant ses infirmités et ses ennuis ne l'empêchèrent point de faire face à toutes les missions que lui imposait le pape. Ces missions devinrent bientôt de plus en plus difficiles, car Lothaire venait de repartir pour l'Allemagne, laissant une seconde fois incomplète l'œuvre qu'il était venu poursuivre en Italie. Quoiqu'il eût enlevé à Roger de Sicile la majeure partie de ses conquêtes, il fut obligé de céder aux prières des soldats allemands et du duc Henri de Bavière qui demandaient avec instance à retourner en Allemagne. Il laissa toutefois en Italie quelques forces, à la tête desquelles il mit un vieux chevalier, le duc Ranulphe, en qui il pouvait avoir toute confiance. En quittant Rome, l'Empereur ne prévoyait pas qu'il devait sitôt quitter la vie ; mais à peine fut-il parvenu dans la chaîne des Alpes qu'il fut pris d'une maladie soudaine, et mourut près de la ville de Trente le 3 décembre 1137¹.

A la nouvelle du départ de Lothaire, Roger de Sicile s'était aussitôt remis en campagne ; il eut bientôt reconquis les villes qui lui avaient été enlevées, et le schisme menaçait ainsi de s'éterniser dans une suite continuelle de succès et de revers. Il fallait nécessairement porter un dernier coup. Le pape réservait ce soin à Bernard : il l'envoya près de Roger pour adoucir le cœur intraitable de ce prince orgueilleux. Les désastres qu'enduraient les provinces tombées au pouvoir de Roger étaient effroyables² ; la situation était donc pressante, et malgré l'état toujours grave de sa santé, Bernard n'hésita pas à partir. Lorsqu'il arriva près de Roger, il le trouva à la tête d'une nombreuse armée, prêt à livrer bataille à la petite armée du duc Ranulphe. A cette vue le saint abbé fut rempli de douleur ;

¹ Baronius recule à tort d'une année la mort de Lothaire et l'élection subséquente de Conrad. Pagi le réfute avec évidence. Tous les chroniqueurs sont d'accord sur ce point, et l'on ne comprend guère comment Baronius ait pu commettre une telle erreur. Voir Robert du Mont, l'abbé Dodechinus, le chronographe d'Hildesheim, Otton de Friesing, la chronique de Magdebourg, Dom Martène, t. III, p. 108.

² Voir la lettre de l'abbé Guibald du Mont Cassin à Lothaire. Chronique du Mont Cassin, lib. IV, chap. 127. Ap. Murat. *Rer. Italic. Script.*, t. XVI, p. 599-600.

pendant plusieurs jours il réussit à faire différer la bataille et à éviter ainsi l'effusion du sang. « Si vous livrez combat, disait-il à Roger, vous serez vaincu et vous fuirez couvert de confusion. » Ces paroles firent peut-être d'abord quelque impression sur le caractère hardi et téméraire du comte de Sicile ; mais, après les avoir entendues plusieurs fois, il commença à s'y habituer comme à une vaine menace. Il avait confiance dans le nombre de ses soldats, et, comme, sur ces entrefaites, il reçut des renforts importants, il refusa définitivement d'entendre saint Bernard et fit toutes les dispositions nécessaires au combat. Alors l'abbé de Clairvaux quitta le camp du prince obstiné ; il se rendit en toute hâte vers l'armée de Ranulphe, adressa au général et aux soldats une exhortation brûlante ; et, comme il avait prédit la défaite et la honte à Roger, il leur promit le triomphe et la gloire. Pendant que les deux armées en venaient aux mains, il se retira dans une petite maison voisine du champ de bataille, et là se plongea tout entier dans la prière. Il était ainsi dans ses supplications, lorsqu'on entendit tout à coup près de la maison des cris affreux de guerriers fuyant avec précipitation devant les ennemis qui les poursuivaient. L'un des frères qui se trouvaient avec Bernard sortit aussitôt pour voir ce qui se passait ; il arrêta un soldat et lui demanda quelle était l'issue du combat. Ce soldat connaissait les écritures ; il répondit au religieux par ces paroles : « J'ai vu l'impie exalté, il portait sa tête haute comme les cèdres du Liban ; je n'ai fait que passer, il n'était déjà plus. » Au même instant Ranulphe arrivait au galop de son cheval ; malgré le poids de ses armes de combat, il sauta à terre et se prosterna aux pieds du religieux en disant : « Grâce soient rendues à Dieu et à son serviteur ; ce n'est pas à nos armes que nous devons la victoire, c'est à sa foi. » — Et se remettant aussitôt en selle, il continua de poursuivre les ennemis ¹.

La bataille avait été livrée le 3 octobre. Après sa défaite, Roger

¹Ce récit nous est laissé par l'auteur du livre second de la *Vie de Bernard*, chap. vii. Il faut faire à ce sujet quelques observations. Ernald confond deux missions distinctes de saint Bernard auprès de Roger, celle que nous venons de raconter et une autre dont nous nous occuperons bientôt. Il est clair qu'il se trompe. Roger n'aurait pu choisir le temps de ses succès pour demander au Pape de lui envoyer des légats qui eussent examiné concurremment les deux élections. Ce n'est qu'après sa défaite qu'il se voit son orgueil fléchir et qu'il eut lieu la seconde mission de saint Bernard.

s'enfuit, et ne s'arrêta qu'à Salerne, prêt à s'embarquer pour la Sicile si l'armée victorieuse de Ranulphe osait le poursuivre jusque-là. Mais dans cette ville il devait se croire en sûreté. D'ailleurs la petite armée de Ranulphe n'était pas assez forte pour tenter un siège, et ce fut seulement Bernard qui poursuivit Roger jusqu'à Salerne. La fortune semblait encore sourire à Roger, car, malgré sa défaite, la ville de Bénévent venait de se livrer à lui, par le conseil de l'évêque Rossemann. Roger commença donc à reprendre confiance et sa défaite n'avança point les affaires. Saint Bernard le pressa de nouveau vivement de renoncer à un schisme qui faisait tant de mal à l'Église, mais le comte de Sicile ne cherchait que des subterfuges. A la fin il s'avisa de demander à Bernard que les deux compétiteurs députassent vers lui chacun trois envoyés, qui discuteraient l'élection en sa présence¹. C'était un piège, aussi bien qu'un moyen dilatoire, quoiqu'il promît de faire tous ses efforts pour savoir la vérité et d'embrasser le parti qui lui semblerait le plus juste. Parmi les partisans de Pierre de Léon se trouvait un cardinal doué d'une grande éloquence, également versé dans la science des lois civiles et du droit ecclésiastique : le comte de Sicile était persuadé que, dans une conférence publique, les artifices de rhétorique employés par le cardinal viendraient facilement à bout de la simplicité que l'abbé de Clairvaux apportait à tous ses discours. Tout lui réussit d'abord comme il le souhaitait : le pape Innocent II consentit à l'envoi de trois légats, le chancelier Haymeric, le cardinal Gérard et l'abbé de Clairvaux ; de son côté l'antipape Anaclet délégua son chancelier Mathieu, le cardinal Pierre de Pise et un autre cardinal du nom de Grégoire. Les députés des deux parties arrivèrent à Salerne vers le commencement du mois de décembre. Le comte Roger les reçut avec tout l'apparat d'une cour royale ; il s'était lui-même paré des insignes royaux : depuis que Pierre de Léon lui avait donné ce titre, il se considérait réellement comme roi de Sicile. A l'audience qu'il accorda aux députés, il se fit entourer de sa chevalerie et montra une grande joie de ce qui avait lieu. Mais, avant la conférence publique, il avait eu un entretien secret avec le cardinal Pierre de Pise ; il avait mis en œuvre toutes les promesses possibles afin d'exciter

¹ Falco Beneventanus, ap. Muratori, *Rer. Italic. Script.*, t. V, p. 124.

la verve du cardinal et de se procurer une victoire éclatante. Son attente devait être cruellement déçue.

Dès que la conférence fut ouverte, Roger donna la parole au cardinal Pierre de Pise. Celui-ci s'en servit avec habileté et, dans un long discours, il entassa une multitude de textes de lois, de citations de canons et s'efforça de prouver ainsi que l'élection d'Anaclet était canonique. Bernard n'essaya pas de lutter sur ce terrain des lois et des canons ; il savait qu'avec un adversaire comme le cardinal Pierre de Pise, il fallait user de persuasion. Il ne voulut donc pas renouveler les arguments si forts qu'il avait déjà employés en Aquitaine, et lorsque son adversaire eut terminé, il prit la parole en ces termes : « Je sais, dit-il, cardinal « Pierre de Pise, que vous êtes un homme sage et lettré : plutôt « au ciel que des affaires plus saintes, que des études plus saines « eussent rempli votre vie ! car, s'il en était ainsi, lorsque vous « allégueriez des choses conformes à la raison, aucune éloquence « ne pourrait surpasser la vôtre. Pour moi, qui ai été élevé au « milieu des champs, qui ai plus souvent tenu dans mes mains « une bêche que des pragmatiques d'avocat, je garderais volontiers le silence si la cause de la loi ne m'obligeait à prendre la « parole. Mais la charité me force de parler maintenant, car cette « tunique de Jésus-Christ qu'aux jours de sa passion ni païens ni « juifs n'osèrent déchirer, Pierre de Léon la déchire aujourd'hui. « Il n'y a qu'une seule foi, qu'un seul Christ, qu'un seul baptême : « nous ne connaissons pas deux Christs, deux fois, deux baptêmes. Pour rappeler l'histoire du passé, il n'y eut qu'une seule « arche au temps du déluge. Dans cette arche huit personnes seulement furent sauvées, pendant que le reste du genre humain « périssait tout entier, car tout ce qui était demeuré hors de l'arche ne put éviter la mort. Personne ne peut douter que l'arche « de Noé ne fût le type et la figure de l'Église catholique. Une « autre arche a été fabriquée dans ces derniers temps : comme il « y en a deux, il faut nécessairement que l'une d'elles soit adultère et qu'elle s'enfonce dans l'abîme. Si l'arche que conduisit « Pierre de Léon est l'arche de Dieu, celle que dirige Innocent « doit périr. Mais alors toute l'Église d'Orient périra, l'Occident « tout entier sera submergé, la France, l'Allemagne, les Espagnes « et l'Angleterre, tous les royaumes barbares doivent être engloutis. Et quant aux religieux, les Prémontrés, les Camaldules, « les Chartreux, les religieux de Cîteaux, ceux de Cluny et de

« Grandmont, la foule innombrable des serviteurs et des servan-
« tes de Dieu, tous doivent périr et s'enfoncer dans l'abîme. Il
« faut attacher au cou des évêques, des abbés et des autres prin-
« ces de l'Église, une meule de moulin, et les précipiter dans les
« flots prêts à les engloutir. Seul parmi tous les princes, le comte
« Roger est entré dans l'arche de Pierre de Léon, seul il sera
« sauvé et tous les autres seront condamnés? Cependant à Dieu
« ne plaise que le monde entier périsse pour donner le royaume
« des cieux à Pierre de Léon, dont chacun connaît la vie et les
« antécédents ¹ ! »

Ces paroles firent une profonde impression sur les esprits des assistants : il est étonnant combien l'esprit de l'homme, quand il n'est pas obscurci par une passion quelconque, sait découvrir la vérité dans la discussion d'un fait que souvent il ne veut pas croire parce qu'il a quelque intérêt à ne pas l'admettre. Dans la circonstance présente, les seigneurs qui assistaient à une conférence où l'orgueil et le faste de leur maître les avait conduits, ne purent plus contenir leurs sentiments d'exécration pour la personne et la cause de l'antipape. Au milieu de ces preuves non équivoques de son éloquence, Bernard se leva ; il s'avança vers le cardinal Pierre de Pise, lui prit la main, et lui dit avec douceur : « Si vous m'en croyez, nous entrerons ensemble dans
« une arche qui nous donnera plus de sûreté que celle où vous
« vous tenez. » Le cardinal fut confus de tant de bonté, mais ne se rendit pas encore : d'ailleurs la conférence était loin d'être terminée.

Après cette première passe d'armes, le comte Roger de Sicile entra lui-même dans la discussion, et, pendant quatre jours il disputa l'élection d'Innocent II ; puis, pendant un temps égal, celle de l'antipape Anaclet. Avait-il en agissant ainsi une intention droite? Était-il résolu à éclaircir l'affaire et à embrasser définitivement le parti qui lui semblerait le meilleur? On peut en douter. Les arguments que saint Bernard avait fait valoir auraient dû exercer sur son esprit une influence irrésistible, s'il eût été animé de ces dispositions. Car comment un homme, un chrétien surtout, peut-il croire que seul il est dans le droit chemin et que tous les autres se trompent? Un philosophe païen aurait pu le

¹ *Vita Bernardi*, lib. II, cap. VII, n. 45.

croire avec quelque raison, un chrétien ne le peut pas sans outrecuidance et sans tomber aussitôt dans l'erreur ; car le propre de la véritable religion est précisément d'être catholique. Aussi l'argumentation de saint Bernard, quoique semblant s'éloigner du fond de la question, quoique présentée sous une forme figurée, était bien autrement péremptoire que pouvaient l'être les citations faites par le cardinal Pierre de Pise. Quoi qu'il en soit des dispositions de Roger, ces conférences ne lui apportèrent pas la lumière, ou il ne voulut pas être éclairé. A la fin, il s'avisa d'un autre expédient : il convoqua tout le peuple et le clergé de Salerne dans l'église de la ville ; il y fit comparaitre les cardinaux délégués des deux compétiteurs, et là il dévoila son dessein dans les termes suivants : « Mes seigneurs et mes frères, dit-il, vous savez, je n'en doute pas, pour quelle raison j'ai fait convoquer les cardinaux ici présents. J'ai pensé, en effet, que, selon mon pouvoir, je devais mettre un terme à une affaire si importante et suivre le chemin de la justice, si on me le montrait avec évidence ; mais mon esprit est encore embarrassé par une foule de questions qui demandent une réponse, et je vois que seul je ne peux pas terminer cette grande affaire. C'est pourquoi, si les seigneurs cardinaux le trouvent bon, qu'ils rédigent par écrit l'ordre de chaque élection et que l'un d'entre eux me suive en Sicile ; là, avec le secours de Dieu, je célébrerai la fête de la Nativité du Seigneur, j'y trouverai réunis les archevêques, évêques et autres personnages de mérite par le conseil desquels j'ai suivi jusqu'à ce jour le parti d'Anaclet ; je les ferai, eux et d'autres encore, juges de toute l'affaire, et, avec l'aide de Dieu, nous mettrons enfin un terme à ce trop long procès. » A ces paroles le cardinal Gérard répondit : « Vous savez bien que nous sommes tout disposés à rédiger par écrit tout ce que vous nous avez entendu dire sur l'élection. Nous enverrons avec vous le cardinal Guy de Chatillon : c'est un homme sage et discret, il vous suivra en Sicile ; puissiez-vous agir suivant l'inspiration du Saint Esprit ! » — L'entrevue se termina ainsi : deux cardinaux, un de chaque parti, suivirent Roger en Sicile, où le schisme devait encore être mis en question sans qu'on arrivât à une solution. Les événements allaient se presser ; la division devait s'éteindre d'elle-même avec l'aide de Bernard ¹.

¹ Pour toute cette entrevue, voir *Vit. Bern.*, lib. II, cap. VII. Voir aussi la *Chronique de Bénévent*, ap. Muratori, *Rer. Italicar. Script.*, t. V, p. 126 et seqq.

Les scènes que nous venons de raconter se passaient dans les premiers jours de décembre de l'année 1137 : à la même époque, l'empereur Lothaire mourait près de Trente, comme nous l'avons déjà dit. En résumé le roi Roger, par son obstination, avait eu un semblant de succès ; mais le parti de l'antipape reçut un rude échec par la conversion de Pierre de Pise. Après la première entrevue où il lui avait répondu avec tant d'éloquence, Bernard eut avec lui plusieurs entretiens secrets, et en y déployant tout son prestige, il parvint à le persuader de quitter le schisme et de le suivre à Rome pour se jeter aux pieds du pape Innocent.

Peut-être aussi le retour de Pierre de Pise à l'unité fut-il hâté par la vue de l'un de ces prodiges que Bernard semait partout sur ses pas et qui remplit la ville entière de Salerne de l'enthousiasme le plus vif pour le saint abbé. Cependant, comme il n'y avait plus d'espoir de terminer l'affaire à Salerne, l'abbé de Clairvaux reprit le chemin de Rome. A peine y fut-il arrivé qu'il présenta au pasteur légitime la brebis égarée qu'il ramenait au bercail. Ce coup, désastreux pour son parti, fut le dernier qu'eut à souffrir Pierre de Léon : l'antipape mourut, contre toute attente, vers la fin du mois de janvier 1138¹. Sa maladie n'avait duré que trois jours, et c'était un temps bien court pour se repentir d'une telle vie ; il était suffisant cependant, mais malheureusement le repentir ne vint pas. Le cadavre du cardinal ambitieux fut traité sans honneurs, car on voulait tenir sa mort secrète afin de pouvoir lui choisir un successeur ; sa tombe est toujours demeurée dans l'oubli. Malgré ces précautions, la nouvelle de cette mort, si favorable à la cause d'Innocent, ne tarda pas à se répandre, et Bernard en écrivit aussitôt à l'abbé de Cluny, Pierre le Vénérable, se félicitant d'une mort qu'il croyait devoir ramener l'unité dans l'Église².

Cependant saint Bernard n'avait peut-être pas lieu de se réjouir sitôt : les partisans du schisme n'avaient pas dit leur dernier

¹ *La Chronique de Bénévoit* dit : « Hoc anno 1138) Anacletus... septimo die stanse mensis januarii mortuus est. » Baronius et la plupart des auteurs ont traduit par le 7 janvier. Mais Pagi et Du Cange font observer que l'expression *Instans* ou *stans* s'applique au mois qui touche à sa fin : d'après cette explication, ce serait le 25 janvier que serait mort Pierre de Léon, antipape sous le nom d'Anaclet II.

² Lettre 147^e.

mot. Aussitôt après la mort de Pierre de Léon, ils envoyèrent des ambassadeurs à Roger de Sicile pour la lui notifier, et l'assurer en même temps qu'ils étaient prêts à donner un successeur à Pierre de Léon, si tel était son bon plaisir. Roger de Sicile ne se rappela plus sans doute qu'il voulait mettre fin au schisme; son bon plaisir fut en effet qu'il y eut un second antipape, et les cardinaux schismatiques, fidèles à leur promesse, élurent, comme successeur à Pierre de Léon, un cardinal nommé Grégoire, et le saluèrent du nom de Victor II.

Mais ce ne pouvait être qu'un fantôme d'antipape : Grégoire n'avait pour lui ni les talents ni les richesses de Pierre de Léon. Peu de temps après cette nouvelle élection, les seigneurs qui avaient été les soutiens d'Anaclet, ses frères eux-mêmes se dégoûtèrent de ce long état de troubles, et firent leur paix avec le pape légitime¹. Privé de tous ceux qui l'avaient d'abord appuyé, que pouvait faire le nouvel antipape? Il ne lui restait absolument qu'un parti à prendre, celui de la soumission; mais comment y parvenir? Ce malheureux cardinal qui avait pris sur ses épaules la charge si lourde d'un schisme, ne vit qu'un seul moyen de rentrer dans l'unité: il se rendit de nuit à la maison qu'habitait l'abbé de Clairvaux, il se jeta à ses pieds et lui témoigna son repentir. L'abbé le prit par la main, le releva, lui commanda de quitter la mitre et l'étole, symboles d'un pouvoir qu'il avait usurpé, et le conduisit aussitôt aux genoux du pape pour implorer son pardon². Innocent ne pouvait se refuser à un acte de réconciliation qui comblait tous ses vœux, et qu'il n'avait osé espérer ni si prompt ni si entier: ce fut là le dernier acte d'un schisme qui avait duré plus de huit ans. On était au 29 mai 1138, et l'Église célébrait la fête de la Pentecôte.

Après ce dernier événement, la présence de Bernard n'était plus nécessaire en Italie; il voulut donc retourner en toute hâte à Clairvaux. Il écrivit aussitôt au prieur de sa chère abbaye pour lui annoncer son retour³.

Sa lettre était un chant de triomphe, mais un chant modeste, car elle ne disait guère toute la part qui revenait à Bernard dans cette victoire de l'unité sur le schisme. La ville de Rome se

¹ *Chronique de Bénévent, ibid.*

² *Vita Bernardi*, lib. II, cap. VII.

³ Lettre 320.

chargea de le dire **plus haut**. **A peine** l'abbé de Clairvaux paraissait-il **dans les rues**, que les nobles, les grandes dames suivaient **l'humble** Bernard, que le peuple l'acclamait comme l'auteur et le père de la paix, ou lui témoignait sa vénération par des signes dont ce peuple n'est pas avare. Lorsque, six jours après la fête de la Pentecôte, Bernard quitta Rome, le clergé tout entier, une foule immense de peuple l'accompagna : tous les yeux étaient pleins de larmes, on se recommandait aux prières du serviteur de Dieu ; lui seul était heureux d'un départ qui affligeait tous ceux qui l'accompagnaient ¹.

Le schisme était donc fini ; seul Roger de Sicile n'était pas soumis. Il essaya de faire la guerre, en cette même année, mais sans succès. L'année suivante, le pape tint le deuxième concile général de Latran ; on y cassa les actes et les ordinations de Pierre de Léon ; Roger de Sicile y fut nommément excommunié. Le cardinal Pierre de Pise craignit alors pour son avenir ; il en écrivit à Bernard, et l'abbé de Clairvaux adressa au pape une lettre pressante qui eut tout l'effet qu'il en attendait, quoiqu'une première fût restée sans réponse ². Peu après le concile de Latran, le duc Ranulphe mourut, et le comte de Sicile voulut aussitôt reconquérir par les armes ce qu'il avait perdu. Il sut attirer le pape à une entrevue et le fit prisonnier ; mais sa victoire devint sa défaite : les deux ennemis se réconcilièrent. Innocent II reconnut Roger comme roi de Sicile. Roger avait auparavant reconnu comme pape légitime l'ancien cardinal Grégoire du titre de Saint Ange ³. Quand la nouvelle de cet événement si attendu parvint à Bernard, l'abbé de Clairvaux se hâta d'écrire au roi de Sicile une lettre où les titres prodigués à Roger diffèrent absolument des épithètes que jusqu'alors saint Bernard avait accolées à ce nom. Cette lettre ne fut pas la seule ; deux autres nous sont restées comme le témoignage de la haute estime que Roger de Sicile

¹ *Vita Bern.*, lib. II, cap. vii, n. 47. Quelques auteurs ont avancé, en s'appuyant sur certaines paroles de la lettre 144, que saint Bernard fit trois voyages en Italie. Saint Bernard dit en effet : « Ecce hoc tertio, nisi fallor, avulsa sunt a me viscera mea. » — Il parle évidemment de trois départs, mais rien ne prouve que ce soit pour l'Italie. Les auteurs de sa *Vie* ne parlent que de deux voyages, et on ne saurait où placer le troisième, à moins qu'on n'entende par là son retour d'Allemagne en Italie.

² Lettre 213.

³ Baronius, ad ann. 1139.

avait pour son ancien adversaire ¹. Le nouveau roi fit écrire à l'humble abbé qu'il avait un grand désir de le revoir ; mais Bernard ne devait plus retourner en Italie, quoiqu'il dût encore parcourir en tout sens un grand nombre des grands chemins de l'Europe.

V

Tel est le dénouement de ce schisme qui, pour n'être pas très connu, n'en mérite pas moins l'attention de l'historien. Pendant plus de sept années, il divisa non-seulement l'Église, mais encore la chrétienté politique, puisqu'il mit les armes aux mains des princes pour défendre l'élu auquel chacun s'était attaché. Outre les malheurs qui lui sont communs avec tous les schismes, il fut d'autant plus dangereux qu'il ne s'agissait pas d'un pape devant son élection à un empereur quelconque, faisant voter ses créations. Tout autre avait été la cause du schisme. Anaclet II avait été élu par un nombre de cardinaux assez grand pour pouvoir mettre, avec quelque apparence de droit, la canonicité de l'élection de son côté. Il est vrai que son élection s'était produite après qu'il y en avait eu une première ; mais cette première avait été hâtive, précipitée, elle avait semblé faite dans l'ombre, à l'écart de tous ceux qui avaient quelque intérêt à la surveiller. De plus, l'élu du schisme n'était pas un homme ordinaire ; il avait de l'intelligence, de l'instruction, une influence considérable, des relations multiples avec les rois et les empereurs ; il disposait des richesses de sa puissante famille, il avait en sa faveur les nobles Romains avec leurs hommes d'armes ; il était donc en droit d'attendre le succès qui, selon tous les calculs humains, devait aller à lui. Enfin, pour dernier et suprême avantage, il était maître de Rome, maître des grandes basiliques chrétiennes, et avait réussi à faire fuir son rival. Ce rival, l'élu légitime, n'avait au contraire en sa faveur que la priorité d'une élection contestée, une renommée pure et une vie passée au service de la papauté. Certes ce n'étaient pas de grandes ressources pour lutter contre Pierre de Léon. Cependant il vainquit ; il vit les rois se sou-

¹ Lettres 207, 208 et 209.

mettre à son autorité, les évêques l'acclamer, l'empereur venir par deux fois le replacer dans Rome, et enfin son adversaire même tomber à ses pieds en lui demandant pardon. Quelle avait donc été la cause d'un changement si complet ? La parole et la puissance d'un moine. Il est vrai que, de ce moine, on racontait des choses surprenantes ; il est vrai qu'il était doué d'une âme ardente et d'une parole de feu, que des villes, des pays entiers couraient au devant de lui, qu'il calmait les cités comme par enchantement, qu'il évitait les pièges les mieux dressés, qu'il avait une puissance égale sur les grands et les petits, qu'en un mot ce moine était la merveille de son siècle. Avec quelque sévérité qu'on l'ait jugé, personne ne lui a refusé une influence immense sur les hommes de son époque : le récit que nous avons fait montre combien ce jugement est vrai. Mais on n'a pas fait assez ressortir que cette influence, il ne l'avait pas recherchée, qu'il ne s'en servait que pour le bien des hommes, qu'il cherchait avant tout la gloire de l'Église, foulant la sienne aux pieds, et ne la réputant pas digne de son attention. L'étude de sa vie politique le montrerait amplement ; certes il fut grand au concile d'Étampes, grand à l'entrevue de Liège, grand devant le roi d'Angleterre, le duc d'Aquitaine ou le duc Roger de Sicile ; mais il fut plus grand encore lorsque, après avoir fait monter un pape sur le siège de saint Pierre, il vit ce pape se retourner contre lui et le disgracier. Bernard ne méritait pas une disgrâce encourue par suite d'événements qu'il n'entre pas dans notre sujet de raconter ; il la supporta avec humilité, et c'est pour nous la preuve d'une grandeur plus élevée. La suite de sa vie lui réservait d'autres triomphes et d'autres mécomptes ; son âme, élevée un moment jusqu'au sommet de la gloire, devait retomber sous le coup d'un revirement de l'opinion : son courage ne l'abandonna pas plus dans l'adversité que son humilité ne l'avait abandonné dans la prospérité. Homme étonnant, et tel que les siècles nous en offrent peu de semblables ! Heureux si nous avons pu faire connaître, de sa vie si remplie, un fait que les ouvrages d'histoire n'ont pas su mettre en pleine lumière !

E. AMÉLINEAU.

LE CARDINAL DE RETZ

AU CONCLAVE

1655, 1667, 1670 et 1676

D'APRÈS LES ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Il semblait que tout eût été dit sur le cardinal de Retz : quelque admiration qu'on accordât à son talent d'écrivain, il demeurerait un des personnages les plus odieux de notre histoire. Cependant des efforts sont faits, depuis quelques années, pour lui ramener la sympathie et même l'estime de la postérité. J'aime à croire qu'on ne songe pas encore à réhabiliter le prêtre qui fut l'opprobre de son ordre, ni le Frondeur qui bouleversa son pays ; cependant on a commencé par nous dire qu'il avait reconnu et déploré en mourant les scandales de sa vie ; puis on a vanté, non plus seulement sa fin chrétienne, mais sa conversion depuis longtemps déclarée, confirmée par une pénitence exemplaire et persévérante. On veut maintenant que, depuis son traité avec le Roi (1662) jusqu'à son dernier jour (1679), il ait été le modèle des sujets et des cardinaux, et qu'il ait rendu les plus grands services à l'Église et à l'État. Où s'arrêtera-t-on ? Nos lecteurs n'ont pas oublié la thèse de M. Gazier, critiquée ici même par M. Chantelauze ¹. Un écrit plus récent de M. l'abbé Bozon ², va bien plus

¹ *Revue* du 1^{er} juillet 1877.

² *Le cardinal de Retz à Rome, ou sa vie publique depuis sa réconciliation avec Louis XIV jusqu'à la fin de sa vie, d'après des documents inédits*, par l'abbé Bozon. Paris, Plon, 1878, in-8.

loin et nous offre un Retz tout à fait inconnu, pénitent comme Rancé¹, possédant « la plus haute confiance » de Louis XIV, « médiateur naturel » entre ce prince et le Saint-Siège, arrachant l'Église de France aux abîmes en 1665, dominant trois conclaves successifs, et y faisant élire *ad nutum* les papes choisis par le roi² ! D'un autre côté, dans le troisième volume de M. Chantelauze, Retz découvre seul le moyen de forcer le pape Alexandre VII à signer le traité de Pise, sauve les saintes libertés de l'Église gallicane, et devance l'Assemblée de 1682 ; assure aux Bourbons la succession d'Espagne, rétablit pour la composition du Sacré Collège les vrais principes oubliés de toute l'Église, et contraint trois conclaves à subir sa « supériorité sans égale. » Ce ne sera plus assez désormais de railler l'imprévoyance de Louis XIV, laissant passer à l'ennemi le prince Eugène dont il n'a pas deviné le génie : voici un crime ignoré, dont sa mémoire est chargée. Si Colbert, le Tellier, Lionne, Louvois et Louis XIV lui-même, n'avaient pas été jaloux de Retz ; s'ils lui avaient abandonné la direction des affaires étrangères, ce cardinal ne mourait pas à soixante ans ; Guillaume d'Orange trouvait en lui son maître ; la révolution d'Angleterre était évitée, et l'Europe se prosternait devant la France³ ! Les livres dont nous parlons se présentent avec un appareil scientifique qui impose. « Jusqu'ici, dit-on, les

¹ « A partir de 1675, il fit une pénitence exemplaire des dérèglements de sa vie. » M. Bozon, p. 124. — « Sa pénitence ne fut pas aussi éclatante ni aussi longue que celle de Rancé, de Pontchâteau et de tant d'autres, mais elle ne fut *ni moins fervente ni moins sincère*. » *Ibid.*, p. 177.

² « Sans sa médiation, que serait devenue l'Église de France en 1665 ? La rupture entre Alexandre VII et Louis XIV aurait peut-être été poussée jusqu'aux dernières extrémités... » La France ayant « un pied dans le schisme, » Retz « affermit l'unité en *faisant élire*, dans les trois conclaves, . . . des papes d'un esprit modéré et bienveillant pour la France... Si Innocent XI ne put éviter la lutte avant la fin de son pontificat, c'est que Retz, le médiateur par excellence, n'était plus là. » *Ibid.*, p. 176, 177.

³ *Le cardinal de Retz et ses missions diplomatiques à Rome, d'après les documents inédits des archives du ministère des Affaires étrangères*, par R. Chantelauze. Paris, Didier, 1879. Cet ouvrage fait suite aux deux volumes sur *L'affaire du chapeau*. — « Cette nouvelle étude nous fait découvrir en lui... un diplomate de premier ordre..., un modèle de sagesse, de prudence, de modération, un diplomate achevé, un homme d'État par excellence... Lorsque Lionne mourut, Louis XIV n'eût-il pas fait preuve d'une intelligente magnanimité en le lui donnant pour successeur ?... Comme il aurait mis toute sa gloire à lutter contre Guillaume d'Orange, à déjouer ses formidables manœuvres, etc., etc. ! » p. 573 et suiv.

services que le cardinal de Retz a rendus à la France et à l'Église n'ont point été appréciés ; ils ont même été presque entièrement ignorés, faute des documents nécessaires pour les faire connaître ; ces documents étaient ensevelis dans les archives du ministère des Affaires étrangères, où l'on ne songeait guère à les aller chercher ¹. » Le nom et le caractère des deux écrivains porteront plus d'un lecteur à se demander s'ils ont en effet enrichi la science historique de vérités longtemps cachées à tous les yeux. Nous ne pouvons aborder aujourd'hui tous les sujets par eux traités. Nous étudierons d'abord, à l'aide des mêmes documents dont ils se servent, les épisodes les plus intéressants de leur récit, les conclaves de 1667, de 1670 et de 1676. Que le cardinal de Retz se soit converti aussi sincèrement et aussitôt que le prétend M. Bozon ; qu'il ait été incrédule et hypocrite jusqu'au dernier moment, comme l'assure M. Chantelauze, soit : les deux auteurs s'accordent à dire que, dans ces trois conclaves, « il fit triompher chaque fois l'élection d'un des candidats désignés par Louis XIV ². » On jugera peut-être intéressant de savoir si ce prince avait en effet tant d'influence sur la création des chefs de l'Église, et d'acquérir quelques notions exactes sur l'état de la cour de Rome aux plus beaux jours de la royauté gallicane.

I

M. Bozon ne dit rien du conclave de 1655, le premier auquel Retz ait assisté, et le seul dont ce cardinal ait parlé dans ses *Mémoires*. M. Chantelauze affirme en passant qu'il y *contribua puissamment à l'élection d'Alexandre VII* ³ : il est ainsi beaucoup plus réservé que Retz lui-même, qui réclame formellement le mérite d'avoir donné la tiare au successeur d'Innocent X ⁴. Est-

¹ M. Bozon, *Introduction*, p. x.

² *Ibid.*, p. viii. — « Il joua un rôle si important, si décisif, qu'il fut assez heureux pour faire triompher successivement les *trois candidats de Louis XIV*. » M. Chantelauze, p. 73.

³ P. 447.

⁴ Il prétend même qu'Alexandre VII se reconnut publiquement pour sa créature : « ...Il me dit, en m'embrassant, si haut que les ambassadeurs d'Espagne et de Venise et le connétable Colonna l'entendirent : *Signor cardinale de Retz, ecce opus manuum tuarum!* Vous pouvez juger de l'effet que fit

ce que le récit du cardinal aurait inspiré des doutes à ses modernes apologistes ? Ils ne nous en voudront donc pas de soumettre leurs propres assertions à un contrôle rigoureux. La vérité est que leur récit est encore moins exact que celui de leur héros. S'il plaît au lecteur, nous reprendrons l'examen des faits au conclave d'où sortit Alexandre VII.

Innocent X était mort le 6 janvier 1655. Retz se trouvait alors à Rome, où il s'était réfugié après son évasion de Nantes. On sait que, malgré l'amnistie qui couvrait sa complicité criminelle dans les troubles de la Fronde, il avait été, sur de simples soupçons, arrêté au Louvre le 19 décembre 1652, et il était encore au donjon de Vincennes lorsque la mort de l'archevêque de Paris, son oncle, dont il était le coadjuteur, le rendit titulaire de ce grand siège, le 21 mars 1654. La passion dont le cardinal Mazarin était animé le porta aux mesures les moins justifiables contre son ennemi. Le prisonnier était revêtu de deux dignités ecclésiastiques, qui ne lui avaient été conférées par le pape que sur la demande du gouvernement français. Cardinal et archevêque, Retz était soumis à une juridiction spéciale, reconnue par l'État comme par l'Église. Mazarin violait du même coup en sa personne toutes les lois observées dans les pays catholiques. Il lui refusait des juges ecclésiastiques ou même séculiers, et l'avait déclaré déchu de son autorité spirituelle sur le diocèse de Paris. Le conseil d'État avait, sous la dictée du cardinal-ministre, pourvu au gouvernement des consciences. Innocent X s'était ému de la violence exercée sur un membre du Sacré Collège par les ordres d'un de ses collègues, et avait offert, si Retz était coupable, de le faire juger dans les formes consacrées par l'un et l'autre droit : mais ses représentations, ses prières, ses menaces avaient été accueillies avec mépris. Retz, échappé à son persécuteur, n'avait pas confirmé la démission qui lui avait été arrachée à Vincennes, et que le pape ne pouvait reconnaître comme l'œuvre de sa volonté. Mazarin entreprit alors de contraindre Innocent X à exécuter lui-même les vengeances royales contre le prélat fugitif. Il le somma de faire le procès au cardinal sur sa conduite depuis l'origine de la Fronde, et de l'incarcérer préventivement au châ-

cette parole. Je retournai chez moi accompagné de plus de six-vingts carrosses, qui étaient pleins de gens très persuadés que j'allais gouverner le pontificat. »

teau Saint-Ange. Mais il ne voulait pas sa mise en jugement : il espérait que l'intimidation déterminerait Retz à renouveler sa démission, ou le pape à le déposer de son archevêché, en vertu de l'autorité apostolique. Un des agents les moins scrupuleux de sa politique, Hugues de Lionne, fut dépêché vers Innocent X avec une lettre menaçante ; mais, quand il parvint à Rome, le pape était mort et les scrutins pour l'élection de son successeur commencés depuis deux jours. Nous avons déjà donné l'histoire générale de ce conclave, où le cardinal Fabio Chigi réunit l'unanimité des suffrages ¹. Nous y reviendrons aujourd'hui pour mieux préciser la part que prirent à cette élection la faction française et spécialement le cardinal de Retz.

Mazarin avait donné aux rapports de la France avec le Saint-Siège un caractère d'aigreur et de défiance aussi funeste aux intérêts du pays qu'à ceux de l'Église. Il n'avait jamais pardonné à Innocent X d'avoir été nommé malgré lui, de ne mettre pas toute son influence au service de la politique française, et surtout de résister à la cupidité et à l'ambition effrénée de la famille Mazarin. Il n'avait pas remplacé le bailli de Valençay, dernier ambassadeur à Rome, et son ressentiment avait pris une nouvelle vivacité depuis que le vieux pontife refusait de sanctionner ses mesures tyranniques contre le cardinal de Retz. Lorsque les infirmités d'Innocent X laissèrent prévoir une vacance prochaine, il envoya ses instructions pour le conclave au prince étranger qu'il avait choisi pour chef du parti français dans le Sacré Collège : c'était le cardinal d'Este, qui n'avait aucun intérêt à défendre celui de la nation. Prince Modénais, dont la maison disputait au Saint-Siège la possession de Comacchio ; devenu récemment l'allié de Mazarin par le mariage de Laure Martinozzi avec son frère, il avait reçu, avec d'opulents bénéfices dans le royaume, le titre de Protecteur de France dans le consistoire. Mazarin lui ordonna d'appuyer l'élection du cardinal Sacchetti, mais surtout d'exclure les cardinaux François Barberini et Chigi. Ce dernier, ancien nonce à Munster, était le membre le plus considéré du Sacré Collège pour ses vertus et ses talents ; mais il était depuis longtemps haï de Mazarin, parce qu'il avait exercé avec fermeté la médiation pontificale aux traités de Westphalie, et que, nommé secrétaire d'État d'Innocent X, il consacrait tous

¹ *Revue* de juillet 1879. — *La Mission de M. de Lionne à Rome en 1655.*

ses efforts à rétablir entre les cours de Madrid et de Saint-Germain une paix retardée principalement par l'ambition personnelle du ministre français. L'impartialité du cardinal Chigi était cependant si notoire qu'il était le candidat préféré d'une faction récemment formée parmi les cardinaux, et dont le but était de combattre l'intervention abusive des princes séculiers dans les élections pontificales. Ce parti des *Indépendants*, communément appelé l'*Escadron volant*, ou l'*Escadron*, composé, dès l'origine, des membres les plus pieux et les plus distingués du Collège, se perpétua sous les pontificats suivants et domina désormais dans les conclaves. Mais, en revendiquant pour les cardinaux la liberté absolue de ses choix, il n'entendait pas contester aux couronnes leur part légitime d'influence, ni imposer à l'Église des chefs dont la personne rendit trop difficile la concorde entre le Saint-Siège et les princes. Il ne donna jamais une preuve plus éclatante de sa prudence que dans l'élection de 1655. Au précédent conclave, qui avait nommé Innocent X, Mazarin avait appuyé un ancien patron de sa jeunesse, le cardinal Sacchetti, de talents médiocres, mais très estimé, et dont le nom n'avait pu faire écarter celui du cardinal Pamfilio. Ce dernier étant mort, Mazarin recommanda de nouveau Sacchetti, dont le caractère doux et bienveillant se prêterait peut-être plus facilement aux vues de la cour de France. Les Indépendants ne firent aucune difficulté de voter pour lui; mais l'opposition du parti d'Espagne empêchait qu'il ne réunît les deux tiers des voix. L'état troublé de l'Europe exigeant un pape plus versé que lui dans la connaissance des affaires générales, l'*Escadron* préférait visiblement le cardinal Chigi, qui avait contre lui le parti français. Pour concilier tous les intérêts, le cardinal Sacchetti n'hésita pas à se sacrifier lui-même, et, après vingt-six jours de conclave, il pria Mazarin de reporter sur le cardinal Chigi une recommandation qui blessait sa modestie et retardait un choix plus utile à l'Église. Le cardinal-ministre comprit que l'*Escadron*, après avoir eu la déférence d'attendre sa réponse, passerait outre, si elle était défavorable au cardinal Chigi, et entraînerait tout le Collège à sa suite. Il ne voulut pas s'exposer, comme en 1644, à voir nommer un pape exclu publiquement par la France : il envoya donc, avec une promesse ostensible de concours, l'ordre secret de combattre l'ancien nonce

de Munster jusqu'à la dernière extrémité ¹. Le résultat fut tel qu'il était prévu dès le premier jour : le cardinal Chigi fut élu à l'unanimité et avec un grand enthousiasme, dans la matinée du 7 avril 1655. Nous avons raconté ailleurs comment la conduite maladroite de Lionne aggrava encore les dangers d'une politique qui devait nécessairement tourner à la confusion de la cour de France ².

Quant au cardinal de Retz, son attitude au sein du conclave fut plus sage et plus habile que celle dont il prétend se faire honneur dans ses *Mémoires*. Le sentiment d'un péril prochain le portait à se contenter d'un rôle fort réservé. Il devait souhaiter que le pape futur continuât de défendre l'immunité ecclésiastique violée en sa personne par Mazarin, mais il ne pouvait croire qu'aucun cardinal voulût jamais étendre sur lui la protection pontificale si, à Rome même, il se mettait en révolte contre l'autorité royale. Rien ne pouvait lui être plus funeste que de chercher à troubler ou à régenter le conclave dans son intérêt personnel. Il évita donc de combattre la faction française et se rangea derrière ses collègues les plus respectés. Lionne ne put s'empêcher d'attester

¹ « Nonobstant les pouvoirs que le roi nous donne de concourir à Chigi, je ne laisserai pas de considérer, comme je dois, si l'occasion en arrive, *ce que Votre Éminence me marque en particulier que le roi ne peut ni ne doit désirer ce sujet : mais ce sera un secret que je tiendrai pour moi seul, pour m'en servir, selon les incidents du conclave*, sans jamais faire paraître cette aversion ni nous commettre à un affront. Au contraire, je ferai en sorte, par notre conduite, que Chigi lui-même sera persuadé qu'on le souhaite par-dessus tout autre, après Sacchetti. » Lionne à Mazarin, 22 mars 1655. — Rome, 129, *Archives des Affaires étrangères*.

² *La mission de Lionne à Rome en 1655 : Revue* de juillet 1879. — « Je suis persuadé que, si l'exclusion fût arrivée, Chigi eût été pape trois jours plus tôt qu'il ne le fut. Les couronnes ne doivent jamais hasarder facilement ces exclusions. Il y a des conclaves où elles peuvent réussir ; il y en a d'autres où le succès en serait impossible : celui-là était du nombre. Le Sacré-Collège était fort, et de plus il sentait sa force. » *Mémoires de Retz*. — C'est le 5 avril seulement, moins de quarante-huit heures avant le dernier scrutin, que Lionne transmit aux cinq cardinaux de la faction française l'autorisation de voter pour Chigi. Quatre jours auparavant, il leur ordonnait encore de s'appliquer à faire pape Sacchetti « *comme s'il n'y avait autre cardinal au monde que lui*. » Ce qui ne l'empêcha pas de rédiger une lettre au roi, destinée à la publicité, et où il disait notamment : « ... Il a plu à Dieu bénir les saintes intentions de Votre Majesté, et exaucer ses ardens souhaits par l'exaltation de monseigneur le cardinal Chigi... Votre Majesté, sire, a d'autant plus d'occasion de s'en réjouir et d'en rendre grâce solennelle à Dieu qu'elle a plus de part et de mérite qu'aucun autre en ce grand ouvrage. » 8 avril 1655 ; Rome, 129.

qu'il vota pour Sacchetti tant que l'exclusion de Chigi ne fut pas révoquée, et qu'il s'abstenait de toute démarche contraire aux ordres venus de France. Le P. Duneau, espion de Mazarin, lui écrivit aussi¹, d'après les informations les plus sûres, que ce prélat « avait toujours donné sa voix à Sacchetti ; qu'il ne traitait avec personne et que, s'il n'eût écrit cette lettre impertinente aux évêques de France², il n'aurait donné aucune prise sur lui dans le conclave. » Mais nous avons un témoignage non suspect et cité avec complaisance par M. Chantelauze lui-même ; c'est une relation anonyme de ce conclave, rédigée vers la fin de la première année du nouveau pontificat³. L'auteur avait assisté à l'élection comme conclaviste d'un cardinal, peut-être de Retz lui-même⁴, auquel il décerne des louanges hyperboliques et dont il partage les rancunes contre Alexandre VII, parce que le pape ne confondit pas les droits du cardinal et de l'archevêque avec les devoirs d'un sujet français. Or, l'écrivain inconnu ne s'exprime pas autrement que Lionne et Duneau. Retz, dit-il, « s'est comporté dans ce lieu fort sagement, dans une modestie et retraite continuelle, étudiant toujours, y ayant composé de beaux ouvrages et particulièrement une pièce latine aux évêques... Les cardinaux français ne lui parlaient point ; il leur fit néanmoins dire d'abord... qu'il contribuerait à leur dessein comme un bon Français, » et que, s'ils le lui cachaient, « il tâcherait de le deviner...., sinon qu'il irait toujours au meilleur. Il fréquentait quelques cardinaux, plus ordinairement le jeune Carlo Barberini, son oncle le cardinal François Barberini et d'autres indifféremment, plutôt pour prendre l'air que pour négocier.... »

II

Pour expliquer l'autorité dont ils supposent que Retz aurait joui dans le Sacré-Collège après la mort d'Alexandre VII, MM. Bozon et Chantelauze exagèrent démesurément la part qu'il

¹ Lionne à Mazarin, 8 mars 1655 ; *Rome*, 129. — Duneau au même, même jour ; *Rome*, 127.

² Au sujet de l'administration de son diocèse.

³ *Rome*, 129.

⁴ Retz eut pour conclavistes Charrier, Joly et Imbert.

aurait prise, sous ce pontificat, à plusieurs affaires pendantes entre le Saint-Siège et la France. Ils le représentent notamment comme le champion de l'Église gallicane, et veulent même que son triomphe dans le conclave de Clément IX ait été d'autant plus facile que Louis XIV lui avait préparé la voie en gagnant le futur pontife par un pacte secret. Voyons si ces assertions résistent à un examen sérieux.

D'une part, il n'est pas vrai que Retz ait été chargé d'une « mission diplomatique contre la doctrine de l'infaillibilité du pape ¹. » Le roi ne lui aurait jamais confié ses pouvoirs. Même après sa démission, Retz était encore un personnage gênant, surtout pour un gouvernement nouveau : le jeune Louis XIV n'était d'humeur à souffrir sa présence ni à la cour, ni dans son ancien diocèse. Il lui avait promis ou s'était réservé de l'envoyer *servir* à Rome ; mais il ne lui permit pas de quitter Commercy sans ordre, ni avant qu'un successeur régulièrement nommé eût pris possession du siège de Paris ². Or, Marca étant mort au mois de juin 1662, au moment où ses bulles arrivaient en France, la préconisation de Péréfixe fut retardée pendant deux ans par les événements qui signalèrent l'ambassade de Créquy. L'attente et la réclusion parurent longues à l'ancien Coadjuteur, que les mémoires du temps nous montrent jurant et blasphémant, menaçant « de quitter son chapeau de cardinal et d'écrire contre Rome d'une terrible façon ³. » C'est sous l'empire de ces nobles sentiments qu'il avait correspondu avec Lionne sur l'affaire des Corses. Après la paix de Pise et l'installation du nouvel archevêque, le roi lui prescrivit de se rendre à Rome, suivant les termes de son accommodement, mais en lui témoignant clairement la continuation de ses défiances. Retz, mandé à la cour, crut qu'on lui destinait l'ambassade vacante par le rappel de Créquy. Mais, traité sans considération par les ministres les plus influents, le Tellier et Colbert, il fut *mal reçu* par le roi, qui ne lui parla

¹ M. Chantelauze a donné ce titre pompeux à trois longs chapitres de son livre.

² « Par cette résignation, il rentrera dans les bonnes grâces de Sa Majesté et l'ira servir à Rome. » Lionne à d'Aubeville, 30 décembre 1661. — « *Le dit sieur cardinal ne viendra point ici saluer le roi pour passer à Rome que les bulles de son successeur ne soient arrivées, ou qu'il ne soit installé...* » Le même au même, 3 mars 1662 ; Rome, 141.

³ M. Chantelauze, p. 59.

même pas de Rome, et il partit pour l'Italie, *crevant dans son cœur* de ce traitement ¹. Comment M. Chantelauze qui cite lui-même ces faits, nous parle-t-il encore de *mission* ? Il avoue que Retz était sans titre d'ambassadeur, ni d'envoyé, ni de *Protecteur*. Il a dû lire une lettre, où Lionne dit formellement à l'abbé de Bourlémont, auditeur de Rote : « M. le cardinal de Retz n'est chargé d'aucune affaire du roi et fera seulement les fonctions de cardinal ². » Dans cette même dépêche, le ministre ordonne à Bourlémont d'écrire règlement au roi lui-même, ce que Retz ne pouvait faire qu'accidentellement ; car il ne correspondait qu'avec Lionne, qui non-seulement ne lui remit pas « les moindres instructions ³, » mais qui ne lui donna pas même de chiffre ⁴, les communications confidentielles étant réservées à l'auditeur de Rote, seul muni des lettres de créance et des pouvoirs. Rien n'est plus humble que le ton et l'attitude de Retz dans ses rapports avec Lionne et Bourlémont. Celui-ci ne s'effaça nullement, comme on le dit, devant le prétendu génie du cardinal : s'il avait des égards pour la pourpre, il n'abdiqua jamais l'autorité que lui assurait sur un cardinal national sa qualité de ministre du roi. Le talent d'écrivain était d'ailleurs la seule supériorité que Retz eût personnellement sur Bourlémont. Ce prélat, futur archevêque de Toulouse, et l'un des membres influents de l'Assemblée de 1682, connaissait à fond toute la controverse gallicane, et, si la cour de France avait sincèrement désiré la paix, il était bien mieux préparé que Retz pour trouver les expédients opportuns. Il savait à merveille les côtés faibles et le danger de *nos* prétendues *libertés* et des *maximes du royaume*. Que de fois, pendant un séjour de vingt ans à Rome, il tenta, par des avis adroitement donnés soit à la légation française, soit au ministre, de prévenir une injustice, une faute, un conflit ! Malheureusement son caractère n'était pas à la hauteur de son intelligence,

¹ *Journal* d'Olivier d'Ormesson.

² 26 mai 1655 ; *Rome*, 169.

³ M. Chantelauze, p. 216.

⁴ « En cette occasion, j'ai bien trouvé à dire le manquement que j'ai commis au départ de Votre Éminence de ne lui avoir pas donné un chiffre. » 4 juin 1666 ; *Rome*, 176. — Regrets tardifs, — car Retz était alors sur le point de revenir en France, — et d'ailleurs peu sincères. C'était un pur artifice de style, pour faire passer une fausse confidence et des reproches à peine déguisés.

et les ordres du roi, même en matière purement ecclésiastique, furent toujours la règle suprême de sa conduite. Louis XIV voulait bien mettre à profit les méchantes intentions de Retz contre Alexandre et son désir de rentrer en faveur, pour surprendre ou arracher au pape la révocation de sa bulle contre la Sorbonne, ou une interprétation dont le gallicanisme pût se prévaloir pour s'affermir ; mais le cardinal devait régler toutes ses démarches et tous ses discours de concert avec Bourlémont. M. Chantelauze soutient que ces négociations eurent pour effet d'arrêter « les foudres du Vatican », qui allaient être lancées contre le parlement de Paris, et d'*assoupir* le différend par le silence du pape : ce qui serait bien loin du résultat poursuivi avec une si rare habileté ¹. Cela n'est même pas exact. M. Bozon prétend que le pape était prêt à jeter un interdit sur toute la France ² ; M. Chantelauze veut bien dire que le parlement de Paris avait été seul menacé d'excommunication. Il serait aussi impossible à l'un qu'à l'autre de produire un indice sérieux de ce qu'ils avancent. Il n'est pas plus vrai qu'Alexandre ait cédé aux *frayeurs* que Retz lui aurait inspirées. Longtemps avant le démêlé des Corses, le souverain pontife avait fait l'épreuve de la haine que lui avait vouée le gouvernement français. Retz ne quitta Rome que le 21 septembre 1666 ; or, dès le mois d'octobre 1665, Alexandre VII lui disait avec tristesse : « Le cœur est gâté : il y a bien des gens en France qui en veulent au Saint-Siège, et la cour en veut à ma personne. » L'affaire de Créquy montre que ce pape était inaccessible à toute crainte personnelle. Si l'on veut dire seulement qu'il était inquiet, pour l'avenir de la

¹ Pages 371 et 373. — Le roi demandait expressément une explication écrite de la bulle. Lionne à Retz, 20 novembre 1665 ; *Rome*, 172. — M. Chantelauze lui-même en convient : « Le gouvernement français désirait ardemment que le pape révoquât sa bulle ou l'interprêtât d'une manière très étendue (p. 278)... »

² Bourlémont et Retz en parlent simplement comme d'un bruit qui a couru, mais ils disent eux-mêmes qu'il est impossible de savoir ce qui se passe dans la congrégation du Saint-Office, tant le secret y est scrupuleusement observé. C'étaient des propos le plus souvent inventés par les espions de la légation française, tels que le P. Ripa qui répandit à la fois la double nouvelle d'un prochain interdit, et d'une ligue de tous les princes catholiques formée par le pape contre Louis XIV : il osa même en écrire à Lionne (6 juillet 1665) ; *Rome*, 170). Malgré l'ineptie et l'impudence de ses mensonges et à cause de cela même, ce misérable demeura longtemps sur les listes de pensionnaires royaux qui sont en ce moment sous mes yeux.

religion, des dispositions où il voyait Louis XIV, et que, par sa condescendance, il prévint les extrémités auxquelles pouvait se porter un fils ingrat, on restera dans les limites de la vérité. Il est certain en effet que, si la France ne devint pas schismatique dans la seconde partie du XVII^e siècle, elle ne le doit qu'à la sagesse et à la bonté des deux grands papes Alexandre VII et Innocent XI. Libre à M. Chantelauze de trouver que les prolixes et ennuyeuses dépêches de Retz sur les prétentions de la Sorbonne sont des chefs-d'œuvre de l'esprit humain ; il est manifeste qu'elles n'accrurent son crédit ni au delà ni en deçà des monts. Mais on dépasse toute mesure, quand on affirme que Retz « réconcilia le pontife avec Louis XIV, » et que « pendant plus de quinze années, on n'entendit de ce côté (à Rome) aucune plainte contre le parlement ¹. » C'est précisément pendant ces quinze années, de 1665 à 1680, que la couronne multiplia ces usurpations sur l'autorité du Saint-Siège qui aboutirent au terrible conflit avec le pape Innocent XI : les arrêts, édits et projets d'édits contre les instituts monastiques, contre les pouvoirs des réguliers, contre les vœux de religion ; le livre très habile sur *l'autorité des rois dans l'administration de l'Église*, commandé par Colbert à le Vayer de Boutigny ; les déclarations et les arrêts sur la Régale ; bien d'autres mesures inspirées par le même esprit et qui excitèrent les réclamations et les alarmes de Rome, datent justement de cette période. Louis XIV trouvait si peu que Retz lui fût d'un grand secours auprès du Saint-Siège qu'il choisit bientôt le duc de Chaulnes pour ambassadeur, et envoya au cardinal un ordre de retour déguisé sous la forme d'une permission de revenir. La conduite du cardinal était épiée de près depuis son arrivée, et il lui avait fallu récemment donner à Lionne des explications précises sur une démarche suspecte. Il avait été chargé par le duc de Lorraine de sonder les intentions du pape sur les conditions que mettait l'électeur de Saxe à sa rentrée dans l'Église ; or, ces deux princes et leurs maisons étaient et demeurèrent les adversaires de la politique française. Le roi se contenta de sa réponse, mais il fit semblant de croire à une ophthalmie dont se plaignait le cardinal, et ne le pressa point d'attendre à Rome le futur conclave, qui paraissait alors prochain ². Retz tâcha de regagner la confiance

¹ M. Bozon, p. 77 et p. ix.

² Lionne à Retz, 4 juin 1666. — Retz à Lionne, 29 juin ; Rome, 176. — Lionne à Retz, 24 juillet 1666 ; Rome, 177.

du roi en se vantant d'avoir, avant son départ, établi les meilleurs rapports entre le nouvel ambassadeur et les membres les plus influents du Sacré-Collège ¹. Il dut retourner à Commercy, et n'en sortit que sur l'ordre du roi, quand la santé d'Alexandre VII donna de nouvelles alarmes, et que l'on fit partir les cardinaux français pour Rome. Il lui fut permis de passer par Saint-Germain ; mais sa situation était encore si équivoque qu'il eut le *dégoût* de se voir refuser le tabouret chez la reine. Il n'obtint cette distinction que dans une seconde audience, et le duc de Chaulnes eut ordre d'en avertir le Sacré-Collège, pour prévenir ou calmer ses plaintes. Lionne informa en outre l'ambassadeur que le roi, satisfait de la conduite de Retz, avait ordonné de lui payer les dix-huit mille livres de sa pension : « Il est bon de le publier, ajoutait-il ; il est de vos amis et des miens ². » Il était nécessaire en effet de le crier bien haut, car personne ne l'aurait supposé. On ne le crut pas davantage, jusqu'aux écrits de MM. Bozon et Chantelauze.

Cette fois, le succès de Retz était assuré, nous dit-on ; car Lionne avait depuis longtemps noué une intrigue secrète avec le cardinal Rospigliosi, « lui avait fait accepter une pension ignorée de tous, même des agents français », et « lui avait même laissé entrevoir qu'il pourrait bien être choisi par la cour de France pour être le successeur d'Alexandre, ce qui eut lieu en effet ³. » En étudiant une première fois les documents de cette époque, nous n'y avions pas vu que le cardinal Rospigliosi eût jamais été le pensionnaire de Louis XIV, mais seulement que, dans le cours de l'année 1661, il avait eu des rapports mystérieux avec Lionne, qui lui offrit les suffrages de la faction française dans un futur conclave, rapports dont M. Chantelauze a le très grave tort de nous laisser ignorer le résultat. Après la publication du livre où l'auteur dit formellement : « Ce fait nous a été révélé par les archives du ministère des Affaires étrangères ⁴, » nous avons fait de nouvelles recherches, que M. Chantelauze ne facilite pas, car il renvoie seulement à la *Correspondance de Rome, passim*, et nous n'avons rien découvert. Dès qu'on produira des textes et des

¹ Retz à Lionne, 5 novembre 1666 ; *Rome*, 179.

² 11 mars 1667 ; *Rome*, 182.

³ M. Chantelauze, pages 451 et 43.

⁴ Page 451.

dates, nous les contrôlerons et nous les discuterons. Mais nous n'attendrons pas un seul instant pour réfuter la fable du pacte sur la succession future d'Alexandre VII. Lionne, nous dit-on, tint le duc de Chaulnes au courant de son commerce avec le cardinal Rospigliosi, que l'ambassadeur entretenait secrètement de la prochaine élection. « Sans compter les bonnes relations que Louis XIV pensait avoir avec lui, s'il devenait pape, il espérait de plus qu'il restituerait le duché de Castro au duc de Parme ¹. »

Alexandre VII, à peine élu, avait appelé auprès de lui, avec le cardinal Corrado, qu'il mit à la tête de la daterie, le prélat Rospigliosi, qui reçut la charge de secrétaire d'État, et bientôt après la pourpre. Lionne lui-même loua ce choix de deux ministres aussi intègres qu'habiles. Rospigliosi était particulièrement connu pour pencher vers la France. Mais bientôt un de ces nombreux et méprisables agents que Mazarin entretenait à Rome, le P. Duneau, se laissa prendre au piège d'un escroc, et il expédia au ministre français la prétendue copie des dépêches échangées entre le secrétaire d'État et le nonce de Paris. Ces pièces étaient rédigées en vue de flatter les préventions de Mazarin, qui haïssait le nouveau pape et voulait voir en lui un ennemi personnel. Aussi les lettres attribuées à Rospigliosi respiraient la plus violente hostilité contre la cour de France. La fraude eut un long succès ², et les explications auxquelles sa découverte donna lieu, furent suivies de relations particulières entre le secrétaire d'État du pape et le ministre français. Un des plus infâmes espions de Mazarin, le musicien Alessandro Melani, désigné ordinairement par le prénom abrégé d'*Atto*, accueilli comme demi-artiste, demi-clerc à Paris, à Rome et dans plusieurs cours d'Italie, se glissa entre Rospigliosi et

¹ M. Chantelauze, p. 452.

² On peut voir les documents qui la constatent aux volumes de *Rome*, 133 et suivants. Lorsque le duc de Créquy fut arrivé à Rome, il écrivit un jour triomphalement à Lionne qu'on lui proposait de lui vendre tous les secrets du pape. Lionne lui répondit : « Celui qui vous a fait les propositions... doit être le même fourbe qui attrapa feu M. le cardinal ou M. de Fréjus, ayant supposé, *six mois durant*, des dépêches qu'on n'avait pas souci d'écrire de part ni d'autre, *ce qui faillit à mettre une combustion entre le pape et le roi*. La fausseté a été depuis clairement justifiée, de sorte que Sa Majesté ne juge pas à propos de se laisser abuser une seconde fois. » 4 août 1662 ; *Rome*, 146. — Le roi refuse l'offre, non parce qu'elle est criminelle, mais parce qu'il n'en attend aucun profit.

Lionne et fit croire à ce dernier que le cardinal acceptait l'offre des voix françaises pour la prochaine élection ; mais il prêtait à Rospigliosi un langage que celui-ci n'a jamais ratifié, et Melani disait lui-même à Lionne : « M. le cardinal Rospigliosi se serait donné volontiers l'honneur de remercier Sa Majesté et de lui écrire en des termes qui servissent à Sa Majesté de contrôle de tout ce que je vous mande ; mais les lettres courent ici trop de hasard, et, par cette raison, *il vous écrira seulement en peu de mots* les obligations qu'il vous a, et le compliment s'adressera au roi, quoiqu'écrit à vous ¹. » Il faut savoir qu'à ce moment le *signore Atto* traversait une crise où sa fortune faillit périr, mais d'où il sut se tirer à force d'audace et d'adresse. Son protecteur Mazarin étant mort, il cherchait de nouveaux appuis à la cour de France, lorsque les papiers de Fouquet apprirent qu'il vendait au surintendant les copies de sa correspondance avec le feu cardinal et Lionne : il demanda pardon, promit de nouveaux services, menaçant, à travers ses abjectes supplications, de s'attacher à d'autres princes. Comme il avait pénétré beaucoup de secrets et qu'il était capable de tout, Lionne le prit sous son puissant patronage². La correspondance de cet homme, qui fut employé et pensionné par Louis XIV pendant quarante ans, a passé tout entière sous mes yeux. Suivant ses rapports, le secrétaire d'État aurait consenti que le roi, en prévision d'une vacance du Saint-Siège, ordonnât dès lors aux cardinaux de sa faction de concourir à l'exaltation du cardinal

¹ 19 septembre 1661, Melani à Lionne. *Rome*, 142.

² Le 8 août 1661, il exprimait à Lionne son désespoir d'avoir perdu Mazarin « son maître : » Je ne veux, dit-il, m'attacher qu'au roi. Je veux « lui faire savoir toutes les choses qui viendront à ma connaissance, qui regarderont son service et sa gloire, *quand même je devrais être pendu pour cela...* » Gardez-moi surtout le secret. « La récompense du zèle que j'ai pour le service du roi serait une *polence*, comme châtiment d'un bon espion. » Je reçois mille offres de tous les princes d'Italie, de l'archiduc d'Insruck, des parents du pape, du cardinal Rospigliosi, de la reine de Suède, etc. » *Rome*, 141. — Quand son commerce avec Fouquet est découvert, il feint de vouloir se retirer à Pistoie, son pays, pour ne penser qu'à Dieu : il regrettera toujours feu son *bon maître* et son *bon roi*. Il aurait pourtant à révéler bien des choses qu'il sait sur la cour du pape ! 25 octobre 1661 ; *Rome*, 143. — Il avoue sa correspondance avec Fouquet, et lui avoir envoyé le double de ses lettres à Louis XIV. « Oui, mon pauvre M. de Lionne, le roi m'a fait justice en vous déclarant qu'il était mal satisfait de moi ; car la main qui a tracé toutes ces lettres mérite d'être coupée, mais mon cœur est innocent, et mon âme n'a commis aucune faute.... Je pleure le jour et la nuit, comme quand on a perdu sa maîtresse. » 31 octobre 1661 *Ibid*.

Rospigliosi ; mais les paquets devaient rester cachetés entre les mains de ce cardinal même ou du cardinal Antoine Barberini, pour n'être ouverts qu'après la mort d'Alexandre VII ¹. M. Chantelauze aurait dû s'empresse de dire que le mensonge d'Atto est manifeste, car il a lu, comme nous, la lettre du cardinal Rospigliosi à Lionne, du 10 juin 1662, absolument inconciliable avec la supposition d'un pacte sollicité ou seulement accepté ². Il est certain que Lionne cherchait à établir une intelligence particulière avec le premier ministre d'Alexandre VII, qui était en même temps un des cardinaux les plus papables. Tout annonce qu'il tentait de le séduire par l'offre de la recommandation royale dans le prochain conclave ; mais on ne peut découvrir dans les remerciements ampoulés du cardinal, ni dans les formules les plus polies de sa phraséologie italienne, aucune trace d'embaras nide connivence à des propositions suspectes. Nous n'aurions

¹ La principale de ces lettres était ainsi conçue : « Mon cousin, étant bien informé que mon cousin le cardinal Rospigliosi a non seulement toutes les parties requises pour mériter d'être élevé à la suprême dignité de l'Eglise, mais qu'il a une particulière inclination pour ma personne et pour les intérêts de ma couronne, je vous fais cette lettre de ma propre main, qui ne vous sera rendue que pendant le siège vacant et dans le conclave même, pour vous faire savoir et, par votre moyen, aux autres cardinaux de mon parti que je désire avec beaucoup d'ardeur l'exaltation de mon dit cousin le cardinal Rospigliosi et que vous ne me pouvez tous rendre un service plus agréable que de concourir de vos suffrages à l'élévation au pontificat d'un si digne sujet, vous conduisant tous en cela de la manière que lui-même ou ses amis vous témoignent le souhaiter, ce que, me promettant du zèle que je sais que vous avez tous pour le bon succès de mes intentions, je ne vous ferai celle-ci plus expresse que pour prier Dieu, etc. A Fontainebleau, le 17 octobre 1661. » Le roi au cardinal Antoine Barberini. — *Rome*, 142.

² *Rome*, 145. La table de ce volume porte ces mots : « 73. Du cardinal Rospigliosi à M. de Lionne, en renvoyant la lettre du roi pour son exaltation. » Non ho stimato bene d'inviaire al Sr^e Atto la lettera ben nota a V^a Ec^a. per haver'io voluto aspettare occasione molto sicura, com. l'ho havuta di presente, poiche senza tal diligenza sarei restato con una somma apprensione in avventurarla ai pericoli di potersi smarrire. La mando hora al sudd^o Sr^e Atto, conservando nel piu vivo del mio animo quei sentimenti d'una immensa e perpetua gratitudine, che richiedono le mie impareggiabili obbligazioni. Non ho ardito di rappresantarli con una lettera a S^a M^a, riputando che sia espressione di maggior venerenza verso le reali sue gratie un'ossequioso silenzio. Supplifico pero V^a Ec^a. ad insinuarli alla M^a. S^a. con ogni piu devota espressione del mio humilissimo ossequio e a persuadersi medesima che a questo e a tanti altri favori che mi derivano dalle singolari humanita sua, sicome bramo di poter corrispondere col servire all'Ec^a. V^a. in qualunque occasione, cosi mi riconoscono fuor di modo favorito, sempre che si compiacera di porgermene l'opportunita col mezzo di suoi comandi. »

pas la lettre du 10 juin 1662, que M. Chantelauze aurait dû citer au moins un écrit signé par Louis XIV, mais rédigé par Lionne, où ce prince et son ministre rendent au désintéressement du futur Clément IX l'hommage le plus spontané et le plus authentique : c'est l'instruction donnée au duc de Chaulnes partant pour son ambassade, et « en cas de conclave. » Sur la liste de dix cardinaux, dont la France souhaite particulièrement l'exaltation, le cardinal Rospigliosi n'occupe que le second rang, et le roi s'exprime sur lui en ces termes : « C'est un sujet qui joint aux sciences acquises et à une grande littérature beaucoup de connaissance des affaires du monde, qui est une des qualités la plus requise pour un bon pape, ayant eu occasion de se rendre un des plus capables sujets du Sacré Collège, tant pour les emplois qu'il a eus au dehors que depuis son retour à Rome, dans l'exercice de sa charge. » Il a été nonce en Espagne, ce qui est ordinairement une cause d'exclusion de la part de la France ; mais le cardinal Sacchetti, que le roi « a tant désiré de voir exalté, a eu aussi le même emploi et n'a pas laissé d'être exclu par les Espagnols... Le cardinal Rospigliosi s'est si bien conduit en toute rencontre envers Sa Majesté et lui a donné de telles preuves et assurances de sa passion pour ses intérêts qu'elle ne s'arrête point à cette considération, et lui souhaite toute sorte d'avantages. *Sa Majesté même, il y a quelques années, avait écrit une lettre de sa main à M. le cardinal Antoine pour n'être ouverte que dans le conclave, par laquelle elle témoignait aux cardinaux de son parti le désir qu'elle avait de l'exaltation de ce sujet, et avait fait tenir ladite lettre au cardinal Rospigliosi même, afin qu'il pût la faire rendre dans la conjoncture qu'il jugerait la plus favorable pour lui; mais il en usa en fort homme de bien et, après avoir fait témoigner au roi une parfaite reconnaissance de cette obligation, il supplia Sa Majesté d'agréer qu'il renvoyât cette lettre, ne pouvant en conscience, à cause des censures, avoir la moindre part à une pareille chose* ¹.... »

Cela se passait en 1662 avant l'ambassade de Créquy, et ce que M. Chantelauze nous raconte de l'opposition qu'à cette époque, et depuis, le secrétaire d'État aurait faite au pape, de la disgrâce qu'il aurait encourue, et des conférences clandestines qu'il aurait eues avec le duc de Chaulnes pendant les der-

¹ 10 mai 1666. — Rome, 176.

niers jours du pontificat, est absolument controuvé. Qui donc aurait empêché Alexandre de congédier son principal ministre, s'il en eût été mécontent ? « Par cet acte de *courage*, dit-on, Rospigliosi s'attira de plus en plus la faveur du roi et la défaveur des Chigi. ¹. » Quand le pape était abandonné de tous les princes, et opprimé par le roi de France, il n'y avait de *courage* qu'à lui rester fidèle. Et ce cardinal encourut si peu *la défaveur des Chigi* en ces circonstances, que son neveu préféré, l'abbé Rospigliosi, fut un des mandataires du pape à San-Quirico, et accompagna plus tard le cardinal Chigi dans sa légation en France, d'où il passa comme internonce à Bruxelles, marchant avec rapidité, *par la faveur des Chigi*, dans une carrière qui l'eût conduit à la pourpre, quand même son oncle ne serait pas parvenu au pontificat. Aucun membre du Sacré Collège n'avait été plus révolté que ce même cardinal de l'article de Castro, signé par le pape *le poignard à la gorge* ². Il est si peu vrai qu'il eût promis à Louis XIV, comme le dit sans preuve M. Chantelauze ³, la restitution de ce duché au duc de Parme que, dès les premiers jours de son pontificat, il déclara au duc de Chaulnes et lui fit répéter avec force par le cardinal Azzolino, son premier ministre, « qu'il ne s'y résoudrait jamais, parce qu'il croyait ne le pouvoir faire ni en conscience ni en honneur ; ... que le roi pourrait faire agir son autorité, *mais que l'on n'aurait jamais le consentement du pape* ⁴. » Et ni Louis XIV ni ses ministres ne font nulle part la moindre allusion à ce prétendu engagement du cardinal Rospigliosi. Je sais bien que les espions et les agents de l'ambassade française, cherchant à diviser le pape et son secrétaire d'État, répandaient le bruit de *dégoûts* que celui-ci aurait reçus d'Alexandre ; mais je sais aussi qu'on se moquait de la crédulité de Chaulnes en donnant comme preuves de disgrâce les marques les plus fortes d'un redoublement de confiance ⁵.

¹ M. Chantelauze, p. 451.

² L'expression est de Lionne lui-même.

³ Page 452.

⁴ Chaulnes au roi, 12 juillet 1667. — *Rome*, 184.

⁵ « Le pape lui envoie *plus d'affaires* qu'il n'avait accoutumé, *pour lui faire connaître qu'il n'est plus en état de s'acquitter de sa charge et l'obliger de s'en défaire* ; mais ledit cardinal a pris son parti de ne point demander son congé et d'attendre que l'on lui donne. » Chaulnes au roi, 25 janvier 1667. — *Rome*, 181. Mais précisément la même dépêche nous apprend que le mal du pape s'aggrave, tandis que la santé de Rospigliosi s'améliore,

Si c'est Retz qui a fait élire Clément IX, son mérite n'est donc pas amoindri par des pactes antérieurs qui n'ont jamais existé. Mais, dit-on, il seconda puissamment les vertueuses intentions du roi qui, « dans l'intérêt de la France et de la dignité du chef de l'Eglise, voulait avant tout un pape ennemi juré du népotisme ¹. » En vérité! Retz, qui avait succédé sur le siège de Paris à deux ou trois membres de sa famille; Retz, qui déshonorait la pourpre et l'épiscopat, Retz entreprenait la réforme de l'Eglise dans son chef et dans ses membres, avec le roi qui l'avait imposé lui-même à l'Eglise et au pape comme évêque et comme cardinal! Mais qui donc pouvait les prendre alors au sérieux? Qui donc oubliait que, tout récemment, lorsqu'Innocent X avait voulu faire justice des abus reprochés aux neveux d'Urbain VIII, Mazarin avait appelé en France les Barberini et menacé le pape de la guerre pour assurer leur impunité? Cela est dans toutes les histoires, et M. Chantelauze peut répondre qu'il n'avait pas besoin d'en parler. Mais pourquoi ne dit-il pas qu'aussitôt

et les lettres suivantes confirment le rétablissement du ministre. Bourlémont à Lionne, 5 avril 1667. *Rome*, 182. Le cardinal Chigi, quoique *padrone*, aimait peu les affaires, dont le fardeau tout entier se partageait entre le pape et le secrétaire d'Etat. Alexandre, d'ailleurs, décidait tout lui-même; mais, les forces lui manquant et revenant à son ministre, il se déchargeait naturellement sur lui d'une partie du gouvernement. L'union intime des Chigi et des Rospigliosi était un fait si certain et elle persista si bien après la mort d'Alexandre, malgré les prédictions des agents français, que ceux-ci, au lieu d'avouer leur méprise, imaginent un complot du pape et du ministre pour les tromper : « Ce grand cardinal Chigi, écrit l'abbé de Machault à Lionne, est le plus heureux des mortels.... Il a paru qu'il était encore neveu du pape, et certainement il est plus heureux que sous le pontificat d'Alexandre VII. » On ne comprend pas comment le pape actuel, qui ne semblait pas bien traité par le précédent, est le protecteur et le bienfaiteur de cette famille. Quelques-uns pensent qu'il y avait un accord secret entre eux. — « Le cardinal Chigi vit dans une grande intelligence avec le cardinal-neveu; cela fait dire à tout le monde que le cardinal *Rospigliosi était d'accord avec lui*, et cela doit bien faire ouvrir les yeux, en cas qu'il arrivât ici quelque changement. » Machault à Lionne, 10 janvier 1668. — *Rome*, 189. — Quant à la crédulité de Chaulnes, elle dépasse toute imagination; en voici un exemple: trois mois à peine après la mort d'Alexandre VII, le 27 août 1667, il écrit sérieusement à Lionne que don Mario Chigi, frère du feu pape, envoie à Vienne, pour lever des troupes contre la France, *deux cent mille pistoles en or*, cachées dans l'intérieur de bustes des douze Césars, offerts en présent à l'Empereur! Chaulnes tient cela de l'ouvrier, mal payé, qui a caché l'or, et du messager qui lui révèle son itinéraire et l'étape où il veut être arrêté! Lionne eut beaucoup de peine à lui faire comprendre qu'il avait été mystifié. *Rome*, 185.

¹ M. Chantelauze, p. 449.

après l'exaltation d'Alexandre VII, ce même Lionne, qui déploya tant d'acharnement contre les parents de ce pontife, l'avait obsédé plus que personne pour les faire appeler à Rome¹? Pourquoi cache-t-il au lecteur cet autre fait, ignoré aussi jusqu'à ce jour, que, le lendemain de la mort d'Alexandre VII, lorsque le duc de Chaulnes déclamait contre les libéralités du feu pape à sa famille, recommandant avec affectation au Sacré Collège l'abolition du népotisme, et complimentant le roi sur cette réforme, *dont il aurait, disait-il, toute la gloire*², il était, depuis plus d'un an, porteur d'instructions royales, rédigées encore par Lionne, et lui ordonnant de proposer à ce même pape Alexandre VII dont il outrageait maintenant la mémoire, des établissements princiers pour ses neveux, s'il voulait se prêter à un pacte odieux sur la succession future du jeune roi d'Espagne, Charles II? « Si Sa Sainteté, disait le roi, ... veut bien, dès à présent, et en cas seulement de la mort du Roi Catholique sans enfants, investir le roi et la reine des royaumes des Deux-Siciles comme appartenant de droit à la reine, *et s'engager à soutenir l'effet de la dite investiture par le concours des armes du Saint-Siège et de celles de Sa Majesté*, dans le cas susdit du décès du Roi Catholique, Sa Majesté, en compensation d'un si grand bienfait, par lequel elle aurait témoigné son affection à cette couronne, prendra sur soi de *disposer* M. le duc de Parme à laisser de nouveau incamérer le duché de Castro. » La gloire pontificale serait ainsi rétablie. Le pape sera peut-être arrêté par la crainte d'offenser la maison d'Autriche, qui se vengerait sur ses parents après sa mort; mais le roi les protégera, et de plus, « ils trouveraient des avantages de la dernière considération, non moins *pour leur*¹ *élévation* que pour leur propre sûreté; car *les royaumes des Deux-Siciles sont grands et Sa Majesté ne ferait aucune difficulté de leur y donner un État souverain* qu'ils reconnaîtraient d'elle en arrière-fief. Et même *si*, pour justifier encore plus l'action du pape comme ayant eu pour principal motif, outre la préservation de la bulle de Pie V, l'avantage particulier du Saint-Siège, *Sa*

¹ Je le suppliai de mander ses parents auprès de lui « pour venir servir l'Église et Sa Sainteté, et je revins là dessus jusqu'à trois fois (dans une seule audience) à la charge et protestai que je n'aurais jamais l'honneur de l'aborder sans la persécuter de la même supplication... » Lionne à Mazarin, 19 avril 1655. — *Rome*, 129.

² Chaulnes au roi, 23 mai 1667. — *Rome*, 183.

Sainteté désirait de lui réunir quelque petite portion du royaume de Naples, comme la province des Abruzzes et quelques autres terres contiguës à l'État ecclésiastique et qui seraient le plus à sa bien-séance, Sa Majesté ne ferait non plus aucune difficulté d'en demeurer d'accord, ni de faire d'autres gratifications de bénéfices à M. le cardinal Chigi et à don Sigismond ¹. » Mais ni le cardinal Chigi ni les autres parents d'Alexandre n'étaient disposés à se vendre soit à la France, soit à l'Espagne : ils n'avaient d'ailleurs qu'une très faible part aux affaires, et, comme ils déclinèrent toutes les offres de l'ambassade française, elle conserva contre eux toute sa haine ². A peine Clément IX fut-il installé sur la chaire de saint Pierre que la cour de France, oubliant avec impudeur ses récentes invectives contre un népotisme qui n'avait d'ailleurs causé aucun dommage à l'Église, s'efforça de le rétablir au profit de l'abbé Rospigliosi, internonce à Bruxelles, qui traversa Paris pour se rendre en Italie. Son oncle le nomma cardinal, mais sans lui laisser prendre dans le gouvernement plus d'influence que n'en avait eu le cardinal Chigi. Chaulnes s'en plaignit au roi : « Cette cour, dit-il ³, commence à prendre quelque figure, mais ce n'est pas celle qu'on devrait souhaiter, paraissant au moins à mes yeux que M. le cardinal Rospigliosi ne prend pas le dessus ni du pape, ni de ses ministres. » Et bientôt le pape est tourmenté de la façon la plus importune et la moins délicate pour qu'il donne « à ses frères les mêmes établissements que ses prédécesseurs ont toujours donnés à leurs parents ⁴. »

¹ *Instructions au duc de Chaulnes*, 10 mai 1666. — *Rome*, 176.

² Aussi l'ambassadeur français achetait et propageait un des plus infâmes et des plus ineptes pamphlets de l'apostat Gregorio Leti, le *Népotisme de Rome* : « Vous recevrez, écrivait-il à Lionne, les livres du *Népotisme* peut-être avant que je vous les envoie, ayant écrit à Genève, à Turin et à Lyon afin qu'on vous les envoie directement. Comme vous en feriez de meilleurs, si vous vouliez, sur la cour de Rome ; vous ne les trouverez pas fort beaux, parce que vous en savez plus que l'auteur, mais pour moi je l'ai assez approuvé. » — 1^{er} février 1667. — *Rome*, 181.

³ 7 février 1668. — *Rome*, 189.

⁴ Le roi à Chaulnes, 17 juin 1638. — *Rome*, 191. — « Sa Majesté m'a commandé, écrit Lionne à Chaulnes, de vous dire encore que, voulant donner au pape des marques effectives de sa reconnaissance, et particulièrement en la personne de M. le cardinal Rospigliosi, par l'estime qu'elle fait de son mérite et de sa vertu, elle lui destine les abbayes dont elle vous a écrit, et elle souhaite que vous tâchiez à faire en sorte que cet effet de la gratitude et de l'affection de Sa Majesté soit bien reçu de Sa Béatitude et du

Vainement le pape répond « que, quand il avait fait venir ses parents, il leur avait fait entendre ses sentiments qui étaient de subsister honorablement avec les charges qu'ils pouvaient avoir, mais qu'il fallait retrancher toutes les pensées des grandeurs ou par les titres ou par les grands établissements, et que son dessein est qu'après lui ils retournent gentilshommes comme ils étaient à Pistoie. » L'ambassadeur renouvelle ses instances et parvient même à ébranler le cardinal-neveu. Le roi écrit au duc : « Sans attendre aucun ordre de moi, vous exécuterez auprès de Sa Sainteté tout ce que le dit cardinal souhaitera de mon interposition et de votre ministère, et, si vous en venez à bout, je tiendrai ce service comme rendu à moi-même. » Mais la fermeté de Clément IX mit bientôt fin à cette négociation scandaleuse ¹. Les mêmes manœuvres furent pratiquées à Rome par Louis XIV sous tous les papes de son temps. Je demande pardon d'avoir un peu anticipé sur l'ordre des événements : cela était nécessaire pour confondre les prétentions de la cour de France ² à l'honneur d'une réforme qui fut au contraire combattue par elle comme par tous les princes catholiques. Revenons à notre conclave de Clément IX.

cardinal, et que Sa Majesté n'ait pas le déplaisir de se voir refusée. Et, parce que la pensée de Sa Majesté regarde toute la famille du pape, elle offre encore à Sa Sainteté tout ce qui se peut trouver en son royaume pour accommoder un ou plusieurs de ses neveux par le moyen de mariages qui leur portent des États, de la parenté et des rentes de grande considération que vous savez qui se peuvent trouver ici en grand nombre. Sa Majesté espère qu'en cela Sa Sainteté agréera, etc... » Juin 1638. — *Rome*, 192.

¹ Chaulnes au Roi 3, 18, 26 juin 1663, etc., etc. — Le roi à Chaulnes, 29 juin. — Machault à Lionne, 18 juin : « M. le duc de Chaulnes vous aura mandé qu'il ne faut pas songer à des abbayes, à des pensions, à des mariages ou à quelque autre établissement que ce soit pour les parents du pape, etc. » *Rome*, 191.

² « J'ai toujours tant blâmé l'excessive autorité que les papes ont accoutumé de donner à leurs neveux, la dissipation qu'ils font ordinairement du patrimoine de saint Pierre pour les combler de richesses avec un scandale qui donne de grands avantages aux hérétiques, et l'anéantissement où ils jettent tout le Sacré Collège avec un très grand mépris de la dignité de cardinaux qui sont néanmoins leurs conseillers naturels, que, sans hésiter ni délibérer un moment sur les considérations judiciaires que vous faites sur les qualités d'un nouveau pape qui me serait favorable ou contraire, je désire que vous promettiez ma haute assistance à mon nom et mon entier appui à ceux des dits cardinaux qui témoignent aujourd'hui assez de courage pour vouloir, dans l'occasion d'un conclave, tâcher d'apporter les remèdes convenables à de si grands abus et désordres, diminuer le pouvoir du nepotisme, donner des règles et de justes bornes à l'autorité temporelle des papes et rétablir et affermir celle qui appartient au Sacré Collège, etc. » Le roi à Chaulnes, 17 septembre 1666. — *Rome*, vol. 178.

III

Quels étaient, à cette époque, ces cardinaux qui auraient subi si facilement le direction de Louis XIV et du cardinal de Retz ? La principale faction se composait de ceux qui avaient été créés par le feu pape et avait pour chef le cardinal Chigi. Alexandre VII, nous dit-on, « avait en partie renouvelé le Sacré Collège, et son choix s'était constamment porté sur des hommes dévoués à sa famille, sans avoir égard aux plaintes et aux sollicitations des couronnes... Il n'avait fait que très peu de place aux cardinaux nationaux ¹. » Puis MM. Bozon et Chantelauze nous citent, avec des éloges emphatiques, une consultation rédigée sur ce sujet en faveur des couronnes par le cardinal de Retz, sans réfléchir que la signature placée au bas de ce mémoire en était la réfutation péremptoire. Alexandre VII avait raison de résister le plus longtemps possible aux instances des princes, parce qu'ils ne lui présentaient alors que des candidats indignes. Est-ce que Retz et Mazarin n'avaient pas été désignés par le roi de France ? Sans mettre les deux prélats sur la même ligne, sans nier les services que le dernier rendit à notre pays, il faut avouer que tous deux ont scandalisé l'Église, et lui ont fait de cruelles blessures. Quels membres du clergé français Mazarin avait-il recommandés pour la pourpre ? Un seul, et c'était Retz ! Il avait choisi avec lui deux Italiens, son misérable frère, dont la promotion fut imposée au pape par la violence, et son cousin, le très médiocre Mancini. Suivant l'exemple du cardinal-ministre, et quelques mois à peine après sa mort, Louis XIV présenta au pape ² un Français, qui n'était pas même dans les ordres, veuf d'une nièce de Mazarin, le duc de Mercœur, fils d'un bâtard royal ! Alexandre VII le refusa pendant six ans, et ne céda que pour éviter un plus grand mal, une nouvelle vengeance du roi. C'est à l'occasion de cette promotion justement retardée que Retz ré-

¹ M. Bozon, p. 60 et 70.

² Instructions à d'Aubeville, 5 mai 1661. — *Rome*, 163 : Demander l'avance d'un chapeau pour le duc de Mercœur : cette faveur est due à sa parenté : « Il n'y en a point de plus illustre que de pouvoir compter pour aïeul paternel Henri le grand, comme fait le dit duc de Mercœur. »



digea ou fit rédiger le vulgaire et indécent *factum* proclamé par M. Chantelauze « admirable, vrai chef-d'œuvre de science, de discussion, de clarté et de style ! » L'avocat était digne du client ! — Quels étaient, au contraire, les prélats appelés au gouvernement de l'Église par le libre choix d'Alexandre VII¹ ? Je ne veux pas consulter les apologistes du Saint-Siège, ni même les écrivains impartiaux, mais seulement les Français, les détracteurs de ce pontife. Un mémoire rédigé en 1661 par un agent de Louis XIV² nous apprend que le futur chef de la faction Chigi, le cardinal de ce nom, n'a donné jusqu'alors aucun signe de prévention pour l'une ou pour l'autre des couronnes, et que même « son humeur, aussi bien que celle des Siennois, ses compatriotes, semble pencher du côté de la France. » Le cardinal Rospigliosi, lison dans le même document, « si vertueux et capable,.... mérite d'être autant estimé qu'aucun autre. » Le cardinal Bagni, ancien nonce en France, estimé d'Alexandre et maltraité par Mazarin, « est si connu en cette cour qu'il ne s'en doit dire autre chose sinon qu'il a toujours les fleurs de lis gravées dans le cœur. » Le cardinal Farnèse « est des bons et accomplis sujets du Collège. » Le cardinal Buonvisi « est évêque de Lucques, où il s'acquitte dignement de cette charge-là. » Le cardinal Bichi, « neveu du pape du côté de mère, et du défunt cardinal de ce nom de celui de père, n'a fait qu'aller prendre son chapeau à Rome et puis retourner à son évêché d'Osima dans la Marca de l'État ecclésiastique. Il ne s'en peut dire autre chose sinon ce qui s'est inféré des Siennois ses compatriotes, et de plus qu'il peut avoir hérité quelque chose de la grande passion que ledit cardinal son oncle avait pour la France. » Le cardinal Bandinelli est « bon ; » les cardinaux Vecchiarelli et Franzoni sont « assez bons. » Toutes les créatures d'Alexandre VII, passées en revue dans ce mémoire, paraissent à l'auteur dignes de figurer dans le Collège avec les cardinaux promus sous les précédents pontificats. Parmi ceux-ci, il

¹ Quand M. Bozon avance (p. 70) que « sur 26 cardinaux, 3 seulement avaient été faits sur la présentation des puissances catholiques, » il montre qu'il a négligemment étudié ses documents. Sur 8 chapeaux distribués dans la seule promotion du 26 mars 1660, les couronnes en avaient obtenu 5 : l'évêque de Ratisbonne pour l'Empereur ; Mancini pour la France ; Pierre d'Aragon, pour l'Espagne ; Barbarigo, évêque de Bergame, pour Venise ; l'Italien Vidoni pour la Pologne, *au refus* des évêques nationaux, que la vanité polonaise portait à dédaigner la pourpre romaine.

² *Rome*, 143.

nomme avec le plus grand respect le cardinal François Barberini, « qui est de vie exemplaire, fait de grandes charités et s'emploie continuellement aux affaires ; » son frère, le cardinal Antoine, « qui est encore à présent la splendeur et par conséquent l'amour des Romains, comme il se connut principalement à son retour de France en cette ville-là, après l'accommodement de sa maison avec les Pamphili, » c'est-à-dire avec Innocent X (Pamphilio) ; le cardinal Sacchetti « des plus dignes et capables sujets du Collège ¹ ; » le cardinal Brancaccio « fort bon sujet ; » le cardinal Ludovisio « fort bon ecclésiastique ; » le cardinal Odescalchi (futur Innocent XI), ancien légat à Ferrare, « où il se comporta fort bien : aussi passe-t-il pour politique, de bon jugement et assidu aux affaires de Congrégations et autres ; » le cardinal Borromeo, qui « représente non seulement en son visage, mais aussi en ses actions, saint Charles son grand oncle. Les Espagnols empêchèrent qu'il ne fût aussi fait archevêque de Milan, comme avait intention le dit Innocent (X), se doutant qu'il serait plus zélé pour l'immunité ecclésiastique qu'ils ne souhaitent souvent par maxime d'État ; » le cardinal Homodei, qui « vérifie par ses actions que

Conveniunt rebus nomina sæpe suis ;

le cardinal Aquaviva, qui « fait voir en ses déportements une douceur correspondante à celle de son visage ;... plus sujet qu'affectionné à l'Espagne ; » le cardinal Franciotti, qui « se peut nommer un exemplaire de piété. . et s'occupe ordinairement aux Congrégations et dévotions ; » le cardinal Pallotta, « des bonnes têtes du Collège ; » le cardinal Durazzo, « archevêque de Gènes, sa patrie, où il se comporte en bon pasteur ; » le cardinal Gabrielli, évêque d'Ascoli, « n'allant à Rome que pour les conclaves ou visiter *limina Apostolorum*, tant il sait la grande obligation qu'il y a de *vigilare super gregem suum*... ; et en grande estime pour avoir encore d'autres bonnes qualités ; » le cardinal Facchinetti, qui « ne cède à aucun en probité de vie, étant surtout fort assidu en sa résidence de l'évêché de Spolète ; » le cardinal Rossetti, « des habiles du Collège ; » le cardinal Donghi,

¹ « Il n'y a rien eu dans sa vie, depuis sa plus tendre jeunesse, qui n'ait été irréprochable. » Il réunit la doctrine, la bonté et la piété. — Instructions au duc de Créquy, en cas de conclave, 13 avril 1662. — *Rome*, 149.

qui a exercé beaucoup d'emplois, « fort habile homme comme bon évêque, depuis qu'il a eu l'évêché d'Imola, ... y demeurant continuellement, sauf les obligations d'aller à Rome ; » le cardinal Cybo, évêque d'Iesi, où « il se comporte aussi en vrai et bon pasteur ; » le cardinal Corrado, dataire, « dont les expéditionnaires et autres qui ont affaire en daterie ne sont guère contents, à cause des doutes et difficultés qu'il fait naître quasi sur toutes affaires, tant il a la conscience délicate, pour n'user d'autre terme ¹ ; » le cardinal Otthoboni, qui « se peut dire en vérité très-bon ; » le cardinal Imperiale, Génois, appelé au gouvernement de Rome quand il était simple prélat, « et s'y étant si bien comporté que ce pape a voulu qu'il l'exercât encore cardinal ; aussi est-il une des bonnes têtes du Collège ; » le cardinal de Sainte-Croix, « l'un des plus pieux de sa robe ; » le cardinal Gualtieri, « qui a fait connaître ses mérites, surtout en la charge d'avocat des pauvres ; » le cardinal Albizzi ², « des meilleurs et des plus capables du Collège ; » le cardinal Spada « méritant la pourpre par ses services et bonnes qualités ; » le cardinal Azzolino, que Retz lui-même appelle « l'un des plus beaux et des plus faciles esprits du monde, etc. »

C'est seulement dans les factions des princes, ce *caput mortuum* du Sacré Collège, qu'il fallait chercher les cardinaux qui ne se recommandaient ni par les mêmes vertus, ni par les mêmes services : ils n'avaient d'ailleurs aucune influence sur le régime de l'Eglise. Tels étaient : Retz, dont la conduite fut d'ailleurs fort correcte pendant ses divers séjours à Rome, et qui affecta de se lier plus intimement avec les plus vertueux de ses collègues ; les cardinaux d'Este et Orsino, l'un, Protecteur, et l'autre, Comprotecteur de France ; le vieux cardinal de Médicis, doyen du Collège, et le jeune cardinal Jean-Charles, de la même maison ; le cardinal Maidalchini, le seul mauvais choix d'Innocent X, à la famille

¹ En annonçant le choix qu'Alexandre VII avait fait du cardinal Corrado pour dataire, Lionne écrivait de Rome à Mazarin que le pape avait cherché en lui « principalement la capacité jointe à l'intégrité. » 10 avril 1655. — *Rome*, 129. La mort de ce prélat arracha des regrets à Lionne lui-même, qui écrivit à Bourlémont : « Quand un cardinal papable meurt aussi grand homme de bien que M. le cardinal Corrado, chacun doit en être affligé, et, en mon particulier, j'ai ressenti vivement cette perte. »

² « Personnage de grande érudition, fort habile et adroit à traiter les plus grandes affaires, homme résolu, actif et hardi, de grande vigueur et force d'esprit, et qui a depuis bon nombre d'années témoigné un zèle particulier pour tous les intérêts de cette couronne. » *Instructions de Créquy*. — *Rome*, 149.

duquel il appartenait. L'histoire cite, à presque toutes les époques, de jeunes parents des papes, qui, élevés prématurément au cardinalat, comme le cardinal de Montalte, saint Charles Borromée et bien d'autres, ont justifié ensuite leur trop rapide promotion ; mais Maidalchini ne répondit pas aux espérances de son bienfaiteur. Ses mœurs devinrent scandaleuses, et, pour subvenir à ses prodigalités, il se vendit d'abord à l'Espagne, puis à la France : les menaces du roi empêchèrent qu'Alexandre VII ne lui fit son procès. Vainement les ambassadeurs mêmes signalèrent le préjudice qu'en recevaient, à Rome, l'honneur et l'intérêt du royaume : l'orgueil de Louis XIV ne cessa jamais de protéger un prélat qui avait les armes de France sur la porte de son palais. Aucun pontife ne fit plus d'efforts qu'Alexandre pour rompre les liens honteux que les princes cherchaient à nouer avec des membres du Sacré Collège. Nul ne s'appliqua ni ne réussit mieux que lui à élever les prélats qui devaient le plus honorer et servir l'Église. Les nominations qu'il fit pendant les dernières années de son pontificat en fournissent de nouvelles preuves.

Il revêtit de la pourpre : Piccolomini, nonce en France à l'époque où éclata l'affaire des Corses, et dont la ferme raison et la dignité surprirent et embarrassèrent Louis XIV et ses ministres ; après le traité de Pise, le roi regretta d'avoir maltraité un prélat de ce mérite, et lui offrit le présent d'usage que les nonces recevaient à leur départ : Piccolomini répondit que cette marque de la courtoisie royale lui rappellerait de trop pénibles souvenirs et la déclina froidement ; — Litta, archevêque de Milan ; Celsi, désignés tous deux par le roi au duc de Chaulnes parmi ceux dont il souhaitait l'exaltation ; — Palluzzi, « d'un esprit doux et intelligent en matière légale, » qui fut adopté pour neveu par Clément X, et devint le principal ministre de ce pape ; — Rasponi : « Parmi les sujets de cette promotion, c'est le plus judicieux et le plus capable d'agir aux affaires publiques : Don Mario en fait grand capital et c'est lui qui l'a porté au cardinalat, » malgré ses liaisons avec les Barberini, ce qui prouve l'impartialité de la famille Chigi ; — Conti, des plus nobles de Rome, avait montré « dans tous ses emplois une grande netteté et intégrité de mœurs ¹. »

¹ Instructions du duc de Chaulnes, *en cas de conclave*, 10 mai 1666. — Rome, 176. — Bourlémont à Lionne, 16 février 1666. — Rome, 174.

Au moment où Louis XIV échangeait avec son ambassadeur les dépêches les plus injurieuses pour la cour de Rome¹, Alexandre, succombant sous le poids des infirmités qui avaient si souvent mis sa vie en danger, fit sa dernière promotion. Et, tandis que le duc de Chaulnes n'y relève que l'avantage d'avoir arraché au mourant la nomination de Mercœur, l'intelligent abbé de Bourlémont, malgré son hostilité, apprécie tout autrement l'acte pontifical du 7 mars 1667² : «... Le pape a voulu, dit-il, que la promotion qu'il vient de faire et que l'on tient devoir être la dernière qu'il fera, parût être *désintéressée tant à l'égard de son sang*, n'ayant fait aucun ni de ses parents ni de leurs proches, quoiqu'il y en eût qui y prétendissent, *qu'à l'égard même de leurs confidents*, de qui ils pouvaient tant tirer d'aide au futur conclave, Sa Sainteté ayant déclaré publiquement, ainsi qu'on me vient tout présentement de dire, qu'elle avait voulu récompenser ses ministres vers les couronnes et ne les pas laisser à la discrétion d'un successeur, qui souvent, ne les ayant pas mis en charge, oublie leurs services..., Sa Sainteté s'étant déclarée qu'elle les a préférés à tout intérêt et de son sang et de sa maison, pour augmenter le zèle et la fidélité des ministres du Saint-Siège par cette prompte récompense³. Ce sont les mêmes mots

¹ V. notamment : le roi à Chaulnes, 4 mars 1667. — *Rome*, 181 : « *Pourvu qu'il agrantisse ses parents*, il lui importe peu que les Infidèles dérobent des pays entiers de la chrétienté. » Or, en ce moment même, Alexandre VII fournissait seul et sans cesse argent, soldats, vaisseaux, à la Pologne et à Venise : c'est sur lui seul que comptait la Seigneurie pour faire lever le siège de Candie, tandis que tous les efforts de la diplomatie française tendaient à rompre l'alliance de l'Empereur et de la Pologne contre les Turcs et à supplanter les Vénitiens dans leur commerce avec le Levant !

² Outre les *nommés* des couronnes, l'évêque-prince de Salzbourg pour l'Empereur, le duc de Montalto pour l'Espagne, le duc de Mercœur pour la France, et Delfino pour Venise, cette promotion comprenait les trois nonces de Vienne, de Paris et de Madrid, Spinola, Roberti, Visconti, et Caraccioli, auditeur de chambre. Moncada, duc de Montalto, était laïque et veuf comme Mercœur, et Alexandre VII, dans ses derniers discours au Sacré Collège, déplora cet abus de la faculté laissée aux princes de présenter des candidats : « In ultima promotione, dit-il avec douleur, satisfecimus petitionibus (principum), licet peterentur laici, vidui, irregulares. Debuisset responderi ut saltem antea per triginta dies assuescerent horis divinis recitandis : tamen fecimus, quia ita voluerunt... » — *Rome*, 153.

³ Bourlémont à Lionne, 7 et 8 mars 1667. *Rom.*, 181. — Ce n'était pas une pensée *in extremis*, car les quatre dernières nominations étaient faites *in pectore* depuis le 15 février 1666. — Retz à Lionne, 16 février 1666. — *Rome*, 174.

que le pape a dits ce matin en parlant de la promotion qu'il fit hier, ce qui s'est aussitôt publié par Rome, de quoi on a loué fort Sa Sainteté. Elle a fait, dedans la précédente promotion, les cardinaux les plus mal pourvus et leur a distribué les trois légations vacantes, savoir : celle de Ferrare au cardinal Corsini, les Romagnes au cardinal Savelli, et celle d'Urbain au cardinal Rasponi, nonobstant qu'il eût déjà des abbayes et des pensions pour sept mille écus de rente. Comme cette promotion, en ce qui regarde l'Espagne, a eu ici beaucoup d'applaudissement pour le bien et honneur qu'il a donné à ses ministres, l'on ne laisse pas, en examinant les sujets, de s'émerveiller du bonheur inconcevable de M. le nonce de France Roberti qui était ruiné de biens et d'espérance, s'il n'eût pas été fait présentement cardinal, et l'on ajoute que lui et le cardinal Piccolomini ont été portés au port par la bourrasque ¹... » Bourlémont se borne à dire de Spinola, ancien nonce à Naples et à Vienne, qu'on le *croit* favorable à l'Espagne. Il parle en termes semblables de Visconti et ajoute : « C'est un homme d'honneur, de qualité et adroit aux affaires. » Carraccioli, dit-il, « d'une maison illustre du royaume de Naples, a été vingt ans clerc de chambre sans s'avancer durant les pontificats d'Urbain VIII et d'Innocent X, nonobstant les continuels services qu'il rendait dans sa charge où il a longtemps été fort assidu. C'est un homme d'honneur et paisible, mais d'une médiocre intelligence. » Il a été nommé archevêque de Naples. « L'on dit présentement que, les parents ayant trop pressé le pape de faire la promotion selon leur gré, il s'en est piqué et l'a faite à sa tête et de la façon qu'elle serait plus applaudie par Rome. »

Le cardinal Chigi, que la mort de son oncle allait placer à la tête des cardinaux créés sous ce pontificat, montra jusqu'au bout une délicatesse et une fermeté qui suffiraient à justifier son élévation. Il savait mieux que personne combien le ressentiment de la cour de France était à redouter. Or, Alexandre était déjà au lit de mort, quand Louis XIV offrit au cardinal Chigi ² ses bonnes grâces

¹ Rien ne fait plus d'honneur au pape Alexandre VII que cette gratitude envers les ministres qui avaient souffert avec lui du démêlé provoqué par Louis XIV : Rasponi négociateur à San Quirico, au Pont de Beauvoisin et à Pise; Piccolomini chassé avec ignominie de la cour et du royaume, et Roberti si détesté de Lionne à cause de sa clairvoyance et des informations utiles envoyées par lui de France à Rome.

² Le roi à Chaulnes, 18 mars 1667. — Rome, 182.

s'il voulait surprendre au pape une dernière promotion au profit de Bonzy, évêque de Béziers, et l'engagement de rendre Castro malgré les nouvelles déchéances encourues par le duc de Parme : il le menaça en même temps de sa colère s'il refusait. Le cardinal ne se laissa ni séduire ni intimider. Le jour même où mourut Alexandre, l'abbé de Machault écrivait à Lionne ¹ : Le cardinal Chigi « ayant eu toute l'autorité pendant un grand temps, ne s'est pas seulement ingénié d'aller au devant des grâces que Sa Majesté peut souhaiter ; mais, lorsque l'on lui a proposé les voies du monde les plus aisées pour tirer sa famille d'un fort grand embarras et pour rendre la justice au plus puissant des monarques, il ne les a pas écoutées, ou au moins il y a trouvé des difficultés insurmontables et a fait voir une involonté formelle. »

Alexandre VII mourut le 22 mai 1667. Les dépêches de l'ambassadeur annonçaient chaque semaine que le système du pontificat allait changer ; que la mémoire de ce pape serait honnie, ses neveux chassés, et que la politique française allait triompher à Rome. Je ne puis absolument pas deviner où M. Bozon ² a pris que le Vatican avait été envahi et pillé par la populace le jour de la mort du pape, et que depuis longtemps, en prévision de cet événement, on le tenait caché au fond de son palais, pour que le public ne s'aperçût pas des progrès de sa maladie. Aucun pape, sauf peut-être Innocent XI, n'aurait eu de plus justes raisons qu'Alexandre de se soustraire aux fatigues des fonctions solennelles, et de confier aux ministres et aux cardinaux toutes celles qui pouvaient être déléguées. Mais je n'en connais pas un qui, surtout à la fin de son règne, ait lutté avec plus de vaillance contre des maux cruels, ni qui ait plus généreusement prodigué sa vie pour servir l'Église. J'espère raconter plus tard et en détail les derniers jours du pape Alexandre VII. Je me bornerai aujourd'hui à dire que la lecture des relations adressées à Louis XIV par ses agents est une des plus douloureuses que j'aie faites. Ils décrivent non pas avec indifférence, mais avec joie et en style de caserne, les désordres affreux que la pierre et diverses infirmités ont produits depuis vingt ans dans un corps débile, et les douleurs qui dévorent presque sans relâche le courageux malade. Le roi ne trouve pas un mot pour réprimer et

¹ 22 mai 1667. — *Rome*, 183.

² Page 55.

flétrir ces impiétés, et il semble, à lire ses réponses méprisantes, qu'un pape qui lui déplait soit hors l'humanité ¹. Cependant c'est la correspondance de ces mêmes agents qui nous apprend, à travers mille calomnies, l'énergie héroïque avec laquelle il remplit jusqu'à la fin les devoirs du pontificat. Rien ne peut désarmer la malveillance des Français : s'il est moins fort que le mal et ajourne les audiences, ils se plaignent de l'abandon où il laisse les affaires ; s'il le surmonte, comme il arrive le plus souvent, ils lui reprochent de se croire immortel. S'il tient la chapelle de Noël, il a paru en public « pour donner mille déplaissirs à tous ces vieux cardinaux ;... plus jeune, plus frais, marchant sans s'appuyer, montant *con incredibile desincoltura*, chantant

¹ Lionne avait conseillé à Chaulnes d'ajourner certaine mesure à la vacance du Saint-Siège ; le duc lui répond : « Mais pour attendre l'occasion d'un conclave, *hélas !* où nous remettez-vous ? » 9 novembre 1666. *Rome*, 179. — « L'ordre était qu'après la cérémonie (de Noël) le cardinal doyen *donne les bonnes fêtes*, à la tête de tous MM. les cardinaux, et ensuite un des ambassadeurs portant la parole pour les autres : *je m'en acquittai sans avoir voulu charger ma conscience un si beaujour*, ayant seulement témoigné au pape que je satisfaisais au devoir, qui *était pour souhaiter à la chrétienté ce qui lui était nécessaire*. Sa Sainteté me répondit d'un souris. » Chaulnes au roi, 28 décembre 1666. *Ibid.* — 4 et 25 janvier 1667, *Rome*, 181 : Ignobles *jazzi* de Chaulnes sur « les témoins » et « les bourses » du pape ! L'abbé de Machault s'amuse aussi de la « *flussione coglionessa* » 18 janvier 1667. *Ibid.* Ce même abbé, favori de Lionne et de Chaulnes, et dont ce dernier voulait faire un auditeur de Rote, a écrit à Lionne bon nombre de lettres obscènes attestant une communauté d'habitudes crapuleuses entre lui et le ministre ! — Chaulnes avait réclamé l'envoi des cardinaux français deux mois avant la mort d'Alexandre : le pape, qui attendait sa fin avec intrépidité, fut cependant surpris et blessé de cet oubli des suprêmes égards dus à un malade et au chef de l'Église. L'ambassadeur reçut des plaintes qu'il transmit à sa cour. Ces procédés, dit Machault à Lionne, « *affligono sommamente l'anima sua; non poteva esser ferito in parte piu viva.* » 5 avril 1667. *Rome*, 182. — Louis XIV répondit : « Ce pape-ci n'a pas vécu avec moi d'une manière qui doive m'obliger à ménager ou cacher beaucoup les diligences qui se font à Rome dans l'occasion d'un conclave imminent et qui sont toujours fort désagréables à ceux qui gouvernent. » 15 avril. *Ibid.* — Enfin, quand il eut expiré, tandis que tous les cardinaux, profondément émus de ses dernières paroles, confondaient leurs respects et se serraient autour de sa famille avec plus d'estime et de sympathie que jamais, Chaulnes écrivait en ricanant à Lionne : « Je ne sais comment vous annoncer le funeste sujet du voyage de ce courrier, sachant à quel point vous sera sensible la nouvelle de la mort du pape, arrivée hier au soir. Cependant, connaissant d'un autre côté la force de votre esprit, je crois pouvoir, sans autre précaution, vous dire qu'il a fini le cours glorieux de sa belle vie comme il l'avait commencé, non pas en Alexandre VII, mais en Alexandre le Conquérant, etc. » 23 mai 1667. *Rome*, 183.

comme un homme de vingt-cinq ans ; enfin, il excita dans l'assemblée tout autre sentiment que celui de la pitié ¹. Ces efforts étaient toujours suivis de crises terribles, et il le savait. Il a été « attaqué de ses douleurs et d'une fluxion, » écrit l'ambassadeur ² ; il en profitera pour dire que c'est une suite de la chapelle de Noël et ne plus faire de fonctions publiques. Le 2 mars, sa mort paraît imminente : il avait été fatigué, le 1^{er}, par une Congrégation tenue pour l'examen des évêques ; cependant il tient un consistoire, le 7, pour une promotion ³. Le 15, il est toujours dans un état désespéré, qu'il veut cacher, écrit Chaulnes, en annonçant une visite aux travaux de Saint-Pierre, de Castel-Gandolfo, etc. ; mais il finit, dit avec satisfaction l'ambassadeur ; c'est « une chandelle qui s'éteint et qui, dans sa fin, fait paraître encore plus de lumière. Voilà, sire, le sentiment de ceux qui le voient et qui le traitent. » Et, le 16, malgré les médecins, il intime un nouveau consistoire pour donner le chapeau à Caraccioli. Le 22, il ne peut demeurer ni au lit qui chauffe ses reins, ni debout, ni assis, à cause de sa pierre ⁴. Cependant, écrit Machault à Lionne ⁵, « l'on disait aujourd'hui que le Saint Père, qui veut finir son pontificat avec le même zèle et avec la même application que vous lui avez vu commencer, fera faire demain examen des évêques dans sa chambre, et qu'il prétendrait lundi faire un consistoire. Depuis le 3 de ce mois, qu'il eut son premier accident, il a fait beaucoup d'actions publiques qui marquent assez son naturel, et qui donnent à connaître qu'il ne sait pas précisément l'état où il se trouve. » Le 26 mars, *gli hanno applicato certi cerotti sopra li reni, li quali essendo tutti scarnificati, non ha potuto anche soffrire per una hora* ⁶. Cependant il veut encore célébrer la fête de Pâques, à Saint-Pierre. Quoiqu'épuisé par l'office, il se fait porter au bal-

¹ Machault à Lionne, 28 décembre 1666, vol. 179.

² Au roi, 4 janvier 1667, vol. 181.

³ Chaulnes au roi, 7 mars 1667, vol. 181. — « Après le consistoire que le pape fit pour la promotion, Sa Sainteté se trouvant pressée de son mal, communia pour viatique, recevant le Saint Sacrement vêtu et avec l'étole en une grande résolution, et pour ainsi dire une intrépidité de sa mort, que Sa Sainteté dit avoir toujours eue en pensée et devant les yeux. » Bourlémont à Lionne, 15 mars 1667. — *Rome* 182.

⁴ Chaulnes au roi, 22 mars 1666. — *Rome* 182.

⁵ Même jour. — *Ibid.*

⁶ Machault à Lionne, 26 mars. — *Ibid.*

con qui domine la grande place ; il prononce assez bien la première oraison, mais *la voix lui baisse un peu*, à la seconde. Il se lève pour bénir le peuple, mais son bras droit vient d'être atteint de la goutte; il est obligé de *l'appuyer de sa main gauche*. Après que les indulgences ont été lues par deux cardinaux, il donne une nouvelle bénédiction, mais « il ne se lève qu'à demi, ce qu'il avait fait avec apparence d'une grande force la première fois, ne s'étant pas appuyé sur le bras de sa chaise¹. » Il ne veut être ramené dans sa chambre qu'après que le rituel a été observé jusqu'au bout. « A l'égard de la manière dont je le trouvai, dit froidement Chaulnes, je puis dire à Votre Majesté que je fus surpris d'abord de voir son visage, et que l'ambassadeur de Venise fut dans le même sentiment, parce que, si Sa Sainteté eût fermé les yeux, l'on aurait pu ne la pas compter parmi les vivants. » En effet, les accidents les plus inquiétants se déclarèrent et l'on craignit qu'il ne passât pas la nuit. Alexandre crut lui-même sa dernière heure arrivée, et, le 15 avril, il appela les cardinaux autour de son lit pour leur faire ses adieux². Il les exhorta principalement à maintenir leur liberté contre les séductions et les menaces des princes, et il fit de sévères allusions à ceux qui, dans leur intérêt personnel, subordonnaient les droits de l'Église aux volontés des couronnes. Il donna ainsi une nouvelle autorité à la faction des Indépendants dont il avait fait partie, qui avait décidé son exaltation, et qui allait devenir l'arbitre des futurs conclaves. Aussi les derniers discours d'Alexandre VII provoquèrent-ils chez les agents français un redoublement d'invectives. Il se cachait si peu, comme le prétend M. Bozon, que le vendredi 20 mai, avant-veille de sa mort, il exprimait le désir de revoir encore le Sacré Collège, qui s'empressa de se rendre auprès de lui. « Les cardinaux même les plus maltraités, dit l'abbé de Machault, ont rendu des devoirs au pape mourant qui ne s'étaient jamais pratiqués. » Mais le cardinal Chigi put seul les recevoir, Alexandre étant tombé dans une crise qui devait être la dernière. Le duc de Chaulnes ne put résister à l'entraînement général, et, ne laissant plus paraître sa haine et sa joie que dans ses dépêches, il pria lui-même les cardinaux du parti français d'être assidus au pape : « M. l'ambassadeur de qui, dit Machault, les démarches ont

¹ Chaulnes au roi, 12 avril 1667. — Rome, 182.

² Nous réservons pour un autre récit les discours qu'il leur adressa.

toujours été fort justes et fort sages, proposa dès le samedi matin (21 mai) à MM. les cardinaux de sa faction d'y aller les premiers. » Este et Retz « s'y sont fait remarquer par leur honnêteté, et, comme ils devaient y avoir plus de répugnance que les autres, il semble que leur mérite en est plus grand. Le cardinal Antoine n'a pu s'empêcher d'avoir des égards pour le cardinal Chigi, etc¹. »

Le duc de Chaulnes sait donner un autre tour à son récit. Pour le satisfaire, il eût fallu qu'Alexandre fit amende honorable au roi de France et sollicitât publiquement son pardon. « Ses confesseurs, dit-il², ont été les plus surpris du monde de voir la confiance qu'il avait sur le mérite de toutes ses bonnes actions, ayant paru qu'il allait demander justice à Dieu, mais point grâce. *Il ne s'est pas souvenu de faire rien dire aux ambassadeurs*, et, par cette conduite, je ne sais pas si Votre Majesté n'a point fait ce tort aux autres couronnes, ou si, comme souvent il faisait des vertus à sa mode, il a cru ne pouvoir témoigner un plus grand mépris du monde qu'en ne voulant pas songer à tout ce qui en fait l'honneur et l'éclat. Lorsque ses confortateurs, un peu plus hardis à lui parler, dans le commencement de son agonie qui pouvait affaiblir sa fierté, le mirent sur le gouvernement général de l'Église, il leur dit que ses intentions avaient toujours été droites... Votre Majesté me dispensera d'entrer dans tout le détail de sa mort. L'envie qu'a toujours eue Sa Sainteté de produire au dehors ses belles conceptions la fit résoudre de voir encore une fois le Sacré Collège, qu'elle fit mander pour le 20 de ce mois, à sept heures du matin ; et lorsque MM. les cardinaux furent tous arrivés, M. le cardinal Chigi leur fit quelques excuses s'ils ne pouvaient voir le pape, Sa Sainteté s'étant trouvée plus mal, ayant empiré considérablement jusques au soir ; et, comme c'est la coutume que les cardinaux de la faction et d'autres mêmes vont dans l'antichambre, beaucoup s'y trouvèrent le 21, plus pour se parler que pour la considération de la *case* (de la maison Chigi), entre lesquels ayant été MM. les cardinaux d'Este et de Retz, on les introduisit dans la chambre du pape qu'ils virent entrant dans l'agonie, et n'ayant pas assez de connaissance pour leur donner la bénédiction ou assez de force, ne

¹ 22 mai 1667. — *Rome*, 183.

² 23 mai. — *Ibid.*

voulant pas dire de volonté; et, son mal ayant toujours augmenté, il est mort sans avoir été regretté et, pour tout dire en un mot, comme il a vécu. »

Les relations calomnieuses de Chaulnes plaisaient à Louis XIV et à Lionne, en flattant leur passion. L'ambassadeur et ses amis du palais Farnèse attendaient, désiraient que la mort d'Alexandre fût suivie de désordres justifiant leurs prophéties. Le corps du pape ayant été porté à Saint-Pierre vers minuit, ils prétendirent qu'un garde du cortège avait été frappé d'une pierre, qu'on avait cassé quelques carreaux chez le cardinal Chigi, et jeté « plusieurs bouteilles d'encre contre les murailles de la maison de don Mario, ce qui est ici la plus grande marque d'infamie dont l'on peut *noircir* la réputation d'une maison ¹. » — « Vous allez apprendre de belles choses contre ces gens-là ², » s'écriait joyeusement Machault. Mais il fallut bien vite changer de ton. Dès le 26 mai, Machault écrivait avec dépit « qu'il paraît une grande quiétude pendant le siège vacant ³. » Retz informait Lionne que, « les jours suivants, toute cette cour sans exception avait rendu plus de civilités aux parents d'Alexandre VII que famille de pape n'en a jamais reçu ⁴. » Enfin Chaulnes avouait sa déception : « L'on attendait, écrivit-il au roi ⁵, de ces commencements des suites proportionnées dans le cours des affaires, mais elles se sont trouvées bien contraires à la vraisemblance et à toutes les opinions, don Mario ayant été confirmé dans son emploi ainsi que le prieur Bichi tout d'une voix; et lorsque le cardinal Chigi a souhaité quelque chose dans les Congrégations, ayant fait tourner d'un clin d'œil toute sa faction, ceux qui ont vu ici plusieurs changements de pontificat ont été surpris d'avoir vu les cardinaux neveux d'Urbain arrêtés par ses créatures dans les premières démarches après les avoir comblées de grâces, et de voir le cardinal Chigi suivi dans tous ses desseins sans qu'il ait le moindre dégoût, dans le peu de satisfaction qu'il a donné à toutes les créatures de son oncle... » Bourlémont, constatant à son tour l'application de tous à seconder le cardinal Chigi dans

¹ Machault à Lionne, 22 mai. *Rome*, 183. — Chaulnes au roi, 4 juin. *Rome*, 184.

² « Si sentiranno delle belle cose coatro questi signori! » 23 mai. *Rome*, 183.

³ *Ibid.*

⁴ 31 mai. *Ibid.*

⁵ 4 juin. *Rome*, 184.

toutes les choses « où il prenait intérêt tant pour soi que *pour la mémoire de son oncle* ¹, » exprime la pensée que ces démonstrations, dictées sans doute par l'intérêt personnel en vue du conclave, ne seraient pas durables. Mais la suite démentira encore ces prévisions ; et il est si peu vrai que le Sacré Collège ne regrette pas Alexandre VII, comme l'affirmait le duc de Chaulnes, qu'il lui donnera pour successeur une de ses créatures, son principal ministre, qui avait le secret de ses projets les plus chers, et qui usera ses forces pour en assurer le succès.

IV

Le conclave fut fermé le 2 juin 1667. Personne, nous dit-on ², si ce n'est l'ambassadeur de France qui avait révélé son secret à Retz et à Grimaldi seulement, ne désirait le cardinal Rospigliosi, et ce fut l'extraordinaire habileté de Retz qui « dirigea le conclave et l'amena, *sans qu'il s'en doutât*, à élire ce cardinal auquel personne ne songeait en commençant. » Chaulnes, ajoute-t-on ³, avait préparé la voie par un traité secret avec le cardinal Chigi auquel il avait promis d'accepter un pape de sa faction ; mais c'est Retz qui avait forcé le neveu d'Alexandre VII à se déclarer pour l'ancien ministre de son oncle ; lorsqu'au bout de dix-huit jours, Clément IX réunit tous les suffrages, la France put dire qu'elle avait dicté ce choix, et, suivant le mot de Chaulnes, que « le roi ne fait pas plus absolument à Paris le prévôt des marchands qu'il a fait le pape ⁴. »

Ce sont des hableries gallicanes, qui ne renferment pas un mot de vérité. Le conclave de Clément IX était la suite du conclave d'Alexandre VII : tous deux furent dirigés et inspirés par les Indépendants qui, sans hostilité contre la France, s'appliquaient cependant à défendre contre sa prépondérance menaçante la liberté de l'Église et du Saint-Siège. Pourquoi ne nous rappelle-t-on pas que, quatre jours seulement après la mort

¹ 31 mai. *Rome*, 183.

² M. Bozon, p. 93.

³ M. Chantelauze, p. 464 et suiv.

⁴ Au roi, 21 juin 1667. *Rome*, 184.

d'Alexandre VII, Louis XIV était entré en campagne pour envahir la Flandre, en vertu des prétendus *droits de la reine* ? Cette entreprise malhonnête, dont les conséquences devaient être un jour si funestes à la France elle-même, ne justifiait que trop les alarmes témoignées par Alexandre VII depuis sa nonciature à Munster. Il avait compris de bonne heure que Mazarin, en prolongeant la guerre avec l'Espagne, poursuivait un dessein qui dépassait les légitimes intérêts de la France, et que la tranquillité de l'Europe exigeait peut-être l'affaiblissement de la maison d'Autriche en Espagne, mais non sa ruine. La paix des Pyrénées, dont le pape avait été injurieusement écarté par Mazarin, n'était qu'une trêve, et nous avons montré plus haut que Louis XIV se serait réconcilié avec la cour de Rome, si elle avait voulu sortir de sa neutralité et seconder ses vues secrètes sur la succession d'Espagne. Mais Alexandre VII avait fermé l'oreille à ces suggestions, et son principal ministre, Rospigliosi, partageait toutes ses appréhensions pour l'avenir de l'Europe. Le neveu du cardinal, l'abbé Rospigliosi, était précisément inter-nonce à Bruxelles, sur le théâtre même des événements, et chargé d'y faire prévaloir les conseils prévoyants du pontife. Le scrutin du Vatican ne pouvait donc s'ouvrir dans des circonstances plus graves : le Sacré Collège, décidé à ne pas laisser longtemps l'Église sans chef, ne l'était pas moins à lui en donner un qui demeurât fidèle aux traditions du précédent. Aussi ce conclave fut-il des plus courts, et le résultat en fut prévu dès la première heure.

On veut que Chaulnes et Retz en aient été les meneurs ! Mais ils n'étaient pas seulement maîtres de la faction française¹ : le cardinal d'Este votait pour Farnèse ; le cardinal Antoine Barberini, pour son frère François ; Vendôme, Orsino, Maidalchini et Mancini étaient si suspects qu'on ne leur communiquait pas les instructions du roi ! On a firme que l'ambassadeur avait *fait un traité* avec le cardinal Chigi : mais comment le prouve-t-on ? D'écrit, il n'en est pas question. On parle d'un arrangement verbal, aux termes duquel Chaulnes acceptait l'exaltation d'une créature d'Alexandre VII ; mais on n'ose pas dire que le cardinal Chigi eût pris un engagement en échange de cette promesse : elle attesterait tout au plus l'autorité de ce cardinal, et non celle

¹ M. Chantelauze, p. 464.

de la France. Dès le 15 mars, Chaulnes avait écrit au roi : « Je suis persuadé que l'on ne pourra sortir des créatures de Chigi, parce que, l'union s'affermissant quand il s'agira de leur intérêt, il est certain qu'il faut quelque chose d'extraordinaire pour l'élection d'un pape d'une autre faction... » Loin de donner et de diriger le mouvement, Chaulnes le suivait : il était alors si inquiet du succès qu'il s'excusait de la confusion de ses dépêches, de ses *expressions embarrassées* ¹. L'abbé de Machault avouait à Lionne les mécomptes de l'ambassadeur : « Plus je vais en avant, disait-il le 13 mai, plus je m'aperçois que les papes ne peuvent se faire que dans le conclave ². » En annonçant au roi qu'il avait lié de nouvelles intrigues, Chaulnes témoignait peu de confiance en ses manœuvres antérieures. Le 10 mai, il écrivait encore : « J'ai formé un dessein pour ce conclave de de faire avoir à Votre Majesté la gloire de l'exaltation du pape *par des voies un peu extraordinaires*, qui est l'union de la faction d'Espagne à celle de Votre Majesté ³. » Mais il fallut bientôt renoncer à cette illusion. Le 4 juin ⁴, il avoua que l'entrée de l'armée française dans les Pays-Bas espagnols changeait l'aspect des choses, l'ambassadeur et les cardinaux d'Espagne s'unissant pour rechercher les candidats les moins favorables à la France. Il comptait si peu dicter le choix du nouveau pape, qu'il disait encore, quoique les scrutins eussent commencé depuis deux jours, « qu'à mesure qu'on éclaircit les affaires, on les trouve plus embrouillées. » C'est seulement après l'événement que l'ambassadeur composa ses récits controuvés ⁵.

Suivant sa version, acceptée par MM. Bozon et Chantelauze, Retz aurait présenté et imposé, de la part du roi, la candidature inattendue du cardinal Rospigliosi, deux ou trois jours au plus avant la fin du conclave, et on aurait « fait l'élection en deux fois vingt-quatre heures. » On donne une couleur spacieuse à cette histoire en disant que Rospigliosi était depuis longtemps dans la disgrâce d'Alexandre VII et brouillé avec la maison Chigi. Nous avons déjà prouvé, par les lettres mêmes de Chaulnes, que jamais le

¹ *Rome*, 182.

² *Rome*, 183.

³ *Ibid.*

⁴ *Rome*, 184.

⁵ Quoique le conclave eût été ouvert le 20 juin, Chaulnes n'en fit un récit développé à Lionne et au roi que le 5 et le 6 juillet.

feu pape n'avait laissé son secrétaire d'État prendre tant de part au gouvernement que dans les derniers temps de sa vie. Il est encore moins vrai que Chigi *détestât particulièrement* Rospigliosi¹ ; qu'il l'eût rayé de la liste de *ses sujets*². M. Bozon est justement démenti par M. Chantelauze, qui reconnaît au contraire³ que Rospigliosi figurait au premier rang sur les deux listes de huit, puis de quatre créatures de son oncle, présentées par lui, comme papables, au Sacré-Collège. M. Chantelauze a tort de s'en rapporter à Chaulnes sur une prétendue mésintelligence entre le cardinal Chigi et l'ancien ministre d'Alexandre. Leur inimitié n'avait aucune raison d'être, et la suite le prouva clairement. Si le cardinal Chigi parut désirer d'abord l'élection du cardinal d'Elci, ce n'est pas nécessairement une présomption qu'il le préférât à Rospigliosi, l'usage à peu près constant, dans les conclaves, étant de donner aux diverses opinions le temps de se mesurer et de se compter, en écartant des premiers scrutins les noms dont le succès est le plus ardemment souhaité. D'ailleurs le cardinal d'Elci n'était pas un rival indigne de Rospigliosi. M. Bozon serait fort embarrassé de prouver que ce prélat n'eût, comme il l'avance, « ni talent ni capacité⁴. » Il ne suffisait pas que Chaulnes en portât ce jugement. Et M. Chantelauze lui-même avoue que « tour à tour nonce à Venise et en Allemagne, il avait exercé ces fonctions avec autant d'habileté et de prudence que de douceur ; qu'il était de plus appuyé par le grand duc de Toscane et par les Espagnols qui avaient gardé d'excellents souvenirs de sa nonciature. » Ce choix eût fait grand honneur au feu pape et à son neveu. Quoi qu'il en soit, la vérité est que le cardinal Rospigliosi était depuis longtemps reconnu par la majorité des cardinaux comme le plus papable des créatures d'Alexandre. Chaulnes l'avait annoncé à sa cour dès le 15 mars. Le jour même de la mort du pape, Machault écrivait qu'il était « dans un grand prédicament⁵. » Le lendemain, Chaulnes le nomme avec les cardinaux Farnèse et Buonvisi comme les plus accrédités dans le Collège. Enfin c'est le plus intelligent et le mieux renseigné de tous les Français de Rome, qui nous apprend que la *pratique* du

¹ M. Chantelauze, p. 468.

² M. Bozon, p. 91.

³ Pages 467 et 468.

⁴ Page 89.

⁵ *Rome*, 183.

cardinal Rospigliosi commença, non le dix-septième ou le dix-huitième jour du conclave, mais le cinquième, le 7 juin au plus tard¹. Qui donc le recommandait alors aux suffrages ? Ce n'étaient ni les Français, puisque Retz prétend ne s'être ouvert de la préférence donnée à ce cardinal par le roi que dans les trois derniers jours du conclave ; ni la faction de Barberini, le cardinal François n'ayant pas renoncé à l'espoir d'être élu. Veut-on que ce fussent le cardinal Azzolino et ses collègues de l'Escadron ? Soit ; mais ils n'auraient pas réussi sans Chigi², dont le concours était si nécessaire, comme Chaulnes lui-même en convient. Le troisième jour du conclave, moururent les cardinaux Bandinelli et Pallavicini, tous deux créatures d'Alexandre, le second son ami particulier et très considéré pour sa science et sa vertu. L'ambassadeur de France écrit au roi que ce sont deux voix perdues pour le cardinal Chigi, mais que « la conduite ou le bonheur qu'il a est surprenant, sa faction étant dans une tranquillité surprenante et pas un cardinal ne se démentant³. » Le neveu d'Alexandre fit de son autorité l'usage le plus conforme au bien de l'Église. Il favorisa l'élection de Rospigliosi, qui avait sur les intérêts du Saint-Siège les mêmes vues que le feu pape, et qui était également estimé à Vienne, à Paris et à Madrid. Chaulnes a beau nous parler de ses *mines*, de ses *contrebatteries*, et nous décrire le conclave comme un champ de bataille où tout le monde obéissait à ses ordres⁴, ni lui ni Retz n'ont eu un seul moment la force de rien empêcher, et ils ont obéi à l'impulsion des cardinaux Chigi et Azzolino. Il faut les en louer, car le choix de Rospigliosi était excellent. Mais ils ont eu tort, pour flatter le roi et pour obtenir un plus haut prix de leurs services, de s'attribuer une victoire qu'ils n'ont pas remportée. Il est échappé d'ailleurs au duc de Chaulnes un mot qui réfute péremptoirement son récit : « Ce fut, dit-il⁵, une des rares occasions où les *Espagnols se trou-*

¹ Bourlémont à Lionne, 7 juin. *Rome*, 184.

² Chaulnes dit formellement, dans son rapport du 6 juillet, que dès le premier jour on remarqua l'union de la faction Chigi, avec laquelle l'Escadron s'entendait, à la condition qu'elle excluait le cardinal Farnèse.

³ 7 juin. *Rome*, 184.

⁴ « Je réglai, écrit-il le 6 juillet, les rangs et les emplois à l'entrée du conclave. Je donnai le soin de l'Escadron à M. le cardinal de Retz, celui des Espagnols à MM. les cardinaux Antoine et d'Este ; celui des vieux à Grimaldi et Ursin ; à M. le cardinal de Vendôme de voir ce qui se passait parmi les Chigi, m'étant réservé, etc. » *Rome*, 184.

⁵ 6 juillet. — Cité par M. Chantelauze lui-même, p. 470.

vèrent d'accord avec la France pour l'élection d'un pape. » L'ambassadeur et le parti français n'avaient donc pas d'adversaire ; il n'y eut donc pas véritablement de lutte, et dès lors il n'y eut ni vainqueurs ni vaincus. Les félicitations bruyantes que Chaulnes se décerne ont même pour but de dissimuler son dépit de voir trop tard que le cardinal Rospigliosi ne répondra pas aux désirs du roi. Il a représenté ce cardinal comme un ennemi du feu pape et de sa maison, disposé par conséquent à suivre une conduite différente envers la France. Le traité de Pise demeurait une pierre de scandale entre les deux cours : l'article de Castro avait justement blessé Alexandre, et c'est celui dont l'exécution intéressait le plus l'orgueil du roi de France. Des bruits plus précis ayant récemment transpiré sur la protestation d'Alexandre VII contre cet odieux traité, Louis XIV tenait à ne pas faire grâce de cette humiliation à la cour de Rome. Dès le 8 avril, il avait ordonné aux cardinaux français de combattre « vigoureusement tous ensemble et d'un commun accord ¹ » tout projet de lui faire demander par le Sacré Collège, quand le Saint-Siège serait vacant, l'abrogation du fameux article. La veille même de la mort d'Alexandre, Chaulnes avait encore pressé le cardinal Chigi, et il faisait espérer à Louis XIV ² qu'il saurait bien contraindre ce prélat à obtenir du futur pape, avant l'élection, l'engagement de satisfaire le roi. La déception fut amère quand il fallut apprendre à la cour que Clément IX, à peine élu, avait sur le champ désigné pour secrétaire d'État le cardinal Azzolino, et pour dataire le cardinal Otthoboni, et que ces ministres étaient les deux membres du Collège le plus notoirement opposés au traité de Pise ³. Boulrlémont invitait Lionne à en réclamer l'exécution. Le pape, écrivait-il le 11 juillet ⁴, n'a fait encore des grâces qu'à des

¹ Le roi à Chaulnes. *Rome*, 182.

² 23 mai. *Rome* 183.

³ 21 juin, Chaulnes au roi. *Rome*, 184 : « J'en aurais bien de la joie, s'ils n'étaient déclarés contre le traité de Pise. » Le même jour, il écrit à Lionne deux lettres où il le supplie de suggérer au roi la destruction de la pyramide des Corbes. Dans la seconde, tout entière autographe, il dit : « J'ai mis un mot dans votre lettre de la pyramide, et il est certain que n'ayant été élevée que contre les Chigi, Sa Majesté ferait une belle action de donner la joie de la voir abattre à un pape qui lui est agréable, et peut-être n'aura-t-on jamais une si belle occasion de le faire avec honneur ; et c'est une chose qui peut, dans des temps, engager bien des affaires. Vous ferez bien sur cela, monsieur, de meilleures réflexions que moi. » *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

particuliers. Il faut qu'il rende justice aux princes, surtout au roi, et qu'il accomplisse les conditions de Pise, quoique les envieux de la France disent déjà qu'il doit refuser satisfaction sur Castro, et réclamer la suppression de la pyramide. Le duc de Chaulnes se hasarda, dans une des premières audiences, à porter l'entretien sur le fatal sujet. « Dans cet instant, le pape changea de posture et rougit. » Il dit qu'il ne voulait pas déshonorer le commencement de son pontificat, et laissa entendre qu'il ne céderait qu'à la force. L'ambassadeur, ainsi éconduit, fit sonder le premier ministre Azzolino par le cardinal de Retz : « Dont le dit cardinal s'étant acquitté, écrivit Chaulnes ¹, il me dit que la réponse du cardinal Azzolino fut qu'il voyait ce qu'il lui voulait dire, et que, voulant peut-être parler de l'affaire de Parme, il souhaitait de s'en éclaircir avec lui et avec moi avec la même netteté qu'il avait agi dans le conclave; que je pouvais bien juger, par mon audience du pape, qu'il n'était nullement disposé de l'achever, et qu'il pouvait l'assurer que Sa Sainteté ne s'y résoudrait jamais, parce qu'elle croyait ne le pouvoir faire ni en conscience, ni en honneur; que ce qu'il lui disait ne partait d'aucun sentiment particulier, mais par la connaissance qu'il avait du fond de l'affaire; que les sentiments du pape pour Votre Majesté et pour la France étaient admirables; que l'on trouverait sur toutes les autres choses de très bonnes et très grandes dispositions dans son esprit; mais que, pour le fait particulier de Parme, Sa Sainteté n'y contribuerait jamais rien du sien; que Votre Majesté pourrait faire agir son autorité, mais que l'on n'aurait jamais le consentement du pape... » Et le duc dit confidentiellement à Lionne : « Je ne doute pas que vous ne jugiez la matière présente de Parme d'une très grande importance, parce que ce sera le fondement de ce pontificat ². » Il en fut mieux persuadé encore, lorsque, dans une audience du 22 juillet, le pape lui eut dit avec fermeté « que Dieu avait peut-être tiré du monde Alexandre VII dans le temps que cette affaire devait finir, pour que le Saint-Siège ne reçût pas cette honte, et que, si quelque chose avait consolé son prédécesseur à la mort, c'avait été l'espérance que cette affaire finirait avec lui, et de n'avoir pas reçu ce déplaisir durant sa vie; qu'ainsi Sa Sainteté avait lieu d'espérer

¹ 12 juillet. *Rome*, 183.

² *Rome*, 184.

que, puisque Votre Majesté lui avait mis la tiare sur la tête, elle la lui conserverait sans tache ¹. »

La vanité de Chaulnes avait pris trop au sérieux les expressions générales de gratitude que la courtoisie du nouveau pape et de ses ministres avait prodiguées aux représentants des couronnes. Le cardinal Azzolino, pour dissiper sans retard ses illusions, lui signifia, dès le 21 juin, par un billet fort poli, que sa nouvelle charge ne lui permettait plus d'avoir avec l'ambassadeur de France les communications intimes dont ils avaient l'habitude ². Le même jour, qui était le premier de son pontificat, Clément IX, annonçant son exaltation à Louis XIV par une lettre de sa main, aborda sans hésiter et traita longuement les deux affaires qui intéressaient le plus la chrétienté : la guerre qui venait de recommencer entre la France et l'Espagne, et les progrès menaçants des Turcs. Il demandait une suspension d'armes, et offrait sa médiation entre les deux couronnes, se déclarant même prêt à se rendre en personne au lieu du congrès, pour rendre la paix à l'Europe. Il sollicitait en même temps les princes chrétiens de réunir leurs forces contre l'ennemi commun, qui était sur le point de prendre Candie et qui menaçait la Dalmatie ³. Un pareil début montre combien M. Bozon s'éloigne de la vérité quand il avance que Clément IX, se disant « redevable de la tiare à la France..., n'avait qu'un seul souci, celui d'être agréable à la France et de la satisfaire en tout ⁴. » Louis XIV fut contraint de laisser tomber l'affaire de Castro : Clément IX, comme Alexandre VII, n'aurait cédé qu'à l'entrée d'une armée française dans les États-Romains. D'un autre côté, le jeune roi ne put s'empêcher de voir, dans l'empressement du pontife à intervenir entre lui et le roi d'Espagne, le blâme trop mérité de son invasion de la Flandre : il n'osa décliner la médiation pontificale, et, lorsqu'après le traité d'Aix-la-Chapelle, l'Europe craignit une

¹ Chaulnes au roi, 26 juillet. *Rome*, 185.

² «...Sia d'impedimento a poter continuare quella segreta comunicazione che io ho finora tenuta con V^a Ecc^a. » *Rome*, 184. — Chaulnes se le tint pour dit. On a vu plus haut qu'ayant à lui parler d'une affaire délicate, il n'osa lui parler lui-même, et députa le cardinal de Retz. Il invita Lionne à mettre dans une dépêche des compliments qu'il pût montrer au cardinal Azzolino et à l'*Escadron*, « mais pourtant, s'il vous plaît, sous un autre nom, le terme d'*Escadron* ne leur plaisant pas. » 5 juillet. — *Ibid*.

³ *Rome*, 184.

⁴ Pages 94 et 97.

reprise des hostilités, l'ascendant de Clément obtint de lui la promesse écrite de ne pas attaquer les Espagnols pendant une année: rien ne coûta davantage à son orgueil. Enfin les pressantes instances du pape en faveur d'une croisade contre les Turcs contrariaient une politique égoïste qui, depuis François I^{er}, soutenait les Infidèles pour affaiblir l'Empire: la campagne de Hongrie en 1664 n'avait eu pour but que de montrer les armes françaises en Allemagne et d'y populariser le nom du roi aux dépens de l'Empereur, et c'est presque malgré lui que Louis XIV fut entraîné par Clément IX à donner aux Vénitiens assiégés dans Candie le secours qu'il avait refusé aux prières d'Alexandre VII ¹. Le roi avait compris, dès le premier moment, qu'il lui faudrait compter avec le nouveau pape bien plus que ses agents ne le disaient. S'il avait eu quelques illusions, elles auraient été bientôt dissipées par un curieux incident, dont ni M. Bozon ni M. Chantelauze ne disent un seul mot. Les Français interceptèrent les dépêches où les ministres d'Espagne à Rome rendaient compte du conclave à la cour de Madrid. Clément IX, élu à l'unanimité, rendait grâces de son exaltation à la régente d'Espagne comme à Louis XIV. Le marquis d'Astorga s'applaudissait, comme le duc de Chaulnes, de l'issue du scrutin. La faction française, disait-il, pour éviter François Barberini ², a été forcée de concourir à l'élection de Rospigliosi, avec Chigi, l'Escadron et les Espagnols. L'ambassadeur français disait que le cardinal Chigi avait agi comme un partisan du roi ³; de même, l'ambassadeur espagnol se louait particulièrement de ce prélat et du cardinal Azzolino. Ce dernier, disait-il, « a fait des merveilles en ce rencontre, et l'on peut en attendre d'autres pour l'avenir : *Ha hecho milagros en el caso presente, con que se puede esperar lo mismo en los de adelante.* » On voit combien il faut rabattre de la prétention qu'avait le cardinal de Retz d'avoir « décidé Azzolino à faire d'actives démarches auprès de Chigi pour l'amener à ne plus vouloir d'autre candidat que celui de Louis XIV ⁴. » Lionne, résumant cette correspondance espagnole dans

¹ Revue de janvier 1879 : Clément IX et l'expédition française de Candie en 1669.

² Rome, 184.

³ Retz avait dit aussi: « MM. les cardinaux Chigi et Azzolino y ont aussi agi d'une manière qui marque qu'ils ont eu une très forte passion de plaire, en ce rencontre, à Votre Majesté. » Lettre à Lionne, citée par M. Chantelauze, p. 473.

⁴ M. Chantelauze, p. 469.

une dépêche au duc de Chaulnes, réduisait sans pitié à sa juste valeur le triomphe dont s'étaient vantés l'ambassadeur et le cardinal de Retz : « M. Rossignol, disait-il, est venu à bout de déchiffrer les lettres interceptées de l'ambassadeur d'Espagne ; mais vous direz, s'il vous plaît, de delà qu'on n'y a pu mordre, afin qu'il ne change pas son chiffre et qu'il s'en tienne plus assuré... J'ai vu que le cardinal Azzolino, par le moyen du cardinal Borromeo, a toujours fait jouer auprès des Espagnols tout le même jeu qu'il jouait avec vous, c'est-à-dire d'obliger le cardinal Chigi à se déclarer pour une des ses créatures qui fût agréable, et que le dit cardinal Chigi a aussi fait faire les mêmes compliments à l'ambassadeur d'Espagne qu'à vous, c'est-à-dire qu'en considération du Roi Catholique, il élèverait Rospigliosi, quoiqu'il en dût appréhender les ressentiments ¹... »

Louis XIV fit comprendre à Retz et à Chaulnes qu'il ne s'abusait pas sur l'importance de leurs services. Le premier quitta Rome, sans même avoir reçu de la cour une lettre de compliments. Le duc, craignant pour lui-même, fit écrire par Machault à Lionne pour se plaindre de ce silence. Retz trouva seulement à Commercy des félicitations tardives, et le don humiliant d'un chétif bénéfice, dont il gratifia aussitôt le neveu d'un de ses secrétaires. C'est aussi l'abbé de Machault qui fut choisi pour confier à Lionne les mécomptes de Chaulnes : « Il ne faut pas, lui écrivit-il ², que je vous cèle que M. l'ambassadeur a eu de grandes mortifications de n'avoir pas eu un mot de remerciement de la main du roi. Dans la lettre qu'il écrit au pape, on ne fait aucune mention de son nom, et ce qui est de meilleur, c'est qu'on parle des cardinaux à qui Sa Majesté avait confié tout son secret sur l'exaltation du pape. J'ai tourné cela le mieux que j'ai pu, mais il ne s'en contente pas, parce qu'il ne peut pas avoir la satisfaction de faire voir cette lettre. M. Rose ³ pouvait mettre quelque chose à la louange de

¹ Rome, 185. — Ce n'est pas la seule fois que pareille mésaventure arriva au duc de Chaulnes. Il fut envoyé à Rome pour le conclave d'Alexandre VIII, et, bien entendu, il se vanta d'avoir seul décidé l'élection. Les dépêches du courrier de Madrid furent encore volées et portées à Louis XIV, qui y vit la contre-partie des relations de son ambassadeur. — V. *Revue* de juillet 1877: *Le pape Alexandre VIII et Louis XIV*.

² 16 août 1667. Rome, 185.

³ Célèbre secrétaire du cabinet, rédigeant les lettres autographes du roi, chargé d'imiter son écriture et même sa signature. V. sur M. Rose, la *Revue* du 1^{er} janvier 1878 : *La disgrâce de M. de Pomponne*.

l'auteur. » Machault terminait en rappelant que Chaulnes désirait vivement de retourner en France. Dès les premiers jours qui suivirent l'élection de Clément IX, l'ambassadeur avait compris que c'en était fait de son crédit personnel à Rome : il ne lui restait que le prestige attaché au nom de son souverain. Il avait trompé et maltraité la faction française pendant le conclave, et elle ne lui témoignait aucune considération ¹. Il écrivait et faisait écrire chaque semaine, par sa femme ou par Machault, qu'il n'avait plus que des humiliations à subir, que l'affaire de Castro allait tout gâter. Il s'épuisait d'ailleurs en folles dépenses pour éclipser le luxe de l'ambassadeur espagnol et de tous les grands personnages de Rome. Il se moquait sottement du marquis d'Astorga qui faisait une entrée solennelle avec soixante carrosses, tandis qu'il en avait cent cinquante pour aller aux audiences ordinaires ! Il affectait d'abord de ne pas jeter les yeux sur ses comptes : c'est la duchesse qui informait Lionne que les gardes seuls leur coûtaient dix pistoles par jour ; qu'ils avaient mangé vingt-huit mille pistoles pour l'équipage, etc. ; mais bientôt Chaulnes lui-même étalait sa détresse, écrivant qu'il « avait tout abandonné pour obéir aux ordres du roi et qu'il y allait de sa ruine entière ². » Il avait formé un projet qui devait lui procurer à la fois des libéralités royales et un renouvellement de faveur à la cour de Rome, c'était de se faire donner l'ambassade d'obédience auprès du nouveau pape. Mais Louis XIV avait appris de Mazarin à supprimer cette marque de respect donnée autrefois au chef de l'Église, et le duc eut encore cette déception. Il demeura donc au palais Farnèse, malgré lui, jusqu'à l'année suivante ³.

¹ « Madame l'ambassadrice me prie aussi de vous faire savoir que plusieurs gens, qui l'ont appris des cardinaux, lui ont dit... que véritablement M. de Chaulnes était venu à bout de son intrigue, et qu'il en était sorti avec une grande réputation, mais qu'il fallait aussi se persuader que, dans une semblable conjoncture, il n'y aurait plus rien à faire, d'autant qu'il avait été nécessité de se servir de moyens extraordinaires qu'on avait découverts après la conclusion... Sur ce fondement, elle croit qu'il n'y a plus rien à faire ici pour M. l'ambassadeur. » Machault à Lionne, 12 juillet 1667. *Rome*, 184.

² *Rome*, 184, *passim* et notamment 12 juillet 1667. — 20 septembre 1667. *Rome*, 186.

³ « Il faudrait songer à l'ambassade d'obédience pour M. de Chaulnes ; mais il faudrait l'aider : il mérite assurément d'avoir cet emploi... Ce serait une grande douceur pour ce pape-ci qui, comme vous pouvez le croire, le désirera ardemment. » Machault à Lionne, 13 juillet 1667. — *Rome*, 184. — « Le parti que les Espagnols prennent de vouloir envoyer au pape une ambassade

Ainsi, rien ne subsiste des contes nouveaux que nous trouvons dans des livres rédigés, dit-on, d'après des documents authentiques et inédits. Ces documents nous apprennent au contraire que l'élection de Clément IX fut, comme l'avait été celle d'Alexandre VII, l'œuvre libre et spontanée du Sacré Collège inspiré et dirigé par ses membres les plus éminents en talent et en vertu.

V

Il paraît qu'on ne connaissait pas Retz avant le conclave de 1670 : le plus étonnant des cardinaux, le plus accompli des diplomates s'y surpasse lui-même. Il reçoit le mot du roi ; il paraît parmi ses collègues ; aussitôt « les principaux chefs des factions sont attirés vers lui comme par un aimant irrésistible... et sentent qu'il est appelé, entre tous, à désigner un pontife. Tout l'honneur de l'élection appartient à la faction française et à son illustre chef... Il semblait cependant qu'aucune force humaine ne pût dissiper l'union de l'Espagne avec les factions de Chigi et de Médicis. » Si cela est vrai, M. Chantelauze a raison de proclamer Retz « prodigieusement habile. » M. Bozon dit aussi que « le pontificat était entre les mains de Retz ; » mais il s'attache moins à exalter les mérites du cardinal français qu'à dénigrer les cardinaux romains sans preuve et en termes surprenants sous une plume ecclésiastique : « En Italie, tous les moyens sont bons pour arriver à *ses fins* ! » Or, la *fin* ici est l'élection d'un pape ! Il accepte tous les mauvais propos de Chaulnes, qui est lui-même l'écho des espions de Far-

d'obéissance est un effet de leur politique, voulant faire voir par là qu'il est de leurs amis et le ménager par cet honneur que l'on sait qui lui sera fort agréable. Comme vous m'avez permis de vous dire librement mes sentiments, je vous avouerai qu'il me passe bien des choses dans la tête en cas que le roi en résolut une, et tout roule sur ce que vous croyez bien qu'il ne me serait pas fort plaisant de voir venir ici un Pierre d'Aragon [vice roi de Naples envoyé pour l'obéissance pendant que l'ambassadeur ordinaire, le marquis d'Astorga, était encore à Rome] français, et que les forces me manquent pour l'entreprendre à moins de grands secours de la cour. Je considère d'un autre côté que c'est couronner glorieusement une ambassade par cet honneur. » Chaulnes à Lionne, 5 novembre 1667. — Rome, 187.

nèse : « Des lions déchaînés ne sont pas pis que des cardinaux enfermés ¹. » Bref, sa conclusion est aussi que l'élection de Clément X fut « l'ouvrage des seules mains » du roi et « à peu près exclusivement l'œuvre » du cardinal de Retz.

Trente mois seulement s'étaient écoulés depuis le dernier conclave. Or, dès son exaltation, Clément IX, prévoyant que son âge et ses infirmités amèneraient avant peu une nouvelle vacance, avait placé autour de sa personne, d'accord avec les membres les plus influents du Collège, les cardinaux et les prélats les plus dignes de la papauté. Le 12 juillet 1667, ² l'abbé de Machault écrivait à Lionne, en parlant de l'Escadron qui avait fait les deux dernières élections : « L'on voit visiblement que leur but est d'avancer le cardinal Otthoboni, et, en cas que le pape manquât trop tôt, ils destineraient M. Altieri, maître de chambre du pape, qui est fort vieux, qui sera cardinal infailliblement, qui laisserait le gouvernement comme il est... jusqu'à ce que leur temps fût venu. » Le 13 décembre suivant, Machault écrivait encore ³ : On ne croit pas que Clément IX vive plus de trois ou quatre ans. Les cardinaux de l'Escadron qui ont déjà fait deux papes voudront rester les maîtres et préparent une troisième élection ! Il n'y avait pas de mystère et Machault prophétisait à coup sûr. Otthoboni en effet et Altieri furent papes l'un et l'autre, séparés seulement par Odescalchi, dont ils partageaient toutes les pensées et les inclinations. Altieri fut nommé cardinal par Clément IX, quelques jours seulement avant la mort de ce pontife, dont il fut le successeur sous le nom de Clément X. Jusqu'à son retour en France, Chaulnes, en vue d'un futur conclave, se montra empressé autour du cardinal Chigi, qui se bornait à promettre d'y tenir la même conduite que dans le précédent. Pourquoi flattait-il ainsi le neveu d'Alexandre VII ? C'est lui-même qui l'avoue à Louis XIV ⁴, en décrivant les honneurs et la considération dont ce cardinal jouit à Rome, sous le successeur de son oncle. Notre union, dit-il, est utile au roi, car elle est recherchée non-seulement des cardinaux de la faction, mais encore du cardinal Azzolino et de la meilleure partie de l'Escadron.

¹ M. Chantelauze, p. 503, 508 et 509. — M. Bozon, p. 109, 111, 118, 120, etc.

² Rome, 184.

³ Rome, 167.

⁴ Au roi, 22 et 28 février 1668. — Rome, 189. — A Lionne, 3 mai 1638. — Rome, 191.

Les promotions de Clément IX étaient-elles de nature à relever l'influence de la faction française, et à rendre vraisemblable la prétendue suprématie de Retz ? Louis XIV ne soutint pas mieux les intérêts de l'Église gallicane sous ce pontificat que sous le précédent. Le temps marqué par l'usage pour la promotion des couronnes n'était pas encore arrivé, qu'il réclama impérieusement l'avance d'un chapéau, en reconnaissance de l'expédition envoyée au secours de Candie. Nomma-t-il du moins un évêque ou un prêtre signalé déjà pour des services rendus à l'Église, et capable de lui en rendre de plus grands encore ? Non, mais un très jeune ecclésiastique, neveu de Turenne, le duc d'Albret, qui devait être le cardinal de Bouillon, de fort triste mémoire. Un agent spécial, l'abbé Bigorre, fut dépêché à Rome pour presser l'élévation du jeune duc. Le pape s'en défendit longtemps : « Sa Sainteté, écrivait Bigorre en sortant d'une audience, s'échauffa un peu là-dessus et joignant ses mains : « Dieu sait, dit-elle, si nous voudrions rien refuser au roi ; mais « que diraient nos successeurs quand ils verraient que nous aurions perverti les ordres établis, et mis la confusion où nous aurions trouvé la règle ? » — Je lui répondis d'une voix plus basse qu'à l'ordinaire, pour lui montrer plus de respect, que, *son pouvoir n'ayant point de bornes*¹, elle trouverait peut-être à propos de s'en servir à déroger pour une fois et sans conséquence à ces règles, en vue d'un intérêt si puissant pour la religion en général et pour celle de la France en particulier. — Elle me répliqua que c'était encore une affaire de religion que de maintenir les coutumes établies par les papes... » Clément finit par céder, lorsque le sang français eut coulé, inutilement hélas ! pour le salut de Candie ; il crut devoir cette marque de sympathie au roi et à la France, espérant que le jeune cardinal se rendrait plus tard digne d'un pareil honneur. Mais il refusa constamment les chapeaux sollicités avec ardeur pour Bonzy, évêque de Béziers, et pour le jeune d'Estrées, évêque-duc de Laon, connus seulement pour leurs qualités de courtisans ou de diplomates. Ce n'est pas à titre d'*évêques français* que Louis XIV les présentait au pape, mais comme candidats des rois de Pologne et de Portugal, en vertu de

¹ C'est toujours ainsi que parlent les gallicans, lorsqu'ils demandent que le pape viole les règles en leur faveur. — A Lionne, 1^{er} janvier 1669. — Rome, 196.

marchés conclus entre lui et ces couronnes, et au préjudice du clergé des deux pays. Louis XIV obséda Clément IX sans plus de succès pour faire donner la pourpre à un laïque, ministre de l'Empereur, le prince d'Aversperg, comme prix de ses services dans la négociation du traité secret de 1668 sur la succession d'Espagne¹. On voit avec quelle sincérité Louis XIV se donnait pour le protecteur des Églises nationales contre la cour de Rome. Pendant que les souverains catholiques rivalisaient à qui avilirait le plus la seconde dignité de l'Église, Clément IX, comme Alexandre VII, s'attachait à remplir le Collège des plus dignes sujets. Le 29 novembre 1669, accablé par le chagrin que lui causaient la perte de Candie et l'indifférence des princes chrétiens, brisé par la maladie, il ordonna d'intimer un consistoire. Les cardinaux « s'étant rendus en sa chambre et assis à l'entour de son lit, Sa Sainteté leur a fait un petit discours latin qu'il a prononcé d'une voix assez intelligible, vu sa faiblesse et son abattement, leur demandant excuse de ses manquements et les exhortant à être unis pour l'élection d'un pape selon les inspirations de Dieu et de leur conscience, et qu'il avait jugé de remplir les places vacantes du Sacré Collège et nomma huit cardinaux. » Parmi eux, le malveillant Bourlémont loue plus particulièrement le P. Bona, « bon théologien et religieux de saint Bernard..., théologien insigne; » l'auditeur de chambre Acciajoli « prélat de mérite, » et qui sera un des plus grands cardinaux du siècle; le doyen de la Rote, Cerri, « d'un grand savoir et d'un grand mérite; » le trésorier Bonaccorsi, qui accompagna le cardinal Chigi dans sa légation en France, connu pour son impartialité; l'archevêque de Florence Nerli, âgé de soixante-seize ans, longtemps secrétaire des brefs aux princes; le maître de chambre du pape, Altieri, âgé de quatre-vingts ans moins deux mois, « d'un insigne mérite et probité, » sans partialité, et considéré comme digne de la tiare².

Clément IX mourut le 9 décembre 1669. Les affaires de France étaient alors dirigées, à Rome, par l'abbé de Bourlémont, dont l'intervention ne fut pas même nécessaire pour suspendre l'élection jusqu'à l'arrivée de M. de Chaulnes, chargé une seconde fois de l'ambassade, et des deux cardinaux français, Retz et Bouillon. L'état général de l'Europe était moins menaçant qu'à la mort

¹ V. M. Mignet.

² 30 novembre 1669. *Rome*, 201.

d'Alexandre VII, et rien n'obligeait le conclave à se presser. Les Indépendants, qui dominaient alors dans le Sacré Collège, observaient tous les égards propres à maintenir une bonne intelligence avec les princes. MM. Bozon et Chantelauze signalent avec indignation un prétendu complot du cardinal Chigi et du parti espagnol, pour emporter brusquement l'élection du cardinal d'Elci, désagréable à la France. L'abbé de Bourlémont, qui est presque toujours aussi exact dans le récit des faits que partial dans ses jugements, ne dit pas du tout que le cardinal Chigi fût de connivence avec le marquis d'Astorga, et donne à l'incident sa vraie proportion. « L'imprudence de l'ambassadeur d'Espagne, écrivait-il au roi ¹, l'a jeté dans un grand embarras. Cet ambassadeur s'étant vanté que lui et le cardinal Chigi avaient fait un pape, toutes les autres factions se sont mises contre ledit Chigi. » Mais le conclave n'était *pas même encore fermé*, et, la vérité ayant été bientôt éclaircie, les factions, animées du meilleur esprit, commencèrent des scrutins qui auraient été plutôt terminés sans les rivalités des couronnes. Les deux cardinaux français arrivèrent avec l'ambassadeur le 16 janvier 1670, et jusque-là Bourlémont rendit compte au roi de ce qui se passait. Dès le 30 novembre ², il avait écrit que les *papables*, cités de préférence par la voix publique, étaient d'Elci, Florentin, « de vertu et probité, » et ayant des parents affectionnés à la France ; Vidoni, « paraissant d'un naturel assez farouche, témoignant être fort serviteur du roi, » désiré par le cardinal François Barberini et par l'Escadron ; Buonvisi, « fort honnête homme » sans partialité ; Celsi, « homme droit, qui est tout à fait Romain ; » Spada, « esprit dur et fier, » porté par Barberini et par l'Escadron. Et Bourlémont ajoute que l'Escadron peut compter sur l'alliance des cardinaux Rospigliosi et Azzolino. Le jour de la mort de Clément, il décrit l'état du Sacré Collège ³ : « Il est constant, dit-il, que le cardinal Azzolino, qui a déjà la pratique de deux conclaves, où il a agi adroitement et heureusement pour l'élection des papes qui s'y sont faits, sera un des plus intrigants de celui-ci. Il aura le secret de l'Escadron et la confiance du parti de Rospigliosi qu'il guidera apparemment. Il est bien avec Barberini ; il a tou-

¹ 10 décembre 1669. *Rome*, 201.

² *Rome*, 201.

³ 9 décembre 1669. *Ibid.*

jours tenu des intrigues dans le parti d'Espagne. Ainsi, je crois que ceux du parti de Votre Majesté qui seront au conclave doivent être bien avec lui, du moins autant qu'il faut pour négocier ensemble, chacun selon ses intérêts.... La faction de l'Escadron consiste en huit cardinaux : Azzolino, Homodei, Otthoboni, Imperiale, Borromeo, Pio et Gualtieri. Cette faction, quoique petite en nombre, s'est rendue considérable par la valeur de ceux qui la composent et par le crédit, ayant des amis et des partisans dans toutes les autres factions et en ce conclave plus qu'auparavant, [puis] que les cardinaux Azzolino, secrétaire d'État, et Otthoboni, dataire, ont été les deux ministres du pape Clément IX qui faisaient tout, et cette faction sera la plus intrigante et la plus considérable pour la négociation qui soit au conclave. La faction de Rospigliosi est de neuf cardinaux : Rospigliosi, Sigismond Chigi, Cerri, Pallavicini, Acciajoli, Bonaccorsi, Altieri, Nerli et Bona. La gratitude indispensable au premier conclave les tiendra tous unis, ne pouvant s'en écarter sous quelque prétexte que ce soit... J'ose avancer que, si Chigi, Rospigliosi et l'Escadron sont d'accord pour faire un pape, il n'y aura pas de faction qui puisse les empêcher par elle, ni de trouver le supplément des voix qu'il leur faudra, qu'en faisant une exclusion formelle d'une couronne puissante. » A peine le pape a-t-il expiré, le cardinal Chigi promet à Boulémont d'agir avec le roi comme en 1667 : il lui demande bientôt quel cardinal aura le secret de la France, et dit qu'« il ne peut aucunement se fier au cardinal de Retz... Par là, ajoute l'abbé, je connais que la faction de Chigi ne se fie pas de l'Escadron, ni du cardinal Azzolino, qui est ami intime du cardinal de Retz. » Boulémont termine en conseillant au roi de se concerter avec le parti de Chigi qui est encore le plus fort. Il harangue le Sacré Collège suivant l'usage et reçoit de toutes parts des marques de respect sincère pour la France ¹.

Quelles instructions apportait donc le duc de Chaulnes ? Il n'est pas vrai que, comme le prétend M. Chantelauze, il dût « par-dessus tout s'attacher à faire réussir l'élection du chef de la faction de Clément IX, c'est-à-dire de son neveu le cardinal Rospigliosi, » ni même que « Louis XIV désirât surtout que le chef de l'Église fût choisi dans la faction de Clément IX ². » Il n'était

¹ 10, 16, 17 décembre 1669. *Rome*, 201. — 24 décembre 1669. *Rome*, 204.

² Pages 489 et 503.

pas même vraisemblable qu'une seule faction, un seul cardinal consentit à porter le neveu du feu pape. La seule pensée d'introduire l'hérédité du Saint-Siège eût révolté tous les esprits. Louis XIV, comme il était naturel, avait assuré le cardinal Rospigliosi, avant et depuis la mort de son oncle, du concours de la faction française avec la sienne dans le prochain conclave. Témoignez-lui, écrivait-il à Bourlémont, ma gratitude pour les marques de bienveillance que je reçois de Clément IX, et dites-lui que le duc de Chaulnes a ordre de tenir mon parti uni au sien et à ses intérêts, et d'appuyer celui qu'il serait en état de faire pape parmi ses créatures ¹. Mais voici les termes mêmes des instructions données au duc de Chaulnes ² : « Le premier en rang que Sa Majesté souhaiterait de voir élevé au pontificat est M. le cardinal Albizzi. » Louis XIV rend simplement justice à ce prélat, en rappelant que c'est un « personnage de grande érudition et fort adroit et habile à traiter les plus grandes affaires...., un homme résolu, actif et hardi, de grande vigueur et force d'esprit ; » mais il le préférerait beaucoup moins pour ces qualités que pour avoir été « intime ami et confident de feu M. le cardinal Mazarin, » et pour avoir « reçu secrètement, toutes les années, des bienfaits du roi. » Il est à remarquer encore que la cour de France, qui affectait tant de sévérité contre le népotisme, appuyait la nomination d'un pape qui avait été marié et qui avait « bon nombre d'enfants : » elle comptait que les besoins de sa famille le rendraient plus accessible aux séductions. Mais on oublia tout son mérite, dès qu'il donna lieu de craindre sa résistance aux volontés du roi ; et Bourlémont ayant écrit que ce cardinal se déchainait publiquement contre l'abus fait par les Jansénistes de la *Paix de l'Église*, Chaulnes reçut l'ordre de lui donner l'exclusion. « Le second en rang » était le cardinal Buonvisi, « doux et aimé de tout le monde. » Bourlémont l'avait dépeint comme « fort honnête homme » et sans partialité ³. Mais sa famille avait été de tout temps affectionnée à la France, et le roi l'appuyait dans l'espérance que son pontificat serait dominé par son neveu, prélat des plus décriés, se faisant gloire de ses

¹ Le roi au cardinal Rospigliosi, 10 décembre 1669 ; — A Bourlémont, même jour. *Rome*, 201.

² 22 décembre 1669. *Rome*, 204.

³ 3 janvier 1670. *Rome*, 208.

« principes machiavéliques, » fort lié avec Lionne ¹ et avec Atto Melani. Les créatures de Clément IX ne venaient qu'en troisième ligne. Louis XIV avait ordonné à ses agents de flatter tous les partis et de persuader à chacun qu'il était l'objet des prédilections de la France. On a vu plus haut ce qu'il mandait au cardinal Rospigliosi. « Faites savoir, disait-il à Bourlémont ² dans la même lettre, par quelque moyen au cardinal Albizzi que le duc de Chaulnes lui porte la gratification que j'ai accoutumé de lui faire toutes les années, et que les cardinaux de ma faction auront ordre de le servir pour son exaltation *préféablement à tout autre sujet du Sacré Collège*... Dites à l'abbé Buonvisi que je souhaite avec passion l'élévation du cardinal son oncle .., » et que j'envoie le duc de Chaulnes pour « servir plus utilement le cardinal Buonvisi, qui est le sujet *qui tient le premier rang dans les souhaits que je fais*... » Chaulnes acceptait sans scrupule cet office, se complaisant même dans ce qu'il appelait *ces petites menteries qui servent quelquefois et ne coûtent pas beaucoup à un ambassadeur, dans le temps du conclave qui, par le dû de sa charge, ne fait presque que mentir* ³.

MM. Bozon et Chantelauze louent fort le cardinal de Retz et le parti français d'avoir combattu la candidature du cardinal d'Elci. On pourrait partager leur avis, si les ordres du roi, servilement exécutés par les cardinaux de sa faction, avaient été dictés par l'intérêt de l'Église et de la France. Mais Lionne lui-même, dans les instructions de Chaulnes, nous apprend, sous la signature du roi, que d'Elci n'est exclu que pour faire place à Buonvisi. Nous avons déjà laissé entrevoir ce qu'était d'Elci, et pourquoi le nom de Buonvisi était si fortement appuyé par le gouvernement français. Éclaircissons encore mieux les faits. Les instructions royales représentent le cardinal d'Elci comme attaché à la maison d'Autriche. Mais ce n'était qu'un prétexte : Bourlémont, si bien informé, n'en disait rien, et, après avoir loué sa vertu et sa probité, rappelait au contraire qu'une partie de sa famille était

¹ « L'abbé son neveu ayant pris des mesures et ici, au temps de la légation du cardinal Chigi, et depuis avec ledit sieur duc de Chaulnes, et connaissant très bien que son oncle ne peut parvenir au pontificat que par l'obligation qu'il aura à Sa Majesté d'en avoir tenu éloigné le cardinal d'Elci. » Instructions au duc de Chaulnes.

² 10 décembre 1669. Rome, 201.

³ A Lionne. 31 mars 1639. Rome, 209.

affectionnée à la France ¹. Il importe d'ailleurs de savoir que Lionne poursuivait alors, à Rome, la satisfaction d'un intérêt personnel : son but était, non d'élire un bon pape, mais d'obtenir le chapeau pour l'évêque de Laon, au neveu duquel il allait marier sa fille : « Je vous conjure, écrivit-il à Chaulnes², *comme s'il était question de l'intérêt de mon propre fils l'abbé*, de voir avec votre dextérité accoutumée, quand la cloche se fendra, *dans quels engagements favorables pour M. l'évêque de Laon vous pourriez faire entrer, dans le conclave même, le sujet que vous aurez résolu d'exalter*. C'est dans ces conjonctures là que MM. les cardinaux sont libres à promettre, et, pourvu que nous ayons des promesses faites au roi, nous trouverons peut-être bien les moyens de les faire tenir, quand on ne voudrait pas. Vous voyez l'intérêt que je dois maintenant prendre en cela et pour le service de Sa Majesté, *et pour mon avantage et pour ma gloire particulière, et jugez de là de quelle qualité sera l'obligation que je vous en aurai toute ma vie*. » Par le courrier suivant, il stimulait encore le zèle de l'ambassadeur en lui annonçant le mariage comme très prochain. « Le comte de Nanteuil, disait-il, me presse fort pour être marié après-demain ; mais, toutes choses n'étant pas bien prêtes, je crois que je le remettrai au dimanche suivant. MM. de Vendôme³ firent samedi dernier la demande de ma fille, et, le même jour, les articles furent signés par M. le maréchal et Madame la maréchale d'Estrées et par toutes les parties intéressées. » Lionne cherchait donc tous les moyens de procurer la pourpre à l'évêque de Laon, fils du maréchal d'Estrées : le meilleur pape était celui qui la donnerait le plus tôt. Il ne craignit pas de proposer un honteux marché au neveu de Clément IX : la faveur du roi serait acquise à sa faction, s'il voulait déclarer au pape futur qu'avant de mourir son oncle s'était formellement engagé à faire cette promotion. Le cardinal Rospigliosi ne s'étant pas prêté à cette fourberie, Lionne avait conseillé au roi d'appuyer le cardinal Buonvisi, qui avait un neveu dont on n'aurait pas à craindre les mêmes scrupules. Il choisit pour agent de cette négociation Atto Melani, qu'il fit attacher comme conclaviste au cardinal de Bouillon, et qui, n'ayant pas obtenu de la maison Rospigliosi ce

¹ A Lionne, 30 novembre 1669. *Rome*, 201.

² 24 janvier 1670. *Rome*, 208.

³ Petit-fils de Gabrielle d'Estrées. 31 janvier 1670. *Rome*, 208.

qu'il en attendait, se mit à écrire des libelles contre le pontificat de Clément IX. Atto scandalisa par ses intrigues tout le Sacré Collège, et même la faction française. L'ambassadeur s'en plaignit à Lionne en termes amers, et cependant avec une réserve commandée par l'amitié notoire du ministre pour Atto. Pourquoi MM. Bozon et Chantelauze ne nous parlent-ils pas de ce fripon, qui fit bien plus de bruit dans le conclave que le cardinal de Retz? « Vous allez tomber de haut, écrivit Chaulnes à Lionne ¹. L'abbé Melani en a usé le plus mal du monde à l'égard du cardinal Rospigliosi, se plaignant hautement de lui, et cela lui a fait bien tort. Son entrée dans le conclave n'a pas été approuvée, et, si j'avais pu l'empêcher honnêtement, sous prétexte de lui donner ici quelque confiance, je l'aurais fait et ne m'en serais pas repenti, parce qu'entre nous il n'en use pas bien dans le conclave, et je n'aurais jamais cru qu'il eût eu si peu de jugement. Il est au désespoir de l'union de Rospigliosi avec l'Escadron et Barberin, et m'en a écrit rage, prétendant que c'est Azzolino qui a empêché sa fortune. Vous jugerez par là de son entrée au conclave. Il avait fondé toutes ses espérances sur Buonvisi. Il en avait parlé à Rospigliosi qui, sachant ses liaisons, crut lui devoir répondre honnêtement. Il en conçut de belles espérances et, lorsqu'il a su l'exclusion, je ne puis vous dire ce qu'il n'a pas dit contre Rospigliosi et contre l'Escadron et nous a pensé tout déconcerter, et je n'ai jamais vu tant d'emportement. » Je lui parlerai « des grosses dents... J'aurai pour lui toute sorte de circonspection, sachant que vous l'honorez de votre amitié. » Chaulnes était bien inspiré en usant de ménagements, car ce n'est pas à lui, mais à Melani que Lionne donna raison. Le ministre répondit sèchement qu'il n'était pas surpris de la « passion de Melani pour l'exaltation du cardinal Buonvisi; *en quoi, à dire vrai*, continuait-il, *le service du roi s'y trouverait mieux qu'en tout autre*; et il y a déjà longtemps que ledit abbé, même avant la mort du feu pape, m'avait fait de grandes plaintes, *et qui allaient quasi jusqu'à la rage*, de ce que M. le cardinal Rospigliosi l'avait laissé dans la boue, *avait donné trente canonicats dans Rome à des gens qui ne l'avaient jamais servi et qu'il ne connaissait presque pas* ², et ne lui avait donné à lui qu'une misérable pension de

¹ 4 février 1670. Rome, 208.

² Ces reproches jettent un jour précieux sur le désintéressement et l'équité que la cour de Rome apportait dans la distribution des bénéfices.

cinquante écus, et je vous avoue qu'en cela ledit sieur cardinal ne me paraît pas excusable... J'avais chargé ¹, ajouta-t-il, ledit abbé de prier M. le cardinal Rospigliosi de m'écrire une lettre, datée des derniers jours du pontificat de son oncle, sur l'affaire de M. de Laon, dont nous pussions nous servir avec le nouveau pape, pour lui faire voir que son prédécesseur avait intention de faire valoir la nomination de Portugal, et de le faire cardinal pour ce motif-là... *Atté en a parlé, dans le conclave, au dit sieur cardinal qui a commencé par lui en faire de grandes difficultés qui m'ont fait connaître qu'il n'est pas, dans le fond du cœur, aussi bon ami qu'il veut qu'on le croie et qu'on le lui a été; car, si j'étais en sa place, cette lettre-là ne me coûterait guère, en quelques termes qu'on me la demandât.* L'excuse qu'il allègue de la connaissance des autres ministres ne vaut rien; *personne ne pourrait jamais certifier le contraire de ce qu'il avancerait s'être passé entre le feu pape et lui*, dont il m'aurait voulu d'abord informer comme son ami, et qui devait bientôt être allié de M. de Laon... Je vous serai très obligé si vous voulez bien vous donner la peine de pousser vous-même cette négociation après la sortie du conclave dudit cardinal, comme je vous le serai infiniment de

¹ Voici ces instructions, qui montrent à quel prix la cour de France mettait son amitié pour le Saint-Siège, et le secret de sa haine contre les neveux, qui ne voulaient pas lui vendre leur conscience : « . . . Son Eminence (Rospigliosi), écrivait Lionne à Melani le 11 décembre 1669 (*Rome*, 201) pourrait encore m'obliger en la personne de mondit sieur de Laon presque aussi sensiblement que s'il l'avait fait promouvoir; mais je ne sais s'il le voudra faire ou si même je n'aurais pas trop de hardiesse à le lui demander. Je vous dirai ma pensée et vous laisserai faire le reste, remettant tout à votre prudence et à votre discrétion. *Ce serait que mondit sieur le cardinal voulût bien me faire la grâce de m'écrire une lettre d'ici d'un mois ou deux avant la mort du pape, par laquelle il lui plût marquer que, venant de parler à Sa Sainteté de l'affaire de mondit sieur de Laon, elle l'avait chargé de faire savoir confidentiellement au roi, par mon moyen, que l'intention de Sa Bonté était de faire cardinal M. de Laon, à la promotion qu'elle ferait pour les couronnes, à la nomination de celle de Portugal, ou, s'il ne voulait pas user de ce terme, à sa réquisition ou considération, ou contemplation. Cela nous pourrait servir beaucoup auprès du nouveau pape... M. de Laon ne sait pas seulement que cette pensée me soit venue, ou, s'il le sait, je ne lui ai pas dit positivement que j'en voulusse écrire; car si je suis refusé, je ne désire pas que personne découvre que j'en aie fait l'instance. Adieu, mon cher ami, votre considération et l'état où vous demeurez augmentent encore notablement ma douleur de la perte que nous avons tous faite et que je ne tiens pas qu'on puisse jamais réparer. Assurez-vous que je ferai de ceci tout mon possible pour vous servir auprès du roi. »*

tout ce que vous pourrez ménager, *pendant le conclave même, avec le sujet qui pourra être exalté pour l'engager à donner parole du cardinalat de M. de Laon.* »

Le cardinal d'Elci écarté ¹, Lionne pressa le roi de se déclarer pour le cardinal Buonvisi, comme Melani le conseillait, et il tenta d'obtenir du neveu de ce candidat les promesses simoniaques auxquelles le cardinal Rospigliosi s'était refusé. ² Vainement on avertit Louis XIV que l'abbé Buonvisi le trompait et traitait avec l'Espagne : Chaulnes reçut l'ordre réitéré d'appuyer son oncle, « un sujet d'un si grand mérite ³. » Les mêmes raisons qui portaient les suffrages des Français sur le cardinal Buonvisi, éloignaient de lui, malgré ses qualités personnelles, ceux des cardinaux qui connaissaient bien son neveu et qui avaient le plus à cœur les intérêts du Saint-Siège. Les factions de Barberini, de Rospigliosi et l'Escadron proposèrent donc un nouveau nom qu'ils savaient agréable à la France et à l'Espagne, celui du cardinal Odescalchi. Mais le désir de plaire au roi et à Lionne, en persistant à soutenir Buonvisi, détermina Chaulnes à entraîner une élection qui allait réunir toutes les voix. Odescalchi était placé à la tête des *papables* qui avaient été acceptés par le roi, et sa bienveillance pour la France ne s'était jamais démentie ; mais le duc de Chaulnes prétendit que l'ambassadeur d'Espagne approuvait trop bruyamment cette candidature, et que la gloire de Louis XIV

¹ « Je connais fort bien de quelle gloire et de quelle réputation a été le coup que vous avez porté au cardinal d'Elci pour le tirer du trône sur les degrés duquel il était déjà si avancé, et je vous en sais tout le gré que vous même pouvez désirer » Le roi à Chaulnes, 14 mars 1670.

² « ... Je vous envoie, dans la dernière confidence, l'original même d'une lettre que je reçus, par le dernier ordinaire, de monsignore Buonvisi et la copie de la réponse que j'y fais. Le roi a cru ne devoir pas lui refuser ce qu'il demandait, de vous dépêcher ce courrier exprès, quand même son oncle devrait sortir cardinal du conclave, comme il n'y a que trop d'apparence, ne s'agissant que de deux mille francs pour le paiement d'un courrier, qui pourront produire tant de gloire et d'avantages à Sa Majesté si le cardinal Barberini se voulait laisser fléchir, et même sans lui si le cardinal Azzolino pouvait se laisser gagner par quelque moyen... Je vous conjure à genoux que monsignore Buonvisi ne puisse jamais pénétrer, ni directement ni indirectement, que je vous aie communiqué sa lettre, ni la demande de l'envoi d'un courrier... Je vous prie de faire rendre ma réponse à monsignore Buonvisi en sorte qu'il ne puisse découvrir que vous en ayez eu connaissance, ni de la lettre par le retour de ce porteur. » Lionne à Chaulnes, 16 mars 1670. — *Rome*, 209.

³ Le roi à Chaulnes, 21 et 28 mars 1670. — *Ibid.*

ne pouvait s'accommoder d'un choix qui n'humilierait pas la maison d'Autriche. Le 25 mars¹, l'ambassadeur français informa le roi de cette candidature qui rallia sur le champ toutes les factions, « parce qu'Odescalchi était un sujet plein de dévotion ; » mais, dit-il, l'ambassadeur d'Espagne s'y prit de telle sorte qu'il semblait donner un ordre, et l'exaltation de ce cardinal serait un triomphe pour l'Espagne. Il avoue que l'élan était tel que les cardinaux de Retz et de Bouillon, si peu dévots, allaient céder. « Comme nous avons trouvé, ajoute-t-il, moyen de faire sortir et entrer des billets dans le conclave, à quelque heure que je veux, M. le cardinal de Retz et M. de Bouillon me donnèrent avis de cette mine. Je leur mandai qu'*Odescalchi étant un sujet qui était agréable à Votre Majesté*, il fallait voir si le torrent était assez violent pour nous devoir emporter, ou si, en parlant à Barberini, à l'Escadron et à Rospigliosi, l'on pouvait l'arrêter ; *que le premier parti était le plus sûr, mais le moins glorieux* ; que le second était plus difficile, mais *plus rapportant à la justice qui était due à Votre Majesté d'avoir plus de part que personne à l'exaltation du pape*, et qu'ainsi tout dépendait de l'état dans lequel seraient les affaires, lorsqu'il recevrait mon billet. Ils agirent, sire, en conséquence de cette réponse, et, ayant trouvé beaucoup de dispositions à ne pas concourir, ils dirent qu'ils ne savaient pas mes sentiments, étant une affaire nouvelle dont on n'avait pas encore osé parler ; et, mettant ainsi l'affaire en négociation, firent connaître que ces emportements gâtaient quelquefois plus les affaires qu'ils ne les accommodaient. Ils temporisèrent du matin au soir et me donnèrent lieu, *non pas de parler contre Odescalchi*, mais de me plaindre de la manière dont cette affaire s'était traitée, et, sur les négociations, de l'éluder d'autant plus facilement que, le matin du lendemain, l'on courut au conclave comme pour un pape fait ; que l'on y fit l'ordonnance publique de ne rompre aucune cloison sur peine déclarée qu'après la proclamation du pape, et qu'un prédicateur, le même jour en chaire, recommanda le pape que l'on faisait, dit-il, aux prières des assistants, parce que c'était l'heure du scrutin. L'affaire ainsi suspendue, l'ambassadeur d'Espagne ayant vu manquer son coup, prit un parti assez extraordinaire qui fut de demander audience à la reine Christine qu'il n'avait pas vue, il y a plus de trois mois, et la vint prier d'interposer ses bons

¹ Rome, 209.

offices pour que je voulusse bien concourir à Odescalchi. » Je répondis que Votre Majesté seule pouvait me permettre de favoriser cette élection. La négociation se ralentit, et l'imprudence des négociateurs a été inutile à leur candidat. « A l'égard de la personne du dit cardinal, sa grande et l'on peut même dire la seule qualité qu'il a est d'être homme de bien, *n'ayant nulle pratique des affaires du monde ni des intérêts des princes* ¹. Il donna sur l'heure des marques considérables et extraordinaires de cette première vertu, ayant dit à tous les cardinaux espagnols, qui le furent féliciter, qu'il ne se croyait pas digne de ce poste dans lequel il y avait tant de réformes à faire présentement ; que l'on devait faire un meilleur choix, et Votre Majesté croira bien qu'après une pareille déclaration dans ce temps, *l'on ne peut pas douter de sa bonté*, ni de l'autre côté que l'alarme qu'en eurent bien des gens ne les rendit pas trop faciles à y concourir. De ce compte que je rends à Votre Majesté sur cet incident, j'espère qu'elle jugera qu'il n'en est jamais arrivé un dans un conclave si surprenant et si embarrassant, et j'avoue à Votre Majesté que je ne serai en repos sur ma conduite que quand je pourrai apprendre le sentiment de Votre Majesté. Il m'eût été aisé, sire, de finir ainsi le conclave, et j'aurais pu peut-être me vanter de l'exaltation *d'un sujet dans le nombre de ceux qui sont agréables à Votre Majesté ; mais les formes étaient contraires à sa gloire : j'ai cru qu'un sujet ne devait pas être exalté sans en avoir au moins une partie de l'obligation à Votre Majesté*... Votre Majesté ² n'a donc qu'à ordonner et décider, y ayant des raisons considérables pour et contre. Les premières sont que le cardinal *Odescalchi est sur la liste des sujets agréables à Votre Majesté*, pour quoi nonobstant qu'il est sujet d'Espagne, elle a eu ses raisons. L'on dit qu'il en usa bien dans l'affaire de M. le duc de Créquy. De l'autre, il a été proposé par l'ambassadeur d'Espagne. *Il n'y a nulle stipulation à faire avec lui, étant dans la dévotion la plus scrupuleuse que l'on puisse imaginer.* »

Le Sacré Collège n'insista pas cette fois sur le nom d'Odescalchi. Les candidats dignes de la tiare étaient assez nombreux pour qu'on en trouvât un qui agréât également aux

¹ Voilà comme la cour de France était renseignée par ses agents sur le cardinal qui devait un jour porter si haut le nom d'Innocent XI.

² 31 mars 1670. — *Rome*, 209.

principales couronnes. Mais les cardinaux repoussèrent obstinément Buonvisi. Le 15 avril, Chaulnes écrivait au roi que leur répugnance contre ce cardinal, ou plutôt contre son neveu, croissait chaque jour. Le duc dépêche à l'abbé Buonvisi M. Foucher, agent spécial de l'évêque de Laon ; mais l'abbé ne croyant pas l'influence française aussi puissante que Chaulnes le prétend, se montre assez dédaigneux « Pour finir la conversation, dit Chaulnes, *le sieur Foucher lui demanda de ma part s'il ne connaissait pas quelque cardinal papable qui dût plus tôt mourir que les autres et que, s'il voulait consulter les médecins, je lui promettais, de la part de Votre Majesté, d'y concourir pour placer bientôt Buonvisi dans la même place.* » L'abbé répondit par des compliments, mais refusa de s'engager en faveur de M. de Laon. Cette conduite des Français fit disparaître tout dissentiment entre les factions : les cardinaux Chigi, Azzolino, Barberini et Rospigliosi se rapprochèrent, « de manière, dit Chaulnes lui même, que tous ces chefs parurent avoir beaucoup de satisfaction les uns des autres ¹. » L'ambassadeur de Louis XIV chercha encore à les désunir, appuyant toujours Buonvisi. Tous les intérêts de la France et de l'Église se réduisaient pour lui à la promotion du neveu de Gabrielle d'Estrées : « *Je prendrai*, écrivait-il à Lionne le 17 avril ², *ce qui s'appelle très grossièrement des mesures pour M. de Laon*, parce que je sais que le neveu ne ferait pas la sourde oreille par principe de conscience. » Mais les chefs des quatre factions avaient résolu de ne se plus laisser diviser, et bientôt ils s'entendirent pour proposer le cardinal Altieri, l'une des dernières créatures de Clément IX, qui ne fut pas présenté par Retz et les Français, comme ceux-ci le prétendirent, mais qui, dès le pontificat de son protecteur Alexandre VII, avait été destiné au chapeau et même à la tiare par l'Escadron ³. L'élection de Clément X, comme les deux précédentes, fut l'œuvre de cette faction qui n'avait jamais cessé de compter pour adhérents les meilleurs sujets de toutes les autres : le duc de Chaulnes et le cardinal de Retz ne firent que s'y rallier. Le rôle du roi et de ses représentants, dans ce conclave, ne fut donc ni habile ni honorable. Louis XIV avait lui-même exclu son premier candidat, le

¹ Au roi, 15 avril 1670 ; Rome, 209.

² *Ibid.*

³ V. plus haut les dépêches de Machault à Lionne, du 12 juillet et du 13 décembre 1667.

cardinal Albizzi, qui, quoique son pensionnaire, bravait le ressentiment de Lionne en dénonçant la duplicité de ce ministre et de ses collègues, dans le procès des quatre évêques jansénistes ¹. Il échoua honteusement dans ses manœuvres pour faire nommer Buonvisi, vers lequel l'attirait seulement la vénalité de son neveu. Chaulnes sentait si bien que la nomination d'Altieri ne satisferait pas le roi, qu'il cherchait à se la faire pardonner en signalant l'âge avancé du nouveau pape, présage d'un autre et prochain conclave, qui pourrait choisir Buonvisi : « L'avantage considérable, écrivait-il au roi deux jours après l'élection, que Votre Majesté tire encore de cette exaltation est, sire, que l'âge du pape donne à espérer à tout le monde, et que j'ai fait valoir à monsignore Buonvisi ce que je lui avais mandé, que j'avais ordre de Votre Majesté de concourir à un vieux cardinal pour servir son oncle, et que tous ceux qui sont dans l'intérêt de Votre Majesté en ont été très satisfaits ². » Le troisième candidat de la France, Vidoni, n'avait pas été sérieusement discuté. Ce ne fut pas Altieri, mais une créature quelconque de Clément IX, que le roi recommanda ensuite, et encore ne donna-t-il ce rang à la faction Rospigliosi que dans l'espoir d'arracher à son chef un pacte simoniaque. Il avait permis que les intérêts les moins légitimes entravassent l'élection des cardinaux d'Elci et Odescalchi, dignes tous deux du Saint-Siège. Quant au pontife choisi le 29 avril 1670, jamais son attention ni celle de ses ministres ne s'était portée sur lui, et rien n'est plus inexact que de l'appeler, avec M. Chantelauze, *le candidat de Louis XIV* ³. Pourquoi d'ailleurs aurait-il été désiré par la faction française ? Il avait précisément les qualités et les vertus qu'elle avait prosrites dans les cardinaux Odescalchi et d'Elci. Est-ce que Retz, ce prétendu meneur des conclaves, se souciait de donner à l'Église un chef digne d'elle ? Lorsque Chaulnes avait traversé l'élection d'Odescalchi, Retz avait-il résisté ou seulement insisté ? Avait-il rappelé l'agrément donné par le roi à ce cardinal, et réclamé la liberté de son suf-

¹ Les instructions qui donnent le premier rang au cardinal Albizzi sont du 22 décembre 1669. Le 3 janvier suivant, le roi ayant appris que ce prélat, depuis la mort du pape, se déchaîne contre la *Paix de l'Église* et dit que le plus beau trait de Clément IX est de n'avoir pas fait cardinal le nonce Bargellini, ordonne à Chaulnes de l'exclure. *Rome*, 208.

² 1^{er} mai 1670. *Rome*, 209.

³ Page 510.

frage? Non, et le dernier de ses conclavistes n'aurait pas exécuté sa consigne plus servilement que lui. Clément X répondait si peu à l'idéal d'un pape complaisant et partial, que les exigences du roi firent naître aussitôt entre les deux cours une mésintelligence, qui dura en s'aggravant jusqu'au dernier jour du pontificat, et le principal avantage que Louis XIV trouva dans ce choix, pour parler comme le duc de Chaulnes, fut l'espérance d'en faire bientôt un autre.

En définitive, cet ambassadeur avait pour unique mission de proposer un pape que le roi de France pût facilement asservir : son échec fut complet. Si le cardinal de Retz avait dicté l'élection de 1670, comme ses deux nouveaux apologistes le prétendent, il faudrait dire qu'il a bien mal répondu à l'attente de Louis XIV. Mais son discrédit et son impuissance étaient aussi notoires à Rome qu'en France, et voici ce que, le 23 novembre 1672, le cardinal d'Estrées écrivait de lui à Pomponne¹, ami particulier de l'ancien archevêque de Paris, et alors ministre : l'évêque de Laon n'exprimait pas seulement son opinion personnelle ; il ne craignait pas d'invoquer le témoignage de M. de Chaulnes : « Le cardinal de Retz, disait-il, tout grand et utile qu'il était en d'autres choses, *ne s'est pas trouvé dans les derniers conclaves, comme M. de Chaulnes s'en peut souvenir, en état de contribuer d'autre chose que de son suffrage, où même il paraissait avec peu d'action, soit par ses indispositions, soit par la confiance limitée qu'on lui donnait.* »

VI

La face de l'histoire serait bientôt renouvelée, si l'on acceptait sans contrôle les récits de MM. Bozon et Chantelauze. Voici maintenant qu'à les entendre c'est au cardinal de Retz que l'Église devrait le grand pape Innocent XI ! « Ni les couronnes, ni la plupart des cardinaux ne désiraient son élection... Le succès de cette élection *était impossible*, à moins que Retz n'y employât son habileté et son crédit, qui à Rome étaient presque sans limites..... Si, dans les conclaves de 1667 et de 1670, il avait plus

¹ Rome, 223.

songé à montrer son habileté à servir la politique de Louis XIV que les intérêts de l'Église, il voulait dans celui-ci faire une sorte d'amende honorable et réparer les torts qu'il pouvait avoir eus dans le passé, en élevant à la tiare un homme qui offrit au monde l'exemple et le modèle de toutes les vertus. » L'exaltation du cardinal Odescalchi, « était due surtout, et l'on peut dire uniquement, au cardinal de Retz ¹. » Voyons ce qu'il y a de vrai dans ces affirmations.

Lorsque Clément X mourut, le 22 juillet 1676, la cour de France était à la veille d'une rupture avec le Saint-Siège. Le duc d'Estrées, ambassadeur, et son frère le cardinal, dont la promotion avait été une des principales causes de la mésintelligence, avaient déjà cessé tous rapports avec le cardinal Palluzzi, auquel Clément X avait donné, avec son propre nom, le rang de cardinal neveu et le pouvoir de premier ministre. Dès que la vacance fut ouverte, ils voulurent poursuivre leurs hostilités contre lui. Mais le Sacré Collège, aussi ferme que prudent, sut contenir les violents desseins des deux frères, sans fournir un prétexte à de nouvelles querelles. Le pape n'avait pas encore rendu le dernier soupir que le cardinal d'Estrées sollicite des ordres conformes à ses ressentiments : il invite le roi à tirer une vengeance éclatante du cardinal Altieri ; il veut porter plainte contre lui à ses collègues, demander que sa famille soit exclue des charges de l'État pendant la vacance, exiger des cardinaux papables l'engagement secret de lui faire son procès ! Il avoue que les cardinaux le mieux intentionnés pour la France, Cybo, Rospigliosi et Delfini, le détournent de pareils projets ² ; et néanmoins il propose à Louis XIV toute sorte d'intrigues et de négociations mystérieuses, qu'on peut conduire *sourdement* ; il voudrait effrayer les créatures de Clément X et leur donner clandestinement des espérances ; il rêve de diviser les cardinaux, de *mortifier l'un, de donner de la crainte aux autres sans les effrayer*. Pour assurer le succès de ces manœuvres, il réclame le prompt envoi de Retz, dont il vante au roi la *supériorité*, le *détachement* et même la vertu ! Son frère s'est empressé de demander beaucoup d'argent, pour lui-même, puis pour tenter quelques âmes vénales ; mais c'est à lui, le cardinal-évêque,

¹ M. Bozon, p. 146 et 150. — M. Chantelauze, p. 567.

² 28 juillet 1676. *Rome*, 245.

qu'appartient l'idée d'envoyer une escadre française dans les eaux de Civita-Vecchia, pour appuyer la faction du roi dans le conclave ¹.

Des ressources si variées n'empêchaient pas les frères d'Estrées d'être inquiets ². Depuis le dernier conclave, le cardinal Odescalchi avait encore fait des progrès dans l'estime du Sacré Collège, et tous les regards se tournèrent vers lui, dès qu'on prévint une nouvelle élection. Le cardinal d'Estrées en avertit le roi, lui montrant clairement que les embarras dont le parti français était menacé, avaient pour cause la faute commise en 1670, lorsque le duc de Chaulnes avait traversé l'exaltation du même cardinal, sous prétexte des applaudissements prématurés que l'ambassadeur d'Espagne lui donnait : « Si quelqu'un, écrivait-il au roi ³, pouvait étouffer le dégoût d'une exclusion qui lui a fait perdre sept années de pontificat, je l'en croirais aussi capable qu'aucun autre. Je n'estimerai pas toutefois de la prudence de s'y commettre et de l'éprouver, quelque humilité et quelque détachement qui paraisse en lui. » La même pensée préoccupait le roi. Le cardinal Odescalchi ne songeait point à se venger, et il fuyait le pontificat; mais Louis XIV ne lui pardonnait pas les torts que la France s'était donnés envers lui.

Voici quelles instructions il envoya au duc et au cardinal d'Estrées, dès qu'il apprit la mort de Clément X ⁴ : « Le cardinal Rospigliosi tenant le premier lieu dans sa bienveillance, » c'est un pape de cette faction qu'il désire et par-

¹ 15 juillet 1676. *Rome*, 245.

² Il serait injuste de dire que ce *par nobile fratrum* eussent omis un seul moyen malhonnête de servir leur maître. Ils allèrent jusqu'à provoquer le vol des dépêches pontificales. Ils avaient conscience de leur friponnerie, mais ils avaient réponse à toutes les objections. Suivez bien leur raisonnement : Le pape est mourant, et les deux frères ont supputé combien de minutes il lui reste à vivre. Le cardinal Altieri expédie de sa part au nonce de Madrid un courrier qui prend la voie de terre. Lorsque ce courrier touchera Lyon, le pape sera mort : ce ne sera donc plus un courrier *du pape*; mais ce ne sera pas encore un courrier du Sacré Collège, puisque la vacance n'était pas ouverte quand il a quitté Rome. C'est donc un courrier *nullius*, qu'on peut dévaliser sans scrupule! Et c'est à l'archevêque de Lyon que le coup est proposé. — Le duc d'Estrées à l'archevêque de Lyon, 22 juillet 1676. *Rome*, 245.

³ 15 juillet 1676. *Ibid.*

⁴ 4 août 1676. *Rome*, 246.

ticulièrement le cardinal Cerri. La faction Chigi viendrait ensuite, pourvu que ce ne fût pas Buonvisi, Corsini, Conti, ni Spinola. Les préférés seraient Caraffa, Vidoni, Litta, Piccolomini et Franzoni. Cybo ne passerait qu'après les précédents. Louis XIV exclut Albizzi qui, ayant voulu penser autrement que le roi, a vu supprimer sa pension, et dont il craint le ressentiment. Puis arrivant à Odescalchi, il s'exprime ainsi : « Le souvenir du dernier conclave me doit faire appréhender avec raison l'élévation d'Odescalchi. *C'est assez pour vous obliger à l'empêcher autant qu'il se pourra.* Si toutefois la pluralité des voix était tellement pour lui que son élection ne se pût détourner que par une exclusion publique, je ne désire point qu'elle se fasse, et j'aimerais mieux alors que les cardinaux français donnassent les mains à l'élection d'un sujet qui pourrait servir utilement l'Église, d'autant plus que, par la manière dont je vous ai chargé et le cardinal d'Estrées de lui parler, il a dû connaître que les raisons qui m'obligèrent à l'exclure, au dernier conclave, ne regardaient point sa personne. »

Le conclave fut fermé le jour même où Louis XIV signait ces instructions. Les scrutins commencèrent aussitôt ; or, aucun des noms désignés par le roi ne fut mis en question, et la candidature d'Odescalchi fut seule sérieusement débattue. Les cardinaux étrangers et notamment les français étaient en chemin. On procédait avec lenteur pour attendre leur arrivée, et, le cardinal d'Estrées ayant annoncé l'intention de consulter sa cour, on lui en laissa le temps. Il ne négligea rien pour obtenir la permission d'exclure publiquement Odescalchi, contre lequel il s'était depuis longtemps prononcé. Il souhaitait en effet que le pape futur épousât ses ressentiments injustes contre Altieri ; or, nul membre du Sacré Collège ne montrait dès lors plus d'énergie qu'Odescalchi à défendre le premier ministre de Clément X contre les atroces calomnies de la faction française¹. Il écrivit donc à Saint-Germain qu'Altieri s'était mis à la tête d'un complot pour emporter l'élection d'Odescalchi, sans concert préalable avec la

¹ « Je l'ai remarqué très soigneux de conserver l'amitié du cardinal Altieri, et même, quand il a fallu parler *des abus publics et des voleries* du gouvernement exposés à la vue de tout le monde, c'est un de ceux qui les a le plus excusés, soit par préoccupation pour l'autorité du Saint-Siège qu'il croyait attaquée sous ce prétexte, soit par intérêt, soit par quelque sentiment d'affection. » 15 juillet 1676. — Mémoire du cardinal d'Estrées. *Rome*, 245.

France : c'est le 15 août que ce coup aurait été essayé et qu'il aurait « pitoyablement échoué, » dit M. Bozon ¹, devant la résistance du cardinal d'Estrées. Tout démontre qu'en effet le cardinal Altieri, et il faut l'en louer, fut de ceux qui approuvaient le plus l'élection d'Odescalchi ; mais son prétendu complot n'avait rien d'hostile à la France, et le cardinal d'Estrées n'a pas eu d'ennemi à combattre, ni de victoire à remporter : c'est lui-même qui nous en fournit la preuve : « Le cardinal Altieri, dit-il dans sa relation déjà citée, *croyant que la France et Rospigliosi et Chigi voulaient Odescalchi, résolut de le porter sans la participation de la France.* » Singulier adversaire des Français qui, pour leur déplaire, prévient leurs désirs ! Et, quant à la tentative du 15 août, elle est démentie à la fois par le cardinal d'Estrées ² et par Bourlémont : « La fête de l'Assomption, raconte le premier, se passa le matin en assez grande dévotion et, l'après dîner, le P. Recanati, qui est entré confesseur du conclave et qui a titre de Capucin et d'homme fort pieux, et rempli, comme quelques autres, de la piété du cardinal Odescalchi, prêcha avec beaucoup d'éloquence sur l'importance et la nécessité d'une bonne élection, sur l'obligation indispensable des électeurs, et l'offense énorme qu'ils commettraient en abusant de leurs fonctions. On passa immédiatement de la prédication au scrutin, et, l'éloquence du P. Recanati ayant renouvelé la ferveur des cardinaux zélés, » quel danger courut donc l'amour-propre des Français, et combien le cardinal Odescalchi eut-il de suffrages ? Il n'en eut pas plus de vingt, tant au scrutin qu'à l'accès, c'est-à-dire moins du tiers, lors que les deux tiers au moins sont nécessaires pour la validité d'une élection ³ ! Et le sagace Bourlémont, qui avait déjà une si grande pratique des conclaves, concluait au contraire de ce qui se passait que la plupart des cardinaux qui votaient pour Odescalchi dans ces premiers scrutins, avant l'arrivée des cardinaux nationaux, étaient les adversaires cachés d'un collègue dont ils redoutaient le pontificat trop sévère :

¹ Pages 151 et 152

² Relation du cardinal d'Estrées, rédigée entre le 15 et le 30 août. — Rome, 245.

³ Le progrès d'Odescalchi dans le scrutin du 15 août n'était pas aussi grand que le prétend le cardinal d'Estrées ; car son frère, dès le 4 août, écrivait à Pomponne : « Celui à qui on en a donné davantage dans tous les scrutins a été le cardinal Odescalchi, qui en a eu d'ordinaire douze ou quatorze tant au scrutin qu'à l'accès. Ce n'est pas un mauvais signe pour lui, mais cependant il serait mieux qu'on ne l'eût pas nommé si souvent. » *Ibid.*

c'est trois jours après le 15 août que cet abbé écrivait en ces termes à Pomponne¹ : « ... Le cardinal Odescalchi a toujours quantité de voix à tous les scrutins. Si ceux qui lui donnent leurs voix avaient effectivement tous envie de le faire pape, ils attendraient de se déclarer en sa faveur jusqu'à ce qu'ils aient concerté son élection avec les autres cardinaux, selon la pratique du conclave, et ne l'exposeraient pas tous les jours, sans apparence de réussir, pour chercher par ce moyen si quelques cardinaux, ou à leurs noms ou comme factionnaires des partis, veulent travailler à son exclusion ; et en ce cas les mêmes qui lui ont donné continuellement leurs voix, seraient les premiers à changer au scrutin secret, et rejetteraient toute la haine sur ceux qui se seraient déclarés pour l'exclusion d'un si bon sujet. *Car effectivement tout le monde ici est si persuadé de la piété, de la vertu et du mérite du cardinal Odescalchi, et l'on a une telle opinion que son pontificat serait saint*, et qu'il abolirait le népotisme, que ceux qui ne veulent pas d'un pape si régulier et si sévère font ces apparats de voix inutiles et cherchent quelqu'un qui s'attire la haine de cette exclusion dont ils ont le plus d'envie... Odescalchi a près de soixante ans ; c'est un homme d'une insigne piété. Il avait un frère qui est mort à Rome, lequel a laissé tous ses biens à un hôpital qu'il a fondé. Il en a un autre à Milan, lequel a près d'un million vaillant, et qui fait de grandes aumônes ; ainsi l'on présume qu'il ne viendrait pas à Rome pour piller l'Église. »

Cette lettre de Pourlémont était sous les yeux de Louis XIV avec les dépêches des frères d'Estrées, quand il répondit à leur question embarrassante sur la candidature d'Odescalchi. Il était visible que les Indépendants, fort nombreux dans chaque faction, passeraient outre à une exclusion expresse, et d'Estrées en convient dans sa relation : « Une conduite si bizarre et si peu mesurée, dit-il en parlant d'Altieri, m'aurait porté à une exclusion formelle à l'égard de tout autre sujet d'une moindre réputation et d'un moindre entêtement dans le public ; mais outre que, dans cette espèce de tumulte et de révolte, *elle aurait pu être hasardeuse*, j'avais des ordres, etc. » Aussi Louis XIV ne chercha-t-il qu'à sauver les apparences, en acceptant de mauvaise grâce ce qui était inévitable². Il espérait même que quelque incident im-

¹ 18 août 1676. *Rome*, 245.

² Sa réponse est citée par MM. Bozon et Chantelauze.

prévu porterait les esprits dans une autre direction ; en ce cas, la faction devait se conformer aux premiers ordres et combattre l'élection d'Odescalchi.

Les cardinaux français, entrés au conclave à la fin du mois d'août, ne s'entendirent pas sur l'interprétation de la dépêche royale. Le cardinal d'Estrées, toujours aveuglé par la passion, prétendit que le cas prévu par le roi s'était réalisé; que les chances d'Odescalchi avaient diminué, et il mit en avant le nom du cardinal Grimaldi. — Retz, plus calme et plus intelligent, fut d'avis de concourir à Odescalchi que le roi admettait faute de mieux. Dans cette conjoncture critique, Bourlémont assista la faction française de ses précieux conseils, et, même avant l'arrivée de la réponse royale, il avait averti le cardinal d'Estrées que, si l'on traversait l'élection d'Odescalchi, on ne ferait que décrier inutilement le parti du roi. « Il y en a beaucoup, écrivait-il ¹ le 8 septembre, qui font bien les empressés pour l'élection d'Odescalchi; mais ils désireraient que quelque faction se portât à lui donner l'exclusion pour se couvrir du reproche du monde qui en est entêté. M. le cardinal d'Estrées m'en ayant parlé au tour, il y a quatre jours, je lui dis qu'il fallait prendre garde de servir aux fins de ces gens-là et s'en attirer seul la haine; qu'il y avait assez de moyens d'éventer leurs mines, comme j'eus l'honneur de lui dire, comme serait de louer plus qu'ils ne font la piété et la vertu d'Odescalchi, et y ajouter doucement que ce serait un pape pour faire rendre compte à ceux qui ont pillé l'Église. »

Les quatre cardinaux français finirent par déclarer à l'ambassadeur que, s'il ne leur donnait pas, au nom du roi, l'autorisation de voter pour Odescalchi, ils formeraient seuls la minorité, toutes les autres factions étant déterminées à élire ce cardinal : « De la manière, disaient-ils ², dont l'affaire d'Odescalchi a commencé et qu'elle a continué jusques à cette heure, on ne saurait rien faire en portant un autre sujet, quelque tour qu'on y donnât, que ce ne fût une exclusion d'Odescalchi et qu'on ne la crût telle universellement. Cette vérité étant posée pour certaine et pour claire, comme elle nous paraît plus particulièrement parce que nous voyons dans le conclave, et Votre Excellence nous

¹ A Pomponne. *Rome*, 246.

² 17 septembre 1676. — Billet chiffré tout entier, y compris les signatures.

disant que l'intention du roi n'est pas qu'on lui donne l'exclusion, nous sommes persuadés qu'il n'y a pas d'autre parti à prendre que de consentir à son exaltation, pour laquelle toutes les factions paraissent toujours engagées, quoiqu'il y ait beaucoup de particuliers qui ne la souhaitassent pas. »

La vanité française se contenta d'une scène concertée avec le Sacré Collège. L'ambassadeur de France n'avait pas encore remis la réponse officielle du roi à la notification de la mort de Clément X. Le duc d'Estrées vint l'apporter *ad rotam*, au tour, au guichet, non pas *au sein du conclave*, comme le raconte M. Chantelauze, et prononça, suivant l'usage, une harangue sur une élection qui tenait toute la chrétienté en suspens. Il n'est pas vrai que, comme l'avance M. Chantelauze¹, il eût déclaré « que le roi son maître désirait avant tout l'exaltation d'Odescalchi. » Quelque téméraires qu'ils fussent parfois, les représentants de Louis XIV ne se permirent jamais une aussi grossière inconvenance. L'ambassadeur traça seulement l'idéal d'un pontife tel qu'il était souhaité par le roi, et, parmi les vertus dont il se plaisait à l'orner², quelques-unes distinguaient plus notoirement le cardinal dont le nom était sur toutes les lèvres et se retrouva sur tous les bulletins, non pas, comme le dit M. Chantelauze³, dans la soirée même du jour où le Sacré Collège donna audience au duc d'Estrées (20 septembre), mais le lendemain (21 septembre).

Le cardinal de Retz écrivit à Pomponne : « L'Église doit incontestablement au roi le pape qu'elle a souhaité avec une passion extraordinaire. » L'Église ne devait au roi de France que l'ajournement d'une élection qui, sans lui, aurait été consommée dès les premiers jours du conclave, et même aurait été faite en 1670. La faction française s'était conformée aux instructions du 4 août : « Le souvenir du dernier conclave, avait dit Louis XIV, me doit faire appréhender avec raison l'élévation d'Odescalchi.

¹ Page 566.

² Les traits cités par M. Chantelauze comme plus applicables à Odescalchi : « la pureté des mœurs, l'innocence d'une vie sans reproche et consommée dans de continuelles actions de charité » se retrouvaient dans un grand nombre de ses collègues, tels que Barbarigo, évêque de Padoue, qui fut béatifié, Bona, François Barberini, Otthoboni, Gravina, qui furent Alexandre VIII et Benoît XIII, etc., etc.

³ Page 566.

C'est assez pour vous obliger à l'empêcher autant qu'il se pourra. » Et Retz lui-même avait interprété la dépêche du 4 septembre comme « un ordre de concourir à Odescalchi, *en cas qu'ils ne pussent mieux faire.* » Si ce prélat a été assez sage pour presser les trois autres cardinaux français de ne pas prolonger davantage une résistance inutile et peu glorieuse pour la France, il faut reconnaître que la priorité de ce bon conseil appartient, comme on l'a vu plus haut, à l'abbé de Bourlémont. Le respect de la vérité ne permet pas de décerner d'autre louange au cardinal de Retz.

Louis XIV ne prenait pas au sérieux les félicitations qu'on lui adressait sur le choix d'Innocent XI. Il avait le pressentiment des obstacles que la fermeté du nouveau pape opposerait à ses entreprises contre les libertés de l'Église et contre le repos de la chrétienté. Il avait d'abord fondé quelque espérance sur les relations secrètes qu'il entretenait depuis longtemps avec le cardinal Cybo, ami d'Odescalchi, et placé par lui à la secrétairerie d'État. Mais il s'aperçut bientôt qu'Innocent XI, connaissant Cybo et sa faiblesse pour les couronnes, ne lui laissait d'autorité que sur l'administration intérieure, et qu'il se réservait les affaires étrangères. A peine sorti du conclave, le souverain pontife écrivit de sa main à Louis XIV ¹ une lettre touchante et forte, le suppliant d'ouvrir des négociations pour la paix, d'accorder une suspension d'armes, et de tourner tous ses efforts contre les Turcs, qui, depuis la prise de Candie, étaient devenus si menaçants pour les provinces occidentales de l'Europe. Le cardinal d'Estrées avait depuis longtemps signalé au roi ses intentions connues du Sacré Collège et de Rome entière, et qui précisément attiraient toutes les sympathies sur ce cardinal : « Il a extrêmement à cœur, écrivait d'Estrées, les affaires de Pologne, où il a envoyé depuis trois ans près de trente mille écus, et le roi de Pologne est un de ses héros. Il lui passe par l'esprit des projets de guerre contre les Turcs, dont il m'a quelquefois entretenu, ce qui lui fait désirer avec plus de passion la paix de l'Europe²... » Dès la première audience qu'il accorda au duc d'Estrées, il l'en-

¹ 22 septembre 1676. — *Rome*, 246.

² *Relation* déjà citée. — *Ibid.*

tretint de ses espérances : « Il m'a dit, écrivit ¹ l'ambassadeur, que son intention était et qu'il ne songeait à autre chose que de pouvoir faire la guerre au Turc après la paix générale, dans laquelle il espérait que Votre Majesté ne lui donnerait pas moins d'assistance qu'à Clément IX, m'assurant qu'il n'oublierait rien pour mériter les bonnes grâces de Votre Majesté, ainsi qu'avait fait ce grand pape, et que tous ses desseins étaient entièrement fondés sur Votre Majesté; que, pour cet effet, *il prierait le roi de Pologne de ne vouloir point faire la paix*, et que, jusqu'à celle entre les couronnes, il l'assisterait en tout ce qu'il pourrait... » Or, à ce moment même, l'évêque de Marseille, Forbin-Janson, pour lequel Louis XIV réclamait la pourpre avec arrogance, pressait Sobieski de conclure avec les Turcs la paix ignominieuse de Zurawno ², et obtenait de lui la promesse de porter la guerre en Hongrie en s'alliant aux rebelles de ce pays contre l'Empereur ! On croit donc rêver lorsqu'on entend les défenseurs de Retz nous dire que l'exaltation d'Innocent XI était « uniquement due » à ce cardinal, et qu'elle fut un « grand succès ³ » pour Louis XIV.

Si les questions soulevées par MM. Bozon et Chantelauze n'intéressaient que la mémoire de Retz, qui nous est indifférente, nous aurions pu garder le silence sur leurs erreurs. Mais il importe autant à la dignité de la science historique qu'à l'honneur de l'Église, de ne pas laisser s'accréditer, sous le patronage de l'Académie française ⁴, des fables ridicules représentant le cardinal de Retz comme le grand électeur des papes, et quatre conclaves successifs attendant le mot d'ordre de la France pour remplir la chaire de saint Pierre.

CH. GÉRIN.

¹ Au roi, 24 septembre 1676. *Rome*, 146.

² Elle fut signée le 1^{er} novembre 1676.

³ M. Chantelauze, p. 567.

⁴ Les volumes de M. Chantelauze, sur le cardinal de Retz, lui ont déjà valu deux fois le grand prix Gobert.

MÉLANGES

I

L'AFRIQUE ROMAINE

QUELQUES REMARQUES A PROPOS D'UN OUVRAGE DE M. G. BOISSIÈRE¹.

M. Boissière a voulu étudier, en prenant pour exemple la Numidie, ce qu'était une province romaine, et montrer comment l'observation des mœurs et des coutumes des indigènes de l'Algérie nous aide à mieux comprendre le monde antique, comment en Algérie, tout autant qu'en Italie, en Grèce et en Orient, l'antiquité est toute contemporaine. Sans avoir cette forme aride et sèche des manuels, et sans trop d'apparat scientifique, le livre de M. Boissière pourra être d'une lecture aussi agréable qu'utile pour les élèves; et les maîtres trouveront à y glaner bien des choses. Aux uns il apprendra bien des faits de l'administration romaine qui leur sont inconnus et leur fera comprendre les grandes ressources que la science historique puise dans l'épigraphie; aux autres il rappellera leurs études antérieures, leur fera comprendre, par la connaissance de ce que Rome fit en Afrique, le rôle que la France est appelée à jouer en Algérie, et leur indiquera par quels moyens elle réussira le mieux à y remplir sa noble mission civilisatrice. C'est assez dire que l'auteur a eu surtout en vue de donner des idées d'ensemble; il a négligé d'entrer dans l'étude des détails de l'administration romaine, et ne s'est pas arrêté à des discussions érudites sur certains points controversés.

Nous n'oserions affirmer que M. Boissière ait pleinement atteint son but. Son livre est d'une lecture fort attrayante; sous une forme très

¹ *Esquisse d'une histoire de la conquête et de l'administration romaines dans le nord de l'Afrique et particulièrement dans la province de Numidie.* Paris, Hachette, 1878, in 8° de 438 p.

littéraire, il a su cacher une érudition assez grande; mais bien des fois il n'a pas eu recours aux sources et s'est servi d'œuvres de seconde main; certaines études importantes parues en Angleterre et en Allemagne lui sont restées inconnues; bien des questions du plus grand intérêt sont à peine effleurées; et, pour tout dire en un mot, l'auteur ne semble pas avoir suffisamment creusé son sujet. Ayant éprouvé nous-même un grand charme à lire cette esquisse, nous croyons faire œuvre utile en dépassant quelque peu les limites d'un compte rendu ordinaire, pour relever en détail certaines erreurs que nous avons cru constater, et signaler les quelques lacunes que nous souhaiterions voir comblées dans une seconde édition.

L'Afrique, avec ses divisions géographiques naturelles, est une région d'une grande richesse en céréales et en bestiaux, mais éprouvée par des plaies terribles : le manque d'eau, les vents du sud, les sauterelles et les fièvres paludéennes. Pendant plusieurs siècles elle fut la terre nourricière de Rome; et il eût été intéressant de rechercher quelle quantité de blé elle pouvait produire, et combien de boisseaux elle en envoya annuellement en Italie. Une étude sur l'organisation de l'*annona* aurait été ici d'un grand intérêt. Les riches plantations d'oliviers fournissaient aussi à Rome l'huile en abondance¹. Les Berbères — Libyens d'Hérodote, Lebous des inscriptions hiéroglyphiques, — furent les premiers occupants de cette terre privilégiée. Cette race brune fut refoulée par l'invasion d'une race aryenne (blonde) venue du nord, mais finit par absorber le peuple conquérant. La race primitive sut résister aux nombreuses invasions qui souillèrent le sol de l'Afrique; et de nos jours on la retrouve encore; son type le plus pur et le mieux conservé est celui des Touaregs; les tribus berbères ont encore les mêmes qualités et les mêmes défauts que ceux que nous constatons dans ces deux grands héros de leur race : Massinissa et Jugurtha.

Sur les côtes de l'Afrique se fixèrent ces sémites de Tyr — Moëvers dit de Sidon et de Tyr, — qui, au lieu d'y établir de simples comptoirs commerciaux, comme ils le firent ailleurs, finirent par y fonder un immense empire, dont les possessions s'étendaient jusqu'à l'Espagne, la Corse, la Sardaigne et la Sicile. Ayant détruit la puissance de Massalia, grâce à l'alliance avec les Étrusques, et s'étant rendue maîtresse de la Méditerranée occidentale, Carthage devient une rivale redoutable pour la puissance romaine. Dans cette lutte héroïque et inévitable, Rome fait preuve d'une rare prudence et d'un grand sens politique. Après la victoire de Zama, elle n'ose pas détruire sa ri-

¹ Spart. *Sev.* 18, 23.

vale, ne se croyant pas encore assez puissante, mais elle cherche à miner le peu de forces qui restent à Carthage en se servant habilement des rivalités haineuses qui existent entre les divers chefs berbères, — l'auteur dit des *Çofs*, mais à tort : nous ne pouvons y reconnaître que des chefs de partis rivaux comme on en trouve dans tous les pays, tandis que les *Çofs* modernes sont propres à la race berbère. Enfin Massinissa devient l'allié de Rome et lui facilite la conquête définitive de Carthage. Carthage détruite, Rome ne s'empare point de tout l'ancien empire punique : elle se contente des dernières possessions carthaginoises. Après la défaite de Jugurtha, la Numidie n'est pas encore réduite en province romaine. Les guerres de Marius et de Sylla, de Pompée et de César agitent profondément l'Afrique. Enfin, après la bataille décisive de Thapsus et la mort de Juba (42 av. J.-C.), la Numidie est réduite en province romaine — *Africa nova*, dit l'auteur d'accord avec Henzen et Renier, et contrairement à l'opinion de Mommsen ; — encore César donne-t-il Cirta et ses dépendances à ce Sittius, l'ami de Catilina, en récompense des services qu'il lui avait rendus. La Maurétanie continue à jouir d'une certaine indépendance, jusqu'au jour où Caligula fait étrangler son dernier roi Ptolémée (40 apr. J.-C.). Rome avait mis 232 ans à faire la conquête de l'Afrique.

Dans l'administration de cette immense contrée, Rome rend son joug supportable. L'Afrique, comme toutes les autres provinces, n'eut qu'à se louer de la fin de la République et de l'établissement du principat d'Auguste ; mais elle se trouve dans une situation anormale. Tout en étant province sénatoriale, une légion occupe le territoire du diocèse de Numidie pour maintenir en respect les tribus berbères.

Le proconsul tient ses pouvoirs du Sénat, tout en ayant un *imperium*. Caligula fait cesser cette anomalie, mais en crée une autre. Il enlève le commandement militaire au proconsul pour le donner à un légat pro-préteur, mais sans séparer administrativement la Numidie de l'Afrique.

Cet état de choses amène naturellement des conflits entre le proconsul d'Afrique et le légat du diocèse de Numidie. Ainsi, au commencement du règne de Vespasien, c'est le légat Festus qui fait tuer le proconsul Pison. Septime Sévère qui, dans mainte question administrative, eut le grand mérite de détruire les équivoques et de régulariser en droit ce qui existait en fait depuis longtemps, mit fin à cette situation critique. La Numidie est séparée de la province d'Afrique et gouvernée par un *leg. aug. pr. pr. præs. prov. Numidiæ*. Lambèse, centre militaire de la Numidie, devient la capitale de la nouvelle province et obtient le titre et le droit de municipe vers l'an 207. Sous Gallien, le pouvoir civil est séparé du commandement militaire, et dès lors on a un *præs Numidiæ* et un *præs. leg.* ; tous les deux chevaliers. Sous Dioclétien, ce grand réorga-

nisateur, l'ancienne province d'Afrique est divisée en Numidie, Zeugitane, Byzacène et Tripolitaine. Constantin introduit des nouveaux changements et Cirta prend le nom de Constantina, en mémoire de celui qui la releva de ses ruines, et devient la capitale de la Numidie. Les magistratures perdent le peu d'importance qui leur reste, la centralisation impériale fait d'effrayants progrès. Gildon reçoit le commandement de toute la province d'Afrique, il la soulève aisément ; et pour une dernière fois l'empire d'Occident étouffe l'insurrection. Les tribus indigènes deviennent de plus en plus indépendantes et les Vandales ne rencontrent guère de résistance. Bélisaire fait un suprême effort pour reconquérir l'ancienne province, mais sa restauration n'est qu'éphémère ; et en 647 le croissant règne en maître dans toute l'Afrique. L'Afrique prend ainsi sa part naturelle à toutes les péripéties de la décadence de la puissance romaine.

Le côté politique de cette question semble avoir échappé à l'auteur. Depuis Constantin le principat est mort. L'empire romain n'a plus de romain que le nom ; sa puissance est plus nominale que réelle, et les changements administratifs n'ont qu'un intérêt de curiosité, mais sont sans portée politique. Ces changements nombreux et rapides, ces dignités vaines et nominales sont les caractères extérieurs de la décadence ; l'instabilité des institutions est l'effort suprême d'une nation agonisante. Avec Constantin la mission de la puissance romaine est terminée, celle des barbares commence. Le peu qui reste de la Rome d'autrefois se perd lentement dans le byzantinisme, cette longue agonie de plusieurs siècles : ce fait n'est pas unique dans l'histoire du monde, et de nos jours encore, et pour la seconde fois, les rives du Bosphore servent de dernier asile à une nation qui se meurt.

Pendant cette longue période de sa domination en Afrique, Rome eut à lutter maintes fois contre l'esprit d'indépendance des peuples indigènes. Tacfarinas lui fait une guerre d'escarmouches pendant sept ans. Sous Néron. Paulinus et Hosidius Geta ont à combattre Aédémon. Hadrien vient mettre fin lui-même à une grande insurrection des Maures. D'autres révoltes plus ou moins sérieuses se font jour sous Antonin, Commode et Sévère. Enfin sous Maximien a lieu la célèbre insurrection de Julianus et des Quinquagentiens.

Tel est, en peu de mots, le tableau historique que l'auteur nous présente sous une forme des plus agréables. Bien des observations de détail seraient à faire. Les indications sont par trop écourtées. Des notes n'indiquant que Mommsen, Renier, *Revue archéologique*...., ne m'apprennent pas grand'chose. Ces notes sont souvent si abrégées qu'elles deviennent inintelligibles. Ainsi p. 257 : Borgh. 1484, 2405. Borgh. ne peut signifier que Borghesi, mais alors qu'indiquent ces chiffres ? De plus une appréciation fantaisiste de Francisque

Sarcey (app. G.) sur la moralité de la Rome impériale et des provinces ne saurait convenablement trouver sa place dans un ouvrage scientifique. Quelques indications puisées dans Apulée et Pétrone nous en apprendraient bien plus à cet égard.

Certaines erreurs sont aussi à constater. Ce ne fut pas Sévère qui fit mourir Julien (p. 291). Un simple soldat le tua dans son palais, après que le sénat l'eut condamné à mort ¹. Pertinax ne fut pas envoyé en 190 en Afrique pour combattre les Gétules (p. 135), car, dès le printemps de 189, il succéda à Fuscianus en qualité de préfet de la ville ². Il était proconsul d'Afrique en 188, et pendant ce proconsulat, on eut à étouffer diverses révoltes. Le texte de Capitolin, fort corrompu en cet endroit, porte : *in quo proconsulatu multas seditiones perpessus* ³. Encore faudrait-il expliquer comment Pertinax aurait pu maîtriser les révoltés, lui proconsul, alors que le commandement militaire appartenait au légat de la troisième légion. C'est depuis Auguste, et non depuis le 3^e siècle (p. 332), que le consulat n'est en général géré que pendant deux mois, et les *adlecti inter consulares* sont bien antérieurs à Constantin. Nous savons même que déjà Plautien put prendre les ornements consulaires pour un premier consulat ⁴.

Enfin, pourquoi ces rapprochements par trop fréquents entre l'Afrique romaine et l'Algérie actuelle? Ils peuvent être inspirés par une idée patriotique des plus louables, je le veux bien ; mais ne donnent-ils pas lieu à des appréciations erronées ? Plus d'un texte de Salluste et de Tite-Live sont fort bien commentés et les portraits de Jugurtha et de Massinissa sont magistralement tracés, mais y a-t-il bien tant de ressemblance entre la supplique de ce pauvre caïd moderne et le beau discours d'Adherbal qu'il plaît à M. Boissière de le dire? Y a-t-il tant de rapports entre la mission de Rome en Afrique et celle de la France en Algérie ? Je crois que les situations sont bien différentes. Mais ne nous arrêtons pas à ces critiques de détail, à ces légères erreurs, fort compréhensibles du reste dans un ouvrage embrassant une période historique aussi étendue, et insistons quelque peu sur des points d'une plus grande importance.

Les chapitres consacrés aux Berbères me paraissent les moins approfondis de l'ouvrage. Les écrits du général Faidherbe ⁵, du docteur

¹ Dio. 73, 17 ; Her. II, 12.

² De Rossi, *Bull. arch. crist.*, 1866, p. 6.

³ Cap. *Pert.* 4.

⁴ Dio. 46, 46 ; 78, 17.

⁵ *Collection complète des inscriptions numidiques*, par le général Faidherbe. Paris, 1878.

Judas et de Moevers ¹ semblent inconnus à M. Boissière. La question ethnographique de l'Algérie est des plus compliquées. Il est très vrai que le type brun est celui de la race primitive, qu'on l'on nomme berbère, libyque, kabyle peu importe ; que la race blonde est aryenne et qu'elle s'est établie en Afrique postérieurement à la première. Il y a aussi un type roux, assez rare il est vrai, mais qu'on rencontre cependant en divers endroits. Est-ce un reste des invasions des Vandales et trouverait-on ici un fait analogue à celui qui existe dans l'histoire ethnographique du Portugal ? Mais enfin, quelle est donc cette race répandue dans tout le nord de l'Afrique depuis les côtes de la Méditerranée jusqu'au Soudan et ne dépassant pas cette limite naturelle des *Montes Usuræ* d'Orose qui la séparent de la race noire (car ici, comme toujours, ce sont les montagnes qui séparent naturellement les races bien plus que les mers) ? Dire, comme M. Boissière, que la race berbère est autochtone, n'est qu'un moyen évasif de reculer la question. Le mot autochtone est un terme qu'on ne saurait scientifiquement admettre. Les Berbères — donnons-leur plutôt leur nom véritable, les Amaziques ou Maziqes, — ne sont ni aryens, ni sémites. Des recherches ultérieures, l'étude des inscriptions numidiques surtout, pourront probablement nous dire si Peschel est dans le vrai en admettant qu'ils sont chamites au même degré que les anciens Égyptiens ².

Un point oublié par M. Boissière, comme par beaucoup d'autres écrivains qui se sont occupés de l'Afrique, est celui de savoir ce qu'est devenue l'ancienne race punique de Carthage. N'y a-t-il donc plus aucun vestige de cette race sémite ? Quelle était l'origine de cette fondation phénicienne qui dut exercer une si grande influence sur les destinées de l'Afrique ? Moevers admet une double fondation, la première sidonienne, la seconde tyrénienne. Les dernières recherches de Meltzer ³ semblent prouver qu'il n'y a eu en réalité qu'une seule fondation, qui était tyrénienne. Lorsqu'on s'occupe de l'histoire de l'Afrique ancienne, il ne faut pas perdre de vue que Rome n'y a été que l'héritière de Carthage, et que c'est la civilisation punique qui y a dominé pendant toute la durée de l'occupation romaine.

Carthage, pas plus que Rome, n'est parvenue à s'assimiler la race berbère ; mais Rome n'a pu détruire non plus les éléments puniques qu'elle a trouvés sur les côtes de la Libye. Il est vrai que les historiens ne se sont généralement pas aperçus qu'en puisant aux sources romaines, ils n'entendaient que la voix du vainqueur : toute la louange a toujours

¹ Moevers, *Die Phoenizier*, II, 263-411.

² Peschel, *Völkerkunde*. Leipzig, 1876, p. 518.

³ Otto Meltzer, *Geschichte der Karthager*, Berlin, 1879.

été pour Rome, et Carthage a subi le mépris attaché aux vaincus. Déjà certains efforts ont été faits dans le sens opposé. En 1878 M. Bosworth Smith a traité l'histoire de Carthage au point de vue carthaginois¹; mais cette étude n'est pas encore définitive. Des fouilles systématiques pourront probablement nous faire bien des révélations inattendues. Celles de Boulé ont déjà été couronnées d'heureux résultats, les écrits de Davis nous ont appris aussi plus d'un fait intéressant²; et tout dernièrement l'Académie des inscriptions rendait hommage aux nobles efforts faits en ce sens par les Pères de la mission de Tunisie. Grâce à ces travaux, on pourra peut-être parvenir à suivre les péripéties de la race sémitique en Afrique pour finir par étudier ce qui en reste encore de nos jours, et par examiner quelles traces Carthage la punique a laissées à travers l'histoire de tant de siècles.

Deux points de l'organisation romaine en Afrique nous paraissent avoir été interprétés par M. Boissière avec peu d'exactitude. Comme nous l'avons dit plus haut, au troisième siècle le pouvoir civil est séparé du commandement militaire; l'un et l'autre ont pour chefs des chevaliers, le *praeses provinciae Numidia* et le *praefectus legionis*. Ces mesures étaient la conséquence logique de la politique impériale de cette époque, qui tenait à diminuer le plus possible l'ancien prestige du Sénat. Ce préfet de la légion ne serait, d'après l'opinion de M. Boissière (p. 310 et 314), que l'ancien commandant de la cavalerie légionnaire qui, de simple chef de cavalerie, serait devenu le commandant de la légion. Cette opinion me paraît erronée, et ne peut s'étayer d'aucune preuve solide. Cette séparation du pouvoir civil et militaire date de la fin du règne de Gallien, mais le titre de *praef. leg.* apparaît sous le règne de Sévère. Admettons même que le chef de la cavalerie ait toujours porté le nom de *praefectus*, son titre complet est *praefectus equitum legionis*, ou simplement *praef. equitum*, comme il apparaît sur quelques inscriptions. Il n'y a aucun rapport entre ses attributions et celles du commandant de la légion, et aucun texte ni aucune inscription ne nous prouvent que cette transformation ait eu lieu. Du reste, les 37 *praefecti legionis* qui nous sont connus, sont tous d'anciens centurions ou primipiles. Il ne peut naturellement être question ici des *praefecti equitum* dont parle César³, et encore moins des *praefecti* attachés à la suite du légat pour le commandement des troupes auxiliaires en cas de guerre⁴.

¹ Bosworth Smith, *Carthage and the Carthaginians*. London, 1878.

² Davis, *Carthage and her remains*. London, 1861; Davis *Ruined cities within Numidian and Carthaginian territories*. London, 1862.

³ Caes. B. G. III. 7. 10, cf. Lange, *Historia mutationum rei militaris*. Göttinge, 1848, p. 90.

⁴ N. Madvig, *Quelques remarques sur les officiers dits PRAEFECTI pendant les derniers temps de la République* (Revue de philologie, II, 177).

Il est bien vrai que M. Renier, dans son savant mémoire sur les officiers qui assistèrent au conseil de guerre tenu par Titus avant de faire l'assaut du temple de Jérusalem ¹, a soutenu que chaque légion avait son *præf. castrorum* et son *præf. legionis*, que ce dernier était le chef de la cavalerie de la légion, dont le titre complet *præf. equitum leg.* aurait fini par être abrégé par celui de *præf. leg.*, et que dans la suite celui-ci parvint à supplanter le légat de la légion. Mais les inscriptions sur lesquelles s'appuie M. Renier ² portent toutes : *præf. equitum* ou *præf. equitum leg.*, et non *præf. legionis*. La question a été, d'ailleurs, définitivement résolue par le regretté G. Wilmanns, dans la belle étude qu'il a publiée sur ce point de l'organisation militaire ³.

Chaque légion avait son *præfectus castrorum*, fonction analogue à nos commandants de place. Dans la province d'Égypte seule — et ce point a été mis pour la première fois en lumière par M. Renier ⁴, — ce *præfectus* avait en même temps le commandement de toutes les troupes de la province. L'Égypte étant commandée par un préfet, choisi parmi les chevaliers, il était impossible de mettre à la tête des troupes un légat, qui devait toujours appartenir à l'ordre sénatorial. Telle est la raison de cette situation spéciale. Maintenant il se peut que, depuis le commencement du troisième siècle, on ne rencontre plus aucun *præf. castrorum*, et vers la même époque apparaissent les *præf. legionis*. On ne connaît que quatre *præf. legionis* antérieurs au règne de Septime Sévère, et leurs attributions différaient de celles des *præfecti* du troisième siècle. On a donc tout lieu d'admettre avec Wilmanns que, sous le règne de Sévère⁵, le *præfectus castrorum legionis* devint le *præfectus legionis* — on avait déjà vu le nom de *tribunus militum legionis* changé en celui de *tribunus legionis*; — et en même temps que le *præfectus castrorum* changea de nom, on lui donna certaines prérogatives accordées jusqu'alors au légat. Ce n'était pas là un simple changement de nom; mais bien plus une mesure politique tendant à enlever à l'ordre sénatorial les dernières de ses prérogatives et à favoriser à ses dépens les chevaliers. Sous le règne de Gallien, cette mesure porta tous ses fruits. Le légat disparaît, et le *præf. leg.* le remplace. Il occupe alors en tous points une position identique à celle qu'avait eu de tout temps le *præfectus castrorum* en Égypte ⁶.

¹ Mém. de l'Ac. des Inscriptions, t. XXVI, 1867.

² Renier, I. A. 1282. Mommsen, I. N. 4092. Orelli. 125.

³ Wilmanns, *De præfecto castrorum et præfecto legionis*. Eph. epigr. I. p. 81-105 (1872)

⁴ Mém. cité, p. 316.

⁵ Tac. Hist., I, 82. Orelli, 3168, 343. Henzen, 6493.

⁶ Marquardt, *Röm Staatsverwaltung*, II, 444.

Il y aurait aussi certaines erreurs à relever dans ce que dit M. Boissière du *principatus*, magistrature qui n'est pas si bien connue qu'il plaît à l'auteur de le dire (p. 390 et sqq). A mon humble avis, c'est une des questions les plus compliquées de l'organisation municipale. Bien des auteurs n'ont fait que l'effleurer — je ne citerai que M. Houdoy, dans son bel ouvrage sur le droit municipal, — et le grand romaniste Savigny lui-même n'est pas parvenu à la résoudre. Je me réserve de l'étudier tout au long dans la suite, afin d'arriver à une solution un peu plus précise que les différentes hypothèses émises jusqu'à ce jour; et malgré les nombreuses recherches que j'ai déjà faites, je crains fort de ne pas arriver à un résultat définitif. Je dois me contenter de n'en dire ici que peu de mots. Ces magistrats qu'on retrouve en Afrique comme ailleurs, y sont les mêmes que dans les autres provinces. Il y a le *princeps*, le *primarius vir*, les *primores ordinis viri*, les *decemprimi*, les *undecimprimi*..., le *principalis*, les *principales viri*, et l'on trouve même dans la colonie d'HisPELLI (Spello) un *primus principalis*¹. Qui nous dira les différences qui existent entre ces nombreuses dénominations, que l'on retrouve dans les colonies comme dans les municipales ? Je ne saurais même dire si tous sont des magistrats.

Les *Cenotaphia Pisana* nous apprennent ce qu'étaient, dans la colonie de Pise, les *decemprimi* qui, en l'absence des *II viri*, — absence provoquée par les troubles intérieurs de la colonie, — prennent la place de ceux-ci (20 août de l'an II après J.-C. ²); ils nous donnent même le nom du *princeps coloniae* T. Statulenus Juncus; mais ne nous renseignent en rien sur les autres. Il y un *honor principatus*; mais on cherche en vain un *honor principalitatis*. Le *princeps* est donc un magistrat, le *principalis* peut probablement ne pas l'être. La solution d'une des questions que soulève l'explication de ces différents titres pourrait peut-être bien se trouver dans ce fait que la plupart des inscriptions qui nous donnent le nom d'un *principalis* nous disent en même temps que celui-ci a géré toutes les magistratures municipales, *omnibus honoribus functus*, et nous ne serions pas loin d'admettre que le titre de *principalis* est accordé aux citoyens de cette catégorie. Encore faudrait-il rechercher si ce titre leur accordait aussi certaines prérogatives. Il est évident que ces *principes* et ces *principales* sont bien distincts de ces rares *principes ex castello*, nommés quelquefois *præfecti*, que nous retrouvons çà et là sur les frontières extrêmes de l'Afrique, et qui ne sont que les représentants du pouvoir impérial près les tribus indigènes.

¹ Wilmanns. *Exempla*. 2102 et les tables, p. 626.

² Lupi, *I decreti della colonia pisana*. Pisa. 1879; Wilmanns, 883.

T. xxx. 1^{er} JUILLET. 1881.

Enfin, et sur ce point je ne saurais assez insister, car jusqu'à ce jour les historiens ont négligé quelque peu cette face importante de l'histoire de la civilisation romaine, jusqu'à quel point est-il vrai de dire que Rome soit parvenue à *romaniser* les provinces? Depuis quelques années, les Allemands se sont mis à étudier séparément certaines provinces à ce point de vue. Mommsen, le premier, s'occupa de la Suisse ¹, qui fut bien moins romaine qu'on ne le croit généralement. Ce que Mommsen fit pour la Suisse, Hübner l'essaya, avec cette science si sûre qu'on lui connaît, pour la Bretagne ² et l'Allemagne ³. M. Coote s'est aussi occupé de la Bretagne romaine ⁴, et M. Urlichs à fait de fort belles études sur l'état des provinces rhénanes pendant la domination romaine ⁵. Ces mêmes provinces ont été l'objet d'une belle étude de M. Hirschfeld, publiée dans les *Commentationes philologæ in honorem Th. Mommseni* ⁶; et les études préparatoires du savant professeur de Vienne pour la publication des inscriptions de la Gaule, qui paraîtront bientôt dans le *Corpus Inscriptionum*, l'ont amené à étudier ce qu'était la ville de Lyon sous les Romains ⁷. Il a su nous donner une description des plus vivantes de l'antique *Lugdunum*, et son étude a été très justement appréciée par M. Perrot dans la *Revue archéologique* et traduite par M. Allmer dans sa savante *Revue épigraphique du Midi de la France*. D'autres archéologues se sont aussi appliqués à faire revivre la physionomie des anciennes villes des diverses provinces; M. Hettner s'est occupé de Trèves ⁸, M. Vischer de Bâle ⁹, M. Müller d'Emona ¹⁰, M. Goos d'Apulum ¹¹, M. Wilmanns de Lambèse ¹². Dans le temps M. von Heffner avait publié de fort belles études sur l'occupation romaine ¹³ en Bavière, et plus récemment M. Zippel a étudié l'Illyrie ¹⁴. Il faudrait encore citer les travaux de

¹ Mommsen, *Die römische Schweiz*. (dans les Mémoires de la Société arch. de Zurich).

² Hübner, *Eine römische Annexion*. (Deutsche Rundschau, mai 1878).

³ Hübner, *Der röm. Grenzwall in Deutschland* (Jahrbücher de Bonn. 1878).

⁴ H.-S. Coote, *The Romans of Britain*. London, 1879.

⁵ L. Urlichs, *Der Rhein im Alterthum*. (Jahrb. de Bonn. 1878).

⁶ O. Hirschfeld, *Die Verwaltung der Rheinprovinzen in den ersten drei Jahrh. der röm. Kaiserzeit*. Berlin, 1877, p. 433-447 des *Commentationes*.

⁷ O. Hirschfeld, *Lyon im Alterthum*. Wien, 1878.

⁸ Hettner, *Ueb. das röm. Trier*, dans les *Verhandl. der 34^{te} Versammlung der deutschen Philologen*, Leipzig, 1879.

⁹ Vischer, *Kleinere Schriften*, t. II, p. 391.

¹⁰ A. Müller, *Emona*. Laibach, 1879.

¹¹ K. Goos, *Die röm. Lagerstadt Apulum in Dacien*. Schässburg, 1880.

¹² G. Wilmanns, *Die rom. Lagerstadt Afrikas* (Comment. in hon. Mommseni).

¹³ V. Heffner, *Das römische Bayern*. München. 4^e Aufl. 1852.

¹⁴ Zippel, *Die rom. Herrschaft in Illyrien*. Leipzig, 1874.

Brambach sur le duché de Bade ¹ et ceux de M. Planta sur la Rhétie ². En France, on a commencé à étudier certains côtés de la question. Je ne citerai que les plus récents travaux, sur le druidisme pendant l'époque impériale, de MM. d'Arbois de Jubainville ³, Duruy ⁴ et Fustel de Coulanges ⁵, ainsi que l'étude de M. E. Desjardins sur le pays gaulois et la patrie romaine ⁶. Malgré le grand mérite scientifique de plusieurs de ces travaux, on peut dire cependant que ce ne sont là que des études préparatoires. Aucune province n'a encore été complètement étudiée au point de vue auquel nous plaçons, et ce ne sera qu'après des études définitives sur la plupart des provinces qu'on pourra juger du degré de romanisation — mot nouveau pour désigner une étude nouvelle — de l'ensemble de l'empire. Il s'agit en effet de savoir si la civilisation romaine est parvenue à s'assimiler les peuples vaincus, ou si ceux-ci n'ont été romanisés que d'une manière superficielle, je dirai purement extérieure. Rome a-t-elle pu communiquer sa civilisation à des peuples de races si diverses? ou bien n'a-t-elle exercé sur eux qu'une influence purement administrative, et dans plus d'une province n'a-t-elle pas dû se contenter de n'y camper que militairement? Ce dernier point pourra être éclairci en examinant la topographie des lieux où campèrent ses légions, et des anciennes villes qu'elle choisit comme colonies pour ses vétérans. Il ne faut pas étudier cette influence telle qu'elle nous apparaît dans les auteurs romains, mais rechercher ce que devint en réalité le peuple dans ces diverses provinces. Conserva-t-il sa langue maternelle, les noms propres restèrent-ils nationaux, les noms actuels des villes dérivent-ils des dénominations imposées par le vainqueur, ou bien y voyons-nous revivre les noms primitifs? Il nous faut rechercher aussi jusqu'à quel point la religion et les superstitions nationales ont pu se perpétuer, et voir si ce sont seulement les grands centres administratifs, tels que Trèves et Lyon, qui ont vécu de la vie romaine, ou bien si même les petites bourgades et les campagnes ont oublié leur origine pour adopter les mœurs des conquérants. Les livres anciens ne nous rapportent que le langage des vainqueurs. Le vaincu n'a pas de littérature, et sa voix ne peut se faire entendre que par les inscriptions, les monnaies et les monuments indigènes. Certes le monde des magistrats fut vraiment romain, bien des colons l'étaient

¹ Brambach, *Baden unter röm. Herrschaft*. Freiburg, 1864.

² Planta, *Das alte Rätien*. Berlin, 1872.

³ D'Arbois de Jubainville, *Les druides en Gaule sous l'empire romain* (*Revue archéol.* déc. 1879 et *Revue celtique*, IV).

⁴ Duruy, *Comment finit l'Institut druidique*. (*Rev. arch.* 1880).

⁵ Fustel de Coulanges, *Les druides sous l'empire romain* (*ibid.*).

⁶ *Revue politique*, 14 nov. 1876.

aussi ; mais déjà bon nombre des vétérans n'étaient pas plus romains que ne sont anglais les vieux soldats des troupes indigènes des Indes orientales ; et ne savons-nous pas que déjà, au troisième siècle, la troisième légion était presque uniquement composée de soldats nés en Afrique et d'enfants de soldats nés à Lambèse même (*Castris*) ?

Dans bien des pays, l'ancienne langue nationale se perpétue pendant toute la durée de l'empire. A Lyon même, au troisième siècle, le peuple ne parlait pas latin ¹, et celui de Marseille se servait du grec.

Bien des villes portent actuellement leur nom primitif ; la religion nationale, dans la plupart des provinces, se perpétua pendant de longs siècles. La civilisation romaine fut naturellement plus répandue le long des grandes voies militaires.

Pourquoi donc M. Boissière s'est-il contenté de nous faire connaître les diverses phases de l'histoire de l'administration romaine en Numidie, sans songer à rechercher quels furent les résultats de la politique impériale dans cette province. Encore cette étude de l'administration est-elle très incomplète. L'histoire de la vie municipale de l'Afrique est complètement négligée, et l'auteur ne nous dit pas même ce que Rome fit des villes existant en Afrique à l'époque de la conquête. Une étude de la *lex Thoria*, si bien commentée par Rudorff ², certains textes de Pline l'ancien ³ et surtout l'examen des inscriptions lui auraient permis de faire revivre sous nos yeux cette activité provinciale, plus grande peut-être en Afrique que dans mainte autre province. Il oublie tout autant cette troisième légion qui, établie en Afrique pendant toute la durée de l'empire, car cassée par Gordien, elle fut rétablie dès l'an 253 et ne quitta définitivement Lambèse qu'en 292, ne fut pas non plus sans exercer une grande influence. Il ne nous donne donc que l'histoire de la puissance romaine en Afrique, sans nous faire assister à la vie intime de la province. L'idée de la grandeur de Rome le domine, mais l'élément vaincu lui échappe.

Il est bien vrai que dans ses conclusions M. Boissière touche incidemment à ces diverses questions, mais ne les ayant pas suffisamment approfondies, il adopte des opinions qui me semblent bien exagérées. Il croit que l'empire ne fut pas uniquement romain de nom, mais aussi de fait ; le mot de *Romania* (p. 7) lui en impose, et cependant ce néologisme du vi^e siècle nous ne le trouvons employé qu'une fois, et cela pour opposer les peuples soumis à Rome à ceux qui vivent encore dans l'indépendance.

Hinc cui barbaries, illinc Romania plauidit ⁴.

¹ S. Iren. *Contra hæres.*, I, pr. 3; Eus. *H. Eccl.*, V, 1.

² Dans la *Zeitschrift f. Rechtswissenschaft*, t. X; Cf. C. I. L. t. I, 200.

³ Plin. *Hist. nat.*, V, 29.

⁴ Venantius Fortunatus. *Miscell.*, VI, 4, 7.

Pour l'Afrique, il veut bien reconnaître que les Berbères continuent à jouir d'une indépendance relative; mais tout l'ancien territoire possédé par Carthage lui paraît avoir été complètement romanisé, opinion partagée du reste en grande partie par Marquardt ¹. Carthage devint une seconde Rome, je le veux bien, mais une Rome où le peuple parlait encore le punique au III^e siècle de notre ère. « Cent ans après Auguste, nous dit M. Boissière (p. 379), son rêve et ses desseins étaient à ce point réalisés, l'Afrique était si bien devenue une terre italienne et romaine, que, sous le règne de Trajan, la loi qui punissait de l'exil un citoyen de Rome et qui l'excluait du territoire de l'Italie, lui interdisait en même temps le séjour des provinces africaines, où il eût retrouvé, disait-elle, les mœurs, les habitudes, le langage de Rome, toutes les jouissances, tous les agréments et le bonheur de la patrie. » L'indication de cette loi devrait se trouver, d'après la note de l'auteur, dans un passage de Tacite et dans une lettre de Pline le jeune à son ami Arrianus. Tacite ², rapportant les accusations de lèse-majesté et d'adultère portées contre Apuleia Varilia, petite nièce d'Auguste, dit que le Sénat chargea la famille de la coupable de la reléguer à deux cents milles de Rome pour le crime d'adultère, et interdit à son complice Manlius le séjour en Italie et en Afrique : *Adullero Manlio Italia atque Africa interdictum est* ³. Pline rapporte que le proconsul d'Afrique Marius Priscus, accusé de concussions par les provinciaux défendus dans ce procès par Pline lui-même et par Tacite, fut condamné par le Sénat à l'exil hors de Rome et de l'Italie, et que son complice Martianus fut même banni de l'Afrique : *Censuit septingenta millia, quæ acceperat Marius, ærario inferenda : Mario urbe Italiaque interdicendum; Martino hoc amplius, Africa*. Il ne s'agit pas d'une loi, mais bien de deux décisions du Sénat, par lesquelles celui-ci juge convenable d'interdire le séjour de l'Afrique aux coupables. Le Sénat ne fait qu'user de la liberté qui lui était accordée par la loi de décider dans quelles contrées le séjour serait interdit à l'exilé; mais aucune loi ne dit que l'exil s'étendra toujours à l'Italie et même à l'Afrique.

La *lex Julia de adulteriis*⁴ et la *lex Julia repetundarum*⁵, ainsi que les nombreux rescrits et commentaires de ces deux lois que renferment le Digeste et le Code, ne nous apprennent rien de pareil. L'interprétation de M. Boissière est donc dénuée de tout fondement, et nous

¹ Röm. Staatverw., t. I, p. 314.

² Tac. Ann., II, 50.

³ Plin. Ep. II, 11.

⁴ L. 5. D. 48, 22. — D. 48, 5; C. 9, 9.

⁵ D. 48, 11; C. 9, 27.

ne pouvons en tenir aucun compte pour la question qui nous occupe. Du reste, si vraiment les Romains étaient parvenus à romaniser complètement l'Afrique, comment expliquer ces nombreuses révoltes, tant des Berbères que des autres habitants de la province? A quelle cause attribuer la conservation, non-seulement de la langue berbère, mais même du punique, qui resta pendant toute la durée de l'empire la vraie langue nationale, car le latin n'y fut jamais que la langue officielle? Certes, plus d'un Africain écrivit en latin, et les ouvrages d'Apulée, de Tertullien, d'Arnobé, sont de précieux débris de ce style latin propre aux enfants de la Libye; mais ce sont là des exceptions. Les textes de saint Augustin et de saint Cyprien sont aussi irrécusables pour l'Afrique que ceux de saint Irénée pour la Gaule. Même dans les villes du littoral, le punique resta la langue usuelle. La famille de Septime Sévère n'était pas d'une basse origine: elle appartenait à l'ordre équestre, et Leptis Magna n'était pas non plus une petite ville située à l'écart; et cependant la sœur de Sévère ne parlait que fort peu le latin¹. Apulée, d'un autre côté, nous apprend que son gendre Sicinius Pudens ne parlait que le punique². Mais pourquoi citer de plus nombreux exemples? Ne retrouve-t-on pas chaque jour, et cela dans les diverses parties de l'Afrique, des inscriptions puniques? Elles sont si nombreuses qu'elles constitueront une des parties les plus importantes du beau *Corpus inscriptionum semiticarum* que prépare l'Académie des Inscriptions.

Ces quelques considérations font voir combien des recherches scientifiques dirigées dans ce sens permettraient de nous rendre un compte plus exact de l'état matériel et moral des provinces et nous feraient mieux comprendre la politique romaine. Certes, le nom de Rome a un immense prestige et exerce une espèce de fascination sur tous ceux qui s'occupent de son histoire; il nous faut cependant réduire à sa juste valeur plus d'une illusion qu'on se fait à ce sujet. M. Boissière, après bien d'autres, envisage la grandeur romaine comme le résultat d'une politique uniforme. A l'en croire, Rome fit toujours tout ce qu'elle voulut, et ce fut par prudence et non par nécessité qu'elle ne s'empara pas de toute l'Afrique, après la prise de Carthage. Cette opinion, qui se retrouve dans maint passage de son beau livre, me semble peu fondée. L'idée de Rome maîtresse du monde ne devint l'idéal patriotique des Romains que lorsqu'ils avaient déjà soumis à leur loi une bonne partie de l'univers. Le Romain ne pouvait prévoir dès l'origine les glorieuses destinées de sa patrie, et dans nos appréciations sur la politique romaine nous devons moins tenir compte des résultats obtenus

¹ Spart. Sev. 17, *vix latine loquens*. Cf. mon *Mém. sur Septime Sévère*, p. 163.

² Apul. *Apolog.*, p. 522 (éd. Bétolaud).

nus que des actes successifs, grâce auxquels Rome parvint à dominer le monde antique. Ce qui fit la grandeur de Rome, ce fut de ne pas baser sa politique sur des théories préconçues, mais de prendre en chaque circonstance les mesures les plus prudentes et les plus sages. Le Sénat n'aima jamais la politique d'aventure ; et M. Mommsen a pleinement raison — les attaques de M. Boissière contre le grand épigraphiste (p. 172 et 173) sont ici au moins déplacées, — lorsqu'il dit : « C'est de dessein prémédité que Rome a pris l'empire en Italie ; c'est presque sans y avoir pensé qu'elle s'est vu jeter dans les mains le sceptre de la Méditerranée et la domination des contrées environnantes. » Ce ne fut pas sans une grande appréhension qu'elle engagea la lutte avec Carthage : c'était pour elle bien plus une guerre de défense qu'une expédition de conquête, et je ne parviens pas à découvrir, malgré tout ce que M. Boissière avance à ce sujet, le moindre rapport entre les guerres puniques et la conquête de l'Algérie par la France. Après la prise d'Agrigente, la conquête de la Sicile devint pour Rome une nécessité politique. Si dès lors elle se fit puissance maritime, ce fut pour maintenir sa conquête et tenir Carthage en respect, et non dans le but de détruire la puissance carthaginoise ; le rappel de Manlius, lors de la première descente des Romains en Afrique, en est une preuve irrécusable. Le grand mérite de la politique romaine d'alors fut sa rare prudence. On dirait même qu'au début des guerres puniques, le Sénat romain se soit aperçu qu'il s'agissait, entre Rome et Carthage, d'une question de vie ou de mort. Si nous considérons l'ensemble de la politique carthaginoise, il semble que c'est le parti militaire, le parti de la guerre qui s'est le premier convaincu que l'une des deux puissances devait être anéantie ; et c'est cette conviction qui poussa Carthage à attaquer, afin de ne pas avoir à se défendre. Hannibal le comprit, et ce fut là, à mon humble avis, son grand mérite politique, que les récentes théories émises par M. Devaux ¹ ne parviendront pas à détruire.

Si Rome ne s'empara pas de toute l'Afrique, après la chute de Carthage, ce fut par nécessité, et non parce qu'elle ne le voulut pas. Elle savait quelle résistance insurmontable elle eût rencontré de la part des peuples indigènes. Les auteurs latins omettent bien souvent de nous éclairer sur la résistance que Rome rencontra en province et dont elle dut nécessairement tenir compte, mais bien des faits nous prouvent que, dans un grand nombre de provinces, les vaincus ne cessèrent de susciter la révolte. Nous pouvons apprécier la grandeur des difficultés que Rome eût rencontré en Afrique après la ruine de Car-

¹ P. Devaux. *Études politiques sur les principaux événements de l'histoire romaine*. Bruxelles, 1880, t. I, p. 436-454.

thage, en nous rappelant que, même alors que la Mauritanie avait été pendant si longtemps gouvernée par des princes vassaux des Romains, les Maures surent encore résister pendant deux ans aux légions romaines, après que Caligula eut fait étrangler le dernier de leurs rois ¹.

Du reste, le joug romain n'était pas si doux à subir que bien des historiens aiment à le croire. Certes, les provinciaux n'eurent qu'à se louer de l'avènement du principat ; mais, même sous les empereurs, l'administration romaine me rappelle souvent ce qui, de nos jours encore, se passe dans mainte province de la Russie ou de la Turquie d'Asie. M. Boissière ne nous décrit que le beau côté de l'administration romaine en Afrique (p. 197-222) ; mais il oublie de nous dire les nombreux crimes dont plus d'un gouverneur s'y rendit coupable ; il ne nous parle nulle part des lourds impôts sous le poids desquels les provinciaux devaient succomber. Rome ne fit jamais qu'appauvrir les provinces à son profit. A part un Cicéron ou un Pline, que de noms lugubres dans cette longue liste des gouverneurs de province ! Qu'on se rappelle, sous le seul règne d'Auguste, Licinius en Gaule, Caesius Cordus à Cyrène, Catus en Bretagne, Silanus en Asie ; et, sous le règne de Trajan, quel crime ne commit donc pas Marius Priscus en Afrique ! Mais même lorsque les provinciaux obtenaient du Sénat que justice fût faite du coupable, combien de fois ne pouvait-on leur appliquer ces tristes paroles de Juvenal : *At tu, victrix provincia, ploras* ². Le grand satirique n'était guère enthousiaste du sort réservé aux provinciaux :

Expectata diu tandem provincia quum te
Rectorem accipiet, pone iræ frena modumque
Ione et avaritiæ : miserere inopum sociorum.
Ossa vides regum valuis exsucta medullis ³.

Ces paroles peuvent donner à réfléchir aux apologistes du régime romain. Pline nous cite cinq gouverneurs accusés de concussions, dont trois furent condamnés par le sénat, et Tacite rapporte dix-sept condamnations sur vingt-deux procès. Au point de vue économique, la situation de plus d'une province fut des plus lamentables. L'Afrique eut ses *latifundia* tout autant que l'Italie, et, au rapport de Pline l'ancien, à l'époque de Néron, la moitié de la province d'Afrique était aux mains de six propriétaires ⁴. On sait quelles

¹ Dio, 60. 9.

² Juv. *Sat.*, I. 50.

³ Juv. *Sat.*, VIII. 87.

⁴ Plin., *Hist. nat.*, XVII 7, 3. *Sex domini semissem Africæ possidebant, quum interfecit eos Nero princeps.*

immenses propriétés Commode possédait en Afrique. Une inscription récemment découverte à Souk-el-Kmis par le Dr Dumartin, en dehors de l'intérêt qu'elle présente pour l'histoire du colonat, nous indique aussi à quelles exactions les colons impériaux étaient soumis¹. L'inscription de Sæpinum² nous avait du reste déjà dévoilé une partie de ces misères.

De plus, aucun intérêt ne rattachait directement, ni les provinces à Rome, ni l'une province à l'autre; aussi on ne saurait assez le répéter, si la Grèce eut des colonies, Rome eut avant tout des provinces, et de ces peuples soumis il est inexact de dire, comme le fait M. Boissière (p. 6), que Rome fit la conquête morale de ceux qu'avaient domptés ses armes. Certains textes de Tacite et de Pline le naturaliste³ sembleraient indiquer que les Romains crurent à cette conquête morale, ou du moins la poursuivirent, mais des faits nombreux, dont nous n'avons pu relever que quelques-uns ici prouvent que Rome ne réussit pas à atteindre ce but. Aussi, quelle différence notable ne constate-t-on pas entre l'influence coloniale de la Grèce et celle exercée par les Romains! La Grèce fonda partout des villes nouvelles, et les contrées où elle transporta le surcroît de sa population, telles que la Cyrénaïque, la Sicile, la Grand'Grèce, furent grécisées au point que l'influence romaine ne put jamais s'y faire sentir, malgré de longs siècles de domination. Les colonies grecques avaient leur mère-patrie; Rome ne fut jamais la mère-patrie des provinces. Elle ne fonda jamais un nombre considérable de colonies, sa population n'étant pas assez élevée. Et qu'on ne m'objecte point les colonies militaires, car les légionnaires qui s'y établirent n'eurent souvent de romain que le nom. Il est bien vrai qu'elle accorda mainte fois le *jus coloniae* à des villes existantes, mais c'était là un fait juridique qui ne pouvait guère romaniser les habitants de ces cités.

La seule institution dont Rome aurait pu se servir, en la développant, pour se rattacher directement les provinces et pour travailler à l'unification réelle de l'empire, ce furent, comme l'a fort nettement indiqué M. Duruy, les anciennes assemblées provinciales⁴; mais, loin de les encourager, les empereurs firent tout pour en arrêter le développement et pour les détruire. Rome n'étant pas une puissance colo-

¹ Comptes rendus de l'Ac. des Inscript. 1880, p. 80; Mommsen dans le *Hermès*, 1880, 3^e fasc.

² Mommsen. *Inscr. Neap.*, 4916.

³ Tac. *Agr.* 21; Plin. *Hist. nat.*, III, 39.

⁴ V. Duruy. *Les anciennes assemblées provinciales au siècle d'Auguste* (Séances de l'Ac. des sc. mor., 1881, p. 238-249); A. de Barthélemy, dans la *Revue des questions historiques*, 1868.

niale, traita toujours ses provinces comme on traite des vaincus. Une nation conquérante peut, sous trois formes diverses, agir à l'égard des peuples qu'elle soumet à sa puissance. Elle les extermine en masse ou tâche de le faire petit à petit : c'est l'immoral système pratiqué par les États-Unis à l'égard des malheureux Indiens. Si elle n'envisage sa conquête que comme une affaire commerciale ou comme un moyen d'accroître son influence politique dans le monde, elle laisse aux vaincus une liberté relative en tant que celle-ci n'entrave en rien le but à atteindre, leur laisse même quelquefois des princes vassaux, et ne se soucie que fort peu de se les assimiler. L'Angleterre poursuit ce système avec des péripéties de succès et de revers ; et la Hollande, qui adopte la politique purement commerciale, tire depuis longtemps de ses colonies d'immenses richesses sans aucun profit pour la civilisation. Dans ces cas, l'influence exercée par le conquérant sur les indigènes sera en rapport avec le nombre plus ou moins grand de nationaux qui seront venus s'établir dans la colonie.

Une nation conquérante peut aussi s'efforcer de faire jouir le peuple vaincu de sa civilisation, lui imposer sa religion et sa langue. Ce fut la noble idée qui présida, à l'origine, aux conquêtes de Fernand Cortés en Amérique, de Vasco de Gama et d'Albuquerque dans les Indes orientales. Mais, dans ce cas encore, la population indigène ne s'assimile jamais complètement au vainqueur, et tôt ou tard elle reprend ses droits. L'Espagne a perdu presque toutes ses colonies ; et, dans la patrie indépendante, l'indigène tend bien vite à supplanter le colon. Au Mexique, ce fait devint de plus en plus frappant ; la race indienne se relève ; et dernièrement encore un célèbre explorateur, qui fait le plus grand honneur à la France, M. Désiré Charnay, constatait que l'élément indien tendait à devenir prépondérant dans l'antique patrie de Nezahualcoyotl et de Montezuma¹.

Rome eut surtout en vue sa grandeur politique ; elle s'efforça d'adapter ses lois aux dispositions propres des diverses populations de son immense empire ; elle exerça sur plusieurs provinces une influence des plus considérables ; il y en eut d'autres qu'elle ne parvint jamais à occuper que militairement. Mais ce serait se faire une illusion des plus grandes, que de croire qu'elle parvint à s'en assimiler le plus grand nombre, c'est-à-dire à les romaniser. Des études ultérieures pourront nous faire connaître avec plus de précision jusqu'à quel point ses efforts furent couronnés de succès dans chaque province en particulier.

Le rôle de la France en Algérie semble devoir être plus important et plus durable que l'action que Rome parvint à exercer en Afrique.

¹ Cf. Petermann's *Geogr. Mitth.* 1881, p.53.

Elle pourra faire parvenir les tribus indigènes à un certain degré de civilisation, mais quant à se les assimiler complètement, à les rendre françaises au même point que des provençaux ou des poitevins, à faire de l'Algérie, comme le souhaite M. Boissière (p. 405), « une partie intégrante de son être même, un des nobles et essentiels organes de l'existence de la patrie, » ce ne sera jamais qu'une illusion, noble et patriotique, je le veux bien, mais que nous ne saurions partager.

ALOPHE DE CEULENEER.

II

LA RÉUNION DE LA BRETAGNE A LA FRANCE ¹

Les graves et fortes études ne manquent pas aujourd'hui sur différentes époques de notre histoire nationale, et, d'autre part, les sociétés savantes et les hommes d'étude de nos différentes régions sont à l'œuvre depuis longtemps pour l'exploration des dépôts et la rédaction des recherches d'histoire locale. Mais peut-être ne s'est-on pas assez préoccupé jusqu'ici de souder ensemble ces deux sortes de travaux, auxquels pourtant s'appliquent si bien ces mots d'Horace :

Alterius sic
Altera poscit opem res et conjurat amice.

Les illusions du patriotisme local persuadent volontiers aux chercheurs de province que les détails mis au jour par eux ont *par eux-mêmes* un intérêt suffisant pour fixer l'attention du public et satisfaire celle de la science. Les hommes qui se livrent sérieusement aux

¹ *Histoire de la réunion de la Bretagne à la France*, par M. Dupuy, professeur d'histoire au lycée de Brest. Paris, Hachette, 1880. 2 vol. in-8° de xv-447 et 502 p. Cet ouvrage vient d'être honoré du grand prix Gobert, par l'Académie des Inscriptions.

études d'ensemble savent fort bien que, dans toute science d'observation, une patiente analyse est la condition nécessaire d'une véritable synthèse; mais « la science est longue et la vie est courte, » dit l'ancien adage ; et le temps manque à chacun pour recueillir et examiner l'un après l'autre les documents ou recherches de détails qui surgissent dans les différentes localités des différentes provinces.

Il y a donc, non seulement utilité réelle, mais en quelque sorte nécessité pour la science qu'un mouvement intermédiaire se produise, pour relier l'une à l'autre ces deux actions. Il faut que les *grands faits d'histoire locale* soient l'objet d'études approfondies de la part d'hommes qui aient à la fois et le loisir d'étudier les documents et des connaissances assez étendues et assez solides pour en bien comprendre la relation avec l'histoire générale de la France ou même de l'Europe. Il leur faut de plus un esprit critique assez bien équilibré pour ne jamais se tromper sur l'importance relative des divers résultats. Enfin, pour que leur travail soit réellement utile à la diffusion des connaissances historiques, ils doivent posséder un style net et facile, qui puisse, sans recherche affectée de la couleur, captiver le lecteur depuis la première page jusqu'à la dernière — allât-on jusqu'à un millier, — et faire pénétrer dans son esprit la claire vue et l'impression durable de la vérité.

Ces conditions se sont heureusement trouvées réunies chez M. Dupuy, sauf une seule : les loisirs. En effet, quand il a composé ces deux volumes, il était professeur d'histoire au lycée de Brest ¹, et par conséquent livré, presque chaque jour, à des devoirs absorbants. Comment a-t-il pu, lui, homme de conscience, mener à fin, malgré tout, un travail tel que celui sur lequel j'appelle ici l'attention du lecteur ? Comment a-t-il pu, après lui avoir donné tant d'heures le long de l'année, trouver la force d'employer ses vacances à dépouiller, dans de vastes dépôts d'archives publiques ou privées, tant de documents ? C'est ce que le public se demandera, sans pouvoir trouver de réponse. Heureusement on rencontre, dans l'université et ailleurs, un certain nombre d'hommes qui, faisant appel à leurs souvenirs, se diront que le problème n'est pas insoluble, et que telle est la condition commune d'un ami de la science, n'eût-il pas de prétentions au titre de savant.

On ne trouvera point, dans cet article, une analyse du livre de M. Dupuy. Outre qu'il serait fâcheux d'en dérober ainsi à plusieurs la connaissance détaillée, la nature particulière de son mérite rendrait cette tâche extrêmement difficile pour le critique. En effet, ce qui fait

¹ Au moment où il les achevait, il a été appelé à l'enseignement supérieur.

la valeur et l'intérêt de cette histoire, ce qui ne permet au lecteur ni d'arrêter son étude ni de distraire sa pensée, c'est précisément le tissu serré, continu des faits qui se déroulent d'année en année, de mois en mois, à peu près comme les faits de l'histoire contemporaine se déroulent devant les hommes d'État qui y prennent part.

Un assez court chapitre a mis le lecteur au courant de la situation exceptionnelle de la France envers la Bretagne, à la fois fief et nation, les deux gouvernements demeurant toujours en litige sur la portée de l'hommage féodal de nos ducs, et toujours éludant, d'un commun accord, la solution de ce problème juridique. Il avait pu rester ainsi dans les nuages, pendant les siècles où la France était une agglomération de seigneuries, mais il devait forcément être résolu lorsqu'elle devint enfin et complètement une monarchie, c'est-à-dire au xv^e siècle, sous l'action de ce courant irrésistible d'idées et de besoins politiques que créa ou ranima la guerre de Cent ans et de la persévérante habileté de Louis XI.

Dès le second chapitre, dès la vingtième page du premier volume, à l'avènement du duc François II, bientôt suivi de l'avènement de Louis XI, va commencer cette lutte incessante et indéfiniment compliquée, presque toujours diplomatique, mais sans cesse menaçant de devenir sanglante, en Bretagne et bien ailleurs, où le duc est enlacé à la fois par la politique royale et par ses propres intrigues pour retarder le moment fatal en prolongeant les derniers efforts de l'indépendance féodale dans l'Est et le Nord (Bourgogne et Flandre), dans le Midi et dans l'Ouest. Ces intrigues, souvent ralenties par des réconciliations éphémères, mais jamais abandonnées, rendaient chaque jour plus inévitable ou plus prochaine la conclusion dernière, que devait amener l'inégalité des forces, et que légitimaient, dans une certaine mesure, les entraves mises sans cesse par le gouvernement ducal à la grande œuvre de l'unité de la France. En encourageant et soutenant les dissensions de la famille royale et la puissante ambition de la branche de Bourgogne, en appelant à son aide la maison d'Anjou-Provence-Lorraine, qui, par la double nature de ses domaines, les uns fiefs, les autres indépendants de la France, se trouvait dans une situation analogue à celle des ducs de Bretagne, en négociant sans cesse avec l'Angleterre, et, après la mort du Téméraire, avec la maison d'Autriche, devenue son héritière dans les Pays-Bas par le mariage de Marie de Bourgogne, François II n'aboutit à rien qu'à compliquer les événements d'où devait sortir enfin la *Réunion de la Bretagne à la France*. C'est à peine si la prétention d'arriver à ce résultat est énoncée par la cour de France pendant le règne de Louis XI; mais tous les événements qui remplissent le premier volume et se terminent à la mort du roi en sont la préparation manifeste. Le duc

rendait plus laborieuse, par cette variété de moyens, la tâche de celui qui aurait à raconter le long travail d'où sortit l'union des deux peuples ; il élargissait le rôle de la Bretagne, en lui donnant place dans le réseau de la diplomatie européenne ; mais notre pays devait payer de son indépendance ces complications redoutables. Et Louis XI, en s'acharnant à en sortir par cette série continue de négociations et d'efforts dont on nous présente ici la vivante histoire, accomplissait une œuvre de défense nationale autant au moins qu'une œuvre d'agression.

A vrai dire, l'histoire de François II est comprise tout entière dans celle de cette lutte, dont l'objet réel ne change pas un instant, malgré la variété des incidents qui, chaque année, en renouvellent l'intérêt dramatique. Elle peut d'ailleurs se diviser en trois périodes. La première est celle où Charles le Téméraire vit et gouverne, et où par conséquent le succès définitif peut paraître incertain. Dans la seconde, sa mort, précédée par celle du duc de Guyenne, a rompu l'équilibre, et l'appel à des interventions étrangères devient une nécessité pour l'indépendance bretonne ; c'est alors aussi que la prépondérance despotique de Pierre Landois, le favori de François II, suscite dans le duché des discordes acharnées qui rendent plus difficile encore la résistance aux projets de la France. Le drame se précipite vers son terme, suivant la règle de l'art :

Que le trouble, toujours croissant de scène en scène,
A son comble arrivé, se débrouille sans peine.

L'œuvre, dirigée sans relâche par l'ardente politique du roi Louis, l'est maintenant par celle de sa fille, Madame de Beaujeu, régente de fait pendant l'adolescence de Charles VIII. Il est vrai, cette situation semble un instant ramener les anciennes conditions de la lutte : la rivalité des maisons d'Orléans et de Bourbon rappelle l'épisode du duc de Guyenne, et l'appui que son ambition avait reçu de la féodalité obstinée ; mais cette illusion ne dure pas. Charles VIII, incertain d'abord entre son cousin et sa sœur, ne donne un appui durable qu'à la princesse. Le duc d'Orléans succombe avec la Bretagne à Saint-Aubin-du-Cormier, et disparaît pour un temps de la scène politique ; François II meurt, après avoir signé le désastreux traité du Verger, ne laissant que deux filles en bas âge ; le troisième acte va s'ouvrir et ce sera le dernier. Pendant six cents pages, représentant l'histoire de trente années (1458-88), le lecteur était, disais-je, entraîné, vers le dénouement, mais non par une main invisible : à chaque période ce dénouement devient plus manifeste ; à chacune aussi l'intérêt devient

plus vif en présence d'une catastrophe plus imminente : il en est ainsi surtout à partir de l'avènement d'Anne de Bretagne

Quand le duc François est mort, la situation générale reste la même, en ce sens que la préoccupation de la Bretagne est toujours de maintenir son indépendance, et que celle de la France est d'en finir avec le dernier appui du régime féodal ; mais un contraste inattendu se produit. La politique tortueuse de Louis XI avait pour but de défendre contre des machinations non moins tortueuses la grande idée de l'unité française. Du côté de ses adversaires et du sien, les moyens se valaient ; le but était moins noble du côté du Téméraire ; il l'était à peine autant du côté de François II que de celui du Roi. Quand les trois adversaires sont morts, quand la conduite de la France est confiée à une jeune femme et à un enfant, à la sage madame de Beaujeu et au futur héros de Fornoue, l'équilibre moral est rompu, le rôle le moins honorable est certainement celui de la France. Je regrette que le patriotisme moderne de l'auteur le rende ici trop indulgent. Fouler aux pieds la foi jurée pour écraser un petit peuple et une enfant devient la pensée dominante de la cour de France, persuadée que le traité du Verger, si douloureux pour la Bretagne, ne suffit pas encore, et cherchant à obtenir par des menaces la réalisation de nouvelles garanties, bien que le duc d'Orléans soit entre ses mains. La Bretagne se trouve ainsi rejetée vers la politique d'une défense désespérée, et par suite vers la politique sans scrupule des alliances étrangères : anglaise, espagnole, allemande surtout, quand Anne viole à son tour le traité conclu par son père et le sien propre, la convention d'Ulm, pour se flancer avec Maximilien d'Autriche, veuf de Marie de Bourgogne, qui luttait alors contre les Flamands pour la tutelle de son fils, le futur père de Charles-Quint. Dans l'intérieur du duché, les affaires ne sont pas moins compliquées. Une guerre civile éclate entre la duchesse enfant et le tuteur que lui a laissé son père, tuteur qui veut l'entraîner à un mariage aussi contraire à son inclination qu'au traité avec la France. Un seigneur ambitieux se fait en même temps chef d'un parti français ; le sang coule de tous côtés ; deux des trois partis qui se déchirent et déchirent aussi leur patrie combattent les Français avec une égale ardeur, mais ne se réconcilient que tardivement : le souvenir des factions juives durant le siège de Jérusalem surgit à la lecture de cette cruelle histoire ; mais ici le lecteur breton se sépare énergiquement de l'auteur : il ne lui pardonne pas d'appeler l'armée française : nos troupes ; elles ne peuvent, à Rennes, porter qu'un nom : c'est l'armée ennemie, aussi longtemps que dure l'émotion de cette tragique lecture.

Enfin le dénouement s'accomplit : comme Iphigénie, la victime est conduite à l'autel, pour sauver ce qui reste de sa patrie. Anne de Bre-

tagne épouse Charles VIII (décembre 1491), et la couronne ducale est réunie à la couronne royale de France ; mais du moins le sentiment personnel de la duchesse ne reste pas longtemps douloureux. Son sacrifice fut récompensé par des années de bonheur domestique ; elle aimait toujours et tendrement son mari. Mais on sait que ce mariage fut de courte durée. Dès 1498, il fut rompu par la mort, et un second mariage dut accomplir une seconde fois la réunion des couronnes. Tous les enfants de Charles VIII étant morts en bas-âge avant leur père, Anne ne pouvait, en vertu de la convention de 1491, épouser que le nouveau roi de France ou son héritier ; le roi, c'était Louis XII, et le nouveau mariage eut lieu ; mais M. Dupuy appelle l'attention du lecteur sur ce fait, généralement peu connu, que les circonstances n'étant pas les mêmes, le second traité d'union fut beaucoup plus avantageux que le premier à la nationalité bretonne, qui demeura intacte pendant le premier tiers du xvi^e siècle, et qui ne vit s'opérer que longtemps après la mort de la bonne duchesse la réduction du pays en province. Encore les États de Vannes, en votant l'union perpétuelle, non plus des couronnes seulement, mais des nations, réservèrent-ils les droits constitutionnels de la Bretagne. Jamais, pas un seul jour, le gouvernement monarchique, dans le sens étymologique du mot, n'a été en droit celui de notre pays. Le Couesnon formait, non pas toujours la barrière, hélas ! mais du moins la frontière du droit en présence de l'arbitraire.

M. Dupuy ne s'est pas borné à exposer, dans ses ressorts intimes et ses péripéties émouvantes, l'histoire de la Bretagne pendant la seconde moitié du xve siècle ; il emploie le dernier tiers du second volume et davantage à nous montrer la vie journalière du pays lui-même, dans ses institutions et dans ses mœurs, dans son organisation administrative et dans son existence économique, intellectuelle et morale, par le tableau de ses coutumes légales et quelquefois par des récits de faits qui nous les font voir en action. On a dit qu'il concluait trop aisément du particulier au général ; cela m'a paru vrai pour quelques détails seulement ; et le tableau d'ensemble est si concordant, ses diverses parties se rapportent si bien à un même état social, que l'impression produite ne peut être différente de celle de la vérité ¹.

J'appellerai surtout ici l'attention du lecteur sur des faits d'une extrême importance et de nature à redresser quelques préjugés, faisant observer du reste qu'il pourrait y avoir témérité à étendre au

¹ Il y a aussi un appendice comprenant un certain nombre de pièces justificatives. Quelques études du même auteur, touchant l'administration bretonne aux xve, xvi^e et xvii^e siècles, ont aussi été publiées par la Société académique de Brest.

territoire français ce dont l'auteur a cherché et trouvé les preuves seulement en ce qui concerne la Bretagne. C'est, d'une part, la sagesse, relative sans doute, mais surprenante au sortir du moyen-âge et de la guerre de cent ans, avec laquelle étaient réglés les budgets annuels de notre duché, sous l'autorité permanente des États, les désordres financiers, les découverts comme on les appelle aujourd'hui, ne provenant point de calculs imprévoyants, mais seulement de prodigalités ducales. C'est, de l'autre, le contraste entre la régularité de l'organisation militaire et le désordre étrange de la marine, où la distinction entre les professions d'armateur et de pirate est souvent très mal comprise. C'est encore la condition des tenanciers ruraux, très pénible sans doute, surtout par la comparaison de leurs charges avec celles qui pèsent sur les nobles, sinon même sur les villes, mais plutôt pénible qu'humiliante, le servage étant une exception rare qui disparut entièrement sous François II ; les droits de chacun étaient réglés, vis-à-vis du seigneur, par des coutumes précises, sur l'interprétation desquelles la justice commune a seule le droit de prononcer dans chaque débat¹, et l'administration des paroisses ou communes rurales était partout laissée à leurs habitants, comme celle des villes à leurs municipalités. C'est aussi le développement énorme de l'instruction publique, primaire et secondaire, avec leurs écoles paroissiales et diocésaines, bien que l'université de Nantes ne date que de François II. C'est enfin l'état du clergé, dont le recrutement pitoyable engendre et perpétue des abus, très bien sentis par les contemporains, et dont pourtant le bon sens populaire ne fait jamais retomber la flétrissure sur la religion elle-même. « Il est encore à naître, » selon un vieux dicton que l'auteur n'a pas eu à citer parce que son livre n'atteint pas le milieu du xvi^e siècle, « il est encore à naître celui qui verra Breton bretonnant tenir une autre religion que la catholique. »

Un dernier mot à l'adresse d'une seconde, et, je l'espère, prochaine édition. L'auteur a souvent grand soin d'indiquer avec précision les renvois aux documents manuscrits, qu'il cite avec une inépuisable abondance ; il est beaucoup plus sobre de chiffres quand il s'agit des imprimés. Il y a là quelque chose de choquant pour les habitudes d'exactitude historique qui sont l'honneur de la science à notre époque ; cela dépare un peu l'œuvre belle et utile que je voudrais faire lire au public de la *Revue*, et par eux, si faire se peut, à un public encore plus étendu.

FÉLIX ROBIOU.

¹ Cf. pour la France vers la fin du xiii^e siècle, la *Revue* d'octobre 1875, pp. 384-393, 411-413.

III

MGR DE BELSUNCE, ÉVÊQUE DE MARSEILLE, EST-IL NÉ PROTESTANT?

Cette *question historique* s'est dressée devant nous, dès que nous avons voulu nous occuper de la vie de l'illustre pontife qui donna au monde l'exemple d'une charité si héroïque, lors de l'horrible peste de 1720. Aussi croyons-nous utile d'appeler les lumières de la discussion publique sur ce point, resté longtemps obscur.

Henri de Belsunce appartenait par sa mère, la sœur du brillant duc de Lauzun, à cette grande famille des Caumont-La Force qui demeura si longtemps attachée à l'hérésie calviniste. Presque tous les historiens du futur évêque de Marseille ont placé sa naissance au magnifique château de La Force, près de Bergerac en Périgord, que le vandalisme stupide du conventionnel Lakanal fit raser impitoyablement, comme peu auparavant il avait obtenu de faire débaptiser, par un décret, toutes les villes et localités dont le nom rappelait le souvenir des saints du calendrier ou des temps féodaux¹. Le marquis de Belsunce, père d'Henri, descendait de l'une des plus vieilles familles du Béarn, et il était protestant converti²; mais la mère de cet enfant de bénédiction, d'après le témoignage de tous les biographes, n'abjura les erreurs de la religion prétendue réformée que lorsque son fils eut atteint l'âge de neuf ans, cinq ans seulement avant la révocation de l'édit de Nantes.

Cette particularité nous inspira le premier soupçon sur la naissance protestante de Mgr de Belsunce, et nous pensâmes qu'il fallait avant toutes choses chercher à découvrir son acte de naissance. On nous avait appris que les archives du château de La Force se trou-

¹ Les radicaux périgourdins, bien dignes d'un tel maître, s'occupent en ce moment de lui élever une statue. Ils devraient, s'ils veulent nous en croire, lui mettre en main le marteau des démolisseurs plutôt que la plume de l'académicien.

² Voir l'*Essai historique sur l'influence de la Religion en France pendant le xvii^e siècle*, note de la page 261, au tome II. Cet ouvrage est dû à la plume toujours exacte de Picot, le directeur de l'*Ami de la Religion*.

vaient, depuis sa démolition ¹, à Bergerac. Grâce aux habiles recherches d'un savant avocat de cette ville, M. Richard, et à l'obligeance de l'archiviste M. Dupuy, nous pûmes découvrir, en 1879, chez une famille de Bergerac, un vieux registre de baptêmes faits à La Force par le pasteur protestant de cette localité et comprenant les années 1668, 1669 et 1670. Or nous trouvons, à la page 54 et à la page 76, les deux actes suivants, que l'on a bien voulu nous envoyer photographiés, avec la légalisation du maire et de l'archiviste de Bergerac :

« 1669. Le dit jour, dix huitième d'aoust mil six cens soixante neuf a esté baptizé par moy ministre soubz signé après la prière Armand de Belsunce, agé de six sepmaines, fils de puissant seigneur messire Armand de Belsunce, marquis du dit lieu et autres places, et de puissante dame Madame Anne de Caumont-Lauzun, marquise de Belsunce, Parrin très haut et puissant seigneur messire Armand Nomparr de Caumont, seigneur dudit Laforce, Pair et Mareschal de France, Marrine très haute et puissante dame Madame Louize de Belsunce, duchesse de La Force, lesquels seigneurs et dames ont signé

« CAUMONT,
DUC DE LA FORCE.
« BELSUNCE.

« L. DE BELSUNCE,
DUCHESSE DE LA FORCE.
« ANNE DE CAUMONT-LAUZUN,
MARQUISE DE BELSUNCE. »

« 1670. Le dit jour et à mesme temps a esté baptisé par moy ministre soubz signé, messire Henry de Belsunce, agé de douze jours, fils de haut et puissant seigneur messire Armand de Belsunce, marquis du dit lieu et autres places, et de haute et puissante dame Madame Anne de Caumont-Lauzun, Marquise du dit Belsunce, habitant de présent au chasteau de La Force, Parrin très haut et puissant seigneur messire Henry de Caumont, marquis de Castelnau, habitant au chas-

¹ « Tout ce que les illustres possesseurs de cette demeure seigneuriale y avaient assemblé, dit M. Jules de Termes, dans son intéressante *Notice sur le château des Caumont-La Force*, marbres élégants, arabesques brillantes, riches tapis, vases antiques, meubles précieux, somptueuses tentures, magnifique bibliothèque, tableaux de maîtres, dont plusieurs de Van Dyck, tout fut renversé, mis à l'encan, vendu à vil prix, brisé, profané ou volé. Quant aux manuscrits, correspondances, titres de famille, lettres de souverains, documents historiques, on les amoncela (sauf quelques épaves portées à Bergerac) au milieu de la cour d'honneur, et le feu, en les dévorant, noircit les murs à demi écroulés de cette noble et somptueuse résidence. Seules, les écuries, qui étaient les plus belles de France après celles de Chantilly, furent épargnées. Mais depuis, elles ont été transformées en habitations particulières, à part le pavillon central, dont on remarque encore l'aspect grandiose, malgré son état d'abandon.

teau de Cugnac, Marrine très haute et puissante dame Madame Charlotte de Caumont, comtesse de Lauzun, habitant au chasteau du dit Lauzun, lesdits seigneurs et dames ont tous signé.

« CC DE CAUMONT.

« BELSUNCE.

« COMTESSE DE LAUZUN.

« AA DE CAUMONT-LAUZUN,
MARQUISE DE BELSUNCE. »

M. l'archiviste Dupuy fait observer que l'acte qui précède celui d'Henri de Belsunce, à la page 75 du registre, porte la date du « vingt uniesme de Dexembre mil six cens septante. » Il ajoute : « Nous possédons à la mairie de Bergerac les registres faits au château de La Force, à partir de l'année 1672. Le registre où j'ai copié les deux extraits de baptême ci-dessus a été sans nul doute volé à la mairie de Bergerac (durant la grande révolution), puisqu'il contient les folios de 43 à 92, et que ceux que nous possédons commencent au folio 93 et sont de la même écriture..... Le ministre n'a pas signé sur le registre ; mais il est présumable que c'est M. Garissoles qui fit les deux baptêmes. C'était alors le ministre titulaire du château de La Force ¹. »

Nous pouvons, après la production de ces deux pièces intéressantes, commencer la petite discussion historique. Si nous consultons Moréri, le P. Anselme, La Chesnaye-des-Bois et autres généalogistes, nous trouvons que ces deux actes de baptême ne peuvent se rapporter qu'à Mgr Henri de Belsunce et à son frère aîné, Armand de Belsunce, marquis de Castelmoron, qui fut brigadier des armées du Roi et qui mourut, en 1712, des blessures reçues à la bataille de Denain. Les noms de Père et Mère, de *Parrin* et *Marrine* sont bien ceux que l'on rencontre dans les auteurs précités, tandis que l'on ne trouve, dans les deux branches de la famille de Belsunce, à ces dates de 1669 et 1670, aucun autre *Armand* et aucun autre *Henry* que les deux enfants baptisés par le *ministre soubz signé*.

Il y a bien une difficulté ; c'est la date de 1671, donnée par les principaux historiens de Mgr de Belsunce pour sa naissance, et que toutes les biographies générales ont copiée. Mais nous ferons remarquer d'abord que tous ces auteurs la donnent sans apporter aucune preuve à l'appui, et que les généalogistes mentionnés plus haut n'en donnent aucune. Nous observerons ensuite que le chanoine Jauffret ² et

¹ Voir le t. VI, p. 274, 275 du *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*. M. Dupuy vient d'y publier ces deux actes, que nous l'avions prié de chercher dans les archives municipales de Bergerac.

² *Œuvres choisies de Mgr de Belsunce*. Metz. 1822, 2 vol. in 8°.

l'abbé de Pontchevron,¹ qui se sont occupés plus spécialement de notre grand évêque, ne sont déjà point d'accord sur la date du jour de la naissance, le premier la mettant au 4 Décembre et le second au 3 du même mois. S'ils se sont trompés sur la date du jour de la naissance, n'ont-ils pas pu se fourvoyer aussi sur la date de l'année ? Nous dirons aussi que, dans le baptême protestant, la date de 1670 est exprimée par trois fois : en chiffre d'abord, dans le haut de la page qui contient l'acte ; en toutes lettres dans l'acte de la page précédente, et enfin équivalement dans l'acte d'Armand de Belsunce, marquis de Castelmoron, qui est de 1669.

Mais nous avons à produire une preuve, pour ainsi dire, intrinsèque. C'est la signature de Madame de Caumont-Lauzun, marquise de Belsunce, mère de notre évêque. Elle est précédée, dans l'acte de baptême de son fils, de deux A entrelacés, comme celle d'Henry Caumont, marquis de Castelnau, porte en avant deux C entrelacés. Les érudits du Périgord croient généralement que ces deux lettres, qui figuraient encore, en 1789, sur la façade et aux angles des pavillons du magnifique château de La Force, rappellent le nom d'Armand Nomp de Caumont La Force, duc et pair et maréchal de France. Or, nous avons trouvé les deux C entrelacés dans une lettre autographe de Madame de Belsunce à son fils l'évêque de Marseille, à la date du 2 juin 1722². Ils précèdent la signature, comme dans l'acte de baptême protestant, et nous montrent évidemment que cette signature vient de la même personne.

Il paraîtra d'autant plus naturel de voir la mère de Mgr de Belsunce adopter ce signe de famille, qu'il pouvait désigner aussi son propre nom ; car elle s'appelait Anne.

Malgré ces différentes preuves, nous n'aurions pas osé affirmer absolument que Mgr de Belsunce était né dans la religion protestante, si nous n'avions trouvé un témoignage plus formel, et rendu par un contemporain. Nous l'avons rencontré dans un curieux manuscrit du riche cabinet de M. Laurent de Crozet, l'un des bibliophiles les plus distingués de Marseille et de la Provence. Ce manuscrit, dont il possède le brouillon et la copie de la main de l'auteur, est intitulé : *Relation de tout ce qui est arrivé à Marseille durant la peste de 1720*³,

¹ *Éloge historique et biographique de Mgr de Belsunce*. Versailles, 1854, in-8°.

² Cette lettre, dans laquelle la pieuse et noble marquise exprime à son fils, d'une manière fort touchante, ses affreuses inquiétudes à cause du renouvellement de la peste de Marseille, qui avait déjà fait tant de victimes, est en la possession de M. l'abbé Dassy, secrétaire perpétuel de l'Académie de Marseille.

³ Ce manuscrit est composé de onze feuillets, ou vingt-deux pages, petit in-folio. Il paraît inachevé, ou du moins les pages de la fin sont perdues, et il est encore inédit.

au R. Père S***. L'auteur est le P. Bougerel, Oratorien bien connu par son grand ouvrage des *Hommes illustres de Provence*. Il passe pour être très véridique et très exact, quand il n'est pas entraîné par ses passions de Janséniste. Il s'adresse au P. Salomon, son confrère. Voyons ce qu'il va nous dire :

« Puisque vous le voulés absolument, j'entreprends l'écrire la relation de tout ce qui s'est passé pendant la peste de 1720. Depuis vingt cinq ans, j'ay tous les faits rangés dans ma mémoire. J'ai voulu plus d'une fois les mettre sur le papier ; ce qui m'a arrêté, c'est qu'il faut nécessairement parler de moy ; je me trouve mêlé par tout..... Les principaux personnages qui paroîtront dans cette relation sont M l'évêque de Marseille et les prêtres de l'Oratoire ; pour les autres, j'auray occasion de les faire connoître. Commençons par l'évêque de Marseille.

« Henry-François-Xavier de Belsunce, fils de Louis-Armand de Belsunce, grand sénéchal de Gascogne, naquit dans la religion prétendue réformée et fut batisé au prêche. A la révocation de l'édit de Nantes, il fut transporté au collège de Clermont (des Jésuites). Il y fut instruit dans la foy catholique, y prit les premières teintures des sciences, et aussi les premières impressions contre l'Oratoire... »

Nous devons faire plusieurs observations sur cette partie de la *Relation*. Le P. Bougerel la composa, comme il le dit lui-même, en 1745, c'est-à-dire dix ans avant la mort de Mgr de Belsunce, qui n'alla recevoir au ciel la récompense de ses vertus que le 4 juin 1755. Peut-on supposer, malgré toute la haine témoignée à l'illustre pontife par les Jansénistes, que l'un des plus fameux d'entre eux, qui était en même temps l'un des professeurs les plus estimés du collège de l'Oratoire à Marseille, osât avancer un fait de cette importance contrairement à la vérité connue de tous ? Si, dans cette année 1745, il n'avait pas été notoire que Mgr de Belsunce était né protestant, comment le P. Bougerel aurait-il osé l'avancer publiquement, dans la ville même qui venait d'être témoin de l'héroïque charité du grand évêque ? Dira-t-on qu'il voulait le déshonorer en lui attribuant une naissance aussi malheureuse au point de vue civil et religieux ? Mais on n'ignore pas que les rigueurs de Louis XIV contre les protestants et leur descendance furent postérieures à la révocation de l'édit de Nantes. A cette époque (1785), la marquise de Belsunce et sa propre mère, Charlotte de Caumont, comtesse de Lauzun, étaient déjà rentrées dans le giron de l'Église catholique depuis près de six ans, et il n'est pas douteux qu'Henri de Belsunce, envoyé tout jeune au collège de Clermont, pour y être instruit dans la foy catholique, ne fût déjà depuis plusieurs années reconcilié avec l'Église romaine, quoique nous ignorions encore l'époque et les circonstances de cet événement.

On objectera peut-être que Mgr de Belsunce portait, outre le nom d'Henry, celui de François-Xavier, que l'on ne retrouve pas dans l'acte de baptême précité. Nous croyons pouvoir répondre qu'à l'époque du baptême protestant, il dut ne recevoir que le premier nom, qui était celui de son *Parrin*, Henry de Caumont, marquis de Castelnau, son oncle. Madame de Belsunce, encore protestante, n'aurait pas souffert que son fils portât le nom d'un saint et d'un saint Jésuite. Il en fut tout autrement, lorsque le jeune Henry fut confié aux soins intelligents des Pères de la Compagnie de Jésus, et la famille de Belsunce, devenue toute entière catholique, dut être fort heureuse de faire donner à cet enfant de tant d'espérance, soit dans un second baptême sans condition, soit à la confirmation, le nom de l'Apôtre des Indes, qui était d'ailleurs de sa parenté.

Ce lien de sang entre les Xavier ou Xaver¹ de la Navarre espagnole et les Belsunce du Béarn nous est attesté par Mgr de Belsunce lui-même. Nous en avons trouvé la preuve dans une approbation épiscopale de la *Pratique de la Neuvaïne en l'honneur de saint François-Xavier*²... Le prélat s'exprime en ces termes : « Il est de notre devoir de contribuer, autant que nous le pouvons, à entretenir et à augmenter dans notre diocèse le culte que l'on y rend à un des saints dont nous avons l'honneur de porter le nom et auquel les liens du sang nous attachent d'une manière particulière. »

On pourrait enfin nous faire une dernière objection. Comment est-il croyable, dira-t-on, que le marquis de Belsunce, nouveau catholique, ait permis que ses deux fils aînés fussent baptisés par un pasteur protestant ? Nous n'ignorons pas que l'Eglise catholique n'a jamais permis les mariages mixtes qu'à la seule condition d'élever tous les enfants qui en sortiront dans la vraie foi. Mais il faut se rappeler combien les longues guerres de religion, dont le midi de la France surtout fut le théâtre, avaient jeté alors de perturbation profonde dans les esprits. On doit aussi tenir compte du grand ascendant exercé par le maréchal duc de La Force sur toute sa famille, alors presque entièrement protestante; de l'influence secrète, mais non moins puissante, de Madame de Belsunce et de sa mère la comtesse de Lauzun, sur le père du jeune Henry; enfin de l'absence, dans le château et les terres de La Force, de tout prêtre catholique.

Telles sont les diverses raisons qui nous portent à croire, en y joignant les documents susmentionnés et ignorés jusqu'à ce jour, que Mgr de Belsunce est né dans la religion prétendue réformée. Nous

¹ Voir, dans la *Revue* de juillet 1830 (t. XXVIII, p. 214), le travail de M. l'abbé Soubielle

² Marseille, Sibié, 1732, in-32 de 37 p.

sommes d'ailleurs tout disposé à renoncer à cette conviction, si l'on peut nous produire un extrait de baptême *catholique* de Mgr de Bel-sunce, à la date de 1670, ou toute autre preuve certaine de sa naissance dans la véritable Église, qu'il devait, plus tard, illustrer par son admirable dévouement.

D. THÉOPHILE BÉRENGIER, O. S. B

IV

LA CONQUÊTE JACOBINE ¹.

Le nouveau volume de M. Taine soulèvera-t-il les mêmes colères que celui qui l'a précédé? L'éminent écrivain semble le penser et nous le pensons comme lui. Ce n'est pas toutefois qu'il ait à heurter ici des préjugés aussi vivaces et aussi répandus que lorsqu'il a publié la première partie de son œuvre. La légende de la Constituante, appuyée sur des services réels, est presque un des dogmes de la France contemporaine; en la battant en brèche, M. Taine se prenait à l'une des plus chères croyances de l'immense majorité de ses concitoyens. La légende de la Convention est plus suspecte: quelques progrès que nous ayons faits dans la voie de l'indifférence politique et de la morale indépendante, les hommes de 1793 inspirent encore, grâce à Dieu, au plus grand nombre, une instinctive horreur. Mais cette horreur tend à s'atténuer; on a plaidé en leur faveur les circonstances atténuantes; les plus scélérats ont trouvé des défenseurs, voire même des apologistes; des membres de la nouvelle Commune de Paris se sont faits leurs historiens, et l'on a vu un ministre de la justice invoquer le patronage de Danton. A vrai dire, nous doutons que ces messieurs, nos maîtres d'aujourd'hui, soient flattés du portrait sévère et ressemblant, précisément parce qu'il est sévère, que M. Taine a tracé de leurs héros. La légende des fondateurs de la

¹ *Les origines de la France contemporaine*, par H. TAINE, de l'Académie française.— *La révolution*, tome II: *La Conquête jacobine*. Paris, Hachette. 1881, in-8° de 486 pages.

première république peut être fort séduisante ; la vérité l'est moins : M. Taine, après M. Mortimer-Ternaux, les a pris « la main dans le sac et les pieds dans le sang. »

Leurs moyens d'action ne valent pas mieux qu'eux. L'abolition de la royauté, l'avènement de la république, n'ont rien eu de spontané, rien de national. M. Taine a dit le mot juste : ça été une *conquête*, la conquête du pouvoir par une minorité bruyante et audacieuse qui procède par l'émeute et par la terreur, par le mensonge et par l'assassinat. L'un des vainqueurs — et ce n'est pas un des plus compromis, — Grégoire, a raconté naïvement dans ses *Mémoires* leur manière d'agir :

« Notre tactique était simple, dit-il. On convenait qu'un de nous saisisait l'occasion opportune de lancer sa proposition dans une séance de l'Assemblée nationale. Il était sûr d'y être applaudi par un *très petit nombre* et hué par la majorité. N'importe. Il demandait et on accordait le renvoi à un comité où les opposants espéraient inhumier la question. Les Jacobins de Paris s'en emparaient. Sur invitation circulaire ou d'après leur journal, elle était discutée dans trois ou quatre cents sociétés affiliées, et, trois semaines après, des adresses pleuvaient à l'Assemblée pour demander un décret dont elle avait d'abord rejeté le projet, et qu'elle admettait ensuite, à une grande majorité, parce que la discussion avait mûri l'opinion publique ¹. »

Comment aurait-elle pu ne pas l'admettre ? Les tribunes étaient là pour veiller à ce que les députés exécutassent la volonté des Jacobins. La Terreur, dont Malouet a fait remonter l'origine au 16 juillet 1789, régnait surtout depuis les journées d'octobre. Ramenée dans la capitale, l'Assemblée, comme la famille royale, était prisonnière ; la « racaille de Paris » était maîtresse, suivant le mot de Joseph II. Hués, menacés, maltraités par la populace, les membres de la droite, et bientôt la plupart des modérés, désertaient la place ou étaient réduits au silence ; la rue achevait l'œuvre du club.

Du centre, le mal gagne jusqu'aux extrémités avec la rapidité de l'éclair, la province suit docilement l'exemple de la capitale. Partout où il y a un cabaret, un club se fonde ; successivement douze cents sociétés s'affilient à la société mère : celle-ci donne le mot d'ordre, les autres l'exécutent, et le mot d'ordre est la mise hors la loi des honnêtes gens. On pille les châteaux, on assassine les nobles, on massacre les prêtres. Bientôt ces victimes privilégiées ne suffisent pas ; des compagnies de *tape-dur* s'organisent, qui frappent sans distinction tout ce qui n'est pas jacobin, bâtonnent les hommes et insultent les femmes. Les municipalités qui veulent maintenir l'ordre sont

¹ *La Conquête jacobine*, p. 57, 58.

brisées, mais la plupart du temps elles restent impassibles, quand elles ne sont pas complices. Laissez passer quelques mois, et ce sont les Jacobins eux-mêmes qui composeront les municipalités : « l'autorité qu'ils ont prise par la force leur sera conférée par la loi. »

Ils sont le petit nombre, mais que leur importe ? Ils ont pour eux leur audace et la frayeur des autres. Car s'il y a un fait évident, un fait qui se manifeste à chaque page du livre de M. Taine, c'est que cette époque si troublée est avant tout le règne de la minorité. « Silence aux trente voix ! » s'écriait dédaigneusement Mirabeau, mais ces trente voix, grâce au procédé décrit par Grégoire, trouvaient moyen, la plupart du temps, d'imposer leur volonté. A l'Assemblée législative, les Girondins sont 136 ; ils dominent les constitutionnels qui, réunis au Centre, sont plus de cinq cents. « A Paris, en novembre 1791, sur plus de quatre-vingt-un mille inscrits, ils (les Jacobins) sont six mille sept cents ; en octobre 1792, sur cent soixante mille inscrits, ils sont moins de quatorze mille... C'est tout au plus s'ils font le dixième de la population électorale, et encore, si l'on met à part les Girondins, les demi-modérés, ce nombre se réduit de moitié. Vers la fin de 1792, à Besançon, sur vingt-cinq à trente mille habitants, on ne découvre guère que trois cents Jacobins, et à Paris, sur sept cent mille habitants on n'en constate que cinq mille ; certainement dans la capitale, où ils sont plus échauffés et plus nombreux qu'ailleurs, même aux jours de crise, en payant les vagabonds et en recrutant les bandits, ils ne seront jamais plus de dix mille... Comptez-en une cinquantaine dans chaque petite ville, quinze ou vingt dans chaque gros bourg, cinq ou six dans chaque village ; en moyenne, sur quinze électeurs et gardes nationaux, il ne se rencontre qu'un Jacobin, et dans toute la France, tous les Jacobins réunis ne font pas trois cent mille. Ce n'est guère pour asservir six à sept millions d'hommes faits et pour étendre sur un pays qui comprend vingt-six millions d'habitants un despotisme plus absolu que celui des souverains asiatiques. Mais la force ne se mesure pas au nombre ; ils sont une bande dans une foule, et dans une foule désorganisée, inerte, une bande décidée à tout percer en avant, comme un coin de fer dans un amas de p'âtras disjoints ¹. »

Les honnêtes gens se tiennent à l'écart, et le gouvernement s'abandonne ; les législateurs de 1791 lui ont enlevé tout moyen d'action, et, en eût-il encore, avec le caractère faible et résigné du Roi, avec son horreur du sang versé, il ne s'en servirait pas.

Et cependant, cette anarchie même commence à dégouter le pays ; il avait applaudi aux réformes et acclamé avec un enthousiasme réel

¹ *La Conquête jacobine*, p. 63, 64.

la Constitution dont les défauts lui échappaient ; mais il ne voulait pas aller plus loin, et s'il était jaloux des avantages que semblait lui assurer cette Constitution, et que le Roi lui-même avait souhaités dans ce qu'ils avaient de raisonnable, il tenait à en jouir en paix. Or, jamais il n'avait été moins tranquille. Ce n'étaient pas les anciens ordres qui se plaignaient, c'était tout le monde. C'étaient les propriétaires dont les théories jacobines menaçaient la sécurité ; c'étaient les commerçants, sans cesse exposés à être pillés ; les cultivateurs furieux de voir le fruit de leur travail à la merci de taxes et de réquisitions arbitraires ; le peuple des villes en proie à une famine causée par une mauvaise législation autant que par une mauvaise récolte ; les femmes qui devaient faire queue des journées entières à la porte des boulangers et des épiciers ; les ouvriers qui n'avaient point d'ouvrage ; les bourgeois indignés de « subir la domination illégale d'une plèbe conduite par quelques centaines ou douzaines de déclamateurs et boute-feux ¹. » Dès le commencement de 1792, le mécontentement, comme le malaise, était général, et le Roi — c'est un des faits les plus curieux et les plus fortement établis du livre de M. Taine — le Roi voyait les esprits revenir à lui et se réaliser les conséquences de la politique d'atermoisement et de franche exécution de la Constitution, qu'il avait adoptée, et qu'il n'avait cessé de recommander à l'impatience de ses frères. A tout prix il fallait empêcher ce retour de l'opinion qui compromettait la conquête jacobine ; une diversion au dehors seule pouvait l'arrêter. Jacobins et Girondins — M. Taine ne les sépare pas ici et avec raison — se coalisèrent pour provoquer une déclaration de guerre, malgré les ministres et malgré le Roi. Brissot en a fait plus tard l'aveu cynique. « C'est l'abolition de la royauté, a-t-il dit, que j'avais en vue en faisant déclarer la guerre. »

Et cet étrange patriote s'écriait, dans son discours du 30 décembre 1791 : « Je n'ai qu'une crainte, c'est que nous ne soyons pas trahis ; nous avons besoin de trahison ². » Ces trahisons, Brissot et ses amis ne les eurent pas ; mais il leur suffisait d'avoir un prétexte pour les supposer. Avec la guerre, on pouvait faire apparaître le spectre de l'ancien régime, montrer les émigrés en armes, altérés de vengeance, et, à la peur actuelle du désordre et de l'anarchie, substituer, chez les masses aveugles et toujours méfiantes, la crainte du rétablissement des privilèges et des droits féodaux. Le procédé n'est pas nouveau : il est vieux comme la Révolution ; mais il a toujours réussi, et, en 1792, comme au XIX^{me} siècle, il ne devait pas manquer son effet. En même temps,

¹ *La Conquête jacobine*, p. 139.

² *Ibid.*, p. 137.

le départ des hommes de cœur, des citoyens honnêtes pour la frontière, laissait le champ libre à la populace, et l'on en profitait pour organiser les bandes révolutionnaires et les armer de piques. « Manifestement, en rase campagne, contre une armée régulière et des canons, ces piques ne pouvaient servir ; c'est donc à l'intérieur et dans les villes qu'elles doivent trouver leur emploi ¹. » Et de fait, elles ne tardent pas à le trouver, et l'on fait le 20 juin et le 10 août.

La royauté est vaincue, le Roi est déchu et prisonnier au Temple, il n'y a plus de résistance nulle part ; les Jacobins sont au ministère : l'Assemblée est épurée, et d'ailleurs les jours sont comptés : un Parlement nouveau va succéder à la Législative ; mais ce Parlement nouveau, il faut le préparer : « *Les républicains sont une minorité infâme*, s'écrie Danton ; le reste de la France est attaché à la royauté. Il faut faire peur aux royalistes ². » Ces mots du sanglant tribun sont le signal et l'explication des massacres de septembre, des massacres non pas seulement à Paris, mais dans la France entière. Il ne faut pas l'oublier, à la suite du 10 août, au Midi comme au Nord, la terreur est à l'ordre du jour. Les preuves en surabondent dans le volume de M. Taine, les preuves les plus authentiques, puisées aux sources les plus sûres, aux Archives nationales. L'illustre écrivain les a résumées et comme condensées dans une série de peintures émouvantes et chaudes comme il sait en faire, dans le récit par exemple des excès des Jacobins à Sainte-Affrique, et surtout dans ces pages d'une couleur si dramatique où, se supposant un instant dans le cabinet du ministre de l'intérieur, Roland, il évoque devant lui le tableau vivant des violences exercées à cette heure d'un bout à l'autre du territoire ³. Oui, qu'on lise ce chapitre saisissant, et qu'on dise si jamais matière électorale a été plus complètement et plus brutalement pétrie, avec plus d'intimidation pour les honnêtes gens, avec plus de séductions pour les masses brusquement investies du droit de suffrage ; car c'est alors que naît le suffrage universel.

« Dans les circonstances où nous sommes, la promiscuité est de droit, disent les journaux de la secte ; tout appartient à tous..... Il est nécessaire qu'on opère dans la fortune un nivellement qui détruise le principe vicieux de la prépondérance des riches sur les pauvres.... Le peuple, le véritable peuple, le *souverain*, a presque autant d'ennemis qu'il y a en France de propriétaires, de gros marchands, de gens de finance et d'hommes riches..... Tous les hommes à superflu

¹ *La Conquête jacobine*, p. 147.

² *La Conquête jacobine*, p. 233. Voir dans ce chapitre d'autres mots bien significatifs de Danton.

³ *Ibid.*, p. 335 et suiv.

doivent être regardés, en temps de révolution, comme les ennemis secrets ou déclarés du gouvernement populaire..... Peuple, tu t'es levé ; reste debout, jusqu'à ce qu'il n'existe plus un seul des conspirateurs. Il est de ton humanité de te montrer inexorable une fois. Frappe les méchants de terreur ; les proscriptions dont nous te faisons un devoir, sont la sainte colère de la patrie. » Il n'y a pas à se méprendre, ajoute justement M. Taine : c'est le tocsin qui sonne contre tous les pouvoirs établis et contre toutes les supériorités sociales, contre les administrations, les tribunaux et les états-majors, contre les prêtres et les nobles, contre les propriétaires, les capitalistes, les rentiers, les chefs du négoce et de l'industrie, bref, contre l'élite ancienne ou nouvelle de la France ¹. »

Avec de tels appels aux passions et aux appétits, avec une pression si formidable, qui s'étonnera qu'aux élections les Jacobins aient été vainqueurs ? Et qui s'étonnera encore que, connaissant leur force et sachant comment on en impose au pays et aux assemblées, ils aient employé, quelques mois plus tard, contre leurs anciens complices devenus leurs adversaires, contre les Girondins, les procédés qui leur avaient si bien réussi contre les royalistes ?

C'est à cette date du 31 mai que s'arrête aujourd'hui M. Taine. « Par une série d'épurations pratiquées à contre-sens, dit-il, la faction s'est réduite à sa lie : du vaste flot soulevé en 1789, il ne lui est demeuré que l'écume et la bourbe ; tout le reste a été rejeté ou s'est écarté, d'abord la haute classe, clergé, noblesse et parlementaires, ensuite la classe moyenne, industriels, négociants et bourgeois, enfin l'élite de la classe inférieure, petits propriétaires, fermiers et artisans-maitres ², bref tous les notables de toute profession, condition, état ou métier, tout ce qui avait un capital, un revenu, un établissement, de l'honorabilité, de la considération, de l'éducation, une culture mentale et morale. Pour composer le parti, il n'y a plus guère, en juin 1793, que les ouvriers instables, les vagabonds de la ville et de la campagne, les habitués d'hôpital, les souillons de mauvais lieu, la populace dégradée et dangereuse, les déclassés, les pervers, les dévergondés, les détraqués de toute espèce, et à Paris, d'où ils commandent au reste de la France, leur troupe, une minorité infime, se recrute justement dans ce rebut humain qui infeste les capitales, dans la canaille épileptique et scrofuleuse qui, héritière d'un sang vicieux et avarié encore par sa propre inconduite, importe dans la civilisation les dégénérescences, l'imbécillité, les affolements de son tem-

¹ *La Conquête jacobine*, p. 316, 317.

² Suivant Chasles, les cultivateurs sont « aristocrates. » *La Conquête jacobine*, p. 470. Les marchands de vin, les bouchers, le sont aussi, (p. 400 et 401).

pérament délabré, de ses instincts rétrogrades et de son cerveau mal construit ¹. »

Et ici, que M. Taine nous permette une observation. Le portrait qu'il a tracé du Jacobin dans ses premiers chapitres est-il complet ? Dans l'analyse si détaillée et si fine, dans la dissection pour ainsi dire qu'il a faite de son caractère, il assigne comme une double origine à la formation de ce type répugnant et malfaisant, mais toujours vivace, « l'amour-propre exagéré et le raisonnement dogmatique. » A ces deux éléments qu'on peut retrouver chez les chefs, mais qu'il paraît difficile de découvrir chez les soldats, chez cette plèbe imbécille et désordonnée que l'illustre auteur vient de nous peindre avec des traits si noirs et si ressemblants, ne conviendrait-il pas d'en ajouter un troisième que relie et féconde les deux premiers : cette éternelle convoitise, qui, depuis le péché originel, est le fond de la « bête » humaine ?

Et cette « bête » humaine, quand elle est déchaînée, qui la musellera ? Ce ne seront pas assurément les législateurs improvisés, avocats sans cause, médecins sans clients, littérateurs et journalistes de dixième ordre ² que le malheur de la France a faits ses maîtres d'un jour et que rien n'a préparés à cette haute et difficile mission. Car M. Taine a raison de le dire : pour « manier une chose aussi vaste et aussi compliquée qu'une société moderne, » ce n'est pas trop des « esprits cultivés et des hommes spéciaux ; » vérité évidente, jusqu'à en paraître « puérile » mais singulièrement méconnue dans la pratique, et qui pourtant n'est pas moins vraie au XIX^e siècle qu'au XVIII^e. C'est le principe que l'éminent académicien affirme avoir recueilli de ses études sur la Révolution. C'est aussi la leçon que nous pouvons tirer de son beau livre.

Et Dieu veuille que cette leçon soit plus écoutée en 1881 qu'en 1791 et en 1792 !

MAXIME DE LA ROCHESTERIE.

¹ *La Conquête jacobine*, p. 470 et 471.

² Voir, dans *La Conquête jacobine*, la composition de l'Assemblée législative (p. 94 et suiv.) et celle de la Convention (p. 379 et 381).

POLÉMIQUE

L'ORIGINE FRANÇAISE

DE

SAINT FRANÇOIS XAVIER

I

OBSERVATIONS DE M. L'ABBÉ HARISTOY

1. La *Revue des Questions historiques*, dans son n° du mois de juillet dernier¹, a donné une notice sur l'origine de saint François de Xavier, par M. l'abbé Soubielle. Nous n'avons garde de critiquer l'intéressant travail de notre vénérable confrère, tiré, en grande partie, de l'*Histoire de la Navarre* par les RR. PP. Moret et Aleson ; conforme dans son ensemble à ce que l'on trouve soit dans les écrits de Belsunce, de Menjonlet, de Raymond, soit dans les rares documents des archives de nos familles particulières, notamment celles de Garro et de M^{me} de Brancione, soit enfin à la tradition constante de nos pays¹. Mais quelques passages de cette étude nous ayant paru de nature à blesser la susceptibilité nationale des Basco-Navarrais, qui seuls ont le droit exclusif de revendiquer l'origine de l'illustre apôtre des Indes, leur auteur voudra bien nous permettre quelques observations.

Voici les principaux passages : « Ce nom de Jaxu, pas un basque français ne sera embarrassé pour indiquer sur le champ la localité, qui le porte. Jaxu est dans la Basse-Navarre, qui formait autrefois la partie la plus importante du diocèse de Bayonne, et lui appartient encore aujourd'hui : il est, au pays de Cise, dans le département des Basses-Pyrénées. De ce fait résulte que la vraie patrie, la patrie légale, réelle de saint François Xavier se trouve non point au-delà, mais en deçà des monts. L'illustre apôtre des Indes n'est pas d'origine espagnole, c'est une terre française qui a eu l'honneur de le produire... » — « François n'est pas né en Basse-Navarre, mais à

¹ Tome XXVIII, pages 214-235.

Xavier, c'est-à-dire en Espagne. Songer à tirer de là un argument pour en induire sa nationalité n'est pas possible. Le saint eût pu naître tout aussi bien à Idocin, à Azpilcueta, à Jaxu. Le lieu seul de la naissance est souvent une pure affaire de circonstance, il n'a jamais eu le privilège de créer la nationalité. »

Nous ne nous arrêterons pas à relever que la Basse-Navarre, partagée jadis entre les diocèses de Dax et celui de Bayonne, ne faisait pas la partie la plus importante de ce dernier diocèse, qui, en sus de la partie méridionale de la Basse-Navarre, comprenait tout le Labourd, les vallées de Baztan, de Larin (Lesaca), les terres d'Ernani, de Saint-Sébastien, de Guipuzcoa ¹. Nous serons un peu plus long au sujet de l'origine prétendue française de saint François Xavier.

Dans le double but de faire mieux saisir la portée de nos observations et de compléter certains passages de l'intéressante étude de M. l'abbé Soubielle, on nous permettra de donner quelques détails sur l'histoire, sur les anciens fors et enfin sur les usages de l'ancien royaume de Navarre, « vraie patrie, patrie légale, réelle de saint François Xavier. »

II. Le royaume de Navarre, à cheval sur les deux versants des Pyrénées, était borné au-delà des monts, par les royaumes d'Aragon, de Castille, les provinces basques d'Alava et de Guipuzcoa, et en-deçà par le Labourd, la Gascogne, la souveraineté de Bidache, le Béarn et la Soule. Partagé en six *mérindades* ou provinces, dont cinq au-delà des Pyrénées — celles de Pampelune, d'Estella, de Tudela, de Sangüesa et d'Olite — et la sixième, celle de Saint-Jean-Pied de-Port, appelée aussi *tierra de Ultra Puertos*, en-deçà les monts, il subsista intégralement jusqu'à l'année 1512. A cette époque, la Haute-Navarre alla, par suite de l'usurpation de Ferdinand-le-Catholique, se ranger à côté de la monarchie espagnole : la partie de *Ultra-Puertos*, appelée aussi la Basse-Navarre, resta au contraire fidèle à Henri II, son souverain légitime : mais Henri III de Navarre étant devenu Henri IV de France, elle alla, à son tour, se placer à côté de la monarchie française. Nous disons à côté, car l'usurpation de Ferdinand, ni l'avènement de Henri III au trône de France, ne détruisirent point le royaume, quoique partagé entre les mains de deux concurrents.

Henri II, son souverain légitime ne pouvant, après la confiscation de la Haute-Navarre, convoquer les états du royaume, ni à Pampelune, ni à Olite, comme c'était l'usage, les réunit à Saint-Palais, en 1524, et sous ses successeurs les armes et la couronne de Navarre ont toujours figuré à côté de celles de France. Les souverains de cette

¹ Charte de l'év. Arsius, 982.

nation, depuis Henri IV, se sont toujours appelés rois de France *et de Navarre*; bien que la Basse-Navarre fut seule à représenter tout le royaume. Ils respectèrent les *us et coutumes* ou *fors* du pays, son autonomie propre, et nous voyons les états navarraïss, réduits à ceux de la Basse-Navarre, protester contre l'édit royal qui les invitait à se faire représenter dans l'assemblée nationale de 1789, alléguant leur entière indépendance de la nation française et ne nommer enfin leurs représentants qu'à la condition que ceux-ci protesteraient contre toute mesure attentatoire aux droits et libertés du royaume de Navarre et qu'au besoin ils quitteraient ladite assemblée¹.

III. La maison de *Jasso*, *Iasso*, qu'il ne faut pas confondre, disent d'anciens auteurs, avec la famille de *Jasse* du Béarn, donna son nom au village de « Saint-Saturnin de Jasso², » ainsi que celles du Suhescun et de Lacarre ont donné les leurs aux paroisses de ces noms, voisines de celle de *Jussou* aujourd'hui, *Jaxu*. Elle était plus ancienne que les maisons nobles de *Lascorria* et de *Ganavero*, sises dans le même village, et appartenant, du moins depuis 1780, au même propriétaire.

Les *Annales du royaume de Navarre* nous apprennent que la maison de Jasso eut le privilège d'exciter contre elle « la fureur spéciale » des soldats de la reine huguenotte Jeanne d'Albret. Le témoignage du célèbre annaliste ne se trouve que trop confirmé par d'autres documents historiques et par les traces de destruction violente que l'on reconnaît encore dans les édifices tant religieux que profanes de nos pays. Pendant que les deux maisons de *Lascorria* et de *Ganavero*, ces deux seigneuries n'étaient détruites qu'en partie, l'antique maison *Sala* de *Jasso* disparut sous les coups des nouveaux vandales. L'auteur des *Annales* nous affirme que, depuis, elle a été rebâtie sur ses anciens murs, et cependant, encore que nous n'ayons guère que des conjectures, nous ne serions pas éloigné de croire qu'on se contenta de relever ses deux seigneuries de *Ganavero* et de *Lascorria* et de construire une chapelle au lieu même où s'élevait la maison de Jasso.

En effet, outre qu'à notre avis, l'esprit si traditionnel des Basques eût conservé l'ancien nom de Jasso à la nouvelle bâtisse si elle eût été élevée sur les anciens murs, l'emplacement de la chapelle, facile à reconnaître encore, nous paraît mieux convenir à l'antique maison *Sala* de Jasso. Le modeste sanctuaire, où les plus anciens du pays se rappellent encore avoir été entendre la messe, est plus bas que la maison de *Lascorria*, sur l'ancienne voie, qui allait à l'hôpital d'A-

¹ Cahiers des griefs de 1789, apud Potserel.

² Registre de l'année 1666 et suiv. de la paroisse de Jaxu.

pat ; voie qui s'éloignait peu de la route secondaire romaine de *Lapurdo* (Bayonne) à *Imum-Pyrenæum* (Saint-Jean Pied de-Port). Quoi qu'il en soit, il est certain que la construction de la chapelle de Jasso, la restauration des maisons de Ganaverro et de Lascorria appartenant, jusqu'à ces derniers temps, au même propriétaire, remontent à la même époque, savoir ; à la fin du *xvi^e* ou au commencement du *xvii^e* siècle, et que la maison de Jasso, après avoir figuré dans la liste des maisons *remissionnées* faite dans l'année 1536, ne figure plus dans celle de l'année 1603, au lieu qu'on trouve dans cette dernière liste la maison de Lascorria. Quant aux armoiries que l'on trouve à la porte principale de cette dernière maison, ce ne sont pas seulement celles que Martin Vizcay donne à la maison de Jasso, puisqu'au premier quartier, figurent trois cœurs posés 2 et 1.

La maison de Jasso n'était point de « premier ordre. » Ces maisons étaient celles de *Ricombres* : il n'y en avait en deçà des Pyrénées que trois ou quatre, et on les connaît. C'était une maison de gentilhomme, ce qu'en basque, on appelait une maison-*Sala*, et en espagnol *Palacio*, ayant, d'après les fors navarraï, le droit d'élever une tour jusqu'à la hauteur de la lance d'un cavalier à cheval, laquelle tour servait de salle d'armes pour les gens au commandement du gentilhomme : et c'est à tort que des auteurs peu au courant des anciens fors navarraï ont traduit le mot *Palacio* par celui de *château*. De châteaux proprement dits — à part quelques rares tours de défense — il n'y en avait ni il ne pouvait y en avoir en Navarre ; les fors s'y opposaient formellement. Pour des motifs que nous n'avons pas à donner ici, depuis le milieu du *xvi^e* siècle, du moins dans la Basse-Navarre, on éleva quelques rares châteaux avec deux ou trois tours cylindriques, à appareil plus ou moins militaire ; mais les états navarraï protestèrent avec énergie contre ce nouveau genre de bâtisses. Toutes les anciennes maisons nobiliaires étaient des maisons ordinaires, ne différant des autres maisons rurales que par un écusson ou blason placé, quelquefois, à la porte principale. C'est ce qui a fait déverser sur ces maisons — au lieu d'en admirer la noble simplicité et d'en pénétrer le sens politique — les grossières plaisanteries du maréchal d'Ancre ; plaisanteries, qui, au fond, ne prouvaient que l'ignorance de ce florentin devenu maréchal de France sans avoir jamais tiré l'épée.

La maison-*Sala* de Jasso, comme les autres maisons nobles, avait droit d'entrée aux états du pays, celui de participer comme « juge-jugeant » ou assesseur-né des juges inférieurs à la distribution de la justice de son district. Le jour où Jean de Jasso s'unit en mariage à Marie, héritière des maisons nobles de Xavier et d'Azpilcueta, il prit le titre de seigneur de ces deux maisons. Les fors exi-

geaient en effet que le seigneur d'une maison prit toujours le nom de sa maison, avec cette différence néanmoins que le seigneur *adventice*, c'est-à-dire de dehors, conservait son nom patronimique tout en prenant celui de sa nouvelle maison. Voilà pourquoi Jean de Jasso, seigneur *adventice* — comme disaient les fors, — continue à porter son nom de Jasso avec celui de seigneur de Xavier, et que ses fils, conformément aux mêmes fors, ne prennent d'abord que le nom de la maison natale, puis, celui des maisons dont ils devinrent les seigneurs. C'est ainsi, disons-nous, que saint Ignace, autre saint du pays basque, au lieu de prendre le nom de *Recalde* ou *Recart*, prit et porta le nom de la maison noble de Loyola.

Cette règle était tellement en vigueur dans tout le pays basque, qu'aujourd'hui encore, après un siècle qui nous sépare de la révolution de 89, c'est-à-dire de l'époque de la disparition de nos fors et privilèges, jamais on ne désigne, parmi nous, un propriétaire que par le nom de sa maison : par exemple Borda, pour dire le seigneur de la maison de Borda : Pierre de Borda, pour dire Pierre, fils — chose à noter — non du *seigneur* de Borda, mais de la maison de Borda. Aussi tous les Basques appellent-ils et appelleront-ils toujours saint François de Xavier comme ils appellent et appelleront son illustre maître, saint Ignace de Loyola. Les *Annales de la Navarre* nous apprennent, il est vrai, que François, jusqu'au jour où il s'enrôla sous le drapeau de saint Ignace, associa le nom de Jasso à celui de Xavier, et que, dans l'année 1531, avant d'aller occuper la chaire de philosophie au collège de Beauvais, il établit sa noblesse par la production des pièces authentiques de la maison de Jasso ; mais c'est là une particularité qui s'explique aisément par l'intérêt que le jeune et — on le sait — vaniteux maître es-arts de l'Université de Paris trouvait à porter, dans cette capitale, le nom d'une maison noble cis-pyrénéenne, d'une maison sise dans la partie restée fidèle à Henri II et à ses successeurs, par la situation que valut à la famille de Xavier sa fidélité aux souverains légitimes — situation parfaitement établie dans l'étude de M. l'abbé Soubielle, — et enfin par l'affection qu'il avait pour une maison, berceau de son enfance et probablement le dernier refuge de l'illustre Président du conseil royal de Navarre. Les mêmes *Annales* nous disent, en effet, aussi bien que la tradition de nos pays, que Jean de Jasso, en compagnie de sa famille, mais le plus souvent avec le jeune François, aimait à visiter la maison de Jasso, toutes les fois que les hautes fonctions de sa charge le lui permettaient. Aussi, nous associant à un vœu déjà émis par un écrivain distingué de nos pays¹, volontiers, érigerions-nous à l'illustre Apôtre des Indes un

¹ M. Menjoulet, vicaire général de Bayonne, *Chronique d'Oloron*.

monument dans cette chapelle, que nous appelons de Jasso, en attendant qu'on l'appelle de saint François de Xavier, et un autel dans chaque église de la Basse-Navarre.

IV. Mais cela ne nous empêcherait pas de voir le lieu de sa naissance, voire même celui de son origine, dans la maison de Xavier, parce que, pour nous, il n'y a qu'un seul pays basque, un seul royaume de Navarre. Dire que saint François de Xavier est d'origine française, nous paraît aussi exact que si, un jour, l'ancien royaume de Navarre tombant — ce qu'à Dieu ne plaise — sous la domination prussienne, on disait qu'il est d'origine allemande.

Qu'eût dit notre gentilhomme navarrais, si, le 10 janvier 1494, le jour du couronnement de Jean d'Albret et de Catherine de Navarre dans la cathédrale de Pampelune, alors qu'en l'absence du chancelier du royaume, il en remplissait les fonctions, on lui eût dit que le fils qu'il lui naîtrait, douze ans après, dans la maison noble de Xavier, serait dit, un jour, d'origine française ? Qu'eussent dit tous « ces prélats, ricombres, chevaliers hildagos, infançons, hommes de cités, tout ce peuple navarrais, » si jaloux de leur nationalité, devant lesquels Jean d'Albret dut venir prêter son serment de fidélité ? Que diront encore aujourd'hui tous ces pèlerins qui, pour visiter le lieu de la naissance de saint François, vont dans la maison de Xavier ? Croirait-on qu'en apprenant que le « saint eût pu naître tout aussi bien à Idocin, à Azpilcueta, à Jaxu, » ils voulussent s'y arrêter indifféremment. Beaucoup moins, soit à Idocin, soit à Azpilcueta, soit à Jaxu, s'arrêteraient-ils, à la pensée de voir dans saint François un enfant « produit par une terre française. »

Concluons : Jean de Jasso, le père de l'illustre Apôtre des Indes, naquit dans « la paroisse Saint-Saturnin de Jasso » aujourd'hui Jaxu, près de Saint-Jean Pied-de-Port, dans la Basse-Navarre, en plein pays basque. La constante tradition de nos pays, ce que nous trouvons dans les *Annales de la Navarre*¹, les écrits de Belsunce², de Raymond³, le savant archiviste du département, de Menjoulet, vicaire général du diocèse de Bayonne⁴ ; dans les rares documents des archives des familles de Garro, de Madame de Brancion etc., ne nous permettent aucun doute à cet égard. Depuis son mariage avec l'héritière de la maison noble de Xavier, comme seigneur *adventice*, conservant son nom de Jasso, il prit le titre de seigneur de Xavier, ainsi que les anciens fors et les usages navarrais l'exigeaient.

Son fils François naquit à Xavier, dans la vallée de Baztan, près de

¹ *Annales de Navarre*, t. IV et V, passim.

² *Hist. des Basques*.

³ Inv. des arch. du dép.

⁴ *Chron. d'Oloron*.

la frontière qui aujourd'hui sépare les deux versants des Pyrénées, dans la Haute-Navarre et en plein pays basque. Bien qu'un moment il ait associé le nom de Jasso à celui de Xavier, son vrai nom est de Xavier. Tous les basques, ses vrais et uniques compatriotes, l'appellent et l'appelleront saint François de Xavier, comme ils appellent et appelleront son illustre maître, basque comme lui, saint Ignace de Loyola.

Ni le père ni le fils n'ont été « produits par une terre française, » mais bien par une terre navarraise, quoique devenue depuis française. Ils sont d'origine, non française, pas même espagnole, mais bien *basco-navarraise*, ou comme l'on a toujours dit, simplement *navarraise*.

L'ABBÉ HARISTOY,
curé d'Irissarry, en Basse-Navarre.

II

RÉPONSE DE M. L'ABBÉ SOUBIELLE

I. Depuis une année, je regardais obstinément vers l'Espagne. La pensée ne m'était pas venue que dans le pays dont saint François Xavier redevenait l'illustre enfant, quelqu'un pût le repousser. C'est ce que fait pourtant l'auteur de la protestation qui précède. Sous le couvert du patriotisme local, il épouse de tous points l'intérêt espagnol, et ne néglige rien pour le soutenir contre la Basse-Navarre et la France, fournissant ainsi à la thèse de juillet dernier la contre-épreuve publique qui manquait à son triomphe.

Il y a eu des temps où cette thèse n'aurait offert que l'intérêt fort restreint d'une dispute d'honneur entre deux cantons d'une même province. Mais, à partir de l'édit solennel de Louis XIII *incorporant* la Navarre, son héritage paternel, au royaume de France pour être *de même nation* ; depuis, surtout, que de nouvelles divisions territoriales et l'uniformité d'administration, de charges et de droits ont fait de toutes les provinces réunies une patrie unique et homogène, la question entre Yaxu et Xavier est devenue nationale. Tout français a le droit de s'y intéresser : il s'agit d'une gloire qui appartient à l'un des deux grands pays que les Pyrénées séparent.



Faut-il redire maintenant que si la vraie patrie de l'apôtre des Indes est une terre depuis longtemps française, c'est parce que l'illustre saint naquit bas-navarrais ? Cette origine a constitué tout le nœud de la discussion ; autour de ce fait — je ne dis pas de cette découverte, le premier venu étant libre de s'en emparer comme moi — ont été groupés des arguments irréfutables, avec une abondance telle qu'ils remplissent à eux seuls presque tout mon article.

Après cela le besoin, paraît-il, se faisait sentir de prouver que saint François Xavier était *basque* et *navarrais*, comme si son origine de Basse-Navarre ne le faisait pas à la fois l'un et l'autre. Cette revendication, qui était évidemment superflue, sert donc plutôt de prétexte à des observations dont l'enchaînement a une tout autre portée. Leur but n'est nullement de *compléter* ma thèse, et ce n'est pas à elles qu'il faudra s'en prendre si saint François Xavier reste encore bas-navarrais et du diocèse de Bayonne : bref, c'est la thèse opposée. J'irais droit à l'argument auquel elles aboutissent si, chemin faisant, il ne se rencontrait des assertions qu'on ne peut laisser passer sans réplique dans ce recueil.

II. D'abord, les parties dont se composait l'ancien diocèse de Bayonne, rangées par ordre d'importance, ont en tête la Basse-Navarre, dont cinquante-six églises appartenaient à ce diocèse¹. Elle était donc de beaucoup la plus considérable, puisque le Labourd, qui vient en seconde ligne, ne comprenait que trente-neuf paroisses. Ceci soit dit uniquement pour prouver le respect apporté jusqu'aux détails les plus insignifiants de mon étude.

La petite dissertation sur l'indépendance de la Navarre pouvant être considérée maintenant comme un hors d'œuvre, je me contente de faire remarquer que les pays d'*côté* étaient fort nombreux en France. Beaucoup de provinces, en vertu de leurs traités de réunion à la couronne, avaient conservé, comme la Navarre française, le droit de s'administrer elles-mêmes, de fixer le chiffre et le mode de répartition de leurs impôts, parfois aussi d'être réglées par leurs coutumes locales ; ce qui n'empêchait pas la Cour d'y avoir des gouverneurs militaires, des intendants pour l'administration, des sénéchaux pour la justice. On les appelait pays d'États. Et croire que la Basse-Navarre fût la seule à protester contre sa convocation aux États-Généraux, c'est se faire illusion. Pour ne citer qu'un exemple voisin, la province de Béarn fut absolument dans le même cas.

III. Nous voici ainsi à Jaxu, dans la patrie, sinon de saint François

¹ *Mémoire sur la Navarre*, par Lebreton, 1700. — L'intendant nomme toutes ces églises ; celles du pays de Mixe et de l'Ostabaret qui dépendaient de l'évêché de Dax sont énumérées ensuite.

Xavier, du moins de son père. Car je m'empresse de constater, comme acquis maintenant, un fait devenu hors de conteste, et sur lequel l'auteur des observations lui-même possède tout plein d'autorités qui ne permettent plus désormais l'ombre d'un doute. Don Juan de Jaso avait son foyer natal, sa famille, ses terres, son château à Jaxu, dont il était seigneur; le père de saint François Xavier était bas-navarrais. Un peu d'incertitude, sur l'emplacement exact du château, subsisterait, dit-on, encore : elle est bien facile à dissiper.

La maison Sala de Jaxu est une découverte qui ne peut tenir; il n'y a trace d'elle nulle part, ni sur le sol, ni dans les traditions pourtant si fidèles des basques. Le mot *sala*, qu'on transforme inutilement en un nom propre, signifie demeure seigneuriale. La *sala* de Jaxu, c'est le château de Lascor. De là vient que ces dénominations sont prises indifféremment l'une pour l'autre, dans les listes des maisons nobles de Basse Navarre, dès avant le passage des Huguenots. Le catalogue très complet de 1515 devrait les renfermer toutes deux, si elles eussent représenté des seigneuries distinctes; il n'en est rien, et celle qui s'y trouve, est justement celle de Lascor. Les armes de Jaxu, sculptées sur la porte principale, sont d'ailleurs une autre preuve très certaine¹. Si Lascor n'eût pas été la demeure originaire de la famille, ce château aurait eu et gardé ses armes particulières comme la petite seigneurie de Ganaberro. Rien, du reste, ne m'étonne ici comme la plainte dirigée contre l'esprit traditionnel des basques, qui ont laissé, au contraire, une tradition précise et éclatante. Durant la seconde moitié du xvi^e siècle et pendant tout le cours du xvii^e et du xviii^e, ils n'ont cessé, en vénérant le château de Lascor, de le signaler comme la maison paternelle du saint; et la chapelle où ils venaient faire leurs dévotions en l'honneur de saint François Xavier, ils continuent à l'appeler encore aujourd'hui la chapelle de Lascor. Véritablement, ce n'est pas leur faute si l'on cherche ailleurs, sans le trouver, le château seigneurial de la famille de Jaxu.

Cette maison importante était de premier ordre dans le pays de Cize. Les observations voudraient ne pas l'entendre ainsi, parce qu'il y avait dans la Basse-Navarre trois ou quatre maisons de *ricombres*, que l'on connaît, ajoute-t-on; mais je remarque que l'on se garde bien de les nommer. Des ricombres, il s'en trouve encore à l'avène-

¹ Les armes du château de Lascor sont bien telles que je les ai décrites. Ce que l'on prend pour un quartier et trois cœurs, c'est un canton et trois petites sphères parfaitement arrondies, identiques à celles qui se trouvent sur les chapiteaux extérieurs de l'église paroissiale. Cette brisure, qui laisse les armes en principal, proviendrait, à mon avis, de la branche cadette venue d'Espagne pour reprendre possession de la seigneurie.

ment de Jean d'Albret et de Catherine; quelques années après ils avaient achevé de disparaître. Ce titre, qui ne fut plus rétabli, avait été, non point héréditaire, mais exclusivement personnel, comme celui de maréchal ou de ministre; il n'y avait donc pas de maisons qui en donnassent le privilège. C'est ce qui résulte officiellement d'une délibération solennelle des États de la Navarre espagnole, répondant, en 1796, à une demande royale¹. Ah! les pères Moret et Abson étaient bien forts sur les choses de Navarre et sur l'état des maisons nobles de ce pays; ils savaient à merveille ce qu'était la dignité de ricombre, et lorsqu'ils disent de la maison bas-navarraise dont il s'agit : *era de primera calidad en la tierra de Cisa*, la prééminence des maisons nobles provenant de leur ancienneté jointe à leur richesse, on peut être assuré que la maison de Jaxu possédait éminemment l'une et l'autre².

Demander ensuite qu'on refuse même le nom de château à la noble demeure parce qu'elle n'était pas une forteresse, pourra sembler assez puéril dans le pays, où l'on dit encore tous les jours : château de Lacarre, château d'Echaux, de Licerasse, d'Irumberry, d'Olce, d'Apat, de Belsunce, etc. Les châteaux-forts, tels que ceux de Garris et de Saint-Jean Pied de-l'ort, s'appelaient *Castillos*; les mots *palacio* ou *sala* étaient exclusivement réservés à la désignation des demeures seigneuriales comme était celle de Jaxu.

IV. Les observations critiques qui viennent d'être relevées, eussent-elles une valeur qu'elles n'ont point, n'auraient pas réussi à faire passer le vieil argument espagnol qui les termine. Cet argument, je devrais dire cette allégation, se trouve fort en retard, aujourd'hui que l'on connaît trop de choses sur la maison de Xavier pour qu'il puisse être encore de mise.

Le père du glorieux apôtre, chef d'une antique famille, tête de lignage comme on disait alors, était de Jaxu et bas navarrais; ses enfants seront naturellement bas-navarrais aussi et de Jaxu. Mais, pour qu'ils ne le soient pas, voici ce qui a été imaginé : On fait subir au père, lors de son mariage, un contrat tout-à-fait léonin, stipulant : 1° Que les enfants qui naîtront ne seront pas de Jaxu, mais de Xavier; 2° qu'aucun d'eux ne portera le nom de son père. L'invention, — j'espère ne blesser personne en employant ce mot, —

¹ *Arch. del Reino*, à Pampelune : sec. de nobleza, leg. 3, carp. 12.

² Le vénérable curé d'Irissarry reconnaît l'ancienneté de cette maison, indiquée d'ailleurs par la nature primitive de ses armes; quant à ses richesses, on peut en avoir une idée par les nombreux châteaux, les villages, les maisons de ville et autres biens importants énumérés dans le testament de la mère de Jean de Jaxu.

a le tort de se heurter à des impossibilités manifestes et de mettre en révolte les faits mêmes auxquels on a voulu l'adapter.

Les impossibilités se rencontrent dans le majorat de Jean de Jaxu, sans lequel on avait compté. Ces sortes d'institutions patrimoniales, en rendant les biens et les droits qui y étaient compris inaliénables, avaient précisément pour but de conserver le nom, les armes et la splendeur des maisons nobles. Un pauvre cadet de famille sans foyer, eût pu à la rigueur contracter le mariage *adventice* dont on parle. Un seigneur à majorat ne le pouvait pas. Sans aller jusqu'en Guipuscoa chercher un exemple qui ne prouverait rien pour les fors et coutumes de Navarre; sans recourir inutilement au fils de la maison de Borda, puisque tous les basques savent qu'il continue à signer du nom de son père quel qu'il soit, j'aime mieux fournir des faits concluants, précis, et je les prends dans la propre famille de Xavier, à laquelle on supposerait peut-être quelque privilège spécial. Il y en a de toutes les époques, avant et après Jean de Jaxu.

Martin d'Azpilcuéta n'avait assurément ni les richesses, ni la distinction du futur président du conseil royal, lorsqu'il épousa l'héritière de Xavier; mais il avait un majorat, si mince qu'il fût. Aussi la fille qui lui naît est d'Azpilcuéta et en porte le nom; c'est elle, on le sait, qui devint la femme de Jean de Jaxu. Jérôme de Garro épouse Anne de Xavier, héritière de cette seigneurie; ses enfants sont tous de Garro et portent le nom du majorat paternel. Plus tard enfin, Xavier tombe encore en quenouille; un seigneur à majorat en épouse l'héritière; il s'appelle cette fois Grenade d'Éga, et la preuve que ses fils n'ont perdu ni le nom ni les droits paternels, c'est que le possesseur actuel de Xavier se nomme Grenade d'Éga. La loi était constante, le droit rigoureux; et le riche majorat de Jean de Jaxu, dont nous connaissons les biens considérables, ne s'y est pas soustrait. L'acte par lequel il lui fut constitué, justement en vue de son mariage, porte cette clause assez superflue, mais trop expressive pour ne pas être remarquée, à savoir que le nom de Jaxu sera transmis aux enfants à perpétuité, sans qu'il puisse y avoir d'exception, sous peine de déchéance totale¹.

Le noble seigneur bas-navarrais n'avait pas besoin d'une recommandation pareille. Dans l'article même auquel je réponds, on a pu lire les témoignages de son attachement et de sa sollicitude pour le château natal où il se plaisait à faire vivre le plus longtemps possible ses enfants, surtout ceux qui lui étaient les plus chers. Il transmet aussi fidèlement son nom de famille; car tous ses enfants l'ont porté. Ce fait est maintenant hors de doute, et je suis heureux d'avoir l'occasion de le produire devant le public de cette *Revue*.

¹ J'ai déjà rapporté le texte de cette disposition, dans une note en juillet dernier.

François portant le nom bas navarrais de son père gênait déjà très fort les partisans de contrats *adventices*. Ils ne s'en débarassaient qu'en jetant au jeune gentilhomme l'épithète de vaniteux ! Vanité dans tous les cas bien précoce : elle a commencé aux premiers jours du berceau ; bien persistante : elle n'a cessé qu'à trente ans. Mais nous ne sommes plus devant un fait particulier ; il se généralise. Depuis la publication de mon travail, une sœur de saint François Xavier est venue joindre son attestation à celle de son jeune frère en faveur de leur origine bas-navarraise. Mariée au seigneur du château de Veyre, don Diegod' Ezpeleta, elle est inscrite dans les vieux actes des archives de la famille sous le nom de D^{na} Ana de *Jaso*, Azpilcuéta y Xavier. En cherchant, pour que la preuve soit complète, le nom de son fils, on le trouve régulièrement composé de celui du père et de la mère : Don Miguel de Ezpeleta y *Jaso* ¹.

Devant ce double témoignage du frère et de la sœur, les systèmes tombent ; la seule objection qui ait été opposée, après un an de recherches, n'a plus de prise, et l'origine de saint François Xavier, telle qu'elle a été établie dans cette *Revue*, reste définitivement acquise à l'histoire.

Saint François Xavier naquit bas-navarrais, dans un royaume indépendant. A Jaxu, son pays d'origine, se trouvent encore le château de la famille et les restes de la chapelle où le saint fut autrefois honoré par ses compatriotes. Or Jaxu est, depuis bientôt trois siècles, une terre française.

P. SOUBIELLE.

¹ Je dois cette précieuse communication, prise sur pièces authentiques, à M. le comte d'Ezpeleta, possesseur encore aujourd'hui du château de Veyre et le représentant le plus direct du sang qui coulait dans les veines de saint François Xavier, la génération de mâle en mâle n'ayant jamais été interrompue depuis l'alliance avec la fille de Jean de Jaxu, tandis qu'elle l'a été à plusieurs reprises dans la branche que représente le duc de Grenade, actuellement propriétaire de Xavier. — Il m'a paru inutile de répéter, en cet endroit, ce que l'on trouve longuement expliqué dans mon travail, comment les enfants apanagés de Jean de Jaxu durent renoncer au nom paternel.

COURRIER ALLEMAND

Nous commencerons par mentionner un livre qui ne paraît pas pour la première fois, mais dont l'importance et les changements sont tels, que la nouvelle édition pourrait passer pour une œuvre nouvelle : je veux parler du *Lexique ecclésiastique* de Fribourg ¹. La première édition remonte à 1846-1860 ; elle comprend douze volumes, plus un volume de tables, et a été publiée par MM. Wetzer, orientaliste de Fribourg, et Welte, alors professeur à Tübingen, aujourd'hui chanoine à la cathédrale de Rottenburg. Quel qu'ait été le mérite de cette première édition, — mérite que prouvent des traductions en français et en polonais, — elle n'en offrait pas moins un grand nombre de lacunes, de fautes et d'inexactitudes ; ajoutez le progrès des sciences, surtout des sciences historiques, et les changements des derniers temps. Tout exigeait une entière refonte : après bien des années d'attente le Dr Joseph Hergenroether, alors professeur à Würzburg, entreprit cette tâche épineuse ; mais après son élévation au cardinalat et la fixation de sa résidence à Rome, il dut en laisser l'achèvement au Dr Franz Kaulen, professeur d'exégèse à l'Université de Bonn, l'un des hommes d'Allemagne les plus versés dans la science de la Bible. Il a pour collaborateurs plus de 250 savants catholiques : on retrouve dans ce nombre presque tout ce que l'Allemagne et l'Autriche possèdent en fait de théologiens et d'historiens. L'ouvrage comprendra dix gros volumes, et chaque volume de dix à douze livraisons. Quatre livraisons du premier volume ont déjà paru : elles vont du mot *Aachen* (Aix la Chapelle) au mot *Amsdorf*. Si on les compare avec la partie correspondante de la première édition, un immense progrès se constate : il y a plus d'articles, et sur chaque matière les indications bibliographiques sont plus complètes et plus méthodiques. Dans un lexi-

¹ *Kirchenlexikon oder Encyclopaedie der katholischen Theologie u. ihrer Hülfswissenschaften*, von WETZER u. WELTE. Zweite Auflage in neuer Bearbeitung, unter Mitwirkung vieler katholischen Gelehrten begonnen von JOSEPH cardinal HERGENROETHER, fortgesetzt von Dr FRANZ KAULEN, Professor der Theologie in Bonn. Bis jetzt vier Hefte. Freiburg i. Baden, Herder, gr. in 8° de 768 p.

que c'est le point capital. Sous ce rapport, comme sous une foule d'autres, la nouvelle édition du *Lexique ecclésiastique* l'emporte sur l'*Encyclopédie réelle pour la théologie et l'église protestante*, du professeur Herzog, dont on donne actuellement aussi une nouvelle édition. Tous les articles étrangers à la théologie ont été supprimés : par là on a gagné de l'espace pour d'autres. Nul doute que le *Lexique ecclésiastique*, sous l'habile direction du professeur Kaulen, ne devienne pour la théologie allemande un *monumentum ære perennius*.

— Depuis vingt ans qu'a paru le troisième volume de la grande *Histoire d'Espagne* de Lembke-Schaefer, cet important ouvrage est resté inachevé. Sous ce titre, *Histoire de Castille*¹, le Dr Schirrmacher, professeur à Rostock, en donne la suite. Son récit va de la conquête de Tolède (1085) à la conquête de Tarifa (1292); il se divise en deux livres. Le premier (p. 1-322) va de la bataille d'Uclés (1108), époque où la puissance des Almoravides est à l'apogée, jusqu'à la victoire des Chrétiens à Navas de Tolosa (1212); il embrasse donc la régence désastreuse de la reine Urraque (1109-1126), le grand règne d'Alphonse VII son fils (1126-1157), le rétablissement de la puissance royale et impériale en Castille, la conquête d'Almería, le court mais heureux gouvernement de son fils Sanche III (1157-1158), surnommé *El Deseado*, l'*Inoubliable*, la vie d'Alphonse VIII le Noble (1158-1214), si tourmentée par la fortune, et finalement si glorieuse. Le second et dernier livre (p. 322-677) est intitulé : *Époque des grandes conquêtes de la Castille dans l'Espagne méridionale*. On y trouve les règnes d'Enrique I (1214-1217) et de Fernand III *el Santo* (1217-1252). Quatre chapitres sont ensuite consacrés au règne d'Alphonse X *el Sabio*, le *Savant*, rempli de contestations, de revers et de soulèvements. M. Schirrmacher décrit rapidement l'activité législative de ce prince, sa politique d'aventure comme empereur, et le contre-coup de cette politique sur la couronne et le pays; puis il raconte le règne de Sanche IV (1284-1295). Viennent ensuite trois appendices : — 1. Les enfants du roi Alphonse VIII. — 2. Lettre d'Ennâsir au roi d'Aragon. — 3. Contribution à l'histoire du soulèvement de l'Infant don Enrique et des Moslems d'Andalousie. — L'œuvre de M. Schirrmacher se caractérise par l'objectivité, la profondeur, la connaissance des sources, l'emploi complet de la littérature du sujet. Par là il a pu maintes fois rectifier ses prédécesseurs : J. B. Gams, Schmidt, Berganga, Toeche, Hurter, Rosseuw Saint Hilaire. Il faut notamment signaler

¹ *Geschichte Castiliens im XII u. XIII Jahrhundert* (Zugleich Fortsetzung von LEMBKE-SCHAEFER *Geschichte von Spanien*, Band IV) von FR. WILH. SCHIRRMACHER. Gotha, Friedr. Andr. Perthes, 1881, in-8° de XVIII-696 p.

les nombreuses et grossières erreurs qu'il reproche au professeur Aschbach (cf. p. 15, 18, 19, 25, 36, 65, 115, 169, 197, 268, 290, 311, 325, 332, 333, 334, 345, 355, 379, etc.); souvent aussi il rectifie Schaefer, Lafuente, Herculano. Parmi les sources manuscrites qu'il a pu consulter pour la période 1170-1223, notons une source arabe : ms. n° 86 de la Bibliothèque de Copenhague, sur lequel, dans son *Ibn Adhâri* (Introduction, p. 103), Dozy s'est déjà prononcé.

— Le premier volume de l'*Histoire des États de Tyrol*, par Mgr le Dr Albert Jaeger ¹, n'est pas une œuvre moins importante pour l'histoire du Moyen Âge. On y trouvera exposés l'origine, la formation des États sociaux (*soziale Staende*), leur situation juridique depuis l'émigration des peuples jusqu'au xv^e siècle. Ce livre est le fruit de longues recherches. Peut-être l'auteur n'a-t-il pas assez mis à profit les nouveaux écrivains, notamment la grande *Histoire de la constitution allemande* du professeur Georg Waitz ; mais il n'en a pas moins rendu un grand service tant à l'histoire du droit qu'à l'histoire de la civilisation : il montre par de nombreux matériaux les bénédictions répandues sur le Tyrol par l'activité sociale de l'Église et des monastères. Le second volume, plus important encore, contiendra la substance de documents inédits. Puisse le vieillard octogénaire qui a entrepris cette tâche, avoir le temps de la mener à terme !

— Autre excellent ouvrage : l'*Histoire de l'évêché de Passau jusqu'à la sécularisation*, par le Dr Karl Schroedl ². En voici les divisions : Temps des Romains ; temps des ducs Agilolfings en Bavière (508-788) ; temps des Karolingiens (788-915) ; beaux jours de l'empire romain allemand (915-1068) ; temps de la querelle des investitures et des premières croisades (1068-1148) ; temps des luttes entre les Hohenstauffen et les Papes (1149-1254) ; temps des premiers empereurs Habsbourg, de Louis de Bavière et des Papes d'Avignon (1254-1380) ; temps du schisme et des conciles de Bâle et de Constance jusqu'à la Réforme (1380-1517) ; temps de la Réforme, de la contre-réforme et de l'illuminisme (1517-1803). L'auteur puise aux meilleures sources ; il a usé de manuscrits inédits. L'un des chapitres les plus intéressants est celui qui est consacré aux luttes des évêques de Passau, notamment d'Urbain de Trennbach (1561-1598) et du cardinal Melchior Klesl contre les progrès du protestantisme dans leur diocèse. L'auteur

¹ *Geschichte der landslaendischen Verfassung Tirols*, von Mgr ALBERT JAEGER 1 Band : *Die Entstehung und Ausbildung der sozialen Staende und ihrer Rechtsverhältnisse in Tirol von der Völkerwanderung bis zum 15ten Jahrhundert*. Innsbruck, Wagner, 1881, gr. in-8° de 729 p.

² *Passavia sacra. Geschichte des Bisthums Passau bis zur Saecularisation des Fürstbisthums Passau*, von Dr KARL SCHROEDL. Passau, Wallbauer, gr. in-8° de xii-424 p.

ne s'est pas restreint à une histoire aride du diocèse : il décrit en détail le développement de la civilisation ; il n'oublie ni les saints, ni les autres personnages importants. S'il est à souhaiter que chaque diocèse d'Allemagne ait aussi son histoire, pour des travaux de ce genre le livre du Dr Schroedl serait un modèle.

— Depuis dix-sept ans le P. Pius Gams, l'éminent éditeur du gigantesque ouvrage *Series episcoporum ecclesiæ catholicæ* ¹, travaille à la publication d'une *Histoire de l'Église d'Espagne* ² : la dernière partie du troisième et dernier volume vient enfin de paraître. Elle va de la conquête de Grenade (1492) jusqu'à notre âge, et se divise en deux livres, les livres XIII et XIV de tout l'ouvrage. Le premier chapitre, fort long et fort intéressant, est consacré à l'inquisition d'état. Ranke a soutenu que c'était seulement une institution de l'Etat ; Gams soutient l'opinion contraire. A mon sens ces deux systèmes extrêmes ne donnent ni l'un ni l'autre la vérité : l'inquisition espagnole avait un caractère mixte, en partie ecclésiastique, en partie politique. On peut discuter sur celui des deux éléments qui l'emportait ; mais que tous deux aient eu dans l'institution une grande influence, c'est ce que les recherches de M. Rodrigo ³ ne permettent plus de nier. Les chapitres trois et quatre vont de 1492 à 1556 : les détails en sont curieux, mais tous deux manquent de vues d'ensemble. L'histoire de Charles-Quint laisse à désirer. Les chapitres sur les temps modernes ou contemporains sont spécialement intéressants et instructifs. La conclusion récapitule tout l'ouvrage ; elle le complète et le corrige, et se termine par une bonne table. A la fin du volume se trouve une carte importante, sous ce titre : *Hispania ecclesiastica una cum itineribus Romanis per Hispaniam*.

— La Renaissance vient d'être en Allemagne l'objet d'ouvrages qui méritent l'attention de la France. En premier lieu citons *La culture de la Renaissance en Italie* ⁴ par Jacob Burckhardt, professeur à Bâle. L'ouvrage en est à sa troisième édition ; il est réédité par le professeur Ludwig Geiger, de Berlin, avantageusement connu par son livre sur Reuchlin et Pétrarque, et comprend deux volumes. Le premier contient : 1. L'État œuvre d'art : la tyrannie aux XIV^e et XV^e siècles ;

¹ Ratisbonne, 1873.

² *Die Kirchengeschichte von Spanien*, von PIUS BONIFAZ GAMS, O. S. B. Band III. *Vom Ende des XI Jahrhunderts bis zur Gegenwart*. II^e Abtheilung : 1492-1879. Regensburg, Mainz gr. in-8° de viii-572 p.

³ *Historia verdadera de la Inquisicion*. 1876-1877. Trois volumes. Cf. *Innsbrucker Zeitschrift für Katholische Theologie*. t. III, p. 548.

⁴ *Die cultur der Renaissance in Italien. Ein Versuch* von JACOB BURKHARDT. Dritte Auflage, besorgt von LUDWIG GEIGER. Berlin, Seemann, 1878, 2 vol. gr. in-8° de xii 362 et x-380 p.

les adversaires de la tyrannie ; les République de Venise et de Florence ; politique extérieure des États italiens ; la guerre œuvre d'art ; la Papauté et ses dangers ; l'Italie des Patriotes. 2. Développement de l'individu ; l'État italien et l'individu ; l'accomplissement de la personnalité ; la gloire, la raillerie et l'esprit modernes. 3. Réveil de l'antiquité : Rome la ville des ruines ; les auteurs anciens ; l'humanisme au xiv^e siècle ; les universités et les écoles ; les pionniers de l'humanisme ; reproduction de l'antiquité, l'épistolographie et le discours latin ; la dissertation et l'historiographie latines ; latinisation universelle de la culture ; la poésie néo-latine ; chute des humanistes au xvi^e siècle. Le second volume, qui se divise aussi en trois parties, n'est pas moins riche en matériaux : 1. Découverte du monde et de l'homme. 2. La société et les fêtes. 3. Les mœurs et la religion. Malheureusement, une foule d'appréciations s'écarterent du point de vue catholique. — Il y a également une certaine partialité dans l'ouvrage de Georg Voigt : *La Résurrection de l'antiquité classique, ou le premier siècle de la Renaissance*¹ : il s'agit seulement du premier volume, dont la seconde édition vient de paraître, et qui contient : 1. Francesco Petrarca. 2. Les fondateurs de la République des muses à Florence. 3. La première époque des Médicis. 4. L'humanisme aux cours italiennes. L'ouvrage se signale par les recherches approfondies, le grand nombre des matières, la finesse et la justesse des appréciations. — On peut en dire de même du livre de Hubert Janitschek, professeur à Prague, *La société de la Renaissance en Italie et l'Art*². Des quatre parties de l'ouvrage, la première est consacrée aux tendances intellectuelles de la Renaissance : elle complète, par les recherches personnelles de l'auteur sur les sources, le livre de Voigt. On n'acceptera guère ce qu'elle dit de la mauvaise influence du christianisme sur l'art ; mais elle fait une distinction très juste entre trois tendances de la Renaissance italienne : la première, païenne et radicale, va jusqu'à oublier son point de départ : Dante, Pétrarque et Boccace, qui voulaient, dans la langue, les mœurs et la foi, conserver la tradition nationale ; la seconde se rattache à ces trois grands hommes, et cherche à mettre d'accord les éléments nouveaux avec les idées chrétiennes et l'état politique et social. Florence fut le point de départ et le foyer de ces deux partis. A côté de ces deux tendances, et c'est là son principal mérite, Janitschek en nomme une troisième :

¹ *Die Wieder'elebung des classischen Alterthums, oder das erste Jahrhundert des Humanismus* von GEORG VOIGT, I. Band, 2^e Auflage Berlin, Reimer, 1880, gr. in-8^o de xii-545 p.

² *Die Gesellschaft der Renaissance in Italien und die Kunst. Vier Vortraege* von HUBERT JANITSCHKEK. Stuttgart, Spemann, 1879, gr. in-8^o de vi-120 p.

la tendance chrétienne ascétique, dont il fixe la part d'influence sur l'art. Dans la seconde partie il traite de l'imagination et de l'éducation artistique pendant la renaissance. La troisième, sur la situation de la femme dans l'art, est remplie d'assertions inadmissibles ; la dernière, Mécènes publics et privés, est excellente. La conclusion (p. 100-120) offre des remarques nombreuses, une riche bibliographie et quelques documents encore inédits.

— Le professeur Gustave Körting, à Münster en Westphalie, projette la publication d'une grande *Histoire littéraire de l'Italie au temps de la Renaissance*. Des six volumes que comprendra l'ouvrage, deux ont déjà paru. Le premier est consacré à Pétrarque ¹. Le récit est étendu, mais calme et subjectif ; le protestant s'y fait souvent sentir. Ce défaut est moindre dans le second volume : *Vie et Œuvres de Boccace* ². On y remarquera ce qui est dit des rapports de la Renaissance et la Réforme. C'est la première fois que les sources sur la vie de Boccace sont soumises à une étude critique. Sur ses écrits M. Körting est trop bref, et cependant on peut lui reprocher de s'arrêter trop encore à une œuvre telle que *Il Corbaccio*.

— A ces ouvrages généraux sur la Renaissance et l'Humanisme, rattachons un écrit spécial, l'un des meilleurs qui aient paru dans ces derniers temps en Allemagne, la monographie du Dr Reichling sur Jean Murnellius ³. Après l'examen des sources, objet de l'introduction, viennent des pages sur la vie de Murnellius et son influence ; sa jeunesse, sa vie à Münster, à Alkmar, ses dernières années et sa mort. En appendice (p. 131-165), se trouvent une belle bibliographie de ses œuvres et quelques-unes de ses poésies. Une table alphabétique termine le volume.

— La *Görres-Gesellschaft* poursuit sans relâche le progrès de la science dans l'Allemagne catholique. Depuis 1880 elle publie un *Annuaire historique*, rédigé par le Dr Georg Hüffer. Sa première *Vereinschrift* (publication sociale) pour 1881 est une remarquable étude de Léopold Kaufmann, ancien haut bourgmestre de Bonn, sur Albert Dürer ⁴. Elle se divise en douze chapitres : 1. La ville de Nüfemberg,

¹ *Petrarka's Leben u. Werke*, von Dr GUSTAV KÖRTING. Leipzig, Fues, 1878, gr. in-8° de ix-722 p. (*Geschichte der Literatur Italiens im Zeitalter der Renaissance*, Band I).

² *Boccaccio's Leben und Werke*, von Dr GUSTAV KÖRTING. Leipzig. Fues, 1880, gr. in-8° de xii-741 p.

³ *Johannes Murnellius, sein Leben u. seine Werke*, nebst einem ausführlichen Verzeichniss sämtlicher Schriften u. einer Auswahl von Gedichten, von Dr D. REICHLING. Freiburg, Herder, 1880. gr. in-8° de xix-184 p.

⁴ *Albrecht Dürer*, von LEOPOLD KAUFMANN. Köln, Baachen, 1881, gr. in-8° de viii 412 p.

description animée ; 2. La jeunesse de Dürer ; 3. Mariage de Dürer, ses premiers travaux ; 4. Voyage à Venise ; 5. Apogée de Dürer comme peintre ; 6. Dürer dessinateur et graveur sur cuivre ; 7. Les trois grandes séries de gravures sur bois : la grande et la petite passion et la vie de la Vierge Marie ; 8. Dürer et l'empereur Maximilien I^{er} ; 9. Voyages aux Pays-Bas ; 10. Dernières années de Dürer ; 11. Dürer et la prétendue Réforme ; 12. Influence de Dürer sur la postérité. Les chapitres 4, 11 et 12 sont les meilleurs. Le dernier contient des anecdotes nouvelles et intéressantes. On verra dans les autres que la femme de Dürer n'était pas une Xantippe, que malgré son voyage en Italie il n'a pas cessé d'être artiste allemand, et que, tout en souhaitant des réformes dans l'Eglise, il ne fut jamais protestant. Des passages de son journal démontrent qu'il resta catholique : il croit à la doctrine catholique des œuvres ; il se confesse, ainsi que sa femme ; il ne parle des reliques qu'avec respect. Son œuvre même le démontre : c'est ce qu'a reconnu un historien de l'art, le professeur Wagen ; c'est ce qu'avoue également le professeur Eye dans sa *Vie de Dürer*¹. Le professeur Pieper, de Berlin, a donc fait une sottise ridicule dans son Musée chrétien, quand il a rangé les œuvres de Dürer parmi celles des artistes protestants.

— Les *Contributions à l'histoire ecclésiastique des XVI^e et XVII^e siècles*², du P. Gaudentius, sont une œuvre importante. Elles ont pour objet les luttes de l'ordre franciscain contre le Protestantisme. Le premier volume est le seul qui ait encore paru ; il comprend trois périodes : Commencements et chute publique de Luther jusqu'au concile de Trente 1517-1545 ; le concile de Trente 1545-1563 ; de la clôture du concile de Trente au commencement du XVII^e siècle. La seconde partie et la troisième sont les plus importantes. Dans la seconde, Lutte des Franciscains contre les protestants au concile, se trouve un chapitre plein d'intérêt sur les Observantins de France (p. 92) ; il faut aussi noter la persécution sanglante des Huguenots contre les protestants en 1561 (p. 104). Dans la troisième partie, on voit les travaux des Franciscains en Irlande, en Angleterre, en Basse et Moyenne Allemagne, en Flandre ; suit un chapitre sur la réforme des Observantins au XVI^e siècle et au XVII^e. Le reste offre l'histoire des Franciscains en Allemagne en Autriche. On peut regretter, dans ce grand travail, que les matériaux ne soient pas suffisamment coordonnés, et que cà et là des erreurs aient échappé : ainsi (p. 485) l'histoire

¹ *Leben u. Wirken Dürer's*, von A. von Eye. Nördlingen, 1869.

² *Beitraege zur Kirchengeschichte des XVI u. XVII Jahrhunderts. Bedeutung u. Verdienste des Franziskaner-Ordens im Kampfe gegen den Protestantismus*, von P. GAUDENTIUS. Bund I. Bozen, Wohlgemuth 1880, in 8^o de xix-590 p.

des funérailles de Charles-Quint vivant, dans laquelle il n'y a pas un mot de vrai. Plus souvent l'auteur a laissé passer des choses étrangères à son sujet, notamment, à la fin, ses remarques sur le Tyrol. Mais aussi nous fait-il souvent connaître des choses entièrement nouvelles : surtout il anéantit l'opinion si répandue, parmi les catholiques comme parmi les protestants, de la complète décadence des ordres au temps de la Réforme.

— Le Nestor des écrivains autrichiens, le professeur Dr Constantin de Höfler, publie un grand ouvrage longtemps attendu sur le pape Adrien VI ¹. Cette œuvre vraiment monumentale se divise en cinq livres. Le premier livre est un cadre historique qui comprend trois chapitres : l'Empire allemand au commencement du xvi^e siècle ; commencement du schisme en Allemagne ; Martin Luther ; mort du pape Léon X, élection d'Adrien VI (9 janvier 1522). Dans le second l'on trouve : dispositions de Rome après l'élection (très intéressant) ; l'hommage à Saragosse et le départ pour l'Italie ; voyage de Saragosse à Rome. Le troisième livre, le plus important, expose le plan d'Adrien VI pour la réforme de l'Église et de la Curie, ainsi que ses efforts pour la pacification de l'Allemagne au Reichstag de Nuremberg en 1522. On voit dans le quatrième des détails nouveaux sur les efforts d'Adrien pour faire de Rome le centre du mouvement intellectuel. On voit tous les grands esprits avec lesquels le Pape était en rapport : Eck, Willibald Pirckheimer, Érasme, Louis Vivès, Faber, Cochläus, Thomas Morus, Fisher, évêque de Rochester, Jérôme Balbus, Pierre martyr de Anglesia, Paul Jove, Saint Ignace de Loyola. Le portrait de ce dernier est vivant. Le cinquième, efforts d'Adrien pour amener une pacification générale, comprend douze chapitres : relations d'Adrien avec la Suisse, l'Église Scandinave, la Russie, la Hongrie, la Pologne, les Pays-Bas, le cardinal d'York, Charles-Quint ; la chute de Rhodes ; les États italiens ; difficultés avec François I^{er}, roi de France ; ligue pour l'affranchissement de l'Italie et mort du Pape. Un parallèle avec Luther termine l'ouvrage : M. de Höfler regarde Adrien comme l'auteur de la réforme catholique au xvi^e siècle ; tous les germes en ont été posés sous son pontificat. Plus on lit le livre de M. de Höfler, plus on partage le sentiment exprimé sur le tombeau du grand Pape à Rome, dans l'église *Santa Maria dell' anima* : PROH DOLOR ! QUANTUM REFERT IN QUÆ TEMPORA VEL OPTIMI CUIUSQUE VIRTUS INCIDAT !

— On peut regarder en quelque sorte comme un supplément à ce livre la dernière publication du même écrivain : *Monumenta Hispanica I. Correspondance du gobernador de Castille, grand inquisiteur*

¹ *Papst Adrian VI, 1522-1523*, von Constantin Ritter von HÖFLER. Wien, Braumüller, 1880 in 8° de viii-574 p.

d'Espagne, cardinal de Tortosa, Adrien d'Utrecht, avec l'Empereur Charles-Quint en 1520 ¹. Cette correspondance, jusqu'ici inédite, est d'une grande valeur pour l'histoire de l'insurrection des villes espagnoles. Il est intéressant de voir avec quelle franchise Adrien dit à l'Empereur la vérité. Il est hors de doute désormais, grâce à cette publication, que l'Espagne dut au cardinal son salut, ce qui met à néant l'assertion de l'historien espagnol Ferrer del Rio ², qu'Adrien n'aurait joué alors qu'un rôle secondaire.

— S'il est un livre plein d'intérêt, c'est à coup sûr celui de M. Herrlinger : *Théologie de Mélanchton dans son développement historique et son rapport avec la doctrine et le mouvement intellectuel de la Réforme* ³. L'ouvrage comprend une partie dogmatique et une partie éthique. La première porte sur les points suivants : justification, grâce et liberté, sacrements, dogmes objectifs. Il faut dire que M. Herrlinger est protestant : son point de vue est donc exclusivement protestant. De là, entre lui et nous, des différences essentielles qu'il est inutile de relever. La seconde partie traite de l'éthique de Mélanchton. Elle est pleine d'intérêt, notamment au sujet des doctrines de Mélanchton sur l'Eglise et la politique ecclésiastique, ou de ses efforts pour rétablir l'union. Sur une foule de points je contredirais M. Herrlinger, comme on peut le voir dans mon ouvrage sur Charles-Quint ⁴. Du reste il en prend à son aise : il tait l'adhésion de Mélanchton aux articles de Smalkalde, il traite légèrement la lettre à Carlowitz (*Corpus Ref.* II, 879), il affirme, contrairement à la vérité, que Julius Pflug, plus tard évêque de Naumburg, eut une doctrine protestante. Dans la conclusion, il caractérise la théologie de Mélanchton : il distingue en lui l'exégète, le philosophe, le chef d'une confession, le père de la théologie historique. Son dernier mot concorde avec les idées de Heppé : pour lui, le type doctrinal de Mélanchton fut l'expression adéquate de la doctrine de l'Eglise évangélique, qui, jusqu'à la diète de Naumbourg (1561), conserva son unité. Que ce soit là une

¹ *Monumenta Hispanica. I, Correspondenz des Gobernadors von Castilien, Grossinquisitors von Spanien, Cardinals von Tortosa, Adrian von Utrecht mit Kaiser Karl V im Jahre 1520*, von Dr Constantin Ritter von HÖFLER. Prag, Gesellschaft der Wissenschaften, 1881, gr. in 4° de 90 p.

² *Decademia de Espana. Primera parte : Historia del levantamiento de las Comunidades de Castilla*. Madrid, 1850.

³ *Die Theologie Melanchtons in ihrer geschichtlichen Entwicklung u. im Zusammenhange mit der Lehrgeschichte u. Culturbezeugung der Reformation dargestellt* von lic. th. HERRLINGER. Gotha, Perthes, 1879, gr. in-8° de xviii-468 p.

⁴ *Die kirchlichen Reunionsbestrebungen während der Regierung Karls V nach der Quellen dargestellt* von Dr L. PASTOR. Freiburg, Herder, 1879, gr. in-8° de 507 p.

illusion, c'est ce que prouvent les débats des théologiens protestants avant cette époque. Les protestants, notamment Tollin, le biographe de Servet, en font l'aveu. M. Herrlinger pousse la partialité jusqu'à ignorer souvent les ouvrages catholiques : néanmoins, son livre est travaillé et ne doit point passer inaperçu.

— A l'époque de Mélanchton, en 1541, un grand personnage de l'Église, le cardinal Gaspar Contarini, remplit en Allemagne une importante légation. Malheureusement on ne connaissait jusqu'ici ses rapports que par des extraits de Beccadelli et de Schultze. J'ai eu la bonne fortune de les retrouver dans les Archives du Vatican, et je viens de les publier ¹. Il y en a 127 en tout : 59 avaient été déjà imprimés ; les 69 autres, pour la plupart des lettres au cardinal Farnèse, étaient inédits. A chaque ligne le cardinal y révèle son amour de l'Église, son zèle pour la paix, sa noblesse d'âme. D'autre part la marche du célèbre colloque de Ratisbonne y paraît sous un nouveau jour.

— Le Dr Ludwig Keller, archiviste, publie une *Histoire des anabaptistes et de leur domination à Münster* ². L'ouvrage, qui remonte à l'origine des anabaptistes, ne doit sa valeur qu'aux documents inédits qu'il contient. Il fourmille d'erreurs théologiques. L'auteur n'est pas catholique, on le sent à chaque page. Du reste son livre est le premier exposé d'ensemble qui ait été fait sur la matière ³ : malgré ses défauts, il comble donc une lacune.

— C'est aussi au point de vue protestant qu'est écrit le livre de M. C. A. Hase, *Le duc Albert de Prusse et son prédicateur de cour* ⁴. Peu de livres toutefois sont plus instructifs sur les fruits de la prétendue réforme. Tout était en ruine dans l'État comme dans l'Église : c'en était arrivé au point que le duc déclarait qu'il n'avait plus de sujet fidèle dans le pays et qu'il aimerait mieux garder des moutons que d'être souverain. Le principal mérite du livre consiste dans les actes tirés des archives de Königsberg. L'impartialité de l'auteur, malgré son esprit protestant, est incontestable ; il en donne la preuve dans le sous-titre même qu'il a choisi : *Une tragédie à Königsberg au temps de la Réforme*.

¹ *Die Correspondenz des Cardinals Contarini waehrend seiner deutschen Legation 1541*, herausgegeben u. commentirt von Dr L. PASTOR. Münster, Theissing, 1881 gr. in-8° de 101 p.

² *Geschichte der Wiedertäufer u. ihres Reichs zu Münster*, von Dr LUDWIG KELLER, nebst ungedr. Urkunden. Münster, Coppenrath, 1880, gr. in-8° de viii-320 p.

³ L'excellent ouvrage du professeur C. A. Cornelius, *Histoire des troubles de Münster* (B. I, Leipzig, 1858; B. II, 1860) est malheureusement inachevé.

⁴ *Herzog Albrecht von Preussen u. sein Hofprediger. Eine Königsberger Tragödie aus dem Zeitalter der Reformation* von CARL ALFRED HASE. Leipzig, Breiskopf-Haertel, 1880, gr. in-8° de viii-396 p.

—La contre-réforme en Allemagne est l'un des chapitres les moins connus de l'histoire : on ne sait presque rien sur la lutte du protestantisme et du catholicisme dans la seconde moitié du xvi^e siècle et la première du xvii^e. *L'histoire de la Réforme et de la contre-réforme dans le pays au-dessous de l'Enns*¹, par le docteur Wiedemann, donne sur cette question des documents inédits. L'ouvrage aura cinq volumes. Le premier va jusqu'en 1641 et s'étend à la Basse-Autriche; le second est restreint aux diocèses de Vienne et de Passau; le troisième s'occupera du doyenné de Krems, etc.; le quatrième, des nouveaux progrès du Protestantisme en Basse-Autriche; le cinquième, des années 1648 à 1848. Jusqu'ici les deux premiers volumes ont seuls paru. Le premier se divise en six livres : 1. Mouvement de la réforme : intéressant pour l'état du clergé autrichien au commencement du xvi^e siècle. 2. Visites des années 1544, 1555, 1562, 1566, 1575. 3. Le concile de Trente et la Basse-Autriche : détails importants sur les évêques Nausea et Brus, ainsi que sur plusieurs conciles provinciaux. 4. Négociation sur le maintien de l'usage du calice pour les laïcs. 5. La nouvelle doctrine. 6. La contre-réforme : d'une importance particulière pour l'histoire de l'Empereur Ferdinand II. — Le second volume, plus spécial, se divise en quatre livres : 1. La Réforme dans l'évêché de Vienne. 2. Les cures et le protestantisme. 3. La Réforme dans l'évêché de Passau et les évêques. 4. La Réforme dans les cures de l'évêché de Passau. Il y a dans ces deux volumes d'importants documents pour l'histoire des xvi^e et xvii^e siècles. Malheureusement les matériaux ne sont pas assez digérés, et leur groupement laisse à désirer : il est souvent difficile de s'orienter; et leur reste les tables facilitent les recherches. Les citations sont complètes, la plupart inédites. Le Dr Wiedemann a surtout consulté les archives de Vienne, la Bibliothèque de la Cour, les archives du Klostrerath, et surtout les archives consistoriales de l'archevêché de Vienne, jusqu'ici presque inexplorées : les renseignements qu'il en a tirés sont du plus haut intérêt.

—Le vénérable évêque de Strasbourg, Mgr Andreas Räss, vient de publier le treizième volume de son grand ouvrage sur les *Convertis depuis la Réforme jusqu'à la fin du XIII^e siècle*². Le premier remonte à 1866. Comme les onzième et douzième volumes, le treizième contient des additions aux volumes précédents. Il donne d'intéressantes notices

¹ *Geschichte der Reformation u. Gegenreformation im Lande unter der Enns*, bearbeitet von Dr THEODOR WIEDEMANN, Prag, Tempsky, B. I, 1879, gr. in 8° de viii-674 p., B. II, 1880, gr. in-8° de 686 p.

² *Die Convertiten seit der Reformation nach ihrem Leben u. aus ihren Schriften dargestellt* von Dr ANDREAS RÄSS, Bischof von Strasbourg. B. XIII, dritter Nachtrag. Freiburg, Herder 1883, gr. in 8° de xv-596 p.

sur le comte Jean le Jeune de Nassau, Vindel, Shakespeare, Cl. de Cabiar, etc.

— Depuis plusieurs années le professeur Wilhelm Oncken publie une *Histoire universelle en récits détachés* ¹. Cette publication est encore loin de son terme. Je me borne pour cette fois à en signaler deux parties : l'une d'elles, *Le temps de Louis XIV*, fait le plus grand honneur à son auteur, le Dr Martin Philippson. C'est une œuvre bien écrite, fruit de longues et consciencieuses recherches. Toutefois l'auteur a des préjugés qui gâtent son récit. Telle est son antipathie contre l'Autriche. Cette antipathie l'entraîne à méconnaître le caractère de l'empereur Léopold I, et à faire aux populations autrichiennes des reproches aussi injustes que blessants (voir p. 97). Malheureusement cette partialité est répandue dans tout l'ouvrage et en diminue la valeur. — L'autre ouvrage qui est venu grossir la collection de Wilhelm Oncken, est une *Histoire de Pierre I^{er}* par le Dr Alexandre Brückner ². L'ouvrage est divisé en six livres : 1. Années d'études. 2. Années de voyages. 3. Luites intestines. 4. Politique étrangère. 5. Institutions intérieures. 6. Conclusion : collaborateurs et caractéristique de Pierre le Grand. Une introduction à la manière de Ranke jette, en treize pages, un coup d'œil sur l'histoire de Russie dans les temps antérieurs. Partout éclate l'esprit anticatholique de l'auteur : il se réjouit de l'insuccès des efforts de l'Église romaine pour latiniser la Russie ; le même esprit se montre dans le chapitre relatif à l'Église sous Pierre le Grand (p. 527-542). J'ai indiqué ailleurs ³ dans quel réseau de contradictions s'est embrouillé l'auteur, j'ai montré à nu sa faiblesse, et j'ai fait voir qu'il est trop prévenu en faveur de Pierre pour porter sur ce tsar un jugement objectif. En tout ceci je me suis rencontré avec le professeur Schirren. Ce savant, dont la compétence en ces matières est incontestable, a montré ⁴ que le Dr Brückner n'a tenu compte ni des ouvrages polonais ni des ouvrages suédois, qu'il ignore les sources ou les entend mal, et qu'il a rempli son livre des fautes les plus grossières.

— Depuis longtemps le célèbre évêque de Trèves attendait une biographie : il vient d'en paraître une, due au Dr Otto Meyer ⁵, au-

¹ *Das Zeitalter Ludwig XIV* von Dr MARTIN PHILIPPSON, mit eingedruckten Holzschnitten, Holztafeln, u Facsimilen Berlin, Grote, 1870 80, gr. in 8° de vi-530 p.

² *Peter der Grosse*, von Dr Alex. BRÜCKNER. Mit Portraits. Berlin, Grote, gr. in 8° de vi-578 p.

³ *Literarische Rundschau*, herausgegeben von STAMMINGER, n. 19, octobre 1880.

⁴ *Götting'sche gelehrte Anzeigen*, 1880, p. 30.

⁵ *Febronius Weihbischof Johann Nicolaus von Hontheim und sein*

teur d'un ouvrage sur la Propagande ¹. Ce n'est ni le soin de l'exécution ni la connaissance des documents publiés ou inédits qui font défaut à ce nouveau travail : mais l'auteur est protestant, et sa partialité se laisse voir. Rien d'objectif dans son récit : il charge le nonce et le pape, il excuse Hontheim, le lâche et le menteur. Qu'y a-t-il d'historique en tout cela ? Pour connaître Hontheim, il suffit de citer ces mots qu'il adressait à sa belle sœur : « Voilà comme il va dans le monde ; on chante mes louanges à Rome à outrance ; ailleurs l'on me blâme. Passons au-dessus de tout cela ; ce n'est que du vent. Portons-nous bien. Pour moi je compte faire cela, faites en autant. »

— Peu de savants en Allemagne ont une activité littéraire aussi grande qu'Alfred de Reumont, l'historien de Rome. L'an passé il publiait la biographie de son ami Gino Capponi ². L'ouvrage se divise en quatre chapitres : 1. Jeunesse et voyages. 2. Affaires et soucis politiques. Activité scientifique. 3. Part prise à la politique. 4. Dernières années. Un appendice donne l'épithèque de Capponi et la bibliographie de ses écrits. Il n'y a pas là une biographie proprement dite : autour d'un homme important se groupent les éléments d'un tableau politique, littéraire et social de son âge. C'est un complément à l'*Histoire de Toscane*. Il est superflu d'en relever l'importance : la matière du récit est puisée dans les souvenirs d'une amitié de quarante ans, et dans les papiers de famille que donne la biographie italienne de Gino Capponi par Tabarrini. Ugo Foscolo, Guilelmo Libri, Giacomo Leopardi, Pietro Colletta, Niccolo Tommaseo, Massimo d'Azeglio, Niccolini, Cesare Balbo, Vieusseux, Litta, L. Cibrario, L. Tosti, A. Manzoni, Cesare Cantù, Lamennais, J. J. Ampère, Fr. Ozanam, Montalembert, A. F. Rio : tels sont les noms illustres qui se pressent dans ces pages et qui en font voir la richesse et l'intérêt. Il est curieux de relever le jugement de Capponi sur Bismarck et l'Eglise catholique. « Le chancelier d'Empire, écrit-il, est un grand mécanicien : sous le rapport des luttes intellectuelles son calcul est faux, et il ne paraît pas se faire une juste idée de la résistance qu'il provoque. Reconnaître le droit imprescriptible de l'Eglise n'est pas un Canossa. Bon gré mal gré cela doit arriver, quand le peuple prend au sérieux sa foi et sa soumission, comme cela me paraît être le cas chez les catholiques allemands. »

Widerruf, mit Benutzung Handschriftlicher Quellen dargestellt von Dr OTTO MEYER. Tübingen, Laupp, 1880, gr. in 8° de x-326 p.

¹ *Die Propaganda*, ihre Provinzen u. ihr Recht. Göttingen, 1852-53, 2 Bände.

² *Gino Capponi* (1792-1876) von ALFRED VON REUMONT. Gotha, Perthes, in-8° de xvi-462 p.

— *Les négociations diplomatiques du temps de la Révolution française*¹, par le professeur Herrmann Hueffer, de Bonn, sont l'un des livres qui font le plus d'honneur à la littérature historique en Allemagne. Le premier volume remonte à 1868. La suite s'est fait attendre, parce que M. Hueffer a dû se livrer à de longues recherches dans les archives de Vienne, Berlin, Florence, Paris, Londres, etc. Deux nouveaux volumes viennent de se suivre rapidement : ils sont consacrés au Congrès de Rastadt et à la seconde coalition. Ils intéressent surtout la France. Du reste, malgré toute son érudition, le professeur Hueffer n'arrive pas à de nouveaux résultats sur le meurtre des ambassadeurs. Il s'exprime à ce sujet en ces termes : « Je ne reconnais que trop combien le résultat de si longues discussions est peu satisfaisant... Le résultat capital est une négation : le cercle des suspects se resserre. Il est difficile d'accuser encore le Directoire, Debry, le gouvernement anglais, la reine de Naples. Lehrbach s'élève au-dessus du soupçon, et ce n'est qu'une déclaration accidentelle, invraisemblable, qui permettrait d'impliquer Thugut, non pas dans le meurtre, mais dans l'enlèvement des papiers. L'événement paraît être surtout une affaire militaire, causée par l'irritation contre les diplomates français qui abusaient des immunités de leur situation pour espionner. » Ce qui caractérise Hueffer, c'est la profondeur et l'objectivité de son récit : peu d'Allemands, sous ce rapport, lui sont comparables. Autre avantage, sa langue est classique. Tel est l'art de l'écrivain, que les négociations diplomatiques, malgré toute leur complication, sont d'une lecture agréable. Puisse le livre du professeur Hueffer, qui est à vrai dire une histoire diplomatique de la Révolution française, trouver en France un traducteur !

— Le Dr Franz-Xaver Kraus, professeur d'histoire ecclésiastique à l'Université de Fribourg, l'auteur d'un excellent manuel d'histoire ecclésiastique², et de nombreuses publications esthétiques et archéologiques³, a publié, l'an passé, les *Tablettes synchroniques pour*

¹ *Diplomatische Verhandlungen aus der Zeit der französischen Revolution* von HERMANN HUEFFER. B. 2 u 3 : *Der Rastatter Congress u. die zweite Coalition*, vornemlich nach ungedruckten archivalischen Urkunden. Theil 1 u 2. Bonn, Marcus, 1878 et 1879, 2 vol. gr. in-8° de xxiii-392 et xviii-360 p.

² *Lehrbuch der kirchengeschichte*. 3 Theile, Trier 1872-75. Une édition augmentée et corrigée doit paraître prochainement.

³ Voir notamment *Roma sotterranea*, résultat des fouilles anciennes et nouvelles, notamment de celles de Rossi, par le Dr F. X. KRAUS. 2^e éd. Freiburg, Herder, 1879, grand in-8° de 636 pages. — Du même : *Ueber Begriff, Umfang, Geschichte der christlichen Archäologie u. die Bedeutung der monumentalen Studien für die Historische theologie*. Freiburg, Herder, 1879, grand in-8° de 55 pages. — *Real-Encyclopädie der christlichen Alter-*

*l'histoire de l'art chrétien*¹, livre digne de toute l'attention de nos lecteurs. Il n'a pas, nous dit l'auteur, pour l'objet d'enrichir l'histoire de l'art, mais de servir d'auxiliaire à l'enseignement oral. La forme de tableaux synchroniques, adoptée pour la première fois, permettra de mieux saisir les rapports de l'art avec les autres branches de la culture intellectuelle. Tel est le but du Dr Kraus, qui est incontestablement le premier archéologue de l'Allemagne, et son but sera atteint. Les connaisseurs seuls pourront apprécier tout ce que ses remarques concentrent de science et de travail. On en apprendra plus dans dix pages des *Tablettes* que dans tout un ouvrage de Wilhelm Lübke. Une table alphabétique des artistes et une table des matières facilitent l'usage des *Tablettes*.

D^r L. PASTOR

Innsbruck.

thuemer, unter Mitwirkung mehrerer Fachgenossen. Freiburg, Herder, 1880-81. Quatre livraisons de 384 pages ont déjà paru.

¹ *Synchronistische Tabellen zur christlichen Kunstgeschichte*. Ein Hilfsbuch für studierende von demselben. Freiburg, Herder, 1880, grand in-8° de 280 p.

COURRIER ANGLAIS.

La littérature assyriologique prend aujourd'hui des développements si rapides que les travaux d'hier sont déjà dépassés, et que les découvertes récentes annulent souvent et rendent presque inutiles les trouvailles qui datent de quelques années. De toutes les dynasties assyriennes, celle que nous connaissons le mieux, et pour laquelle les documents abondent, est la dernière en date, mais en fait la plus illustre; elle eut pour fondateur, comme on sait, l'usurpateur Sargon, qui s'éleva au pouvoir en l'année 721 avant Jésus-Christ. L'érudition française nous a facilité la connaissance des événements qui ont marqué cette dynastie, et si nous savons avec une certaine richesse de détails l'histoire des quatre monarques dont elle se compose, c'est grâce aux travaux de MM. Oppert et Joachim Ménant. M. Georges Smith, qui a rendu aux études orientales des services si remarquables, avait, on se rappelle, consacré deux volumes aux règnes de Sennacherib et d'Assurbanipal; aujourd'hui M. Budge s'applique à combler la lacune qui existait encore, il y a quelques mois, entre les histoires de ces deux souverains, et il publie, d'après les inscriptions cunéiformes, les annales d'Essar-haddon, fils de Sennacherib et père d'Assurbanipal¹. Quelques critiques ont déjà fait ressortir tout à la fois le mérite du travail de M. Budge, et les défauts très secondaires qu'on peut y trouver. Ces défauts consistent exclusivement en omissions, que l'auteur pourra aisément combler lorsqu'il publiera une seconde édition de son ouvrage; car les textes qu'il eût été utile d'insérer sont au musée Britannique, et il est on ne peut plus facile de les transcrire. M. Georges Smith n'avait malheureusement ajouté à ses livres ni notes ni commentaires; M. Budge a senti combien des explications étaient indispensables, au double point de vue de l'histoire et de la grammaire, et il a enrichi son travail d'un appendice de trente pages qui sera d'une grande utilité, d'autant plus qu'il témoigne de la part de notre auteur d'une connaissance véritable des langues sémitiques. L'impression des textes cunéiformes est aussi élégante que correcte.

¹ *The History of Esarhaddon*. Translated from the Cuneiform Inscriptions. By Ernest Budge. London, Trübner and Co, 1881, in 8° de 180 p.

— M. Boulger a entrepris de nous raconter l'histoire de la Chine¹; c'est une tâche assez difficile, mais à laquelle l'avaient déjà préparé des travaux nombreux sur l'Asie, sa civilisation et ses habitudes. Le terrain que M. Boulger explore a jusqu'ici été à peine défriché; aussi son livre possède tout l'intérêt de la nouveauté, outre le mérite plus réel qui revient à un travail consciencieusement fait et présenté sous une forme agréable et comode. Le premier volume, le seul qui ait paru, va jusqu'à la fin de la dynastie Yum en 1368; il traite par conséquent des origines de l'empire chinois, du système féodal qui s'y établit, et de la substitution définitive du régime autocratique sous Shi Hwang-ti, en 222 avant Jésus-Christ. La destruction de la littérature nationale par ce monarque est un acte que les circonstances politiques, s'il faut en croire M. Boulger, rendaient nécessaires; mais qui, selon nous, était une maladresse, si l'on se rappelle que les Chinois sont essentiellement une nation littéraire. Aussi Hwang-ti ne tarda-t-il pas à s'aliéner l'affection de ses sujets, et les fondateurs de toutes les dynasties subséquentes, adoptant un système politique diamétralement opposé, ont-ils constamment donné des preuves de leur zèle pour les productions de l'esprit, et pour la culture intellectuelle. Le livre de M. Boulger est digne d'une étude approfondie; non seulement l'histoire intérieure de la Chine y est consciencieusement discutée, mais aussi le tableau des relations de l'empire avec les nations limitrophes.

— L'*Histoire de la conquête Normande*, sera toujours justement regardée comme l'ouvrage capital de M. Freeman, mais voici un livre qui lui assigne aussi une place très distinguée parmi les géographes². Il y a déjà longtemps que la publication de ces deux volumes était annoncée, et le sentiment d'impatience avec lequel ils étaient attendus ne sera pas trompé. On rencontre rarement un ouvrage d'une aussi haute valeur, et la meilleure définition qu'on puisse en donner, c'est qu'il traite de l'unité de l'histoire au point de vue géographique. Suivant M. Freeman, Rome est le point central de l'évolution historique; ainsi, après quelques considérations préliminaires sur la Grèce et les colonies grecques, notre auteur aborde son sujet et nous retrace, avec le plus grand détail, l'origine, le démembrement et la dissolution finale de l'empire Romain. Un chapitre intéressant est consacré à Charlemagne; puis on arrive à une description très exacte, mais un peu trop courte, de la géographie ecclésiastique de l'Europe occidentale.

¹ *The History of China*, by M. BOULGER, tome I, London. Allen, 1881, in 8° de 602 p.

² *The Historical Geography of Europe*, by Edward A. FREEMAN, with 65, Maps. London, Murray, 1881, 2 vol. in 8°.

Le dédale du moyen âge est élucidé avec le plus grand soin, et nous nous voyons peu à peu amenés à l'époque moderne, où tout s'éclaircit, et où il n'y a lieu à aucune difficulté. Le premier volume de l'ouvrage de M. Freeman est le texte; le second comprend un atlas de soixante-cinq cartes, supérieurement gravées par M. Weller.

Je ne sache pas qu'il y ait d'édition moderne publiée en France des œuvres de Ogier Ghiselin de Busbecq; c'est dommage, car, au triple point de vue de l'histoire, de la géographie et de la littérature, la correspondance de ce voyageur est des plus remarquables¹. On se rappelle que, né en 1522 à Bousbecq dans les environs de Lille, et sujet par conséquent de l'empereur Charles Quint, il joua comme ambassadeur un rôle important au seizième siècle, et que, depuis 1554 jusqu'à sa mort, en 1592, il suivit la carrière politique. La correspondance de Busbecq, écrite en latin fort élégant, se divise naturellement en deux parties; la première se rapporte à l'époque où l'auteur occupait la place d'ambassadeur à Constantinople; elle va de 1554 à 1562, et contient sur les affaires de Turquie, sur les intrigues du sérail et les relations entre les Chrétiens et les Musulmans des détails aussi curieux qu'importants. La seconde commence en 1574 et nous mène jusqu'en 1590; Busbecq était alors sénéchal de la veuve de Charles IX, Élisabeth, archiduchesse d'Autriche et fille de l'empereur Maximilien. Une traduction anglaise de l'ouvrage en question avait déjà paru en 1871; celle que j'annonce aujourd'hui est infiniment supérieure; elle est enrichie, de plus, d'une excellente notice biographique sur l'auteur, et d'un précis très complet de l'histoire de Hongrie pour expliquer l'attitude de Ferdinand à l'égard du sultan Soliman le Magnifique. Les notes sont bien rédigées, et les deux collaborateurs n'ont pas oublié un index. Il serait fort à désirer qu'un libraire français, marchant sur les traces de MM. Forster et Daniel, nous donnât, dans notre langue, une traduction annotée de la correspondance de Busbecq, ou tout au moins de la seconde partie où se trouvent tant d'anecdotes piquantes sur la cour des Valois.

— L'infatigable direction des archives a pris à tâche de faire pour l'Angleterre ce que les Bénédictins ont fait jadis pour la France; je veux dire de recueillir tous les monuments de l'histoire nationale au moyen âge, et de les publier intégralement. Voici le second volume du registre de l'abbaye de Malmesbury², journal des plus curieux, analogue aux chroniques de Saint-Albans, et offrant aux personnes

¹ *The Life and Letters of Ogier Ghiselin de Busbecq*. By Charles T. FORSTER and F. A. BLACKBURNE DANIELL. London, Kegan Paul, 1881, 2 vol. in 8°.

² *Registrum Malmesburiense, The Register of Malmesbury Abbey*, preserved in the Public Record Office. Vol. II, edited by the late J. S. BREWER, and C.-T. MARTIN. London, Spothiswoode, 1881, in-8° de 530 pages.

qui s'occupent de l'histoire politique et sociale des informations souvent neuves, toujours très intéressantes. Malmesbury était un des établissements monastiques les plus célèbres de l'Angleterre, il avait, comme les autres maisons du même genre, son scribe à titre d'office, qui notait scrupuleusement tout ce qui se passait soit dans l'intérieur de l'abbaye, soit dans le monde politique, sans compter la description des phénomènes naturels et surnaturels. Pour les relations entre les propriétaires et les tenanciers, la culture du sol, les mœurs féodales et les habitudes de la population agricole, le *Registrum Malmesburiense* est un véritable trésor de renseignements.

— La onzième livraison de textes publiés en photographie, par la Société paléographique, vient d'être distribuée aux abonnés³, et je ne puis que répéter ici ce que j'ai déjà dit plusieurs fois de cette magnifique série de fac simile. C'est toujours le même soin dans le choix des specimen, la même variété, la même annotation intelligente et exacte. Le fascicule pour l'année courante se compose de vingt-quatre planches, savoir : sept grecques, quatorze latines, une italienne (fragment d'un manuscrit de Dante de l'an 1579), et une en latin et en anglais. Cette dernière, la plus récente, a appartenu à Richard, duc d'York ; elle est du xv^e siècle et reproduit un morceau de Claudien, texte et traduction. La photographie qui nous fait remonter le plus loin dans le cours des temps est une inscription grecque de l'an 130. Il y a plusieurs chartes dans ce fascicule, et aussi un extrait de la loi salique, d'après le manuscrit de Saint-Gall.

— La *Surtees Society*, dont le cercle d'opérations est limité au nord de l'Angleterre, a édité depuis son origine des ouvrages d'archéologie, de philologie et d'histoire qui, sans avoir l'intérêt des publications de la *Camden*, méritent cependant de ne pas être oubliés. Le volume que le comité vient de mettre au jour², pour ne citer que celui-là, sera étudié, je l'espère, par tous les historiens qui s'intéressent aux questions liturgiques. Il contient une réimpression du *Patificium Eboracense* de 1493, avec une introduction qui, par l'abondance des renseignements bibliographiques, est un véritable chef-d'œuvre. Voici, en abrégé, le contenu du volume : 1^o le propre des temps pour l'année entière ; 2^o la *Rubrica de Dominicis* ; 3^o les offices pour les fêtes de la Vierge, de saint Guillaume, des apôtres saint Pierre et saint Paul et de la Toussaint ; 4^o le calendrier suivi de tables ; 5^o le psautier pour la semaine ; 6 les litanies et enfin les *Suffragia consueta*. Le second volume de ce beau travail est attendu avec impa-

¹ *Works of the Paleographical Society*, in-f°. Livraison XI. London, Longman.

² *Breviarium ad usum insignis Ecclesie Eboracensis*. Vol. I. London, Longman, 1881, in-f° de 600 pages. — Publication de la *Surtees Society*.

tience et complètera, pour la province d'York, une collection d'ouvrages liturgiques à laquelle les diocèses du sud de l'Angleterre n'ont absolument rien de comparable.

— L'ouvrage de M. Reynolds¹ est du même genre, mais comme on le voit par le titre, il ne nous donne qu'une partie assez limitée du bréviaire, c'est-à-dire, les leçons pour les fêtes des Saints. Le prélat qui est l'auteur de cette compilation. John de Grandisson, occupait le siège d'Exeter, de 1327 à 1369, et les deux livraisons éditées par M. Reynolds nous mènent jusqu'à la fin du premier semestre; elles sont illustrées de chromolithographies et de gravures sur bois représentant quelques curiosités de la cathédrale d'Exeter. Les commentaires abondent, et sans vouloir faire le procès à M. Reynolds, nous nous permettrons de lui dire que beaucoup de ses éclaircissements nous semblent superflus, par la raison que les points dont il traite dans ses notes ont déjà été copieusement expliqués par des auteurs tels qu'Alban Butler, Baring-Gould, etc.

— Les élégants in-quarto publiés par la *Camden Society*², sont tous du plus grand intérêt, et le soin avec lequel le comité choisit ses matériaux, les édite et les annote, est devenu proverbial en Angleterre. Voir sur le titre d'un de ces doctes volumes le nom de M. James Gairdner est une garantie additionnelle, et par conséquent nous avons ouvert ce nouveau travail avec le sentiment que nous allions y lire quelque chose de neuf et d'intéressant sur l'histoire d'Angleterre au quinzième et au seizième siècles. Notre espérance n'a pas été déçue, et les trois chroniques dont il consiste sont pleines des renseignements les plus curieux sur les mouvements populaires qui furent comme les précurseurs de la Réformation. Le premier morceau édité par M. Gairdner est extrait d'un manuscrit de la bibliothèque du palais de Lambeth. C'est une chronique écrite probablement pendant le règne d'Edouard IV, et qu'il faudra dorénavant consulter principalement pour l'époque comprise entre l'insurrection de Jack Cade et le mariage d'Edouard avec Elisabeth Woodville. Il faut citer ensuite une série de notes historiques se rapportant aux règnes d'Henri VI et d'Edouard IV; il y avait peut-être de l'exagération à leur donner le titre de chronique, et elles fourmillent à un tel point d'erreurs de toute espèce qu'on ne sait trop à quel point on est en droit d'accepter comme authentiques les renseignements qu'elles nous donnent. Il faut arriver à la même

¹ *Legenda sanctorum. According to the use of Exeter, 1327.* Compiled by Bishop John de GRANDISSON. Ed. by M. REYNOLDS. London, Longman, 1881, liv. 1 et 2, in-8 de 320 p.

² *Three Fifteenth Century Chronicles, with Historical Memoranda by John Stowe, the Antiquary, and Contemporary Notes of Occurrences written by him in the Reign of Queen Elizabeth.* Edited by James GAIRDNER, London, Spottiswood, 1881, pet. in-4° de 160 p. public, de la Camden society.

conclusion pour le troisième extrait, et en définitive le joyau du volume, le morceau capital est un fragment écrit par le célèbre antiquaire Stowe, et qui se rapporte aux premières années du règne d'Elisabeth. Ce sont des détails d'une nature presque brutale, révoltants dans leur naïveté, et qui donnent de la société à cette époque reculée une idée fort triste.

— Il y a quelque chose d'agaçant à trouver sur son chemin des ouvrages historiques tirés à petit nombre, et qui ne sont pas mis dans le commerce, surtout quand ces livres sont intéressants, bien faits et de nature à jeter de la lumière sur des points controversés ; voilà pourquoi j'en veux à M. Roach Smith dont les sept volumes de *Collectanea antiqua*¹ ne sont guères accessibles qu'à ceux qui peuvent fréquenter le musée Britannique. Il a fallu trente-sept ans pour mener à bien la publication de ces sept in-octavo ; trente-sept ans, *grande ævi spatium*, et un antiquaire jouissant d'une réputation moindre que celle de M. Roach Smith n'aurait pas gardé pendant aussi longtemps la confiance de ses souscripteurs. Les particularités dont l'auteur traite dans son ouvrage sont du ressort de l'archéologie proprement dite ; mais n'est-ce pas sur les recherches des antiquaires que reposent beaucoup des conclusions auxquelles sont arrivés les historiens ? Ce qui nous intéresse, nous autres Français, dans les *Collectanea*, c'est que plusieurs des articles se rapportent à notre patrie, notamment celui qui fait partie du septième volume. M. Roach Smith se plaint avec raison du mauvais état de quelques-unes de nos collections départementales, du manque de catalogues, etc., etc. Ses griefs sont parfaitement exacts, mais tous les préfets, tous les maires, tous les conseillers municipaux n'ont pas le goût de l'archéologie, et par conséquent ne se sentent pas disposés à voter sur le budget du département ou de la ville des fonds qu'ils croient mieux employés à entretenir des haras, à acheter des tableaux, ou à subventionner un théâtre.

— La série des *Calendars* s'est augmentée d'un nouveau volume², embrassant les dix derniers mois de l'année 1654, et rédigé par Mistriss Green. Nous nous trouvons sous le gouvernement du Lord Protecteur, la politique anglaise entre les fortes mains de Cromwell se fait respecter à l'étranger, tandis qu'à l'intérieur toute opposition au nouvel ordre de choses devient de plus en plus impossible. Ce gros in-octavo est le septième de la série relative à la république, et ne le cède à aucun des précédents pour le soin avec lequel il a été compilé ; l'ana-

¹ *Collectanea Antiqua. Ancient Remains, illustrative of the Habits, Customs, and History of Past Ages.* By Charles ROACH SMITH, F. S. A. (Privately printed), sept volumes in-8°.

² London, Longman, 1881, in-8° de 734 p.

lyse des principaux documents est si détaillée qu'elle pourrait, à la rigueur, dispenser de l'étude des textes eux-mêmes.

— M. Longman a enrichi la série des *Epochs of modern history* d'un excellent petit volume sur Frédéric-le-Grand ¹ ; on voit qu'il s'est préparé à ce travail par la lecture approfondie de tout ce qui a paru en Angleterre et ailleurs traitant du héros de Rosbach, et il connaît surtout d'un bout à l'autre l'énorme et indigeste composition de M. Carlyle. L'impression que M. Longman nous donne de Frédéric est favorable, au total, et il semble avoir très équitablement apprécié ce caractère si complexe et si singulier du roi de Prusse ; la narration se lit avec plaisir, les faits sont bien groupés, et les incidents principaux du règne soigneusement expliqués. M. Longman, comme on peut se l'imaginer, ne se cantonne pas exclusivement sur le territoire prussien ; il n'oublie pas que l'Europe presque tout entière a pris part d'une manière plus ou moins directe à la guerre de sept ans ; aussi voyons-nous paraître devant nous Pitt, Wolfe et Clive, pour l'Angleterre, et, tout à côté, une figure un peu moins distinguée, savoir celle de ce pauvre prince de Soubise, si souvent chansonné qu'il n'y a plus rien à dire sur son compte. Heureusement le cadre nécessairement restreint de ce petit volume ne comportait qu'une mention fort sommaire des personnages principaux, à plus forte raison du favori de Madame de Pompadour.

— Lord Campbell, dont la biographie, la correspondance et les journaux défraient deux volumes in-octavo publiés par sa fille Mistriss Harcastle ², occupa le poste important de chancelier d'Angleterre en 1859 sous le gouvernement wigh et a laissé, comme jurisconsulte, comme écrivain et comme personnage politique, une grande réputation. Son principal ouvrage, *Lives of the Lord chancellors*, est très précieux pour l'histoire d'Angleterre, et n'avait valu à l'auteur que des éloges, tant qu'il était resté en dehors de l'époque contemporaine : mais lorsqu'il eut à retracer la carrière et à apprécier les opinions de Lord Lyndhurst et de Lord Brougham, il eut le très grand tort de sacrifier la vérité à l'esprit de parti, et de se lancer dans la satire. La seule excuse qu'on ait fait valoir pour lui, c'est que son dernier volume de biographie était l'œuvre de sa vieillesse, qu'il avait l'intention de le corriger et de le retoucher, et que si la mort n'était pas venue le surprendre, il aurait compris la nécessité de revenir à des sentiments plus justes sur deux hommes aussi distingués que lord Brougham et

¹ *Epochs of Modern History. — Frederick the Great and the Seven Year's War.* By F. W. LONGMAN, 1881, in-18° London, LONGMAN and Co.

² *The autobiography of lord Campbell, with Selections from his Letters and Journals.* Edited by the Hon. Mrs. HARCASTLE. With 1 portrait. London, Murray, 1881, 2 vol. in-8°.

lord Lyndhurst. En tout cas le livre que j'annonce est quelque chose de tout à fait différent; c'est d'abord le récit très instructif de la carrière d'un homme qui, parti d'une position fort modeste, s'éleva par le talent et surtout la persévérance à un des emplois les plus hauts du gouvernement anglais; c'est de plus une source d'informations authentiques de l'histoire du Royaume-uni pendant le dernier demi-siècle.

— On le voit, les mémoires particuliers continuent à paraître avec la même activité, et les règnes de George IV, de Guillaume IV, et de la reine Victoria n'auront bientôt plus de secrets pour personne. Quelquefois des appréciations sévères ou d'un goût douteux donnent lieu à des critiques, des doléances et des protestations; et malheureusement il en résulte des fatras de papiers où l'incident principal disparaît, étouffé sous une masse de documents qui n'ont qu'un médiocre intérêt. Voilà précisément ce qui est arrivé pour l'ouvrage publié par M. Édouard Herries¹. Dans son *History of England since 1815*, M. Spencer Walpole avait commis, semble-t-il, quelques erreurs en parlant de la carrière politique de M. Charles Herries, président du bureau du contrôle sous l'administration de lord Derby, et qui avait précédemment occupé comme personnage politique divers postes éminents. Ces erreurs s'étaient déjà glissées dans l'autobiographie de lord Palmerston, les mémoires de M. Greville, et d'autres ouvrages du même genre. L'amour filial a enfin décidé M. George Herries à prendre la plume; c'est fort bien, mais deux gros volumes de rectifications sont trop de moitié, et jamais le proverbe si souvent cité n'a été susceptible d'une application plus à propos :

Qui ne sut se borner ne sut jamais écrire.

— Parce que M. Percy Fitzgerald nous a gratifié d'une biographie de George IV², il ne s'en suit nullement que cet ouvrage fût nécessaire. La première bonne histoire d'Angleterre venue, complétée par les mémoires des hommes d'état qui se succédèrent au pouvoir de 1820 à 1830, suffit amplement pour ce côté politique; quant à la vie privée du monarque, avec ses scandales de toute espèce, ne vaudrait-il pas

¹ *The public life of the Right Hon. John Charles Herries, during the reigns of George III, George IV, William IV, and queen Victoria.* Founded on his letters and other unpublished documents. By his Son EDWARD HERRIES. London, Murray, 1881, 2 vol. in-8°.

² *The life of George the Fourth, including his letters and opinions, with a view of the men, manners, and politics of his reign.* By Percy FITZGERALD. London, Tinsley, 1881, 2 vol. in-8°.

mieux tirer le rideau? Notre auteur n'en a pas jugé ainsi, et comme, au bout du compte, dans la vie d'un roi d'Angleterre, il faut bien réserver aux grands événements une place quelconque, nous avons sur les incidents vraiment sérieux du règne quelques réflexions où les erreurs abondent.

— Le nombre des lecteurs français qui travaillent au British museum s'augmente de jour en jour ; aussi apprendra-t-on avec plaisir, chez nous comme en Angleterre, que l'index des manuscrits ajoutés à la bibliothèque depuis 1854 jusqu'en 1875 est aujourd'hui terminé, et paraîtra très incessamment ; il formera un gros in-octavo de dix-sept-cents pages, et contiendra l'énumération de plusieurs milliers de *codices* traitant des sujets les plus divers. Ce qu'il faudrait maintenant, et ce qui, je le crois, ne sera pas terminé de longtemps, c'est la refonte de tous les catalogues, Harleien, Cottonien, Egerton, Lansdowne, etc., en un seul répertoire.

GUSTAVE MASSON.

CHRONIQUE.

SOMMAIRE : Académie des inscriptions et belles-lettres. Lectures et communications. Deux manuscrits de Charles V. — L'ethnographie ancienne de l'Espagne. — Dioclétien à Salone. — Lettre de Mgr Lavigerie. Les découvertes du P. Delattre. — Deux passages de la Bible justifiés. — La trinité dans le panthéon japonais. — Académie des sciences morales et politiques. Lectures et communications. Prix proposé. — Prix proposé par la Faculté de droit de Paris. — Sujet mis au concours par l'Académie de Lyon. — Société Bibliographique. — Société de l'Histoire de France. — Réunion des délégués des sociétés savantes à la Sorbonne. Lectures et communications. — Enseignement supérieur. Succès de l'École des Carmes. — Publications récentes ou en préparation. — Nécrologie : M. LITRÉ. — Une dernière et heureuse nouvelle : institution d'un *Comité d'histoire et d'archéologie du diocèse de Paris*.

Parmi les communications récemment faites à l'Académie des inscriptions et belles-lettres, nous signalerons les suivantes. Dans la séance du 4 mars, M. Léopold Delisle a fait passer sous les yeux de ses confrères deux beaux manuscrits ayant appartenu au roi Charles V. Le premier appartient aujourd'hui à la Bibliothèque royale de Belgique. Il contient la traduction des *Météorologiques* d'Aristote, en français. Cette traduction remonte au milieu du XIII^e siècle. Elle a été faite par un certain Mathieu le Vilain, de Neufchâtel en Normandie, qui l'a dédiée à Alphonse de Brienne, comte d'Eu, mort en 1270. Elle dérive incontestablement de la version latine faite sur le texte grec. La copie signalée par M. Delisle est la seule qui soit connue ; elle a été faite pour le roi Charles V et elle est passée, au XV^e siècle, dans la librairie des ducs de Bourgogne. Le second manuscrit soumis à l'Académie est un demi-bréviaire, à l'usage des Franciscains, qui mérite d'être rangé parmi les plus élégantes productions de la calligraphie et de l'enluminure française du milieu du XIV^e siècle. Il appartient à M. Louis Blancard, de Marseille. Les armes de France, de Navarre et d'Évreux, qui sont répétées dans 1330 lettres initiales, permettent de supposer qu'il a été fait pour Jeanne d'Évreux, femme de Charles le Bel, roi de France et de Navarre, M. Delisle a donné d'intéressants détails sur la dévotion de cette princesse à l'ordre des Franciscains et sur son amour des livres. Il a indiqué comment sa petite bibliothèque fut dispersée et comment des débris importants en furent recueillis par Charles V. — Dans la même séance, M. d'Arbois de Jubainville a lu un mémoire sur *l'alphabet irlandais et le dieu Ogmios*. — Dans la même séance et dans celle du 11, M. Lagneau a

communiqué une étude sur *l'ethnographie de la péninsule ibérique*. Selon lui les divers éléments ethniques qui anciennement ont peuplé la péninsule doivent être classés comme il suit : 1^o les Atlantes, venus d'Afrique et qui s'étaient maintenus, principalement dans le midi de l'Hispanie ; 2^o les Ibères, dont M. Lagneau admet la parenté avec d'autres Ibères habitant en Asie, au sud-est du Caucase, et qui avaient occupé le nord-est de la péninsule ; 3^o les Ligures, qui avaient, eux aussi, des homonymes auprès des Scythes, au sud-ouest du Caucase, et qui étaient disséminés au midi et dans la partie orientale de l'Hispanie ; enfin 4^o les Celtes qui avaient immigré principalement vers l'ouest et le centre de la péninsule. — Dans la séance du 25 mars M. François Lenormant a communiqué un mémoire intitulé : *Sur la multiplicité des hôtels des monnaies dans l'empire romain avant la fin du III^e siècle*.

Dans la séance du 1^{er} avril, M. Victor Duruy a lu une étude sur *l'abdication de Dioclétien*, dans laquelle nous relevons cette curieuse description du palais de Salone où le vieil empereur abrita ses dernières années ¹. « Sur un de ces golfes charmants que l'Adriatique creuse dans la côte dalmate et que des îles protègent contre les flots irrités du large s'élève aujourd'hui la ville de Spalato, qui naguères tenait presque entière dans le palais de Dioclétien. D'un côté, la mer et ses aspects changeants ; de l'autre, des montagnes couvertes de bois, de vignobles et de villages, et toujours un air doux et pur aux heures brûlantes de l'été. C'est dans ce site heureux que Dioclétien, redevenu Dioclès, le soldat de fortune, fils d'un esclave, avait fait construire la somptueuse demeure où il voulait finir ses jours auprès des lieux où il les avait commencés. L'immense édifice couvrait une surface de trois hectares. Son enceinte, contrebutée aux angles par quatre grosses tours, laissait passer sous quatre portes, dites les portes d'or, de fer, d'airain et de la mer, quatre voies bordées de colonnades en granit rouge, et dont l'entrée était défendue par des ouvrages militaires. Le vieux soldat avait conçu son palais à l'image de son empire. Vu du dehors, c'était un camp et une forteresse ; mais l'intérieur rappelait le prince : des thermes, un forum, des salles de réception et de conseil, des casernes pour les gardes, deux temples, l'un dédié à Esculape, l'autre à Jupiter. Une épaisse muraille, dont le pied baignait dans la mer, portait une galerie à jour, soutenue par cinquante colonnes, *loggia* incomparable, d'où la vue s'étendait par delà les îles sur l'immensité des flots où couraient alors d'innombrables navires. L'air de grands souterrains qui s'ouvraient de ce côté, les approvisionnements entraient au palais et y étaient distribués sans bruit. »

¹ *Journal officiel* du 4 avril.

Dans cette somptueuse retraite le persécuteur des chrétiens n'était pas heureux. La maladie dont il avait été atteint avant son abdication avait altéré sa raison, dont il ne recouvrait l'usage entier que par intervalles. Dans ces intervalles de cruels chagrins assiégeaient son âme. « Il fut quelque temps respecté, dit M. Duruy, de ceux dont il avait fait la fortune; on le nomma d'abord le plus ancien des Augustes (*Augustus senior*), mais bientôt il vit les ambitions qu'il avait contenues se déchaîner de nouveau, les guerres civiles, les meurtres d'empereurs se succéder; puis lui arrivèrent les outrages, les menaces. Ses dernières années furent remplies d'amertume: sa femme et sa fille eurent à souffrir la persécution et l'exil, il n'ignora pas qu'on martelait son nom sur les monuments publics et qu'on brisait ses statues: il vécut assez pour voir le Christ triomphant en dépit des persécutions. On croit qu'il s'empoisonna. »

Dans la séance du 8 avril, communication a été faite à l'Académie d'une lettre, sous forme de brochure, adressée à M. le secrétaire perpétuel par Mgr Lavigerie, archevêque d'Alger¹. Sa Grandeur y rappelle les recherches archéologiques très fructueuses auxquelles se sont livrés les missionnaires qui desservent la chapelle Saint-Louis de Carthage; désireux de faire profiter la France de ces recherches en les développant, Mgr Lavigerie demande à l'Académie de l'aider dans ce projet. Il invoque les communications dans lesquelles M. Léon Renier a fait ressortir l'importance des résultats obtenus, au point de vue scientifique, par les Pères de Saint-Louis. « La France est, en vertu d'un traité qui date de cinquante années, propriétaire de l'antique citadelle de Carthage, sur laquelle flotte son drapeau. Nulle part on ne trouve sur son sol de traces plus intéressantes et plus nombreuses d'un passé illustre. Les civilisations les plus diverses, numide, phénicienne, persique, romaine, vandale, gréco-byzantine, arabe s'y sont succédé. Aussi les ruines de Carthage sont-elles une carrière immense et incomparable de débris intéressants. C'est ce que comprennent les sociétés savantes des autres nations de l'Europe, particulièrement de l'Angleterre, de l'Italie, de l'Allemagne... Il serait avantageux et facile pour la France d'avoir à Carthage même un centre permanent de recherches. La Providence a semblé lui confier la garde de ces ruines en plaçant au milieu d'elles un établissement national français. » Mgr Lavigerie expose ensuite les travaux remarquables, et bien connus de l'Académie, du P. Delattre, chargé d'une manière spéciale des recherches archéologiques. Avec les faibles ressources dont disposaient les missionnaires, un musée a été créé;

¹ *Journal officiel* du 11 avril.

dans l'intervalle de cinq ans, le P. Delattre est parvenu à réunir 6,347 objets dont un millier de vases, lampes et poteries, 1800 inscriptions latines, 36 inscriptions puniques, 13 inscriptions grecques, plus de 2,000 monnaies et médailles. C'est là un éclatant succès, si l'on tient compte surtout de l'âpre concurrence que nous font les étrangers. « Ce résultat, ajoute Mgr l'archevêque d'Alger, le R. P. Delattre le doit à un secret bien simple et trop honorable pour que je ne veuille pas le dire. Un certain nombre d'objets proviennent des fouilles du Père, la plupart sont dus à son dévouement et à sa charité. En établissant nos missionnaires à Saint-Louis, je leur ai confié deux œuvres principales, l'instruction des enfants que les familles chrétiennes ou musulmanes de la Régence placent dans leur collège, et le soin des pauvres et des malades. Le P. Delattre les soigne avec une patience et une bonté que rien n'altère. Tous les Arabes d'alentour connaissent et aiment leur *tebib* (médecin), comme ils l'appellent. Or, ce sont ces mêmes Arabes, laboureurs pour la plupart, qui fouillent chaque jour pour leurs cultures les champs et les jardins qui recouvrent l'antique Carthage; et comme ils savent que le *tebib* n'a au monde que deux passions, celle de la charité et celle des *k'tiba* (écritures, pierres gravées et sculptées), après avoir éprouvé l'une, ils servent l'autre de leur mieux, pas toujours gratuitement (ce serait trop demander d'un Arabe même reconnaissant), mais du moins avec une bonne volonté qui assure au Père la préférence sur ses rivaux. Il en est de même pour les estampages et les copies d'inscriptions ou d'objets curieux qui se trouvent cachés dans l'intérieur des maisons ou des mosquées. C'est ainsi que le musée de Saint-Louis s'est enrichi rapidement de pièces dont quelques-unes sont précieuses. L'Académie a pu en juger par l'inscription déjà fameuse de Souk-el-Kmis et les cent-treize inscriptions du cimetière des esclaves de la maison impériale, que nous avons récemment envoyées à la Bibliothèque nationale. » Mgr de Lavigerie entretient ensuite l'Académie du projet qu'il a formé, et qui a pour but de créer à Carthage, par divers moyens qui seront ultérieurement examinés, une mission archéologique permanente, ainsi qu'un musée. La *Revue* est heureuse de recueillir dans l'exposé adressé à l'Académie par Mgr l'archevêque d'Alger une nouvelle preuve, bien éclatante, des avantages qui résultent pour la science de son union avec la foi et la charité chrétiennes.

Dans la séance du 22 avril M. Joseph Halévy a continué la lecture, commencée dans une séance précédente, de son mémoire relatif à un texte assyrien du *British Museum*. A propos du nom de *Hatti* qui s'y rencontre et qui est attribué à la Syrie, M. Halévy a présenté des observations intéressantes pour l'exégèse biblique. Les Égyptiens contemporains de la XVIII^e dynastie ne connaissaient les *Hatti* ou

Khéta que comme un peuple de la Syrie septentrionale ; ils emploient le terme *Rotennu* pour désigner la Syrie en général. Le terme hébreu *Hittim* s'applique de même le plus souvent à la Syrie septentrionale. Cependant le dixième chapitre de la Genèse renferme une donnée très importante qui élargit considérablement l'application de ce nom. *Hét* y est mis au nombre des fils de Chanaan, ce qui revient à dire que les habitants de la Syrie du Nord aussi bien que ceux de la Syrie du Sud, où il y avait des Hittites, se rattachaient à la branche phénicienne. L'affinité des Hittites palestiniens avec les Hittites du Nord résulte encore d'autres faits consignés dans la Bible. M. Halévy mentionne une circonstance peu connue, relative à l'ancienne capitale du pays des Hittim. Les Pharaons des xviii^e et xix^e dynasties faisaient souvent la guerre aux Khéta, guerre qui se déroulait presque toujours aux environs de la ville de Kadesh, dont la prise mettait fin à toute résistance. Cette ville disparaît des annales égyptiennes depuis le dixième siècle avant notre ère ; elle ne se trouve pas dans les annales des rois assyriens ; elle figure dans un passage biblique que le texte massorétique a enveloppé de ténèbres. Dans le second livre de Samuel, on rapporte que les officiers chargés par David de recenser le peuple, commencèrent leur mission dans le territoire transjordanique ; qu'ensuite, se dirigeant vers le Nord, ils se rendirent, à travers le Galaad, au pays des Tahtim hodsi. Ces deux mots seraient absolument incompréhensibles si certains manuscrits des Septante ne traduisaient pas ce verset par les mots : *Καὶ ἔρχονται εἰς τὴν γῆν Κεττίμ Κεδήζ*. « Ils arrivèrent au pays des Hitim, à la ville de Kadesh. » C'est là un fait remarquable, en faveur de l'antiquité des annales de David ; un écrivain d'âge postérieur n'aurait pu enregistrer parmi les possessions du prince une ville aussi éloignée et disparue depuis longtemps. Une utile observation a encore été faite par M. Halévy au sujet du roi de Juda, Manassé. Le livre des Rois ne mentionne de ce prince d'autre fait que celui d'avoir rétabli avec beaucoup de violence le culte des idoles, aboli par son père. Le livre des Chroniques (M. Halévy désigne ainsi les Paralipomènes), nous apprend de plus que Manassé était revenu au culte de Jéhovah après son retour de Babylone, où il avait été emmené chargé de chaînes par les généraux assyriens. Certains critiques avaient révoqué en doute la réalité de cet épisode où ils avaient vu une légende tardive. Mais M. Halévy pense que cette opinion ne peut être admise. Voici pourquoi. Une légende postérieure aurait certainement désigné Ninive comme le lieu où fut conduit Manassé pour être jugé par le monarque assyrien, son suzerain. L'indication de Babylone prouve que l'auteur savait qu'Assurbanipal était maître de Babylone et qu'il y séjournait. Cette circonstance est de tout point conforme à ce que nous appren-

nent les inscriptions de ce prince. La Babylonie était soumise aux Assyriens depuis le règne d'Assurahiddin. Assurbanipal mit son frère Samulmukin sur le trône de Babylone. Celui-ci, allié avec presque tous les peuples soumis, assuré du concours des rois de la Susiane et de l'Arabie, chercha à se rendre indépendant. Mais Assurbanipal, ayant défait les alliés, prit Babylone, où Samulmukin s'était suicidé. Il y régna paisiblement durant vingt et un ans. M. Halévy pense avec M. Schrader que Manassé avait pris part au complot et qu'il fut cité à Babylone pour être puni de sa félonie. Le monarque assyrien, qui se préparait alors à envahir la Susiane, était en veine de clémence. Manassé obtint la permission de retourner dans son royaume; mais, dans l'intervalle, rempli pour lui d'angoisses, qui sépara sa capture de son pardon, il eut le temps de se repentir de son infidélité envers la religion de ses pères et de faire vœu de fidélité à Jéhovah. Le changement de conduite de ce roi prend ainsi une apparence naturelle, dont rien n'autorise à révoquer en doute la réalité historique. Nous sommes d'autant plus heureux de louer aujourd'hui M. Halévy que certains de ses travaux ont pu donner prise à la critique, comme l'a montré la vigoureuse polémique récemment soutenue contre lui, sur les inscriptions relatives à la prise de Babylone par Cyrus, par notre savant collaborateur et ami, M. Ernest Babelon¹.

Dans la séance du 29 avril le R. P. Delattre a envoyé à l'Académie les copies d'un grand nombre d'inscriptions latines recueillies par lui dans la vallée de la Medjerdah. — Dans la séance du 13 mai, M. G. Schlumberger a lu une notice sur Renaud de Châtillon, seigneur de Karak ou de « la terre outre le Jourdain. » Le point de départ du travail est un sceau en plomb, gardant encore la trace des lacs qui le rattachaient au parchemin. Ce monument, des plus précieux, fait partie d'une collection formée par M. Schlumberger à Constantinople et provenant des contrées de l'Orient latin. — Dans la séance du 20 mai, M. François Lenormant a communiqué une étude sur le dieu d'Émèse, appelé *Elagabalus* et *Heliogabalus* et sur le prêtre de ce dieu, devenu empereur, et qui scandalisa la Rome païenne, peu facile pourtant à scandaliser, par les pratiques du culte infernal qu'il continuait sur le trône.

Dans la séance du 27 mai, M. Léon de Rosny a fait une communication sur les plus anciens monuments écrits des Japonais et donné la traduction du premier chapitre d'un vieux recueil historique en vers, publié sous le nom de *Ko-zi-ki* « Histoire des choses de l'antiquité. » Ce chapitre, selon lui, présente un intérêt exceptionnel pour

¹ *Annales de philosophie chrétienne*, livraisons de janvier, mars et avril.

l'étude du *shintanisme* ou religion nationale du Japon, en ce sens qu'il mentionne une trinité, c'est-à-dire trois personnes divines constituant un dieu unique et incorporel. M. Duruy a demandé à ce sujet si l'on ne pourrait pas voir, dans le passage en question, les conséquences d'une infiltration ancienne d'idées chrétiennes au Japon. M. de Rosny a répondu qu'il manquait des informations nécessaires pour répondre à cette question. Mais, en tout cas, a-t-il dit, le passage cité ne mériterait pas moins d'être étudié, puisqu'il constaterait l'introduction des idées chrétiennes dans l'extrême Orient, bien des siècles avant les dates connues jusqu'à ce jour.

Dans la séance du 5 mars de l'Académie des sciences morales et politiques, M. le colonel de La Barre-Duparcq a achevé la lecture de son mémoire sur *les sollicitations de Bussy-Rabutin pour rentrer en grâce*. — Dans les séances des 12, 19 et 26 mars, M. Henri Pigeonneau a lu un travail sur *le Comité d'administration de l'agriculture* qui fonctionna dans les dernières années de l'ancien régime (1785-1787). — Dans la séance du 26, M. Vacherot a lu une étude sur l'ouvrage de M. de Lacombe consacré au comte de Serre. — Dans les séances du 2 et du 9 avril M. Georges Picot a lu une notice sur *les Maximes d'État et les fragments politiques du cardinal de Richelieu* récemment publiés par M. Gabriel Hanotaux. — Dans sa séance publique annuelle, tenue le samedi 14 mai, l'Académie a prorogé au 31 décembre 1881 le concours ouvert sur le sujet suivant : *Rechercher les origines et les caractères de la chevalerie, ainsi que de la littérature chevaleresque*.

Nous croyons utile de signaler à nos lecteurs la question suivante mise au concours pour 1883 par la Faculté de droit de Paris, en exécution du legs de M^{me} la comtesse Rossi : *Du pouvoir législatif en France depuis l'avènement de Philippe-le-Bel jusqu'en 1789*. — Les concurrents auront à rechercher à qui appartient en droit, et par qui fut exercé en fait, le pouvoir législatif depuis l'avènement de Philippe le Bel. Leur attention devra se porter principalement sur les points suivants : 1° Quel était, à l'avènement de Philippe le Bel, l'autorité attachée aux ordonnances royales? Quel était le pouvoir des seigneurs en matière législative? 2° Comment et dans quelle forme se développa l'exercice du pouvoir législatif par la Royauté? 3° Quels furent les droits reconnus aux États généraux ou réclamés par eux en matière législative? Dans quelle mesure participèrent-ils en fait à l'exercice du pouvoir législatif par la Royauté? 4° Même question en ce qui concerne les parlements. Les concurrents auront en outre à étudier la matière des arrêts de règlement. 5° Quels furent sur le pouvoir législatif les principales théories émises en France au cours du XVIII^e siècle et quels furent les vœux exprimés dans les cahiers des

États généraux de 1789. Les mémoires, écrits en français ou en latin, devront être déposés au secrétariat de la Faculté, au plus tard le 31 mars 1883. Toute personne est admise à concourir. La valeur de chacun des prix est de 2,000 francs. Il pourra être accordé des mentions honorables aux mémoires qui auront le plus approché du prix. Les noms des auteurs qui auront obtenu des mentions ne seront connus et publiés que sur leur demande.

L'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Lyon a mis au concours la question suivante : *Étude historique sur les institutions municipales de Lyon, depuis les temps anciens jusqu'en 1789*. Le terme de rigueur est le 31 octobre 1881. Le prix est de la valeur de 1,000 francs.

La Société bibliographique a tenu son assemblée générale le lundi 23 mai, sous la présidence de M. Robinet de Cléry, ancien avocat-général à la Cour de cassation. Ayant fait connaître à nos lecteurs, au fur et à mesure, en tant qu'elles se rattachent aux études historiques, les principales publications et les diverses branches de cette Société, qui réunit le double caractère d'œuvre catholique et d'association savante, et à laquelle Léon XIII, après Pie IX, vient d'envoyer une bénédiction toute spéciale, nous nous bornerons aujourd'hui à leur recommander, comme un utile moyen de répandre autour d'eux la connaissance des grands faits et des grandes figures de notre histoire, en même temps que comme un antidote aux calomnies odieuses et aux mensonges vraiment impudents que l'on s'efforce de faire entrer par tous les moyens, et notamment par l'imagerie, dans l'esprit des masses, la série de tracts illustrés (chromolithographies avec texte) dont la publication a été tout récemment inaugurée par la librairie constitué sous le patronage de la Société ¹. Nous leur recommanderons aussi de nouveau la *Collection de petits Mémoires sur l'histoire de France*, dans laquelle vient de paraître un volume des plus intéressants et que nous voudrions voir dans toutes les mains, l'histoire de *Louis II de la Trémoille, le chevalier sans reproche* ², d'après Jean Bouchet et d'autres documents contemporains, par M. L. Sandret. M. le duc de la Trémoille, à qui ce volume est dédié, a libéralement permis à l'auteur de puiser dans ses riches archives pour la composition de ce récit, où l'on trouve les détails les plus instructifs, non-seulement sur les événements politiques et militaires des règnes de Charles VIII, de Louis XII et de François I^{er}, mais encore sur les mœurs et les usages d'alors, avec un tableau touchant de la vie de famille et des vertus privées du héros.

¹ Librairie de la Société bibliographique, 35, rue de Grenelle. Ces images historiques se vendent par série de six sujets, au prix de 60 centimes.

² In-12, même librairie.

L'assemblée générale de la Société de l'Histoire de France a eu lieu le mardi 4 mai. Dans le discours du président, M. Siméon Luce, on a justement remarqué et loué l'hommage ému rendu à la mémoire d'un prêtre dont la mort prématurée, bien que trop prévue, a détruit l'une des meilleures espérances du clergé de Paris et des études historiques, notre savant collaborateur, M. l'abbé Houssaye. L'éminent secrétaire de la Société, M. Jules Desnoyers, qui occupe ces fonctions depuis l'origine, c'est à-dire depuis bientôt cinquante ans, a ensuite présenté son rapport annuel. Parmi les publications nouvellement décidées par la Société de l'Histoire de France nous signalerons une chronique inédite du *xv^e siècle*, communiquée à l'éditeur, M. Émile Molinier, par M. Léopold Delisle et une curieuse *Relation de la cour de France en 1690* par Ezéchiel de Spanheim, ministre de l'Électeur de Brandebourg à Paris. L'éditeur est M. Schefer, membre de l'Institut. La séance s'est terminée par la lecture qu'a faite M. de Beaucourt d'un fragment de son *Histoire de Charles VII*, dont les deux premiers volumes, qui conduiront le récit jusqu'au traité d'Arras, sont actuellement sous presse. — Dans la séance du conseil du 7 juin, M. de Beaucourt a été nommé, à l'unanimité des membres présents, président de la Société pour l'exercice 1881-82.

La réunion des délégués des sociétés savantes des départements a eu lieu à la Sorbonne du 20 au 23 avril. Parmi les lectures et communications faites à cette réunion nous signalerons les suivantes. M. Jules Finot, archiviste du département de la Haute-Saône, a fait une communication sur un manuscrit contenant plus de 500 lettres, qu'il attribue à Gilles Asselin, docteur en Sorbonne, principal du collège d'Harcourt. Ces lettres, adressées au milieu du siècle dernier à J.-B. Miroudot de Saint-Ferjeux, aumônier du roi Stanislas, tiennent celui-ci au courant des nouvelles parisiennes et surtout des affaires ecclésiastiques qui préoccupaient alors singulièrement l'opinion publique. — M. Léon Vidal, au nom de M. Marin de Carranrais, de la Société de statistique de Marseille, a donné lecture d'une notice sur MM. d'Aubray et de la Potherie, intendants de Provence, relative à leurs actes administratifs de 1630 à 1670. — M. le vicomte de Puligny a lu une notice historique sur le château de Gisors. — M. l'abbé Haigneré, secrétaire perpétuel de la Société académique de Boulogne-sur-Mer, a exposé toutes les données nouvelles que fournit à l'histoire du Calaisis l'ensemble des pièces qu'il a recueillies pour reconstituer, autant que possible, le cartulaire de l'abbaye de Licques. — M. de Dion, secrétaire de la Société archéologique de Rambouillet, a lu une étude sur la géographie et l'organisation féodale du comté de Montfort-l'Amaury, qui s'étendait sur 50 à 60 kilomètres entre Paris et Chartres, formant par ses nombreuses forteresses, une *marche* difficile à franchir entre

la Normandie et l'Île-de-France. Il a montré qu'après les conquêtes de Philippe-Auguste, l'importance politique de ce fief disparut complètement. — M. Castan, secrétaire honoraire de la Société d'émulation du Doubs, a lu un mémoire sur la confrérie, l'église et l'hôpital de Saint-Claude-des-Bourguignons à Rome. — M. Armand Gasté, chargé de cours à la Faculté des lettres de Caen, a signalé un certain nombre de documents inédits, relatifs à l'administration provinciale sous Louis XIV. Ces documents sont conservés à la bibliothèque de Vire, à laquelle ils ont été donnés, avec d'autres pièces, par M. le vicomte de Saint-Pierre. — M. Caillemet, doyen de la Faculté de droit de Lyon, a fait connaître deux pièces inédites, relevées par lui dans un cartulaire appartenant à M. Morin Pons, et relatives à un conflit de juridiction qui éclata au quatorzième siècle entre l'archevêque de Lyon et le Roi de France. — M. François Combes, professeur à la Faculté des lettres de Bordeaux, a traité la question de la préméditation de la Saint-Barthélemy, sur laquelle, selon lui, des lettres jusqu'ici inconnues et tirées des archives espagnoles de Simancas, jetteraient un nouveau jour. Nous laissons à nos savants collaborateurs, qui ont déjà traité ici la même question, le soin d'apprécier la valeur des arguments de M. Combes. — M. Fierville, proviseur du lycée du Havre, a étudié l'histoire des Pays-Bas pendant dix-sept ans, de l'année 1577 à l'année 1593, depuis la guerre de l'Indépendance jusqu'à la mort d'Alexandre Farnèse, d'après une riche collection de lettres déposées aux archives communales de Saint-Omer. — Le P. de la Croix, de la Société des antiquaires de l'Ouest, a fait connaître le résultat des fouilles exécutées par lui à Jazeneuil, canton de Lusignan (Vienne) ; il a pu constater l'existence de galeries travaillées de main d'homme, dans lesquelles il a reconnu l'emploi de l'outillage romain ; les débris d'un aqueduc traversant la voie romaine de Poitiers à Saint-Maixent ; différentes substructions qui sont encore indéterminées ; les ruines d'une villa. Le P. de la Croix a trouvé en outre, à Sanxey, les restes d'une construction octogonale avec colonnade et trois escaliers. L'assemblée a écouté avec un vif intérêt la communication du savant religieux qui n'est pas, dit-on, arrivé sans peine, dans les circonstances actuelles, à la possibilité de continuer sur notre sol ses travaux si justement appréciés de tous les archéologues. — M. Jules Péliisson, membre de la Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, a entretenu la réunion des loges maçonniques de l'Angoumois, de la Saintonge et de l'Aunis ; il a retracé l'histoire, au XVIII^e siècle, d'après les archives de la loge de Cognac, de la franc-maçonnerie à Cognac, Saintes, Rochefort, Angoulême, Jarnac, Saint-

Jean d'Angély, Aulnay. — M. l'abbé Dehaisnes, président de la commission historique du Nord, a lu une notice sur André Beauneveu, sculpteur, peintre et miniaturiste de Valenciennes, que Froissart appelle le meilleur de son temps. — M. Ed. Forestié, secrétaire de la Société archéologique de Montauban, a exposé les nombreuses et précieuses indications fournies par un livre de comptes d'un marchand montalbanais, au xiv^e siècle. — M. de Lauwereins de Roosendaale, de la Société des antiquaires de la Morinie, a lu une étude sur la gazette de Marischal, échevin de Saint-Omer, député des États d'Artois à la Haye en 1710, pendant les conférences de Gertruydenberg ; il écrivait jour par jour au magistrat de Saint-Omer tout ce qu'il pouvait apprendre, toutes les nouvelles et les bruits qui arrivaient à ses oreilles, et que ses entrées chez les ministres lui permettaient de recueillir. — M. Demaison, de l'Académie de Reims, a lu une note sur les éminences factices désignées en Champagne sous le nom de *Housses* ; il a recherché l'étymologie de leur nom et constaté que ce ne sont ni des tombeaux ni des mottes féodales ; les fouilles exécutées jusqu'à ce jour, quoique peu fructueuses, semblent autoriser à y voir des constructions de l'époque romaine, peut-être des postes d'observation. — M. Denis Joly d'Aussy, de la Société des Archives de la Saintonge et de l'Aunis, à propos de l'île d'Oléron, a retracé l'histoire d'une commune Saintongeaise au xiii^e siècle. — M. Castets, professeur à la Faculté des lettres de Montpellier, a exposé l'influence qu'eut le *Roman de la Rose* sur les littératures étrangères du moyen-âge. — M. Jadart, de l'Académie de Reims, a entretenu la réunion du village natal et de la famille du chancelier Gerson. — M. Taphanel, de la Société académique de Versailles, a communiqué une étude sur les écoles militaires sous le règne de Louis XVI. — Enfin M. Maggiolo, de l'Académie de Stanislas, continuant ses études sur l'instruction primaire avant 1789, a donné, sur la situation scolaire des dix-huit doyennés des anciens diocèses de Châlons et de Verdun, les renseignements les plus complets en ce qui concerne l'ancienneté et le nombre des différentes espèces d'écoles de garçons et de filles. Avec une infatigable persévérance, M. Maggiolo a recherché et découvert dans les archives départementales de la Marne et de la Meuse, dans les archives communales et dans les manuscrits des bibliothèques de Châlons et de Verdun, un nombre considérable de documents inédits : règlements scolaires et mandements des évêques, statuts des synodes, programmes d'études, constitutions des congrégations enseignantes, conclusions capitulaires, actes et traités des conseils de ville et des communautés, dépouillement des registres destinés aux baptêmes, aux mariages, aux sépultures, dans chaque paroisse. Après avoir donné les moyennes des conjoints qui

ont signé leur acte de mariage dans les paroisses des villes de Châlons et de Verdun et celles des neuf doyennés du diocèse de Verdun, M. Maggiolo conclut en ces termes : « J'ai le droit de l'affirmer, il y avait, sous l'ancien régime, dans les diocèses de Châlons et de Verdun, un nombre très considérable d'écoles, entretenues par les communautés ou dotées par la bienfaisance privée ; on savait lire et écrire ; les règlements et les programmes avaient pour but non pas de multiplier les connaissances mais d'inculquer aux enfants de saines et fortes habitudes religieuses, intellectuelles, sociales ; les maîtres ne manquaient ni de vocation, ni d'aptitude, ni de dignité ; l'enseignement populaire préparait utilement cette génération vaillante, dont les cahiers du Tiers-État, en 1789, révèlent l'intelligence, le bon sens et le patriotisme. »

Diverses modifications ont été apportées cette année à l'organisation du Comité des travaux historiques et des sociétés savantes, qui, entre autres fonctions, est chargé de diriger les réunions de la Sorbonne, ainsi qu'à ses rapports avec les sociétés dont les délégués forment ces réunions. L'ancienne section d'histoire et de philologie et l'ancienne section d'archéologie ont été fondues en une seule. Les prix annuellement accordés ont été supprimés, mais l'on a, en revanche, annoncé la création d'une *Revue* destinée à faire connaître les travaux des sociétés savantes. Enfin il a été décidé qu'une commission choisie parmi les délégués dresserait chaque année un certain nombre de questions destinées à être traitées et discutées dans les réunions générales de l'année suivante. Voici les questions arrêtées pour l'année prochaine : 1° une question sur l'étude des patois dont les termes n'ont pas été encore précisément arrêtés. 2° Étudier les questions relatives aux camps à murs vitrifiés ; s'attacher principalement à en déterminer la date. 3° Les règles épigraphiques proposées par Ritschl peuvent-elles s'appliquer à la détermination de la date des monuments du midi de la France ? 4° Signaler les monuments à date certaine qui peuvent servir à fixer les caractères de l'art mérovingien et de l'art carlovingien. 5° Fixer les caractères précis de l'architecture du XI^e siècle en France. 6° État des bibliothèques publiques et des musées d'antiquités dans les départements. Mesures prises pour que ces établissements contribuent aussi efficacement que possible au développement des travaux historiques et archéologiques. A ces questions pourront s'ajouter celles que le Comité des travaux historiques croirait à propos d'insérer à l'ordre du jour, en tenant compte des indications que lui adresseront les correspondants du Ministère et les membres des sociétés savantes.

Notre intention n'est pas de rien dire aujourd'hui des questions relatives à l'enseignement supérieur, mais nous tenons à constater en quel-

ques mots le brillant succès obtenu par l'École des hautes études dite *des Carmes*, qui forme maintenant une branche de l'Institut catholique de Paris, aux récents examens de la licence ès-lettres à la Sorbonne. Les candidats présentés par cette École tiennent une place excellente sur la liste d'admission, où le premier rang notamment est occupé par un de ses élèves, M. l'abbé Richard. Nous sommes d'autant plus heureux d'enregistrer ce résultat qu'il nous paraît également honorable pour l'Institut catholique qui a présenté de tels candidats et pour la Faculté officielle qui leur a donné des juges.

Parmi les publications récentes ou en préparation nous signalerons les suivantes : Dans la collection des *Documents inédits* publiés par le Ministère de l'instruction publique vient de paraître le tome I^{er} des *Mémoires sur l'état des généralités dressés par les intendants pour l'instruction du duc de Bourgogne (1697-1700)* publié par M. de Boislisle. Ce volume est entièrement consacré à la généralité de Paris ¹. Le suivant comprendra la généralité de Champagne. Le même érudit prépare le tome II de la *Correspondance des contrôleurs généraux* publiée par le Ministère des finances, lequel verra le jour à la fin de cette année, et il va faire paraître le tome III de l'édition de Saint-Simon qu'il a entreprise dans la *Collection des grands écrivains*. — En attendant les tables qui achèveront cette édition, la table alphabétique qu'a rédigée M. Paul Guérin pour l'édition de MM. Chéruel et Ad. Régner fils et qui vient d'être mise en vente ², sera d'un très utile secours aux travailleurs. — On a distribué ces jours-ci aux souscripteurs les tomes VI, VII et VIII de la nouvelle édition de l'*Histoire de Languedoc* de Dom de Vic et dom Vaissete ³. Le tome VI comprend le texte du tome III de l'édition originale, c'est-à-dire le récit des événements accomplis de 1165 à 1271. Le tome VII contient les notes ou dissertations placées à la fin du tome III par Dom Vaissete et un assez grand nombre de dissertations des nouveaux éditeurs suivies de documents inédits se rapportant, les uns à l'Université de Toulouse, les autres aux enquêtes faites en Languedoc par les ordres de Louis IX et de son frère Alphonse de Poitiers. Le tome VIII contient les *Preuves* du tome III de l'édition originale avec un certain nombre de documents ajoutés par les nouveaux éditeurs. Les préfaces de ces trois volumes sont signées du nom de M. A. Molinier, qui est en particulier l'auteur de plusieurs des dissertations insérées dans le tome VII.

— Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur le remarquable

¹ Imprimerie nationale, in 4°.

² Librairie Hachette, in 18 Jésus.

³ Toulouse, Edouard Privat; Paris, Alphonse Picard, in 4°.

travail de M. Victor Brants, qu'a récemment couronné l'Académie royale de Belgique : *Essai historique sur la condition des classes rurales en Belgique jusqu'à la fin du XVIII^e siècle* ¹. Par la façon dont l'auteur a conçu et traité son sujet, l'intérêt de cet ouvrage dépasse certainement les limites de la contrée à laquelle il est plus particulièrement consacré et présente des notions fort utiles à recueillir sur les institutions du moyen âge en général. — Il est bien souhaitable de voir peu à peu élucider nos anciennes coutumes locales par des monographies aussi complètes et aussi exactes que le mémoire intitulé : *Etude sur le régime ancien de la propriété; la vesture et la prise de ban à Metz* ², par M. Auguste Prost, de la Société des Antiquaires de France, d'après cent six documents inédits publiés par lui en appendice à son travail, et desquels il a eu l'heureuse idée d'extraire tous les renseignements qu'ils contiennent sur les caractères propres de la langue parlée à Metz. — Notre savant collaborateur M. d'Arbois de Jubainville vient de publier à part son travail sur le *Senchus Mor* ³, formant une partie de ses *Études sur le droit celtique*, et qui, comme le mémoire de M. Prost, avait été inséré d'abord dans la *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*. — Une pieuse cérémonie, remontant pour le moins au XII^e siècle, qui avait survécu aux orages de la Réforme et de la Révolution, et qui survivra encore, comme nous l'espérons, aux tracasseries de l'heure présente, a fait l'objet d'une intéressante publication de M. le chanoine Lucot, archiprêtre de Châlons : *la Procession des châsses à Châlons le lundi et le mardi de la Pentecôte, origine, caractère et cérémonial de cette procession d'après les documents du XII^e au XVIII^e siècle* ⁴. Qui ne voit que ces pieuses coutumes, outre leur intérêt religieux et moral, ont un caractère historique qui devrait suffire à leur assurer le respect de tous ? Elles sont comme de l'histoire animée et vivante. — Un jeune prêtre du même diocèse, attiré vers les études historiques par une vocation que l'on ne saurait trop encourager, M. l'abbé Puiseux, vient de publier une brochure que son titre seul suffira pour recommander à nos lecteurs : *l'Instruction primaire dans le diocèse ancien de Châlons-sur-Marne avant 1789* ⁵. — Nous signalerons enfin deux opuscules qui annoncent aussi chez leur auteur une heureuse vocation pour les travaux d'histoire et de bibliographie savante : *la Description de ce qu'il y a dans le cabinet*

¹ Louvain, Peeters; Paris, Champion, in-8°.

² Larose, in-8°.

³ Larose, in-8°.

⁴ Châlons, librairie Thouille, in-8°, avec une chromolithographie.

⁵ Châlons-sur-Marne, librairie Entz, in-8°.

de travail de Mgr Samuel d'Avaugour, etc., en 1625, et une Notice sur le prieuré de la Papillaye en Anjou, par le comte Régis de l'Estourbeillon, membre de la Société archéologique de Nantes et de la Société des bibliophiles bretons ¹.

Nous n'avons ici à apprécier la longue et laborieuse carrière de M. Littré que dans la partie qu'il en a consacrée aux études historiques. Parmi les erreurs de la philosophie d'Auguste Comte qu'il professait, erreurs peut-être plus excusables qu'on ne l'a cru, étant donné l'oubli où était tombée la seule philosophie vraiment scientifique et vraiment positive, en même temps que la seule qui cadre exactement avec l'orthodoxie, celle de saint Thomas ; parmi ces erreurs, dis-je, figurait une conception de l'histoire qui, quoique peu admissible en elle-même, avait du moins l'avantage de conduire à une appréciation respectueuse et même sympathique des âges écoulés. Aussi peut-on remarquer combien les écrits historiques de M. Littré sur le moyen âge, pour la plupart rassemblés dans le recueil intitulé : *le Moyen-âge et les Barbares* sont, par l'impartialité relative et par la hauteur des vues, supérieurs aux déclamations habituelles de l'école révolutionnaire, que, peu de temps avant sa mort, M. Littré d'ailleurs n'hésitait pas, dans une page que nous avons citée naguère, à qualifier très durement. C'est par sa conception de l'histoire et du passé qu'il fut conduit à ces études sur l'ancienne langue et l'ancienne littérature de la France qui demeureront, à ce qu'il semble, son meilleur titre de gloire. En mettant à part son grand *Dictionnaire*, œuvre colossale, qui fera vivre son nom autant que la langue française, on peut dire que dans ses travaux sur nos antiquités littéraires il fut encore plus un vulgarisateur qu'un inventeur. Plusieurs de ses écrits en ce genre furent même publiés d'abord sous forme d'articles de revues ou de journaux s'adressant à un public étendu. Il est bon de noter en passant que M. Littré, rédacteur attitré de l'ancien *National* et compté jusqu'à sa mort parmi les collaborateurs du *Journal des Débats*, fut positivement un *journaliste*. Je ne crois pas qu'il ait jamais rougi de ce nom, qui ne nuit ni à ses qualités ni à ses succès littéraires et scientifiques. Il fut heureux, au contraire, de faire profiter de ses talents et de ses facilités de publiciste, la cause, défendue par lui avec ardeur et persévérance, des études relatives à la langue et à la littérature française du moyen-âge. Il fut à cet égard l'un des principaux initiateurs du mouvement qui se continue sous nos yeux, et on pourrait, dans cette voie, le considérer, à cause des procédés mêmes dont il fit usage et de son habitude de s'adresser au grand public, comme le devancier

¹ Nantes, in-8°.

illustre de notre éminent ami Léon Gautier, qui a été et qui est encore, outre ses mérites propres d'érudit et d'inventeur, le plus puissant continuateur de cette œuvre de propagande nationale et scientifique. Nous ne pensons pas que ce rapprochement de noms eût déplu à M. Littré, car s'il était obstiné dans ses sincères, mais dangereuses erreurs, il était dépourvu de haine et, par ce côté comme par plusieurs autres, ses qualités morales confinaient aux vertus chrétiennes. Entre l'Église et lui il y avait un malentendu dont son éducation surtout était responsable. Ce malentendu s'est dissipé aux approches de l'heure suprême. M. Littré, à qui l'on avait négligé de faire donner le baptême lors de sa naissance, a reçu ce sacrement sur son lit de mort, comme certains catéchumènes des premiers âges de l'Église. Nous saluerions volontiers dans cet événement comme dans la cérémonie religieuse des obsèques de M. Littré, non seulement le gage qui permet d'espérer l'éternelle union de l'illustre savant avec la Science infinie, mais comme le symbole de la prochaine réconciliation de la science humaine, depuis trop longtemps révoltée ou indifférente, et de son baptême par la foi.

MARIUS SEPET.

P. S. — Nous sommes heureux d'ajouter à la fin de cette *chronique* une nouvelle excellente de toute manière. Son Em. Mgr le cardinal archevêque de Paris vient d'instituer un *comité diocésain d'histoire et d'archéologie*, qui a tenu sa première séance à l'archevêché le lundi 13 juin, sous la présidence de Mgr le coadjuteur. Le comité a ainsi constitué son bureau : président : M. Natalis de Wailly ; vice-présidents : M. le comte de Champagny et M. l'abbé d'Hulst ; secrétaires : M. l'abbé Delarc et M. le comte de Marsy. La commission de publication a été composée de MM. le comte Riant, Charles Jourdain et l'abbé Duchesne. Elle dirigera, de concert avec le bureau, le *Bulletin* trimestriel du Comité. Les noms que nous venons de citer assurent dès ses débuts à l'institution nouvelle une autorité scientifique de premier ordre.

REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

Nous ne ferons que mentionner l'examen approfondi auquel M. Jean d'Estienne soumet *les théories du déluge* ¹. L'auteur qui n'a pas encore formulé ses conclusions, se propose de démontrer la possibilité de la vraisemblance du déluge, et de faire voir que la science n'a aucune objection à élever contre lui. Il adopte la traduction que M. Fr. Lenormant a récemment donnée des premiers chapitres de la Genèse, dans son livre *les Origines de l'histoire*, puis il établit l'authenticité du récit mosaïque par l'universalité de la tradition du déluge chez tous les peuples. Après avoir formulé ces données qui doivent être le fondement de son travail, M. Jean d'Estienne entre dans des considérations géologiques et scientifiques qui ne trouveraient pas leur place ici, mais qui ont une sérieuse valeur pour la solution de ce grand problème qui se pose au début de l'histoire.

— M. Fr. Lenormant a repris et développé, en l'enrichissant d'un grand nombre de faits nouveaux, l'article sur *les Bétyles* qu'il avait donné déjà dans le *Dictionnaire des Antiquités* de MM. Daremberg et Saglio ². L'auteur pose en principe que la litholatrie est une des formes primitives des cultes idolatriques et qu'on la retrouve dans l'état de barbarie, chez presque tous les peuples. Dans le culte fétichiste des premiers âges, une pierre informe dressée fut un des objets dont on se servit pour représenter la divinité et offrir un signe sensible aux adorations. Un premier progrès consista à ne plus laisser brute la pierre que l'on dressait pour en faire une idole, mais à la tailler plus ou moins grossièrement de façon à lui donner une forme régulière d'un symbolisme très simple. On eut ainsi : la pierre *conique* et ailleurs, la pierre *équarrie*; on prenait très souvent pour pierre sacrée les aérolithes. Les pierres ainsi consacrées étaient la « demeure du dieu, » hébreu *béth-él*, d'où le mot *bétyle*. M. Lenormant cite un nombre considérable d'exemples qui montrent combien le culte des bétyles était répandu dans les religions sémitiques, d'où il est passé dans les religions de l'Asie Mineure et de la Grèce; mais il explique

¹ *Revue des questions scientifiques*, livr. d'avril 1881.

² *Revue de l'histoire des religions*, livr. de janvier-février 1881.

trop ingénieusement peut-être, le passage biblique qui raconte l'apparition à Jacob dans le lieu nommé *Béth-él*; M. Lenormant suppose, sans raison bien probante, que Jacob, à son réveil, fit acte de litholatrie en versant de l'huile sur la pierre qu'il avait dressée, et qu'il n'accomplit pas seulement un acte commémoratif, mais qu'il partageait « jusqu'à un certain point la foi dans la présence de la divinité dans la pierre. »

— La Bibliothèque nationale est récemment entrée en possession d'une très importante inscription romaine découverte par le P. Delattre, missionnaire de Saint-Louis de Carthage. Cette inscription, successivement étudiée par divers savants, notamment MM. Tissot et Mommsen, vient de faire l'objet d'une dissertation approfondie de MM. Cagnat et Fernique, sous ce titre : *La table de Souk el-Khmis*¹. Ce nouveau texte, écrit sur quatre colonnes de trente lignes chacune environ, contient une supplique adressée à l'empereur Commode par les habitants de la province romaine d'Afrique, qui se plaignent des exactions du procurateur : elle contient ensuite la réponse de l'empereur qui fait droit à ces justes griefs : « Ces abus de pouvoir, le procurateur les a commis d'accord avec Allius Maximus notre adversaire, aussi bien qu'avec presque tous les *conductores*, contrairement à la justice et au détriment de tes revenus... ; les uns parmi nous ont été, par son ordre, saisis et torturés, les autres ont été chargés de chaînes, quelques citoyens romains même ont été battus de verges et fustigés... Nous sommes obligés, dans notre infortune, de faire un nouvel appel à ta divine providence... Que conformément aux actes de tes procurateurs, déposés dans les archives du *tractus Karthaginensis*, on ne puisse exiger de nous, par an, plus de deux corvées de labour, deux de sarclage et deux de moisson ;... Nous ne sommes que d'humbles paysans qui gagnons notre vie par le travail de nos mains ; le *conductor*, au contraire, peut se concilier la faveur par d'abondantes largesses ; nous sommes donc incapables de lutter avec lui devant les procurateurs, auxquels il est parfaitement connu, grâce aux contrats de fermage successivement signés avec eux. Prends pitié de nous et daigne ordonner, par un sacré rescrit, qu'on ne réclame pas de nous plus qu'il n'est stipulé dans la loi d'Hadrien et dans les actes de tes procurateurs, c'est-à-dire, six corvées par an... » L'empereur fit droit à ces plaintes et ordonna que rien ne fût désormais exigé contrairement à la coutume. Les *coloni* de cette inscription ne sont pas évidemment des colons attachés à la glèbe, tels que nous les représentent les codes Théodosien et Justinien, ce sont, pensent MM. Cagnat et Fernique, des hommes libres qui étaient

¹ *Revue archéologique*, livr. de février mars 1881.

néanmoins privés des principaux droits qui constituent la liberté. Le terme *coloni* dans l'inscription de Souk el-Khmis signifie cultivateurs, paysans.

— Le *Mont César* est une colline isolée située sur le territoire de la commune de Bailleul-le-Sec (Oise). C'est un ancien *oppidum* gaulois, et on y a trouvé depuis longtemps d'intéressants vestiges gallo-romains. Récemment, les fouilles de M. Berton ont mis au jour, entre autres objets, un lot assez considérable de monnaies gauloises trouvées dans des tombeaux ; notre collaborateur M. A. de Barthélemy¹ vient de décrire deux cent vingt-six pièces provenant de cette trouvaille. Cette description donne une idée du numéraire qui avait cours sur le territoire des Calètes, des Ambiens, des Véromandes, des Lixoviates, des Vélocasses, des Bellovaques, des Suessions, des Aulerques Eburovices, des Silvanectes, des Parisii, des Carnutes, des Sénon, des Aureliani. On remarque dans cette trouvaille l'absence de pièces appartenant aux peuples situés au sud de la Loire, en Armorique et dans le Sud-Est ; les monnaies d'argent et d'or sont très rares, parce que l'enfouissement du dépôt, que M. de Barthélemy place à la fin du dernier siècle avant notre ère, correspond à une date où l'on ne fabriquait plus d'or en Gaule et où le monnayage de l'argent se restreignait de plus en plus.

— Au mois de juin 1881, on a découvert près de la ville d'Este, en Italie, un fragment de table en bronze portant gravée une inscription romaine qui n'a plus, malheureusement, que vingt lignes, mais qui néanmoins constitue un chapitre de loi fort intéressant. Le texte, que vient de publier M. A. Esmein² en l'accompagnant d'un commentaire développé, est divisé en deux parties. La première a pour but de fixer la compétence des magistrats municipaux dans la cité romaine quant aux actions de droit privé, dans lesquelles la condamnation entraîne l'infamie ; la seconde contient, sur le même sujet, une disposition transitoire mutilée, mais dont M. Esmein essaye néanmoins de préciser la portée. Ce texte de loi date de l'an de Rome 687.

— Dans les temps apostoliques, on se contentait, pour conférer le baptême aux adultes, des preuves d'une foi profonde et d'un repentir sincère ; mais il fallut plus tard songer à donner aux candidats une instruction plus complète, pour les débarrasser des superstitions païennes et les initier aux mystères du christianisme. Cette préparation des candidats, s'appelle le *catéchuménat*. M. le chanoine Corblet³ vient de retracer, sans apporter d'ailleurs des faits nouveaux, l'histoire de cette

¹ *Revue archéologique*, livr. de février et mars 1881.

² *Journal des savants*, livr. de février 1881.

³ *Revue de l'art chrétien*, livr. de janvier-mars 1881.

institution qui remonte à une haute antiquité, puisque, dès le ⁿ^e siècle, il est déjà contrefait par les Gnostiques ; presque toute la législation du Catéchuménat se trouve renfermée dans les canons du concile d'Elvire, tenu vers la fin du ⁱⁱⁱ^e siècle. La réception au catéchuménat comprenait : la présentation par un parrain, l'imposition des mains et le signe de la croix fait par l'évêque, ainsi que l'inscription du candidat ; cette cérémonie était accompagnée de diverses prières que nous ont conservées les anciens recueils liturgiques. Il y avait différents degrés parmi les catéchumènes : M. Gorblet les divise en quatre catégories : Les Écouteurs (*audientes, auditores*), les Prosternés ou Priants (*orantes, substrati*), les Compétents (*competentes*) et les Élus (*electi*). Les constitutions apostoliques, tout en proscrivant trois années pour le Catéchuménat, permettent d'abrégé ce temps, d'après les aptitudes ou les marques de foi du candidat : le concile d'Agde (506) se contente de huit mois pour éprouver les Juifs auxquels Clément d'Alexandrie, plus méfiant à leur égard, avait imposé un noviciat de douze années. C'était ordinairement dans le narthex que se faisait, avant ou après les offices, l'instruction des catéchumènes, mais à Rome, pendant les persécutions, elle avait lieu dans certaines cryptes des catacombes. Les constitutions apostoliques excluent du baptême et par conséquent du catéchuménat, les femmes de mauvaise vie, les fabricants d'idoles et d'amulettes, les magiciens, les devins, les enchanteurs, les gladiateurs et tous ceux qui prenaient part aux jeux célébrés en l'honneur des Dieux. La pénitence des catéchumènes n'était pas publique ; elle commençait avec celle des fidèles, c'est-à-dire avec le carême. On donnait le nom de *scrutins* aux réunions qui avaient lieu avant l'époque fixée pour le baptême, afin de rechercher et de choisir les catéchumènes véritablement dignes d'entrer dans l'Église. Le catéchuménat, avec ses rites antiques, ne disparut que vers le ^{xiv}^e siècle.

— Dans son court mémoire sur *l'Élection au scrutin de deux chanceliers de France sous le règne de Charles V*¹ M. Siméon Luce apporte de nouveaux détails relatifs à l'élection au scrutin des chanceliers Guillaume de Dormans et Pierre d'Orgemont. Cette élection, si contraire aux habitudes du moyen âge, est étrange, et l'étonnement redouble, dit M. Luce, quand on voit ce mode de nomination appliqué à un poste de confiance tel que celui de chancelier de France, pour lequel l'élection pure et simple au scrutin ne serait acceptée de nos jours par aucun chef du pouvoir exécutif. La charge de chancelier de France étant devenue vacante en 1372, par la démission de Jean de Dormans, Charles V renonça, de son propre mouvement, à l'une des

¹ *Revue historique*, livraison de mai-juin 1881.

prérogatives royales les plus essentielles, et convoqua, en l'hôtel de Saint-Pol, tous les membres de son conseil, pour prendre part à l'élection ; le nombre des votants fut de deux cents environ : Guillaume de Dormans, chancelier du Dauphiné, fut élu, à la place de son frère, chancelier de France, et Pierre d'Orgemont fut élu premier président au parlement et chancelier du Dauphiné. Cette double élection se reproduisit l'année suivante quand la charge de chancelier de France devint de nouveau vacante par suite de la mort de Dormans ; Pierre d'Orgemont fut élu par cent cinq voix sur cent trente votants, et Arnaud de Corbie fut élu premier président. Les nouveaux élus étaient tous deux sortis de la bourgeoisie, et n'étaient pas même chevaliers du roi. Mais le côté piquant et original du mémoire de M. Luce, c'est qu'il fait ressortir que ces élections coïncident avec l'époque où furent traduites pour la première fois, en français, par ordre de Charles V, les œuvres d'Aristote. Or, on sait que l'une des théories les plus chères à Aristote est la théorie de l'élection appliquée au recrutement de toutes les charges publiques. Quand on connaît l'admiration profonde que Charles le Sage, à l'exemple de tout son siècle, avait vouée à Aristote, il est fort raisonnable de croire que ce sont les théories du philosophe grec qui portèrent le roi à recourir au scrutin pour le choix de deux chanceliers de France, mode qui d'ailleurs ne se renouvela plus, après s'être ainsi présenté à l'une des périodes de notre histoire où le pouvoir royal a été le plus fort.

— Le même auteur, dans un article littéraire sur *Jeanne d'Arc et les ordres mendiants*¹, a fort bien mis en lumière le rôle prépondérant des religieux franciscains au x^v^e siècle. Le frère Richard fut le principal propagateur de la dévotion au Nom de Jésus, en France, comme saint Bernardin de Sienne l'avait été en Italie. Les prédications de ce cordelier eurent une influence immense sur les événements auxquels Jeanne d'Arc fut mêlée, et surtout sur l'esprit même de la Pucelle. Dès la fin de l'an 1428, le frère Richard prêchait dans le diocèse de Troyes et mettait en honneur certaines pratiques de dévotion qu'affectionnait tout particulièrement Jeanne d'Arc. Frère Richard se trouvait à Troyes au moment où la Pucelle arriva sous les murs de cette ville, et ce fut lui qui fit ouvrir les portes à l'armée française. Depuis la réduction de Troyes, le cordelier accompagna Jeanne dans toutes ses expéditions, et la suscription *Jhesus Maria* des lettres et de l'étendard de la Pucelle montre l'influence des prédications des franciscains à cette époque. C'est d'ailleurs le temps où sainte Colette, réformatrice générale des couvents franciscains de femmes en France, fonde dix-huit couvents nouveaux et bâtit trois cent quatre-vingts

¹ *Revue des Deux-Mondes*, livr. du 1^{er} mai 1881.

églises ; M. Siméon Luce s'attache à faire ressortir le concours indirect que sainte Colette a apporté à l'œuvre de restauration patriotique qui s'est personnifiée dans Jeanne d'Arc. Colette avait fondé au Puy un couvent de Clarisses réformées, à cause du grand pèlerinage qui se faisait tous les ans à la cathédrale du Puy, le jour de l'Annonciation de la Vierge, fête particulièrement célébrée par sainte Colette. Or, fait qu'on n'avait pas encore remarqué, Jeanne d'Arc, déjà arrivée à Chinon, le 6 mars 1429, et ne pouvant aller elle-même à ce célèbre pèlerinage, y envoya quelques-uns des hommes d'armes qui avaient composé son escorte dans le trajet de Vaucouleurs à Chinon ; ces hommes d'armes y rencontrèrent la mère de Jeanne. Enfin, dernier trait qui achève de démontrer la thèse de M. Siméon Luce : le premier acte de la mission de Jeanne, le message où elle somme les Anglais au nom « du Roi du ciel, fils de sainte Marie » de vider le royaume, est daté du 22 mars ou du mardi de la semaine sainte.

— M. Paul Durrieu a consacré une notice à *l'Hôtel du connétable d'Armagnac, à Paris*¹. Dans le courant du xiv^e siècle, les comtes d'Armagnac avaient possédé à Paris, rue des Poulies, un immeuble qui fut plus tard l'hôtel d'Alençon, puis de Longueville. Mais en 1373, cette demeure était déjà sortie de leurs mains, et les comtes d'Armagnac paraissent être restés longtemps sans hôtel à Paris. Ce ne fut qu'en 1405 que Bernard VII, ayant remporté en Guyenne de brillants succès sur les Anglais, reçut en don, de Charles VI, un hôtel qui appartenait auparavant au duc de Berri. Cette habitation occupait une partie de l'emplacement actuel du Palais Royal ; plus tard, quand les Bourguignons entrèrent dans Paris, l'hôtel d'Armagnac fut naturellement pillé ; puis il passa en la possession de Philippe le Bon. Ce ne fut qu'après le départ des Anglais que les comtes d'Armagnac rentrèrent en possession de leur bien, jusqu'à ce que, en raison de la rébellion des derniers comtes, l'hôtel fut définitivement confisqué par la royauté.

— Dans son mémoire sur *Le commerce extérieur de la France sous Henri IV*², M. G. Fagniez étudie successivement le commerce d'exportation, le commerce d'importation, et enfin le commerce de commission et de transport. A l'époque de Henri IV, nos vins, notre pastel, notre sel, nos laines, notre papier, nos toiles trouvaient leur principal débouché en Angleterre ; l'Espagne et le Portugal ne pouvaient se passer de nos grains ; notre bétail était surtout destiné à l'Italie. Mais l'importation de nos draps en Angleterre était inter-

¹ *Revue de Gascogne*, liv. de juin 1881.

² *Revue historique*, livr. de mai-juin 1881.

dite ; l'Espagne et les Pays-Bas avaient aussi mis des restrictions à l'importation de nos produits ; le 13 octobre 1604, fut signé un traité qui rétablissait les anciennes relations commerciales de la France avec les pays soumis à la domination de Philippe III. La France importait surtout la morue et le hareng, et la pêche de la morue à Terre-Neuve était même presque exclusivement en ses mains ; elle importait aussi des États Barbaresques, des cuirs, de la cire, des laines, du corail ; elle allait chercher aux Açores le bois de teinture, le tabac, les cuirs, la cochenille qu'y débarquaient les navires venant des Indes Occidentales. Nos commerçants importaient de Hollande et de Flandre des serges, des camelots, des toiles, des savons. Les Français établis à l'étranger se livraient à la fois au commerce d'importation et d'exportation entre leur pays d'origine et leur pays d'adoption, mais ils avaient à subir toutes sortes de vexations de la part des étrangers, et leur action dans l'Inde et au Cap fut, en somme, stérile, malgré l'appui de Henri IV. Ils ne réussirent que dans l'Amérique du Nord, où les entreprises de colonisation au Canada, exercèrent une influence sérieuse sur notre commerce. Notre marine marchande resta néanmoins inférieure à celle de l'Espagne, de l'Angleterre et de la Hollande. Cette infériorité s'explique principalement par la petitesse des bâtiments qui ne résistaient pas à la mer, le manque de marins, le mauvais état des ports, et l'absence d'une marine militaire capable de protéger notre marine marchande. Cependant dès 1587, Henri IV encourageait ses sujets à acheter des vaisseaux, dans l'espoir de ravir à l'Angleterre et à la Hollande le commerce de transit avec l'Espagne ; en 1600, il fit procéder à une visite des ports et dresser l'état des réparations dont ils avaient besoin ; l'on connaît en outre ses efforts pour fonder des colonies. Henri IV traita même avec plusieurs armateurs pour donner une grande extension à notre commerce maritime ; il prit à son service Simon Dansa et ses vaisseaux, et il allait enrôler d'autres capitaines hollandais et danois quand la mort vint le surprendre. Ce qui étonne dans cette histoire, ce sont les pirateries que les vaisseaux marchands avaient à subir, non seulement de la part des États Barbaresques, mais surtout peut-être des nations européennes jalouses. Henri IV ne se lassait pas de réclamer justice pour ses sujets, et dans ce but, de nombreuses négociations furent entreprises avec l'Angleterre ; les pirateries des Anglais avaient coûté, en 1603, déjà plus d'un million d'écus d'or au commerce français ; aussi, le 24 février 1606, Henri IV força l'Angleterre à signer un traité qui donnait plus de sécurité au commerce maritime de la France. Le commerce se développa surtout à Marseille dont le port pouvait contenir trois cents vaisseaux, et à la fin du règne de Henri IV, la France, malgré la concurrence de Venise et de l'Angleterre, faisait la plus grande partie du commerce

de transport entre l'Europe et le Levant. Malgré cela, conclut M. Fagniez, la France, au point de vue du commerce général, n'occupait en Europe que le quatrième rang, et le temps manqua pour que les efforts de Henri IV pussent avoir des résultats durables.

— Nous signalons ici, bien qu'elle ne soit pas encore achevée, l'importante étude de M. H. Bouchot intitulée : *Histoire du baillage de Vitry-le-François*¹. Comme le fait remarquer l'auteur, en théorie, rien de plus connu que le fonctionnement des baillages royaux avant 1789 ; en réalité, rien n'est moins étudié et rien ne donne lieu à de plus fausses appréciations. L'histoire de Vitry-le-François offre cette particularité que la ville nouvelle ne date que de François I^{er}, l'ancienne ville de Maucourt ayant été brûlée et abandonnée à cette époque. Le nouveau baillage que les lettres royales datées de Blois, en mai 1545, installaient à Vitry, s'augmenta de la suppression des anciens baillages de Passavant, Fismes et Chatillon ; le lieutenant général avait « la connaissance de tous contrats passés lors des foires et marchés, ainsi que en semblable cas, la connaissance appartient au conservateur des foires de notre ville de Lyon. » Le lieutenant général au baillage de Vitry avait donc une puissance considérable ; il fut mêlé à l'histoire politique de ce pays, surtout à l'époque des guerres de religion ; nous ne poursuivrons pas l'analyse du mémoire de M. Bouchot, qui sans doute deviendra un livre, et qui est composé presque exclusivement à l'aide des documents conservés aux archives municipales de Vitry.

— *Relation du siège de Saint-Dizier en 1544, d'après les documents impériaux*², tel est le titre d'une étude de M. Fourot sur une des périodes les plus importantes du règne de Charles-Quint. On sait que tandis qu'il était battu à Cérisoles, l'empereur réparait cet échec en Italie, en s'avancant jusqu'au cœur de la Champagne. Les chroniqueurs français, comme Martin du Bellay et Brantôme, ont fait ressortir le courage des soldats qui défendirent pendant six semaines la petite place forte de Saint-Dizier contre une armée habituée à la victoire. Il était intéressant d'avoir une relation des mêmes faits par un écrivain partisan de Charles-Quint. Or, en 1728, Jean Burckhart-Meneken publiait à Leipzig, un récit d'Antoine de Musica intitulé : *Commentariolus rerum gestarum apud S. Dixerium ab imperatore Carolo V.* Cet Antoine de Musica était un officier de l'armée des Impériaux, et sa narration s'écarte pour certains détails, de celle des chroniqueurs français. Nous signalerons surtout les pièces justificatives

¹ *Revue de Champagne et de Brie*, livr. de janvier 1880 à mars-avril 1881.

² *Revue de Champagne et de Brie*, livr. d'avril et de mai 1881.

du travail de M. Fourot : le dénombrement de l'armée de Charles-Quint ; des lettres inédites de l'empereur à la reine de Hongrie, datées du camp devant Saint-Dizier et relatives aux faits de guerre.

— Longtemps Adrien d'Aspremont, vicomte d'Orthe, gouverneur de Bayonne, n'a presque été connu que par une fameuse lettre qu'il n'écrivit pas, à l'occasion du massacre de la Saint-Barthélemy. M. Tamizey de Larroque a eu la bonne fortune de retrouver dans les dépôts d'archives de Paris, un assez grand nombre de lettres de ce personnage dont il a pu ainsi retracer la biographie ¹. Adrien d'Aspremont est né dans les dix premières années du xvi^e siècle, il est question de lui, pour la première fois, dans une lettre de Henri II roi de France, à Henri II roi de Navarre (27 octobre 1551) ; il fut nommé gouverneur de Bayonne en 1552. Entre le nouveau gouverneur et les magistrats municipaux de Bayonne, il s'engagea une lutte qui dura fort longtemps, jusqu'à ce que le vicomte d'Orthe fut obligé de quitter brusquement la ville en novembre 1573 ; il mourut en exil le 20 mars 1578. Cette étude et les lettres du vicomte d'Orthe que M. Tamizey de Larroque doit prochainement publier, sont le complément d'un savant mémoire que le même auteur a donné en 1867 dans la *Revue des questions historiques*, et qui prouve que le beau rôle attribué par Agrippa d'Aubigné au vicomte d'Orthe après la Saint-Barthélemy ne repose sur aucun fondement.

— La prise de Mont-de-Marsan, en 1580, par Bertrand de Poyanne, fut un des épisodes des guerres de religion qui affectèrent le plus péniblement le roi de Navarre, et d'anciens historiens comme Dupleix et de Thou ont raconté en détail cet événement. M. J. de Carsalade du Pont vient de publier ² un document curieux qui est la narration d'une tentative faite par Henri de Navarre pour reprendre cette place. Celui qui essaya d'exécuter ce coup de main était un capitaine huguenot nommé Campet ; il eut pour complice un bourgeois de la ville nommé Audigeos et le sergent Lissalde. La conspiration fut découverte ; Audigeos et Lissalde faits prisonniers et soumis à la torture, avouèrent sur « le banq de la gyene » les détails de leur criminel projet, après quoi, ils furent pendus. C'est le procès-verbal de ces aveux qu'a retrouvé M. J. de Carsalade ; le titre de ce document est celui-ci : « Confession de Jehan Audigeos faicte en la gyhenne de la maison de ville de Bordeaux, sur le subject de la trahison du Mont-de-Marsan. » Campet, plus heureux que ses complices, échappa aux mains du prévôt de la ville, et fut plus tard un des principaux acteurs de la revanche du roi de Navarre lorsqu'il reprit Mont-de-Marsan en 1583.

¹ *Revue de Gascogne*, livr. de mai 1881.

² *Revue de Gascogne*, livr. de mai 1881.

— Des documents des archives du Ministère des affaires étrangères ont permis à M. Menjot d'Elbenne de faire connaître les événements qui se passèrent dans le Maine à l'époque de la Fronde et particulièrement *le siège du Mans en 1652*¹. A cette époque, Rohan Chabot souleva l'Anjou contre l'autorité royale et attendit les secours que lui amenait Beaufort : ils se composaient de quatre mille hommes avec quatre petites pièces de canon. Le duc de Beaufort quittant Montargis, se dirigea sur Chateaudun, Bonneval, Montdoubleau, Saint-Calais, pillant tout sur son passage. Bientôt il cantonna ses troupes autour du Mans défendu par le comte de Tresmes ; mais au bout de quelques jours, la situation avait bien changé pour les insurgés, et le cardinal de Retz lui-même ordonna à Beaufort de battre en retraite. Cette retraite fut terrible pour les populations qui furent rançonnées à outrance. « Si aujourd'hui encore, dit M. d'Elbenne, vous parlez des *Biaufûs* aux habitants de Lombron ou de la Ferté-Bernard, vous jugerez, par la ténacité de leur haine, de la terreur que ces bandits ont inspirée. » Le travail de M. d'Elbenne est suivi de nombreux documents inédits.

— M. Ch. Giraud vient de publier un *Mémoire de Monsieur de Choiseul remis au Roi en 1765*². Ce mémoire, dont la copie authentique connue par M. Giraud était en la possession de M. le chancelier Pasquier, fut remis à Louis XV à la fin de 1565 ; provoqué par quelques intrigues de cour peu édifiantes et qui n'offrent qu'un intérêt médiocre, Choiseul, qui était un peu en disgrâce en ce moment, expose au roi la justification de ses actes comme ministre. Il passe successivement en revue les Affaires étrangères, la Guerre, la Marine, les Colonies, les Postes. Si Choiseul, dans ce plaidoyer, attire tout à soi et s'attribue toutes sortes de réformes utiles au point de vue de la politique extérieure, si, en un mot, il exagère ses services, il n'en est pas moins certain que ce mémoire est un résumé précieux des actes de son ministère et de la situation politique de l'Europe à cette époque. Voici pourtant les aveux de Choiseul au sujet des colonies : « J'ai fait, dans cette partie ainsi que dans les autres, beaucoup de changements ; mais ils ont presque tous mal réussi. Je me suis trompé et sur les choses et sur les hommes. J'ai engagé Votre Majesté dans des dépenses considérables en pure perte. De sorte que nos colonies, sire, sont peut-être en plus mauvais état qu'elles n'étaient en 1755, quoique vous ayez dépensé plus que vous n'avez dépensé à cet objet pendant l'autre paix... » Choiseul, il est vrai, rejette la responsabilité de ses échecs sur « M. d'Etaing qui n'est qu'un fou dangereux, sur M. Turgot, fou et fripon en même temps. »

— M. Albert Duruy prépare une étude sur l'instruction publique

¹ *Revue hist. et archéol. du Maine*, 1^{re} livr. de 1881.

² *Journal des savants*, livr. de mars et avril 1881.

en France pendant la Révolution et il vient de donner un résumé de ses recherches sous ce titre : *L'Instruction publique en 1789*¹. Le caractère de ce travail nous est suffisamment indiqué par l'auteur lui-même : il se demande si la révolution, comme l'ont avoué ses apologistes, a tout créé, ou si, comme le prétendent ses détracteurs, elle a tout détruit sans rien fonder. « Entre ces deux opinions violentes et plus passionnées peut-être que raisonnables, la vérité naturellement tient le milieu. » M. A. Duruy fait ressortir qu'en France, sous l'ancien régime, il y avait non-seulement de florissants collèges et de fameuses universités, mais aussi de petites écoles dans les villages, et il cite notamment l'ordonnance de Louis XIV en 1698 : « Voulons que l'on établisse, autant qu'il sera possible, des maîtres et des maîtresses dans toutes les paroisses ou il n'y en a point pour instruire tous les enfants. » L'auteur cite ensuite les éloquentes statistiques dressées par M. de Beaurepaire pour le diocèse de Rouen, M. de Charmasse pour le diocèse d'Autun, M. Ed. de Barthélemy pour celui de Châlons et les travaux de MM. de Ribbe, Babeau, Fayet, de Tartièrre, Sauzay, l'abbé Trochon. Pour l'enseignement secondaire, M. A. Duruy établit cette statistique éloquentes en comparant le nombre des élèves avant la révolution et de nos jours : « Il résulte, dit-il, qu'en 90 ans, bien que la population ait augmenté de plus du tiers, l'enseignement secondaire public n'a gagné que 6.484 élèves et qu'il a perdu 35.000 boursiers et 200 établissements. » Voilà, à coup sur, des rapprochements honorables pour l'ancien régime et pour l'enseignement qu'on appelle aujourd'hui clérical. Aussi, M. Duruy montre qu'il ne faut guère ajouter foi aux diatribes des encyclopédistes contre l'ancienne université, qu'ils dénigrent dans leurs écrits pour cela seul qu'ils la trouvent empreinte « de l'esprit et de l'influence jésuitiques. » On n'aurait évidemment pas de peine à démontrer que certaines parties de l'enseignement étaient défectueuses, que certaines branches de la science qui occupent aujourd'hui un rang important, étaient alors trop négligées, mais les progrès qui se sont accomplis sont le fait du temps et du développement de la science elle-même ; il en est de même pour ce qui concerne la discipline et la délivrance des diplômes. « La révolution peut venir à présent, conclut M. A. Duruy, elle trouvera le terrain tout préparé. Son rôle est bien nettement marqué ; achever la réforme commencée... A chacun sa part : sans offenser la révolution, on peut bien se permettre de penser que la France ne croupissait pas absolument dans les ténèbres avant elle. » Si M. Duruy poursuit ses recherches, il sera certainement désenchanté de l'œuvre de la révolution, et sera forcé de conclure qu'en matière d'enseigne-

¹ *Revue des Deux Mondes*, livr. du 15 avril 1881.

ment, elle a tout détruit, et que ses efforts, surtout pour l'enseignement primaire et secondaire, ont été impuissants à rien reconstruire. C'est ce qui ressort d'une étude publiée dans cette *Revue* même par M. Victor Pierre, travail qui, grossi d'un grand nombre de documents inédits, vient de former un livre, sous ce titre : *l'Ecole sous la Révolution*.

— Dans sa *Note sur les origines de l'émaillerie française*¹, M. Emile Molinier rappelle et résume une discussion qui eut lieu entre divers archéologues, M. de Laborde, F. de Lasteyrie, Labarte, Darcel, Hucher sur la question de savoir si l'émaillerie française est une importation byzantine ou bien si elle n'est que le développement d'un art qui n'a jamais cessé d'exister dans notre pays depuis l'époque romaine. Il essaye ensuite de concilier les deux opinions en émettant l'hypothèse que l'industrie des émailleurs, réduite après la chute de l'empire romain, à la fabrication de petites pièces, de fibules, de bagues, aura pris une plus grande extension, vers l'époque des croisades, sous une influence étrangère. On trouve, en effet, même dès la fin du XI^e siècle, des produits de l'émaillerie de Limoges, manifestement imités des émaux byzantins.

— La publication des *Œuvres de Rufus d'Ephèse* par feu M. Daremberg et par M. E. Ruelle a été l'occasion d'un mémoire de M. E. Miller². L'auteur reprend d'abord l'examen critique des œuvres d'Oribase commencé par M. Littré, puis il résume les œuvres de Rufus. On ne sait presque rien de la vie de ce médecin grec qu'on s'accorde à faire vivre sur la limite du I^{er} et du II^e siècle de notre ère. La plupart des éléments qui ont servi à constituer la liste raisonnée de ses écrits, ont été puisés dans les grandes compilations médicales formées par des Grecs, et, plus tard, par des Arabes. L'étude de M. Miller est importante au point de vue littéraire et pour l'histoire de la médecine dans l'antiquité. Elle est suivie du texte grec et de la traduction d'un fragment de manuscrit que M. Miller a acquis au mont Athos en 1863, et qui contient des extraits inédits de médecins de l'antiquité comme Archigène d'Apamée, Dioscoride, Oribase, Paul d'Égine.

— M. Julien Vinson, dans son article intitulé : *Les Basques du XII^e siècle; leurs mœurs et leur langue*³, rend compte d'une découverte que fit, l'année dernière, le P. Pita, à Saint-Jacques de Compostelle, d'un manuscrit du XII^e siècle contenant, avec un certain nombre de mots basques, des renseignements curieux sur l'état social des populations basques à cette époque. Plusieurs copies ou extraits

¹ *Le Cabinet historique*, liv. de mars et avril 1881.

² *Journal des savants*, liv. de janvier, février, mars et mai 1881.

³ *Revue de linguistique et de philologie comparée*, liv. du 15 avril 1881.

de ces manuscrits se trouvent à la Bibliothèque nationale et avaient déjà été signalés. Le *codex* de Saint-Jacques fut donné à l'église de Compostelle vers le milieu du XII^e siècle par le pèlerin Aimeric Picaud de Parthenay-le-Vieux et sa femme Gilberte de Flandre. Il contient un cantique et un itinéraire des pèlerins se rendant à Saint-Jacques, le récit des miracles du saint, l'histoire de Charlemagne et de Roland attribuée à l'archevêque Turpin. Les affirmations d'Aimeric Picaud, relativement au peu de civilisation des Basques de son temps, sont fort intéressantes, malgré leur évidente exagération. Les mots basques cités par Aimeric sont au nombre de dix-huit; ils sont fort précieux au point de vue linguistique puisqu'ils précèdent de quatre cents ans environ le premier document basque écrit connu jusqu'ici.

— De tous les correspondants du savant Peiresc, Jean-Jacques Bouchard est celui qui méritait le moins son estime à cause de ses bassesses, de ses friponneries, de ses débauches, qui l'ont fait qualifier de *monstre* par M. Paulin Paris. Cependant, M. Tamizey de Larroque a retrouvé des *lettres inédites* de ce personnage, et il vient d'en entreprendre la publication ¹, parce qu'elles offrent un certain intérêt pour l'histoire de quelques-uns des principaux personnages du commencement du XVII^e siècle, et surtout du vertueux Peiresc qui s'était laissé séduire par l'esprit et l'érudition d'un misérable. Bouchard qui, à force d'intrigues, avait réussi à se faire attacher à la maison du cardinal François Barberini en qualité de secrétaire des lettres latines, mourut à Rome en 1642, laissant la réputation d'un homme dont la laideur physique avait encore été dépassée par la laideur morale.

— M. le comte E. de Barthélemy a retrouvé dans les papiers de Mgr Gaston de Noailles, évêque de Chalons, conservés à la Bibliothèque nationale, vingt-huit lettres adressées à ce prélat par l'abbé de Beaufort, son vicaire général; et il vient de les publier sous ce titre : *Correspondance inédite de l'abbé de Beaufort* (1693 à 1702) ².

— M. Henri Jadart vient d'écrire ³ une notice sur le maréchal d'Asfeld (1667-1743); elle est accompagnée de la publication des lettres patentes érigeant le marquisat d'Asfeld, au mois de mars 1730; le maréchal d'Asfeld était le petit-fils d'un négociant de Paris nommé Bidal, et domicilié à Hambourg.

— A titre de renseignement bibliographique, nous signalerons la *notice sur la collection Joly de Fleury à la Bibliothèque nationale*, par M. A. Molinier ⁴. De toutes les collections conservées au départe-

¹ *Le Cabinet historique*, livr. de mars et avril 1881.

² *Revue de Champagne et de Brie*, livr. de février et mars 1881.

³ *Revue de Champagne et de Brie*, livr. de mai 1881.

⁴ *Le Cabinet historique*, livr. de janvier-février 1881.

ment des manuscrits de la Bibliothèque, la collection dite Joly de Fleury est la seule qui fournisse sur l'histoire administrative et judiciaire de la France au XVIII^e siècle des renseignements étendus. Acquisée en 1836, elle n'a été classée définitivement que depuis peu de temps ; elle se compose de 2,555 volumes in-folio manuscrits. Les documents qu'elle renferme, tous documents officiels, proviennent du cabinet des procureurs généraux au Parlement de Paris ; son nom lui vient de ce qu'elle a été formée par les membres de la famille Joly de Fleury. Le *Cabinet historique* publie, depuis l'année dernière, un inventaire détaillé de cette importante collection.

—On a récemment discuté avec quelque retentissement la question de l'introduction, dans les programmes de l'enseignement secondaire, de l'étude de la langue et de la littérature françaises du moyen âge. Les partisans exclusifs de la tradition classique, entendue au sens le plus étroit, ont protesté contre le mouvement qui nous porte à étudier le moyen âge. M. Marius Sepet qui, dans la *Chronique* de cette *Revue*, a déjà pris part au débat, vient de reprendre la question dans une remarquable étude intitulée *L'Erudition contemporaine et la littérature française du moyen âge*¹. Il examine successivement quel est l'objet des études sur le moyen âge, la méthode qui leur est appliquée, et l'intérêt qu'elles offrent. C'est donc une revue critique très complète des travaux des médiévistes contemporains, qui développe en même temps l'intérêt linguistique, historique et esthétique des chefs d'œuvre littéraires du moyen âge. M. Marius Sepet n'est point exclusif et sa prédilection pour l'antiquité classique est bien connue ; c'est à ce titre que nous citerons sa conclusion : « Si nous considérons l'intérêt philosophique et historique de l'étude de nos antiquités littéraires du moyen âge, nous la jugeons d'une importance capitale, et nous regarderions comme une honte pour la France d'en faire moins de cas que l'Allemagne et de s'y laisser distancer par les érudits d'Outre-Rhin... Si nous considérons cette même étude par rapport au présent et à l'avenir de notre littérature et aux intérêts du goût et de l'esprit français, nous n'hésitons pas à reconnaître qu'elle doit être fortement soutenue et contenue par l'étude et la méditation des deux antiquités, chrétienne et classique, et le culte redoublé des chefs d'œuvre du dix-septième siècle, mais, ces conditions données, nous estimons qu'elle sera utile, qu'elle sera féconde, nous croyons qu'elle contribuera puissamment au rajeunissement, à la renaissance des lettres dans notre patrie. »

FR. DE FONTAINE.

¹ *Les lettres chrétiennes*, livr. de mars-avril 1884.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Pentateuchi versio latina antiquissima, e codice Lugdunensi. Version latine du Pentateuque, antérieure à saint Jérôme, publiée d'après le manuscrit de Lyon avec des fac-similes, des observations paléographiques, philologiques et littéraires sur l'origine et la valeur de ce texte, par Ulysse ROBERT. Paris, Firmin-Didot, 1881, in-4° de CXLIII-341 p.

Le manuscrit qui porte le nom de *Codex Lugdunensis*, appartient à la Bibliothèque de Lyon où M. Léopold Delisle le retrouva en 1878 ; sa rare perspicacité lui fit deviner un texte du VI^e siècle là où les savants, qui l'avaient précédé n'avaient vu qu'une simple Bible. Mais ce n'est pas toute l'importance de la découverte de M. Delisle ; le manuscrit de la Bibliothèque de Lyon n'était qu'un fragment d'un texte plus considérable ; de ce texte, un bibliophile aussi expert que peu délicat en avait, il y a 34 ans, sous-trait une partie, vendue ensuite par lui, très cher, à un collectionneur étranger. M. Delisle a su établir les rapports qui reliaient ces deux fragments l'un à l'autre ; il a eu le bonheur de rencontrer, dans le propriétaire des feuillets volés, un véritable gentleman comme, heureusement, on en connaît aussi quelques-uns en France ; et aujourd'hui, par suite d'un abandon gracieux, le manuscrit

de Lyon est tel qu'on pouvait le feuilleter en 1812, époque à laquelle Delandine le décrivait plus ou moins exactement dans son *Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque de Lyon*. Delandine le datait de l'an 850 environ ; M. Delisle, en rétablissant l'ordre des feuillets, lui attribue une antiquité plus respectable en le faisant remonter au VI^e siècle.

Ce court préambule était indispensable, car ce premier manuscrit a son histoire qu'il faut connaître, histoire dans laquelle M. L. Delisle et lord Ashburnham ont chacun un rôle qui leur assure la reconnaissance de tous les bibliophiles. Avant de venir dans la Bibliothèque de la ville de Lyon, le *Codex Lugdunensis* avait appartenu à celle des chanoines-comtes de la métropole.

Le savant administrateur de la Bibliothèque nationale n'avait pas le loisir d'éditer ce texte qui comble une lacune importante dans la série des livres saints de l'Eglise primitive ; il choisit donc pour le suppléer un des élèves de l'Ecole des chartes dont la compétence spéciale lui était particulièrement connue. M. Ulysse Robert est estimé, par tous les érudits, grâce à un certain nombre de publications dans lesquelles on peut, depuis longtemps, apprécier l'exactitude et

l'excellente critique de l'auteur ; citons en passant : *Les Miracles de Notre-Dame, l'Inventaire sommaire des bibliothèques de France, l'Inventaire des cartulaires conservés dans les bibliothèques de Paris et aux Archives nationales, etc.*

Dans l'état où se trouve aujourd'hui le *Codex Lugdunensis*, on a des fragments de la Genèse, de l'Exode, du Deutéronome, le Lévitique et les Nombres, compris dans 643 feuillets. Le livre dont nous avons à parler aujourd'hui comprend trois parties. La première, composée de 142 pages, est une introduction très savante sur laquelle nous allons revenir. La seconde est le texte même du *Codex Lugdunensis*, c'est-à-dire les cinq premiers livres de l'Ancien Testament. Notons, en passant, que, dans le même codex, on a le texte de Bède donné à la cathédrale de Lyon par Amatus qui fut archevêque au milieu du ix^e siècle. Cette partie du manuscrit, complètement distincte du Penta-teuque, fut cause de l'erreur commise, avant M. Delisle, dans l'âge attribué à ce texte. La troisième partie est imprimée sur deux colonnes ; la première donne le texte grec d'après la version des Septante, la seconde le texte courant du *Codex Lugdunensis*.

L'introduction rédigée par M. Ul. Robert est un véritable traité de paléographie appliqué au manuscrit lyonnais. Elle commence par un *examen paléographique*, proprement dit, passant en revue les caractères généraux du *Codex* et tout ce qui touche à l'écriture, aux lettres conjointes, aux abréviations, aux chiffres, à la ponctuation, aux additions et corrections faites par le scribe et à celles qui furent faites postérieurement, soit pour rectifier certains mots, soit

pour ramener certaines expressions à la version de la Vulgate ; on peut dire que M. Robert n'a pas laissé passer une ligne ni un mot sans les soumettre à un étude critique et méticuleuse. — Après l'examen paléographique, le savant éditeur passe à l'*examen orthographique et grammatical*.

C'est dans cette partie de l'œuvre, à notre avis, que M. Robert a réuni les indications les plus curieuses et les plus inattendues, grâce au travail de profonde érudition auquel il s'est livré. Dans les nombreuses fautes d'orthographe du manuscrit, il relève et distingue celles qui sont du fait du copiste lui-même et celles qui sont dues à des formes et à des locutions populaires, en usage depuis longtemps, et que le copiste fit naturellement passer dans sa transcription ; il reste donc établi que le *Codex Lugdunensis* procède d'un manuscrit auquel la violation des règles de la langue littéraire donne une origine populaire, comme à presque toutes les versions latines de la Bible dont les Pères de l'Eglise ne se faisaient pas faute de critiquer l'incorrection.

De plus, on voit distinctement l'influence du texte grec, traduit littéralement avec plus ou moins d'intelligence et causant, parfois, des mutations de genre assez surprenantes dans certains noms, mutations qu'il ne faut pas confondre avec les excen-tricités du latin vulgaire. Il y a donc lieu de distinguer les fautes grammaticales du copiste et celles du traducteur.

Notons encore que M. Robert établit que le texte primitif d'où procède le *Codex Lugdunensis* diffère des versions contenues dans les manuscrits connus ; que, d'après certaines expressions exclusivement employées

par des auteurs africains, le texte primitif a été rédigé en Afrique, avant la première moitié du quatrième siècle; enfin, que des citations assez nombreuses et des commentaires de passages obscurs, dus à saint Augustin, permettent de croire que ce Père de l'Eglise l'a eu entre les mains.

Cette publication, splendidement exécutée par la librairie Firmin Didot, fait honneur à l'érudition française et place dès à présent M. Ulysse Robert au premier rang des vrais paléographes; il fallait un grand courage pour entreprendre une œuvre aussi délicate et examiner la valeur de chaque expression dans une de ces nombreuses versions latines de la Bible dont les imperfections devaient nécessairement faire naître la Vulgate; il fallait aussi une patience infatigable et des connaissances spéciales très complètes pour tirer de cet examen les déductions nombreuses exposées dans ce beau livre. On ne se figure pas, avant de l'avoir feuilleté, tout ce que la lecture attentive fait apprendre aux lecteurs.

ANATOLE DE BARTHÉLEMY.

Questions controversées de l'histoire et de la science. Première et deuxième série, Paris, Librairie de la Société bibliographique, 1880-81, 2 vol. in-12 de 292 et 289 p.

Nous présentons aux lecteurs de la *Revue* les deux premiers volumes d'une série indéfinie de mémoires relatifs aux questions journallement agitées dans le domaine de la science et de l'histoire. Dans la pensée de ceux qui ont organisé cette collection, ces mémoires s'adressent au grand public qui n'a ni le temps ni le goût de se livrer aux études d'érudition,

mais qui lit néanmoins, et qui est avide de connaître le dernier mot de la science en toute matière. Si le public auquel on s'adresse n'est pas celui des érudits, on a eu pourtant l'heureuse inspiration de s'adresser à des érudits et à des spécialistes pour composer cette collection: on leur a demandé de vulgariser et de présenter sous une forme abordable pour tout le monde, le résultat de leurs laborieuses recherches. Chaque volume forme une sorte de mosaïque qui ne puise pas son moindre intérêt dans la variété des sujets. Les questions sont placées dans l'ordre chronologique et rentrent dans les six grandes divisions suivantes: I. Époque anté-diluvienne; II. Histoire ancienne, du déluge à Jésus-Christ; III. Empire romain et premiers siècles de l'Eglise; IV. Moyen âge, du ^v^e au ^{xv}^e siècle; V. Époque moderne, du ^{xv}^e siècle à la révolution française; VI. Révolution française et époque contemporaine.

Mais le meilleur moyen de faire apprécier la collection, c'est de reproduire le sommaire des deux premiers volumes que nous avons sous les yeux. Le Tome premier contient: La Cosmogonie biblique et la science, par M. l'abbé Vigouroux; Les mésaventures du Bathybius, par M. de Lapparent; Les dix plaies d'Égypte, par M. l'abbé Vigouroux; La venue de saint Pierre à Rome, par M. Emmanuel Cosquin; La légende de Blondel, par M. de Puymaigre; La prise de Béziers et le mot « tuez les tous, » par M. Tamizey de Larroque; Les *Monita Secreta* des jésuites, par le P. J. Mavel; L'instruction primaire en France avant et pendant la révolution, par M. l'abbé Allain; La prise de la Bastille, par M. L. de Poncins; Les Bourbons ont-ils été ramenés

par l'étranger, par M. H. de l'Épinois. Le second volume renferme : la chronologie biblique, par M. l'abbé Vigouroux; La période glaciaire, par M. Hamard; Les monuments assyriens et la Bible, par M. E. Cosquin; César et les Vénètes, par M. René Kerviler; Les persécutions, par M. l'abbé Douais; Les peintures des catacombes par M. P. Allard; Charles VII et Agnès Sorel, par M. G. de Beaucourt; La Saint-Barthélemy, par M. Baguenault de Puchesse; La légende du chevalier d'Assas, par M. J. Loiseleur; Le 10 août, par M. G. de Cadoudal; Le milliard des émigrés, par M. Victor Pierre.

Les limites de ce compte rendu ne nous permettent pas d'entrer dans l'appréciation de chacun des mémoires que nous venons de citer. Mais les noms dont ils sont signés et dont la plupart ont été déjà fréquemment appréciés par les lecteurs de la *Revue*, sont une garantie de la science et de la doctrine avec lesquelles les sujets sont traités. *Dieu et la Vérité*, telle est l'épigraphe qu'a adoptée M. René Kerviler, le directeur de la collection; félicitons-le d'avoir entrepris cette bonne œuvre, car si la science est forcément l'apanage du petit nombre, ses résultats et les découvertes auxquelles elle aboutit doivent être connus du vulgaire; il est surtout des questions touchant la religion ou notre histoire nationale que l'on agite sans cesse, soit dans la presse, soit dans la conversation: il est utile que l'homme du monde ait des arguments tout préparés pour confondre les mensonges ou les préjugés.

ERN. B.

Les chevaliers Limousins à la première croisade (1096—1102) par l'abbé ARBELLOT, chanoine de Limoges. Paris, R. Haton, 1881, in-8° de 72 p.

Sous le titre qui précède, M. le chanoine Arbellot, connu depuis longtemps par de nombreux travaux sur le Limousin, a étudié et résolu plusieurs questions importantes pour l'histoire de la première croisade. Son petit mémoire est curieux, et je m'empresse de le signaler et de le recommander aux érudits qui s'intéressent aux expéditions françaises en Orient.

M. Arbellot connaît bien les sources générales des faits dont il s'occupe et s'en sert judicieusement; mais ce qui fait le mérite particulier de son travail, c'est qu'il a pu l'appuyer sur un document d'une grande importance et jusqu'ici inconnu aux historiens spéciaux des Guerres Saintes. Publiée et absolument enfouie depuis dix-neuf ans dans le tome III des *Mémoires* d'une estimable, mais obscure société de province, celle des « Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse », la vie latine du bienheureux Geoffroi du Châlard, est un témoignage presque contemporain de la première croisade, et, à en juger par les extraits qu'en donne M. Arbellot, un témoignage de premier ordre, en ce qui touche d'abord les prédications d'Urbain II, puis les préparatifs de l'arrière-croisade de 1101, sur laquelle, comme on sait, nous ne possédions que fort peu de renseignements: nous y apprenons, entre autres faits importants, l'existence d'un concile qui se tint à Poitiers le 18 novembre 1100.

Les deux plus célèbres chevaliers limousins de la première croisade, Gouffier de Lastours et Raymond de

Turenne sont, de la part de M. Arbellot, l'objet d'une étude approfondie : il consacre également une notice intéressante à Raynaud, évêque de Périgueux, tué dans la déroute d'Eregli (18 octobre 1101), et redresse à ce propos deux erreurs du *Gallia*. Les aventures de Guillaume de Poitiers sont racontées par lui avec soin; mais ce qui intéresse autant les romanistes que les historiens proprement dits, ce sont les conclusions auxquelles l'étude de la chronique de Geoffroi du Vigéois a amené M. Arbellot, à l'endroit du fameux Grégoire Béchada, auteur d'un poème de longue haleine sur la première croisade, poème dont on a si fort déploré la perte et sur lequel on a tant écrit. Or, en modifiant la lecture d'un mot mal lu par Labbe (*ritius* au lieu de *ritmo*), M. Arbellot arrive à ne voir dans le fameux poème qu'un ouvrage en prose. Cette première conclusion ne sera sans doute pas acceptée par la critique; mais il n'en sera point de même dans la seconde, à savoir que l'auteur ne se nommait pas *Grégoire*, mais n'était autre que *Gérald de Lastours*, frère aîné de Gouffier, et surnommé *Béchada*.

Je me permettrai de tirer de ce qui précède trois petits enseignements : le premier sera de proclamer combien il est honteux que nous en soyons encore réduits, pour des chroniques aussi importantes que celle de Geoffroi du Vigéois, à la coûteuse et détestable édition de Labbe.

Le second sera de constater qu'avec le système actuel d'isolement scientifique, où se complaisent la plupart de nos sociétés savantes de province, leurs publications ne franchissent presque jamais les limites du département, où elles ont vu le jour, et sont absolument perdues pour les érudits.

Le nom de Geoffroi du Châlard man- que dans le *Répertoire* de l'abbé Chevalier : la *Vie latine*, dont je viens de parler, n'a même pas été tirée à part ! il est plus facile et moins coûteux d'en faire faire une copie que de se procurer un exemplaire du volume où elle dort depuis dix-neuf ans.

Enfin je terminerai en suppliant les érudits de province, actifs et intelligents comme l'abbé Arbellot, d'imiter son exemple et de multiplier les monographies départementales bien faites sur les croisades et les pèlerins de Terre Sainte : il n'est pas besoin pour cela de refaire péniblement et insuffisamment (comme vient de le tenter M. Pavie pour l'Anjou), l'histoire générale des croisades ; il suffirait de grouper, en excluant toute réclame généalogique, les témoignages que donnent en si grand nombre les chartes et les petites chroniques locales, sur les personnages, qui, à titre militaire ou à titre de dévotion, ont visité l'Orient pendant le Moyen Age. On ne saurait croire quelle aide précieuse l'histoire générale des croisades trouverait dans de semblables travaux, qui ne peuvent se bien faire que sur place, et qui manquent aujourd'hui pour la France presque tout entière.

Comte Riant.

Les capitaines Manceaux pendant les guerres de Religion, par CH. POINTEAU. — 1^{er} fascicule : *Jean de Champagne, baron de Pescheseul* (1516-1576) ; *Jean et Joachim de Boisjordan* (1510-1577.), Le Mans, Pellechat ; Laval, Goupil, 1880, in-8° de 32 pages.

Les guerres de religion qui ensanglantèrent la France dans la seconde moitié du *xv^e* siècle, furent signalées dans la province du Maine par de

nombreux combats et par d'innombrables pillages et massacres. Mais leur histoire, très incomplète et très partielle jusqu'ici, se trouve disséminée dans les récits des historiens protestants. Aussi tout l'odieux des agressions est-il porté au compte des catholiques; les excès des huguenots sont passés sous silence, et l'on fait un crime aux catholiques d'avoir défendu par les armes leurs églises pillées et leurs prêtres menacés du supplice. M. l'abbé Pointeau a entrepris d'écrire la vie des capitaines qui prirent part à ces troubles, et dans ce premier fascicule, il nous donne l'histoire de Jean V de Champagne, baron de Pescheseul et de Joachim de Boisjordan. L'histoire de Pescheseul a été particulièrement défigurée par la malveillance des huguenots; M. l'abbé Pointeau réduit à leur juste valeur les accusations de cruauté portées contre ce capitaine dont la sévérité s'expliquerait d'ailleurs par les circonstances mêmes où la guerre civile — toujours sans pitié — l'avait jeté. L'historien des *Capitaines Manceaux* a puisé ses renseignements dans les chroniques et mémoires du temps qu'il contrôle et critique avec un soin consciencieux et dans quelques pièces inédites, notamment dans les archives de Boisjordan.

J.-M. R.

La diplomatie française, vers le milieu du XV^e siècle, d'après la correspondance de Guillaume Pellicier (1539-1512), par Jean ZELLER. Paris, Hachette, 1881, in-8° de xiii 413 p.

Guillaume Pellicier, né vers 1490, dans le bourg de Mangio, près Montpellier, fut élevé par son oncle Guillaume VII, évêque de Maguelonne

(1498-1529) qui, en 1527, le prit pour coadjuteur et auquel il succéda à sa mort, en 1529, sur le siège de Maguelonne qu'il fit transférer, en 1536, à Montpellier.

Guillaume était surtout connu jusqu'ici par sa vaste érudition, étendue à toutes les branches de la science, qui lui fit prendre rang parmi les savants les plus renommés du xvi^e siècle. Aujourd'hui, grâce au travail de M. Zeller, il faut le compter aussi parmi les diplomates émérites.

Le 3 février 1539 (nouv. st.) il fut désigné pour remplacer à Venise l'ambassadeur de France Jean-Joachim Passano, seigneur de Vaux — c'est le 31 juillet seulement qu'il prit possession de sa charge — et, dès la fin de 1542, il était contraint de la résigner aux mains de Jean de Montluc, abbé de Haute-Fontaine, choisi pour lui succéder.

Il ne fit donc que passer à Venise et cependant l'étude des événements auxquels il fut mêlé abonde en « informations précieuses et en révélations inattendues. » Elle nous apprend par quels moyens le représentant de François I^{er} parvint « à déconcerter les plans politiques de Charles-Quint et à détacher Venise de l'alliance de ce prince; à étendre l'influence de François I^{er} en Orient et à lui assurer le concours des armées ottomanes. » Nous y trouvons de nouveaux détails sur la paix de 1540 entre Venise et la Porte, sur la guerre de la succession de Hongrie, sur le meurtre de Rincon et de Fregoso et l'expédition de Charles-Quint contre Alger.

Pour son étude, M. Zeller ne s'est pas borné à l'examen des *rapports diplomatiques* de l'ambassadeur et de ses *lettres missives*; il en a rapproché les récits contemporains et

est ainsi parvenu, dans une série de tableaux pleins d'érudition, à élucider les divers problèmes que soulève la courte mission de Pellicier.

Ajoutons qu'un certain nombre d'exemplaires de ce livre sont datés de 1880 et portent au titre mention que ce travail est une thèse pour le doctorat présentée à la Faculté des lettres de Paris.

A. BERTRAND.

Mémoires sur la vie publique et privée de Claude Pellot, conseiller, maître des requêtes, intendant, et premier président au parlement de Normandie (1619-1683), d'après de nombreux documents inédits, notamment sa correspondance avec Colbert et le chancelier Séguier, par E. O'REILLY, conseiller à la cour d'appel de Rouen. Tome premier : *Claude Pellot conseiller, maître des requêtes, intendant*. Rouen, Cagniard; Paris, Champion, 1881, in-8° de xxiii-679 pages.

Colbert n'eut point de confident plus intime, d'agent plus énergique et plus sûr que Claude Pellot. Son nom mérite d'être associé à celui du ministre qu'il a servi, et son histoire est le complément naturel de l'histoire de Colbert. Là est le grand intérêt du livre de M. O'Reilly. En tirant de l'oubli le mémoire de Pellot, en suivant année par année, presque jour par jour, la vie de ce laborieux serviteur de l'ancienne France, il nous permet de nous rendre compte, avec plus de précision qu'on ne l'avait fait jusque là, de la valeur des instruments que le génie de Colbert sut découvrir ou façonner, et de l'activité incessante exigée par lui de ceux dont il avait pris en main la fortune.

Le premier volume des *Mémoires sur la vie publique et privée de Claude Pellot* est consacré presque tout en-

tier à sa carrière administrative. Conseiller au parlement de Normandie de 1641 à 1648, Pellot, qui avait épousé une parente de Colbert, ne tarda pas à abandonner sa charge pour entrer dans l'administration. Il devint en 1653 maître des requêtes de l'hôtel, puis, en 1656, intendant de la généralité de Grenoble : il administra plus tard, avec le même titre, celles de Poitiers, de Limoges, de Montauban et de Bordeaux. Dans l'exercice de son pouvoir « proconsulaire », comme l'appelle un contemporain, Pellot se montra énergique, absolu, dur même, et plus préoccupé du but poursuivi que scrupuleux sur les moyens employés pour l'atteindre. En cela, il réalisait bien le type de l'intendant, tel que l'ont conçu Richelieu, Mazarin et surtout Colbert. Partout où passa Pellot, sa main puissante et lourde dompta les résistances locales, réduisit à l'obéissance l'aristocratie de robe et l'aristocratie d'épée, supprima les privilèges injustes, les exemptions non justifiées, qui laissaient peser tout le poids des impôts sur le pauvre peuple; en même temps, la levée de ceux-ci, quoique faite avec une rigueur excessive, avait lieu avec régularité et avec ordre, le commerce, l'industrie, les travaux publics étaient encouragés : dans toutes les généralités à la tête desquelles fut placé Pellot, la centralisation administrative étendit souverainement son niveau, à la fois oppressif et bienfaisant.

Bien qu'ancien conseiller et futur président du parlement de Normandie, Pellot était peu tendre pour les gens de robe. Il eut sans cesse à lutter contre les parlements. Celui de Grenoble donna arrêt contre lui : il fut en conflit avec ceux de Toulouse, Pau, Bordeaux. Le plus souvent,

Pellot avait raison : dans certaines provinces, notamment en Béarn, l'aristocratie de robe n'était guère moins turbulente que l'aristocratie d'épée, et sa résistance aux mesures les plus équitables de l'autorité royale n'avait point d'excuses. Quelquefois, cependant, le rude agent du pouvoir absolu méritait d'être rappelé à la justice et à l'humanité par ces grands corps dans lesquels s'étaient réfugiés les traditions d'indépendance du moyen âge, et ce qui restait en France d'esprit libéral. La fin ne justifie pas toujours les moyens : quand Pellot, informé qu'un collecteur de taxes a été maltraité à Voiron, entre dans ce bourg l'épée à la main, à la tête d'une troupe de soldats, leur permet de piller les maisons, de profaner l'église, d'outrager les femmes, fait saisir une malheureuse qui avait sonné le tocsin, et, après un simulacre de jugement, la fait pendre bien qu'elle se déclarât enceinte, malgré les prières des prêtres, les supplications du peuple, la résistance du bourreau lui-même, certes, le parlement de Grenoble s'honore en poursuivant avec énergie l'auteur de cet assassinat juridique, commis en violation de toutes les lois divines et humaines. Pellot en fut quitte pour changer d'intendance, et passer à Poitiers. Ce trait permet de juger l'homme et le fonctionnaire : pour assurer l'ordre, la levée des taxes, la paix publique, il sera sans pitié et sans scrupules, prêt à fouler aux pieds tous les droits, et à traiter sa province en pays conquis. Son zèle à seconder les desseins de Colbert le fait passer quelquefois par dessus tout sentiment de justice. On sait la passion du grand ministre pour le relèvement de la marine nationale : un des moyens qu'il employa fut

d'augmenter le nombre des galères entretenues par la France dans la Méditerranée. Il lui fallut un personnel considérable, car chaque galère demandait des centaines de rameurs. Colbert, qui n'avait guère plus de scrupules que ses agents, allait jusqu'à acheter aux Turcs des esclaves chrétiens, qu'il envoyait ramer sur les galères du roi. De plus, il pressait les intendants d'obtenir des juges de nombreuses condamnations aux galères. Pellot s'y employa avec son zèle accoutumé. « J'escrirai, » mandait-il à Colbert, aux officiers « des présidiaux et autres sièges de « mon département, afin qu'ils con- « damnent le plus qu'ils pourront les « criminels aux galères... Il n'a pas « tenu à moi, dit-il dans une autre « lettre, qu'il y en ait eu davantage. « Mais l'on n'est pas bien maistre « des juges... » Singulière réflexion dans la bouche d'un futur premier président ! Le père de D'Aguesseau succéda à Pellot dans l'intendance de Bordeaux ; l'éloquent chancelier, écrivant l'éloge de son père, ne put se refuser le plaisir de comparer l'administration douce et conciliante de celui-ci avec « la hauteur et la sévérité » de Pellot, et le loua « d'avoir été plus le maître par l'amour que M. Pellot par la crainte. » M. O'Reilly paraît trouver dure cette appréciation de D'Aguesseau ; mais, n'est-elle pas justifiée par toutes les pages de son livre ?

Ces traits du caractère de Pellot, dans lequel il semble que le fonctionnaire avait étouffé l'homme, ne doivent point nous rendre injustes pour ses grandes qualités administratives. Il fut mêlé aux affaires les plus délicates, à l'arrestation de Fouquet, à l'éloignement de Marie Mancini. Intendant à Bordeaux et à Montau-

ban, il traita les calvinistes avec beaucoup de fermeté et de prudence, et adressa à Colbert, sur la pacification religieuse, un mémoire remarquable par la modération et l'esprit politique. Enfin, il se montra partout un infatigable promoteur de travaux publics, construisit ou restaura des quais et des ponts à Montauban, et, de concert avec le chevalier de Clerville, rendit le Lot navigable de Cahors à Villeneuve d'Agen. Ajoutons que ce sévère justicier donna dans sa famille l'exemple des vertus privées; peut-être cependant sera-t-on tenté de trouver excessive sa prédilection pour l'alliance de Colbert, et sa hâte à épouser une autre parente du ministre, dans l'année même qui suivit la mort de sa première femme, décédée après lui avoir donné onze enfants. Il est vrai que la première présidence du parlement de Normandie paraît avoir été cette fois le cadeau de noces de Colbert.

Le deuxième volume, actuellement sous presse, doit raconter cette première présidence. Espérons qu'il sera aussi plein, aussi intéressant, aussi riche de matériaux mis en œuvre avec art ou entièrement inédits, que l'est ce premier volume. M. O'Reilly n'a reculé devant aucune recherche pour reconstituer la carrière administrative de Pellot; il a trouvé aux archives et à la bibliothèque nationales, à la bibliothèque de l'Arsenal, dans les divers dépôts de la Seine-Inférieure et des départements compris dans les anciennes généralités administrées par Pellot, un grand nombre de documents manuscrits qui éclairent d'un jour très vif la figure curieuse, sinon sympathique, de son héros, et forment un utile complément aux grandes collections éditées par M. Clément et M. Depping. Les archives du Parlement de Normandie,

déjà fructueusement explorées par M. Floquet, mais trop riches pour avoir été épuisées, lui fourniront des documents non moins intéressants et non moins nouveaux pour tracer le portrait du premier président.

PAUL ALLARD.

L'École sous la Révolution française, par V. PIERRE. Paris, librairie de la Société Bibliographique, 1881, grand in-18 de xv-232 p.

Les lecteurs de la *Revue* n'ont certainement pas oublié l'intéressant article qu'y publia l'année dernière M. V. Pierre, sur l'histoire de l'enseignement primaire pendant la période révolutionnaire. Ils y retrouvèrent toutes les qualités de l'historien de la République de 1848, la sûreté de ses informations, la clarté et la vigueur de son style.

L'article de la *Revue* avait été fait surtout avec le *Moniteur* et les mémoires publiés dans ces dernières années par MM. Maggiolo, Fayet, Bellée, Babeau, etc. Pour composer le volume où cet article est largement développé, l'auteur a recouru aux Archives Nationales et à quelques-uns de nos dépôts départementaux. Il y a puisé grand nombre de faits inconnus jusqu'ici, et des témoignages précieux qui donnent à son livre beaucoup de saveur et fortifient singulièrement son argumentation.

A-t-il fait à ces sources d'assez larges emprunts, a-t-il soumis à une analyse assez exacte les mémoires récents qu'il a consultés? Nous nous permettrons de poser cette question à l'auteur qui, ce nous semble, a cédé trop aisément à la crainte de rebuter le lecteur par une trop grande accumulation de textes et de faits. Assu-

rément il en donne assez pour démontrer ses conclusions, mais s'il les avait prodigués plus libéralement encore, personne ne s'en plaindrait, ce nous semble. Nous soumettons ce desideratum à M. V. Pierre pour sa prochaine édition.

Cette critique est la seule que nous pensions devoir formuler. *L'École sous la Révolution française* est un fort bon livre. Le plan adopté est rationnel, l'exposition très claire, le style agréable, un peu oratoire peut-être pour une œuvre historique. Il nous reste à donner une idée de l'ouvrage par une rapide analyse.

Il est divisé en trois livres : *L'Assemblée Constituante ; La Convention ; Le Directoire*. Dans le premier, l'auteur montre très clairement comment, sans avoir fait de lois scolaires, la Constituante réussit à désorganiser complètement l'enseignement public. L'aliénation des biens du clergé ruina les établissements d'instruction, le serment imposé à tous les maîtres par la loi du 15-17 avril 1791, dispersa le personnel. Tout croula donc et un immense cri d'alarme s'éleva de tous les points du territoire. De nombreux témoignages contemporains, inédits pour la plupart, recueillis par M. V. Pierre, portent jusqu'à nous l'écho de ces plaintes unanimes.

La Convention n'était pas avare de lois et de décrets. Elle en édicta plusieurs pour la réorganisation de l'instruction publique, et cela suffit pour lui assurer, dans l'esprit de bien des gens, la gloire d'avoir constitué chez nous l'enseignement populaire. Il faudrait savoir pourtant si ces lois étaient rationnelles, justes, applicables, si leurs dispositions n'étaient pas contradictoires, il faudrait savoir surtout si elles ne sont

pas restées lettre morte. M. V. Pierre les discute à fond et montre aisément ce qu'elles avaient d'odieux, d'incohérent, d'impraticable. Il prouve surtout avec des textes contemporains d'une autorité incontestable, notamment avec des documents émanant du comité de Salut public et de la commission d'Instruction, avec de nombreux extraits de la correspondance de Lakanal envoyé en mission pour l'organisation scolaire des dix-huit départements du Centre et du Sud-Ouest, que les efforts de la Convention échouèrent misérablement et que ses lois d'enseignement n'eurent jamais la moindre efficacité.

Sous le Directoire, les Conseils ne votent pas de lois nouvelles, mais leurs discussions sur les livres élémentaires et les fêtes nationales sont remplies d'aveux bons à recueillir. Le pouvoir exécutif persécute l'enseignement libre et chrétien qui avait commencé à se reconstituer aussitôt après la chute des terroristes et dont « la coupable prospérité » contraste avec l'état pitoyable des écoles républicaines : ses arrêtés qu'on pourrait facilement rapprocher de certaines lois et de certaines mesures administratives contemporaines n'eurent cependant pas l'effet qu'on en attendait. Les écoles officielles continuèrent à végéter misérablement tandis que la confiance des familles restait pleinement acquise aux écoles, pourtant si persécutées, où le nom de Dieu était prononcé et la religion enseignée.

Les rapports des conseillers d'État chargés, en l'an IX, d'une enquête sur l'état de la France, donnent les preuves les plus convaincantes de l'avortement complet de l'œuvre scolaire de la Révolution. M. V. Pierre en cite de nombreux extraits empruntés

au livre publié en 1874 par M. F. Rocquain. Rien de plus démonstratif que ces aveux arrachés à des hommes qui, comme Fourcry, avaient concouru à l'élaboration des lois dont ils étaient obligés de constater l'inanité. M. V. Pierre aurait pu y joindre les doléances des conseils généraux de l'an VIII et de l'an IX, où la législation révolutionnaire en matière d'enseignement est critiquée avec tant de compétence par les hommes sous les yeux de qui elle avait été appliquée. Quelques extraits de leurs aveux ont été publiés dans le *Dictionnaire de Pédagogie* de F. Buisson (V^e CONSULAT).

Tous les lecteurs du livre de M. V. Pierre, et ils seront nombreux, nous l'espérons, rendront pleine justice au sérieux de son travail et admettront sa thèse: En matière d'enseignement primaire la Révolution sut tout détruire, elle fut absolument impuissante quand elle voulut réédifier.

E. ALLAIN.

Le théâtre de la Révolution. 1789-1799, avec documents inédits, par Henri WELSCHINGER, Paris, Charavay frères, 1881, in-12 de vi-521 pages.

Les productions dramatiques qui ont vu le jour pendant la période fort agitée formant les dix dernières années du dix-huitième siècle, sont très nombreuses, et, à l'exception de quelques-unes dont le souvenir subsiste encore (*L'ami des lois*, *Paméla*, *Madame Angot*, etc.), elles sont inconnues du public; la plupart d'entre elles sont difficiles à rencontrer; elles ne se trouvent plus dans le commerce; il faut aller les chercher dans quelques dépôts publics; la bibliothèque du Sénat en possède une réunion considérable qu'avait formée un

zélé bibliophile, le dramaturge Pixérécourt; nous en reparlerons. Quelques travaux entrepris sur cette portion fort intéressante de notre histoire littéraire étaient très incomplets; il est juste de savoir gré à M. Welschinger d'avoir, le premier, tenté de retracer un tableau fort instructif à divers points de vue. Il a divisé en cinq parties les résultats de ses longues recherches: I. Les gens du théâtre (auteurs, acteurs, directeurs, censure, police); II. Le nouveau monde (la révolution, la royauté, la noblesse, le clergé, le tiers-état, l'artisan, le divorce, etc.); III. Portraits et types, (les Grecs, les Romains, les Jacobins, Madame Angot, Nicodème); IV. Les célébrités (Mirabeau, Marat, Charlotte Corday, Robespierre, Voltaire, Rousseau, etc.); V. les grandes journées (14 juillet, 9 août, 10 thermidor). Une ample table des matières (p. 505-521) fournit d'ailleurs les moyens de recourir promptement à l'auteur ou à la pièce qu'on a en vue.

C'est la prise de la Bastille qui donna naissance à ce qu'on doit appeler le théâtre révolutionnaire. Exploiteurs de l'à propos, quelques écrivains, dépourvus de tout mérite, s'empresèrent de célébrer ce prétendu exploit si outrageusement défiguré par l'esprit de parti et qui se borna à prendre possession d'une forteresse non défendue et à massacrer quelques malheureux faisant partie de cette inoffensive garnison. Un nommé Paroy fit hommage à l'Assemblée nationale d'une pièce ridiculement stupide intitulée: *la Prise de la Bastille*. La liberté ayant été rendue aux théâtres, un poète célèbre, fougueux partisan de la révolution, Joseph Marie Chenier (alors âgé de 28 ans), se hâta d'en profiter pour faire jouer (4 novembre 1789) sa tragédie de

Charles IX ou l'Ecole des rois ; ce fut un événement véritable ; ces vers creux et ronflants, mais sinistres, versant des flots de colère contre la royauté, le clergé et la noblesse, étaient chaque soir applaudis avec fureur par un parterre enfiévré.

Du reste, Chénier ne tarda pas à se lancer dans des tragédies dont les sujets étaient demandés aux historiens de la Grèce et de Rome ; il fit jouer *Caius Gracchus* et *Timoléon* : ce fut la mode pendant plusieurs années ; on vit paraître le *Marius à Minturne* et l'*Horatius Cocles* d'Arnault, l'*Epicharis* et *Néron* de Legouvé, le *Mutius Scævola* de Luce de Lancival, le *Miltiade à Marathon* de Guillard, et bien d'autres productions du même genre tombées dans le néant ; elles eurent alors du succès, et elles occupent leur place dans le théâtre révolutionnaire, car elles retracent un des côtés de l'esprit du temps, la mise à l'ordre du jour du civisme, de la vertu, de l'adoration de la liberté, le tout mêlé à une très forte dose d'emphase et de fausse rhétorique. Les anciens ont fait grande figure dans la Révolution ; dans les discours, les proclamations, les pamphlets, on trouve des allusions multipliées à l'héroïsme de Brutus, au sacrifice de Léonidas, à la fermeté de Caton ; Lycurgue, Manlius, Thémistocle, Aristide, étaient alors fort en vogue.

En 1790, la Fête de la fédération amène un peu de calme dans les esprits ; les pièces de circonstance font appel à la concorde, à la confiance ; elles célèbrent les vertus du roi citoyen, mais les événements se précipitent et le tableau se rembrunit. Après la néfaste journée du 10 août, surgissent des pièces servant de prétexte à des déclamations, chants, danses, évolutions militaires ; on y

voit la Reine distribuant des poignards, tandis que le Roi menace le peuple des plus cruelles vengeance.

Pendant le régime de la Terreur, lorsque le sang coule à flots, le théâtre se partage entre deux genres fort opposés ; on joue des pièces sentimentales préconisant la vertu, les joies de la famille ; le public applaudit la *Famille américaine*, l'*Intérieur d'un ménage républicain*, et bien d'autres pièces qui déclament contre l'ancien régime, tout en exaltant l'égalité et la fraternité, cette *fraternité ou la mort* que Champfort définissait avec une netteté parfaite : « Sois mon frère, ou je te tue. »

Des niaiseries exprimées en un style pitoyable ne pouvaient suffire au public de 1793 ; on offrit à leur admiration des pièces franchement révolutionnaires ; une de celles qui montre le mieux à quel point de dégradation était tombé l'art dramatique, c'est le *Jugement dernier des rois* par Sylvain Maréchal, jadis petit faiseur de petits vers anacréontiques, plus tard complice de Babeuf ; cette fois, il ne fut qu'immonde ; il réunit les souverains de l'Europe sur une île volcanisée, un tremblement de terre les engloutit tous. Un Toulousin, auteur des *Rois foudroyés par la Montagne*, déclare dans l'avant-propos de cette œuvre écrite avec le croquet d'un chiffonnier, « Je serai trop heureux si je parviens à imprimer dans l'esprit des peuples l'horreur que les rois doivent leur inspirer. » Une autre pièce : les *Peuples et les Rois, ou le Tribunal de la Raison* montre un roi, un cardinal, un duc disparaissant dans les flammes, tandis qu'une troupe de personnages allégoriques, l'Amour fraternel, la Bienfaisance, le Travail, la Paternité, le Civisme, et bien d'autres défi-

lent sur le théâtre, aux accents de cette éternelle Marseillaise dont les sanglants refrains, hurlés par des bouches avinées, nous poursuivent sans relâche.

Il est superflu d'ajouter que, sous le règne du Comité de salut public, le théâtre prodigua l'insulte à toute idée religieuse et au clergé ; pas de prêtre qui ne fût pour lui un ignoble débauché et un assassin, nous n'irons pas remuer cette fange.

La fin tragique de l'odieux Marat fut bien vite exploitée ; quelques jours après, sa mort et son apothéose figuraient sur les planches du Théâtre des Variétés amusantes ; une marche funèbre montrait le corps de Marat porté par quatre Romains et précédé de la statue de Brutus. M. Welschinger donne de curieux extraits de cette pièce, ainsi que de celle de Mathelin : *Marat dans le souterrain des Cordeliers*, représentée à l'Opéra comique : « L'Ami du peuple » est qualifié de « génie sublime qui est parvenu à « déchirer le voile épais qui nous « couvrait les yeux. »

La journée du 9 thermidor voit s'écrouler la tyrannie féroce qui régnait sur la France ; quelques pièces de circonstance célèbrent « ce triomphe de la justice et de l'humanité sur le brigandage et sur l'assassinat ; » l'opinion publique longtemps muette en présence du « triangle d'acier dressé sur chaque place » se réveille, et les pièces réactionnaires provoquent l'enthousiasme. On applaudit avec frénésie l'*Intérieur des comités révolutionnaires*, tableau fidèle de ces chevaliers d'industrie, de ces laquais, de ces portiers, féroces et voleurs, s'affublant des noms de Caton, de Scœvola, de Brutus. On chantait en chœur dans les rues un couplet em-

prunté aux *Assemblées primaires* de Martainville :

Il fut un temps où dans la France
Le nom sacré de magistrat
Était le prix de l'ignorance,
Du vol et de l'assassinat.

Madame Angot survint ; elle fut l'incarnation de ces parvenus ignares et pis que vulgaires qui avaient trouvé moyen de faire fortune au milieu des bouleversements du pays et qui devinrent l'objet des huées et des railleries de la foule. M. Welschinger s'étend avec quelques détails (pages 422-444) sur ce type qu'on ne se lassait pas de revoir. Arlequin fut un instant à la mode ; citons un de ses *lazzi* ; on lui demande la cause de la mort de son père ; « Hélas ! dispensez-moi de vous répondre ; le pauvre homme est mort de chagrin de se voir pendre. »

M. Welschinger indique et analyse un grand nombre de pièces jouées pendant une période de dix années (1789-1799), mais il n'a nullement prétendu les mentionner toutes, et il nous semble que parmi celles dont il n'a point parlé il en est qui méritent ses regards lorsqu'il donnera, nous en avons l'espoir, une nouvelle édition revue et augmentée du volume que nous lui devons. Nous nous bornerons à en signaler quelques-unes choisies parmi les plus étranges : *Le Salut aristocratique, pièce aristocratique-comique* en prose par M. B. — *Le Triomphe de la raison publique, pièce patriotique et républicaine dédiée aux sans-culottes* par Guigoud. Ville-afranchie (Lyon) 1793. — *L'Ami du peuple, ou les Intrigants*, comédie en 3 actes et en vers, par Camaille Saint-Aubin, 1793. — *L'Insurrection manquée, ou le grand serment des Jacobins*, 1794. — La *Liberté des*

nègres, pantomime patriotique par Gassier, 1794. — *Wenzel, ou le magistrat du peuple*, 3 actes, en vers, 1794. — *La Fausse dénonciation, ou le vrai coupable reconnu*, par Clairville, 1794. — *Les Nouvelles de l'autre monde, pot pourri patriotique et très anti-jacobin*, Paris, an III (on y trouve une pièce intitulée : *le Sans culotte et le Diable*). — *Les Jacobins*, comédie en un scène en prose, par un véritable patriote, 1795. — Nous pourrions en signaler bien d'autres, mais notre liste est déjà longue. Il y aurait aussi à s'occuper des nombreuses pièces de l'époque révolutionnaire jouées, souvent avec succès, et qui n'ont pas été imprimées. Nous indiquerons notamment le *Turlu-fe révolutionnaire*, comédie en 3 actes, en vers, par Népomucène Lemercier, 1795. — *Le Tribun révolutionnaire*, drame en 3 actes par Ducansel (l'auteur du fameux *Intérieur des comités révolutionnaires*). — *La Reprise de Toulon ou les Patriotes provençaux*, par Bellemer, — *le Quatorze juillet 1789*, par d'Olivet, — *les Héros français ou la Fuite des Autrichiens* 1793, — *le Retour des fédérés, ou ça ira*. (Ces quatre dernières pièces, et on pourrait en signaler quelques autres, font partie de la collection d'œuvres dramatiques manuscrites rassemblées par M. de Soleinne et achetées par la Bibliothèque nationale. M. Welschinger reconnaît qu'il a puisé les matériaux de son livre dans la collection révolutionnaire formée par M. de Pixérécourt et qui a passé dans la bibliothèque du Sénat. Il ne sera peut-être point hors de propos de rappeler que, dans cette collection, le théâtre comprend 900 pièces environ, réparties dans 63 cartons; elles sont énumérées dans le catalogue de la bibliothèque très intéressante de Pixe-

récourt (*Paris, Crozet*, décembre 1838 (p. 355-383). Quelque importante que soit cette réunion, elle n'est pas, elle ne pouvait être absolument complète, et l'immense bibliothèque dramatique formée par M. de Soleinne et vendue en 1843-1844, présente quelques pièces qu'on ne trouverait pas dans la collection Pixérécourt, entre autres le *Salut aristocratique* (n° 2420 du catalogue rédigé par M. Paul Lacroix.) — *Le Complot des Jacobins tourné en eau de boudin, comédie-parade*, 3 actes — *La Terreur, ou les Tyrans bafoués*. — *L'Arrêt des dieux, ou la France jouée dans l'Olympe*, 1792 (n° 2421). — Un bibliophile zélé, M. Villenave, avait réuni environ 400 pièces révolutionnaires qui, achetées par la bibliothèque du Louvre, ont péri dans l'incendie allumé par les communards de 1871; — la Bibliothèque nationale possédait fort peu de pièces de ce genre, elle a dû combler cette lacune en achetant la collection du comte de Labedoyère; malheureusement dans le catalogue publié en 1862 (gr. in-8°, XII et 687 pages) le théâtre n'est pas l'objet d'un classement spécial. Parfois M. Welschinger aurait pu entrer dans plus de détails à l'égard de certaines pièces assez étranges; il n'accorde que trois ou quatre lignes à *la Chasse aux monstres*, par le citoyen Guillaume Resnier, général de brigade, an III; l'auteur de cette pièce étonnante la dédie à son souverain, le peuple français; il met en scène *Raison, Sens et Mœurs* chasseurs et députés du peuple pour forcer la grosse bête de l'ancien régime, laquelle représente la royauté, la religion, la noblesse, etc. Probus-primo qui n'est autre que le pape, veut résister à la Raison qui le met en fuite. L'auteur, dans ses

notes, propose un nouveau costume militaire et demande la suppression des armes à feu — ne pas confondre cette *chasse* avec une autre espèce de drame intitulé : la *Chasse à la grand bête*, ou *menus plaisirs du roi des charfs* (des *Francs*), celle-ci tout aussi irrégulière, est moins hostile à la royauté.

Notre compte rendu est fort loin, nous le savons, de donner une idée suffisante d'un livre rempli de détails curieux, de citations piquantes; nous aimons à croire qu'encouragé par le succès dont il est digne, M. Welschinger abordera l'examen des autres divisions de la collection Pixérécourt (chansons, facéties, almanachs).

G. B.

Les Sociétés secrètes et la Société ou philosophie de l'histoire contemporaine, par N. DESCHAMPS, 4^{me} édition, refondue et continuée jusqu'aux événements actuels, avec une *Introduction sur l'action des sociétés secrètes au XIX^e siècle* par M. CLAUDIO JANNET, Avignon, Seguin, Paris, Oudin, 2 vol. in 8° de cix—1058 p.

Le grand ouvrage sur les sociétés secrètes de feu le P. Deschamps, comme l'indique son titre, était surtout conçu au point de vue historique. La refonte complète que lui a fait subir M. C. Jannet lui a donné encore plus ce caractère. La moitié seule du premier volume est consacrée à l'exposition des doctrines de la maçonnerie, tout le reste de l'ouvrage, soit environ 900 pages, a pour objet le rôle joué par les sociétés secrètes dans l'histoire contemporaine. Des *documents annexés* complètent cette œuvre par l'indication des sources. La première question qui se pose est celle de l'origine de la francmaçonnerie. Le P. Deschamps la fait remonter,

à travers beaucoup de transformations, aux grandes hérésies Albigeoise, Manichéenne et Gnostique, qui, au témoignage de saint Bernard, de Pierre le Vénérable et de saint Augustin se cachaient déjà au sein de la société chrétienne, à la faveur d'un secret rigoureusement imposé à leurs adeptes. Cette persistance de la *gnose* à travers les âges chrétiens est un fait historique fort important et que de hautes autorités, au nombre desquelles il nous sera permis de citer celle du cardinal Pitra, nous portent à admettre. La théorie du P. Deschamps repose surtout sur une comparaison intrinsèque des doctrines; elle gagnerait à être appuyée sur une étude historique des hérésies du moyen-âge.

On sait que les légendes Templières jouent un grand rôle dans la francmaçonnerie. Le P. Deschamps, s'appuyant sur les travaux de Schlegel, de Michelet, de M. Loiseleur, de Wilke, de Pachtler, prouve que vers 1270 le célèbre ordre guerrier avait été envahi par une des sectes issues du manichéisme. Depuis la publication de son livre, cette démonstration a été complétée encore par le livre du Dr Prutz *Die Geheimlehre und Geheimstatuten des Tempels Herren Ordens* (Berlin 1879). Le P. Deschamps n'admet pas cependant pour cela la thèse de l'abbé Grégoire sur la continuation de l'ordre du Temple; mais, il montre que la doctrine secrète du Temple et des hérésies gnostiques a été transmise depuis lors par de petits groupes, disséminés durant tout le moyen-âge. Ces groupes se sont abrités en Écosse et en Angleterre dans les corporations de maçons. Puis, ils se sont développés à la faveur du protestantisme, puis concentrés sous la forme moderne de la francmaçonnerie humanitaire au commencement

du XVIII^e siècle en Angleterre, d'où elle s'est répandue dans le monde entier.

Le chapitre consacré à l'histoire de la secte depuis le XIV^e jusqu'au XVIII^e siècle est peut-être le plus neuf de ce livre. Il touche à des points peu connus, notamment à l'histoire de la Kabale. Il y a, croyons nous, beaucoup à faire en ce sens. Les jalons plantés par le P. Deschamps et son continuateur aident à reconnaître la route, et nous souhaitons que, dans de nouvelles éditions, des recherches plus approfondies complètent cette démonstration.

Avec le XVIII^e siècle, l'histoire de la franc-maçonnerie a des sources très nombreuses. Dans ce recueil même, en 1876, M. Gérin indiquait quelles révélations contiennent sur elle les papiers du procureur général de Joly. Le P. Deschamps donne l'histoire des nombreux rites maçonniques, templiers et illuminés, qui se forment, pendant cette terrible période de fermentation, d'où est sortie la révolution française.

Cette Révolution a été en grande partie l'œuvre de la maçonnerie ; Condorcet, Louis Blanc, Henri Martin l'ont affirmé et le P. Deschamps a concentré tout un faisceau de témoignages qui confirment cette donnée. Il y a d'ailleurs toute une littérature historique en voie de formation sur l'action de la maçonnerie à cette époque : indiquons entr'autres, *l'Histoire de la maçonnerie en Normandie* par H. de Loucelles, Rouen 1875, — la communication si curieuse de M. Pellisson à la réunion des Sociétés savantes à la Sorbonne le 21 mai 1881 sur *l'Histoire des loges maçonniques de l'Angoumois, de la Saintonge et de l'Aunis au XVIII^e siècle d'après les archives de la loge de Cognac*, la

notice sur la loge de Joigny publiée dans le *Monde maçonnique* de décembre 1880 et janvier 1881.

Les sociétés secrètes ont eu une part non moins considérable dans les événements accomplis de 1815 à 1870. Le P. Deschamps nous fait entrevoir leur action par quelques aveux échappés à des complices de Mazzini, de Palmerston, de Cavour, de M. de Bismarck. Un des plus curieux documents est assurément le témoignage du général Lamarque, qui raconte dans ses Mémoires comment, en 1826, un agent des sectes lui exposa tout le plan de l'unification de l'Allemagne, tel que nous l'avons vu quarante ans après se dérouler (v. t. II, p. 400). Ce n'est pas sans raison que Mgr de Ketteler disait « que la publication d'un ouvrage vraiment scientifique sur la franc-maçonnerie satisferait à une des plus hautes nécessités de notre époque. »

La pensée des continuateurs de l'œuvre magistrale du P. Deschamps a été de répondre à ce vœu. Ils nous semblent avoir approché du but, au moins autant que le comporte un sujet dans lequel il y a naturellement tant d'obscurités. Ce n'est d'ailleurs que peu à peu que les mémoires, les correspondances privées des hommes engagés dans les sectes livrent leurs secrets. Ces secrets mêmes, les personnes, qui n'ont pas la clef de l'action maçonnique, les laissent souvent passer inaperçus. Ils sont cependant pénétrables à ceux dont l'attention est fixée dans cette direction : on en peut donner pour preuve le parti que M. C. Jannet a tiré de la correspondance de Bunsen, le fameux ministre de Frédéric-Guillaume III avec Varnaeghen von Ense et Humboldt (t. II, p. 403).

Les événements contemporains, la

fondation de l'Internationale, les origines du Nihilisme russe ont fourni la matière de plusieurs chapitres pleins de documents précieux.

Assurément voir uniquement l'action des sociétés secrètes dans l'histoire moderne serait une grave erreur; mais c'en serait une non moins grande et fort dangereuse que de prétendre étudier cette histoire sans tenir compte d'un facteur aussi important.

X.

Des origines du pouvoir ministériel en France. Les secrétaires d'État depuis leur institution jusqu'à la mort de Louis XV, par le comte de LUÇAY, ancien maître des requêtes au conseil d'État, membre du comité des travaux historiques. Paris, Librairie de la Société bibliographique, 1881, in-8° de x 647 p.

Le comte de Luçay avait publié un savant travail sur les *Assemblées provinciales sous Louis XVI et les divisions administratives de 1789*, où il exposait l'organisation locale de la France, telle que l'avait faite la monarchie, caractérisait la réforme dont cette organisation fut l'objet en 1778 et en 1787, et indiquait enfin par quels côtés et dans quelle mesure on peut rattacher à ce double fait notre régime départemental actuel. Élargissant son cadre, l'auteur nous présente aujourd'hui un aperçu d'ensemble sur l'organisation politique et administrative dans les siècles qui précédèrent la révolution française. Car c'est là, à vrai dire, ce que nous offre ce volume sur les *secrétaires d'État*, fruit des recherches les plus approfondies, et qui, durant les longues années consacrées à sa préparation, a pris un développement dont personne ne se plaindra. Il y a, en effet, dans cet énorme in-8° compact, la

matière de deux volumes. Nous allons l'analyser brièvement.

Le chapitre premier retrace les origines des secrétaires d'État et conduit leur histoire jusqu'à la mort de Mazarin, c'est-à-dire jusqu'à l'époque de leur avènement réel à la vie politique. Lorsque l'évêque de Senlis Guérin eût mis le chancelier hors de page, l'expédition des Actes royaux, précédemment confiée à ce fonctionnaire, échut aux clercs-notaires placés sous ses ordres. Parmi eux quelques-uns durent à leur valeur, à leur faveur personnelle d'être plus particulièrement préposés aux affaires de l'État. D'abord appelés clercs du secré, puis secrétaires des commandements et finances, ils s'intitulèrent secrétaires d'État sous Henri II qui, en montant sur le trône, avait fixé leur département par un règlement d'avril 1547, et réduit leur nombre à quatre : Bochetel, Clausse, de l'Aubespine et du Thier. Le département de 1547 était purement géographique. Chaque secrétaire se trouvait chargé, pour les provinces et pays figurant dans son département, des lettres et expéditions de toute nature. Les attributions se spécialisèrent avec la marche des temps; elles conservèrent cependant jusqu'à la fin des traces de l'organisation primitive. L'auteur indique les phases successives de l'existence des secrétaires d'État et les progrès de leurs pouvoirs pendant l'époque troublée de la Ligue, puis sous les règnes de Henri IV et de Louis XIII. Le tout puissant Richelieu les réduisit au rôle de simples agents de transmission. Mazarin continua les mêmes errements. Le chapitre premier se termine par un exposé de l'organisation gouvernementale en 1661, qui permet de constater quelle était, lorsque Louis XIV commença

son *métier de roi*, la situation politique et administrative des hauts fonctionnaires dont il devait faire ses seuls et tant dévoués coopérateurs.

Le règne du grand roi est étudié dans les deuxième et troisième chapitres, au point de vue des développements de cette monarchie *administrative*, dont il fut le créateur, et que constituèrent alors pour ainsi dire de toutes pièces, sous son autorité directe et toujours vigilante, d'illustres ministres, en tête desquels l'histoire a justement inscrit Colbert et Louvois. Nous recommanderons au lecteur les derniers paragraphes du chapitre troisième, ils y trouveront un aperçu des plus intéressants du fonctionnement de l'administration générale dans ses principaux rouages à l'époque de 1715.

Les ressorts du gouvernement avaient été tendus à ce point par Louis XIV, qu'une réaction était devenue inévitable. Le Régent s'en déclara le promoteur, et de concert avec le Parlement, annula l'omnipotence ministérielle par l'institution de divers conseils chargés de la direction de toutes les affaires du royaume. Ce système, emprunté aux projets du gouvernement du duc de Bourgogne, aurait eu pour résultat de conférer le pouvoir effectif à la noblesse et aux magistrats, parmi lesquels avaient été recrutés les membres des Conseils. Mais sa durée fut éphémère, et dès septembre 1718 l'ancien ordre de choses se trouvait en partie déjà rétabli.

Le chapitre cinquième indique dans quelles circonstances les secrétaires d'État surent mettre à profit le long règne et les faiblesses de Louis XV, pour ressaisir et au-delà l'initiative et l'autorité dont leurs prédécesseurs se trouvaient investis en 1715. De

même que pour l'époque de Louis XIV M. de Luçay a fait usage des nombreux mémoires des contemporains, ainsi que des importants travaux dont cette époque a été de nos jours l'objet; il recourt sans cesse, pour la période de 1718 à 1774, à des documents de même nature, dont chaque année voit accroître le nombre. Il est ainsi parvenu à animer son sujet, à le parsemer de détails, parfois piquants, toujours instructifs. C'est à cette date de 1774 que l'auteur a arrêté son travail sur les origines du pouvoir ministériel en France. Il la considère en effet comme marquant la fin d'un ordre social tout entier. La vieille monarchie descend alors dans la tombe, et les quinze années du règne de son successeur appartiennent déjà, par leur caractère, à une période nouvelle.

Il nous reste à signaler encore le chapitre sixième et l'appendice de l'ouvrage.

Le chapitre sixième présente un tableau d'ensemble plus complet, croyons-nous, que tous ceux ont été dressés jusqu'à ce jour, de l'organisation gouvernementale de la France au XVIII^e siècle. Des paragraphes spéciaux font connaître la composition du conseil du Roi, ses pouvoirs et le fonctionnement, jusqu'à présent assez ignoré, des sections entre lesquelles se partageaient les membres, (Conseil d'Etat, Conseil des dépêches, Conseil des finances, Grande et Petite Direction, Conseil du commerce, Conseil Privé ou des Parties, Bureau pour les affaires de chancellerie et de librairie, commissions extraordinaires à la suite du Conseil); les attributions du chancelier de France, des divers secrétaires d'Etat (Affaires étrangères; Guerre; Maison du roi; Clergé et affaires généra-

les de la R. P. R. ; Agriculture et mines ; Marine et colonies), et du contrôleur général des finances ; les dépenses des départements ministériels ; les règles qui présidaient à l'administration intérieure du royaume. M. de Luçay ne s'est pas borné à consulter les ouvrages imprimés du dernier siècle ; il a largement puisé dans les documents inédits qui sont conservés tant à la Bibliothèque nationale qu'aux Archives. Enfin le lecteur trouvera dans l'appendice une intéressante série des départements des secrétaires d'Etat à diverses époques, ainsi que la suite chronologique de ces hauts fonctionnaires avec des détails biographiques sur chacun d'eux.

Nous aurons à coup sûr, par ce simple aperçu, inspiré à tout ami de l'histoire sérieuse le désir de lire le savant travail de M. de Luçay. On voit qu'il n'a épargné aucune recherche pour le rendre aussi complet que possible ; ajoutons qu'il a su lui donner une forme littéraire qui lui assurera des lecteurs en dehors du public spécial pour lequel il a été plus particulièrement composé.

G. DE B.

Une famille de finance au XVIII^e siècle, par ADRIEN DELAHANTE. Paris, Hetzel, 1884, 2 vol. in-8° de 497 et 557 pages, avec vingt photographures.

Sous un titre assez peu engageant, voici un livre d'une lecture facile et où abondent les renseignements les plus précis et les plus intéressants sur la vie privée, les mœurs et les institutions du XVIII^e siècle.

Cet ouvrage est un recueil de cinq biographies consacrées à des membres de la famille Delahante qui ont vécu au XVIII^e siècle et dont la vie

tout entière a été absorbée par des fonctions élevées dans l'administration financière de l'ancienne France. Si l'intérêt qui s'attache à la vie privée de ces personnages est naturellement restreint, leur carrière administrative est au contraire particulièrement curieuse à connaître ; car elle nous initie aux rouages les plus intimes de l'administration du Domaine, de la Ferme générale, des Gabelles, des Traités et du Tabac.

Voici d'abord Adrien Delahante (1673-1737), le véritable fondateur de la maison, successivement notaire à Crépy, receveur des insinuations, procureur au présidial de Crépy, bailli de je ne sais combien de lieux, prévôt de Béthisy, enfin Directeur des fermes de l'apanage du duc d'Orléans. Nous le voyons en œuvre dans chacune de ces fonctions ; nous apprenons à les connaître et à nous rendre un compte exact de l'administration des apanages, une réduction de l'administration royale.

Avec les deux fils du Directeur, et surtout avec le second, l'horizon s'élargit ; l'aîné devient successivement gruyer du Valois, puis Maître des Eaux et forêts du Duché de Valois ; le plus jeune, Jacques Delahante, s'élèvera jusqu'aux fonctions importantes de Fermier général. — Jacques et son neveu Étienne, travailleurs infatigables tous deux, administrateurs de premier ordre, vont nous donner l'occasion de pénétrer à jour l'administration des Fermes générales.

L'auteur nous donne peu de détails sur les députés de Jacques Delahante. — Nous croyons qu'il eût facilement pu combler les lacunes de ses archives en faisant quelques recherches aux archives nationales, dans les papiers de l'ancienne chambre des

comptes notamment. Avec Jacques Delahante, nous entrons de plein pied dans les bureaux de la Ferme.

L'auteur nous en dévoile sommairement l'organisation tout entière. Les Fermiers généraux, tant calomniés, représentent en somme une compagnie d'administrateurs laborieux, dont les services ont été réels et ont arrêté certainement, par l'instauration d'une centralisation puissante, la désorganisation administrative qui se serait inévitablement produite après la mort de Louis XIV.

Leur rôle financier consistait à garantir à l'État le recouvrement intégral des prévisions de recettes; leurs bénéfices, très variables, résultaient uniquement des excédants de recettes que leur administration pouvait provoquer; ces bénéfices, pour Jacques Delahante, ont été en moyenne, pendant trente années, de trente mille francs environ par année.

L'auteur nous décompose successivement tous les rouages de l'administration centrale de la Ferme: voici le comité d'administration générale, les comités particuliers des Gabelles, des Tabacs, du contentieux etc., les Correspondances, c'est-à-dire les bureaux qui donnaient du centre l'impulsion à toutes les directions des provinces, puis les Tourneurs, c'est-à-dire les Inspecteurs généraux. Dans les provinces, voici les Directions avec leur personnel d'inspecteurs locaux, de receveurs, etc., puis les brigades actives, disposées sur deux ou trois rangs et qui défendaient les frontières si développées des Gabelles et des Traités. Je ne connais rien de plus clair, de plus irréprochable au point de vue administratif que cet exposé du système des Fermes générales.

Jacques Delahante a été l'homme

d'une idée: la fabrication exclusive du tabac à priser par l'administration. La chose nous paraît toute naturelle aujourd'hui; c'était cependant une grosse affaire au siècle dernier. Il faut lire dans le livre de M. Delahante l'histoire si curieuse, si amusante du Tabac rapé; c'est un chef d'œuvre d'exposition.

Quelle ardeur chez les débitants à soutenir leur prétention de fabriquer chacun chez soi le tabac rapé! Les Parlements rendent arrêts sur arrêts contre la Ferme et son tabac rapé; des let res de jussion n'en peuvent venir à bout; ils résistent malgré les injonctions royales, malgré les promesses ministérielles; la question du rapé divise la France entière; la Révolution arrive sans qu'elle soit résolue et c'est le dix-neuvième siècle seulement qui amènera le triomphe définitif des idées de Jacques Delahante.

Nous devons à son neveu Étienne, un spécialiste en matière de gabelles, un journal très complet et très intéressant sur le procès des Fermiers généraux et sur leur exécution; précieux document historique, qui nous donne des renseignements nouveaux sur les derniers travaux administratifs de Lavoisier, qui se rattache non seulement à l'histoire administrative de la Révolution, mais encore à l'histoire politique, et qu'il deviendra nécessaire de consulter désormais.

M. Delahante s'est attaché à nous dévoiler enfin la vérité sur ce procès célèbre; il l'a fait, pièces en mains, avec l'impartialité la plus absolue. C'est aujourd'hui chose jugée: les Fermiers généraux, au nombre desquels se trouvait l'illustre Lavoisier, victimes des dénonciations intéressées d'anciens commis révoqués qui ne cherchaient dans leur condamna-

tion qu'un moyen de bénéfices personnels, sont tombés sans jugements sous les plus absurdes accusations.

L'ouvrage de M. Delahante est écrit d'un style clair, enjoué, spirituel. A côté des grandes questions administratives, on trouvera les anecdotes malicieuses, gaillardes même : ainsi l'histoire des culs-blancs de Louis XV, et les aventures du cousin Duverger avec la femme du Receveur de Montebourg, en compagnie d'Etienne Delahante.

N'oublions pas d'ajouter que vingt photogravures représentent la plupart des personnages mis en scène.

ALPH. GALLERY.

Histoire de l'église de Montauban, depuis les premiers temps jusqu'à nos jours, par l'abbé CAMILLE DAUX. Tome I. — Montauban, Forestié ; Paris, Bray et Retaux, 1881, 12 fascicules in-8°.

Le diocèse de Montauban ne date que des premières années du xiv^e siècle. Jusqu'à son érection en 1317, les paroisses qui le composent aujourd'hui faisaient partie des diocèses de Toulouse et de Cahors. La publication pleine de recherches et d'érudition que M. l'abbé Daux poursuit avec activité comprendra l'histoire non seulement du diocèse, mais de l'église de Montauban depuis les premiers temps jusqu'à nos jours. Ainsi qu'il était facile des'en rendre compte dès les premières livraisons, l'auteur n'a négligé aucune source d'information et, en utilisant les ouvrages imprimés et les compilateurs tels que Perrin et Le Bret, il n'a eu garde de laisser inexplorées les archives

locales qui, dans le département de Tarn-et-Garonne, renferment de nombreux documents originaux, aussi intéressants qu'inconnus.

Le premier volume, que nous avons sous les yeux, embrasse la longue période de l'histoire de l'église de Montauban, comprise entre les *origines*, c'est-à-dire l'évangélisation du midi de la Gaule, et l'établissement du protestantisme en 1560. L'auteur a divisé ce cycle de quinze siècles en deux parties, l'une comprenant la genèse politique et religieuse, la vie et l'administration ecclésiastique des paroisses avant la création du siège épiscopal, l'autre embrassant l'histoire du diocèse pendant l'épiscopat des 22 évêques qui l'ont administré de 1317 à 1560. Un supplément contient la liste synchrone des évêques de Toulouse et de Cahors pendant les 13 siècles antérieurs à la constitution de l'église et l'histoire succincte des diverses abbayes fondées sur le sol du diocèse. D'intéressants tableaux synoptiques présentent par périodes les listes chronologiques des évêques et des abbés.

Dans la rédaction des biographies des évêques de Montauban, l'auteur n'a point adopté la forme brève et sèche des notices de la *Gallia*, dont il a d'ailleurs réimprimé le texte intégral à la suite de chacun de ses articles, à titre de document et de terme de comparaison. Historien consciencieux et apportant dans l'exposé des faits cet esprit d'impartialité que développe l'habitude de recourir aux documents originaux, M. l'abbé Daux a commenté souvent avec originalité et parfois avec une verve toute méridionale les diverses scènes de son récit, qui gagne ainsi en intérêt sans rien perdre en véra-

cité. Il y a dans l'histoire d'un diocèse bien des faits d'un intérêt trop restreint, bien des époques vides d'événements notables et il n'est point inutile que la légitime curiosité du lecteur soit soutenue par un style coloré dans lequel s'affirme la personnalité de l'auteur. Le récit des querelles à main armée qui s'élevèrent en 1359, sous l'épiscopat de Bernard I, entre les chapitres de la ville épiscopale, et celui du triste épiscopat de Jean de Lette (1539-1556) permettent d'apprécier comment M. l'abbé Daux a compris à ce point de vue son rôle d'historien. Un esprit chagrin pourrait relever dans le cours du volume que nous avons sous les yeux quelques épithètes un peu vives, quelques qualificatifs énergiques dont la portée dépasse peut-être quelque peu la vérité historique : mais ces appréciations ne sont point de nature à influencer le libre jugement du lecteur, que M. l'abbé Daux a du reste eu soin de prémunir dans sa préface contre des exagérations possibles (1^{er} fascicule, page 6).

En résumé, l'histoire de l'Église de Montauban, dont le second et dernier volume ne tardera pas à paraître, sera un des ouvrages les plus importants et les meilleurs concernant l'histoire ecclésiastique de l'ancien Languedoc. Conçue suivant un plan méthodique et à tous égards digne d'éloges, ayant mis à profit et épuisé pour ainsi dire toutes les sources imprimées ou manuscrites, elle ne laissera que peu à glaner après elle. Il n'est point inutile d'ajouter que l'exécution matérielle confiée à M. Forestié a été l'objet de soins particuliers et que des planches en chromo-lithographie reproduisent très exactement l'armorial du diocèse. Nous exprimerons seulement le regret que les divers

fascicules qui forment ce premier volume aient reçu chacun une pagination distincte, et le vœu que ce petit inconvénient puisse être évité lors de l'impression du second volume.

G. B.

Notes additionnelles et rectificatives au Gallia Christiana, par P. DE FLEURY. Angoulême, Maillarger, 1881, in-8° de 72 pages.

M. de Fleury, depuis longtemps, recueille des notes qui contiennent des rectifications au *Gallia Christiana*; le fascicule que nous avons sous les yeux concerne les évêques, les archidiacres et les doyens d'Angoulême; les abbayes de Saint-Cybard, Saint-Aulone, Notre-Dame de la Couronne. Cellefrouin, Notre-Dame de Grosbost, Notre-Dame de Bournet, les évêques et doyens de Saintes; les abbayes de Saint-Étienne de Basac, de Vaux et de Baignes, Font-Douce, Notre-Dame de Chartes; les évêques, archidiacres et doyens de Périgueux: les abbayes d'Aubeterre, Saint-Astier, Brantôme, Tourtoirac et la Peyrouse; les évêques et archidiacres de Sarlat; l'abbaye de Terrasson; les évêques et archidiacres de Limoges; les abbayes de Saint-Pierre du Dorat, Saint-Martin et Saint-Augustin de Limoges, Lesterps, Dalon, Le Palais Notre-Dame; les archidiacres de Poitiers; les abbayes de Saint-Hilaire-le-Grand, Saint-Hilaire-de-la-Celle, Nanteuil.

Nous faisons des vœux pour que M. de Fleury ajoute de nouveaux fascicules à celui-ci; il est inutile d'insister sur l'utilité de ces notes qui permettront, un jour, si M. M. les archivistes veulent bien suivre cet exemple, de donner au *Gallia Christiana* un volume d'additions et de rec-

tifications. Quelque soin qu'aient pris les Bénédictins, jadis, et leurs continuateurs laïques de nos jours, on ne se figure pas ce qu'il y a à ajouter et à modifier à chaque volume : ajoutons que les derniers diocèses sont peut-être ceux où les *errata* et *addimenta* seront les plus copieux.

J. DE M.

Cartulaire du prieuré de Saint-Sauveur-en-Rue, Forez, dépendant de l'abbaye de la Chaise-Dieu (1062-1401) publié avec une notice historique et des tables par le comte DE CHARPIN-FEUGEROLLES, ancien député de la Loire et M. C. GUIGUE, ancien élève de l'Ecole des chartes. Lyon, imprimerie Alf. Louis Perrin, 1881, in-4 de xxvi-377 pages.

Tout le monde en Forez connaît la magnifique bibliothèque du château de Feugerolles. Parmi les trésors accumulés dans ce manoir féodal par un autre d'Aubais, M. le comte de Charpin, se trouve une copie du xvii^e siècle du cartulaire de Saint-Sauveur, dont l'original a été détruit pendant la tourmente révolutionnaire. Située dans cette partie de la province appelée le Forez-Viennois, parce qu'elle relevait de la suzeraineté des Dauphins du Viennois et faisait partie du diocèse de Vienne, l'église de Saint-Sauveur-en-Rue fut donnée avec ses dépendances, vers le milieu du xi^e siècle par Artaud, premier seigneur d'Argental, à l'abbaye de la Chaise-Dieu entre les mains de saint Robert son fondateur, pour y établir une maison de son ordre. Ce petit monastère eut son existence propre et fut gouverné par des prieurs, dont quelques uns appartenant aux grandes familles chevaleresques de la contrée, jusqu'en 1607, époque à

laquelle une bulle du pape Paul V l'unit au collège des jésuites de Tournon. Le cartulaire fut formé en 1265 par ordre du prieur Artaud de la Mastre issu d'une puissante maison qui possédait presque toute la vallée du Doux en Vivarais et s'éteignit peu d'années après chez les seigneurs de Saint-Didier en Velay. Des actes postérieurs furent transcrits successivement à la suite de cette première compilation. Bien convaincu des ressources que les documents de ce genre fournissent à l'histoire et à la géographie du moyen âge, M. de Charpin a tenu généreusement à faire profiter le public savant du précieux manuscrit de son cabinet, il a pris pour collaborateur M. Guigue, l'archiviste de Lyon, avec lequel il a partagé le travail. Tandis que l'habile paléographe revoyait le texte qui devrait être scruté avec d'autant plus de sévérité qu'il s'agit d'une copie, l'érudit forésien, si compétent dans l'histoire et les généalogies de la région, a écrit l'introduction et la notice sur le prieuré ; tous deux ont concouru aux index remplissant un tiers du volume, contenant plus de deux mille cinq cents noms de localités ou de personnes, relatifs non seulement au Forez, mais au Velay, Vivarais, Dauphiné, etc., intéressant quelques-uns des établissements du Temple, dont l'histoire est restée encore si obscure. Toutes les fois qu'il y a lieu, cette nomenclature est accompagnée de notices courtes et substantielles.

Les savants éditeurs nous font espérer que ce volume, imprimé avec autant de correction que de luxe par la maison Perrin, sera le point de départ d'une bibliothèque de monuments inédits sur le Forez. M. de Charpin aura fait pour la province ce

que les gouvernements accomplissent avec les ressources du budget.

A. DE G.

Notice historique sur l'hôpital de Magnac-Laval en Basse-Marche 1610 ? — 1793, par ALFRED LEROUX, ancien élève de l'Ecole des chartes et des hautes études, archiviste du département de la Haute-Vienne. Limoges, Ducourtieux, 1880, in 8° de 96 p.

Comme on le voit par l'énoncé de son titre, cette notice ne nous fait pas remonter bien haut dans l'histoire de la charité ; on y trouve beaucoup de renseignements d'un intérêt local sur les débuts, les transformations, les crises financières, la substitution des religieuses aux dames de charité, l'administration, les acquisitions, les reconstructions, les tiraillements entre les diverses autorités. Ce n'est point là ce que nous voulons signaler dans le travail très consciencieux de M. Leroux, qui ne s'avance que documents en mains, suivant pas à pas son inventaire des archives, citant les pièces et en reproduisant quelques-unes dans son appendice. Nous y avons remarqué la fondation, qui nous paraît, comme beaucoup d'autres, pouvoir être attribuée à une association de dames charitables, débutant petitement, n'ayant pas d'abord de règles bien définies et se constituant définitivement lorsque des générosités comme celles de dame Claude du Bellay, dame de Magnac, assurent leur avenir ; — l'introduction d'une communauté religieuse ; — le consentement donné par les habitants à cette substitution en renonçant à tous droits de contrôle sur l'administration abandonnée aux religieuses relevant de l'évêque ; — les œuvres accessoires des religieuses comprenant une école pour les jeunes

filles pauvres pourvue de ressources particulières et où l'éducation morale et religieuse tenait naturellement la première place ; — le « catéchisme des bergères » pour instruire les petites paysannes et celles qui ne peuvent venir journellement à l'école ; — l'œuvre des pensionnaires ou malades payantes. Nous signalerons encore et le contre-coup qu'eut pour l'hôpital la banqueroute de Law et les secours que, dans sa misère, la congrégation de Magnac put encore donner aux établissements voisins de Chalais, de la Souveraine et de Bourgneuf. Nous ne croyons pas qu'il y eut un prince de Talleyrand en 1727 (p. 56).

R. DE ST-M.

L'Artois souterrain, études archéologiques sur cette contrée depuis les temps les plus reculés jusqu'au règne de Charlemagne, par Auguste TERNINCK. Arras, Laroche, 1878-1881, 4 vol. in-8° avec cartes et planches.

Cette publication appelle naturellement le souvenir du regretté abbé Cochet, qui avait fouillé le sol de la Normandie pour y retrouver la trace des générations des âges qui ont précédé le christianisme et des premiers siècles qui l'ont suivi. On sait quelles précieuses découvertes furent le résultat de ses recherches et quel jour ses publications sur le tombeau de Childéric et la Normandie souterraine jetèrent sur l'archéologie et l'histoire des périodes gallo-romaine et mérovingienne. Le livre de M. A. Terninck rentre dans le même cadre d'études ; il expose le résultat des patientes recherches de l'archéologue artésien, et contrôle et étend à la fois les découvertes de l'abbé Cochet, en expérimentant ses méthodes sur le sol d'une autre province.

Les « études archéologiques » de M. Terninck nous paraissent avoir une valeur très réelle, parce qu'elles ont été faites avec un soin extrêmement consciencieux : l'auteur a, depuis une cinquantaine d'années, fouillé le sol de l'Artois, se tenant au courant de toutes les découvertes de tombes, de monnaies, d'ornements que le hasard de différents travaux faisait apparaître ; il a consigné le résultat de ses recherches en termes fort simples, se gardant des théories préconçues, des hypothèses hasardeuses si chères à quelques archéologues de l'âge dit préhistorique. Aussi son livre sera-t-il d'un secours précieux pour l'histoire et l'archéologie. Voici ses principales divisions : 1^{re} époque dite préhistorique ; 2^e époque gauloise proprement dite ; 3^e époque gallo-romaine ; 4^e époque mérovingienne. Ces deux dernières périodes sont particulièrement riches en monuments dans l'Artois occupé par les Romains, puis devenu à diverses reprises le séjour des rois mérovingiens ou des princes de leur famille.

Tout en louant ce livre, d'une érudition si sûre et d'un si grand intérêt, nous nous permettrons de faire nos réserves sur certaines étymologies condamnées depuis longtemps par les données de la philologie ; nous aimerions aussi à trouver parfois un peu plus d'ordre dans les divisions des chapitres ou l'exposé des fouilles, à voir à la fin de chaque grande époque un résumé où seraient exposés brièvement, mais d'une manière très précise, les caractères qui distinguent les monuments funéraires et leurs accessoires dans la période étudiée. Ces réserves faites, nous croyons que l'*Artois souterrain* a sa place marquée auprès des livres

de l'abbé Cochet, et qu'il est digne de ce voisinage.

J. M. R.

Le Pays Boulonnais. Études historiques, par Ernest DESEILLE. Paris, Didier, 1879, in-8^o de 147-438-xvi p.

Sous ce titre. l'auteur présente au public une collection de documents relatifs au Boulonnais. Il les fait précéder d'une introduction, moitié descriptive, moitié historique, où il étudie le pays Boulonnais, ses habitants, leur vie religieuse, provinciale et municipale, leurs usages et leurs traditions. Il publie en outre l'œuvre inédite et d'ailleurs peu considérable d'un écrivain de la fin du xvi^e siècle, Guillaume Lesueur, qui rédigea, sous le nom d'*Antiquitez de Boulogne*, un abrégé de l'histoire du Boulonnais.

Deux parties sont surtout intéressantes dans l'œuvre de M. Deseille : ce sont les textes qu'il nous fait connaître, et les notes intitulées *notes pour un Cartulaire Boulonnais*, où il réunit, dans l'ordre chronologique, l'indication et l'analyse des chartes inédites et imprimées concernant Boulogne et la province. Reprenant et complétant pour le Boulonnais le travail entrepris par M. Cocheris pour la Picardie, M. Deseille fait le sommaire de plus de quatre cents pièces dont il indique la provenance. C'est là un travail qui, à coup sûr, mérite la reconnaissance des érudits. L'auteur publie *in extenso* le texte des chartes accordées à la ville de Boulogne par les comtes en 1278, en 1284 et en 1331, et divers documents importants pour l'histoire de l'échevinage de Boulogne et de l'administration du comté. On remarquera no-

tamment des fragments de comptes présentés par les baillis et autres agents du seigneur dans la période de 1338 à 1850.

Le texte des documents est généralement correct. Quelques fautes dans la lecture des noms propres eussent pu être aisément corrigées : *Estates* est imprimé pour *Escalles* (p. 366) ; *Canquelle* pour *Cauquelle* (p. 356). — Pourquoi les mots *waaignable* et *gaskière* sont-ils écrits avec des majuscules (pp. 319 et 430) ? Souvent les accents sont omis ; ainsi l'auteur imprime *l'abbe* et non *l'abbé*. Cependant rien n'est superflu de ce qui peut faciliter au lecteur l'intelligence des textes. — Les indications données aux citations ne sont pas toujours complètes ; parfois l'auteur se dispense d'indiquer la page. Je ne sais pourquoi il ne renvoie pas à la publication de MM. Teulet et Delaborde pour la portion déjà éditée de l'inventaire du Trésor des Chartes.

Je ferai à M. Deseille un reproche plus grave. Non seulement il ne date pas tous les documents qu'il édite, mais quand il donne une date précise, elle n'est pas toujours exacte. L'auteur semble hésiter entre le vieux style et le nouveau. Ainsi la déclaration des gens du comté d'Artois (p. 145) qu'il date du 25 mars 1283, est en réalité du 23 mars 1284. Les actes signalés aux pages 140 et 142 de la II^e partie sont de 1286 et non de 1285. La charta du comte Guillaume (p. 268) est, non de 1330, mais du 2 février 1331.

Malgré ces restrictions, nous félicitons M. Deseille du service qu'il a rendu à l'étude si intéressante de l'histoire boulonnaise.

P. F.

La cour du duc de Bretagne en 1305, par ARTHUR DE LA BORDERIE. Rennes, J. L'ihon, 1880, in-8 de 75 pages.

M. de la Borderie, avec l'érudition dont il aime à faire preuve dans tous ses travaux, a étudié dans cette brochure les dernières années du duc Jean II ; il s'est servi de documents, inédits jusqu'à ce jour, dans lesquels il sait prendre et mettre en évidence une foule de détails qui touchent aux mœurs, aux événements de cette époque et aux personnages qui étaient alors le plus en évidence.

Ces documents sont des fragments de comptes tenus par Roland Auberi, l'un des clercs du duc. Le premier fragment établit, jour par jour, les dépenses de l'hôtel depuis le 1^{er} août jusqu'au 25 septembre 1305 ; le second fragment va du 26 octobre jusqu'au 3 décembre ; le troisième relate les dépenses faites depuis la mort tragique du duc, arrivée à Lyon par suite de la chute d'une vieille muraille, jusqu'à l'arrivée de son corps à Ploermel ; enfin le quatrième fragment donne des détails minutieux sur les funérailles de Jean II.

On comprend combien ces comptes commentés par M. de la Borderie, contiennent de précieuses indications sur la vie d'un prince souverain, au commencement du quatorzième siècle. Cet ouvrage, qui n'est en réalité qu'un fascicule, vaut certainement mieux que certains gros volumes auxquels la vogue prête trop souvent une valeur exagérée.

J. DE M.

Registres des Comptes municipaux de la ville de Tours. publiés avec notes et éclaircissements, par J. DELAVILLE LE ROULX, tome II (1367-1380) Tours, Semeur-Laplaine: Paris, Picard, 1881, in-8° de 424 pages.

Nous avons déjà signalé ici, au moment de son apparition, le premier volume de cette importante publication. Le second, que nous annonçons aujourd'hui est conçu sur le même plan que le premier, et publié avec la même précision dans l'établissement du texte. Il comprend les comptes municipaux de Tours depuis l'année 1367 jusqu'à l'année 1380. La vie municipale se retrouve tout entière dans ces registres où rien n'est oublié, même les plus infimes recettes ou dépenses; nous signalerons comme exemple, le compte particulier des fortifications de Tours (1372-1380) qui comprend ces rubriques: charpenterie, achat de bois, maçons, basons, ferrures, voitures, couvreurs, paveurs, scieurs de bois, cordage, ouvriers de bras, gages d'officiers, écritures et autres dépenses. Cette réparation des fortifications de la ville, entraîna une dépense de trois cent vingt et une livres environ.

Enfin, nous insisterons particulièrement sur les éclaircissements qui comprennent dans ce volume près de cent pages. Ici M. Delaville le Roulx ne fait pas seulement œuvre de paléographe et d'éditeur, mais d'historien. Il a recueilli dans différents dépôts d'archives, notamment aux Archives nationales et au Cabinet des Titres de la Bibliothèque, les renseignements les plus précieux sur un certain nombre de personnages mentionnés au cours de sa publication, et dont il a pu ainsi reconstituer l'histoire, retrouver la généalogie et le pays d'origine. Nous citerons les éclaircisse-

ments sur Louis et Robert de Sancerre, Geoffroy et Renaud de la Celle, Jean de Cremilles, Jean de Bueil Martin de Fourques; d'autres éclaircissements concernent l'histoire de certaines localités ou seigneuries, comme Faye-la-Vineuse, Chevreuse. Enfin nous trouvons d'importants documents qui, en même temps qu'ils témoignent des souffrances que la Touraine eut à endurer par suite de la guerre dans les années 1368 à 1372, ont permis à l'auteur d'évaluer à deux mille six cents hommes environ, les forces qui furent concentrées en Touraine pour la défense du pays en 1371, et qui devaient aller secourir Moncontour en Poitou, alors assiégé par trois mille Anglais. M. Delaville le Roulx donne aussi le dessin et la description de sceaux de personnages tourangeaux et de quelques-uns des officiers royaux en Touraine dans la période de temps qui correspond au cadre du volume.

ERN. B.

Histoire du donjon de Loches, par E. GAUTIER. Château-roux, 1881, in-8° de vii-221 pages, et 15 planches.

Les livres tels que celui-ci apparaissent rarement, et quand ils viennent à la lumière on ne saurait trop les signaler à l'attention du public. M. Gautier, habitant de Loches, s'est passionné pour le donjon à l'ombre duquel il a vécu; la poésie de ses ruines a parlé à son imagination; il les a étudiées de toutes manières avec persévérance et amour; il a suivi toutes les phases des fouilles entreprises, en a consigné les résultats, a déchiffré toutes les inscriptions qu'il a pu découvrir, et, cela fait, trouvant que l'histoire de « son donjon » offrait encore bien des lacu-

nes, il a tenté, l'histoire en main, de lui arracher tous ses secrets, de réunir en un seul ensemble tous les détails qui le concernent.

Tel est l'historique du livre auquel M. Gautier a consacré dix ans de sa vie, et qu'il offre aujourd'hui au public. C'est un excellent modèle pour tous ceux qui seront tentés d'écrire la monographie de leur ville ou de leur château natal ; et il serait à souhaiter que M. Gautier trouvât des imitateurs par toute la France.

L'ouvrage commence par l'histoire des origines du donjon, et son rôle sous les comtes d'Anjou, les Plantagenets et les rois de France. M. Gautier s'est très heureusement tiré des difficultés que présentait cette partie de son œuvre, et il a su donner à son récit une allure instructive et simple, sans cesser d'être scientifique. Les chapitres suivants sont consacrés à la description du vieux donjon, de la tour ronde et des constructions postérieures (xv^e siècle). L'auteur arrive ainsi au temps de Charles VII et de Louis XI, aux prisonniers d'État et aux fameuses cages de fer dont on a si souvent parlé, et sur lesquelles il donne des détails fort intéressants. Il nous montre ensuite Ludovic Sforza prisonnier au donjon, nous fait descendre dans son cachot, puis dans les souterrains, et fait défiler devant nous les plus considérables des prisonniers qui ont été les hôtes du donjon jusqu'à la Révolution. Les derniers chapitres comprennent la liste des gouverneurs de Loches, le texte des inscriptions et des pièces justificatives.

C'est, comme on le voit, une excursion historique à travers plus de sept siècles que M. Gautier nous fait faire, nous mettant maintes fois sous les

yeux la reproduction des objets dont il nous parle, nous en faisant ressortir l'intérêt et la valeur, n'omettant jamais de rattacher à chacune des pièces qu'il nous montre le fait historique dont elle éveille le souvenir. — Science historique, plume, crayon, sens artistique, il met tout à la disposition de son lecteur, qui subit, presque sans s'en apercevoir, le charme de se laisser guider par lui. — Sous son aspect modeste, le livre de M. Gautier est un bon livre solidement appuyé sur des faits et des documents. Le lecteur peut se fier à lui ; il n'en est malheureusement pas de même de quantité de guides où la fantaisie le dispute si souvent à l'inexactitude ; — et cependant le sol de France renferme à sez de vestiges et de souvenirs dignes d'intérêt pour que chacun d'eux mérite de trouver un historien tel que M. Gautier.

J. D. L. R.

Histoire populaire de la Bourgogne, à l'usage des écoles et des familles (par l'abbé CHAUMONT). Cîteaux, 1881, imp. Saint-Joseph, in-18 de xi-169 p.

Si nous parlons ici de ce petit volume, ce n'est pas que nous voulions le donner comme une œuvre d'érudition : ce serait aller contre le fait et contre les intentions de l'auteur. Mais nous voulons signaler une tentative heureuse que nous voudrions voir généralisée : celle de petites histoires populaires de chacune de nos anciennes provinces, livre de lecture et livre d'étude qui développerait les sentiments patriotiques, fortifierait les liens qui rattachent les populations au sol qu'elles habitent et qui devrait avoir comme complément une petite géographie histori-

que. Plusieurs auteurs avaient déjà donné des abrégés de l'Histoire de Bourgogne. Courtépée en avait placé en tête de sa *Description du duché de Bourgogne* (1774), un qu'il reproduisit plus tard séparément sous le titre d'*Histoire abrégée du duché de Bourgogne* (1777, in-12 Dijon) ouvrage très rare, ne se trouvant pas à la Bibliothèque nationale : il s'arrêtait à 1654. Déjà M. Mille, avocat à Dijon, avait publié un abrégé chronologique de l'Histoire ecclésiastique civile et militaire de Bourgogne, depuis l'établissement des Bourguignons dans les Gaules jusqu'en 1772 (1771-1773, 3 vol. in-8°, Dijon), resté inachevé et s'arrêtant au onzième siècle. Plus tard, M. Dufey a donné un *Résumé de l'histoire de Bourgogne* (1825, Paris, 2 vol. in 18) allant jusqu'à 1789.

M. l'abbé Chaumont a voulu faire quelque chose de plus populaire et de plus court. Il a divisé son ouvrage en trois livres 1° Les Romains, comprenant la période Eduenne, la conquête romaine, les Césars, le christianisme, la fin de la domination romaine; — 2° Les rois, comprenant l'ère burgondienne, l'ère mérovingienne, l'ère carolingienne, l'ère capétienne; — 3° Les ducs, comprenant les Capétiens directs, les Valois, les Bourbons.

Les deux premières parties, la première surtout, sont les plus intéressantes. La Bourgogne a une histoire propre, tandis que depuis l'ère des ducs sous ces derniers elle tend de plus en plus à se confondre avec la France, et l'auteur est entraîné à faire leur histoire plus que celle du pays. On pourrait racheter cet inconvénient par des tableaux de la v.e municipale, comme ceux que nous a donnés M. Bacheau, par des scènes rappelant les

mœurs et coutumes de nos ancêtres, par des biographies des grands hommes qui ont illustré la Bourgogne.

R. DE ST-M.

Un procès en Guyenne sous Louis XIV. par HENRI RIBADIEU. Paris, Dentu, 1881, in-8° de 189 p.

M. H. Ribadieu, qui se montre homme d'esprit dès la première page de son livre, a emprunté à la *comtesse Yolande* cette piquante épigraphe :

— Mais s'il vous plaît, Madame, Depuis quand plaidez-vous ? — il ne [m'en souvient pas ; Depuis trente ans au plus.

Le procès dont l'ancien rédacteur en chef de la *Guienne* nous raconte les singulières péripéties, s'il dura beaucoup, ne dura pas autant ; commencé en 1669, il finit en 1684. Une expropriation pour dettes en fut l'objet. Toute la vieille procédure paraît devant nous avec ses infinies complications. A l'histoire de l'interminable lutte judiciaire, l'auteur a fort ingénieusement mêlé toute l'histoire du temps. Profitant des plus récentes publications bordelaises, il a rajeuni un sujet quelque peu rebattu et il a pu déclarer à bon droit qu'il a ainsi donné « aux graves événements de la seconde moitié du XVII^e siècle plus de relief ou de physionomie. » On trouve même dans son livre une partie entièrement nouvelle : les historiens de Bordeaux n'ont rien dit de la période comprise entre la chute de l'Ormée et l'insurrection de 1675. Cette lacune de près d'un quart de siècle a été très heureusement comblée à l'aide de divers documents extraits, en ces derniers temps, des dépôts publics de Paris et de la province. On

ira avec un vif intérêt tous ces chapitres, vivement et agréablement écrits, qui sont intitulés : *La chute de l'Ormée, les fruits de la guerre civile, le couvent de l'Annonciade, Bordeaux après la Fronde, l'insurrection des potiers d'étain, une cousine-germaine de la comtesse Yolande, scènes et mœurs d'autrefois, un homme oublié, une enchère aux Tuileries.*

Les renseignements les plus variés et les plus curieux y sont accompagnés des plus judicieuses considérations. M. Ribadieu ne se contente pas d'être un narrateur aussi aimable que bien informé ; il juge les hommes et les événements avec une clairvoyance et une sagesse remarquables. Il oppose très justement, par exemple, au triste rôle du parlement de la Guienne la noble attitude du présidial, disant à ce sujet : « Nous avons pensé qu'il était bon de montrer ce que peut, aux époques les plus troublées, la dignité du caractère ; c'est ainsi qu'on verra une poignée de magistrats, restés fidèles, unir leurs efforts pour arracher le pouvoir des mains des factieux et rétablir, sans effusion de sang, l'autorité du Roi dans une ville depuis long-temps révoltée. » Bien d'autres leçons se dégagent encore d'*Un procès en Guyenne*. Indiquons-en seulement deux : la première, c'est qu'il faut plaider le moins possible ; la seconde c'est que les peuples, loin de gagner aux insurrections, en sortent plus amoindris, plus foulés et plus imposés que jamais.

T. DE L.

Annales de Michel Forest sur ce qui s'est passé de plus remarquable à Valence de 1736 à 1789, publiées d'après le manuscrit original avec une préface et des notes par J. BRUN-DURAND, correspondant du Ministre de l'instruction publique pour les travaux historiques, membre de plusieurs sociétés savantes. Valence, 1879, grand in 8° de 167 pages. (Tiré à 100 exemplaires.)

M. Brun-Durand établit tout d'abord (p. 3, que si le XVIII^e siècle est incontestablement un de ceux que l'on a le plus étudiés, il est non moins incontestable qu'au point de vue de l'histoire locale, cette époque est une de celles que nous connaissons le moins. Il ajoute (p. 4) que, pour ce qui regarde le Dauphiné, les successeurs de Chorier et de Guy Allard consacrent à peine quelques pages à cette époque, et que les historiens des villes dauphinoises ne sont guère plus explicites, lorsqu'ils ne sont pas d'un mutisme absolu. C'est pour diminuer l'étendue d'une aussi regrettable lacune que M. Brun-Durand publia, en 1874, le Mémoire de l'intendant Bouchu sur la généralité de Grenoble, et qu'il publie aujourd'hui les *Annales de Michel Forest*, manuscrit qui renferme « avec les éléments d'une histoire de la ville de Valence pendant un demi-siècle, nombre de renseignements curieux pour l'histoire du Dauphiné, celle du Vivarais et même l'histoire de France. » M. Brun-Durand a mis dans son édition du manuscrit de Michel Forest autant de soin et d'érudition que dans son édition du Mémoire de Bouchu, et tous ceux qui connaissent l'excellence de ce dernier travail comprendront ce qu'a d'élogieux un tel rapprochement. Le manuscrit confié à M. Brun-Durand par l'arrière petite fille de l'auteur méritait bien, du reste, tout le soin qu'il en a pris. Ce n'est

pas seulement en Dauphiné que l'on trouvera fort intéressantes des pages où il est question de tant d'événements et de personnages, où, par exemple, il est question des inondations comme des incendies, du Père Bridaine comme de l'ambassadeur Zaid Efendit, des assemblées de religieux comme du Jubilé de 1795, des séditions comme des disettes, du célèbre brigand Mandrin comme (le hasard se charge de l'antithèse) du saint évêque de Valence, Mgr Alexandre de Milon, de la misère de 1759 comme de la sécheresse de 1762, de la mort du Dauphin (père de Louis XVI) comme de celle du lieutenant général marquis de Maugiron, du mariage du comte de Provence comme de la suppression des Chanoines réguliers de l'ordre de Saint-Ruf, de la mort de Louis XV comme de l'ouverture de l'école d'artillerie de Valence, etc. Le savant éditeur a placé au bas de toutes les pages des *Annales* les notes les plus abondantes et les plus instructives, et l'on peut dire que son volume mérite, au moins autant par le commentaire que par le texte, d'occuper un des meilleurs rangs dans toute collection consacrée au XVIII^e siècle.

T. DE L.

Catherine d'Aragon et les origines du schisme anglican par Albert du Boys. Paris, Palmé, 1880, in-8° de XLVII-547 p.

Les publications récentes, faites en Angleterre par Bergenroth et son continuateur Gayangos, par le professeur Brewer et Randon Brown, de documents inédits conservés au British Museum ou tirés des archives de Simancas ou de celles de la république de Venise, sans parler d'autres

sources moins importantes, ont renouvelé l'histoire du règne de Henri VIII. Dès lors l'ouvrage d'Audin, qui n'a jamais passé pour avoir une grande valeur, devenait tout à fait insuffisant.

Un vétéran des lettres chrétiennes, auteur de solides ouvrages historiques bien connus des lecteurs de notre *Revue*, a eu l'heureuse idée de faire profiter le public français de ces précieuses découvertes. Sa science de juriste, dont il a donné des preuves dans son *Histoire* si complète *du droit criminel*, l'aide à se débrouiller au milieu du chaos des arguties du long procès du divorce conduit par l'intrigue et la mauvaise foi, dont il sait habilement résumer les phases les plus intéressantes.

On remarquera, par exemple, avec quel relief ressort la physionomie de Fisher, comparaisant devant la cour des légats. C'est une scène non moins dramatique dans son genre que celle, beaucoup plus connue, dans laquelle Catherine intervient elle-même et en appelle à Rome d'un tribunal qu'elle suspecte et qu'elle récuse.

Dans cette œuvre d'injustice et d'iniquité où le défenseur de la foi, où l'apologiste de la suprématie de la papauté contre le protestantisme naissant, est amené par une gradation presque insensible à rompre violemment avec l'Église inébranlable sur le terrain du droit, ne se décidant à condamner qu'après avoir épuisé tous les ménagements, espéré du temps l'abandon de prétentions coupables, il est facile aujourd'hui de démêler les origines et de se rendre compte du chemin parcouru. L'adultère couronné a été précédé de faiblesses moins éclatantes, dont on nous dévoile aujourd'hui le secret; ce théologien de hasard, dépourvu de

la science suffisante et de l'inspiration qui anime le prêtre, plus préoccupé encore de satisfaire son orgueil que de venger la vérité, emploiera les ressources de sa casuistique équivoque à légitimer ses passions auxquelles depuis longtemps il s'est habitué à céder ; unissant la cruauté à l'habitude de la débauche, il arrivera à faire du mariage une sorte de prostitution, à noyer l'île des saints dans le sang des martyrs. Dans un excellent chapitre, conclusion logique de cette histoire, M. du Boys a raconté les excès de tyrannie, auxquels Henri VIII fut entraîné à la fin d'un règne, qui avait donné de si menteuses espérances.

Mais quelque puissant intérêt que présente le spectacle de cette lutte contre la liberté de conscience, qui depuis trois siècles a retranché tant de millions d'âmes de la communion catholique, ce n'est pas cependant ce qui a déterminé notre auteur dans le choix de son sujet. Il a subi l'attrait de cette figure de reine si pure, si généreuse, si résignée et si fière à la fois, à laquelle un historien avait manqué jusqu'ici. Si Catherine d'Aragon offre l'image d'une perfection, que l'on pourrait être tenté d'accuser de monotonie, en présence des passions ou violentes, ou viles s'agitant autour d'elle, des intrigues se multipliant pour la perdre sans parvenir jamais à l'abaisser, l'intérêt historique ne saurait s'arrêter pour peu que l'écrivain reste à la hauteur de sa tâche.

Veuve d'un premier prince de Galles, retenue pendant plusieurs années à la cour de Henri VII plutôt comme un otage diplomatique que comme la fiancée officielle de son beau frère Henri VIII, qui ne l'épousa qu'après être monté sur le trône, la vie intime de Catherine était à peu

près inconnue. Les derniers documents publiés ont permis à M. du Boys de nous donner les détails ignorés de la triste vie de cette fille de rois, entourée durant cette période d'une surveillance offensante et imméritée, privée souvent même du nécessaire. Si sombre, que semblent ces débuts, ce ne sont que des préludes aux catastrophes bien plus cruelles qui doivent atteindre cette tête innocente, marquée du sceau fatal du malheur. Etrangère au milieu des splendeurs de la cour, délaissée par Henri VIII longtemps avant d'être officiellement répudiée, séparée de sa fille, condamnée au silence qu'elle ne rompt que lorsque la nécessité l'exige, par de courageuses protestations, sa personnalité disparaît un peu alors sous le dossier d'une longue et inique procédure. Ce n'est que plus tard, dans l'abandon, errante d'une résidence à l'autre, que cette âme si délicate et si noble se révèle tout entière. Son biographe a recueilli avec un soin pieux les détails touchants de la longue agonie de la sainte héroïne qu'il s'est plu à célébrer.

Récemment M. du Boys a reçu un témoignage de l'importance qu'en Angleterre on attache à son livre. Un jeune écrivain de mérite, miss Yonge, vient de traduire *Catherine d'Aragon* (London, Hurst and Blackett, 1881, 2 vol. in-12), et si, dans la préface, elle a cru devoir faire ses réserves au point de vue de ses convictions anglicanes, elle ne conteste nullement l'exactitude de l'histoire, à laquelle elle accorde assez d'estime pour juger utile de la faire connaître à ses compatriotes.

Nous croyons aussi pouvoir annoncer la publication prochaine d'une traduction allemande du même ouvrage.

A. DE G.

Les comtes de Chiny, étude historique, par le R. P. H. GOFFINET. Arlon, 1880, in-8° de 551 p.

Le comté de Chiny est aujourd'hui bien oublié; son territoire est divisé entre la France et la Belgique, son antique forêt a été entamée de toutes parts par les cultures, et sa capitale n'a gardé aucun vestige de son ancienne grandeur. Autrefois, ce pays a eu ses jours de gloire; il a été gouverné par une série de puissants barons, et il a vu, pendant tout le moyen-âge, se développer des libertés municipales qui sont restées absolument inconnues jusqu'à nos jours et qui présentent cependant le plus vif intérêt. La plupart des agglomérations rurales y étaient affranchies à la loi de Beaumont, et sous l'influence de cette législation bienfaisante, avaient acquis une prospérité qu'elles ont perdue depuis les réformes de la civilisation moderne. M. G. Kurth, le premier, a signalé cette vie communale et en a tracé le tableau pittoresque. Le R. P. Goffinet à son tour vient répandre la clarté sur l'histoire du comté de Chiny. L'éminent auteur était peut-être seul, en Belgique, en position d'entreprendre ce travail. Depuis nombre d'années il recueillait avec un zèle pieux les moindres renseignements; il avait exploré les archives, dépouillé les chartriers et il avait terminées ses études préliminaires en préparant, pour la Commission royale d'histoire, l'édition du Cartulaire de l'abbaye d'Orval.

L'histoire de Chiny avait été écrite, il y a vingt-trois ans, par M. Jeantin 1858, (2 vol. in-8°); celui-ci manquait de sens critique; aussi le R. P. Goffinet doit, à chaque page, contester les assertions de son prédécesseur, et battre ses erreurs sous une argumentation serrée et scienti-

fique. Il écarte les traditions suspectes et les amplifications fabuleuses, mais il se garde avec raison de suivre certains auteurs allemands qui détruisent pour le plaisir de détruire et s'arrêtent lorsqu'ils ont fait table rase de tout ce qu'on a cru jusqu'à eux, sans songer à rien réédifier. On peut le dire: désormais le Luxembourg méridional possède des annales presque définitives. Néanmoins je ferai quelques réserves. Ainsi, l'auteur excuse beaucoup trop facilement Arnulphe III qui, dans la querelle des Investitures, se rangea sous la bannière d'Henri IV, et se permit de placer ses parents à la tête d'abbayes dont les titulaires légitimes étaient encore en vie.

L. LAHAYE.

Histoire générale des choses de la Nouvelle-Espagne, par le R. P. de SAHAGUN, traduit et annoté par MM. le docteur JOURDANET et Rémi SIMON. Paris, G. Masson, 1880, gr. in-8° de 898 pages, avec une carte et planches intercalées dans le texte.

Au nombre des ouvrages les plus importants qui aient été publiés sur le Mexique ancien, il convient, sans aucun doute, de placer celui de Sahagun. C'est, après le R. P. Torquemada, l'auteur qui nous a transmis les détails les plus abondants et les plus circonstanciés sur les mœurs, coutumes, croyances et traditions des peuples de la Nouvelle Espagne, antérieurement à la conquête Castillane. Sahagun, qui arriva dans ces régions, quelques années seulement après l'expédition de Cortès, a surtout le mérite d'être entièrement original; tout ce qu'il raconte est le fruit, soit de ses observations pro-

pres, soit des renseignements qu'il avait puisés dans ses conversations avec les plus savants des vieillards indigènes.

A aucun titre il ne saurait être, comme Torquémada, rangé dans la classe des compilateurs. S'il semble un peu inférieur à ce dernier, sous le rapport des études classiques et de la culture littéraire, en revanche, il n'a pu mettre à contribution, pour composer son œuvre, les écrits de missionnaires antérieurs.

On sait que Torquémada s'est beaucoup servi des écrits de Mendieta, ainsi que d'autres auteurs aujourd'hui perdus. Aussi, la publication de certains écrits des premiers missionnaires a-t-elle enlevé une partie de leur valeur aux renseignements fournis par ce religieux, tandis que l'œuvre de Sahagun n'a rien à craindre de ce chef.

Du reste, il faut avouer qu'une mauvaise chance semble s'être longtemps attachée à la personne même de Sahagun tout comme à son livre; nous ignorons jusqu'à son nom de famille véritable et savons seulement qu'il avait pris celui de Sahagun, d'un bourg d'Espagne où il avait longtemps résidé. C'était un usage assez répandu, on le sait, chez les religieux de cette époque, de se désigner eux-mêmes soit par un sobriquet, soit par le nom de lieu de leur naissance ou de quelque autre localité. Citons, comme exemple, le moine espagnol *Motalinia*, c'est-à-dire « le pauvre » en langue mexicaine.

Enfin, l'opposition ou l'indifférence des supérieurs empêcha longtemps la publication de la *Relation des choses de la Nouvelle-Espagne*. Ce n'est qu'en 1829 qu'elle commença à être imprimée à Mexico même. Quelques années plus tard, lord Kingsborough

en donna une seconde édition, un peu corrigée, dans son splendide ouvrage sur les antiquités du Mexique. Ajoutons que, le texte espagnol de Sahagun, tel que nous le possédons, n'est lui-même que la traduction d'un original en langue Nahtale plus complet et dont on ne saurait assez regretter la disparition; peut-être le retrouvera-t-on un jour au fond de quelque couvent; faisons alors des vœux pour qu'on le publie sans aucun retard.

En sa qualité de prédicateur de l'Évangile, notre auteur avait surtout à cœur la conversion des infidèles et l'extirpation de l'idolâtrie. Il voyait avec raison, dans une étude approfondie des superstitions indigènes, le meilleur moyen d'atteindre le but qu'il se proposait. Aussi, la partie de son œuvre consacrée à la religion des Mexicains, à leur système astronomique et astrologique est-elle, à beaucoup près, la mieux faite et la plus intéressante. Nous y trouvons en foule des renseignements que l'on chercherait vainement ailleurs. Sahagun s'est beaucoup moins occupé que Torquémada de l'histoire ancienne du pays; il nous fait connaître certains faits curieux relatifs à la médecine des Mexicains, à leur industrie, à leur commerce ainsi qu'aux fraudes que commettaient les marchands de l'époque.

Il y a assez peu de chose à tirer de ce que notre auteur dit relativement aux productions végétales et animales de la Nouvelle-Espagne, et son manque d'esprit critique sur ce point rappellerait un peu celui du naturaliste Pline.

Quoiqu'il en soit, Sahagun n'était pas connu comme il l'aurait mérité du public français. Le caractère archaïque de son style, sa grande naïveté,

la longueur de certaines digressions rendaient la lecture du texte espagnol un peu rebutante pour des étrangers. Aussi ne pouvons-nous qu'applaudir chaleureusement à la pensée qu'ont eue MM. Jourdanet et Rémi-Siméon de le faire passer dans notre langue ; on ne saurait révoquer en doute la compétence de ces deux savants. M. le docteur Jourdanet, auquel nous devons la translation dans notre langue du texte de Sahagun, s'est déjà fait connaître avantageusement par sa traduction de Bernald-Dias, ainsi que par d'autres travaux scientifiques sur le Mexique. Quant à M. Rémi Siméon qui s'est chargé de l'interprétation des termes d'origine Nahtale, c'est un des seuls mexicanistes que nous possédions en Europe, et c'est lui qui a donné déjà la traduction en français de la grammaire mexicaine d'Olmos. Nous ne dirons qu'un mot des notes dont M. Jourdanet a accompagné la relation des choses de la Nouvelle-Espagne ; elles nous ont semblé fort intéressantes et il en est une notamment dont la lecture pourrait être profitable même aux agriculteurs : c'est celle qui concerne la plante dite *Magwey* ou Agave américain, laquelle fournit aux habitants actuels du Mexique, tout comme elle fit à leurs ancêtres, une boisson fermentée estimée par eux presque à l'égal du vin. Cet utile végétal n'existe en Europe qu'à l'état de plante d'ornement, peut-être cependant dans certaines régions en pourrait-on tirer parti au point de vue de l'industrie agricole. Mais nous craignons d'être trop long et de fatiguer le lecteur.

Qu'il nous soit permis en terminant de remercier au nom de tous les amé-ricanistes, MM. Jourdanet et Siméon

du nouveau service qu'ils viennent de rendre à la science.

H. DE CHARENCEY.

Lettres du R. P. J. Batault, missionnaire apostolique à Alger 1676-1736, avec Notes historiques sur le rachat des esclaves à cette époque. Chalon-sur-Saône, imp. Dejussieu, 1880, in-8° de 83 pages.

Ces lettres et les notes qui les accompagnent, comme pour faire une notice biographique complète sur Jean Batault, ont été publiées pour sa famille par M. Henri Batault et ne sont pas dans le commerce. Ce n'est point une raison pour les passer sous silence. Elles sont des titres de noblesse pour une famille de Bourgogne où le culte des lettres est en honneur et une page d'histoire de l'œuvre de Saint-Vincent de Paul, de la charité chrétienne, de l'influence civilisatrice en Algérie de la France catholique. Jean Batault, né l'aîné de sept enfants, le 26 mai 1676 au diocèse d'Autun, appelé de bonne heure à la vocation religieuse, entra au séminaire d'Autun ; il alla en 1699 à Saint-Sulpice, où il résolut d'entrer dans la Congrégation des Missions. C'est une raison pour ne pas lui donner le titre de Père, que n'ont jamais pris les fils spirituels de « Monsieur Vincent » et que son arrière petit-neveu lui attribue par un sentiment de vénération que nous ne saurions blâmer. Deux de ses sœurs se consacrèrent à Dieu comme lui, et c'est à l'une d'elles, religieuse ursuline, qu'il a adressé la plupart des lettres publiées. C'est vers l'an 1700 qu'il fut ordonné prêtre et qu'il entra au noviciat des Lazaristes. En 1702, nous le trouvons à la maison de

Rennes, d'où il part en 1712 pour la mission d'Alger où il mourut en 1733. Il donne des détails particulièrement intéressants sur l'esclavage musulman et sur les efforts du catholicisme pour guérir cette plaie hideuse.

R. DE ST-M.

La vérité sur l'origine et la patrie de Christophe Colomb par l'abbé MARTIN CASANOVA DE PIOGGIOLA, membre de l'Académie des Arcades de Rome. Bastia, libr. veuve Ollagnier, 1881, in-12 de 168 pages.

Voici un opuscule qui émane d'un corse : on peut aisément s'en apercevoir. L'auteur prétend y démontrer quel est le lieu de la naissance du grand amiral et fixer les intelligences sur ce point, qui n'est point encore éclairci après les longues recherches et les savants travaux des Roselly de Lorgues, des Washington Irving, etc. J'avoue humblement qu'après la lecture attentive et réitérée de ces 160 pages, je ne vois rien ou bien peu de chose qui puisse fixer mon intelligence. Je me vois forcé de me ranger au nombre des « rares appelants qui ne savent pas se débarrasser des langes de la routine » auxquels M. l'abbé Casanova prétend couper la parole, et je me permets de démontrer qu'il est possible d'enlever « quelques iotas à sa démonstration. » L'amour de la vérité et de la justice l'a, dit-il, guidé dans ses recherches : j'aime mieux croire à son patriotisme, qui ne s'appuie pas sur les textes écrits (il n'en existe pas) et aime mieux s'en référer à la tradition, si légère et si incomplète qu'elle soit. Mais dire que la tradition est de toutes les preuves la plus forte, dire qu'elle laisse bien loin derrière elle les preuves écrites, voilà

ce qu'aucun critique de bonne foi, français mais non point corse, n'admettra jamais.

Et quelle tradition ! — Une rue Colombo existe à Calvi : donc Calvi est la patrie de *Christophe* Colomb ! On serait tenté de demander à l'auteur de prouver qu'il n'y a jamais eu dans le monde qu'une famille Colombo. Rien d'ailleurs dans la dénomination de cette rue ne désigne plus spécialement un membre de la famille ; pourquoi *Christophe* plutôt qu'un autre ? — D'autre part divers actes, trouvés dans les archives de la même cité corse, nous dévoilent les noms de Philippe, d'Antoine Colombo, et beaucoup d'autres, parmi lesquels on cherche vainement le nom du navigateur, de son père ou de quelque proche parent : preuve également insignifiante, qui n'apporte rien de nouveau à la démonstration.

Les Gênois n'ont que peu ou pas d'autorités en leur faveur, qui puissent leur permettre de revendiquer Colomb comme leur compatriote ; mais les Corses en ont-ils davantage ? Actes de baptême, actes de naissance, tout cela a disparu ou reste enseveli sous des décombres d'où l'on n'a pas encore songé à les déterrer. — Une des autorités les plus sérieuses de l'auteur de cet opuscule est le *Dictionnaire biographique*, par une société de professeurs et de gens de lettres, art. *Colomb* : 1840. Un dictionnaire, surtout biographique, a-t-il jamais été une autorité ?... Mais voici qui est plus fort. « Écoutons, » nous dit M. l'abbé Casanova, « les historiens éclairés par la vérité. » Or, parmi les historiens éclairés par la vérité se trouve au premier rang le *manuel des aspirants au baccalauréat, par Lefranc*, page 39 ! — Voilà les autorités : remarquons de plus que celles que nous venons de citer sont clas-

sées parmi les autorités contemporaines de Christophe Colomb; car, 3 pages plus loin (pages 32-35), après une énumération de preuves aussi faibles que les précédentes, on lit : « Je suis heureux que mon sujet m'ait permis de citer, en faveur de ma cause, des témoins si grands et si glorieux. Leurs dépositions ne sauraient être contredites par des audacieux et des téméraires. Des historiens de la Corse, contemporains de Christophe Colomb, affirment donc qu'il est né à Calvi. Voyons à présent ce qu'en pensent nos historiens modernes. »

La critique a ici beau champ pour se divertir : je crois en avoir assez dit pour montrer que, si l'auteur de cet opuscule a voulu être sérieux (ce dont nous ne doutons pas) il a pris une fausse route : nous ne doutons point de son zèle, nous doutons de la véracité de ses témoignages et de ses assertions.

M. l'abbé Casanova a consacré plusieurs chapitres à prouver au lecteur que la Corse appartenait, lors de la naissance de Christophe Colomb, à la république de Gênes, et que par conséquent il pouvait se dire génois : nous le remercions vivement de ce soin scrupuleux à nous détailler la chronologie ; notre mémoire aurait pu nous faire défaut au milieu de ce dédale d'articles de journaux (tous corses bien entendu), que l'auteur s'est plu à accumuler pour prouver, *sans preuves*, que Colomb est né, non à Gênes ou sur le continent, mais à Calvi, dans l'île de Corse.

Nous ne voulons pas toutefois être taxé d'injustice par nos contradicteurs : il y a dans l'opuscule que nous venons de parcourir à plusieurs reprises quelques faits qui (s'ils sont

authentiques), pourraient militer en faveur de la thèse soutenue par M. l'abbé Casanova : c'est par exemple la légende allégorique, peinte sur les vitraux de l'église Sainte-Marie de Calvi, du Christophe gigantesque portant l'enfant Jésus à travers les mers sur ses puissantes épaules ; c'est, si l'on veut encore, la présence incontestable de quelques Calvais dans l'expédition qui devait nous donner un monde nouveau à explorer et à connaître. Mais sont-ce là des faits à l'égard desquels la critique pourrait rester muette ? Est-ce bien Christophe Colomb que l'on a voulu représenter sur les vitraux de l'église de Calvi ? Et quand bien même ce serait lui, est-ce là une preuve irréfragable de la thèse de M. l'abbé Casanova ? Dans ce cas, que dirait-on des statues qu'on a élevées à la vierge de Domremy à Paris, à Orléans, partout enfin ? — Et Colomb n'a-t-il pas pu aller chercher à Calvi des secours et des hommes de bonne volonté qu'il ne trouvait pas dans sa propre patrie ? Nous laissons au lecteur à juger.

Nous regrettons de ne pas trouver cette question mieux résolue et appuyée sur des preuves infaillibles : et aujourd'hui encore nous sommes contraints de rappeler cette parole d'un historien érudit : « Les habitants de Calvi *croient* posséder des données certaines pour prouver que Colomb est né à Calvi dans une rue qui porte son nom (?). » Nous espérons toutefois que les habitants de Calvi, si convaincus qu'ils soient, ne négligeront rien à l'avenir pour nous apporter non des conjectures (cet opuscule en fourmille) mais des données plus certaines et surtout plus probantes.

H. STEIN.

Claude Gaspard Bachet, seigneur de Méziriac, l'un des quarante fondateurs de l'Académie française. Etude sur sa vie et sur ses écrits par René KERVILER, lauréat de l'Académie française. Paris, Dumoulin, 1880, grand in-8° de 63 p.

M. Kerviler énumère ainsi, dans la première page de son étude, les mérites divers de Bachet de Méziriac, *réputé le plus savant homme de France pendant la première moitié du XVII^e siècle* : « Poète latin, poète français, poète italien, profond algébriste, traducteur infatigable, redresseur de textes, commentateur judicieux, érudit consommé, biographe exact, il embrassa tout le cycle scientifique et littéraire ; et s'il n'écrivit pas sur la philosophie proprement dite, il en posséda tous les secrets. » M. Kerviler n'a rien négligé pour rendre sa notice digne du grand personnage que nous avons trop oublié, et il a admirablement atteint le but qu'il se proposait et dont il parle en ces termes (p. 2) : « Notre étude a pour but de préciser la part qu'eut le compatriote de Duret, de Vaugelas et de Faret, dans le mouvement scientifique et littéraire de son temps, en profitant de tous les documents qu'a mis à notre disposition depuis 250 ans la muse de la critique accompagnée de celle de l'histoire. » La monographie que je viens examiner est d'autant plus remarquable que, par une rare bonne fortune, l'auteur, un des plus brillants élèves de l'école polytechnique, un de nos plus savants ingénieurs, est aussi compétent pour apprécier les travaux du mathématicien, que pour apprécier les travaux du littérateur, de l'érudit. Personne ne lira sans le plus grand profit les six chapitres intitulés : *famille*

des Bachet et jeunesse de Claude (1581-1619) ; *Bachet poète. Poésies diverses en trois langues* (1600-1712) ; *Bachet mathématicien. Récréations mathématiques et commentaires sur Diophante* (1612-1621) ; *Bachet érudit. Commentaires sur Ovide* (1621-1626) ; *Esopé et Plutarque* (1626-1634) ; *l'Académie française. Conclusion* (1634-1638). On trouvera dans ces six chapitres les particularités les plus curieuses et les renseignements les plus exacts. Veut-on avoir une idée de la précision des renseignements réunis avec tant de zèle par M. Kerviler ? Voici comment, dès les premières lignes, le plus consciencieux des biographes nous entretient de la naissance et des parents de son héros : « Claude Gaspard Bachet, sieur de Méziriac, naquit à Bourg en Bresse, le 9 octobre 1581, à deux heures de l'après-midi. Il était fils, d'après l'historien de la Bresse et du Bugey, Guichenon, de Jean Bachet, écuyer, seigneur de Meyzeriac et de Vauluisant, conseiller de Son Altesse de Savoie, et juge des appellations de Savoie, et de Marie Françoise de Chavanes, fille de François de Chavanes, écuyer, seigneur dudit lieu, près de Rumilly, en Savoie, et de Louise Sébastienne Odinet. » Quant aux curieuses particularités, elles abondent tellement dans les 60 pages de la notice, qu'il est impossible de les signaler. M. Kerviler les tire soit des ouvrages si peu lus aujourd'hui de Bachet de Méziriac, soit des ouvrages des contemporains de l'académicien. Nous avons déjà eu souvent l'occasion soit ici, soit ailleurs, de louer beaucoup les études consacrées par M. Kerviler aux fondateurs de l'Académie française, mais nous ne croyons pas qu'aucune de ces études mérite plus d'éloges que

l'étude sur Claude Gaspard Bachet, seigneur de Méziriac.

T. de L.

L'abbé Maudoux, confesseur de Louis XV. Notice par Ant. de LANTENAY, membre correspondant des Académies de Metz et de Dijon. Paris, Jules Vic, 1881, gr. in-8° de 36 pages. (tiré à 100 ex.).

Qui connaît aujourd'hui l'abbé Maudoux, le dernier confesseur de Louis XV, le premier confesseur, en France, de Marie-Antoinette? Et cependant c'est une douce et attachante histoire que celle de cet honnête homme, de ce prêtre vertueux, étranger à toutes les intrigues d'une cour corrompue. Son seul mérite l'a porté à ce poste élevé; son seul mérite l'y a soutenu. Le comte de Mercy lui a rendu un complet hommage, dans sa longue et minutieuse correspondance avec Marie-Thérèse; et lorsqu'un moment une manœuvre souterraine, conduite par les amis de M^{me} du Barry, cherchait à faire renvoyer de la cour un ecclésiastique trop intègre pour se prêter aux machinations de la « cabale, » ce fut la Dauphine elle-même qui intervint pour obtenir du vieux roi le maintien de son confesseur.

Malgré tout, l'abbé Maudoux fût vraisemblablement resté enseveli dans l'obscurité d'où il n'a d'ailleurs pendant sa vie jamais cherché à sortir, si un érudit distingué, qui n'en est pas à son coup d'essai en fait de succès historiques, n'eût retrouvé ses papiers précieusement conservés à Saint-Sulpice et ne les eût réunis en une substantielle notice publiée par la *Revue catholique de Bordeaux*. Malheureusement tous les papiers de l'abbé

Maudoux n'ont pas été sauvés : le pieux abbé raconte lui-même qu'il a brûlé de ses mains vingt-deux cartons contenant son journal depuis sa sortie de Bretagne et son arrivée à Versailles. « J'y parlais trop vrai dit-il, pour que bien des personnes ne s'en fussent point offensées. » M. Ant. de Lantenay a dû bien regretter et tous les amateurs de la vérité regretteront amèrement avec lui ce scrupule de l'abbé Maudoux; il eût été si curieux de voir le tableau de la cour de Louis XV tracé par cette plume si sainte et si consciencieuse. Nous avons du moins, écrit par elle, le récit des derniers moments du royal pénitent, car, dès que la petite vérole fut déclarée, le vaillant prêtre s'enferma avec l'auguste malade, et ne le quitta qu'après sa mort. Il faillit être victime de son courage, puisqu'il fut pris à son tour de la terrible maladie; mais il avait eu du moins la consolation de réconcilier avec Dieu cette âme si coupable. Confesseur en titre de la Reine, il le fut même un moment de Louis XVI, jusqu'à ce que le mauvais état de sa santé et en particulier de ses yeux, le forçât de quitter définitivement la cour, malgré les regrets de Marie-Antoinette et de M. de Mercy. Il la quitta pauvre et mourut ignoré, car son biographe n'a pas même retrouvé la date exacte de sa mort; mais le parfum de ses vertus a survécu et a passé tout entier dans les pages que M. de Lantenay lui a consacrées. Ajoutons-y l'intérêt de sa correspondance et en particulier des lettres de l'abbé Bergier, qui représentent le grave théologien sous un aspect tout autre que celui sous lequel on se le représente d'ordinaire. Remercions donc M. de Lantenay d'avoir tiré de l'oubli cette pure et curieuse figure, et souhaitons qu'il fasse souvent des

découvertes aussi intéressantes que celles-là ; avec son inépuisable obligeance et son talent d'écrivain, il en fera jouir tous les amis de l'histoire vraie.

MAXIME DE LA ROCHESTERIE.

Moeurs et coutumes des familles Bretonnes avant 1789, démontrées à l'aide de documents tirés pour la plupart des archives domestiques. Introduction et notes par E. FRAIN. — 1. *Les fondateurs de la Chapelle Notre-Dame en Saint-Léonard de Fougères.* Rennes, Plihon ; Vitré, J. Guays, 1880, in-18 carré de 166 pages (tiré à cent exemplaires).

Plusieurs de nos lecteurs sans doute n'ont pas oublié les précédents ouvrages de M. E. Frain sur les familles de Vitré, dont il a été rendu compte ici. Il poursuit son œuvre, tendant à faire revivre les bonnes traditions du passé, mais sous une forme un peu différente. Il se borne aujourd'hui au rôle d'éditeur et d'annotateur. La publication qui nous occupe est le début d'une série : un second volume est promis sous le titre de : *Les ligueurs de Lioré, Mecé, Izé, leurs alliés et descendants.* Nous n'avons ici qu'un recueil de documents accompagnés des notes nécessaires pour en donner la clef : ce sont des testaments, des actes de donations, des lettres, des accords, des déclarations de noblesse, des généalogies et des fragments de livre de raison. Les personnages en question — à part le duc de Penthièvre, sei-

gneur de Fougère, dont plusieurs princes viennent témoigner de sa charité, — la Lasne et le Lymonnier n'ont pas de rôle dans l'histoire ; mais ils peuvent être considérés comme des types de gentilshommes bretons, appartenant à ces familles modèles, par leur charité, leur fidélité à la religion, leur union, leur patriotisme. Ce n'est pas pour la satisfaction d'une vaine curiosité que M. Frain déroule sous nos yeux leur généalogie, donne les preuves de leur noblesse et publie leurs mémoires produits à ce sujet. Il a des visées plus hautes : « Ami lecteur, » dit-il, « ne dédaigne pas les vieux actes qui affirment le respect de l'ordre divin dont les éléments immuables se nomment : indissolubilité du lien conjugal, autorité du père de famille, union entre frères et sœurs, pratique constante du travail. Ce livre est difficile à analyser : nous nous contenterons de signaler la note sur la situation des enfants illégitimes (page 27) ; une liste de donations pieuses faites au XVIII^e siècle, le siècle des philosophes, où nous remarquons beaucoup de fondations de messes du Saint-Sacrement et de saluts (page 71) ; des observations sur la valeur des arrêts de confirmation de noblesse en 1638, indulgent pour la noblesse de robe qui les rendait (page 49) et sur la difficulté de faire ses preuves (91) ; sur les conséquences de l'interdiction du commerce à la noblesse (121).

R. DE ST-M.

L'Administrateur Gérant,
VICTOR PALMÉ.

LANFRANC

ET

GUILLAUME LE CONQUÉRANT

L'ÉGLISE ET L'ÉTAT DANS LA GRANDE BRETAGNE
AU DIXIÈME SIÈCLE.

I

Il y eut, au onzième siècle, une sorte d'immigration scientifique de l'Italie en France. Iruérius quitta à cette époque l'université de Bologne pour venir inaugurer à Montpellier un cours de droit romain. D'autres juristes firent des tentatives du même genre dans le reste de la France : c'est ainsi que le Lombard Lanfranc ¹, qui avait pris également ses grades à Bologne, se rendit en Normandie pour y enseigner le droit et la philosophie.

Il s'établit d'abord à Avranches, où il réunit quelques disciples. Mais il désira ensuite se transporter sur un plus grand théâtre, et il partit pour Rouen, la capitale du duché de Normandie, la résidence des suzerains de cette grande province.

Au commencement de ce voyage, près des bords de la Risle, il traversait une épaisse forêt, quand une bande de brigands l'assaillit, le dévalisa, l'attacha à un arbre, le baillonna, et lui enveloppa la tête de son capuchon. C'était à l'entrée de la nuit; il fut épouvanté de son isolement et de son abandon. Son imagi-

¹ Il était né en 1005 d'une famille sénatoriale de cette cité. En revenant de Bologne, il avait plaidé avec distinction à Paris. On dit qu'en passant à Tours, il s'était rencontré avec Béranger, le célèbre hérésiarque. — Quant à Iruérius, c'est seulement vers la fin du onzième siècle qu'il fut nommé professeur à Montpellier.

nation s'exalta; la crainte de la mort s'empara de son esprit. Alors il voulut adresser à Dieu quelques prières. Chose singulière ! il ne savait plus littéralement et par cœur les prières les plus recommandées par l'Église. Il s'indigna contre lui-même de ne pas retrouver dans sa mémoire les enseignements donnés à son enfance. La science profane avait effacé chez lui le souvenir des humbles pratiques du chrétien.

Son ignorance lui fit honte, et il promit à Dieu de se consacrer à la vie religieuse, s'il échappait au péril. Vers l'aurore, il entendit passer des voyageurs; par ses plaintes inarticulées, il parvint à attirer leur attention. On le délivra de ses liens; quand il fut libre, il demanda qu'on lui indiquât un monastère dans le voisinage. On lui nomma celui du Bec, dont les constructions n'étaient pas achevées. Là, il rencontra l'abbé de cette communauté de Bénédictins, Herluin, qui faisait bâtir son four et surveillait ses ouvriers ¹.

Voici quelle fut la conversation de ces deux hommes, qui l'un et l'autre ne s'attardaient pas à de cérémonieux compliments.

« Dieu te conserve, dit Lanfranc. — Dieu te bénisse, répond « l'abbé. — D'où es-tu ? — Je suis Lombard ². — Que veux tu ? — « Me faire moine. — Frère Roger, dit l'abbé au chef de ses ou- « vriers, va chercher la règle du couvent, et viens la lire à ce « voyageur. » — Cette règle, malgré ses rigueurs, n'effraya pas Lanfranc. Il jura qu'il l'observerait.

Nous devons faire remarquer ici qu'Herluin astreignit Lanfranc à trois années de noviciat et à un silence rigoureux pendant cet espace de temps. L'ancien docteur Bolonais n'ouvrait guère la bouche que pour faire la lecture au réfectoire; on trouvait que sa prononciation latine, très différente de celle usitée en Normandie, n'était pas bonne. Herluin lui reprocha gravement un jour de faire long l'e dans *docere* : suivant lui, il aurait fallu le faire bref, comme dans *legere*. Lanfranc se soumit sans aucune observation. Il pensa, dit son biographe, que la désobéissance était un plus grand péché qu'une faute de quantité ³.

¹ En 1042.

² D'après un biographe de Lanfranc, Herluin l'aurait reconnu à son accent; c'est lui qui aurait dit le premier : *Lombardus es*.

³ *Lanfranci opera*, Ed. Giles, Oxford, 1844, Append. — Malmesbury, *Gesta Pontifici Angliæ*, lib. I, p. 205, et Rémusat, *Saint-Anselme de Cantorbéry*, deuxième édit., p. 28.

Cette rude et longue discipline assouplit le caractère de Lanfranc; le juriste philosophe se transforma en un moine doux, humble et pieux. Cependant la science lui resta. — Quand son noviciat fut fini, il ouvrit au Bec une école qui devint bientôt très fréquentée, et qui procura au monastère naissant de grandes ressources; il fut élu prieur, et acquit dans la Normandie tout entière une grande autorité.

Cette école célèbre réunit des étudiants de toute origine et de toute condition. Parmi eux, on comptait le Milanais Anselme de Bagio, qui devait être un jour le pape Alexandre II; un grand nombre de futurs archevêques, évêques et abbés, tels que ceux de Rouen, d'Averse, de Chartres, de Beauvais, et Anselme d'Aoste, qui fut tour à tour abbé du Bec et archevêque de Cantorbéry.

Lanfranc acquit en peu de temps une immense réputation, et devint un personnage important dans l'Église. — En 1049, il accompagna Léon IX au concile de Reims, et prit part aux controverses qui amenèrent la condamnation de Béranger comme hérétique.

Mais sa renommée en qualité de théologien lui valait des consultations dont il se serait bien passé; car elles lui étaient adressées quelquefois par ces hautes puissances qui n'entendent pas qu'on rende des décisions contraires à leurs intérêts ou à leurs passions. Or la conscience d'un vrai théologien ne saurait s'asservir aux caprices des princes.

Ce fut ce qui arriva lorsque Guillaume le Bâtard, duc de Normandie, que l'on devait nommer plus tard le Conquérant, eut épousé Mathilde, fille de Baudouin V, comte de Flandre, et petite nièce du duc Richard II, sachant que son mariage était dénoncé à Rome, comme étant contracté sans dispense avec une parente au degré prohibé, il fit consulter par un tiers le moine Lanfranc sur la validité de cette union. Lanfranc n'hésita pas à la déclarer contraire aux règles canoniques, et proclama son avis en pleine école.

Le duc, furieux, bannit Lanfranc de ses états, et voulant punir tous les moines de l'abbaye de la témérité de leur prieur, il fit mettre le feu à une ferme du couvent, appelée le Parc. Lanfranc ne trouva dans les écuries du monastère qu'un cheval usé¹ et boiteux; il le monta pour prendre le chemin de l'exil. Dans la

¹ Suivant une autre version, il allait à pied, tenant son cheval par la bride.

forêt voisine, il se rencontra avec son suzerain, et l'aborda humblement. « Que veux-tu ? lui dit le duc. — Je viens vous demander, Seigneur, une meilleure monture, si vous voulez que je puisse atteindre les frontières de Normandie, et exécuter vos ordres sans délai. » — Le roi se mit à rire, et renvoya Lanfranc au Bec, où il lui permit de rester, en attendant d'avoir plus tard un meilleur cheval. Le prieur fut reçu dans son couvent comme en triomphe. On chanta un *Te Deum* en l'honneur de son retour.

Or il se trouva que le pape Nicolas II fut de l'avis de Lanfranc : non-seulement il désapprouva le mariage de Guillaume, mais frappa d'interdit la Normandie tout entière. Alors le duc, apprenant que Lanfranc était appelé en Italie pour siéger à un concile, le chargea d'aller lui-même plaider sa cause auprès du Saint-Siège. Le pape voulait surtout la demande d'une dispense de la part des deux conjoints, un acte de soumission qui permettrait de ratifier rétroactivement le mariage, et enfin l'accomplissement d'une pénitence sérieuse. La pénitence indiquée fut la fondation d'un couvent d'hommes par le duc et d'un couvent de femmes par la duchesse. A ce prix l'interdit fut levé, le mariage légitimé, et le pardon accordé aux deux époux.

Guillaume nomma Lanfranc abbé et fondateur de son nouveau couvent de Saint-Étienne, avec l'agrément et l'investiture du Pape (en 1069).

Herluin et les moines de l'abbaye du Bec virent partir Lanfranc avec un immense regret ; mais il fallut obéir : Anselme (d'Aoste) lui succéda comme prieur ; quant à lui, il ne devait pas rester très longtemps abbé de Saint-Étienne.

II

Six ou sept années s'étaient écoulées ; Guillaume avait fait la conquête de l'Angleterre. Après avoir partagé la terre des vaincus à ses compagnons d'armes, après avoir donné au pays tout entier une nouvelle organisation féodale et politique, il voulut aussi y régler l'ordre ecclésiastique, et introduire dans le haut clergé la prépondérance de l'élément Normand, comme il l'avait fait pour les *Landlords*, dont les titres de propriété avaient été inscrits dans le *Domesday-Book*.

Et d'abord, pour se donner une plus grande influence en matière d'administration ecclésiastique, il songea à imprimer un caractère de plus en plus religieux à son titre royal. Déjà quatre ans auparavant, en 1066, il s'était fait sacrer à Westminster par l'archevêque Eldred dans un *Gemot* solennel ; sans avoir à cette époque achevé sa conquête, il avait voulu légitimer son autorité par l'espèce de suffrage national usité alors, auquel se joignait la consécration religieuse. Le sacre, que l'on appela au moyen âge un huitième sacrement, transfigurait en quelque manière la personne sur qui l'huile sainte était versée. L'élection des grands et les acclamations de la foule, c'était le *vox populi*. Le couronnement par le ministre des autels était le *vox Dei*. Le prince qui avait reçu en quelque sorte l'investiture de Dieu devait se croire apte à donner à son tour à ses vassaux toutes les espèces d'investitures.

Sur le continent, le sacre ne se renouvelait pas. A Reims, la sainte Ampoule ne se versa jamais qu'une fois sur le front des rois de nos trois dynasties. La cérémonie du couronnement, en tant que cérémonie religieuse, n'avait pas, si l'on peut s'exprimer ainsi, de représentations ultérieures.

Guillaume innova sur ce point.

Dans ce siècle même, où le droit de la force (*Faustrecht* comme on le disait en Germanie) se faisait partout une si grande place, on ne méconnaissait pas pourtant la puissance de la force morale. Le conquérant de l'Angleterre en particulier, secrètement inquiet de ce qui pouvait manquer à la souveraineté récente, sous le rapport légal et traditionnel, s'efforçait de la reprendre en sous-œuvre pour l'établir sur de plus solides fondements.

Il pensa que plus serait haute et sacrée l'autorité dont il recevrait la couronne, plus cette couronne aurait de prestige aux yeux de l'Angleterre, des puissances continentales, et du monde chrétien tout entier.

Guillaume demanda donc au pape de lui envoyer des légats en Angleterre pour l'aider à réformer et à civiliser les insulaires Anglo-Saxons, que l'on regardait comme à demi-plongés dans les ténèbres de la barbarie. Le pape s'empressa d'accéder à cette demande, et dès le commencement de l'année 1078, Ermenfrid, évêque de Sitten et deux autres cardinaux de l'Église Romaine arrivèrent en Angleterre. « On les reçut à Londres, dit un vieux

chroniqueur, comme des anges de Dieu, et le roi les garda avec lui presque une année entière ¹. »

La première grâce qu'il pria Ermenfrid de lui accorder, ce fut de lui remettre sur la tête, de la part du Souverain Pontife, la couronne royale. Cet acte de déférence d'une part, et d'autre part de sanction solennelle du fait accompli eut lieu aux grandes cérémonies de Pâques, en même temps que l'inauguration d'un concile national.

Guillaume remplit sans doute en même temps ses devoirs de simple fidèle; et il ne lui manqua plus aucun titre à la vénération des chrétiens de races diverses dont se composait la population insulaire.

Et cependant, disons-le en passant, ce ne fut pas encore assez pour calmer ses inquiétudes morales ou ses scrupules de légalité politique. Depuis le jour où la tranquillité et l'ordre avaient été rétablis en Angleterre, Guillaume ne cessa pas de procéder trois fois chaque année au renouvellement de la cérémonie du couronnement, la première fois à la Noël, la seconde à Pâques, et la troisième ² à la Pentecôte. Guillaume pensait-il donc que la couronne était vacillante sur sa tête, puisqu'il l'y faisait replacer si souvent, comme pour lui donner une assiette nouvelle.

Or, la présence des légats avait pour le roi à ce moment une importance bien grande. Sous des rapports tout différents, elle confirmait et sanctionnait au moins implicitement tous les actes extra-canoniques ou extra-légaux auxquels s'était livré jusqu'à le nouveau roi d'Angleterre; elle leur faisait prendre part eux-mêmes à des translations d'abbayes ou d'évêchés, à des dépositions ou destitutions nombreuses qui se faisaient toujours au profit des Normands. Enfin ne semblait-il pas résulter de toutes leurs condescendances pour Guillaume une espèce de blanc-seing tacite, émané de la cour de Rome, pour l'achèvement de la reconstitution de l'église anglaise?

D'ailleurs, il faut le reconnaître, pendant le cours de cette

¹ « Apud se ferme annuo spatio retinuit, audiens et honorans eos tanquam Angelos Dei. » Orderic Vital, 516, D.

² On lit en effet dans les *Annales de Winchester*, ann. 1073 :

« Sciendum est quod quolibet anno, dum quietus fuerat, ter coronari consueverat Rex, Wigornæ ad Natale, Wintoniæ ad Pascha, Londoniæ ad Pentecosten. » Cité par Freeman, *History of the Norman conquest*, t. III, p. 329.

année 1070, le roi, assisté par les légats, cherchait à mettre de son côté la lettre de la loi ; il faisait intenter régulièrement des procès canoniques aux archevêques et évêques qu'il voulait déposséder ; il les citait devant le tribunal des légats, assistés de plusieurs membres du clergé. Presque toujours, il y avait quelque fondement aux griefs soulevés contre ces prélats saxons.

Ainsi on mit en jugement le primat et archevêque de Cantorbéry, Stigand.

Stigand fit valoir ce qu'on appelleraït aujourd'hui *un déclinaire*. Il alléguait que s'il n'avait pas lui-même sacré Guillaume roi d'Angleterre, il avait du moins assisté Eldred, archevêque d'York, dans cette cérémonie, qu'alors le nouveau monarque l'avait accueilli comme un prélat légitime, et que même depuis il avait paru le recevoir dans sa paix et dans sa foi.

Mais Guillaume ne lui avait pas pour cela donné une réelle investiture ; de plus, Stigand n'avait pas été non plus investi canoniquement par le vrai pape, car c'est de l'anti-pape Benoît X qu'il avait reçu le *Pallium*. Il aurait pu, il est vrai, se soumettre à Alexandre II, et faire amende honorable de son imprudente adhésion au chef des schismatiques. Seulement, il y avait encore d'autres griefs contre lui. On alléguait que, devenu évêque de Winchester par des voies simoniaques, il avait, sans quitter son premier bénéfice, usurpé le siège de Cantorbéry, sur le titulaire légitime, Robert de Jumièges. Ces imputations parurent sérieuses. Le légat Ermenfrid, dans une précédente visite, avait déjà dénoncé à la cour de Rome les irrégularités de ce prélat ; il accorda facilement à Guillaume la convocation d'un synode, où furent prouvés tous les chefs d'accusation que nous avons résumés. Alors, comme dit un chroniqueur du temps, le légat crut devoir frapper « cet arbre stérile de la hache de la réprobation canonique ¹. »

¹ « Concilium in Anglia apostolicæ sedis legatus convocavit: in quod Stigandi sceleribus patefactis, infructuosam arborem securis canonice animadversionis succidit. » William de Newbridge, lib. 1, cap. 1. — M. Thierry a prétendu que Stigand avait refusé de donner le sacre royal à l'oppressur de son pays, et que la déposition et l'emprisonnement de ce prélat n'auraient été qu'une satisfaction accordée aux vengeances de Guillaume. Ce fait ne s'appuie pas sur d'autre chroniqueur contemporain que Guillaume de Newbridge, qui d'ailleurs ne nie pas les méfaits de cet archevêque. Si Stigand avait eu de tels scrupules de patriotisme, comment aurait-il consenti à être l'assistant du prélat consécuteur ? Si l'on a une véritable horreur pour ce qu'on regarde comme une bassesse ou comme un crime, on refuse non seulement d'en être l'auteur, mais d'en devenir le complice. — Il est probable que

Nous n'avons pas besoin de dire que le pape ratifia cette sentence, et qu'il n'eut pas même à retrancher de sa communion un archevêque qui s'en était retranché lui-même.

Quant au roi, chargé de donner à l'arrêt du légat force exécutoire, il se contenta, à ce qu'il paraît, de retenir Stigand sous bonne garde dans le palais et dans l'intérieur du parc de Winchester. Suivant quelques écrivains du temps, il le traita avec une grande rigueur; suivant d'autres auteurs, il lui accorda un certain *comfort*, pour les vêtements, le logement et la nourriture.

Au surplus, Guillaume déclara ne vouloir pas s'emparer des richesses de ce prélat, tant qu'il vivrait. Quoi qu'il en soit, l'ex-primat mena une vie pauvre, austère et mortifiée, et pourtant, quand il mourut, on prétend qu'on trouva une petite clef, pendue à son cou, qu'on ouvrit son coffret avec cette clé, et qu'on y découvrit l'indication des lieux où il avait enfoui ses trésors, avec celle du poids et de la qualité des métaux dont ils se composaient ¹.

Ethelred, que son frère Stigand avait promu à l'évêché de l'Est-Anglie, fut également privé de son siège. Il y avait pour cela une bonne raison. Il s'était marié étant prêtre, et du consentement de son frère, il avait gardé sa femme dans son palais épiscopal, malgré les prohibitions canoniques, récemment renouvelées par les Papes ².

L'archevêché d'York était devenu vacant depuis quelque temps par la mort du titulaire Ethelred ³. Guillaume désigna pour le remplacer Thomas de Bayeux, prêtre fort distingué et d'une moralité irréprochable. Pour faire procéder à son sacre, ce prince voulut attendre que le nouvel archevêque eût été sacré lui-même, installé sur son siège et eût reçu le *Pallium*.

Et ici, il faut remarquer que toujours à cette époque, pour les dépositions comme pour les nominations des grands bénéficiers du royaume, Guillaume faisait des propositions, mais semblait ne rien décider par lui-même. Il procédait au bout du compte à

Guillaume ne voulut pas être sacré par Stigand, parce que le pallium lui avait été conféré par l'anti-pape Benoît X.

¹ Comparer les récits de Florence, de l'annaliste de Winchester, et ceux de Guillaume de Malmesbury. Les uns parlent de *libera custodia*, les autres de *vincula* et d'*ergastulum regium*. Guillaume de Malmesbury, *Gesta pontific.*, t. I, p. 37-38; Florence Wig. 1069; Freeman, t. III, p. 333-334.

² « Hoc manerium accepit Alarus cum uxore sua, antequam esset episcopus et postea tenuit in episcopatu. » Domesday XI, 195.

³ Celui qui avait sacré et couronné Guillaume.

peu près suivant la vieille coutume de l'église Anglo-Saxonne. Seulement ces assemblées, ces *Gemot*, où l'on traitait des matières ecclésiastiques, et qui se réunissaient sous Guillaume aux trois grandes fêtes de l'année, s'appelaient synodes, et étaient composées seulement d'abbés et d'évêques ¹. Mais quand il fut question de pourvoir aux très hautes fonctions de Primat de Cantorbéry, on vit apparaître, à côté des ecclésiastiques, les seigneurs laïques, *procere regni* : ce n'était pas trop de faire appel à toutes les forces du pays pour débattre le choix du principal dignitaire et du chef de l'église reconstituée dans la Grande-Bretagne. Cette question fut traitée le jour de la Pentecôte 1070, à l'une de ces réunions périodiques qui fut présidée par Ermenfrid, le seul légat resté alors en Angleterre. Le roi, qui y avait longtemps réfléchi, émit l'avis que nul ne pourrait mieux remplir ces difficiles fonctions que Lanfranc, abbé de Saint-Étienne en Normandie, et que ce choix répondrait à tous les points de vue, aux exigences de la situation. « On reconnut, dit un chroniqueur du temps, qu'un tel primat, placé au sommet de l'église, serait l'astre, partout rayonnant, qui chasserait au loin les nuages de l'ignorance et les ténèbres de la perversité humaine ². »

Mais on apprit bientôt que Lanfranc n'était pas disposé à accepter cette haute dignité; et l'on sut que, dans tous les cas, d'après les principes qu'il avait toujours professés, il ne consentirait pas à tenir son archevêché de la seule autorité du roi, non plus qu'à recevoir la consécration des mains seules des évêques de sa province, si le pape ne l'ordonnait pas.

Alors le cardinal Ermenfrid se transporta en Normandie, où il se rencontra avec un autre légat appelé Hubert, cardinal sous-diacre de l'Église Romaine. Ces deux représentants du Saint Siège s'étaient chargés d'obtenir le consentement du trop modeste et trop scrupuleux abbé de Saint-Étienne. Pour en venir à bout, ils convoquèrent un synode, où furent réunis les principaux abbés, évêques et nobles de la province. Lanfranc fut spécialement invité à y comparaître : les légats lui communiquèrent officiellement l'acte de sa nomination; il refusa d'abord, en alléguant son insuf-

¹ Ces réunions s'appelèrent plus tard *convocations*.

² « Cogitante Rege de hac re, et proceres regni consulente, convenientissimo fine, in Lanfranco quievit, quatenus uberrimum luminare in hac arce elatum nebulas undique pravitatum et caligines dilueret saluberrimo fulgore cuncta honestans ». *Vita Lanfranci*, Giles, I, 29.

sance et son indignité ; mais il présenta aussi des considérations moins banales et plus spécieuses : il fit valoir son ignorance profonde de la langue et des coutumes du pays dont on voulait lui confier le gouvernement spirituel. De plus, il lui répugnait de se jeter dans le tracas des affaires administratives qui lui rendraient désormais impossibles les pratiques et la paix de la vie monastique.

Relativement aux difficultés que lui semblait présenter son ignorance des mœurs et de la langue des Anglo-Saxons, on aurait pu lui répondre que, pour venir se fixer en Normandie et pour se mettre à parler la langue d'oïl, il lui avait bien fallu contracter des habitudes toutes nouvelles, lui, italien de race, de naissance et d'éducation, lui, ancien élève de l'université de Bologne, où il avait pris ses grades scientifiques.

Au surplus, on passa outre à toutes ses objections. La reine Mathilde et son jeune fils Robert, qui assistaient à cette réunion, se joignirent à tous les prélats et seigneurs pour lui faire accepter le siège de Cantorbéry. Herluin, qui était toujours abbé du Bec, et qu'il s'était habitué à vénérer comme son supérieur, comme son guide spirituel, lui ordonna, au nom de ses anciens vœux d'obéissance, de ne pas refuser le poste qui lui était offert. Au nom d'une autorité plus haute encore, celle du Saint-Siège, les légats lui parlèrent dans le même sens. Ainsi, on pouvait dire qu'il avait obtenu, par l'unanimité des synodes d'Angleterre et de Normandie, les suffrages de toute la nation. — Par la bouche d'Herluin et des légats, il crut entendre la voix de Dieu ; son hésitation fut vaincue.

Il quitta donc, *le cœur gros*, dit un vieux chroniqueur, le monastère où il avait passé des jours si doux et si sereins. Il traversa la mer, et vint recevoir à Cantorbéry l'investiture de son siège primatial. Voici, si l'on peut parler ainsi, le procès verbal officiel de cette nomination, qui contient implicitement le droit public de cette époque en matière de nomination épiscopale ¹.

¹ C'est, comme dit Freeman, le langage *constitutionnel* usité alors dans la vieille Angleterre, t. III, p. 347. « Lanfrancus, Cadomensis abbas, *compellente* rege Willelmo, et *jubente* Papa Alexandro, Angliam venit et primatum regni Anglorum in ecclesia Cantecariensi suscepit eligentibus eum senioribus ecclesiæ suæ cum episcopis et principibus. »

Appendix to Winchester chronicle, de Florence (Freeman, *loco supra citato*). On ne comprend donc pas comment Hallam a pu appeler Lanfranc *intrusive bishop*, et comment M. de Rémusat s'est cru fondé à dire : « On l'imposa aux fidèles comme une suite de la conquête. » *Anselme de Cantorbéry*, 2^{me} édition, p. 18.

« Lanfranc, abbé du diocèse de Caen, sur les instances du roi et sur l'ordre du pape Alexandre, vint en Angleterre, et reçut dans la cour du roi la primatie du royaume, après avoir été élu par les anciens de son église, ainsi que par les évêques et les princes d'Angleterre. »

Si l'on pèse bien toutes les expressions de cette espèce d'annonce officielle, on y verra comment tous les pouvoirs spirituels et temporels ont concouru à l'élection de ce grand pontife de l'église d'Angleterre. Combien c'est profondément instructif, et quelle leçon pour nos âges modernes que ce magnifique accord de toutes les forces sociales dans la solution d'une question capitale de discipline religieuse et de constitution ecclésiastique !

On a prétendu voir, dans la part considérable prise à cette nomination par Guillaume, une sorte de précédent que purent invoquer Henri VIII et ses successeurs pour revendiquer dans leurs états la suprématie spirituelle. Rien n'est moins fondé. Le roi, ici, ne fait que désigner, que donner l'impulsion : *compellit*. Les anciens de l'église sont appelés à élire : à leurs suffrages, comme il s'agit d'un primat, viennent se joindre ceux des évêques et des princes. Enfin, le Pape ratifie et ordonne : *jubet* ; c'est à ce prix seulement que le candidat désigné pour le siège vacant croit pouvoir accepter.

De plus, l'archevêque nommé et consacré doit encore aller à Rome chercher le *Pallium*, espèce d'investiture privilégiée qu'il tient du pape lui-même.

Le roi avait reçu le nouvel archevêque le jour de l'Assomption ; on procéda à la consécration dans l'église de Cantorbéry, un dimanche, jour de la fête de la décollation de saint Jean-Baptiste. Les huit suffragants de son siège primatial furent invités à prendre part à cette cérémonie ; quatre d'entre eux s'abstinrent, mais envoyèrent leurs excuses et leurs adhésions. On a remarqué que, sur ces huit évêques, l'un, William de Londres, était un normand consacré par le normand Robert ; que son compatriote Walkelin, de Winchester, l'avait été tout récemment par le légat Ermenfrid ; que Gisa de Wells et Hermann de Sherborm, quoique appartenant à la vieille hiérarchie Anglo-Saxonne, étaient comme lui d'origine étrangère, et même que Gisa avait été consacré à Rome par le pape Nicolas II ; enfin qu'aucun de ces prélats ne devait sa promotion à Stigand, l'archevêque dépossédé, et n'avait été sacré par lui.

Les moines-chanoines de l'église de Cantorbéry, et ceux du couvent rival de Saint-Augustin, allèrent à la rencontre du nouveau primat, et figurèrent à la cérémonie. William (ou Guillaume) de Londres fut le prélat consécrateur ; il était assité par trois de ses collègues.

Ce fut donc avec le concours ou l'adhésion des huit prélats suffragants du siège de Cantorbéry, comme le fait remarquer l'historien Freeman, « que l'ancien étudiant de Bologne, le professeur d'Avranches, le moine et prieur du Bec, l'abbé de Saint-Étienne en Normandie fut reçu dans l'ordre épiscopal, et placé sur le siège patriarcal de la Grande-Bretagne ¹. »

III

Lanfranc, appelé du fond de son cloître au poste le plus élevé de la hiérarchie ecclésiastique en Angleterre, avait une tâche difficile à remplir, celle de réformateur. Il était chargé de mettre fin aux relâchements disciplinaires de l'Église Anglo-Saxonne et de la guérir d'une grande plaie, celle de l'ignorance. Il fallait rappeler le clergé à des mœurs plus sévères, et restaurer les écoles au sein des cloîtres monastiques et des palais épiscopaux. On ne doit pas se dissimuler que les violences de la conquête n'avaient pas remédié à ces maux, qu'elle les avait au contraire aggravés, et que le temps était venu de faire succéder à ces scènes de guerres, de pillages, de spoliations et de désordres de toute espèce une ère de pacification, de conciliation et de paix. Heureusement, Guillaume lui-même en sentait le besoin ; il voulait très sincèrement cicatriser les blessures profondes qu'il avait faites au pays dont il venait d'achever la conquête par le fer et le feu. Pour consolider son œuvre, il tendait à faire régner partout l'influence de la religion et de la science, et à créer dans l'Angleterre toute entière, soumise à son sceptre, une unité mo-

¹ T. III, p. 359. Il est fâcheux que les historiens du temps, qui décrivent avec un grand détail les pompes ecclésiastiques de la réception du primat, ne nous disent rien des cérémonies féodales qui durent leur succéder, quand il fut investi comme seigneur des manoirs et des fiefs dépendant de son siège. Ce côté très piquant de toute grande réception épiscopale au moyen âge n'a pas été négligé par M. Noël Valois, dans son intéressant ouvrage sur *Guillaume d'Auvergne, évêque de Paris en 1228* (Paris, 1880, p. 17).

rale qui pût cimenter en quelque sorte l'unité politique et administrative qu'il s'efforçait d'y établir.

Sur le continent, une œuvre semblable de réformation s'était imposée à la Papauté : mais le Souverain Pontife, qu'il s'appelât Alexandre II ou Grégoire VII, trouvait dans l'Empereur un adversaire ou même un ennemi ; Lanfranc, au contraire, avait la bonne fortune de rencontrer dans le conquérant de l'Angleterre un auxiliaire qui se disait dévoué à l'Église ; là, au moins, les deux pouvoirs se donnaient la main, et marchaient appuyés l'un sur l'autre.

Guillaume, il est vrai, désirait que le parti Normand fut favorisé d'une manière presque exclusive dans la formation de l'Église nouvelle. Mais Lanfranc, que son long séjour au Bec et à Saint-Étienne près de Caen avait presque affilié à la nationalité normande, n'était que trop disposé à s'associer, au moins dans une certaine mesure, à cette partialité dont le roi avait donné de tristes preuves dans les premiers moments de sa conquête.

Cependant Lanfranc n'aurait pas conféré à un homme grossier et sans aucune éducation morale et intellectuelle le gouvernement d'une Abbaye, par cela seul que cet homme aurait été un normand et l'un des compagnons du vainqueur d'Hastings. Pour lui, l'intérêt de l'Église, quand il était évident, n'était jamais sacrifié à un intérêt d'étroite nationalité.

Lanfranc croyait que, pour le bon ordre de l'administration de l'Église d'Angleterre, l'unité hiérarchique devait y régner comme dans l'État.

Guillaume était très disposé à lui donner raison sur ce point ; pourtant, lorsque Thomas fut sacré archevêque d'York, et que ce prélat eut refusé de reconnaître la suprématie du siège de Cantorbéry, le roi, à qui cette difficulté fut déférée par les deux parties, ne voulut pas trancher trop vite la question au fond ; il leur fit accepter un compromis d'après lequel Thomas prêterait serment d'obédience à la personne même de Lanfranc, et nomma l'archevêque primat d'Angleterre. Cet hommage ne devait impliquer aucun droit absolu de prééminence pour le siège de Cantorbéry, ni aucun devoir strict de subordination pour le siège d'York : ce serait à un tribunal compétent à rendre plus tard à ce sujet une décision définitive. C'est dans ces conditions, tout à fait provisoires, que Thomas prêta serment à Lanfranc, et qu'il reçut la consécration épiscopale.

L'année suivante, les deux archevêques nouvellement nommés allèrent à Rome pour recevoir le *Pallium*. Lanfranc fut reçu par le pape Alexandre avec de grands honneurs et une bienveillance toute particulière. Contre tous les usages, le Pape se leva pour le recevoir, et lui remit non seulement un *Pallium*, mais deux; le second de ces *Pallium* était un gage spécial de son affectueuse reconnaissance pour les leçons que Lanfranc lui avait données à l'abbaye du Bec; c'était l'hommage d'un ancien écolier à son professeur.

Quant à l'archevêque Thomas, avant de lui donner le *Pallium*, qui devait confirmer ou ratifier son institution canonique, le Pape demanda s'il n'y avait pas eu à sa consécration un empêchement. On lui imputait d'avoir offert, pour obtenir son siège, de riches présents au duc de Normandie. Alexandre II, qui ne voulut pas alors faire acte personnel d'autorité, soumit ces deux cas à Lanfranc, qui crut devoir valider l'une et l'autre élection.

Après comme avant cette décision, qui lui avait été si favorable, l'archevêque Thomas réclama avec instances une sentence du Souverain-Pontife relativement au point resté litigieux entre l'Église d'York et celle de Cantorbéry. Il soutint que, d'après les règlements de saint Grégoire le Grand, les deux archevêques de ces églises avaient été établis avec autorité égale, sans autre réserve qu'une préséance honorifique en faveur de celui de Cantorbéry, en mémoire de ce qu'il avait été consacré le premier. Il revendiqua aussi, comme appartenant à sa juridiction métropolitaine, trois évêchés situés dans la province de Cantorbéry. Alexandre II refusa de juger lui-même ces questions. Il en renvoya l'examen et la décision à la prochaine réunion du haut clergé d'Angleterre. On voit par là que la cour de Rome, quoiqu'on en ait pu dire, ne cherchait pas à attirer tout à elle, et qu'elle refusait, comme un funeste présent, la centralisation des affaires, à laquelle d'ailleurs elle n'aurait pas pu suffire.

C'est la même année, au mois d'avril 1072, aussitôt après leur retour de Rome, que les deux archevêques comparurent devant l'assemblée du haut clergé appelée *convocation*, laquelle se réunit aux fêtes de Pâques à Winchester, comme cela avait lieu chaque année. Aux fêtes de la Pentecôte suivante, à Windsor eut lieu le *Gemot*, ou assemblée générale des États du royaume, qui se tenait

chaque année à cette époque ¹. Ce gémot national, où siégeaient des seigneurs laïques ², fut présidé par le roi, qui avait fait placer à sa droite le cardinal Hubert, légat du Pape. Ce prince déclara qu'à l'exemple de ses prédécesseurs, quand ils présidaient leur Witan, il adjurait tous ceux qui étaient présents et qui tous étaient attachés à son autorité royale par les liens de la féauté, d'écouter très attentivement les deux parties, et de décider suivant ce qui leur paraîtrait certain et juste, sans faveur et sans prévention pour l'une ou pour l'autre ³. Ils jurèrent de remplir fidèlement dans ces conditions leur devoir de juges. En conséquence, la cause fut solennellement engagée et sérieusement débattue. Nous avons le sommaire de la plaidoirie de Lanfranc dans la lettre que ce prélat adressa au Pape sur ce procès. Il ne nous est rien resté de la réponse que dut faire Thomas d'York : ce prélat fut condamné sur tous les points. Les trois évêchés auraient été reconnus pour être suffragants de Cantorbéry, si Lanfranc n'avait pas consenti à céder l'un de ces évêchés, celui de Durham à l'archevêque d'York. On concéda à Lanfranc, comme limite extrême de son diocèse, le fleuve d'Humber qui le séparait de celui d'York. Enfin on jugea qu'une prééminence réelle était inhérente au siège de Cantorbéry, et que l'archevêché d'York était soumis à cette juridiction supérieure. Il fut donc décidé que Thomas serait obligé de prêter serment, non pas seulement à la personne de Lanfranc, mais à l'archevêque de Cantorbéry, et à tous ceux qui occuperaient après lui le siège primatial.

Ainsi commençait, à l'abri de toute contestation, le règne ecclésiastique de Lanfranc.

Un auteur que nous avons beaucoup consulté, parce que son érudition est toujours saine et sa critique ordinairement très sûre, l'historien Freeman, dit que ce grand prélat fut comme le vice-roi de Guillaume ⁴. Le mot n'est pas juste. Si Lanfranc

¹ Il y avait chaque année, comme nous l'avons dit, trois gémot : un à Pâques, un second à la Pentecôte et un autre à Noël.

² « *Episcopi, abbates, ceterique ex sacro et laicali qui adematj sunt a nobis ex vestra auctoritate,* » dit Lanfranc dans sa lettre au Pape, Ép. 23.

³ Le roi ordonna « *eos per fidem et sacramentum quibus sibi colligati erant quatenus hanc causam intentissime audirent, auditam ad certum rectumque finem sine partium favore perducerent. Utrumque omnes concorditer susceperunt, sese ita facturos sub præfata obligatione spoponderunt.* » (*Id. ibid.*)

⁴ T. III, p. 360.

s'était résigné à n'être que le subordonné du conquérant, à quelque titre que ce fût, s'il n'avait pas puisé plus haut sa mission, il n'aurait plus été qu'un des officiers de la couronne.

La vérité est que, peu à peu, il devint un médiateur conciliant et habile entre l'État et l'Église ; mais il devait être surtout un grand administrateur, un réformateur régulier et orthodoxe de l'Église d'Angleterre.

L'œuvre de restauration et de réparation qui s'imposait à l'archevêque devait commencer par ce qui frappait ses regards et ce qui était pour ainsi dire sous sa main.

La cathédrale, qui avait été la proie d'un incendie peu avant son arrivée, ne lui offrait plus que quelques pans de murs calcinés, rejoints par une charpente provisoire et grossière ; il en décréta la reconstruction immédiate. Il paraît que les bâtiments du monastère qui y étaient annexés avaient aussi depuis plus longtemps été ravagés par le feu et réparés par l'un de ses prédécesseurs, l'anglo-saxon Oda, mais d'une manière très insuffisante. Lanfranc les fit rebâtir sur des plans nouveaux, en profitant des progrès qu'avait accomplis l'art architectural de l'autre côté de la Manche.

Quant à la cathédrale, il ne voulait pas en faire un de ces édifices gigantesques où se continuent les efforts de plusieurs générations ; il tenait à finir lui-même ce qu'il avait commencé.

Il adopta le type normand, tel qu'il l'avait vu réaliser au Bec et dans les environs de Caen. Deux tours flanquaient la façade qui se déployait à l'occident ; elles commandaient la porte d'entrée. Les nefs de l'église étaient elles-mêmes supportées par huit énormes piliers de l'un et de l'autre côté. Vers le milieu du transept s'élevait la lanterne centrale, et les deux branches de la croix se projetaient vers le nord et vers le sud. Le chœur et l'abside terminaient l'édifice du côté du levant.

Cette grande construction s'acheva en moins de sept années, ce qui causa un étonnement général.

Mais, tout en donnant ses soins à l'érection de ce temple matériel, et à la bonne disposition des bâtiments monastiques qui l'entouraient, Lanfranc s'occupa avec bien plus de zèle encore de la restauration disciplinaire et morale de son abbaye. Les moines de l'Église du Christ avaient fini par vivre en laïques, ou même

en chevaliers, plutôt qu'en religieux ; ils ne s'épargnaient ni les chevaux, ni la chasse au faucon ; ils jouissaient de tous les plaisirs de la table, et quittant la bure grossière de la robe et du froc des bénédictins, ils prenaient des vêtements plus doux et plus soyeux, sous lesquels ils ne portaient plus ni cilice, ni pointes de fer ; seulement ils respectaient encore la loi du célibat. L'arrivée des Normands mit fin à cette vie molle et luxueuse que les bons pères menaient au temps de Stigand et des Anglo-Saxons. Lanfranc travailla à faire cesser ces relâchements intolérables, mais il n'usa pas de procédés violents. « Très habile dans l'art par excellence, celui de la direction des âmes, il savait jusqu'à quel point il fallait les ménager pour les gouverner plus sûrement : il n'ignorait pas que des habitudes anciennes et invétérées deviennent comme de secondes natures, et que de trop brusques changements exaspèrent les cœurs au lieu de les guérir. Aussi il ne marchait que pas à pas, revenant par intervalles à d'affectueuses remontrances, obtenant tantôt un renoncement, tantôt un autre, ne cessant pas d'élever vers le bien et le beau ces esprits pesants, incultes, et faisant peu à peu disparaître la rouille de leurs vices ¹. »

Il augmenta graduellement le nombre de ces religieux de son église du Christ, et le porta jusqu'à cent quarante ou cent cinquante. Il les plaça sous le régime plus régulier d'un prieur, il reconstruisit ensuite le palais archiépiscopal de l'intérieur de la ville, et fit bâtir dans les fiefs dépendant de son siège des manoirs et des églises nouvelles.

On lui dut aussi la fondation d'hôpitaux pour les pauvres et les malades des deux sexes, et il érigea une église en l'honneur de saint Grégoire, l'apôtre de l'Angleterre, laquelle devait être desservie par des chanoines réguliers destinés au ministère des âmes, et principalement à la direction des communautés d'hommes et de femmes. Guillaume lui prêta une assistance efficace, non-seulement pour les réformes qu'il avait entreprises dans son diocèse, mais pour celles qu'il chercha plus tard à

¹ « Sciebat enim, artis artium, id est regiminis animarum peritissimus, consuetudinem a natura esse secundam, repentinam morum conversionem teneriores exacerbare animos. Quapropter blandis monitionibus per intervalla temporis nunc illa, nunc ista subtrahens, caute rudes exacuebat ad bonum mentes, eliminabatque ab eis vitiorum rubiginem. » William Malmesbury, *Gesta pontificum*, T. 70.

accomplir dans les monastères de tout le royaume. Il allait même quelquefois jusqu'à venir en aide sur son trésor aux œuvres de charité auxquelles Lanfranc consacrait toutes ses ressources.

Mais si Lanfranc ne reculait sur ce point devant aucun effort, devant aucune peine, il ne négligeait rien non plus pour recouvrer les propriétés dépendant de son siège, et dont il devait compte comme usufruitier, à son église et à ses successeurs. En voici un exemple, que nous mentionnons avec quelques détails, parce qu'il jette du jour sur toute la jurisprudence de cette époque.

Un haut et puissant seigneur, Odo, frère du roi, et évêque de Bayeux, avait reçu de Guillaume, comme seigneur temporel, diverses possessions qui, suivant Lanfranc, relevaient de l'archevêché de Cantorbéry, et qui, au moment de la conquête, avaient été considérées à tort comme étant des tenures laïques.

Il semblait que, dans de telles circonstances, c'était une grande audace de la part de l'archevêque d'oser faire de pareilles revendications. Pourtant, il n'hésita pas, et il alla demander justice au roi lui-même.

Guillaume, contre toute attente, accueillit favorablement cette réclamation : il décida que le procès serait librement débattu devant le *Gemot* territorial de Kent, il y convoqua quelques jurisconsultes Normands, et surtout des jurisconsultes Saxons, versés dans les coutumes et dans les traditions du pays ; le *Gemot* était d'ailleurs composé comme à l'ordinaire des principaux tenanciers ecclésiastiques et laïques de la province. Quand ils furent tous réunis, on reconnut que, dans le comté de Kent, les anciens propriétaires avaient été presque tous expulsés de leurs manoirs par les nouveaux conquérants, et qu'on avait bien moins maltraité d'autres comtés, tels que le comté de Lincoln, par exemple, où les teneurs Anglo-Saxons avaient conservé la plus grande partie de leurs biens.

L'assemblée judiciaire eut lieu là où se tenaient jadis les plaids du Comté, à la bruyère de Pinebentram, et les débats du procès durèrent trois jours. Les présidents naturels du plaid, l'archevêque, et Odo, qui avait reçu le titre laïque de comte de Kent, étaient eux-mêmes parties dans la cause. La présidence fut donc déferée à un tiers, Geoffroy de Maubray, évêque de Coutances. Le prélat exerça dans cette circonstance les fonctions de justicier

ou juge royal. Les Franco-Normands et les Anglais qui siégeaient autour de lui, avaient le double rôle de juges et de témoins, ce qui est un trait caractéristique des cours du moyen âge, et ce qui continua d'exister dans les grands et petits jurys, même après Édouard III. Dans cette séance judiciaire, on était disposé à attacher une importance spéciale au témoignage d'Ethelric, ex-évêque des Saxons du sud, vieillard respectable et très instruit des usages et des traditions du pays. Il fut tiré de sa retraite, — d'autres disent de sa prison, — par un ordre spécial du roi, et amené à la réunion dans un char à bœufs, espèce d'attelage Mérovingien, encore usité chez les Saxons. Après l'avoir entendu, et avoir bien discuté les questions de fait et de droit, la cour rendit en faveur de l'archevêque un arrêt tellement clair et tellement fort qu'il n'y eut plus de contestation possible sur la possession d'aucun des coins de terre faisant partie du litige. D'autres tenures, qui avaient été non moins injustement usurpées par d'autres Normands, furent également restituées au siège de Cantorbéry. Parmi les spoliateurs frappés par l'arrêt de la cour, nous remarquerons particulièrement Hugues de Montford, qui s'était signalé dans plusieurs combats; — Turolf de Rochester, dont la taille chétive et rabougrie a été reproduite sur les tapisseries de Bayeux; — enfin un certain Ralph ou Radulf de Courbepine, espèce de brigand qui ne respectait ni le sexe, ni l'âge, et qui avait entassé des trésors en pillant les couvents et les manoirs des Saxons.

Ces diverses décisions furent prises dans le *Gemot* après des délibérations libres, sérieuses et approfondies. C'était un premier adoucissement apporté à l'exercice rigoureux du droit de conquête. La situation devait ainsi se détendre peu à peu. Quand on soumit au roi les sentences de cette espèce de Grand-Jury, il y donna son approbation, et les fit ratifier par le conseil-général du royaume.

L'archevêque réussit en outre à affranchir ses terres de tous droits et de toutes redevance à l'égard du roi, sauf les réserves suivantes : « le roi y conserva le droit d'y tracer des chemins publics; si un arbre tombait sur cette route, c'est au roi qu'il appartenait; sur tout homicide et meurtre par effusion de sang commis dans cette terre, s'exerçait la juridiction royale. Pour tout criminel pris en flagrant délit, c'est au roi qu'était dû le gage ou la caution, s'il y avait lieu. Quant à tout le reste, les agents

royaux n'avaient nul droit d'instrumenter sur les terres archiepiscopales ¹. »

Dans ces diverses circonstances, Guillaume n'agit pas autrement que ne l'auraient fait Alfred, Knut ou Édouard le Confesseur. On peut dire que s'il se laissa aller, dans les premières années de son règne, à des actes nombreux de tyrannie et de cruauté, ce fut par une sorte de force des choses qui, alors surtout, s'imposait à tout conquérant. Mais une fois que sa domination fut bien assise, il eut non-seulement le soin, mais la sollicitude de la justice. Sans partialité aucune pour l'un ou l'autre des contendants qui demandaient à être jugés, il croyait, comme représentant d'un pouvoir providentiel, devoir donner à tous les moyens d'avoir des juges légaux et jugeant légalement. Ennemi de toute innovation trop hâtive, il n'eut jamais la pensée de remplacer brusquement les lois indigènes par des lois étrangères. Par suite de son horreur de toute contrainte en matière judiciaire, il n'entendait pas imposer aux Saxons des juges pris exclusivement dans la nationalité Normande. Si des juges Normands siégeaient dans quelques-unes des cours de son royaume, c'était comme représentant les terres qu'il leur avait données et les bénéficiers Saxons dont ils avaient reçu l'investiture. Cette investiture équivalait, dans les idées du temps, à ce que nous appellerions aujourd'hui des lettres de naturalisation.

D'après tout ce que nous venons de raconter, on peut voir s'il n'y a pas des couleurs trop chargées dans ce tableau que trace Augustin Thierry de la révolution épiscopale qui aurait suivi la conquête d'Angleterre : « Guillaume distribua tous les évêchés de son royaume à des nuées d'aventuriers venus de la Gaule. La plupart de ces aventuriers affichèrent dans leur nouvelle profession la moralité la plus déhontée : l'un d'eux fut tué par une femme à qui il voulait faire violence. » Or ce crime fut attribué non à un Normand, ni à un évêque nommé par Guillaume, mais à un prélat appelé Walter, Lotharingien ou Flamand de naissance. Il occupait le siège d'Hereford, que le Conquérant lui avait conservé. Ce n'est pas dans le premier tumulte et au milieu des désordres de la défaite des Saxons qu'eut lieu la fin tragique de cet évêque, mais treize ans après la bataille d'Hastings. Ce

¹ *Appendix des annales de Winchester. Domesday-book.* — Freman, notes des pages 366-367 du tome III.

fait ne devrait donc pas figurer au nombre des brutalités de la conquête, ni être imputé à l'un de ces intrus ou prétendus aventuriers Normands venus des Gaules, à qui leur chef aurait distribué suivant son caprice les évêchés et les abbayes d'Angleterre. Mais il venait en aide à un système préconçu ; il devait résumer en quelque sorte, par un trait sanglant, les flétrissures que l'on voulait infliger au nouvel épiscopat.

Comment résister au plaisir de produire ainsi un effet puissant au profit de son idée ? Il est beau, sans doute, d'embrasser la cause des vaincus et des opprimés. Mais, disons-le bien haut, l'humanité, la générosité elles-mêmes peuvent avoir leurs égarements, et chez tout historien qui comprend bien sa mission, il y a une passion qui doit dominer toutes les autres, celle de la vérité ¹.

Nous devons reconnaître que dans toute la Grande-Bretagne, par suite des morts naturelles, des démissions et des dépositions d'évêques, vers 1074 ou 1075, il n'en restait plus qu'un, Anglo-Saxon de naissance, et promu à l'épiscopat sous le règne précédent. Cette espèce de survivant d'un autre âge était Wulstan, évêque de Worcester, prélat très pieux, mais fort illettré, disait-on. C'est du moins ce défaut d'intelligence et cette ignorance grossière que lui reprochait Lanfranc, alléguant d'ailleurs que Wulstan ne savait pas un mot de la langue Franco-Normande, et qu'il ne pourrait pas, avec les autres évêques, siéger utilement dans les conseils du Roi. Il proposa donc de procéder à sa déposition dans un concile tenu à Westminster ², devant la tombe du dernier roi saxon, Édouard-le-Confesseur. Le roi prit cette proposition en considération et la majorité parut l'accueillir avec faveur : mais on pensa qu'il fallait laisser sortir

¹ Le passage d'Augustin Thierry que nous avons reproduit se trouve dans son *Histoire de la conquête de l'Angleterre par les Normands* t. II, p. 81, à la page 28 du même volume. Nommant Walter, évêque d'Hereford, Thierry disait de lui : « Flamand de naissance, le seul parmi les étrangers, évêque avant la conquête, qui se soit montré fidèle à sa patrie adoptive. » — Voir Freeman, *loco citato*, p. 379. Cet historien anglais se montre, dans son appréciation des faits, aminé comme toujours d'un admirable esprit d'impartialité. Seulement il est peut-être trop sévère à l'égard d'Augustin Thierry, chez qui il relève plusieurs inexactitudes. Il prétend qu'il est, dans ses erreurs, *very amusing*.

² En 1075 ; c'était une réunion composée seulement d'ecclésiastiques. — Cette chronique légendaire a été écrite d'abord par Athelred, puis répétée par Roger de Wandonver, t. II, p. 52. — et enfin par Mathieu Paris.

l'évêque de l'assemblée, pour qu'il pût aller à l'écart préparer ses moyens de défense. Il employa tout le temps qui lui était laissé à chanter des psaumes ou des hymnes ; et comme quelques personnes lui firent observer qu'il aurait eu à faire quelque chose de plus urgent : « Insensés, répondit-il, ne savez-vous pas que « Dieu a dit : — Quand vous serez devant les rois et les grands « de la terre, ne cherchez pas d'avance ce que vous direz « et comment vous parlerez, Dieu vous l'inspirera à l'heure « même. »

Or, voici la peinture originale et saisissante que nous fait une vieille chronique de la scène qui se passa alors à Westminster.

Quand Wulstan fut rentré au sein de la réunion, il ne fit aucun discours pour sa défense. Le roi et le primat lui demandèrent de leur remettre sa crosse et son anneau pastoral, en signe de renonciation à sa dignité épiscopale. Alors Wulstan se leva, la crosse en main : « Je reconnais, dit-il, ma profonde indignité, « mais je ne remettrai pas cette crosse à Lanfranc ; je ne l'ai pas « reçue de lui : je ne la rendrai qu'à Édouard-le-Confesseur qui « me l'a donnée. » Puis, s'avançant avec lenteur vers la tombe du saint Roi, il l'invoqua en ces termes :

« Vous savez, ô Prince tant aimé et tant regretté, avec quelle « répugnance j'acceptai le fardeau que vous voulûtes absolument « m'imposer ; certes il ne m'avait manqué ni le choix des moines « de Worcester, ni les suffrages du peuple, ni la désignation des « évêques ou la faveur des nobles ; mais ce qui avait plus d'au- « torité encore pour moi, c'était votre volonté royale. Maintenant « je me vois en présence d'un nouveau roi, d'un nouveau primat « qui veulent supprimer vos vieux réglemens, vos vieilles « ordonnances. Ils vous accusent d'avoir commis une erreur, en « me conférant l'épiscopat ; ils m'accusent moi-même de pré- « somption, alors que je n'ai fait que vous obéir. Cependant, ce « n'est pas entre leurs mains que je déposerai cette crosse ; je ne « la rendrai qu'à vous, mon grand et saint roi, qui me l'avez « donnée. » Alors il prit sa crosse, l'étendit sur la tombe à côté de la statue couchée d'Édouard, et il s'écria : « Mon Seigneur et « mon Roi, prenez-la cette crosse, et gardez-la, gardez-la tou- « jours, si cela vous plaît. » Ensuite il revint prendre place, non plus parmi les évêques, mais parmi les moines. Le primat ordonna à son chapelain, Gandulf de Rochester, de prendre cette crosse, et de la lui apporter. La crosse se trouva fixé sur le

marbre de la tombe, et ne put s'en détacher. Suivant la légende, le saint évêque se releva alors avec dignité, et s'adressant au roi lui-même: « Un meilleur que vous m'a donné ce bâton pastoral; « je le lui ai rendu : arrachez-le de sa tombe, si vous le « pouvez. »

Le primat essaya de prendre cette crosse, et après lui le roi lui-même; elle resta collée au marbre, sans qu'aucun effort pût l'en détacher.

On prit le parti d'engager Wulstan à aller chercher sa crosse, qu'il garderait avec son siège épiscopal, si Édouard-le-Confesseur le voulait ainsi. Or le saint roi laissa aller la crosse, dès qu'il la sentit entre les mains de son cher et vieil évêque.

Le roi et le primat demandèrent pardon à Wulstan, et le remirent en possession de son siège.

Les Anglicans, partisans du schisme de Henri VIII, n'admettent pas, en général, les miracles rapportés par les vieilles légendes. Mais ils paraissent très disposés à regarder celui-là comme authentique, car ils s'en servent comme d'un argument en faveur de leur thèse de la suprématie royale en matière spirituelle.

Ils font observer en effet, avec une maligne satisfaction, que Wulstan semble n'en appeler du roi normand qu'au roi saxon; cependant, ils devraient reconnaître que saint Edouard faisait ratifier ses nominations d'évêques par le métropolitain pourvu du *Pallium*, et représentant le Souverain-Pontife, et que si Henri VIII était resté toute sa vie, comme Édouard-le-Confesseur, un fils humble et soumis de la Papauté, l'Angleterre serait encore dans le giron de l'Église ¹.

Ce qu'il y a de vrai, c'est que toute la population conservait un véritable culte pour la mémoire du saint roi, et que l'amitié par lui témoignée jadis à Wulstan fut comme une égide dont ce prélat se couvrit pour repousser les traits de ses ennemis. C'est ainsi que, sans être préparé à faire un discours, il fut bien inspiré par le ciel dans l'acte même qui lui servit de défense.

Du reste, les écrivains normands avouent que Wulstan, réintégré dans son évêché par le concile, et reconnu suffragant de l'archevêque d'York, répondit admirablement à la confiance qu'on

¹ On peut remarquer aussi que Wulstan se vante d'avoir été élu ou désigné par le clergé local.

lui avait témoignée. Il conquist tellement l'estime même de ses anciens adversaires que Lanfranc l'envoya visiter le nouveau diocèse de Liehtfield, où un autre qu'un Anglo-Saxon n'aurait pas pu alors se risquer, tant était violente encore, dans cette contrée à demi soumise, la haine des habitants contre tout ce qui appartenait à la race normande. Le vénérable évêque s'attacha sans doute à calmer les rancunes mortelles et toutes frémissantes de ses compatriotes, et au nom même de saint Édouard, tout en partageant leurs regrets et leurs sentiments de nationalité, il dut les engager à accepter avec leurs vainqueurs une fusion devenue nécessaire.

IV

Lanfranc travaillait sérieusement à réformer son Église anglaise, comme saint Grégoire VII à réformer l'Église tout entière. Il marchait dans le même sens, mais non peut-être du même pas. Les deux principaux objectifs du grand pape Hildebrand étaient d'abord l'établissement du clergé comme un ordre distinct, mais non héréditaire, recruté d'après le principe du mérite personnel, et animé de ce large esprit de cosmopolitisme, si éloigné du patriotisme étroit des cités antiques. Ensuite l'indépendance complète de l'Église et le dégagement des liens féodaux dans lesquels les empereurs et les rois avaient voulu l'enlacer.

La première partie de ce plan de conduite fut adoptée sur le champ et fortement poursuivie par l'ancien moine du Bec devenu primat d'Angleterre.

Nous avons déjà vu comment il avait réformé son couvent de Cantorbéry ; nous avons dit aussi qu'il avait entrepris d'étendre ses réformes sur toute l'Angleterre. Les exemples et les avertissements de Grégoire VII l'encouragèrent dans cette voie.

Au sein d'une *convocation nationale*, ou si l'on veut d'un concile tenu à Winchester en 1076, Lanfranc fit adopter divers canons qui se rattachaient complètement au programme suivi et recommandé par Grégoire VII.

Le premier moyen à employer pour avoir un clergé indépendant jusqu'à un certain point des pouvoirs civils et sociaux, c'était de lui interdire absolument le mariage. Sans doute, même avec

le mariage et le droit de substitution féodale dans leurs familles les hauts bénéficiers du clergé auraient pu devenir très puissants ; seulement, en profitant des idées d'hérédité dont étaient imprégnés le onzième et le douzième siècle, ils auraient formé une caste et auraient fait triompher un régime théocratique dans la société européenne ; on aurait vu alors s'établir trois classes absolument séparées dans le clergé, les moines sous le gouvernement absolu de leurs abbés, métamorphosés en seigneurs féodaux, les archevêques et évêques qui seraient devenus non-seulement les princes de l'Église, mais les premiers dignitaires de l'État, enfin le clergé paroissial et rural, qui aurait été maintenu dans un état de servage, de misère et d'abjection. Le recrutement continuel du haut clergé dans les rangs des moines et des curés les plus obscurs se serait arrêté tout à coup. On n'aurait plus reconnu cette aptitude de tous aux postes même les plus élevés, — principe généreux et salubre qui rajeunissait et retrempait l'Église en lui infusant sans cesse un sang nouveau puisé dans le peuple, principe qui reçut parmi les Anglais eux-mêmes une application admirable, quand on vit le fils d'un mendiant du comté d'Hereford, Nicolas Brakespeare, monter sur le trône pontifical ¹, principe enfin d'un fécond et véritable progrès, qui devait passer un jour de la société spirituelle dans la société civile.

Au mois de mars 1074, il avait été tenu à Rome un concile où le mariage avait été défendu au clergé plus strictement qu'il ne l'avait été jusqu'alors. On ordonna aux prêtres qui se trouvaient mariés de se séparer sans retard de leurs femmes : on interdit aux laïques d'entendre leurs messes et de recevoir d'eux les sacrements. Lanfranc, dans son concile de 1076, procéda à cette réforme avec plus de circonspection. Il ne traita pas tout à fait le clergé paroissial comme le clergé collégial. Il s'occupa donc d'abord des collèges ou communautés où l'on avait porté quelque atteinte à la loi du célibat et de la chasteté. Il reprima sévère-

¹ Nicolas Brakespeare fut élu pape en 1154, et mourut en 1159. Il prit le nom d'Adrien IV. On prétend qu'il avait mendié lui-même dans son enfance, aux environs d'Abbott's-Langley où il était né. Il alla en France, fut reçu chez les chanoines de Saint-Ruf comme frère servant, puis devint chanoine lui-même dans ce couvent ; il passa ensuite en Italie, où il gagna toute la confiance du pape Eugène III, qui le fit cardinal, et l'envoya comme légat en Danemark et en Norvège.

ment cet abus, et il plaça les chanoines sous la règle de Chrodegang. Il leur fut donc interdit de garder aucune femme avec eux ¹.

Quant aux prêtres des paroisses rurales qui avaient été ordonnés, quoique mariés — ce qui se pratique encore aujourd'hui en Orient, — il fut reconnu qu'ils pourraient garder leurs femmes ². Ainsi on tolérât le fait accompli, attendu que l'ordination était censée leur avoir été donnée sans aucun rappel à leur égard des prohibitions canoniques, et qu'on ne leur avait pas imposé des conditions auxquelles peut-être ils n'auraient pas souscrit. Mais pour que de tels abus ne se renouvelassent pas, le concile décréta qu'à l'avenir l'ordination diaconale ou sacerdotale ne devrait être accordée par les évêques à aucun clerc qui serait marié ³.

Lanfranc crut devoir adoucir ainsi dans la pratique les rigoureuses prescriptions de Grégoire VII, parce que, si on les avait suivies à la lettre, le peuple aurait été privé de la messe et des sacrements dans la plus grande partie de l'Angleterre, pendant un certain nombre d'années ⁴.

Les mariages purement séculiers, que nous appellerions aujourd'hui mariages civils, avaient été introduits dans la Grande Bretagne par les Danois. Le même concile de 1076 défendit absolument aux parents de marier leurs enfants ou de prendre part à un mariage quelconque sans recourir aux bénédictions de l'Église. Ces mariages, privés de l'assistance du prêtre, ne furent pas seulement déclarés illégitimes, on les assimila à des actes de véritable immoralité ⁵. D'autres mesures furent prises pour réglementer la juridiction exclusive que Guillaume avait conférée ou reconnue au clergé en matière ecclésiastique. La lettre du roi, qui avait pour but de soustraire à la connaissance des juges laïques les délits commis par des clercs, était d'une haute importance pour l'indépendance de l'Église, surtout dans un temps où les cours féodales rendaient si imparfaitement justice. Cette

¹ « Decretum est ut nullus canonicus uxorem habeat. » Wilkin's *Concilia*, I, 367. C'est toujours dans le concile de 1076 que ces décrets furent portés.

² « Sacerdotes in castello vel in vicis habitantes habentes uxores non cogantur ut dimittant. » *Id. ibid.*

³ « Deinceps caveant episcopi ut sacerdotes vel diaconos non præsumant ordinari nisi prius profiteantur ut uxores non habeant. »

⁴ Freeman, t. III, p. 425.

⁵ « Præterea statutum est ut nullus filiam suam aut cognatam det alicui absque benedictione sacerdotali ; et si aliter fuerit non ut legitimum conjugium sed ut fornicatorium judicabitur. » Wilkin's *Concilia* (*ibid.*).

espèce d'immunité, dont il se trouvait que le roi avait pris l'initiative, le clergé la saisit, pour ainsi dire, avec empressement. Il se l'appropriâ, et en fit la matière d'une stipulation formelle qui trouva sa place dans les décrets du concile¹ : on y décida que la peine de l'excommunication serait portée contre quiconque, après en avoir été dûment averti, refuserait ou négligerait de venir siéger dans les nouvelles cours ecclésiastiques instituées par les évêques. On peut voir là la première origine des officialités en Angleterre.

Quant à la lettre royale dont nous venons de parler, elle prouve que Guillaume avait l'idée de la distinction des deux pouvoirs, et qu'il voulait faire cesser la confusion qui avait régné à cet égard sous les rois anglo-saxons jusqu'à Edouard-le-Confesseur inclusivement. A cette époque, les décrets en matière spirituelle et en matière temporelle étaient rendus par les deux pouvoirs réunis ; ils étaient l'œuvre du même corps, représentant en quelque sorte l'autorité tout entière, et composé des seigneurs laïques et ecclésiastiques, à la tête desquels était le roi. Les princes, les comtes, les évêques étaient élus ou déposés par ces cours qu'on appelait plénières, et qui étendaient leur juridiction sur tous les grands tenanciers du royaume, laïques ou ecclésiastiques, pour toute espèce de matières judiciaires. Quand Guillaume reconnut et proclama que ce qui appartenait au gouvernement des âmes, *regimen animarum*, ne devait pas être du ressort des juges laïques ou séculiers, quand il jugea à propos d'appliquer au clergé la maxime coutumière, *nul ne peut être jugé que par ses pairs*, il avait semblé faire une concession importante aux gens d'Eglise. Mais, d'un autre côté, il les reléguait en quelque sorte dans leur domaine propre, et leur ôtait leur part d'influence au sein des cours plénières, où l'on jugeait des affaires séculières ou des crimes féodaux commis par les tenanciers laïques de la couronne.

¹ Voici le texte de la lettre de Guillaume : « Propterea mando et regia autoritate præcipio, ut nullus episcopus vel archidiaconus de legibus episcopalis amplius in Hundret placite teneant : nec causam quæ ad regimen animarum pertinet ad iudicium secularium hominem adducant. » — Et plus loin : « Quicumque secundum episcopales leges, de quacunque causa vel culpa interpellatus fuerit ad locum quem ad hoc episcopus elegerit et nominaverit, veniet, ibique de causa sua respondeat, et non secundum hundret, sed secundum canones et episcopales leges rectum Deo et episcopo suo faciat. » Thorpe's *Laws and institutes*, p. 495.

Cependant, Guillaume avait ainsi élevé une première fois la barrière qui devait séparer les deux pouvoirs, au moins sur le terrain judiciaire, où il marquait très bien leurs attributions respectives. Cette barrière pouvait devenir une sauvegarde pour le clergé, à qui on avait reconnu le droit de se retrancher derrière elle.

Il est vrai que, sur d'autres points, le roi parut suivre une politique quelquefois contraire au principe qu'il avait posé. C'est ce que nous verrons plus tard.

Néanmoins, il chercha toujours à entretenir de bons rapports avec saint Grégoire VII, dont la lutte avec l'empereur Henri IV prenait, à cette époque même, un caractère si grave. Cette année 1076 était celle où se faisait entendre sur les limites des deux domaines le cliquetis des glaives, où se tenait la diète de Tribur, dans laquelle les grands seigneurs féodaux de l'Allemagne eux-mêmes abandonnaient la cause de leur souverain et l'obligeaient de renoncer à l'administration de son royaume jusqu'à ce qu'il se fût fait relever de l'anathème prononcé contre lui par le pape. C'est à cette époque même que Guillaume donnait le caractère d'ambassadeur de sa couronne à trois prélats anglais qui se rendaient *ad limina apostolorum*.

Ces trois prélats furent très bien accueillis par le Souverain Pontife. Ils obtinrent sans peine de la cour de Rome et furent chargés de rapporter à Guillaume la confirmation de certains privilèges dont avaient joui les rois d'Angleterre ses prédécesseurs ¹.

Les trois évêques revinrent à travers la France, et n'arrivèrent en Normandie, où ils devaient s'arrêter quelque temps, que vers le commencement du printemps de 1077. On ne sait comment ils employèrent cet hiver, qui devint célèbre dans les fastes de l'Église : car ce fut au mois de janvier qu'eut lieu à Canossa la scène si dramatique de l'humiliation et de l'absolution de l'empereur Henri IV ². C'est dans la suite de cette même année que l'on vit s'ébranler et chanceler tour à tour sur leurs bases les trônes du Pape et du César germanique.

¹ « Papa clerusque Romanus, privilegia quæ per eos petierat (Guglielmus) antecessoribus suis olim concessa libenter annuerunt. » Orderic Vital, à qui nous empruntons ces lignes, ne dit pas en quoi consistaient ces privilèges.

² Le 25 janvier 1077.

Pendant que ces orages grondaient au loin en Italie et en Allemagne, — comme par suite d'un heureux contraste ménagé par la Providence, — la paix la plus sereine régnait en Normandie dans les rapports de l'Église et de l'État. En présence du roi Guillaume, de la reine Mathilde, de leurs fils Robert et Henri, les archevêques de Cantorbéry et de Rouen procédaient aux consécérations de plusieurs cathédrales et églises de couvents. De ce nombre étaient les cathédrales d'Évreux et de Bayeux. La même cérémonie fut accomplie dans l'église du couvent de Saint-Étienne qu'avait fondée Guillaume, et qu'avait dirigée Lanfranc en qualité d'abbé. Enfin, toujours avec l'assistance de la famille ducale et royale de Guillaume, le primat de Cantorbéry se chargea spécialement de consacrer l'église du Bec, récemment reconstruite par les soins d'Herluin.

C'est à la porte de cet asile hospitalier que, trente-cinq ou trente-six années auparavant, le jeune Lanfranc, pèlerin errant et inconnu, était venu frapper, après avoir échappé la nuit précédente à de grands périls. C'est là qu'il avait été reçu par ce même Herluin avec une charité fraternelle, qu'un rayon de la grâce l'avait touché, et qu'il avait accompli sa conversion après avoir obtenu une place au bercail de ce vénérable pasteur. C'est grâce à la sage direction que lui imprima ce maître incomparable dans la conduite des âmes qu'il était devenu lui-même l'un des modèles des religieux de son couvent; c'est là qu'il avait répandu avec les enseignements de sa piété les trésors de science qu'il avait rapportés des universités d'Italie, et que, par cette double influence, il avait tant contribué à faire de l'abbaye du Bec une des merveilles du monde chrétien. Et maintenant, il revenait, avec toute la pompe d'une espèce de patriarche d'outremer, visiter l'humble cellule où il avait vécu longtemps dans une paix obscure et le sanctuaire où il avait prononcé ses vœux. Enfin il allait consacrer le temple majestueux dont il avait vu poser les premières pierres, et qu'Herluin avait eu la consolation de pouvoir achever avant de terminer sa longue existence.

Le pieux et vénérable abbé n'avait jamais quitté les cloîtres de son couvent, depuis qu'il y avait pris, jeune encore, l'habit monastique. En assistant à la consécration de son Église par les mains mêmes d'un des anciens et des plus chers compagnons de sa vie religieuse, il devait certainement éprouver la plus douce des joies qui pût luire sur ses derniers jours. Il semblait que sa

mission était accomplie, et qu'il n'eût plus qu'à chanter le *Nunc dimittis*. Il quitta en effet ce monde terrestre quelques mois après, et fut inhumé dans cette église nouvellement consacrée, où il avait marqué la place de sa tombe.

V

Lorsque l'empereur Napoléon voulut restaurer l'Église en France, il fut amené à s'appuyer sur la papauté pour remanier le personnel de l'épiscopat et les circonscriptions des diocèses. Or, sans le savoir et sans le vouloir, il donna ainsi au Pape l'occasion d'étendre l'exercice de ses prérogatives jusqu'aux dernières limites de sa *plenaria potestas*. Le sentiment du pouvoir pontifical s'agrandit dans les âmes. Ce fut une première impulsion donnée à ce mouvement qui embrassa plus tard le dogme lui-même, et Napoléon I^{er} fut le précurseur inconscient des doctrines romaines qui triomphèrent sous Napoléon III au concile du Vatican.

Ce n'est pas ici le lieu de remarquer les voies par lesquelles Dieu dirige son Église, et fait prévaloir ses desseins mystérieux dans le gouvernement du monde.

Nous prétendons seulement montrer en ce moment qu'il se passa quelque chose de semblable au temps de la conquête de l'Angleterre par les Normands.

Alors aussi, pour renouveler complètement l'Église fondée par les Anglo-Saxons, Guillaume le Conquérant fut obligé de demander au Pape d'user de sa puissance pléniaire, *plenaria potestas*, pour consacrer la légitimité canonique des évêques et des abbés appartenant à la nationalité des vainqueurs.

Quelques publicistes qui ont eu à apprécier cette époque et qui se placent au point de vue anglican, accusent ce prince d'avoir fait trop de concessions à la cour de Rome. D'autres, qui se mettent sur le terrain de la liberté, lui imputent de s'être permis, en vertu de sa prétendue prérogative royale, une immixtion exagérée dans les affaires de l'Église, et notamment d'avoir gêné outre mesure les rapports entre l'épiscopat et la papauté.

Ces imputations, qui semblent contradictoires, ont chacune leur part de vérité.

Cependant, expliquons-nous bien.

Le reproche que les écrivains anglicans font à Guillaume porterait sur deux points principaux, premièrement celui d'avoir sollicité de la cour de Rome l'approbation de plusieurs destitutions de hauts dignitaires de l'Église, ce qui impliquerait une atteinte portée à l'inamovibilité de l'épiscopat; secondement celui d'avoir accordé au clergé d'Angleterre une juridiction particulière à laquelle l'État resterait complètement étranger.

Nous contestons le premier de ces points, nous ne croyons pas qu'une espèce de pouvoir arbitraire et absolu ait été reconnu au Pape ni même revendiqué par lui, de déposséder et de nommer des évêques, au gré de son caprice. Toujours il y eut à ces dépossessions des causes ou tout au moins des prétextes canoniques, et ces prétextes étaient présentés à la cour de Rome comme de bonnes raisons. S'il y a eu des erreurs de fait, ces erreurs ne sauraient constituer un droit coutumier.

Quant au second point, qui consisterait à blâmer Guillaume d'avoir accordé au clergé une juridiction spéciale, *ratione personæ et materiæ* sur ses membres et sur les causes ecclésiastiques, cette juridiction était conforme au droit de cette époque. Il est vrai qu'elle n'existait pas chez les Saxons; mais alors c'était une exception au droit commun de l'Église. Les évêques anglais ne conquièrent cette immunité qu'en sacrifiant des privilèges politiques et judiciaires dont leurs prédécesseurs étaient investis, comme étant assimilés aux Thanes ou seigneurs saxons. Seulement il faut convenir que l'Église néo-anglaise, en même temps qu'elle se séparait quelque peu de l'État, se rapprochait de plus en plus de Rome.

Mais ce rapprochement, né de la force des choses et de la politique même de Guillaume, excita les ombrages de ce prince impérieux et jaloux de son pouvoir. Il semblait qu'il n'avait reconnu un domaine propre à l'Église anglo-normande que pour réserver à sa prérogative le droit d'y pénétrer et de s'y installer en souverain. Ainsi il interdit à son clergé de proclamer comme Pape un nouveau Pontife élu à Rome avant qu'il l'eût reconnu lui-même. C'était bien mettre sa volonté personnelle à la place de celle du corps de l'Église. Il défendait absolument que les lettres et les bulles des Papes fussent reçues et publiées dans son royaume sans son autorisation. Quand le Primat convoquait un concile national, les décrets de ce concile n'avaient aucune

force lorsqu'ils n'étaient pas revêtus du sceau de son consentement royal ¹.

Il fallut aussi que les archevêques et évêques de son royaume fussent pourvus de son autorisation avant de lancer l'excommunication contre ses barons, ses ministres et les officiers de sa cour, même quand ceux-ci étaient notoirement convaincus par le cri public d'inceste, d'adultère ou de quelque crime capital; et aucune peine canonique ne pouvait leur être appliquée si le roi n'y donnait pas son consentement ².

De tels actes justifient pleinement les plaintes des amis de la liberté de l'Église contre les atteintes qui lui furent portées par le despotisme conquérant de la Grande-Bretagne.

Comment un souverain aussi absolu représentant l'État en Angleterre put-il vivre en bonne intelligence avec un Pape non moins absolu, Grégoire VII, représentant l'Église universelle? C'est ce que nous expliquera une étude attentive des faits.

Il y avait, par exemple, une question qui, à cette époque, passionnait l'Allemagne et l'Italie; c'était celle des investitures. Grégoire VII, pour rendre l'Église indépendante de l'État, avait défendu aux évêques et abbés de recevoir de leurs princes temporels l'investiture par la crosse et l'anneau, symboles de leur pouvoir spirituel. Une pareille investiture rendait nulle l'institution canonique des prélats qui la demanderaient ou l'accepteraient, et ils étaient de plus frappés d'excommunication ³.

¹ Eadmer, *hist. nov.*, 6. « Cuncta ergo divina simul et humana ejus nutum expectabant (C'est bien là le despotisme Césarien). Non ergo pati volebat quemquam in omni dominatione sua constitutum Romanæ urbis Pontificum pro apostolico nisi se jubente recipere, aut ejus litteras, si primitus sibi ostentæ non fuissent ullo pacto suscipere. » Il paraît que cette interdiction d'une libre communication avec le Saint Siège blessa vivement Grégoire VII. « C'est, disait-il, ce que les rois païens eux-mêmes n'auraient pas fait. » *Epist.* VII, 1.

« Primatem quoque regni sui Archiepiscopum dico Cantuariensem, si convocato generali Episcoporum concilio præsederat, non sinebat op..... statuere aut prohibere nisi qua suæ voluntati accommodata et a se primo essent ordinata. »

² « Nulli nihilominus Episcoporum suorum concessum iri permittebat ut aliquem de baronibus seu ministris sive incesto, sive adulterio, sive aliquo capitali crimine denotatum publice, nisi ejus præcepto implacitaret aut excommunicaret aut ulla ecclesiastici rigoris poenam constringeret. » Eadmer, *ibid.*

³ Voici les propres termes de l'un de ces deux décrets, rapportés par Hugues de Verdun. « Si quis deinceps episcopatum aut abbatiam de manu alicujus laicæ personæ suscepit, nullatenus inter abbates aut episcopos habeatur. » Collection de Pertz, t. VIII, p. 412.

Or ce Souverain Pontife, moins intransigeant qu'on ne pense, ne crut pas encore le moment venu d'étendre à l'Angleterre cette mesure rigoureuse qu'il avait prise sur le continent. Le choc des deux puissances n'eut donc pas lieu de se produire sur ce point au delà de la Manche. Les prélats anglais continuèrent de recevoir des mains mêmes de leur roi les marques de leur autorité spirituelle.

Ce qu'avait fait librement Édouard le Confesseur, Guillaume ne cessa de le faire aussi sans entrave.

Saint Grégoire VII regrettait sans doute que la politique du roi normand, en matière religieuse, fût encore si loin de la perfection, mais il lui savait gré de tous ses efforts pour en approcher. Il louait surtout ce prince d'user loyalement de son influence pour faire tomber les choix épiscopaux sur les hommes les plus remarquables par leur foi, leur piété et leur science.

Le grand Pape ne se défendait pas de la bienveillance exceptionnelle avec laquelle il traitait Guillaume ; il l'expliquait ainsi dans une lettre qu'il écrivait à Hugues, évêque de Die, son légat dans le midi des Gaules :

« Au moins ce roi des Anglais ne vend ni ne détruit l'Église de Dieu; il fait régner la paix et la justice parmi ses sujets. Il n'a pas voulu consentir, quoiqu'il en fût prié par les ennemis de la Croix de Jésus-Christ, à rien entreprendre contre le Siège apostolique; il a forcé les prêtres à renvoyer leurs femmes, il a fait restituer à l'Église les dîmes que les laïques retenaient à leur profit, et il s'est montré plus honnête, plus amateur du vrai que les autres rois. Nous avons donc cru devoir traiter ce Souverain avec plus de ménagement et de douceur, en égard à son honnêteté, et supporter quelques fautes commises au préjudice de l'Église, moins par lui-même peut-être que par quelques-uns de ses sujets et de ses favoris, dont il ne surveille pas assez la conduite ¹. »

En réclamant le paiement un peu arriéré du denier de Saint Pierre, saint Grégoire VII expose à Guillaume lui-même les raisons de la suprématie de la tiare sur les couronnes :

« Votre sagesse n'ignore pas que le Dieu tout-puissant a placé au dessus de tout sur la terre la dignité apostolique et le pouvoir royal.

¹ « Unde non indignum debet existimari potestatem illius mitius esse tractandam atque respectu probitatis ipsius, subditorum et eorum quos diligit negligentias esse portandas. » Labbe., *Concil.*, t. X, p. 281.

De même que pour embellir le monde il a disposé dans le firmament deux flambeaux plus brillants que les autres astres, le soleil et la lune, de même sa bonté qui a créé l'homme à son image ici-bas, pour ne pas le laisser tomber dans des erreurs funestes et des périls mortels a pourvu à ce que la société fût régie suivant la diversité des offices qui leur sont confiés par la papauté et la souveraineté temporelle ¹. »

Mais, tout en reconnaissant que ces deux puissances devaient agir diversement, suivant la différence du but qu'elles se proposent, saint Grégoire VII ajoute : « qu'il y a deux degrés inégaux de grandeur entre la religion du Christ, et ce que l'on peut appeler la religion de la royauté, et que celle-ci doit subordonner son gouvernement à Dieu, d'abord, et ensuite aux soins et à la dispensation du Siège Apostolique ².

Nous avons tâché de reproduire fidèlement ce texte un peu obscur. On dirait qu'en voilant légèrement la clarté de son exposition théorique, le saint Pape ait voulu adoucir, dans la forme, la rigueur d'une doctrine qui devait paraître pénible à un prince altier et très attaché à ses prérogatives royales.

Néanmoins, malgré ces adoucissements dans le langage et quoiqu'il fermât les yeux sur quelques infractions partielles au respect qu'il exigeait pour la liberté de l'Église, Grégoire VII aurait voulu obtenir de Guillaume une marque de subordination extérieure de la royauté anglaise à l'Église. Il exprima donc le désir que le fier conquérant se déclarât le vassal du Pape. Le légat Hubert fut chargé d'obtenir cette déclaration. Il y avait lieu de faire adroitement valoir cette circonstance que, quand le duc Guillaume eut résolu de partir de Normandie pour son expédition guerrière, il avait demandé au Pape de bénir cette périlleuse entreprise ; que Grégoire lui avait envoyé un gonfalon de Saint Pierre, et que cette bannière sacrée était devenue à Hastings

¹ « Sicut enim ad mundi pulchritudinem oculis cernis diversis temporibus representandam solem et lunam omnibus aliis eminentiora disposuit luminaria ; sic ne creatura quam sua Benignitas ad imaginem suam in hoc mundo creaverat, ne erronea et mortifera traheretur pericula, providit ut apostolica et regia dignitate per diversa regeretur officia. » Labbe, *ibid.* Epist. 246.

² « Qua tamen majoritatis et minoritatis distantia religiosis se movet christiana, ut cura et dispensatione apostolicæ dignitatis post Deum gubernetur regia. » *Idem, ibid.*

l'étendard de la victoire¹. L'acceptation de cette bannière n'était-elle pas déjà un hommage implicite à la suzeraineté pontificale ? Le succès obtenu ne méritait-il pas un acte filial de reconnaissance au Pape qui avait attiré sur l'armée normande les bénédictions du ciel ? D'ailleurs, Grégoire VII ne réclamait pas comme une conséquence de cette vassalité un droit de contrôle sur les actes du pouvoir exercé par le Roi et par les Thanes ou seigneurs du royaume.

Cette mission fut sans doute remplie aussi bien que possible par le Légat. Cependant il échoua complètement.

Guillaume fit au Pape une réponse simple, courte et très nette. Il conservait le langage respectueux qui était conforme aux traditions de l'Angleterre à l'égard de la papauté.

Dans sa lettre, qui a été conservée, il promettait d'abord qu'il paierait plus exactement que par le passé le denier de Saint Pierre, et qu'il en solderait sur le champ les arrérages qui étaient dûs.

Quant au serment de féodalité réclamé par la cour de Rome, il soutint que ce serment n'avait jamais été prêté par ses prédécesseurs ; lui-même n'avait rien promis à cet égard, et il ne voulait pas le prêter².

Le refus de Guillaume est péremptoire ; si sa lettre finissait sur cette note, on pourrait dire qu'elle est par trop sèche à force de précision. Mais les protestations qui suivent adoucissent ce qui aurait pu paraître rude et blessant dans ce refus. « Priez pour nous, dit-il au Souverain Pontife, ainsi que pour la prospérité de notre royaume, car nous avons aimé vos prédécesseurs et nous vous aimons encore davantage ; nous nous efforcerons de vous le prouver par notre déférence et notre obéissance toute filiale³. »

Il n'y a d'ailleurs dans toute cette lettre nulle bravade, nul

¹ Le Pape lui avait envoyé en même temps un anneau contenant un cheveu de saint Pierre enchâssé dans un diamant de prix : « c'était, dit Thierry, le double signe de l'investiture militaire et ecclésiastique. » T. I, p. 233.

² « Unum amisi, alterum non admisi : fidelitatem facere nolui, nec volo, quia nec ego promisi, nec antecessores meos antecessoribus tuis id fecisse comperio. » *Epist. Lanf.* 10.

³ « Orate pro nobis et pro statu regni nostri, quia antecessores vestros dileximus, et vos pro omnibus sincere diligere, et obedienter audire desideramus. » *Id. ibid.*

sarcasme, nulle invective ; ce n'est pas le ton sur lequel parlaient au Pape les empereurs d'Allemagne, ainsi que les seigneur Gibelins leurs partisans, qui, trop souvent, dépassaient encore leurs souverains en sauvage insolence.

Nous n'y trouvons pas non plus cette attitude d'arrogant défi que prenait Henri IV d'Allemagne à l'égard de ce même Souverain Pontife, quand il lui envoyait une lettre avec cette adresse outrageante : *Henri à Hildebrand, non Pape, mais moine apostat.*

Guillaume est calme autant que ferme dans son langage ; il déclare qu'il gardera avec la papauté la position qu'avaient prise ses prédécesseurs. Il maintiendra tous leurs droits, rien que leurs droits, ni plus ni moins. Il reconnaît qu'à côté de ces droits il a des devoirs envers l'Église, non-seulement comme simple fidèle, mais comme roi, et il saura les remplir. Ce qu'il doit au Pape en particulier, — le Denier de Saint Pierre, par exemple, — il l'acquittera avec exactitude et fidélité.

On n'est pas étonné de rencontrer ce sentiment d'indépendance et de fierté royale chez un conquérant enivré de son pouvoir, et d'ailleurs sachant bien qu'il flattait par cette résistance l'orgueil national de l'Angleterre.

Saint Grégoire VII n'insista pas auprès de Guillaume, et renonça à en faire son homme-lige, mais il s'en prit à l'archevêque de Cantorbéry de ce que ce prélat ne mettait pas le roi assez en garde contre toute tendance contraire à l'autorité du Souverain Pontife. Il lui reprocha aussi de n'être pas revenu à Rome depuis longtemps, et le pressa de s'y rendre, en lui rappelant qu'on l'y attendait avec une juste impatience. Lanfranc déclina respectueusement cette invitation.

Quant à l'influence qu'il aurait dû exercer sur le Roi en faveur de l'Église Romaine, Lanfranc répond avec finesse : « J'ai tâché de le dissuader de faire de certains actes de gouvernement, mais je ne l'ai pas persuadé ¹. »

Mais une occasion se présenta bientôt où il faut convenir que Lanfranc aurait dû prendre une attitude plus décidée et inspirer à Guillaume une politique plus ferme. Une grande partie de l'Allemagne avait proclamé comme seul Souverain Pontife l'Anti-Pape Guibert, sous le nom de Clément III ; l'empereur demanda

¹ « Domino meo Regi suggessi, suasi, non persuasi. » *Epist. Lanfranc., Idem, ibid.*

alors au roi d'Angleterre de reconnaître Clément et de se soustraire à l'obédience de Grégoire VII.

Guillaume ménageait les deux compétiteurs, et pendant quelque temps ne se prononça ni pour l'un ni pour l'autre. Au fond il penchait pour saint Grégoire VII, mais sa conduite cauteleuse avait pour but d'intimider ce Pontife, et de diminuer ses exigences dans ses rapports avec la royauté. Lanfranc, pressé de s'expliquer par son correspondant germanique, répondit froidement : « Notre Ile n'a encore ni accepté ni repoussé Clément : elle n'a pas rendu jusqu'à présent de décision formelle en faveur de l'un ou de l'autre des contendants. Après avoir entendu plaider les deux causes, elle verra plus clairement pour qui elle aura à prendre parti. » Cependant il ajoutait, en critiquant le langage passionné de son correspondant : « Je ne puis approuver que vous osiez blâmer Grégoire, et que vous le nommiez Hildebrand, que vous appeliez ses légats des hommes épineux (*epinosos*) et que vous fassiez de Clément des éloges si exagérés. »

Cette désapprobation montrait bien que les hésitations de Lanfranc n'étaient pas sérieuses, et que l'Angleterre maintiendrait son obédience à saint Grégoire VII; c'est ce qui arriva.

On reproche encore à ce prélat, comme contraire à ses devoirs de premier pasteur de l'Angleterre, le profond mépris qu'il professait, au début de son épiscopat pour les *barbares Saxons*, devenus ses ouailles, dont il aurait dû être le protecteur et le père. Pourtant, il n'était pas Normand de naissance et de cœur, comme l'archevêque Thomas d'York et plusieurs de ses collègues. Sa destinée l'avait fait Normand et ensuite Anglais. Mais, malgré tant d'années passées dans les monastères du Bec et de Saint-Étienne, il semblait être resté Italien; en même temps, c'était un juriste imbu des doctrines des universités italiennes, où l'esprit Gibelin avait commencé à se faire jour dans l'enseignement du droit Romain. Cependant, peu à peu il se rapprocha de la nation qui était soumise à sa houlette pastorale; en tant que primat de Cantorbéry, il fut entraîné par la force des choses à se faire le champion de l'Angleterre. Il parlait d'elle dans ses lettres en disant *Insula nostra*. Il se servait aussi de ces expressions, *nos Angli*.

Seulement il ne pouvait pas se guérir de ses préjugés contre l'ancienne Église saxonne : ces préjugés furent vivement combat-

tus par Anselme, qui, après avoir été nommé abbé du Bec, était venu visiter plusieurs monastères de Bénédictins fondés en Angleterre par des moines de son ordre et dépendant de son abbaye. Anselme, qui avait quitté de bonne heure Aoste, son pays natal, s'était plus identifié que Lanfranc à la nationalité Normande ; mais c'était un saint, et il n'était pas exclusif comme Lanfranc. Un jour, une discussion s'éleva entre le primat et saint Anselme au sujet du martyre de saint Elphège. L'évêque Elphège avait été mis à mort par les Danois. « Je ne saurais le considérer comme un vrai martyr, disait Lanfranc, il s'est fait massacrer non pas pour attester sa foi ; mais pour n'avoir pas voulu payer de rançon à ses vainqueurs, qui ne lui demandaient nullement d'apostasier. » — Saint Anselme fut d'un avis contraire ; il employa pour combattre l'opinion du Primat le raisonnement et la tradition. — « L'énorme rançon, répondit-il, qu'Elphège aurait dû payer aux Danois, aurait ruiné ses ouailles, et les aurait réduits à la plus affreuse misère. Cet admirable évêque aimait mieux être lui-même victime de sa charité que de faire ainsi de nombreuses victimes pour se libérer. Saint Jean-Baptiste n'est pas mort pour attester sa foi, il s'est borné à faire entendre la voix de la justice et de la vérité à un roi incestueux. Le Christ est lui-même la vérité et la justice. Donc quiconque meurt pour la vérité et la justice, meurt pour le Christ lui-même ¹. »

Dans cette lutte singulière, le légiste érudit et habitué aux formules un peu étroites du droit positif s'était trouvé aux prises avec un philosophe d'un esprit large et fécond ; en même temps l'habile politique avait rencontré un saint. A ce dernier point de vue surtout, la partie n'était pas égale : Lanfranc fut terrassé.

Mais ce qui honore sa défaite, c'est qu'il s'avoua vaincu ; il reconnut loyalement son erreur et rendit à saint Elphège le culte qu'il lui avait jusque-là injustement refusé. L'illustre et pieux archevêque ne s'en tint pas là ; on le vit revenir, au moins en

¹ « Quam pecuniam nullo pacto potuisset habere nisi homines suos spoliaret nonnullos forsitan invisæ mendicitati subjugaret, elegit vitam perdere quam eam tali modo custodire. — Beatus Joannes Baptista non quia Christum negare sed quia veritatem tacere noluit, occisus est ... — Beatus Elphègus æque pro justitia ut beatus Joannes passus est pro veritate... Christus veritas et justitia sit ; qui pro justitia et veritate moritur, ecclesia teste martyr habetur. » Eadmer, *Vita Anselmi*, I, 51, 43, 44.

partie, des préventions dédaigneuses qu'il avait conçues pour les infortunés Saxons; il leur témoigna plus d'égards et les traita par la suite avec plus de charité et de douceur.

VI

Vers 1074 ou 1075, Guillaume se trouvait avoir étendu sa domination sur l'île entière de la Grande-Bretagne. L'Angleterre lui était immédiatement soumise; l'Écosse s'était reconnue sa vassale: le pays de Galles avait été conquis par les comtes Normands établis sur les frontières. Alors l'heureux Conquérant dut songer à rattacher à son royaume la grande île de l'ouest, l'Irlande, qui n'avait jamais reconnu la souveraineté des Césars. Mais ce guerrier si actif, si infatigable, semblait s'être enfin lassé de toujours combattre et de toujours verser le sang. « Si je vis
« deux ans encore, disait-il un jour, je gagnerai l'Irlande sans
« coup férir, par des voies purement politiques ¹. »

Cette œuvre d'annexion devait être à peu près accomplie par son petit-fils ou son arrière petit-fils ²; mais, même à la fin de son règne, tout tendait à une plus étroite union. Une sorte d'attraction religieuse s'exerçait de l'Angleterre à l'Irlande. Cette île-sœur, comme on l'a appelée depuis, était livrée à d'affreux désordres, surtout sous le rapport de la discipline ecclésiastique. Les évêques s'y étaient multipliés à l'infini, sans aucune juridiction territoriale. A Armagh, une famille puissante s'était emparée du siège archiepiscopal, et l'avait considéré comme un fief, qu'elle se transmettait de père en fils: « Huit furent mariés et ne reçurent pas les ordres sacrés. L'un des héritiers de ces sacrilèges prétentions disputa cinq ans à saint Malachie la chaire métropolitaine. Sous une telle administration, les mœurs étaient horribles et la hiérarchie désorganisée ³. »

Mais, au sein même de ce désordre, les sentiments religieux n'étaient pas éteints dans le peuple Irlandais; des

¹ *Chron. Petrib.*, 1087; voir aussi les commentaires donnés par M. Carl, *Parall., chronicles*, p. 353. Le texte des paroles attribuées à Guillaume a été reproduit en langue Gaélique par Freeman., t. IV, p. 526.

² En 1171.

³ Gorini, *Défense de l'Église*, 2^e édit., t. II, p. 29.

moines pieux conservaient le feu sacré dans leurs sanctuaires, et des membres même du clergé séculier sentaient vivement le besoin de reconstituer dans leur église une juridiction régulière.

Parmi ces derniers, l'histoire cite un archevêque de Dublin appelé *Dunau* ou *Daunaldus*, qui se mit, dès l'année 1073 ou 1074, en rapport avec Lanfranc. Leur correspondance roulait sur les matières purement ecclésiastiques.

Ce Dunau étant mort, les liens de l'Église d'Irlande et de celle d'Angleterre parurent se resserrer de plus en plus. Dans l'adresse même d'une lettre envoyée à l'archevêque de Cantorbéry, sa suprématie semble être formellement reconnue par le clergé et le peuple de Dublin. On l'invite à vouloir bien procéder au sacre du prélat nouvellement élu, appelé Patrick. Ce prélat vint en effet en Angleterre, et Lanfranc le sacra solennellement dans la cathédrale de Londres. Lanfranc ayant reçu du Pape le *Palium* et le titre de Primat des contrées *transmarines*, l'Irlande se trouvait rattachée par là même au siège apostolique de Saint Pierre. On mettait fin ainsi à un relâchement hiérarchique qui était presque allé jusqu'au schisme.

A cette occasion, Lanfranc se mit en rapport avec Gatric ou Godred, qu'il appelle roi d'Irlande, et qu'il exhorte à réprimer de graves désordres de mœurs qui existent dans son clergé.

L'archevêque Patrick mourut au bout de dix ans d'exercice de l'épiscopat. Son successeur, Dinacch ou Donaghus, fut encore sacré par Lanfranc. Ensuite, quand Donaghus mourut, Samuel reçut la mitre, la crosse et l'anneau des mains d'Anselme, devenu Primat de Cantorbéry. Plus tard, on trouve encore des évêques de Dublin, Waterford et Limmerick, sacrés par les mains d'autres primats anglais, jusqu'à la conquête opérée par Henri II.

Lanfranc eut encore une correspondance assez suivie avec un autre roi de pur sang irlandais, dont le nom en Gaélique était *Tairdhealbach Va Briain*, et qui est plus connu sous le nom anglais de Tiburce O' Brien. Le Primat lui témoigna une vive affection, mais il l'exhorta fortement à faire de *grandes* réformes ecclésiastiques. Il lui demanda de ne pas laisser nommer plusieurs évêques au même siège, de veiller à ce qu'il n'y ait plus dans le clergé de mariages et de simonies. « Patrick m'a parlé de vous en des termes tels, lui dit-il, que quoiqu'il

« ne m'ait pas été possible de vous rencontrer, je vous aime autant que si je vous avais vu ; et tout comme si je vous avais vu et bien connu, je suis très disposé à vous donner mes meilleurs conseils, et à vous servir avec le zèle plus sincère ¹. »

On remarquera que, dans toute cette correspondance, le roi Guillaume n'intervient pas, et que son nom n'est pas même prononcé. Lanfranc veut rattacher avant tout les Irlandais à l'Église universelle ; il leur demande de se soumettre à la juridiction du Pape et non à la domination de César. On ne trouve pas en lui, comme l'a dit l'historien anglais que nous avons cité, un vice-roi de la Grande-Bretagne, mais un véritable coadjuteur de Grégoire VII, un serviteur fidèle du successeur de saint Pierre. Le grand Archevêque reste dans son rôle et dans la pureté de sa mission.

Cependant, il faut le dire, il accepta, lorsque Guillaume la lui offrit, la délégation du pouvoir civil ; quand ce prince passait en Normandie, il était ordinairement chargé de présider aux soins du gouvernement. Mais, malgré quelques hésitations apparentes, il ne sacrifia jamais la papauté à la royauté. Il chercha toujours à concilier ces deux puissances, et il y réussit généralement, grâce à la faveur personnelle dont il jouissait soit auprès du Pape, soit auprès du Roi. Tous ses efforts tendaient surtout à persuader à Guillaume de ne pas aller jusqu'au bout de ce qu'il croyait être son droit ; il parvenait ainsi, sinon à éviter toujours, du moins à tempérer les chocs qu'auraient amenés des exigences mutuelles absolument inflexibles.

Un philosophe moderne, qui n'appartenait certainement pas à l'école catholique, mais qui s'efforçait sincèrement d'être impartial et y réussissait plus souvent qu'on ne pense, M. Charles de Rémusat, s'exprime ainsi à l'égard de Lanfranc : « Les rigueurs gratuites, les persécutions inutiles n'obtenaient ni son approbation ni son concours. Tout en résistant *trop faiblement* au mouvement général qui poussait à la violence envers les couvents, il s'était pourtant opposé à la dispersion des congrégations annexées aux cathédrales. Il avait, à ce sujet, adressé des remontrances aux évêques de Winchester, de Chichester et tenté de

¹ « Ut quamvis vos numquam viderimus, tanquam visos tamen vos diligamus, et tanquam visis et bene cognitissimis vobis salubriter consulere et sincerissime servire cupiamus. » *Epist. Lanfr.*, I, 62.

dissoudre les associations de clercs formées pour remplacer les moines. Même afin de leur assurer après lui, surtout aux religieux de Cantorbéry, une protection durable, il avait obtenu du Souverain Pontife un rescrit qui lui recommandait leur institution comme un des privilèges de sa métropole, la plaçait sous l'autorité du pape Boniface VII son fondateur, et menaçait de l'anathème quiconque serait assez téméraire pour y porter atteinte ¹. »

N'est-il pas étrange et presque édifiant de voir un philosophe de nos jours reprocher à un prélat du moyen âge de *résister trop faiblement au mouvement qui poussait à la violence contre les couvents et les moines* ?

C'est une preuve que l'histoire, quand elle n'est pas viciée par un parti pris ou par des passions haineuses, a tôt ou tard des sévérités redoutables pour toutes les faiblesses, surtout pour celles qu'aggrave encore la position particulière des personnes qui s'y laissent entraîner.

Saint Grégoire VII, devant en de telles matières les jugements de l'histoire, se croyait d'autant plus fondé à demander à Lanfranc d'user de son influence sur Guillaume en faveur de l'Église, que ce prélat, disait-on, était le conseiller le plus écouté du Roi, le dépositaire de ses secrets, et en quelque sorte le directeur de sa conscience. *Guglielmus*, dit un vieux chroniqueur, *Lanfranco consulta animæ suæ commisit* ².

Il est difficile de juger ceux qui dirigent la conscience d'un Roi. Il se passe là des mystères qui ne peuvent guères ni se pénétrer, ni s'expliquer. Lanfranc croyait sans doute devoir travailler de concert avec Guillaume à ce qui était pour lui le triomphe de la civilisation chrétienne sur la barbarie saxonne. Seulement, il continuait de placer les intérêts de l'Église au-dessus de ceux de l'État, et lui-même n'aurait pas mis la force au service de ces intérêts. Mais peut-être était-il porté à excuser chez les autres la violence des moyens par la grandeur du but.

Quoi qu'il en soit, quand le Pape se plaignait trop vivement de Guillaume le Conquérant, Lanfranc lui répondait avec une tris-

¹ *Saint Anselme de Cantorbéry*, par M. de Rémusat, t. II, p. 107.

² Guill. Pictav. Du Chesne, p. 194.

tesse inquiète, et qui n'était que trop clairvoyante : « Priez Dieu
« qu'il vive, car lui vivant, nous jouissons d'une certaine paix.
« Après sa mort nous ne devons plus espérer aucune paix,
« aucun bien ¹. »

VII

Si Guillaume le Conquérant eut ses jours d'éclat et de gloire humaine, rien ne fut plus triste et plus lugubre que la fin de son existence.

Le roi Philippe s'était emparé d'une partie du Vexin, qui était dans le domaine du duc de Normandie, et il avait occupé la ville de Nantes.

Guillaume était alors à Rouen ; il poussa un cri de vengeance et de colère, en se voyant ainsi bravé par son voisin de France. Le vieux conquérant, accablé, non pas tant par le poids des années que par des infirmités précoces, et surtout par le fardeau d'une formidable obésité, fut pendant quelque temps dans l'impuissance de monter à cheval ². Aussi Philippe se riait de ses menaces : « Quand Guillaume, disait-il, aura fait ses couches, il ira célébrer sans doute ses relevailles dans sa cathédrale, où il allumera des chandelles en action de grâces ³. » Quand ce propos fut rapporté au prince normand, sa colère devint non seulement de la fureur, mais de la rage. « Par la résurrection, par la splen-

¹ *Epist. Lanfr.*, 3.

²

A Roën estoit à séjor
Il avoit esté maint jor ;
Une enferté là li avint
Ne sait dire combien le tint ;
Ne pout monter sor son destrier
Armes porter ne guerreier.

(Wace, 14181.)

³ C'était son juron habituel : *Per resurrectionem et splendorem Dei*. Voilà comment Wace traduit en vers la réponse de Guillaume :

Quand je, dit-il, relèverai
Dedans sa terre j'irai
Riche offrande lui porterai
Mille chandelles lui oferai,
Lumeignons de fest i ara
Et fer por feu en son luira.

(*Id.*, *ibid.*.)

« deur de Dieu, s'écria-t-il, avec cet accent qui faisait tout trem-
« bler autour de lui, quand le temps de mes relevailles sera venu,
« c'est dans sa terre que j'irai les faire ; je lui porterai des
« milliers de chandelles pour offrande ; je lui promets une belle
« illumination, et nos glaives, à défaut de feu, jetteront au loin
« leurs lueurs et leurs éclairs. »

Il tint parole : un peu avant le milieu du mois d'août, « quand les blés n'étaient pas encore moissonnés, que les raisins n'avaient pas encore mûri sur les ceps, non plus que les pommes sur les arbres des vergers ¹, » ses guerriers entrèrent dans le Vexin français avec l'espoir d'une riche dépouille. Tout fut ravagé et dévasté, sans qu'une pensée de pardon et de pitié traversât l'esprit de Guillaume. Comme ils foulaient aux pieds les champs fertiles et les abondantes récoltes qui entouraient Mantes, les habitants de cette ville sortirent, sinon pour s'opposer efficacement, au moins pour assister à ces lamentables dévastations.

Repoussés par l'armée de Guillaume, ces malheureux se réfugièrent précipitamment derrière leurs murailles, et les soldats qui les poursuivaient y entrèrent avec eux. Alors commencèrent sur une large échelle le pillage et l'incendie. Guillaume apparut tout-à-coup, monté sur son cheval de guerre, au milieu de ce théâtre de sang et de destruction, dont il se repaissait avec une joie féroce. Il ordonna que l'on apportât des torches incendiaires pour donner des aliments nouveaux à ce feu qui ne dévorait pas assez vite les monuments religieux de la ville proscrire. L'illumination qu'il avait promise au roi Philippe de France brillait dans son funèbre éclat : les flambeaux ne manquèrent pas à ses relevailles. Les deux tours de l'église lançaient leurs tourbillons de flammes dans les airs et s'écroulaient avec fracas sur les massives arcades qu'elles entraînaient dans leur chute. Une autre église encore et l'hôtel-de-ville tombaient en ruine, ainsi qu'un couvent de Bénédictines dont les religieuses n'avaient pas voulu sortir pour ne pas abandonner leur sanctuaire. Si les édifices solidement construits ne résistèrent pas à cet effroyable incendie, les maisons des bourgeois en furent à plus forte raison la proie rapide et inévitable ; pas une ne resta debout.

Quant à Guillaume, il poussait son cheval de bataille sur les

¹ Guillaume de Malmesbury, III, 282. Il est probable qu'il a emprunté cette énumération à une ancienne ballade.

cendres encore chaudes et les tisons à-demi éteints qui jonchaient les abords de la ville; le noble coursier se cabra et bondit de douleur et d'effroi; violemment jeté contre l'arçon de sa selle, le prince se fit une profonde blessure¹, là même où s'accusait le plus cette obésité qui avait fait le sujet de la raillerie de Philippe devenue si fatale à la ville de Mantes.

D'autres disent que cet accident n'aurait rien eu de grave, si l'enivrement du succès auquel se mêlait l'exaltation d'une vengeance avide de s'assouvir jusqu'au bout, n'avait pas provoqué chez le roi une fièvre violente et une espèce de transport au cerveau.

Quoi qu'il en soit, on le porta avec peine jusqu'à Rouen, et son état fut jugé désespéré par les médecins.

Alors le fier guerrier, vaincu par la douleur, reprit pour ainsi dire possession de lui-même. Il se demanda s'il ne devait pas trouver un sujet de remords et d'effroi dans ces faits qui avaient donné à son nom tant de gloire et d'éclat aux yeux du monde. Les consolations religieuses vinrent le visiter sur son lit de douleur. Des évêques, des hommes de Dieu lui administrèrent les derniers sacrements; mais ils n'apaisèrent pas les agitations de son âme. Il sentit au contraire plus que jamais le besoin de la pénitence et des réparations. Aussi il donna l'ordre de distribuer tous ses trésors aux pauvres et aux églises de ses domaines. Il mit en première ligne la reconstruction des églises de Mantes. En regardant plus loin dans son passé, il y vit les larmes et le deuil dont il avait rempli toute l'Angleterre. « O honte! ô douleur! » s'écria-t-il, j'ai été assez cruel pour faire massacrer des milliers d'hommes de la plus belle race du monde, sans épargner ni la vieillesse ni l'enfance². »

Il en vint à douter de la légitimité de sa conquête. Enfin, pressé de désigner l'héritier de son royaume, on l'entendit déclarer qu'il ne saurait transmettre des droits qui ne lui appartenaient

¹ « Dicunt quidam quod præceptam fossam sonipes transiliens interna sessoris ruperit, quod in anteriori parte sella venter protuberabat. » — Guillaume de Malmesbury, III, 232. Guillaume de Jumièges semble confirmer cette version : « Quum Willelmus rex oppidum Medunta assiliens flammis ultricibus tradidisset, pondere armorum et labore clamoris quo suos exhortabatur ut fertur, arvina intestinorum ejus liquefacta, infirmari non modice cœpit. » VII, 44.

² « Sic multa millia pulcherrimæ gentis simul juvenumque, proh dolor! funestus trucidavi. » Orderic Vital, p. 659.

pas, et qu'il ne voulait céder la Grande Bretagne qu'à Dieu même, ce souverain maître de toutes choses.

Cependant, sur les instances réitérées de son entourage, il exprima le désir que son plus jeune fils Guillaume ¹, qui depuis son enfance ne l'avait jamais quitté, lui succédât sur le trône, et régnât avec gloire, si telle était la volonté de Dieu.

On profita de ses dispositions bienveillantes pour lui demander la mise en liberté de tous les prisonniers qu'il avait faits dans les deux dernières guerres ; il y consentit, mais à condition d'exiger d'eux le serment de ne plus troubler la paix de l'État.

Un de ses vœux les plus chers aurait été de voir Anselme auprès de son lit de mort, et de lui exposer les besoins de son âme. Mais une maladie assez grave retenait dans son monastère le pieux abbé du Bec, qui aurait bien voulu aussi se rapprocher de l'auguste mourant, et lui adoucir le passage du temps à l'éternité. Mais ce mutuel désir ne put être exaucé. La consolation suprême de cette dernière entrevue avec un saint fut refusée à Guillaume par la Providence.

Enfin ce prince, après avoir beaucoup souffert, rendit le dernier soupir le 9 septembre 1087.

Alors tous les liens hiérarchiques parurent dissous ; il semble qu'il n'y avait plus aucun pouvoir pour gouverner, pour protéger et pour punir. Il n'existait plus de frein nulle part, plus d'autorité reconnue.

Le désordre se produisit d'abord autour même de ce cadavre de Guillaume, poste d'honneur que l'on déserta lâchement. Tous ses officiers ne songèrent qu'à piller son mobilier, ses vêtements, sa vaisselle et ses bijoux, et à s'enfuir au loin. Guillaume le Roux lui-même, désigné comme successeur du trône, s'était embarqué en toute hâte pour l'Angleterre, afin de s'y faire couronner. Personne ne songeait aux funérailles du vieux roi, dont le corps gisait abandonné sur le lit funèbre.

Enfin un gentilhomme rural de Normandie, Herlwin, prit sur lui de procéder aux obsèques de Guillaume, à ses propres frais. Il fit d'abord transporter le corps au port de Rouen ; puis, par

¹ Il avait deux autres fils : l'aîné, Robert, qui avait été banni comme rebelle, et Henri, dit Beauclerc, auquel il ne laissa qu'un riche legs en argent. Ce dernier disait : « Je n'aurai donc pas un coin de terre à moi pour y dépenser ce qui m'a été laissé en héritage. » Cela paraissait très anti-féodal, car la terre était alors le signe de la puissance.

terre ou par eau, il s'achemina, avec quelques rares serviteurs du feu roi, vers l'abbaye de Saint-Étienne, où devait avoir lieu l'inhumation. Le modeste cortège fut reçu avec une certaine pompe dans la principale église de Caen. Mais là, il y eut un singulier accident. Au moment où le convoi funéraire traversait les rues les plus fréquentées, un incendie se déclara dans une maison particulière, et envahit rapidement une grande partie de la ville. On ne manqua pas de dire que l'embrasement de Mantes trouvait là des représailles providentielles.

Un fait plus étrange encore devait se passer dans l'église même de l'abbaye de Saint-Étienne, où allait descendre le cadavre royal dans la tombe qui lui avait été préparée, quand un chevalier, appelé Ascelin, se leva du milieu de la foule et s'exprima ainsi : « Je proteste contre une grande usurpation dont j'ai été « victime. Ce tombeau que l'on vient de creuser, cette église « elle-même occupent le terrain où était la maison de mon père ; « il en fut dépouillé violemment, contre tout droit et toute équité, « par le duc de Normandie. Je réclame mon droit de propriété : « au nom de Dieu et de la justice, que l'on me rende ce qui m'appartient, et que l'on aille porter ailleurs que sur ma terre les « dépouilles royales. »

On ne voulait pas croire d'abord à cette assertion si tranchante et si inattendue. Mais une enquête sommaire fut faite, et on se vit obligé de déclarer bien fondée la réclamation d'Ascelin. Alors le jeune prince Henri Beauclerc, qui se trouvait présent, entra en négociation avec ce chevalier : il lui donna soixante shellings pour racheter les sept pieds de terre que l'on disputait au corps de son père ; l'indemnité pour le domaine tout entier, autrefois confisqué fut portée à cent marcs d'argent, que l'on paya plus tard intégralement ¹.

Quelle terreur inspirait le nom de Guillaume, puisque, de son vivant, le droit et l'équité se taisaient devant lui ! Quel bizarre état social que celui où l'on voit ainsi, tantôt sommeiller, tantôt se réveiller la justice !

Ces intermittences offrent chez les rois eux-mêmes un contraste encore plus accusé et plus instructif. Elles composent pour ainsi dire toute l'histoire de Guillaume le Conquérant, et ses derniers moments semblent être un désaveu et comme la négation de sa vie entière.

¹ Orderic Vital, p. 662.

Si la religion n'eût pas alors régné dans les cœurs, si les volontés des rois n'avaient connu aucun frein, s'ils n'avaient pas subi dans une certaine mesure la bienfaisante influence de quelques hommes de Dieu, leur gouvernement n'aurait-il pas pu devenir une tyrannie sans limites et sans nom ?

Remarquons en passant qu'il y a un souverain de qui on doit craindre des emportements plus grands encore, quand il n'a plus le frein religieux : ce souverain, c'est le peuple.

VIII

Malgré les sauvages excès auxquels Guillaume, ivre de fureur et de vengeance, s'était laissé aller dans sa dernière campagne de Normandie, Lanfranc regretta vivement ce roi conquérant qui voulut être civilisateur, et qui s'attacha presque toujours à réparer les ruines qu'il avait faites, en reconstituant sur un plan meilleur tout ce que ses armes venaient de démolir.

Dans ses regrets si sincères et si profonds, entraient pour beaucoup les inquiétudes que lui inspirait son successeur au trône d'Angleterre.

Lanfranc, qui avait déjà exprimé ses craintes au pape saint Grégoire VII, dans les termes émus que nous avons rapportés, chercha pourtant à se faire quelque illusion sur l'avenir de ce règne si redouté. Il espérait un peu que l'autorité de ses bons conseils tempérerait le despotisme violent dont l'Angleterre et surtout l'Église lui semblaient menacées.

Lui-même avait jadis présidé, comme Primat de Cantorbéry, à la cérémonie religieuse où l'ordre de la chevalerie avait été conféré à Guillaume le Roux. Il l'avait préparé aux combats par la prière ; il lui avait fait faire la veillée des armes aux pieds de l'autel ; enfin le heaume, la cuirasse et le glaive du jeune chevalier avaient reçu ses bénédictions pontificales.

La chevalerie était, dans son essence, une protection que le noble guerrier s'imposait à l'égard des faibles ; elle eut pour résultat général d'adoucir les mœurs, de rendre la puissance généreuse et la force même polie.

Lanfranc crut apercevoir, dans l'âme blasée de celui qui allait devenir Guillaume II, quelques lueurs de cet esprit chevale-

resque, et en même temps des traces visibles de respect pour la mémoire de son père; il ne crut donc pas pouvoir refuser de remettre à ce prince la couronne à laquelle l'appelaient, non seulement la désignation de Guillaume le Conquérant lui-même, mais les suffrages des barons d'Angleterre.

En procédant à ce sacre solennel, le pieux primat ne manqua pas de rappeler au nouveau monarque les devoirs de la royauté, d'un caractère plus éminemment religieux que ceux imposés aux simples chevaliers. Il lui fit prêter le serment de respecter les droits de tous et de protéger l'Église de Dieu.

On put voir bientôt comment ce serment devait être tenu.

Sous le rapport physique, comme sous le rapport moral, Guillaume II était la *caricature* de son père. On l'appelait le roux, en omettant son nom propre, parce que ses cheveux et sa barbe, d'un rouge ardent, attiraient d'abord l'attention. Sa stature était courte et ramassée, son ventre proéminent, sa face rubiconde et enflammée, son regard d'une mobilité effrayante. Il se livrait sans cesse à des railleries cyniques et grossières, au milieu des orgies et des débauches où il passait une portion de sa vie. Dans ses fréquents accès de colère, rien ne pouvait le retenir : il jetait d'exécrables défis au ciel et à la terre. « Dieu, disait-il quelquefois, c'est mon ennemi personnel. » Il s'amusait à faire disputer entre eux les rabbins juifs et les évêques catholiques, en promettant d'embrasser la croyance de ceux qui auraient la supériorité dans la discussion¹.

Il s'était composé une petite armée de mercenaires, venus de tous les pays, et disposés à se faire les instruments serviles de tous les actes les plus odieux de violence et de tyrannie.

Guillaume le Conquérant respectait jusqu'à un certain point les lois religieuses et civiles, bien qu'il les employât ou les fit tourner au profit de ses vues politiques. Guillaume le Roux ne connaissait d'autre loi que sa volonté propre.

À l'égard de l'Église en particulier, il oublia bien vite tous les engagements qu'il avait pris à son sacre. Lanfranc osa le lui reprocher : « Bah, dit le Roux en ricanant, qui donc tient toutes ses promesses ? »

Guillaume s'empara par la force de l'administration de l'Église; il distribua à ses créatures la plus grande partie des abbayes et

¹ Eadmer, *Histor. novor.*, 46, 54.

T. XXX, 1^{er} OCTOBRE 1881.

plusieurs évêchés. « Tantôt, dit Eadmer, il taxait les moines dont il épargnait les biens, ou transportait violemment ces biens à d'autres qui payaient mieux. Tantôt il chassait les religieux de leurs couvents, qu'il confisquait à son profit. Il laissait sans pasteurs les églises afin de s'en attribuer les revenus ¹. »

C'est à cette époque qu'il faudrait reporter le reproche fait à Lanfranc d'une résistance trop molle aux violences de Guillaume contre les libertés de l'Église. Ce prélat s'efforça de dérober ce qu'il pouvait au pillage général. C'est ainsi qu'il parvint à sauver complètement les monastères fondés ou dotés par Guillaume le Conquérant, en invoquant auprès du fils le respect dû à la mémoire de son père.

Mais est-il bien certain, comme le disent les écrivains saxons, que, durant ses dernières années, il manqua de fermeté dans ses rapports avec Guillaume le Roux ? et s'il eut quelque défaillance, ne pourrait-on pas la mettre sur le compte des faiblesses de l'âge ?

Quoi qu'il en soit, ce prélat, pénétré de douleur à la vue des persécutions religieuses dont il était l'impuissant témoin, n'entrevoyait, quand il mourut le 28 mai 1089, que des larmes et peut-être du sang pour l'Église d'Angleterre. Comme il se prit alors à envier la paix profonde dans laquelle s'était éteinte, au sein du monastère du Bec, la vieillesse honorée d'Herluin, son ancien supérieur ! Comme il dut regretter d'avoir accepté ces grandes dignités ecclésiastiques qui l'avaient mis aux prises avec un roi impie, et peut-être même, ce qui était plus grave encore pour lui, avec sa propre conscience d'évêque et de chrétien !

Cependant la mort de Lanfranc délivra le roi d'un dernier obstacle. L'Église d'Angleterre comprit, quand elle eut perdu son Primat, quel vide il laissait après lui, car personne ne put plus s'opposer avec quelque efficacité aux fougueuses passions d'un prince brutal et impie ; elle ne s'en aperçut que trop pendant les quelques années que devait durer encore ce déplorable règne.

Quant à Lanfranc, le parti saxon lui-même lui rendit une tardive justice. On reconnut qu'il avait pris au sérieux son rôle de réformateur, et que, tout en cédant trop à sa partialité en faveur

¹ *Histor. novor.*, 1, p. 30-34.

des Normands, il avait pourtant réussi à améliorer beaucoup les mœurs du clergé anglais et à le purger de toute simonie. Sans doute, il se laissa aller à des préventions exagérées et peut-être même à de trop grandes concessions ; mais son gouvernement spirituel fut marqué par une haute prudence, par un zèle religieux qui sut mettre à son service toutes les ressources de l'habileté humaine. Et, après tout, on doit reconnaître qu'il ne sacrifia jamais aux exigences du pouvoir civil les intérêts supérieurs de l'Église.

Certes, ce caractère ne manque pas d'élévation et de grandeur. Lanfranc fut certainement l'un des plus illustres évêques d'Angleterre ; il gardera une place éminente dans l'histoire de son temps ¹.

IX

Appuyé sur l'autorité de quelques savants anglais, j'ai montré ce qu'il y avait eu de hasardé dans plusieurs assertions d'Augustin Thierry ; j'ai blâmé son esprit de partialité excessive pour les Saxons vaincus. Cependant je n'ai pas cru devoir soutenir d'une manière absolue la thèse contraire à la sienne.

Les annales de l'humanité ont le caractère contingent dont l'humanité elle-même ne saurait être dépouillée. On s'exposerait à fausser l'histoire, si on cherchait dans les déductions qu'on en doit tirer la rigueur d'une définition théologique ou d'un théorème de mathématique. Que l'on ne me fasse donc pas un reproche de ne m'être pas prononcé plus nettement pour le droit de Guillaume contre celui d'Harold. Il y avait là des ombres que l'abbé Gorini lui-même, dans son habile dissertation sur ce sujet, n'est pas parvenu à dissiper entièrement ². Le docteur Lingard, tou-

¹ On lui a contesté le titre de saint, parce qu'il n'a jamais été canonisé : mais il fut en quelque sorte proclamé *Bienheureux* par l'opinion populaire. On le trouve désigné par le titre de *B. Lanfrancus* dans plusieurs chroniques contemporains.

² Voir son tome III, chap. XVIII, § 10, où il fait preuve d'une érudition plus solide que celle d'Augustin Thierry. Dans une note de sa deuxième édition, à la fin de ce volume, Gorini se déclare peut-être trop satisfait des modifications que Thierry lui-même avait introduites dans la première partie de

jours si exact et si judicieux, a dit en parlant de ces deux grands rivaux : « Par leur naissance, aucun d'eux n'avait à présenter de réclamation fondée. Guillaume était fils illégitime de Robert, neveu d'Emma. Harold n'était allié à la famille royale qu'en raison du mariage de sa sœur avec Édouard. Leurs titres réels étaient leur puissance et leur ambition. Sur ce dernier point, Guillaume égalait Harold ; il le surpassait dans le premier¹. »

Sans doute, Harold s'était déclaré vassal de Guillaume, et il violait en le combattant des engagements féodaux consacrés par des serments ; mais il avait prêté ces serments sous la pression d'une violente contrainte. On pourra donc discuter longtemps sans s'entendre sur la validité ou la nullité de cet hommage-lige qui eut de si graves conséquences. La véritable question n'est pas là.

Ce qu'il y a à dire de plus vrai et de plus caractéristique en faveur de cette grande invasion des Normands en Angleterre, n'a peut-être jamais été mis en relief par aucun publiciste, aucun historien. Que l'on nous permette d'exprimer nos idées sur ce point.

Jusqu'au milieu de ce onzième siècle qui vit tant d'événements et qui s'acheva par la première croisade, presque toutes les invasions depuis la chute de l'Empire Romain avaient été de véritables invasions de barbares : les vainqueurs ne cherchaient qu'à asservir les vaincus, qu'à prendre leurs biens et à s'enrichir de leurs dépouilles. Sans doute, ils furent plus ou moins féroces. Mais aucune des peuplades germaniques, même les Francs et les Goths, ne cherchèrent à se couvrir d'une apparence de droit, d'un

son histoire, modifications qui n'ont été publiées que dans une édition posthume. Ces modifications nous semblent insuffisantes.

Disons à ce propos que le passage si fortement critiqué plus haut (p. 349) par Freeman a été corrigé dans la onzième édition posthume, qui a paru à Paris, en 1858-1859, d'après les manuscrits laissés par l'auteur. Voici le nouveau texte qui a été alors substitué à l'ancien (t. II, p. 125) : « Une foule d'aventuriers, qui n'avaient de clercs que le nom vint fondre sur les prélatures, les archidiaconats, les doyens de l'Angleterre : ils y portèrent l'esprit de violence et de rapines, etc. » — On voit qu'il n'est plus question de l'acte particulier de violence qui aurait été commis par l'un de ces évêques aventuriers. C'est certainement une inexactitude de moins dans cette histoire, qui a fait la réputation d'Augustin Thierry comme brillant narrateur, mais où l'érudition n'est pas toujours sûre.

¹ Lingard, *Histoire d'Angleterre*, t. 1^{er}, p. 495-496, traduct. de M. de Roujoux (Paris, 1833.)

prétexte de bien public, d'une amélioration morale à introduire chez ces Romains, ces Gaulois, ces Hispano-Romains dont ils allaient occuper le sol. Les premiers Scandinaves, que l'on appela les Normands dès la fin du règne de Charlemagne, étaient des pirates sauvages qui, après avoir mis nos provinces maritimes à feu et à sang, remontaient sur leurs barques avec le butin qu'ils avaient recueilli, avec nos femmes et nos enfants qu'ils emmenaient en esclavage.

Sans doute, quand ces barbares se fixaient sur le territoire envahi, le peuple conquis finissait par les convertir à sa religion, par leur enseigner ce qui lui avait été laissé à lui-même des arts et des sciences de la civilisation. Mais que de luttes morales il fallait soutenir pour triompher de ces natures indomptées et brutales ! Et même ces triomphes auraient-ils jamais été obtenus sans les efforts vraiment miraculeux de l'apostolat chrétien ?

Les choses ne se passèrent guère autrement quand la Grande-Bretagne fut conquise par les Danois et les Saxons. Ces deux peuples n'avaient pas non plus la moindre prétention d'établir là leur domination pour le plus grand bien des habitants de ce pays.

Or, quand Guillaume médite et prépare sa conquête de l'Angleterre, tout change. D'abord, il travaille à se créer un droit personnel à la royauté insulaire. Ensuite, il veut donner à son expédition un but religieux et moral ; le clergé saxon a, dit-il, une tendance au schisme ; il est en proie à l'indiscipline, à tous les désordres : lui et ses barons iront régénérer cette église saxonne par le fer et le feu, s'il le faut. Des moines et des prêtres Normands, généralement très réguliers, très instruits, viendront ensuite remplacer en Angleterre des prélats, des abbés qui donnent le triste exemple de toutes les ignorances et de tous les vices.

Il est possible, nous le répétons, que le droit de Guillaume fût douteux ; il est possible encore que les reproches faits au clergé saxon fussent exagérés. Mais enfin, il ne s'était pas vu souvent, depuis le commencement du moyen-âge, qu'en faisant une conquête, on cherchât un point d'appui dans le droit et dans la moralité du but à accomplir.

Cela seul, avouons-le, était un immense progrès moral. Sans doute, beaucoup de convoitises et de cupidités personnelles se cachaient derrière ces belles revendications de justice et d'améliorations disciplinaires. Sans doute, plus d'un acte de barbarie

souilla les éclatants triomphes de Guillaume. Néanmoins, il suivit dans les grandes lignes de sa politique la voie qu'il s'était tracée dès le début. Il s'efforça réellement, sincèrement, de régénérer l'Église anglo-saxonne. Enfin, ce prince fut, après Charlemagne¹, le type, à peu près unique au moyen-âge, d'un conquérant imposant à ses compagnons d'armes, représentants d'une race victorieuse, une mission religieuse et civilisatrice.

ALBERT DU BOYS.

¹Charlemagne lui-même ne s'inquiétait guère d'appuyer ses envahissements territoriaux sur un droit personnel, et sur ce que nous appellerions aujourd'hui *la légitimité*. La légitimité, il la cherchait dans la grandeur du but à atteindre.

LES SOURCES

DE

L'HISTOIRE DE L'INQUISITION

DANS LE MIDI DE LA FRANCE AUX XIII^e ET XIV^e SIÈCLES.

Limborch, professeur de Théologie chez les Protestants-Remontrants, publia à Amsterdam, en 1692, une *Histoire de l'Inquisition*¹. Cette Histoire eût peut-être été vite oubliée, s'il n'y eût joint, sous le titre de *Livre des Sentences de l'Inquisition de Toulouse, depuis l'année 1307 jusqu'à l'année 1323*, un *Codex* précieux, qui avait cependant le défaut d'embrasser une période courte et déjà tardive de l'Inquisition². M. Charles Molinier, le premier, s'est proposé tout récemment d'étudier dans leur ensemble les documents d'Inquisition méridionale, imprimés déjà ou encore inédits. Qu'il nous soit permis de revenir sur ce même sujet, autant pour réparer quelques oublis que pour rappeler des principes trop méconnus.

Nous avons ainsi circonscrit notre cadre. Ce ne sont pas, en effet, les documents d'une histoire générale des Inquisitions que nous avons recherchés. Le tribunal de l'Inquisition en exercice, au XIII^e et au XIV^e siècle, dans les contrées appelées d'abord le

¹ PHILIPPI A LIMBORCH, SS. *Theologiæ inter Remonstrantes Professoris Historia Inquisitionis, cui subjungitur Liber Sententiarum Inquisitionis Tholossanæ ab anno Christi cccccvii ad annum cccccxiii*. (Amstelodami, 1692).

² A la date de 1307, ce tribunal fonctionnait régulièrement, depuis 82 ans, dans le Midi.

comté de Toulouse et la vicomté de Carcassonne, et plus tard le Languedoc, nous a seul arrêté. Encore n'avons-nous pas étendu le rayon de nos recherches au-delà du haut Languedoc, aujourd'hui mieux connu sous les dénominations départementales de la Haute-Garonne, du Tarn-et-Garonne, du Tarn, de l'Aude et de l'Ariège. Ajoutons que rarement nous sommes sorti de Carcassonne, où siégea le tribunal principal, au ^{xiii}^e et au ^{xiv}^e siècle, d'Albi, qui fut du ressort de Carcassonne, et de Toulouse, où de si nombreux *sermons* furent célébrés.

I

Mais, comme nous venons de le reconnaître, M. Ch. Molinier faisait de ce sujet, il y a un an, l'objet d'une thèse pour le Doctorat-ès-Lettres ¹, riche en descriptions paléographiques; et pour qui a parcouru ce volumineux travail, peut-être notre dessein paraîtra-t-il téméraire.

A vrai dire, la nouveauté n'est pas un mérite que nous ambitionnions beaucoup. Nous lui préférons les renseignements complets, et avec raison : car, c'est vainement que l'historien lirait les textes et en interpréterait le sens authentique, s'il ne possédait point, sur la question en litige, tous ceux qui ont échappé à l'action destructive du temps. Or, il ne nous paraît pas que M. Ch. Molinier ait fourni un recensement sans défaut de ces documents ². Il n'en affirme pas moins, sous forme de *conclusion* ³, que les « caractères les plus frappants » de l'Inquisition au ^{xiii}^e siècle et dans le Midi de la France, furent « la fiscalité et l'arbitraire. » La fiscalité : « c'est, en effet, dit-il, une chose bien surprenante que ce pacte.... en vertu duquel les juges d'inquisition payaient, au moyen des confiscations prononcées par eux, l'appui que leur accordait le pouvoir temporel. » L'arbitraire, « ce caractère qui domine et efface tous les autres. Arbitraire dans sa procédure, essentiellement variable, employant tous les moyens, permettant

¹ *L'Inquisition dans le Midi de la France au ^{xiii}^e et au ^{xiv}^e siècle. Étude sur les sources de son histoire.* Un vol. in-8° de xxviii-480 pages.

² Il s'était proposé, de « remettre en lumière les documents oubliés », d'en dresser « une sorte de catalogue », d'en dire « la date, le contenu, la valeur. » *Introduction*, p. ix.

³ Pages 453-464.

au juge d'user de toutes les ressources pour accabler l'accusé, n'en laissant à peu près aucune à l'accusé pour se défendre; arbitraire dans ses arrêts, qui ne garantissaient même pas au coupable, frappé en vertu d'une pénalité excessive, le bénéfice de la chose jugée, qui réservaient au juge dans tous les cas la faculté de modifier la sentence, c'est-à-dire presque toujours de l'aggraver, même sans faute nouvelle commise par le condamné ¹. »

Convenons qu'il faut être bien sûr de soi pour formuler des jugements aussi graves. M. Ch. Molinier les aurait-il émis, s'il n'avait passé sous silence la période où l'inquisition se prépara au milieu des commotions sociales et religieuses qui l'expliquent; si, même pour la période étudiée, il avait connu quelques documents que nous nous permettrons de lui signaler; si, enfin, il avait donné à quelques-uns de ceux qu'il a connus, aux lettres pontificales, par exemple, si rapidement mentionnées, l'importance et le rang qu'ils méritent? Peut-être que non. Pour nous, sans espérer de n'en omettre aucun, nous croyons pouvoir promettre un recensement moins défectueux, bien que plus concis de ces documents.

C'est notre première excuse. Nous permettra-t-on d'en faire valoir une seconde?

Un préjugé assez communément répandu veut que, à l'exception des quelques actes d'Inquisition publiés par D. Vaissete ², par Percin ³, par Bouges ⁴, par Baluze ⁵, par M. Germain ⁶, et par quelques autres connus seulement des érudits de profession, il ne reste plus une seule trace des poursuites qui, pendant plus de cent ans, causèrent dans le Midi une émotion si vive. Mais une semblable opinion était déjà peu soutenable au xvii^e siècle devant les contemporains des Dominicains Quétif et Echard, dont le génie patient signalait jusqu'à vingt-deux religieux de l'ordre, auteurs d'œuvres manuscrites sur l'Inquisition existant encore de

¹ Pages 456-457.

² *Hist. génér. de Languedoc*, t. III, preuves, ed. prim.

³ *Monumenta conventus Tolosani*.

⁴ *Histoire ecclésiastique et civile de la ville et du diocèse de Carcassonne*.

⁵ *Vitæ paparum Avenio*. — Cf. *Miscellanea*, t. II, pp. 247-279.

⁶ *Une consultation inquisitoriale au xiv^e siècle*. — Montpellier, 1857.
— *Inventaire inédit concernant les archives de l'Inquisition de Carcassonne*, Montpellier, 1866.

leur temps. Mais elle n'est plus excusable aujourd'hui, même de la part de ceux qui ne fréquentent pas les bibliothèques des manuscrits. Car, avant M. Ch. Molinier, M. Léopold Delisle avait touché à cet important sujet dans sa magistrale étude sur Bernard Gui ¹; nous ne nous donnerons pas le trop facile plaisir de relever l'erreur commune, bien que nous puissions nous autoriser de l'exemple de M. Ch. Molinier lui-même, qui s'est plu à accabler le P. Percin de ce qu'il ignore l'existence de la *Practica* ² de B. Gui ³.

L'utilité de ce mémoire établie, il convient de fixer l'époque de l'histoire où notre classement doit commencer, et la méthode d'après laquelle il sera fait ⁴.

Tout le monde reconnaît que le tribunal de l'Inquisition n'eut, dans le Midi, un plein exercice qu'après 1229, c'est-à-dire après le Concile de Toulouse, qui lui donna une existence régulière. A en croire M. Ch. Molinier, si toutefois il nous est permis de deviner son opinion dans le silence qu'il a gardé sur la période antérieure à cette date, cette année 1229 nous donnerait le vrai point de départ. A ne lire que sa thèse, où les événements fort graves qui nécessitèrent l'établissement du fameux tribunal sont à peine mentionnés, l'Inquisition semblerait être sortie d'un coup de surprise ou d'un coup de force des évêques réunis à Toulouse, adversaires implacables du néo-dualisme ; en tout cas, elle paraîtrait avoir été comme un moyen suprême, inopinément trouvé, à la suite d'un « pacte » commun aux deux pouvoirs, pour assurer au roi de France la conquête du pays Gascon et à l'Église la domination brutale sur les consciences : coup de force, devenu d'ailleurs une institution ; pacte et moyen approuvés, quatre ans plus tard, par Grégoire IX.

Quelle que soit la puissance de la liberté humaine pour s'affranchir des circonstances qui la sollicitent ou pour imposer au monde des révolutions innattendues, il paraît bien difficile de voir dans l'Inquisition le résultat d'un « pacte, » et non des

¹ *Notice sur les manuscrits de B. Gui. — Notices et extraits des Manuscrits*, t. XXVII, pages 402-420.

² *Practica officii inquisitionis*. Bibl. de la ville de Toulouse, mss. 121 et 267, 1^{re} série.

³ *Introduction*, p. xxiii.

⁴ M. Ch. Molinier ne paraît pas même avoir soupçonné la première de ces deux questions préliminaires.

événements. L'admettre, ce serait méconnaître l'action des mœurs publiques, qui, de tout temps, même au moyen-Âge, se sont manifestées avec force. Or, les intéressés eux-mêmes n'élevèrent des protestations que sur les abus, et non sur le principe. Ce serait surtout méconnaître étrangement le génie de l'Église, qui est resté toujours fidèle à la charité évangélique, tout en se pliant aux exigences des temps et tout en variant ses moyens.

De fait, l'Inquisition méridionale se présente moins comme l'œuvre de l'Église que du temps où elle fut organisée : elle a le droit de se réclamer d'un ordre de faits sociaux antérieurs au XIII^e siècle. Le contraire parût-il plausible, il resterait à expliquer comment un tribunal sorti de la violence — c'est l'hypothèse des ennemis de l'Église — se serait maintenu ; comment des hommes absolument honorables consentirent à y siéger comme juges¹ ; comment l'injustice, une injustice criante, puisqu'elle s'attaquait à la vie elle-même, se serait exercée librement, pendant deux siècles, au milieu de populations frémissantes, sans trouver sa défaite devant l'indignation honnête et enfin victorieuse. Constatons seulement que M. Ch. Molinier passe totalement sous silence la période de soixante-dix ans (1160-1229), pendant laquelle l'idée du tribunal s'élabora dans plusieurs essais successifs, en dehors et dans le midi de la France, et pendant laquelle aussi quelques esprits prévirent qu'un tribunal permanent serait un jour nécessaire, si jamais il se trouvait une contrée où le néo-dualisme prédominât.

Il nous a donc paru nécessaire de remonter plus haut que M. Ch. Molinier ne l'a fait, et d'adopter cette première division générale des documents pour servir à l'histoire de l'Inquisition, en documents se référant à la période antérieure et préparatoire au plein exercice du tribunal à Toulouse (1160-1229), et en documents appartenant à la période de son plein exercice (1229-1350). La seconde de ces deux périodes fut assurément plus longue que la première : cela devait être par la nature même des choses et ne saurait constituer pour notre travail un défaut de proportion.

Mais quelle méthode adopter pour ce recensement des sources de l'histoire de l'Inquisition méridionale ? M. Ch. Molinier a classé les documents postérieurs à l'année 1229, en documents déjà

¹ On n'a pas encore écrit la vie des Inquisiteurs méridionaux. Il nous sera permis de le regretter.

imprimés et en documents encore inédits. Puis, considérant séparément ces manuscrits inédits, il a distingué les copies des manuscrits originaux. Il n'a point tenu compte de l'ordre chronologique.

Cette méthode, bien que présentant certains avantages, ne sera pas cependant la nôtre. Il nous a paru meilleur de classer ces documents, imprimés ou inédits, copies ou originaux, dans l'ordre de leur date respective. Voici pourquoi.

On nous accordera sans peine que la confusion est regrettable partout, surtout en matière d'histoire. J'ose dire qu'elle va même jusqu'à ébranler les convictions les plus sages, quand elle se produit à propos d'un fait ou d'une institution du domaine de l'histoire ecclésiastique, puisque tant de gens jugent de la vérité religieuse par sa manifestation extérieure, c'est-à-dire par son histoire ¹. Or, la chronologie prévient toute confusion.

Cette raison, déjà grave, n'a pas seule tracé notre marche. Nous pensons que, dans l'état actuel de la science historique, il est difficile d'arrêter les lignes principales d'une histoire générale de l'Inquisition, car les faits d'un même ordre ou des mêmes contrées n'ont pas encore été pris comme objet d'études particulières. Il en ressort cette conséquence qu'il est devenu indispensable de les étudier séparément et dans les diverses localités où les inquisiteurs furent conduits par leur charge : ce sera un moyen très sûr de pas s'égarer plus tard dans la synthèse générale. Un procédé se présente ici de lui-même : c'est de grouper les faits secondaires autour d'un fait dominant et de même espèce. Le classement chronologique rendra cette tâche aisée : les trois éléments qui serviront à constituer ces groupes seront assurés-

¹ Il serait fâcheux, par exemple, dans l'espèce, que l'inquisiteur Étienne de l'Eglise, qui est de 1366, fût regardé comme contemporain de Guilhem Pelhisso, le premier historien de l'Inquisition à Toulouse († 1268) ; ou que Gui Fulcodi, archevêque de Narbonne (1260), plus tard Pape sous le nom de Clément IV, dont la consultation inquisitoriale pendant qu'il gouvernait encore l'Eglise de Narbonne eut une si grande autorité, prît rang, parce qu'elle fut publiée par Carena, en 1668, avant Bernard de Caux, dont les *Enquêtes* (1245-1247), antérieures à la consultation, composent un manuscrit encore inédit de la Bibliothèque de Toulouse (1^{re} série. ms. 155), ou bien que le *Registre* de Geoffroi d'Ablis (1308-1309) fût considéré comme postérieur au *Registre* du greffier du Tribunal de l'Inquisition de Carcassonne (1250-1258).

ment le caractère des faits, leurs causes et leurs conséquences : si la chronologie jette peu de lumière sur le premier point, elle éclaire les deux derniers. Finissons par cette remarque : le classement chronologique, en nous permettant de présenter les faits principaux dans leur enchaînement, rendra ce recensement moins aride et initiera déjà le lecteur à l'histoire même de l'Inquisition méridionale.

II

Les documents appartenant à la période qui a précédé l'exercice régulier de l'inquisition à Toulouse, à Carcassonne, à Albi, forment comme un triple anneau d'une même chaîne. Parmi ces documents, les uns, en effet, mettent en lumière ses causes ; les autres nous font connaître les principes du droit alors dominant ; avec les derniers, nous assistons à des essais successifs d'une poursuite efficace des hérétiques.

Il ne paraîtra point surprenant d'abord que les documents de la période préparatoire à l'établissement de l'Inquisition se confondent avec ceux où se trouve écrite l'histoire religieuse du Midi de la France pendant les années qui la précédèrent immédiatement. Malheureusement cette histoire, on ne la connaît d'ordinaire que par les scènes tragiques de ces drames douloureux qui s'appelèrent le sac de Béziers (22 juillet 1209), le siège de Carcassonne (1^{er}-15 août 1209), la mort de Raymond-Roger (10 novembre 1209), le massacre de Minerve (décembre 1210) ; on la renferme tout entière dans le récit de la *Croisade contre les Albigeois* (1209-1229). Gardons-nous de voir, dans la victoire des croisés, la cause ou même l'occasion de l'établissement du tribunal de l'Inquisition, comme quelques-uns le croient, sous le spécieux prétexte qu'en 1229, après le traité de Paris, il devint facile d'accabler l'hérésie et ses fauteurs. Ce serait, à notre avis, confondre deux effets d'une même cause, ou même établir entre deux effets d'une même cause une connexité qui n'existe pas. Les événements qui se déroulèrent dans le comté de Toulouse pendant la légation du B. Pierre de Castelnau (1203-1208), et qui aboutirent à l'assassinat de celui-ci, eurent une suite très inattendue : la Croi-

sade ¹. Je ne crois pas qu'il soit possible de méconnaître que ce fut une nécessité pour l'Église de prendre en main elle-même la cause de la société menacée. Aussi il nous paraît probable, pour ne pas dire certain, que si Pierre de Castelnau n'avait pas été frappé par le fer de l'écuyer de Raymond VI, et que si, d'autre part, le légat vivant, le comte de Toulouse avait persisté dans son système de neutralité impolitique — neutralité qui était de l'hostilité envers l'Église — il nous paraît probable, disons-nous, que le légat envoyé pour demander la répression des hérétiques, n'obtenant rien, aurait organisé la défense et la protection des catholiques par la voie légale : quelques documents d'Inquisition des années 1208 et 1209 nous autorisent à conclure que la Croisade et l'Inquisition ne peuvent être rapprochées que sur deux points : l'époque et l'identité de la cause qui les produisit.

Il est du reste facile de discerner le caractère de cette cause.

L'hérésie néo-dualiste ne s'arrêta point en Orient : sans qu'il s'explique tant de faveur, l'historien la rencontre en même temps en France, en Italie, en Allemagne, en Dalmatie, en Grèce, dans toute l'Europe. Dès le premier moment, elle engagea une lutte ouverte contre l'Église, contre le Pape, les Évêques et toute la hiérarchie. Dans le comté de Toulouse, la situation fut sans doute rendue particulièrement douloureuse par la complicité de Raymond-Roger, vicomte de Carcassonne, par la faiblesse ou l'indifférence de Raymond VI, comte de Toulouse. Mais le danger que coururent, au XII^e siècle, l'Église et la civilisation, fut plus grave qu'il ne l'avait jamais été encore, après l'Arianisme, après les Barbares, et les Arabes ². Le sentiment national fit même cause commune avec l'erreur en plusieurs endroits, par exemple dans le pays où le dualisme de Manès se conserva, chez les Grecs-Slaves, et dans les pays où le néo-dualisme s'envenima le plus, comme dans le sud de la France. De là, la conviction à peu près universelle, vers la fin du XII^e siècle et au commencement du XIII^e, que la répression devait faire son œuvre; ce sentiment inspira bien des lettres du clairvoyant pontife Innocent III. Ajou-

¹ *Innoc. III, Regest.*, Lib. XI, Ep. XXVI, Ep. XXVIII, Ep. XXXII, Ep. XXXIII, Ep. CCXXIX.

² *Histoire des Conciles*, par Mgr Hefélé, trad. Delarc, t. VIII, p. 61.

tons qu'après la mort de Simon de Montfort sous les murs de Toulouse (1217), un second sentiment qui répondait à un besoin plus que jamais compris et partagé, fortifia et éleva le premier : le vif désir de la paix, dont le Midi de la France surtout appela les bienfaits. Ce point d'histoire, jusqu'ici peu étudié, nous semble éclairé d'une vive lumière par les lettres d'Honorius III. Ces considérations, si nous écrivions l'histoire de l'Inquisition, nous arrêteraient longtemps : car, en 1229, le pouvoir séculier et le pouvoir ecclésiastique pensèrent que la paix dans un pays agité comme le comté de Toulouse, s'établirait et durerait à la seule condition de voir toutes les causes de troubles anéanties ou du moins rendues impuissantes.

L'Inquisition méridionale, dont le fonctionnement régulier et permanent commença à Toulouse en 1229, fut donc préparée dans le cours du siècle précédent. Elle ne se proposa, lors des premières recherches, que de conjurer un péril évident et sensible ; et d'ailleurs les rois de France, en mettant, après 1229, dans le Midi, l'hérésie au rang des crimes de droit commun, n'eurent pour but que d'écarter un péril, qui n'était plus uniquement religieux. Dès lors tout historien de l'Inquisition verra, dans l'étude et la connaissance approfondie du xiii^e siècle, une introduction obligée, destinée à expliquer plus tard bien des faits de nature à étonner. Le P. De Smedt a déjà signalé ici même les sources de l'histoire du néo-dualisme¹. C'est à la lumière incorruptible de ces sources qu'il nous dira, avec toutes les garanties d'une saine critique, si l'Église, en poursuivant les hérétiques, agit par « entraînement² » ou non ; si elle appela sur elle par l'Inquisition les malheurs du xiv^e siècle³ ou non ; si elle fit œuvre bonne ou mauvaise ; si le mal méritait une telle répression ou non. Les Prédicateurs⁴ alors en vogue, les légats pontificaux⁵, les théolo-

¹ Octobre 1874, p. 476.

² M. Ch. Molinier, p. 463.

³ M. Ch. Molinier, *Conclusion*.

⁴ Robert d'Arbrissel, Raoul Ardent, saint Bernard, Jacques de Vitry, Gui de Carcassonne, Fouques de Toulouse, Arnaud de Cîteaux, saint Dominique.

⁵ Le cardinal Albéric, le cardinal Pierre de Saint-Chrysogone, les moines Rainier, Gui, Raoul, Pierre de Castelnau, le cardinal Jean de Saint-Paul de Sainte-Prisque, Milon, Thédise, Arnaud.

giens¹, les évêques², les papes³, les chroniqueurs du temps, les hérétiques eux-mêmes s'en expliquèrent. Ils ont le droit d'être entendus. Les collections de Bouquet, de d'Achery, de Mansi contiennent un grand nombre de documents qui serviront à fixer la nature de l'hérésie. La lettre d'Yves de Narbonne mettra en relief ses agissements : le Concile de Lombers et le meurtre de Trencavel dans l'église de la Madeleine, à Béziers, permettront à l'historien de saisir sur le fait, pour ainsi dire, leur audace et leurs moyens⁴, et les cinquante-deux conciles, dont trois généraux, qui se réunirent de 1119 à 1229, pour traiter des mesures à prendre afin d'arrêter l'incendie, le placeront en présence d'une préoccupation universelle, alarmée, de tout ce qu'il y avait alors de plus saint et de plus digne dans l'Église.

L'Inquisition méridionale s'explique par ces alarmes, certes justifiées. Au XIII^e siècle, elle peut être considérée comme une conséquence dernière de la situation légale faite depuis longtemps déjà à l'hérétique. L'hérétique était placé par son hérésie en état de révolte, et les lois punissaient ce criminel de lèse-nation⁵ : ainsi, pour ne rappeler qu'un exemple souvent cité, le *Miroir de Souabe* le menaçait de la mort. De fait, pendant les soixante-dix ans qui précédèrent l'établissement du tribunal de l'Inquisition à Toulouse, l'Église dénonça quelquefois l'hérétique au pouvoir séculier, auquel seul elle reconnaissait le droit sur le corps, et le pouvoir séculier, comme au IV^e et au V^e siècle, édicta des peines contre lui. L'Inquisition devint de la sorte un tribunal qui statua sur le cas de l'hérésie ; il eut donc sa procédure et sa pénalité. Avant de porter un jugement, le moins qu'on puisse demander à l'historien c'est de se rendre familier avec l'esprit de la législation au moyen-âge, et aussi avec la manière dont la justice était rendue, à la fin du XII^e siècle et dans les premières années du XIII^e, sous Philippe-Auguste et sous les comtes de Saint-Gilles, à Tou-

¹ Bonacursus, Bernard, abbé de Foncaude, Galdin, Eckbert, Ermengaud, Ebrhard de Béthune, Moneta, Renier Sacchoni, Alain de Lille.

² Comme par exemple, Luc, évêque de Tuy en Gallicie, Hugues, évêque de Rouen, Roger, évêque de Châlons-sur-Marne, Gaucelin, évêque de Lodève, Bernard, archevêque d'Auch.

³ Principalement Alexandre III, Lucius III, Innocent III.

⁴ Notre étude : *Les Albigeois, leurs origines*.

⁵ Cf. l'intéressante brochure : *L'hérésie et le bras séculier au moyen-âge jusqu'au treizième siècle*, par Julien Havet. Extrait de la *Biblioth. de l'École des chartes*. Paris, Champion, 1881.

louse. Alors seulement, il aura qualité pour nous dire si le tribunal de 1229 marqua un progrès ou une décadence, si le for ecclésiastique, si souvent préféré au for civil, fut redouté, cruel, méprisé, comme quelques-uns se plaisent à le dire.

Or, en présence de tout tribunal, trois questions se posent d'elles-mêmes : Quelle fut son organisation ? Quelle sa compétence ? Quelle sa procédure ? M. P. Fournier, traitant des officialités au moyen-âge, a cru pouvoir signaler, dans le tribunal de l'Inquisition, cinq dérogations aux règles ordinaires de la procédure d'alors.

On pouvait employer devant les inquisiteurs, dit-il, l'une ou l'autre des trois procédures reçues dans l'Église, accusation, dénonciation ou inquisition. Toutefois les règles ordinaires subissaient, en cette matière, de très graves dérogations.

I. Si l'on communiquait au *reus* les dépositions à sa charge, on se gardait bien de lui laisser connaître les noms des témoins et des dénonciateurs, au moins lorsqu'il en pouvait résulter des dangers pour ceux-ci ¹. Le droit postérieur, enchérissant sur cette règle, défendit de révéler ces noms en aucun cas ².

II. Les incapacités de témoigner en justice s'évanouissaient pour la plupart lorsqu'il s'agissait de déposer dans un procès pour hérésie. Le juge était cependant tenu d'écarter les témoins qui entretenaient contre l'accusé des inimitiés capitales ou conspiraient contre son autorité.

III. La torture fut employée dans le but de provoquer les aveux des individus poursuivis pour hérésie. Jusqu'au treizième siècle, il ne pouvait en être question dans les tribunaux ecclésiastiques, puisqu'elle eût rendu irrégulier tout juge d'Église qui l'eût ordonnée ³. L'influence du droit romain ayant fait assimiler l'hérésie au crime de lèse-majesté, on fut amené à recourir contre les hérétiques à toutes les rigueurs de procédure que fournissait la législation romaine. La torture, en effet, n'est nullement une institution du droit canonique : c'est dans les textes nombreux du Digeste et du Code qu'il faut en rechercher l'origine ⁴. Il semble bien, à lire une bulle d'Innocent IV

¹ 20, in 6, V. 2. Boniface VIII y renouvelle la règle posée par ses prédécesseurs Innocent IV, Alexandre IV, Clément IV. — Cf. Eymericus, *Directorium inquisitorum*, append., p. 41.

² Constitution de Pie IV, Eymericus, *Directorium*, Append. p. 143.

³ C. 23, q. 8, C. 30.

⁴ Deux textes canoniques paraissent faire allusion à la torture (C. 5, q. 5, C. 4, et 1, X, V, 16). Le premier de ces textes, tiré d'une fausse décrétale, n'a point trait à la torture. Le second nous semble ne point s'y rapporter davan-

rendue en 1252, que les inquisiteurs faisaient alors donner la torture aux hérétiques par les juges séculiers¹ ; mais bientôt une décision d'Urbain IV leur permit de se relever les uns les autres des irrégularités qu'ils encourraient en ordonnant eux-mêmes la torture². Dès lors elle fut reçue dans la pratique des tribunaux ecclésiastiques³, et les jurisconsultes durent se préoccuper de déterminer les circonstances dans lesquelles il serait permis de l'employer. Toutefois, quoique G. Durand lui consacre quelques lignes dans la théorie générale de la procédure d'accusation⁴, il est vraisemblable que la torture ne fut guère appliquée par les juges d'Église en dehors des poursuites contre les hérétiques. En effet, le *Speculator* est trop sobre de détails sur cette institution pour que nous puissions lui attribuer dans la procédure une importance considérable.

Quoi qu'il en soit, Durand donne le premier, sur l'emploi de la torture, le résumé des règles que la pratique devait développer. La torture est un moyen subsidiaire, qui ne s'emploie qu'à défaut d'autres preuves : elle ne peut être ordonnée que lorsque le prévenu est sous le coup d'indices graves, ou qu'il a vacillé dans ses réponses ; enfin l'aveu arraché par la torture n'a de valeur qu'autant qu'il n'est pas rétracté sitôt après la cessation des tourments.

IV. Le ministère des avocats était refusé aux prévenus dans un procès d'hérésie⁵.

V. Le procès pouvait se terminer soit par une condamnation, soit par une sentence ordonnant le serment purgatoire, soit par l'abjuration solennelle que faisait le prévenu, auquel une pénitence était ensuite imposée⁶.

Telles sont les affirmations de M. Fournier⁷. On comprend combien il importe de justifier ou de combattre de semblables allégations, de dire jusqu'où elles sont vraies, jusqu'où elles sont fausses. Or, il se trouve que la seconde moitié du XIII^e siècle et la

tage, car si on l'entend dans ce sens, Alexandre III y ordonne de mettre à la torture le dépositaire infidèle et, au besoin, de le charger de chaînes ; cette progression n'est pas rationnelle. D'ailleurs, au temps d'Alexandre III, le juge d'Église eût encouru l'irrégularité en ordonnant la torture. Quant au C. 6, X, V. 41, il faut lire *questibus* et non *quæstionibus*. Cf. Biener, *op cit.*, p. 55.

¹ Bulle *Ad extirpenda*. Eymericus, *Directorium*, append. p. 7.

² *Ibid.* Commentaire de Pegna, c. x, p. 592.

³ 1, 51, Clem. V, 3.

⁴ *Specul.* lib. III, pars I, de accusatione, 31, n° 24.

⁵ *Directorium Eymerici*, append., p. 7.

⁶ *Les Officialités au moyen-âge*, par Paul Fournier, professeur agrégé à la faculté de droit de Grenoble., Paris, Plon, 1880, III^e partie, chap. v, § 10.

⁷ Nous nous arrêtons à l'auteur qui a le plus récemment parlé de l'Inquisition.

première du XIII^e furent animées d'un enthousiasme vraiment sincère pour l'étude du droit romain, qui, dans l'application comme dans l'enseignement, l'emporta sur le droit germanique. Justement, c'est pendant la période la plus florissante de l'hérésie dualiste, d'Eugène III à Grégoire IX, que cinq collections du droit canon virent le jour ; les unes et les autres, sinon avec la même autorité, prirent place sur le bureau des juges. Ce fut un temps où on aima la vérité religieuse, mais aussi un temps où on aima la justice. A-t-on jamais réfléchi que les Papes dont l'influence fut la plus durable et la plus profonde, étaient en même temps des canonistes de premier mérite ? Alexandre III, Lucius III, Innocent III, Honorius III, Grégoire IX, Innocent IV avaient étudié le droit à Bologne. Leurs noms, nous les trouvons au berceau comme aux beaux jours de l'Inquisition : et l'on ne peut oublier que l'école de Bologne délivra le moyen-âge de ce jugement barbare, procédure vraiment trop sommaire, appelé, au XI^e siècle, le jugement de Dieu : elle marqua un progrès véritable dans la manière dont les hommes, sous l'action de l'Église, comprirent et appliquèrent la justice sociale.

Certes, nous n'apprendrons rien de nouveau sur les sources pour l'étude du droit pendant les soixante-dix années qui précédèrent l'Inquisition et celles qui la suivirent, et pendant lesquelles le droit romain fut appliqué universellement dans la Province, comme l'atteste le sénéchal Pierre d'Auteuil ¹. En 1769, l'italien Sarti écrivait les savantes biographies des professeurs de Bologne ² ; en 1835, Savigny nous donnait une *Histoire du droit romain au moyen-âge* ³ ; et le docteur Phillips, à une époque plus rapprochée, circonscrivant le cercle de ses recherches, étudiait les sources elles-mêmes du droit ecclésiastique ⁴. Ces travaux facilitent l'intelligence du *Corpus juris*, du *Décret* de Gratien, et des *Glossaires* ⁵.

¹ Aug. Molinier, *Hist. du Languedoc*, édit. Privat, t. VII, p. 78.

² *De claris archigymnasii Bononiensis professoribus.*

³ Traduit de l'allemand par Guenoux.

⁴ *Du droit ecclésiastique dans ses sources*, trad. par l'abbé Crouzet. Paris, 1852.

⁵ Les plus habiles parmi les Glossateurs furent Sicard, dont le *Liber mitralie* fut placé dans le *Rationale* de G. Durand, mort évêque de Crémone, en 1215 ; G. Durand ; Pierre de Blois, le jeune, auteur du *Speculum juris canonici* ; Hugues de Ferrare, qui mérita les éloges d'Innocent III ; Jean le Teutonique, dont la *Glossa ordinaria* fut appelée la *Lumière des décrets*.

III

Des sources d'information plus, intéressantes que celles-ci sont celles qui regardent le tribunal lui-même et ses premiers essais. L'Inquisition s'y présente avec le double caractère d'être ordonnée par les Conciles et exercée par les évêques : c'est l'Inquisition épiscopale.

Pour étudier cette période de formation, qui s'étend de l'année 1163 environ jusqu'à l'année 1229, nous avons le texte de plusieurs conciles, une ordonnance de Lucius III, quelques lettres de ses deux successeurs immédiats, Innocent III et Honorius III, des ordonnances émanant de Frédéric II, de Blanche de Castille et de Raymond VII, et quelques actes d'Inquisition formulés par saint Dominique qui, semble-t-il, fut un des premiers assesseurs du tribunal à Toulouse.

Le 19 mai 1163, le concile de Tours, présidé par le pape Alexandre III lui-même, traita dans le canon IV, la question des hérétiques Albigeois, qui, à cette date, préoccupait déjà vivement les esprits ¹. Il reconnut d'abord la nécessité et l'obligation de les frapper par des peines temporelles, et demanda aux princes, non seulement de surveiller leurs conventicules, mais encore d'emprisonner ceux des hérétiques notoires qui seraient découverts, et même de les punir par la confiscation des biens ². Seize ans après, le concile général de Latran alla plus loin : il édicta, dans le vingt-septième canon, que les princes étaient en droit de soumettre les hérétiques à la servitude; il promit même des avantages spirituels à tous ceux qui les combattraient par les armes ³. Le 4 novembre 1183, Lucius III, d'accord avec l'empereur, promulgua, à Vérone, ce long et fameux décret qui demandait, non seulement la condamnation, mais encore la recherche de l'hérétique. L'évêque était tenu, tous les ans, de visiter par lui ou par son grand vicaire, les paroisses dans lesquelles, d'après le bruit public, pouvait se trouver quelque hérétique. Trois per-

¹ Il sera facile de constater la même préoccupation dans plusieurs conciles antérieurs à celui-ci, celui de Toulouse, présidé par Calixte II (1119), celui de Latran (1139), celui de Reims (1148), celui de Montpellier (1162).

² Mansi, t. XXI, pp. 1167 et seq.

³ Mansi, t. XXII.

sonnes de l'endroit ou du voisinage, jouissant d'une bonne réputation, étaient invitées à prêter serment; on les interrogeait sur les hérétiques. On prononçait ensuite. Les officiers de l'autorité civile, sous peine de perdre leur dignité, s'engageaient à observer le décret de Vérone. Ce décret, en attendant qu'il passât dans le droit ¹, fut promulgué sans retard dans les diocèses de Taragone, de Barcelone, de Gironne, de Vic et d'Elne, avec lesquels la Septimanie entretenait de nombreuses et amicales relations ².

L'Inquisition épiscopale était ainsi établie : c'est sous cette forme qu'elle commencera, à Toulouse, en 1229.

Le successeur de Lucius III fut le grand et immortel pape Innocent III, noble esprit, main ferme, âme élevée, d'une activité surprenante, revêtu, à l'âge de trente-sept ans seulement, après un vote unanime des cardinaux, de la plus haute dignité, aussi prompt à se déterminer que ferme dans le gouvernement. Instruit par ses légats des projets des ennemis de l'Église, attristé de leurs agissements, mais résolu à les arrêter, ce n'est pas en 1198, à l'époque de son avènement au trône pontifical, ni en 1207 et 1208, quand son légat auprès de Raymond VI, loin de rien obtenir des barons était assassiné, qu'Innocent III pouvait songer à ne pas s'inspirer de la conduite de ses prédécesseurs. « De toutes les tempêtes qui battent la barque de Pierre, écrivait-il à l'archevêque d'Auch, celle dont la pensée nous afflige le plus, c'est que les ministres de la méchanceté diabolique se lèvent contre la foi orthodoxe avec plus de liberté que jamais. Ils prennent misérablement dans leurs filets les âmes des simples. Ils donnent aux saintes Écritures, dont ils changent le sens, des interprétations superstitieuses et imaginaires, pour déchirer l'unité de l'Église. Nous avons appris par vous et par d'autres que la peste de cette erreur a pris un fort accroissement dans la Gascogne et les provinces adjacentes. Aussi voulons-nous que vous et les autres évêques, vous vous opposiez efficacement à un si grand mal : car il est à craindre que la partie du troupeau, saine encore, ne se

¹ *Decret. Greg.*, lib. V, tit. VII, cap. ix.

² Le concile de Vérone ne fixa point le châtement qui serait infligé aux hérétiques. Mais l'empereur édicta contre eux la peine du ban impérial (*Monumenta Germaniæ, Script.*, t. IX, p. 542), qui selon quelques-uns comprenait l'exil, la confiscation des biens, la démolition des maisons des condamnés, l'infamie et l'incapacité d'exercer les fonctions publiques.

laisse entraîner et que la corruption ne devienne générale. Nous vous ordonnons donc d'extirper de vos frontières ces hérésies, et d'en faire sortir ceux qui les propagent. Quant à ceux qui entretiennent avec eux des relations, traitez-les selon la rigueur des lois ecclésiastiques; si c'est nécessaire, demandez même aux princes et au peuple d'employer contre eux le glaive matériel ¹. »

Deux mois après, il annonçait l'arrivée de ses légats Gui et Rainier aux évêques des provinces d'Aix, de Vienne, d'Embrun, de Lyon et de Narbonne, et les priait de leur obéir fidèlement, soit pour chasser les hérétiques de leurs terres, soit pour confisquer leurs biens, soit pour adresser un appel au bras séculier. Ceux qui, requis par les légats, prendraient les armes contre les fauteurs de l'hérésie, gagneraient l'indulgence attachée au pèlerinage *ad limina Petri vel Jacobi*. En terminant, le pape donnait le fondement du droit alors en vigueur, dans cette formule aussi brève qu'expressive : « Celui qui perd la foi vole la vie ². »

Ces mesures s'étendirent bien au-delà de la Province; elles prirent un caractère général : car l'hérésie était internationale, européenne. L'archevêque de Milan reçut l'invitation d'éloigner les hérétiques de toutes les charges ³. Pour Vérone, les mesures furent plus rigoureuses ⁴; et le pape cependant ne craignit pas de dire qu'il usait de miséricorde et d'indulgence : si les criminels de lèse-majesté humaine en effet méritent pour eux la mort, et pour leurs descendants la confiscation des biens, de quels châtimens ne sont pas dignes les criminels de lèse-majesté divine ? Le pape veilla lui-même à ce que ses volontés fussent fidèlement observées. C'est ainsi que Trévise ayant refusé de recevoir la constitution du légat pontifical contre les hérétiques qui avaient formé une ligue avec ceux de Vicence et de Vérone, il appliqua à cette ville rebelle toute la rigueur des lois ecclésiastiques ⁵. Cette rigueur nécessaire ne l'empêchait point, du reste, d'agir avec prudence, et de demander au cardinal-évêque de Vérone de veiller à ce que l'innocent ne fût point confondu avec le coupable ⁶, conseil si souvent rappelé plus tard.

¹ *Reg.*, Lib. I, Ep. LXXXI.

² « Nam qui fidem adimit, vitam furatur. » *Reg.*, Lib. I, Ep. XCIV. Cf. Ep. CLXXV.

³ *Reg.*, Lib. I, Ep. CCXCVIII. Cf. lib. II, Ep. CCXXVIII.

⁴ Lib. II, Ep. I.

⁵ *Reg.*, Lib. II, Ep. XXVII.

⁶ *Reg.*, Lib. II, Ep. CCXXVIII.

Ainsi, vers 1200, l'hérétique n'était pas seulement regardé comme un ennemi public, mais encore, sur un soupçon, il pouvait être appelé et interrogé ; reconnu coupable, il pouvait être remis au bras séculier.

Pierre de Castelnau, envoyé en 1203 dans le pays toulousain, ne reçut pas une mission différente de celle des divers légats accrédités à Vérone, à Milan, à Trévise, dans la Dalmatie et la Hongrie. Seulement le Saint-Siège lui donna des instructions plus pressantes pour une répression immédiate ¹ : car ici, la complicité des barons était évidente, et la faiblesse de quelques évêques approchait du scandale. La légation du moine de Fontfroide fut des plus difficiles, malgré l'appui constant du pape, qui dut se plaindre plusieurs fois aux évêques de leur peu de zèle, qui alla jusqu'à interdire celui de Béziers ², et qui demanda, presque en suppliant, au roi de France de venir à son aide, comme suzerain du comté de Toulouse et de la vicomté de Carcassonne ³.

Il est certain que l'interrogation de ceux qui étaient sous le soupçon d'hérésie commença dès lors dans le midi. Il nous reste un acte de février 1203, dans lequel le roi d'Aragon, ému de l'état des choses dans la vicomté de Carcassonne dont il était suzerain pour les terres voisines des Pyrénées, dit s'être transporté à Carcassonne, y avoir convoqué et entendu les hérétiques, en présence de l'évêque, des légats Raoul et Pierre de Castelnau, dans une première conférence. Il ajoute : *Eos hereticos cognovi et judicavi*. Il présida de même une seconde conférence, qui eut peut être plutôt le caractère d'une dispute théologique que d'un interrogatoire. Les catholiques et les hérétiques y prirent part en égal nombre, treize de chaque côté. Les catholiques avaient à leur tête l'évêque de Carcassonne, et les hérétiques leur évêque aussi, du nom de Bernard Decimorra. Le roi, qui a la parole dans ce document, dit en finissant : « Mais le jour suivant, en présence de l'évêque de la cité et d'un grand nombre, je les ai jugés hérétiques ⁴. »

La présence de Pierre de Castelnau auprès de Pierre II a porté le savant et judicieux Henschenius à croire que l'Inquisition fut

¹ *Reg.*, Lib. VI, Ep. CCXLII.

² *Reg.*, Lib. VI, Ep. CCXLII et CCXLIII.

³ *Reg.*, Lib. VII, Ep. LXXVIII et CCXII. — Lib. X, Ep. CXLIX.

⁴ *Études historiques et documents inédits sur l'Albigéois*, par Compayre, p. 227.

établie dans le pays toulousain par Innocent III, quand il lui confia sa périlleuse légation ¹. De fait, l'ordre de Cîteaux a disputé à saint Dominique le titre de premier inquisiteur ², souvent revendiqué par les historiens des Prêcheurs. Sur ce point il nous reste des actes authentiques, qui assurément ont plus de valeur que les opinions individuelles. Ainsi, le XXXI^e volume du fond Doat ³ contient un acte dans lequel saint Dominique d'abord reconnaît agir au nom et en vertu de pouvoirs délégués au légat Arnaud, et ensuite applique à Pons Roger converti des peines méritées par son hérésie, ancienne déjà, en recommandant à son curé de veiller sur ses relations et sur sa foi. Cet acte remonte, croit-on, à l'année 1207 ou à l'année 1208. On n'y voit pas que Pons Roger ait été mandé pour comparaître : il nous montre saint Dominique siégeant comme juge, ou plutôt comme assesseur, pour connaître de la foi du prévenu. Mais il ne détruit point l'opinion d'Henschenius, et peut prendre rang avant la tradition de la chancellerie pontificale. Ainsi Sixte-Quint, dans sa bulle de 1586 pour la fête de saint Pierre, dominicain et martyr de l'Inquisition, disait que successivement Innocent III et Honorius III confièrent à saint Dominique la charge d'inquisiteur ⁴. Saint Dominique aurait ainsi reçu une délégation pontificale pour l'Inquisition après l'année 1209.

Que le B. Pierre de Castelnau, qu'Arnaud, saint Dominique ou tout autre ait le premier exercé les fonctions d'inquisiteur dans le Midi ou non, il paraît certain qu'un tribunal pour la punition des hérétiques fut en exercice en 1203, et en 1207 ou 1208. Les textes allégués et l'état des esprits permettent de penser que, si la présence de Pierre II y fut transitoire, le tribunal eut un fonctionnement à peu près régulier. Le Concile d'Avignon de 1209, qui formula en termes précis l'idée et les moyens de répression alors possibles, corrobore la force de ces textes ⁵, et la bulle de juillet 1210, par laquelle Innocent III enjoignait aux abbés et aux prélats des diocèses de Narbonne, Béziers, Carcassonne, Toulouse et Albi, de disposer des biens des hérétiques en faveur de

¹ Bolland. 29 Maii, ad *Acta B. Petri de Castronovo*.

² Bolland. 4 Aug., S. Dominic.— Cf. Percin, *Monum. Conv. Tolos.*

³ Biblioth. nationale, f. 1.

⁴ Apud Percin, *Monum. Conv. Tol. Inquis.*, Pars I, c. III.

⁵ Percin, *Monum. Conv. Tol. Inquis.*, Pars II, c. II.

ceux qui reviendraient à la foi ¹, donne la certitude. Un doute existât-il encore, qu'il tomberait devant la lettre des consuls et des membres du Conseil de Toulouse à Pierre II. Ils suppliaient, à genoux, le roi, leur protecteur, de prendre connaissance des rapports qu'ils avaient eus avec le légat Arnaud à diverses reprises. Celui-ci, lui disaient-ils, avait exigé d'eux que les *Credentes hæreticorum* fussent livrés aux barons. Pourquoi ? « Afin que, selon le jugement et la coutume, ils se purgeassent de Brayna ². » Les commissaires du légat avaient été chargés de faire connaître ces *Credentes*. Les personnes désignées avaient été interrogées ; quelques-unes, ayant feint de pratiquer la foi, avaient été rendues à la liberté ; mais d'autres avaient subi la peine du feu, au grand regret des consuls, qui avouaient avoir connu avec une extrême surprise l'ordre du comte de livrer au feu tout hérétique. Les consuls ajoutaient qu'ils étaient disposés à faire comparaitre devant la cour épiscopale ceux qui leur seraient encore signalés. Et cependant, malgré leur bon vouloir, ils avaient été frappés d'interdit. Ils en avaient donc appelé au Pape, et Innocent III, par sa lettre aux légats pour qu'ils levassent l'interdit, constatait que les consuls avaient refusé de livrer les prévenus, mais seulement après les avoir entendus ³.

Cette lettre contient des indices sûrs de l'existence de l'Inquisition en 1212 ; et s'il nous est permis de ne pas accorder la même confiance à tout ce que racontent à Pierre II ces témoins intéressés, un doute sur le fond n'est pas possible. Nous en avons d'ailleurs pour garant les ordonnances du concile d'Avignon, en date du 6 septembre 1209.

Ce concile provincial, présidé par Milon, légat pontifical et successeur de Pierre de Castelnau, voulut, afin que chaque évêque pût extirper totalement l'hérésie de son diocèse, qu'il y eût dans chaque paroisse un prêtre et deux ou trois ou un plus grand nombre de laïques, de bonne réputation, qui émissent entre les mains des prélats le serment de dénoncer, dès qu'ils les connaîtraient, les hérétiques et leurs protecteurs, de les faire connaître aux consuls et barons, qui leur infligeraient le serment mérité ⁴. Pressés par ce concile, les consuls de Toulouse avaient

¹ Doat, vol. XI, f° 28.

² « Ut ipsi, secundum judicium et consuetudinem, de Brayna se purgarent. »

³ Layettes, n° 968.

⁴ Can. 2. Cf. Héfélé, *Hist. des conc.*, § 645.

en partie obéi au légat, tout en essayant de soustraire à l'Inquisition des prévenus pour lesquels ils avaient plus d'une sympathie de parenté et d'opinion. Ce fut aussi pour ne pas irriter la cour pontificale que, le 25 avril 1214, sept mois après la désastreuse défaite de Muret, Jourdain de Villeneuve, Aymeric de Castelnau, Arnaud Bernard Bandura, Arnaud Barrave, Vital de Punach, Peregrin Signier, Guillaume Bertrand, promirent de nouveau de tout mettre en œuvre pour la répression des hérétiques¹; et le concile de Montpellier² exprima, avec les craintes, les désirs d'un grand nombre, quand, après avoir dit combien la paix des esprits était nécessaire, combien étaient imprudents ceux, encore nombreux, qui la troublaient³, il renouvela l'ordonnance du concile d'Avignon⁴. Enfin, à la mi-novembre de cette même année, le concile de Latran, douzième général, confirmait de son autorité souveraine l'Inquisition épiscopale, déjà établie par les synodes de Vérone, d'Avignon et de Montpellier⁵. Quelques années plus tard, le Chapitre III, dirigé tout entier contre les Albigeois, passa dans le *Corpus juris*, et fixa ainsi la législation ecclésiastique dans la question de l'hérésie⁶.

A partir de ce moment (1215) jusqu'en 1226, année où l'intervention victorieuse du roi de France dans les états Toulousains devint un fait accompli, nous ne connaissons aucun document qui ait directement trait à l'Inquisition méridionale. Après la remise du pays vaincu à Simon de Montfort, l'hérésie semblait devoir s'éteindre d'elle-même. A quoi bon dès lors la poursuite des hérétiques? Seulement, s'il nous est permis de jeter un regard au delà des frontières gasconnes, n'oublions pas de rappeler que l'empereur renouvela les ordonnances de Vérone, et que Jacques d'Aragon ferma à l'hérésie l'entrée de ses terres⁷.

Cependant, après la mort de Simon de Montfort sous les murs de Toulouse, les hérétiques, soutenus par Raymond VI et enhardis par la faiblesse d'Amaury de Montfort, relevèrent, sous le prétexte de recouvrer l'indépendance, l'étendard de la révolte

¹ Layettes, n° 1072.

² 8 janvier 1215.

³ Can. 32, 34, 35.

⁴ Can. 46. Cf. Mansi, t. XXII.

⁵ Can. III.

⁶ *Decret. Greg.* IX, Lib. V. tit. VII, cap. XIII.

⁷ Layettes, n° 1738. Cf. Tourtoulon, *Jacme I^{er}*, t. II, pp. 160, 243, 368, 369.

contre l'Église. Les premiers conseils de répression tendirent à l'emporter peu à peu sur les pensées de clémence que le doux et timide Honorius III avait déjà fait prévaloir au commencement de son pontificat. C'est ainsi que le légat Romain expliqua l'intervention de Louis VIII ¹. Le pape n'appela le roi de France à Toulouse, après de longues négociations, qu'à son grand regret et qu'à la dernière extrémité. Mais Louis VIII, appelé, porta, en 1226, les statuts inquisitoriaux déjà en vigueur dans les provinces d'Arles et de Narbonne, dans les diocèses de Cahors, de Rodez, d'Agen et d'Albi ² : et Jacques d'Aragon défendit à ses vassaux, surtout à ceux de la Septimanie, de favoriser les hérétiques, de les soutenir ou de les protéger en quelque point que ce fût.

Une mine féconde pour l'historien de l'Inquisition sera ici l'étude de la volumineuse correspondance d'Honorius III et des quatre premières années du pontificat de Grégoire IX. Nous l'avons déjà dit. Un seul sentiment inspire toutes ces lettres : le besoin de la paix et le désir de l'assurer aux catholiques qui formaient vraiment la part la plus nombreuse et la meilleure du pays. Si le pontife romain tient à la main le *glaive spirituel, qui brise la pierre et même le rempart des hérésies* ³, c'est uniquement pour le bonheur et la tranquillité des peuples : Honorius III espère que Dieu, touché par la prière ardente des fidèles, apaisera enfin la tempête ⁴. Pour la préparer efficacement, il ordonne que, dans la Septimanie, chacun jure de l'observer ; la cause de la paix et celle de la foi se confondent : les hérétiques les compromettent l'une et l'autre ⁵. Roger, comte de Foix, gravement soupçonné de pactiser avec les néo-dualistes, devra fournir une caution sûre de son amour de la paix, et Bérenger, abbé de Saint-Tibéri, devra recevoir cette caution ⁶. Il invite l'ordre naissant de Saint Dominique à tout supporter avec constance dans cette lutte pour la paix ⁷. Une discussion s'étant élevée entre Simon de Montfort et l'archevêque de Narbonne ⁸, entre l'élu de Perpignan et l'abbé de Saint-

¹ *Hist. de Languedoc*, éd. Privat, VIII, 817.

² Percin, *Monum. conv. Tol. Inquis.*, Pars II, cap. vi.

³ Honorius III, 25 jul. 1216, ap. Martene, *Thesaurus*, t. I, p. 851.

⁴ Ad Burdegal. episc. et suffrag. ejus. Bouquet, t. XIX, p. 611.

⁵ Ad Garsiam. Bouquet, t. XIX, p. 613.

⁶ Ad Berengarium. Manrique, *Annales*, t. IV, p. 203.

⁷ Percin, *Monum. convent. Tolos.*, p. 18.

⁸ Bouquet, t. XIX, p. 628.

Michel¹, il supplie qu'on s'entende pour le bien de la paix. Il adresse aux hérétiques des appels pressants ; il exhorte les princes à l'humilité, qui est le frein de l'ambition, pour que la paix règne universellement. La paix ! en ce temps de guerre, tel est le cri qui s'échappe de son cœur.

Cette politique de pacification fut aussi celle de son successeur, Grégoire IX. Le cardinal Romain de Saint-Ange, nommé légat en France, reçut la mission spéciale de travailler au grand œuvre de la paix, et dans ce but de demander au roi la répression, si elle devenait nécessaire. Tel nous paraît être le sens de la bulle *Negotium quod agitur*, du 21 mars 1228². Inspiré par ce sentiment, Grégoire IX donna à son légat, à peine arrivé en France, le pouvoir d'accorder au frère du roi, Alphonse, toutes les dispenses nécessaires pour qu'il épousât Jeanne, fille du comte de Toulouse : car la paix semblait devoir s'affermir par cette alliance³. Afin de signaler les perturbateurs de la paix, il renouvela l'excommunication contre les Cathares, les Patarins, les Pauvres de Lyon, les Dualistes⁴. Il rappela en même temps les sentences précédentes, et il paraît bien que son influence ne fut pas étrangère à l'ordonnance *Cupientes* de saint Louis : ordonnance d'une immense importance, puisqu'elle régla la question religieuse, dans les terres gasconnes réunies à la Couronne royale.

Depuis longtemps, en effet, l'excommunication était méprisée. Tout en reconnaissant qu'elle restait une arme redoutable de l'Église⁵, on ne peut nier que la justice séculière, dans le midi, ne tenait plus aucun compte des décisions pontificales : elle ignorait le délit d'hérésie. L'ordonnance *Cupientes* plaça donc sous l'autorité répressive des baillis tous les excommuniés⁶. Ainsi, à la veille du concile de Toulouse, fut consacrée la participation du pouvoir séculier à la punition des hérétiques méridionaux.

Ce concile (1229) édicta quarante-cinq canons, dont quinze tendaient à rendre définitif et régulier le tribunal de l'Inquisi-

¹ La Porte du Theil, *Reg.*, lib. I, Ep. 308.

² Potthast, *Regest.*, n° 8150.

³ Potthast, *Regest.*, n° 8216.

⁴ Potthast, *Regest.*, n° 8445.

⁵ Raymond VI avait plus d'une fois cherché à prévenir ses coups.

⁶ Aug. Molinier, *Hist. de Languedoc*, t. VII, notes, p. 73. — Cf. Boutaric, *Saint Louis et Alphonse de Poitiers*, p. 442.

tion. Nous n'analyserons pas ici ce document toulousain : nous reproduirons seulement le récit du méridional Guillaume de Puylaurens. « Le légat, qui était le cardinal Romain de Saint Ange, dit-il, ordonna une recherche (*inquisitio*) de ceux qui étaient soupçonnés d'hérésie. Guillelm de Solerio, ancien hérétique *revêtu*, fut gracié ; il fut réintégré dans sa bonne renommée, afin qu'il comparût comme témoin contre les hérétiques. La recherche se fit de la manière suivante : tous les évêques présents entendirent chacun *séparément* les témoins, que l'évêque de Toulouse faisait comparaître ; et après avoir reçu leurs dépositions par écrit, ils en remirent les actes à ce prélat, pour les conserver et y recourir en cas de besoin. On appela et on interrogea d'abord ceux qui étaient réputés fidèles et bons catholiques, et ensuite ceux dont la foi était plus suspecte. Mais ceux-ci, se doutant de quelque chose, convinrent ensemble de ne rien révéler qui pût leur porter mutuellement préjudice : c'est ce que l'on découvrit plus tard, et ce qui rendit cette procédure complètement inutile. Quelques-uns, plus prudents, prévirent les informations et se présentèrent au légat, en s'avouant coupables, en se soumettant à ses décisions, et en implorant sa miséricorde, qu'il leur accorda. Mais ceux qui avaient la tête plus dure, se rendirent indignes de pardon, en ne comparaissant que par contrainte, et pour ainsi dire trainés au tribunal : aussi leur imposa-t-on de rudes pénitences. Enfin, il y en eut d'autres, mais en petit nombre, qui prétendirent avoir recours aux voies de droit, et réclamèrent la communication des noms des témoins qui avaient déposé contre eux, sous prétexte qu'ils pouvaient être leurs ennemis mortels, et que leurs témoignages étaient sujets à réclamations. Ils suivirent le légat jusqu'à Montpellier, en persistant dans leur demande ; mais ce prélat, craignant les poursuites et les entreprises des accusés contre la vie de ceux qu'ils connaîtraient particulièrement pour leurs dénonciateurs, éluda leurs instances, en leur communiquant seulement, en général, la liste de ceux dont on avait reçu le témoignage dans toute la procédure, et en leur demandant s'ils y reconnaissaient des ennemis.... Ils se soumirent enfin à la volonté du légat ¹. »

¹ Guil. de Podiolar, cap. XL. Cf. Muratori, *Rer. Ital. Script.*, t, III, c. 572; *Vita Gregorii papæ*, ex mss. B. Guidonis.

IV

Nous arrivons ainsi à la période du plein exercice de l'Inquisition méridionale. Les questions affluent tout d'abord : Comment les canons du concile de Toulouse furent-ils appréciés par Grégoire IX ? Quel accueil reçurent-ils auprès de Raymond VII ? Pourquoi l'Inquisition, épiscopale de 1229 à 1233, fut-elle à cette date confiée aux Dominicains, sans que toutefois le droit des évêques juges ordinaires fût méconnu, et que les Franciscains, autre ordre naissant, en fussent exclus ? Un regard jeté au dehors, par exemple à Vérone et à Rome, fournira quelques lumières¹ ; la comparaison montrera les ressemblances et les différences. Il sera particulièrement utile de rechercher les moindres détails des premiers procès, de tous les plus intéressants, non seulement parce qu'ils furent les premiers, mais parce que plus tard les Inquisiteurs aimèrent à se reporter à la procédure et à la pénalité primitives. Les lettres d'Adam de Milly, lieutenant du roi dans la Province, aideront à comprendre comment la question des biens des hérétiques *saydits* fut résolue par le pouvoir royal, qui sembla considérer ces biens comme vacants². Ce précédent tendit à passer plus tard en règle absolue et engendra de nombreux abus et des conflits. Ce n'est pas tout : l'historien recherchera les raisons pour lesquelles Grégoire IX suspendit pendant trois mois, en 1237, l'exercice de l'Inquisition ; et il aimera, dans ce premier regard, à suivre les Inquisiteurs jusqu'en mai 1242, à Avignonet, où ils furent indignement massacrés. L'Inquisition, d'abord épiscopale, puis dominicaine ; les courses fatigantes des Inquisiteurs à Toulouse, à Carcassonne, à Cordes, à Albi ; les difficultés qu'ils surmontèrent, notamment à Toulouse, où la fondation du couvent de Saint-Romain fut presque douloureuse ; enfin leur massacre à Avignonet : cet ensemble, comprenant un espace de treize ans, formera un groupe compact de faits émouvants et curieux.

Les actes du concile de Béziers (1234), quelques Bulles de Grégoire IX, publiées par Ripoldi et signalées dans la table som-

¹ Muratori, *Rer. Italic. Scrip.*, t. VII, c. 1026.

² *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. VIII, p. 945.

maire de Potthast, les Statuts de l'archevêque de Narbonne ¹, les Statuts de Raymond VII l'arrêteront donc successivement. Il nous montrera les Dominicains donnant, en 1234, à l'Inquisition, une unité de direction encore inconnue. Il nous conduira à Narbonne avec le Fr. François Ferrier ²; à Cordes, à la suite de trois autres inquisiteurs ³, qui ne sont pas nommés, mais qui purent bien être G. Arnaud, François Ferrier et Ar. Catalan. Il nous fera assister à une vente des biens confisqués aux hérétiques ⁴; nous entendrons plusieurs sentences portées par G. Arnaud ⁵; nous prendrons connaissance des sauf-conduits délivrés aux condamnés obligés d'accomplir quelque pénitence dévotieuse ⁶. Nous verrons cet inquisiteur agir de concert, non seulement avec les autres frères ses assesseurs, mais encore avec l'archidiacre de Carcassonne, délégué de son évêque, qui l'assiste ⁷. Les biographies des Frères, compulsées par B. Gui ⁸, nous diront ce qu'étaient réellement ces inquisiteurs si souvent dénigrés depuis, et peut-être trouverons-nous qu'ils furent des hommes absolument honorables et des religieux fervents, auxquels la pratique des vertus monastiques attira parfois de graves dangers, comme le raconte la chronique de Guillem Pelhisso.

Ce récit, le seul de cette nature qui nous reste, reproduit en effet les principaux traits de la vie dominicaine et inquisitoriale à Toulouse, de 1231 à 1237: Bernard Gui, au xiv^e siècle, et Guillaume Catel, au xvi^e siècle, y puisèrent abondamment. Il se recommande par la nature des faits qu'il raconte, par l'époque à laquelle il appartient, et aussi par son auteur.

Toulousain d'origine ⁹, Guillem Pelhisso fut une des prémices du couvent de cette ville, où il passa trente ans de sa vie, et où il remplit des charges importantes. Il paraît avoir écrit une histoire de l'ordre naissant: malheureusement, nous ne l'avons

¹ *Hist. de Languedoc*, éd. Privat, t. VIII, p. 969, 1964 et 1966. — Cfr. *Cabinet historique*, t. IX, p. 192-193.

² Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. I, pp. 73-75. — Cfr. *Hist. de Lang.*, édit. Privat, t. VI, p. 685.

³ Rossignol, *Monographies communales du Tarn*, t. III, p. 10.

⁴ *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. VIII, p. 974.

⁵ *Ibid.*, p. 968.

⁶ *Cabinet Histor.*, t. IX, p. 168 et 190; t. XI, p. 100.

⁷ *Hist. de Lang.*, t. VIII, p. 968.

⁸ Bibl. de la ville de Toulouse, ms. 273, 1^{re} série.

⁹ Bibl. de la ville de Toulouse, ms. 273, 1^{re} série, f^o 115 B.

plus. Vers 1233, il fut adjoint à l'inquisiteur Arnaud Cathalan : il l'accompagna à Albi, où douze habitants de cette ville furent condamnés aux *croix* et à l'un des *pèlerinages majeurs*. Deux ans plus tard, il parcourut avec Pierre Cellani et Pons Delmont le diocèse de Cahors, où il reçut les aveux d'un grand nombre d'hérétiques ¹. Il était au couvent de Toulouse, en 1235, quand les Frères, sur l'ordre des consuls, fort émus, dirent-ils, par une sorte d'émeute populaire qui se porta chez les Dominicains, durent quitter la ville. L'inquisiteur Guillaume Arnaud se retira à Carcassonne. Mais, de cette ville, il ordonna la poursuite des hérétiques. Le prieur, Pons de Saint-Gilles, confia ce mandat périlleux à trois frères ; parmi eux, se trouva Guillem Pelhisso : il dut promptement quitter Toulouse ².

Pendant les mois de mars, mai, juin, juillet, novembre et décembre 1245, nous le trouvons comme témoin auprès des inquisiteurs Bernard de Caux et Jean de Saint-Pierre, dans les localités suivantes, appartenant aujourd'hui aux départements de la Haute-Garonne et de l'Aude : le Mas Saintes-Puelles, Saint-Martin-de-Landa, Vaisie (?), Montgiscard, Laurac, Auriac, Montesquiv (?), Gardoch, Lasbordes, Gaïan ³. Les dépositions des hérétiques de Saint-Martin-de-Landa, de Gaïan et de Villesèche, aux mois de janvier, de juin et de juillet 1246, portent de même, parmi les témoins, le nom de notre chroniqueur ⁴. Les frères étaient réunis en assemblée provinciale à Périgueux, le 6 janvier 1268 ⁵, quand on leur annonça que Guillem Pelhisso venait de rendre son âme à Dieu.

C'est tout ce que nous avons recueilli sur la vie de Guillem Pelhisso. Il nous importait surtout de savoir qu'il fut honoré de la confiance de l'ordre, et qu'il fut témoin des faits racontés dans sa Chronique. Cette Chronique jouit d'un certain crédit. Percin en cita

¹ Biblioth. d'Avignon. Ancien fond, ms. 229, f° 12 C.

² Biblioth. d'Avignon. Ancien fond, ms. 229, f° 13 A, f° 13 B. — Cf. Bern. Guidonis, Biblioth. de Toulouse, ms. 273, série 1^{re}, f° 119 A.

³ Biblioth. de Toulouse, ms. 155, série 1^{re}, f° 1, 2 A, 6 B—8 B, 16 A—17 A, 22 A, 30 B, 31 A, 31 B—34 A, 59 B, 67 A, 73 A—75 A, 79 B, 90 B—91 A, 92 B, 102 A—103 A, 109—110 A, 110 B—111 A, 114 B, 121 B, 122 A, 122 B—123 A,

⁴ *Ibid.*, f° 33, 36 B, 41 A, 125 A, 181 A.

⁵ Biblioth. de Bordeaux, ms. 780, f° 56 B. — Cf. Quétif et Echard, t. I, p. 246-247 ; — *Histoire littéraire*, t. XIX, p. 101 ; — M. Léop. Delisle, *Notice sur les Manuscrits de Bernard Gui*, p. 318 ; — M. Ch. Molinier, *De fratre Guilhelmo Pelisso*.

quelques passages ¹, et Martène en reproduisit la dernière partie ². Déjà, au XIII^e siècle, Guillaume de Frachet s'en était inspiré ³; et Bernard Gui, au commencement du XIV^e siècle, non content d'en prendre des extraits ⁴, l'inséra tout entière dans l'histoire des couvents de l'ordre. C'est ainsi qu'elle est parvenue jusqu'à nous. L'exemplaire conservé à la bibliothèque d'Avignon est le seul qui nous reste : cette copie fut exécutée sous les yeux, ou tout au moins du temps de Bernard Gui. La Bibliothèque de Carcassonne possède, sous le n° 6449, une autre copie de la Chronique mais elle est récente, fautive, d'une main peu expérimentée. C'est cette copie que M. Ch. Molinier a éditée cette année; évidemment il a ignoré l'existence du codex d'Avignon. Nous ne dirons rien de cette publication, si ce n'est qu'elle n'a pas d'autre valeur critique que celle du manuscrit de Carcassonne ⁵.

Ainsi, si nous ne nous méprenons, la Chronique de Guillem Pelhisso se présente, pendant les premières années de l'Inquisition toulousaine, comme un document considérable autour duquel les autres sources d'informations prendront facilement place : ainsi, la bulle de Grégoire IX ⁶ au comte de Toulouse pour l'engager à extirper l'hérésie de ses terres, la bulle de ce même pontife condamnant les hérétiques ⁷, la vie de Grégoire IX par B. Gui ⁸, la vie de Raymond du Fauga, évêque de Toulouse ⁹, l'excommunication de l'évêque de Comminges contre Raymond VII ¹⁰, la confirmation de cette sentence par Grégoire IX ¹¹, les sentences de Guillaume Arnaud pendant les années 1235, 1236 et 1237 ¹², particulièrement la sentence portée à l'occasion de Pons Grimoard qui s'était présenté spontanément ¹³,

¹ *Monum. Conv., Tol.* ad an. 1235, n° 25-37. — *Martyr. Avenio.*, c. 11, 7-10.

² *Thesaur.*, t. I, col. 985-987.

³ Bibl. de Toulouse, ms. 191, 1^{re} série, f° 36 C.

⁴ Bibl. de Toulouse, ms. 273, 1^{re} série, f° 10 B, 11 A, 118 B, 119 A.

⁵ Nous publierons à part le codex d'Avignon.

⁶ Elle comprend dans le ms. 229 (ancien fond) de la Bibliothèque d'Avignon, les folios 11 A, B, C, D, 12 A, B, C, D, 13 A, B, C, D, 14 A, B, C.

⁷ 22 novembre 1234, *Layettes*, n° 2318².

⁸ *Layettes*, n° 2241.

⁹ Muratori, *Rer. Ital.*, t. III, c. 570.

¹⁰ *Gall. Christ.*, t. XIII, p. 26.

¹¹ *Hist. de Lang.*, édit. Privat, t. VIII, c. 991.

¹² *Layettes*, n° 2445.

¹³ Doat, t. XXI; — *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. VIII, c. 968.

et celle contre quelques relaps¹, la sentence qui frappa Raymond-Arnaud de Villeneuve et le sauf-conduit qui lui fut délivré en vue de l'accomplissement de sa pénitence², les diverses procédures des Inquisiteurs dans la Province, en particulier les poursuites exercées contre le comte de Foix encore puissant³, et à cette occasion, le traité de procédure alors en vigueur, qui nous a été conservé par Martène et Durand⁴.

Raymond VII cependant, ouvre des négociations avec Rome. Grégoire IX suspend pour trois mois les poursuites et les effets des poursuites précédentes⁵. Il envoie même, dans les contrées toulousaines Jacques, évêque de Palestrina, comme légat ; mais il lui demande de respecter tout ce que l'évêque de Porto et l'archevêque de Vienne, les précédents légats, avaient fait⁶. Les trois mois écoulés, l'Inquisition reprend son œuvre : seulement le Fr. Étienne, franciscain, est adjoint aux Dominicains comme assesseur. Les hérétiques du Comté commencent à demander à l'Italie une hospitalité moins dangereuse, protestant contre tout droit de répression, comme le raconte Grégoire de Florence dans sa curieuse *Dispute entre un catholique et un patarin*⁷.

Heureusement, la royauté prête main forte aux Inquisiteurs. Guillaume des Ormes, dans son rapport à la reine Blanche sur le siège de Carcassonne, où Pierre de Fenoillet, Renaud du Puy, Guillaume Port, et Pierre de la Tour firent des efforts inouis pour assurer la victoire à l'hérésie, nous montre combien la noblesse s'appuyait encore sur elle⁸. Il est vrai que les seigneurs d'Aniort, toujours puissants, firent leur soumission au roi au mois de novembre suivant⁹. Mais il était sensible alors que l'hérésie, bien qu'affaiblie, ne renonçait à aucune de ses espérances.

¹ Reproduite par le *Cabinet historique*, t. XI, p. 100-101.

² Doat, t. XXI, f° 172, Reproduite par le *Cabinet historique*, t. IX, p. 167-168.

³ *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. VIII, c. 1014, c. 1010. Cf. M. de Tourtoulon, *Jaume I^{er}*, t. II, p. 369.

⁴ *Thesaurus*, t. V, col. 1777-1794.

⁵ *Hist. de Lang.*, t. VIII, c. 1972.

⁶ 13 mai 1238. *Layettes*, n° 2711.

⁷ Doat, t. XXXVII. Reproduite par Martène, *Thesaur.*, t. V, col. 1703-1758.

⁸ 13 octobre, 1240. *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. VIII, c. 1042.

⁹ *Ibid.*, c. 1047-1051.

L'Inquisition devint donc plus redoutable ; il est juste d'ajouter qu'elle sembla se mettre en accord avec l'opinion publique. Ainsi Guillaume Arnaud dut fournir à Montalina, épouse de Raymond de Capdenac, une attestation de comparution en sa présence, afin qu'elle ne fût plus inquiétée ¹. De même, le 12 mars 1241, le comte de Foix confessa spontanément devant les Inquisiteurs ses erreurs passées ². Il est si vrai que les néo-dualistes furent considérés de plus en plus comme des ennemis irréconciliables, que Raymond VII et Jacme d'Aragon ne crurent réellement travailler à l'intérêt général que par un traité d'alliance offensif et défensif contre eux ³.

Vers cette époque, nous assistons à une sentence de démolition d'une maison ayant appartenu à un faydit ⁴. C'est la première et peut-être la seule sentence de ce genre. Parmi les pénitences le plus souvent infligées alors, sont les pèlerinages, compris sous la double désignation de pèlerinages majeurs et de pèlerinages mineurs. La pénitence remplie, une attestation en est exactement délivrée. Une de ces pièces, publiée par M. Dulaurier, présente de l'intérêt ⁵ ; elle est de 1242.

1242 ! C'est l'année où les Inquisiteurs furent massacrés à Avignonet. Mais avant de parler de l'indigne complot de P. d'Alfaro, signalons six pièces importantes : l'une est du 14 mars 1242 : c'est l'absolution du comte de Toulouse ⁶ ; l'autre est datée du 15 avril : le comte de Foix revenant sur ses résolutions précédentes, conseille au comte de Toulouse une levée de boucliers contre saint Louis ⁷ ; la troisième, qui suit celle-ci de quelques jours (26 avril), accuse une assez vive irritation dans les rangs néo-dualistes contre les Inquisiteurs. Raymond VII interjette appel de leurs sentences auprès de Grégoire IX ⁸. Cependant, comme il redoute qu'on ne l'accuse de manquer à ses promesses, il prie en même temps l'évêque d'Agon d'exercer l'office d'Inquisiteur,

¹ Doat, t. XXI, f° 172. Reproduite dans le *Cabinet historique*, t. IX, p. 319-320.

² *Hist. de Langued.*, éd. Privat, t. VIII.

³ 18 avril 1241. *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. VIII, c. 1055.

⁴ *Cabinet histor.*, t. XI, p. 163.

⁵ *Ibid.*, t. IX, p. 322. Cf. pp. 162-166.

⁶ *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. VIII, c. 1084.

⁷ *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. VIII, c. 1087.

⁸ *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. VIII, c. 1980.

en vertu de ses pouvoirs de juge ordinaire ¹ : c'est le quatrième document. Raymond VII proteste toujours de son ferme désir de poursuivre les hérétiques par toutes les voies canoniques ². La dernière pièce est du 6 juin (1242). Mais à cette date les Inquisiteurs avaient été massacrés. Ce furent donc les Fr. Ferrier et G. Raymond, inquisiteurs nouveaux pour les diocèses de Narbonne, de Carcassonne, de Perpignan, d'Albi et de Rodez, qui prononcèrent la sentence d'excommunication contre Raymond VII, pour sa négligence à chasser les hérétiques du Toulousain, d'Avignonet en particulier. Quelques jours plus tard (21 juillet 1242), l'archevêque de Narbonne excommuniait de même Raymond VII, responsable des tristes événements du 29 mai précédent ³. Le comte en fut vivement ému : on le conçoit sans peine. Enfin, il s'engagea, de nouveau, à chasser de ses terres les perturbateurs de la paix ⁴; s'il ne l'eût fait, on l'eût cru coupable du massacre des Inquisiteurs, qui avait si péniblement impressionné le pays tout entier.

Ce massacre fut un des plus douloureux scandales de cette époque. Sponde et l'auteur de la *Gallia Christiana*, mentionnant les faits d'Avignonet, s'appuyèrent sur trois autorités : Guillaume de Puy-Laurens, Catel et Wadding ⁵. Catel ⁶, à son tour, avait consulté un récit ancien, que nous avons encore ⁷, où B. Gui, sous le titre général : *Patres passi pro fide Domini Jesu Christi*, avait raconté la mort de G. Arnaud et de ses compagnons : il avait même cité le principal passage de ce récit ⁸. Henschenius suivit Catel ; il consulta aussi Étienne Salanhac et Thomas Malvenda ⁹, qui ne lui fournirent aucun fait nouveau. Percin reproduisit ces sources diverses ; il connut aussi B. Gui, puisqu'il dit, après avoir cité Étienne Salanhac, que B. Gui écrivit dans les mêmes termes ¹⁰. Il semble donc qu'il faut nous référer ici au récit de B. Gui, comme au plus ancien. Nous possédons bien un document qui

¹ *Ibid.*, c. 1981.

² *Ibid.*, c. 1088.

³ *Hist. de Lang.*, t. VIII, c. 1090. Cf. c. 1143.

⁴ *Loyettes*, n° 3012.

⁵ *Annal. Minor.*, ann. 1242.

⁶ *Hist. des Comtes de Tolose*, Liv. II, ch. VII.

⁷ Biblioth. de Toulouse, 1^{re} série, ms. 273, f° 11 A.

⁸ Liv. II, ch. VII.

⁹ *Act. Sanct.*, 29 maii.

¹⁰ *Martyr. Avignon.*, cap. IV.

nous vient de Guillaume de Frachet, antérieur à B. Gui, second prieur du couvent de Limoges, auteur du *De vitis fratrum* ¹. Mais il n'ajoute aucune circonstance nouvelle à tout ce que B. Gui avait déjà raconté : peut-être que celui-ci se contenta de le reproduire.

Deux ans après l'événement, une enquête fut faite : D. Vaissette en a publié le premier le texte ². Plus tard, le pape Paul III rendit une bulle sur le culte dont les Inquisiteurs furent honorés : le texte original est conservé à Avignonet. Catel a reproduit les inscriptions gravées sur les tombes des martyrs ensevelis, les Dominicains dans leur couvent de Toulouse, les Franciscains dans l'église des Cordeliers, et les deux prêtres séculiers dans le cloître de Saint-Etienne ³. L'ensemble des renseignements relatifs à cette affaire fut résumé dans les *Pièces concernant un projet de canonisation des Inquisiteurs tués à Avignonet en 1242* ⁴. Les enquêtes faites ces années dernières sur le culte rendu par les Avignonétains aux Inquisiteurs, fermeront cette liste de documents, et aussi ce groupe compacte de faits, compris entre le concile de Toulouse, la mort de Grégoire IX (août 1241) et le massacre des Inquisiteurs (mai 1242).

V

Les vingt-cinq années qui suivirent présentent un groupe de faits plus intéressants encore. Ils offrent un double caractère : si d'abord les sessions du tribunal deviennent plus régulières et les *sermons* plus fréquents, on ne tarde pas à constater ensuite qu'à mesure que le pouvoir royal se fortifie et que l'hérésie perd de son influence, le tribunal adoucit la pénalité.

Les documents ici sont nombreux, et importants par l'étendue et la portée des détails dont ils nous instruisent.

Signalons, sans nous y arrêter, les procédures du 24 février

¹ Biblioth. de Toulouse, ms. 191, 1^{re} série, f° 36 C, f° 36 D.

² *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. VIII, c. 1151.

³ *Hist. des Comtes de Tolose*, liv. II, cap. VII.

⁴ Archives de la Haute-Garonne. Cf. Le décret de la Congrég. des Rites, autorisant le culte. *Analect. juris pontif.*, 9^e série, p. 389. — *Histoire des martyrs d'Avignonet*, par Carrière. Toulouse, 1866. — *Histoire authentique des inquisiteurs tués à Avignonet*, en 1242, par M. Desazars. Toulouse, 1869.

1244, riches de renseignements sur Raymond VI, Guillabert de Castres, Isarn de Fanjeaux et quelques autres personnages influents, qui, vingt-six ans auparavant, avaient si imprudemment attisé le feu de la guerre et de l'hérésie ¹. Nous mentionnerons tout de suite les tomes XXII, XXIV et XXV, encore inédits, de la collection Doat : ils contiennent un grand nombre de pièces relatives au château de Montségur, devenu le dernier refuge et la dernière forteresse de l'hérésie. On y trouvera de nombreux interrogatoires et, dans les réponses, des détails parfois topiques concernant les doctrines et les mœurs des néo-dualistes. Ajoutons, pour ne pas quitter la collection Doat, que les tomes XXIII et XXVI embrassent un bon nombre de dépositions, empruntées aux anciennes archives de l'Inquisition de Carcassonne, et comprises entre les années extrêmes 1244 et 1290 ; les plus nombreuses sont des premières années ².

Quand on recherche les documents de ces vingt-cinq ans d'inquisition, on ne saurait passer sous silence le *Regesta* d'Innocent IV. Grégoire IX était mort le 22 août 1241. Célestin IV, son successeur, n'avait occupé le pontificat que quelques jours. Après une vacance de vingt mois et dix jours, le cardinal Sinibald de Flisco avait été élu, et avait pris le nom d'Innocent IV. A peine monté sur le trône pontifical, il annula l'excommunication portée par les Inquisiteurs et par l'archevêque de Narbonne contre Raymond VII ³. C'est peut-être sous l'impression de la lettre d'Innocent IV, que celui-ci crut devoir prier les évêques de Toulouse, d'Agen, de Cahors, d'Albi et de Rodez, de faire l'inquisition par eux-mêmes ou bien par le ministère des Mineurs et des Prêcheurs, et qu'il renouvela ses engagements de punir les coupables selon la sanction des lois ⁴. Toujours est-il que les consuls, chevaliers, bourgeois et habitants de Rabastens promirent à leur tour d'observer et de faire observer le traité de Paris ⁵ ; on n'a pas oublié que la poursuite des hérétiques avait inspiré ce traité dans plusieurs de ses dispositions.

La poursuite reprit donc avec une nouvelle activité. Deux

¹ *Hist. de Lang*, éd. Privat, t. VIII, col. 1147-1151 et 1151-1159.

² M. P. Meyer a cité une sentence du 30 août 1244. Doat, t. XXI, p. 313. *Le Débat d'Isarn et de Sicard Figueiras*, p. 51, n. 2.

³ *Hist. de Lang.*, t. VIII, c. 1142.

⁴ *Hist. de Lang.*, t. VIII, c. 1121-1122.

⁵ Rossignol, *Monographies*.

documents nous mettent sous les yeux les règles de la procédure inquisitoriale alors suivies : l'un émana des évêques réunis à Narbonne, l'autre du Saint-Siège lui-même.

Les circonstances qui amenèrent les évêques à Narbonne sont connues. Tout à l'heure nous faisons allusion au conflit survenu entre les Dominicains et Raymond VII. Le 18 avril 1243, le comte avait déclaré, à Béziers, en présence des évêques, que les frères Vincent Ferrier ¹ et Guillaume Raymond l'avaient excommunié, nonobstant son appel à Rome. Comme le Saint-Siège était alors vacant, et comme d'ailleurs il ne voulait pas entraver l'œuvre de l'Inquisition, il s'en était remis à l'arbitrage des deux archevêques de Narbonne et d'Arles, tout en désirant que les pouvoirs de juges ne fussent plus attribués aux Prêcheurs. Depuis, Innocent IV avait été élu, et de plus, par son décret du 10 juillet 1243, il avait rendu aux Prêcheurs leurs pouvoirs anciens : et sa reconnaissance pour le premier témoignage de bienveillance du pape qui avait levé la sentence d'excommunication, s'était depuis beaucoup affaiblie.

Le comte se montrait mécontent. Les évêques, pour le rassurer et l'apaiser, se réunirent à Narbonne, et en vingt-neuf canons réglèrent la procédure ².

Fut-il du moins alors satisfait ? Nous ne savons. Mais beaucoup de nos contemporains estimeront peut-être excessive cette procédure d'un autre temps. Pour nous, nous retiendrons seulement que les hérétiques, à la date du concile de Narbonne, étaient en grand nombre, et que le synode « n'entendit pas obliger les inquisiteurs, mais seulement les soutenir et leur donner des conseils conformément aux ordres du pape. »

Quels étaient ces ordres ? Teulet, le premier, a publié la pièce qui les porta aux Inquisiteurs ³. Le pape distingua trois situations faites aux hérétiques, selon la gravité de leur cas. Les uns, en effet, étaient des *hérétiques manifestes*, et ne pouvaient être

¹ M. P. Meyer a recueilli quelques témoignages sur cet inquisiteur. *Chanson de la Croisade*, v. 222. Cf. Ménard, *Hist. de Nîmes*, t. II, 305, et pr. p. 73. *Layettes*, n° 2456, n° 2976². Cf. le témoignage de B. Gui. Biblioth. de Toulouse, ms. 273, 1^{re} série, f° 156 A, f° 259 A. — Biblioth. de Clermont-Ferrand, ms. 136^a, 2^e partie, f° 6 A

² Mansi, t. XXIII, p. 353. Cf. Héfélé, *Hist. des Conciles*, trad. Delarc, t. VIII, p. 349.

³ *Layettes*, n° 3314, 21 avril 1245.

traités qu'avec une extrême prudence ; les autres n'étaient point *hérétiques manifestes*, et, après sentence, pouvaient être soumis à subir divers châtimens, comme l'*immuration*, la *croix*, la confiscation des biens, les pèlerinages lointains : le prochain concile y pourvoirait. Les derniers enfin n'avaient mérité que des peines *mineures* : pour ceux-là, les Inquisiteurs pouvaient en connaître.

Le concile de Lyon, ouvert deux mois après cette bulle restrictive des pouvoirs des Inquisiteurs, ne traita pas la question des Albigeois. La lutte engagée entre le Saint-Siège et Frédéric II occupa toutes les pensées.

Mais les documents ne manquent pas pour apprécier comment, dans la pratique, les règles de l'Inquisition étaient appliquées. C'est d'abord *Le débat d'Isarn et de Sicart de Figueiras*¹. Ce poème contient une part de vérité historique : M. P. Meyer a reconnu son importance pour l'histoire des doctrines cathares. Il y a plus : il intéresse aussi l'historien de l'Inquisition².

Les deux interlocuteurs, dans ce débat, sont Sicart de Figueiras, évêque hérétique, qui s'est spontanément livré à l'Inquisition, et l'inquisiteur Isarn, qui a vivement à cœur de le ramener à la foi et de le soustraire ainsi au bûcher qui s'apprête. Nous ne suivrons pas Isarn dans les arguments qu'il développe pour convaincre l'hérétique. Nous relèverons seulement le passage suivant : « Tous les péchés du monde, dit-il, que l'on peut dire ou faire par bouche ou par main, doivent céder le pas au fait d'hérésie, à bien juger. C'est pourquoi les Prêcheurs n'ont pas de cesse, le savant Huc Arnaut non plus ne s'y est pas épargné, et c'est pourquoi les hérétiques pleins de fausseté lui ont coupé la tête³. Frère Bernard de Caux a marché sur ses traces. Quiconque veut ne pas aller au delà du droit, devrait les imiter. Ils (les Prêcheurs) ont décidé entre eux que tout homme qui voudrait se confesser, revenir à la foi, se réconcilier, ils le garantiraient contre le bûcher et l'emprisonnement, sans qu'il ait à redouter

¹ Publié par M. P. Meyer, mais que Ch. Molinier pourtant n'a pas cité.

² *Annuaire-Bulletin de la Société de l'histoire de France*, année 1879. M. P. Meyer a résumé brièvement ce petit poème (p. 1-3). Il est difficile d'accepter tous les jugemens qu'il insinue plutôt qu'il ne les formule. Pourquoi guillemeter les paroles attribuées à Sicart et qui ne sont qu'un résumé de sa réponse ?

³ Allusion au massacre d'Avignonet.

aucune preuve qu'on pourrait alléguer contre lui, et ils lui imposent une pénitence facile à supporter, sans confiscation des biens. Ainsi les traitent-ils, à condition de les trouver dans la vérité. Et si l'on voulait dire d'eux qu'ils se comportent mal, qu'ils risquent leurs âmes pour celles des autres, (je dirais) que le seigneur pape, qui les maintient à leur poste, et qui jamais, pour aucun espace de temps, n'a voulu les remplacer, ne les y laisserait pas s'il les voyait se mal comporter dans l'œuvre du Christ ; il les ferait remplacer par d'autres ¹. » Sicart de Figueiras, vaincu par les raisons qu'Isarn fait valoir, veut bien rentrer dans l'Église, mais à la condition qu'on lui en sache gré, qu'il soit reçu comme un homme honoré, car il aurait pu être chevalier. Cette promesse lui est faite ; aussitôt il s'engage à « chasser les hérétiques, les croyants, les trompeurs. » Et Isarn de répondre : « Béni sois-tu, Sicard : que ce Dieu droiturier qui a « créé le ciel et la terre te donne d'être au nombre de ces ouvriers loyaux que Dieu mit en la vigne, donnant aux derniers « venus, lorsqu'il les eut loués, autant qu'aux premiers arrivés. »

Ce poème fournit donc un témoignage du juste tempérament que la charité donnait à l'Inquisition. Au reste, il n'est pas le seul document d'une étendue considérable qui nous montre dans le vif la pratique de l'Inquisition au temps d'Innocent IV. Les *Enquêtes de Bernard de Caux et de Jean de Saint-Pierre* (1245-1246) ², et les *Sentences de Bernard de Caux et de Jean de Saint Pierre* (1246-1248) ³, les deux inquisiteurs nommés dans le *Débat*, ne cèdent en rien au *Débat*. Bien au contraire. Nous ne nous attarderons pas cependant dans l'analyse circonstanciée de ces deux importants manuscrits : nous serions entraînés au delà des limites d'un article de revue ⁴.

Le volume des *Enquêtes* ⁵, comprend 254 feuillets numérotés, et 8 feuillets non numérotés. Il est classé sous le n° 155 des manuscrits de la bibliothèque de la ville de Toulouse (1^{re} série) ; il porte trois titres ⁶. Les annotations nombreuses placées à la

¹ V. 320, 341. Les dominicains avaient demandé, après le massacre d'Avignonet, à être relevés de leurs fonctions.

² Biblioth. de Toulouse, ms. 155, 1^{re} série.

³ Biblioth. Nationale, ms. latin 9992.

⁴ Cf. M. Ch. Molinier, *op. cit.*, pp. 163-195 et 55-75.

⁵ 290^{mm} en hauteur, 230^{mm} en largeur.

⁶ I. « Hic sunt duo volumina confessionum, de libris fratris Bernardi de

marge sont du XIII^e, du XVII^e, et du XVIII^e siècle, et fournissent quelques remarques piquantes. La plupart des *Enquêtes* ont été faites par Bernard de Caux, assisté le plus souvent de Jean de Saint-Pierre ¹. En l'absence du premier, celui-ci en a dirigé quelques-unes en son propre nom. Deux assesseurs figurent dans ces interrogatoires : Raimond Resplandi et maître G., que M. Ch. Molinier présume être Étienne de Gatine. Les deux années 1245 et 1246 sont celles auxquelles se rapporte le plus grand nombre de ces interrogatoires ; quelques-uns sont des années 1247, 1251, 1253 et 1255. Des témoins, cinq ou six ordinairement, les premiers venus, mais le plus souvent de la localité visitée, assistent à ces interrogatoires. Parmi eux, il y a quelques curés ; certains noms reviennent plus souvent ; nous avons remarqué celui de Guilhem Pelhiso. Des notaires en titre recueillent les dépositions, et apposent toujours leur signature.

Il est difficile de déterminer avec une entière certitude le lieu où les interrogatoires se faisaient. En 1237, le légat, archevêque de Vienne, avait, sur les plaintes des intéressés, obligé les Inquisiteurs, qui jusque-là convoquaient à Carcassonne ou à Toulouse, à se déplacer eux mêmes ². Il semblait plus naturel que les interrogatoires se fissent dans chaque localité, et que les prévenus ne comparussent à Toulouse que dans des cas assez rares, comme par exemple pour compléter un aveu ou le confirmer par acte notarié. Mais, après les événements d'Avignonnet, les Inquisiteurs, devant la permission qui leur en fut accordée par la bulle d'Innocent IV, le 9 novembre 1248 ³, semblent n'avoir fait les interrogatoires que dans des lieux sûrs.

Caucio transcripta, scilicet de Lauragesio et de multis aliis locis dyocesis Tholosane, per fratres Guillelmum Bernardi et Reginaldum de Carnoto inquisitores.

II. « Confessiones de V^o libro Lauragesii fratris Bernardi de Caucio, transcribe in hoc libro usque ad CLXXII folium ; item a dicto folio et deinceps de quarto libro dicti fratris Bernardi.

III. « Confessiones anni 1245 et 1246 coram fratre Bernardo de Caucio inquisitore.

¹ Sur ce frère, Percin, *Inquis.*, Voir p. 109 ; — B. Gui, bibl. de Toul. ms. 273, 1^{re} série, f^o 146 A ; — *Biographie toulousaine*, pp. 373-376 ; — *Cartulaire du Bourg*, arch. municip. de Toulouse, n^o 146 ; — *Layettes*, n^o 856 et 1472.

² Percin, *Monum. conv. Tolos.*, p. 51 ; — *Hist. de Lang.* ed. primit., t. III, p. 410, 411.

³ Doat, t. XXXI, f^{os} 112, 113 ; n'est pas citée par Potthast.

Quoi qu'il en soit, les *Enquêtes* comprennent cent six localités, réparties aujourd'hui dans les quatre départements de l'Aude, de la Haute-Garonne, du Tarn et du Tarn-et-Garonne. M. Ch. Molinier, qui avoue ne pas avoir « fait encore pour cela un dépouillement assez complet du manuscrit ¹, » croit cependant « pouvoir conclure à un chiffre total de personnes interrogées véritablement énorme, qui ne serait guère inférieur à huit ou dix mille. » Disons tout de suite, sans qu'on nous demande d'en fournir la preuve détaillée, car ce n'est pas ici le lieu, que les enquêtes s'élèvent au chiffre de 5,804 ; que dans la plupart une seule personne est interrogée, et que les mêmes personnes comparaissent à plusieurs reprises, notamment dans les cas fréquents des relaps. D'ailleurs, le nombre des interrogés ne représente nullement le nombre des condamnés, ni même des accusés.

Les *Sentences* ne méritent pas moins que les *Enquêtes* l'attention de l'historien. Le manuscrit qui les reproduit ² compte à la vérité quinze folios seulement ; nous n'avons là qu'un fragment d'un registre remontant au XIII^e siècle. Mais, tel qu'il est, il n'en garde pas moins une sérieuse importance : les *Sentences* sont en assez grand nombre pour qu'on puisse se faire une idée exacte de la manière dont elles étaient ordinairement portées par l'Inquisition. L'abbé Magi ³ et le chevalier Du Mège ⁴ les conquirent. Elles comprennent une durée de deux ans et trois mois du 18 mars 1246 au 14 juin 1248).

Les *Sentences* des Inquisiteurs, comme du reste la justice l'a pratiqué de tout temps, étaient entourées d'une certaine solennité. Elles étaient prononcées dans des assemblées nombreuses, formées des dignitaires ecclésiastiques, des officiers de Raymond VII et du peuple. D'après notre manuscrit, l'église Saint-Sernin et ses attenances, le cloître et le monastère, furent le plus souvent le théâtre du prononcé des sentences. Dans une même assemblée, elles s'élevèrent jusqu'au nombre de trente-cinq ⁵. Une fois les Inquisiteurs convoquèrent l'assemblée au cloître de Saint-Étienne ⁶ ; une autre fois à l'Hôtel de ville ⁷ : à

¹ *Op. cit.*, p. 190.

² Bibl. nation. ms. lat. 9992, in-f°, hauteur 325^{mm}., largeur, 223^{mm}.

³ *Mémoires de l'Académie des sciences de Toulouse*, t. IV.

⁴ *Hist. de Lang.*, éd. Du Mège, t. VI.

⁵ 25 mars 1246.

⁶ 28 mai 1248.

⁷ 6 juillet 1246.

deux reprises, ils prononcèrent leur sentence en dehors de Toulouse, à Escalquens ¹ et à Cahors ². La formule des *Sentences* ne variait point. Des personnages, plus ou moins importants, selon les circonstances et la qualité des prévenus, étaient convoqués comme *témoins*; à côté d'eux se plaçaient les notaires inquisitoriaux. Quelques-uns des témoins appartenaient à l'ordre ecclésiastique, par exemple les évêques de Toulouse et d'Agen, le prieur des dominicains de Toulouse, l'official, les prieurs de la Daurade, de Saint-Sernin, de Saint - Pierre - des - Cuisines. D'autres étaient laïques, officiers du comte ou magistrats municipaux.

Les peines mentionnées par ces *Sentences* sont de deux sortes : la prison et la confiscation des biens ; les croix, les amendes se présentent rarement. La prison punit un double délit, ou celui d'avoir partagé les croyances hérétiques, ou celui d'avoir fréquenté ou soutenu des excommuniés : c'est le plus souvent la prison perpétuelle, quelquefois la prison à temps. La confiscation des biens est réservée aux contumaces.

Quelques pièces isolées et éparses dans plusieurs ouvrages compléteront ces informations des *Sentences*. Ainsi, le 14 juin 1245, les évêques de Carcassonne, de Perpignan, de Toulouse, d'Uzès, de Lodèves, de Nîmes et d'Agde, l'élu de Béziers, les prieurs de Saint-Aphrodise, de Saint-Jacques ³, et de Quarante ⁴, adressèrent à Innocent IV une lettre collective, pour se plaindre de la supercherie de quelques prévenus, qui, pour échapper aux Inquisiteurs, interjetaient appel à Rome. Ils racontaient ensuite les travaux des Inquisiteurs, en butte à toute sorte de calomnies, dépréciés à Rome même ; ils louaient la *maturité*, la *sagesse* et la *modération* de leurs sentences ; ils suppliaient le pape d'assurer, par sa fermeté à les soutenir, les résultats déjà acquis ⁵.

L'année suivante ⁶, saint Louis ordonna que deux prisons, l'une à Carcassonne et l'autre à Béziers, fussent bâties par les soins du sénéchal, et consacrées à la détention des hérétiques, auxquels on devait donner, chaque jour, le pain et l'eau comme

¹ 4 novembre 1247.

² 26 août 1244.

³ A Béziers.

⁴ Dans le canton de Capestang (Hérault).

⁵ *Hist. de Lang.*, édit Privat, t VIII, col. 1173-1175.

⁶ Juillet 1246.

il convient, *ut decet*. Le sénéchal fut invité aussi à prendre sur les biens hérétiques venus au trésor dix sols par jour, pour chacun des Inquisiteurs, afin de les couvrir des frais de déplacement ou autres. Le roi ordonna enfin que les dots fussent rendues aux femmes dont les maris, dûment condamnés, avaient été dépouillés de tout bien ¹, comme si l'amour de la justice l'inspirait seul. Mais la vertu du grand roi apparaît surtout dans la manière dont il reçut les plaintes d'exactions qui commencèrent à se manifester alors. Nous ferons observer de suite que Sicard de Podio Tericho et Guillaume Sicard, les premiers plaignants, n'accusèrent que les officiers royaux ², comme au reste plus tard Niger de Redorta ³, les habitants d'Aiguesvives ⁴, Adalaïs ⁵ et Raimond de Cabaret ⁶. L'abus fut réel : mais les Inquisiteurs, les premiers, se préoccupèrent de le faire cesser.

Nous signalerons rapidement les deux sentences qui condamnèrent à la prison perpétuelle Alaman de Roaix ⁷ et Guillaume Valette de Saint Félix, hérétique, ami zélé des hérétiques ⁸. On comprendra que nous accordions une attention plus grande aux quelques bulles d'Innocent IV, qui, avec celles déjà citées, furent comme les lettres de créance de l'Inquisition. Le 2 décembre 1247, ce pape adressa à l'évêque d'Albi un bref, où nous trouvons des résolutions énergiques, à côté de mesures de douceur et d'aménité ; il présente toute la pensée du Saint-Siège sur l'Inquisition. Les hérétiques condamnés à la prison pourront être libérés, s'ils fournissent des preuves de repentir et s'ils rendent service à la foi, en attaquant, en poursuivant, en accusant et en arrêtant les hérétiques. Si par hasard les preuves de repentir n'étaient qu'une feinte intéressée, les coupables devaient alors être remis en prison, sans nouveau jugement et sans espoir de

¹ *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. VIII, c. 1206.

² *Layettes*, n° 3627⁵ et n° 3627⁶.

³ *Layettes*, n° 3627².

⁴ *Layettes*, n° 3627³.

⁵ *Layettes*, n° 3627⁴.

⁶ *Layettes*, n° 3627.

⁷ *Biblioth. de Toulouse*, ms. 155, 1^{re} série. — Cf. Du Mège, *Hist. de Lang.*, t. VI, *addit.* du livre XXV, pp. 9-10. — *Cabinet historique*, t. XI, p. 9.

⁸ *Cabinet historique*, t. XII, p. 203.

pardon ¹. Huit jours après (9 décembre 1247), le pape autorisait l'archevêque d'Auch à commuer la peine des hérétiques de son diocèse condamnés à la prison ou à la croix *ad tempus* : ils auraient pleinement satisfait, s'ils consentaient à porter personnellement du secours à la Terre Sainte ². Beaucoup sans doute furent heureux d'une telle commutation de peine, dans un siècle où se battre était une joie, bien plus un honneur. Au reste, il arrivait plus fréquemment qu'on ne pense, que les hérétiques condamnés recevaient le pardon de leur peine. Ces cas ne pouvaient pas être signalés dans les registres qui nous restent ; mais le ton général des lettres pontificales permet de le supposer avec raison. Il faut lire à ce sujet ce qu'Innocent IV disait à l'archevêque de Narbonne, le 22 juillet 1248. Il s'étonnait d'abord de ce qu'il avait appris que les fils de Bélial s'étaient transportés dans la maison où le notaire de l'Inquisition avait déposé les registres, et qu'ils les avaient brûlés. Puis il lui demandait de faire recherche des coupables ; et puisqu'ils avaient porté jusque-là leur folie, de les condamner sans espoir de grâce ³.

Ces derniers mots permettent de penser que si l'espoir de grâce leur était laissé en tout autre cas, il n'était pas toujours vain.

Cette irruption dans les archives inquisitoriales et les feintes d'un grand nombre avaient vivement ému Innocent IV. Cependant, trois mois après, il donnait à l'évêque d'Agen le pouvoir, déjà accordé à l'archevêque d'Auch, de commuer les peines de la prison et de la croix *ad tempus*. Il étendait même le bénéfice d'une telle faveur à ceux qui avaient été condamnés à la prison ou à la croix à perpétuité ⁴.

L'indulgence fut grande, au point que, quelques hérétiques obtenant l'impunité, Raymond VII s'en plaignit vivement : il l'appela de la négligence ⁵, et dit que cette facilité de l'Inquisition avait amené sur les terres toulousaines les hérétiques des autres pays, qui y recrutaient des partisans ⁶. Il n'est pas douteux, en effet, que les relations ne fussent très fréquentes entre les dualistes du Midi et ceux du Nord de l'Italie. Le pape voulut

¹ *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. VIII, c. 1238.

² *Layettes*, n° 3625.

³ *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. VIII, c. 1239.

⁴ *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. VIII, c. 1240.

⁵ « *Condemnatio sit neglecta.* »

⁶ *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. VIII, c. 1241.

donc que l'évêque d'Agen se mit à l'œuvre sans faiblesse et sans retard ¹. Mais il ne semble pas qu'il renonçât du coup à toute pensée de ménagement ou même d'indulgence. Il fallait bien donner une satisfaction à Raymond VII, qui avait poussé le zèle jusqu'à aller en personne le trouver à Lyon ².

Ainsi, que nos contemporains lisent ces lettres si instructives : peut-être seront-ils étonnés de trouver des intentions miséricordieuses, là où ils ne cherchaient que des faits d'une pénalité inexorable.

Le testament de Raymond VII ³ ne fournit point d'indication qui nous intéresse, et ainsi nous arrivons à l'œuvre de Rainier Sacchoni : *Summa de Catharis et Leonistis* ⁴, qui est de 1250.

Cette *Somme* est due à la plume d'un homme qui, pendant dix-sept ans, avait partagé l'erreur néo-dualiste. Elle jouit d'une incontestable autorité pour la connaissance de la secte elle-même, de ses doctrines et de son organisation. A sa manière, elle justifie les poursuites inquisitoriales. Elle ne nous transporte pas seulement en Lombardie, mais encore en Albanie ; non seulement en Toscane, mais aussi à Constantinople, en Roumanie, en Grèce, en Provence, à Toulouse, à Carcassonne, à Albi. Par elle, on constate l'universalité de l'hérésie, et une propagande particulièrement active en Lombardie et dans le pays gascon. Rien que de naturel qu'elle soit combattue dans ces deux contrées plus que partout ailleurs. La page de cette *Somme* qui nous intéresse le plus ici est celle où Rainier Sacchoni nous donne le nombre des hérétiques répandus dans leurs seize églises ⁵. Pour les églises de Toulouse, Carcassonne et Albi, il parle de deux cents ; et pour l'ensemble de ces seize églises, de quatre mille hérétiques, comme résultat de plusieurs recensements ⁶. Eut-il l'intention de comprendre dans

¹ *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. VIII, c. 1241.-Cf. *Layettes*, n° 3649.

² *Layettes*, n° 3651.

³ 23 septembre 1249. *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. VIII, c. 1255.

⁴ Doat, t. XXXVII. Cf. Biblioth. Nation. f. latin, n° 14983, in-8°, 62 pages, copie ; — Martène, *Thesaurus*, t. V. col. 1759-1776 ; — D'Argentré, *Collectio judiciorum de novis erroribus*, t. I, pp. 47, 48 et 84.

⁵ C'étaient : Ecclesia Albanensium vel de Donnezacho, Ecclesia de Concorezo, Ecclesia Bajolensium, Ecclesia Vincentina, Ecclesia Florentina, Ecclesia de Valle Spoletana, Ecclesia Franciæ, Ecclesia Tolosanæ, Ecclesia Carcassonnensis, Ecclesia Albigensis, Ecclesia Sclavoniæ, Ecclesia Latinorum de Constantinopoli, Ecclesia Græcorum ibidem, Ecclesia Philadelphicæ in Romania, Ecclesia Burgaliæ, Ecclesia Dugunthinæ.

⁶ Martène, *Thesaurus*, t. V. col. 1767-1768.

ces chiffres les hérétiques en bloc, sans distinction de rang et de condition, ou bien une classe seulement, comme celle des *parfaits*, par exemple ? Il ne le dit pas. Mais quelque hypothèse que l'on admette, elle semble contredire quelque peu ce chiffre énorme de condamnés dont M. Ch. Molinier nous entretenait à propos des *Enquêtes* de B. de Caux.

Comme pour faire suite à la *Somme* de Rainier Sacchoni, Martène et Durand insérèrent, immédiatement après la *Summa*, l'opuscule qui porte le titre de *Doctrina de modo procedendi contra hæreticos*¹ ; ils crurent avec raison pouvoir l'appeler le *Directoire des Inquisiteurs*. Un manuscrit de la bibliothèque du couvent des Dominicains de Rouen leur en fournit le texte². Mais ils n'en connurent point l'auteur ; il n'était point certainement postérieur à l'année 1277³. Ce *Directoire* n'avait pas été destiné, à la vérité, aux inquisiteurs de Carcassonne, de Toulouse et d'Albi ; mais le modèle qu'il proposa fut précisément la procédure usitée dans le Midi. Cet opuscule se présente donc comme un miroir fidèle, utile à consulter pour l'étude de l'Inquisition. « Voici, dit-il dans le premier paragraphe, comment les Inquisiteurs procèdent dans le pays de Carcassonne et de Toulouse ; » et il donne la forme de la citation et de l'interrogatoire. Une fois la procédure faite, les juges, sans qu'ils connaissent le nom du prévenu, portent leur sentence ; jamais relaps ne peut être livré au feu sans avoir préalablement reçu l'invitation de reconnaître ses fautes⁴.

Après un exposé général de la procédure, l'auteur explique le sens juridique des mots *hæreticus*, *suspectus de hæresi*, *celatores*, *occultatores*, *receptatores*, *defensores*, *fautores*, *relapsi*⁵. Il se demande ensuite quelle conduite il faut tenir envers les hérétiques dogmatisants et les relaps, et il donne les formules de la sentence et de la purgation⁶ ; quels devoirs impose la présence d'un cadavre hérétique dans un cimetière béni, et ce que les prêtres sont tenus de faire vis-à-vis des hérétiques qui ont déjà avoué leur erreur⁷. Il rappelle leurs obligations aux Inquisiteurs eux-

¹ *Theaurus*, t. V, col. 1795-1822.

² *Admonitio prævia*, c. 1759.

³ Une formule citée est ainsi datée : « Anno Domini MCCLXXVII, die lunæ in festo B. Clementis. » col. 1812.

⁴ *Theaurus*, t. V, col. 1795-1796.

⁵ *Ibid.*, c. 1797.

⁶ *Ibid.*, c. 1801.

⁷ *Ibid.*, c. 1801.

mêmes ¹. Enfin il fournit les formules diverses pour la sentence, la réception, l'excommunication, la convocation du peuple, la citation des coupables et la mutation de peine ².

Martène a joint à cet instructif opuscule la lettre de commission pour l'Inquisition adressée par Alexandre IV au Prieur des Dominicains de Paris et deux lettres de Grégoire X aux inquisiteurs eux-mêmes ³.

Parmi les pièces curieuses que cet opuscule contient, nous citerons celle qui est fournie comme modèle de pénitences spirituelles imposées à l'hérétique converti ⁴, et celle où nous voyons la peine de la prison commuée en une autre fort légère (Carcassonne, avril 1271) ⁵.

Un des devoirs le plus souvent recommandés aux frères, soit Prêcheurs, soit Mineurs, est de se ménager le concours des Ordinaires et des hommes experts dans les lois. Les premiers juges de l'Inquisition n'avaient été autres, en effet, que les juges diocésains ⁶. La présence des Prêcheurs et des Mineurs ne les avait pas frustrés de leurs anciens pouvoirs : l'historien les rencontre souvent à l'honneur et aussi à la peine, comme par exemple à Avignonet. Innocent IV ne méconnut point leur charge de juges ordinaires. Bien au contraire. Il recommanda expressément au provincial des Dominicains que les Inquisiteurs s'adjoignissent ces juges diocésains. C'était, une fois de plus entre mille autres, être fidèle à ces conseils de prudence et de sage discrétion que les papes rappelèrent si souvent : l'amour de la vérité, l'éloignement de toute grâce, de toute haine et de toute faveur, le service de Dieu seul ⁷, le désintéressement.

L'appât des biens des hérétiques pouvait en effet être un danger. Innocent IV sut le prévenir. Sa lettre du 17 juin 1251 renferme une prescription dont beaucoup seront peut-être étonnés : car c'est un préjugé assez communément répandu, et dont M. Ch.

¹ *Ibid.*, c. 1805.

² *Ibid.*, col. 1806-1814.

³ *Ibid.*, col. 1814-1822. Les Inquisiteurs nommés dans cet opuscule sont Guillaume Bernard et Jean de Saint Benoît (c. 1808), Pons de Poreto, et Etienne de Gastine (c. 1809) et Symon de Valle (c. 1810-1812). Ce dernier exerçait ses fonctions à Orléans et à Evreux.

⁴ Col. 1808.

⁵ Col. 1809-1810.

⁶ Innocent IV au Provincial des Prêcheurs. *Layettes*, n° 3946.

⁷ *Layettes*, n° 3946; cf. n° 3877.

Molinier s'est fait l'écho, que l'Inquisition se prêta à une sorte de marché, où l'Église et l'État, les Dominicains et les officiers d'Alphonse de Poitiers, saint Louis lui-même, cherchèrent un bénéfice d'argent, multipliant dans ce but les poursuites ¹. Nous n'avons pas à dire ici quels furent les agissements du fisc royal : nous n'avons qu'à parler de l'Église. Or, comment Innocent IV résolut-il cette question délicate ? Il renouvela la règle, ancienne déjà, d'après laquelle les Inquisiteurs ne pouvaient point d'eux-mêmes imposer une amende ou une peine pécuniaire quelconque ² : car c'est un principe du droit canon que toute pénitence doit être salutaire, c'est-à-dire médicinale, utile pour ramener l'hérétique à la vérité. Le but incessamment et uniquement poursuivi par l'Église, c'est de faire connaître la vérité : comme but secondaire et comme conséquence, elle demande que l'outrage fait à la vérité soit expié, mais par des châtimens qui ramènent l'âme à de meilleurs conseils. Cette conception de la pénitence salutaire ne nous paraît pas indigne de l'Église. Assurément, la persuasion se présente comme un moyen plus noble et plus généreux de faire connaître et surtout aimer la vérité ; mais on ne saurait condamner, comme mauvais en lui-même, le châtimement, sanction de toute loi, et de la loi morale elle-même, qui, s'il ne se produit pas la charité, excite la crainte, « ce commencement de la sagesse. »

VI

Nous sommes ainsi naturellement amené à signaler un manuscrit des plus importants, où la pénalité inquisitoriale apparaît dans toute son étendue. Ce manuscrit est devenu la propriété de la ville de Clermont-Ferrand ³. La reproduction photographique, déposée à la Bibliothèque nationale ⁴, porte le titre de *Registre de l'Inquisition de Carcassonne, 1249-1257*. « C'est le tableau de son activité quotidienne. » Un registre de greffe toujours ouvert pour recevoir à tout moment du jour, tous les rensei-

¹ M. Ch. Molinier, op. cit., p. 461.

² *Layettes*, n° 3946.

³ N° 136 A du Catalogue de la Bibliothèque de la ville.

⁴ Lat. 139, Nouv. acq.

gnements intéressant la justice inquisitoriale, doit porter en effet, selon la remarque de M. Ch. Molinier, les détails les plus vivants et les plus instructifs.

Le manuscrit de Clermont se divise en deux parties. La première ¹ renferme quelques interrogatoires et de nombreux exemples de cautions fournies par les prévenus et de peines infligées. La seconde ² comprend les interrogatoires de quarante-une personnes, appartenant à quatorze localités du département de l'Aude. Les plus intéressants sont peut-être les six qui eurent lieu à Leuc, où une sorte d'église dualiste s'était établie.

Tout à l'heure nous faisons connaître la règle qui imposait aux Frères inquisiteurs l'obligation de s'adjoindre les juges diocésains. D'après le ms. de Clermont, non seulement les deux inquisiteurs Baudouin de Montfort ³ et frère G. ⁴ consultèrent ces juges diocésains, mais encore ils semblent s'être effacés devant l'évêque de Carcassonne, Guillem II (1249-1255), qui prit l'exercice de la justice inquisitoriale. Nous ne voyons pas que Radulphe, son successeur, ait montré le même zèle. De fait, après la mort de Guillem II, Raoul, Raimond, Déodat et Pierre Aribert ⁵ prirent le titre d'inquisiteurs, et en exercèrent à eux seuls la charge (1255-1259). A côté des juges proprement dits, apparaissent d'autres personnages, qui jouent un rôle encore important. Ainsi, les uns reçoivent les premières dépositions et préparent l'instruction de l'affaire; les autres figurent, soit comme notaires, soit comme témoins. Nous relèverons les noms des principaux : Pierre, official de Carcassonne, l'abbé de Saint-Hilaire, Hélié, archidiacre de Razés, François-Jean de Capeatang, sous-prieur des Dominicains de Narbonne, Raymond David, curé de Saint-Vincent de Carcassonne; parmi les laïques, Mata, châtelain de Montréal, Raimond Aban, chevalier, Gervaise, baile du Cabardés pour le roi, Robert, médecin. Le ms. de Clermont-Ferrand nous fait assister à deux cent vingt-une séances du tribunal. Que ces séances se tinssent soit dans Carcassonne même, au palais épiscopal, dans la Tour dite de la Justice, dans la maison

¹ 41 folios.

² 26 folios.

³ II^e partie, f^os 7 A et 22 B, f^o 26 B.

⁴ G. Raimond, ou Gui de Navarre, II^e partie, f^o 22 B.

⁵ 1^{re} partie, f^o 35 A, f^o 37 bis. — II^e partie, f 19 B.

du Maréchal, soit en dehors de Carcassonne, à Villadier ¹, par exemple, elles fournissent toujours les détails les plus caractéristiques.

Mais il est un ordre de renseignements plus intéressants encore que les précédents : car ils dissipent d'injustes accusations qui se sont souvent produites. Ce sont ceux qui répondent à cette question : Les Inquisiteurs furent-ils incorruptibles ? Le *Registre de greffier du tribunal de l'Inquisition de Carcassonne* fournit la preuve de leur parfaite honnêteté.

Il est en effet parlé dans ce manuscrit de sept tentatives de corruption, faites par les hérétiques appartenant à différentes classes, pour se soustraire, au moyen de sommes d'argent ou de dons offerts, aux poursuites des Inquisiteurs ². Assurément rien de plus naturel de la part des prévenus : de tout temps, les coupables ont cherché, par tous les moyens à leur usage, à se soustraire à l'action de la justice. Mais nulle part on ne voit que les Inquisiteurs aient sollicité ces démarches intéressées et nous avouons avoir de la peine à comprendre cette accusation de M. Charles Molinier. « La faute en était aux Inquisiteurs eux-mêmes ³. » Les efforts des hérétiques furent-ils du moins couronnés de succès ? Nullement. Quelques serviteurs de l'Inquisition, ou même quelques personnages intrigants, mais n'appartenant au tribunal à aucun titre, purent sans doute promettre leurs bons offices à prix d'argent : mais les juges, jamais. M. Charles Molinier l'a reconnu. « Les séductions auxquelles se laissaient prendre leurs serviteurs, dit-il, n'avaient pas d'empire sur eux ⁴. » Mais pourquoi alors se montre-t-il quelque peu scandalisé, à la pensée que les Inquisiteurs recevaient des émoluments fixes, du reste bien modestes, comme s'ils n'avaient pas droit au pain de la vie ; à la pensée qu'Alfonse de Poitiers faisait des largesses avec les biens confisqués ? Tout l'étonne, même ce grand et

¹ 1^{re} partie, f° 5 B, 11^e partie, f° 5 A.

² 1^{re} partie, f° 38 B. — 2^e, 1^{re} partie, f° 37bis A. — 3^e 1^{re} partie, f° 38 A, 11^e partie, f° 20 A. — 4^e et 5^e, 1^{re} partie, f° 38 B-A. — 6^e et 7^e, 1^{re} partie, f° 38 A.

³ *Loc. cit.*, p. 304.

⁴ *Op. cit.*, p. 305. Il ajoute aussitôt : « Nous n'avions jamais moins attendu de leur fanatisme et de leur orgueil, qui devaient les mettre au-dessus de pareilles bassesses. »

beau couvent des Dominicains de Toulouse, dont il jouit cependant lui-même aujourd'hui ¹ !

Tout à l'heure nous apprécierons d'autres accusations absolument gratuites. Les questions, supposées par la confiscation des biens hérétiques, s'étaient depuis longtemps fait jour dans l'esprit des Frères. Nous dirons dans quel sens ils interrogèrent l'archevêque de Narbonne, Gui Fulcodi, plus tard Clément IV, et de même quel fut le sens de la réponse. Poursuivons cette revue rapide du ms. de Clermont. Il n'y est pas seulement parlé des juges inquisitoriaux, mais aussi de la procédure et de la pénalité.

La procédure s'exerçait ou bien contre les hérétiques vivants, ou bien contre les hérétiques morts. La comparution était le premier acte de la procédure contre les hérétiques vivants. Le curé de la paroisse du prévenu, accompagné de témoins, était tenu de faire à domicile la citation. Il la renouvelait, le dimanche, à la messe paroissiale. Le prévenu devait répondre dans un nombre de jours fixé, porté par D. Vaissete jusqu'à quinze, et appelé le *temps de grâce*; s'il comparissait dans ce laps de temps, il jouissait de certains avantages : l'exemption de la peine de mort, de la prison perpétuelle, de l'exil, de la confiscation ². C'étaient les peines les plus graves. Quand le prévenu ne se présentait pas de gré, il était amené de force. Comment? Plus tard, les officiers royaux durent s'y employer eux-mêmes; mais, vers 1250, il est difficile de constater encore leur intervention. Les Inquisiteurs arrêtaient donc eux-mêmes, par les fidèles, ou même par les hérétiques revenus à résipiscence. Innocent IV avait fait à ceux-ci certains avantages ³. La procédure et l'instruction suivaient la comparution. Le prévenu prêtait le serment de parler et de répondre selon la vérité. Quelquefois il n'y avait qu'un seul interrogatoire; d'autres fois plusieurs, ou même à des intervalles séparés. Les cas d'un seul interrogatoire furent les

¹ Ce sont les bâtiments du Lycée : « A défaut de renseignements décisifs (sur ce que les Dominicains ont joui des confiscations) dit-il, le doute ne pourrait manquer de naître en présence de ces fondations de couvents innombrables, de ces constructions prodigieuses et splendides, telles que leur église et leur cloître de Toulouse, par exemple, qui datent justement de leur plus grande activité comme inquisiteurs »

² Cf. *Le Concile de Béziers de 1246*.

³ 2 décembre 1249, Doat, vol. XXI, f° 76.

plus rares : preuve évidente que les Inquisiteurs s'entouraient le plus possible de renseignements. L'instruction faite, ou bien le prévenu était renvoyé sans qu'on donnât suite, ou bien son affaire était retenue, et alors il était le plus souvent enfermé dans une prison, celle de l'évêque, celle de la *Cité*, ou même dans la maison du Maréchal. Quelquefois on lui laissait la liberté, mais il faisait la promesse de se présenter quand il en serait requis : comme caution, il déposait une somme de dix à cent livres toulousains ou toulousains. Dans le cas d'une culpabilité présumée, le prévenu était invité à se défendre : il recevait donc par écrit les dépositions faites contre lui ; et au jour fixé, il fournissait sa défense et les témoins à décharge. Si une seule séance ne suffisait pas, on lui en accordait une autre : Isarn de Pesens en obtint jusqu'à trois ¹. L'assignation adressée au prévenu de venir entendre la sentence définitive fermait la longue série des formalités.

La procédure contre les hérétiques défunts prenait son fondement dans ce principe, émis par la *Practica* de Bernard Gui, dont nous parlerons en finissant, que le crime d'hérésie était tellement énorme qu'il devait être poursuivi jusque dans les morts et jusque dans les héritiers du coupable ². M. Ch. Molinier reconnaît que cette pénalité, l'Inquisition ne l'avait pas imaginée. Elle était contenue dans les *Constitutions* de Frédéric II contre les hérétiques ³.

Le ms. de Clermont-Ferrand énonce un certain nombre de cas de morts poursuivis : ils peuvent se rattacher à deux catégories. Les Inquisiteurs apprennent qu'un soupçon d'hérésie plane sur telle personne déjà morte, soit que ce soupçon se produise pour la première fois, soit que la personne précédemment poursuivie soit réputée avoir été relapse avant de mourir. Ils instruisent l'affaire par témoins ; puis ils admettent la famille à défendre la mémoire du défunt ; enfin ils prononcent. C'est un premier cas. Mais il arrivait souvent que des hérétiques, ayant reçu une pénitence, passaient à trépas sans l'avoir accomplie, ou bien après avoir satisfait à une partie seulement de cette pénitence. Les Inquisiteurs appelaient la famille, et celle-ci s'entendait à

¹ 1^{re} partie, f° 35 B.

² *Practica*, III^e partie, f° 36 D.

³ Publiées par Limborch, *Historia Inquisitionis*, pp. 48-51. Il y en a quatre.

l'amiable avec eux pour la compensation à fournir ¹. Et tout était fini là.

Telle est, en termes très abrégés, la procédure inquisitoriale de Carcassonne appliquée à ses différents cas. Disons en quelques mots très rapides, pour faire apprécier le prix de ce manuscrit, ce que le *Registre* de Clermont-Ferrand nous fait connaître de sa pénalité.

A Carcassonne comme à Toulouse, le prononcé de la sentence avait lieu dans les églises, le plus souvent dans l'église Saint-Vincent ² ou dans l'église Saint-Michel ³. Les peines infligées étaient de quatre sortes :

1° *Les peines comminatoires*, qui avaient pour but d'obliger les hérétiques d'abord à se présenter et puis à se soumettre : la plus fréquente de ces peines était l'excommunication conditionnelle ⁴ ;

2° *Les peines mineures*, consistant en œuvres pies, ou même en amendes pécuniaires, amendes qu'il fut toutefois de bonne heure défendu d'infliger par le concile de Narbonne (1244) et par Innocent IV. Les aumônes, les pèlerinages et les visites à tels sanctuaires désignés étaient considérés comme des œuvres pies ⁵ ;

3° *Les peines infamantes*, c'est-à-dire les croix que l'hérétique était tenu de porter sur ses vêtements, et la flagellation, par lui-même ou par son propre curé, chaque dimanche, pendant un espace de temps ⁶. La *Practica* de Bernard de Gui parle d'autres peines infamantes, par exemple tels insignes de déshonneur : quatre langues de drap rouge pour les faux témoins ; deux morceaux de feutre de couleur jaune taillés en forme d'hostie et attachés, l'un à l'endroit de la poitrine, l'autre entre les épaules, pour les faiseurs d'incantations et de maléfices ; un marteau découpé dans une étoffe rouge pour celui qui, condamné à la prison perpétuelle, était relâché pour ses bonnes dispositions ; l'image d'une lettre attachée sur la poitrine pour ceux qui étaient prévenus d'avoir falsifié les lettres inquisitoriales ;

4° *Les peines majeures*, c'est-à-dire la confiscation des biens,

¹ 1^{re} partie, f° 37bis B, f° 27 A, f° 22 A, II^e partie, f° 22 A.

² 1^{re} partie, f° 7 A.

³ 2^e partie, f° 20 B.

⁴ 1^{re} partie, f° 27 B.

⁵ 1^{re} partie, f° 25 B, f° 37bis A, f° 13 B.

⁶ 1^{re} partie, f° 25 B.

la prison et la mort par le bûcher, forment la dernière espèce de peines énumérées par le ms. de Clermont. Les cas en sont très rares.

Après le *Registre de greffier du tribunal de l'Inquisition de Carcassonne*, nous signalerons deux autres manuscrits, se rapportant aux années 1254 et 1256. M. Ch. Molinier n'en a connu qu'un seul, celui qui appartient aux archives départementales de la Haute-Garonne ¹, et auquel il donne le titre de *Registre de l'Inquisition de Toulouse*. Ce *Registre* se compose de cinq feuilles doubles : l'ancienne numérotation montre qu'elles ont appartenu au même volume : nous pensons même que le second manuscrit, dont nous dirons tout à l'heure un mot, n'est aussi qu'un fragment de ce même volume, aujourd'hui malheureusement disparu, ou plutôt dispersé. Resplandi et Arnaud de Gouzens sont les deux Inquisiteurs que le *Registre* nous fait connaître. Amiel, curé de Saint-Étienne de Toulouse, interroge Guillem Fournier, comme assesseur des Inquisiteurs Jean de Saint-Pierre et Raymond de Chartres. Les prévenus dont il donne les noms sont au nombre de 613, si nous y joignons ceux à l'interrogatoire desquels il nous fait assister. Les départements auxquels ils appartenaient sont l'Aude, l'Ariège, le Tarn, le Gers, l'Aveyron et le Tarn-et-Garonne : la plupart des prévenus étaient de la classe des hérétiques appelés *Parfaits*. N'oublions pas de dire que ce manuscrit a fourni à M. Belhomme l'occasion d'une étude sur *l'hérésie des Albigeois*, qui ne manque pas d'intérêt. Bien qu'il l'ait publié en grande partie ², on y glanera encore quelques détails peu connus sur les cérémonies dualistes dites *Consolamentum*, *Hereticamentum*, *Apparellementum*, et *Adoration*.

Le second manuscrit appartient à M. Louis Bonnet, de Béziers, qui a bien voulu nous le communiquer. Il se compose de deux folios, recto et verso, portant la numérotation CCLXII et CCLXXI ³. Il faisait partie d'un répertoire perdu, le même probablement que le *Registre de l'Inquisition de Toulouse* : l'écriture est la même ; la liste des prévenus présente une disposition identique.

¹ Fonds dominicains.

² *Mémoires de la société archéologique du midi de la France*, t. VI, pp. 100-145.

³ Sur parchemin ; écriture du temps ; hauteur 0,34 cent. largeur 0,25 centimètres. Nous le publierons à part.

Ce ms. nous fait assister à neuf interrogatoires, dont deux sont devenus fragmentaires par l'us du temps. Ces neuf interrogatoires ont pour siège les deux localités de Montauriol dans l'Aude et de Montgaillard dans la Haute-Garonne.

Le f^o CCLXXI nous donne la date de ces interrogatoires : octobre et novembre 1256. Deux interrogatoires ont lieu le même jour. Les Inquisiteurs nommés sont Frère Ferr. (Ferrier probablement), Jean de Saint-Pierre, Rainaud de Chartres, Jean de Saint-Benoît et Dominis. A trois reprises, Jean de Saint-Pierre reçoit seul les dépositions. Quelques-uns des prévenus ne comparaissent pas pour la première fois. Ainsi, Esclarmonde de Saint-Amour dit qu'elle avait déjà fait les révélations rapportées au f^o CCLXII devant Maîtres Arnaud Gozents et Arnaud de Brassac, Inquisiteurs, à Bellepuy, et Bertrand de Rocavila avoue s'être déjà présenté devant Fr. B. de Caux ¹. Les personnes interrogées sont au nombre de huit : Rysendis, femme de Bernard Rainald, de Sainte-Camelle, Esclarmonde de Saint-Amour, fille de Pierre de Saint-Amour de Montauriol dans le Lauragais, Bérenger de Saint-Amour, Raimonde, femme de Pierre de la Fargue, Arnaud *de Capellano* de Montgaillard, Pétronille Donadena de Montgaillard, Bertrand de Rocovile et Gaillard de Rocovile de Montgaillard, qualifiés l'un et l'autre de *Miles*. Le nombre des personnes accusées par ces huit témoins est de cent sept.

Quelques détails curieux à relever : ce sont d'abord les instances faites par les hérétiques surpris en délit d'*Adoration* pour que leur conduite ne soit point dévoilée ² ; c'est ensuite l'ensevelissement clandestin de la dame Ara de Montgaillard, hérétique, dans le bois voisin de Montgaillard, appelé *de Cuenh* ³ ; ce sont aussi les lettres envoyées par Arnaud Pradier à Blanche, femme d'un chevalier de Latour ⁴, qui, ne pouvant les lire et n'ayant pas à côté d'elle Pons Guillem, autre chevalier de Latour, pour faire cette lecture, les expédie à Mirote, lequel refuse de les recevoir ⁵ ; c'est enfin le voyage entrepris par Pons de Sainte-Foi et quelques autres hérétiques pour apaiser une querelle survenue à propos d'une somme d'argent, entre

¹ F^o CCLXXI.

² F^o CCLXII.

³ F^o CCLXXI.

⁴ « Viri de Turre militis. »

⁵ F^o CCLXXI.

Pierre Mazerot et Arnaud Pradier, hérétiques. Pons de Sainte-Foi semble exercer l'office, non pas seulement de conseiller ou d'entremetteur, mais encore de juge ¹, et nous place en présence d'une société organisée de tout point.

On voit donc combien il importe de ne négliger aucune des sources de l'histoire de nos troubles religieux, au XIII^e siècle.

VII

Cette conviction nous a porté à rechercher les moindres traces de ces luttes, lettres, sentences isolées, et autres documents qui, pris à part semblaient peu dignes d'attention, mais qui, rapprochés les uns des autres et des manuscrits plus étendus, forment en réalité un ensemble respectable, et fourniront à l'historien les matériaux pour une étude sérieuse, et presque complète, de l'Inquisition méridionale.

Nous parlions tout à l'heure du rôle des évêques au tribunal de l'Inquisition. Tous ne comprirent pas leurs devoirs de la même manière, ni même les droits que les lois ecclésiastiques leur accordaient. Ainsi un évêque de Carcassonne n'avait cessé, pendant six ans (1249-1255), de présider le tribunal, mais son successeur s'en désintéressait à peu près entièrement. Le 25 janvier 1251, l'archevêque de Narbonne portait contre des femmes accusées d'hérésie vaudoise une sentence de réclusion perpétuelle, motivée sur des faits d'une certaine gravité ²; l'année suivante (juin 1252), les évêques de Toulouse, d'Agen, d'Albi et de Carpentras, réunis à Riom, auprès du comte Alfonse de Poitiers, confirmaient par une ordonnance aux religieux Dominicains le pouvoir de juger les hérétiques dans leurs diocèses, sur la recommandation de G. Fulcodi ³. C'était assez faire entendre qu'ils ne méconnaissaient point les recommandations d'Innocent IV. Le pape, en effet, désirait voir les tribunaux d'Inquisition se multiplier dans le Midi, afin que toute cause de trouble et de division disparût au plus tôt; il avait

¹ F^o CCLXXI.

² *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. VIII, c. 1272.

³ *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. VIII, c. 1313. Cf. Boutaric, *Saint Louis et Alfonse de Poitiers*, p. 443.

même demandé aux évêques de fournir du secours, si besoin était, aux juges délégués ¹.

Ces secours à fournir supposaient des revenus. Or, la question des revenus souleva, vers 1252, la querelle des *Incours* à l'occasion des biens hérétiques. Ces biens étaient confisqués au profit, « tantôt d'un simple seigneur ou d'un évêque, tantôt, et c'était l'ordinaire, au profit du comte de Toulouse, jaloux de ce droit lucratif. » Le Viguiier de Toulouse était spécialement chargé de veiller à ce que les condamnations pour crime d'hérésie fussent exécutées dans le Toulousain. Dans les autres sénéchaussées, ce soin regardait les sénéchaux ; en outre, auprès d'Alfonse, un surintendant général des *Incours*, centralisait les différentes condamnations, en tenait registre, percevait le produit des confiscations, vendait les meubles des condamnés, administrait en un mot cette importante branche de revenus ; il s'appelait Jacques du Bois. Il y avait toute une comptabilité pour les produits des confiscations sur les hérétiques. Alfonse fit quelquefois des largesses avec les biens ainsi acquis, notamment à maître Gille, clerc de l'Inquisition, qui reçut, en récompense de ses bons services, une rente annuelle de cent sous, à prendre sur les revenus d'une terre confisquée sur un chevalier. « Croira-t-on qu'il s'est trouvé des hommes assez pervers pour se montrer encore plus sévères que l'Inquisition et pour faire périr sur le bûcher ceux que les juges compétents avaient seulement condamnés à une prison perpétuelle ? Et cela pour augmenter les revenus du comte Alfonse, en obtenant par un supplice illégal une confiscation que la sentence régulière ne comportait pas. Ces faits révoltants, qu'on voudrait ne pas croire, sont malheureusement attestés par des documents officiels, authentiques, conservés depuis le treizième siècle au Trésor des chartes, et qui défient toute critique, tout examen. Un Dominicain, Rainaud de Chartres, nouvellement investi des fonctions d'Inquisiteur à Toulouse, constata, non sans un profond trouble, l'horrible abus que nous venons de signaler... La rapacité des officiers d'Alfonse ne fut point toujours aussi cruelle ; mais pour être moins affreuse, elle n'en était pas moins cynique. C'est quelque chose d'intéressant que ce conflit entre l'Inquisition et le pouvoir laïque au sujet de la punition des hérétiques ;

¹ *Layettes*, n. 4000.

certaines, le beau rôle n'est pas du côté des agents du comte ¹.

En 1253, Jean d'Arsis, sénéchal du Rouergue, se plaint au comte de l'Évêque de Rodez, qu'il accuse de frustrer le trésor, mais qui, de l'aveu du sénéchal lui-même, n'a pu obtenir de lui qu'il laissât une partie des biens de six hérétiques condamnés soit à eux-mêmes soit à leurs enfants ². Le sénéchal fait ainsi preuve de zèle. Mais il se garde bien de dévoiler l'abus signalé tout à l'heure. Du moins Rainaud de Chartres ne manqua pas à ce devoir ³. Pour l'honneur de la religion dans le midi, l'archevêque de Narbonne, les évêques de Béziers, de Lodève et d'Agde firent entendre la protestation de leur conscience indignée. Ils se plaignirent vivement du double trafic exercé par les officiers du comte : ceux-ci, en effet, livraient au feu les hérétiques condamnés à la prison pour avoir la faculté de mettre la main sur leurs biens ; d'autre part, moyennant un avantage pécuniaire, ils rendaient aux héritiers une partie des biens confisqués, ou même la totalité de ces biens ⁴.

Aucun document ne nous dit l'impression produite à Poitiers par ces réclamations, mais elles ne restèrent pas sans résultat. C'est ainsi que, le 8 avril 1254, les officiers du comte, parmi lesquels nous nous plaisons à citer Gui Fulcodi, prirent sur eux-mêmes de porter une ordonnance de réformation, motivée par les nombreuses plaintes qui surgissaient de toutes parts ⁵; elle réglait sur trois points la conduite des sénéchaux et des baillis.

Les monastères tinrent à honneur de se placer en dehors de la question irritante des revenus : d'ailleurs la situation sociale, parfois élevée, des hérétiques, rendait plus sévère l'opinion, et pouvait par elle seule susciter des embarras. Depuis quelque temps déjà un différend avait éclaté entre l'abbaye de la Grasse ⁶ et le roi. Bernard, prieur du monastère, d'accord avec tous les religieux qui signèrent avec lui, céda au roi de France tous ses droits sur les biens dont le monastère était en possession par concession

¹ M. Boutaric, *Saint Louis et Alphonse de Poitiers*, p. 451. — M. Boutaric fournit la preuve de ces faits dans les notes.

² M. Boutaric, *Ibid.*, pp. 454-455.

³ Sa lettre, dans Boutaric, *op. cit.*, p. 452-453.

⁴ *Layettes*, n° 4054. — *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. VIII, c. 1322.

⁵ *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. VIII, c. 1325.

⁶ *Layettes*, n° 2022, n° 4078; — Mahul, *Cartulaire de Carcassonne*, t. II, p. 279. — *Gallia Christ.*, t. VI, p. 949; — Tillemont, *S. Louis*, t. IV, p. 98; t. VI, p. 232.

d'Alfonse de Poitiers, à la suite des troubles de l'hérésie et de la révolte. Cet acte du 13 mai 1254, renouvelé le 16 janvier 1257¹, énonce, dans l'exposé des motifs, des faits utiles à connaître².

Le pape, à son tour, en ce qui touchait à la publication des noms des témoins, apporta quelques modifications à la conduite tenue jusque-là par les Inquisiteurs. Prenant une sorte de moyen terme, il ordonna que les noms des témoins ne fussent pas tus, mais aussi ne fussent pas livrés à tout le monde, pour prévenir tout acte de vengeance. Ils devaient être communiqués à des hommes honnêtes, religieux, sûrs, qui rechercheraient quelle confiance méritaient les témoins³. Peut-être le tribunal avait-il, en effet, été surpris dans sa bonne foi par des dépositions fausses. Toujours est-il qu'Innocent IV renouvela les conseils de prudence déjà si souvent donnés aux Inquisiteurs : point d'erreur sur les prévenus ; dès lors des témoins sûrs⁴.

Ces divers documents ne sont pas les seuls de ce temps qui fassent honneur à l'Église. Il en est d'autres encore que nous pouvons signaler à l'historien. On a souvent représenté les évêques et les frères comme acharnés contre les hérétiques ; on leur a reproché de s'être laissé conduire par un désir coupable de leurs biens. Or, il se trouve que ce furent précisément les évêques et les frères qui protégèrent les hérétiques contre des supplices non mérités, et leurs familles contre d'injustes spoliations. Les documents déjà cités le montrent abondamment. A leur défaut, il serait possible de produire la lettre-ordonnance de l'archevêque d'Aix, qui, assisté de Pons de Saint-Gilles, prêcheur, de Guillaume Robert, mineur, et de Gui Fulcodi, ordonna, au nom du roi, par sentence d'arbitrage, un grand nombre de restitutions pour dommages causés par les officiers royaux⁵. On remarquera que les commissaires enquêteurs, choisis par le roi, avaient été pris dans les rangs ecclésiastiques : de ce côté, en effet, se trouvaient réunies la force, l'indépendance et l'honnêteté nécessaires pour corriger les abus. Aussi ce fut en toute confiance que Guillaume, évêque de Lodève, leur demanda d'interdire, pour l'avenir, au

¹ *Layettes*, n° 4317.

² *Layettes*, n° 4097.

³ *Layettes*, n° 4110. Cfr. *Hist. de Lang.*, t. VIII, c. 1333. M. Delaborde et M. Molinier croient que cette bulle resta à l'état de projet.

⁴ *Layettes*, n° 4111, n° 4112.

⁵ *Layettes*, n° 4202, n° 4207.

sénéchal de Carcassonne, et en général « à tous les officiers royaux, » de faire des citations, d'instruire des procédures, de prononcer des condamnations, et de recevoir des reconnaissances de fiefs. De même, l'évêque d'Agde, l'abbé de Saint-Polycarpe et l'archidiacre de Fenouillèdes adressèrent au roi un long mémoire sur les faits et gestes du sénéchal de Carcassonne, Pierre d'Auteuil. Nous n'avons plus malheureusement ce mémoire ; et il nous paraît difficile de l'apprécier pleinement d'après la réponse où le sénéchal motiva son refus de jurer l'observation du statut *Cupientes*. Nous relèverons seulement le passage où il avouait, en en faisant un objet de reproches, que les évêques imposaient aux hérétiques des pénitences légères et leur laissaient leurs biens, au grand préjudice du roi, et malgré l'ordonnance ¹.

La lettre de l'Inquisiteur Rainaud de Chartres a déjà été signalée. Nous ferons observer seulement que M. Boutaric et M. Aug. Molinier ne sont pas d'accord sur la date de cette lettre : le premier la croit de 1255 ² ; le second, du 31 janvier 1257 ³. A cette date Innocent IV n'était plus ⁴.

VIII

Alexandre IV, son successeur, eut pour les hérétiques les mêmes dispositions bienveillantes et pour les juges les mêmes conseils. Il renouvela son ordonnance relativement aux témoins. Ce fut là toujours un sujet de graves préoccupations ; il fallait, en effet, éviter deux écueils : d'abord que les accusations ne fussent fausses, ensuite que les témoins ne fussent exposés à la vengeance des grands surtout ⁵. Or, des plaintes étaient venues jusqu'à lui que des condamnations avaient été portées avec précipitation. Il ordonna donc, pour quelques affaires en particulier, que les témoins fussent entendus de nouveau. Il maintint le pou-

¹ M. Aug. Molinier a analysé cette réponse. *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. VII, pp. 536-538.

² *Alf. de Poitiers*, p. 453.

³ *Hist. de Lang.*, t. VIII, c. 1409.

⁴ Mort le 7 décembre 1254.

⁵ *Layettes*, n° 4221 et n° 4301.

voir de commuer les peines en faveur de ceux qui montreraient quelque repentir ¹. Il demanda à l'Inquisition de continuer son œuvre, toutefois avec modération et sagesse ². Les aveux de Guillaume Fournier ³ justifient amplement ces désirs du pape Alexandre IV. D'ailleurs, les Inquisiteurs ne bornèrent point leurs travaux à la recherche de l'hérésie : beaucoup les consultaient; et comme malgré eux ils devaient quelquefois accepter d'intervenir. Dans bien des cas, la juridiction ecclésiastique était, en effet, préférée à la juridiction civile ⁴. Par suite de cette option, Pons de Saint-Gilles et Fr. G. Robert demandèrent à Guillaume d'Auteuil, sénéchal de Beaucaire et de Nîmes, de reconnaître les droits lésés de quelques habitants du pays de Nîmes ⁵; l'archevêque d'Aix ordonna que 165 livres fussent restituées à Béatrix, fille d'Augier Frotard ⁶, et 250 livres à Sibille d'Anduze, fille de Raymond Pelet ⁷.

Ces divers actes nous autorisent-ils à penser que les Inquisiteurs ne rencontraient plus d'obstacles ou peu d'adversaires après 1255? Non, assurément. Une juridiction de cette nature, établie d'ailleurs dans un pays agité par les passions religieuses et soumis à la race peu aimée du Nord, devait soulever des colères, exciter des haines, des ressentiments, des rivalités. Mais tout ce qui nous est parvenu de ces haines calomnieuses, de source hérétique, ou des rivalités implacables des sénéchaux, ne saurait être accepté comme un élément suffisant d'appréciation sur le tribunal lui-même. Nombreux sont les actes témoignant de cette rivalité. Ainsi Alexandre IV informait les Prêcheurs que la légation dans les terres toulousaines, confiée à l'évêque d'Avignon ⁸, ne portait aucune atteinte à leurs attributions; Alfonse de Poitiers ordonna que ses officiers dans le Toulousain prêtassent serment aux Inquisiteurs, comme pour les rendre responsable des abus ⁹. Cela résulte enfin de l'ordonnance de saint Louis en faveur des

¹ *Layettes*, n° 4301. Cf. La bulle d'Innocent IV, *Layettes*, n° 4110, n° 4111, n° 4224.

² *Layettes*, n° 4406.

³ *Registre de l'Inquisition de Toulouse*, archives de la Haute-Garonne.

⁴ M. Fournier, *Des officialités*.

⁵ *Layettes*, n° 4269.

⁶ *Layettes*, n° 4272.

⁷ *Layettes*, n° 4320, n° 4321, n° 4367, n° 4376.

⁸ *Layettes*, n° 4347.

⁹ Mars, 1258. *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. VIII, c. 1412.

Inquisiteurs calomniés¹ ; car il n'est point possible d'accuser de complaisance le roi pieux, toujours si calme et si fort. La principale cause qui attisait sans cesse la rivalité des sénéchaux et des Inquisiteurs était, on le sait, dans les débats soulevés à tout instant à propos des confiscations, les évêques et les Inquisiteurs tendant vers la douceur, les sénéchaux au contraire aggravant les sentences pour justifier les confiscations. Ils en avaient besoin, ces officiers royaux ; ils se livraient à un vrai luxe de dépenses : le comput de celles d'Odoard de Pomponne, vicaire d'Avignon, ne l'atteste que trop². Nous savons aussi comment les *Incours* étaient administrés³, et quels étaient ceux qui, vers 1260, bénéficiaient des biens des hérétiques⁴. Urbain IV, au reste, fixant de nouveau le mode de procédure, demanda des adoucissements, bien justifiés du reste par les exactions précédentes et par l'état d'infériorité dans lequel l'hérésie néo-dualiste tombait tous les jours. Voici l'analyse de cette lettre d'après M. Boutaric. « Le pape, dit-il, interdit aux Dominicains de procéder sans les évêques ou leurs délégués. Les hérétiques qui avoueront leur faute et demanderont pardon, recevront l'absolution ; quant à ceux qui nieront et demeureront opiniâtres dans leur péché, voici comment on agira à leur égard. On fera une enquête : deux personnes religieuses et discrètes seront commises pour entendre les témoins, dont les dépositions seront reçues, autant que faire se pourra, par un notaire public, et à son défaut par deux personnes à ce idoines. S'il y a des inconvénients à révéler les noms des déposants, on les cèlera ; mais on les fera connaître aux personnes prudentes, honnêtes et religieuses, qu'on devra consulter avant de prononcer la sentence. Notez ce point important : une sorte de jury qui assiste les Inquisiteurs⁵. »

Oui, vraiment, l'Église, en face des hérétiques, eut toujours le souci de la *justice* et de la *charité*.

Nous connaissons enfin les inquiétudes que les *Incours* éveillèrent dans l'âme des Inquisiteurs. Ils formulèrent leurs scrupules dans quinze questions, adressées, sous forme de consultation,

¹ *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. VIII, c. 1435.

² *Layettes*, n° 4489.

³ Boutaric, *Alf. de Poitiers*, p. 450, note.

⁴ Boutaric, *Ibid.*, p. 449, notes 1 et 2, p. 471 ; — *Layettes*, n° 4608, et 4332^e.

⁵ *Alf. de Poitiers*, pp. 443-447. Le texte de la bulle est en cet endroit.

à l'archevêque de Narbonne, Gui Fulcodi¹, le réparateur des injustices, l'homme le plus en état, par ses anciennes fonctions d'enquêteur royal, de motiver une réponse. Ces questions font honneur à la conscience des Inquisiteurs : la réponse n'honore pas moins l'archevêque. César Carena la publia en 1668² ; mais bien quelle soit très connue de tous les canonistes, M. Ch. Molinier l'a totalement passée sous silence.

Nous signalerons seulement ici les tomes XXXII et XXXIII de la collection Doat; il y est surtout question de nombreux démêlés entre divers seigneurs et l'Inquisition, toujours au sujet des biens confisqués, et cela pendant cinq ans (1260-1265).

Pendant le pontificat de Clément IV (1265-1268), le tribunal poursuit son exercice : mais à cette date son action était très ralentie. Il nous reste deux pièces de l'année 1264 : le procès de Raimond de Falgar, évêque de Toulouse, et la procédure contre Roger IV. Ce procès comprend deux rapports à l'archevêque de Narbonne, deux lettres d'Urbain IV à Alfonse, et une lettre de celui-ci au sénéchal de Toulouse et d'Albi³.

D. Vaissette avait déjà publié le texte des trois procédures qui, vers la fin de 1264, furent instruites contre Roger IV, comte de Foix⁴. Ces textes n'ont rien perdu de leur actualité pour une histoire qui n'est point écrite encore. Quatre ans plus tard, le 25 mars 1268, nous trouvons un mandement d'Alfonse de Poitiers à l'inquisiteur Guillaume de Montréal⁵ ; il reconnaît son droit à des subsides pris sur le trésor public ; un autre, du 16 décembre de cette même année, invite les Inquisiteurs à se livrer à toute l'activité de leur zèle pour mener à terme l'œuvre déjà bien avancée⁶ ; un troisième enfin, du 13 janvier 1269, aux inquisiteurs Pons le Poujet et Étienne de Gastine, a en vue l'appropriation du château de Lavaur pour l'incarcération des hérétiques, la sustentation des *Emmurés*, et aussi la diminution de la pension, bien modeste pourtant, jusque-là donnée aux Inquisiteurs⁷.

¹ Plus tard Clément IV.

² *De officio Sanctissimæ inquisitionis*.

³ *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. VIII, col. 1528-1541.

⁴ *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. VIII, c. 1573.

⁵ *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. VIII, c. 1573.

⁶ *Hist. de Lang.*, c. 1583.

⁷ *Ibid.*, c. 1584.

A la mort de Clément IV, le siège apostolique vauqua près de trois ans¹. Cet espace de temps, bien long pour une vacance, mais fort court pour l'histoire, nous fournit deux documents seulement se référant à l'objet qui nous occupe : l'un est du 1^{er} mai 1270; c'est une commutation de peine par le Fr. Etienne de Gatine, en faveur de Raymond Sancius, condamné aux pèlerinages majeurs, à la visite de sanctuaires déterminés et au voyage au delà des mers : moyennant trente livres tournois destinés à la Terre Sainte², il ne fut plus tenu que de visiter Saint-Antoine de Pamiers. Le second document consiste en deux pièces : l'une du 18 mars 1270, unique de son espèce, ayant trait au droit qu'avaient les maréchaux de Mirepoix de brûler les hérétiques de leurs domaines³, droit reconnu par le sénéchal de Carcassonne, agissant au nom du roi de France; l'autre du 20 mars 1270, constatant que non seulement la reconnaissance, mais encore la cession de ce droit, a été faite au maréchal⁴. Le lieu du supplice, à Carcassonne, pour les hérétiques condamnés au feu, y est indiqué⁵.

VIII

Nous touchons déjà à la fin du XIII^e siècle. Les documents de ces vingt dernières années ne nous arrêteront pas longtemps : ils ne nous apprendraient rien de nouveau relativement au tribunal lui-même, à son organisation, à son fonctionnement. Des faits bien dignes d'attention se produisirent cependant : le complot, savamment ourdi, vers 1283, par les hérétiques, de brûler les archives de l'Inquisition de Carcassonne; le procès de Bernard de Castanet, évêque d'Albi, terminé seulement en 1308; la poursuite et finalement la condamnation de Bernard Délicieux, ce moine singulier qui excita dans le Midi tant de troubles popu-

¹ Du 29 novembre 1268 au 1^{er} septembre 1271.

² *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. VIII, c. 1673.

³ Original au château de Lérans (Ariège), publié par M. Aug. Molinier, *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. VIII, c. 1674-1675. — Cf. *Olim*, de Beugnot, t. I, p. 317; Mahul, *Cartulaire*, t. V, p. 629.

⁴ *Hist. de Lang.*, éd. Privat, t. VIII, col. 1675.

⁵ « In grava juxta flumen Atacis, supra Molendinum Beate Marie ex parte meridiey. »

lares. L'Inquisition ralentit alors son exercice, et c'est l'ère des soulèvements contre elle. Le complot de brûler les Archives, dont les principaux incidents nous ont été conservés par Doat (t. XXVI) semble avoir ouvert cette ère inattendue. Après Carcassonne, Albi devint le centre principal de l'agitation. Il faut s'attendre à ce que les écrivains hostiles à l'Église attribuent aux excès de l'Inquisition la cause de ces mouvements populaires. Les douze pièces émanées de la chancellerie de Philippe le Bel et des sénéchaux, que D. Vaissete publia le premier ¹, sembleraient leur donner raison. Le roi se plaignait au sénéchal de Carcassonne des Inquisiteurs, qui avaient eux-mêmes, disait-il, infligé des supplices atroces, qui s'étaient servi de tortures pour arracher des aveux, et qui avaient ainsi soulevé le pays tout entier.

Ces abus, s'ils se produisirent, ne furent que très passagers : en 1298, Philippe le Bel recommandait au sénéchal de se mettre pleinement à la disposition des Inquisiteurs qu'il avait pourtant si vivement incriminés ². Il nous reste un acte, scellé du sceau de l'évêque d'Albi, du sceau de l'évêque de Béziers, et du sceau de l'abbé de La Grasse, à Carcassonne même, qui nous raconte une séance du tribunal dans cette ville, et nous montre les juges bien disposés envers les hérétiques : il les relève de la sentence d'excommunication et de leur peine ³. Bien plus, deux ans plus tard, le roi, comme pour infirmer sa lettre de 1291, écrivait à l'évêque de Toulouse, à l'Inquisiteur et au sénéchal, pour exprimer sa peine que Fr. Foulques eût favorisé, en ne les poursuivant pas, « des erreurs et des vices » que sa charge d'Inquisiteur lui commandait de combattre ⁴. Enfin, il promulgua à nouveau l'ordonnance *Cupientes* ⁵ ; les hérétiques ne pouvaient espérer ni relâche ni merci. Les événements qui avaient commencé à se produire vers 1284 justifiaient la sévérité nouvelle.

L'hérésie néo-dualiste n'était pas du reste la seule erreur poursuivie par l'Inquisition. D. Vaissete nous a conservé les divers points sur lesquels les Inquisiteurs devaient interroger. Les uns avaient trait au néo-dualisme; un grand nombre se rapportaient

¹ *Hist. de Lang.* éd. primitive, t. IV, pr., 6, col. XL et LIV. Elles sont des années 1291, 1296, 1298, 1299, 1301 et 1302.

² *Hist. de Lang.*, éd. primit., t. IV, pr., c. 99.

³ *Ibid.*, c. 100-102.

⁴ *Ibid.*, c. 118.

⁵ *Ibid.*, c. 120.

aux sortilèges ¹; et sans rechercher ici si ces formulaires d'interrogatoire remontent à l'année 1234 ou bien à l'année 1297, il est certain qu'à la fin du XIII^e siècle ils étaient utilisés. Or, par un heureux hasard, il y a à peine quelques années, un monument précieux de la pratique fréquente des sortilèges dans les régions du Tarn, au XIII^e siècle, était découvert par M. L. Prunet, à Cordes, et publié par M. Bruno Dusan, dans la *Revue archéologique du midi de la France* ². Les *Sorts des Apôtres* étaient comme le code de cet art de la divination qui exerçait un véritable prestige. Les Inquisiteurs n'ignorèrent point ces pratiques superstitieuses : ils firent une recherche minutieuse des coupables et des *Sorts*. C'est sans doute pour les soustraire à toute recherche que la feuille de parchemin où les *Sorts* étaient transcrits fut cachée dans ce mur d'où M. Prunet l'a retirée. Étienne de Bourbon (1271) avait déjà signalé les divers genres de divination et de sortilèges qu'il connut ³. Peut-être les *Sorts*, dont un passage est sensiblement néo-dualiste, étaient-ils en usage chez les hérétiques albigeois. Quoi qu'il en soit, ils constituent un document utile pour connaître un côté de l'état religieux du pays que les Inquisiteurs parcoururent souvent à la fin du XIII^e siècle, et qui fut le théâtre d'incessants désordres. Peut-être trouvèrent-ils plus d'obstacles à arracher la superstition qu'à arrêter l'hérésie. En tout cas, il nous semble que ce document ne peut pas rester inconnu de l'historien soucieux d'apprécier impartialement les causes et les conséquences de l'agitation méridionale au temps où Bernard de Castanet, évêque d'Albi, présidait l'Inquisition.

A distance, nous pouvons encore aujourd'hui assister aux interrogatoires auxquels ils soumettaient les hérétiques, et cela pendant d'assez longues années. Le ms. 12856 du fond latin de la Bibliothèque nationale nous présente en effet le recueil de ces interrogatoires, pendant un espace de dix-huit ans (1285-1303). Ce n'est pas cependant que ces interrogatoires renferment des faits bien nouveaux et bien différents de ceux que les autres recueils mettent en évidence. D'ailleurs ils sont en moins grand nombre que ne le ferait supposer au premier abord ce long espace de dix-huit ans.

¹ *Ibid*, col. 371-374.

² T. I (1866-1867), pp. 225-237. — Cf. *Revue des Langues Romanes*, 3^e série, t. IV, fasc. 4 et 5.

M. Lecoy de la Marche, *Anecdote hist. d'Et. de Bourbon*, p. 317.

Bernard de Castanet, assisté cette fois de Nicolas d'Abbeville et de Foulques de Saint-Georges, apparaît dans un autre manuscrit, où se trouve détaillé un procès d'inquisition, à Albi, et un procès des plus intéressants, puisqu'il se rattache à l'agitation méridionale de la fin du XIII^e siècle ¹.

Depuis quelques années, deux *Parfaits*, Raymond de Bosc et Guillem Didier, déjà condamnés en 1276, par Étienne de Gatine et Hugues de Boniols, avaient formé autour d'eux, à Albi, une sorte de petite église dualiste. Les bourgeois les plus considérables de la ville en faisaient partie; ses deux chefs se dépensaient en courses fréquentes. C'est à cette église que les prévenus appartiennent : ils sont au nombre de 35 ; ils se répartissent en plusieurs localités dans les proportions suivantes : 25 pour Albi, 6 pour Réalmont, 2 pour Lescure, 1 pour Cordes, 1 pour Lautrec. Parmi eux, 6 sont des légistes ; 7 ont figuré comme témoins dans une condamnation à mort en 1290 ; un a administré la ville comme consul. Le manuscrit qui raconte ce curieux procès se divise en deux parties : la première ² donne une liste fort longue d'individus nommés par les accusés ; la deuxième ³ renferme les dépositions.

Les 35 prévenus furent condamnés. De là des soulèvements. B. Gui a raconté les troubles qui suivirent ⁴. Les hérétiques de Carcassonne, de Cordes et d'Albi se coalisèrent contre l'Inquisition ; et quand, le 11 février 1301, Bernard de Castanet, revenant de Toulouse, entra dans la ville, il fut entouré par la foule, qui criait : « A mort ! à mort ! Qu'il meure, le traître ! Qu'il meure ! » ⁵. Et l'année suivante, le couvent était envahi aux mêmes cris : « A mort, les traîtres ! »

Comme on le pense, le procès se poursuivit. Les volumes XXXII, XXXIII, XXXIV et XXXV de la collection Doat renferment des pièces nombreuses qui s'y rapportent. En 1301, ce sont des transactions relatives aux biens confisqués de trois des principaux condamnés. C'est, l'année suivante, Pierre Raoul,

¹ Biblioth. nation. Ms. lat., n° 11847.

² 7 folios.

³ 44 folios.

⁴ *Historiens de France*. t. XXI, p. 747.

⁵ Compayré, *Études historiques sur l'Albigeois*, p. 237, pièces justific. mais donnée incomplète. M. Léop. Delisle l'a donnée complète. *Notice des Manuscrits*, t. XXVII, 2^e part., p. 386. Cf. p. 434.

procureur pour les *Incours*, qui présente au Sénéchal Jean d'Aunay et à Tancrède, trésorier du roi à Carcassonne, les comptes de dix-sept des condamnés. En 1303, Guillem de Maurian et Salavert de Cordes subissent un nouvel interrogatoire. Le 13 mai 1305, Clément V ordonne une enquête sur l'exercice de l'Inquisition à Carcassonne et à Albi; et les cardinaux enquêteurs interrogent dans les prisons la plupart de ces malheureux. Le 8 février 1310, Clément V, sur la plainte de dix prévenus de ce même procès qui n'ont pas encore été jugés, ordonne à Bertrand de Bordes, successeur de Bernard de Castanet et aux Inquisiteurs de procéder au jugement qu'ils réclament. Le 5 mars 1319, Béraud de Fargues et Jean de Beaune soumettent à un nouvel interrogatoire Guillem Salavert et Isarn Colli. Les noms de quelques condamnés apparaissent encore en 1322 et 1323 dans les comptes présentés au Sénéchal par *Arnaud Assailit*. Viennent ensuite les pièces relatives aux transactions passées à l'occasion de la vacance des biens des malheureux hérétiques.

Un des personnages les plus dignes d'attention dans ce procès, c'est assurément Bernard de Castanet : les esprits étaient très excités contre lui. Au moment où Clément V ordonnait l'enquête, le roi avait déjà fait saisir le temporel de l'évêché¹. Cette enquête confiée aux cardinaux Pierre et Bérenger avait deux objets, répondant chacun à un point de la plainte : les condamnations avaient-elles été portées selon la justice ? — quel était l'état des *Emmurés*, privés de nourriture, disait-on, et soumis à des tourments intolérables ? M. Compayré a publié cette enquête². L'évêque fut suspendu de ses fonctions, en attendant la solution de l'affaire, et Clément V pourvut à l'administration du diocèse. L'instruction demanda trois ans. Enfin l'évêque fut reconnu innocent et solennellement rétabli dans ses fonctions par une bulle pontificale³. L'évêque et les Inquisiteurs pardonnèrent à la ville⁴. Mais il fut difficile à Bernard de Castanet de rester dans un diocèse où son nom avait soulevé des orages : il fut transféré au Puy; et la pourpre romaine adoucît bientôt ses tristesses.

¹ Compayré, *loc. cit.*, pp. 241 et 239.

² *Loc. cit.*, p. 242-243.

³ Compayré, *loc. cit.*, pp. 246-249.

⁴ En voir l'acte, Compayré, *loc. cit.*, p. 25.

Quand les deux cardinaux enquêteurs arrivèrent à Carcassonne, ils durent présenter leurs lettres à l'inquisiteur de la ville, Geoffroi d'Ablis. Il nous reste de lui un *Registre*, intéressant à plus d'un titre, principalement pour les renseignements qu'il contient sur un des derniers chefs du néo-dualisme dans le midi, Pierre Autier, et sur l'état de l'hérésie, au commencement du xiv^e siècle, dans l'Ariège. Nous n'étions pour ainsi dire pas sortis encore des départements de l'Aude, du Tarn et de la Haute-Garonne : le *Registre de Geoffroi d'Ablis* nous transporte dans les régions pyrénéennes, où l'hérésie chercha un refuge, le dernier.

Pierre Autier est sorti d'Ax, dans le comté de Foix. C'est un vieillard, mais vaillant et actif ; il entreprend des courses fatigantes, en dehors même du comté. La secte le reconnaît comme son chef : il est question de lui dans la plupart des dépositions relatées dans ce *Registre* et datées des années 1308 et 1309. Ce *Registre*¹ semble rapporter les dépositions telles qu'elles sont sorties de la bouche des prévenus, au nombre de dix-sept seulement. Ils habitent les petites localités de Larnac, Luzenac, Queille, Montaillou, Lordac, Unac, Quié, Rabat, sises dans la partie la plus étroite de la vallée formée par l'Ariège. Parmi eux, trois femmes. Leurs dépositions fournissent des détails qui ne se trouvent que là sur la manière de vivre des hérétiques et sur les moyens mis en usage pour attirer les femmes : des flatteries dans le goût de celle-ci, adressée à la vanité de la frivole Guillemette, qu'elle avait été reine dans une existence antérieure ; des cadeaux, au reste peu coûteux, un peigne ou une aiguille. Une particularité remarquable, c'est que les dix-sept prévenus se présentent comme étant tous parents ou alliés de Pierre Autier, unis par le double lien de la famille et des croyances.

Les juges devant lesquels les prévenus de l'Ariège comparaissent sont Geoffroi d'Ablis, Bernard Gui, Jean de Beaune, Géraud de Blomac et Jean de Faugoux. B. Gui ne paraît au tribunal qu'une fois, accidentellement ; il est inquisiteur à Toulouse, non à Carcassonne. Jean de Beaune ne paraît qu'une fois aussi, et Géraud de Blomac et Jean de Faugoux ne sont que des assesseurs. Geoffroi d'Ablis a le premier rôle. C'est, du reste, un homme considérable. Il passe pour être fort instruit ; il est agréable à la Couronne. De concert avec le chanoine Pierre de Belleperche,

¹ Biblioth. nation., ms. latin, 4269, comprenant 55 folios.

il a travaillé à ménager une entente entre le roi et Boniface VIII. « En somme, dit M. Ch. Molinier, à qui nous sommes heureux d'emprunter ce jugement, quels qu'aient été le caractère et surtout le succès de Geoffroi d'Ablis comme inquisiteur au début du ^{xiv}^e siècle et au milieu des plus graves périls qui aient jamais menacé la justice inquisitoriale, ses confrères, en lui confiant des fonctions chaque jour plus difficiles, ne semblent pas s'être départis de la règle qui avait toujours guidé leur choix, et qui leur faisait désigner invariablement pour un pareil poste les membres de leur ordre les plus recommandables par leurs lumières et leur intelligence, ou simplement leur courage à toute épreuve...¹ »

Pierre Autier ne fut pas le seul ministre dualiste qui comparut devant Geoffroi d'Ablis. Le *Registre* nous montre, à côté de lui, Guillem, son frère, Jacques, son fils, Pierre Sanche de la Garde, Sanche Mercadier de Born, Raimond Fabre, André de Prades, Raimond de Saint-Papoul, Philippe de Talagrach, Prades Tavernier, Amiel de Perles, tous habiles, intriguants, reçus dans les demeures opulentes des grands du pays. Peut-être ne restèrent-ils pas totalement étrangers aux troubles d'Albi, et s'unirent-ils à Bernard Délicieux, « cet artisan principal de la grande conspiration » qui éclata contre les Fr. Nicolas d'Abbeville et Foulques de Saint-Georges, et qui fut suivie d'une autre conspiration, à la fois politique et religieuse, celle qui se donna comme but de faire passer le Languedoc à la couronne d'Aragon.

IX

Les sources d'informations sur Bernard Délicieux ne répondront pas à toutes les questions et ne donneront pas tous les renseignements désirables, surtout ces renseignements qui toucheraient aux détails intimes de cette histoire de vingt ans, remplie d'incidents divers. Cependant, elles sont à la fois assez nombreuses et assez précises dans leur langage pour qu'il soit possible d'arrêter les grandes lignes de la vie si agitée du moine conventuel de Carcassonne, et de déterminer les motifs principaux

¹ *Op. cit.*, pp. 127-128.

qui le firent agir. Depuis longtemps, son nom a attiré l'attention de l'histoire. Baluze, dans le *Vitæ paparum* ne se borna pas résumer sa vie : il édita les documents les plus considérables qu'il eut sous la main. Wadding s'occupa de lui; et les *Fragmenta Bernardi Guidonis* le signalent souvent ¹. M. Germain, dans l'*Histoire de la Commune de Montpellier* ², patrie de Bernard Délicieux, n'a guère fait que le nommer; mais l'abbé André ³, le P. Lelong ⁴, Raynaldi, M. Hauréau surtout, lui ont consacré une attention particulière ⁵.

Il sera utile aussi de connaître les *vies* des quatre papes, qui durent s'occuper du moine : Boniface VIII, Benoît XI, de l'empoisonnement duquel quelques-uns le soupçonnèrent; Clément V, si bien disposé pour le roi de France, et enfin Jean XXII, qui le fit juger et emprisonner. Philippe le Bel, après avoir été obligé de l'entendre plusieurs fois à Paris, dut faire le voyage de Toulouse, de Carcassonne et de Béziers pour apaiser les populations méridionales, soulevées par les accusations de Bernard Délicieux contre les Inquisiteurs et contre le roi lui-même, coupable de ne pas arrêter les excès, de prêter main-forte aux Inquisiteurs. Jean de Picquigny, vidame d'Amiens, et Richard Leneveu, archidiacre d'Auge dans le diocèse de Lisieux, nommés par le roi réformateurs du Languedoc, en 1301, reçoivent les plaintes du moine. C'est une mine à explorer. Nous croyons même que le procès de Bernard Saisset jettera quelques lumières sur l'histoire des troubles de Carcassonne et des conspirations dont l'Inquisition fut le prétexte ⁶. Quelques manuscrits encore inédits devront être nécessairement consultés. C'est d'abord le *Registre de Geoffroi d'Ablis*, déjà mentionné; c'est ensuite le *Processus insignis contra Bernardum Deliotiosi ord. Min.* ⁷. Baluze y puisa largement ⁸.

¹ *Rec. des Hist. de France*, t. XXI.

² T. III, p. 222.

³ *Histoire politique de la monarchie pontificale au XIV^e siècle*, p. 331 et suiv.

⁴ *Bibl. franç.* t. III.

⁵ *Bernard Délicieux et l'Inquisition Albigeoise*. Cf. *Histoire de l'Eglise d'Albi*, par d'Auriac.—Limborch, *Historia Inquisitionis*, p. 205, 206, 379, 380. Limborch a accepté comme fondées toutes les accusations de Bernard contre l'Inquisition. Cap. XLII : *Enumeratio variarum injustitiarum et crudelitatum, quæ in tribunali Inquisitionis committuntur*.

⁶ *Hist. littér. de la France*, t. XXVI.

⁷ *Biblioth. nation.*, f° latin, n° 4270.

⁸ *Vitæ paparum*.

M. Ch. Molinier l'a signalé ¹, et M. Hauréau en a extrait de nombreux passages ². C'est enfin le tome XXXIV de l'immense collection Doat, qui a fourni à M. Hauréau la riche collection de ses pièces justificatives ³, avec le texte de la sentence portée contre Bernard Délicieux ⁴, sentence déjà publiée, du reste, par Baluze ⁵ et par Mahul ⁶. Toutes ces pièces auront leur complément dans l'appel interjeté par le roi de France contre la sentence ⁷, et dans la bulle de Jean XXII ⁸ déléguant l'archevêque de Toulouse et ses suffragants pour instruire le procès du moine ⁹.

Malgré l'ordre chronologique, qui nous a paru si avantageux pour ce recensement, on nous permettra de faire un retour sur Clément V, prédécesseur de Jean XXII. Celui-ci se préoccupa de la question des hérétiques. Ses décisions passèrent même dans le Droit Canon, après le *Sexte*. Il maintint les deux tribunaux, parfois en rivalité : le tribunal diocésain par le juge ordinaire, l'évêque; et le tribunal de l'Inquisition par les délégués apostoliques. En principe, l'un ne pouvait siéger sans l'avis préalable de l'autre. Clément V régla que, sans avis préalable, ils siègeraient séparément, le tribunal diocésain dans cinq cas, celui de l'Inquisition dans trois cas déterminés par lui. Cette coexistence des deux tribunaux amena comme conséquence la nécessité pour chacun d'entretenir un gardien dans les prisons destinées aux hérétiques. Chaque gardien pouvait subdéléguer, prêtait serment avant d'entrer en charge et conservait toujours une clef de la prison. Des peines étaient déterminées contre les évêques et les Inquisiteurs qui manqueraient à leur devoir. Puis, entrant dans un utile détail, Clément V fixait l'âge pour être inquisiteur, quarante ans; il édictait des peines contre les Inquisiteurs, qui, à l'occasion de leurs fonctions, détourneraient les biens des hérétiques, ou bien qui, à propos de délits commis par les clercs, priveraient les églises de tout ministère. Il engageait les notaires et autres

¹ *Op. cit.*, pp. 29-30.

² *Bern. Délicieux*, p. 7, n. 2.

³ *Bern. Délicieux*.

⁴ D'après le Ms. latin 4270 (f° 174-186).

⁵ *Vitæ pap.*, t. II, col. 374-358.

⁶ *Cartul. de Carc.*, t. V, p. 663.

⁷ Baluze, *Vit. Pap.*, t. II, col. 358-365.

⁸ 16 juillet 1319.

⁹ Baluze, *Vit. Pap.*, t. II, col. 341-344.

officiers du tribunal à dénoncer ces juges avides ; il voulait que les Inquisiteurs n'abusassent point du privilège de porter les armes ; il leur enjoignait même de n'avoir que le nombre d'officiers, assesseurs ou serviteurs, absolument nécessaire à l'exercice de leur fonction ¹. Cette bulle appartient tout entière à l'histoire de l'Inquisition.

Nous n'omettrons pas de citer ici le *Liber Sententiarum Inquisitionis Tolosanae*, édité par Limborch, comme nous le disions en commençant ; à part quelques lettres pontificales et la réponse de Gui Fulcodi à la consultation des Frères, il est encore le seul document étendu qui ait été publié sur l'Inquisition Toulousaine. Comme son titre l'indique, les *Sentences* portées contre les hérétiques dominant dans ce *Liber* : seulement ceux qu'elles frappent ne sont pas toujours qualifiés d'*Albigéois* ; beaucoup sont qualifiés *Vaudois*, quelques-uns *Béguins*. Un est condamné pour être retombé dans le Judaïsme ; un paysan, pour avoir célébré les saints mystères ; quelques-uns pour avoir suscité des embarras à l'Inquisition.

Ces *Sentences* furent prononcées dans quatorze *sermons* ou assemblées, tenus, neuf à Toulouse, deux à Carcassonne, un à Cordes et deux à Pamiers. Le premier est du 4 mars, premier dimanche de Carême 1307 ; le dernier est du dimanche dans l'octave de la Nativité de la Sainte Vierge, 1322. Le nombre des personnes condamnées dans cet espace de quinze ans, s'éleva à 638, appartenant à 130 localités.

Il nous serait facile de relever ici des particularités nombreuses dans ce *Liber sententiarum* ². L'espace et le temps nous manquent. Nous ferons remarquer seulement qu'il importe de ne pas séparer l'étude du *Liber* de l'étude d'autres *Sentences* prononcées en 1318 et 1319, et conservées dans la collection Doat ³. Quelques-unes de ces dernières ont été connues de Limborch ; d'autres publiées, mais d'une manière imparfaite, par M. Domairon ⁴.

Parmi ces derniers documents, quelques-uns font le plus grand honneur aux Inquisiteurs. Les actes par lesquels ils délivrèrent de la prison Amelius de Rives, Raymond de Quério, Raymonde

¹ Clémentin., lib. V, Tit. III, *De Hæreticis*, c. I et II.

² Il compte 394 pages in f°.

³ Vol. XXVII et XXVIII.

⁴ *Cabinet historique*, t. X, pp. 8-22, 105-113 ; t. XI, pp. 223-235 ; 340-346.

Arsen et Adélaïs de Vermoux ¹, et de la peine de la croix, Honoringe, épouse de Guillaume Adhémar, Bérenger Scolari, Pierre Vital de Foix, Raymonde, épouse de Fabre d'Ax ², sont un gage de leurs dispositions bienveillantes pour les coupables. Ils ne manquaient pas du reste de poursuivre les faux témoins, comme ils le firent pour Aigline, femme de Guilhem Nouel, de Capestang, pour Arnaud Salvador et Raymond Gaubert de Capestang, pour Ermessinde, fille de Raymond Monier de Cessenon ³. Plus souvent alors que vers le milieu du XIII^e siècle, ils consentaient à une remise de peine ⁴; presque toujours, ils suppliaient le bras séculier d'user d'une grande modération ⁵. D'autres fois ils protégeaient eux-mêmes les condamnés contre les moqueries, les insultes, les mauvais traitements, auxquels les exposait un milieu social qui avait horreur de l'hérésie ⁶; ils prononçaient même des grâces, comme ils le firent pour neuf femmes condamnées au port de la croix, en 1318 ⁷; pour quatre autres femmes, condamnées à la même peine, en 1324 ⁸; pour Blaise Roger, tailleur à Narbonne, et pour le clerc Mathieu de Bellevue ⁹. Si un serviteur de l'Inquisition se montrait indigne de la confiance qu'on lui témoignait, il était sévèrement jugé, comme le fut le notaire Adalbert de Narbonne, qui avait commis des exactions dans sa charge, en exigeant des salaires exorbitants. Parmi les faits de cet ordre qui témoignent d'un amour sincère de la justice dans les Inquisiteurs, le plus éclatant fut la réparation solennelle faite à Pierre Tournemire, injustement condamné. M. Germain en a publié les actes authentiques ¹⁰, déposés aux archives municipales de Montpellier. Ils entrent dans le cadre des consultations de même nature, dont le conseil réuni à Pa-

¹ Doat, t. XXVIII, fo 63.

² Doat, t. XXVIII, fo 62.

³ Doat, t. XXVII, fo 134. Ces localités sont dans l'arrondissement de Béziers (Hérault).

⁴ Doat, t. XXVIII, fo 63.

⁵ Doat t. XXVII, fo 95, fo 232.

⁶ Doat, t. XXVII, fo 108.

⁷ Doat, t. XXVII, fo 192.

⁸ Doat, t. XXVIII, fo 62.

⁹ Doat, t. XXVII, fo 110.

¹⁰ *Une consultation inquisitoriale au XIV^e siècle*, Mémoires de la société archéol. de Montpellier, 1857 in 40, 40 pages.

miers, en janvier 1328, fut saisi et qui a été reproduite dans la collection Doat.¹

En finissant, nous signalerons une source historique du plus haut prix, celle où non seulement sont conservés les faits d'Inquisition, ces faits qui forment l'élément primordial et nécessaire de l'histoire, mais où se trouvent, de plus, nettement arrêtés, les principes pratiques du fonctionnement régulier d'une cour d'Inquisition à Toulouse. Ces sources appartiennent au xiv^e siècle; elles couronneront utilement cette étude, longue assurément, mais cependant encore trop courte.

¹ Un mot de cette collection, si souvent nommée dans cette étude. En 1669, Jean de Doat président de la Chambre de Navarre et conseiller du roi, fut chargé de recueillir tous les documents pouvant servir à établir les droits de la couronne dans la Provence et le Languedoc. Il ne s'en tint pas là; il recueillit toutes les traces de l'histoire de ces deux provinces; les copies qui en furent faites passèrent aux archives nationales. Albi, Toulouse, Carcassonne, les dualistes, leurs erreurs; l'Inquisition et son fonctionnement l'arrêtaient longtemps. Les documents d'inquisition comprennent 17 volumes, parmi les 258 de la collection entière: ils appartiennent à toutes les époques de l'Inquisition et vont bien au delà des limites que nous nous sommes imposées (165-1636). Nous avons, à l'occasion, mis quelques-unes de ces pièces à leur place chronologique: nous n'avons pu le faire que pour un petit nombre.

Il nous a donc paru utile de dénommer ici l'objet principal de chacun de ces dix-sept volumes; ils pourraient former la ligne principale et centrale d'un tableau synoptique de tous les documents d'Inquisition méridionale.

T. XXI (1165-1240). — Interrogations et sentences. — Condamnations portées par Guilhem Arnaut, martyr d'Avignonet.

T. XXII, XXIV, XXV (1243-1279). — Interrogations. — Sentences. — Château de Montségur.

T. XXIII et XXVI (1244-1290). — Dépôts. — Complot pour brûler les archives de l'Inquisition de Carcassonne.

T. XXVII et XXVIII (1318-1329). — Sentences frappant quelques habitants de Carcassonne, de Limoux, de Lodève.

T. XXIX, XXX. — Formules de lettres, sentences.

T. XXXI (1209-1265). — Actes de poursuite. — 35 bulles d'Innocent IV.

T. XXXII, XXXIII (1265 et au delà). — Actes de l'Inquisition. — Croyances des néo-dualistes.

T. XXXIV, XXXV. — Bulles. — Ordonnances. — Procédures. — Saisies de biens.

T. XXXVI, XXXVII. — Lettres royales. — Bulles. — Summa de Catharis et Leonistis. — Disputatio inter Catholicum et Patherinum hæreticum. — De septem donis Spiritus sancti.

Comme on le voit, la moisson des documents ne pèche pas par l'abondance, ni même par la qualité. Dès lors, abondante sera aussi la moisson des faits, qui étudiés et bien compris, permettront d'établir les bases solides d'une synthèse historique.

X

Elles sont au nombre de trois et d'origine **dominicaine**. C'est d'abord le recueil de formules, lettres, sentences, etc., qui forme les tomes XXIX et XXX de la collection Doat; ensuite, la *Practica* de Bernard Gui, la plus importante des trois; enfin, le *Directorium* d'Eymeric. A la rigueur, les deux premières peuvent se confondre et se réduire à une seule, si, comme M. Léopold Delisle le croit, les tomes XXIX et XXX ne contiennent que des extraits de la *Practica* ¹.

La *Practica* de Bernard Gui nous est conservée dans deux manuscrits appartenant à la ville de Toulouse ²; ils n'ont pas la même valeur. Le ms. 267, le plus ancien en date, est probablement une des premières reproductions du manuscrit original. Cette reproduction dut servir, à son tour, à faire d'autres copies pour l'usage des divers couvents ³. Le docteur Schulte avait déjà donné, avant M. Léop. Delisle, une courte notice du ms. 121 ⁴; celui-ci, tout en s'attachant surtout à l'étude du ms. 267, a fait cependant quelques extraits du ms. 121, et les a publiés: ce sont la *Lettre de Bernard Gui ordonnant la recherche des livres des Juifs qui devraient être brûlés, dans les sénéchaussées de Toulouse et de Rodez* ⁵, la lettre pour le même objet dans la sénéchaussée de l'Agenais ⁶, le récit du soulèvement des Albigeois contre les inquisiteurs ⁷, une lettre de Bernard Gui pour confier provisoirement les fonctions d'inquisiteur au prieur et au lecteur des Dominicains de Carcassonne ⁸, un *Sommaire et table de la pratique de l'Inquisition* ⁹, et quelques *Extraits relatifs à la secte des Béguins* ¹⁰.

¹ *Notic. et manus.*, t. XXVII, 2^e part., p. 354.

² 1^{re} Série, mss. 121 et 267, — anciennement mss 98 et 196.

³ Ms. 267, f^o 106, note marginale.

⁴ *Iter gallicum*, art. XCIX, ap. *Sitzungsberichte der philos. hist.*, cl. LIX. 423.

⁵ *Not. et manus.*, t. XXVII, 2^e partie, p. 382.

⁶ *Ibid.*, p. 384.

⁷ *Ibid.*, p. 390.

⁸ *Ibid.*, p. 397.

⁹ *Ibid.*, p. 402 — 415.

¹⁰ *Ibid.*, p. 416—420. M. Léop. Delisle a joint à ces pièces d'autres extraits pris des œuvres de B. Gui; nous notons ici *l'Information faite à Cas-*

La *Practica* doit être regardée comme un des documents les plus importants de l'Inquisition méridionale ; elle nous donne l'ensemble des actes successifs du tribunal, depuis le moment où il commence à informer jusqu'à celui où il prononce la sentence ; elle émane d'une main habile, honnête, sûre. Nous n'essayerons pas de retracer la biographie, plusieurs fois entreprise, de Bernard Gui, cet illustre Dominicain, inquisiteur, évêque, historien¹ : nous serions réduit à répéter ce que d'autres ont dit déjà, et tout récemment. On nous permettra seulement de rappeler le sentiment de M. Léopold Delisle, qui le place au premier rang parmi les historiens du quatorzième siècle, et de remarquer que nul ne fut dans une situation plus favorable pour écrire la *Practica*. Dominicain, il fut pendant vingt ans mêlé aux travaux de l'Inquisition méridionale ; il connut par lui-même le fonctionnement pratique du tribunal. De fait, la *Practica*, aussitôt écrite, fit partout autorité : et par là les contemporains de B. Gui nous donnent eux-mêmes la mesure de la confiance qu'elle mérite.

L'objet de la *Practica* est plus étendu que celui d'aucun autre document d'inquisition. La Chronique de Guilhem Pelhissou ne raconte que les premiers essais du tribunal ; les *Enquêtes* et les *Sentences* de Bernard de Caux, les divers Registres de l'Inquisition de Toulouse, la réponse de Gui Fulcodi, le *Procès de l'Inquisition* d'Albi, les bulles pontificales, les pièces séparées, éparses dans les *Layettes*, dans les *Recherches* de Compayré sur l'Albigeois, dans le *Cabinet historique*, dans l'*Histoire générale de Languedoc*, les dix-sept volumes de la Collection Doat eux-mêmes, — si nous en exceptons les tomes XXIX et XXX, — en un mot chacun des documents que nous avons signalés ne nous présente, s'il nous est permis de parler de la sorte, qu'un côté, parfois retréci, du fonctionnement de l'Inquisition : la *Practica*² nous offre, au contraire, ce fonctionnement complet, dans un majestueux ensemble et dans une œuvre qui nous est parvenue telle

tres par l'Inquisiteur en présence de B. Gui, et relative à la révolte de 1302. *Ibid.*, p. 435.

¹ M. Léop. Delisle, *loc. cit.*, pp. 170-188. Cf. Ulysse Chevalier, *Répertoire des sources historiques*, au mot GUIDONIS (Bernard).

² Voici, du reste, le résumé succinct des matières contenues dans les cinq parties de la *Practica* :

I. Formules de lettres ayant trait soit à la citation ou à l'arrestation des personnes coupables ou suspectes d'hérésie, soit à l'appel des témoins ou

qu'elle sortit de la plume de Bernard Gui. L'Inquisition y est vivante : car la *Practica* fut composée, non avec les pièces fictives d'une composition idéale, mais avec les pièces historiques de l'Inquisition à Toulouse.

Quelque importante que la *Practica* apparaisse, l'historien gagnera à l'étudier cependant à la lumière du *Directorium Inquisitorum* d'Eymeric¹.

Eymeric, de Girone en Catalogne, naquit vers 1320, c'est-à-dire dix ans environ avant la mort de Bernard Gui : il appartient ainsi à la génération qui succéda immédiatement à celle de Geoffroi d'Ablis, de Bernard de Castanet et de Foulques de Saint-Georges. C'est vers 1356 qu'il composa son beau traité, sous les yeux mêmes de la cour pontificale, à Avignon².

Le *Directorium*, conçu sur un plan plus méthodique que la

conseillers dont l'intervention est nécessaire. Ms. 267, fo 1 au fo 12. — Ms. 121, fo 1 au fo 18.

II. Formules des lettres principalement relatives aux actes gracieux qui d'ordinaire se faisaient au commencement du sermon des Inquisiteurs, tels que l'enlèvement des croix et l'élargissement des *emmurés* ou prisonniers, l'imposition des pénitences arbitraires, comme pèlerinages et port de croix, l'octroi de grâces en dehors du *sermon*. Ms. 267, fo 12 au fo 25. — Ms. 121, fo 18 au fo 44.

III. Formules des actes qui se faisaient aux *sermons* : prestation de serment. — Excommunication de ceux qui soulevaient des difficultés aux Inquisitions. — Enlèvement des croix. — Exposé des fautes. — Abjurations. — Condamnations. — Sentences. — Dégradation. — Emprisonnement. — Absolutions, etc. Ms. 267, fo 25 au fo 53. — Ms. 121, fo 44 au fo 95.

IV. Constitutions apostoliques qui avaient défini le pouvoir et les prérogatives des Inquisiteurs. Ms. 267, fo 53 au fo 70. — Ms. 121, fo 95 au fo 128.

V. Instructions pour l'examen et l'interrogatoire des différentes classes des hérétiques : les Manichéens, les Vaudois, les Faux Apôtres, les Béguins, les Juifs, les Sorciers et les devins. Ms. 267, fo 70 au fo 89.

A ces cinq parties est joint un appendice, qui comprend :

1^o Le texte des constitutions apostoliques ;

2^o Des formules d'abjuration ;

3^o Des mémoires sur la secte des faux apôtres. Cet *Appendice* ne se trouve que dans le Ms. 121, fo 164. M. Léopold Delisle a donné une table générale des matières de la *Practica*, beaucoup plus détaillée. *Loc. cit.*, p. 402-415.

On peut regretter que, dans quelques folios du ms. 267, par exemple, fo 77 B, fo 74 C, D, fo 68 C, fo 87 B, C, D, fo 88 C, fo 89 A, B, fo 90 C, fo 91 B, fo 92 C, fo 93 A, B, fo 94 C, D, fo 95 A, B, fo 96 C, D, fo 97 B, fo 98 C, fo 99 B, fo 100 C, D, l'encre ayant perdu sa vigueur, l'écriture ait un peu disparu, mais le ms. 121 permettra de suppléer les parties les plus effacées.

¹ Cet ouvrage a été publié plusieurs fois ; les commentaires que Pegna y a ajoutés ne sont pas sans valeur.

² Il mourut le 4 janvier 1399.

Practica, comprend trois parties. La première donne un exposé large de la foi catholique, et prépare la seconde, qui fournit un rapide aperçu historique des hérésies et spécifie les délits relevant de l'Inquisition; dans la troisième sont développées des instructions très précises sur l'office des Inquisiteurs, sur les règles de la procédure et la pénalité.

Une connaissance profonde du droit éclate partout dans cette œuvre: c'est un avantage dont elle jouit sur toute autre; mais c'est peut-être aussi son défaut, car elle semble avoir été composée en vue d'un tribunal d'Inquisition en général.

Il n'est pas moins vrai qu'Eymeric, pour venir le dernier dans cette longue nomenclature d'œuvres et d'auteurs, y occupe plus qu'une place honorable.

XI

Après lui, peu d'écrivains s'occupèrent de l'Inquisition méridionale. C'est donc au *Directorium* d'Eymeric que nous nous arrêterons. Résumons-nous.

Après avoir circonscrit l'objet et le lieu de nos recherches, et fixé notre méthode, nous avons considéré dans l'Inquisition méridionale deux périodes distinctes, l'une de préparation et d'essai, l'autre de plein exercice. Les documents de la première période, pour être tous imprimés, n'en ont pas moins une sûreté reconnue et une nouveauté relative, car ils ont été peu étudiés encore, autant ceux qui nous placent en présence du péril à conjurer que ceux qui nous montrent les moyens de répression dont la société disposait: nous mettrons cependant au premier rang les actes des souverains pontifes et des conciles, et les ordonnances impériales. Parmi les documents de la seconde période, beaucoup attendent encore un éditeur; des manuscrits que nous possédons, les uns, comme ceux de la collection Doat, sont des copies faites au xvii^e siècle d'originaux aujourd'hui perdus; d'autres sont du temps et des hommes témoins des événements. La critique s'inspirera toujours de préférence de ces derniers; cependant l'historien aurait tort de dédaigner les premiers. S'il est possible de prendre quelquefois le copiste en défaut, ces pièces, telles qu'il les a reproduites, n'en renferment pas moins un

grand fond de vérité; et d'ailleurs, elles parlent souvent là où les manuscrits originaux se taisent.

Ces manuscrits originaux offrent un triple caractère : ou bien ils sont de simples récits, comme la *Chronique* de Guillem Pelhisso; ou bien, ils donnent, dans un ensemble complet, l'organisme d'une cour inquisitoriale, comme la *Practica* de Bernard Gui; ou bien même, ils sont les *Registres* notariés des Inquisiteurs, comme les *Enquêtes* et les *Sentences* de Bernard de Caux, le *Registre* de Geoffroi d'Ablis, le *Registre* du greffier du tribunal de Carcassonne, le *Registre* de l'Inquisition de Toulouse. La critique préférera, encore ici, ces témoins officiels, à toute œuvre privée. Mais si l'on veut bien considérer que Guillem Pelhisso est le premier témoin et le premier historien des sept premières années de l'Inquisition; si l'on veut bien se souvenir que la *Practica* de Bernard Gui jouit auprès des contemporains d'un universel crédit, on pensera avec nous qu'ils ont le droit d'être toujours entendus, et souvent suivis.

Les documents, imprimés déjà, de la seconde période se recommandent par leur nombre, et quelquefois par l'autorité dont ils émanent. Les lettres pontificales, les ordonnances d'Alfonse de Poitiers et de saint Louis occupent le premier rang; viennent ensuite les actes des évêques, soit considérés en particulier, soit réunis en synode, soit dans l'exercice de leur charge, soit répondant à une grave consultation, comme Gui Fulcodi : à côté de ces actes peuvent se placer les pièces témoignant des concessions faites par la Couronne ou des droits acquis par de simples particuliers, comme pour Gui, le Maréchal. Les écrits de source privée, comme le xxxix^e et le xl^e chapitre de la *Chronique* de G. de Puy-laurens, le *Débat d'Isarn* et de *Sicard de Figueiras*, la *Summa de Catharis* et *Leonistis* de Rainier Sacchoni, l'opuscule *Doctrina de modo procedendi contra hæreticos*, le *Directorium* d'Eymeric, projettent quelquefois une véritable lumière sur les pièces officielles elles-mêmes; ils aident à les comprendre; ils les complètent même en expliquant leurs motifs et leur enchaînement. Tous ces innombrables documents, à la vérité, n'ont pas été lus, à l'époque où ils furent imprimés, par un œil également habile : les textes publiés par Percin et par Bouges n'offrent pas une absolue correction : Baluze, Martène, Vaissète eux-mêmes ne respectèrent pas toujours l'orthographe latine du xiii^e siècle. Mais n'importe; si les habitudes littéraires de leur temps étaient moins exactes que les

nôtres, ils ne manquèrent jamais d'honnêteté; les derniers surtout se distinguèrent par un immense savoir.

En somme, bien qu'il soit permis de déplorer les ravages du temps et des hommes, il est peu de sujets d'étude qui se présentent avec des documents aussi nombreux et aussi sûrs. Nous n'avons rien à craindre à ce que l'histoire — cette histoire éclairée qui tient compte des temps, des mœurs et des hommes — nous dise, à leur impartiale lumière, les causes, le caractère, l'organisme et le fonctionnement de l'Inquisition méridionale au treizième siècle.

L'abbé C. DOUÀIS,

Chargé du cours d'histoire ecclésiastique à
l'Institut catholique de Toulouse.

LA LÉGATION DU CARDINAL CAETANI

EN FRANCE

La mission du cardinal Henri Caetani, comme légat en France, du mois d'octobre 1589 au mois de septembre 1590, a eu, dans l'histoire de notre pays et dans celle de l'Église, une importance considérable. Le pape Sixte Quint, dont l'âme vigoureuse suivait avec anxiété depuis cinq ans les événements, au milieu desquels la France était tristement engagée, nomma, après la mort d'Henri III, le cardinal Caetani pour appliquer, en face des partis ennemis, la politique qu'il entendait suivre, politique franchement catholique dans son but, éminemment conciliante dans ses moyens.

Sixte Quint ne pouvait évidemment supporter qu'un roi hérétique s'assît sur le trône de la France catholique, et il rejetait à ce point de vue Henri de Navarre ; mais, avec son coup d'œil exercé, il avait vite reconnu que personne, hors le Roi, n'aurait pu véritablement monter à cette place. Il voulut donc, d'une part, menacer les catholiques Royalistes, déjà ralliés autour du prince, assez pour qu'ils le forçassent à se convertir, pas trop pour ne pas rompre avec eux ; et d'autre part, il voulut soutenir leurs adversaires les catholiques Ligueurs, pas trop pour ne pas les faire triompher, et cependant assez pour intimider le Roi et le contraindre, malgré ses répugnances personnelles, à faire à l'opinion catholique de la France cette grande concession de changer de religion, pour assurer la paix du royaume. Si le pape se fût uni avec les Ligueurs, les chefs de la Ligue, jaloux les uns des autres, se seraient très probablement partagés la France courbée aux pieds de l'Espagne : c'en était fait de la France monarchique. Si le pape se fût uni avec les Royalistes, le Roi, peu em-

pressé après son triomphe à tenir ses promesses de conversion, par la force des choses, aurait très probablement fait monter le Protestantisme sur le trône : c'en était fait de la France catholique.

Soutenir les Ligueurs dans leur résistance au Roi protestant, ménager les Royalistes pour contraindre par eux ce Roi protestant à se convertir, avant de rester maître incontesté du pays, rendre ainsi à l'Église et à la France un Roi catholique, tel fut le but, éminemment pratique, utile, assigné par le Souverain Pontife Sixte Quint à la mission du cardinal Henri Caetani.

Le légat la comprit-il ainsi ? entra-t-il dans les vues salutaires du pape ? n'accorda-t-il pas une faveur exclusive aux Ligueurs et ménagea-t-il assez les Royalistes ? quel résultat obtint-il ? Les dépêches adressées par le Légat au cardinal de Montalto, le jeune secrétaire d'État de son vieil oncle le pape Sixte Quint, nous donneront la réponse à ces questions, en nous exposant ses actes et nous découvrant ses pensées.

La plupart des documents employés ici sont inédits, et ont été extraits des Archives du Vatican et de la bibliothèque des Barberini en 1865 et 1867 ¹. J'allais frapper aux Archives des Caetani, lorsque j'appris que M. Caringi publiait, dans la *Revue du monde catholique* ², quelques documents importants sur la légation du cardinal ; peu après, la même *Revue* imprimait le journal d'*Alaleo*, son maître des cérémonies. N'oublions pas que le P. Tempesti avait inséré des fragments de dépêches dans sa *Storia di Sisto quinto*. Le texte des *Instructions* donné par Tempesti n'est pas accepté par M. de Hübner, qui, ayant eu communication des dépêches de Caetani, a consacré huit pages à sa mission dans son remarquable ouvrage sur Sixte-Quint ³.

Depuis quelques années, il y a eu de nombreuses publications sur les dernières années du xvi^e siècle en France : j'ai lu les ouvrages de M. de Bouillé ⁴, de M. de Croze ⁵, de M. Forneron ⁶, de

¹ Je manquerais à tous mes sentiments, si je n'adressais ici à la mémoire du P. Theiner, alors préfet des Archives du Vatican, et à M. l'abbé Sante-Pieralisi, conservateur de la Bibliothèque Barberini, l'expression de mes remerciements pour toutes les facilités qu'ils m'ont accordées.

² Nos de février, avril et octobre 1867, et de février 1878.

³ *Sixte Quint*. Paris, 1870, 3 vol. in-8°.

⁴ *Histoire des ducs de Guise*. Paris, 1850, 4 vol. in-8°.

⁵ *Les Guise, les Valois et Philippe II*. Paris, 1866, 2 vol. in-8°.

⁶ *Les ducs de Guise et leur époque*. Paris, 1877, 2 vol. in-8°.

M. de Meaux ¹ etc., etc. J'ai pu en profiter pour écrire ces pages, bien qu'aucun de ces auteurs n'ait publié de documents spéciaux sur la mission du cardinal Caetani.

I

Après la mort d'Henri III, les troupes du roi de Navarre proclamèrent aussitôt ce prince roi de France, sous le nom d'Henri IV. Désireux d'obtenir l'adhésion des catholiques Royalistes de l'armée, le nouveau roi promit de conserver la religion là où elle existait, de rétablir son exercice dans les lieux où elle était prohibée, et de se convertir avant six mois (4 août 1589).

Les princes du sang, les grands officiers de la Couronne, la plus grande partie des capitaines catholiques employés sous leurs ordres, voulurent suivre la fortune d'Henri IV, et tous désignèrent François de Luxembourg, duc de Piney, pour aller à Rome porter au Souverain Pontife l'explication de leur conduite, les conditions mises par eux à la reconnaissance du prince et les promesses du monarque.

Si Henri IV ralliait ainsi à lui les chefs de l'armée d'Henri III, le duc de Mayenne ne négligeait rien pour réunir les catholiques ligués autour du cardinal de Bourbon, toujours prisonnier il est vrai depuis le 24 décembre 1588, mais depuis proclamé roi sous le nom de Charles X.

A la nouvelle de la mort d'Henri III, Mayenne n'avait pu retenir un cri où l'angoisse se mêlait à la joie : « Dieu nous regarde en pitié, écrivait-il au duc de Nemours ; voici un coup miraculeux : notre plus grand ennemi est mort ! Venez avec la plus grande diligence que vous pourrez, mon cher frère, je vous en supplie, parce que c'est l'heure où il faut que nous pourvoyons à tout ². »

Le duc de Mayenne, déjà nommé depuis six mois « lieutenant général de l'état roial et couronne de France, » envoya immédiatement dans toutes les provinces des gentilshommes, afin de grouper les catholiques pour la défense commune de la Religion ; puis, d'accord avec « les gens tenant le conseil général del'Union

¹ *Les luttes religieuses en France au XVI^e siècle.* Paris, 1879, in-8°.

² Archives du Vatican, *Lettere del Nunzio di Francia*, t. XXIV, n° 1014. Lettre du 2 août 1589.

des catholiques établis à Paris, » il fit partir pour Rome un commandeur de l'ordre de Saint Jean de Jérusalem, Jacques de Dieu, qui venait d'en arriver. Jacques de Dieu était, selon le mot de Mayenne, « un gentilhomme d'honneur, de très rare intégrité, et d'ung saint zèle. » Aussi le duc estimait-il ne pouvoir envoyer vers Sa Sainteté « personne qui lui fût plus agréable. » Le duc de Mayenne lui donna des instructions et lui exposa ses plans. L'important à ses yeux était de délivrer le cardinal de Bourbon, et de repousser le nouveau Roi, que les Ligueurs, avec dédain, appelaient toujours Navarre ou le Navarrais. Mais, pour atteindre ce but, il fallait des troupes et de l'argent : « L'argent est ce dont pour le moment il y a le plus besoin, écrivait le duc de Mayenne, faites-le bien comprendre à Sa Sainteté, afin qu'il lui plaise de prendre quelque prompte résolution, car il nous est impossible par nous-mêmes de subsister et il faut que notre peuple soit encouragé : il faut craindre que, réduit au désespoir, ce peuple ne prenne quelque résolution extrême, dont la religion catholique recevrait un irréparable malheur. Quant à moi, ajoutait-il, après avoir dépensé toutes mes ressources, il ne me reste que la vie : je ne l'épargnerai jamais pour une si sainte cause, et vous prie d'en assurer Sa Sainteté. » Le duc de Mayenne prévenait que Navarre feignait d'être converti, et il terminait en demandant au Pape d'envoyer un Légat pour commander les catholiques.

Toutes les villes où dominait le parti de la Ligue suivirent le même mouvement et adressèrent les mêmes déclarations ¹.

Que pensait alors le Souverain Pontife ?

Le cardinal Morosini écrivait au cardinal de Montalto, secrétaire d'état de Sixte-Quint, que « les gens de bien espéraient voir la mort du Roi amener la réunion des catholiques, l'extirpation de l'hérésie et par conséquent le repos du royaume. » De son côté le cardinal de Montalto lui écrivait, dans une lettre qui se croisa avec la sienne : « Si cette grande nouvelle est vraie, on peut espérer voir les troubles de France se calmer, au moins diminuer, car on fera seulement la guerre contre les Huguenots. »

Les deux cardinaux en étaient-ils réellement persuadés, et ne

¹ Les volumes de la légation sont remplis de lettres, unanimes à déplorer les malheurs de la France et à exprimer la résolution de défendre la Religion. Archives du Vatican, *Lettere, etc., di Francia*, vol. XXXV, f° 41, f° 86, f° 213, etc.

se laissaient-ils pas aller à des illusions ? Ils devaient apprendre, par les missions données au commandeur de Dieu et au duc de Piney, l'inanité de leurs espérances : les catholiques restaient, comme ils l'étaient auparavant, profondément divisés.

M. de Dieu, arrivé à Rome le 1^{er} septembre 1589, parla au Pape des malheurs de la France et de la résolution des catholiques de mourir plutôt que d'abandonner la foi ; il demanda l'envoi d'un nouveau Légat et un secours de 500,000 écus. L'ambassade de M. de Dieu, qui « eût été plus agréable au Pape si les nouvelles communiquées eussent été meilleures, » n'éclaira pas Sixte-Quint. « Nous n'avons appris par lui rien de certain, écrivait le Pontife au conseil de la Sainte Union, nous ignorons ce que vous pensez de l'avenir, et par conséquent nous ne pouvons dire ce que vous avez à faire et ce qui est nécessaire de faire pour défendre la religion catholique et assurer le salut de la France ¹. »

Sixte-Quint, néanmoins, donna aux Ligueurs des témoignages de sympathie : il refusa de célébrer les obsèques du Roi, et fit remarquer aux cardinaux réunis en Consistoire, le 11 septembre, que cette mort d'Henri III paraissait être un jugement de Dieu ². Puis il accorda aux désirs des Ligueurs l'envoi d'un Légat, et promit de les aider. Le duc de Mayenne, ravi de cette nouvelle, supplia « très humblement le Souverain Pontife de vouloir envoyer au plus tôt le légat qui lui plaist promettre ; » et il assura, « moyennant ce, avec l'aide de Dieu en une cause si juste, d'avoir bientôt la fin de ses ennemis. »

Lorsque le Pape proposa en Consistoire d'envoyer une légation en France, le cardinal Scipion Gonzague, parent du duc de Nevers, uni aux plus vieux cardinaux et à l'ambassadeur de Venise, demanda d'envoyer deux légats, l'un ecclésiastique à Paris pour assister au conseil, l'autre militaire à Avignon pour commander aux troupes et se tenir prêt à déployer la bannière sous laquelle se rangeraient les catholiques. Sixte-Quint n'agréa point cette combinaison. On mit alors en avant plusieurs noms pour la direction de la légation. Aucun ne plut au Souverain Pontife, sauf celui du cardinal Rusticucci ; mais, comme il ne savait pas s'exprimer facilement en latin, il fut écarté. On proposa le car-

¹ Archives du Vatican, *Sixti V Reg.*, an V, ep. 23, 21 sept. 1589.

² Le Pape ne laissait pas d'adresser ses consolations à la reine veuve d'Henri III. *Ibid.*, ep. 116, 20 décembre 1589.

dinal Henri Caetani. Sixte Quint dit que sa personne lui plaisait, mais que son neveu étant au service du roi d'Espagne et le duc son frère étant pensionné par le même souverain, on pourrait l'accuser de partialité. Le choix, cependant, se fixa sur lui. Le Pape demanda à chacun des cardinaux de la congrégation pour les affaires de France, d'écrire un projet de bulle pour annoncer l'envoi du légat, et se réserva de les examiner. La rédaction du cardinal Santorio fut choisie, et le 25 septembre le cardinal Caetani reçut ses pouvoirs¹. On lui assigna cent mille ducats pour sa mission, et cent mille autres pour être distribués aux Ligueurs : secours très faible et très mesquin, a écrit le cardinal Santorio ; mais le pape, comme nous le verrons, ne voulait point s'engager trop activement.

Sixte-Quint exposa lui-même de vive voix au nouveau légat quel devait être l'objet de la mission. Le légat devait déployer tout son zèle pour établir en France un roi catholique, faire mettre en liberté le cardinal de Bourbon et l'archevêque de Lyon, introduire le tribunal ecclésiastique de l'Inquisition, et annuler les privilèges de l'Église gallicane contraires à l'autorité du Saint Siège. Il devait examiner si le cardinal de Bourbon était vraiment reconnu par tous les seigneurs, ou seulement par des mécontents ; il devait étudier les tendances du cardinal de Vendôme et du duc de Lorraine, afin de savoir s'ils agissaient pour eux-mêmes, pour le roi de Navarre ou pour le cardinal de Bourbon. Il devait protéger la Ligue, uniquement comme soutien de la religion catholique, et le duc de Mayenne comme son principal chef ; mais en même temps il devait rechercher si la Ligue était une rébellion ou une association inspirée par le zèle de la religion, et si le duc de Mayenne aspirait à monter sur le trône ou à détruire l'hérésie. Il devait surveiller les menées des princes du sang et de Navarre, savoir si ce dernier observait les conventions jurées, repoussait les catholiques ou donnait une réelle espérance de conversion ; s'il y avait des chances de le voir battu par Mayenne ; si les Parisiens étaient attachés à Navarre. Il devait enfin étudier les visées des ministres espagnols, et discerner s'ils voulaient établir un roi catholique ou préparer une monarchie universelle. Tels étaient les points particuliers recom-

¹ Archives du Vatican, *Sixti V Reg.*, an. V., ep. 66.

mandés à l'observation du Légat. Par dessus tout, le Pape lui prescrivait de ne jamais devenir l'homme d'un parti et le partisan de la guerre ¹.

Cette conversation du Souverain Pontife avec le cardinal Caetani exprime la pensée qui devait dominer la politique romaine. Donner à la France un roi catholique, voilà le but à atteindre; et, pour l'atteindre sûrement, il ne fallait se compromettre avec aucun des partis, afin de ne se briser à aucun obstacle.

Les instructions remises au cardinal Caetani venaient corroborer la parole du Pape ². Il devait se présenter comme un messenger de salut et de paix, en se rappelant toujours que le but de la Légation était de conserver la religion catholique dans toute la France, d'en extirper l'hérésie et les hérétiques, d'établir l'union et la concorde entre tous les princes, nobles et peuples catholiques, pour le service de Dieu, le bien public et la conservation de cette couronne et de ce royaume, afin qu'unis ensemble sous un roi catholique, ils pussent vivre en paix dans la religion catholique. Sur ce point, le Légat pensera continuellement aux moyens d'arriver au but. Il devait visiter le grand duc de Toscane, le duc de Ferrare, le duc de Savoie; à Lyon, il devait encourager le marquis de Saint-Sorlin à rester fidèle à la foi et à l'Union catholique, féliciter les consuls de leur zèle et les exhorter à persévérer dans la Sainte Union. Il devait chercher à voir le duc de Nevers, l'assurer des bonnes dispositions du Pape envers la France et tous les catholiques de France, et lui rappeler que son devoir l'obligeait à s'unir avec les autres Princes comme médiateur entre le duc de Nevers et les princes catholiques. Il devait encourager les catholiques tièdes et indécis à rester dans la foi catholique et la Sainte Union. Aux yeux du Pape, le roi catholique existait: c'était le cardinal de Bourbon; s'il était encore retenu par le roi de Navarre, le légat devait s'adresser pour les affaires au duc de Mayenne, au Conseil général des catholiques de l'Union et aux échevins de la ville; en tous cas il devait

¹ Cette conversation est rapportée par Tempesti, t. II, p. 233.

² M. Caringi a publié des Instructions remises par le cardinal de Montalto à Caetani. *Revue du monde catholique*, (février 1867.) Celles que nous avons sous les yeux et que M. de Hübnér (t. II, p. 249) a analysées, sont aux archives du Vatican, arm. XI, cap. XI, n° 24. Elles ont été, le 30 septembre, à seize heures, envoyées au Pape avec celles du cardinal des Quatre Saints Couronnés (Fachinetti).

maintenir, autant que possible, le royaume sous le nom du cardinal, et en cas de mort faire élire, avec tous les catholiques, un roi catholique, et conformément aux lois du royaume empêcher l'élection d'un prince hérétique ou suspect d'hérésie.

En dehors de ces points, on laissait au légat une certaine liberté d'action pour faire ce qu'il jugerait à propos.

Le 2 octobre, Sixte Quint écrivit aux membres du conseil de la Sainte Union pour leur annoncer sa résolution de soutenir leur zèle et de diriger par son légat le mouvement catholique, afin de préparer le choix d'un Roi; puis, rappelant que l'union entre les catholiques donnerait l'espérance d'un succès, le Souverain Pontife les conjura de ne point poursuivre d'autre but. Le même jour, il écrivit aux échevins de Lyon pour les féliciter de la part qu'ils avaient prise à la défense des intérêts de la religion catholique, et les prier d'ajouter foi à la parole du Légat; il adressa à l'archevêque de Lyon ¹ des compliments au sujet de sa mise en liberté et de sa constance dans ses sentiments, lui demandant d'aider le Légat par son activité et son courage. Il remercia aussi l'archevêque d'Embrun ² des services qu'il avait rendus, approuva les déclarations émises par la Sorbonne sur la conduite à tenir par les chefs de l'Union catholique ³; enfin il encouragea le duc de Mayenne ⁴ et le conseil général de l'Union des catholiques ⁵ à combattre pour la religion et la justice, en leur recommandant spécialement d'agir de concert avec le Légat pour nommer un roi très chrétien.

Tel fut le langage du Souverain Pontife vis-à-vis des Ligueurs. Lorsqu'il s'adressa aux « politiques, » il fut aussi net. « Il ne s'agit plus, écrivit-il au duc de Montmorency ⁶, d'employer, comme il l'avait fait jusqu'alors, des moyens équivoques pour conserver le royaume. La situation est changée : il est à présent nécessaire de rétablir la religion catholique, et d'asseoir le repos public sous un roi dévoué à la religion. Pour cette grande œuvre, il est évidemment besoin de votre concours et de celui de votre parti. »

¹ Archives du Vatican, *Sixti V Regest.*, an. V, ep. 71.

² *Ibid.*, ep. 33.

³ *Ibid.*, ep. 60.

⁴ *Ibid.*, ep. 55.

⁵ *Ibid.*, ep. 59.

⁶ *Ibid.*, ep. 34, 2 octobre 1589.

Ces lettres, ces deux cents brefs envoyés de toutes parts, étaient de véritables proclamations pour recommander l'union, afin d'arriver à établir un roi catholique, seul moyen de relever l'état misérable de la France.

Le duc de Nevers avait indiqué au Souverain Pontife quelle était à ses yeux « la véritable voie, et la plus courte et la plus sûre, » pour mettre le royaume en paix et rétablir la religion catholique : c'était la conversion du Roi. « Si le roi de Navarre ne se convertit pas, ou s'il ne meurt pas, l'hérésie est établie en France, disait-il; la prise d'armes de la Ligue ne la détruira pas. »

Le cardinal Caetani avait-il, lui aussi, cette conviction ? Nous allons le voir, en parcourant les dépêches qu'il adressa au cardinal de Montalto.

II

Le cardinal Caetani partit de Rome, accompagné de son frère Camille, patriarche d'Alexandrie, de Mgr Sega, évêque de Plaisance, de Mgr Mocenigo, évêque de Ceneda, de Mgr Riccardi, secrétaire de la Légation, de quatre gentilshommes, et de quelques autres personnes. Il s'arrêta à Florence, où le grand duc de Toscane le reçut avec les plus grands honneurs, eut à Bologne avec le légat Morosini de longs entretiens sur la France, que ce dernier venait de quitter, et, gagnant Turin, vit le duc de Savoie, « prince de grand esprit, écrivait-il, de haute intelligence et de valeur. » Le duc saisit l'occasion pour parler au légat de ses prétentions au trône de France ; mais Caetani, comme le Pape l'avait indiqué, lui répondit en termes généraux, afin de ne pas se compromettre. S'il se voyait écarté, le duc de Savoie désirait avoir comme voisin le duc de Mayenne, et se montrait très opposé aux prétentions du duc de Lorraine. A Chambéry, Caetani reçut la visite de l'ambassadeur d'Espagne. L'ambassadeur annonça au Légat que le duc de Savoie, « mu par quelque mauvais esprit, » avait formé le dessein d'envoyer des troupes en Dauphiné. Le prétexte mis en avant était de secourir les catholiques, mais en réalité il s'agissait de s'emparer du pays. Or le roi d'Espagne désapprouvait expressément ce projet, et son ambassadeur n'ayant pu dissuader le duc de l'entreprendre, venait prier le Légat d'employer son influence pour le lui faire abandonner. Cette commu-

nication était-elle sincère, ou cachait-elle un piège? Caetani ne voulut pas le décider, et s'en remit à la prudence du Pape; « seulement, disait-il, je ne crois pas que le duc ait l'intention d'occuper les États d'autrui. »

A Montmélian, l'archevêque d'Embrun présenta au Légat les députés des États du Dauphiné. L'un d'eux porta la parole au nom de tous, et exposa, en un long et élégant discours latin, les sentiments catholiques des États; il fit un tableau des calamités du royaume, et en particulier de celles de la province, « réduite à une telle extrémité qu'à moins d'être secourue elle allait tomber entre les mains des huguenots; » il exposa ensuite qu'après avoir en vain demandé secours au duc de Mayenne, puis à la ville de Lyon, ils s'étaient dans leur désespoir tournés vers l'ambassadeur d'Espagne à Turin, pour obtenir quelque appui du Roi son maître, en qualité de protecteur de la Religion. « Cet appel aux Espagnols ne pouvait les faire soupçonner de vouloir diviser le royaume et changer de maître, mais manifestait leur résolution d'échapper aux hérétiques. » Repoussés encore de ce côté, ils avaient recours au Légat du Pape, et lui demandaient son intervention auprès du duc de Savoie pour sauver les villes de Grenoble et de Vienne. L'orateur conclut en réclamant, au nom des États, une somme d'argent, et il s'étendit longuement sur ce sujet.

Caetani loua les sentiments des habitants du Dauphiné, mais refusa de se charger, immédiatement du moins, de demander au duc de Savoie son secours en leur faveur. En effet, disait Caetani, une démarche de ce genre, dès mon premier pas en France, pourrait inspirer de la défiance aux catholiques; il ne lui paraissait pas d'ailleurs convenable d'introduire dans le royaume des armes étrangères sans urgente nécessité, avant d'avoir employé d'autres moyens de pacification, puisque l'ordre du Saint-Père était de conserver l'intégrité du royaume et d'exclure les étrangers. Quant à la demande d'argent faite par les députés, Caetani, sans rien promettre, répondit que le salut des provinces de France dépendait uniquement du choix d'un roi catholique. Tel était le but de Sa Sainteté, et, pour atteindre ce but, il n'épargnerait pas l'argent.

Désireux de connaître exactement l'état des affaires, Caetani envoya en Dauphiné l'archevêque d'Avignon, avec mission d'obtenir d'Alphonse Ornano et de Lesdiguières la cessation de leurs hostilités contre les catholiques. Lorsque l'archevêque essaya

de **gagner Ornano au parti de la Ligue**, Ornano répondit que sa fortune était liée à celle de Montmorency, et que son action serait commune avec la sienne, sauf dans le cas où ce dernier accepterait un roi qui ne serait pas catholique. En somme, sa politique était une politique d'expectative : il voulait voir venir les événements ; mais on espérait autour du Légat, -- car les partis espèrent toujours ce qu'ils désirent, -- qu'il inclinerait vers la Ligue.

Caetani continua sa marche, et arriva à Lyon le 9 novembre, parfaitement reçu par la population et par le marquis de Saint-Sorlin, qui remplaçait son frère le duc de Nemours, gouverneur de la ville, alors absent. Le légat remit aux membres du conseil de ville le bref qui leur était destiné ¹, et exhorta les échevins à la persévérance. Ceux-ci répondirent qu'ils étaient prêts à verser leur sang pour défendre la religion. Le lendemain, Caetani expédia un courrier au duc de Mayenne pour lui demander un rendez-vous et quelle route serait sûre ; il écrivit aussi au duc de Nevers pour lui exprimer son désir de causer avec lui, dans l'intérêt de la cause catholique, et pour savoir si, après avoir traversé ses états, le chemin serait libre.

Caetani reçut à Lyon une députation de la ville de Vienne, qui venait lui représenter le malheur des habitants, alors serrés de près par les hérétiques. Sachant que Caetani portait de l'argent, les députés lui demandèrent dix mille écus. Le légat eut grand peine à échapper à leurs instances, et cet honnête homme, un peu étonné par ces deux demandes d'argent, les premières qu'on lui adressait à son arrivée en France, écrivit : « Je vois qu'on n'a en vue que cet argent. Comment donc faut-il agir ? Faut-il les nourrir seulement d'espérance ou leur accorder quelque chose. » Caetani attendait la réponse, mais commençait à juger par lui-même du réel état des choses : « Je suis certain, écrivit alors le duc de Nevers, que le légat, à son arrivée à Lyon, n'a pas trouvé les affaires comme on les représentait à Rome. » En effet, Caetani constatait ² que la France « était réduite à un très mauvais état ; » et recherchant, autant qu'il le pouvait, à se rendre compte de la situation, il assignait au mal trois causes : « La première, il faut bien le reconnaître, écrivait-il, c'est que beaucoup

¹ Archives du Vatican, *Sixti V. Regest.* an. V, ep. 21.

² Archives du Vatican, *Lettere di Francia*, vol. XXVII, f° 339. Lettre du 16 novembre 1589.

de villes catholiques ne peuvent se décider à abandonner la cause du roi de Navarre. La seconde, c'est que dans les villes qui suivent la Ligue, le peuple gouverne. La troisième, c'est que les nobles ne peuvent souffrir le nom de la Ligue, car ils sont persuadés que son chef veut obtenir le royaume de France, et que la religion est seulement un prétexte. Lorsqu'on veut les convaincre de leur erreur, ils répondent que, comme vrais français et plus catholiques que ceux de la Ligue catholique, ils n'ont d'autre but que d'exclure les vaines prétentions des étrangers, en conservant la couronne à qui elle appartient. On peut affirmer, continuait Caetani, que ces nobles, plus que les Huguenots, donnent de la force à Navarre. »

« A ce mal, qui naît de tant de causes différentes, on peut en ajouter un autre, qui est de grande importance, c'est que les villes de la Ligue se trouvent réduites à de telles extrémités et affaiblies à ce point, qu'elles avouent leur impuissance à continuer plus longtemps leurs dépenses pour la guerre. Le commerce a presque entièrement cessé, et nulle part on ne trouve de l'argent. » Les échevins de Lyon parlaient surtout en ce sens, car la ville avait déjà deux cent cinquante mille écus de dettes, et dans les autres cités il en était de même. « Aussi, de la manière dont tout le monde m'a parlé, — bien qu'on ne me l'ait pas dit expressément, — j'ai pu conjecturer avec certitude qu'on était convaincu de la nécessité de conclure la paix avec le roi de Navarre et de l'accepter pour roi s'il voulait conserver la religion catholique. Ce danger est si prochain, si imminent, que j'ai, je le crois, à m'opposer plus à la paix qu'à la guerre, et on incline ici d'autant plus à la paix qu'on a devant les yeux l'exemple du comtat d'Avignon, où la paix, dit-on, a été conclue avec les hérétiques moyennant un don annuel de six mille écus. S'il arrivait ainsi, ce serait évidemment le commencement de la ruine totale du royaume de France et la honte du Saint-Siège : aussi je m'y oppose de toutes mes forces, et comme des paroles ne suffisent pas, votre Seigneurie daignera représenter au Pape ce péril extrême, afin que si, — comme j'en suis sûr, — il veut toujours secourir ce royaume, il le fasse avec promptitude et vigueur. Soyez certain, en tous cas, que la célérité est la première condition pour sauver le royaume. »

Caetani continuait son examen, en jetant les yeux sur le clergé, qui lui paraissait très dévoué à la Ligue : « Je n'ai pu encore

savoir s'il y a d'autres évêques qui suivent le parti de Navarre, écrivait-il, mais jusqu'ici je ne vois pour lui que l'évêque de Valence et un religieux conventuel, évêque d'Apt. » Le légat devait en rencontrer d'autres : quelques jours après il citait les évêques de Pau et de Cahors comme très dévoués au Roi, et il les exhortait à venir le plus tôt possible le trouver à Paris.

Caetani déplorait la présence à Tours des cardinaux de Vendôme et de Lenoncourt. « On parle très mal du cardinal de Lenoncourt, disait-il, et on dit que lui seul s'oppose à la mise en liberté du cardinal de Bourbon. Or cette délivrance pourrait éteindre, du moins apaiser les troubles du royaume. L'influence du cardinal de Lenoncourt m'a été confirmée plusieurs fois par un très vertueux prélat, l'archevêque d'Embrun, et comme la présence du cardinal en France est jugée très funeste, je croirais à propos que Sa Sainteté le rappelât à Rome. »

Le clergé séculier et régulier paraissait au Légat être très relâché, et l'opinion générale attribuait à la vie exemplaire des Capucins et des Jésuites la conservation de la Religion en France.

Ce tableau, si vrai dans son ensemble, cette appréciation si juste de l'état déplorable du royaume et des causes de ses malheurs, obtint l'assentiment complet du cardinal de Montalto. « On ne pouvait désirer mieux, écrivait-il, et le sacré collège était de cet avis. » Les démarches pour sauver Vienne et Grenoble, dictées par la prudence de Caetani, exécutées avec habileté par l'archevêque d'Avignon, furent approuvées par le Souverain Pontife. Le Saint Père approuva également les lettres écrites par le Légat aux ducs de Mayenne et de Nevers.

Que fallait-il faire désormais ? Encourager par l'envoi de lettres et de courriers toutes les villes de la Ligue à rester fermement attachées à la foi catholique, et les empêcher de prendre aucun parti opposé à la religion ; favoriser le zèle des Capucins et des Jésuites ; éloigner les causes de dissension entre la noblesse et le peuple : c'était là l'entreprise, digne assurément d'un légat apostolique, proposée à Caetani par le cardinal secrétaire d'Etat. Montalto ajoutait qu'afin d'exciter la dévotion et la piété, et pour secourir le royaume de France par des prières, des sacrifices, des disciplines, des processions, le Pape publiait un jubilé, et ordonnait à Caetani de l'annoncer. A Lyon, il y eut chaque jour des processions, et les catholiques prièrent, jeûnèrent, se donnèrent la discipline. Mgr Panigarola, évêque d'Asti, prêchait d'ailleurs

avec une éloquence entraînant en exhortant les Lyonnais à rester fermes dans leur foi catholique et à ne pas s'accorder avec les hérétiques.

III

Caetani aurait voulu hâter sa marche vers Paris, mais quelle route prendre ? Celle du Bourbonnais et du Nivernais, ou celle de la Bourgogne ? Il avait écrit à M. de la Guiche, commandant dans le Bourbonnais, pour savoir s'il pourrait passer sans danger. La Guiche en donna l'assurance, demandant seulement à être averti deux jours auparavant, afin d'éloigner ceux qui pourraient avoir la pensée d'inquiéter le passage du Légat. La réponse était bonne, mais comme en même temps le bruit courait que la Guiche avait envoyé la lettre du Légat au Roi, pour demander des instructions, et que le Roi avait donné l'ordre d'employer tous les moyens pour arrêter le Légat ; comme, vrai ou faux, ce bruit était répandu, et qu'on savait l'hostilité de certains capitaines, il convenait d'agir avec prudence. Caetani ayant demandé également au duc de Nevers s'il pourrait passer par sa province, le duc répondit de la sûreté du Légat dans l'intérieur de ses États, mais c'était, disait-il, aux seigneurs de l'Union à le faire accompagner jusqu'à ses frontières. Le duc exprima la pensée que si le Légat ne voyait pas le cardinal de Vendôme, qui de Tours pouvait facilement remonter la Loire et venir jusqu'à Nevers, il n'aboutirait à rien ; peut-être éprouva-t-il une certaine satisfaction en pensant que le Légat, et par conséquent le Pape, étaient forcés pour ainsi dire de passer par ses mains. Quoi qu'il en soit, il envoya un gentilhomme inviter le Légat, avec grande courtoisie, à venir à Nevers. Le duc était assurément un personnage important, non seulement par sa position personnelle, mais aussi par l'influence qu'il pouvait avoir sur son gendre Mgr de Longueville, en ce moment le principal soutien du parti du roi de Navarre. Toutefois Caetani ne crut pas devoir aller le trouver, car le duc de Mayenne, prévenu de l'arrivée du Légat, lui annonçait que M. de Brissac venait à sa rencontre en Bourgogne, avec une bonne escorte, pour le conduire à Paris. Caetani reçut, le 23 novembre, cet avis, auquel il lui était impossible de ne pas ajouter foi, et il se décida à prendre cette route.

Le 1^{er} décembre, il quitta Lyon, suivi de cent lances payées à ses frais, et de cavaliers ou fantassins réunis par les gouverneurs des pays qu'il devait traverser, et qui lui promettaient le chemin libre jusqu'à Dijon. Le 2 décembre, le Légat arriva à Macon, où l'abbé de Cîteaux vint le trouver au nom du Conseil de l'Union des catholiques de France, et spécialement de la Bourgogne. Le 5 décembre au soir, il coucha à Chalon, où M. de Senecey, de la maison de Bauffremont, lieutenant en Bourgogne pour Mgr de Mayenne, vint le trouver. M. de Senecey était, dit Caetani, un vaillant soldat, homme d'expérience, très catholique. Après la mort des Guise il était resté neutre, mais depuis un mois il avait adhéré à la Sainte Union et avait reçu du duc de Mayenne le gouvernement de la Province. Caetani espérait que son exemple entraînerait d'autres seigneurs, particulièrement Mgr de Lux, neveu de l'archevêque de Lyon, et personnage très qualifié. Pour hâter ce mouvement Caetani envoya Mgr Carracciolo et Mgr de Porcia, munis de lettres, à quelques seigneurs, pour les gagner à la cause catholique; il espérait un heureux fruit de leur mission.

À Dijon, où il arriva bientôt (12 décembre), Caetani reçut un gentilhomme chargé de lui apporter les compliments des cardinaux de Vendôme et de Lenoncourt¹. Les cardinaux avaient confié cette mission à un conseiller au Parlement de Tours; mais ce conseiller, craignant d'entrer sur les terres de l'Union, s'était arrêté à Nevers, et avait envoyé un gentilhomme porter ses lettres. Ce gentilhomme devait exprimer les sentiments bienveillants du cardinal de Vendôme, et justifier sa résolution de demeurer à Tours en qualité de président du conseil du Roi. Quatre raisons principales l'avaient engagé à accepter cette position : d'abord la promesse faite par le roi Henri de se faire catholique avant trois mois; puis, en réfléchissant que ce prince était à la tête d'une armée et de la plus grande partie de la noblesse, il avait jugé utile au bien public de rester près de lui pour le presser de remplir sa promesse; le cardinal était, de plus, sûr d'arrêter, grâce à sa haute position, beaucoup d'ordres préjudiciables aux affaires catholiques; enfin il espérait hâter la délivrance du cardinal de Bourbon. Du reste, s'il avait quitté Tours, où serait-il allé? Il ne pouvait, disait-il, se fier aux Ligueurs dont les sentiments de

¹ Archives du Vatican, *Lettre ...di Francia*, vol. XXXVII, n° 342. Lettre du 31 décembre 1589.

haine contre toutes les personnes de la maison de Bourbon étaient connus. Sa présence à Tours n'avait-elle pas déjà produit un bon effet ? Aucun prédicateur hérétique n'avait jamais été admis dans cette ville, et le cardinal avait pu s'opposer si efficacement à des ordonnances présentées contre la liberté et la juridiction ecclésiastique, que ces décrets n'avaient pas été appliqués ; il avait de plus fait prêter à tous les gouverneurs nommés par le roi de Navarre un serment de fidélité à la religion catholique, apostolique, romaine, et dernièrement, lorsque le gouverneur destiné à la Rochelle avait refusé de prêter ce serment, il avait arrêté sa nomination. Lorsqu'enfin le Parlement de Tours avait parlé d'empêcher le Légat d'exercer ses pouvoirs, s'il ne les présentait au Parlement et ne venait à Tours, le cardinal de Vendôme n'avait-il pas été le seul à s'opposer à la proposition, en ne permettant pas qu'elle fût discutée en sa présence ? Ainsi, et c'est toujours le motif qu'on invoque en semblable occurrence, un bien à préparer en assurant dans l'avenir la réalisation de la promesse faite par le Roi de se convertir, un bien à opérer chaque jour en s'opposant aux propositions mauvaises, telles étaient les raisons qui, aux yeux du cardinal, légitimaient son séjour à Tours et sa présence dans le conseil.

Caetani n'admit pas ces raisons. Le premier devoir d'un catholique, surtout d'un cardinal, disait-il, n'était-il pas de se conformer aux ordres du vicaire de Jésus-Christ, qui ne permettait à personne d'entrer en relation avec un chef hérétique, et qui excommunait ceux qui osaient le faire ? On ne doit pas en effet accomplir un bien même certain, si, pour accomplir ce bien, il faut se rendre coupable de désobéissance aux ordres du Souverain Pontife. Comment dire, d'ailleurs, que la présence du cardinal à Tours, qui par elle seule causait tant de mal à la cause des catholiques, pouvait lui procurer un avantage ?

Caetani n'accepta pas davantage l'excuse tirée de l'inimitié des seigneurs de l'Union contre la maison de Bourbon, puisque ces seigneurs avaient l'intention de remettre la couronne au cardinal de Bourbon, et que, si le cardinal de Vendôme s'était réuni à eux, il aurait toujours été reçu avec de grands honneurs : « Je lui en donnai l'assurance, écrit Caetani, et engageai ma parole. Puis, en causant davantage avec ce gentilhomme, je m'étonnai qu'en présence des termes si formels de la Bulle du Pape, tant de seigneurs catholiques suivissent le parti du roi de Navarre. Alors

il me répliqua que, parmi ces catholiques, on croyait que Sa Sainteté n'avait plus la pensée d'observer exactement la Bulle, puisqu'aussitôt après sa publication, le duc de Montmorency s'était lié avec le roi de Navarre, et qu'il était cependant resté toujours dans les bonnes grâces du Pape. De plus, en voyant deux cardinaux siéger parmi les partisans et conseillers du roi de Navarre, les seigneurs croyaient sans scrupule pouvoir imiter leur conduite; et, bien que j'aie eu soin de réfuter cette raison, néanmoins mon devoir et mon dévouement envers le Pape me forcent de dire à Votre Seigneurie que, dans une affaire si importante, il est nécessaire d'employer des remèdes énergiques, car la dissimulation ou la connivence ne serviraient qu'à entretenir l'endurcissement des rebelles, et compromettre la dignité du Souverain Pontife. Je serais donc d'avis que le Pape ordonnât expressément au cardinal de Vendôme de quitter Tours, et d'abandonner le service du roi de Navarre, et au cardinal de Lenoncourt de venir à Rome, car, ajoutait Caetani, on ne peut assez dire l'ap-pui que sa présence donne au roi de Navarre, avec quelle passion et quelle ardeur il agit pour lui, et bien que je croie très difficile de les détacher l'un et l'autre du Roi, on enlèverait au moins à leur conduite l'apparence d'être approuvée par le Pape. »

Les catholiques, qui ne voulaient pas suivre un roi hérétique, pressaient vivement Henri IV de se déclarer; et bien que jusqu'à présent il l'évitât, il n'était pas impossible de le voir, contraint par la nécessité, prêter l'oreille aux instances qui lui étaient faites. Or, c'était au mois de février qu'expirait le terme des six mois fixés pour prendre un parti. Le Légat écrivait alors : « On dit bien à présent qu'il est disposé à exécuter sa promesse et veut se faire catéchiser par douze évêques du royaume, mais cela ne veut pas exprimer autre chose que le désir de gagner du temps, de persévérer dans son opiniâtreté et de se moquer de la religion. » Aussi Caetani était-il convaincu, et il l'écrivait au cardinal de Montalto, que jamais le Pape ne voudrait accepter une conversion feinte qui rendrait ce prince capable de porter la couronne, que jamais il ne voudrait confier le royaume de France aux mains d'un hérétique relaps, ennemi mortel du Pape et du Saint Siège. « C'était sans doute pour se préparer à l'étude de son catéchisme, disait-il ironiquement, que Navarre, pendant ces cinq mois, avait soutenu les hérétiques, dépouillé les églises, tué les prédicateurs, massacré les religieux et tenu misérablement en

prison le cardinal son oncle. Si donc, par malheur, le Pape paraissait donner le moindre assentiment à ce prétendu retour, les catholiques ne s'en consoleraient pas, et diraient que le dernier coup leur a été porté par Sa Sainteté. » « Le nouveau roi avait pour lui les premiers princes du royaume et la majeure partie des nobles ; soit qu'on leur eût déjà donné ou qu'on eût seulement promis de leur donner des bénéfices ecclésiastiques, soit enfin qu'ils se crussent obligés envers Navarre, ou fussent jaloux du duc de Mayenne, ou encore qu'ils ne pussent supporter la souveraineté populaire, il devait être difficile de les détacher du parti du Roi. »

Le Légat faisait alors remarquer combien il serait important d'avoir, outre les secours du dehors, une compagnie de nobles français qui serviraient sans toucher de solde. On pourrait, si le Pape le jugeait convenable, prendre en outre deux mesures : l'une serait d'excommunier explicitement, et de déclarer incapables à jamais de tenir les bénéfices et dignités ecclésiastiques tous ceux qui suivraient le parti du roi de Navarre, lors même que ce Prince prétendrait être catholique ; l'autre serait d'envoyer des secours, car lorsqu'ils viendront, les catholiques se sépareront facilement du roi de Navarre. Il ne faudrait pas, ajoutait Caetani, employer la première mesure sans la seconde. — « Les villes qui ont adopté la Sainte Union ont vraiment beaucoup de constance dans leur foi, écrivait le Légat, mais elles sont tellement chargées de dettes qu'elles peuvent à peine payer leurs garnisons, et ces troupes, loin de pouvoir marcher contre l'ennemi, assurent tout juste leur défense. » Le duc de Mayenne réclamait surtout de la cavalerie et espérait avec ce secours accomplir en six mois ce qui n'avait pas été fait en deux ans. En présence de ces demandes et de ces réclamations, Caetani ne pouvait s'empêcher de dire alors au cardinal de Montalto : « Je vous laisse à penser l'instance extrême qu'on me fera à Paris. »

Mais le Légat irait-il à Paris ? Au moment où il attendait l'arrivée de M. de Brissac avec une escorte, une lettre du duc de Mayenne¹ lui apprenait la prise de Vendôme par les troupes du Roi et le siège qu'elles avaient mis devant la ville du Mans. Il était donc impossible en ce moment de se priver d'un homme de guerre comme Brissac : et à sa place Mayenne envoyait l'évêque

¹ Archives du Vatican, *Lettere... di Francia*, vol. XXXIV p. 109. Lettre du 30 novembre 1589.

d'Agen, M. de la Bourdaisière et l'abbé d'Orbais. Mais ils arrivaient à peu près sans escorte. Partis de Paris le 11 décembre avec cent chevaux, dont une partie occupés aux carosses, et avec des arquebusiers conduits par le capitaine Dore, ils arrivaient le 19 à Bar sur Seine, à vingt-deux lieues de Dijon. L'escorte fut attaquée la nuit suivante et complètement défaite : l'évêque demanda aussitôt au duc de Mayenne d'envoyer six ou sept cents hommes pour conduire le Légat, afin de ne pas l'exposer à pareille mésaventure.

Caetani dut attendre à Dijon, et demeura de nouveau incertain sur la route qu'il prendrait : continuerait-il à s'avancer par la Bourgogne ? mais M. de Senecey ne répondait de rien, et s'excusait sur les forces insuffisantes dont il disposait pour briser les obstacles. Irait-il par la Franche-Comté, qui appartenait au roi d'Espagne, gagner la Lorraine, et par la Lorraine se diriger vers Reims ? Le duc de Lorraine lui avait envoyé le primicier de Metz, avec ordre de lui offrir ses services et de lui porter l'expression de son dévouement, mais en faisant remarquer qu'« en tout et partout il avait joint sa fortune avec celle des catholiques de France pour empêcher l'établissement de l'hérésie en ce royaume ; » il avait aussi demandé de l'argent, vingt-cinq mille écus par mois, disait-il, ou une notable somme, une fois donnée, pour entretenir deux mille chevaux et quatre mille hommes de pied ¹. Or le Légat pouvait-il aller au devant d'un prince qui aurait renouvelé ses instances ? N'y avait-il pas à craindre par cette voie beaucoup de difficultés ? D'ailleurs, s'écarter du droit chemin, n'était-ce pas proclamer la faiblesse des forces de la Ligue, et aller en Lorraine sur les terres d'un des prétendants à la couronne ne serait-ce pas exciter la jalousie des Français ? Caetani jugea donc plus prudent d'éviter cet écueil, et d'après l'avis de Senecey et du Conseil de Dijon, il résolut de demeurer en cette ville pour attendre une escorte. Caetani était très contrarié : « Il est très ennuyeux, écrivait-il, que le duc de Mayenne m'ait fait prendre une route, et lorsque je l'ai prise, m'ait mis dans l'embarras en me privant de l'escorte qu'il me promettait. » Aller

¹ Archives du Vatican, *Lettere ...di Francia*, vol. XXI; il y a une traduction italienne des Instructions

Le Pape avait envoyé un bref et une relique de la vraie croix, avec indulgences, au duc de Lorraine. Archives du Vatican, *Sixte V, Regest.* an. V, ep. 12, 8 janvier 1590.

en avant répondait à la pensée d'arriver le plus tôt possible à Paris, ou Caetani croyait servir plus fructueusement qu'ailleurs les intérêts du Saint Père, puisqu'il fallait réchauffer l'ardeur des catholiques de cette ville, qui en avaient besoin ; c'était de plus réfuter le bruit qui pouvait se répandre que le Légat était arrêté par les ennemis. S'arrêter à Dijon, c'était de la prudence, vu la force des ennemis auxquels on ne pouvait opposer une troupe aussi nombreuse. Prendre une autre route, nous en avons dit les inconvénients. Fort heureusement le duc de Lorraine, auquel Caetani avait demandé une escorte, mit à sa disposition le capitaine de Saint Paul avec cent lances, des reîtres et deux mille lansquenets qu'il envoyait au duc de Mayenne.

Le 3 janvier 1590, le Légat put donc quitter Dijon, et le 9 il arriva à Troyes, où le jeune fils du duc de Guise vint au devant de lui, jusqu'à une assez grande distance, avec ses officiers et ses gardes. Le peuple de Troyes reçut le Légat avec le même empressement que le peuple de Lyon. « Il serait difficile d'exprimer à Votre Seigneurie, écrivait Caetani au cardinal de Montalto, les sentiments ardents et respectueux que chacun témoigne envers Sa Sainteté et le siège apostolique. » Caetani présenta aux échevins le bref du Pape, les bénit en son nom, et les exhorta, comme il avait exhorté les échevins des autres villes, à rester fidèles et dévoués. « Sa Sainteté, qui provoque partout le même dévouement, ajoutait Caetani, a grande raison de s'émouvoir comme elle le fait sur les malheurs publics et privés de ce royaume. »

Après avoir donné à l'infanterie le temps de se reposer, le Légat voulut continuer sa marche sur Paris ; mais les lansquenets et une partie de la cavalerie ne voulurent pas aller plus loin avant d'être payés. En vain le Légat promit de faire distribuer leur solde par le duc de Mayenne ; ils firent des difficultés. On n'était cependant qu'à quelques lieues de la capitale. Le duc de Mayenne, retenu au camp devant Meulan, s'excusa de ne pouvoir quitter l'armée, mais il envoya ses deux fils et un corps de troupe servir d'escorte¹. Le Légat s'arrêta au faubourg Saint Jacques, hors des murs de la ville, et vers cinq heures du soir monta incognito dans une voiture qui le conduisit au palais épiscopal.

Le lendemain 21 janvier, troisième dimanche après l'Épipha-

¹ Archives du Vatican, *Lettere... di Francia*, vol. XXXIV, p. 137. Lettre du 19 janvier 1590.

nie, Caetani revint de grand matin à l'hospice Saint-Jacques, dans le faubourg : il y reçut la visite des évêques présents à Paris et de tous les magistrats du Parlement, de la Cour des Comptes, de la Cour des Aides et du Prévot des Marchands. Ce fut une succession de harangues : pendant ce temps tout le clergé séculier et régulier venait au devant du Légat, qui fit alors son entrée solennelle dans la ville, au milieu d'un peuple innombrable, aux cris de : *Vive le pape Sixte-Quint ! Vive le Siège apostolique et catholique !* Caetani descendit à la cathédrale, où, après le chant du *Te Deum*, il donna la bénédiction au peuple ravi.

IV

Pourquoi Caetani venait-il à Paris ? Le cardinal de Vendôme blâmait l'envoyé du Souverain Pontife, qui, disait-il, aurait dû rester neutre, d'être venu dans une ville où cette neutralité entre les partis était désormais impossible ; mais Caetani justifiait son arrivée par cette considération que le salut ou la perte de tout le royaume dépendait de la conservation ou de l'abandon de la cité, et que, s'il n'avait paru, la population effrayée et agitée aurait demandé la paix. Or, dans la pensée du Légat, il fallait à tout prix l'éviter.

Le duc de Mayenne et le duc de Nemours arrivèrent le 22, et eurent avec le Légat plusieurs conférences. Puis, le 26 janvier, Caetani se présenta devant le Parlement pour exposer le but de sa légation ¹. Il venait, disait-il, sauver le royaume entraîné à sa ruine par la guerre civile, il venait unir tous les citoyens séparés, pour le malheur du pays, en partis acharnés, enfin il venait empêcher la religion catholique d'être complètement anéantie dans ce royaume. Le mal était grand, mais il avait l'espérance d'en triompher, et une fois de plus il affirmait le désintéressement de ses intentions. « Le but unique que nous nous proposons est, une fois les hérésies détruites, les discordes apaisées, la paix et la tranquillité rétablies, de voir la France gouvernée par un roi pieux et catholique devenir de fait et de nom le royaume

¹ M. Carinzi a donné dans la *Revue du monde catholique* (10 février 1867, p. 460) le discours latin du Légat.

très chrétien, soutenant la cause de l'Église et celle de la France : elles n'en font qu'une.»

Cinq jours après son arrivée à Paris, Caetani envoya à Rome une longue dépêche¹ : « J'ai déjà donné, disait-il, sur l'état du Royaume de France cette lumière générale que j'ai pu recevoir pendant mon voyage. En admettant que mon aperçu soit vrai, je descendrai à présent aux détails. J'ai trouvé cette ville de Paris dans une position très critique, et sous la menace très évidente d'être prise, si elle ne reçoit actuellement un secours. Il n'y a plus d'argent : tout l'argent disponible a été, depuis la mort du duc de Guise, employé à payer l'armée. Le commerce a cessé, la cherté des vivres est grande, et on en souffre, car personne ne cultive les champs, tant on craint et on prend de défiance lorsqu'on voit les progrès de Navarre et la foule de nobles de France qui sont rangés sous ses drapeaux. Ajoutez à cela les mauvaises suggestions de ceux qui favorisent ici le parti de Navarre, et ont déjà tellement travaillé le peuple, qu'on craint de lui voir accepter des propositions de paix. C'est la providence de Dieu qui a permis que je sois arrivé à temps pour déjouer ces intrigues : je l'ai fait déjà et le ferai avec tout le soin possible. »

Caetani racontait qu'il avait parlé longuement avec le duc de Mayenne des moyens de conserver la ville, et tous deux étaient convaincus que, si elle recevait un secours, elle n'accepterait jamais Navarre, mais que si on l'abandonnait on ne pouvait rien espérer d'elle. Il divisait les habitants en trois sortes de personnes : les marchands, les officiers de justice et le peuple. Les marchands, qui ne songaient qu'à leurs intérêts, ne voulaient pas la guerre et conseillaient toujours la paix : parmi les officiers de justice, les uns étaient bons catholiques, mais les autres étaient en secret des politiques, des Navarristes, et ne laissaient pas d'avoir de l'influence sur le peuple. Le peuple restait facilement constant dans sa foi, tant qu'il trouvait des vivres ; mais dès qu'un peu de disette se faisait sentir, il souffrait, et on ne pouvait plus avoir en lui la moindre confiance.

Le duc de Mayenne avouait alors au Légat que la ville avait dépensé depuis la mort de ses frères des sommes très importantes, mais il certifiait, sur son honneur et la vie de ses fils,

¹ Archives du Vatican, *Lettere ...di Francia*, vol. XXVII, f^o, 345.

qu'il n'avait pas eu en main pour payer ses soldats plus de quatre cent mille écus. Le reste avait été volé et dissipé, par suite de la licence ordinaire en ces temps, et on ne pouvait y remédier. Le duc de Mayenne ajoutait que s'il n'avait eu l'aide de l'Espagne, il n'aurait pu entretenir ses troupes, puisque, dans l'année, il avait reçu de S. M. Catholique un million d'or, mais encore ce million avait-il été payé si à contre temps, qu'avec un tiers seulement dépensé à propos, et quand il en avait un pressant besoin, il eût obtenu le même résultat. Alors il représentait au Légat la détresse où il se trouvait réduit pour payer ses troupes: les Suisses, plus que les autres, commençaient à se mutiner, et refusaient de combattre, parce que le dernier mois ne leur avait pas été versé. Or, le duc de Mayenne n'avait plus rien à leur donner: l'âme bouleversée, il demanda au Légat de lui avancer cinquante mille écus, car s'il était attaqué en ce moment par le roi de Navarre, son infanterie ne voudrait point combattre, et il perdrait alors très certainement l'honneur, la vie et le royaume. « Je touchai du doigt le péril, écrivait le Légat, et ne doutant pas que, si j'avais été à temps pour prendre l'avis du Souverain Pontife, il aurait à coup sûr accordé le secours, je me rendis garant du paiement; mais, ajoutait-il, je prendrai mes dispositions pour faire distribuer exactement cet argent. » Caetani espérait ainsi avoir obtenu trois avantages: sauver la réputation et l'armée du duc de Mayenne d'un péril qui aurait amené la perte de la ville et celle du royaume; rendre courage aux peuples défaillants et à demi-morts; donner de l'autorité à la Légation, et imprimer la terreur aux ennemis, car, disait-il, « les politiques qui sont à Paris ont bien souvent répété que jamais le Pape ne donnerait de secours aux catholiques de la Ligue, et croyez bien, ajoutait-il, que si je n'avais pas agi ainsi, il pouvait s'en suivre un désordre tel que Sa Béatitudo aurait pu avec raison me réprimander. » Le duc de Mayenne, auparavant profondément désespéré, reprit confiance et remercia vivement le Souverain Pontife¹. Il avoua sincèrement au Légat que, s'il n'avait été plusieurs fois encouragé par le Pape, les malheurs de sa famille, les périls qu'il courait personnellement, et qui étaient bien mal reconnus par le peuple, l'eussent fait mourir. Le duc pressait l'envoi d'un

¹ Archives du Vatican, *Lettere ...di Francia*, vol. XXXIV, p. 179. Lettre du 23 janvier 1590.

secours, et rappelant au Légat que la victoire dépend de la promptitude des mouvements, il énumérait ce que l'on pouvait espérer du moment que les troupes seraient arrivées.

Telles étaient les illusions de l'avenir; mais on avait sous les yeux les réalités du présent. En admettant que le Pape envoyât ce secours et que cette gloire de sauver le royaume de France lui fût réservée il restait encore, écrivait Caetani, à pourvoir à la subsistance de l'armée et aussi des habitants de Paris. « Le duc de Mayenne ne m'a point précisé ce dont il a besoin, écrivait le Légat, afin de ne pas assigner de limite à la générosité de Sa Béatitude, mais il m'a bien dit que Sa Sainteté pourrait envoyer des payeurs et autres employés pour savoir comment on distribuerait son argent. »

En résumé, concluait-il, le salut du royaume consiste en deux points : un envoi d'argent et un envoi de troupes. « J'assure à votre Seigneurie que les ennemis redoutent tant le nom de Sa Sainteté qu'en entendant battre le tambour à Rome pour la défense de ce royaume, beaucoup de nobles penseront à leur fortune, et un grand nombre, je l'espère, abandonneront Navarre. Mais si l'envoi du secours me donne grand espoir d'arriver à bien, je désespérerais du salut du royaume, s'il n'arrivait pas. Aussi je supplie votre Seigneurie de me donner une réponse le plus tôt possible. »

Les Espagnols avaient donc fourni beaucoup d'argent. Dans quel but? Caetani chercha à le savoir, et interrogea à ce sujet le duc de Mayenne. Le duc lui répondit que, dans le principe, le Roi Catholique, en donnant un secours, voulait seulement conserver la religion et s'opposer à Navarre comme à un hérétique relaps. Mais lorsque les dépenses se furent multipliées, on avait laissé entendre que Sa Majesté Catholique désirait avoir l'assurance d'être remboursée, et, en attendant, les Espagnols avaient mis en avant cette idée que par reconnaissance on pourrait décerner au Roi le titre de Protecteur de la Couronne.

Le conseil de l'Union avait répondu que la question de la garantie de l'argent devait être réglée par les États généraux du royaume, et que, pour le titre, on attendrait la venue du Légat avant de prendre une décision. Or Caetani était à Paris, et l'ambassadeur d'Espagne reprenait la question. Caetani lui parla franchement : « Si vous montrez, lui dit-il, une autre prétention

« que celle de conserver la religion catholique, vous causerez la
 « perte de ce royaume. — L'unique intention du Roi, répartit l'am-
 « bassadeur, est de défendre la Religion; mais il est vrai que les
 « habitants de Paris, afin de l'exciter dans son dessein, lui ont
 « proposé de le nommer Protecteur du Royaume, et que le Roi,
 « pour se servir à l'occasion de ce titre, a accepté l'ouverture de
 « négociations sur ce point. » Caetani n'y voyait rien de sérieux,
 et croyait qu'on n'aboutirait à rien parce que « les Français, disait-
 il, n'ont point de sympathie pour les Espagnols; il y a incompati-
 bilité d'humeurs entre les deux nations, » Toutefois l'ambas-
 sadeur d'Espagne saisit cette occasion pour avouer que son désir
 eût été de voir le Légat employer son influence auprès des
 Parisiens à faire déclarer Protecteurs du Royaume le Souverain
 Pontife et le roi Catholique. Caetani lui répondit fort à propos
 que ce n'était pas le moment de susciter des jalousies hors de
 saison, et que le Pape, Père et Pasteur de tous, n'ambitionnait
 d'autre titre que celui de Serviteur des Serviteurs de Dieu Il
 s'efforça de faire comprendre à l'ambassadeur que le Pape seul
 méritait ce titre de Protecteur, et que le roi d'Espagne, en le
 recherchant, affaiblirait le mérite de son zèle. Toutefois, le duc de
 Mayenne désirait extrêmement ménager le roi d'Espagne et le
 maintenir en bonnes relations avec le Pape, afin que tous deux
 fournissent à la France le secours dont elle avait besoin. D'un
 autre côté l'Empereur d'Allemagne, instruit de la proposition
 faite à Philippe II, en avait été d'autant plus blessé — Caetani le
 savait par une lettre de Mgr Visconti, nonce à Vienne — que
 depuis la mort d'Henri III le conseil de l'Union ne lui avait fait
 part de rien, ne lui avait envoyé ni un député, ni une lettre,
 pendant que roi le de Navarre avait agi tout autrement. Caetani
 avertit le duc de Mayenne de ce manque d'égards, et le duc
 s'excusa sur le trouble des temps, sur la multitude des affaires,
 en promettant qu'aussitôt les routes libres il enverrait à l'Empe-
 reur une personne de qualité.

Voilà donc où en était le Légat, six jours après son arrivée à
 Paris, au moment où François de Luxembourg, duc de Piney,
 était reçu à Rome par le Souverain Pontife. Il semble que Caetani
 n'ait pas prévu d'aussi grandes difficultés, et que l'on surprenne
 en ses dépêches une impression pénible et le secret effroi de son
 cœur.

V

François de Luxembourg, arrivé à Venise au mois de décembre 1589, avait envoyé demander un passeport pour venir à Rome. « Écrivez au duc qu'il vienne, avait répondu Sixte Quint, nous l'attendons ¹ ; un personnage comme lui n'a pas besoin de passeport. »

Grand fut à cette nouvelle l'émoi des cardinaux espagnols, ou attachés à la politique espagnole, de l'ambassadeur de la Ligue, et des amis des Ligueurs. Tous parlèrent fort librement contre Sixte Quint, et le blâmèrent d'admettre le duc de Luxembourg à son audience. Mais comment ne pas l'admettre ? Le duc de Luxembourg n'avait-il pas dit et n'avait-il encore écrit, le 6 décembre, qu'il venait trouver le Pape au nom des Princes du sang et des autres seigneurs catholiques qui avaient reconnu le Roi ? N'avait-il pas assuré que tous n'avaient qu'un but, servir la religion catholique, apostolique, romaine ? Or cette ambassade, appuyée par Venise, vue avec faveur par le cardinal secrétaire d'État, ne touchait-elle pas aux plus grands intérêts de la France et de la Religion, c'est-à-dire à la conversion du Prince qui, Roi par sa naissance et en vertu des lois du royaume, occupait les armes à la main la moitié du royaume ? Sixte Quint comprenait très bien que les affaires de Navarre, comme l'appelaient ses adversaires, étaient dans un tel état qu'on ne pouvait les ruiner sans mettre le royaume à feu et à sang ; il reconnaissait que tous les efforts et toutes les intrigues contre le Roi seraient inutiles, et il désirait extrêmement voir ce Prince demander sa réconciliation avec l'Église. Cependant la conversion du Roi ne pouvait-elle être feinte, comme les Ligueurs et le légat Caetani en étaient persuadés ? Quel désastre causé à la France et à la Religion, si, converti en apparence pour mieux se rendre maître du royaume, le Roi revenait ensuite à son erreur ? Telles étaient les préoccupations qui agitaient les esprits, lorsque le duc de Luxembourg arriva à Rome le 26 janvier 1590 : il demanda une audience qui lui fut immédiatement accordée : « Nous avons plaisir à vous voir, »

¹ Le 6 septembre 1589, Luxembourg, alors à Châlons, avait annoncé au Pape sa prochaine arrivée.

lui dit le Souverain Pontife, et l'entretien fut des plus cordiaux : Luxembourg déclara que le Roi voulait sincèrement devenir catholique ; s'il ne le devenait dès maintenant, c'était pour ne pas être accusé de se convertir seulement pour arriver au trône. Mais ce prince, en quittant Luxembourg, lui avait dit : « Assurez le Pape, sur ma parole de Roi, que les effets montreront que je veux être et mourir fils aîné de la Sainte Église catholique romaine. » Ces paroles répétées par l'ambassadeur des Princes, produisirent une vive impression. « Nous avons écrit au roi d'Espagne, répondit le Pape, que tant que nous régnerions à Rome, un roi hérétique ne régnera jamais en France. Aussi les conditions mises par les seigneurs à l'élection du Roi et les déclarations faites par le Roi nous sont certainement agréables ; mais, avant de traiter de la réconciliation du Roi avec l'Église, il faut qu'il rende à la liberté son oncle le cardinal de Bourbon, qu'il se montre un peu obéissant, et nous le presserons sur notre sein, car en lui nous ne détestons que la faute. »

Luxembourg était ravi : « Le Pape est un très bon prince, écrivait-il au duc de Montmorency, et commence bien à connaître qu'on ne lui a pas toujours fait savoir la vérité sur les affaires de France, ce qui me donne à espérer que de ce voyage la France recevra quelque soulagement en son affliction ; du moins ceux qui servent bien le Roi n'ont pas à craindre l'excommunication : de cela vous en puis-je assurer ¹. »

Lorsque Sixte Quint, annonça, pour le 29 janvier, un consistoire public où il parlerait de la mission du duc de Piney, il y eut à Rome de nouvelles indignations et de nouvelles réclamations. « Tout sera fait après mûre délibération, répondait alors le Pape, mais il faut entendre tout le monde, et si la reine d'Angleterre, le duc de Saxe et le Turc lui-même, présentaient les mêmes demandes, non seulement nous les accueillerions volontiers, mais nous serions prêts à les embrasser avec amour. »

Sixte Quint répondit ensuite officiellement aux lettres remises par Luxembourg, et adressa, le 7 février 1590, un bref à ses chers fils les nobles hommes, princes, ducs, barons et autres

¹ Archives du Vatican, *Lettere del Nunzio di Francia*, vol. XXII, p. 661. — Une traduction italienne se trouve p. 1104. Lettre du duc de Piney au duc de Montmorency, Rome, 23 janvier 1590.

catholiques du royaume de France qui restent à Paris¹. » Il avait reçu, « avec bienveillance et bonté, disait-il, leur député le duc de Piney. Obéissant aux sentiments de paternelle affection qu'il avait pour les princes catholiques de ce très noble royaume, et au grand désir qui le tourmentait de connaître vraiment leurs projets et leurs sympathies, il avait lu avec attention leurs lettres, écrites du camp de Neuilly, et avait prêté volontiers l'oreille aux entretiens du duc de Piney. Nous avons eu beaucoup de joie et de plaisir d'apprendre clairement par ces lettres et par ces conversations que non seulement vous vouliez persévérer avec un cœur généreux et inébranlable dans la foi catholique et l'obéissance de l'Église, mais encore défendre et agrandir par vos efforts le culte et la dignité de l'Église, dans ces très grands troubles du royaume et de la Religion, dont nous sommes grandement attristés et depuis longtemps préoccupés. Nous sommes persuadés que le rétablissement du culte catholique et la paix du royaume dépendent en ce temps-ci de vos résolutions et de vos actes, des actes de ceux qui brûlent d'amour pour la paix et la vraie religion. Nous avertissons paternellement votre noblesse et nous l'exhortons dans le Seigneur de mettre avec sagesse et piété vos actes d'accord avec vos pensées, comme vous l'avez promis, et comme nous y comptons. Nous vous exhortons à vous appliquer à rétablir dans le royaume la foi catholique et la religion. Vous devez comprendre que c'est là le vrai et seul moyen qui reste de vous sauver, de sauver vos enfants et de servir la société chrétienne. » Le Pape les suppliait de s'unir tous avec le reste des catholiques, et de mettre de côté les haines et les dissensions... « Ce sera acquérir, une grande gloire près des hommes et auprès de Dieu les prémices de l'éternelle récompense. » Il rappelait enfin qu'il avait envoyé un Légat à tout le royaume de France, et lui avait prescrit de faire connaître sa pensée. « Si vous entrez en relations avec lui, disait-il, et si d'après son conseil vous embrassez, pour défendre la religion et rétablir la paix, ce qui sera utile au salut de ce pays malade, nous aurons soin de vous donner par lui et de faire nous-même, avec tout notre zèle et selon notre devoir, ce que réclament la justice et la dignité².

¹ Archives du Vatican, *Sixti V Regest.*, an. V, ep. 22.

² Archives du Vatican, *Lettere del Nunzio*, vol. L, p. 218, 17 février 1590.

Sixte-Quint avait été également satisfait des lettres, écrites par le cardinal de Vendôme, que le duc de Luxembourg avait apportées : il l'exhorta à joindre ses efforts à ceux du Légat et à n'avoir en toutes ses actions d'autre but que le service de l'Église et la défense des catholiques¹.

Le Pape se montrait donc bienveillant pour les royalistes, et le cardinal de Montalto écrivait au cardinal Légat le 8 février² : « Si les Princes et nobles catholiques qui se trouvent à Tours demandent à négocier avec vous au sujet de la tranquillité du royaume et du rétablissement de l'Église, le Pape vous ordonne de les écouter, de les accueillir et traiter avec toutes sortes de bonté. » Il lui recommandait de choisir pour lieux de rendez-vous des endroits sûrs, agréables aux Princes et à la noblesse.

Deux jours après (10 février), comme si le cardinal de Montalto se méfiait à présent de l'entraînement du Légat, il lui rappelait que tout ce qui pouvait être fait par la douceur et l'affection ne devait pas être accompli avec âpreté et dureté ; il lui redisait de ne pas refuser de voir les cardinaux de Vendôme et de Lenoncourt, ou tout autre personnage, car en s'entretenant avec eux on pouvait servir la cause de Dieu ; il le suppliait de faire tous ses efforts pour gagner les cœurs, de relire souvent les instructions qu'il avait reçues, et de se souvenir des recommandations du Saint Père.

La politique du Souverain Pontife est ainsi de nouveau pleinement exposée. Comment le Légat allait-il l'appliquer ?

VI

Une grande question se posait devant la France entière, et embarrassait Caetani. Comment accepter l'attitude du cardinal de Vendôme vis à vis du duc de Mayenne ? Le cardinal, après avoir envoyé à Dijon auprès du Légat, avait écrit à l'évêque de Châlons de venir en son nom lui rendre visite. L'évêque vint en effet trouver Caetani, et lui répéta, en exposant la conduite du cardinal, ce qui avait été dit auparavant. Caetani fit les mêmes réponses, et parla du cardinal avec le duc de Mayenne. Mayenne reconnut combien

² Archives du Vatican, *Sixti V Regest.* an. V, ep 21, 7 février 1590.

³ *Revue du monde catholique*, 10 avril 1867, art. de M. Caringi, p. 70.

il serait important de convertir au parti des Ligueurs Vendôme et ses frères. Leurs personnes étaient peu de chose, mais leur démarche devait produire sur la noblesse qui adhéraît au roi de Navarre un excellent effet. Aussi Mayenne négligeait ses intérêts particuliers, et ne pensant qu'au bien du royaume, désirait voir le cardinal arriver à Paris. « Qu'ils viennent lui et ses frères, disait-il, et je leur promets que l'Union des catholiques saura leur rendre honneur, comme il convient à des Princes du sang. »

Ces avances faites par le duc de Mayenne inspirèrent au Légal la résolution d'expédier secrètement au cardinal et à ses frères le même évêque de Châlons, très zélé et vertueux Prélat, qui possédait la confiance de Vendôme. Caetani promit d'employer tous les moyens pour l'attirer à Paris et le gagner à l'Union. C'était bien là exécuter les instructions du Souverain Pontife ; mais Caetani ne cherchait-il pas des raisons pour les modifier lorsqu'il émettait ses appréciations ? « Après la mort du roi Henri, le cardinal est resté auprès de Navarre ; le peuple et les catholiques de l'Union mécontents de lui se sont montrés très opposés à sa personne. On a assuré qu'il aidait les hérétiques, et que par faiblesse d'âme et d'intelligence il n'était point apte à gouverner le royaume. Si donc la couronne venait à lui échoir, ne pouvait-on craindre que, par pusillanimité, ou à cause de ses relations avec Navarre, il ne renvoyât pas du royaume les hérétiques, et qu'ainsi, au lieu de guérir les infirmités, il ne les rendit incurables. Tels ont été pendant longtemps les sentiments du peuple et des catholiques de l'Union ; mais depuis qu'on a vu les succès de Navarre et la noblesse très résolue à vouloir conserver le royaume dans la maison royale de Bourbon, depuis qu'on a reconnu que les personnes en dehors de cette famille créeraient des difficultés presque inextricables et qu'en les acceptant il fallait renoncer au repos et à la paix tant que vivraient des Bourbons, on a commencé à changer de ton, et, d'après ce que j'ai pu voir jusqu'ici, beaucoup de gens ont une grande sympathie pour le cardinal de Vendôme : ils l'excusent de rester à Tours ; c'est nécessaire disent-ils ; ils le vantent comme un bon catholique et taisent les motifs d'opposition qu'en d'autres temps ils développaient et exagéraient. Ainsi, déjà fatigués de la guerre, ils le désirent et l'acceptent comme un moindre mal que Navarre ; » et comme il pouvait arriver que dans les États on parlât de faire de lui un

Régent avec future succession, encore que pour le moment on n'en dit mot, le Légat demandait une instruction spéciale et précise pour savoir comment en pareille occurrence il devait se gouverner ¹.

Cette position du cardinal de Vendôme préoccupait le Légat plus encore qu'il ne le disait. Le lendemain du jour où il écrivait la dépêche que nous venons de rapporter, et où, entre beaucoup d'autres détails intéressants, il intercalait son passage sur le cardinal, le Légat écrivit une lettre où il était exclusivement question de Vendôme ². Il disait qu'avant de partir de Dijon, il avait envoyé un gentilhomme français à Tours pour le saluer ; mais le but principal du député était de recueillir ce que l'on disait sur l'armée du roi de Navarre et ses projets — c'était en effet ce qui lui était le plus utile de savoir ; — le gentilhomme porteur d'une lettre de créance devait également s'informer comment et par quelle voie sûre le Légat pouvait envoyer un Prélat au Cardinal.

Le cardinal de Vendôme, sans que la lettre, ni le porteur de la lettre le missent sur la voie, se découvrit à lui, et déclara que le seul moyen de rendre le calme au royaume de France était de contraindre Navarre à embrasser la religion catholique. Il conseillait donc au Légat d'exhorter ce prince à entrer dans cette voie. Le cardinal écrivit même une longue lettre à Caetani pour confirmer sa parole. Cette lettre, qui parut différente de ce que l'envoyé du cardinal avait dit au Légat à Dijon et de ce qu'avait dit également l'évêque de Châlons, étonna beaucoup Caetani : « Si le cœur dicte ces paroles, écrivait-il, le cardinal montre très peu de zèle pour la religion ; si c'est la crainte, il montre la très grande pusillanimité dont on l'a toujours soupçonné. C'est à Navarre, comme au malade, d'aller trouver le médecin, qui est le vicaire du Christ, répondit le Légat. Celui qui ressent vraiment son mal et veut en guérir, pleure, se précipite et n'attend pas d'être appelé. Or, depuis six mois, il n'a pas montré un signe de pénitence, et s'est conduit comme un hérétique obstiné. Vouloir prier et rechercher celui qui est armé et fait l'insolent à cause d'un peu de bonheur qui lui arrive, ne serait pas une marque de clémence

¹ Archives du Vatican, *Lettere ...di Francia*, vol. XXVII, n° 343, Lettre du 26 janvier.

² *Ibid.*, vol. XXVII, n° 344.

de la part du Siège apostolique, ce serait une honte, et il n'y a pas à craindre que cette pensée puisse venir au cœur de Sixte Quint. Pour moi, son ministre, je préférerais mourir plutôt que de commettre cette indignité. D'un autre côté, je prie Dieu de vouloir éclairer ce prince et le faire revenir à la Sainte Église romaine qui ne ferme jamais son sein aux pénitents; aussi, à la première occasion, je répondrai au cardinal de Vendôme et tâcherai de mêler dans ma réponse le zèle et la douceur. »

Le bruit que le Roi voulait se faire catholique, jeté en pâture aux esprits, était, selon Caetani, propagé par le cardinal de Vendôme, pour tromper le Pape, retarder l'envoi du secours et tenir unie autour du Prince la noblesse du royaume de France. « Aussi, quand on verra en ce royaume une armée de Sa Sainteté, je certifie à votre Seigneurie que Navarre n'attendra pas d'être prié pour se faire catholique; » et à l'appui de son assertion, le Légat rapportait les bruits inventés par l'imagination des partis, et ces anecdotes qui donnent satisfaction à la passion, en prêtant à un ennemi les sentiments que l'on désirerait lui trouver. Il racontait donc comment, peu de jours auparavant, des personnes très graves lui avaient assuré que le roi de Navarre, après avoir pacifié le royaume de France, voulait avec une armée aller en Italie, à Rome, pour se venger des injures reçues de Sa Sainteté, et par le pillage de la ville la rendre plus malheureuse que ne le fit le premier Bourbon. Une autre fois on lui disait qu'un matin, comme le comte de Soissons allait à la messe et Navarre au prêche, celui-ci avait demandé en sortant lequel des deux faisait le mieux; que pour lui ses exercices étaient les plus vrais et les plus agréables à Dieu, car on voyait la prospérité de ses affaires. De plus le gentilhomme envoyé par Caetani à Tours, avait entendu dire à des personnages importants que si Sa Sainteté n'accordait pas l'absolution et la bénédiction à Navarre, celui-ci était résolu de faire un schisme dans le royaume de France, comme l'indiquait le cardinal de Vendôme dans sa lettre, et de créer le cardinal de Lenoncourt pape de l'église gallicane. Alors Caetani concluait encore : « Ces propos sont très vrais, et Sa Sainteté peut juger ainsi les sentiments de Navarre et quelle confiance on pourrait avoir dans sa conversion. Aussi, avec cette fidélité que je dois à Dieu et à Sa Béatitude, j'affirme que si le royaume de France tombe entre les mains du Roi, la religion catholique sera perdue, et si on n'envoie pas très promptement un secours important, le royaume lui aussi

sera perdu, car les peuples n'ont pour ainsi dire plus de vie et leur cœur plus de battement ¹. »

Les cardinaux de Vendôme et de Lenoncourt écrivirent de nouveau au Légat. Leur parole était grave : elle était « dictée, disaient-ils, par leur zèle et leur amour pour la gloire de Dieu, la conservation de son Église et le salut de l'État ². »

Leur désir de voir la paix rétablie les portait à ne pas attendre la réponse à leurs dernières lettres. Ils avaient espéré que le Légat serait dans ce royaume un messenger de paix, selon la promesse du Souverain Pontife, et ils ne voulaient pas encore perdre tout espoir ; toutefois les intrigues des ennemis de l'État et du Saint Siège, qu'ils prétendent vouloir défendre, ont diminué jusqu'à un certain point la bonne opinion qu'on avait en son heureuse venue. Ils avaient fait tous leurs efforts pour le détourner d'aller à Paris, cité rebelle, soustraite à l'obéissance de son roi et seigneur naturel, par ceux qui, il y a six ans, sous un prince très catholique, avaient allumé ce grand feu qui à présent et de toutes parts embrasait le pays. Les cardinaux l'avaient invité à choisir plutôt pour résidence un pays neutre, à se rendre par exemple dans la ville et le palais du duc de Nevers, prince de haute vertu et prudence, très dévoué à la religion ; car de Nevers, avaient-ils dit, le Légat aurait pu, comme représentant le Père commun, s'occuper de préparer la paix, et venir, s'il lui avait été agréable, trouver le Roi à Tours, où il aurait été reçu avec d'aussi grands honneurs que jamais Légat en eût trouvé en France. L'espérance des cardinaux avait donc été déçue et leur déplaisir avait été grand ; néanmoins ils ne voulaient rien négliger pour ramener les affaires de l'Église et du royaume au port de salut. Ils le suppliaient donc de considérer l'état de la France, et de ne point « se laisser mener par des factieux qui forment une minorité, composée d'étrangers ou d'agents du roi d'Espagne, gens prévenus en justice, obérés et perdus de dettes qui pour la plupart trouvent plus de profit dans une guerre civile et un brigandage public que dans la paix, vil et abject populaire prêt à changer à tout vent. C'est par les intrigues et

¹ Lettre du 10 février 1590, vol. XXXIV, p. 193 ; une traduction en italien est dans le vol. XXV, p. 263.

M. Caringi (*Revue du Monde catholique*, 10 avril 1867, p. 67) en a donné un texte, mais traduit sans doute sur une version italienne.

complots de semblables gens que l'Église et l'État se perdent tout ensemble. » Le Légat, ajoutaient-ils, pouvait apprendre chaque jour la vertu et la valeur du Roi, les heureux succès que Dieu lui accordait, et quels nombreux catholiques et bons français l'entouraient pour sauver l'État. « On peut donc penser que Dieu l'a choisi pour rendre le repos au royaume et maintenir selon sa promesse la religion catholique, religion aux prières de laquelle il se recommande et attribue toute sa prospérité. Il serait donc permis d'espérer son retour à la religion catholique, s'il y était conduit et amené par la douceur, mieux faite que la force pour fléchir sa nature de prince généreux, d'un invincible courage, qui ne veut être manié par rigueur. Il ne désire que d'être instruit, et prie les Prélats, les seigneurs, la noblesse et tout son peuple, de lui ouvrir le chemin; il vous en prierait volontiers vous-même, si vous preniez la voie de le convier à ce faire. »

Les avances étaient évidentes. Sixte Quint y eut à coup sûr répondu; le Légat en fut irrité. Caetani accusait d'ailleurs les cardinaux français de vouloir faire échouer sa mission, et d'approuver, au moins par leur présence, deux édits rendus à Tours, l'un sur la Légation en général, l'autre plus particulièrement dirigé contre le Légat, qu'on dénonçait comme espagnol et suspect; il était défendu à toute personne de communiquer avec lui, verbalement ou par écrit, directement ou indirectement. « Navarre espère ainsi terrifier les nobles, disait Caetani, et les empêcher de répondre aux lettres qui leur ont été adressées pour les exhorter à abandonner le service du Roi. »

En outre, les cardinaux convoquaient à Tours une réunion d'évêques, pour faciliter le retour du Prince à la religion, et « ne point laisser perdre le temps et les moyens qu'ils pouvaient avoir de ce faire ¹. » — « L'honneur de Dieu et l'amour de la patrie nous obligent à mettre la main à une œuvre si bonne, écrivaient-ils à l'évêque de Rennes, en le suppliant de concourir aux moyens d'effectuer ce que tous les bons catholiques français désirent vivement, c'est-à-dire la conversion du Prince que Dieu, selon les règles inviolables de la monarchie, a fait naître et

¹ Vol. XXV, p. 327. Une traduction italienne est donnée p. 365. Lettre du 10 février 1590. M. Caringi a publié (*Revue du Monde catholique*, 10 avril 1867, p. 71) une lettre de convocation adressée à l'archevêque de Lyon.

consolide chaque jour pour nous commander. » — « Rien ne reste à désirer en lui, écrivaient-ils à l'évêque de Soissons, sinon qu'il fasse profession de notre foi catholique, apostolique et romaine ¹. » La réunion de Tours avait précisément pour but de le décider à cette démarche.

Plusieurs évêques acceptèrent l'invitation, mais plusieurs la refusèrent. L'archevêque de Lyon répondit qu'il ne connaissait pour servir la religion et l'État qu'une voie sûre, l'obéissance à notre Saint Père le Pape. Il convenait que la vraie conversion du Prince, vu la condition où Dieu l'avait fait naître, procurerait de grands avantages, et, disait-il, il la désirait de tout son cœur, ainsi que tous les gens de bien ; mais il ne pensait pas qu'une « nouvelle réunion fût nécessaire et utile après tous les saints avis et instructions que vous donnez à ce Prince ; et en ce qui me concerne, ajoutait-il, je reconnais surtout que je serais entièrement inutile. » Du reste, il fallait que la réunion eût lieu par l'ordre ou avec la permission du Légat ².

L'évêque de Soissons, persuadé de l'illégalité de la convocation, ne voulut pas répondre avant de prendre l'avis de Caetani, ³ et l'évêque de Rennes motiva sa résolution de ne pas venir dans une lettre dont parfois une véritable éloquence animait les pages ⁴. L'évêque de Fréjus, alors à Paris, répondit nettement que le Légat ne lui permettait pas d'assister à la conférence ⁵. Caetani, en effet, sentant combien l'autorité des deux cardinaux pouvait avoir d'influence, interdit le synode de Tours et montra son danger. « Ceux qui l'ont convoqué, disait-il dans une lettre circulaire à tous les évêques et abbés, n'ont pas le pouvoir de le faire, lorsque surtout il y a en France un légat du Saint-Siège, à qui seul appartient de convoquer les évêques. » La convocation a été faite, d'ailleurs, dans la ville de Tours, où sans péril spirituel aucun évêque ne peut se trouver. Si Henri veut se faire instruire, il n'est pas besoin d'une assemblée

¹ Archives du Vatican, *Lettere di Francia*, vol. L., p. 142. Lettre du 12 février 1590.

² Caringi, *Revue du Monde catholique*, 10 avril 1867, p. 72-73.

³ Archives du Vatican, *Lettere del Nunzio*, vol. L., p. 146. Lettre du 27 mars 1590.

⁴ Vol. XXV, n° 329. Lettre du 24 février 1590 ; une traduction italienne est dans le vol. XXV, p. 357.

⁵ Caringi, *l. c.* p. 73.

d'évêques. Est-ce l'instruction qu'il cherche, ou la discussion sur des points controversés ? Et Caetani, concluant que cette réunion n'était pas nécessaire et pouvait être dangereuse, défendait à tous les évêques d'y assister ; si on passait outre, il en annulait d'avance les actes ¹.

VII

Le Légat eut un nouvel émoi : après la dépêche du 27 janvier il en écrivit une autre le 28 ², pour annoncer qu'on venait de découvrir à Paris une négociation très secrètement conduite pour conclure la paix. Le cardinal de Lenoncourt, au nom du Roi disait-on, avait envoyé promettre à la ville et au royaume un pardon général ; on annonçait qu'aussitôt que le Prince se serait fait catholique, il serait certainement absous et accepté pour Roi par le Souverain Pontife. Au nom du même Prince, le cardinal aurait promis au duc de Mayenne la charge de connétable et le titre de comte de Bourgogne héréditaire ; puis on s'était adressé aux femmes, et mesdames de Nemours, de Montpensier et de Mayenne auraient adhéré à la paix ; madame de Guise aurait absolument refusé. Les agents du cardinal avaient tellement travaillé les principaux habitants de la ville qu'ils étaient si inclinés et si décidés à conclure un accord, que la faculté de la Sorbonne avait dû rendre un arrêt afin de recommander à tous les docteurs, bacheliers et autres inscrits au tableau, de ne prêter l'oreille à aucun schisme ni à aucune dissension ³. Elle avait défendu de parler à l'avenir en termes obscurs ou ambigus. Elle avait ordonné de repousser « ces propositions pestilentielles par lesquelles Satan trompe aujourd'hui et corrompt les esprits des hommes simples : » qu'Henri de Bourbon, par exemple, peut et doit être revêtu du titre de Roi ; qu'il est permis en conscience d'adhérer au parti d'Henri de Navarre et de lui payer des contributions ; que le Roi peut être reçu à la condition d'être ensuite catholique, etc. Lors-

¹ Caringi a publié le texte latin *ib.*, p. 75. — Le texte est aux Archives du Vatican, *Lettere... di Francia*, vol. L, p. 150.

² Archives du Vatican, *Lettere... di Francia*, vol. XXVII, f° 346.

³ Archives du Vatican, *Gallia*, vol. IV, p. 144, 10 janvier 1590.

qu'on parlait du Roi, il fallait avertir qu'il s'agissait bien de Charles X, etc.

L'arrêt de la Sorbonne disait assez que la situation était grave, parce que le nombre de ceux qui répandaient ces propos était grand. Cependant le duc de Mayenne montrait une très grande répugnance à accepter aucune condition : « il préférerait plutôt mourir, et avait l'espoir que les sentiments des femmes ne le feraient pas changer ; » mais, disait Caetani, la position est plus difficile que la pensée ne peut la concevoir et la bouche l'exprimer. « J'ai mis jusqu'à présent tout en œuvre pour déjouer cette intrigue, et j'ai laissé entendre que notre Seigneur et le Siège apostolique n'accepteraient jamais un Roi hérétique, j'ai affirmé que Navarre ne donnait jusqu'à présent aucun signe de pénitence ; et que si, sans consulter le Pape, on l'acceptait, j'étais bien déterminé à quitter Paris et à me retirer en une autre ville pour attendre les ordres de Sa Sainteté sur la conduite à tenir. J'ai assuré qu'en entrant dans cette voie, on perdrait pour toujours la protection de Sa Béatitude et du Siège apostolique. Je sais que la conclusion de la paix entraînerait la ruine du Royaume et celle de la Religion ; aussi je m'y oppose de toutes mes forces, et pour l'empêcher je ne négligerai aucun moyen. »

Les partisans du Roi, au contraire, désireux de hâter ce moment, répandaient le bruit que les Espagnols voulaient s'emparer du royaume ou le partager. Or la pensée que le royaume était quasi ruiné, et que continuer la guerre serait l'achever, se répandait en beaucoup d'esprits ; on croyait d'ailleurs que le secours de Sa Sainteté n'arriverait pas à temps. « Aussi, concluait toujours Caetani, je supplie Votre Sainteté d'y mettre toute la célérité possible, car autrement je ne réponds pas de retenir longtemps dans la foi ces peuples très impressionnables et déjà fatigués. »

Quel moyen prit donc le Légat pour faire échouer ces tentatives de paix ? Il s'adressa surtout à mesdames de Nemours et de Montpensier, auprès d'elles il invoqua, avec les plus chaleureuses instances, l'intérêt de la religion, leur réputation perdue, le peu de confiance qu'elles devaient avoir dans les promesses de Navarre, et l'irréconciliable injure que, par leur adhésion au complot, elles adressaient au Souverain Pontife. Le Légat espérait les avoir convaincues ; du moins elles lui avaient promis de lui renvoyer les personnes qui de nouveau viendraient

chez elles traiter de la paix; et Caetani, confiant en cette promesse, ne croyait pas que madame de Montpensier prêtât dorénavant l'oreille à des propositions. On avait cependant cherché à l'engager, en lui donnant l'espoir d'un mariage avec le Roi : ce prince aurait répudié, comme impudique, sa première femme; et bien que madame de Montpensier eût « un esprit élevé et une haute intelligence, l'ambition qui prévaut dans ce sexe » l'avait amenée à donner quelque créance à cette ouverture. Toutefois madame de Montpensier dit au Légat que cette intrigue pour la paix n'avait pas été bien loin, car celui qui la dirigeait avait été seul à la combiner : Navarre, disait-elle, n'ayant aucune intention de se faire catholique, et pour elle du moins cela empêchait tout.

Caetani, non content de voir madame de Montpensier, avait fait des démarches auprès des principaux habitants de Paris, et avait également employé le secours des docteurs de la Sorbonne, des Pères jésuites et capucins, dont l'influence s'étendait sur une grande partie des habitants. Aussi, le 31 janvier, il put annoncer au cardinal de Montalto que la négociation était très ralentie, et qu'il espérait l'arrêter jusqu'à ce que la réponse de Sa Sainteté au sujet des secours lui fût parvenue. « Il faut s'attendre, écrivait-il à ce sujet, à voir les partisans du roi de Navarre tirer parti de la terreur qu'on a des Espagnols. Les Espagnols, diront-ils, veulent la couronne pour le roi d'Espagne, ou du moins ils veulent prolonger la guerre, afin que le nouveau Roi, au lieu d'un royaume, trouve un cadavre. »

Caetani avait employé plusieurs jours à rompre les négociations entamées pour la paix : plus que jamais il ne voyait aucun moyen d'arriver pacifiquement à régler les affaires, et, le 5 février, il écrivait de nouveau ¹ que, si Sa Sainteté n'envoyait un prompt secours, il était impossible d'empêcher le royaume de tomber entre les mains du roi de Navarre.

Le nom du Roi était en effet plus que jamais prononcé, mais le Légat s'efforçait de jeter du discrédit sur ses intentions. « Le cardinal de Vendôme écrit que le Roi se fera catholique, mais qu'il veut être invité et prié. On peut juger par là, s'écriait Caetani, s'il est bien disposé ! — Il se fera catholique, disaient les uns,

¹ Archives du Vatican, *Lettere... di Francia*, vol. XXVII, n° 350. Lettre du 5 février 1590.

lorsqu'il aura conquis le royaume, pas avant. — Il n'agira pas ainsi, répliquaient les autres, mais il laissera à chacun la liberté de sa religion et de sa conscience ; c'est-à-dire, concluait Caetani, qu'il laissera périr la religion dans le royaume. — Il ne se fera catholique que par pure nécessité, disaient enfin d'autres personnes, lorsqu'il verra l'armée du Pape entrer dans le royaume ; alors, pour arrêter sa marche, il se convertira ; et il aura ensuite, pour ne pas persévérer, l'excuse de dire qu'on avait fait violence à sa conscience ! » Caetani ne manquait pas, en réunissant tous ces propos, d'édifier sur l'intention du Roi ceux qui, comme madame de Montpensier, paraissaient de bonne foi, et toujours il tirait de ses observations la conclusion que, si Navarre donnait le moindre signe de catholicisme, les peuples seraient tellement disposés à l'accepter qu'humainement parlant on ne pourrait lui enlever le royaume. Aveu précieux à recueillir dans la bouche du Légat ! Le droit national qui donnait le trône à Henri IV eût été complété du moment où le prince se fût fait catholique. Eh bien ! au lieu de chercher à le convertir et à aplanir l'obstacle, comme le désirait le Pape et comme le bon sens l'indiquait, le Légat fortifiait l'obstacle, le mettait en évidence, et empêchait ainsi de le faire disparaître. Caetani annonçait encore à Rome que Navarre, pour mieux détruire la religion, avait conclu avec les princes protestants et les cantons suisses un traité dont il espérait avoir bientôt une copie pour l'envoyer à Sa Sainteté, afin de lui montrer les intentions du Roi et comment il devait ruiner et la France et la chrétienté tout entière.

Le duc de Mayenne et les autres chefs du conseil instruits de ce fait proposèrent alors à Caetani, pour s'y opposer et donner confiance aux Français, de faire conclure une autre Ligue pour défendre la religion, entre Sa Sainteté, comme chef de la chrétienté, et le roi d'Espagne. On y aurait fait entrer le grand duc de Toscane, le duc de Ferrare, le duc de Mantoue, le duc de Savoie et le duc de Lorraine ; mais il ne fallait pas compter sur Venise, qui favorisait publiquement et chaudement le roi de Navarre. Toutefois, comme l'alliance entre les protestants était déjà conclue, et que la ligue entre les catholiques n'était pas même encore proposée, Caetani fit observer que, si le Pape adoptait cette idée, il fallait la mettre aussitôt à exécution, car, répétait-il chaque jour, Navarre voit sa réputation augmenter et son parti grossir. Ses partisans redoutaient cependant une excommunication, et le Légat

demandait à Rome, si, pour profiter de cette crainte, il ne faudrait pas, après avoir averti les coupables, recourir à cette mesure. Sur tous ces points le Légat suppliait le cardinal de Montalto de lui donner une réponse prompte et précise. Le secrétaire d'État allait parler.

VIII

Nous venons de voir les actes du Légat : avaient-ils obtenu l'approbation du Souverain Pontife ? Caetani commençait à en douter, et il avait ressenti une vive douleur en recevant, le 12 février, une lettre datée de Rome le 12 janvier ¹. Le Pape n'était pas satisfait. Sixte Quint reprochait à son Légat d'avoir perdu son temps à Lyon ; de l'avoir perdu également à Dijon : mieux eût valu dépenser alors quinze mille écus pour payer une escorte de trois ou quatre cents chevaux et arriver droit à Paris par le plus court chemin. Sixte Quint n'approuvait pas non plus la réponse donnée par le Légat au cardinal de Vendôme. Il lui reprochait trop de raideur. Caetani se justifia ; mais ses paroles aggravèrent sur certains points ses premières dépêches. Sans doute il disait qu'il avait comblé de caresses le gentilhomme envoyé par le cardinal, et l'avait assuré de la paternelle bienveillance de sa Béatitude, ainsi que du désir personnel de son Légat de lui rendre honneur et de le servir ; mais tout en maintenant qu'il n'avait pu justifier la présence du cardinal auprès de Navarre il ajoutait qu'il lui avait paru nécessaire de la blâmer, car le silence de sa part eût été une approbation. Sans doute il avait eu pour le cardinal de Vendôme toutes sortes de prévenances, puisqu'il avait envoyé en poste un gentilhomme lui rendre visite à Tours, et avait chargé son ami l'évêque de Châlons de lui porter une lettre pour l'engager à quitter Navarre, et l'assurer, sur sa parole et sur celle du duc de Mayenne, qu'il recevrait à Paris tous les honneurs dus à un prince du sang. « Sa Sainteté peut donc juger, écrivait Caetani, si j'ai montré trop de sévérité ou trop de condescendance ; » mais il ajoutait également : « si Sa Sainteté pouvait entendre les paroles enflammées des Sorbonistes

¹ Archives du Vatican, *Lettere... di Francia*, vol. XXVII, fol. 35. Lettre du 12 février 1590.

et du peuple soulevé, elle aurait pitié de moi, j'en suis sûr ; car pour avoir cherché à calmer les prédicateurs qui lançaient les plus sanglantes invectives contre les cardinaux, je passe auprès d'eux pour pusillanime et peu zélé. Je les ai rappelés à la modération pour sauvegarder l'autorité du Saint Siège, indirectement attaquée, plutôt que pour ménager l'honneur de ceux qui en sont si peu jaloux, qu'au lieu d'obéir à la bulle fulminée par le Souverain Pontife ils sont au service d'un roi hérétique.»

Le Pape blâmait spécialement son Légat d'avoir proposé d'accuser les cardinaux : « Je ne crois pas l'avoir fait, répliquait Caetani, mais j'ai dit qu'il pouvait être utile d'appeler à Rome le cardinal de Lenoncourt, sous un prétexte que le Pape n'aurait pas été embarrassé de trouver honorable. Je le répète encore, car le mal que ce cardinal fait en France est incalculable. »

Quant au reproche d'avoir conseillé d'excommunier les membres de la noblesse catholique rangés autour du Roi, Caetani répondait qu'il n'avait pas écrit de les excommunier immédiatement, car il savait bien qu'il fallait d'abord les exhorter à se soumettre ; mais en parlant des moyens de séparer les nobles du Roi, il avait dit qu'il serait peut-être nécessaire d'en venir à ce remède spirituel. « J'ai ajouté, écrivait-il, qu'on ne devait l'employer qu'en se servant en même temps des armes temporelles. Je l'ai écrit alors, je le répète aujourd'hui, et en attendant les secours que Sa Sainteté enverra, on pourrait publier les avertissements nécessaires. »

Un bruit enfin, qui résumait toutes les critiques, avait couru dans Rome : le cardinal de Montalto ne l'avait pas caché au Légat, plusieurs disaient que ce cardinal Caetani causerait par sa conduite la ruine de la France, comme le premier cardinal Caetani avait causé celle de l'Allemagne. Alors le Légat répliquait : « J'ai l'espoir que Dieu m'aidera, mais j'aimerais mieux mourir ici que de condescendre aux hérétiques. D'ailleurs, j'ai trouvé le royaume tellement bouleversé à mon arrivée, que mes fautes ne pourraient le ruiner davantage. Si un Caetani fut accusé d'avoir perdu l'Allemagne par une rigueur exagérée, j'espère que mon caractère, désormais connu, ne m'exposera pas à un pareil inconvénient. Je m'afflige même de n'avoir pas ce zèle qui devrait animer un cardinal nommé par Sa Sainteté, et un Légat envoyé pour porter secours à la Religion près de succom-

ber. » Puis Caetani ajoutait : — « J'ai répondu à votre Seigneurie Illustrissime, pour expliquer mes actes et non pour critiquer les ordres de Sa Sainteté, que je recevrai et exécuterai toujours avec le plus grand respect. » Et comme il croyait n'avoir pas mérité de blâme, il disait : « Que votre Seigneurie Illustrissime en soit persuadée ; je pourrai me tromper : ce sera inhabileté de ma part, ce ne sera jamais mauvaise volonté ; et encore que je vive en de continuel tracas, dangers et fatigues, rien ne me sera plus pénible et ne me rendra plus malheureux que de ne pas donner à Sa Sainteté la satisfaction que je voudrais et que réclame mon devoir. »

Caetani, blâmé à Rome par le Souverain Pontife, était toujours très préoccupé des affaires de Paris. Il avait payé cinquante mille écus pour la solde de l'armée, et il en avait vu les heureux effets : Navarre s'était retiré, la réputation du duc de Mayenne avait repris son lustre, et le projet de paix, déjà presque conclu, avait été abandonné. Mais le mois de février s'avancait et les cinquante mille écus avaient acquitté seulement les dépenses du mois de janvier, en sorte qu'on allait se trouver en face de nouvelles difficultés. Le paiement des quatre mille Suisses qui formaient le nerf de toute l'armée, était en retard de quatre mois ; ils envoyèrent deux capitaines exposer au Légat que, s'il ne trouvait pas un moyen de les leur faire payer, et si à l'avenir ils n'étaient point à la solde de Sa Sainteté, ils refusaient de servir, car ils ne voulaient plus compter sur l'argent de l'Espagne et du duc de Mayenne. Le Légat savait le péril où une pareille résolution pouvait conduire, mais il ne voulut s'engager à rien et chercha à calmer les Suisses. Les deux mille lansquenets et les reîtres venus avec le Légat élevèrent les mêmes prétentions, tout en se montrant moins difficiles, car ils avaient été récemment payés. « Que le roi de Navarre vienne à apprendre ces difficultés, écrivait Caetani ¹, et il ne perdra pas de temps : déjà il a donné aux princes et à la plus grande partie de la noblesse l'ordre de venir le trouver avec toutes leurs forces. Ce n'est pas l'armée de Mayenne, avec ses neuf mille fantassins et ses deux mille chevaux, tant reîtres que lances, qui pourrait lui résister. » Ce qui inquiétait le plus le Légat, c'étaient « les dix mille poli-

¹ Archives du Vatican, *Lettere... di Francia*, vol. XXVII, p. 353. Lettre du 13 février 1590.

tiques — ils dépassaient plutôt ce nombre, — partisans à Paris du roi de Navarre, qui cherchaient à soulever le peuple par mille artifices, tantôt lui montrant sa misère, tantôt la nécessité où l'on était de **tomber finalement entre les mains** du Roi, tantôt le danger imminent de **passer sous le joug des Espagnols**, ou de périr par la famine dont les habitants souffraient et devaient souffrir chaque jour davantage. »

Le Légat avait surtout à cœur de déjouer ces intrigues, d'opposer à ces poisons des antidotes, et d'empêcher qu'on ne conclût la paix sous ses yeux. « Je veille jour et nuit, écrivait-il, et partout où s'étend mon peu d'habileté, je ne néglige aucun moyen. Mais si Sa Sainteté, comme j'en suis sûr, a la pensée de secourir le royaume de France, il ne faut point différer l'envoi de ce secours, car ensuite il sera trop tard. » Alors il cherchait à stimuler le zèle du Souverain Pontife, en lui exposant le danger où le royaume de France pouvait être entraîné. « Les Espagnols, disait-il, deviennent plus réservés à donner leur argent, et ils s'en excusent en disant qu'ils ont déjà payé un million d'or. » — « Si j'ai bien pénétré leur intention, ajoutait-il, je dirai à Sa Sainteté que, le jour où les Parisiens viendront à conclure la paix avec Navarre, ou que d'une autre manière celui-ci sera accepté pour roi, les Espagnols sont résolus de partager le royaume de France, et voici comment ils procéderont : Mayenne deviendrait maître de la Bourgogne, dont il occupe toutes les forteresses, et où le peuple l'aime : avec l'aide de l'Espagne et le voisinage de la Franche Comté, il pourra la défendre. Le duc de Nemours prendrait Lyon et une partie du Dauphiné. En même temps le duc de Savoie entrerait en Provence et le duc de Lorraine en Champagne, dont une partie serait encore placée, au nom des princes de Guise, sous le commandement de Mgr de Saint-Paul, leur premier soldat. — C'est le désir des Espagnols, concluait Caetani, mais c'est la ruine de la France. » D'un autre côté le Légat ne cessait de supplier le Souverain Pontife de résister à Navarre, et d'être convaincu que, si la France tombait entre ses mains, elle était deux fois perdue, puisque la religion serait anéantie et le royaume inévitablement partagé. « Or, reprenait Caetani, le repos de l'Italie et de la chrétienté demande que la France soit florissante. On a besoin de la France pour faire contrepoids à la grandeur de l'Espagne. »

Caetani, préoccupé de sa politique de repousser Navarre et tous les catholiques partisans de Navarre, reprochait à Rome de n'être pas assez sévère. « Je ne manquerai pas de dire à Votre Seigneurie, pour décharger ma conscience, écrivait-il au cardinal de Montalto, que rien n'a fortifié davantage les nobles dans leur dévouement à Navarre que la condescendance montrée en cette cause par Sa Sainteté, et l'espoir certain qu'ils ont eu que le Pape pensait à l'absoudre et à le réhabiliter pour ceindre la couronne¹. » Le Légat concluait : « Si Sa Sainteté a le projet de rendre à Navarre le droit d'arriver au trône, je croirais trahir le Saint Siège apostolique si, par crainte des hommes, j'hésitais à dire à mon Seigneur ce que je pense. Or, comme si je me trouvais devant le tribunal de Dieu, je déclare que si Navarre succède au royaume, en très peu d'années il n'y aura plus de Religion en France. Il serait périlleux de confier la foi de tant de peuples à un relaps, qui a été privé du royaume en vertu de la bulle de Sa Sainteté; et si déjà, une première fois, il a trompé quand il n'avait aucune force, quelle espérance pourrait-on fonder sur sa conversion alors qu'il posséderait le royaume ? Voici sept mois qu'il aspire à la couronne, et son hostilité contre la religion est publique. N'a-t-il pas fait la cène le jeudi-saint avec ses ministres calvinistes ? Lorsqu'il est entré à Vernon, n'a-t-il pas donné l'ordre d'enlever la croix que le clergé amenait en procession au devant de lui ? Sont-ce là des signes de conversion ? Penser à le convertir est quasi impossible, et l'accepter ainsi serait une honte. Au lieu de l'accepter et d'être placés par le fait du Siège apostolique sous le joug de Navarre, les princes qui ont soutenu la religion catholique s'exileraient plutôt à travers le monde. Si Navarre, auquel, quelles que soient ses promesses, quelle que soit sa conversion, ils ne se fieront jamais, venait à être réhabilité, les princes se partageront entre eux les provinces, et soutenus qu'ils sont par l'Espagne, il s'en suivra en ce royaume une très longue guerre. »

Ainsi le Légat voyait pour la France deux dangers : danger de la domination des Espagnols ; danger de la domination des hérétiques, et il les repoussait tous deux. Seulement il ne voyait pas que le moyen de les éviter était de hâter la conver-

¹ Archives du Vatican, *Lettere... di Francia*, vol. XXVII, n° 353.

sion du Roi et de lui ménager l'occasion et les moyens de revenir à l'Église.

A Paris, la misère était grande. Forcée de tenir une garnison de 2,000 fantassins et de 400 chevaux, pour lesquels il fallait six mille écus par mois, la ville n'avait pas le moyen de les payer : on ne put même trouver aucun négociant pour avancer 2,000 écus que Caetani voulait avoir argent comptant pour les prêter aux échevins : « Grâce aux 50,000 écus déboursés, et ce que j'ai fait avec tout le monde, écrivait alors le Légat, j'ai pu passer ces jours. Mais mes paroles ne peuvent plus retenir les soldats. L'armée, sans argent, se débande, et les habitants de la ville sont résolus, à leur grand regret, de hâter la conclusion de la paix, afin de n'être pas forcés de la subir à des conditions plus désavantageuses ¹. » Aussi, après avoir énuméré toutes les forces dont Navarre allait disposer, le Légat répétait sa phrase habituelle : « Le secours du Pape doit arriver le plus tôt possible, et son armée doit voler plutôt que marcher. »

Le Légat, désireux de transmettre de plus précises informations et de recevoir des ordres plus positifs, envoyait à Rome son frère Camille Caetani, patriarche d'Alexandrie : « Si Sa Béatitude ne se décide pas à faire partir le secours, écrivait alors le Légat, je ne puis m'empêcher de faire remarquer à Votre Seigneurie que mon séjour ici ne sera plus d'aucune utilité. Je m'exposerais à être insulté et à devenir l'objet des plaintes et des fureurs de ce peuple ; car, s'il n'est secouru, il faut qu'il succombe ². »

Cependant les membres du conseil de l'Union, poussés, croyaient-ils, par le Saint Esprit, renouvelaient en présence du Légat leur serment du 25 janvier 1589, et promettaient à Dieu, « par le très précieux et très saint corps de Notre Seigneur, de vivre et de mourir pour la défense de la Religion et la paix du Royaume (11 mars), » de ne souffrir jamais la domination de l'hérétique, spécialement d'Henri de Bourbon, prétendu roi de Navarre, de ne consentir à aucun traité de paix avec les hérétiques, d'employer tous les moyens pour rendre à la liberté leur roi légitime Charles X, et d'obéir à Mgr le duc de Mayenne, « lieutenant général de l'État royal et couronne de France, » et à

¹ Archives du Vatican, *Lettere... di Francia*, vol. XXVII, p. 353.

² Archives du Vatican, *Lettere... di Francia*, vol. XXVII, p. 355.

leurs magistrats élus, qui remplissent leurs charges en bons et vrais catholiques. Dans leur foi ardente ils mettaient toute leur espérance dans le Légat qui, selon le mot du recteur de l'Université, semblait descendu du ciel plutôt que venu de Rome¹. Ils avaient besoin de cet enthousiasme pour supporter leurs épreuves, car Henri IV, déjouant toutes les prévisions du duc de Mayenne qui appelait à son secours le duc de Parme, triomphait trois jours après, dans les champs d'Ivry (14 mars 1590).

« Nous avons à louer Dieu qui nous a donné une belle victoire, » écrivait au duc de Longueville le roi vainqueur². En effet l'armée de Mayenne battue se repliait jusqu'au delà de Paris, à Soissons, laissant libre le chemin de la capitale.

Les catholiques n'osèrent d'abord avouer leur défaite : ils annoncèrent même un succès. Le marquis de Saint-Sorlin recevait de ses frères « des lettres par où, écrivait-il au Patriarche d'Alexandrie, vous pourriez voir quel a été le succès de la dite journée et ce que M. de Mayenne me mande du roi de Navarre ; mais en la sorte qu'il m'en écrit, je tiens le fait encore douteux, et s'il était véritable, ce serait bien la meilleure et la plus grande nouvelle qui nous saurait advenir pour le bien de toute la chrétienté, car je voudrais espérer que toutes les affaires de cette pauvre France s'accommoderont selon ce que tous les gens de bien bons et zélés catholiques le désirent³. »

Le marquis de Saint-Sorlin avait raison de douter, car, malheureusement pour les Ligueurs, le fait n'était pas véritable : ils étaient au contraire aux abois, et instinctivement se défendaient contre les conséquences qui pouvaient résulter de la défaite. « Navarre n'a aucune volonté de se convertir, disait le duc de Mayenne : qu'a-t-il fait pour qu'on le suppose ? n'a-t-il pas déçu les espérances des catholiques ? » Telles étaient ses affirmations. Puis chacun de rechercher les actes et de raconter les anecdotes qui pouvaient les appuyer. Des prisonniers, disait-on, avaient rapporté que, le matin de la bataille, Navarre fit prêcher par un ministre en présence de toute la noblesse, d'où l'on peut voir, écrivait le

¹ Archives du Vatican, *Lettere... di Francia*, vol. XXXV, p. 89, 12 mars 1590.

² Le duc la reçut le 17 à Langres. Les archives du Vatican, *l. c.*, vol. L, p. 248, contiennent une copie de la Lettre.

³ Archives du Vatican, *Lettere... di Francia*, vol. XXVII, f° 1011. Lettre du 26 mars 1590.

Légat, combien facilement, en peu d'années, la religion se perdrait en France si Navarre prenait possession du royaume, puisque, Roi pour ainsi dire dans l'ombre, les nobles sont déjà à le flatter et à lui complaire en un point de si grande importance.

Les Parisiens persistaient dans leur résolution de ne pas accepter un roi hérétique, mais ils commençaient à trouver que leurs souffrances étaient grandes. Le 27 mars, dans une réunion tenue en présence du Légat, quelques conseillers, ne sachant comment faire face à la nécessité, s'emportèrent jusqu'à dire qu'ils se trouvaient réduits à cette extrémité pour avoir voulu défendre la bulle lancée par le Pape contre le roi de Navarre, et qu'à présent, loin de les secourir, comme il l'avait promis, le Pape, plus favorable au roi de Navarre que fidèle à leur cause, prodiguait ses faveurs au duc de Piney. L'empressement avec lequel la Reine d'Angleterre et les princes protestants d'Allemagne aidaient un hérétique faisait donc à leurs yeux un douloureux contraste avec l'abandon où le Pape semblait les laisser.

Cet abandon paraissait évident, et le duc de Mayenne en était persuadé. Qui avait pu arrêter ainsi l'envoi des secours promis par le Saint Père ? il ne le savait pas. Les catholiques avaient-ils donc une autre pensée que de défendre la religion et l'intégrité du royaume ? Le duc de Mayenne adressait ces questions au Souverain Pontife, et, rappelant que le but du roi de Navarre était de bouleverser l'Église et d'établir l'hérésie, il disait avec raison : « Le secours jugé autrefois nécessaire l'est aujourd'hui plus que jamais... Nous avons perdu une bataille, c'est vrai, mais il faut agir sans craindre, comme on l'a dit, la puissance du Roi, tant sont nombreux les gens de bien et les cités qui ne demandent qu'à vivre et à mourir avec nous. » Puis le duc de Mayenne répondait aux accusations portées contre les catholiques de servir la cause de l'étranger ou leur ambition privée. « On dit qu'avec notre fortune grandira celle du roi d'Espagne, dont chacun est jaloux. Mais la Religion doit passer avant toute autre considération. Nous ne voyons en ce monarque qu'un allié pour conserver la Religion et nous sommes reconnaissants de ses services. » N'était-ce point une calomnie de l'accuser, lui Mayenne, d'exploiter les affaires publiques au profit de son intérêt, puisque, prêt à obéir au Pape, il abandonnerait tout si on le lui demandait, sup-

pliant seulement le Souverain Pontife de poursuivre son premier dessein et de les secourir ¹.

Le duc de Mayenne n'était pas le seul à être accusé : le duc de Piney reprochait au Légat lui-même de s'être fait tout espagnol depuis qu'il avait des relations intimes avec l'ambassadeur d'Espagne. « Je ne m'étonne pas de cette accusation, répondait alors le Légat au cardinal de Montalto ², car ce sont procédés ordinaires aux hommes de parti; cependant je m'en émeus. Par la grâce de Dieu, toutes mes actions sont connues dans le royaume, et je me suis au contraire trop tenu sur la réserve vis à vis de cet ambassadeur, puisque je n'ai pas encore été lui rendre visite : je suis demeuré isolé, afin d'éloigner toute ombre de soupçon. Sans doute il est venu souvent chez moi, mais la plupart du temps appelé par les membres du Conseil, en présence desquels il m'a parlé. Comme on fait la guerre avec l'argent du roi d'Espagne, il est impossible de ne pas tenir compte de ses ministres et de ne pas les appeler souvent aux délibérations. Si le duc de Luxembourg avait la prétention d'interdire tout rapport avec les Espagnols, il ferait mieux d'avouer simplement qu'il faut remettre tout de suite le royaume entre les mains du roi de Navarre. » Caetani protestait que son seul désir était de servir Dieu et le Souverain Pontife ; comprenant la nécessité pour le Saint-Père de demeurer neutre entre les partis, il disait qu'il avait évité et qu'il éviterait d'être accusé d'aucune préférence. Illusion commune à tant d'âmes qui se livrent à un parti, et se croient ensuite désintéressées lorsqu'elles agissent suivant une conscience faussée par les idées et les passions de parti.

Cependant la défaite des catholiques avait causé à Rome une impression pénible. La puissance de la Ligue n'était donc pas si bien établie qu'elle ne pût être vaincue et le roi de Navarre n'était donc pas, comme on le disait, réduit à merci ? Les faits ne se trouvaient pas en rapport avec les assertions des Ligueurs, et dès lors on suspectait leur réalité, pour accorder plus de créance aux dires des catholiques rangés autour du roi de Navarre. Aux yeux de Sixte Quint, la France était perdue, et le Pape s'exprimait sur le compte du duc de Mayenne avec une si grande rigueur que

¹ Archives du Vatican *Lettere. . di Francia*, vol. XXVIII, f^o 86. Lettre du 26 mars 1590, de Soissons.

² *Ibid.*, vol. L, p. 313.

M. de Dieu, l'ambassadeur de la Ligue, parlait tout haut de se retirer à Malte. Sixte Quint se plaignait vivement d'un Légat qui, disait-il, dérangeait tous ses plans : il refusait presque de répondre à ses dépêches, et ordonnait de lui en accuser seulement réception ; il pensait même à le rappeler ; mais les cardinaux s'y opposèrent et comblèrent au contraire d'éloges la personne et la conduite de Caetani.

IX

Cependant Caetani mesurait parfaitement les conséquences de la défaite d'Ivry, et voyait avec effroi l'opinion inquiète accepter, désirer et appeler, même publiquement, les Espagnols, un instant auparavant encore suspects et odieux ; car, disait-il tristement, « la guerre ne finira pas, les Espagnols occuperont les places frontières, et ainsi le royaume de France sera réduit en servitude. » Le moment était donc grave, et, effrayé de la responsabilité qui pesait sur lui, Caetani voulut, en rentrant dans les instructions du Pape jusque-là négligées, avoir une entrevue avec un des seigneurs adhérents au Roi. C'était, au moment de son départ de Rome, un des vœux de Sixte Quint, parce que c'était une de ses espérances d'aplanir ainsi les difficultés par une loyale explication. Caetani n'avait jusqu'alors rien fait ; mais, depuis la journée d'Ivry, les conditions étaient modifiées, et cette démarche généreuse qui, deux mois auparavant, eût peut-être gagné les cœurs, pouvait passer aujourd'hui pour une soumission. Cependant une pensée honorable le dirigeait : il prévoyait qu'après son succès Navarre se rendrait maître du cours de la Seine et réduirait Paris à l'extrémité. Pour l'arrêter, il voulait obtenir une suspension d'armes.

Parmi les personnes qui avaient embrassé la cause du Roi, une des plus considérables était assurément le maréchal de Biron : « son grade dans l'armée, et plus encore son expérience militaire, car depuis quarante ans il était capitaine, lui donnaient une des premières positions. » Le Légat, par l'entremise d'un ligueur parent du maréchal qui habitait Paris, envoya à Biron un des brefs destinés à la noblesse, et l'accompagna d'éloges sur sa valeur, spécialement sur les sentiments catholiques qu'il avait toujours manifestés. Le Légat assurait le maréchal que Sa Sainteté avait

conçu de lui la meilleure opinion, et désirait lui témoigner son affection paternelle. Il ajoutait que, s'il avait eu l'occasion de se rencontrer avec lui, il lui aurait exposé le but que s'était proposé le Saint Père en envoyant un Légat en France. Après s'être expliqués et compris tous deux, ils auraient avisé ensemble aux moyens d'assurer la tranquillité du royaume.

Le Roi, dont il fallait obtenir l'agrément, fit d'abord quelque difficulté pour permettre l'entrevue ; mais il l'accorda, afin de saisir l'occasion d'inviter le Légat à sortir de Paris avant l'assaut pour se joindre aux cardinaux de Vendôme et de Lenoncourt. Le maréchal de Biron proposa donc au Légat, s'il voulait bien l'accepter, de venir à Noisy, résidence du cardinal de Gondy, à cinq lieues de Paris, et Caetani accepta, se fiant à Biron qui, « pour quelque intérêt que ce fût, n'avait jamais manqué à sa parole ¹. »

Le lundi 26 mars, le Légat se rendit chez le cardinal, où le maréchal arriva bientôt avec une escorte peu nombreuse, accompagné de quelques seigneurs dont « la tenue et les propos impressionnèrent désagréablement » Caetani ; car il vit en eux « peu de piété, et il lui sembla qu'ils n'étaient catholiques qu'en paroles. » Le Légat acquit du reste cette conviction qu'il serait très difficile de leur faire abandonner le parti du roi de Navarre, puisqu'à leurs yeux c'était une question d'honneur plus encore que d'intérêt. Ils avaient de plus la certitude qu'à la fin ils verraient le triomphe du Roi. Le Légat eut alors avec le maréchal « un entretien en tête à tête, » — chose rare en France, remarque Caetani, — et après lui avoir parlé de ses mérites, de sa gloire militaire et du zèle qu'il avait toujours montré pour la religion, il le bénit de la part du Souverain Pontife, lui adressant les paroles qui pouvaient mieux le disposer à la bienveillance et l'amener au but désiré. « Après ce premier compliment, je lui dis, écrit Caetani, que la vue des malheurs de la France avait causé au Pape une douleur qui compensait bien la joie des prospérités de son Pontificat. Il en avait l'esprit torturé, car il voyait évidemment s'en aller en décadence un royaume qui toujours avait été le plus ferme soutien du siège apostolique. » C'était pour le relever et soutenir la religion que Sixte Quint avait envoyé en France un Légat, comme le coopérateur et l'exécuteur de ses intentions. « Ministre du pape, disait Caetani, ma seule pensée est de défen-

¹ Archives du Vatican, *Lettere... di Francia*, vol. L, p. 289.

dre la religion, d'empêcher la division du royaume et son occupation par des armes étrangères ; » mais Sa Sainteté ne pouvait s'empêcher de gémir en voyant la noblesse de France venir avec tant d'élan se ranger autour d'un prince hérétique. Jusqu'alors il avait, comme un père, excusé, dissimulé, compati, afin de ne pas manquer de bienveillance envers tous les enfants qui reconnaissent le Saint Siège ; mais la mesure était comble, et tandis que le royaume se perdait, le Légat, au nom du Souverain Pontife, venait dire au maréchal et aux principaux membres de la noblesse, que la voie suivie n'était point la bonne, et ne conduisait ni à conserver la religion, ni à sauver l'État. Les relations avec les hérétiques ne pouvaient, sous aucun prétexte, être justifiées, et du moment que les peuples étaient très résolus à ne pas accepter Navarre comme Roi, combattre pour lui, c'était préparer la ruine de la religion et introduire dans le royaume l'étranger, puisque les princes catholiques et surtout le roi d'Espagne étaient résolus à empêcher l'hérésie de se répandre dans leurs États. Or évidemment la guerre serait longue, et le maréchal pouvait juger lui-même combien il faudrait de temps pour arracher toutes les provinces des mains des Espagnols. « J'ajoutai, écrit Caetani, que nul moment n'était plus propice pour quitter le service du roi de Navarre, au lendemain d'une victoire dont tout le monde attribuait le succès au seul Biron : car si la situation des Ligueurs s'améliorait, on dirait toujours qu'en se retirant Biron avait conservé la religion et le royaume ; si au contraire il restait avec le roi de Navarre et que ce roi triomphât, on lui reprocherait d'avoir dans sa vieillesse causé la ruine de la religion et du royaume. » Caetani assura en outre au maréchal que Sa Béatitude, après avoir épuisé la clémence d'un père, n'oublierait pas qu'il était aussi un juge, et si la noblesse contribuait au triomphe des hérétiques, ce serait en tout cas une triste et lamentable victoire, car on y perdrait son âme. Le maréchal, ajouta Caetani, n'avait pas à se retrancher derrière l'espérance de voir le Roi se convertir, car depuis huit mois ce prince avait manifesté des sentiments contraires, et Dieu n'accordait pas la lumière à qui s'engageait en de pareilles voies. Après avoir ainsi parlé au maréchal le plus doucement qu'il lui avait été possible, le Légat conclut en disant que suivre le roi de Navarre, c'était exposer son propre salut et préparer la division du royaume ; le royaume au contraire ne pourrait-il être facilement sauvé, si la noblesse se réunissait autour

du cardinal de Bourbon, et après lui autour d'un prince du sang son légitime successeur ?

Le maréchal avait écouté attentivement. Il remercia d'abord le Légat de l'opinion de Sa Sainteté à son égard et de la bénédiction qu'il lui avait donnée de sa part. « Je l'estime, dit-il, un trésor spirituel, car j'ai toujours fait profession d'être bon catholique. » Aussi le maréchal exposa-t-il longuement les raisons qui avaient amené la noblesse à suivre son roi légitime Henri III. Puis, il affirma le caractère politique de la guerre, encore que l'on se servît du prétexte de la religion, et comment, après le malheureux assassinat du Roi, la noblesse, et à sa tête les maréchaux et officiers de la couronne, crurent devoir adhérer au roi de Navarre, qui était au milieu d'eux, et avait été plusieurs fois déclaré premier Prince du sang. Ce prince avait promis de laisser exercer librement la religion catholique, et il avait tenu sa promesse ; il avait dit encore qu'avant six mois, il voulait être instruit pour se faire catholique ; le terme, il est vrai, était passé ; néanmoins, la noblesse ne s'était pas séparée de lui, parce qu'il était toujours prêt à se laisser instruire, et que les armes des rebelles ne lui avaient pas permis jusqu'ici de penser à autre chose qu'à la défense. Biron représenta que « ce Prince d'un cœur généreux et d'un caractère ennemi de la violence, était résolu à ne pas aller à la messe à coups de bâton, » mais qu'une fois reconnu pour Roi, il aurait alors le temps de penser à sa promesse et d'embrasser la religion. Si le Légat, ajoutait-il, lui avait envoyé un Prélat pour l'exhorter, cette démarche l'eût disposé à se faire catholique. Quant à lui, il lui semblait, comme à la noblesse, pouvoir suivre le Roi en toute sûreté de conscience, puisque d'abord on avait l'espoir de le voir instruit dans la Religion, et qu'ensuite la bienveillance du Souverain Pontife envers le duc de Luxembourg était pour eux une preuve évidente qu'il ne désapprouvait pas la noblesse.

A cet exposé présenté par le maréchal, le Légat répliqua qu'il n'y avait pas à parler du passé sous Henri III, car bien que l'on pût discuter sur le parti qu'alors il y aurait eu à prendre, il ne voulait certes pas condamner la noblesse d'avoir suivi un roi légitime catholique. Mais il fallait bien distinguer ces deux causes d'Henri III et d'Henri de Navarre, car il n'y avait entre elles aucun rapport. Si alors on combattait pour l'État, aujourd'hui on luttait évidemment pour la Religion, puisque le seul

motif d'exclure Navarre était l'hérésie. Suivre Navarre parce qu'il était le premier Prince du sang n'était pas raisonnable, car si la justice plus que la force donne l'autorité, il semblait que le premier appelé à la couronne dût être le cardinal de Bourbon; mais en admettant que Navarre fût le premier par le sang, il ne convenait pas de le nommer Roi, puisque son hérésie, autant que les lois fondamentales du royaume, le rendaient inhabile à l'être. La promesse de laisser la liberté à la religion n'était pas non plus suffisante pour l'accepter, car c'est l'ordinaire artifice des hérétiques de cacher leurs passions et leurs desseins jusqu'au moment où, arrivés au pouvoir, ils se découvrent et ne pensent qu'à exterminer la Religion catholique. N'est-ce point du reste adresser à la noblesse une suprême injure que de croire qu'elle suit le Roi par ce motif seul qu'il daigne permettre l'exercice de la Religion, et qu'il veut bien tolérer dans le royaume cette religion qui, depuis mille et tant d'années, y était souverainement respectée? Dire que la guerre a empêché Navarre de tenir sa promesse de se faire instruire ne peut non plus être admis. Rien, en effet, n'eût été plus facile que de revenir à Dieu et à une religion dont autrefois il avait été bien instruit. Mais lorsqu'il n'y a pas volonté de se convertir, les prétextes ne manquent pas pour différer la conversion, et si on dit qu'il ne veut pas venir à la messe à coups de bâtons, on peut répliquer qu'avec un vrai désir de se repentir on estime glorieux de se laisser vaincre. Prétendre être Roi avant de se faire catholique, c'était renverser tellement l'ordre observé dans ce royaume pendant tant de siècles, qu'il y avait lieu de s'étonner de voir la noblesse condescendre à troubler cet ordre. Quant au dernier point dont le Maréchal avait parlé, savoir l'avantage qui aurait pu résulter de l'envoi d'un Prélat pour exhorter le Roi, Caetani, trop oublieux ici des sentiments du Souverain Pontife, répondit que l'habitude du Siège apostolique n'était pas de solliciter les rênégats et que les malades devaient recourir au médecin. Il conclut donc en disant que, malgré la bienveillance témoignée par le Pape au duc de Luxembourg, il n'était point sûr, en conscience, de suivre le nouveau Roi. Le Pape, en qualité de Père commun des fidèles et afin de ramener doucement la noblesse, avait pu écouter avec bienveillance son représentant, mais on ne pouvait, selon lui, s'appuyer sur ses paternelles démonstrations pour continuer à demeurer opiniâtre.

Le maréchal de Biron ayant alors demandé au Légat s'il croyait que Sa Sainteté accorderait au Roi sa bénédiction si le Roi la lui demandait, Caetani répondit que l'Église ne ferait jamais son sein aux pénitents quand ils donnaient de véritables signes de repentir. On pouvait même espérer rencontrer une clémence d'autant plus grande que Sa Sainteté était, par nature, très bienveillante et très portée à pardonner.

Après plusieurs répliques de part et d'autre, le maréchal, sur le point de se retirer, demanda au Légat quel remède il présentait pour empêcher la ruine de la religion et du royaume. Je n'en vois qu'un, répondit le Légat, qui découvrit ainsi sa pensée, c'est de conclure pour quelques mois une suspension d'armes, et pendant cette trêve de convoquer les États généraux, où toute la noblesse serait présente, pour décider ce qui paraîtrait le plus convenable à tous les ordres. — Le moyen me plaît, répliqua le maréchal ; toutefois, il s'y trouve une grande difficulté, c'est que cette convocation des États ne peut avoir lieu sans l'autorité de Navarre en sa qualité de Roi de France. — Mais c'est justement revenir sur le sujet de la discussion, dit Caetani ; les États ne doivent pas être convoqués par son autorité, puisqu'à cette heure il n'est pas encore le roi légitime de la France. — On convint très amicalement que le maréchal parlerait de ce projet avec des membres de la noblesse, et, sans rompre la négociation commencée, donnerait avis au Légat de ce qui pourrait être tenté dans l'intérêt du Royaume.

Telle fut la conversation du Légat avec le maréchal de Biron ¹. Caetani croyait avoir retiré de cet entretien deux avantages : celui de montrer à la noblesse qu'il n'était pas si inféodé aux Ligueurs qu'il ne désirât se trouver avec leurs adversaires, celui également d'avoir agi en Légat et communiqué les ordres de Sa Sainteté. Le Pape en était moins persuadé. Sixte Quint trouva le moment de l'entrevue fort inopportun, et dans une séance de la Congrégation pour les affaires de France, il blâma son Légat ². Comment, au lendemain de la victoire, Caetani avait-il voulu persuader au maréchal de Biron d'abandonner le Roi déjà aux portes de Paris ? Les arguments employés pour le convaincre

¹ Archives du Vatican, *Francia*, vol. L., p. 289 et une autre, p. 306. Lettre du 28 mars 1590.

² Hübner, *Sixte Quint*, t. III, p. 412. Lettre de Badoer, 5 mai 1590.

n'étaient point du reste bien choisis, et le Légat, disait le Pape, avait manqué de tact, tandis que Biron avait fait preuve de prudence. Puis découvrant la pensée secrète de sa politique, Sixte Quint dit qu'en accueillant le Roi, il ne croirait pas favoriser les hérétiques, mais servir la Religion.

Le maréchal de Biron, dans sa lettre (26 avril) pour remercier le Souverain Pontife du bref qui lui avait été remis par Caetani, écrivit cette phrase ¹ : « Le bien de la Religion dépend plus de la prudence que Votre Sainteté y peut apporter, que de la précipitation avec laquelle ceux qui ne désirent que la ruine de l'État ne craignent de hasarder la Religion par mesme moyen. » C'était viser le Légat et lui donner peu d'espoir. Aussi rien n'aboutit. Et le cardinal de Vendôme, en répétant ² que seule la conversion du prince que Dieu avait donné pour roi à la France assurerait son salut, pouvait ajouter : « les Ligueurs ne triompheront pas. » Cette parole avait son écho à Rome, car le duc de Luxembourg annonçait alors, de cette ville, que le Pape désirait la conversion du Roi, et il ajoutait : « Tous les gens de bien en éprouveront une grande joie, car c'est assurément poser le fondement de la Restauration de la France, c'est mettre le comble aux bienfaits des Papes envers notre pays, c'est le vœu de tous les bons catholiques, dévoués à la Religion et à la patrie. »

Mais, à ces sollicitations des catholiques royalistes, succédaient, dans les conseils du Souverain Pontife, les sollicitations des catholiques de l'Union. Aussi, lorsque le bruit se répandit à Rome et à Paris que le Pape favorisait Henri de Bourbon, ou du moins ne lui était pas opposé, qu'il était question d'envoyer un Légat au roi de Navarre et de rappeler Caetani, l'émotion fut vive. « C'est un schisme qui se prépare, écrivaient au Pape les docteurs de la Sorbonne ; on se demande ce que l'on fait à Rome et s'il faut conserver ou perdre l'espérance d'un secours. Le retard n'est plus possible, car pendant que là bas on délibère, ici on s'apprête à mourir. »

Le peuple de Paris souffrait horriblement de la cherté des vivres, puisque douze baïoques de pain par jour, disait le Légat,

¹ Archives du Vatican, *Lettere . . . di Francia*, vol. XXII, f° 1099. Lettre du 26 avril 1590.

² Archives du Vatican, *Lettere . . . di Francia*, vol. L., p. 319. Lettre du 31 mars 1590 au Pape, vol. XXV, p. 285. Lettre du 6 avril 1590 au cardinal Montalto. A la p. 291, il y a une lettre du cardinal au duc de Luxembourg.

ne suffisaient pas pour acheter de quoi nourrir une personne. Le petit baril de vin se vendait quarante écus d'or, la viande de vache deux jules la livre. Et ce qui était pis, c'est que la surveillance du cours de la Seine empêchait tout ravitaillement. « La famine augmentera donc, continuait le Légat, et il faudra, ou mourir de faim, ou nécessairement se rendre à Navarre ¹. »

Sixte Quint, l'âme navrée au récit de ces souffrances, adressait alors au Légat la permission de vendre les vases sacrés des églises pour subvenir aux besoins du peuple; puis il encourageait les catholiques à demeurer fermes dans leur foi, comme il l'écrivait au Parlement d'Aix ², au vice légat d'Avignon ³, au comte de Carces, sénéchal de Provence ⁴, aux consuls de Marseille ⁵ et d'Arles ⁶, en accédant à leurs demandes de prendre leur ville sous la protection du Saint Siège, car « il ressentait la plus vive douleur du misérable état où elles étaient réduites et aurait voulu soulager leurs maux. » Mais, comme Sixte Quint ne pouvait se méprendre sur l'issue de la lutte et sur le seul moyen de la terminer, qui était la conversion du roi de Navarre, il s'en prenait à Caetani du peu de succès de sa Légation. Le Patriarche d'Alexandrie avait été assez mal mené par le Pape à son audience d'arrivée, et Sixte Quint avait refusé net d'envoyer de l'argent; avant de faire partir des troupes, il voulait attendre de nouveaux avis. Le Patriarche ne put obtenir, sur la question du rappel, aucune décision, et les lettres si pressantes du Légat ne firent point sortir Sixte Quint de son silence. Aussi Honoré Caetani, avec assez de dépit, écrivait de Rome le 4 mai : « Ici on juge les choses *ab eventu*, et tout procède de la résolution qui a été prise de conserver et de ne rien dépenser. »

Villeroy, avec son coup d'œil exercé aux affaires, alla trouver à Noisy du Plessis-Mornay, afin d'aviser aux moyens de préparer un accord. Mais Villeroy s'étant efforcé de démontrer à son interlocuteur que la conversion du Roi au catholicisme était le

¹ Archives du Vatican, *Lettere di Francia*, t. XXVII, f° 357. Lettre du 26 avril 1500.

² Archives du Vatican, *Regest. Sixti V*, an. V, ep. 29, 10 avril 1500.

³ Archives du Vatican *Regestum Sixti V*, an. VI, ep. 30 et 46.

⁴ *Ibid.*, Ep. 28, 17 avril 1500. Une lettre du comte de Carces demandant du secours, est dans *Lettere dello Nunzio di Francia*, vol. XXII, p. 1049.

⁵ *Reg. Sixti V*, an. VI, ep. 26-47.

⁶ *Ibid.*, ep. 27.

seul moyen d'obtenir la paix, du Plessis-Mornay lui répondit que son maître ne se ferait jamais catholique, mais permettrait volontiers à chacun de vivre dans sa religion. Mornay insista sur ce point qu'Henri IV, avant de se faire instruire, voulait auparavant être reconnu comme roi de France; cependant, dit-il, si le duc de Mayenne s'engageait à reconnaître le Roi une fois qu'il serait catholique, celui-ci prendrait immédiatement la résolution de le devenir, et il offrit d'en conférer avec le prince. Le duc de Mayenne accepta en principe « afin, écrivait-il à Mendoza ¹, de ralentir les efforts du Roi contre Paris. »

Caetani eut aussi, quelques jours après, des rapports avec le duc de Longueville par l'entremise d'un secrétaire du duc ². Le secrétaire avoua au Légat que le duc connaissait les périls où son âme pouvait être engagée, mais il attendait encore pour quitter le parti du Roi, car plusieurs lettres venues de Rome affirmaient, comme une chose indubitable, que le Pape donnerait l'absolution au roi de Navarre et le réhabiliterait pour monter sur le trône. Le Légat, fidèle cette fois aux instructions pontificales, ne brisa pas et se contenta de faire répondre au duc de Longueville que pour le moment il l'excusait. Mais, reprenait le Légat dans une dépêche au cardinal de Montalto : « il faut que le pape se déclare. » Toutefois il prévoyait, mais cependant sans y croire, la possibilité d'une trêve, et comme il lui paraissait peu convenable pour la dignité du Saint-Siège que cette trêve avec l'hérétique fût conclue en présence d'un Légat, Caetani parlait déjà de se retirer à Amiens, place sûre, voisine de la Flandre, où il pourrait se rendre sans danger, parce que tout le pays à traverser était dévoué à l'Union. Il voulait auparavant connaître la réponse faite par Biron à ses ouvertures, et, « sans espoir de réussir » il lui envoya l'évêque de Ceneda, monseigneur Mocenigo. Ce prélat, adjoint à la légation pour ainsi dire malgré Caetani, lui inspirait peu de confiance, a-t-il écrit depuis dans une dépêche empreinte visiblement d'un ton d'aigreur; s'il l'avait choisi, c'était seulement pour contenter ce prélat, qui se plaignait continuellement de ne jamais être employé. Caetani lui donna par écrit des ins-

¹ J. de Croze, *Les Guise et les Valois*, t. II, p. 406.

² Archives du Vatican, *Lettere... di Francia*, vol. XXVII, p. 360. Lettre du 4 mai.

tructions qui prescrivaient à l'évêque d'agir avec réserve et prudence ¹.

Le maréchal de Biron, autorisé par le Roi, accepta l'entrevue avec l'évêque, et le lieu du rendez-vous fut fixé à Provins. Ici commence la série des bévues où, selon l'expression de Caetani, l'évêque, agissant par pure ambition, se laissa entraîner. Ne trouvant pas Biron au lieu du rendez-vous, l'évêque se rendit à son camp de Bray-sur-Seine, sans réfléchir à la présence du Roi dans cette ville (27 avril), alors que le Légat lui avait ordonné d'attendre le maréchal à Provins. Puis, au lieu de remplir sa mission avec énergie et d'une manière honorable, continuait Caetani, l'évêque, « par vanité et ambition, flatta servilement le maréchal et la noblesse, » et comblant d'éloges le roi de Navarre, ne pensa qu'à déclarer hautement que si le prince se faisait catholique il serait immédiatement roi de France. « Je lui avais pourtant dit, observait Caetani, que cette question était entièrement réservée au Saint-Père. » Alors, accumulant faute sur faute, — c'est toujours Caetani qui parle, — monseigneur de Ceneda dit la messe devant tous les seigneurs, sans réfléchir qu'on devait les tenir pour excommuniés, ou du moins qu'on ne devait pas, par la célébration de cette messe, leur donner l'assurance de ne l'être pas. Il était de son devoir de s'en abstenir, afin de les laisser du moins dans le doute et la crainte.

Le Légat resta fort inquiet de la manière dont la mission de l'évêque de Ceneda serait jugée à Rome; à Paris, elle fit naître « des soupçons inimaginables ; » mais Caetani avait confiance, et disait que personne ne croirait qu'il se fût humilié devant Navarre au point de le faire inviter et exhorter.

Les docteurs de Sorbonne ne se seraient pas non plus adressés au Roi, car, ravis de « l'éloquence étonnante » de l'évêque d'Asti, ils se plaignaient de ne pas voir le Pape lancer l'excommunication contre Henri de Bourbon et ses partisans : « Les politiques, disaient-ils, persuadaient au peuple que le Pape était pour lui, ou du moins n'était pas son adversaire, puisqu'il avait envoyé un Légat sans pouvoir, sans argent, infecté de ce politicisme qui est bien la doctrine la plus pestilentielle de ce siècle. » Les docteurs se plaignaient encore et de la réception bienveil-

¹ Caringi les a publiées dans la *Revue du Monde catholique*, 10 oct. 1867, p. 514. Lettre du 23 avril 1590.

lante faite par le Pape au duc de Luxembourg, « cet ennemi acharné des catholiques, » et du bruit répandu de l'envoi d'un Légat au roi de Navarre. On recevait en outre d'Italie l'assurance qu'en vain on attendait du Pape un secours d'hommes et d'argent, qu'à Rome on n'agissait pas sincèrement et loyalement, en sorte qu'un schisme était imminent. « Au milieu de ces bruits, disaient les docteurs, la lutte est difficile, et en tout cas elle est bien pénible. » Ils préparaient donc des articles qu'ils devaient d'abord envoyer au Pape, et publier ensuite, afin de les faire connaître par toute la France. Les articles furent publiés le 7 mai ¹. Les Français, y lisait-on, étaient obligés en conscience d'empêcher un roi hérétique de parvenir au trône : et on promettait à ceux qui s'opposeraient à cet hérétique de remporter comme défenseurs de la foi la palme des martyrs.

Tout le monde ne fut pas de cet avis, car, dès le 15 mai, il y eut appel au Saint Siège contre les propositions de la Sorbonne, et on demanda une sévère punition de leurs auteurs. Un mémoire ² exposa que ces articles tendaient à « soulever des tempêtes, à ouvrir un schisme, et devaient apporter à la chrétienté plus de tort que ne pouvaient en faire les armes impies du roi de Navarre. »

L'appel fut reçu ; le Pape ordonna au recteur de la Faculté de Théologie de se présenter sous trois mois en cour de Rome afin qu'il en fût ordonné ³, et comme le cardinal de Sens prit la défense de la Sorbonne, le Pape lui défendit de paraître aux consistoires, ce qui causa un assez grand émoi ⁴.

Cependant les cardinaux de l'Inquisition tâchèrent de gagner du temps dans l'espoir, disait Olivarès, de faire comprendre au Pape les inconvénients de l'ordre qu'il les avait chargés d'expédier au recteur de la faculté.

Henri IV s'apprêtait du reste à donner la réplique aux arrêts de la Sorbonne, en attaquant, le 12 mai, les faubourgs de Paris du

¹ *Mémoires de la Ligue*, t. IV, p. 264.

² Archives du Vatican, *Francia*, vol. XII, p. 339. Lettre datée de Rome, 15 mai 1590.

³ Archives du Vatican, *Regest. Sixti V*, an. V, ep. 64, 21 juin 1590.

⁴ Hübner, *Sixte Quint*, t. III, p. 455. Lettre d'Olivarès à Philippe II, 19 juin. Le Pape avait ordonné au Légat de défendre aux Prédicateurs de ne rien publier et dire contre Henri III, et par l'entremise du duc de Montmorency il envoyait à la reine Louise, veuve de ce Prince, un bref de consolation.

côté de Saint-Denis et de Saint-Martin ; mais, après un combat de quatre heures, pendant lequel le cardinal, « se comportant en général plus qu'en soldat, » parcourut la ville en voiture pour encourager les habitants à se défendre, les troupes furent repoussées. « Je m'assure, très Saint Père, écrivait le duc de Nemours, que Votre Sainteté recevra beaucoup de contentement de ce beau succès, auquel aussi participent tous les gens de bien par deçà. »

Le Légat était donc tout entier à la résistance, lorsqu'il reçut les lettres écrites par le cardinal de Montalto, en date du 24 mars et du 4 avril. Elles augmentèrent sa douleur, car elles ne lui donnaient aucune espérance, ou « de représenter dignement le Saint Siège à Paris, » ou d'obtenir son rappel. Caetani eut une nouvelle mortification. Les Capponi, négociants - banquiers établis à Lyon, lui annonçaient en effet que les Pinelli, par commandement de Sa Sainteté, avaient retiré l'ordre de lui payer les cinquante mille écus qui restaient disponibles sur le crédit affecté à la Légation. « Il convenait donc, écrivait Caetani avec une certaine amertume, que cette décision me fût signifiée par ces marchands ! J'avoue à Votre Seigneurie Illustrissime que j'aurais désiré l'apprendre par une de vos lettres, particulière et secrète, afin de ne pas m'enlever complètement l'autorité, et ne pas achever de me faire couvrir de honte devant ces peuples. Mais puisqu'il a plu à Votre Sainteté d'agir ainsi, ajoutait-il, je dois l'en remercier, parce qu'elle m'a délivré du continuel martyre que j'endurais au sujet de cet argent. » Puis, comme peu de jours auparavant il avait prêté six mille écus à la ville de Paris pour payer les troupes et acheter des provisions, il offrit de prendre cette somme à sa charge, et de joindre cette dette à celle de la maison Caetani. Avec un accent de découragement, il ajouta : « Si le Pape n'a pas l'intention d'envoyer du secours, je lui demande de nouveau, comme un grand bienfait, de me révoquer de ma charge, car, s'il m'ordonnait de rester, il pourrait arriver, ou que le royaume pérît sous mes yeux, ou que l'armée espagnole remportât quelque victoire sur Navarre, double honte pour le nom de Sa Sainteté que je ne pourrais supporter. Souvent j'ai dit qu'il fallait employer les armes spirituelles en même temps que les temporelles ; mille fois j'ai inculqué ces choses à Votre Seigneurie (il parlait à Montalto) ; mais la nécessité me pousse à les répéter : j'espère que ce sera la dernière fois, car d'abord je suis résolu à ne plus vous fatiguer de ces propos, et ensuite

j'ai confiance que si Sa Sainteté ne veut point envoyer de secours, elle daignera au moins m'accorder la permission de m'en aller, pour ne pas achever la totale ruine d'une maison que Sa Sainteté a comblée de bienfaits ¹. »

Après ces paroles, jetées comme la suprême expression de sa pensée, Caetani put croire sa mission terminée. Sixte Quint était résolu à ne pas s'avancer, et il justifiait sa réserve en disant que l'inimitié entre les Bourbons et les Guises n'était nullement motivée par des questions de religion. Il était décidé à ne pas permettre à ses troupes d'aider ostensiblement la Ligue et le duc de Mayenne ². Leur tâche devait être seulement de contribuer à établir en France un roi catholique. Le peu de satisfaction que lui donnait la conduite du Légat et du duc de Mayenne l'avait empêché de prêter jusqu'ici un secours à la France, et il pensait qu'il y avait danger à censurer les catholiques groupés autour du roi de Navarre, car on pouvait les pousser au désespoir ³.

Sans doute Sixte Quint défendait son Légat contre les accusations, portées contre lui par le duc de Luxembourg, d'être dévoué à la couronne d'Espagne ⁴; et si le sacré collège était unanime pour dire que la présence de Caetani en France « était nécessaire pour encourager les catholiques ⁵, » le pape, tout en se plaignant de ses démarches, parlait de lui avec affection. « A Rome, chacun parle, écrit ou invente selon ses passions, écrivait l'ambassadeur vénitien Badoer; mais la vérité est que le Pape veut attendre ⁶. »

Les Espagnols en étaient désolés : « Ce qui est bien fâcheux, écrivait le duc de Sessa, c'est de voir Sa Sainteté assez aveuglée pour croire qu'elle doit ménager les catholiques qui suivent le Roi et leur donner son appui moral. » Sixte Quint, en effet, le déclarait à Badoer : il n'entendait pas exclure le roi de Navarre, car, s'il se faisait catholique, il serait certainement élu roi par la nation, et alors personne ne pourrait plus rien dire contre lui ⁷.

¹ Archives du Vatican, *Lettere del Nunzio*, vol. XXV, p. 541. Lettre du 14 mai 1590.

² Hübner, *Sixte Quint*, t. III, p. 457. Lettre du duc de Sessa, 30 juin 1590.

³ *Ibid.*

⁴ Caringi, *Revue du Monde catholique*, 25 février 1868, p. 786.

⁵ *Ibid.*, p. 786.

⁶ Hübner, *Sixte Quint*, t. III, p. 426.

⁷ Hübner, *Sixte Quint*, t. III, p. 491, 28 juillet.

Telle était bien la pensée du Pape et son espérance : il ne voulait pas accepter un roi hérétique ; mais, à la vue des catholiques divisés, il entendait soutenir ceux de la Ligue, assez pour forcer les catholiques autour du Roi à hâter la conversion du Prince, pas trop pour les irriter.

Le Pape songeait même à envoyer Mgr Serafini aux princes du sang, et Mgr Borghese aux villes de la Ligue : il déclara sa double intention dans la Congrégation de France, et le Cardinal de Santa Severina ayant dit qu'il ne donnerait jamais son assentiment à l'envoi d'un délégué du Pape au camp des hérétiques, il s'en suivit des paroles très vives entre Sixte Quint et le cardinal.

Pendant qu'à Rome la politique du Souverain Pontife était une politique expectante, et par conséquent hésitante vis-à-vis du roi de Navarre, les Navarristes, comme on les appelait, cherchaient à précipiter la crise. Le marquis de Pisany était venu le 7 juillet, sur l'invitation du Légat, le trouver au faubourg Saint-Germain. « Avant de se convertir, disait Pisany, le Roi doit être maître de Paris, » et il pria le Légat de faciliter la reddition de la capitale ; mais Caetani répondait par un refus. Le 16 juillet, le Roi adressa aux habitants de Paris un manifeste, où il renouvela sa promesse de conserver la Religion catholique, et demanda une entrevue avec quelques habitants pour leur expliquer sa conduite.

Les paroles du Prince devaient trouver à Paris un immense écho. Les Navarristes comprirent que le moment était favorable pour leur cause, et cherchèrent à déterminer un mouvement parmi le peuple : ils parcoururent les rues en criant : « Du pain ou la paix ! que notre roi vienne nous délivrer ! la paix, la paix ! »

Le 20 juillet, Henri IV somma le duc de Nemours, gouverneur de Paris, de le reconnaître pour Roi ; mais Nemours lui répondit que, « s'il était son serviteur, il était encore plus celui de la religion et de la foi, » et il le pressa de se convertir, « afin que Paris lui ouvrit ses portes. » Mais Henri voulait arriver en maître, et le 25 juillet il fit donner un assaut général qui lui livra les faubourgs. Les échevins firent alors un vœu à Notre-Dame de Lorette pour obtenir la délivrance de la ville, et, le 2 août, en une assemblée générale à l'Hôtel de ville, la nécessité de traiter avec le vainqueur fut reconnue. Trois théologiens, consultés par le Légat, décidèrent que l'on pouvait se rendre à un prince hérétique, si

on y était contraint par la famine. L'archevêque de Lyon et l'évêque de Paris « furent donc requis de se transporter vers le Roi pour le supplier de mettre le royaume en paix. » Le 6 août, les deux prélats se rendirent près du monarque à l'abbaye Saint-Antoine : la discussion s'ouvrit, et le Roi, pour précipiter le mouvement en sa faveur, adressa le 11 août une nouvelle déclaration aux habitants : il entendait, disait-il, conserver la religion catholique, apostolique et romaine ; il la prenait sous sa protection, ainsi que « les bourgeois, manans et habitants, » et promettait l'amnistie du passé. Un complot, tramé par les Politiques pour forcer les Ligueurs à se soumettre au Roi, fut découvert, et ses auteurs furent décapités ou exilés. Cependant il semblait que l'issue de la crise fût proche, et que le Roi arriverait, comme il le désirait, en vainqueur, lorsque la présence du duc de Parme vint changer l'état des choses.

Le 17 août, le duc, venu des Flandres, était à Soissons ; il était le 23 à Meaux. Le Roi quitta alors les abords de Paris pour offrir la bataille ; mais le duc, en habile tacticien, sut l'éviter, et profitant du départ du Roi, put faire entrer dans la capitale des vivres pour un mois (31 août).

Au même moment, Sixte Quint venait de rendre l'âme, emporté par les fièvres, si meurtrières sous le ciel romain (27 août 1590).

La nouvelle de la mort du Pape parvint au Légat le 14 septembre, avec la lettre du Sacré Collège qui le rappelait à Rome pour concourir à l'élection du Souverain Pontife. Dix jours, après Caetani quitta Paris (24 septembre). Sa mission en France était terminée.

X

J'ajouterai seulement quelques mots : ils me serviront de résumé et de conclusion.

Les dix années qui se sont écoulées entre 1585 et 1595 peuvent être mises au nombre des plus agitées de notre histoire. Au milieu de guerres civiles, de complots ou d'intrigues, de combats et de crimes, de sentiments chevaleresques, patriotiques et d'ambitions égoïstes, deux idées reviennent toujours dans les

événements, et, vues à distance surtout, grandissent et dominent cette époque : l'idée monarchique et l'idée catholique.

Leur séparation, leur lutte, leur réunion, voilà l'histoire de ces dix années.

D'abord les catholiques, groupés en Union ou Ligue, s'éloignent du Roi, parce qu'ils jugent le Roi trop favorable aux protestants et pas assez dévoué aux catholiques ; ils le circonviennent dans les conférences qui précèdent le traité de Nemours, ils lui arrachent violemment le pouvoir à la journée des Barricades, et légalement aux États de Blois. Le Roi, ulcéré, se venge par un double assassinat, et tombe lui-même six mois après sous les coups d'un fanatique.

A la mort d'Henri III, l'idée catholique se sépare plus complètement de l'idée monarchique : ce que l'on redoutait seulement arrive réellement, et les Ligueurs refusent de reconnaître un roi protestant. Henri IV promet de se convertir, et par cette promesse unit les royalistes à sa fortune. Il dit aux Ligueurs : « Reconnaissez-moi, soumettez-vous et je me ferai catholique ; » mais les Ligueurs lui répondent : « Convertissez-vous, soumettez-vous au Pape qui vous a excommunié, déclaré indigne de porter la couronne à cause de votre hérésie, et nous pourrions alors vous reconnaître. » Les Ligueurs abandonnaient la tradition monarchique qui appelait au trône le premier des Princes du sang ; les royalistes repoussaient la tradition catholique qui voulait sur ce trône un fils de l'Église.

Le regard pénétrant de Sixte Quint reconnut alors qu'après trente ans de luttes, l'heure des inévitables transactions, de l'amalgame politique et du mélange dont parle M. de Maistre ¹, pouvait être près de sonner. Sixte Quint envoya en France, en qualité de Légat, le Cardinal Caetani : Caetani devait, selon ses instructions, encourager les Ligueurs, ménager les royalistes, apaiser les dissensions, être un messenger de paix, et surtout ne devenir l'homme d'aucun parti. A peine arrivé en France, il se donna au contraire tout entier aux Ligueurs, adopta leurs passions, et s'il releva leur courage ; si, quoiqu'on en ait dit, il s'op-

¹ « Jamais aucune constitution ne s'est formée, jamais aucun amalgame politique n'a pu s'opérer autrement que par le mélange de différents éléments qui, s'étant d'abord choqués, ont fini par se pénétrer et se tranquilliser. » *Du Pape*, liv. II, ch. VII, art. 2.

posa aux Espagnols, il fut roide avec les royalistes, blâma leur conduite, et les éloigna du Saint-Siège. Mais on remarque alors que les paroles du Légat à Paris ne sont point toujours d'accord avec les paroles du Pape à Rome.

La solution désirée, la transaction nécessaire, se trouva cependant éloignée, et la légation de Caetani reste dans l'histoire comme une grande tentative, malheureusement avortée, pour pacifier le royaume de France en lui donnant un Roi catholique. Chaque parti, au lieu de reconnaître la vérité qu'il avait méconnue, écouta ses passions, et voulut les satisfaire.

Cependant, le roi protestant ne triomphe pas et les Ligueurs ne sont pas victorieux.

Les Ligueurs, restés au fond de l'âme si patriotes et si français, ne peuvent se maintenir qu'avec l'appui de l'Espagne. Devant le dévouement des Ligueurs à la Religion, les efforts du Prince pour arriver au trône sont impuissants : en vain il invoque son droit monarchique et exprime des sentiments de père, en vain il attend que la France éperdue vienne se jeter à ses pieds et lui crier merci. Paris aime mieux souffrir de la plus horrible famine ; la France résiste ; elle est prête à mourir pour sa foi, plutôt que d'accepter un Roi protestant.

Mais la pensée de Sixte Quint survit : la nécessité l'impose à la France épuisée et déjà convoitée comme une proie par l'étranger. Les partis, jusque-là irréconciliables, font les concessions que réclament la justice et la vérité. Les Ligueurs reconnaissent la puissance du droit monarchique et acceptent l'ainé des héritiers de saint Louis ; les royalistes reconnaissent qu'ils ne peuvent braver l'ardeur des sentiments catholiques de tout un peuple, et ils abaissent leurs épées ; le Roi reconnaît son erreur, et, nouveau Clovis, confessant la foi si chère à la nation, courbe son front au seuil de Saint-Denis. Voilà la suite de l'histoire.

Mais, ne l'oublions pas, Sixte Quint avait compris que la France avait enfin besoin de repos ; — que les Ligueurs ne pouvaient le lui donner ; — que, pour l'assurer, comme pour sauver son territoire, il fallait un Roi catholique ; — que ce Roi pouvait et devait être Henri de Navarre, l'excommunié, dont il fallait briser l'obstination en soutenant l'énergie des catholiques, mais aussi préparer la conversion en montrant quelque condescendance pour les royalistes. Lorsqu'il s'agit de la vérité absolue, de la foi, le Pape la proclame, il la défend, il ne permet au Prince aucune

transaction qui puisse amoindrir le siège apostolique ; mais, en face de vérités relatives et contingentes, le Pape accueille les évêques et les ambassadeurs des royalistes, il ménage leurs capitaines, il retient ses Légats, il tempère enfin pour désarmer les haines et gagner les cœurs. Sixte Quint a donc reconnu et préparé la solution qui, trois ans plus tard, devait sauver la France. Ce fut le mérite de ce grand Pape et ce fut son honneur.

HENRI DE L'ÉPINOIS.

POLEMIQUE

LE PAPE ALEXANDRE VI

I

LETTRE DU R. P. LEONETTI.

A Monsieur le Directeur de la *Revue des questions historiques*.

Monsieur le Directeur,

Je regrette que des circonstances indépendantes de ma volonté m'aient empêché de répondre plus tôt à la mercuriale qu'a valu à l'*Univers* l'appréciation bienveillante que ce journal a bien voulu faire de mes études sur Alexandre VI.

Certes, j'étais presque certain que ces études soulèveraient de grandes, de nombreuses contestations ; aussi, vous l'avouerez-je ? quel n'a pas été mon étonnement de voir que, parmi tant de journaux et un aussi grand nombre de revues autorisées qui ont parlé, deux seulement, au moins que je sache, ont blâmé en tout ou en partie mon ouvrage : une Revue de Modène et la *Revue des questions historiques* ? Deux revues, sans nul doute, rédigées par des auteurs aussi sérieux que respectables, mais qui me semblent avoir un peu oublié leurs qualités en ce qui me concerne.

Je n'ai pas cru devoir répondre à l'illustre censeur modenais ; car bon nombre d'auteurs italiens, non moins illustres que M. Veratti, ont répondu à ses censures très souvent sarcastiques d'une manière aussi victorieuse que remarquable ; et pour ne point m'attarder ici à citer tous ces auteurs, qu'il me suffise de nommer l'illustre Prévot

D. Ferdinand Appollonius, du *Veneto Cattolico*, qui a si dignement fait justice des censures injustes de la Revue de Modène.

Si après avoir gardé un silence que je m'étais imposé, je me décide maintenant à rentrer en lice, ce n'est point que, de l'autre côté des Alpes, il ne se soit trouvé des auteurs, des publicistes aussi savants qu'impartiaux pour défendre ce que je crois être la vérité sur Alexandre VI ; mais c'est uniquement parce que l'auteur de la *Revue des questions historiques* n'est point « le premier venu, » et que les censures par trop acerbes que M. de l'Épinois m'a fait l'honneur de m'adresser ont été publiées dans un pays où mes études sur Alexandre VI ne sont point suffisamment connues, et où, par conséquent, ces censures peuvent fourvoyer sérieusement l'opinion publique sur la thèse que je défends.

J'ai fait imprimer en gros caractères dans la préface de mes études, que, devant parler d'Alexandre VI, j'aurais à apporter des documents, et des documents contemporains. Documents presque tous tirés des œuvres, des publications d'adversaires, et par conséquent devant faire foi, au moins pour la partie favorable à la thèse que je défendais ; sans qu'il fût nécessaire de se préoccuper outre mesure de leur authenticité et intégrité, n'étant certes point présumable qu'ils aient pu mentir en faveur d'Alexandre VI, qu'ils attaquaient. De plus, je disais, que, pour les documents contraires, après les avoir soigneusement examinés et comparés avec d'autres documents, on devait les juger, non point d'après l'opinion des auteurs, mais d'après la valeur des autorités avancées par eux ; et qu'on devait préférer, comme le commande toute bonne critique, l'authenticité et l'intégrité des écrits étant d'ailleurs certaine, parmi les nombreuses autorités, celles qui étaient le mieux à même d'être renseignées, les plus sages enfin et les plus exemptes de préjugés aussi bien que de passions. De plus, toute parité conservée, les contemporaines doivent passer avant la postérité ; car tout le monde connaît l'adage : *Pluris est oculatus testis qui vidit, quam auriti decem*. Je disais encore, dans le dernier chapitre, que d'après le jugement nullement suspect de M. Grégorovius, les témoins de Rome seuls pouvaient avoir une valeur réelle ; or, d'après cet historien, ni Guicciardini, ni Pontano, ni Sanazzaro, ni d'autres auteurs qui ont écrit hors de Rome et postérieurement aux faits en question, ne pouvaient être des témoins autorisés dans cette cause. Le seul historien présent à Rome et aux faits, toujours d'après Grégorovius, est Burkard, soutenu après lui par l'Infessura, par les relations des ambassadeurs de Venise, par les dépêches de bon nombre de hauts personnages, dont il dit avoir fait son butin.

La question étant ainsi posée, sans négliger soiemment amis ou ennemis, je me suis empressé de produire tous les témoignages que

j'ai pu recueillir, sans nullement me préoccuper de chercher à canoniser, comme quelques-uns ont trouvé plaisant de me l'attribuer, Alexandre VI ; mais au moins de le laver d'une, et ne fût-ce que d'une seule, des nombreuses et traditionnelles infamies dont on le charge ; en rejetant ou diminuant de beaucoup les autorités acceptées par Grégorovius. Il me semble, comme il semblera à tous ceux qui m'ont lu sans préjugés, que ce Pontife, tenant compte bien entendu, des temps, des personnes et des témoignages contemporains, est bien loin d'être un homme avare, impie et cruel. D'où j'ai pu légitimement déduire que les nombreuses infamies si effrontément inventées, propagées, et crues avec tant de légèreté, sur l'élection et principalement sur la mort de ce Pape, pouvaient fort bien avoir été répandues avec la même légèreté et sans plus de fondement sur les mœurs et sur la vie intime de ce Souverain Pontife. J'avais soin de faire remarquer au lecteur, que, si les infamies se rapportant à la vie privée d'Alexandre VI, ne pouvaient être réfutées par des documents aussi pleins de clarté que ceux avancés contre les infamies de la vie publique, on ne pouvait cependant point accepter historiquement, comme cela avait été fait pendant plus de quatre siècles, ces infamies, sans résoudre auparavant les nombreuses et très graves contradictions dans lesquelles sont nécessairement tombés tous ceux qui ont accepté à la légère ces turpitudes.

Je disais, en dernier lieu, que je ne me vantais point de présenter au public un homme immaculé ; mais que je me contentais de lui présenter mes études sur les écrits et sur les auteurs très connus du siècle d'Alexandre et du nôtre. Or, pour répudier la substance des faits, il ne suffirait point de rejeter quelque-une de mes déductions ; mais il faudrait encore *prouver la falsification des documents allégués par les adversaires eux-mêmes ; ou tout au moins, en présenter de nouveaux, de plus importants et pour le nombre et pour leur valeur intrinsèque*. Tous ceux qui m'ont lu, même les plus difficiles, en suivant ces principes, ont été très satisfaits, et ils ont tout au plus manifesté le désir que je leur présentasse un plus grand nombre de documents pour tout ce qui se rapportait à la vie privée.

Lorsque j'eus l'honneur de déposer aux pieds du Pontife régnant la première copie de mon ouvrage, Sa Sainteté me pria de lui dire de vive voix les parties essentielles de mon travail. Je lui répondis simplement qu'Alexandre VI me semblait avoir été un pape dont toutes les actions ont été excellentes, et que le fait de la paternité qu'on lui imputait avec tant de légèreté, mais qu'on ne prouvait nullement, était tout autre que chose certaine. A ces déclarations et à la crainte que je lui manifestais de ce que mon infériorité pût nuire au mérite d'une question si difficile, le Souverain Pontife Léon XIII, en continuant de

m'encourager, me demanda de nouveau si sa bénédiction et ses félicitations les plus sincères me suffiraient. Je m'empressai de répondre à Sa Sainteté, comme de juste, que la première m'était plus que suffisante; mais ce grand Pontife ajouta qu'il m'accordait volontiers et avec plaisir et les unes et l'autre. Ce fut pour moi un grand bonheur, et je crus avoir remporté, ce jour, le plus haut prix qu'une âme croyante pût désirer sur cette terre : souhaitant que le Prince des Apôtres, à qui je dédiais publiquement mes études, daignât les agréer comme venait de le faire son digne et vénéré successeur.

Ainsi étant soutenu et encouragé par des auteurs aussi illustres que savants et par le Souverain Pontife lui-même, chacun comprendra quelle a été ma surprise en apprenant qu'une voix s'était élevée contre mes études en France, et qui ne craignait point de déclarer solennellement que mes assertions étaient : « des assertions émises témérairement — car la science ne peut les accepter — qui engageaient les écrivains catholiques dans une voie périlleuse, puisqu'on pouvait ou les accuser d'ignorance, ou incriminer leur loyauté. Il y avait donc une question d'érudition à revendiquer pour les catholiques ; il y avait surtout à dégager une question de bonne foi et d'honneur. C'est pourquoi j'ai parlé ; » et la voix de mon illustre censeur se dit « suffisamment autorisée à parler, car en présence des thèses soutenues et des affirmations produites, le silence serait devenu une complicité. » Mon illustre censeur terminait par ce cri : *Or les catholiques ne peuvent ici être complices !*

En lisant des conclusions si précises et surtout si absolues, je me suis écrié : malheur à moi, qui ai provoqué les protestations catholiques d'un homme considérable ! malheur à tous les catholiques si cette autorité suffisante et dont j'ignorais complètement l'existence, n'était point venu rétablir la vérité ! car tous auraient été « complices » de mon engagement erroné contre « la bonne foi et l'honneur de leur loyauté ; » dommage malheureusement inaperçu à Rome et ailleurs, mais heureusement découvert en France !

Je me suis trouvé, comme tout le monde le comprendra, très mortifié d'avoir ainsi pu compromettre la bonne foi et l'honneur catholiques. De plus, ayant été avisé que l'illustre censeur « avait exhibé des documents inédits, tirés des Archives privées du duc d'Ossuna et de l'Infantado, héritier des biens et des titres des Borgia, en Espagne, » archives dont on m'a menacé tant de fois, et dans lesquelles on me disait être renfermés comme dans un arsenal des documents irréfutables prouvant les infamies déjà si connues, je m'attendais par conséquent à me voir opposer des documents irréfutables, surtout pour ce qui concerne la vie privée d'Alexandre. Quel n'a donc pas été mon étonnement en lisant et relisant l'interminable article de la *Revue des*

questions historiques, de trouver un seul document nouveau ayant rapport à la vie intime, qui a été tiré des archives susmentionnées ! Il semble, il est vrai, corroboré par deux autres pièces, mais qui ne forment de fait qu'un seul et même document. Il s'agit d'un Bref de Sixte IV : *Dilecto Filio Cesari de Borgia*, qui est déclaré *De Episcopo Cardinali genitus et conjugata... in sexto ætatis anno constitutus* ; et le Pape le relève cependant de l'irrégularité de sa naissance, afin de le rendre habile à recevoir les ordres mineurs, à peine aura-t-il atteint sa septième année, *quam primum septimum ætatis annum attigeris... Datum Romæ, apud sanctum Petrum, anno incarnat. Domini 1480, kalendis Octobris Pont. nostri anno X* ; bref qui, comme cela a été dit, doit être confronté avec un autre bref du pape Innocent, et avec un autre, qui est du plus grand intérêt ici, de Sixte IV lui-même, tiré des mêmes archives, et également adressé à César, qui est encore désigné par : *De Episcopo Cardinali Genitus et conjugata*, et pour le relever de la même irrégularité, et dans le même but que nous avons mentionné ci-dessus, mettant de plus César jusqu'à sa quatorzième année, pour tout ce qui concerne l'administration de ses biens temporels et spirituels, sous la direction du Cardinal Rodrigue, évêque de Porto et vice-chancelier. *Datum Romæ XVII Kal... sept. ann. 1482.*

Mais, hélas ! c'est ici que surgissent les difficultés : deux documents identiques commencent à se combattre avec leurs dates. César, qui est né dans le mois d'avril, d'après les documents et sentiments des auteurs, serait, suivant le premier bref, aux premiers jours d'octobre 1480, dans sa sixième année, *in sexto ætatis anno constitutus*, tandis que dans le second, vers le seize du mois d'août 1482, c'est-à-dire deux années après, il serait encore *in septimo ætatis anno constitutus*. Il est évident que l'un ou l'autre des deux documents doit être erroné, et l'erreur est d'autant plus grave qu'il s'agit précisément de la dispense de l'âge pour obtenir l'indult. Or, puisque celui de 1480 est corroboré par la dixième année du Pontificat de Sixte IV, année qui ne se trouve point indiquée dans l'autre, et que d'un autre côté, l'an 1480, en octobre, se trouve précisément être le dixième du règne de Sixte IV, créé en août 1471, donc celui-ci ne peut absolument point être l'erroné. On serait mal venu de vouloir chercher à arguer même contre le sens du latin, et à soutenir que *in sexto constitutus* de ce document, doit ou peut-être pris dans le sens de six ans accomplis, car il est clair qu'il s'agit ici de l'année courante, puisque nous y lisons : *quam primum septimum dictæ ætatis annum attigeris*.

Si ce document n'est pas une des copies habituelles, mais bien un document authentique vraiment original, si tout y est vraiment

sérieux, alors « il y aurait, — observe naïvement M. de l'Épinois — une difficulté : c'est que si la mère de César est restée à Rome, le Cardinal Borgia, auquel on attribue la paternité de César, ne serait pas son père, puisque le Cardinal a été absent d'Italie du mois de mai 1472 au mois d'octobre 1473. Or César, étant né dans le mois d'avril, a dû être conçu dans le mois de juillet ; car le 26 octobre 1501, l'ambassadeur de Ferrare, Gérard Saraceni, écrivait : « le Pape m'a fait savoir que César aurait au mois d'avril prochain vingt-six ans. » Il est vrai que notre habile censeur a trouvé une solution plus facile que sérieuse, en émettant le doute « que la mère de César soit restée à Rome. » Mais c'est là une solution à des conditions arbitraires qui ne se trouve soutenue par aucun document qu'on puisse attribuer à ceux qui ont fait la description de la suite de Rodrigue dans ce voyage, description qui, si elle était conforme à la supposition de l'auteur, se trouverait en contradiction avec le simple bon sens, étant vraiment inconcevable que cet illustrissime ait pu se présenter pour prêcher sur la sainteté du siège épiscopal de Valence, comme cela résulte de l'Homélie qui subsiste, ayant avec lui une femme plus que suspecte ; supposition qui n'est finalement point acceptée, même par le sage de l'Épinois, qui laisse de côté la difficulté de la *sixième année*, accommodant à sa manière les dates de 1480 et de la dixième année du Pontificat ; ne s'apercevant point que tout accommodement est parfaitement inutile : car, ou le document n'est point authentique, et alors, accommodé ou non, il ne peut absolument rien en résulter, ou il est authentique, et vraiment tel que nous le présente notre censeur, et alors, ne pouvant rien ajouter ou retrancher à l'original, il s'en suit forcément que Rodrigue n'est point le père de César. Plût au ciel que ce bref fût véritablement invincible ; on en conclurait irréfutablement que César serait fils d'un tout autre père !

Malheureusement, je crois avoir des raisons très fortes pour douter de son incontestabilité ; la plus forte est que le fait seul de sa publication aurait, il me semble, dû trancher la question de la manière la plus absolue sur l'origine de César ; mais je vois au contraire ce même publiciste préoccupé de la nécessité qu'il y a pour lui, afin de se faire croire, de recourir aux « indications » que donnent tous les chroniqueurs sur cette paternité. Il est vrai que ce « tous les chroniqueurs » se réduit finalement au seul Malepiero ; mais cela n'empêche point notre auteur d'arriver jusqu'à soutenir sa thèse en s'appuyant sur ce que Alexandre a déclaré dans une lettre de recommandation au roi Louis VII, *Cesar cor nostrum*, et sur ce que César, dans une lettre au Pape, se dit *Vestræ sanctitatis humilimus servus et factura* ; comme si le nom de fils (filius) avec lequel tous les catholiques signent lorsqu'ils s'adressent au Pontife, et nom par lequel ils

sont désignés par ce même Pontife quand il leur répond, n'était pas de beaucoup plus fort et de beaucoup préférable pour le cas dont nous nous occupons ici, que le *factura* de César, et le *creatura* des cardinaux ! Allégations, citations et interprétations du reste tout à fait inutiles, car en admettant même qu'on dût prendre les choses comme le veut la censure, il resterait toujours à prouver, comme le fait remarquer le censeur lui-même, que le *Cardinalis Episcopus* est vraiment le cardinal Rodrigue Borgia. Beaucoup de personnes s'étonneront peut-être et se récrieront avec M. de l'Épinois, mais pour moi je suis bien certain que si j'étais César et que je me présentasse devant les tribunaux pour revendiquer mon titre de fils, et avec lui mon droit absolu à la succession du cardinal Borgia, sans autre document que celui où il est écrit *de episcopo Cardinali genitus*, je suis bien certain, dis-je, que malgré toutes les assertions, les sentences et la conviction de tous les historiens, journalistes et chroniqueurs, ces incrédules de juges me demanderaient quelque autre preuve avant de déclarer que je suis véritablement le fils de Rodrigue.

Or, à part ce document, je n'en trouve aucun d'important ni de nouveau pour constater clairement la paternité attribuée au Cardinal Rodrigue, des frères et de la sœur de César. Rien de nouveau, non plus du duc de Nepi. La question se trouve donc telle qu'elle est exposée dans le chapitre V de mon livre : *Alexandre VI*. Bien plus, ce chapitre se trouve, en quelque manière, être corroboré par la censure même de M. de l'Épinois ; car, malgré l'étude profonde et la volonté non moins profonde de cet illustre censeur d'aller au fond des choses afin de pouvoir constater clairement la filiation de la famille des Borgia, il est contraint de terminer en disant : « On le voit, plusieurs trouveront qu'une certaine obscurité reste encore autour de la filiation mystérieuse du duc de Nepi. » Que Dieu soit loué ! c'est déjà quelque chose que cette *certaine obscurité*, cette *filiation mystérieuse*, comme il est écrit une page auparavant, ce *Jean à la naissance mystérieuse* ! Mes appréciations sur le fameux Bref de Pie II, nonobstant les soins de M. de l'Épinois d'examiner « de plus près la question, » et ses consultations avec des savants éminents de France et de Rome, ne sauraient également rien perdre de leur valeur.

Lorsqu'on n'avait point la facilité de recevoir comme aujourd'hui de telles assurances des Archives même du Vatican, je crois que ce n'a point été une témérité de dire, comme de fait c'est encore vrai aujourd'hui, que dans l'original de Raynaldi, qui est conservé dans la bibliothèque Vallicelliana et non dans la Vaticane, « je n'y ai point trouvé de trace de cette lettre, non plus que dans Gobellino. » Bien plus, avec toutes ces difficultés de mon temps, j'ajoutais clairement,

et je ne crois point qu'on puisse prendre cela pour une *réticence* : « Du reste voulons-nous respecter la véracité de l'Annaliste, tout autre que tendre envers ce pape, et tenir pour authentique cette lettre, à dire vrai je ne sais si elle nuit ou est favorable à la réputation du Cardinal Borgia. » Or pour me réfuter avec des faits, il n'était point nécessaire de se donner tant de dérangement et de peines et d'en donner aux autres, pour prouver une authenticité que j'admettais avant qu'on connût les pièces nouvelles, et sans aucune *réticence* ; mais il fallait détruire ma conclusion qui est celle-ci : « Dès l'instant qu'après une mercuriale de ce genre et des menaces si claires, je trouve ce Cardinal continuellement aux côtés de ce même Pontife, et ceci non-seulement par nécessité de sa charge comme à Mantoue, Sienne et Ancône, mais encore plus à cause d'une vraie intimité, comme cela a lieu pour la promenade de Pienza, et plus encore pour certaines parties de campagne à Ostie, je dis qu'il faut forcément admettre, ou que Rodrigue se lava complètement des accusations qu'on lui avait adressées, ou qu'il les répara aussitôt en menant une meilleure vie. »

Du reste, puisque M. de l'Épinois avait lu l'article de l'*Univers*, au lieu de se mettre à rire et de s'efforcer de me réfuter, il aurait bien fait, ce me semble, de répondre aux observations aussi justes que sensées, et complètement indépendantes de la constatation et de l'authenticité du document, faites par M. l'abbé Morel, qui est toujours dans son droit et a toutes les raisons de demander comme preuve quelque chose de plus que *des on-dit*. Est-il bien possible de s'imaginer l'incroyable bonhomie de ce temps ? Comment, des pères, des frères, des maris, accompagnent leurs sœurs, leurs filles, leurs épouses au bal ; mais, à peine arrivés, un portier quelconque leur dit : Halte-là ! messieurs, les dames seules peuvent entrer ! Se figure-t-on bien ces pauvres messieurs à la porte : *ab ingressu prohibebantur* ! En voilà des cavaliers d'une simplicité vraiment préhistorique ! Pauvres gens, non seulement ils accompagnaient ainsi leurs femmes à une fête où elles devaient sans nul doute s'amuser beaucoup, mais ils avaient encore la patience de les attendre tranquillement par ce soleil de juin, cinq bonnes heures, sous les murs des jardins Bichis, d'où ils pouvaient entendre tout à leur aise les instruments de musique, les cris de joie, aussi bien que le frôlement des pieds et des habits des danseurs et des danseuses. Au lieu de s'arrêter à l'authenticité que je ne niais point, et que lui affirmait, il aurait dû, ce me semble, dire quelques mots sur ces conclusions et sur ces considérations ; mais non, M. de l'Épinois se contente de chanter victoire, en faisant remarquer que *du reste le Pape a mis quatre jours pour s'informer et réfléchir*.

Que M. de l'Épinois me permette de le lui dire ici : je ne vois point cette valeur de critique qu'on se plaît à lui accorder même ici à Rome, et encore bien moins de latiniste, s'il ne veut pas traduire d'une manière *plus conforme au texte latin* les passages suivants. Car je trouve ce *Nudius quartus* dont il fait quatre jours, au lieu de trois comme je disais, complètement contraire à tous les lexiques connus ; de même cet *omne genus voluptatum spectare*, « être spectateur de tout genre de divertissements, » traduit par « se livrer à tous les genres de voluptés, » me semble un contre sens digne d'un écolier. Je ne le vois pas non plus briller dans l'arithmétique la plus élémentaire, lorsque pour éluder la difficulté de la brièveté du temps pendant lequel ont eu lieu l'action coupable, l'avis et la lettre, il dit : « Il a mis quatre jours pour s'informer et réfléchir. » En effet, en accordant même que *nudius quartus* signifie quatre, il faudra toujours soustraire au moins le jour de la fête, terminée deux heures avant l'*Angelus*, et soustraire une bonne partie de la matinée du jour suivant, jusqu'à ce que le Pape ait expédié les affaires courantes et soit enfin informé des nouvelles du jour. Toutefois, je ne saurais le supposer de mauvaise foi, lorsqu'il supprime *vanitatem suam ab omnibus irrideri*, ni dans la mutilation du texte *in civitate senensi*, ni non plus lorsqu'il réunit toutes les phrases remplies d'infamies et qu'il omet la fin de la lettre qui prouve la bonne opinion qu'avait le Pontife du Cardinal, et qui corrobore si bien ma conclusion : *Te semper dileximus et tanquam eum in quo gravitatis et modestiæ specimen vidimus, dignum nostra protectione putavimus : velis ut opinionem hanc et mentem retinere diu possimus*. Omettre ce passage si important ici, c'est ce que nous ne pouvons comprendre.

Enfin, après nous avoir ainsi parlé de cette aventure et du bref qui l'a suivie, après nous avoir, sur la simple et seule autorité de Gaspard de Vérone, allégué la jovialité naturelle du visage, du regard et de la conversation du Cardinal, jovialité si grande que toutes les femmes qui l'approchaient en restaient sous le charme, après avoir omis ici encore le *quas tamen intactas dimittere sane putatur*, omission que j'ai hautement reprochée à tant d'auteurs de mauvaise foi ; abrité derrière cette seule autorité frauduleusement citée, M. de l'Épinois se lance aussitôt dans le champ des infamies de Borgia par cet illogique et passionné épiphonème : « Avec de tels moyens de séduction et un tempérament ardent, pour résister aux entraînements il faut être un saint. Rodrigue ne l'était pas. »

Introduction qui permet de douter avec raison, dès le commencement, et contrairement aux « espérances » de l'auteur, que vraiment « cette étude ne sera, nous l'espérons, ni un plaidoyer, ni un réquisitoire ; nous voudrions qu'elle apparût aux yeux du lecteur comme ce résumé

des faits de la cause qu'un président de cour d'assises expose devant les jurés, et dont l'impartialité même laisse cependant pressentir le verdict. » Ce que nous venons de lire ne nous fait que trop pressentir, sans même arriver à la fin du débat, quel sera le verdict : verdict qui ressemblera aux réquisitoires de quatre siècles, c'est-à-dire sentence capitale et sans appel. Il faut dire, et vraiment on ne pourrait se l'expliquer autrement pour un auteur si savant et si religieux, que la lettre du Cardinal de Pavie autorise et soutient ce préjugé, en confirmant la vie déréglée de Rodrigue. Mais alors pourquoi taire ou interpréter arbitrairement tous les passages où il est si clairement parlé de la charité mutuelle que l'ancien ami veut par sa lettre rallumer dans l'ami, comme, par exemple, après le *spes suas effuse non pascent*, les paroles *quibus alienæ contentionis opinio crescendi nunc animum facit*, de même après *quiescent interim mentes nostræ*, l'opposition *non ad IMPUGNANDUM non ad REPUGNANDUM intentæ*, et puis *interim quoque officiis quotidianis nostra domestica invalebuntur*, et ce trait des serviteurs des deux cardinaux qui se réjouiront, en les voyant non seulement « unis d'étroite amitié, » comme il a traduit en français le latin suivant : *olim Calisti, post Pii vinculis junctos in antiqua charitate ad suum aliorumque beneficium degere*? On le voit, ce sont des commentaires arbitraires, des réticences, des interprétations, et l'omission de la conclusion de la lettre qui déclare ouvertement que son sujet, que son but est de faire oublier les discordes anciennes et de faciliter le retour de leur ancienne affection, comme je le fais du reste remarquer dans mon livre, en présentant la lettre tout entière à mes lecteurs.

Enfin, il est possible que je sois aveugle, que je sois téméraire, et j'en demande humblement pardon à qui de droit, mais il me semble que l'illustre censeur, tout en vantant le soin qu'il a pris de s'assurer du bref de Pie II, tout en remerciant publiquement M. le duc d'Ossuna des documents que celui-ci lui a fournis, ne désirait rien tant que de prouver les infamies du Cardinal et du Pape ; et ça dû être, ou je me trompe bien, uniquement pour satisfaire cet ardent désir qu'il traduit si arbitrairement les paroles italiennes, comme celles, par exemple, où je dis « outragé, » qu'il traduit par « calomnié ; » qu'il change le temps des actions suivant son caprice, disant « chaque jour le pape est aux fêtes et aux plaisirs, » tandis que le *bénévole* ambassadeur de Venise affirmait simplement, prophétisant à ses risques et périls, ce qui lui fait dire : « il sera. » Il accepte et rejette les documents avec une désinvolture qui fait plaisir à voir ; il ne daigne tenir aucun compte des auteurs, des documents que j'ai présentés sur l'autorité des adversaires eux-mêmes. Sans nullement se préoccuper de prouver que mon raisonnement sur la matière en question est illogique, sans fondement

et faux, M. de l'Épinois, *ancien élève de l'École des chartes, et fidèle autant qu'il le peut à sa méthode sévère de remonter toujours aux sources et de contrôler les faits par les témoignages authentiques de témoins fidèles*, contrairement au criterium de Grégorovius qui, pour ce qui concerne Borgia, accepte seulement les témoins de Rome et les contemporains, lui au contraire les accepte tous, même ceux dont il dit sur l'autorité de Brown : « Il paraît que ces auteurs écrivaient pour les luthériens ; mais leur but, pour les historiens au moins, a été manqué ; » il accepte la Relation de Cappello, que j'ai prouvé être absolument apocryphe ; il en fait de même de la Chronique de Materazzo, que lui-même dit être un « pamphlet » et dont le style est évidemment « pamphlétaire ; » il accepte les pasquinades du dialogue de la mort et du Pape, et ce qui est tout dire, l'histoire de Tommasi, c'est-à-dire de Pomponio Leto, catholique converti au protestantisme, histoires qu'aucun auteur sérieux n'a pu invoquer sur cette question. C'est avec de tels documents, et en évitant tout ce qu'ont pu dire de bon de Borgia des adversaires et des ennemis, même les plus acharnés, qu'il s'efforce de mettre en relief la série d'obscénités écrite jusqu'ici par quelques historiens, et surtout par de pseudo-historiens, ne s'apercevant point qu'avec un système pareil, on pourrait prouver tout aussi facilement, même sur l'autorité de l'Évangile, que Notre Seigneur a été un vrai tartufe, un publicain, l'avocat des femmes perdues et des voleurs, un démagogue, un démoniaque.

On dirait vraiment que cet illustre critique s'efforce de ne rien accorder, de ne rien rectifier suivant ce qu'il trouve en faveur de Borgia, par la seule crainte d'inflimer la séculaire réputation infâme de ce Pape ; car comment pourrait-on expliquer qu'un écrivain aussi savant que lui, ait pu, dans le seul but de m'enlever l'argument que je tirais de la bonne conscience de Vannozza, s'emparer de sa manière de signer, étant, déjà vieille, « connue comme femme de bien, » « connue comme femme honnête, » de signer, dis-je, *Vannozza Borgia, Madre felice ed infelice* ? Comment pourrait-on expliquer qu'un historien si connu puisse affirmer que ceci confirme l'opinion contraire, déclarant que « pour ses enfants elle est toujours Vannozza Borgia, l'heureuse mère ; pour tout le monde » — pour tout le monde, entendez-le bien ! Ce n'étaient point là des lettres privées de mère à fille, mais des décrets, des parchemins, des bulles ! — « pour tout le monde elle est la malheureuse !!! » Comment s'expliquer qu'un historien aussi distingué, qui a présenté lui-même un document dans lequel TREIZE témoins contemporains et oculaires attestent sous la foi du serment que le Pape Alexandre était fils de Godefroy et d'Isabelle Borgia ; d'après quoi, fort de ce document, j'avais pu faire ma démonstration contre tous ceux qui le disent fils d'un Lanzol Lenzuoli, marié à une

Borgia ; comment, dis-je, après cette nouvelle et irréfutable certitude de mon opinion, et après m'avoir lui-même donné la solution très probable de l'unique difficulté que j'ai citée au sujet de la médaille déjà connue, m'apprenant ce que j'ignorais, à savoir que : *Sans doute, et le P. Jobert l'a fait observer, les médailles d'Alexandre VI n'ont été gravées que cent-cinquante ans plus tard, sous Alexandre VII ;* » et après tout cela, qui aurait pu le croire ? M. de l'Épinois conclut bravement : « Toutefois, comme ces médailles n'ont pu être complètement inventées, qu'elles reposent sur une tradition, si ce n'est sur une pièce originale, leur témoignage doit rester ! » Comment arriver à comprendre, en tenant compte, bien entendu, de la doctrine et de la religion de notre critique, qu'il se soit montré si sévère, si incrédule, non seulement sur la question si délicate et presque « mystérieuse » de la vie privée, mais encore sur tout ce que j'ai eu l'insigne honneur et bonheur de découvrir et de publier en faveur de ce Pape ?

D'autres critiques moins bienveillants se sont contentés de demander un peu plus de lumière sur la moralité, et ceci avec raison, à l'histoire, mais non à moi, qui ne saurais inventer et encore moins fabriquer des documents. M. de Reumont lui-même, quoique très tenace dans la croyance de la paternité, désirant que moi-même j'y souscrivisse, m'écrivait néanmoins très gentiment : « Votre œuvre défend d'une manière aussi habile qu'irrécusable le Pape dans beaucoup de ses actions ; principalement les publiques et très souvent *en ce qui touche à la vie privée*, sur laquelle on a jeté tant de boue ; vous n'avez pas eu de peine non plus à prouver la non valeur et même le ridicule de beaucoup de choses que l'on peut lire dans un livre d'un de mes concitoyens. » M. Veratti lui-même, qui soutient la thèse plusieurs fois séculaire d'après les paroles d'un certain Bonafède qui dit, par trois fois, que César était le fils d'Alexandre, dans une histoire contemporaine, mais « retouchée, corrigée » et refaite depuis peu par le comte M. Leopardi : toutefois a-t-il la courtoisie de terminer sa critique en disant : « Je tiens à répéter que si toutes les promesses de l'auteur n'ont pas été maintenues, bon nombre de points très importants ont été éclaircis et la justesse de beaucoup de réflexions faites par lui est suffisamment bien prouvée ; enfin si ces trois volumes ne peuvent être considérés comme le dernier mot de l'histoire, ils font faire un grand pas vers une sentence définitive. » En bonne foi, c'est déjà quelque chose ! c'est au moins une franchise du censeur qui distingue entre le certain et l'incertain, et qui, tout en combattant un ouvrage, encourage un auteur et permet à la science de faire un certain progrès. Mais hélas ! il en est tout autrement de M. de l'Épinois. Il convient, et comment n'en conviendrait-il pas après tant de documents présentés ? que le Pape est exempt de toute imputation sur

la mort de Dgem ; il semble qu'il accepte également ce que j'ai dit sur la mort du cardinal Colonna ; et après tout ce que j'ai publié de la politique d'Alexandre relative à la descente des Français en Italie, il daigne faire imprimer « qu'on doit, en grande partie au moins, justifier le Pape du reproche d'avoir appelé Charles VIII ; » il appelle fable — et je le défie bien de pouvoir l'appeler autrement après toutes les preuves que nous connaissons aujourd'hui et que j'ai moi-même présentées — tout ce qui a été écrit sur la tragédie traditionnelle de la mort du Pontife, et à la suite de nombreuses réserves et restrictions, il dit enfin que « les grandes lignes (de sa politique) lui paraissent subsister. » Il affirme, il est vrai, et certes des documents nouveaux j'en ai fait imprimer en abondance, que « quoi qu'il en soit de la vie privée du cardinal Rodrigue Borgia, sa vie publique n'a guère mérité que des éloges ; » et finalement je suis heureux de le voir terminer le chapitre IV, sur la générosité, sur la charité et l'estime publique qu'on faisait de Borgia, par ces paroles : « Si je rapporte ces différents traits, c'est d'abord pour me conformer à l'histoire, et aussi pour faire valoir l'argument présenté par le P. Leonetti en montrant qu'un cardinal si influent et dont la clientèle était si illustre et si étendue, dont chacun reconnaissait la grande intelligence dans les affaires, pouvait tout naturellement, à un moment donné, obtenir pour le souverain pontificat les suffrages des cardinaux ses collègues. »

Dieu soit loué ! il semble que chacun aurait été en droit de se dire : eh quoi ! le censeur reconnaît donc le bien quand il existe vraiment ? Mais hélas ! qui l'aurait jamais cru ? cette concession si explicite des mérites pour parvenir naturellement au pontificat suprême n'était que le préambule de la simonie ! Il en est cependant ainsi ! Après avoir battu la campagne tout le long du paragraphe V, l'illustre censeur conclut catégoriquement que : « s'il y a eu une élection simoniaque, c'est-à-dire s'il s'est rencontré un cardinal pour promettre et des cardinaux pour accepter de l'argent ou des présents en vue d'une élection à faire, la nomination de Rodrigue Borgia se comprend. Des cardinaux avarés et ambitieux de richesses et d'honneurs ont nommé un cardinal débauché ; mais s'il n'y pas eu simonie, si les cardinaux ont été dignes et intègres, comment expliquer cette nomination, puisque, comme nous l'avons montré, la conduite peu régulière du cardinal Borgia paraît certaine et semblait connue ? » Mais, sur quoi s'appuie cette conclusion affirmative ? Sur certains documents, ou pour mieux dire, sur certains récits de diplomates, loin de Rome, ou complètement étrangers au conclave. Notre savant contradicteur semble décidément oublier que nous ne saurions nous en rapporter à ces personnes qui sont si souvent et si justement appelées par antonomase, doubles, *diplomatiques*. Gennarelli nous en cite de nombreux et de fort détesta-

bles exemples pour l'élection de Sixte. Giustiniani en rapporte un terrible, selon son habitude, à l'occasion de l'élection de Jules (vol. II, p. 255). Avec de tels récits ou relations, on devrait aussi déclarer simoniaques ces deux élections ; et cependant notre critique se limite à déclarer simoniaque la seule élection d'Alexandre, sans même se donner la peine de réfuter, de détruire mon argumentation, qui est cependant de toute évidence, et revient à dire que, pour connaître la corruption d'un contrat, il faut l'avoir entendue de la bouche même des contractants, et dans le cas qui nous occupe, de l'élu ou des électeurs. Je me soumettrais, mais seulement lorsqu'on me présenterait un écrit par lequel le simoniaque avouerait humblement, et qu'on le remarque bien, par lequel il avouerait devant Dieu et devant les hommes son gros péché; dans le cas contraire, cet écrit serait complètement nul pour moi, ou tout au moins fort contestable, car il n'est nullement impossible qu'un homme manifeste, divulgue son sacrilège par simple délectation, par intérêt et même par vengeance ; dans tout autre cas, il me semble impossible de mentir sachant qu'on ment, surtout dans le cas qui nous occupe.

La censure, la critique cherchent en vain à détruire l'autorité de tous les documents qui racontent *mirabilia* des vertus de l'élu et des électeurs, en disant que : « tous ces témoignages et d'autres analogues peuvent paraître incompréhensibles, si le cardinal Rodrigue Borgia a tenu la conduite qu'on lui prête. Or comment en douter ? » Mais, cher contradicteur, permettez-moi de vous demander, en me servant de vos propres paroles. « La critique peut-elle accepter cette interprétation ? Il serait téméraire *à priori* de l'affirmer, car quel est l'acte que l'on ne pourrait infirmer en employant les mêmes arguments ? » Et en marchant de ce pas, M. de l'Épinois arrive à contester deux faits de toute gravité, et comme il le fait très bien remarquer lui-même, tout à fait inconciliables avec la mauvaise réputation de Borgia, savoir le zèle du pape Alexandre pour la discipline et sa dévotion pour les œuvres de piété. Ah ! certes je serais curieux de voir comment il les concilie. Ayant fort bien rapporté tous les actes du culte par moi mentionnés, il ajoute : « Toutefois — attention, ô lecteurs ! — en parcourant cette liste magnifique où les Papes, par des béatifications et des canonisations de saints, cherchent dans l'Église triomphante des défenseurs et des patrons pour l'Église militante, on ne rencontre pas le nom d'Alexandre VI ; » et de même pour la discipline, ne pouvant point détruire un si grand nombre d'actes indéniables, il ajoute encore avec sa désinvolture habituelle. « On peut se demander : si Alexandre VI était si zélé pour la réforme de l'Église, comment n'a-t-il pas secondé les efforts du grand réformateur de ce temps, Savonarole, dans sa lutte contre la corruption générale ? La question est

trop importante pour la traiter incidemment, et je m'arrête devant ce problème dont nous aurons un jour la solution, si les études déjà commencées par un savant religieux sont reprises et menées à bonne fin. »

Ainsi, les lecteurs l'ont-ils bien compris ? D'après le système de M. de l'Épinois, si Pie IX n'avait pas eu la précaution, l'habileté de béatifier, de canoniser un grand nombre de saints, toutes ses œuvres, sa grande bonté connue, attestée par tout le monde, aurait couru le péril d'avoir à subir un jour de sérieuses contestations. On peut en dire autant de bon nombre d'autres saints Pontifes qui ont laissé en doute le mérite de leur esprit de discipline chrétienne, puisque non-seulement, ils n'ont pas, comme l'écrit d'Alexandre M. de l'Épinois, « secondé les efforts des grands réformateurs » de leur temps, mais qu'ils les ont, comme Alexandre et peut-être plus encore, contredits, combattus et même anathématisés. Du reste, bien que je ne puisse me vanter d'avoir fait de profondes recherches sur le culte des saints, je suis cependant en mesure de citer à l'illustre censeur deux actes de ce même pape Alexandre, et qui se rapportent tous deux au culte solennel que l'Église doit accorder à ses héros. L'un concerne saint Casimir de Pologne, l'autre sainte Françoise Romaine. Mais ce que je suis tout à fait en mesure d'assurer à M. de l'Épinois, c'est que « les études déjà commencées » sont depuis un an finies et imprimées, et que le « savant religieux, » à ce que l'on me dit, a été forcé par le Saint Office de retirer sans mot dire toutes les copies de son apologie ; et que M. Pierre Balan, sous-archiviste du Saint-Siège...., « qui n'est pas le premier venu...., bien connu et apprécié dans le monde de l'érudition par ses ouvrages... et à qui sa haute expérience donne une autorité décisive ; » cet historien si distingué, dont dit tant de bien notre illustre contradicteur, a lu à l'académie de la Religion catholique, le 5 mai 1881, et a fait publier à Rome, qu'on « ne pouvait que mal juger Alexandre VI, d'après les paroles de Savonarole, qui prêchait la réforme et la discipline tout en dénigrant et méprisant le Souverain Pontife. »

Mais, que M. de l'Épinois me permette de le lui demander ici, comment se fait-il qu'après avoir confessé lui-même que « le P. Leonetti sent bien que ce serait un puissant argument en faveur du Souverain Pontife contre les mensonges de ses calomniateurs, » et confessant lui-même qu'« une vie publique au service de l'Église doit faire supposer une vie privée soumise aux lois de l'Église ; comment se fait-il, dis-je, que confessant et attestant tout cela, il laisse de côté tout ce qui caractérise le mieux les plus grandes gloires du Pontificat Romain, et que favorisait si chaudement Alexandre, comme je le rapporte moi-même, quoique brièvement, dans un chapitre entier : *la Croisade* ? Serait-ce une matière indigne de critique, principalement de savoir si cela a été mal ou injustement exposé ? Mais si au contraire c'est

juste, eh bien ! pourquoi n'en souffler mot ? N'ai-je point raison de faire remarquer que si l'on me taxe de fanatisme parce que je défends ainsi ce Pape, d'autres mériteraient bien mieux ce titre pour leur acharnement à vouloir soutenir la mauvaise réputation de ce même Pontife, et pour leur obstination à croire, contre toutes les preuves contraires, certaines traditions encore plus vulgaires que séculaires, et complètement fausses ? Lequel de deux auteurs pourrait être déclaré en contradiction avec l'histoire : celui qui présente des documents irréfutables, ou celui qui refuse, à cause des susdits documents, de croire, comme il m'arrive aujourd'hui, même à un Savonarole ? Comment peut bien voir avec tant de clarté et une si grande évidence les fautes « obscures » et « mystérieuses » d'Alexandre, celui qui appelle « un problème l'histoire publiquement documentée de Savonarole, histoire dont je parle longuement dans un très long chapitre et qu'on aurait au moins dû réfuter avant de retourner contre moi un pareil sujet, histoire qui est désormais évidente, comme le serait également celle de Borgia, si on avait la force de renoncer à la réputation d'auteurs classiques et séculaires, et de convenir, ou tout au moins d'admettre, que même les historiens classiques ont pu tomber dans certains préjugés.

Tant que M. de l'Épinois, et beaucoup d'autres comme lui, commenceront l'histoire de Borgia en se demandant dès les premières pages : « Faut-il joindre notre voix à celles des savants illustres comme Rinaldi, Mansi, Moehler, Hergenroether, Matagne, ou devons-nous adopter les données historiques complètement différentes que l'on cherche aujourd'hui à faire prévaloir ? » C'est-à-dire : Devons-nous suivre le sentiment de ces célébrités, ou celui du Père des Écoles Pies, qui est pour nous un simple inconnu ?... Mais comment serait-il possible d'hésiter ? Le P. Leonetti n'est ni « savant, » ni célèbre, et encore bien moins « illustre. » Donc il ne saurait être même comparé aux auteurs susnommés. M. de l'Épinois a raison de ne point s'étonner que quiconque n'a pas lu mon ouvrage s'en tienne à ce qu'ont dit de telles célébrités. Néanmoins je crois que M. de l'Épinois ferait bien de se rappeler que, si j'ai été assez présomptueux pour m'élever contre tant de célébrités, ce n'est certes point en vain, ni sans preuves en faveur de la thèse que je soutiens.

Enfin mon honorable contradicteur devrait se souvenir que l'histoire n'est point un cirque, mais un tribunal sévère, où il n'y a pas que les savants et les dignitaires seulement qui sont appelés à déposer, mais encore les êtres les plus humbles, les plus chétifs de ce monde, et que le jugement n'est point nécessairement favorable à qui a parlé le premier, à qui a mieux parlé, ou à qui a parlé plus haut ; mais, sans distinction de temps, de ton et d'élégance, on accepte pour justes les dépositions de ceux qui prouvent avoir entendu, avoir vu les faits ou

avoir des documents évidents, et on juge alors, mais alors seulement, en faveur de ces derniers, quels qu'ils soient, et ne fussent-ils que deux, trois, dix, et même un seul. Je le répète ici, je n'ai sciemment négligé aucun document ou monument pour ou contre que j'aie pu connaître ; mes livres sont là pour le prouver : qu'on les lise, et qu'on me dise sans aucune précaution, sans aucune considération, que tel ou tel document est apocryphe, que tel autre est vicié, que cet autre est puissamment attaqué, controuvé ; que mes déductions sont ridicules, fausses ou illogiques ; en un mot condamnez ou absolvez d'après votre conscience et comme le demande la nature du procès, et alors, mais seulement alors, je m'inclinerai. Vous ne voulez point décider, pour une raison ou pour une autre ; vous désirez que le combat continue et dure encore, soit : mais, alors combattons avec des documents contre des documents ; mais, de grâce, qu'on ne réponde point à mes « déclamations » par des déclamations plus vides encore. Soyons censeurs, critiques tant qu'il vous plaira, mais jamais ni sophistes, ni rhéteurs. Pour l'amour de la vérité, et par le respect que nous devons à la bonne foi de la plupart de nos lecteurs qui ne peuvent connaître à fond les faits, ne disons point *à priori* qu'il en doit être ainsi parce qu'ainsi l'affirment Guicciardini, Rinaldi, Grégorovius, et toute cette longue série de célébrités augmentée maintenant de l'illustre M. de l'Épinois.

Je termine en faisant bien remarquer la première ligne de la censure. « Nous eussions préféré, » dit-elle, se servant des propres paroles du célèbre P. Matagne, « qu'on ne soulevât point les questions historiques qu'agite ce livre. » Que les lecteurs fassent le cas qu'il leur plaît de nos opinions, ils sont parfaitement libres : pour moi, je n'accepte point ce pieux conseil ; non, mille fois non : je préfère le contraire, et je regrette sincèrement qu'on n'ait pas commencé à parler dans le sens de la défense dès le moment qu'on a commencé à faire de la famille Borgia « comme une toile, — dit très bien Brown, — sur laquelle elle (l'histoire) a voulu réunir en tableau les débauches des xv^e et xvi^e siècles. » Et notre censeur le confirme lui-même, en disant qu'Alexandre a été « le bouc émissaire » contre lequel « toutes les passions et les rancunes se sont réunies. » Si dès le commencement on avait soulevé ces questions historiques qu'on agite maintenant, on n'aurait point laissé le champ libre aux méchants et aux ignorants de fabriquer cette fameuse épopée de toutes malhonnêtetés et faiblesses humaines possibles. En d'autres termes, on ne nous aurait point enseigné jusqu'à hier et nous n'aurions point appris, même dans nos écoles catholiques, qu'Alexandre était mort comme meurent tous les grands scélérats, c'est-à-dire comme ils ont vécu. De sorte que, grâce à Dieu, et que ceci soit dit à notre honte, grâce aux historiens hétérodoxes, l'histoire des Borgia a été refaite, et d'ici à quelques années

elle se présentera à nous tout autre que ce qu'elle nous a paru être jusqu'ici. Et désormais, avant de publier une nouvelle infamie ou d'en reproduire une vieille, il faudra avoir à son service des documents et des documents autrement sérieux, autrement clairs que ceux qui se conservent dans les archives des « héritiers des biens et titres des Borgia en Espagne. » De sorte que maintenant une histoire des Borgia à la Gordon et à la Victor Hugo, comédies et romans lus et copiés, représentés, aveuglément crus et applaudis jusqu'à ce jour, seraient certainement sifflés dorénavant.

Et c'est malheureusement à cause de ce silence que M. de l'Épinois a pu, d'après Mansi, écrire à la seconde page de son acerbe critique : « Il est plus facile de se taire sur ce Pontife que d'en parler avec modération, puisqu'en lui TOUS LES VICES ÉTAIENT À L'EXCÈS, et qu'il n'avait pour ainsi dire AUCUNE VERTU. » Mais quand nous arrivons à l'avant-dernière page, notre censeur lui-même, comme indigné de ce que nous venons de citer, s'écrie, contre cet auteur qu'il avait vanté comme « si autorisé en fait de science et de critique » et dont il avait approuvé les écrits : « De toutes parts on s'est acharné contre la mémoire d'Alexandre VI, *sans reconnaître ce qu'il y avait eu* D'ACCEPTABLE, DE LOUABLE MÊME dans sa vie, et on a créé ainsi autour de son nom une LÉGENDE de FORFAITURES. » C'est enfin grâce à la même cause que M. de l'Épinois peut nous dire, en terminant sa longue censure, après tant de concessions et contradictions, que « la personnalité humaine de ce Pape TOMBE, VOUÉE PAR LE MÉPRIS, AUX GÉMONIES DE L'HISTOIRE. »

Enfin, qu'on le remarque bien, pour soutenir tout cela, notre critique et censeur si impartial a dû en arriver à nous dire ce que je ne crois pas qu'un hétérodoxe ait jamais dit, à savoir : « J'ai besoin d'Alexandre VI pour m'expliquer Luther. » Il affirme en outre que l'infâme histoire d'Alexandre « est la justification de la Providence divine ! » que par la vie si pleine d'obscénités de ce Pontife une des vérités dogmatiques « est justifiée, » — bien plus « est historiquement démontrée !!! »

Or quand j'entends dire que les infamies de Borgia sont nécessaires pour expliquer l'hérésie, nécessaires pour la justification de la divine Providence, nécessaires pour fortifier, pour démontrer historiquement quelque une des vérités dogmatiques, je n'ai plus rien à opposer, et j'ai honte d'avoir pris cette question de haute théologie, d'une théologie vraiment transcendante, pour une question purement et simplement historique. Je m'en veux d'avoir osé chercher à décharger ce monstre providentiel de quelque faute. J'en veux à tous ces savants et à tous ces auteurs religieux qui m'ont induit en erreur par leur exemple, dépensant leurs forces et leur vie à défendre des Grégoires,

des Innocents, des Bonifaces, et tant d'autres Pontifes. Les malheureux, ils ne s'apercevaient pas que, par leurs apologies, ils détruisaient un si grand nombre d'arguments historiques qui prouvaient la divine assistance accordée à l'Église catholique. Tous les Papes réhabilités par eux étaient autant de preuves de moins pour prouver cette divine assistance. Ils ignoraient, les pauvres gens, que si le dogme est si bien fortifié et démontré par la vie irrégulière d'un seul Alexandre, il aurait été bien autrement démontré et historiquement fortifié par la vie irrégulière d'une dizaine de Papes à l'instar de Borgia. Mais quelle preuve, quelle démonstration invincible pour un si nouveau dogme, si, au lieu de dix Papes, les deux cent soixante prédécesseurs ou successeurs d'Alexandre VI avaient tous été comme lui et même pires ? Alors, ce nouveau dogme ne serait-il pas tout resplendissant d'évidence ?

Veuillez recevoir, Monsieur le Directeur, l'assurance de mon estime et de mon respect.

Votre très humble serviteur,

ANDRÉ LEONETTI,

des Écoles Pies, sous-secrétaire de l'Académie de la Religion Catholique à Rome.

Du Collège Nazareno de Rome, le 1^{er} mai 1881 ¹.

II

RÉPONSE DE M. DE L'ÉPINOIS.

Il suffira de quelques mots pour préciser le débat, car la polémique engagée depuis un an sur ce sujet a déjà trop duré, sans aucun avantage pour la science et pour la religion.

Je commence par accorder à mes contradicteurs tout ce qu'ils voudront, car leurs observations n'ont qu'une médiocre importance pour le fond du débat, et encore que l'on puisse donner des démentis et faire des réserves sur leurs critiques, ou expliquer leurs remarques, je suis prêt à reconnaître mes distractions, ou si l'on veut mon ignorance, — cela importe très peu ; — mais il ne faut pas que les incidents de la discussion et ses digressions sur des points secondaires, obscurcissent et fassent perdre de vue la principale question engagée.

¹ Bien que portant la date du 1^{er} mai, la lettre du R. P. Leonetti n'est parvenue à la *Revue* qu'à la fin du mois d'août.

Il y a dix ans, lorsque le P. Ollivier avança que le cardinal Rodrigue avait eu ses enfants d'un légitime mariage contracté avant son entrée dans les ordres, beaucoup de catholiques applaudirent à cette découverte, annoncée avec la plus chaleureuse conviction : « Voyez comme on a calomnié ce cardinal, disaient-ils ! Tout s'explique désormais : ses enfants sont légitimes, car il y a eu un mariage. »

Cette opinion fut reproduite aussitôt, avec des accents victorieux, dans des Revues, et même dans de gros in-octavo, publiés par des écrivains qualifiés.

On ne pouvait cependant, de gaieté de cœur, faire plus de tort aux études catholiques. Aussi un savant Bollandiste, le P. Matagne, dans la *Revue des questions historiques* ¹, et les Pères Jésuites rédacteurs de la *Civiltà cattolica* ², publièrent-ils des articles *ex professo*, pour opposer à cette assertion les témoignages qui la contredisaient, cherchant ainsi à retenir des écrivains catholiques sur la pente où, par zèle, plusieurs étaient entraînés.

On sait ce qu'il est advenu de cette opinion sur le prétendu mariage : elle est abandonnée aujourd'hui comme un roman historique. Je laisse à penser si la réputation scientifique des catholiques y a beaucoup gagné.

L'année dernière, le P. Leonetti a présenté au public un ouvrage en trois volumes sur Alexandre VI ³. A quoi bon recourir à l'hypothèse d'un mariage contracté légitimement ? En voici une autre plus vraisemblable : Pierre-Louis, César, Lucrèce, Geoffroy Borgia ne sont pas les fils du cardinal Rodrigue ; ils sont ses neveux. Dès que cette opinion, cette conjecture, cette hypothèse du savant religieux a été connue en France, elle a été immédiatement acceptée, et, avec toute la fougue naturelle à notre caractère, transformée en une thèse évidente, annoncée comme un fait certain. Des journaux et des Revues ⁴ adoptèrent cette nouvelle opinion comme le dernier mot de l'histoire. Devant ce mouvement imprimé aux études catholiques pour renverser une tradition séculaire que les hommes les plus savants et les plus pieux, Rinaldi, Mansi, Mœhler, Hergenroether, etc., avaient très bien acceptée, que fallait-il faire ?

Approuver ? On ne le pouvait vraiment pas.

¹ Tome IX, p. 466, et t. XI, p. 181.

² 15 mars 1873.

³ *Papa Alessandro VI*. Bologne, chez Mareggiani. Un dépôt de l'ouvrage, dit l'*Univers*, existe chez Madame V^{re} Boiveau, libraire, 22 rue de la Banque. J'ajoute qu'un écrivain de talent, M. le comte de Maricourt, qui préparait une traduction de ces volumes, va en publier un résumé chez V. Palmé.

⁴ L'*Univers*, 30 août 1880 et 6 janvier 1881; *Revue du monde catholique*, mars 1881; *Nouvelles annales de philosophie catholique*, février 1881.

Garder le silence ? c'eût été plus facile, et, je peux le dire, plus agréable. Mais alors des écrivains catholiques allaient se précipiter de nouveau dans la même voie où dix ans auparavant ils s'étaient perdus, au grand détriment de la science catholique. Ne devait-on pas essayer de les retenir, et leur rappeler les exigences de la Science, aussi bien que les droits de la Vérité, tels que nos maîtres nous les ont appris ¹ ?

Jel'ai pensé : un intérêt supérieur me parut commander de parler, et j'ai demandé à cette *Revue* de vouloir bien couvrir ma faible voix de son autorité.

Les témoignages réunis par le P. Matagne et par les rédacteurs de la *Civiltà cattolica* étaient aussi forts contre l'opinion nouvelle du P. Leonetti que contre l'opinion du P. Ollivier qu'ils réfutaient spécialement. Je n'ai eu qu'à les rappeler : puis comme, depuis l'époque où leurs articles avaient paru, on avait publié en Italie des documents, encore peu lus en France, je le crois, qui concordaient avec ceux déjà connus, il était utile et nécessaire de les indiquer. — Je voulais ainsi rappeler aux écrivains catholiques qu'ils ne devaient accepter qu'avec la plus grande réserve une opinion séduisante, que tous nous aurions désiré être vraie, mais qui avait contre elle des textes assez difficiles à supprimer. Voilà le but de mon article, auquel j'ai joint un résumé de quelques faits où la conduite d'Alexandre VI avait été injustement incriminée, et une ou deux remarques qui me paraissaient ressortir naturellement du sujet et en former la très orthodoxe conclusion historique.

Lorsque le P. Matagne et les écrivains de la *Civiltà cattolica* ont publié leurs articles, personne, il me semble, n'osa soupçonner leur pensée, car on ne pouvait douter de leur zèle pour l'Église et de leur respect pour les Souverains Pontifes. En présence d'un inconnu comme je l'étais, on n'a pas eu ces réserves, et pour mieux recommander l'opinion proposée on a incriminé l'intention de l'adversaire.

La discussion, cependant, est restée toujours sur des points secondaires, et jamais on n'a examiné les textes qui menaient au cœur de la question. Ils subsistent, si non comme « une preuve adéquate de la faute, » — a-t-on jamais demandé et trouvé un pareil document ? — du moins comme un ensemble de témoignages contemporains, de valeur diverse assurément, je l'ai dit, mais dont la concordance s'impose à l'historien, et ne peut être détruite par des affirmations énoncées gratuitement, sans preuves ; car il n'y en a pas.

¹ Le P. De Smedt a résumé récemment les principes de la matière, dans *Introductio generalis ad historiam ecclesiasticam critice tractandam*, in 8°, 1876, et dans les *Études religieuses*, 4^e série, t. III, passim.

Demain peut-être, et personne plus que moi ne le désire, demain on pourra trouver un document qui montrera un frère du cardinal Rodrigue avec l'auréole de la paternité de Pierre-Louis, de César, de Lucrèce, de Geoffroy; mais aujourd'hui, dans l'état des connaissances historiques, cette opinion nouvelle ne peut être soutenue.

Aussi, puisque j'ai l'honneur de tenir la plume dans cette *Revue des questions historiques*, toujours fidèle à la double cause de la Science et de la Religion, je dois renouveler ma déclaration. Après avoir reconnu, comme je l'ai fait, que sur certains points les documents viennent venger le pape Alexandre VI des calomnies auxquelles il a été en butte, je repousse, au nom de la science historique, l'hypothèse qui transforme en neveux du cardinal Borgia (Alexandre VI) ceux qui jusqu'ici étaient réputés ses fils, opinion présentée par le P. Leonetti et chaleureusement adoptée dans l'*Univers* par M. l'abbé Jules Morel, mais contredite par les témoignages aujourd'hui connus; je proteste, au nom des écrivains catholiques, contre des assertions si légèrement produites et contre des procédés de critique qui causent à la Science, non moins qu'à la Religion, je le crains, un tort considérable.

Je demande qu'on veuille bien un jour se souvenir de cette calme et respectueuse protestation.

Ai-je eu tort, à présent, de quitter mes paisibles études pour me jeter au milieu du courant qui entraînait déjà des écrivains, et pour leur dire: « Il y a dix ans, vous avez embrassé, avec la même impétuosité qu'aujourd'hui, une opinion qui a porté à la réputation de la science catholique un dommage évident; prenez garde d'achever son discrédit, et ne lui faites pas perdre en un jour le terrain péniblement reconquis par vingt ans de travaux. Pourquoi ne pas réserver du moins tout jugement jusqu'à plus ample informé? »

J'obéissais au besoin le plus impérieux de mon intelligence, celui de dire la vérité, toute la vérité, au risque de condamner un Pape et une époque qui ont été pour l'Église une de ses plus grandes épreuves: je sauvais du moins par cet aveu la dignité de la Science et la loyauté des catholiques.

J'ai donc écrit cet article, si attaqué, avec un véritable serrement de cœur — on daignera m'en croire, — avec ce sentiment pénible que le P. Matagne exprimait si bien et que j'ai confessé après lui, mais aussi avec la conscience de rendre aux écrivains catholiques un vrai service. J'espérais qu'en montant de mon cœur à mes lèvres, ~~ma~~ **voix** aurait un accent qui ne pourrait faire douter de mon profond respect pour les souverains pontifes, et ne permettrait pas de la confondre avec celles qui insultent et distribuent l'outrage. J'avais la confiance que les lecteurs de cette *Revue des questions historiques* où, depuis quinze ans, j'écris presque continuellement, reconnaîtraient toujours en moi

un fils dévoué de l'Église. Beaucoup l'ont ainsi compris, et un évêque, éminent par sa piété et sa science, a bien voulu spontanément m'écrire : « Vous avez accompli un devoir de conscience en maintenant la vérité historique sur Alexandre VI. Que devient la certitude historique? C'est l'honneur de l'Église que vous avez cherché; je vous en félicite. » J'ai recueilli avec gratitude cette parole, à laquelle d'autres témoignages ont fait écho, comme la justification de ma conduite, et la preuve que les douloureuses agitations de mon âme, en cette circonstance, avaient été comprises.

Quant à ceux qui ont méconnu ma pensée, quant aux prêtres qui m'ont accusé, l'un d'avoir « manqué de respect » aux papes, l'autre d'avoir « renouvelé le crime de Cham; » celui-ci d'avoir « écrit un réquisitoire, une mercuriale, » ce dernier d'avoir « uniquement voulu satisfaire mon ardent désir de prouver les infamies du cardinal et du pape, » quant à ceux qui m'ont adressé ces injures et ont ainsi porté ce tort à mon honneur de chrétien, je leur pardonne, et je ne leur réponds point.

C^{te} HENRI DE L'ÉPINOIS,

membre de l'Académie de la religion catholique à Rome.

Le Plessis, 2 septembre 1881.

MÉLANGES

I

LE CONCILE DE NIMES

A LA FIN DU IV^e SIÈCLE

Nous lisons à la fin du *Dialogue de Sulpice Sévère sur les miracles de saint Martin* : « Un concile se tenait à Nîmes. Saint Martin, qui n'avait pas voulu s'y rendre, désirait néanmoins beaucoup savoir quelle en avait été l'issue. Or, durant un voyage qu'il faisait en compagnie de Sulpice Sévère, tandis qu'il était assis, seul, à l'arrière de la barque, un ange lui révéla ce qui s'était passé au concile de Nîmes. Dans la suite nous nous assurâmes, ajoute l'historien, que le jour où le concile s'était assemblé et les décrets qu'il avait portés étaient bien ceux que l'ange lui avait révélés. »

Voilà tout ce qu'on avait pu savoir jusqu'à nos jours du concile de Nîmes. En 1839, le D^r Knust découvrit les actes de ce concile dans un manuscrit du VI^e siècle, qui, après avoir été longtemps conservé dans la Bibliothèque de Cologne, se trouve aujourd'hui dans celle de Darmstadt. Le D^r Hefélé, dans le second volume de son *Histoire des Conciles*, en donne le texte, tel qu'il a été trouvé et publié par le D^r Knust en Allemagne et en France, avec les courtes notes dont il l'avait accompagné. Cette publication a été utilisée par le R. P. Dom Gams, dans sa *Series episcoporum*, et par le nouvel éditeur du *Gallia Christiana*, Dom Paul Piolin. Mais le *Dictionary of Christian antiquities*, récemment publié, en est resté, malgré les allures scientifiques, pas toujours justifiées, de ses auteurs, à l'humble indication de Sulpice Sévère. Il ne sera donc pas inutile de jeter un coup d'œil sur ce document, et de compléter ou de rectifier les trop courtes notes du premier éditeur.

A quelle date précise, dans quelles circonstances et pourquoi ce

concile fut-il assemblé ? Quelle est sa place dans l'enchaînement de l'histoire de l'Église à la fin du iv^e siècle ? L'examen du texte de notre concile répond à ces questions, et en éclaire quelques autres restées jusqu'ici fort incertaines.

« Ouverture du saint Concile assemblé à Nîmes, le 1^{er} octobre, sous le consulat des empereurs Arcadius et Honorius.

Aux évêques des Gaules et des Sept-Provinces, salut.

« Nous nous sommes réunis, pleins de zèle pour la paix, dans l'église de Nîmes, afin de mettre un terme aux scandales des églises et de guérir la division qui les déchire. Nous avons jugé opportun de prendre quelques mesures, conformément aux règles de la discipline ecclésiastique, de nature à procurer cet heureux résultat ¹. »

Jusqu'ici on avait généralement pensé, avec les auteurs de l'*Art de vérifier les dates*, que ce concile avait eu lieu vers 389. Quelques critiques, avec plus de raison, l'avançaient jusqu'en 393, et même plus loin. Ils avaient raison. Dans l'oraison funèbre de Valentinien II, saint Ambroise parle d'un concile qui devait se tenir en Gaule vers l'époque où cet empereur fut mis à mort par Arbogast, c'est-à-dire en 392. Il paraissait assez évident que la confusion dans laquelle la Gaule dut être plongée à la suite du meurtre de l'empereur et du rétablissement officiel du culte païen par l'usurpateur Eugène, ne devait pas permettre aux évêques de quitter leurs diocèses avant la défaite du tyran et la ruine définitive du paganisme expirant. Or, c'est au printemps de l'an 394 que Théodose mit en déroute, près d'Aquilée, l'armée d'Eugène et d'Arbogast. Le concile de Nîmes, qui est, à n'en pas douter, celui dont parle saint Ambroise, se réunit le 1^{er} octobre de cette année, Arcadius et Honorius étant consuls. Ces deux empereurs furent consuls ensemble en 394, en 396 et en 402. Cette dernière date doit être écartée, car saint Martin était mort depuis cinq ans; et le mot *consulibus* n'étant pas accompagné de *iterum*, c'est en 394 que le concile doit être placé, date que confirme la suite des faits dont je parlais tout à l'heure.

Le concile de Nîmes fut national. Le refus de saint Martin d'y venir siéger et l'intérêt profond qu'il y prenait le prouvent avec évidence.

¹ « Incipit sancta synodus quæ convenit in civitatem Nemausensem, Kal. Octobris, dominis Arcadio et Honorio Augustis consulibus.

« Episcopis per Gallias et Septem-Provincias, salutem. Cum ad Nemausensem ecclesiam, ad tollenda ecclesiarum scandala discessionemque sanandam, pacis studio venissemus, multa utilitati congrua, secundum regulam disciplinæ, placuit provideri. »

Bien que les évêques n'aient pas fait suivre leurs propres noms de ceux de leurs sièges, il n'est pas possible de douter, comme on le verra plus loin, qu'il y en eut de toutes les parties de la Gaule. La lettre synodale est adressée à tous les évêques des Gaules et des *Sept-Provinces*.

Ces *Sept-Provinces* sont : les Alpes Maritimes, la Viennoise, les deux Narbonnaises, les deux Aquitaines et la Novempopulanie. On attribue généralement à Constantin la division de la Gaule en deux diocèses, celui des Gaules et celui des *Cinq-Provinces*, qui se composait de la Narbonnaise, de la Viennoise, de l'Aquitaine, de la Novempopulanie et des Alpes-Maritimes. Les canons du concile de Valence en 374 sont adressés aux évêques des Gaules et des *Cinq-Provinces*. Le vicaire de ce diocèse résidait à Vienne. Quelques années plus tard, nous trouvons le diocèse des *Sept-Provinces*. On a beaucoup discuté pour savoir si les Sept Provinces avaient été formées par l'addition des deux provinces étrangères aux cinq déjà existantes, ou bien par la division de quelques-unes de ces dernières. On peut voir les opinions des érudits à cet égard dans le tome I^{er} de l'*Histoire de Languedoc*, aux pièces justificatives. Le dédoublement de la Narbonnaise en Viennoise et Narbonnaise II, et celui de l'Aquitaine en Aquitaine I et Aquitaine II, dataient de la fin du règne de Valentinien I ; et cependant le diocèse garda son nom de *Cinq-Provinces* jusqu'à la fin du iv^e siècle, puisque nous le trouvons employé par le concile de Turin en 397, et dans une loi de 399¹. Mais la mention des *Sept-Provinces* par le concile de Nîmes, en 394, prouve que le diocèse, tout en ayant deux provinces de plus, n'avait pas élargi ses limites, puisque les deux dénominations étaient employées indistinctement l'une pour l'autre. Donc les *Sept-Provinces* n'avaient pas été formées par l'addition de deux provinces nouvelles.

La *Notitia* attribuée à Honorius était le plus ancien document qui fit mention des *Sept-Provinces*. Maintenant c'est le concile de Nîmes, à moins qu'on ne veuille supposer que la *Notitia* a été dressée durant les dernières années de Théodose-le-Grand.

Nous pouvons arriver peut-être, à l'aide de cette indication, à préciser l'époque où, abandonnant Trèves, le préfet du prétoire vint avec toutes ses administrations se fixer à Arles. La rivalité qui éclata entre les métropolitains de Vienne et d'Arles est antérieure au concile de

¹ Cependant, s'appuyant sur un manuscrit du vi^e siècle, dit manuscrit de Vérone, Mommsen fait remonter la division de la Gaule en deux diocèses, celui des Gaules et celui des *Sept-Provinces*, à l'an 297. La dénomination de *Cinq-Provinces*, employée pour la première fois, non au concile d'Aquilée, en 381, comme le dit ce savant, mais à celui de Valence, en 374, serait inexacte et uniquement conservée par habitude. *Revue arch.*, 1866, p. 369.

Turin, qui fut appelé à juger cette affaire, mais postérieure à celui de Nîmes, qui n'y fait aucune allusion. Elle prit donc naissance entre les années 394 et 397. La raison de cette rivalité est certainement le rang élevé dont Arles venait d'être honorée. D'un autre côté, une constitution d'Honorius, de 418, rétablit les assemblées du diocèse des *Sept-Provinces*, qui se tenaient à Arles, résidence du préfet, et que l'invasion des barbares avait interrompues durant plusieurs années. En employant la dénomination de *Sept-Provinces* en 394, le concile de Nîmes nous permet d'affirmer que dès lors elle était en vigueur et en quelque sorte officielle, et que l'origine des assemblées du diocèse des *Sept-Provinces*, rétablies par la constitution d'Honorius, remonte à cette époque. Arles était donc dès lors la résidence du préfet du prétoire. Ainsi l'abandon de Trèves pour la Rome des Gaules n'était pas provoqué par l'invasion des barbares, mais par la double usurpation, en peu d'années, de Maxime et d'Eugène, devant lesquels l'Italie avait un moment tremblé. On peut donc croire que cette mesure fut prise par Théodore, après sa victoire, dans le but de protéger l'Italie.

Le concile nous fait connaître lui même, en deux mots, le motif de sa convocation et l'objet de ses délibérations : *ad tollenda ecclesiarum scandala discessionemque sanandam*. Ces scandales qui affligeaient et souillaient les églises, c'étaient ceux des Priscillianistes ou Manichéens ; ce schisme, c'était celui des partisans d'Ithace et de Félix de Trèves.

Abordant l'histoire des Priscillianistes, Sulpice Sévère trace un tableau ému des troubles et des scandales produits par la nouvelle secte : « Nous voici arrivés, dit-il, à des temps pleins d'angoisses et de périls, où un mal d'une nature singulière souille les églises et jette partout une extrême confusion. » On dirait un écho des paroles de notre concile, que l'historien a, du reste, connu, comme il nous l'apprend lui-même. Condamnés au concile de Sarragosse, et chassés de l'Espagne, les Priscillianistes se répandirent dans la Gaule Méridionale et y firent de nombreuses victimes. Condamnés une seconde fois au concile de Bordeaux, ils en appelèrent à l'empereur Maxime, qui, cédant aux conseils violents de l'évêque espagnol Ithace, fit mettre à mort leurs chefs, malgré l'énergique opposition de saint Martin. Les cadavres des suppliciés, transportés en Espagne à travers la Gaule, y excitèrent l'enthousiasme de leurs partisans, qui les honorèrent dès lors comme des martyrs. La secte se releva plus puissante que jamais, et fit d'effrayants progrès. Un nouveau concile était nécessaire pour conjurer ces redoutables périls. Ce fut le concile de Nîmes, dont la place est ici marquée dans l'histoire du priscillianisme.

Le zèle cruel d'Ithace, soutenu par l'usurpateur Maxime, avait fait

des prosélytes, qui tous réclamaient la peine de mort pour les hérétiques. Ils se réunirent en concile à Trèves pour l'ordination de Félix, évêque de cette ville. Saint Martin, qui condamnait Ithace et ses partisans, refusa d'y paraître. Il se laissa cependant séduire par la promesse que lui fit l'empereur d'arrêter les mesures violentes édictées contre les Priscillianistes, et assista à l'ordination de Félix. Sa charité l'avait un moment aveuglé : rare et bien pardonnable aveuglement, qu'il pleura du reste toute sa vie. Il s'abstint depuis lors d'assister à aucune assemblée épiscopale. Saint Martin avait dénoncé et condamné, avec toute l'autorité que lui donnait sa sainteté et son immense popularité, une criminelle altération de l'esprit de l'Eglise qui est charité autant que vérité. Sa répulsion pour les Ithaciens avait été partagée par saint Ambroise, lui aussi venu à Trèves sous l'inspiration de la charité. Le pape Sirice, comme on le voit par le concile de Turin, sanctionna de son autorité apostolique cette condamnation des Ithaciens portée par les deux plus doux et plus saints pontifes de cette époque. Ce schisme divisa les évêques des Gaules pendant plusieurs années. C'est là, à n'en pas douter, cette *discession* que le concile de Nîmes avait pour mission de faire disparaître. L'invitation envoyée à saint Martin et à saint Ambroise qui, dégoûtés des dissensions épiscopales, refusèrent de s'y rendre, prouve qu'il partageait à l'égard des Ithaciens les sentiments et les idées de ces deux grands évêques et du Saint Siège. Il contribua, sans nul doute, quoique les actes n'en laissent rien paraître, à affermir dans leur résolution et leur fidélité au véritable esprit de l'Eglise les évêques de la communion de saint Martin. Ce concile fut ce que le grand thaumaturge l'avait désiré, puisque, pour sa consolation, un ange lui en fit connaître le résultat. Les Ithaciens, de leur côté, durent comprendre, en face de cette unanimité des évêques catholiques, qu'ils devaient perdre tout espoir de faire triompher leurs cruels principes de répression à l'égard des hérétiques. Trois ans plus tard, ils envoyèrent des députés au concile de Turin pour préparer leur retour à la communion des évêques qu'on pourrait appeler *Martiniens*. Ainsi l'esprit de l'Eglise ne subit alors aucune déviation, comme on l'a dit. Il resta fidèle à lui-même, et ne se démentit pas plus alors que plus tard ; et la preuve, c'est la répulsion qu'Ithace et ses partisans inspirèrent alors à toute l'Eglise, qui suivit l'impulsion de Martin, d'Ambroise et du pape ¹.

Le concile de Nîmes se proposa surtout, comme il le dit lui-même, de remettre en vigueur les anciennes règles disciplinaires, dont l'oubli avait permis à l'hérésie de faire tant de progrès. Quelques-uns des sept canons qu'il publia offrent cependant un intérêt particulier.

¹ Voir *saint Martin*, par M. Lecoy de la Marche.

I. « Il a fallu tout d'abord s'occuper de ceux qui viennent en grand nombre du fond de l'Orient, et qui, se disant prêtres ou diacres, présentent aux personnes incapables d'en découvrir la fausseté des lettres de communion revêtues de signatures inconnues. Ils peuvent, de cette manière, capter la confiance des fidèles, pour leur arracher des aumônes et autres secours, se donnant les fausses apparences de la piété chrétienne par leur participation à la communion des enfants de l'Église. Nous avons décidé de repousser ces gens-là du ministère des autels, à moins que le bien général de l'Église n'oblige à les y admettre ¹. »

Ces orientaux ne sont autres que les Manichéens pros crits, par les édicts récents de Théodos, de leur pays et du monde entier, selon l'expression d'un édit de 389 — *ex omni quidem orbe terrarum.... pellantur*. Les Priscillianistes, très nombreux en Espagne et dans le midi de la Gaule, devaient attirer les Manichéens, auxquels les rattachaient la communauté d'origine, la conformité de croyances et la même manière de vivre parmi les populations catholiques. Le midi de la Gaule avait encore pour eux l'avantage de parler communément la langue grecque. Les priscillianistes, comme les manichéens, comme leurs descendants, les albigéois du xii^e siècle, n'hésitaient pas à mentir et à se parjurer pour dissimuler leurs erreurs ; c'est pour les combattre sur ce point que saint Augustin composa son traité *Contra mendacium*. Ils se mêlaient sans scrupule aux catholiques dans les églises, communiaient même, mais sans avaler l'hostie, comme nous l'apprend le concile de Tolède quelques années plus tard. C'est pourquoi le concile appelle l'attention sur les lettres de recommandation ou de communion dont ces aventuriers étaient porteurs.

II. « Quelques-uns ont imaginé, chose tout à fait contraire à la discipline apostolique et inconnue jusqu'à ce jour, d'élever des femmes au ministère des lévites. La discipline ecclésiastique ne peut tolérer une telle inconvenance. Que toute ordination de ce genre, faite en dépit de la raison, soit annulée. Il faut veiller à ce que personne à l'avenir n'ait la témérité de rien entreprendre de pareil ². »

¹ I. « In primis quia multi, de ultimis orientis partibus venientes, presbyteros et diaconos se esse confingunt, ignota cum suscriptione apostholia ignorantibus ingerentes, quidam (peut-être qui dum) spem infidelium (fidelium ?) sumptum stipemque captantur, sanctorum communione speciei (speciem) simulatæ religionis impræmunt: placuit nobis, si qui fuerint hujusmodi, si tamen communis ecclesiæ causa non fuerit, ad ministerium altarii (altaris) non admittantur. »

² II. « Illud etiam a quibusdam suggestum est, ut contra apostolicam disciplinam, incognito usque in hoc tempus in ministerium feminæ, nescio quo loco, leuiticum videantur assumptæ; quodquidem, quia indecens est, non admittit ecclesiastica disciplina; et contra rationem facta talis ordinatio distruiatur: providendum, ne quis sibi hoc ultra præsumat. »

Les femmes, comme nous l'apprend Sulpice Sévère, jouaient un rôle important dans la secte de Priscillianus, qui avait le talent d'en attirer un grand nombre par son extérieur austère et son langage séduisant. Elles étaient fières du pouvoir de dogmatiser et de prêcher qu'on leur reconnaissait comme à des docteurs. Voici le premier canon du concile de Sarragosse, tenu en 381 : « Il est prescrit aux femmes fidèles à l'Église de ne prendre aucune part aux réunions des hommes étrangers ; il leur est interdit de se joindre aux femmes qui font des lectures, pour s'instruire et enseigner elles-mêmes. Cela est défendu par l'apôtre. » Il s'agit ici de la lecture de l'Écriture Sainte. Saint Augustin nous apprend, dans sa lettre 237 et dans son livre *contra mendacium*, que les priscillianistes prétendaient découvrir dans l'Écriture les traces d'un enseignement secret qui ne convenait qu'aux parfaits, tandis que le texte grossier des Livres Saints était fait pour les hommes charnels. Les femmes se livraient avec ardeur à ces mystérieux commentaires. Mais le concile de Nîmes nous révèle un fait plus singulier, et qu'on ne trouve nulle autre part, c'est que ces hérétiques en étaient venus à conférer l'ordination à des femmes, une vraie et réelle ordination : *talis ordinatio destruatur*. La discipline apostolique, dont parle ce canon, est sans doute une allusion aux *constitutions apostoliques*. Celles-ci sont parfois désignées de cette manière par plusieurs anciens Pères.

III. « Il a plu au concile de rappeler le canon qui défend à un évêque d'admettre à la communion un clerc ou un laïque excommunié par son propre évêque ¹. »

C'est le 33^e canon apostolique, déjà cité par le concile de Nicée.

IV. « Un évêque ne doit pas non plus s'arroger le droit de juger un clerc dépendant d'un autre évêque, sans le consentement de ce dernier ². »

Ce canon est une suite du précédent, et n'établit rien de nouveau.

V. « Convaincu que beaucoup de gens, sous prétexte de voyage, s'enrichissent des offrandes et des aumônes des Églises, le concile ne veut pas que celles-ci fournissent des vivres à tous ceux qui se présentent. Chacun

¹ III. « Illud etiam repetere secundum canonem placuit, ut nullus episcopus sive clericum sive laicum, a suo episcopo judicatum, in communionem admittat illicitam. »

² IV. « Neque sibi alter episcopus de clerico alterius, inconsulto episcopo cujus minister est, iudicium vindicet. »

reste libre de donner ce qu'il juge convenable, sans qu'il y ait rien d'imposé à cet égard ¹. »

Ce canon distingue les fonds de charité des églises, dont l'évêque avait la dispensation, des aumônes individuelles, dont les fidèles disposaient selon l'inspiration de leur charité. Cela se pratiquait ainsi depuis le commencement de l'Église.

VI. « Les ministres des autels qui, pour quelque nécessité que ce soit, entreprennent des voyages, doivent, avant leur départ, se munir de lettres de recommandation que les évêques seuls ont le droit de signer ². »

C'est une répétition du 34^e canon apostolique. Les évêques seuls avaient le droit de signer les lettres de recommandation. Quelques années plus tard, le pape Zosime nomma Patrocle, archevêque d'Arles, légat du Saint Siège en Gaule, et lui conféra le droit exclusif de signer ces lettres.

Les six canons qui viennent d'être transcrits ne sont guère que d'anciens canons, trop oubliés, et remis en vigueur pour fortifier la discipline ecclésiastique et l'opposer comme un mur inébranlable aux progrès d'un secte dangereuse. Le dernier est entièrement nouveau et présente un intérêt plus général.

VII. « Enfin, le concile a voulu remédier à un autre abus. Les églises ont fréquemment à souffrir des outrages à cause de la protection qu'elles doivent aux affranchis, soit qu'ils aient reçu le bienfait de la liberté du vivant de leurs maîtres, soit qu'ils l'aient reçue par testament. Le concile décide que le chrétien qui, au mépris de son propre engagement ou de la volonté des défunts, tentera de ramener les affranchis sous le joug de la servitude, sera chassé de l'Église contre laquelle il s'élève; quant aux catéchumènes qui se rendraient coupables de la même faute, le baptême, à la vérité, ne leur sera pas refusé, à moins qu'ils n'abandonnent leurs sentiments de piété; mais il ne leur sera accordé qu'avec une grande circonspection ³. »

¹ V. « Additum etiam est ut, quia multi, sub specie peregrinationis, de ecclesiarum collatione luxuriant, victura non omnibus detur; unusquisque voluntarium, non indictum, habeat de hac præstatione iudicium. »

² VI. « Ministrorum autem quicumque peregrina quibuscumque necessitatibus petunt, ab episcopis tantum apostolia suscribantur. »

³ VII. « Addi etiam placuit ut, quia frequenter ecclesiis de libertorum tuitione inferuntur injuriæ, sive qui a viventibus manumittuntur, sive quibus libertas ultima testatione conscribitur: placuit synodo ut, si fidelis persona contra fidem et contra defunctorum voluntatem venire temptaverit, communicantes, qui contra ecclesiam veniunt, extra ecclesiam fiant: catechumeni vero, nisi in reliquiositate pietatem mutaverint, gratia considerata secundum Deum per inspectionem tradatur. »

L'Église se constituait ainsi la gardienne vigilante de la liberté accordée aux esclaves, et lui communiquait quelque chose de son caractère sacré, en sorte que porter atteinte à cette liberté sainte, c'était s'en prendre à elle-même. Ce décret prouve que si, dès l'origine, l'Église ne proclama pas en principe l'abolition de l'esclavage, comptant que la pratique de l'Évangile le ferait peu à peu disparaître, elle était bien résolue à l'empêcher de renaître partout où il aurait été aboli. C'est la première fois que l'on rencontre un pareil canon, croyons-nous. Mais bientôt d'autres de même nature lui feront écho, et formeront par leur ensemble la charte dans laquelle sont renfermés les principes, reconquis par l'Église, de la vraie égalité, de la véritable liberté, et de la seule fraternité possible parmi les hommes.

De l'examen de ces canons passons à celui de leurs auteurs, qui, malheureusement, ne nous ont pas fait connaître les noms de leurs sièges. Il sont au nombre de vingt-et-un. On n'en trouve aucun d'illustre, mais il y a plusieurs saints et un martyr. Voici leurs noms :

EGO APRUNCULUS SUBSCRIPSI.	EGO SOLINUS SUBSCRIPSI
EGO URSUS SUBSCRIPSI.	EGO ADELPHUS SUBSCRIPSI.
EGO GENIALIS PRO ME ET PRO FRATRE	EGO REMIGIUS SUBSCRIPSI.
SYAGRIO, SUBSCRIPSI.	EGO EPETEMIUS SUBSCRIPSI.
EGO ALITIUS PRO ME ET PRO FRATRE	EGO MODESTUS SUBSCRIPSI.
APRO SUBSCRIPSI.	EGO EUSEBIUS SUBSCRIPSI.
EGO FÆLIX SUBSCRIPSI.	EGO OCTAVIUS SUBSCRIPSI.
	EGO NICESIUS SUBSCRIPSI.
	EGO EVANTIUS SUBSCRIPSI.
	EGO INGENUUS SUBSCRIPSI.
	EGO ARATUS SUBSCRIPSI.
	EGO URBANUS SUBSCRIPSI.
	EGO MELANIUS SUBSCRIPSI.
	EGO TRIFERIUS SUBSCRIPSI.
	EXPLICIT EPISCOPI, N ^o XXI.

Aprunculus présida sans doute le concile en qualité de métropolitain. On ne sait absolument rien de *Solinus* et d'*Aratus*.

« *Ursus*, dit le premier éditeur du concile de Nîmes, est probablement celui dont le pape, en 417, déclara l'ordination nulle. » Cela n'est nullement probable, car nous savons par la lettre de ce pape à Proculus, évêque de Marseille, que Patrocle était archevêque d'Arles à l'époque de cette ordination, et Patrocle ne fut élevé à l'épiscopat qu'en 411 ou 412. Il paraît plus vraisemblable qu'au lieu d'*Ursus* c'est *Ursio* qu'il faut lire. Ce nom se trouve avec ceux d'*Octavius*, de *Triferius* et de *Remigius* parmi ceux des évêques qui siégèrent au concile de Turin quatre ans plus tard. Sirmond pense qu'ils étaient

évêques dans la Narbonnaise. On ne sait rien non plus d'*Ingenuus* ni d'*Aper*, quoique le premier éditeur incline à penser que ce dernier était évêque de Toul. Il n'est pas davantage autorisé à nous dire qu'*Epetemius* « est peut-être ce saint Apodemius qui, en 407, vint des rives de l'Océan et de l'extrémité de la Gaule, visiter saint Jérôme à Bethléem. » Voici les paroles de saint Jérôme : « Vous m'envoyez pour savoir mon sentiment sur quelques passages de l'Écriture un homme de Dieu, mon fils Apodemius ; » et ailleurs : « Mon fils Apodemius est arrivé à Bethléem ¹. » Saint Jérôme n'aurait pas parlé ainsi d'un évêque.

Alitius ou *Alethius*, « évêque de Cahors, dont parle Grégoire de Tours (L. II, c. 13) » dit encore le premier éditeur. Cet évêque n'a pas pu assister au concile de Nîmes, car tous les témoignages s'accordent à dire qu'il ne fut élevé à la dignité épiscopale que durant les premières années du v^e siècle. En 407, saint Jérôme renvoyait une dame gauloise, qui le consultait sur quelques difficultés de l'Écriture, à *Alethius*, dont il louait la sainteté et le savoir, et auquel il ne donne que la qualité de prêtre. *Nicesius* est peut-être l'archevêque de Vienne dont parle la chronique d'Adon. On ne sait rien de *Syagrius*, à moins que ce ne soit l'évêque de ce nom qui gouvernait l'église de Tarbes au iv^e siècle. *Adelfus*, ou *Adelphius*, pourrait être un des premiers évêques de Limoges.

Genialis est, à n'en pas douter, le premier évêque de Cavaillon. *Modestus* est, bien certainement, dit le premier éditeur de notre concile, le quatrième évêque de Meaux. *Urbanus* n'est autre que saint Urbain, évêque de Langres, dont le nom se trouve aussi parmi ceux des évêques qui siégèrent au concile de Valence vingt ans plus tôt. *Eusebius* est sans doute le premier évêque de Vence. Saint Juvinus qui lui succéda était évêque en 410.

Évantius, c'est saint Avantiu, évêque d'Autun. D'après tous les martyrologes, disent les Bollandistes, il gouvernait cette église dans la première moitié du v^e siècle. Notre concile précise mieux l'époque de son épiscopat. *Melanius*, « c'est ou bien saint Melanius de Troyes, ou saint Melanus de Viviers. » D. Vaissete a prouvé, dans une savante dissertation sur la succession des évêques de Viviers, qu'aucun évêque de ce nom ne peut avoir gouverné l'église de Viviers vers le temps du concile de Nîmes. C'est donc le nom de l'évêque de Troyes que nous lisons dans les actes de ce concile.

Au reste, pour tous ces noms, nous sommes réduits à des conjectures plus ou moins fondées. Il en est autrement de *Fœlix*, le dernier dont il reste à parler, et qui peut faire jaillir quelques rayons de lumière.

¹ S. Hier. *Epist. ad Hedib. et ad Algas*.

Il est bien évident que l'évêque de Nîmes dut prendre place parmi les évêques qui s'assemblèrent dans sa cathédrale le 1^{er} octobre 394. Quel était cet évêque ? Il ne peut y avoir aucune hésitation, aucun doute possible ; cet évêque était saint Félix. Menard, qui ignorait les actes du concile de Nîmes, n'osait encore l'affirmer. « Il paraît, dit-il, que, dans le temps de ce concile, ou peu après, l'église de Nîmes était gouvernée par saint Félix II ¹. » Le jour s'est fait sur cette question, et il est arrivé aujourd'hui à sa pleine lumière.

Parmi les manuscrits laissés par D. Polycarpe de la Rivière, vers la fin du XVII^e siècle, se trouvait un fragment d'une vie de saint Amatus, évêque d'Avignon ². On y lisait que, la troisième année de son épiscopat, le bienheureux Amatus avait vu éclater un effroyable orage sur son troupeau. Les Alamans, conduits par leur chef Chrocus, le plus terrible ennemi des chrétiens, venaient d'envahir la Gaule et d'en ruiner un grand nombre de cités. Avignon, à son tour, fut environnée par les bandes redoutables de Chrocus. Le bienheureux Amatus exhorta ses ouailles à souffrir courageusement la mort pour leur foi, à l'exemple de tant de chrétiens de tout âge, de tout sexe et de toute condition immolés par le glaive ou la hache de ces ennemis de Dieu. Qui peut dire, ajouta-t-il, le nombre des évêques qui ont péri sous leurs coups ! Ainsi ont succombé : Privat à Mende, Avolus à Albe (Viviers), Sextus à Valence, Justinus à Trois-Châteaux, Firminus à Venasque, Leonius à Apt, Albinus à Vaison, Valentinus à Carpentras, Victor à Arles, Lucius à Orange, *Félix à Nîmes*, Venustus à Agde. Amatus partagea le sort de ces glorieux martyrs.

Ce fragment, que les auteurs du *Gallia Christiana* insérèrent dans leur ouvrage, devait exciter un grand intérêt surtout pour les églises dont un des premiers évêques prenait ainsi place parmi les martyrs. Mais quelle confiance pouvait-on accorder à ce fragment ? son authenticité était-elle à l'abri de toute contestation ? D. Polycarpe de la Rivière avait longtemps séjourné dans la chartreuse de Villeneuve-lez-Avignon et fait des recherches sur les églises du voisinage. Il affirmait avoir copié lui-même ce fragment sur un ancien manuscrit de la vie de saint Amatus, conservé dans l'église d'Avignon, et il l'appela un manuscrit d'or. Assurément, D. Polycarpe était loin de mériter une confiance absolue ; mais Grégoire de Tours, qui raconte l'invasion de Chrocus et le martyre de saint Privat de Mende, semblait lui donner raison. Ces considérations déterminèrent Menard à reconnaître l'authenticité du fragment. « Sur le fondement de ces actes, dit-il, on ne peut refuser le donner à Félix de Nîmes le titre de saint,

¹ *Histoire de la ville de Nîmes*, t. I, p. 57.

² *Gallia Christ.*, t. I, col. 137, *Instrum.*

comme on le donne aux évêques qui reçurent la couronne du martyre durant l'irruption de Chrocus; ni de lui décerner un culte particulier, comme on a fait entre autres à saint Privat de Javouls ou de Gévaudan, dont l'église célèbre la fête le 21 d'août, et dont le martyre n'est fondé que sur le fait des ravages de Chrocus ¹.

Tous les critiques n'allèrent pas jusque-là, et le doute ne fut pas entièrement dissipé. Les auteurs du *Gallia Christiana*, ceux de l'*Histoire de Languedoc*, l'auteur de l'*Histoire de l'Église de Nîmes*, et d'autres encore font, sur l'autorité de ce fragment, des réserves qu'a justifiées une connaissance plus complète des pièces laissées par D. Polycarpe de la Rivière. Le nom de *Felix* parmi ceux des évêques qui siégèrent au concile de Nîmes, fait disparaître toute incertitude sur l'épiscopat et l'existence de ce saint Pontife, et communique au fragment de la vie de saint Amatius un degré d'autorité dont il est impossible de méconnaître la valeur.

Indépendamment de la question d'autorité, qui tire une force décisive, au moins pour ce qui concerne saint Félix, des actes du concile de Nîmes, le fragment soulevait une question de chronologie non moins importante. A quelle époque fallait-il rapporter l'invasion de Chrocus, ou de tout autre chef barbare, et le martyre des évêques qui furent victimes de ses fureurs? Il semblait, au premier abord, facile de le dire, car l'invasion de Chrocus et le martyre de saint Privat de Mende, cité le premier par saint Amatius, sont racontés en détail par Grégoire de Tours, qui les fait remonter au temps de l'empereur Gallien ²; c'était donc sans doute à cette même époque qu'avaient vécu les douze évêques mentionnés dans les actes de saint Amatius. Ainsi pensèrent les Bollandistes, les auteurs du *Gallia Christiana*, Tillemont, et d'autres critiques non moins éminents.

Mais d'autres, d'une valeur non moins considérable, adoptèrent une opinion différente. Ils préférèrent à l'autorité de Grégoire de Tours, qui se trompe souvent quand il parle d'événements antérieurs à l'époque où il vécut, celle de Frédégaire, de fragments fort anciens attribués à Idace, de Sigebert, d'Aimoin, des annales de Trèves, de beaucoup d'actes de martyrs, qui font de Chrocus un roi des Vandales et non des Alamans, plaçant son invasion au commencement du v^e siècle et non au milieu du iii^e. D. de Vic et D. Vaissete, dans une dissertation irréfutable, firent pencher la balance en faveur de la seconde opinion, généralement adoptée depuis cette époque ³.

¹ *Histoire de la ville de Nîmes*, t. I, notes, p. 83.

² Greg. Tur. *Hist. Franc.*, L. I, 30-32.

³ *Histoire de Languedoc*, t. I, note XLII. — La même question est traitée au même point de vue, par D. Ferron, dans une solide dissertation sur la succession des évêques à Besançon. Elle se trouve dans le t. II des *Mémoires et documents inédits pour servir à l'histoire de la Franche-Comté*.

Les actes du concile de Nîmes, en prouvant avec évidence que saint Félix gouvernait cette église à la fin du iv^e siècle, font voir par là même que l'invasion dont parlent Grégoire de Tours et saint Amatus n'est autre que la grande invasion des Vandales, des Alains, des Burgondes et des Suèves, qui franchirent le Rhin le dernier jour de l'an 406, et saccagèrent, au rapport de saint Jérôme, les plus florissantes villes de la Gaule.

Ainsi le fragment de la vie de saint Amatus est authentique pour le martyr de saint Privat de Mende, comme on le savait déjà, sauf pour la date, et pour saint Félix de Nîmes, comme nous le savons désormais. Est-on en droit de conclure qu'il a la même autorité pour les dix évêques dont il mentionne le martyr? Ce serait aller un peu loin. Il faut cependant remarquer que rien ne s'oppose à ce que ces évêques aient vécu au commencement du v^e siècle.

Quelques années après la célébration du concile de Nîmes, la grande invasion des barbares commença. Nous savons le rôle héroïque des évêques catholiques durant ces jours d'inénarrables calamités. L'évêque de Nîmes partagea la gloire de tant d'évêques martyrs, qui ne réussirent pas, comme d'autres, à éloigner les barbares qui entouraient leurs cités. Il fut pris et cloué sur une croix, pendant que ses ouailles étaient en proie à la fureur des barbares¹.

DOM LOUIS LÉVÊQUE, O. S. B.

II

UN PROJET DE TRANSLATION DU CONCILE DE BALE A LYON EN 1436

Raynaldi raconte que, dans la vingt-quatrième session du concile de Bâle, le 26 avril de l'année 1436², au moment où la discussion allait s'engager sur les moyens de réunir l'Église grecque et l'Église

¹ Le crucifiement de saint Félix est affirmé par le premier éditeur du concile de Nîmes, qui n'indique pas les sources où il l'a puisé.

² C'est en cette année 1436 qu'il faut placer les missives non datées, que

latine, le pape Eugène IV, pour faciliter aux envoyés des Grecs l'assistance aux délibérations du concile, et pour pouvoir les diriger lui-même, ou, tout au moins, pour exercer une surveillance plus efficace sur des agissements qui commençaient à y devenir menaçants pour l'autorité pontificale, résolut de le transférer à Bologne. Il fut forcé, devant l'opposition de la majorité des membres de l'assemblée, de revenir sur cette décision ¹.

Mais la nouvelle d'un déplacement possible des pères du concile avait fait naître en France l'espoir de les voir s'y transporter ², et

nous publions ici. La preuve en est non-seulement dans le seul de nos documents qui porte une date, et précisément cette date de 1436, mais dans ce fait que la demande des Lyonnais, dont nous allons parler, est adressée « au cardinal de Rouen, vicancier du Saint Siège de Rome. » Le cardinal ainsi désigné ne peut être, en effet que *Jean de Rochetaillée*, ainsi nommé du village des environs de Lyon où il naquit. Élu le 3 février 1422 archevêque de Rouen, il fut nommé par le pape Martin V cardinal du titre de Saint Laurent in Lucina, et presque en même temps, suivant D. Pommeraye (*Hist. des archevêques de Rouen*. Rouen, 1667, in-fol., p. 545 et suiv.) chancelier de l'église. — Severt, comme le document que nous publions, le nomme vice-chancelier seulement (Severt, *Chronologia historica successionis hierarchicæ illustrissimorum archiantistitum Lugdunensis archiepiscopatus*. Lyon, Simon Rigaud, 1628, 3 tomes en un vol., t. III, p. 22). Jean de Rochetaillée mourut le 23 mars 1437, et comme les documents que nous publions sont datés des mois de juin et de juillet, ils ne peuvent se placer qu'en l'année 1436.

¹ « In sessione XXIV, viii kal. maii (1436) de Græcis in Romanæ ecclesiæ sinum traducendis agitatum est ; extracta vero res in annum proximum, ... Sed cum præsentia Suæ Beatitudinis a pluribus desideraretur, videre-turque admodum necessaria, ipseque beatissimus pontifex in Basileâ com-mode interesse non posset, et pauci admodum ibi tunc convenerint, qui ad res tam grandes conficiendas sufficerent, nec illud etiam Græci, de quorum reductione agebatur venire vellent, multis etiam ex causis tunc expressis, de consilio et consensu reverendissimorum Cardinalium Sanctæ Romanæ Ecclesiæ concilium Basileense transtulit ad civitatem Bononiensem..... Sed cum placuisset multis patribus..... ne inde concilium transferretur, quamvis plurima suaderent ut concilium illud in Bononiâ continuari deberet, Sua Beatitudo, multorum principum devicta precibus, et sperans, ut tunc promittebatur Suæ Sanctitati a patribus illis, quod ibi talia fierent, per quæ exaltaretur catholica fides, pax daretur populo christiano, mo-resque reformarentur in clero ex integro, concilium in Basileâ restauravit..... » Raynaldi *Annales ecclesiastici*, post Baronium, t. XVIII, ad an. 1436.

² Les pères eux-mêmes, malgré leur premier mouvement de résistance aux désirs d'Eugène IV, ne furent pas toujours éloignés de l'idée de quitter Bâle pour une autre ville. Nous trouvons, en effet, dans les actes de la vingt-quatrième session, à la date du 7 mai 1437, l'indication d'un décret du concile, ordonnant que pour délibérer sur la réunion des Grecs à l'Eglise romaine il s'assemblera, à Bâle, à Avignon, ou en Savoie : « Sacrosancta generalis synodus Basileensis, in Spiritu Sancto legitime congregata uni-

l'offre leur fut faite alors de se réunir à Lyon. Cette démarche, restée, je crois, inconnue jusqu'à nos jours, nous est attestée par une correspondance existant aux archives municipales de Lyon. Le roi, qui ne pouvait qu'être heureux d'un accroissement d'influence sur la direction du concile, paraît avoir eu l'initiative de cette démarche. Il résulte même de la première pièce que nous publions ci-après, bien que, d'après les suivantes, le Consulat lyonnais ait plutôt l'air d'agir pour son propre compte, que la première tentative fut faite au nom de Charles VII par ses représentants au concile, Simon Charles, un de ses conseillers et maîtres des requêtes, et l'archevêque de Vienne ¹. Si le Consulat fait don de « quatre asnes desquarlete fine » à Simon Charles, c'est que l'accomplissement des volontés du Roi eût été particulièrement avantageux pour la ville ; mais rien n'indique qu'elle eût donné à l'ambassadeur de Charles VII une mission spéciale ².

versalem ecclesiam representans ad perpetuam rei memoriam in generali congregatione ad hoc indicta, et iterum votis singulorum in eadem scrutatus, repertoque duplo majorem partem, et multo plus, vota sua direxisse in *Basileam, Avinionem vel Sabaudiam*..... Datum in sessione publica ipsius sanctæ synodi, in ecclesia majori Basileensi solemniter celebrata, nonis Maii, a Nativitate Domini millesimo quadringentesimo trigesimo septimo. » Labbe, t. XII, col. 578. La mention de la Savoie, comme du pays où le concile pourrait se réunir, figurant dans une des réponses faites à la demande des Lyonnais, donnerait lieu de croire que, dès 1436, l'idée d'un concile en Savoie s'était produite, et qu'il en avait même transpiré dès lors quelque chose au dehors, quoique les actes du Concile ne la rapportent qu'à l'année 1437.

¹ Jean II de Norry, mort en 1438 archevêque de Besançon. *Gallia Christiana*, éd. de 1656, in-fol. t. I, col. 808.

² La pièce suivante permettra au lecteur d'en juger :

Guichard Bastier, docteur en loiz, Girerd de Varey, Jehan de Chaponnay, Humbert de Bleterens, Robert Curt, Pierre Turin, Jehan Brunicard, citiens et consulz de la ville de Lion, savoir faisons que Pierre Gontier, receveur des deniers communs de lad. ville, a baillié et delivré des deniers de sad. recepte, et par nostre commandement, à messire Symon Charles, chevalier, de l'ostel du Roy nostre sire, la somme de vint et deux ducas d'or, employés en quatre asnes d'esquarlete fine, donnée aud. messire Symon Charles, afin que, plus diligemment et de meilleur cuer, il procure que le saint concile qui est à Bale, quant il s'en départira, s'en viegne lougier en ceste ville de Lion, comme le Roy nostre sire de ce a chargé expressément, entre autres choses, monsr l'arcevesque de Vienne et led. messire Symon Charles, qui, pour ceste cause et plusieurs autres, vont aud. concile *de par le Roy*, nostre dit seigneur. Si voulons et mandons que lad. somme de xxii ducas d'or soit audit receveur allouée en ses comptes et rebatue de sad. recepte sans aucun contredit. Donné à Lion, en l'esglise de Saint Albain, le lundi dernier jour d'avril, l'an mil iiii^e trente-six, après Pasques. Par messieurs les consulz dessusdits.

DE MATISCON, Cra.

Arch. de Lyon CC. 395, n° 26 (parchemin).

Quelques semaines plus tard, sans doute parce que l'ambassade royale n'avait pas eu le succès qu'on était en droit d'en attendre, les consuls lyonnais se décidèrent à agir personnellement. Ils envoyèrent, eux aussi, deux députés au Concile, Benoît Chaval et Jean Bacon, et adressèrent au cardinal-archevêque de Rouen, vice-chancelier de Rome, qui par bonheur se trouvait être presque leur compatriote ¹, une requête que devaient appuyer l'archevêque de Lyon, Amédée de Talaru², leur avocat naturel au sein du concile, et plusieurs autres prélats. Ils y faisaient valoir, en hommes qui se souviennent, même en politique, qu'ils sont des marchands, les avantages de la situation de leur ville, au centre des nations chrétiennes, son heureux climat, ses facilités de communication avec l'Orient, dont les représentants devaient figurer au concile, celles que les Pères trouveraient à s'y loger, même gratuitement. Puis, ajoutant à ces arguments, d'un ordre assez inférieur, des considérations plus élevées, ils invoquaient le caractère ecclésiastique de leur cité, encore qu'elle fût sous la souveraineté du roi de France, souveraineté qui était d'ailleurs une garantie de sécurité ; ils évoquaient les souvenirs du concile déjà tenu à Lyon, par Grégoire X ³, pour y opérer cette union de l'Eglise grecque et de l'Eglise latine que le futur concile était appelé à consommer, des papes qui y avaient été élus ou qui y avaient séjourné ; ils rappelaient enfin au cardinal-archevêque de Rouen des services antérieurs, pour s'autoriser à obtenir de lui une nouvelle faveur. Voici le texte de cette lettre :

Très révérend père en Dieu et nostre très chier et très redoubté seigneur. le cardinal de Rouant, vicancier du saint siège de Rome.

Très révérend père en Dieu et nostre très cher et très redoubté seigneur, nous noz recommandons à vous très humblement, et vous plaise savoir, que nous avons esté acertenés que noz seigneurs les ambassadeurs du Roy, nostre souverain seigneur, estans à Basle, ont offert de par ly, au saint concile la cité de Lyon, et fait autres grans offres pour relever l'Eglise et illec convenir avec nostre saint père le pape pour la réduction des Grecz, laquelle, au temps du pape Grégoire le X^e, y fut commencée, et au plaisir de Dieu et à votre bonne ayde, cy prandra bonne fin, et avons espérance que s'il est le bon plaisir de nostre saint père accepter ladicte cité de Lyon, ledit concile et l'empereur, le Roy nostre sire et autres roys et princes de divers pays et nations l'auront bien agréable, considéré la situation et bonne disposition de ladicte cité, laquelle est grande, belle, plaisant et habille pour bien loger

¹ Voir la première note de ce travail, relative à ce personnage.

² Amédée de Talaru (9 déc. 1415-27 février 1444).

³ En mai 1274.

et en bon aer et pays de paix, et est de l'Église, soubz la souveraineté du Roy, puissant pour tenir seur le concile, située es fins du royaume joignant à l'empire, et parmy laquelle passent deux fluves portans navires; et si pourront venir les Grecz de la mer jusques à la dicte cité par eau, et s'en retourner légèrement, quant besoing sera. Et en laquelle cité plusieurs sains pères ont esté grandement et révéremant receus, esleux, sacrés, et tenu leurs conciles généraulx. Et pour ce, très révérend père en Dieu et nostre très chier et très redoubté seigneur, que bien scavons que tousjours avez amé et désiré le bien, honeur et utilité de ladicte cité, comme de fait l'avez monstre en plusieurs cas, mesmement en nous faisant donner les pardons pour les réparacions des pons d'icelle cité, lesquelx aussy vous avez fait proroguer, dont vous remercions de tout nostre povoir, si vous supplions, très révérend père en Dieu et nostre très redoubté seigneur, tant humblement que povons, que, en percéverant de bien en mieulx, il vous plaise la comodité de ladicte cité et situation d'icelle remonstrer à nostre saint père le pape et noz seigneurs du saint collège et autres que savés estre expédiant, en les enhortant qu'il leur plaise accepter et avoir agréable ladicte cité de Lyon, en laquelle se ainsy leur plaist, pour la révérence de Dieu, vraye réduction desd. Grecz et relèvement de sainte Église, nostre saint père, noz seigneurs du collège et tous autres seigneurs de sainte Église et temporelz seront au plaisir de Dieu très bien et grandement receuz et seurement tenus, tellement que Dieu et eulx en seront et devront estre contens, et en ce vous supplions très humblement, qu'il vous plaise tenir la main au bien et honneur de ladicte cité et de nous voz humbles serviteurs. Et pour ceste cause, très reverend père en Dieu et nostre très chier et très redoubté seigneur, envoyons par devers vous Jehan Bacon, pourteur des présentes, par lequel vous plaise nous mander vostre bon plaisir, prestz de l'acomplir de très bon cuer à nous pouvoirs, prions le benoist filz de Dieu, que vous doint bonne vie et longue, et ce que vostre cuer désire. Escript a Lyon le xiiii^e jour de juing.

Les tous vostres humbles serviteurs, les conseillers,
bourgeois et habitans de Lyon ¹.

Deux réponses furent faites à cette requête du Consulat, le 2 juillet 1436 : l'une par l'archevêque de Lyon, seul; l'autre par ce même prélat, et avec lui, par l'archevêque de Bourges, l'évêque d'Orléans, celui de Digne, et Jourdain Morin, se qualifiant tous ambassadeurs du roi au concile de Bâle. Tous sont d'accord pour féliciter les Lyonnais de leurs bonnes intentions, pour trouver juste qu'à leur ville soit réservé l'honneur de voir se consommer entre les Grecs et les Latins l'œuvre de réconciliation qui y avait été autrefois commencée. Seulement les uns et les autres, et l'archevêque de Lyon plus que les autres,

¹ *Au dos.* « Lettres envoyées par la ville à mess^{rs} de Lyon et autres archevêques estans a Balle, tenans le grant consille, leur offrans ceste ville. » Original sur papier. Arch. de la ville de Lyon, AA 136.

regrettent que les troubles nouvellement survenus à Lyon, risquent d'altérer les bonnes dispositions du Roi, auparavant acquis à ce projet, et d'effrayer les membres du concile ; bien que, prennent-ils soin d'ajouter, « nous ayons su et répondu que la chose est toute passée et fut moins que néant, et honnestant tout ce que nous avons poeu à vostre bien et honneur. » L'archevêque de Lyon, lui, usant de l'autorité plus grande que ses fonctions lui donnent, conseille, en outre, aux Lyonnais de tâcher de reconquérir au plus vite la bienveillance du Roi. Mais il vaut mieux laisser la parole aux personnages eux-mêmes, puisque leurs lettres ont pu nous être conservées :

*A nos très chiers et très singuliers amis
les conseulz, bourgeois et autres habitans de la ville de Lyon.*

Très chiers et très singuliers amis, nous avons veu ce que escript avez à moy, archevesque de Lyon, sus la translacion du Concile en ladiete cité, et nous semble vostre peticion raysonnable, et devés estre loés et recommandés de votre poursuynte, laquelle pieçà avons mis sus au saint Concile général, pour et ou non du Roy nostre sire, et veu que en Ytalie et Alamaigne a eu plusieurs conseulx généraulx, puis trente ans en ça, seroit convenient honorer et defférer à nostre nacion ; singulièrement à la reduction des Grecz, se translacion se fait, devroit estre à Lyon pour y finir et achever ce que au temps de pape Grégoire le X^e à Lyon fut commencé. Et si est très convenient à la péticion présentement faicte pour les Grecz de convenir en Savoye, veu que Lyon est joignant à Savoye et par icelle cité fault passer, montant par la rivière, ou au plus près venant par terre. Et combien que de pieçà fu reputé habille et cappable la cité de Lyon pour court de Rome ou concilez généraulx, que plus est, recevoir ¹, à présent est plus habille pour recevoir toutes gens que jamais ne fut, et fournie de plus lougans et plaisans habitacions que jamais. L'abundance de vivres, joignant à l'empire, voysine d'Ytalie, Espagne et plusieurs autres nacions, et autres comoditez assez avons récite ; et singulièrement que les citoyens très dévotement ont traictié et receu les conciles généraulx, élection de papes faictes à Lyon en playne seurté et liberté, par tel que quant pape Clément le V^e fut esleu en pape, ly, estant archevesque de Bordiaux, vient à Lyon pour estre couronné en pape, laquelle chose a esté grandement notée, réputée de grande recommandacion et esmeu les ceurs de plusieurs, se translacion se fait, la devoir faire à vous, veu mesmement qu'est à la seignourie de l'Eglise et souveraineté du Roy nostre sire, puissant pour tenir seur par ly, ses parens et aliés la cité et tout le pays voisin, tant ou royaume que en l'empire. Et ne faictes doubte que, longtemps a, sur ce le Roy nous a mandé son bon plaisir par instructions, signées de sa main, et de rechief par ses ambassadeurs nouvellement venus, sur quoy aussey avons rescript au Roy les diligences que pour ce avons fait, et nous embesongnerons, comme tenus sommes, au man-

¹ Il est fait sans doute ici allusion au concile tenu à Lyon, par Innocent IV, qui, menacé par l'empereur Frédéric II, s'y était réfugié en 1245.

dement du Roy et exaltacion de vous. Vray est qu'il a esté renommée de par deçà, passés trois sepmaines, d'aucunnes petites différences et rumeurs en ladicte cité, qui sembloit retraire les ceurs de plusieurs gens, sur quoy nous avons dit et respondu que la chose est toute apaisée, et fut moins que néant, et honnestant tout ce que nous avons poeu à vostre bien et honneur, en recommandant vostre très grande dévotion et vouloir au bien de la foy chrestienne, pour laquelle estez prestz livrer maysons amaisnagées sans cous et frays ausdiz Grecz. Et pourtant, très chiers et très singuliers amis, que voz péticion, désir et avancement, pour l'onheur et commandement du Roy et au bien de vous, tousjours voulons pourchassier, le vous faysons scavoir, pour ce que faites digilience (*sic*) et poursuynte que soiés en la grace du Roy, sans que poursuynte ne se pourroit accomplir ne nul ne se oseroit mettre ou habandonner dedens ce royaume sans son plaisir et seurté, et est nécessaire que à ses propres et ancians adversaires, se translacion se fait, le Roy donne bon et léal saufconduit, et se de toutes pars chacun n'avoit liberté de venir, ne pourroit estre concile général. Très chiers et très singuliers amis, le benoit filz de Dieu vous doint bonne vie et longue, et nous rescriptvés de ce voz vouloirs. Escript à Basle le 11^e jour de juillet.

A. ARCEVESQUE DE LION¹

H. ARCEVESQUE DE BOURGES²

J. EVESQUE D'ORLÉANS³

P. EVESQUE DE DIGNE⁴

JOURDAIN MORIN,

Ambassadeurs du Roy nostre sire estans au saint concile de Bale⁵.

*A mes très chiers et très singuliers amis
les conseulz, bourgoys et autres habitans de la ville de Lyon.*

Très chiers et très singuliers amis. A grant joie ay receu voz lettres, lesquelles ay communiqué à tous messeigneurs de l'ambassade du Roy, pour leur donner playnement entendre vostre grande et bonne voulenté, et que les offres, faictes par eulx ou non du Roy, de maisons amaisnagiés pour les Grecz sans frais et despence, estes prestz d'accomplir, et ont veues vestres lectures à très grant plaisance ; et ne doubtez que, de mon povoir, pourchasseray le bien et avancement de ladicte cité, comme tenus y suis. Le plus grant empeschement que soit en la besongne est de ceste renommée que l'en a fait aucune novité en ladicte cité, par tel que le menu peuple voeult avoir le gouvernement, tant sus les gens du Roy que sus tous autres, et de ce estoit très grant vois de par deçà avant la venue maistre Benoit Chaval et Jehan Bacon, laquelle avons pourchassié et moy et eulx à nostre povoir apaisier ; et pour tout dire, jamais le conseil ne se mecteroit en lieu en que

¹ Amédée de Talaru.

² Henri d'Avaugour, *Gal. Christ.*, t. I, col. 183.

³ Jean VI de Saint-Michel, évêque d'Orléans (1126-1438). *Gal. Ch.*, t. VIII, col. 1478.

⁴ Pierre de Verceil 1433-11 nov. 1416. *Gal. Ch.*, t. III, col. 1127-1128.

⁵ Arch. de Lyon, AA 22, n° 89 (papier).

l'on fist telles novités; et si fault prince qui, non tant seulement la cité où est le conseil, mais toutes marches et pays de voisinance, en venant, séjournant et retournant, toutes gens, vivres et marchandises puissant tenir seur. Si est très neccessaire que ayés la bienvueillance du Roy, laquelle, me semble, légèrement povés avoir, veu que en tant de grans périlz et inconvéniens honorablement vous estes gouvernés, et avés esté le boslevert de son obéissance es marches de par de là, ne devés vouloir pour nulle, riens perdre ou délaisier ceste glorieuse renommée, laquelle de sy long temps, à sy grant labeur et despense avés acquiz, veu que le Roy, loés soit dieux, présentement est au-dessus de ses affaires. Si vous prie tant que plus puis, très chiers et très singuliers amiz, que la bienvueillance du Roy sur toute riens vueilliés pourchassier, et se de moy en riens me puis embesongnier, soit par moy, ou par messrs et amis, je vous afferme que liement en ce me désire employer, et vous, demeurant en l'indignacion du Roy, beacoup de perilz et pertes en poevent avenir. Vous sçavez que le Roy est très bénig et clément prince, tout ce que avés fait me semble que tousjours avés eu bone entencion, ne reste que bien informer le Roy de vostre bonne intencion que tousjours avés eu, et de mon vouloir. Ledit Bacon est alé à monseigneur le cardinal de Rouant, et présentement va par devers vous ledit maistre Benoit, lequel vous dira plus au long mon entencion; si vous plaise le croire féablement et me rescrivez en tous cas voz bons plaisirs et bien et prospérité de tous vous, dont suis très désirant et pour mon très singulier plaisir. Très chiers et bons amis, le benoist filz de Dieu vous doint prospérité et joye. Escrypt à Basle le n^o jour de juillet (1436.)

A. ARCEVESQUE DE LYON ¹.

Du projet que nous venons d'étudier, il ne sortit rien. L'histoire ne nous le dirait pas, qu'à voir les réserves apportées par les évêques français, qui auraient dû en être les plus chauds partisans, il serait facile de le présumer. Cet avortement explique le silence qui s'était fait à son sujet. Il ne semble pas, en effet, que jusqu'ici aucun historien en ait soupçonné l'existence. Les troubles survenus à Lyon, et qui empêchèrent, au moins en apparence, la réunion tant désirée de ce concile, ne sont également mentionnés par personne. Serait-ce une hypothèse trop téméraire que de voir dans cette tentative, à laquelle la faveur royale ne semble pas avoir fait défaut, un premier essai de cette politique religieuse de Charles VII qui devait trouver, quelques mois plus tard, dans le concile national et dans la Pragmatique Sanction de Bourges, sa formule définitive. C'est là tout au moins un incident nouveau dans l'histoire religieuse du xv^e siècle, incident qui, replacé dans le milieu où il s'est produit, peut avoir sa signification : il nous semble qu'il était bon de le signaler.

J. VAESSEN.

¹ Original sur papier. Archives de Lyon, AA 22, n^o 88.

III

UNE PROCÉDURE CALVINISTE A GENÈVE
AU SEIZIÈME SIÈCLE.

Une des sources les plus abondantes pour l'histoire du régime calviniste à Genève, c'est l'étude des procédures criminelles du seizième siècle qui nous ont été conservées; vainement en a-t-on laissé perdre un bon nombre, par négligence, par incurie ou par toute autre cause, volontaire ou non; il en reste suffisamment encore pour pouvoir, à l'aide de ce qui est parvenu jusqu'à nous, jeter un coup d'œil des plus instructifs sur une époque dont, à tort ou à raison, on parlera toujours beaucoup. On n'a point fait disparaître toutes les pièces curieuses à cet égard, en radoubant des barques avec une partie des archives de Genève¹.

L'état, plus ou moins avancé, plus ou moins doux, plus ou moins barbare, de la procédure pénale dans un pays, permet de juger, jusqu'à un certain point, de la civilisation d'un peuple, à un moment donné; c'est une remarque qui a été faite avec raison, depuis longtemps. Il ne faut donc pas s'étonner que plusieurs des procédures genevoises que nous a léguées la réformation, celle de Servet en particulier, aient eu un grand retentissement.

L'ardeur avec laquelle se poursuivent les études historiques, dans ce domaine encore en partie inexploré, nous permet de découvrir chaque jour de nouveaux filons, et d'apprécier plus sûrement, avec moins de chance d'erreurs, ce temps si profondément troublé, cette époque si tristement fameuse.

Les générations qui ont vu naître de grands orages, qui ont traversé de grandes révolutions, attirent involontairement les regards: on les étudie avec un intérêt toujours croissant, on se plaît à les interroger avec une pénétrante curiosité. Les longues et douloureuses luttes du seizième siècle, dans Genève, ont déjà fait naître bien des travaux utiles; les recherches s'étendent, se multiplient, se développent, les

¹ Voir, quant à la procédure du syndic Blondel, l'ouvrage intitulé: *Jean Jacques Rigaud, ancien premier syndic de Genève*. Genève, 1880, p. 379-380.

faits connus se groupent, s'augmentent, il est permis, peu à peu, de saisir plus exactement l'ensemble des combats passionnés qui se livrèrent sur un petit théâtre, au bord de ce lac qu'admirent volontiers les voyageurs et qu'ont chanté souvent les poètes ; mais, si le Léman prête aux rêves de l'imagination, rien n'est moins poétique que le régime de Calvin.

Le procès de Gentilis ¹, qu'a publié, d'après les documents authentiques, M. Henry Fazy, secrétaire de l'Institut national genevois, est loin sans doute d'être le plus important de ceux que fit naître le sombre fanatisme du réformateur. Le bûcher de Servet, auquel je faisais allusion tout à l'heure, a bien plus vivement ému l'opinion publique européenne. Cet assassinat juridique, dont la préméditation est aujourd'hui historiquement démontrée, malgré d'opiniâtres dénégations, a été apprécié avec une grande sévérité, même dans le camp protestant ; il a jeté comme une ombre lugubre sur l'impitoyable figure du théologien genevois. M. le ministre Rilliet de Candolle, en s'efforçant de plaider les circonstances atténuantes, n'a pas réussi à modifier ce jugement ².

Le procès de Gentilis n'est qu'au second ou au troisième rang ; quoique moins terrible, moins dramatique, moins important, il a aussi son intérêt. Il complète, à divers égards, une étude déjà partiellement faite ; il met à notre disposition des documents nouveaux ; il nous fait mieux comprendre et saisir ceux que nous possédions déjà. Si, à plusieurs reprises, Gentilis ne se montre pas à nous sous un jour bien favorable, avec un caractère suffisamment viril ; s'il passe tour à tour, d'une façon étrange, d'une énergie véritable à une excessive faiblesse, d'une sorte de courage à une honteuse lâcheté, la question de justice n'en persiste pas moins, sérieuse et grave ; à la lueur de l'histoire, au-dessus de tous les préjugés contemporains, de toutes les haines théologiques, les juges calvinistes du seizième siècle sont jugés à leur tour.

Genève, on le sait, était alors une espèce de grand carrefour européen, plus ou moins ouvert, qui attirait des sectaires de tous les coins du monde, une grande fournaise où tout bouillonnait ; ce n'était pas seulement de France, de Suisse et d'Allemagne que les réfugiés reli-

¹ *Mémoires de l'Institut Genevois*, tome XIV (1878).

² Rappelons que, longtemps encore après Calvin, le 15 mai 1591, le Conseil de Genève donne au syndic Du Villard la mission délicate « de faire tuer, sous la récompense qu'il jugera à propos, le baron d'Hermance et les seigneurs d'Avully et de Compois qui sont manifestement ennemis de l'État. » Galiffe, *Notices généalogiques*, tome IV, p. 169. Il s'agit encore d'assassinats ; seulement, la préméditation, au lieu d'être imputable à un seul, est imputable au Conseil tout entier.

gieux accouraient en foule dans la ville du Léman. Il en arrivait de tous les points de l'horizon ; Servet venait d'Espagne ; Gentilis, du midi de l'Italie.

Ce dernier, d'origine napolitaine, était en réalité un assez pauvre drôle ; il ne manquait pas d'une certaine littérature, et connaissait quelque peu ses classiques.

Perdu dans les subtilités et les erreurs d'une fausse théologie, il était un des membres de la petite Église italienne qu'accueillait avec tendresse et que réchauffait le zèle calviniste dans Genève ; vifs de leur nature, facilement exagérés au milieu des exagérés, acceptant la révolte religieuse avec toutes ses conséquences, ces Italiens n'étaient pas toujours les disciples soumis du maître.

Calvin ne l'entendait pas ainsi ; la liberté de conscience, qu'il revendiquait sans réserve pour lui-même, il n'était nullement disposé à l'accorder aux autres. Pour ceux, par exemple, qui ne croyaient pas à la prédestination ou qui contestaient quelque autre de ses opinions théologiques, il n'y avait pas de salut auprès de lui. Sous tous les rapports, ce que nous nommons tolérance aujourd'hui ne formait nullement un des caractères du farouche réformateur ; il fallait avant tout lui obéir strictement.

M. Fazy nous le dit lui-même en termes positifs : « Calvin, qui avait poursuivi avec tant d'acharnement l'espagnol Servet, n'était nullement disposé à tolérer, de la part des Italiens, le moindre écart de doctrine. L'espionnage perfectionné qui se pratiquait alors à Genève, l'avait mis au courant des divergences d'opinions qui avaient pris naissance dans l'Église italienne. Il résolut de frapper un grand coup. » Ainsi, de la part du théologien genevois, un despotisme aussi complet que possible, et toutes les ressources d'un espionnage des mieux organisés.

L'auteur du mémoire nous donne, en le faisant suivre d'une série de documents authentiques empruntés aux archives de Genève, un résumé fidèle de la procédure dirigée, sous la haute main du maître, contre ce sectaire napolitain qui, en lui-même, nous le répétons, ne nous inspire qu'une médiocre estime, qu'un maigre intérêt. L'accusation se poursuit sous nos yeux ; nous voyons jouer ces rouages divers et se montrer à nous, comme si nous les touchions, le bras de Calvin et les instruments de la théocratie toute puissante qui régnait alors en souveraine à Genève.

Cette procédure, il faut l'avouer sans détour, nous inspire une idée bien défavorable du sens juridique de l'époque, de l'arbitraire absolu et sans réserve dont jouissait la poursuite ; pour nous servir des propres paroles de l'auteur du mémoire, nous n'y trouvons « aucune trace des garanties élémentaires qui sont généralement accordées au

plus vulgaire malfaiteur. Gentilis n'est pas en présence d'un magistrat équitable et indépendant, chargé de rechercher la vérité et d'appliquer la loi, il est en face d'un adversaire qui est l'instrument inconscient des haines théologiques, les plus aveugles et les plus implacables de toutes. Ce sont des ecclésiastiques qui s'adressent au pouvoir séculier pour avoir raison d'adversaires qu'ils n'ont pu convaincre. Contester l'influence théologique du réformateur, c'était, aux yeux de ses partisans, ébranler tout l'édifice politique et porter atteinte à l'ordre public. »

Pour Calvin lui-même, Gentilis n'était autre, suivant le style genevois de l'époque, que « le diable qui machinait par dessous terre pour renverser les fondements de la religion protestante. » Aussi ne lui était-il dû aucune espèce de justice quelconque ; quoique étranger au pays, quoique ignorant ses mœurs, ses lois, ses coutumes, on va jusqu'à lui refuser, comme au malheureux Espagnol, un avocat, un défenseur. « C'était une demande naturelle et légitime, mais il lui fut répondu que, pour confesser sa foi, il n'avait nullement besoin d'un avocat, qu'il devait faire appel à son cœur, et que d'ailleurs il n'était pas d'usage d'accorder un avocat dans une cause de ce genre. Le malheureux était ainsi abandonné à lui-même, en face de théologiens intolérants et de juges prévenus. On lui déniait jusqu'au droit élémentaire de prendre conseil. »

Telle était, dans sa crudité, la justice calviniste ; la Rome protestante devait pourtant régénérer le monde !

Il serait peu intéressant de raconter ici, en détail, toutes les phases de cette triste procédure ; *la pudeur du style* semble elle-même, plus d'une fois, absente des pages de ce dossier criminel. L'auteur du mémoire, ancien conseiller d'État du canton de Genève, quoique bien disposé à être complet et à tout dire, n'a point osé cependant reproduire en entier cette procédure. Si le style, c'est l'homme lui-même, à ce point de vue aussi la procédure contre Gentilis reflète son pays et son temps. L'auteur de ce mémoire nous instruit par cela même qu'il nous cache et qu'il nous laisse seulement entrevoir ou deviner.

Cinq jurisconsultes dévoués sont consultés sur cette affaire, comme on le faisait alors ; à leur tête figure le fameux Germain Colladon, originaire du Berry, le bras droit de Calvin, son humble et dévoué serviteur : dans toutes les affaires de cette nature, il avait pour habitude constante de conclure invariablement à la peine de mort. Dans cette procédure toutefois se rencontre une circonstance excessivement rare ; grâce à l'absence de caractère de Gentilis, les jurisconsultes estiment qu'il ne faut point le faire périr par le feu, et *qu'on doit se contenter de lui couper la tête pour qu'il ne puisse pas semer son poison* ; le jugement fut en effet prononcé dans ce sens.

Pourquoi cette sentence, une fois rendue, ne fut-elle pas exécutée? Un fait pareil est presque inoui dans Genève, à cette époque. Pourquoi les juriscultes, contrairement à leur habitude, ne furent-ils pas opposés à des idées de clémence? Pourquoi Calvin lui-même, au moins une fois dans sa vie, ne se montra-t-il pas absolument impitoyable? Est-ce le résultat d'une grande indignation publique, comme paraît le supposer l'auteur du mémoire? ou bien est-ce la conséquence de l'intervention active des Italiens puissants qui étaient réfugiés dans la ville du Léman? ou bien encore les circonstances extérieures dans lesquelles se trouvait Genève, précisément à cette époque, expliquent-elles peut-être, jusqu'à un certain point, une indulgence anormale? Nous ne le saurions dire d'une manière sûre; nous pencherions plutôt pour ce dernier avis. Quoi qu'il en soit, Gentilis ne fut pas exécuté.

Il dut, tête découverte, pieds nus et en chemise, « crier merci à Dieu et à la justice » devant l'hôtel de ville de Genève, confesser que sa doctrine était hérétique et brûler ses écrits de sa propre main; il fut ensuite, en ce bel accoutrement, conduit dans tous les carrefours de la ville, au son de la trompette. C'est ainsi que s'exerçait la clémence calviniste, dans le seizième siècle. L'exemple est des plus rares, d'ailleurs; Calvin ne pardonnait guère.

Gentilis, qui avait promis de ne pas sortir de Genève, où il devait désormais trouver une prison, ne s'en échappa pas moins. Il erra çà et là en Europe, jusqu'en Pologne. Sa vie devait être aventureuse et nomade; il eut la triste idée de revenir dans les Lignes suisses et la maladresse de se faire arrêter sur le territoire bernois. C'était tomber de Charybde en Scylla.

Il subit un nouveau procès théologique, et fut derechef condamné à mort. En dignes alliés de Calvin, les Bernois veillèrent de près sur lui et ne le laissèrent point s'échapper une seconde fois; entre amis on se doit quelques services. Après avoir donné, dans une existence très agitée, plus d'une preuve de lâcheté, Gentilis sut mourir avec courage sur l'échafaud.

« Souvent les historiens, dit M Fazy en faisant allusion aux écrivains protestants, ont essayé de justifier Calvin et ses partisans, en appelant la condamnation de Servet ou de Gentilis *le crime du temps*; à tous les esprits indépendants ou impartiaux de protester contre de semblables apologies. S'il suffisait d'une excuse semblable pour justifier le bûcher de Servet et l'échafaud de Gentilis, la même ombre protectrice couvrirait les plus grands forfaits qui aient ensanglanté l'histoire de l'humanité. »

Tel est l'intérêt du mémoire publié par l'honorable secrétaire de l'Institut genevois; nous pourrions discuter plus d'une de ses asser-

tions et nous déclarons franchement que nous ne les admettons pas toutes. Il exagère trop, en particulier, les éloges que sa bienveillance accorde au réfugié napolitain; nous aurions désiré aussi qu'il reproduisît cette procédure en entier, sans aucune omission quelconque, afin de la laisser voir d'un bout à l'autre, comme un miroir fidèle de son époque. Telle qu'elle est, d'ailleurs, elle présente un véritable intérêt, en nous permettant de juger d'après nature, et, en quelque sorte, sans intermédiaire, la civilisation genevoise sous le régime calviniste pur. On était bien loin du temps, où, dans la Genève catholique, les vieilles franchises épiscopales assuraient aux accusés des garanties sérieuses, où la justice était administrée d'une manière éclairée et impartiale par des magistrats municipaux qu'élisait l'ensemble de la population. Sous le coup d'un despotisme théologique absolument inconnu jadis dans Genève, les institutions criminelles avaient rétrogradé vers la barbarie des anciens âges.

Comme tout se tient dans un état et dans une époque, nous constatons la même barbarie dans d'autres domaines, dans le domaine de l'instruction publique, entre autres; je me borne à en citer ici un seul exemple, que j'emprunte à l'un de nos historiens les plus sérieux. « Les enfants Du Villard, dit M. Galiffe, avaient un précepteur nommé Jean Grymoult; celui-ci ayant trouvé mauvais que M. Enoc (régent de l'école), les eût fouillés pour être venus trop tard à la leçon de chant, car ce n'était pas leur faute, M. Enoc lui répond qu'il le fouettera lui-même. Le précepteur met alors la main à son poignard. Aussitôt le régent se jette sur lui, le renverse, *fait couper ses aiguillettes et mettre bas ses culottes par sa femme*, Madame Enoc, et les enfants, et le *fouette avec les verges, en le tenant d'une main par la barbe*. Ce L. Enoc, réfugié d'Yssoudun en Berry, régent depuis 1550, n'avait pas même encore été reçu bourgeois de Genève; il ne le fut qu'en 1556, gratuitement. Il devint en 1557 ministre en ville, et en 1562 ou 63 recteur de l'Académie. »

Ce fait, que j'emprunte aux *Notices généalogiques* de Galiffe de Genève¹, se passait à une époque très rapprochée de celle où eut lieu la procédure de Gentilis; il en dit assez par lui-même, car Enoc était alors, sans aucun doute, le plus en vue des hommes qui enseignaient, soit au collège, soit à l'académie de Genève. Et combien d'exemples analogues serait-il facile de citer dans d'autres domaines!

¹ Galiffe, *Notices généalogiques*, tome II, p. 169. En 1517, sous le même régime, un régent fait frapper si violemment un élève que celui-ci en meurt. En 1563, un jeune écolier est *blessé à mort*, et un autre *bien gâté* par le maître de la petite classe (A. Roget, *Etrennes genevoises*. Deuxième série, 1878, p. 34, 39). Les faits de ce genre n'étaient pas rares.

Quant aux procédures criminelles de la même époque, elles donnent, il faut le dire, de la civilisation calviniste, une idée non moins défavorable que celle de Gentilis. Je voudrais pouvoir mentionner ici en détail la procédure inique, odieuse, révoltante, au moyen de laquelle Calvin parvint à décimer, sans aucune preuve certaine ayant quelque valeur, les partisans des anciennes libertés genevoises, ceux qui osaient encore faire de l'opposition à un despotisme sans limites. Qu'on veuille bien lire, dans tout son contenu, cette autre procédure, qui conduisit plusieurs personnes à l'échafaud et un bon nombre d'autres à l'exil; on s'apercevra sans peine que je n'exagère rien. Elle a été récemment publiée dans l'*Histoire du peuple de Genève*, due à la plume de M. Amédée Roget, historien très sérieux aussi; je ne cite à dessein que des auteurs protestants. Il me suffit de dire que, dans ce dossier criminel, les mêmes individus sont à la fois *dénonciateurs, témoins et juges*¹. Nous nous éloignons du droit canonique, qui s'efforçait d'introduire des garanties réelles en faveur des accusés, dans l'intérêt même de la justice, et ne voulait pas que le même individu pût remplir le double rôle de juge et de témoin. A l'époque dont je parle, un des instruments directs du réformateur avait l'impudence de remplir un triple rôle; nul n'osait se plaindre, et cette iniquité se consommait sous le manteau de la justice.

Ne nous étonnons donc point qu'un des auteurs les plus distingués de la Suisse contemporaine, M. Eugène Rambert, professeur à Zurich, publiciste originaire du canton de Vaud, ait vu, dans le supplice de Servet, *une honte éternelle*. « Dans tous les temps et dans tous les lieux, dit-il, le supplice de ceux qui osent penser est une chose navrante; à Genève, et sous la haute direction de Calvin, c'est une chose odieuse. » Et, plus loin, il s'exprime en termes non moins énergiques: « Ah! si je pouvais à mon gré effacer de l'histoire une de ses pages les plus honteuses, je choiserais le supplice de Servet, plutôt que la Saint-Barthélemy². »

Ce langage paraît bien sévère, et cependant nous allons voir qu'il est parfaitement juste, qu'il n'a rien d'exagéré. Peu d'années avant la condamnation du *Contrat social*, Voltaire, qui habitait aux Délices, à deux pas de Genève, publia, dans son *Essai sur l'histoire*, deux chapitres intitulés: *Genève et Calvin, Calvin et Servet*. Cet ouvrage fit beaucoup de bruit, et on s'occupait, dans plusieurs recueils périodiques, de la célèbre procédure. Le clergé genevois reçut différentes lettres dans lesquelles on le priait de vérifier l'exactitude des faits odieux imputés au réformateur, et de les réfuter avec éclat. Le pasteur

¹ Tome II, p. 284.

² *Revue Suisse*, 1857, p. 516, 517.

Jacob Vernet, savant professeur calviniste de cette époque, résolut d'entreprendre cette tâche, et demanda au gouvernement communication de la procédure. M. le syndic Calandrini l'engagea vivement à ne pas persister dans son projet : « Quoi que vous puissiez vous promettre de vous-même sur ces sujets, lui écrivait-il le 14 septembre 1757, le silence me paraîtrait préférable à tout ce qu'on pourrait en dire. » Cette lettre fut le début d'une correspondance extrêmement curieuse.

Le pasteur Vernet insista ; tous ses collègues avaient jugé qu'il serait indigne des pasteurs genevois de s'abstenir de toute réfutation, de se taire. « On ne touchera point, disait-il dans sa réponse à M. le syndic Calandrini, à ce dernier sujet (*procédure de Servet*) qu'avec de grands ménagements, et autant que l'on verra qu'on peut donner des éclaircissements qui excusent les procédés, en convenant toujours de la mauvaise jurisprudence. »

Plusieurs lettres continuèrent à être échangées entre le pasteur protestant et le syndic. Enfin ce dernier écrivit à M. Vernet une lettre, datée de Genève, 19 octobre 1757, à laquelle j'emprunte les passages suivants qui en disent plus que toutes mes paroles : « Monsieur et très cher cousin, le conseil se trouvant intéressé à ce que la *procédure criminelle contre Servet ne soit point rendue publique, ne veut pas qu'elle soit communiquée à qui que ce soit, ni en tout ni en partie*. Le caractère d'homme de lettres n'est pas propre à obtenir aucun privilège à cet égard. *La conduite de Calvin et du Conseil, connue par les notes sur l'histoire de Genève, est telle que l'on veut que tout soit enseveli dans un profond oubli. Calvin n'est pas excusable*. Servet lui a mis la lumière devant les yeux sur la manière dont on devait se conduire à l'égard des hérétiques, et ne lui a pas permis d'être dans le cas d'une ignorance invincible. — M. de la Chapelle l'a justifié, comme il a pu, d'avoir été l'instigateur du procès fait à Vienne contre Servet ; *il a supposé pour cela un fait que nos registres devraient prouver, et qu'ils ne prouvent pas*. Vous croyez justifier par nos registres la dureté dont on a usé envers Servet dans sa prison, et vous prouveriez par ces mêmes registres que ces ordres favorables n'ont pas été exécutés. Et enfin, après l'événement, Calvin, au lieu de pleurer amèrement, *soutient la thèse la plus insoutenable à un chrétien, et avec des arguments indignes d'un si grand homme, au jugement même de M. de la Chapelle. Servez-vous de la raison tirée de votre maladie pour vous dispenser d'un ouvrage qui ne peut qu'être nuisible à la religion, à la réformation et à votre patrie, ou qui serait peu conforme à la vérité*¹. »

Il n'est pas sans intérêt de rappeler, en finissant, que M. Calan-

¹ Voir spécialement : Galiffe, *D'un siècle à l'autre* (Genève, 1877), tome I, p. 86 et suiv. et 95-96.

drini était un magistrat absolument orthodoxe, un des syndics les plus distingués qu'ait eus Genève. Tel est le jugement du gouvernement calviniste lui-même sur la procédure de Servet; il serait difficile de le rendre plus sévère. Aussi, un de nos historiens a-t-il pu dire avec raison : *Que ceux qui ont voulu justifier le réformateur, à propos de cette triste procédure, ont fait un tort très réel à eux mêmes et à la cause qu'ils prétendaient servir.*

« On est bien obligé de reconnaître, à la lueur des faits, a dit récemment M. A. Roget ¹, que chez Calvin l'intolérance théologique et la dureté du cœur ne se manifestent pas seulement à l'état accidentel et dans des circonstances spéciales, mais que ces côtés peu attrayants se rattachent au fond même de son caractère. Dur il se montra envers Castalion, très dur encore envers Gruet, envers Bolsec, envers Servet, envers F. D. Berthelier, envers Gentilis; nul ne lui résistera impunément, du moins dans les murs de Genève. »

Je me borne à reproduire les termes mêmes du jugement porté sur le nouvel apôtre par un des historiens genevois les plus appréciés, et je n'ajoute absolument rien à ce jugement, que je sou mets sans commentaire au lecteur impartial.

JULES VUY,
Vice-Président de l'Institut genevois.

¹ *Bibliothèque universelle*, mars 1879. p. 558.

COURRIER ANGLAIS

Le douzième volume des *Records of the Past*, qui vient de paraître¹, termine une série de textes de la plus haute importance pour les personnes qui s'occupent d'archéologie Assyrienne et Égyptienne. M. le professeur Bird, chargé d'éditer cette collection, s'est acquitté de sa tâche avec tout le soin qu'on était en droit d'attendre de lui, et il serait impossible d'exagérer les services qu'il a rendus aux études par la vulgarisation, dans un format commode et peu coûteux, de pièces justificatives sur les annales des temps primitifs. La livraison que nous avons sous les yeux traite des antiquités égyptiennes ; entre autres fragments curieux, il contient la fin du livre d'Hadès, le songe de Thotmès IV, la tablette de Ramsès II à Abu-Simbel, et l'inscription de la reine Hatasse. MM. Lefébure, Naville, Le Pape, Renouf et Bird lui-même ont annoté et commenté ces textes, et le volume se termine par un index très complet des matières imprimées dans la collection entière. Nous remarquons avec plaisir qu'il est question de publier une seconde série des *Records of the Past* ; les matériaux abondent, et au milieu d'une masse de documents d'inégale valeur, il serait très facile de trouver les éléments de douze nouveaux volumes tout aussi intéressants que les premiers.

— Le recueil d'articles rédigés par M. Rivett-Carnac pour le *Journal de la Société Asiatique du Bengale*, et réunis aujourd'hui par lui en un seul volume, est très curieux au point de vue archéologique, et il ne faudrait pas croire, d'après le titre, que les questions examinées par l'auteur se rapportent exclusivement aux Indes et à une localité assez insignifiante de l'Asie centrale. L'étude de la mythologie et de la philologie comparées profiteront beaucoup des investigations de M. Rivett-Carnac, et nous recommandons surtout à nos lecteurs l'article qui traite du culte de Sion et du symbole du serpent. Il serait à désirer que notre auteur, ayant donné au monde savant le résultat de ses patientes recherches, voulût bien rédiger, d'une

¹ *Records of the Past*, vol. XII. *Egyptian Texts*. London, Bagster, 1881, in-12.

manière systématique et continue, ses idées sur la religion, l'histoire et la littérature des populations préhistoriques appartenant à la race aryenne.

— Il semblerait que tout a été dit *ad nauseam* sur l'ancienne Égypte, et pourtant voici un nouvel ouvrage du professeur Rawlinson ¹, consacré à cette civilisation et cette histoire, si éloignées de nous, et si vivantes néanmoins. L'auteur a eu l'intention de composer un travail de vulgarisation, et il s'en est parfaitement acquitté; bien différent de M. Brugsch, qui ne cite jamais les Égyptologues ses confrères que pour les éreinter, le professeur d'Oxford rend toujours justice au mérite d'autrui, et ne croit pas déroger en empruntant aux travaux des écrivains qui l'ont précédé. L'ouvrage consiste en deux parties : la première traite de l'ethnologie, de la mythologie, de la langue, des mœurs et coutumes des anciens égyptiens ; le fameux livre de feu sir Gardiner Wilkinson y est à chaque instant cité, et le professeur Rawlinson a aussi fait un utile et judicieux usage des *Records of the Past* dont j'ai parlé plus haut. Dans la seconde partie, nous avons l'histoire politique de l'Égypte depuis les temps les plus reculés jusqu'à la conquête du pays par Cambyse. Des notes et des gravures complètent ces deux volumes, destinés à faire suite au travail du même auteur sur les cinq grandes monarchies du monde ancien.

— Le professeur Brewer a laissé en mourant la réputation d'un des écrivains les plus savants et les plus consciencieux de l'Angleterre contemporaine ; on sait qu'il a pris une grande part à la rédaction des *Calendars* de documents historiques, surtout en ce qui concerne le règne de Henri VIII ; mais outre ce travail, qui absorbait une grande partie de son temps, il occupait la place de professeur dans divers établissements d'instruction publique, était attaché comme aumônier à une maison de correction, et trouvait encore le loisir d'écrire des articles pour la *Quarterly Review* et d'autres publications périodiques. Le volume dont je m'occupe ici ² nous donne, outre une excellente notice biographique, les principales œuvres fugitives de M. Brewer, et on remarquera surtout l'article où il traite de l'étude de l'histoire d'Angleterre. Les préfaces rédigées pour les différents volumes des *Calendars* restent, en définitive, comme le chef-d'œuvre de M. Brewer et nous apprenons avec un véritable plaisir qu'elles vont être réimprimées séparément.

¹ *History of Ancient Egypt*. By George RAWLINSON, M. A. London, Longman, 1881, 2 vol. in-8°.

² *English Studies, or Essays in English History and Literature*. By the late J. S. BREWER, M. A. Edited, with a Prefatory Memoir, by Henry WACE, M. A. London, Murray, 1881, in 8°.

— Voici un des meilleurs ouvrages en son genre que nous ayons vus depuis longtemps ; les deux auteurs à qui nous en sommes redevables ont fait leurs preuves il y a déjà bien des années, et l'*Introduction to the study of English History*¹ est un travail qui leur assurera la reconnaissance des étudiants et des travailleurs qui s'occupent d'histoire. Le volume se compose de deux parties distinctes. Dans la première, M. Gardiner nous trace le tableau de l'histoire d'Angleterre depuis ses origines ; il s'attache surtout à nous faire voir la succession naturelle des différentes époques ; et au lieu de présenter ses observations d'une manière fragmentaire, il a préféré la forme d'un discours harmonieux où l'on passe d'une dynastie, d'un règne à l'autre par une transition imperceptible. Il va de soi que les développements sont impossibles dans un cadre de deux cents pages ; mais M. Gardiner donne à réfléchir, et chacun de ses paragraphes forme, pour ainsi dire, un texte à développer, un sujet à approfondir. La deuxième partie de l'introduction dont je parle a été rédigée par M. Bass Mullinger ; c'est un catalogue raisonné des sources à consulter depuis Gildas et Jules César. Les différentes publications des sociétés savantes (Camden, Surtees, Roxburgh, etc.), les collections publiées aux frais du gouvernement, les éditions de l'abbé Migne tiennent leur place dans ce résumé, et si pour l'époque qui s'arrête à 1327, le catalogue descriptif de sir Thomas Duffus Hardy est et demeurera toujours le guide le plus précieux, on peut dire que M. Bass Mullinger a ajouté le complément indispensable.

— Les rouleaux de l'*Échiquier du royaume d'Écosse*² ont déjà fourni à l'histoire et à l'archéologie plus d'un document curieux ; voici le quatrième volume de cette importante publication, comprenant des pièces intéressantes relatives à la période comprise entre 1406 et 1436. La régence du duc d'Albany, élevé au pouvoir pendant l'absence de Jacques I^{er}, retenu prisonnier en Angleterre, est un des principaux épisodes de ce volume ; on voit l'Écosse déchirée par l'anarchie, les finances réduites à un désordre scandaleux, et la prospérité publique sacrifiée à l'ambition des seigneurs féodaux. Avec le retour du roi, tout change, et pendant que le pouvoir de la couronne s'impose de jour en jour, le commerce fleurit et la noblesse se voit dépouillée de ses privilèges. Mais une réaction terrible s'en suivit, et le malheureux Jacques paya de sa personne le tort d'avoir devancé son siècle.

— On sait que les universités d'Oxford et de Cambridge ont joué un

¹ *Introduction to the Study of English History*. By S. R. GARDINER and J. BASS MULLINGER. London, Kegan Paul, 1881, in 8°.

² *The Exchequer Rolls of Scotland*. Tome IV. London, Longman, 1881, in 8°.

rôle important pendant les guerres civiles du dix-septième siècle; l'esprit conservateur y dominait, et si les membres de ces deux *almæ matres* furent obligés de subir le joug des Puritains et du Protecteur Cromwell, ce fut après une résistance énergique. Lorsque toute opposition devint impossible, ils se dédommagèrent par des satires, des pamphlets et des injures. Les registres universitaires ne pouvaient marquer, on le conçoit de reste, de fournir plus d'un trait curieux, non seulement sur l'histoire des études pendant cette époque, mais encore sur la situation politique, le caractère des principaux personnages qui y jouèrent un rôle, et les vicissitudes de l'opinion nationale; ces registres, en effet, ne sont pas un simple journal contenant des dates, des noms propres, et pas davantage; les greffiers chargés de les tenir ne négligeaient pas l'occasion de dire ce qu'ils pensaient de leurs nouveaux maîtres, et chaque innovation puritaine, chaque nomination à des postes académiques, chaque promotion accordée à une tête ronde était accompagnée d'un commentaire exprimé en termes peu flatteurs. En ce qui concerne l'université d'Oxford, le curieux ouvrage d'Anthony à Wood, intitulé *Athenæ domienics*, est le monument le plus populaire et le mieux connu élevé par le parti royaliste et conservateur en l'honneur d'un des grands centres d'éducation; mais par cela même il n'est pas toujours digne de créance, et M. le professeur Montagu Burrows a donc rendu un service signalé aux historiens en publiant l'ouvrage dont le titre est plus bas ¹. Il sera désormais possible de se faire une idée exacte et impartiale de ce que la république et le Protecteur ont fait pour Oxford, et de décider jusqu'à quel point on doit accepter les dires du vieil antiquaire à Wood. Espérons que pour l'université de Cambridge, un savant de la taille de M. le professeur Burrows se chargera aussi de contrôler, par un travail du même genre, les appréciations de Thomas Fulle.

— La question de l'Afghanistan excite encore beaucoup d'intérêt en Angleterre, et à quelque parti politique que l'on se rattache, il est difficile de ne pas se demander si la conclusion d'une affaire aussi délicate justifiera ou condamnera la ligne de conduite adoptée par le cabinet de M. Gladstone. Voici, en attendant, deux ouvrages ² qui

¹ *The Register of the Visitors of the University of Oxford, from A.D. 1647 to A.D. 1658.* Edited, with some Account of the State of the University during the Crommonwealht, by MONTAGU BUBROWS. London, Nichols, 1881, pet. in. 4°. (Publication de la *Camden Society*.)

² *With the Kurram Field Force, 1878-79.* By Major J. A. S. COLQUHOUN, R.A. With Illustrations by the Author. London, Allen and Co, 1881, in 8°.

Kurum, Kabul, and Kandahar : being a Brief Record of Impressions in Three Campaigns under General Roberts. By Charles GRAY ROBERTSON. With Illustrations. Edinburgh, Douglas, 1881, in 8°.

traitent des opérations du général Roberts, et qui, écrits à deux points de vue différents, seront cependant également utiles pour l'histoire de la guerre. Le livre du major Colquhoun est essentiellement celui d'un militaire; le style a une sorte de caractère officiel, et on dirait le rapport adressé au général en chef par un capitaine d'état major. Point de phrases, point de traits d'imagination; tout est bref, exact, clair, méthodique, mais, avouons-le, ennuyeux à lire. Le lieutenant Robertson, d'un autre côté, a plus de prétention au style, et le caractère véridique de sa narration est rehaussé par de la vivacité et de l'entrain; les deux livres se complètent l'un l'autre; ils sont accompagnés de gravures bien faites, et le capitaine Robertson a eu soin d'ajouter un excellent résumé chronologique des principaux incidents des trois campagnes de l'armée anglaise sous les ordres de sir F. Roberts.

— La biographie de sir Thomas Munro¹ surpasse de beaucoup en intérêt les deux volumes dont je viens de rendre compte, parce que les questions dont elle traite ont eu des résultats infiniment plus graves que ceux d'une seule guerre, fût-ce la guerre contre l'Afghanistan. On ne s'avancera pas trop en disant que, parmi les hommes politiques entre les mains desquels l'Angleterre a remis les destinées de la plus importante de ses colonies, il en est peu dont le caractère soit aussi haut placé dans l'estime publique que celui de sir Thomas Munro, gouverneur de Madras. Il y a plus de cent ans qu'il accepta des fonctions où il rendit des services signalés, et il est assez curieux qu'un récit de sa vie se soit fait si longtemps attendre; ajoutons que nul écrivain n'aurait pu entreprendre de nous le donner plus compétent sous tous les rapports que sir A. J. Arbuthnot. Ce qui jette surtout de l'intérêt sur la biographie dont je rends compte, c'est que Sir T. Munro était à la fin un général et un homme d'état; il s'ensuit que les deux volumes de notre auteur traitent de questions diverses, et, par exemple, on y trouve, sur le caractère de la propriété territoriale aux Indes, des détails de la plus grande valeur; ce sont des problèmes dont la solution n'est pas encore définitivement arrêtée et ne le sera peut-être pas de longtemps. Bref nous avons à remercier sir A. J. Arbuthnot d'un ouvrage qui tiendra une place très distinguée dans une bibliothèque spéciale déjà si riche et si variée.

— C'est en 1820 que parut la première édition du livre du Docteur White; il fut réimprimé en 1836, et formait alors deux volumes; le

¹ *Selections from the Minutes and other Official Writings of Sir Thomas Munro, Bart., K.C.B., Governor of Madras.* Edited by Sir A. J. ARBUTHNOT, K.C.S.I., C. I. E. London, C. Kegan Paul and Co, 1881, 2 vol. in 8°.

troisième, qui sort de presse ¹, est essentiellement un ouvrage nouveau, et mérite à divers titres d'être recommandé à nos lecteurs. On y trouve d'abord des particularités fort intéressantes sur les colons qui s'établirent dans l'Amérique du Nord et y fondèrent ce que l'on a longtemps appelé la Nouvelle Angleterre. Chacun sait que les Puritains sont regardés généralement comme les premiers pionniers dans cette émigration dont les conséquences durent être si importantes ; mais, s'il faut en croire le Docteur White et M. de Costa, le présent éditeur de ces mémoires, les colons qui s'établirent dans le district aujourd'hui connu sous le nom d'État du Maine, appartenaient à l'Église anglicane, et arrivèrent en Amérique treize ans avant les non-conformistes de la *Mayflower*. Il n'est pas moins vrai que le principal élément des colonies anglaises du Nouveau monde était puritain ; les émigrés avaient quitté la mère patrie parce qu'ils ne voulaient pas se soumettre à l'administration tyrannique de prélats tels que Bancroft et Laud, et si, à leur arrivée en Amérique, ils avaient jugé à propos de se constituer, ecclésiastiquement parlant, en église épiscopale, ils auraient été obligés d'accepter la juridiction de l'Anglicanisme. Voilà pourquoi l'établissement dans les États-Unis d'Amérique de l'Église anglicane est de date relativement récente ; et tout en admettant la question de priorité telle que M. de Costa la résout, en faveur des non-puritains, comme colons, il n'en demeure pas moins constant que la proportion qu'ils fournirent à l'émigration anglaise fut en définitive très insignifiante. L'historien qui voudra écrire en détail les annales de l'Église anglicane devra tenir grand compte de l'ouvrage du Docteur White.

— M. Winstanley est un de ces voyageurs dont le but est beaucoup plus sérieux que de faire la chasse aux éléphants, de gravir des montagnes ou de conquérir le titre de *Globe-Trotter* ; il observe avec intelligence la civilisation et les mœurs des habitants du pays où le transporte la passion du touriste, et quand il s'agit d'un pays tel que l'Abyssinie, dont les relations avec l'Égypte occupent l'attention des diplomates, ses appréciations doivent être fort profitables ². M. Winstanley ne paraît pas avoir rencontré dans le cours de son voyage les obstacles qui arrêtent la plupart de ses confrères ; la qualité de chrétien, nous dit-il, est le meilleur passeport chez les Abyssiniens, et quoique la religion de ces peuplades soit plutôt, selon lui, un vain

¹ *Memoirs of the Protestant Episcopal Church in the United States of America*. By the Right Rev. William WHITE, D.D. Tome III. New-York, Dutton and Co, 1881, in-8°.

² *A Visit to Abyssinia : an Account of Travel in Modern Ethiopia*. By W. WINSTANLEY, late 4th Hussars. London, Hurst and Blackett, 1881, 2 vol. in-8°.

système de formalités qu'une foi vivante, il est évident que l'identité des croyances établit entre eux et les nations européennes un lien auquel l'Égypte ne saurait prétendre. M. Winstanley nous donne nombre de détails très curieux sur le gouvernement de l'Abyssinie, espèce de régime féodal, dans le principe, où le roi ne jouissait que d'un pouvoir fictif, mais qui tend à se modifier depuis que le souverain actuel, par ses talents et son courage, a réussi à tenir en échec l'ambition de ses vassaux.

— Le *Dictionnaire géographique* entrepris par M. Hunter a déjà atteint le sixième volume ¹, et il est conséquemment aisé d'en apprécier dès aujourd'hui le caractère et la valeur ; l'idée d'une publication de ce genre remonte à l'année 1869 ; grâce à une répartition du travail entre les employés des différentes provinces, elle a été faite sur un plan méthodique, et les cent volumes des dictionnaires locaux, comprenant un total de 36,000 pages, ont été réduits à des proportions commodes pour l'usage général. Ceux qui voudront des détails minutieux sur telle ou telle province se procureront séparément la partie qui leur est nécessaire ; pour la majorité des lecteurs, le résumé suffira amplement. Il est difficile que, dans un ouvrage de ce genre, auquel beaucoup d'écrivains ont collaboré, il y ait uniformité de méthode et de rédaction ; M. Hunter ne donne pas la moindre prise à la critique ni à ce point de vue ni à aucun autre. L'article d'ensemble qui traite de l'Inde n'occupe pas moins de cinq cent quinze pages ; c'est un tableau admirablement fait, et où la géographie, la statistique, l'histoire, la littérature et la religion trouvent chacune sa place. On ne peut imaginer rien de plus complet, et l'auteur a eu soin d'indiquer en note les sources d'après lesquelles il a rédigé son travail. Le style mérite aussi un tribut d'éloges, car dans la description des localités du Nouveau Monde, se trouvent des tableaux pleins de couleur et de poésie. Bref, les douze années de labeur incessant que ce dictionnaire représente ont abouti à d'excellents résultats.

— La grande entreprise des *Calendars*, l'organisation de la Société pour la rédaction d'index ou de tables des matières des principaux ouvrages historiques, les rapports annuels et les catalogues des manuscrits formant partie des collections particulières — enfin les travaux de classement méthodique et raisonné sur lesquels j'ai déjà eu plusieurs fois l'occasion de revenir, continuent à porter des fruits. J'ai à annoncer aujourd'hui une nouvelle complication de ce genre ; c'est le catalogue des manuscrits du Collège d'Alleyne à Dulwich, près

¹ *The Imperial Gazetteer of India*. By W. W. HUNTER, C. I. E., LL.D. Director-General of Statistics to the Government of India. Tomes I à VI. London, Trübner, 1881, 6 vol. in-8°.

de Londres ¹. Edouard Alleyn, acteur célèbre sous les règnes d'Élisabeth et de Jacques I^{er} et homme très distingué sous tous les rapports, avait fondé un établissement d'instruction publique, et il laissa à la bibliothèque de ce Collège une collection très importante et très curieuse de documents relatifs surtout à l'art dramatique et à l'histoire du théâtre. On y trouve de plus bon nombre de chartes et d'autres pièces concernant le manoir de Dulwich, les droits et titres seigneuriaux ; les renseignements sur la vie sociale et dramatique au moyen âge et au seizième siècle abondent, comme on devait s'y attendre ; malheureusement des faussaires ont trouvé moyen d'exercer leur industrie à Dulwich, et la collection dont je parle a donné lieu à bien des disputes et soulevé bien des doutes. Enfin M. Warner s'est acquitté de sa tâche avec beaucoup de soin ; son opinion sur les points en litige guidera le travailleur qui voudrait consulter les papiers laissés par Alleyn, et une introduction de plus de cinquante pages, contenant une biographie du fondateur du collège de Dulwich, augmente encore la valeur de l'ouvrage.

— La mort de M. Burton a enlevé aux études historiques un de leurs représentants les plus distingués. Né en 1809, il avait, par ses travaux aussi nombreux que variés, mérité le titre d'*historiographe royal pour l'Écosse*, outre les grades de docteur des universités d'Aberdeen et d'Oxford. Je ne parlerai pas de ses publications sur la jurisprudence et l'économie politique ; je me bornerai à citer celles qui ont trait à l'histoire : biographies de lord Loyal, et de Ducan Forbes de Culloden ; — Histoire d'Écosse depuis la Révolution de 1688 jusqu'à la suppression de l'insurrection Jacobite ; — Histoire d'Écosse depuis Agricola jusqu'en 1688 ; — Histoire du règne de la reine Anne.

Je regrette d'avoir à annoncer aussi le décès du bibliothécaire de la Bodléienne, à Oxford. C'est au British Museum que le Révérend Henry Octavius Coxe fit son apprentissage, et la réputation qu'il obtint promptement comme paléographe le fit choisir, en 1856, pour étudier et analyser les manuscrits grecs des bibliothèques du Levant. Attaché à la Bodléienne comme adjoint, il fut bientôt nommé bibliothécaire en chef, et passa à Oxford les quarante-trois années les plus actives de sa vie. Outre le catalogue des livres imprimés et des manuscrits de la Bodléienne, M. Coxe édita aussi l'index des manuscrits des différents collèges d'Oxford, la chronique de Windox pour l'*English historical society*, et trois volumes pour le *Roxburghe club*.

Catalogue of the Manuscripts and Muniments of Alleyn's College of God's Gift at Dulwich. By George F. WARNER. London, Longmans, 1881, in-8°.

GUSTAVE MASSON.

COURRIER DU NORD.

C'est naturellement par les publications relatives à l'ancien Nord que nous devons commencer ; nous avons à en signaler une des plus importantes : la première partie du tome III de l'*Edda de Snorré Sturluson*¹, éditée par la Commission Arna-Magnæenne. Les deux premiers volumes ont paru à quatre ans de distance (1848 et 1852); il y a trente ans que le troisième est en préparation et il n'est pas près d'être achevé. Les cent soixante-trois premières pages, contenant l'explication des pièces de vers les plus obscures citées dans l'Edda, sont de l'illustre lexicographe Sveinbjörn Egilsson, recteur de la haute école de Reykjavik. Ce commentaire en latin fut continué par le savant linguiste Jon Sigurdsson, qui se fit aider de plusieurs compatriotes et notamment de M. Gislé Brynjulfsson, et qui édita le tout. Il y joignit le *Skáldatal* (Enumération des skálds), brève nomenclature des poètes norraïns, poussée jusque vers l'an 1300, et conservée en deux versions. L'une de celles-ci, qui se trouvait à la fin du manuscrit de la *Kringla*, histoire des rois de Norvège par Snorré, disparue dans l'incendie de Copenhague en 1728, avait été composée vers 1266. L'autre, que l'on possède encore dans un manuscrit de l'Edda prosaïque à l'université d'Upsala, a été écrite vers 1300, à en juger par les noms des princes et de leurs skálds, qui y ont été ajoutés. M. J. Sigurdsson a reproduit les deux textes qui, sauf les additions, comprennent à peu près les mêmes noms, et de leur combinaison il a formé un troisième, où les poètes sont classés sous le règne de chaque prince qu'ils ont célébré. Mais ces textes, de quelques pages, et déjà plusieurs fois édités, n'auraient pas grand intérêt si le profond connaisseur de la littérature norraïne ne les avait fait précéder d'une introduction historico-bibliographique (où il prouve que la version primitive est due à Snorré, dont elle accompagne en effet les ouvrages), et fait suivre d'une notice sur chaque poète cité. Pour donner une idée de l'étendue de ce travail, il suffit de dire qu'une

¹ *Edda Snorra Sturlusonar. — Edda Snorronis Sturlæi. Tomi tertii pars prior*, avec 5 planches lithographiques. Copenhague, imprimerie J. D. Quist, 1880, VII-498 p. in-8°.

ligne du texte islandais donne lieu parfois à un commentaire bibliographique en treize, quatorze, et même vingt-cinq pages. Encore l'éditeur est-il loin d'avoir épuisé la matière, surtout pour les skâlds dont les aventures font l'objet d'une saga spéciale ou de quelque épisode des sagas royales. Mais ses recherches critiques sur les principaux faits de la vie de chaque poète et sur toutes les œuvres, conservées ou perdues, qui lui sont attribuées, ont un caractère scientifique incompatible avec les pittoresques récits des sagas ; aussi ces notices constituent-elles dans leur ensemble l'histoire la plus détaillée qui existe de l'ancienne poésie norraine. Sauf quelques lacunes, elles embrassent presque toute la période païenne et, bien que le travail soit inachevé, il formerait un tout complet si l'auteur avait eu la bonne idée de procéder par ordre synchronique et de se donner libre carrière, au lieu de suivre pas à pas le *Skáldatal*. Cette nomenclature, en effet, n'est pas complète : elle ne mentionne pas les poètes qui, comme Ulf Uggason, n'ont pas vécu à la cour d'un prince ; de plus elle n'a pas réuni les poètes contemporains, mais elle les a classés par règnes, en quatre principales séries : 1° les rois de Suède ; 2° les rois de Norvège, 3° les jarls ou ducs norvégiens ; 4° les rois et les princes danois ; la version la plus récente ajoute même deux autres séries : 5° les rois d'Angleterre ; 6° les chefs norvégiens. Comme ces listes sont placées non pas en regard mais l'une à la suite de l'autre, et que chacune est dressée par ordre chronologique, il en résulte que M. Sigurdsson a parlé de skâlds récents qui ont vécu en Suède, avant d'aborder les plus anciens skâlds norvégiens. Après tout, le mal ne serait pas grand si nous possédions le travail entier, mais nous n'en avons que le quart environ ; l'auteur n'avait traité que cinquante-cinq numéros sur deux cent quarante-huit que comprend sa propre liste, lorsqu'il décéda le 7 décembre 1879. Si l'*Althing*, ou assemblée nationale de l'Islande, a perdu en lui un président dont la place est déjà prise, il est plus difficile de remplacer l'homme de science ; aussi la commission Arna-Magnæenne n'annonce-t-elle pas si elle a fait son choix et désigné un troisième éditeur pour cet infortuné volume. Il est donc bien regrettable que la politique ait distraît l'excellent nordiste des études qui l'élevaient au rang d'homme universel pour le ravalier à la condition de chef de parti !

— Les Scandinaves des temps païens sont l'objet d'un autre ouvrage : les *Études préliminaires pour servir à l'histoire des Normands et de leurs invasions* ¹, par Johannes Steenstrup, avec une introduction de M. E. de Beaurepaire, secrétaire de la Société des Anti-

¹ Extrait du *Bulletin de la Société des Antiquaires de Normandie*. Paris, H. Champion, 1881, in-8° de 240 p.

quaires de Normandie. On le voit par le simple énoncé du titre, il ne s'agit plus ici des poètes, mais des vikings, ces corsaires qui firent trembler l'Europe chrétienne et même le monde musulman au temps des Karolingiens. Les deux volumes que l'auteur a publiés en danois sur les Normands et la première moitié du troisième, ont attiré l'attention des historiens par l'originalité des vues et la nouveauté des recherches ; mais elles n'ont pas été sans provoquer de vives critiques de la part d'un savant norvégien, M. Gustave Storm, qui a traité à fond plusieurs parties du même sujet. Comme ces études intéressent aussi notre histoire, il est bon qu'elles soient accessibles aux Français ; nous devons donc remercier l'auteur d'avoir mis à la portée de nos compatriotes ce qu'il y a de plus intéressant pour nous dans son premier volume, formant l'introduction générale. Il déclare qu'il a supprimé toute la division relative aux causes des expéditions normandes et nous accueillons avec plaisir la nouvelle qu'il l'a remaniée et lui donnera place dans un autre volume en préparation. C'est donc deux chapitres dont il annonce la suppression, mais il aurait pu ajouter qu'il en a éliminé deux autres, relatifs aux plus anciens historiens de la Normandie et à la dynastie danoise des Skjoldungs, et qu'il a fait beaucoup de coupures, laissant de côté des polémiques, des digressions, des notes et d'autres hors-d'œuvre qui ralentissaient la marche de son récit. Ainsi allégées, ses dissertations sont moins instructives, mais elles ont une allure plus vive, et l'exposé des remarquables théories de M. Steenstrup y gagnerait beaucoup si le style était, nous ne disons pas plus élégant, mais seulement plus correct. Il y a malheureusement dans cette adaptation des tournures et des expressions qui ne sont pas françaises, et quelques contre-sens, d'ailleurs assez rares. Les additions et les remaniements sont en beaucoup moins grand nombre que les suppressions ; avec tant de changements, on ne peut regarder le présent ouvrage comme une traduction du T. I des *Normanns*, puisque le tiers environ de l'original danois manque dans l'édition française. Ce que nous en disons n'est pas une critique, l'auteur étant parfaitement libre de présenter son sujet de la manière qu'il juge la meilleure ; nous avons simplement voulu avertir les chercheurs, afin qu'ils ne se croient pas dispensés de recourir au texte primitif. Bien qu'il y ait plus d'unité dans l'adaptation française, on ne peut pas dire qu'elle forme un tout parfaitement fondu qui puisse être caractérisé en quelques lignes ; c'est plutôt un mélange de dissertations sur des points contestés que M. Steenstrup a voulu traiter d'avance pour n'avoir pas à s'y arrêter dans les volumes suivants. Nous ne pouvons donc mieux indiquer le contenu de ces Études préliminaires qu'en reproduisant les titres des neuf chapitres : Sources de l'histoire des Normands ; Saxon le Grammairien

(pour *Grammaticus*, lettre) et les traditions mythiques ; noms des peuples Normands ; Regner Lodbrog et ses fils ; Rollon, prince danois ; la Normandie considérée comme colonie danoise ; l'armée des Normands ; les lois du roi Frodé ; l'art militaire chez les Normands. Plusieurs de ces chapitres éclairent des points obscurs de notre histoire et ils méritent d'être étudiés de quiconque s'intéresse aux plus grandes expéditions de pirates dont il ait jamais été question.

— Un autre jeune historien, qui a consacré son infatigable activité, une immense érudition et un grand talent, à élucider le même sujet, toujours fort obscur, M. Gustave Storm, professeur à l'Université de Christiania, vient de donner un nouveau mémoire sur une expédition scandinave, celle du roi de Norvège *Magnus Barfod dans l'Océan Atlantique*¹. Des historiens qui avaient voulu mettre d'accord les circonstances différentes fournies par les sources, avaient attribué à ce prince quatre expéditions dans les îles Britanniques. M. Storm montre par une sérieuse critique des documents qu'il y en a eu seulement deux : l'une en 1098-99 ; l'autre en 1202-3. — Le fascicule de la *Revue historique publiée par la Société historique Norvégienne* où se trouve ce mémoire, en contient deux autres ; le premier, sur une *Allégorie religieuse et un mythe septentrional* (p. 21-43) par K. G. Brøndsted, a pour but de prouver que l'idée du *Midgardsorm*, gigantesque serpent qui entoure la terre, a été fournie aux mythographes scandinaves par le Leviathan, et que la pêche de Thor dans les Eddas est une réminiscence d'une scène décrite ou représentée par des prédicateurs ou des artistes chrétiens : d'après ces orateurs, le Christ aurait pris la forme humaine pour attirer le démon qui, en le saisissant au moment de la mort, aurait été retenu captif par la divinité dissimulée sous la chair, comme le poisson l'est par le hameçon caché sous l'appât. Un célèbre chef islandais, Olaf Pà, dont la mère était fille d'un roi d'Irlande, aurait vu dans cette île une image figurant cette scène et l'aurait fait reproduire comme décor de la splendide demeure qu'il construisit dans son pays natal ; le poète Ulf Uggason, qui chanta les trésors artistiques de cet édifice, serait la source à laquelle auraient puisé les poètes postérieurs et les Eddas. Voilà la thèse assez ingénieuse que soutient M. Brøndsted ; mais on peut objecter que des poètes antérieurs à Ulf Uggason ont fait allusion à la pêche de Thor, et notre auteur n'a pas démontré le contraire ; et puis il n'est pas prouvé non plus que l'allégorie imaginée par les orateurs chrétiens ait jamais été peinte ou sculptée ; en prenant corps, elle aurait paru trop répugnante ; enfin elle n'offre que des similitudes apparentes avec la

¹ Dans *Historisk Tidsskrift udgivet af den norske historiske Forening*, 2^e série, t. III, livr. I, Christiania, imprimerie Brøgger, 144 p. in-8°.

pêche de Thor; car celui-ci avait pour amorce une tête de bœuf et non un corps humain, et il ne pût prendre ou du moins retenir le Midgardsorm, qui le combattit plus tard, et réussit même à l'empoisonner de son venin lors de la conflagration universelle, tandis que le Léviathan, en mordant au corps du Crucifié, resta accroché et fut désormais hors d'état de s'attaquer à la divinité. Les mythographes scandinaves n'auraient donc pas emprunté aux chrétiens l'idée fondamentale du Midgardsorm, mais seulement quelques traits accessoires et insignifiants. Inutile alors de supposer qu'ils ont copié ces derniers, puisqu'ils ont eu assez d'imagination pour inventer le reste du mythe. — Après le mémoire de M. Brøndsted vient la *Description de Christianssand* (p. 49-112), par Nicolas Wergeland, le père du célèbre poète. Elle est inachevée, et le manuscrit in-folio se trouve à la bibliothèque de l'Université de Christiania. M. L. Daae n'en a publié que quelques parties, précédées d'une notice sur l'auteur (1780-1848). Ces fragments, plutôt historiques que descriptifs, n'ont rien de la sécheresse qui caractérise d'ordinaire les topographies. On y trouve une pièce de vers latins de Pierre Framery, consul général de France en Norvège, sur l'incendie de Flekkerø par les Anglais en 1807. — Ce fascicule se termine par huit petites pièces sur des sujets très variés (pages 113-144).

— Il est accompagné de la quatrième et dernière livraison du *Recueil des écrits* de Peder Claussøn Friis, pasteur d'Undal (né en 1566, mort en 1614), édités par le Docteur G. Storm¹. Nous avons déjà parlé des deux premières livraisons²; la troisième et la quatrième contiennent la description géographique de la Norvège, des additions, deux tables, l'une alphabétique, l'autre des matières, et la notice sur l'auteur et ses écrits. Cette volumineuse et précieuse notice est exclusivement tirée des documents originaux, imprimés ou manuscrits. Elle jette beaucoup de jour, non seulement sur la curieuse personnalité de P. Cl. Friis, mais encore sur la situation et les mœurs du clergé après la Réformation. Les écrivains protestants de bonne foi ne dissimulent pas que la Confession d'Augsbourg fut imposée au Danemark et à la Norvège par une sorte de coup d'état; M. Storm en donne des preuves dans son premier paragraphe qui, pour être un hors-d'œuvre, n'est pas le moins important. Le nouveau clergé qui se flattait d'avoir réformé le dogme et la discipline, avait oublié

¹ *Samlede Skrifter af Peder Claussøn Friis*, udgivne for den norske historiske Forening af Dr G. Storm. Christiania, 1881, imprim. Brøgger, LXXXIV-289-493 p. in-8°. La 3^e livraison (p. 225-288) avait paru avec le fascic. 4 du T. II de la *Revue historique*. 1879.

² *Revue des quest. hist.*, 1^{er} avril 1880, t. XXVII., p. 617-8.

d'étendre le programme à ses propres mœurs : ainsi, P. Cl. Friis qui, dans un synode diocésain tenu à Stavanger en 1573, avait été loué par son évêque et tous ses collègues, comme un bon prévôt et un bon pasteur, fut sans cesse en lutte avec ses paroissiens et ses confrères; parfois ses querelles dégénéraient en rixe; il frappa un adversaire d'un coup de couteau qui heureusement ne fut pas mortel, et une fois il fut blessé lui-même. Cette humeur batailleuse, si déplacée chez un homme de robe et surtout chez un ecclésiastique, ne l'empêchait pas d'être fort studieux; c'est même l'écrivain norvégien le plus connu de son temps. Si la littérature moderne de la Norvège ne commence pas avec lui, s'il avait eu des précurseurs, aucun d'eux n'a eu autant d'influence sur les contemporains et même sur les générations postérieures jusqu'à nos jours. On recourt encore à sa traduction de Snorré, et on lit toujours sa géographie de la Norvège; la statistique n'y alourdit pas le récit, et il y a des pages fort pittoresques que ne désavoueraient pas des stylistes comme Maltebrun et Elisée Reclus. C'est donc un vrai service que la Société norvégienne a rendu aux lettres en rééditant ce dernier ouvrage, et l'on doit encore plus de reconnaissance à M. G. Storm pour sa substantielle notice sur la vie, la famille, les écrits et les éditions de Friis.

— Les émigrations qui menacent la prospérité de la Norvège, en la privant de beaucoup de ses enfants les plus actifs et les plus entreprenants, ne datent pas de notre siècle; elles remontent aussi haut que l'histoire de ce pays : c'est surtout de la Norvège que sont sortis les conquérants de l'Irlande et de l'Écosse, les colonisateurs des îles nordatlantiques, du Groenland et même d'une partie du littoral nord-américain; mais, vers la fin du moyen âge, les fils des explorateurs précolombiens de l'Amérique ne savaient plus retrouver la route des pays peuplés de leurs compatriotes, et ils ne prirent d'abord aucune part au mouvement qui emportait les autres peuples de l'Europe vers le nouveau monde. C'est seulement au *xvii^e* siècle qu'ils recommencèrent à émigrer, et, dans les siècles précédents, ils avaient tellement oublié la navigation qu'ils durent se mettre à l'école d'un peuple dont leurs corsaires avaient autrefois occupé le littoral; c'est au service des Provinces-Unies de Néerlande qu'ils apprirent de nouveau l'art de naviguer. Cette confédération, alors à l'apogée de sa puissance, ne trouvait pas dans sa population assez de matelots pour son commerce étendu, et sa puissante marine militaire faisait appel aux volontaires étrangers; elle leur assurait une meilleure solde qu'ils n'en pouvaient espérer dans leur pays, et les élevait parfois aux plus hauts grades. Aussi beaucoup de Norvégiens, craignant d'être incorporés dans la milice de leur pays, s'enfuyaient-ils en Hollande, et ils y restaient pour se soustraire aux rigoureux châtiments infi-

gés aux déserteurs ; les filles qui avaient à cacher leur honte passaient sur les rives du Zuiderzée ; mais, en retournant dans leur famille, elles y portaient des habitudes de propreté qui se manifestèrent dans la meilleure tenue de la maison. De même la marine norvégienne se releva et devint une des premières du monde, grâce à l'influence néerlandaise. Tout ne fut donc pas perdu pour la nation qui se dépeuplait par suite de ces migrations. Lorsque la Hollande, déchue de sa puissance maritime au XVIII^e siècle, cessa de demander des matelots et même des officiers à la Norvège, les émigrants se tournèrent vers l'Angleterre, et plusieurs négociants norvégiens fondèrent à Londres d'importantes maisons, où leurs compatriotes se formèrent au grand commerce. Ces relations ne furent interrompues qu'au commencement de ce siècle, et, pendant les dernières générations, le flot des émigrants s'est porté vers l'Amérique. Voilà le résumé très sommaire du livre intéressant qu'un historien bien connu, le Dr L. Daae vient de consacrer aux *Migrations des Norvégiens en Hollande et en Angleterre dans les temps modernes*¹. Ce n'est pas un ouvrage d'érudition ; l'auteur ne s'est pas principalement appuyé sur des documents inédits et les faits qu'il a tirés des archives de son pays ne sont pas les plus essentiels, mais il a su trouver la matière d'un intéressant récit dans une foule d'imprimés et faire un petit volume fort lisible et très instructif.

— La Société de littérature finnoise de Helsingfors vient de célébrer le cinquantième anniversaire de sa fondation, et, pratique comme elle l'est à un haut degré, elle a saisi l'occasion si opportune pour publier une notice sur son *Œuvre semi-séculaire et les progrès du Fennisme* (1831-1881), composé par un de ses membres, M. E. G. Palmén². Le sujet avait déjà été traité par M. Sv. G. Elmgren³, mais seulement pour les dix-sept premières années de l'existence de la Société ; pour la période presque double qui suivit, on était réduit aux comptes rendus annuels, d'ailleurs très détaillés et fort bien faits, publiés dans le *Suomi* à partir de 1856 ; il restait donc là une lacune de dix ans et le coup d'œil général n'était pas possible. M. Palmén vient de combler le vide, et il est allé au devant du desideratum que nous avons signalé dans le dernier courrier du Nord⁴. Reprenant

¹ *Nordmænds Udvandringer til Holland og England i nyere Tid. Et Bidrag til vor Søfarts Historie* af Dr Ludvig Daae, Christiania, A. Cammermeyer. 1880, 126 p. in-12.

² *Suomalaisen kirjallisuuden Seuran viisikymmenvuotinen toimi ynnä Suomalaisuuden edistys, 1831-1881*, kertoi E. G. Palmén. Helsingfors, 1881, Imprim. de la Soc. de litt. finn., 137 p. in-8°.

³ Dans le *Suomi*, recueil de la Société, ann. 1847, p. 1-45.

⁴ *Revue des questions hist.*, t. XXIX, 1^{er} avril 1881, p. 626.

l'œuvre de son prédécesseur, il l'a poussée jusqu'en 1881, et y a ajouté un rapide aperçu de l'état de la littérature finnoise avant 1831. Le tout pourra fournir la matière de plusieurs chapitres d'une future histoire de cette littérature, et ce ne seront pas les moins intéressants; car cette Société a montré d'une manière éclatante ce que peut l'énergique persévérance de quelques associés. Fondée par douze hommes, encore jeunes et alors inconnus, et ne comptant la première année que trente-un membres, elle a fini, en en recrutant annuellement par dizaines et parfois même par centaine, à en réunir plus de 1700. Ses revenus qui, pendant les trente premières années, n'atteignaient pas le chiffre de dix mille francs, se sont, grâce aux libéralités de l'Empereur, du Sénat, de la Diète et de quelques mécènes, élevés à une moyenne d'environ 25,000 fr. dans les vingt dernières années; près de 700,000 francs ont été encaissés et (sauf une réserve d'une centaine de mille francs) employés en subventions aux collecteurs de chants et traditions populaires, en honoraires pour les auteurs et éditeurs, en frais d'impression de livres pour le peuple et les écoles; de dictionnaires, de grammaires, de traductions; d'éditions de chants, proverbes, énigmes et contes populaires; d'ouvrages et mémoires originaux, publiés à part ou dans le *Suomi*, sur des sujets d'histoire, de géographie, de bibliographie, d'archéologie, de linguistique, etc., etc. Son activité ne se ralentit pas avec l'âge et la prospérité, et loin de vouloir se reposer sur ses lauriers (citons en passant la médaille d'or qu'elle a obtenue pour la collection de ses œuvres à l'Exposition universelle de 1878), elle prépare de nouveaux travaux, entre autres quelques-uns de la plus haute importance même pour l'étranger, comme les dictionnaires finnois expliqués en latin et en allemand, le dictionnaire anglais-finnois, une édition illustrée du *Kalevala*, une édition augmentée de la *Kanteletar*, une édition des complaintes et threnodies des Finnois, un recueil des plus anciennes traditions populaires, et elle vient de couronner l'*Histoire de la littérature finnoise* (T. 1^{er}, le *Kalevala*), par M. J. Krohn.

— La Société historique finnoise, qui formait originairement une simple commission de la Société de littérature, publie le *Dictionnaire biographique*¹ dont nous avons déjà parlé. Deux nouvelles livraisons ont paru depuis, et l'ouvrage, grand in 8° compact à deux colonnes, a maintenant 25 feuilles, qui forment à peine la moitié du tout; qu'on juge par là combien il sera volumineux. Les articles sont pourtant rédigés avec la plus grande sobriété, excessive même en

¹ *Biografien nimiskirja* toi mittanut Suomen historiallinen Seura. Helsingfors, G. W. Edlund, livr. IV (G-l), 1880, p. 241-320; livr. V (l-K), 1881, p. 321-400.

certains cas : on aimerait par exemple à avoir plus de détails sur un poète comme Paavo Korhonen, eût-il fallu gagner la place nécessaire en abrégeant les notices qui se trouvent partout, comme la vie et l'histoire des souverains ; mais la proportion entre les articles est généralement bien gardée, en tout cas beaucoup mieux que dans le *Dictionnaire biographique des hommes connus de la Suède* (et de la Finlande).

— D'un genre tout différent est la biographie de Johan-Vilhelm Snellman, qui se trouve dans le recueil publié par ses amis à l'occasion du 75^e anniversaire de sa naissance ¹. Cet éminent publiciste, philosophe et homme d'État, a eu la singulière fortune, étant né à Stockholm et ayant un nom dans la littérature suédoise, de devenir l'un des coryphées du Fennisme. Il est vrai que tout jeune il avait été emmené en Finlande par son père, originaire de la partiesuédoise du Grand-Duché. Après avoir été persécuté pour ses opinions libérales par le gouvernement grand-ducal, il en était devenu membre en 1863, et c'est grâce à son influence que furent retirées des ordonnances oppressives, restreignant l'usage du finnois aux publications religieuses et agricoles. Il rendit bien d'autres services à son pays d'adoption ; aussi ses admirateurs ont-ils voulu lui témoigner leur gratitude en publiant ce recueil : en tête se trouve la biographie de Snellman par A. Meurman (p. 1-44) ; comme on peut bien s'y attendre, c'est plutôt un panégyrique qu'une notice critique sur la vie, les œuvres et les écrits de celui à qui il s'agissait de souhaiter une longue vie. Ce vœu n'a pas été exaucé : le grand patriote vient d'être enlevé à l'affection de ses concitoyens. — Le reste du volume est rempli de pièces de vers dont nous n'avons pas à nous occuper ici et d'articles en prose parmi lesquels nous avons à signaler : les souvenirs d'un voyage dans la Côte-d'Or et d'un séjour à Corberon, en 1877, par Yrjö Koskinen (p. 67-76) ; le dualisme existe-t-il dans la mythologie ougro-finnoise ? par T. G. Aminoff, question à laquelle l'auteur répond par la négative ; Kihovauhkonen, fils de Kaleva, par J. R. Aspelin ; souvenirs de la première moitié du XIX^e siècle par P. Hannikainen ; Deux événements de l'histoire contemporaine de la Hongrie par Antti Jalava (A. Fr. Almberg).

J. V. Snellman avait publié en suédois, dans deux périodiques, le *Saima* de Kuopio et la *Feuille littéraire* de Helsingfors, une série d'articles très variés et fort remarquables dont la nation ostrobothnienne ou septentrionale de l'université finnoise, à laquelle appartenait l'au-

¹ *Touhokuun kahdestoista pæivæ* (Le douze mai) 1881. Helsingfors, imprim. de la Soc. de litt. finn., 105 p. in-4° avec un portrait photolithographique.

teur, a fait un choix ², et la traduction en a été confiée à A. Meurman, qui a placé en tête une longue introduction relative au Fennisme (p. 1-20). Comme les articles originaux n'ont jamais été recueillis et qu'il est difficile de les réunir, le présent recueil est très utile pour donner une idée du talent de l'auteur comme publiciste, moraliste, polémiste et conteur, et des questions qui s'agitaient en Finlande vers le milieu de notre siècle.

E. BEAUVOIS.

³ J. V. Snellman'in kirjoituksia aihakaushkirjallisuuden alalla suomen-
tanut A. Meurman. 1^{re} livraison. Helsingfors, 1879, impr. de la Soc. de litt.
finn., 118 p. in-8°; 2^e livr. *Ibid.*, 1880.

CHRONIQUE.

SOMMAIRE : Académie française. Prix décernés. — Académie des inscriptions et belles-lettres. Récompenses décernées. — Lectures et communications : Le plus ancien manuscrit de Cedrenus. — Restitution de deux écrits du moyen âge à leurs vrais auteurs. — L'inscription d'Assurbanipal. — Deux Celtes du VII^e siècle avant Jésus-Christ. — Nouvelles fouilles en Égypte. — Les trois temples de Jérusalem. — Académie des sciences morales et politiques. Lectures et communications. — La Saint-Barthélemy. — Questions proposées. — Prix et concours de diverses sociétés savantes. — Société de l'Orient latin. — Circulaire de Mgr l'Archevêque d'Auch sur l'*histoire paroissiale*. — L'enseignement de l'histoire dans les écoles primaires. — Publications récentes ou en préparation. — Nécrologie : M. CHARLES GIRAUD; M. PIERRE-AMABLE FLOQUET.

L'Académie française a décerné le grand prix Gobert à M. Chéruel, pour le quatrième et dernier volume de son *Histoire de France pendant la minorité de Louis XIV*. Elle a décidé que le second prix serait attribué à M. Berthold Zeller, pour ses deux ouvrages intitulés : *Richelieu et les ministres de Louis XIII* (1621-1624); — *Le Connétable de Luynes, Montauban et la Vallée*. — Le prix Théroutanne a été ainsi réparti : 1^o un prix de deux mille cinq cents francs à M. le commandant Jules Bourelly, pour son ouvrage intitulé : *Le Maréchal de Fabert* (1599-1662); 2^o un prix de quinze cents francs à M. le commandant L. de Piépape, pour son ouvrage intitulé : *Histoire de la réunion de la Franche-Comté à la France* (1279-1678). Une mention honorable a été accordée à M. le commandant E. Hardy, pour son ouvrage intitulé : *Origine de la tactique française*. — Le prix Halphen a été réparti ainsi : 1^o un prix de mille francs à MM. René Kerviler et Ed. de Barthélemy, auteurs de l'ouvrage intitulé : *Valentin Conrart, sa vie et sa correspondance*; 2^o un prix de cinq cents francs à M. H. Welschinger, pour son ouvrage intitulé : *Le Théâtre de la Révolution* (1789-1799). — Le prix Guizot a été décerné à M. Charles de Lacombe, pour son ouvrage intitulé : *Le Comte de Serre, sa vie et son temps*. — Parmi les récompenses imputées sur la fondation Marcelin Guérin nous mentionnerons le prix accordé à M. L. Petit de Julleville, pour son ouvrage intitulé : *Histoire du théâtre en France : les Mystères*, et celui qui a été décerné à M. Edouard Fremy, pour son ouvrage intitulé : *Un ambassadeur libéral sous Charles IX et Henri III*. — Nous mentionnerons enfin le prix accordé sur la fondation Montyon à M. Albert Babeau, pour son ouvrage intitulé : *La Ville sous l'ancien régime*.

L'Académie des inscriptions et belles-lettres a décerné le grand prix Gobert à M. Dupuy, pour son livre intitulé : *Histoire de la réunion de la Bretagne à la France*¹. Le second prix a été accordé à notre collaborateur M. Alexandre Bruel, pour sa publication du *Cartulaire de Cluny*. — La commission des antiquités nationales a décerné, cette année, quatre médailles, dans l'ordre suivant : la première à notre collaborateur M. Paul Fournier, pour son ouvrage intitulé : *Les Officialités au moyen âge*; la seconde à M. Bégul pour sa monographie de la *Cathédrale de Lyon*; la troisième à M. Thomas pour son *Essai sur les États provinciaux de la France centrale sous Charles VII*; la quatrième à M. Tuetey pour sa publication intitulée : *Testaments enregistrés au parlement de Paris sous Charles VI*. Six mentions honorables ont été accordées : 1° à notre collaborateur M. Noël Valois, pour son ouvrage intitulé : *Guillaume d'Auvergne, évêque de Paris*; 2° à M. de Kermaingant pour sa publication du *Cartulaire de Saint-Michel du Tréport*; 3° à M. Curie Seimbres pour son ouvrage intitulé : *Villes fondées dans le midi de la France sous le nom générique de Bastides*; 4° à M. Jouon des Longrais, pour son édition de la *Chanson d'Aquin, ou la Conquête de Bretagne par le roi Charlemagne*; 5° à M. l'abbé Bourgain, pour son ouvrage intitulé : *La Chaire française au XII^e siècle*; 6° à M. Vignat, pour sa publication du *Cartulaire de Beaugency*. — L'Académie a décerné le prix Brunet (bibliographie d'une province de l'ancienne France) à M. Auguste Molinier, pour sa *Bibliographie du Languedoc*. — Elle a décerné le prix Lafons-Mélicoq à M. Flammermont, pour son ouvrage intitulé : *Histoire de la Municipalité de Senlis*; elle a accordé une mention honorable à M. de Calonne pour son ouvrage intitulé : *La Municipalité d'Amiens au XV^e siècle*.

Parmi les lectures et communications récemment faites à l'Académie, nous signalerons les suivantes. Dans la séance du 1^{er} juillet, M. Edm. Le Blant a communiqué un travail intitulé : *Histoire d'un soldat goth et d'une jeune fille d'Édesse*. Il s'agit d'une légende du v^e ou du vi^e siècle qui figure dans la *Vie des Saints* de Siméon Métaphraste. — Dans la même séance, M. Léopold Delisle a fait part à l'Académie de la façon dont il est arrivé à combler l'une des lacunes existant dans le plus ancien manuscrit qui nous ait conservé les annales de Georges Cedrenus. Ce volume, copié au xiv^e siècle, fut acquis par François I^{er} pour sa bibliothèque de Fontainebleau. Il forme aujourd'hui le n^o

¹ La commission chargée d'examiner les livres présentés à ce concours avait désigné pour cette récompense le bel ouvrage de M. Lecoy de la Marche sur *Saint Martin* qui, tout en succombant dans le vote définitif, y a recueilli de nombreux suffrages.

1713 du fonds grec à la Bibliothèque nationale. Or il a été récemment reconnu qu'il existait dans la bibliothèque de Bâle une quinzaine de feuillets paraissant provenir de ce manuscrit. M. Sieber, bibliothécaire de l'Université de Bâle, mit M. Delisle à même de vérifier la conjecture, et, après un échange de photographies et d'observations, il fut constaté que les feuillets de Bâle étaient du même parchemin, de la même écriture que le manuscrit de Paris, et de plus que leur finale s'adaptait on ne peut plus exactement au début d'une page de ce dernier manuscrit. La distraction des feuillets était antérieure à l'époque où le volume devint la propriété de François I^{er}. M. Delisle proposa un échange. Le conseil d'administration de la bibliothèque de Bâle répondit gracieusement en autorisant M. Sieber à remettre purement et simplement à la Bibliothèque nationale les quatorze feuillets provenant du manuscrit royal. — Dans la même séance, M. Hauréau a lu un mémoire où il a fixé l'attribution à Pierre Bersuire, écrivain français du xiv^e siècle, d'un commentaire moral sur les *Métamorphoses* d'Ovide, jusqu'à présent regardé à tort comme l'œuvre de Nicolas Triveth ou de Thomas de Galles, et a restitué à Chrétien Legouays de Sainte-More, nom nouveau sur la liste de nos anciens auteurs, la paternité d'un poème d'environ sept mille vers, contenant une traduction libre et un commentaire du même ouvrage d'Ovide. Ce poème avait été jusqu'à présent attribué par erreur à Philippe de Vitry. — Dans la séance du 8 juillet et dans celle du 26 août, M. Jules Oppert a communiqué un nouveau travail de traduction et de commentaire de la grande inscription d'Assurbanipal, le Sardanapale des Grecs. Il y a quinze ans, M. Oppert présentait à la compagnie un mémoire sur les rapports de l'Égypte et de l'Assyrie, où étaient exposés les principaux renseignements historiques contenus dans le texte cunéiforme. Depuis lors, la philologie assyrienne a fait des progrès : M. Oppert a été conduit à modifier sur plusieurs points les interprétations primitivement adoptées. M. Georges Smith a découvert à Babylone un prisme décagonal portant gravé le même document, qui fut sans doute dicté en même temps à plusieurs scribes. Le prisme de M. Smith offre des variantes qu'il importe de mettre à profit. L'inscription nous reporte à la seconde moitié du vii^e siècle avant notre ère ; Sardanapale a régné en effet de 657 à 625. A ce moment l'Égypte était gouvernée par un grand nombre de petits rois ; l'Éthiopie obéissait à Taraka, nommé Targu par les cunéiformes et Téarcon par les Grecs. La Syrie, la Césyrie, la Palestine, la Damascène étaient vassales de l'empire assyrien ; parmi ces vassaux d'Assurbanipal, citons Baalu, roi de Tyr, et Manassé, roi de Juda, fils d'Ezéchias. L'un des passages les plus importants de l'inscription est celui où il est question du fameux roi de Lydie, Gygès, qui s'était rendu maître, on sait par

quelle trahison, de la femme et du royaume de Candaule. « Gygès (Gugga), dit le texte cunéiforme, était roi de Lydie, contrée limitrophe de la mer, située au loin, et dont les rois mes pères n'avaient pas entendu prononcer le nom. Assur lui révéla dans un songe la gloire de mon nom en parlant ainsi : « Tombe aux pieds d'Assurbanabal, roi d'Assyrie, et en prononçant son nom tu vaincras ceux qui se lèvent contre toi. » Le jour où il eut ce songe, il dépêcha son messenger pour demander de lier amitié avec moi... A partir du jour même où il avait embrassé les pieds de ma royauté, confiant en Assur et en Istar, les dieux, mes seigneurs, il prit, parmi les chefs de villes des Cimmériens, deux chefs qu'il fit jeter dans des liens et des chaînes de fer, et qu'il envoya avec des cadeaux considérables en ma présence. » Ce qu'il y a pour nous de plus intéressant ici, c'est de saisir la mention d'une invasion de Celtes dans ce pays, vers la fin de la première moitié du VII^e siècle. Ces Cimmériens, que le texte assyrien nomme *Gimeral*, sont les mêmes que ceux auxquels la Bible donne pour auteur *Gomer*, ancêtre de la race celtique. — Dans la séance du 15 juillet et dans celle du 20 août, M. Victor Duruy a lu une étude sur la persécution de Dioclétien. — Dans la séance du 22 juillet, M. G. Maspero a communiqué à l'Académie le résultat des fouilles qu'il a récemment fait exécuter dans la vallée du Nil. Trois points ont été attaqués : à Alexandrie, à Thèbes et à Saggarah. A Alexandrie on n'a trouvé, comme le promettaient des rapports exagérés, ni grandes inscriptions grecques, ni galeries ; le tombeau d'Alexandre semble un mythe de plus en plus problématique. Cependant on a recueilli une statue très remarquable, représentant un personnage du nom de Hor ; c'est un spécimen unique du mélange de l'art grec avec l'art égyptien. Aux environs de Thèbes, on a mis au jour une cassette où étaient entassés trente-six momies et sarcophages royaux, appartenant notamment à Ahmès I^{er}, à Aménophis I^{er}, à Ramsès II, à Sétî I^{er}, à Toutmès III, peut-être à Ramsès XII. Le catalogue rapide qui a été dressé sur le champ mentionne plus de cinq mille objets, parmi lesquels cinq papyrus, trois mille six cents statuettes funéraires, une quantité de vases canopes, de bijoux en or et en argent. A Saggarah, les fouilles commencées par M. Mariette avaient mis au jour la tombe de deux rois de la VI^e dynastie (Haut-Empire). Un de ces rois est Merenra ; sa momie a été retrouvée presque intacte ; la chevelure, les yeux, la forme générale des traits ont souffert le moins possible ; bien qu'un pied manque et que la mâchoire inférieure soit tombée, on peut aujourd'hui, à l'aide de la photographie, reproduire, en partie, l'aspect d'un pharaon qui vivait il y a plus de cinquante siècles. M. Maspero résume l'impression que donne la momie en disant qu'elle est celle d'un homme de taille un peu au-dessous de la moyenne, à la tête caractéristique ; cet homme

est un fellah. Cinq pyramides ont été ouvertes à Saggarah par M. Maspero; trois ont fourni un nombre considérable de textes du plus haut intérêt. Outre les textes, il faut signaler les tombes royales : c'est d'abord le dernier roi de la V^e dynastie, Ounas; puis son successeur, le premier roi de la VI^e, Tété; enfin, l'avant-dernier roi de la VI^e, Papi II. — Dans la séance du 5 août, notre savant collaborateur M. Victor Guérin a communiqué une note sur l'excavation funéraire connue à Jérusalem sous le nom de Kobour el Molouk, « tombeaux des Rois. » — Dans les séances du 20 et du 26 août, il a communiqué plusieurs passages d'un travail dans lequel il a réuni tous les témoignages relatifs aux trois temples de Jérusalem, celui de Salomon, celui de Zorobabel et celui d'Hérode. Voici la description donnée par M. Guérin du temple de Salomon : « Le sanctuaire ou *naos* se composait du vestibule (*aoulem*), du Saint (*Hekal*) et du Saint des Saints (*Debir*). Ses dimensions étaient peu considérables si l'on fait attention que le Saint des Saints n'avait que soixante coudées de long, vingt de large et trente de haut. Le *pylone* ou *pronaos* (*aoulem*) avait vingt coudées de long et dix de large. Le temple était donc construit sur le même plan que les temples égyptiens. Le *pronaos* était plaqué, en quelque sorte, contre l'entrée du *naos* et le surpassait en hauteur; il était ouvert et formait un véritable portique que précédaient ou soutenaient deux colonnes de bronze, appelées l'une *takin*, l'autre *boaz*; elles rappelaient les obélisques qui, de chaque côté, flanquaient l'entrée des principaux sanctuaires égyptiens. Trois galeries superposées, renfermant chacune une trentaine de petites chambres, communiquaient les unes avec les autres, et enveloppaient l'édifice de trois côtés, à l'ouest, au nord et au sud; à l'orient, en effet, se trouvait la façade d'entrée. Le Saint (*Hekal*) contenait l'autel des parfums, en bois de cèdre couvert de lames d'or, le chandelier à sept branches, la table des pains de proposition, un grand nombre de candélabres, de vases, d'instruments, le tout en or. Les murs étaient revêtus de bois de cèdre doré, sur lequel on avait sculpté des chérubins, des colobes, des branches de palmier et des fleurs épanouies. Dans le Saint des Saints ou *Adyton*, inaccessible même aux prêtres, et où le grand-prêtre seul pouvait pénétrer une fois par an, reposait l'Arche, en forme de grand coffret, qu'ombrageaient deux Chérubins (*Keroubim*) aux ailes déployées : c'étaient des figures colossales et symboliques de bois plaqué d'or, qui offraient une parenté frappante avec les sphinx de l'Égypte ou avec les taureaux à face humaine de l'Assyrie. A l'orient, devant le portique, s'élevait l'autel d'airain ou des holocaustes. Si le temple était petit, parce que le peuple ne devait point y pénétrer, les parvis qui l'entouraient étaient immenses; ils étaient eux-mêmes ornés de beaux portiques et divisés en divers com-

partiments, destinés aux prêtres, aux Israélites, aux Gentils. Les pierres qui avaient servi à la construction affectaient des dimensions considérables et avaient été extraites sans doute de la vaste caverne souterraine qui s'étend sous le mont Bézétha. Un péribole colossal enveloppa dans une grande enceinte le sommet aplani et agrandi du mont Moriah. » On ne possède sur le second temple, celui de Zorobabel, aucune indication bien précise, mais vraisemblablement il reproduisait les principales dispositions de l'édifice de Salomon, quoique avec moins de splendeur. Voici la description que donne M. Guérin du troisième temple, celui d'Hérode, à la construction duquel il est fait allusion dans un passage de l'Évangile. Cette construction fut entreprise une vingtaine d'années avant la naissance de Notre-Seigneur. « Les anciennes fondations du sanctuaire furent remplacées par d'autres, sur lesquelles on éleva le *naos*, long de cent coudées. Les portes d'entrée, avec leurs linteaux, égalaient la hauteur de l'édifice et étaient ornées de superbes tentures de pourpre. Au-dessus de ces portes, et sous la corniche, courait une vigne d'or, aux grappes pendantes, qui provoquait l'admiration de tous les spectateurs. Hérode environna le *naos* de vastes portiques, bien supérieurs aux anciens en richesse et en beauté. Les travaux gigantesques exécutés par Salomon pour aplanir et élargir le sommet du mont Moriah et l'environner d'un péribole immense furent sans doute utilisés pour le nouveau temple, et le mur d'enceinte, qui s'enfonce si profondément dans les flancs de la montagne et forme encore aujourd'hui un rempart autour du Haramech-Chérif, fut respecté. Sur le côté septentrional de l'enceinte sacrée, ou *Hieron*, s'élevait, dans un angle, la citadelle bâtie par les princes asmonéens ; elle s'appelait *Baris*. C'était un ouvrage d'une force singulière ; Hérode la rendit plus forte encore, et la nomma *Antonia*, par reconnaissance pour son ami Antoine. Dans le côté occidental du péribole avaient été placées quatre portes ; l'une conduisait au palais du roi, situé en face sur une élévation ; deux menaient aux faubourgs, la quatrième dans le reste de la ville. De nombreux degrés permettaient de descendre au fond de la vallée. Le côté méridional du péribole avait aussi ses portes ; sur le mur qui le fermait s'appuyait le portique royal, le plus considérable de tous, et qui s'étendait de la vallée orientale à la vallée occidentale. Il avait quatre rangées parallèles de colonnes ; le diamètre de chaque colonne était tel qu'il fallait trois hommes pour l'embrasser. Les colonnes étaient longues de vingt-sept pieds et au nombre de cent soixante-deux. Leurs chapiteaux, admirablement sculptés, étaient corinthiens. Elles formaient trois portiques ; deux mesuraient trente pieds de large, un stade de long, et plus de cinquante pieds de haut. En dedans de cette enceinte et à faible distance, il y en avait une seconde, où l'on montait par quelques degrés

et qu'entourait une balustrade en pierre portant une inscription qui en interdisait l'accès aux étrangers sous peine de mort. Le péribole que limitait cette deuxième enceinte était percé, sur les faces nord et sud, de trois portes, et sur sa face orientale d'une porte unique, de grandes dimensions, par laquelle pouvaient passer les juifs purifiés et les femmes. Plus intérieurement encore, était le parvis sacré, interdit aux femmes. Enfin, la quatrième et dernière enceinte n'était accessible qu'aux prêtres; au milieu s'élevait le *naos*, et devant le *naos*, l'autel des holocaustes. On montait au *naos* par douze marches; l'édifice était haut et large de cent coudées sur sa face antérieure, puis il allait se rétrécissant de façon à ne mesurer que soixante centimètres de développement à sa face postérieure. Au milieu de la face antérieure s'ouvrait une porte, haute de soixante-dix coudées, large de vingt, sans battants, figurant le ciel, qui est visible et ouvert de toutes parts. Son fronton était entièrement doré, et, par son ouverture, on apercevait la première partie du *naos*, dont les parois, resplendissantes d'or, flambaient au soleil et attiraient de loin les regards des pèlerins. Cette partie intérieure était formée par une vaste salle, haute de quatre-dix coudées, longue de cinquante et large de vingt. Au fond de cette salle, on distinguait une porte donnant accès dans l'intérieur du *naos*: une vigne d'or ornait le linteau de cette porte; dans la baie que formait cette porte était suspendu un voile fameux, d'étoffe babylonienne, éclatant des couleurs de l'hyacinthe, du byssus, du safran, de la pourpre. Soulevons le voile, et pénétrons plus avant dans le sanctuaire. Nous voici dans une chambre qui contient le candélabre, la table des pains de proposition et l'autel des parfums, « trois objets, dit Josèphe, qui sont célèbres dans le monde entier. Les sept lampes du candélabre, ajoute le prêtre juif, figuraient les sept planètes, et les douze pains déposés sur la table figuraient le cercle zodiacal et les douze mois de l'année; l'autel des parfums, par ses treize aromates, empruntés à la mer et à la terre, signifiait que tout était à Dieu et devait lui être consacré. » Le dernier compartiment du *naos*, séparé du précédent par un voile, ne contenait absolument rien; c'était le Saint des Saints. Il était inaccessible à tous, excepté au grand prêtre, et une fois seulement dans l'année. Une tradition rapporte que Jérémie avait enlevé du temple de Salomon, avant qu'il ne fût détruit par Nabuchodonosor, le Tabernacle et l'Arche d'alliance; il les transporta sur le mont Nébo et les cacha dans une caverne, d'où, ajoute la légende, ils ne reparaitront à la lumière que quand Jéhovah rassemblera son peuple dispersé. » C'est ce temple d'Hérode, décrit avec tant de précision par M. Victor Guérin, qui fut le théâtre de plusieurs des événements divins racontés dans l'Évangile, et dont la ruine, prédite par Jésus-Christ, fut accomplie en l'an 79 de notre ère, lors de la prise de Jérusalem par Titus.

Parmi les communications faites à l'Académie des sciences morales et politiques, nous signalerons les suivantes. Dans la séance du 16 juin et dans celle du 2 juillet, M. C. Dareste a lu un mémoire sur *le Marquis de l'Hôpital, ambassadeur de France en Russie (1757)*. Ce mémoire est un fragment détaché d'une histoire des relations de la France avec la Russie pendant la guerre de Sept ans, pour laquelle l'auteur a utilisé les documents contenus dans les archives du ministère des affaires étrangères. — Dans la séance du 23 juillet, M. Thureau-Dangin a lu un fragment sur *la politique étrangère de la France au lendemain de la révolution de 1830, pendant le premier ministère*. En retraçant les difficultés de cette politique, M. Thureau-Dangin a exprimé l'opinion que la monarchie de juillet subissait, comme la Restauration, la fatalité de son origine. Mais, a-t-il ajouté, pour la Restauration, la fatalité, « c'était la coïncidence, fort injustement exploitée, qui avait paru l'associer à l'invasion étrangère... la Restauration, par la force de son principe et la valeur de ses hommes d'Etat, » avait peu à peu réagi, et « l'on sait quelle belle place elle avait fait reprendre à la France en Europe, et comment, à la veille de sa chute, elle eût été en mesure d'accomplir de grandes choses, et de réparer les malheurs de 1814 et de 1815, dont on lui imputait, avec si peu de raison, la responsabilité. » — Dans la séance du 23 juillet, M. Henri Martin a lu le mémoire de M. F. Combes sur *l'entrevue de Bayonne en 1565*, que nous avons signalé lors de la communication qui en fut faite à la réunion des Sociétés savantes à la Sorbonne. On sait que M. Combes pense avoir découvert dans les Archives de Simancas des preuves d'une préméditation lointaine et prolongée de la Saint-Barthélemy. M. Georges Picot, qui n'admet qu'une préméditation rapprochée de l'événement, a exprimé l'opinion que l'auteur s'était exagéré la portée de sa découverte. Les lettres citées par M. Combes prouvent sans doute que Catherine avait adhéré à Bayonne à un grand projet suggéré par le duc d'Albe; mais qu'était ce projet, entouré par ses auteurs d'un si grand mystère? On n'en sait rien, et les conclusions de M. Combes à ce sujet ne sont que des conjectures. — M. Henri Martin, tout en se rangeant dans une certaine mesure à l'opinion de M. Combes sur l'entrevue de 1565, a émis cette idée que l'esprit de Catherine de Médicis a dû passer par bien des hésitations, jusqu'au moment où, poussée par ses conseillers et entraînée par sa haine contre Coligny, elle se décida à frapper. — M. Zeller, s'associant aux réserves exprimées par ses deux confrères, a dit qu'il ne croyait point que la Saint-Barthélemy eût été le résultat d'un plan longuement prémédité. Catherine de Médicis ne partageait point, au fond, le fanatisme espagnol. C'était une Italienne astucieuse et sceptique, une femme avide de domination, passionnée dans ses haines et dans ses jalousies. La Saint-Barthélemy fut de sa part un

acte de haine personnel et un acte politique. Après avoir tenté une première fois de faire assassiner Coligny, elle voulut en finir avec lui et avec tout son parti. — Dans la séance du 6 août et dans celle du 27, M. Guillaume Depping a lu un mémoire sur *le procès du maréchal de Marillac sous Louis XIII* (1630-1632). — Dans la séance du 13 août et dans celle du 27, M. Baudrillart a commencé la lecture d'un travail sur *la condition des populations agricoles de la Flandre française*, dont le premier chapitre traite de la période antérieure à 1789. — Dans la même séance et dans celle du 20 août, notre collaborateur M. Alphonse Callery a lu un travail sur *les douanes, du XVI^e siècle à Colbert*. C'est le premier chapitre d'une *Histoire du système général des droits de douanes et des idées économiques sur le commerce extérieur depuis le XVI^e siècle jusqu'à l'ordonnance de 1664*. — Parmi les concours ouverts à l'Académie des sciences morales, nous signalerons les questions suivantes : « Examen critique des systèmes compris sous le nom général de philosophie de l'histoire. Rechercher s'il n'y a pas déjà quelques systèmes de ce genre dans l'antiquité grecque et chez les philosophes du moyen âge et de la renaissance ; exposer et apprécier ceux de ces systèmes qui ont acquis le plus de célébrité, ou qui présentent le plus d'importance au ^{xvii}^e, au ^{xviii}^e et au ^{xix}^e siècle ; examiner en quoi ils sont favorables ou contraires à l'idée de la liberté humaine et aux principes fondamentaux de la morale et du droit naturel ; apprécier la valeur même de cette science qui porte le nom de philosophie de l'histoire ; montrer quels sont les résultats certains qu'elle a obtenus jusqu'à présent et ceux qu'il est permis d'attendre dans l'avenir. » Cette question est proposée par la section de philosophie. Le prix est de 2,500 francs. Les mémoires devront être remis avant le 1^{er} juillet 1882. — « Les grandes compagnies de commerce. Indiquer brièvement les origines des compagnies de commerce et des corporations commerciales avant le ^{xvi}^e siècle ; exposer l'organisation et l'histoire des compagnies privilégiées fondées depuis le ^{xvi}^e siècle en vue du commerce extérieur dans les principaux États de l'Europe, et notamment en Hollande, en Angleterre et en France ; discuter les principes économiques sur lesquels elles étaient fondées ; rechercher les résultats qu'elles ont obtenus pour elles-mêmes, et l'influence, utile ou nuisible, qu'elles ont pu exercer sur le commerce de leur propre nation et sur le développement général de l'industrie et du commerce dans le monde. » Cette question est proposée par la section d'économie politique. Le prix est de 2,500 fr. Les mémoires devront être remis avant le 31 décembre 1883.

L'Académie des jeux floraux, qui a tenu sa séance publique annuelle à Toulouse le 3 mai, a couronné l'étude de M. Laumont-Peyronnet

sur le parlement Maupeou. Elle a mis au concours pour l'année 1882 une *Étude historique sur le Capitoulat toulousain*.

Dans sa séance publique tenue à Paris le 22 mai, la Société des études historiques a couronné le mémoire de M. Anthony Roulliet sur l'*histoire des institutions de prévoyance en France* (rapporteur, M. Gabriel Duvert), et le mémoire de M. Davioud sur l'*histoire des habitations privées en France, depuis la fin du XVI^e siècle jusqu'en 1830* (rapporteur, M. Eugène d'Auriac). M. Camoin de Vence a lu une étude sur deux magistrats de la fin du XVIII^e siècle, Séguier et Dupaty.

L'Académie des lettres, sciences, arts et agriculture de Metz met au concours pour l'année 1881-82, les questions historiques suivantes : 1^o Histoire de la rédaction de la coutume de Metz ; 2^o Histoire du domaine municipal de la ville de Metz ; 3^o Histoire d'une localité importante (Sierck, le comté de Chréange, Varsberg, Richemont, Forbach, Bitché, etc.), ou d'une abbaye de l'ancien département de la Moselle ; 4^o Histoire du chapitre de la cathédrale de Metz ; 5^o Histoire de l'une des collégiales ayant appartenu ou appartenant au diocèse de Metz (Sainte-Agathe de Longuyon, Saint-Pierre-aux-Images, Saint-Etienne-de-Sarrebourg, Saint-Arnual près de Sarrebruck) ; 6^o Histoire d'une société ou d'une institution locale, ayant rendu des services au pays. Les mémoires doivent être adressés avant le 20 juillet 1882 au secrétariat de l'Académie.

La Société d'émulation de Cambrai met au concours pour 1882 une étude sur *les origines du protestantisme dans le Cambrésis*. Les manuscrits doivent être adressés au secrétaire avant le 1^{er} juin 1882.

Dans sa septième séance générale, tenue le lundi 16 mai sous la présidence de M. le marquis de Vogüé, la Société de l'Orient latin a décidé que la prochaine distribution à faire à ses membres serait composée des volumes suivants : *Itinéraires français I* ; — *Testimonia minora de V Bello sacro* ; — *Prologus Arminensis*, III^e livraison. — Elle a en outre arrêté la mise sous presse des textes suivants : 1^o *Cronica de Morea*, avec version française : éditeur M. Morel-Fatio ; 2^o *Poésies de la croisade de saint Louis* : éditeur M. Anatole de Montaiglon. — Le zélé et infatigable secrétaire de la Société, notre éminent collaborateur M. le comte Riant, a placé sous les yeux des membres présents les bonnes feuilles du tome I^{er} d'un recueil fondé par lui sous le titre d'*Archives de l'Orient latin*. Il leur a fait connaître les principaux travaux qui composeront le tome II, et nous sommes heureux d'en placer la liste sous les yeux de nos lecteurs. Ce seront le *Nicolaus de Hudo*, du P. Neumann, le *Cartulaire de Saint-Lazare* du comte de Marsy, les *Dessins* de Domenico dalle Greci, la *Captivité*

du seigneur de Dampierre, par notre éminent collaborateur M. Anatole de Barthélemy, dont on sait que les opuscules valent souvent de gros volumes, les *Inscriptions latines* de M. Clermont-Ganneau, les deux derniers *Épisodes des derniers temps du royaume de Jérusalem*, par M. Röhricht. M. le comte Riant espère pouvoir publier encore dans ce volume des *Archives* un recueil des chartes si importantes de Sainte-Marie Latine, récemment retrouvées à Palerme par le chanoine Carini; — un long extrait du *Liber bellorum Domini*, contenant la version latine d'un récit français perdu des croisades de saint Louis; — 900 vers d'un poème provençal du XII^e siècle sur la première croisade — et enfin un mémoire de M. A. Mordtmann accompagnant un plan de Constantinople au moyen âge, œuvre entreprise depuis de longues années par les soins de M. Riant, et qui vient enfin d'être terminée avec un plein succès.

Nous avons signalé dans nos dernières chroniques les premiers indices d'un mouvement du clergé de France vers les études historiques, conçues et organisées avec la régularité et la méthode qui doivent présider à leur développement pour qu'elles portent des fruits certains et durables. Nous sommes heureux de constater que ce mouvement s'étend peu à peu de diocèse en diocèse, et que nos seigneurs les évêques n'hésitent point à en prendre la direction et, au besoin, l'initiative. C'est ainsi que Monseigneur de Langalerie, archevêque d'Auch, vient d'adresser aux conférences ecclésiastiques de son diocèse un programme d'études sur l'*histoire paroissiale*. « Nous croyons, écrit-il, répondre au vœu du plus grand nombre des prêtres du diocèse en demandant aux conférences cantonales l'étude de l'histoire paroissiale. Il existe encore dans les localités une foule de souvenirs qu'il est facile de recueillir; pourquoi ne le fait-on pas? » Le programme est accompagné d'un questionnaire détaillé comprenant tout ce qui intéresse l'origine, le nom, la population et l'histoire des provinces, la description monographique des églises, les cimetières, les pèlerinages, les établissements religieux, l'instruction, les coutumes et mœurs locales, les superstitions, l'histoire féodale et seigneuriale, les archives, les manuscrits et objets d'art, les collections, la littérature patoise, l'industrie, les curiosités physiques, les célébrités locales, les monuments qui restent de la période romaine et de la période gauloise. Monseigneur montre toute l'importance qu'il y a à fournir des réponses précises sur tous ces détails dont la science saura tirer parti au profit de la religion. « L'ennemi, dit-il, ne juge pas ces détails indignes de sa science; pourquoi rougirions-nous de les aborder à notre tour? »

Cette dernière réflexion de Mgr de Langalerie est d'autant plus juste que la direction officiellement donnée en beaucoup d'endroits à

l'enseignement de l'histoire paraît malheureusement commencer à s'inspirer d'un tout autre esprit que celui qui convient à une nation chrétienne, riche de traditions qui font l'admiration et l'envie des nations voisines, et dont la glorieuse chaîne comptait déjà treize cents ans lors du « mouvement national de la fin du dernier siècle » si vite, hélas ! détourné de sa vraie voie. Nous rougissons en pensant au sourire de dédaigneuse ironie qui a dû paraître sur les lèvres des professeurs et des étudiants d'Allemagne, si glorieux de leurs antiquités nationales et si envieux des nôtres, s'ils ont lu la récente circulaire de M. l'inspecteur d'Académie en résidence à Marseille aux instituteurs placés sous ses ordres, circulaire insérée dans le *Journal officiel* du 28 juillet dernier. « Sans méconnaître l'importance des premiers siècles de notre histoire, écrit M. l'inspecteur, nous croyons devoir rappeler à nos maîtres que l'étude des quatre derniers siècles et surtout du dix-huitième et de la Révolution française, forment la partie la plus utile de l'enseignement historique primaire. Nos enfants sont destinés à vivre de la vie contemporaine ; il faut donc, avant tout, qu'ils comprennent la constitution de la société actuelle et les nombreuses et admirables institutions qui la régissent. Sans doute, cette société plonge par ses racines dans le passé le plus lointain ; mais c'est surtout l'esprit de réforme et le libre examen du XVI^e siècle, c'est la grande croisade philosophique du XVIII^e siècle en faveur du peuple et de l'humanité, c'est le gigantesque effort de la Révolution française pour introduire la justice dans les lois civiles et politiques, c'est le prodigieux essor des sciences historiques, physiques et naturelles au XIX^e siècle, qui l'ont créée, développée, affermie... Il est bon, sans doute, de connaître le règne de Clovis, de Charlemagne, de Louis XI et de tous les princes qui, par la politique ou les combats, ont constitué le sol de la patrie ; mais il est bon aussi d'apprendre l'histoire de la classe qui, d'abord opprimée, méprisée, s'est, par un labeur incessant de douze ou treize siècles, affranchie, élevée, éclairée, et a fini par absorber dans son vaste sein et fondre en une démocratie puissante les castes opiniâtres et les hiérarchies réfractaires. » Notre intention n'est pas de discuter les assertions et les insinuations de M. l'inspecteur d'Académie en résidence à Marseille, ni d'essayer de débrouiller l'étrange enchevêtrement qui compose le tissu de sa circulaire ; il est évident que ses connaissances historiques laissent beaucoup à désirer. Il ne paraît même pas soupçonner la part immense de l'Église ni celle de la Royauté dans l'affranchissement et l'élévation progressive des classes industrielles et agricoles, et il ignore totalement, comme le prouve la suite de sa circulaire, le prodigieux développement qu'eurent au moyen âge, sous l'influence religieuse, les œuvres hospitalières, la charité publi-

que et privée. Il identifie avec la Révolution le progrès des sciences historiques, physiques et naturelles, ignorant sans doute les noms de Du Cange et de Mabillon, vils esclaves de l'ancien régime, et, d'autre part, ne connaissant point la réponse de Coffinhal, président du tribunal révolutionnaire, à Lavoisier condamné à mort et qui demandait un sursis de quinze jours : « J'ai besoin de ce temps, disait l'illustre chimiste, pour terminer des expériences nécessaires à un travail important dont je m'occupe depuis plusieurs années. Je ne regretterai point la vie. J'en ferai la sacrifice à ma patrie. » Coffinhal lui répondit : « La République n'a pas besoin de savants ni de chimistes : le cours de la justice ne peut être suspendu ¹. » — Sans insister sur le document administratif publié par le *Journal officiel*, nous supplions qu'on veuille réfléchir mûrement avant de pousser les instituteurs dans le sens qu'il indique et de leur imposer des façons de voir qui ne tarderaient pas à transformer, au grand détriment de la France, l'enseignement de l'histoire dans les écoles primaires en haine obligatoire du passé de la patrie. Mais quoi qu'il en soit, on voit combien il importe que les membres du clergé se préparent sérieusement à rétablir dans les esprits, d'une façon solide, équitable et judicieuse, par des faits et non par des phrases, la vérité méconnue ou défigurée.

Nous signalerons, parmi les publications récentes, le tome III des *Écrits inédits de Saint-Simon*, publiés par M. Faugère, et contenant la suite des *Mélanges* ². Ce volume comprend à peu près uniquement des mémoires ou dissertations relatives aux prérogatives des ducs et pairs. — M. Charles Jourdain, faisant les fonctions de secrétaire perpétuel en l'absence de M. Wallon, a déposé sur le bureau de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, dans sa séance du 26 août, le premier fascicule du *Corpus inscriptionum semiticarum*, comprenant les inscriptions de Chypre et de Phénicie, avec une préface de M. Renan. A ce fascicule est joint, sous forme d'atlas, une collection d'héliogravures reproduisant soit les monuments originaux, soit les estampages de ces monuments. Les livraisons suivantes seront consacrées aux inscriptions de la Grèce, de l'Égypte, de l'Afrique, de la Sardaigne et de la Gaule. Le prochain fascicule paraîtra dans le courant de l'année 1882. En même temps seront publiées les inscriptions araméennes, dont M. le marquis de Vogüé s'occupe spécialement. La langue adoptée par les rédacteurs du *Corpus* est le latin. — L'Académie vient également de mettre au jour le tome XXVII de l'*Histoire*

¹ Wallon, *Histoire du tribunal révolutionnaire*, t. III, p. 401, 402.

² Librairie Hachette, in-8°.

littéraire de la France. Les articles les plus importants sont : *Bertrand de Got*, par M. Renan ; *Arnaud de Villeneuve*, par M. Hauréau ; *Jean de Meun*, par M. Paulin Paris ; *l'Auteur du Châtelain de Coucy*, par M. Gaston Paris. — M. Siméon Luce prépare sur *Jeanne d'Arc* un ouvrage en deux volumes qui, quelque opinion qu'on doive adopter sur les vues qui y seront émises, ne peut manquer d'exciter vivement l'intérêt du public érudit ou lettré, puisqu'il sort de la plume de l'éminent historien de *Du Guesclin*.

— Nous croyons devoir signaler et recommander à nos lecteurs, quoique s'écartant un peu de l'objet ordinaire de nos études, l'*Histoire de la philosophie* que vient de publier M. l'abbé Vallet¹, l'un des meilleurs interprètes du péripatétisme chrétien, de cette doctrine de saint Thomas dont la propagation tient si fort et si justement au cœur de Sa Sainteté Léon XIII.

C'est surtout par ses travaux sur l'histoire du droit, branche importante des sciences historiques, que vivra la renommée de M. Charles Giraud, membre de l'Institut, qui s'était aussi beaucoup occupé de l'histoire anecdotique du xvii^e siècle. Son œuvre, comme savant et comme jurisconsulte, a été ainsi appréciée par M. Caro, dans l'allocution prononcée par lui à la séance du 23 juillet de l'Académie des sciences morales et politiques : « L'unité de ces travaux, si divers en apparence, est dans l'histoire du droit, interrogée dans toutes ses sources, l'histoire politique d'abord, puis la philologie, l'épigraphie, l'archéologie. Les relations de ces diverses sciences avec le droit, plutôt que le droit avec ses difficultés et ses applications, voilà la place distincte qu'il a prise tout d'abord et qu'il a gardée parmi les jurisconsultes de notre temps. Il a suivi de très près, dans cette voie, la critique allemande ; il s'est associé de toutes ses forces et de tout son élan personnel au mouvement que cette science nouvelle a provoqué dans les esprits. Il l'a répandu autour de lui par son exemple et par ses conseils. En ce sens, il a été un guide et un initiateur en France. De là, sans doute, la grande notoriété dont son nom jouit à l'étranger, et surtout en Allemagne. Par malheur, sa vive curiosité d'esprit se fixe difficilement sur un sujet pour l'épuiser ; elle l'entraîne ailleurs et au delà. Les intuitions, les germes d'idées abondent, mais jetés d'une main prodigue, disséminés dans des écrits nombreux, brillantes esquisses ou commencements admirables d'œuvres rarement achevées. »

Nous offrirons en terminant, au nom de la *Revue*, un respectueux hommage à la mémoire d'un érudit de grand mérite et d'un homme

¹ Librairie Roger et Chernoviz, in-12.

de bien : M. Pierre-Amable Floquet, l'un des plus anciens élèves de l'École des chartes, correspondant de l'Institut, mort le 3 août à l'âge de 84 ans. Son *Histoire du parlement de Normandie* mérita, en 1842, de l'Académie des inscriptions le grand prix Gobert. Ses belles *Études sur la vie de Bossuet*, son principal titre d'honneur, chaque jour consultées et citées par les historiens de la chaire et de la littérature françaises, ont pour jamais associé son nom à celui du plus grand écrivain de notre langue.

MARIUS SEPET.

REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES.

I

PÉRIODIQUES FRANÇAIS.

Depuis quelques années, l'attention des érudits qui s'occupent de l'histoire primitive de l'Europe, s'est particulièrement portée sur les peuples qui ont les premiers occupé l'Espagne. M. le docteur Lagneau a de nouveau repris la question, dans une communication faite à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres sur *les anciens peuples de l'Hispanie*¹. Après avoir critiqué les travaux de ses devanciers et les textes des auteurs anciens concernant les Ibères, les Ligures et les Celtes, peuples qui sont donnés comme ayant habité l'Espagne avant l'arrivée des Phéniciens, des Grecs et des Romains, M. Lagneau formule la conclusion suivante : les documents historiques paraissent témoigner de l'existence de plusieurs éléments ethniques en Espagne ; 1° les Atlantes, venus d'Afrique, auraient occupé la péninsule, particulièrement dans le sud ; 2° les Ibères, venus du sud-est de la Gaule, auraient occupé principalement la région du nord-est et le littoral de la Méditerranée ; 3° les Ligures se seraient installés dans le sud-ouest, particulièrement sur les bords du Tartesse et à l'est du Sicanus ; 4° les Celtes se seraient répandus, dans le nord-ouest, l'ouest, le centre et le midi, se mêlant sur certains points avec les Atlantes et les Ibères. Cette fusion des Celtes et des Ibères aurait donné naissance aux Vaccéens, du bassin du haut Douro, aux Bérons de la rive méridionale de l'Ébre et aux Celtibères des bassins du Tage et de l'Anas.

— M. l'abbé Amélineau a consacré un long mémoire intitulé : *Authenticité de la Genèse d'après les monuments égyptiens*², à démon-

¹ *Comptes-rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, livr. de janvier-mars 1881, p. 27.

² *Les Lettres chrétiennes*, livr. de mai à août 1881.

trer que les moindres détails concernant l'Égypte donnés par la Genèse sont confirmés par des monuments et des textes égyptiens, contemporains de Moïse, c'est-à-dire que tout, dans le texte inspiré, concorde avec l'esprit, les mœurs et les usages de l'Égypte à l'époque du prophète hébreu. L'auteur voit avec raison, dans ce fait, une preuve de l'antiquité et de l'authenticité du récit génésiaque. Il applique son analyse au voyage d'Abraham en Égypte et à l'histoire de Joseph. Ces récits, qui forment des épisodes bien détachés dans le texte sacré, sont remplis de détails et de traits de mœurs qui sont en pleine conformité avec ce que nous apprennent les monuments hiéroglyphiques relativement à la vie égyptienne à cette époque. L'auteur de la Genèse a dû bien connaître l'Égypte, la cour royale, l'administration, les relations avec les pays voisins; or, personne, dans le peuple hébreu, n'a été mieux que Moïse en situation d'être renseigné à ces différents points de vue.

— La communication faite par M. J. Halévy à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, sur deux listes cunéiformes de rois syriens et chypriotes tributaires de l'Assyrie, vient de paraître sous ce titre : *Manassé roi de Juda et ses contemporains* ¹. Les derniers grand conquérants de Ninive, Assurhiddin (Asarhaddon) et Assurbanipal (Sardanapal) ont donné chacun une liste complète des rois syro-phéniciens et chypriotes qu'ils avaient sous leurs ordres pendant les préparatifs entrepris par eux pour l'invasion de l'Égypte. Ce sont ces listes parallèles, et qui ne diffèrent que pour quelques noms propres et des variantes orthographiques, qui font l'objet de l'étude de M. Halévy. Elles comprennent vingt-deux noms de villes ou de pays et vingt-deux noms de rois, parmi lesquels figure Menasé (Manassé) roi de Yaudi (Juda). Elles sont donc fort intéressantes pour l'histoire biblique; M. Halévy donne des explications géographiques et philologiques sur tous les noms cités. Pour ce qui concerne le roi de Juda, il constate que le récit biblique est en tout point conforme avec ce que racontent les inscriptions cunéiformes. Les textes tombent d'accord et se complètent mutuellement, touchant la captivité de Manassé et son retour à la religion de Jéhova qu'il avait abandonnée : « le changement de conduite de ce roi prend une apparence naturelle dont rien n'autorise à révoquer en doute la réalité historique. »

L'École française d'Athènes a pu reprendre, au mois de juillet 1880, les fouilles qu'avaient commencées à Delphes, en septembre 1860, deux de ses membres, MM. Foucart et Wescher. Le résultat des nouvelles recherches est exposé par M. B. Haussoullier, l'un des explo-

¹ *Revue des études juives*, livr. de janvier-mars 1881.

rateurs ¹. On a découvert notamment un portique connu sous le nom de Portique des Athéniens, sorte d'avenue qui conduisait au temple d'Apollon ; il a trente-trois mètres de long, et l'inscription de sa dédicace a été retrouvée. Elle contient ce qui suit : « Les Athéniens ont consacré le portique avec les armes et les ἀρματαρία qu'ils ont enlevés à l'ennemi. » Il est ici fait allusion aux victoires remportées par les Athéniens sur Sparte et ses alliés, peu après l'an 460 avant notre ère, à Kekryphaléia et à Égine, et qui assuraient l'empire de la mer à la capitale de l'Attique. Parmi les autres inscriptions relevées par M. Haussoullier, nous signalerons un décret réglant l'emploi des sommes offertes par Attale II roi de Pergame à la ville de Delphes : ce texte est important pour l'histoire du droit ; un autre décret relatif à la fondation des jeux *Soteria* en 276, les plus importants de Delphes, après les jeux Pythiques : un autre, relatif aux jeux *Niképhoria* fondés par le roi Eumène II : enfin différentes inscriptions qui nous font connaître la vie privée à Delphes, et surtout la situation des étrangers dans cette ville si fréquentée à cause de son sanctuaire.

— On sait que Servius Tullius organisa la société romaine naissante, en centuries et en tribus. Sur un chiffre total de cent quatre-vingt treize centuries, les chevaliers et les citoyens de la première classe s'en étaient réservé quatre-vingt-dix-huit, c'est-à-dire plus de la moitié ; de plus, les diverses centuries votaient par ordre de préséance, de sorte que tout était, dans la centurie romaine, disposé en vue des intérêts de l'aristocratie. Les tribus dont la formation reposait sur le domicile, au nombre de trente-cinq, étaient, au contraire, choisies indistinctement dans toutes les classes de citoyens, et il y avait dans leur organisation une égalité de droits presque absolue. Ces deux institutions parallèles n'avaient aucun point de contact ; mais tout porte à croire que l'assemblée centuriale fut modifiée dans le cours du III^e siècle avant Jésus-Christ. C'est cette réforme qu'étudie M. P. Guiraud : *De la réforme des Comices centuriales* ². Il expose d'abord le système de M. Mommsen, qui croit que, vers l'an 241, la centurie est devenue une subdivision de la tribu, et même que chaque tribu fut partagée en deux centuries ; les centuries perdirent donc leur caractère aristocratique, et de plus le droit de voter en premier lieu fut tiré au sort. M. Guiraud critique ce système, en raison du silence des auteurs, et de la tendance plutôt aristocratique que démocratique qui dominait dans les idées, à Rome, à l'époque indiquée plus haut ; il invoque même quelques textes qui paraissent prouver que la réforme, telle que la suppose M. Mommsen,

¹ *Bulletin de Correspondance hellénique*, janvier à décembre 1881.

² *Revue historique*, livr. de septembre-octobre 1881.

n'eut pas lieu ; enfin il propose une hypothèse nouvelle. Il croit que la réforme accomplie entre les années 241 et 215 n'eut pas un caractère démocratique ; dans l'organisation nouvelle, on vota par classes, comme dans l'ancienne ; le cens exigé pour chaque classe ne fut pas abaissé ; la première classe perdit seulement dix centuries, que l'on donna sans doute à la seconde, et elle conserva dans les comices presque la moitié des voix. Tout restait donc à peu près dans le même état qu'auparavant ; le véritable changement consista en ce que le droit de voter en premier lieu fut désormais tiré au sort. La réforme du III^e siècle n'altéra donc pas le caractère aristocratique des comices centuriates ; mais elle assura à chaque tribu le droit d'exercer dans cette assemblée une part égale d'influence, chaque tribu étant représentée par un certain nombre de citoyens, dans les différentes classes.

— Dans une lettre adressée aux *Lettres chrétiennes*, M. le commandeur J. B. de Rossi fait part de la découverte d'une inscription composée en l'honneur de saint Hippolyte par le pape saint Damase¹. Cette découverte est d'un haut intérêt, car, en même temps qu'elle nous rend un poème jusqu'ici inconnu de saint Damase, elle confirme l'autorité souvent contestée d'une des pièces les plus remarquables de Prudence. On croyait, en effet, que Prudence, en décrivant la fête de saint Hippolyte, aux ides d'août, avait confondu ensemble deux ou trois saints du même nom. Or, un manuscrit de Saint-Germain des Prés, transporté à l'époque de la Révolution dans la bibliothèque impériale de Saint-Petersbourg, contient un éloge du martyr Hippolyte, écrit par saint Damase, et qui est le texte même que Prudence dit avoir lu dans la crypte d'une basilique située près de la voie Tiburtine.

— Dans son mémoire sur *La Topographie chrétienne de Lyon*², M. Renan pose plutôt qu'il ne résout une importante question d'histoire et d'archéologie religieuse : celle de savoir où l'on doit placer le lieu qui fut témoin du massacre des chrétiens dans la grande persécution lyonnaise sous Marc-Aurèle, l'an 177. Les deux séries de massacres juridiques qui ensanglantèrent la ville de Lyon, eurent lieu dans un amphithéâtre, et la question se réduit à celle-ci : où était situé l'amphithéâtre de Lyon ? « Trois localités dans Lyon ont des droits à être discutées comme sites d'amphithéâtres ; mais ces droits sont fort inégaux, et s'il est difficile de dire avec certitude où était l'amphithéâtre des martyrs de 177, il est au moins possible de dire où il n'était pas et de repousser certaines hypothèses auxquelles on

¹ *Les Lettres chrétiennes*, livr. de mai-juin 1881.

² *Journal des Savants*, juin 1881.

pourrait être d'abord tenté de trouver quelque degré de plausibilité. » Il existe, dans l'enclos des Minimes, à quelques pas de l'Antiquaille, des vestiges d'une construction d'apparence circulaire : c'était un théâtre, et non point un amphithéâtre, dont toutes les courbes sont elliptiques, et qui offre des proportions bien plus considérables. M. Renan croit donc que la déclivité de la colline des Minimes n'offre pas le développement nécessaire pour une grande scène, et que les scènes des martyrs de l'an 177 ne se sont point passées là. L'emplacement de l'ancien Jardin des Plantes, le long de la rue du Commerce, paraît, d'après les recherches de M. Martin-Daussigny, présenter les traces d'une construction ovale qui a pu être un amphithéâtre ; mais on doute de l'exactitude des plans de M. Martin-Daussigny, et la grande difficulté vient de l'excessive déclivité du terrain. M. Renan conjecture que c'est l'autel même de Rome et d'Auguste qui se trouvait placé à cet endroit. Il arrive à la troisième hypothèse « qui, moins par sa propre force que par la faiblesse des autres, semble devoir être préférée. » Elle a été émise par M. le baron Raverat : c'est qu'un amphithéâtre aurait existé sur l'emplacement de la place Saint-Jean, devant la cathédrale, ou plutôt vers la rue Tramassac, presque au niveau de la Saône et à la naissance des hauteurs de Fourvières. Malheureusement, on n'en a pas signalé jusqu'ici la moindre trace, et M. Renan espère que les recherches des archéologues lyonnais vont s'exercer de ce côté : « on pourra alors, dit-il, écrire un traité définitif *De theatris et amphitheatris lugdunensibus*, et le lieu où il faudra révéler la trace des héros de l'an 177 sera irrévocablement fixé. »

— M. T. J. Lamy, professeur à l'université de Louvain, vient de publier, d'après des manuscrits de la Bibliothèque nationale et du British Museum, des *Discours et hymnes de saint Ephrem* ¹. L'auteur fait apprécier les richesses poétiques des offices liturgiques de l'Orient, et il donne, avec traduction, un certain nombre de morceaux inédits. Cette notice littéraire, consacrée aux œuvres de saint Ephrem et à l'hymnographie syriaque, est remarquable, et mérite d'attirer l'attention des orientalistes, aussi bien que de ceux qui s'occupent d'histoire littéraire et ecclésiastique.

— La communication faite par M. d'Arbois de Jubainville à l'Académie des Inscriptions sur l'*Alphabet irlandais primitif et le dieu Ogmios*, a été publiée dans les Comptes rendus de l'Académie ². L'auteur établit qu'avant d'adopter la minuscule latine au VIII^e siècle de

¹ *Les Lettres chrétiennes*, livr. de juillet-août 1881.

² *Comptes-rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, livr. de janvier-mars 1881, p. 20.

notre ère, les Irlandais ont eu, pendant des siècles, un alphabet national. Pour tracer cet alphabet, « on commence par tirer une ligne verticale. Les cinq premières lettres sont représentées par des lignes horizontales tirées à droite : une pour *h*, deux pour *d*, trois pour *t*, quatre pour *c*, cinq pour *qu*. Pour la troisième série, les lignes horizontales traversent de part en part la ligne verticale ; il y a une ligne pour *m*, deux pour *g*, trois pour *ng*, quatre pour *x*, cinq pour *r*. Avec cette troisième série, les consonnes se terminent. Viennent ensuite les voyelles, qui sont ordinairement figurées soit par de gros points posés sur la ligne verticale, soit par de petites barres horizontales transversales ; pour *a*, une petite barre ou un point ; pour *o*, deux ; pour *u*, trois ; pour *e*, quatre ; pour *i*, cinq. » Cet alphabet, appelé *ogam*, ayant l'aspect d'un arbre grossièrement dessiné, chaque lettre porte le nom d'un arbre. Cette écriture primitive et grossière a servi à graver sur pierre des inscriptions funéraires dont il existe un certain nombre aujourd'hui encore. Du nom qu'on lui a donné dérive le nom *Ogmios*, porté par le dieu dont parle Lucien et qui avait les attributs de la force armée et de l'éloquence. L'*Ogma* irlandais est également le dieu de la guerre et le dieu des lettres ; il est l'Achille d'un cycle de l'Irlande qui a pour fondement des événements à peu près contemporains de la naissance de Jésus-Christ ; mais, type du guerrier modèle, entre temps, il écrit des inscriptions *ogamiques*, et dans l'armée ennemie, un seul homme parvint à les lire : c'est Fergus. Dans le second cycle épique de l'Irlande, Ossin (l'Ossian de Macpherson) est aussi un guerrier qui chante des discours en vers. Tous les héros de l'épopée irlandaise personnifient cette opinion que l'agriculture est méprisable, et que deux choses seulement sont dignes d'estime : le métier des armes et l'art de bien dire.

— Adson, abbé de Montier-en-Der, qui vivait au *x^e* siècle, ne nous est guère connu que par quelques renseignements fournis par un chroniqueur anonyme qui écrivait un demi-siècle après lui. On savait, notamment par deux lettres de Gerbert, le goût d'Adson pour les lettres. La liste de ses livres nous a été conservée à la fin d'un martyrologe d'Usuard, dans le manuscrit latin 5547 de la Bibliothèque nationale, et elle vient d'être publiée par M. H. Omont ¹. Elle compte seulement vingt-trois articles, il est vrai ; mais, comme le fait remarquer M. Omont, le genre des ouvrages, presque tous étrangers à la théologie, rend ce catalogue intéressant pour l'histoire des lettres classiques dans les monastères, au milieu de la barbarie du dixième siècle. Cet inventaire, où nous trouvons quatorze classiques

¹ *Bibliothèque de l'École des chartes*, 2^e livr. de 1881.

ou commentaires de classiques, n'est pas complet, car une lettre de Gerbert mentionne, comme appartenant à l'abbé Adson, l'Histoire de Jules César, qui ne s'y trouve pas.

— Le plus érudit des hellénistes français contemporains, M. Egger, a dit récemment : « Nous avons cherché en conscience tout ce qui pouvait, au moyen âge, attester quelque intelligence des livres grecs, des idées helléniques : et sauf de rares exceptions, nous avons dû reconnaître que, pendant près de mille ans, cette pure lumière de l'hellénisme n'avait guère jeté sur la France que des reflets lointains, indirects et trompeurs... L'ignorance du grec se voit chez les philosophes, les historiens, les géographes et les poètes. » M. A. Tougard, qui n'a pas voulu jurer sur la parole du maître, vient de reprendre la question dans un travail qui a pour titre : *L'Hellénisme dans les écrivains du moyen âge*¹. Il se place d'abord au x^e siècle, le siècle de fer et de barbarie, et il constate que, parmi les rares auteurs de ce temps qui nous sont restés, une quinzaine avaient une connaissance plus ou moins développée de la langue grecque, et il conclut que les traces d'hellénisme sont plus nombreuses au x^e siècle qu'on ne le pense communément. Dans la seconde partie de ses recherches, M. Tougard remonte à la période comprise entre le vii^e et le x^e siècle, pour laquelle la pénurie de documents est encore plus grande ; il y trouve néanmoins une trentaine de personnages hellénistes à un degré plus ou moins marqué, et encore, dans ce chiffre ne sont pas compris les papes, dont la correspondance contient des lettres écrites en grec aux églises d'Orient. L'auteur, qui doit consacrer un autre article aux contemporains de Charlemagne, constate en terminant « qu'au vii^e et au viii^e siècle, la transcription des livres grecs fut pratiquée en Occident, et parfois avec élégance ; on s'y essaya même à versifier en grec, mais dans un mètre purement syllabique. »

— *Najac en Rouergue, notes historiques et archéologiques*², tel est le titre d'une étude de MM. Auguste et Emile Molinier sur une petite ville de l'Aveyron qui a joué un certain rôle dans l'histoire de la province de Languedoc au xiii^e et au xiv^e siècle. On y voit encore un château construit par ordre d'Alfonse de Poitiers et une église qui fut construite en 1258. Au xiii^e siècle, Najac possédait quelques franchises municipales et était administrée par des consuls. Le comte de Toulouse avait dans cette ville un baile chargé de le représenter, et chargé aussi, on peut le dire, d'empiéter sur les droits des autres co-seigneurs et de chercher à amoindrir leur influence. A la mort de Raymond VII, les seigneurs de Najac essayèrent de se soustraire à la

¹ *Les Lettres chrétiennes*, livr. de janvier-février et juillet-août 1881.

² *Bibliothèque de l'École des chartes*, 2^e livr. de 1881.

domination d'Alfonse de Poitiers, mais ils furent obligés de se soumettre : le 1^{er} décembre 1249, les consuls et prud'hommes de Najac prêtèrent serment de fidélité au comte Alfonse à Toulouse, et le 3 janvier 1250, la tour de Najac ouvrait ses portes à Sicard Alaman, lieutenant du comte. Les officiers d'Alfonse et les Inquisiteurs s'occupèrent dès lors de poursuivre les hérétiques ; Alfonse leur pardonna et leur octroya une charte de coutumes, datée d'août 1255 ; les Inquisiteurs, de leur côté, offrirent aux consuls et prud'hommes de Najac « de remettre aux habitants toutes les pénitences à eux imposées jusqu'à ce jour pour fait d'hérésie, à condition pour la communauté de reconstruire, dans les sept ans, l'église paroissiale, sous l'invocation de Saint-Jean-Baptiste. » Les consuls acceptèrent ; après bien des petites misères, l'église fut bâtie ; la quittance définitive de l'architecte chargé de cette œuvre, maître Bérenger Jornet, est du 30 novembre 1269 ; les frais de construction furent de 31,000 sous caorsins, prix fait pour toute l'œuvre, plus huit livres de caorsins pour la voûte, ce qui fait approximativement un peu moins de 75,000 francs de notre monnaie actuelle. Le travail intéressant de MM. Molinier se continue par une étude archéologique du château de Najac et de l'église.

— En l'an 1288, le tribunal de l'Inquisition condamna au bûcher treize Juifs de Troyes ; M. Arsène Darmesteter vient de réunir les documents historiques et littéraires qui se rapportent à ce fait, sous ce titre : *L'autodafé de Troyes*¹. Les plus curieuses de ces pièces sont deux plaintes, l'une hébraïque et l'autre française, conservées au Vatican, et que l'auteur avait déjà publiées dans la *Romania* en 1874. Les autres documents publiés et traduits par M. Darmesteter sont aussi des plaintes. Après une étude littéraire approfondie, sur laquelle nous n'insisterons pas, l'auteur s'arrête à la question historique ; il donne des renseignements circonstanciés sur les treize justiciés, leur famille et leur situation ; il fixe au Vendredi saint 26 mars 1288 la date de l'arrestation, et au samedi 24 avril suivant le jour de l'exécution. Quant aux causes des poursuites, M. Darmesteter, tout en reconnaissant qu'elles restent fort obscures, conjecture néanmoins qu'elles furent « le fanatisme religieux, la haine et l'envie. » Mais on peut avec plus de raison, ce semble, croire qu'il y eut un assassinat de commis par les Juifs, car on trouva un cadavre dans la maison de l'un d'entre eux : il est vrai d'ajouter, toutefois, que les Juifs prétendirent que ce cadavre avait été apporté et déposé subrepticement par un chrétien. M. Darmesteter semble ignorer (p. 243-246) que les

¹ *Revue des études juives*, livr. d'avril-juin 1884.

Juifs relevaient des tribunaux ecclésiastiques et que « l'autorité laïque » n'avait pas à intervenir dans la question. Si Philippe-le-Bel protesta, ce fut parce que ce prince trouvait là une occasion de combattre la juridiction ecclésiastique à laquelle il enlevait, les uns après les autres, tous ses privilèges les moins contestables au point de vue de la coutume. On oublie généralement aussi, dans l'étude des persécutions que les Juifs eurent à subir au moyen âge, qu'ils étaient souvent des usuriers sans entrailles, qu'eux seuls prêtaient à intérêt, puisque la loi religieuse l'interdisait aux chrétiens, et qu'accaparant la fortune publique, ils ont souvent mis les États dans la situation la plus critique. Ne voyons-nous pas, de nos jours, des nations modernes soulever à leur tour la question juive, et par là expliquer les rigueurs du moyen âge qu'il est de mode de placer uniquement au compte du « fanatisme religieux ? »

— M. Bertolotti, qui a déjà fourni sur l'histoire des Juifs une étude dans l'*Archivio storico* de Rome, se propose de publier une série de documents extraits des archives romaines, qui feront connaître la condition des Juifs particulièrement à Rome et en Italie. Il vient déjà de donner une notice sur *Les Juifs à Rome aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles*¹. On y voit que l'autorité municipale molestait assez fréquemment les Juifs, qui avaient généralement recours au pape pour les maintenir dans leurs privilèges. Le gouvernement papal rendit même une série de décrets, que mentionne M. Bertolotti, par lesquels il est interdit de vexer les Juifs; il est même certain édit du gouverneur de Rome qui punit de trois coups de corde ou du fouet quiconque aura molesté et ennuyé les Juifs.

— M. F. Pasquier vient de publier onze documents inédits relatifs aux événements survenus en Catalogne de 1652 à 1660². Il en est d'importants : deux sont signés de Louis XIV ; les autres sont de Marca, archevêque de Toulouse, du maréchal de La Mothe-Houdancourt, du maréchal d'Hocquincourt, du chancelier français de Catalogne et du gouverneur général de Roussillon. Nous signalerons particulièrement la déclaration adressée par Louis XIV, en 1653, aux habitants des principales villes de Catalogne et de Roussillon, pour expliquer l'abandon de Barcelone par la France, et pour annoncer un envoi de troupes sous les ordres du maréchal d'Hocquincourt, nommé vice-roi de Catalogne. Les autres documents font ressortir les procédés auxquels avaient recours les agents de Louis XIV pour maintenir l'ordre et la sécurité à l'intérieur, surveiller les menées des ennemis de l'État, pourvoir à l'approvisionnement des

¹ *Revue des études juives*, livr. d'avril-juin 1881.

² *Cabinet historique*, livr. de mai-juin 1881.

troupes et créer des ressources financières. On y voit que des bandes de Miquelets ravageaient les montagnes du Vallespir, et que les menées des partisans de l'Espagne, dans les provinces nouvellement soumises à la France, n'étaient pas sans causer une certaine inquiétude au roi de France. Ces documents sont extraits des Archives départementales de l'Ariège.

— On sait que la Franche-Comté fut une des rares provinces de l'ancienne France où le servage existait encore au XVIII^e siècle, et les doléances des serfs de l'abbaye de Saint-Claude sont connues de tous. M. Jules Finot, dans ses recherches sur les *derniers mainmortables de l'abbaye de Cherlieu*¹ a voulu faire connaître quelle était, à la veille de la révolution, la situation sociale de ces deshérités de l'histoire, et en particulier leur lutte contre le dernier abbé de Cherlieu, M. de Vermond, lecteur de la reine Marie-Antoinette. Le 3 septembre 1780, quand l'abbé de Vermond prit possession de l'abbaye, les revenus de la mense abbatiale s'élevaient à 40,305 livres; le nouveau commenditaire se montra, dès le principe, favorable aux affranchissements des serfs; ainsi nous possédons le traité d'affranchissement général qu'il accorda en 1781 aux habitants du village de Cornot, moyennant l'abandon fait par eux, aux agents de l'abbé, de la coupe du quart en réserve de leurs bois communaux; en même temps furent également affranchis en bloc d'autres villages. A Montigny, où les chefs de ménage s'élevaient, en 1611, au nombre de 107, et où les religieux avaient tous les droits féodaux et exerçaient le *plenum dominium*, nous voyons néanmoins ces serfs mainmortables former un véritable corps de communauté: « ils s'assemblent pour la gestion de leur affaires, élisent leurs échevins, messiers et banvards, et rédigent les statuts et règlements de police rurale. » Ceci montre, une fois de plus, que l'affranchissement, en ce qui concerne l'établissement des franchises, « ne fut le plus souvent qu'une reconnaissance définitive de droits dont les habitants jouissaient depuis longtemps. Les communautés de gens de *poëste* n'étaient donc pas, comme on pourrait le croire si on s'en rapportait exclusivement au texte de la coutume de Bourgogne, abandonnées sans réserve au bon plaisir de leurs seigneurs. A défaut de chartes spéciales, des usages anciens s'étaient établis pour tempérer l'omnipotence féodale. » De là, le peu de zèle déployé par les serfs pour secouer le fardeau de la mainmorte, qui les gênait médiocrement; ils préféraient garder leur condition servile plutôt que de verser une somme d'argent pour s'en affranchir. Nous voyons même les habitants de Montigny se plaindre qu'on veuille

¹ *Nouvelle Revue historique de Droit français et étranger*, livr. de mai-août 1881.

les affranchir de force et en aliénant une partie de leurs terrains communaux. Pourtant, après la prise de la Bastille, les serfs, qui auraient bien consenti à s'affranchir, mais sans bourse délier, firent une sorte d'émeute populaire et contraignirent les religieux à renoncer à tous leurs droits. Des scènes analogues se passèrent sur toutes les terres de l'abbaye; mais on doit plutôt les mettre au compte de l'effervescence révolutionnaire qui parcourut les campagnes à cette époque, qu'en rendre responsable, comme le fait M. Finot, l'insouciant égoïsme des moines de Cherlieu touchant l'abolition de la mainmorte. Les cahiers de doléance rédigés en mars 1789 sont instructifs, et montrent que les redevances féodales étaient exagérées dans certaines localités.

— M. Albert Sorel, poursuivant les études que nous avons déjà signalées ici sur la diplomatie de la Révolution française, nous donne aujourd'hui un fragment intitulée : *L'Autriche et le Comité de salut public*¹. Le dessein qui se dégage des instructions du Comité de salut public, dans les premiers mois de 1795, c'était de dissoudre la coalition européenne, en concluant avec la Prusse, la Hollande et l'Espagne des traités de paix partiels, de contenir la Russie par l'union des Turcs, des Danois et des Suédois, de lancer contre l'Angleterre les forces combinées de la France, de la Hollande et de l'Espagne, et en même temps d'écraser l'Autriche. On voulait donner à la France ses frontières naturelles, le Rhin et les Alpes; mais, remarque M. Sorel, « il entrait dans ce plan une grande part d'hypothèse, et il y avait un fond bien chimérique dans cette conception gigantesque: elle ne répondait ni à la puissance réelle de la France ni aux relations véritables des puissances européennes » Sieyès proposa à ses collègues un projet de traité de paix qui bouleversait toute l'Allemagne, supprimait les États ecclésiastiques, voisins pacifiques et clients de l'ancienne France, et grandissait singulièrement la Prusse et l'Autriche. Il voulait chercher à traiter avec l'Autriche en l'engageant, par un troc avantageux, à céder la Belgique et la rive gauche du Rhin à la France. Des négociations furent nouées avec Thugut, le ministre des affaires extérieures de l'Autriche, et M. Sorel met en relief l'habileté de ce personnage et son ancienne affiliation à la diplomatie secrète de Louis XV. Thugut fit une alliance secrète avec la Russie; il eut aussi des vellétés de négociations avec la France, en les tenant tout à fait mystérieuses, et sans beaucoup croire à leur succès. Lorsque, le 22 avril 1796, Lucchesini, le ministre de Prusse, lui notifia la conclusion de la paix avec la France, Thugut protesta, et l'armée autrichienne campée sur le Rhin prit l'offensive, en

¹ *Revue historique*, livr. de septembre-octobre 1881.

même temps que Thugut concluait un traité d'alliance avec l'Angleterre. Mais l'armée impériale, sous les ordres de Clairfayt, était épuisée et sans ressources ; les armées françaises manquant de vivres et d'argent ne pouvaient songer à passer sur la rive droite du Rhin. La Prusse s'étant retirée, la Russie ne voulant pas se battre, Thugut fut obligé, lui aussi, de faire sa paix avec la France. « Dans ces conditions la supériorité semblait assurée à la France, le prestige de ses victoires voilait sa misère réelle, et la terrible contenance de son gouvernement en dissimulait la véritable faiblesse. » Telle était la situation diplomatique après la paix de Bâle.

— M. N. Valois vient de donner une étude des plus importantes pour la Diplomatie sur *le rythme des bulles pontificales*¹. Voici quels sont les faits qu'il se propose de mettre en lumière : « La prose d'un grand nombre de bulles pontificales est rythmée ; en d'autres termes, elle vient frapper l'oreille, à de certains intervalles, par le retour de syllabes accentuées, de sons forts, dont la place et le nombre sont déterminés. » M. Valois envisage, d'une part, les règles de nombre enseignées dans les traités du moyen âge et exposées selon le langage de l'école ; d'autre part, il examine dans quelle mesure et à quelle époque ces préceptes ont été observés dans la chancellerie des papes. Chez les grammairiens du moyen âge, on entend par *cursus*, l'harmonieuse succession des phrases selon les règles du rythme ; les combinaisons de la versification et de la prose sont étudiées par M. Valois, dans les traités intitulés *Dictamen*, *Ars dictandi*, *Summa dictaminis*, qui faisaient une bonne partie du programme des études au moyen âge, et qui sont presque tous encore inédits ; dans la seconde partie de son étude, non encore publiée, il appliquera aux bulles des papes les lois grammaticales qu'il a, d'après ces traités, formulées sur le genre épistolaire en général.

— M. le comte de la Hitte² a eu la bonne fortune de trouver, chez un chiffonnier d'Auch, un registre de l'abbaye des Bernardines de Fabas en Comminges. Ce manuscrit de 152 pages embrasse l'histoire de l'abbaye de Lum-Dieu (*Lumen Dei*) pendant un siècle (1686 à 1784), et il comprend les actes de profession et de décès des religieuses, les installations des abbesses, l'administration du temporel, les procès-verbaux des tournées du visiteur de l'ordre, etc. Mais ce qui est non moins intéressant, en tête du manuscrit se trouve la liste de toutes les religieuses qui depuis 1220 firent profession à Fabas, avec les dates de prise d'habit et de décès. La plupart des noms qui y figurent appartiennent à la noblesse de la province. M. de la Hitte, qui publie

¹ *Bibliothèque de l'École des chartes*, 2^e livr. de 1881.

² *Revue de Gascogne*, livr. de septembre 1881.

cette liste, a cherché à identifier un certain nombre de ces noms.

— On a particulièrement étudié, ces temps derniers, l'histoire de Florence et des lettres en Italie à l'époque de Dante ; c'est à ce cycle de travaux que se rattache directement *La question de Dino Compagni*, par M. O. Hartwig ¹. On sait que la chronique qui porte le nom du prieur Dino Compagni est en contradiction sur des points essentiels avec celle de Villani son contemporain, toujours si exact, et que, en raison de cette circonstance, on a cru pouvoir affirmer que la chronique de Dino Compagni était l'œuvre d'un faussaire du xvi^e siècle. M. Hartwig résume la polémique assez vive qui eut lieu à ce sujet, particulièrement en Allemagne et en Italie, jusqu'en 1877, époque où l'on découvrit des manuscrits qui permettaient de croire que l'œuvre de Dino Compagni a été rédigée au xiv^e siècle ; c'est du moins l'opinion de M. Isidore del Lungo, qui vient d'écrire sur la question un volume important, que critique vivement M. Hartwig. Ce dernier paraît croire qu'un document remontant au prieur Dino Compagni a servi de base et de noyau à la chronique qui porte son nom, et qui a été rédigée postérieurement par un faussaire. Mais dans quelle mesure ce faussaire a-t-il utilisé une source authentique remontant à Dino Compagni, c'est ce qu'il est impossible de dire d'une manière satisfaisante.

FR. DE FONTAINE.

II

PÉRIODIQUES RUSSES.

L'abondance des matières qui se sont accumulées depuis notre dernière revue ne laisse pas que de nous causer quelque embarras. D'une part, en embrassant trop de choses, nous craignons de tomber dans une sèche nomenclature ; d'autre part, en leur donnant l'extension voulue, nous dépasserions de beaucoup le cadre de cet aperçu et fatiguerions le lecteur. Dans cette alternative, il nous a paru préférable de mettre plusieurs choses de côté, afin de pouvoir insister sur les publications les plus intéressantes, sans nous astreindre à une brièveté excessive.

¹ *Revue historique*, livr. de septembre-octobre 1881.

Nous commencerons, ce qui arrive bien rarement, par une histoire générale de Russie. Il s'agit de l'*Esquisse historique de l'Empire russe*¹, tracée de la main habile de Joukovski, à l'usage de son auguste élève, devenu plus tard empereur sous le nom d'Alexandre II. On sait que le célèbre poète, l'ami de Karamzine, a été chargé de diriger les études du futur empereur et de lui enseigner avec la langue russe l'histoire de la patrie. Son *Esquisse* nous initie à ses vues politiques, en même temps qu'elle nous révèle les nobles sentiments qu'il voulait inspirer à son auguste disciple, — pour ne rien dire des charmes de l'exposition. A vrai dire, l'œuvre de Joukovski n'a pas le mérite de la nouveauté puisqu'elle a déjà trois fois vu le jour. D'abord elle avait été imprimée à un très petit nombre d'exemplaires, de 56 pages chacun, destinés à la Famille Impériale et à quelques personnes de l'entourage. Ils n'avaient ni nom d'auteur, ni date ni indication de lieu d'impression. C'était en 1834, quand le grand duc n'avait que seize ans. Plus tard, en 1849, l'*Esquisse* fut imprimée dans les œuvres complètes du poète². Dernièrement enfin, elle entra dans un des volumes que la Société d'Histoire russe a publiés à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du règne de l'Empereur décédé³. Toutefois, comme cette dernière édition est accessible à peu de personnes, que celle de 1849 est trop volumineuse, et celle de 1834 presque introuvable, on saura gré à M. Gratianski d'avoir reproduit l'*Esquisse*, d'autant que l'exemplaire dont il s'est servi offre des variantes. C'est celui qui avait été donné par l'auteur lui-même au docte archiprêtre Pavski, son collègue, qui enseignait au grand duc héritier la religion.

— L'infatigable byzantiniste M. Vasilievski, après avoir donné une analyse détaillée des documents et des actes publiés par Miklosich et Muller (*Acta et diplomata græca medii ævi*, 4 vol.) par la Laure de Kiev⁴, et par M. Florinski⁵; après avoir montré le parti qu'on peut en tirer pour l'histoire de l'organisation intérieure de l'Empire byzantin, en particulier de celle des couvents, nous apporte deux nouvelles études du plus haut intérêt. La première est consacrée à la vie et aux travaux de Siméon Métaphraste⁶, sur qui on a tant écrit, à tort et à travers, dont le nom est pour plusieurs devenu synonyme de

¹ *Russie ancienne et nouvelle*, février 1881.

² Tome VII, p. 359.

³ 1880, t. I, p. 169-196.

⁴ Actes et chartes du couvent russe de saint Pantaléon au Mont Athos. Kiev, 1873.

⁵ Actes du Mont Athos et calques photographiques des collections Sebastianov. Saint-Petersbourg, 1880.

⁶ *Revue de l'instruction publique*, décembre 1880.

rhéteur, qu'on identifie souvent avec Siméon Logothète ou magister, et que les savants placent tantôt au VII^e siècle, tantôt au IX^e, ou même au XI^e. A-t-on raison d'identifier Siméon Métaphraste avec Siméon Logothète? à quelle époque doit-on fixer sa vie? telles sont les deux questions que M. Vassilievski traite dans son excellente notice, et qu'il a résolues, selon nous, d'une manière péremptoire. Quant à la première de ces questions, le savant professeur de l'université de Saint-Petersbourg établit, en s'appuyant sur l'éloge de Métaphraste, de l'office en son honneur fait par Michel Psellus, et surtout sur la vie de saint Paul de Latre, près Milet, écrite par Siméon Métaphraste, que celui-ci ne diffère point de Siméon Logothète et qu'il est auteur de la Chronique connue sous le nom de ce dernier. Le témoignage de Jean d'Antioche, continuateur du patriarche d'Alexandrie Eutyché, qui écrivait en 1025, rend la chose certaine, en même temps qu'il détermine le siècle où vivait Métaphraste. Aux termes de ce témoignage, Siméon secrétaire et logothète, celui qui a écrit les vies des saints, vivait du temps de l'empereur Basile et du patriarche Nicolas, qui gouverna l'Eglise de Constantinople durant douze ans. Il s'agit ici de Basile II, le tueur de Bulgares, couronné en 976, et du patriarche Nicolas Chrysobergues, intronisé en 982. L'identité de Siméon l'*hagiographe* avec Siméon logothète y est constatée de la manière la plus claire. Métaphraste écrivait donc à la fin du X^e siècle. Quant à la vie de sainte Théoctiste que l'auteur de l'Office de Métaphraste attribue à celui-ci, c'est une erreur de Psellus. On doit le reconnaître, en comparant le style si simple de cette vie à celui des autres écrits de Métaphraste. M. Vassilievski s'est servi, en racontant brièvement la vie de saint Paul de Latre et de sainte Théoctiste, des manuscrits de la bibliothèque nationale de Paris et de ceux de la bibliothèque synodale de Moscou.

— L'autre étude du même professeur nous fait connaître pour la première fois l'écrit d'un auteur anonyme sur *la stratégie*¹. Il existe à la bibliothèque synodale de Moscou un recueil manuscrit du XV^e siècle, coté n° 285 (chez Matthæi, cod. cclxxv), dans lequel se trouve, parmi d'autres choses, un opusculé sur la stratégie, demeuré inédit, voire même inconnu. Cet écrit diffère des autres traités analogues en ce qu'il contient, outre les règles de la stratégie, celles de l'économie domestique, de la morale, de la civilité, etc., etc. Ce qui le rend particulièrement intéressant, ce sont des exemples tirés de l'histoire politique et militaire, des faits nouveaux relatifs à Byzance ou aux peuples voisins de l'Empire (tels que Bulgares, Serbes, Russes, Arméniens, Vlaques de Thessalie et Dalmates). La plupart de ces épisodes historiques se rapportent à la fin du X^e siècle, ou à la seconde moitié du

¹ *Revue de l'instruction publique*, juin, juillet, août 1881.

xi^e siècle (1071). L'opuscule se compose de deux pièces, d'étendue inégale, écrites à deux époques distinctes et par des auteurs différents, dont l'un s'adresse à son petit fils, l'autre à l'empereur. M. Vassilievski estime que l'auteur de la première s'appelait Ke-kaumenos et celui de la seconde Nicolitza, — noms connus, en effet, dans l'histoire du temps, et indiqués d'ailleurs dans le manuscrit dont il s'agit. Comme immédiatement après les deux traités vient, dans le manuscrit, une note sur la prise de Constantinople par les Latins (1204), il en conclut que cette partie du Recueil a été copiée au **xiii^e siècle**; il suppose, en outre, que l'original en aura été écrit au Mont Athos, qu'il passa de là à Moscou, ainsi que tant d'autres manuscrits, aux mains du patriarche russe Nicon. Le docte et laborieux byzantiniste en donne tous les passages qui ont quelque intérêt pour l'histoire, en les accompagnant de variantes, de notes et d'une traduction russe. Parmi les faits qui y sont mentionnés, il en est plus d'un qui jette un jour nouveau sur des points demeurés jusqu'à présent obscurs ou absolument ignorés. Il est fort à désirer que le texte entier du *Strategicon* soit mis au jour, comme l'ont été les autres morceaux qui font partie du Recueil synodal mentionné plus haut.

— On lira avec satisfaction le récit de M. Théodore Ouspenski, sur les empereurs Alexis II et Andronic Comnènes (1180-1185)¹. La figure historique d'Andronique n'a été jusqu'à présent qu'imparfaitement élucidée. On connaissait assez la partie de sa vie passée loin des affaires d'état ou en exil, vie pleine d'accidents et d'aventures dignes d'un roman, mais il existait fort peu de données sur le même personnage devenu empereur. L'auteur des nouvelles recherches les a puisées dans les écrits de Michel Acominate, métropolitain d'Athènes, si importants pour l'histoire de Byzance à la fin du **xii^e siècle**. La nouveauté de ces matériaux ajoute à l'intérêt général que présente l'époque dont il s'agit. La lutte des partis qui se formèrent après la mort de Manuel, le rôle qu'y joua Andronic, et son triomphe avec le parti national, expliquent le mouvement des occidentaux qui aboutit à la prise de Constantinople en 1204. Afin de mieux saisir les causes qui ont déterminé la formation des partis politiques et de suivre plus aisément la marche des événements qui ont produit sur la scène Andronic, M. Ouspenski retrace d'abord le règne de l'empereur Manuel (1143-1180), sa politique extérieure et intérieure, les succès de l'une et les désordres de l'autre, et la réaction qu'ils provoquèrent dans le pays. La lutte des partis après la mort de Manuel, la part qu'y prit Andronic, tenu jusque-là loin du trône, le triomphe des *nationaux*, auxquels il promit de délivrer le pays de l'influence étrangère, de

¹ *Revue de l'instruction publique*, novembre 1880, mars 1881.

chasser les Latins et de suivre une politique opposée à celle de Manuel, font le sujet de la seconde partie du récit, qui s'arrête à l'entrée d'Andronic à Constantinople, où ce futur empereur fut reçu comme le Libérateur annoncé par des prédictions alors à l'ordre du jour parmi le peuple grec. L'auteur a fort habilement rattaché aux événements qu'il raconte cette littérature mystique qui fait suite aux oracles de Léon le Sage. Il fait remarquer que le massacre des Vénitiens eut lieu avant l'arrivée d'Andronic à Constantinople, et que ce fut la cause de l'implacable inimitié des occidentaux contre les Grecs, qui ne tardèrent pas à expier leur triomphe momentané, ainsi que le montre l'expédition sicilienne de 1185, prélude de la conquête de Constantinople par les Croisés.

— Dans une *Notice sur les Russes d'Ibn Fodlan et d'autres écrivains arabes*¹, M. Stassov s'attache à prouver d'après des données ethnographiques, qu'on désignait de ce nom les peuplades finno-turques du nord est de la Russie, et nullement les Normands-Varègues ou les Slaves.

— *La question de nationalité des Russes, des Bulgares et des Huns*² ramène sur la brèche M. Ilovaïski, qui ne cesse, depuis dix ans, de combattre les partisans de l'origine scandinave des Russes. Le nœud de la difficulté consiste, selon lui, dans l'altération du texte primitif de la chronique attribuée communément à Nestor. Au lieu de lire : « *Les Russes*, les Tchoudiens, les Slovénes dirent aux Varègues, » etc., quelque copiste a mis : « *Aux Russes*, les Tchoudiens etc. » dirent. L'erreur passa dans d'autres chroniques, et les Russes furent ainsi confondus avec les Varègues; plus tard, on en fit une nation, baptisée du nom de Varègue-Russe. Telle est la thèse fondamentale de M. Ilovaïski. L'étude de la question *normande* l'amena à examiner plus attentivement l'origine des Bulgares et des Huns. Quant aux premiers, cette fois, M. Ilovaïski se borne à répondre à deux jeunes slavistes qui ont traité le même sujet, accidentellement plutôt qu'*ex professo*. Passant ensuite aux Huns, il pose de nouveau la question de savoir s'ils étaient de race Touranienne ou non, et y répond négativement, d'accord en cela avec feu Vénéline. Il examine les témoignages d'Ammien Marcellin, de Jornand et de Prisque, rejette les deux premiers et insiste sur celui de Prisque, qui a vu Attila lui-même et parle en témoin oculaire. Jusqu'ici M. Ilovaïski distinguait les Bulgares des Huns; maintenant il les identifie dans une communauté d'origine. Les Huns sont pour lui des Slaves orientaux. De la sorte s'expliquerait la propagation

¹ *Revue de l'Inst. publ.*, août 1881.

² *Revue de l'Inst. publ.*, mai 1881.

subite des lettres bulgares parmi les Slaves, la raison pourquoi Cyrille et Méthode seraient venus en Pannonie avec des livres saints traduits en bulgare, pourquoi ils auraient reçu un accueil si favorable chez le prince pannonien Kocel, pourquoi enfin leurs disciples, expulsés de la Pannonie et de la Moravie, revinrent en Bulgarie. C'est qu'alors, c'est-à-dire au ix^e siècle, la Pannonie était occupée par des Huns-Bulgares. La grande migration des peuples se présente aussi sous un autre aspect : c'était le choc des deux grandes races, des Slaves et des Goths-Allemands. Telle est, en peu de mots, la théorie originale de M. Illovaïski, que nous ne faisons que rapporter, sans la discuter.

— La rubrique des « Mémoires », « des Souvenirs » abonde comme de coutume. Nous avons déjà mentionné ici-même l'œuvre posthume de Rostislavov, ancien professeur à l'académie ecclésiastique de Saint-Petersbourg et auteur de plusieurs ouvrages consacrés exclusivement à l'étude du clergé russe, et demeurés célèbres. Récemment encore, ils ont été l'objet d'une critique partielle, accusés de libéralisme et d'hostilité envers l'Eglise russe, qu'on a l'habitude de confondre avec les personnes et les abus. Les Mémoires de Rostislavov témoignent de la sincérité de ses convictions et du désir qu'il avait de travailler au bien de son Eglise. Aux faits puisés dans la vie contemporaine, il mêle adroitement les souvenirs de sa propre vie, ce qui ne nuit point à l'intérêt du récit. Pour connaître l'état du clergé russe de la fin du xviii^e et du commencement du siècle présent, ses Mémoires peuvent être d'un secours fort utile. — Les *Mémoires d'un curé de campagne*, dont l'impression a commencé, il y a deux ans, sont terminés¹. La forme littéraire laisse à désirer, et l'auteur est le premier à l'avouer; malgré cela, son écrit se lit avec intérêt; on sent que tout ce qu'il raconte sur la situation du clergé de campagne n'a rien de fictif ou d'exagéré; il parle en témoin oculaire et en homme expérimenté qui a vu beaucoup. A son récit, il mêle des considérations généralement très sensées sur diverses questions agitées par la presse antireligieuse et relatives au clergé; mais sa polémique n'a point la violence de celle des publicistes qui l'ont provoquée. Elle a pour but de répliquer aux objections et aux reproches qu'on adresse au clergé; l'auteur se défend contre ceux qui l'attaquent. En terminant ses Mémoires, il formule ses *desiderata* dans une série d'articles, parmi lesquels nous signalerons le 25^e, demandant l'abolition de la censure préalable des sermons; le 32^e, sur la nécessité des réunions diocésaines une fois l'an, sous la présidence de l'ordinaire; le 33^e, celui qui demande la suppression de fonction des doyens (*blago tchinny*); enfin le 40^e et dernier, où l'auteur propose qu'on abolisse également la charge de secrétaire épisco-

¹ *Antiquité russe*, janvier-mai 1881.

pal. Les deux derniers articles ne laissent pas que d'être étranges.

— Bélaïev, à son tour, introduit le lecteur dans le monde aristocratique du premier quart de ce siècle. Ses mémoires ¹, passablement étendus, ne brillent ni par le talent d'exposition, ni par les éclairs d'esprit ; en revanche, chaque page y respire la franchise, et la sympathie envers les personnes que l'auteur a connues et fréquentées. Certaines de ces pages excitent le plus vif intérêt, celles, par exemple, où il raconte les événements du 14 décembre 1824, auxquels il avait pris part lui-même, et dont le souvenir lui a causé plus tard, dans l'exil de la Sibérie, de vifs et sincères regrets.

— Les Mémoires de M. Séliwanov ² nous font connaître les régions administratives d'il y a cinquante ans et les errements du système de la politique intérieure d'alors. Le tableau qu'ils en retracent produit une impression pénible ; est-il toujours fidèle, c'est une autre question ; sur plus d'un point, les Mémoires ont provoqué des protestations. Nous ne partageons pas non plus toutes les appréciations personnelles de l'auteur.

— Le 19 février (v. st.) 1861 inaugura une ère nouvelle ; l'émancipation de tant de millions de paysans-serfs, proclamée ce jour-là, fut le germe de nombreuses réformes, devenues désormais inévitables, et dont le cycle est loin d'être accompli. Les Mémoires du sénateur Soloviev ³ transmettent à la postérité les noms des principaux fonctionnaires qui ont pris une part active à l'accomplissement de cette réforme capitale.

— Nous avons parlé ailleurs des Mémoires du prince Eugène de Wurtemberg, qui contiennent des données intéressantes sur la campagne turque de 1828-1829 ⁴, quoique les appréciations du prince, soldat valeureux d'ailleurs, portent la trace de quelque partialité et ne doivent être acceptées qu'avec réserve. Certains de ses jugements ont paru tellement tranchants que la rédaction n'a pas jugé à propos de les reproduire : il est vrai que ces critiques amères s'adressaient à l'empereur Nicolas, son proche parent. Chose singulière, fait observer la rédaction, plusieurs pages de ces Mémoires, qu'on lit dans le texte imprimé, n'existaient pas dans le manuscrit que l'auteur envoyait à Saint-Petersbourg pour être lu avant de le livrer à l'impression.

— La Revue de M. Semevski ⁵ a commencé la publication des Mémoires de Porochine, précepteur de Paul I, dont l'importance

¹ *Antiq. russe*, décembre 1881.

² *Antiq. russe*, décembre 1880, août 1881.

³ *Ibid.*, avril, mai.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Antiq. russe*, janvier-août 1881.

historique est depuis longtemps reconnue, mais qui avaient besoin d'une nouvelle édition plus correcte et plus complète.

— L'inauguration du monument de Pouchkine, à Moscou, a fait naître quantité d'écrits, parmi lesquels nous signalerons celui de M. Schoulz sur les traductions françaises des œuvres de l'illustre poète ¹.

— Le rascol devient de plus en plus l'objet de l'attention publique, qui n'avait très longtemps que des notions vagues sur le véritable caractère des rascólnics, sur leurs doctrines, leur nombre, leurs ramifications. La littérature du rascol grandit sans cesse ; on comprend maintenant l'importance sociale de la question, et l'on cherche les moyens de lui apporter une solution en accord avec les intérêts de l'Empire autant que des nombreux dissidents eux-mêmes. Le branle a été donné par l'écrit ayant pour auteur M. le prince Nicolas Orlov, et intitulé : *Pensées sur le rascol*. La notice date de loin (1858), mais elle n'est imprimée que depuis quelques mois ². L'empereur Alexandre II, à qui elle avait été soumise, la lut avec la plus grande satisfaction, et résolut aussitôt de mettre en pratique les conclusions de l'auteur. Il faudrait reproduire le texte entier de ce Mémoire, de peu d'étendue, mais de la plus haute importance, et qui fait le plus grand honneur à celui qui l'a composé. En voici la substance : Les rascólnics ou dissidents étant considérés par l'Église, l'État et la société comme leurs ennemis, l'éminent auteur établit le contraire, en s'appuyant sur des faits incontestables et sur des documents officiels. Il prouve d'abord qu'ils sont ennemis, non de l'Église, mais bien de son caractère officiel et pour ainsi dire laïc, de la promiscuité des deux pouvoirs, en quoi ils sont parfaitement d'accord avec beaucoup de gens d'Église et avec les hommes d'État de tous les pays. Ils disent que ni l'Église ne doit servir d'instrument à l'État, ni l'État faire la police de l'Église. Quant aux persécutions dont les dissidents russes ont été l'objet depuis le xvii^e siècle, l'auteur les attribue exclusivement au pouvoir civil. — Pour établir que les dissidents ne sont pas ennemis de l'État, il examine leur conduite à l'égard du gouvernement et réciproquement. Durant deux siècles les rascólnics n'ont été mêlés qu'à deux émeutes ; encore avaient-elles un caractère tout-à-fait politique et des causes complètement étrangères à la doctrine. Sauf ces deux cas, les rascólnics se conduisirent toujours en sujets soumis et tranquilles. Les troubles qu'on leur attribue viennent des injustices manifestes auxquelles ils étaient en butte de la part de la bureaucratie, et de la situation exceptionnelle qui leur a été faite par les lois, qui les privaient de tous les droits

¹ *Russie anc. et nouvelle*, mai, juin, juillet, décembre 1880.

² *Antiquité russe*, mai 1881.

civils, et les mettaient presque au ban de la société. S'il y eut des résistances, elles furent provoquées par la violence des persécuteurs. « Nous ignorons, dit l'auteur, le chiffre officiel des rascolnics ; mais s'il est vrai qu'il s'élève à douze ou quinze millions, ce nombre est la meilleure justification du rascol. Qui osera traiter de traîtres des millions d'hommes, privés de tout droit civil et supportant patiemment leur sort ? A nos yeux et dans notre conviction, fondée sur des faits, l'État méconnaît le rascol ; il nous semble que les rascolnics ne sont point ennemis de l'État, mais que les agents du gouvernement le sont bien des rascolnics auxquels il déclarent une guerre implacable ¹. » La société, enfin, aurait tort de croire à l'hostilité des rascolnics, à leur répugnance envers elle aussi bien qu'envers l'instruction. Le fait est que, loin de haïr les lumières, ils essaient bien de les répandre en fondant des écoles, mais on leur ôte les moyens de le faire et de s'instruire. « Du moment qu'auront disparu les obstacles qui séparent de la société les dissidents, le Monarque et la Russie trouveront en eux des millions de sujets fidèles, de fils honorables et utiles ². » — « Les rascolnics conclut l'illustre prince, ne sont donc ennemis ni de l'Eglise, ni de l'État, ni de la société. La question du rascol doit être soumise à la publicité. Alors la vérité sera connue du gouvernement, et la tolérance des monarques triomphera de la politique persécutrice de la bureaucratie ³. »

Le mémoire de M. le prince Orlov a produit son effet. Une revue religieuse ⁴, après l'avoir reproduit en extraits, ajoute que, depuis ce temps, la question du rascol est devenu une préoccupation du gouvernement aussi bien que de la presse. En 1864, elle fut soumise à un comité provisoire ; plus tard (en 1875) une commission spéciale, au ministère de l'intérieur, fut chargée de l'étudier et de l'élaborer davantage ⁵. Les résultats de ses travaux préparatoires sont en partie connus ; en général, ils sont favorables aux dissidents, à ceux du moins que la loi considère comme moins nuisibles ; il s'agirait de leur accorder la liberté du culte et des droits civils dans une mesure assez grande, ainsi que le demande la majorité de la presse.

Le mémoire de M. le prince Orlov vaut des traités ; il nous dispense d'insister davantage sur les publications se rapportant au rascol ; si intéressantes qu'elles soient, elles ne sauraient l'égalier quant à l'importance et à la haute portée sociale. J. MARTINOV.

¹ Page 91.

² Page 92.

³ Page 93.

⁴ *Strannik* (Pélerin), juin 1881.

⁵ *Rousskaia retch*, avril 1881.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Calendrier perpétuel, développé sous forme de calendrier ordinaire, par le P. ESCOFFIER, S. J. Paris, Palmé, 1880, gr. in-8° Jésus de 356 p.

L'auteur s'est proposé pour but de faciliter l'usage du calendrier grégorien, en permettant de trouver, sans recherche laborieuse, sans avoir de calcul à faire, une date quelconque avec la même facilité que s'il s'agissait d'un calendrier ordinaire. Les ecclésiastiques trouveront là tous les éléments nécessaires à la confection de l'*ordo*. Comme l'ordre dans lequel sont célébrées les fêtes fixes et mobiles dépend uniquement de la date de la fête de Pâques, laquelle ne peut être célébrée que du 22 mars au 25 avril, une collection de trente-cinq calendriers renferme tous les siècles. Or, pour trouver la date de Pâques pour une année quelconque, il y a plusieurs moyens : l'emploi du nombre d'or, de l'épacte, et de la lettre dominicale ; l'auteur donne donc une table des nombres d'or, une table des épactes et une table des lettres dominicales ; puis il indique une méthode pour déterminer la date de Pâques par des opérations arithmétiques effectuées sur le millésime de l'année donnée ; enfin il dresse un tableau des années de Jésus-Christ jusqu'à 6000, avec la concordance indiquant

la date de Pâques, la lettre dominicale et l'épacte. Vient ensuite la collection des trente-cinq calendriers renfermant tous les siècles, précédés d'un calendrier perpétuel grégorien permettant à la fois de déterminer les dates de Pâques pour une année quelconque, de trouver le nom du jour de la semaine correspondant à une date donnée et de faire connaître l'âge de la lune pour un jour quelconque. Chaque calendrier forme un véritable *ordo*, avec les fêtes des saints et les mémoires pour chaque jour. L'ouvrage se termine par une méthode pour composer un *ordo* perpétuel et par diverses notes complémentaires.

L. C.

Géographie générale, contenant la géographie physique, politique, historique, administrative, agricole, industrielle et commerciale de chaque pays, la description des frontières des principaux Etats, et des notions sur le climat, les productions naturelles, l'ethnographie, les langues et les religions, par L. DUSSEUX. Paris, Victor Lecoffre, 1880, in-4° à 2 col. de XIII-1163 p.

Ayant signalé (t. II, p. 682) la première édition de cette géographie de M. Le Dussieux, l'ancien professeur de Saint-Cyr, nous nous permettrons d'appeler brièvement l'attention sur cette troisième édition, sérieusement

revue, corrigée et augmentée comme on peut voir tout d'abord par le nombre de pages, qui s'est élevé de 1004 à xiii-1163. Nous ne reviendrons pas sur le mérite de cet ouvrage, composé sur un plan scientifique et naturel, et qui nous paraît excellent pour l'étude de la géographie. Ce qu'il faut surtout remarquer ici, c'est la part donnée à l'histoire. Or nous trouvons dans les « généralités » un chapitre consacré à l'*histoire de la géographie* (p. 91-109) où sont exactement relatées les découvertes à leur date et mentionnés les voyages d'explorations, si en faveur aujourd'hui, en y comprenant les plus récents. L'historien peut encore trouver son compte dans tous les souvenirs rapportés à l'occasion de la description des villes, et dans la relation sommaire des événements qui ont amené des modifications dans la constitution des états et la délimitation des frontières.

R. DE ST-M.

Le Berceau des Aryas, Etude de géographie historique, par J. VAN DEN GHEYN, de la Compagnie de Jésus. Bruxelles, 1881, in-8° de 96 pages.

La Société de géographie d'Anvers avait eu la primeur de ce travail, résumé sous forme de conférence, et le sous-titre indique suffisamment que c'est en géographe plutôt qu'en linguiste ou en historien que l'auteur a étudié son sujet. Cela ne l'empêche pas de se mouvoir avec la plus grande aisance dans le vaste domaine de la philologie comparée et de l'histoire ; mais c'est avant tout la solution d'un problème géographique qu'il avait en vue, et c'est aussi ce caractère spécial qui explique et justifie l'appendice consacré à l'histoire des explorations géographiques dans l'Asie centrale

(p. 78 à 96). Le P. Van den Gheyn se contente du modeste titre de vulgarisateur, et bien qu'à vrai dire la matière soit trop vaste et le cadre trop restreint pour lui permettre d'exposer ici le fruit de recherches personnelles, il faut reconnaître qu'il y a un vrai mérite à condenser, comme il le fait, en quelques pages élégantes et substantielles, ce qu'on a jusqu'ici dit de plus important et ce qu'on a acquis de plus certain sur la question du berceau des Aryas. L'auteur s'adresse d'abord aux traditions de l'Orient : celles du Zend Avesta, à l'éclaircissement desquelles la Belgique a l'honneur d'avoir si largement contribué par les travaux de M. le chanoine de Harlez, désignent les régions de l'est comme la patrie primitive ; celles des Indous font allusion aux régions montagneuses du nord : ce double courant de souvenirs aboutit, comme l'auteur nous le fait voir dans les pages les plus intéressantes et les plus originales de son travail, au plateau du Pamir, ce puissant massif qui est en quelque sorte le nœud de l'Asie centrale. Après les inductions tirées de la mythologie et de la poésie des anciens peuples, viennent les intéressants et considérables résultats de la philologie comparée : ici, guidés principalement par les recherches d'Adolphe Pictet, nous voyons comment l'état de la civilisation primitive des Aryas, connu lui-même par l'étude des principaux mots communs à tous les peuples qui se sont successivement détachés du tronc primitif, désigne également comme le berceau de notre race la région à l'est de laquelle surgit la terre de Pamir, l'ancienne Bactriane en un mot. Le P. Van den Gheyn ne se contente pas de développer tous les arguments en faveur

de l'opinion la plus probable sur la partie de la race aryenne; il nous fait connaître aussi l'origine et les principaux arguments des autres hypothèses; celle de Latham, par exemple, qui, adoptée avec enthousiasme par plusieurs Allemands et même par un savant comme Benfey, fait partir les Aryas de la Germanie pour aller coloniser l'Orient. Du reste, après avoir passé en revue tout ce qui s'est dit dans tous les sens jusqu'à nos jours, l'auteur conclut fort sagement à la nécessité de nouvelles recherches avant qu'on ait « dissipé toutes les obscurités et levé tous les doutes. » Lui-même, nous l'espérons, sera de ceux qui contribueront largement à un résultat définitif.

GODEFROID KURTH.

Dell' imagine di Urbano II Papa, nell' oratorio di S. Nicolo entro il Palazzo Lateranense, esame storico ed archeologico del com. G. B. de Rossi.
Rome, in-f° de 58 pages.

Ce mémoire du Prince des archéologues romains a pour nous autres Français un intérêt spécial. Il s'agit, on le sait, de prouver l'antiquité du culte voué au pape français Urbain II et de poursuivre sa cause de beatification. Or, le Promoteur de la Foi, ayant, selon son devoir, présenté des difficultés au sujet des célèbres peintures de la Chapelle Saint-Nicolas du Latran, le postulateur de la cause, M. l'abbé Captier, a eu l'heureuse pensée de recourir aux lumières du savant M. de Rossi, en le priant d'examiner, au point de vue archéologique, les objections du Promoteur de la Foi. Il est certain, et personne n'en peut douter, que le pape Urbain II a été peint, avec cinq autres pontifes ses successeurs ou prédécesseurs, dans la chapelle des Papes

au palais du Latran. Le nimbe circulaire qui entoure la tête de ces six Papes et le titre *sanctus* qui suit leurs noms sont-ils originaux et antiques, ou ont-ils été ajoutés dans les derniers siècles lorsque la peinture fut retouchée? Qui a ordonné de faire cette peinture? en quelles circonstances a-t-elle été faite? en quelle pensée? voilà les questions posées et discutées par M. de Rossi, avec cette ampleur de forme et cette autorité auxquelles le savant archéologue nous a habitués.

Que dit à ce sujet la continuation du *Liber pontificalis*? On sait que la rédaction de ce fameux livre, interrompu sous le pontificat d'Étienne V, (805-891) fut reprise dans la Cour romaine après deux siècles, à partir du pontificat de Léon IX. Les auteurs des vies pontificales au XI^e et XII^e siècles imitèrent les formules anciennes et n'en changèrent pas le sens traditionnel et quasi-sacré. Une des plus remarquables formules est le titre *confessor*, donné à quelques-uns des Pontifes honorés d'un culte public dans l'Eglise romaine.

Cinq Papes sont ainsi désignés dans le *Liber Pontificalis*, et tous sont honorés d'un culte public. Or le continuateur a nommé Urbain II : *Christi confessor* et *bonus Christi athleta*. Cette expression du notaire de l'Eglise de Rome, Pierre de Pise, qui devint cardinal, et avait la plus haute réputation de science, décide la question. M. de Rossi prouve par les premiers recueils d'inscriptions que le nom d'Urbain II, changé depuis, lors des retouches faites au XVI^e siècle, a été primitivement inscrit en dessous des portraits de la chapelle pontificale, et que ce portrait avait comme tous les autres un nimbe circulaire autour de la tête. Au XII^e siècle, d'ailleurs, la

règle était de ne placer dans l'abside au-dessus de l'autel que les seules images des saints; le nimbe et le mot *sanctus* qui les accompagnait, était donc superflu et indifférent. M. de Rossi le prouve par le témoignage des mosaïques de Sainte-Marie du Transévère, de Saint-Clément, etc... M. de Rossi pouvait s'arrêter là, car il avait répondu aux objections soulevées; mais il va plus loin, et, pour ne laisser aucune prise aux attaques, il examine si les signes de sainteté mis aux images des six Pontifes, et particulièrement d'Urbain II, sont suffisamment clairs, et quelle est la valeur du nimbe circulaire. Or, dit-il, il n'y a pas à Rome, au XII^e siècle, un seul exemple de nimbe circulaire mis sur une autre figure que celle d'un saint; il en est de même de l'épithète *sanctus*. Il faut lire cet opuscule pour savoir avec quelle abondance de preuves et quelle sûreté de critique le savant archéologue procède à l'examen des questions soumises à son appréciation. Cette dissertation est, comme tous les autres écrits de l'auteur, un modèle de science historique et de méthode critique.

H. DE L'É.

Saint Eucher. *Lérins et l'Eglise de Lyon au cinquième siècle*, par le P. André GOULLOND, de la Compagnie de Jésus. Lyon, Briday, 1881, in-8° de x-564 p.

Le R. P. André Goullond poursuit, avec une persévérance digne des plus grands éloges, le dessein qu'il a formé de donner au public une histoire complète de l'Eglise primatiale des Gaules. Comme préparation à ce grand travail, il publie les épisodes les plus saillants; il a donné déjà les vies de saint Pothin et de saint Irénée; il publie à l'heure présente celle de saint Eucher.

Un grand intervalle sépare saint Irénée, mort en 202 ou 207, de saint Eucher, qui vécut jusqu'en 451 ou 454; mais, dans l'ordre des dates, Eucher est assurément la figure la plus imposante depuis le grand docteur. Eucher, toutefois, est plus célèbre par la renommée de son talent et de ses vertus que par la connaissance positive de ses actions et du rôle qu'il a rempli dans l'Eglise. Le R. P. Goullond ne cite aucune vie ancienne de lui, et nous ne croyons pas qu'on en ait signalé jusqu'à ce jour dans aucune bibliothèque.

Pour suppléer à cette disette de faits réellement historiques, le savant auteur expose, peut-être avec un peu trop de détails, le milieu dans lequel s'écoula la carrière très accidentée de saint Eucher. Il regarde comme prouvé le sentiment qui fait descendre le futur évêque de Lyon de Priscus Valerianus, qui fut préfet des Gaules et parent de l'empereur Avitus. Eucher épousa Galla, qui appartenait aussi à la plus haute noblesse du pays, et il en eut deux fils, Salonius, qui devint évêque de Genève, et Veranius qui succéda à son père sur le siège de saint Pothin. Environ l'an 409 ou 410, il se retira dans la solitude de Lérins d'abord, puis dans l'île de Lero, aujourd'hui Sainte-Marguerite. Il y fut suivi par sa femme et ses fils; mais leur vie n'eut plus rien de commun avec la vie du siècle: ils y vécurent en solitaires, soumis aux lois les plus étroites de la discipline religieuse. Occupé de l'éducation et de l'instruction de ses fils, il voulut que Salonius suivit durant quelque temps les leçons des grands docteurs qui fleurissaient alors à Lérins, Honorius Salvatus et Vincent, l'auteur fameux du *Commonitorium*.

Cependant il n'y eut point à la

même époque d'homme plus illustre que saint Euchèr : tous recherchaient son amitié, tous lui écrivaient, tous l'ont comblé d'éloges. Aussi se vit-il élevé sur le siège de Lyon. Son administration à la tête de cette grande Église n'a pas laissé beaucoup de traces certaines ; mais son grand nom lui a fait attribuer des institutions qui peuvent remonter plus haut même dans notre pays. Telle est celle des reclus. Le R. P. André Gouilloud consacre des pages intéressantes à l'examen de toutes ces questions.

Il consacre aussi toute la troisième partie de son livre à l'étude des ouvrages que saint Euchèr nous a laissés ou qui lui sont attribués. C'est là la partie la plus vraiment historique. Saint Euchèr, d'ailleurs, est incontestablement l'un des premiers écrivains du cinquième siècle, tant pour le mérite du style que pour la sûreté de la doctrine. Le savant auteur dont nous venons de lire l'ouvrage examine successivement toutes ces œuvres, et les caractérise en quelques mots. Il établit un parallèle entre les formules de saint Euchèr et la Clef de Mélicon. Il ne croit pas à l'authenticité de ce dernier ouvrage ; nous pensons que, du moins, il a été profondément altéré. Nous ne croyons pas non plus à l'authenticité du récit du martyre de saint Maurice et de la légion thébéenne. Nous venons de relire les raisons que Joseph Antelmi allègue pour n'admettre qu'un seul prélat du nom d'Euchèr sur le siège de Lyon, et nous devons à la vérité de dire qu'elles ne nous ont pas paru décisives. Il aurait été à désirer que le R. P. Gouilloud fit un nouvel examen de la question ; cet examen rentrait dans le cadre de son travail.

Comme l'auteur doit donner une nouvelle édition de son livre, nous lui

signalons quelques fautes d'impression : p. 107, Gemmade ; p. 169, Chrysostome ; p. 488, Ayanne ; p. 503, Ammien Marcellin ; p. 427, Chatelin pour Chastelain, l'auteur du *Martyrologe universel* ; p. 540, la Bibliothèque de Fleuri n'a pas été imprimée au quinzième siècle, mais au dix-septième, en 1610 ; p. 95 et 430, l'auteur parle du livre de Salvien dont le titre vrai est *De gubernatione Dei*, et le désigne par deux noms différents ; enfin, au commencement, il appelle Bernardins des religieux dont le nom est historiquement et canoniquement Cisterciens.

DOM PAUL PIOLIN.

—
La vie de sainte Douceline, fondatrice des béguines de Marseille, composée au treizième siècle en langue provençale, publiée pour la première fois, avec la traduction en français et une introduction critique et historique, par l'abbé J. H. ALBANÈS, docteur en théologie et en droit canonique, historiographe de l'église de Marseille. Marseille, 1879, gr. in 8° de [iv]-xcij-304 p.

Ce beau volume se compose de trois parties : les prolégomènes, le texte et les pièces justificatives.

Le premier chapitre des prolégomènes a pour objet le manuscrit et l'auteur de la *Vie de sainte Douceline*. Il est pour le moins étonnant que cette admirable sainte provençale soit restée presque inconnue à tous les hagiographes, et que le curieux monument qui nous la révèle ait échappé jusqu'ici aux linguistes. Cette *vida* forme le ms. français 13503 de notre Bibliothèque nationale, qui a été écrit au commencement du xiv^e siècle par un copiste qui se désigne sous le nom de Jacobus Peccator. Ce ms. est d'origine incontestablement marseillaise : en 1341, il était la propriété de

Cécile de la Voule, béguine de Roubaud; il dut, à la disparation de cette maison en 1414, passer aux Franciscains de Marseille, dont le couvent fut détruit en 1524, lors du siège de la ville par le connétable de Bourbon; il fut acquis (avant 1619) par Charles de Valois, comte d'Auvergne, dont le fils, comte d'Alais, fut enterré (1653) chez les Minimes de Chaumont-la-Guiche; ces religieux héritèrent du précieux ms., qui passa à la Révolution dans le cabinet de Philibert Bouché, et arriva enfin à la Bibliothèque royale sous la restauration.

M. Albanès, qui a dressé avec beaucoup de sagacité cette filiation, établit ingénieusement les propositions suivantes : cette vie n'a pu être écrite que par un marseillais dans l'idiome parlé à Marseille; le ms. 13503 est une copie avec additions du texte primitif; la première rédaction doit remonter à l'année 1297 et avait pour auteur Philippine de Poncellet, qui succéda à Douceline dans le gouvernement des béguines; la copie date de 1315 environ.

Dans le deuxième chapitre de ses prolégomènes, le savant historiographe du diocèse de Marseille parle de la sainte et de son œuvre. Née à Digne en 1214 ou 1215, Douceline avait pour frère le bienheureux Hugues de Digne, Franciscain à Hyères; elle habita successivement Barjols, Hyères (vers 1230), Gênes, Aix et Marseille. C'est vers 1240 qu'elle fonda à Hyères la première maison de béguines qu'ait eue la France méridionale; son établissement à Marseille remonte à 1250 environ; d'abord précaire, cette dernière fondation devint ensuite florissante. Douceline mourut le 1^{er} septembre 1274; son culte commença avec son ensevelissement: on l'invoqua, et on obtint par son intercession des grâ-

ces et des guérisons nombreuses; on publia les miracles qui s'opéraient, et Taucelin, provincial des Franciscains, alors évêque d'Orange, prononça son panégyrique; à l'anniversaire de sa mort, on fit une première translation de son corps dans l'église des Franciscains; une nouvelle eut lieu le 17 octobre 1278. Le tombeau de la sainte devint bientôt un pèlerinage très fréquenté: les murs se tapissèrent d'ex-voto; une lampe brilla devant son sépulcre; l'application de ses reliques guérit les malades; sa fête fut célébrée solennellement le 1^{er} septembre à Marseille et à Hyères. Douceline eut même son office, son histoire; un grand nombre d'auteurs lui ont donné le titre de bienheureuse et de sainte, et son nom a été inséré dans divers martyrologes.

Le béguinage fondé par elle n'était pas une maison de religieuses: « c'était une réunion de personnes pieuses, qui désiraient s'éloigner du monde pour mener une vie humble et mortifiée, et se sanctifier ensemble par la pratique des œuvres de charité et la méditation de la passion de Notre Seigneur. Il se composait de trois sortes de personnes: 1^o de jeunes enfants que l'on y formait à la vertu; 2^o de jeunes filles d'un âge plus avancé, qui renonçaient à s'établir dans le siècle, et embrassaient la règle de la maison; 3^o de dames qui avaient vécu dans le mariage, et qui s'y retiraient après leur veuvage (p. lxij). » Elles émettaient le vœu perpétuel de virginité ou de continence, promettaient obéissance à la prieure et s'engageaient à observer les règles de la congrégation de Roubaud; elles gardaient la propriété et l'administration de leurs biens. M. Albanès est arrivé à prouver que l'institut eut à Marseille son siège

primitif dans le quartier de Crotta-Vieille; les guerres qui désolèrent la Provence au xiv^e siècle le contraignit, dès avant 1366, de se réfugier dans l'intérieur de la ville, rue Française.

Le troisième chapitre des prolégomènes traite de la langue de la Vie de sainte Douceline; l'auteur examine successivement la flexion des noms et des verbes, la dérivation et l'orthographe. Pour la publication du texte, il a suivi le système adopté par les maîtres de la langue romane, et sa reproduction est d'une scrupuleuse exactitude. Sans être littérale, la traduction serre de près le texte.

Là où brille particulièrement l'érudition locale de M. Albanès, c'est dans la réunion de 25 pièces justificatives inédites sur un sujet à peu près ignoré jusqu'à lui; la plus ancienne est de 1280, et la plus récente de 1414. En reproduisant un extrait de la Chronique du Franciscain Salimberre, d'après le Cd. vatic. 7260, l'auteur n'a pas sans doute ignoré que ce curieux mémorial a été édité à Parme (1857). Je ne crois pas qu'il y ait lieu de franciser en « Wadingue » (p. viij et l) le nom du Franciscain irlandais Waddingen.

ULYSSE CHEVALIER.

La fable des Monita Secreta, ou instruction secrète des jésuites, par le R. P. VAN AKEN, S. J. Gand, bureaux du *Bien Public*, 1881, in-8° de 70 p.

Rien de plus difficile à enterrer que la calomnie. Vous avez beau la saisir sur le vif et en démontrer toute la supercherie; le premier ignorant venu, qui aura demain intérêt à vous combattre, va la ramasser; la reprendre en sous-œuvre et la présenter au public étonné avec tous les honneurs dûs à la vérité. Ainsi, quoique on ait

démontré depuis plus de deux siècles l'absurdité de la fable des *Monita secreta*, on voit à chaque instant les éternels adversaires des jésuites, ceux-là surtout qui parlent le plus souvent de la « science moderne » et de la « critique » contemporaine, s'autoriser de ce méchant pamphlet pour répandre de perfides insinuations et jeter l'odieux sur des hommes dont la loyauté est à la hauteur du dévouement et du talent.

Il est deux moyens de prouver le caractère apocryphe des *Monita*. On peut, s'attachant au fond même de ce vieux libelle, montrer que la malice en est trop grossière pour être réelle et que les faits lui donnent, d'ailleurs un démenti constant, comme l'ont reconnu les adversaires les plus acharnés de la Compagnie elle-même. Mais, à côté de ce premier système de réfutation généralement suivi, il en est un autre qui n'est ni le moins curieux ni le moins concluant, puisqu'il a l'immense avantage de s'appuyer sur des constatations authentiques, indéniables, et de nature à impressionner les esprits les plus rebelles : c'est celui qui vient d'être parfaitement exposé dans l'excellente brochure dont nous transcrivons le titre plus haut.

Le Père Van Aken prend pour ainsi dire le livre des *Monita* par le dehors; il en fait l'étude bibliographique, il esquisse l'histoire de ses diverses éditions, de ses remaniements et de ses variantes, de ses rallonges et de ses préfaces, toujours nouvelles et toujours mensongères. Il y a le type « primitif, » tel qu'il est sorti des mains de l'ex-jésuite Zorowski (?), imprimé pour la première fois à Cracovie en 1612, ayant pour titre : *Monita privata Societatis Jesu*, et ne comprenant que 16 chapitres sans

aucune préface. Il y a ensuite le type « secondaire » de 1635, auquel Gaspard Scioppius a donné le nom d'*Instructio secreta* et ajouté la légende historique de la découverte du livre par le duc de Brunswick, pillant en 1622 le collège de Paderborn. La belle découverte que celle faite en 1622 d'un livre déjà imprimé en 1612 ! Il y a enfin le type « moderne ou janséniste, » dont le premier specimen apparaît en Hollande dans un ouvrage imprimé vers 1676 ; le titre du pamphlet est changé en celui de *Monita secreta*, l'ordre primitif des chapitres est interverti, les avis sont remaniés et un chapitre a été audacieusement ajouté sous la rubrique « Moyen d'avancer la société. »

Faire l'histoire de toutes ces variations, c'est faire toucher du doigt l'imposture. Aussi, après avoir félicité le Père Van Aken de nous avoir donné une dissertation bibliographique pleine d'érudition, nous devons le remercier des nouveaux arguments si nets et si décisifs qu'il vient de mettre en pleine lumière.

J. VAN DEN HEUVEL.

Jeannede Jussie et les sœurs de Sainte-Claire, par Jules Vuy. Paris, Palmé ; Genève, H. Trembley, 1881, in-8° de 46 pages.

Jeanne de Jussie, fort peu connue au delà des limites de l'état genevois, compte à la fois parmi les saintes âmes et les élégants écrivains du seizième siècle. M. Albert Rilliet lui a consacré une notice intéressante, et M. Jules Vuy n'eût sans doute point rappelé l'attention sur elle, s'il n'eût trouvé dans sa vie et dans son œuvre quelques faits opportuns à mettre en lumière. En 1535, lorsque la Réforme prit possession de Genève, les sœurs du monastère de Sainte-Claire durent se réfugier

sur les terres de Savoie, et l'une des plus jeunes, Jeanne de Jussie, retraça, dans son *Levain du Calvinisme*, l'histoire de la persécution. Or, ce livre à la main, M. Jules Vuy prouve sans peine qu'avant Calvin l'instruction des filles était loin d'être négligée à Genève, et il conjecture avec vraisemblance que le foyer de cette instruction était au monastère de Sainte-Claire. Jeanne de Jussie se révèle à toutes les pages de son œuvre comme douée d'un esprit aussi cultivé que sa charité était profonde. A côté de passages empreints d'une véritable poésie, on en rencontre d'autres qui accusent un sentiment exquis des beaux-arts, et dont on pourrait tirer un catalogue des merveilles abattues à Genève par la main vandale des novateurs.

Après Jeanne de Jussie, les clarisses réfugiées à Annecy, honorées de la protection de saint François de Sales, continuèrent à se souvenir de leur origine genevoise. Chaque année plusieurs s'en allaient quêter au loin pour la communauté ; et ce furent deux d'entre elles qui assistèrent notre Molière à sa dernière heure. Ces deux noms de saint François de Sales et de Molière, que le hasard rapproche ainsi dans l'histoire de ces pauvres réfugiées, jettent sur elles je ne sais quel rayon littéraire et profane singulièrement profitable à leur mémoire devant les hommes. C'est en quelque sorte sous ce double patronage que se présente aux lecteurs français l'humble et éminente religieuse que M. Jules Vuy a rappelée une fois de plus, avec son talent ordinaire, au souvenir de ses compatriotes.

L. P.

Mémorial des abbesses de Fontevault issues de la maison royale de France, accompagné de

notes historiques et archéologiques, par M. Armand PARROT. Paris, A. Picard, 1880, gr. in-8° jésus de 190 p.

Ce *Mémorial* a été rédigé par quelques moines de l'abbaye, et il offre une sorte de journal où les événements sont consignés, depuis l'installation comme abbesse de Renée de Bourbon, le 30 décembre 1491, jusqu'à l'entrée à Fontevrault, en qualité de coadjutrice, de Jeanne-Baptiste de Bourbon, fille naturelle de Henri IV, le 23 janvier 1625. Nous voyons successivement passer sous nos yeux, avec la fille du comte de Vendôme et d'Isabelle de Beauvau, alors âgée de vingt deux ans, Louise de Bourbon, sa nièce, dont la vêtue se fit le 19 janvier 1511, dans sa seizième année, et qui devait succéder en 1535 à Renée comme abbesse; Charlotte de Bourbon, comtesse de Nevers, entrée à Fontevrault à quarante ans, au mois de février 1514; Eléonore de Bourbon, fille du duc de Vendôme et de Francoise d'Alençon, professe le 8 mai 1549 et abbesse le 4 septembre 1575, après Louise; Jeanne et Louise de Bourbon, filles du duc de Montpensier, plus tard abbesses de Sainte-Croix de Poitiers et de Jouarre; Antoinette d'Orléans, fille du duc de Longueville et de Marie de Bourbon, coadjutrice d'Eléonore en 1604; Louise de Bourbon-Lavedan, élue abbesse en 1617, sur le refus d'Antoinette d'Orléans; Marie de Bourbon-Soissons, coadjutrice de Louise le 2 avril 1619, mais qui, n'ayant pas voulu faire de vœux, quitta Fontevrault en 1624, et devint princesse de Carignan; Jeanne-Baptiste de Bourbon, dite de Saint-Maur, fille naturelle de Henri IV et de Charlotte des Essarts, coadjutrice le 13 octobre 1624, abbesse après la mort de Louise, le 22 mai 1639. Elle fut la dernière du sang royal qui ait

gouverné l'ordre, et mourut le 16 janvier 1670.

M. Armand Parrot, président de la Société académique de Maine et Loire, auquel nous devons la publication de ce *Mémorial*, a ajouté au texte d'abondantes notes sur chacune des personnes qui y sont nommées. En outre, dans un appendice qui s'étend des pages 97 à 140, il a inséré une foule de documents ou de commentaires intéressants sur les monastères doubles, la réforme de Fontevrault, la mort de Renée de Bourbon, les peintures de la salle capitulaire, et le cimetière des rois à Fontevrault. Le volume se termine par une table analytique. Ajoutons qu'il est fort bien imprimé, sur papier de Hollande, et orné d'une vue de l'abbaye et du bourg, tirée de la collection Gaignières.

FR. DE F.

—
Étude sur Régnier I au Long Col et la Lotharingie à son époque, par le P. Firmin BRABANT, S. J., professeur à la faculté de philosophie du collège N. D. de la Paix. Bruxelles, 1880, in-8° de 68 p. (Extrait des *Mémoires de l'Académie*, in-8°, t. XXXI.)

Le domaine en général bien défriché de l'histoire de Belgique offre encore aujourd'hui une immense région inexplorée: c'est toute la période qui s'étend du traité de Verdun à la première croisade, comprenant par conséquent un espace de plus de deux siècles. Quelque intéressante que soit cette période, puisque pendant la plus grande partie de sa durée on y voit les provinces belges réunies sous une même autorité et formant presque, sous le nom de Basse Lotharingie, une nationalité distincte, il est peu de savants qui aient osé s'y aventurer, et à part deux ou trois mémoires académiques déjà vieillis,

nous ne possédons aucun travail original sur ce sujet. Cela tient, sans doute, à l'excessive pénurie des sources contemporaines : le duché de Lotharingie n'a pas eu un seul chroniqueur à lui, et l'on est obligé d'aller chercher, dans quelques phrases éparses de Flodoard, de Richer, de Widukind, de Réginon, ainsi que dans les rares chartes échappées aux destructions des Normands et des Hongrois, les maigres matériaux de l'histoire de cette époque. Aussi les premiers écrivains qui, de nos jours, ont entrepris d'écrire l'histoire de la Belgique, les Dewez et les Ernst, semblaient-ils avoir tout dit, et personne ne se souciait d'explorer après eux le Sahara de nos annales du ix^e et du x^e siècles. Le P. Brabant est le premier qui ait ce courage, et il est à désirer que son mémoire soit le point de départ de toute une nouvelle série d'investigations historiques. L'auteur n'ayant eu sous la main aucun document nouveau, ce n'est pas la valeur des matériaux mis en œuvre qui fera l'originalité de son travail, mais il mérite les plus grands éloges pour avoir repris consciencieusement l'un après l'autre les problèmes historiques relatifs à son héros, et pour avoir soumis ses matériaux à une étude critique dont les résultats feront autorité. Avant lui, les savants allemands, dans le cours de leurs recherches pour éclairer les annales de leur patrie, avaient rencontré souvent nos héros lotharingiens : MM. Dümmler et Willich notamment ont bien mérité sous ce rapport de l'histoire de la Belgique. Le P. Brabant a tenu compte de leurs recherches ; il en accepte souvent les résultats, d'autres fois il formule des conclusions personnelles. Il est le premier Belge qui, pour traiter cette

question, ait profité à la fois des travaux indigènes et des recherches de l'étranger, et son mémoire est un de ceux qui feront honneur à notre jeune critique historique. Un mot maintenant sur les principaux résultats auxquels il est arrivé. Régner au Long Col lui semble un fils de ce comte Gislebert du Masgau dont il est parlé dans Nithard ; il croit à l'identité de ce Gislebert avec celui qui devint le gendre de Lothaire I ; il défend vigoureusement, dans une note, l'opinion qui étend les frontières de la Lotharingie jusqu'au Wésér ; il voit dans Megingaud († 892) le premier duc de Lotharingie ; il croit que Zwentibold, fils d'Arnulf de Carinthie, n'a été dans notre pays qu'un espèce de *vice-roi*, et non un roi tout à fait indépendant de son père. Au demeurant, ici comme dans toutes les autres questions relatives à la vie et à la politique de l'égénier au Long Col, l'auteur nous avertit qu'il n'entend pas donner ses conjectures pour des certitudes. C'est parler d'or. Tant que de nouveaux documents ne viendront pas jeter plus de lumière sur ces époques ténébreuses, il sera difficile d'énoncer des affirmations absolues. Mais on devra d'autant plus de reconnaissance à des chercheurs qui, comme le P. Brabant, portent les premiers le flambeau de la critique dans ces sombres parages, et travaillent à nous procurer au moins toute la certitude relative à laquelle il soit possible d'atteindre avec les ressources actuelles de la science historique. Notons en passant deux fautes d'impression qui pourraient dérouter le lecteur : p. 26 il faut lire Réginon au lieu de Régnier, et p. 28 870 au lieu de 877.

GODEFROID KURTH.

Commerce et expéditions militaires de la France et de Venise au moyen-âge. Documents publiés par M. DE MAS LATRIE. Paris, Imprimerie nationale, 1879, in-4° de 240 pages.

M. le comte de Mas Latrie nous donne ici, dans un volume extrait de la *Collection des documents inédits*, un certain nombre de pièces du plus haut intérêt pour l'histoire de nos relations diplomatiques et commerciales avec la république de Venise, du XIII^e au XV^e siècles. Nous analyserons rapidement cet intéressant recueil.

Voici d'abord cinq lettres de change ou protêts de lettres de change, de 1214 à 1261 ; 2^o des documents relatifs au commerce des Marseillais à Saint-Jean d'Acre et à Venise, entre 1259 et 1300 ; 3^o des extraits de délibérations du grand conseil de Venise, concernant le commerce avec la France et le Levant (1271-78) ; 4^o des documents sur les foires de Champagne (1298 1304) ; 5^o des lettres et traités concernant le duché d'Athènes, la principauté d'Achaïe, etc., et le projet d'une nouvelle conquête de Constantinople, proposée par Charles et Philippe de Valois à la République de Venise (1303-1346) ; 6^o des lettres de Philippe IV et de Philippe V, en faveur des marchands vénitiens (1307-1320) ; 7^o des documents sur l'expédition projetée par Charles de Valois, veuf de l'impératrice Catherine de Courtenay, contre Constantinople (1310-20) ; 8^o des documents sur les relations entre Montpellier, Marseille et Venise (1318-39) ; 9^o un privilège commercial accordé aux Vénitiens, en 1319, par l'empereur de Trébizonde ; 10^o un accord de 1315 entre Marseille et Venise ; 11^o des documents sur un projet de croisade formé en 1331 par Philippe de Valois et une alliance

avec Venise contre les Turcs en 1334 ; 12^o un traité de 1337 entre Jean de Chalon et la République ; 13^o un traité de 1348 entre le sultan d'Aidin et la Sainte Alliance, avec l'approbation du Pape ; 14^o un acte de 1355, relatif à un marchand de Montpellier ; 15^o un acte de 1356, relatif à un marchand de Valence ; 16^o des documents relatifs à une affaire entre un armateur de Narbonne et les Vénitiens, affaire où intervint Charles V (1357-77) ; 17^o des documents sur le commerce des esclaves (1363-1470) ; 18^o un acte de 1372 passé au nom de Pierre, abbé d'Aniane, trésorier du pape Grégoire XI ; 19^o des lettres du Roi et des princes à la République, relativement à la défaite de Nicopolis et au rachat des prisonniers (1396-97) ; 20^o une réponse du Sénat de Venise à un ambassadeur français (1402) ; 21^o un pouvoir donné par Boucicaut, gouverneur de Gênes (1403) ; 22^o un traité entre Soliman I^{er} et la République de Venise contre Tamerlan (1403) ; 23^o Délibérations du Sénat relativement à des difficultés entre Venise et la France (1404-5) ; 24^o Instructions de la République à François Contarini, ambassadeur en France (1405) ; 25^o Documents sur les voyages à Venise des galères d'Aigues-Mortes (1422-15..) ; 26^o Lettres de Charles VII, portant commission pour traiter avec la République de Gênes (1445) ; 27^o Privilège accordé par le grand Karaman à Venise (1454) ; 28^o Documents sur notre occupation de Gênes (1458).

Nous ne pouvons que remercier le savant auteur del' *Histoire de Chypre* du nouveau service rendu à l'érudition par la publication de ces documents, édités avec le soin qui lui est habituel. Le volume est terminé par une très bonne table alphabétique.

G. DE B.

Die Kirchlichen Reunionsbestrebungen während der Regierung Karls V. Aus den Quellen dargestellt von Dr Ludwig PASTOR, Friburg im Breisgau, 1879, in-8° de xvi-506 p.

Ce livre a le double mérite d'exposer un sujet des plus intéressants, et d'être le premier à le traiter d'après les sources et avec tous les développements qu'il comporte. M. Pastor nous promet l'histoire détaillée de toutes les tentatives qui furent faites pour ramener l'unité religieuse en Allemagne, depuis le jour où elle fut rompue par Luther jusqu'aux fameuses négociations de Leibniz et de Bossuet. Le volume que nous présentons aujourd'hui au lecteur n'embrasse, comme on le voit par le titre, qu'un bien petit nombre d'années (1540-1555); mais les faits qu'il avait à raconter sont d'une telle importance et exercèrent une influence si considérable sur les trois derniers siècles, qu'il faut se féliciter de ce qu'un historien ait enfin eu le courage d'en aborder le récit. Les matériaux imprimés étaient innombrables; M. Pastor ne s'en est pas contenté, et il a trouvé dans divers dépôts d'archives, principalement à Francfort sur le Mein, des sources inédites dont il a largement profité. Il est impossible, dans les bornes étroites de ce compte rendu, de signaler les erreurs qu'il a eu l'occasion de rectifier et les faits dont il a pu donner un récit plus complet et plus précis; il faudrait descendre dans des détails trop minutieux pour faire apprécier l'exactitude consciencieuse et l'érudition consommée de notre auteur, et ceux-là seuls à qui l'histoire du xvi^e siècle est familière goûteront en le lisant le plaisir de voir apparaître sous un jour entièrement nouveau une multitude de points obscurs ou contestés.

On sera donc obligé ici de se contenter d'une analyse qui sera bien loin de donner une idée suffisante de ce substantiel ouvrage.

Dès les premières pages de son livre, M. Pastor insiste sur ce point que la principale source du dissentiment entre catholiques et protestants résidait dans une question de juridiction, et non dans une question de dogme. Il s'agissait avant tout de savoir qui commanderait aux consciences : si ce serait, comme par le passé, l'autorité divinement instituée pour le gouvernement du monde spirituel, ou bien, comme chez les païens, le chef de la société politique. Or, Luther ayant de bonne heure renoncé à ses rêves de démocratie religieuse pour se jeter, lui et l'église qu'il fondait, dans les bras des souverains temporels, la juridiction dans les matières religieuses fut bientôt exercée tout entière par ceux-ci, et exista en fait longtemps avant d'être reconnue et proclamée comme un droit. Le fameux axiome protestant : *cujus regio ejus religio*, ne fut formulé que plus tard, à une époque où la révolution religieuse avait déjà fait des pas de géant, et où la rupture de l'unité apparaissait à tous les yeux comme un fait à peu près accompli. Mais, pendant tout le règne de Charles Quint, on sembla convaincu qu'il ne s'agissait que de dogmes, et on crut qu'on parviendrait à s'entendre au moyen de conférences et de discussions théologiques. Il faut dire que du côté protestant tout fut fait pour entretenir cette illusion : la confession d'Augsbourg, loin de laisser soupçonner l'établissement du césaropapisme (c'est le mot de l'auteur), semblait au contraire se prononcer de la manière la moins équivoque en faveur de la juridiction des évêques. Outre cette première source d'illusion,

dont la duplicité ou la faiblesse de Mélanchton est principalement responsable, les protestants, en ne cessant de réclamer un concile général qui trancherait le débat, laissaient croire à tout le monde qu'ils continuaient de reconnaître l'autorité de l'Église, et qu'ils s'y soumettraient dès qu'elle aurait prononcé. M. Pastor nous montre ce malentendu fondamental paralysant d'avance tous les efforts les plus sérieux en vue d'une réconciliation. Les protestants, d'ailleurs, ne voulurent jamais sincèrement ce retour à l'union, pour lequel Charles Quint s'employa avec une activité incessante pendant tout son règne, et contre lequel Luther ne cessa de protester avec le fanatisme et la brutalité de langage qu'on lui connaît. Ce sont des pages bien intéressantes et bien neuves que celles où l'auteur nous dépeint l'état de trouble et de malaise dans lequel se trouvaient alors un grand nombre de consciences, ballottées entre la vérité et l'erreur, sans savoir se décider, voulant sincèrement l'union, ne la rencontrant nulle part, et n'osant, à défaut de l'union, se contenter de la vérité attaquée. Il y a, d'ailleurs, des catégories diverses dans cette famille d'esprits affamés de tranquillité et de paix religieuse, depuis les catholiques sincères et dévoués qui, comme Georges de Saxe, comme Gropper et Pflug, sont prêts à des concessions permises sur des points accessoires pour sauvegarder l'intégrité de la foi et dont le zèle s'égare de temps en temps, jusqu'à ces irenistes moins scrupuleux ou moins fermes dans leurs principes qui sacrifieraient volontiers, comme Witzel ou Érasme, des dogmes à leur besoin de repos, et à ces consciences tourmentées, comme Mélanchton, qui ne cessent de

regretter l'ancienne unité et ne cessent de travailler à la détruire. Puis il y a encore ce groupe d'*expectants* qui, en attendant une décision définitive, venue de n'importe où, se cantonnent dans une espèce de neutralité impossible et également odieuse aux deux partis. Combien apparaissait nécessaire et urgente à tous les esprits sincères la convocation d'un concile ! Mais aussitôt qu'il leur fut promis, et qu'on s'occupa de le préparer, les auteurs du protestantisme s'empressèrent de le rendre impossible par leurs intrigues secrètes, en même temps qu'ils prétendaient en faire changer toutes les conditions anciennes pour le reconnaître comme légitime. Rien de plus instructif que l'exposé de toutes ces difficultés : l'esprit le plus prévenu ne pourra se refuser à constater jusqu'à quel point Luther et ses patrons, l'électeur de Saxe et le landgrave de Hesse, étaient hostiles à tout arrangement pacifique, et avec quel artifice ils essayaient en même temps de faire retomber sur l'Église catholique la responsabilité des obstacles qu'ils suscitaient au Concile. On se sent soulagé à voir, au milieu de ces basses et perfides manœuvres, la loyauté et la noblesse d'intention de Charles Quint, ce grand homme tant calomnié, et à qui ce livre du moins rend une éclatante justice. On comprend l'admiration qu'il inspirait à un homme comme Mélanchton, et on se sent saisi de je ne sais quelle pitié respectueuse pour l'illustre athlète qui supportait seul en Allemagne le poids d'une situation sans exemple jusqu'alors. L'épiscopat catholique, à la seule exception de deux évêques. Pierre Faber et Nausea, montrait la plus déplorable tiédeur, et était sous tous les rapports incapable

do remédier à une situation amenée en grande partie par sa propre faute. Les princes restés catholiques, et que l'imminence du danger couru par l'Église aurait dû persuader de la nécessité d'une entente intime avec l'empereur, ne rougissaient pas de profiter de ces troubles pour se débarrasser de plus en plus de l'autorité centrale, et se félicitaient de voir la maison de Habsburg tenue en échec. Et pendant que le Turc était aux portes, les princes protestants, soutenus par le roi de France, intriguaient, armaient, envisageaient sans horreur l'éventualité d'une destruction totale de l'empire. Charles V fit des efforts presque surhumains pour refaire l'unité religieuse; il déploya la meilleure volonté du monde, il fit preuve d'une condescendance, d'une indulgence que ses ennemis mêmes admiraient; il provoqua des réunions, des conférences, des pourparlers: mais il était seul sincère, et les princes protestants n'envoyaient leurs agents à ces entrevues qu'avec l'ordre exprès de ne céder en rien ou presque en rien. A Hagenau, à Worms, à Ratisbonne, on disputa à plusieurs reprises sans pouvoir s'entendre; bien plus, comme du côté catholique on était seul à vouloir vraiment la paix, c'est de ce côté seulement que partirent des concessions souvent funestes et toujours stériles. Telle fut, par exemple, l'accord établi sur la doctrine semi-luthérienne ou la justification inhérente et la justification imputée, seul résultat de la première conférence de Ratisbonne. Le pape, mieux placé que Charles Quint pour apprécier le caractère de toutes ces négociations et pour constater leur inutilité, était fatigué de toutes ces conférences et n'espérait plus que dans un concile; cette différence de points de vue

entre lui et l'empereur est très remarquable: la portée en a été souvent bien exagérée, et M. Pastor nous en fait connaître la vraie signification. Il fallut bien qu'à la fin l'empereur se convainquit par sa propre expérience jusqu'à quel point le pape avait raison, mais alors, désespérant de pouvoir apaiser définitivement ce conflit, il compta qu'il pourrait au moins le suspendre en attendant les décisions souveraines du concile, et ce fut là l'origine de ce fameux *interim* d'Augsbourg, qu'il parvint à faire reconnaître nominalement, mais qui en réalité fut éludé presque partout. Pendant ce temps, le concile se réunissait, récusé d'avance par les protestants qui l'avaient réclamé. Charles Quint avait échoué dans l'œuvre suprême de sa vie, la pacification religieuse de l'empire; il vécut trop longtemps, peut-on dire, puisque la paix d'Augsbourg consacra encore, de son vivant et pendant son règne, la fatale rupture contre laquelle il avait tant lutté. C'est ce triste dénouement qui, plus que tout autre motif, le détermina à déposer la couronne impériale.

Tel est le rapide aperçu de cet ouvrage capital. On voit de quel intérêt il est pour l'histoire religieuse de l'Allemagne, et combien d'importantes questions il est amené à soulever. L'histoire de ces temps de deuil y apparaît sous un jour tout nouveau, dans un récit magistral, puisé aux sources les plus pures, et où règnent d'un bout à l'autre le calme et l'impartialité du véritable historien. De pareils livres sont un service rendu à la religion et à la science, et donnent une haute idée de cette phalange d'écrivains d'élite qui se groupe autour de l'illustre M. Jan-
sen. Les lecteurs ne peuvent que

souhaiter vivement de voir M. Pastor continuer d'aussi fructueux travaux, et nous avons le plaisir de constater qu'il n'est pas resté oisif depuis la publication de l'ouvrage analysé ici. Il y a ajouté la correspondance du cardinal Contarini, qu'il a découverte récemment dans les archives du Vatican, et qui jette une nouvelle lumière sur les véritables dispositions de tous les acteurs du grand drame. On y voit éclater de plus en plus, avec l'esprit conciliant et la sollicitude paternelle de la cour de Rome, la mauvaïse foi des négociateurs protestants qui ne veulent pas arriver à un accord, et le mauvais vouloir des princes catholiques, comme ceux de la maison de Bavière, dont les tendances ont été signalées ci-dessus. Ces lettres de Contarini, écrites au jour le jour pendant sa mission d'Allemagne en 1541, ont toute la valeur d'un témoignage de premier ordre, et forment le complément indispensable du livre que je viens d'analyser.

GODEFROID KURTH.

Journal d'un Bourgeois de Paris, 1405-1449, publié d'après les manuscrits de Rome et de Paris, par Alexandre TUETÉY. Paris; chez H. Champion, 1881, gr. in-8° de XLIV-415 p. (Publication de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile de France.)

La Barre publia, le premier, en 1729, le texte du *Journal d'un bourgeois de Paris* dont Denis Godefroy avait donné des extraits en 1653 dans son recueil des historiens de Charles VI; c'est là qu'ont puisé de nos jours les éditeurs des collections de mémoires qui, loin de rien ajouter à la version de La Barre, lui ont enlevé une partie de sa couleur originale. C'est donc rendre un véritable service à l'histoire que de nous donner

un texte correct, revu avec soin sur les manuscrits, et nous devons remercier M. Tuetey d'avoir entrepris cette tâche. Mais il a fait plus: il a pu rétablir un passage assez éteint, relatif aux événements de 1438, qui est publié ici pour la première fois. En outre il s'est livré à l'examen très approfondi d'une question qui a excité l'attention de plus d'un érudit, sans qu'on ait pu jamais arriver à une solution décisive. Le dernier venu, notre collaborateur M. Aug. Longnon, avait conjecturé que l'auteur du *Journal* pouvait bien être Jean Beaurigout, qui était en 1440 curé de Saint-Nicolas des Champs. M. Tuetey ne partage pas cette opinion. Après avoir indiqué les motifs pour lesquels il ne croit pas fondée l'attribution faite au curé Beaurigout, il recherche à son tour quel peut être l'auteur du *Journal*. Avec une patience que rien ne lasse, avec une sagacité merveilleuse, il a étudié le texte, il a fouillé les documents, principalement les *Registres capitulaires de Notre-Dame*, et successivement il en arrive aux conclusions suivantes: 1° l'auteur du *Journal* appartient au clergé de Notre-Dame; 2° l'auteur, d'abord anglo-bourguignon, se rallia en 1436 au parti national; 3° cet auteur se rendit en 1422 au siège de Meaux; 4° il est un haut personnage de l'université de Paris; 5° il est l'un des clercs attachés à la maison d'Isabeau de Bavière; 6° il se rattache au clergé de Sainte-Opportune, de Saint-Germain l'Auxerrois de Saint-Laurent et de Saint-Eustache; 7° il appartient au clergé de la collégiale de Saint-Marcel et exploite des vignes à Saint-Marcel; 8° il fait partie de plusieurs confréries parisiennes. Or, en examinant quel est le personnage remplissant toutes les

conditions énumérées, il les rencontre chez Jean Chuffart, chanoine de Notre-Dame en 1420, conseiller au Parlement de Charles VII en 1437, envoyé à Meaux vers Henri V par le chapitre de Notre-Dame en 1422, recteur de l'Université en 1422 et docteur-régent de la faculté de décret, chancelier de la reine Isabeau pendant de longues années, chanoine de Sainte-Opportune et de Saint-Germain l'Auxerrois, chanoine et doyen de la collégiale de Saint-Marcel, chambrier clerc de Notre-Dame, enfin membre de la grande Confrérie aux Bourgeois, de la confrérie de Saint-Augustin, qui avaient leur siège à Notre-Dame, et de la confrérie des merciers en l'église des Innocents, lequel mourut le 8 mai 1451. Tous ces indices réunis nous semblent pleinement autoriser le savant éditeur à attribuer à Jean Chuffart la paternité du *Journal*. Pourtant, il n'a pas voulu enlever au document dont il donnait enfin une édition définitive l'appellation sous laquelle il est devenu connu.

Une autre partie du travail de l'éditeur qui mérite d'être signalée, c'est celle des annotations, pour lesquelles M. Tuetey a puisé abondamment dans les *Registres du Parlement* et dans les *Registres capitulaires de Notre-Dame*, sans négliger les autres sources d'informations que lui offraient les documents contemporains : l'importance de ces notes, qui constituent un véritable commentaire du *Journal*, n'échappera à aucun lecteur ; elles fourniront aux historiens un précieux contingent d'informations sûres et précises. Enfin un index alphabétique, très bien fait, facilite les recherches, et sert de guide à ceux qui veulent profiter des renseignements de toute nature contenus dans ces pages si bien remplies.

Nous n'avons donc que des félicitations et des remerciements à adresser au savant éditeur, pour avoir rempli sa tâche d'une façon aussi satisfaisante, et nous pouvons dire aussi magistrale. Il ne laisse guère de prise à la critique. C'est tout au plus si l'on pourrait trouver matière à quelque remarque : ainsi le frère de Henri V, mentionné à la page 151 sous le nom de duc d'Ostet, et que M. Tuetey n'a point identifié, est le duc d'Exeter.

G. DE B.

Louis II de la Trémoille, le chevalier sans reproche, d'après le panégyrique de Jean Bouchet et d'autres documents inédits, par L. SANDRET. Paris, librairie de la Société Bibliographique, 1881, in-12 de xxiii-213 p., avec plusieurs gravures. (*Collection de petits mémoires sur l'histoire de France*, publiée sous la direction de M. Marius Sepet.)

Nous avons déjà entretenu nos lecteurs de cette intéressante collection, qui contient déjà le *Saint-Louis* de M. de Lespinasse, les *Derniers Carolingiens* de M. Babelon, et le *Bertrand du Guesclin* de M. Richou. Le nouveau volume que vient de publier M. Sandret tiendra dignement sa place à côté des précédents, et n'aura pas un moindre succès. Il est consacré à Louis II de la Trémoille, fils de Louis 1^{er} et de Marguerite d'Amboise, né le 20 septembre 1460, tué le 24 février 1525 à la bataille de Paris, et qui a mérité dans l'histoire le nom glorieux de *chevalier sans reproche*. L'auteur en a emprunté les éléments à Jacques Bouchet, qui publia, dès 1527, le *Panégyrique du chevalier sans reproche Louis de la Trémoille* ; mais comme d'une part l'allégorie tient ici autant de place que la narration ; comme d'autre part le récit est incomplet

sur plus d'un point, M. Sandret l'a complété à l'aide des documents qui lui fournissaient les riches archives du duc de la Trémoille, qui lui ont été libéralement ouvertes. Il a aussi utilisé d'autres sources manuscrites, que sa connaissance approfondie de l'époque lui permettait de mettre en œuvre. C'est ainsi qu'il nous donne plusieurs lettres inédites de Louis de la Trémoille, de Charles VIII, de Louis XII, et en particulier une lettre de Gabrielle de Bourbon, femme de Louis, écrite après la prise de Ludovic le more, qui est un vrai bijou; il a aussi profité des comptes, des inventaires et d'autres pièces d'archives, qui lui ont permis d'écrire, uniquement d'après des documents originaux, non seulement l'intéressante biographie d'un héros qui mérite de redevenir populaire, mais un tableau saisissant des mœurs et de la vie intime des grands seigneurs au seizième siècle. Comme le dit très bien M. Sandret, « dans un temps où l'on se fait un honneur de l'irrégion, du mépris pour les institutions du passé, il est utile de montrer à quelle grandeur se sont élevés ces héros que la religion inspirait, auxquels la fidélité à leur Roi commandait de si admirables actions, de si nobles sacrifices. » M. Sandret a fait précéder la vie de Louis de la Trémoille d'une introduction où il expose le but qu'il s'est proposé, le plan qu'il a suivi, et fait connaître, avec le principal auteur qui lui a servi de guide, les sources où il a puisé. On voit que nous n'avions pas tort de dire au début que ce volume était digne de ses aînés, et de lui promettre, de la part du public, l'accueil le plus favorable.

G. DE B.

Les rois de France à Troyes au XVI^e siècle, par Albert BABAUEAU. Troyes. Léopold Lacroix, 1880, in-8° de 84 pages.

Le tableau que M. Babeau nous présente de l'entrée des rois de France et des grands personnages à Troyes a ce mérite particulier d'être fortement empreint de couleur locale, d'être composé des traits empruntés exclusivement à l'histoire et pris dans les registres municipaux, dans les comptes, dans les relations contemporaines, de nous faire pénétrer dans la vie intime des municipalités, si bien dévoilée d'ailleurs dans le *Village* et la *Ville sous l'ancien régime*, de nous faire connaître beaucoup de particularités sur les mœurs de nos ancêtres, et de nous fournir des renseignements précieux sur l'état du commerce, de l'industrie, des arts et des lettres.

L'entrée solennelle des rois était encore au XVI^e siècle comme un acte de souveraineté, comme une prise de possession. Aussi les souverains et les villes y attachaient-ils une grande importance. Ainsi que les particuliers, qui mettaient tout à neuf chez eux quand ils veulent donner une fête, de même les municipalités, pour recevoir dignement leurs souverains, prenaient des mesures et exécutaient des travaux qui sont souvent restés comme un des bienfaits les plus sérieux de ces manifestations, bienfaits auxquels s'ajoutait souvent de l'argent (pour la construction de la tour de la cathédrale, p. 25), et des faveurs. Il fallait s'assurer de l'état sanitaire, pourvoir aux approvisionnements, veiller à la sécurité en prévision du nombreux cortège et de la foule des curieux. On redressait, égalisait et pavait les rues, consolidait les maisons, abattait les pignons qui menaçaient.

Poètes, artistes et ouvriers du pays étaient mis à contribution pour la préparation des fêtes et l'exécution des objets d'art offerts aux grands personnages ; tous les produits figuraient dans les présents, inévitables en pareille occurrence, et dans les festins, qui jouaient un grand rôle dans la réception. C'est à l'entrée d'Henri IV en 1595 — dont M. Babeau ne parle qu'incidemment (p. 74), parce qu'il lui consacre un travail spécial, — que nous devons les beaux vitraux de Linard Gontier conservés à la Bibliothèque de Troyes. Une bonne table alphabétique des noms propres termine cette étude, et fait regretter une table des matières où l'on aurait vu d'un seul coup que les fêtes décrites avec autant d'art que d'érudition par M. Babeau avaient été données pour Louis XII, François I^{er}, Henri II, Charles IX et quelques-uns des gouverneurs de la province.

R. DE ST.-M.

Lettres inédites de Marguerite de Valois (1580), tirées des archives de la ville de Condom, par Philippe LAUZUN. Auch, F. Foix, 1881, gr. in-8° de 40 pages.

M. Ph. Lauzun a retrouvé, dans les archives municipales de Condom, neuf lettres de Marguerite de Valois, qui lui ont toutes paru dignes d'attention. Une seule de ces lettres, celle du 12 juin 1580, avait été déjà publiée ici-même (livraison du 1^{er} janvier 1870), d'après une copie de la Bibliothèque Nationale. M. Lauzun fait ainsi ressortir (p. 5 et 6) la valeur des pièces réunies dans sa brochure : « presque toutes écrites par la reine Marguerite aux consuls de la ville de Condom, ces lettres, ainsi qu'on le verra, sont relatives à des faits de guerre ignorés jusqu'à présent et qui intéressent tout particu-

lièrement les villes de Lectoure et de Condom. Elles jettent un jour nouveau sur l'attitude de cette dernière ville pendant la guerre des amoureux, dont bien des points sont restés obscurs, et principalement sur la situation de cette partie de la Gascogne, où semblent s'être concentrés, en cette année 1580, les efforts des deux partis rivaux. En outre, elles complètent, en les expliquant, sept lettres de Henri de Navarre, écrites à la même époque et sur les mêmes sujets aux consuls de Condom, dont l'original se trouve également aux archives de cette ville... Enfin, elles mettent une fois de plus en relief l'esprit simple et fin, ingénieux et subtil de cette aimable princesse. »

M. Lauzun a fait précéder les neuf lettres de Marguerite d'une étude où il montre fort bien quel était en Gascogne, au commencement de 1580, l'état général des esprits, et quelles furent les causes de la nouvelle guerre entre catholiques et huguenots. On lira cette introduction avec plaisir et profit. On ne lira pas avec moins de plaisir et de profit les nombreuses notes qui accompagnent les neuf lettres de Marguerite et les sept lettres de Henri IV. Soit par les documents, soit par les commentaires, la brochure de M. Lauzun mérite d'obtenir partout le vif succès qu'elle a déjà obtenu en Gascogne.

T. DE L.

Discours de la prise des ville et chateau de Beaune par Monsieur le mareschal de Biron en 1595, précédé de deux relations inédites et suivi du discours sur la réduction des villes de Dijon et de Nuits, publié par Henri CHEVREUL. Paris, F. Martin, 1881, in-8° de xi-135-43 et 14 p.

M. Chevreul ne pouvait se dispenser de faire figurer dans sa collection de pièces sur la Ligue en Bourgogne le *Discours de la prise des ville et chasteau de Beaune*. Comme il le constate dans son *Introduction* (p. x), c'est un document des plus intéressants. Ce document, publié pour la première fois en 1595 à Paris, par Claude de Montr'œil et Jean Richer, a été réimprimé, en 1758, dans le tome IV des *Mémoires de la Ligue*, et tout récemment (en 1879), par les soins de M. Léonce de Montille. Ces trois éditions n'empêcheront pas de rechercher l'édition nouvelle, d'abord parce qu'au point de vue typographique, elle est infiniment supérieure à toutes les autres, ensuite parce qu'elle est enrichie de fort précieuses additions. Sans parler de l'*Introduction* et des *notes*, signalons-y deux relations contemporaines inédites, tirées de la Bibliothèque publique de Dijon, intitulées : *Discours véritable sur la réduction des ville et chasteau de Beaulne en l'obéissance du Roy Henry quatriesme*, et : *Histoire de la prise des ville et chasteau de Beaune par M. le mareschal de Biron, deffendus par le capitaine Montmoyen pour M. le duc de Mayenne, chef de la Ligue, le jour de Pasques fleury de l'année 1795*. A la suite du récit principal, le zélé et savant éditeur a reproduit une quatrième pièce fort rare dont voici le titre : *Discours sur la réduction des villes de Dijon et de Nuys, sous l'obéissance du Roy avec coppie de la lettre de Monsieur le mareschal de Biron, touchant les particularitez de icelle, envoyées à Monseigneur le duc de Montmorency, pair et connestable de France* (Lyon, Quichard Jullieron et Thibaud Ancelin, 1595). Ce ne sont pas seulement tous les bibliophiles, mais encore tous

les érudits qui s'empresseront de faire le meilleur accueil aux documents si bien publiés par M. Chevreul, si bien imprimés par M. Darantière.

T. DE L

—
Lettres inédites de Henri IV à Monsieur de Bellièvre (1602), publiées d'après le manuscrit de la Bibliothèque nationale, par Eugène HALPHEN. Paris, Champion; Nice, V. Eug. Gauthier, 1881, gr. in 8° de ix-51 p.

On doit à M. Eugène Halphen un recueil de lettres de Henri IV à M. de Sillery (1866) et un recueil de lettres au chancelier de Bellièvre (1872), dont il a été parlé dans la *Revue*. L'habile chercheur nous donne aujourd'hui un nouveau contingent de lettres inédites adressées au même chancelier et extraites du ms. 15896 de la Bibliothèque nationale, au nombre de quarante-cinq, toutes de l'année 1602. Plusieurs sont relatives au procès du maréchal de Biron. Cette correspondance est précieuse pour l'histoire ; on y voit les sentiments intimes du Roi, et, il y a des particularités qui ne se trouvent que là. Nous regrettons seulement que M. Halphen n'ait point fondu dans cette brochure le texte des dix-sept lettres dont M. Tamizey de Larroque a parlé récemment dans le *Polybiblion* et que M. Halphen a publiées (novembre 1880) en une plaquette tirée à six exemplaires.

FR. DE F.

—
Actes et correspondance du connétable de Lesdiguières, documents inédits pour servir à l'histoire du Dauphiné, publiés par le comte DOUGLAS et J. ROMAN. Tome II, Grenoble, Allier, 1881, in-4° de 630 p.

Nous avons déjà parlé du premier

volume de cette publication. Le second tome comprend : 1° les documents écrits entre l'année 1611 et 1626 : il est inutile d'insister sur l'importance de ces textes qui éclairent singulièrement une des périodes les plus agitées de l'histoire du *xvii*^e siècle, période durant laquelle Lesdiguières fut un des hommes les plus en vue parmi ses contemporains ; 2° un supplément de 35 lettres, retrouvées depuis et qui n'ont pu figurer dans le premier volume ; 3° un long mémoire de Lesdiguières sur la négociation de Savoie pour les passages d'Italie du côté du Piémont et un discours du connétable sur l'art militaire ; 4° une table de pièces relatives à Lesdiguières, non retrouvées ou non insérées dans l'ouvrage ; 5° enfin un *index* des destinataires des documents, celui des dépôts consultés, et celui des noms d'hommes et de lieux cités dans ce volume. Les éditeurs ont eu soin, pour chaque nom d'homme, de donner, comme dans le tome premier, des notes biographiques aussi concises qu'utiles.

Il doit encore paraître un troisième volume et un album ; nous nous réservons de revenir alors sur l'ensemble de cette publication que, dès à présent, nous recommandons tout spécialement à nos lecteurs.

A. DE B.

Lettres inédites de Pierre de Marca, évêque de Conserans, archevêque de Toulouse et de Paris, au chancelier Séguier, publiées avec avertissement, notes et appendices, par Ph. TAMIZEY DE LARROQUE. Bordeaux, Ch. Lefebvre ; Paris, H. Champion, 1881, gr. in 8° de 79 p.

Notre infatigable collaborateur publie ici vingt-sept lettres inédites de Pierre de Marca, des années 1644

à 1649, toutes adressées par lui au chancelier Séguier, au moment où il était en Catalogne, avec la charge de visiteur général et d'intendant dans cette province. Marca y rend compte de sa mission durant ces cinq années ; il y parle aussi de lui, de son avenir, de sa famille, de ses amis ; il entre parfois, comme le remarque M. Tamizey de Larroque, « dans des détails qui le peignent au vif et qui seront d'autant plus goûtés que la verve gasconne leur prête une plus piquante saveur. » Avec une notice très substantielle sur Pierre de Marca, l'habile éditeur a joint à cette correspondance plusieurs lettres inédites adressées par Marca à diverses personnes : le garde des sceaux Du Vair en 1618 ; le secrétaire d'état Antoine de Loménie en 1633 ; Launois, en 1646 ; le P. Petau, en 1651 ; l'évêque de Lodève, en 1653 (on a imprimé 1563), 1657, 1659 et 1661 ; Mazarin, en 1654 ; Baluze, en 1654 et 1656 ; la duchesse d'Orléans en 1659, etc. L'opuscule se termine par une lettre de Galatoire de Marca, adressée en 1667 au chancelier Séguier, et une lettre du capucin Simon sollicitant pour Marca l'évêché d'Oloron. Les annotations abondent ; elles attestent la prodigieuse érudition que nous sommes habitués à voir déployer au savant correspondant de l'Institut, dans toutes les productions sorties de sa plume.

G DE B.

Louis XIV et Marie Mancini, d'après de nouveaux documents, par R. CHANTELAUZE. Paris, Didier, 1880, in-8° de 428 p.

Louis XIV a-t-il failli épouser la nièce de Mazarin ? Le cardinal s'est-il réellement bercé un instant de l'illusion d'un mariage royal ? et l'illusion ayant été dissipée par Anne

d'Autriche, n'a-t-il pas tout mis en œuvre pour empêcher Louis XIV de donner suite à ses projets? Tel est en quelques mots le plan du nouveau livre de M. Chantelauze. Au récit des amours du roi avec Marie Mancini se trouve, du reste, étroitement liée l'histoire des deux autres projets de mariage de Louis XIV avec la princesse de Savoie et avec Marie Thérèse. Ces trois projets sont enchaînés de telle sorte qu'on ne peut parler de l'un sans s'occuper des deux autres. C'est ainsi qu'à la naissance de la passion du roi pour Marie Mancini, l'offre de la main de l'Infante vient tout à coup traverser et faire échouer le mariage de Savoie : c'est ainsi que l'amour réciproque de Louis XIV et de la nièce du cardinal tient pendant plusieurs mois en suspens le mariage espagnol et menace même de le rompre. Cette histoire forme donc comme un drame en trois actes, dont le premier se termine par la rupture de l'union projetée entre le roi et Marguerite de Savoie : dont le second est rempli tout entier par la lutte de Mazarin avec Louis XIV et sa nièce, afin d'empêcher leur mariage, et dont le dernier, après les efforts suprêmes de cette lutte, a pour dénouement le triomphe définitif du cardinal et celui de l'Infante.

Des recueils inédits de correspondances de Mazarin, et de Louis XIV lui-même, ont permis à M. Chantelauze de préciser les diverses phases de ce drame et d'apporter la lumière sur bien des points obscurs de ces royales amours. Il demeure avéré maintenant que Mazarin se flatta pendant quelque temps de l'espoir d'un mariage possible ; que Louis XIV et Marie de Mancini s'aimèrent sincèrement ; que le roi était tout disposé à couronner son amante ; que la

reine s'y opposa avec indignation, et qu'à partir de ce moment Mazarin fit tous ses efforts pour amener son maître à d'autres sentiments : il était cependant alors tellement aveuglé par l'éblouissement de sa fortune, qu'il refusait la main de sa nièce Hortense à Charles II, réduit à cette demande pour obtenir un secours qui l'aidât à remonter sur le trône d'Angleterre. Tout le récit de ce drame est lestement enlevé : les caractères se dessinent bien, les incidents sont convenablement pondérés, et de piquantes correspondances viennent leur donner la note personnelle. On peut trouver bizarre, avec M. Chantelauze, la conduite de la reine qui permet au roi de continuer sa correspondance avec Marie après la rupture officielle, et non moins bizarre celle du cardinal qui procure ou facilite les courriers de cette correspondance, tout en écrivant sans cesse aux deux amants séparés de faire taire les sentiments de leur cœur ; mais tout est placé en situation exacte et l'histoire est seule maîtresse du terrain.

Il eût semblé que la tâche de l'auteur était terminée au véritable dénouement du drame, au mariage du roi, ou à la rigueur à la mort du cardinal, suivie de près du mariage de Marie avec le connétable Colonna. Malheureusement on n'obtenait ainsi qu'un volume de 200 pages, et il fallait en atteindre 400. C'est pourquoi M. Chantelauze a jugé à propos de faire suivre son premier récit de celui de l'existence aventureuse de la connétable, d'après ses mémoires devenus assez rares. Cette suite est beaucoup trop longue ; elle gâte tout l'intérêt qu'on était disposé à porter à la victime de la politique : elle enlève même la sympathie qu'on était disposé à lui accorder dès l'a-

bord. Ces hontes devaient être racontées en peu de mots, et l'insistance qu'on met à nous les exposer forme un contraste pénible avec la première partie du volume. M. Chantelauze a-t-il voulu nous faire conclure de là que Louis XIV a été favorisé du ciel en rencontrant les obstacles qui s'opposèrent à son projet de mariage ? En ce cas, son but est atteint; mais il pouvait l'être autrement, et nous conseillons sincèrement à M. Chantelauze, s'il nous donne prochainement une seconde édition de son livre, de réduire à cinquante pages la fin lamentable de l'histoire de Marie de Mancini, dût-il se résigner à ne nous offrir qu'un simple volume in-12 au lieu d'un in-octavo. S'il ne pratique pas cette coupure, il sera essentiel de ne pas donner à Louis XIV la place majeure sur le titre et le livre devra s'appeler: Histoire de Marie Mancini.

RENÉ KERVILER.

Louise de la Vallière et la jeunesse de Louis XIV, d'après des documents inédits, avec le texte authentique des lettres de la duchesse au maréchal de Bellefonds, par J. LAIR, ancien élève de l'Ecole des chartes, avec deux portraits. Paris, E. Plon, 1881, gr. in-8° de vi-437 p.

Le sujet dont nous entretenons M. Lair est aussi délicat que douloureux, et il fallait une plume aussi érudite et aussi habile que la sienne pour le traiter avec la convenance et la gravité dont l'histoire ne doit jamais se départir, même en de pareilles matières. C'est la biographie intime de Louis XIV pendant la première partie de sa vie, c'est le récit de ses faiblesses, de ses chutes, de ses ingratitude, de ses turpitudes même, — le mot n'est pas trop fort quand on y regarde de près, — et ce specta-

cle est profondément affligeant. Combien il est triste de voir celui qui, envisagé sous d'autres aspects, a si légitimement mérité le nom de *grand Roi*, s'abaisser de la sorte et se laisser dominer par ses passions au point d'oublier, avec le respect de soi-même, le sentiment des plus simples convenances ! C'est donc comme le revers d'une médaille frappée au bon coin, que se présente à nous le livre de M. J. Lair. S'il fallait dire toute notre pensée, nous émettrions le regret qu'en sondant cette plaie dont il nous découvre les profondeurs, il ait promené parfois un peu trop complaisamment son scalpel, mettant à nu des parties qui ne sauraient sans inconvénient être exposées à tous les regards. Nous faisons ici allusion, d'une part, à certains détails du procès des poisons dont la crudité fera rougir plus d'un lecteur ; de l'autre, à quelques passages où l'on souhaiterait parfois, sous la plume de l'écrivain, moins d'ironie et plus de retenue. M. Lair, en se constituant, comme c'était son droit, le *champion* de la pauvre La Vallière, abuse un peu de ses avantages, et ne fait point assez la part de l'humaine faiblesse, aussi bien que des enivrements d'une situation où tout conspire pour rendre la chute plus profonde et le désordre plus irrémédiable. C'est une nuance que nous indiquons ; mais l'art des nuances a ses lois, en histoire comme en peinture, et d'ailleurs n'est-ce pas en peintre, et en peintre de la meilleure école, que M. Lair a composé le tableau qu'il place sous nos yeux ?

Hâtons-nous de dire que les couleurs y sont généralement admirablement ménagées, et que l'auteur possède le don, si rare parmi les érudits, de savoir faire un livre, d'en distribuer parfaitement les parties et

de donner un véritable charme aux moindres détails. Nous sommes ici en présence d'un de ces ouvrages qu'on ne ferme plus quand on les a ouverts, et qui, jusqu'à la dernière ligne, ont le privilège de captiver l'attention du lecteur : aussi tous ceux qui auront lu *Louise de la Vallière* feront des vœux pour que M. J. Lair trouve bientôt de nouveaux loisirs pour cultiver des études où il excelle et qu'il aborde toujours avec l'autorité d'un maître.

Nous ne ferons pas l'analyse du livre ; nous ne dirons pas non plus qu'il est puisé aux meilleures sources. Il nous suffira de faire savoir que durant les six années employées à sa préparation, l'auteur n'a rien négligé de ce qui pouvait éclairer son sujet. Sa moisson a été assez abondante pour qu'il se propose de publier à part un recueil de pièces intéressant l'histoire de M^{me} de la Vallière. Il a été amené par son sujet à discuter certaines questions controversées, telles que la mort de Madame, à laquelle, en dehors du récit circonstancié qu'il en fait (p. 228-342), il a consacré (p. 407-410) une note spéciale. M. Lair conclut à l'empoisonnement. — Ayant trouvé au château de Bures, chez la vieille comtesse de Wavrin, morte avant d'avoir pu recevoir la dédicace de ce livre, un petit volume manuscrit contenant la correspondance de Louise de la Vallière avec le maréchal de Bellefonds, il la donne en appendice. Ces lettres avaient été publiées en 1767 par l'abbé Lequeux, mais le texte en était profondément altéré, et leur publication est un véritable service rendu à l'histoire du temps et surtout aux lettres chrétiennes. — Enfin l'ouvrage se termine par une table alphabétique, et comme il est très riche de détails

sur la société du temps et qu'il cotoie la grande histoire par plus d'un côté, cette table sera fort précieuse aux historiens. — N'oublions pas, avant de finir, la partie artistique, qui n'a point été négligée, témoin les deux portraits de M^{me} de la Vallière, à l'*iconographie* de laquelle une note spéciale a été consacrée.

G. DE B.

Lettres de Henriette-Marie de France, reine d'Angleterre, à sa sœur Christine, duchesse de Savoie, publiées par Herman FERRERO. Rome, Turin, Florence, Bocca frères, 1881, in-8° de 143 p.

M. le comte de Baillon a publié en 1877 une intéressante étude historique sur Henriette-Marie de France : il a fait suivre la vie de l'héroïque épouse de Charles I^{er} d'une collection de ses lettres. Les manuscrits Harléiens du British Museum lui ont fourni la correspondance de la reine avec Charles I^{er} : il a trouvé, dans les divers dépôts de Paris, de Londres et de Saint-Petersbourg, d'autres lettres d'Henriette, adressées à divers personnalités. Les archives d'État de Turin auraient pu lui procurer un supplément considérable à cette correspondance : elles contiennent cent quarante et une lettres, adressées par la reine d'Angleterre à sa sœur Christine, duchesse de Savoie, plus vingt-quatre lettres, dont les destinataires sont Charles-Emmanuel I^{er}, Victor-Amédée I^{er}, Charles-Emmanuel II, la princesse Louise, sœur de ce dernier, et son mari le prince Maurice. Les lettres écrites à Christine sont toutes autographes, à l'exception d'une seule : quarante-huit sont antérieures à la mort de Charles I^{er}. Dix-sept des vingt-quatre lettres adressées aux princes de Savoie

sont également de la main de la reine: les autres sont seulement signées. Cette précieuse collection est désormais à la portée de tous. Un laborieux érudit, bien connu par ses études de droit romain et d'épigraphie, M. Hermann Ferrero, professeur à la faculté des Lettres de Turin, l'a publiée, d'abord dans les *Miscellanea di storia italiana* (nouvelle série, t. V), puis dans un élégant volume, orné d'un portrait de la reine et du fac-similé d'une de ses lettres. M. Ferrero a fait précéder son recueil d'un intéressant résumé de la vie d'Henriette Marie, écrit dans notre langue avec une correction et une élégance que lui envieraient beaucoup d'écrivains français.

Sans révéler aucun fait nouveau, cette correspondance méritait d'être tirée de l'oubli: elle embrasse presque toute la vie de la reine, commençant en 1628, trois ans après son mariage, pour se terminer en 1663, six ans avant sa mort. Pendant ce temps, que d'épreuves, que de vicissitudes, quelles alternatives de succès et de revers! Les premières lettres adressées par Henriette à sa sœur respirent un contentement sans mélange: on n'y rencontre même aucune trace des préoccupations, des inquiétudes qui de bonne heure assaillirent le couple royal. Quand l'horizon s'assombrit tout-à-fait, en août 1641, après l'exécution de Laud et le départ de Charles 1^{er} pour l'Écosse, la reine semble s'apercevoir pour la première fois des périls qui la menacent. « Je vous jure, écrit-elle à sa sœur, que je suis presque folle du soudain changement de ma fortune, car du plus haut degré de contentement je suis tombée des (dans) des malheurs inimaginables (p. 57). » Elle gémit de voir « le pouvoir osté

au Roy, les catholiques persécutés, les prestres pandus (p. 58). » La situation du roi, impuissant devant l'opposition parlementaire, fait bouillonner dans ses veines le sang d'Henri IV: « Vous avez eu asés des afflictions, dit-elle à Christine; mais encore vous avés fait quelque chose pour tâcher à en sortir. Mais nous, nous sommes les bras croisés, sans nous pouvoir assister (p. 58). » Quand le roi essaie de « s'assister, » et tente un coup d'État, la situation devient plus grave encore. Henriette, « pour estre en seureté de sa vie, » est obligée de se réfugier en Hollande. Sa fierté royale est révoltée de l'audace des parlementaires: « ils ont dit publiquement que une Roynne n'estoit que subjecte et que elle pouvoit estre punie comme une autre! » Rentrant en Angleterre au commencement de 1643, après cette héroïque traversée que Bossuet a célébrée, Henriette raconte à sa sœur les incidents de son débarquement (p. 62): il est curieux de comparer cette lettre, triste, découragée, avec celle qu'elle écrivit quelques jours après à Charles 1^{er}; dans cette dernière, elle parle de ses dangers avec une sorte d'entrain, de bonne humeur, où l'on retrouve l'accent du roi son père (lettre à Charles 1^{er}, 25 février 1643; dans Baillon, *Henriette-Marie*, p. 457). Elle osait montrer à sa sœur des appréhensions qu'elle cachait soigneusement à son mari.

Quand Henriette, après une campagne d'abord heureuse, puis désespérée, dut se séparer de Charles, et demander asile à la France, elle trouva son pays natal en proie, lui aussi, à la guerre civile. « Je prie que la France ne nous suive pas, dit-elle, les affaires y allant tout le mesme chemin que les nostres (p. 100). » — « C'est la plus

grande pitié, écrit-elle encore, de voir les misères de la France. L'on n'ose-
 roit casy sortir les portes de Paris
 sans estre en danger de sa vie ou
 par les soldats, ou les voleurs, ou les
 péisans, lesquels, estans ruinés, se
 sauvent dans les bois et tuent tous
 les passants (p. 99). » La détresse des
 finances empêcha, tant que dura la
 Fronde, de donner à l'auguste fugi-
 tive un établissement digne d'une
 reine. On voit par ses lettres combien
 elle souffre d'être obligée de vivre
 « en pauvre damoiselle, » ou, comme
 le dit magnifiquement Bossuet, « d'é-
 taler pour ainsi dire à la France
 même et au Louvre, où elle était née
 avec tant de gloire, toute l'étendue
 de sa misère. » Anne d'Autriche ne
 peut lui donner que soixante mille
 livres par an : « s'est beaucoup pour
 l'estat où est réduit la France à sette
 heure, quoyque s'est peu pour une
 damoiselle comme moy (p. 82). »
 Pendant un moment Henriette a
 conçu l'espoir de voir mademoiselle
 de Montpensier épouser son fils Char-
 les II : cet espoir est déçu, et celle
 qui devait finir par épouser Lauzun
 repousse le pauvre roi sans royaume
 pour rester fidèle à la double chimère
 qui a séduit son imagination : deve-
 nir reine de France ou impératrice
 d'Allemagne. « Elle croit qu'il n'i a rien
 de beau hors d'isy et estre impératri-
 se (p. 92). » La nouvelle de la naissance
 d'un petit-fils console un peu Hen-
 riette : sa fille, la princesse d'Orange,
 vient de mettre un enfant au monde.
 « J'espère que Dieu la consolera dans
 le fils qu'il lui a donné, dont j'espère
 beaucoup pour elle, car pour moy je
 suis trop vieille pour le voir jamais
 homme (p. 94). » Cruelle ironie de la
 Fortune ! cet enfant sur lequel Hen-
 riette-Marie fondait tant d'espérances
 devait s'appeler un jour Guillaume

III, et renverser le trône des Stuarts !
 C'est bien le cas de répéter, non avec
 Bossuet, mais avec Henriette elle-
 même, dans une de ses lettres : « Vous
 diriez que Dieu veut humilier les rois
 et les princes ! » Une des plus pénis-
 bles « humiliations » d'Henriette fut
 de voir, en 1651, Mazarin, après la
 défaite de Charles II à Worcester,
 traiter avec Cromwell, et recevoir
 les ambassadeurs « de ce sellérat. »
 Elle se plaint : on lui répond par
 l'éternel argument de la raison d'É-
 tat. « Ces raisons d'Estat sont terri-
 bles, écrit-elle à sa sœur, et j'avoue
 que je ne les comprends point (p.
 107). » Quelques années plus tard, la
 paix est signée « entre cet abominable
 Cromwell et la France : » une des
 conditions de cette paix est l'éloigne-
 ment du duc d'York, pour lequel sa
 mère sollicite du service en Savoie.
 Mais, en 1658, « la mort de ce sélé-
 rat de Cromwell » changea tout-à-coup
 l'état des affaires. Deux ans ne sont
 point écoulés, que Charles II « est
 restabli sur son trosne, plus puissant
 que jamais ses prédéseseurs n'ont
 esté (p. 121). » La reine songe à re-
 tourner en Angleterre : « J'espère,
 dit elle avec une grâce mélancolique,
 de voir encore avant que de mourir
 toute ma famille ensamble qui ne
 seront plus vagabons (*ibid.*) » Le sen-
 timent public, plus vivant sous l'an-
 cien régime qu'on ne le croit généra-
 lement, s'associe patriotiquement au
 retour de fortune qui vient consoler
 après tant de malheurs la fille
 d'Henri IV : « le menu peuple même
 en ont des joyes qui ne se peuvent
 imaginer (*ibid.*) » Mais Henriette ne
 goûta jamais de satisfaction sans
 mélange : au moment où le mariage
 de Charles II avec Catherine de Por-
 tugal est sur le point de se conclure,
 elle apprend que son second fils, le

duc d'York, a épousé secrètement une fille d'honneur de la princesse d'Orange. « Je pars demain pour aller en Angleterre, pour marier histement le Roy mon fils et tâcher à démarier l'autre. Le bon Dieu ne veut pas que j'aye un contentement entier. Il le fault louer de tout, et songer que il fault aller à luy par ses chemins (p. 124). » Le courroux d'Henriette contre son second fils dura peu, car, dans une nouvelle lettre, elle parle avec une égale affection de « la Royne ma fille » et de « ma fille la duchesse d'York. » Les dernières lettres d'Henriette-Marie à sa sœur respirent un contentement, une tranquillité d'esprit bien rares dans cette correspondance.

Malgré une orthographe souvent bizarre, celle-ci est écrite dans un français alerte, où ne manquent ni l'agrément ni le pathétique. Quelques expressions, comme « ma malheur, » et souvent les noms des mois, *april, june, jully, august*, indiquent cependant que la reine a vécu en Angleterre et parlé l'anglais. On est surpris de la voir, en 1660, recommander à sa sœur « du tee, une sertaine feuille qui vient des Indes, » alors que le thé, connu en Hollande depuis 1610, et en France depuis 1636, ne fut introduit en Angleterre qu'en 1666 : elle en avait d'avance deviné l'orthographe. Mais elle ne voit encore que « le mellieur remède du monde » dans la boisson qui allait devenir bientôt une partie essentielle de l'alimentation de tout véritable Anglais.

Il serait injuste de terminer ce compte-rendu sans rendre hommage aux qualités d'éditeur montrées par M. Ferrero. Notre vieille langue et notre vieille orthographe n'ont point de secrets pour lui ; à peine, une ou deux fois, hésite-il devant des termes dont le sens n'est point

douteux : (p. 51), « elle amelle » pour « elle a mellé ; » (p. 105), « vous m'esme vies » pour « vous m'esmeriés. » Tous les points obscurs, tous les incidents auxquels il est fait allusion dans les lettres de la reine sont éclairés par une annotation aussi sobre que complète. Cette publication est digne de l'érudit si distingué qui l'a entreprise, et l'on y retrouve le soin scrupuleux, l'extrême conscience littéraire et le grand sens historique apportés par lui dans ses précédents travaux.

PAUL ALLARD.

Le maréchal d'Humières et le gouvernement de Compiègne, 1648-1694. Documents pour servir à l'histoire d'une ville de France, sous le règne de Louis XIV, par M. R. DE MAGNIENVILLE. Ouvrage publié sous les auspices de la Société historique de Compiègne. Paris, E. Plon, 1881, gr. in-8° de xi-250 p.

M. de Magnienville a puisé dans les archives du Dépôt de la guerre, dans les archives de Compiègne, dans des registres de paroisse, les éléments de cet intéressant ouvrage qui, en mettant en relief une personnalité considérable du règne de Louis XIV, nous initie à tous les détails de l'administration d'un gouvernement local. Nommé à vingt ans gouverneur de Compiègne, Louis de Crevant, marquis d'Humières, devait mourir à soixante-sept ans duc d'Humières, chevalier des ordres du Roi, maréchal de France et grand-maitre de l'artillerie. Après nous avoir tracé le portrait de celui que M^{me} de Sévigné a appelé « le plus aimable et le plus aimé des courtisans, » et raconté les épisodes de sa vie, l'auteur nous fait entrer dans la place de guerre confiée au jeune seigneur et nous

montre quelle était la situation faite à un gouverneur particulier au sein de son gouvernement. Mais le gouverneur était souvent absent : le service du Roi l'appelait aux armées; il avait parfois de grands commandements. En son absence, il était remplacé par un *lieutenant de Roy*. A ses côtés se trouvaient un *major*, un *sergent-major* et d'autres officiers. Sous la haute direction du gouverneur étaient également les *attournés*, ou *échevins*, formant le corps de ville. Ils étaient nommés par le suffrage des habitants, confirmés par le pouvoir royal, et le gouverneur lui-même procédait à leur réception en charge. En vertu d'un édit de 1692, un nouvel office de *maire* fut créé dans toutes les villes et communautés du royaume. L'auteur nous donne le texte de cet important édit, qui devait servir de base pendant de longues années à l'administration municipale. En 1650, avait paru un autre édit, portant création d'un procureur du Roi et d'un secrétaire-greffier dans chaque ville : le texte en est également reproduit. L'administration de la cité — travaux d'entretien des fortifications, octrois, revenus et dépenses, table-Dieu des pauvres, hôpital général, tribunaux ordinaires, élections, greniers à sel, juridiction consulaire, capitainerie des chasses, eaux et forêts — forme ensuite l'objet d'autant de chapitres nous initiant à tous les détails de la vie municipale. A la suite de cet exposé, un certain nombre de notes et de pièces justificatives éclairent l'exposé qui précède et complètent utilement le tableau. La partie artistique n'a point été négligée, et le beau volume que nous devons à l'initiative de la Société historique de Compiègne contient un portrait du maréchal, un autre de sa

filie Julie de Crevant, la reproduction de son mausolée et plusieurs plans et fac simile.

E. D'A.

Cahiers de plaintes et doléances des paroisses de la province du Maine pour les Etats généraux de 1789 ; publication commencée par feu M. A. BELLÉE, et continuée par M. Victor DUCHEMIN. Tome I. Le Mans, Monnoyer ; Paris, Champion, 1881, in-12 de ci-546 pages, (extrait des *Annuaire de la Sarthe* de 1877 à 1881).

Depuis quelque temps, on multiplie les publications sur l'époque de la Révolution ; on ne s'en tient plus aux affirmations plus ou moins passionnées de MM. Thiers, Quinet, Michelet ou autres ; on veut pénétrer la vie et l'époque ; on veut apprécier par soi-même cet ancien régime, si décrié, mais si complètement inconnu. Le volume dont nous venons de transcrire le titre, ne sera pas le moins important de ceux qu'on devra consulter dans ce but.

Les cahiers qui sont publiés dans ce tome I, au nombre de 106, « portent l'empreinte des sentiments profonds de ceux qui les rédigerent. Ils révèlent le mécanisme et les formes oubliées des institutions qui ont péri sans retour avec l'ancien régime... On y trouve des détails à peu près complets sur la situation morale et matérielle des populations rurales. » Il débute par une introduction de 100 pages, dans lesquelles M. Bellée a tracé un tableau de l'ancien ordre de choses tel qu'il était à l'aurore de la Révolution : la situation du clergé, l'organisation de la justice et de l'administration, ainsi que les charges pécuniaires qui pesaient sur la nation, sont passées en revue et suffisamment étudiées pour permettre au lecteur de bien saisir l'objet des

doléances des habitants. « Unité et égalité de répartition des impôts consentis par la nation, responsabilité des agents du pouvoir, convocation périodique des États généraux, réforme judiciaire, abolition des privilèges, garanties pour la liberté individuelle : telles sont les principales réformes politiques de mandées par les paroisses. »

Mais d'une révolution nous ne trouvons nul désir ; toutes les assemblées protestent au contraire de leur dévouement et même de leur amour pour le roi, et de leur souhait de voir conserver l'hérédité de la couronne dans la famille des Bourbons.

Cette publication est faite *in extenso*, sur les originaux conservés aux archives de la Sarthe, ou d'après ceux qui existent dans les archives privées, ainsi qu'il est advenu du très curieux cahier de Champaisant, rédigé par « l'illustre économiste Véron de Forbonnais, » et dont la copie autographe est due à une bienveillante communication de M. le marquis de Courcival.

Nous signalerons l'omission d'un document dont la place naturelle était en tête du volume : le cahier officiel dressé par les vingt quatre commissaires du tiers état du Maine, le 21 mars 1789, et résumant les doléances des paroisses. On le trouvera aux pages 181-201 du numéro 4 des *Archives de l'Ouest* de M. Antonin Proust.

Ajoutons, pour les bibliophiles, que cet ouvrage est tiré à 200 exemplaires seulement.

A. BERTRAND.

Paris pendant la Révolution, d'après les rapports de la police secrète, 1789-1800, par M. Adolphe SCHMIDT. Traduction française, accompagnée d'une préface, par Paul

VIOLLET. Tome I^{er}, *Affaires politiques*. Paris, Champion, 1880, in-8° de xi-332 pages.

Nous avons attendu, pour signaler cet ouvrage à nos lecteurs, que sa publication fût plus avancée ; mais aucun volume ne venant s'ajouter au premier, nous ne voulons pas différer davantage à en parler.

M. Adolphe Schmidt, professeur d'histoire à l'université d'Iéna, a publié, de 1874 à 1876, un ouvrage en 3 volumes in-8, imprimé à Iéna sous ce titre : *Pariser Zustände während der Revolutionzeit* ; nous avons mentionné ici même, lors de son apparition, une première publication de l'auteur, faite à Leipzig, en 1867-1870 : *Tableaux de la Révolution française, publiés sur les papiers inédits du département et de la police secrète de Paris* (voir t. IV, p. 368, et t. IX, p. 328), et écrite entièrement en français. Mais nous n'avions là qu'un recueil de documents, tandis que le nouveau travail de l'auteur allemand est une œuvre originale, un tableau du *Paris révolutionnaire* fait d'après les nombreux documents qu'il a pu rassembler. M. Viollet a donc eu une excellente pensée en mettant à la portée du public français l'ouvrage du professeur d'Iéna, et il a pris soin de nous donner dans leur version originale les textes traduits en allemand.

Le tome I^{er} débute par une description des principaux théâtres où se joue le drame de la Révolution : la terrasse des feuillants ; le manège où siégèrent les trois assemblées révolutionnaires jusqu'au 9 mai 1793 ; les Tuileries où la Convention se transporta et où elle fut remplacé par le Conseil des anciens, tandis que le Conseil des cinq cents occupait le manège. Puis il fait une peinture de

la ville de Paris, la *ville de boue* comme on l'appelait alors, des promenades, de l'administration, de la population, dont il établit le dénombrement, dont il décompose les éléments. De là, il passe à l'état des partis après la Terreur et aux éléments composant la réaction ; il montre que constamment, depuis le moment où la révolution s'empara de la direction, ce fut une minorité violente qui domina, tandis que l'immense majorité des citoyens s'éloignait du théâtre de l'action, ou assistait aux événements, soit dans une honteuse inertie, soit en montrant une coupable curiosité qui faisait de beaucoup de braves gens autant de complices du désordre. Le champ était libre : quoi d'étonnant que la révolution s'en soit emparé ? L'histoire des élections offre de graves enseignements sous ce rapport, et les chiffres ont leur éloquence. — Quels furent les premiers foyers d'agitation ? Les grands clubs attirent d'abord l'attention de l'auteur : les Cordeliers, puis les Jacobins ; l'action de la commune révolutionnaire est indiquée : en mai 1793, les observateurs républicains sont effrayés à ce point qu'ils déclarent que « si la main de l'Éternel ne vient mettre le holà, on parviendra à faire égorger tous les Français, presque réduits à l'état de sauvages. » Il est à remarquer que plusieurs des principaux agitateurs sont des étrangers. Les partis violents commencent à se détruire les uns les autres : les Cordeliers disparaissent devant les Jacobins ; c'est le règne des cafés, qui se transforment en clubs : l'auteur nous y fait pénétrer, à l'aide des rapports de police, et ce chapitre est des plus curieux.

Il étudie ensuite très longuement le rôle des jeunes gens dans la révolution : il constate que, dès le début, « la jeunesse forma un groupe poli-

tique vigilant qui, tantôt timide, tantôt plein d'activité, sut saisir toute occasion favorable de manifester ses sentiments anti-révolutionnaires et anti-jacobins. » C'est dans les rangs de la bourgeoisie qu'elle se recrute : elle est successivement constitutionnelle et girondine ; dès le 5 mai 1792, 500 jeunes gens jettent les bases d'une grande association de la jeunesse. Les *muscadins*, comme on les appelle, se tiennent forcément dans l'ombre pendant la Terreur ; mais, après Thermidor, la police écrit : « Les muscadins fourmillent partout » Le Palais-Royal est leur quartier-général : à toute heure du jour, il y en a 50 à 100 ; le soir, on les compte par centaines et par milliers. La jeunesse ne manifesta pas d'abord de tendance royaliste ; ce qui dominait en elle, c'était l'esprit girondin : ce fut sans doute un des motifs de son impuissance. L'auteur venge la jeunesse des imputations dont elle a été l'objet relativement à ses mœurs : il la montre s'indignant du rôle honteux qu'on lui faisait jouer dans une pièce représentée au Boulevard du Temple, se serrant autour de Martainville, et contractant une alliance avec Fréron. La jeunesse joue un rôle actif dans les journées du 1^{er} prairial et du 12 germinal ; elle sauve la Convention le 4 prairial.

M. Schmidt constate que la jeunesse continuait alors à être étrangère au sentiment royaliste, et que, si elle l'avait voulu, elle eût peut-être été en mesure, le 1^{er} germinal (21 mars 1795), de proclamer Louis XVII. Mais le fils de Louis XVI mourut le 8 juin, au moment où les manifestations royalistes commençaient à apparaître, et où l'on trouvait placardés des vers conjurant la « nation coupable et égarée » de

Rétablir le petit mitron
Dans la boutique de son père.

Malgré tout, la Convention était dominée par la peur du royalisme, et la jeunesse, de plus en plus dégoûtée d'une république qui ne voulait pas rompre avec la Terreur et qui ne garantissait ni l'ordre ni la paix, inclinait vers la monarchie : l'auteur constate qu'à la fin de juillet 1795 « la jeunesse prit, dans son ensemble, une couleur royaliste. » Le 13 vendémiaire n'était pas loin : dès le mois de septembre, il était de bon ton de faire montre de royalisme ; et les jeunes gens qui n'appartenaient pas encore au parti monarchique, irrités contre la Convention, poussaient au mouvement. Le 13 vendémiaire (5 octobre) la jeunesse fit bravement son devoir ; mais la mitraille de Bonaparte eut raison de son courage : les révolutionnaires triomphaient ; le rôle de la jeunesse parisienne prenait fin. « Depuis lors, elle ne dirigea plus et elle resta sans grande influence. » Mais les éléments qui subsistèrent prirent une teinte royaliste de plus en plus tranchée et de plus en plus générale.

L'analyse que nous avons présentée, un peu longuement peut-être, de ce premier volume, montre suffisamment quel est son intérêt, et fera vivement désirer la continuation de la publication.

G. DE B.

Histoire de la Terreur, d'après des documents authentiques et inédits, par M. MORTIMER-TERNAUX, de l'Institut. Tome VIII. Paris, Calmann-Lévy, 1881, gr. in-8° de viii-624.

Ce volume posthume n'avait que quatre chapitres achevés, lorsque M. Mortimer-Ternaux vint à mourir. Les quatre derniers chapitres ont été heureusement écrits par M. le baron de Layre son gendre, resté fidèle à la pensée de l'auteur. M. Mortimer-

Ternaux a ouvert une voie nouvelle aux études sur la Révolution française, en rattachant les excès de 1793 aux désordres qui ont précédé le renversement de la monarchie ; il aurait pu remonter à 1789 : le pays a été, dès ce moment, terrorisé par une bande de scélérats, et l'ère révolutionnaire s'ouvre alors : tout ce qui est advenu depuis n'est qu'une conséquence. Le volume commence par un tableau de la Convention, après le 2 juin, qui consacre le triomphe des Montagnards. On voit ensuite la résistance s'accroître dans les départements sans parvenir à se généraliser. Charlotte Corday frappe Marat ; mais la résistance est réprimée en Vendée, à Lyon. Les généraux sont à la merci du Comité du salut public : on ne peut mettre davantage le pays sous la Terreur, mais cette terreur s'organise et le Tribunal révolutionnaire reçoit son titre officiel le 29 octobre. Tel est le canevas des événements dont ce volume contient le récit. Cent soixante et quinze pages sont consacrées à des éclaircissements et pièces inédites qui montrent une fois de plus « les révolutionnaires les pieds dans le sang et la main dans le sac. » Ici, ce sont les réclamations relatives au paiement des 40 sols par jour promis aux émeutiers du 31 mai : on viole le secret des lettres ; plus loin, la loi du tribunal révolutionnaire, transformé graduellement, substitue l'arbitraire à la justice et livre une nation entière au despotisme légal, car la révolution y conduit toujours ; mais on ne sait pas profiter des enseignements du passé, et des voix réhabilitent une époque et des hommes dont il faudrait livrer les procédés à l'exécution. Ainsi se couronne, par un livre digne de ses devanciers, une des œuvres les plus

importantes de notre temps, une œuvre consciencieuse, écrite pièces en mains, qui est en même temps une œuvre courageuse dans un temps où l'on ne craint pas d'approuver et de rêver encore ces saturnales de la honte et du crime. Cette *Histoire de la Terreur* a sa place dans toutes les bibliothèques et elle devrait se trouver dans toutes les mains.

H. DE L'E.

Histoire de la Révolution dans l'Ain, par PHILIBERT LE DUC. Bourg-en-Bresse, Martin-Bottier : tome I, 1879, in-12 de viii-383 pages, avec une eau forte ; tome II, 1880, in-12 de vii-420 pages, avec une eau forte.

Ces deux volumes sont le début d'une publication annoncée en quatre ou cinq volumes, la première œuvre un peu considérable embrassant dans son ensemble l'Histoire de la Révolution dans le département de l'Ain. Littérateur, poète et érudit curieux, M. Le Duc était en mesure d'aborder le genre historique. Il le fait à un moment où on peut parler de l'époque qui l'occupe avec une certaine liberté, tous les acteurs étant morts, et ici il ne croit pas inutile de montrer à ses concitoyens où peuvent conduire de généreuses illusions et quels sont les dangers des innovations politiques.

Il a pris du reste une excellente méthode pour juger en pleine liberté sans altérer les faits. Il cite avec complaisance et étendue les documents, il les apprécie à sa façon, — qui nous paraît la bonne — et laisse son lecteur bien renseigné juger à son gré. Aussi nous hasarderons-nous à lui reprocher le titre d'*Histoire* donné à son ouvrage ; c'est plutôt un recueil bien ordonné et fait entière-

ment de pièces et de documents, dont quelques-uns sont fort rares, et qu'il aura toujours eu le mérite de sauver de l'oubli sinon de la destruction. Il en convient lui-même, avouant qu'il a sacrifié son travail aux textes, les produisant avec des caractères d'imprimerie différents. Il les a puisés dans sa collection, dans celle de M. le comte Douglas, de M. Louis O'Brien, dans les archives municipales de Bourg. On trouverait là les éléments d'une bibliographie sur la Révolution dans l'Ain. Ce serait le complément de son livre, avec une bonne table des noms de personnes et de lieux.

M. Le Duc prend la Révolution à l'ouverture des États généraux. Nous aurions aimé, comme introduction, une histoire des États de Bresse réunis pour la rédaction des cahiers et la nomination des députés. Le premier volume va jusqu'à la fête de la Fédération (14 juillet 1790). C'est ce qu'il appelle « la période de l'illusion révolutionnaire. » Le second s'arrête au 10 août 1792. L'histoire générale sert de cadre aux faits locaux ; nous n'en voyons aucun à signaler particulièrement : c'est la reproduction de ce qui s'est passé ailleurs, et encore sous une forme un peu adoucie. Parmi les noms des députés aux États Généraux, le plus connu est celui de Brillat-Savarin, qui tire sa célébrité d'ailleurs que de la politique, et dont on a un récit de la prise de la Bastille. Nous citerons celui de Gauthier des Orcières, le régicide, et celui de Populus, plaisamment et méchamment accolé à celui de la fougueuse Théroigne de Méricourt, qu'il n'aurait pas connue (t. I, 117-118), mais qu'on accusait de se livrer au *peuple*. Nous voyons cité plusieurs fois le savant Lalande pour ses *Anecdotes de la Bresse*, manuscrit qu'aucune indica-

tion ne permet de retrouver. Il est question quelque part du maître de poste Drouet, qui serait mort à Macon (II, 148). Parmi les premières victimes, nous nommerons M. de Varicourt, massacré le 6 octobre à la porte de la reine et M. de Chaponay (II, 159). Nous relevons des détails piquants sur les débuts sceptiques et libéraux de Michaud, de la *Quotidienne* (II, 185), sur Rouget de l'Isle (II, 286). Deux noms particulièrement méritent d'être cités parmi ceux des administrateurs qui ont rendu des services au pays par leur modération : ceux de Thomas Riboud, procureur général syndic, et de Chevrier de Corcelles, chef de la municipalité de Bourg.

Le premier volume se termine par une étude sur le dernier comte de Montrevel, vrai type du grand seigneur de la fin du siècle dernier, devenu presque légendaire par les récits fantastiques du marquis de Foudras dans les *Gentilshommes chasseurs*, et que ses illusions libérales n'ont pas sauvé de l'échafaud. A la fin du second, est publié le tableau de la dime dans l'Ain. M. Le Duc, corrigeant avec soin, comme le prouvent ses observations en tête du second volume, nous lui signalerons une faute d'impression Franquetot pour Franquetot (II, 268). Ne serait-il pas à propos de rectifier l'orthographe du nom de Bachet, qui signait de *Mésériac* mais signerait aujourd'hui de *Mésériat* (I, 357) ?

R. DE ST-M.

Émigration et chouannerie.
Mémoires du général Bernard de la Frégeolière, complétés par son petit-fils. Paris, librairie des Bibliophiles, 1881, gr. in-8° de 375 p.

Le vicomte Reynold de Bernard de la Frégeolière nous donne, d'après

le manuscrit de son bisaïeul, le récit de la vie de Henri-René Bernard de la Frégeolière, et il le dédie à son fils pour servir d'exemple à ses descendants : « Chaque génération, dit-il avec un juste orgueil, ne doit-elle pas léguer à la suivante, comme le plus bel héritage, la gloire et l'honneur des ancêtres ? » Cette vie est, en effet, non seulement pour la famille qui se glorifie à bon droit de tels souvenirs, mais pour tous ceux qu'inspire à la fois le culte du passé et le dévouement à la patrie, un objet d'admiration et un incomparable modèle. Voilà quelle était la bravoure, l'indomptable énergie, le noble désintéressement de ces preux d'un autre âge qui inspiraient à leurs adversaires même un respect mêlé de sympathie, — je parle de ceux chez lesquels la passion révolutionnaire n'avait pas éteint tout sentiment d'indépendance et d'honneur.

Bernard entre à dix-sept ans dans les gardes du corps : il prête au Roi ce serment qu'il tiendra jusqu'au dernier jour, sans céder jamais devant la Révolution, sans s'incliner devant le fait accompli, sans se laisser entamer par le contact de la faiblesse et de la lâcheté. Quand il voit que son épée ne peut plus être tirée en France au service du Roi, forcé par l'émeute de licenciement sa garde, il abandonne les siens en 1791, il laisse au berceau son onzième enfant, pour aller prendre son rang dans l'armée des princes. Il fait, dans les hussards de Rohan, la retraite de Hollande, et les émigrés lui doivent la vie devant Nimègue ; il s'embarque ensuite pour Quiberon, d'où il parvient à s'échapper, et passe six semaines dans l'île d'Yeu, en butte à toutes les angoisses, à toutes les privations, mandissant les

Anglais qui marchaient leur concours aux défenseurs du Roi, et ne cherchent qu'à les décourager et à les ruiner. Il s'embarque sur un frêle esquif, aborde à Plymouth, puis revient en France par Jersey, et atteint le rivage en se jetant dans les flots et en gravissant un rocher ; il prend une part glorieuse aux luttes de l'armée de Sceaux, illustrant le nom de *monsieur Henri* qu'il a pris, et sous lequel sa tête est mise à prix ; il refuse d'adhérer à la paix, et reste courageusement au cœur des pays insurgés, qu'il organise pour une nouvelle prise d'armes : nous le voyons, épuisé, malade, échapper aux perquisitionssans cesse renouvelées, et faire preuve d'une audace qui n'avait d'égale que sa bravoure. En 1799, il recommence la lutte, sous les ordres de Bourmont, et la chouannerie lui doit son dernier triomphe ; mais quand Bourmont se soumet, lui reste debout, et traqué d'abord par le gouvernement révolutionnaire, puis espionné par l'administration impériale, il demeure fidèle à son Roi, sans jamais s'abaisser devant celui qu'il appelle le *tyran*. En 1813, il reprend les armes ; il est le premier prêt, à la tête de deux légions, pendant les cent jours ; et, après la Restauration, — qui lui paie ses services par une brusque mise à la retraite avec le grade de maréchal de camp (dont il ne reçut le brevet que sous Charles X), — il se serait sans doute, à 72 ans, retrouvé sur la brèche, lors du soulèvement de 1832, s'il n'avait été jeté dans les prisons de la Flèche.

Si nous l'envisageons dans sa vie privée, nous le trouvons, comme le dit avec justesse son petit-fils, « modeste à l'excès, d'une simplicité patriarcale, se refusant tout à lui-

même pour ne rien refuser aux autres, partageant jusqu'à son dernier écu avec les victimes de nos guerres civiles. » Il meurt enfin, et avant d'aller rendre sa belle âme à Dieu, quand il a vu la chute de la dynastie restaurée, il pousse (dans la partie de ses *Mémoires* intitulée : *Seconde partie de ma vie*) ce cri qui résume sa vie entière. « Espérons donc, nous tous royalistes ! L'espérance est un don du ciel qui doit nous consoler quoi qu'il arrive : espérons dans les cachots, sur l'échafaud même, pour ceux qui nous survivront. »

M. Reynold de la Frégeolière ne s'est pas borné à nous offrir le texte des mémoires de son bisaïeul (que nous aurions voulu lui voir donner dans son intégrité) ; il l'a complété sur divers points, et nous lui devons un excellent tableau de la prise d'armes en Vendée, pendant les cent jours, accompagné d'observations très judicieuses.

G. DE B.

Napoléon I^{er}. Ses institutions civiles et administratives, par Amédée Edmond BLANC. — Paris, Plon, 1880, in 8° de vii-332 p.

M. Amédée Edmond Blanc passe successivement en revue : l'état de la France, sous le Directoire, les constitutions de l'Empire, le gouvernement, l'organisation administrative, l'organisation financière, les codes et l'organisation judiciaire, l'université, le concordat et les cultes, la légion d'honneur et la noblesse impériale. Six notes, rejetées à la fin du volume, contiennent : les constitutions du Royaume d'Italie et du Royaume de Westphalie ; la liste des ministres, directeurs géné-

raux et présidents de sections du Conseil d'État sous le Consulat et l'Empire; les cours des assignats et des mandats territoriaux de 1789 à 1796; les cours maxima et minima de la rente 5 0,0 de 1793 à 1815; les titres de prince et de duc conférés par l'Empereur; les dotations supérieures à 100,000 francs de rente. — « Nous n'entendons faire ici que de l'histoire, dit M. Blanc, et non de la polémique de partie (p. vii). » Pourquoi donc s'attarde-t-il à une longue défense du principe plébiscitaire (p. 53)? Partout même tendance, ce qui donne à M. Blanc l'air d'un panégyriste du passé et de ce qu'il espère peut-être dans l'avenir. De là un ton tranchant et dogmatique, dont les adeptes sont enchantés, mais qui ne convaincra pas les adversaires. Du reste l'éloge était facile. On peut reprocher à Napoléon I^{er} ses fautes et ses crimes; on peut même, avec M. Thiers, le diplomate de 1840, ne voir en lui qu'un politique médiocre: il n'est pas que je sache un homme sérieux qui lui conteste son génie comme chef d'armée ou comme administrateur. Toutefois, son œuvre administrative n'est pas sortie tout d'une pièce de son esprit: ses meilleures créations, et en cela je ne prétends pas diminuer sa grandeur, sont empruntées au passé. Tel est le Conseil d'État, telle la Cour de Cassation: ces deux institutions ont dans l'ancien régime des équivalents dont elles sont d'ailleurs des types perfectionnés. Depuis lui, d'autre part, l'administration française a changé, moins radicalement sans doute qu'autre chose, mais elle a changé. Comparez le département napoléonien au département actuel: l'un a la personnalité civile, l'autre ne l'a pas. Comparez surtout le sys-

tème électoral. On chercherait en vain ces rapprochements dans le livre de M. Blanc: élégamment écrit, il a le cachet superficiel de tant d'autres élégances.

BERNON.

Correspondance inédite du prince de Talleyrand et du Roi Louis XVIII pendant le congrès de Vienne, publiée sur les manuscrits conservés au dépôt des affaires étrangères, avec préface, éclaircissements et notes, par M. G. PALLAIN. Paris, E. Plon, 1881, gr. in-8° de XXIII-528 p.

Nous n'aurons pas avant 1888 les *Mémoires* laissés par Talleyrand, et dont la publication, confiée d'abord par le prince de Bénévent à M. de Bacourt, a été différée par suite d'une disposition testamentaire de ce dernier, lequel en a chargé MM. Andral et Chatelain. C'est un motif de plus pour que cette *Correspondance* soit accueillie avec empressement par les amis de l'histoire. Elle se compose de cent-une pièces, dont soixante lettres de Talleyrand, et s'étend du 25 septembre 1814 au 26 mars 1815. On peut donc déjà, comme le dit le soigneux éditeur, « le surprendre lui-même et l'observer dans son rôle de négociateur, dans le détail de ses relations avec tant de chefs d'États et de ministres dirigeants. » M. Thiers, qui avait eu communication du recueil où M. Pallain a puisé ces lettres, le signalait comme l'un des documents les plus complets et les plus curieux pour l'histoire de cette période; M. Mignet, M. de Viel-Castel, M. d'Haussonville ont pu utiliser ces lettres pour leurs travaux. Dans sa préface, l'éditeur en fait ressortir l'importance, en se livrant à l'examen de

ce point historique : M. de Talleyrand a-t-il eu raison et hautement raison, d'opiner, en 1814, pour l'alliance austro-anglaise, au risque de froisser le sentiment national? Quoi qu'il en soit à cet égard, M. Pallain montre fort bien que le principe de légitimité, cet *expédient suprême* comme l'appelait Talleyrand, « ne devait pas seulement servir d'épée à la France, mais devait être aussi le palladium d'un équilibre européen assez durable pour assurer à notre pays, excédé de tant de luttes, de longues années de repos et de prospérité (p. xiii). »

Ce livre prouve donc — en dépit de quelques boutades libérales de l'éditeur, auquel les textes qu'il publie infligent un complet démenti — la nécessité européenne de la Restauration. La *Revue* aura certainement à revenir sur ces documents et à en déduire les conséquences pour l'appréciation de cette grande époque de notre histoire à laquelle on est de plus en plus amené à rendre un juste et impartial hommage. Bornons-nous pour aujourd'hui à en signaler l'importance, et à engager tous ceux qui n'acceptent pas les préjugés de leur temps et les opinions toutes faites, sans prendre la peine de réfuter les uns et de contrôler les autres, à recourir à cette correspondance, où ils pourront étudier les faits à la lueur de documents qui ne laissent aucune place aux sous-entendus et aux faux fuyants. — Ajoutons qu'un ample *index biographique et géographique* leur servira de guide. Nous eussions préféré toutefois qu'il eût le caractère d'une table des matières, avec renvois au texte : c'est une lacune à combler, et qui est regrettable dans une publication de ce genre.

FR. DE F.

L'instruction primaire en France avant la Révolution, d'après les travaux récents et des documents inédits, par l'abbé ALLAIN, archiviste du diocèse de Bordeaux. Ouvrage précédé d'une préface de S. G. Mgr de la Bouillèrie, coadjuteur de Bordeaux. Paris, librairie de la Société Bibliographique, 1881, in-12 de xxi-304 p.

Nous n'avons pas à apprendre à nos lecteurs quelle est la compétence de M. l'abbé Allain dans la matière qu'il traite ici : aucun n'a oublié l'excellente étude qu'il publia dans la *Revue* en janvier 1875 (t. XVII, p. 114). Après avoir donné un résumé de la question dans une brochure de la *Bibliothèque* à 25 centimes de la Société Bibliographique (brochure qui a eu plusieurs éditions), le savant archiviste du diocèse de Bordeaux nous offre aujourd'hui un livre qui est le fruit des plus laborieuses recherches. Ce livre nous présente l'état actuel de la science sur un point historique qui, il y a dix ans, était encore presque ignoré de beaucoup de personnes, même — pour ne pas dire surtout — dans les rangs des universitaires : témoin le livre de M. Michel Bréal.

Voici quel est le plan de l'ouvrage. M. l'abbé Allain étudie d'abord les sources de l'histoire de l'instruction primaire : d'une part les fonds d'archives les plus riches en documents manuscrits où les érudits peuvent puiser ; d'autre part les travaux récents publiés sur la matière par MM. Maggiolo, Ch. de Beaurepaire, A. de Charmasse, Babeau, etc., etc ; enfin les grandes collections imprimées où l'on peut utilement puiser. Entrant ensuite dans l'exposé de son sujet, il constate l'existence des petites écoles au moyen âge, leur renaissance au XVI^e siècle, leur développement dans les deux derniers siècles.

cles. Mais ici, il fallait entrer dans le détail pour chaque province et donner des renseignements précis : c'est ce que fait l'auteur, en parcourant successivement chacun des départements et en constatant les résultats acquis, d'après les travaux locaux et tous les renseignements qu'il a pu recueillir. Il passe ensuite à la condition des maîtres des petites écoles sous l'ancien régime, à la condition matérielle des écoles, à la discipline, au programme, à la fréquentation scolaire, à la gratuité, aux fondations faites en faveur des écoles. Le rôle du pouvoir civil à l'égard de l'instruction primaire lui fournit la matière d'un intéressant chapitre, où il fait justice d'erreurs fort accréditées. Passant au rôle de l'Eglise, il expose avec détail les faits qui prouvent la sollicitude constante de l'Eglise pour la diffusion de l'instruction dans les masses ; il montre les curés, à défaut d'instituteurs, instruisant eux-mêmes les enfants ; il fait ressortir le rôle des congrégations enseignantes, si nombreuses et si dévouées. Enfin il formule sa conclusion, qu'aucun lecteur ne saurait contester, car, par la sûreté de sa méthode, par la richesse de ses informations, par la précision rigoureuse apportée dans les moindres détails, le savant auteur défie la critique la plus sévère et la plus hostile. Qu'il reçoive donc nos sincères remerciements et nos vives félicitations.

G. DE B.

—
Les Avocats aux conseils du Roi. Etude sur l'ancien régime judiciaire de la France, par Emile Bos. Paris, Marchal et Billard, 1881, in-8° de 568 pages.

Voici un livre curieux, plein de faits piquants, mais qui défie l'ana-

lyse. Ce qu'il contient sur les avocats aux conseils, leur création, les modifications apportées à leur nombre, leurs luttes avec les avocats au Parlement, sur les divers règlements du conseil, sur les conditions d'aptitude qu'on exigeait des avocats, sur la liquidation de leurs offices par l'Assemblée nationale, est un peu perdu au milieu de nombreuses anecdotes où figurent des personnages revêtus de la robe.

Ces récits sont intéressants à divers titres ; ils mettent en scène un grand nombre de noms connus : Corneille, Cyrano de Bergerac et M^e Henri le Bret, Giry, Colletet, Balesdens, de Sacy, Lally-Tolendal, Voltaire, Crébillon, Beaumarchais, de Joly, Danton, Chauveau-Lagarde et bien d'autres figurent dans ce volume.

Malheureusement, nous ne saurions faire à M. Emile Bos le compliment que lui-même adresse à Guillard pour son *État* (et non *Histoire*), *du Conseil du Roi* (Paris 1718, in-4°) : « il marche, dit-il, toujours appuyé sur des faits, dont il cite partout les garants ; » nous ne rencontrons pas ici assez de garants ; et plus d'un lecteur déplorera avec nous de ne pouvoir se reporter à la source des passages qui l'ont frappé. Nous regrettons aussi l'absence d'une table alphabétique, bien utile pour faire des recherches dans ce volume un peu touffu.

Sans insister davantage sur ces légères critiques, nous souhaiterons bonne fortune à ce livre, qui contient tant de détails, ignorés aujourd'hui, sur l'ancien régime judiciaire de la France.

ARTHUR BERTRAND.

—

Testaments enregistrés au Parlement de Paris sous le règne de Charles VI. Textes publiés par A. TUETÉY, archiviste aux archives nationales. Paris, Imprimerie nationale, 1880, in-4° de 464 pages. (Extrait de la *Collection des Documents inédits publiés par les soins du ministère de l'instruction publique.*)

AU XIII^e siècle, on s'accordait à reconnaître que les causes testamentaires et l'exécution des testaments étaient de la compétence des juges d'Église. En effet, deux décrets d'Alexandre III avaient déterminé la forme des testaments ; aussi les conciles et les statuts synodaux ne cessaient de rappeler les prescriptions canoniques sur ce point, et de prendre des mesures pour obliger les exécuteurs testamentaires à remplir fidèlement les dernières volontés des défunts. Toutefois Beaumanoir enseigne déjà que le seigneur est compétent concurremment avec l'Église, dont il reconnaît encore la supériorité ; le juge d'Église peut, en effet, « savoir comment le seigneur a exploitié. »

Peu à peu, la plus haute des juridictions séculières, la juridiction royale, étend son influence sur les causes testamentaires. « Dès la seconde moitié du xiv^e siècle, écrit M. Tuetey (p. 3), on voit le Parlement ériger en principe qu'au Roi seul appartient la connaissance des testaments faits par toutes personnes venant à décéder dans l'étendue du royaume, dès qu'elles avaient catégoriquement manifesté la volonté de s'en remettre au souverain. » Aussi les juridictions rivales tentent-elles de se faire confier l'exécution des testaments. Par exemple à Meaux, en 1365, les statuts synodaux invitent les fidèles à ajouter à leurs dernières volontés

une clause imposant aux exécuteurs testamentaires le devoir de rendre compte de leur mission à l'officialité de Meaux (Martène, *Thesaurus*, t. IV, c. 926).

Depuis longtemps, les juridictions ecclésiastiques, afin d'assurer la conservation des testaments, obligeaient les exécuteurs testamentaires à les présenter à l'officialité, pour les y faire enregistrer ou en laisser copie. La présentation devait se faire dans un court délai à compter de la mort du testateur : dans certaines cours épiscopales, le fonctionnaire chargé de recevoir les testaments portait le titre de *maître des testats*. En 1342, le concile d'Avignon, pour couper court à des abus, décida qu'aucun droit fiscal ne serait perçu pour l'approbation et l'insinuation des testaments.

Imitant, sur ce point comme sur tant d'autres, la tradition des cours spirituelles, le Parlement adopta l'usage de faire enregistrer les testaments qui lui étaient soumis. Nous devons à cet usage le précieux registre qui a fourni à M. Tuetey les éléments de son travail.

Après une courte et substantielle introduction, M. Tuetey dresse l'*index* chronologique des testaments insérés dans le registre commencé en 1400 par le greffier du Parlement Nicolas de Brie. Puis il publie *in extenso* quarante-huit des testaments qui y sont contenus.

Ce qui a guidé l'auteur dans le choix des documents qu'il a livrés au public, c'est « moins la pensée de mettre en relief certains personnages ayant occupé un rang social plus ou moins élevé que le désir de retrouver dans le milieu où ils ont vécu un ensemble de renseignements peu connus sur la vie privée au moyen-âge. »

On peut dire que M. Tuetey a pleinement atteint le but qu'il se proposait. Sans doute, beaucoup des testateurs dont il reproduit les dernières volontés appartiennent au clergé ou à la classe nombreuse des gens de loi. Mais toutes les classes de la société y sont représentées, noblesse, bourgeoisie, petites gens. Aussi quiconque s'occupe d'études historiques lira ce volume avec un vif intérêt. Application des règles sur la forme des testaments, obligations des exécuteurs testamentaires, paiement des dettes, énumération des livres juridiques qui se trouvaient aux mains des magistrats et des praticiens, tels sont les points qui attireront surtout l'attention des juriconsultes. Aux archéologues, ce recueil offrira de nombreux renseignements utiles à l'histoire du costume et du mobilier. A l'aide des indications qu'ils y puiseront, les historiens de la littérature pourront dresser le catalogue de la bibliothèque de quelques personnages importants du ^{xv}^e siècle. Enfin le moraliste ne laissera point échapper les traits où se révèlent les faiblesses de la nature humaine : c'est, par exemple, un mari qui, après avoir dépensé pour la gestion de la fortune de sa femme « peine, travail, soussi et chevance plus qu'elle n'a scœu ne scet » l'invite, en considération de ses services, à se montrer accommodante avec ses héritiers lorsqu'elle réclamera son douaire ; « et ce qu'il a dit ci-dessus n'est mie pour reprocher, mais pour ung pou sentir de l'estat de l'un et de l'autre, se mes-tier estoit de le dire et savoir, ce qu'il ne sera point de besoing (p. 397). » Signalons encore les très nombreuses libéralités adressées aux pauvres écoliers et aux institutions charitables. A aucune époque les pauvres ne fu-

rent entourés d'une sollicitude plus touchante.

Au prix de patientes et habiles recherches dans les fonds des archives nationales, M. Tuetey est arrivé à reconstituer la biographie de la plupart des testateurs ; il la publie sous la forme de savantes notices, placées en tête de chacun des testaments.

L'ouvrage se termine par une table alphabétique des matières et des noms propres. L'auteur, identifiant avec soin les noms de lieux, s'acquitte avec scrupule des devoirs qui incombent à un éditeur de textes.

En résumé, l'excellente publication de M. Tuetey est de tous points digne de figurer dans notre grande collection des documents inédits.

P. FOURNIER.

Règlement donné par la duchesse de Liancourt à la princesse de Marsillac, avec une notice sur la duchesse de Liancourt, par la marquise de Forbin d'Oppède, Paris, E. Plon, 1884, in 16 de 295 p.

Le document dont nous devons la réimpression aux soins éclairés de M^{me} la marquise de Forbin d'Oppède a été publié une première fois en 1694, et une seconde presque à la veille de la révolution. En en donnant une troisième édition, M^{me} de Forbin la fait précéder d'une notice sur la duchesse de Liancourt qui remplit à elle seule la moitié de ce joli petit volume. Elle y raconte la vie de Jeanne de Schomberg, femme de Roger du Plessis, premier duc de Liancourt et de la Roche-Guyon ; mais elle y présente en même temps un tableau de la société du temps, où elle fait preuve d'une très vive sympathie pour Port Royal et « tout ce groupe de docteurs, de savants,

de généreux pénitents qui se pressaient à l'entour et s'y appuyaient. » L'action durable exercée par les solitaires de Port-Royal sur la société française, « où ils impriment bien avant l'esprit chrétien, » montre qu'ils « comprenaient les besoins réels de leur temps. » L'auteur n'a garde pourtant de nier le vice qui devait perdre Port-Royal : l'esprit sectaire, ou, pour employer une expression moderne, l'esprit de *particularisme*. « Cette école féconde de justes et de chrétiens achevés, nous ne disons pas de saints, car Port-Royal ne s'éleva jamais jusqu'à la sainteté, en arriva de chute en chute à ne produire presque plus que des visionnaires et des fanatiques... Port-Royal et les Jansénistes de la seconde génération finirent par tomber dans une décadence puérile et sénile à la fois... Si la floraison avait été belle, les fruits récoltés à l'arrière saison se trouvèrent gâtés. » M^{me} de Liancourt appartient à la première période. C'était une femme supérieure, dont la vertu avait été retrempée au creuset de la souffrance; épouse modèle, elle devait être une mère admirable, et c'est pour sa petite fille Jeanne-Charlotte, qui devait porter les duchés de La Roche-Guyon et de Liancourt dans la maison de la Rochefoucauld par son alliance avec le prince de Marsillac, que le *Règlement* a été écrit. L'enfant avait été mise comme pensionnaire, dès l'âge de cinq ans, à Port-Royal de Paris, et son éducation s'était faite sous la direction de la Mère Angélique; fiancée à l'âge de onze ans avec François de la Rochefoucauld, elle devait mourir prématurément le 1^{er} août 1674. La duchesse de Liancourt l'avait précédée de six semaines dans la tombe, étant morte à 74 ans le 14 juin 1674. Au *Règlement* donné à la princesse de

Marsillac, se trouve joint le *Règlement de vie* que la duchesse de Liancourt s'était tracé pour elle-même.

L. C.

—
La vénerie et la fauconnerie des ducs de Bourgogne, d'après des documents inédits, par Etienne PICARD, sous-inspecteur des forêts. Paris, H. Champion, 1884, gr. in 8° de 128 p., tiré à cent exemplaires.

M. Etienne Picard, sous-inspecteur des forêts, nous donne, dans cet opuscule tiré à petit nombre et accompagné de planches, ainsi que d'une carte des forêts du domaine ducal de Bourgogne aux XIV^e et XV^e siècles, une étude très approfondie sur la vénerie des princes de la maison de Bourgogne. Il remonte jusqu'aux premiers ducs de Bourgogne, de la maison de Rouvres; puis il décrit minutieusement les livrées, les équipages, en un mot tout ce qui se rattache à la vénerie, sous les quatre princes de la maison de France. Il rectifie les renseignements donnés par La Barre, qui avait grossi la liste des officiers de vénerie, en reproduisant le texte des ordonnances de Jean sans Peur du 23 juin 1405 et de Philippe le Bon du 20 janvier 1423, et en donnant l'état officiel de la vénerie pour chacun des princes. Nous avons là des détails sur la comptabilité de la vénerie, la composition des meutes, les soins donnés aux chiens. De là l'auteur passe à la *fauconnerie*, au personnel, aux oiseaux employés et qu'on faisait venir souvent de pays lointains, aux dépenses de la fauconnerie; puis à la *louveterie*, qui n'est point une sinécure dans un temps où les loups, accoutumés à manger de la chair humaine, répandaient la terreur parmi les populations: il y a des ordonnances de 1375, 1406 et 1443, rendues à ce

sujet, dont nous avons ici le texte ; les comptes de la gruerie en Bourgogne sont utilisés. Nous constatons que Charles le Téméraire, dans les dernières années, n'entretient plus un service de loutveterie : il loue sa chasse quand il le peut. La loutre est l'objet d'un service spécial, et qui, dans un temps où le poisson était d'un usage très répandu, offrait vraiment un caractère d'utilité publique ; enfin l'auteur nous entretient des garennes d'uciales, des différents gibiers, de l'usage qu'on faisait des produits de la chasse, d'une sorte de *code de la chasse* dont il cite le texte (1419), et il nous donne des lettres inédites du comte de Charolais (1449) et du duc de Bourgogne (1458).

On voit combien ces pages, si bien remplies, abondant en renseignements puisés aux meilleures sources, et présentant d'une manière aussi neuve qu'intéressante tout un ensemble de faits se rattachent à la vie privée au moyen âge.

E. D'A.

—
Recherches historiques sur les Hautes Alpes. 1^{re} partie. *Les Maisons religieuses*, par M. l'abbé GUILLAUME, Paris, Picard, 1881, in-8° de 95 p.

Le travail de M. l'abbé Guillaume, composé à l'aide du testament d'Abbon, des *Monumenta historię patrię*, des *Monumenta Germanię historica*, des Bollandistes, etc., et d'autres auteurs qui sont dans toutes les mains, ne peut nous offrir aucun aperçu nouveau. L'auteur affirme, il est vrai, que tous ces documents sont à peu près inconnus dans le département qu'il habite, mais cela nous paraît difficile à admettre. M. l'abbé Guillaume les a-t-il mieux interprétés

qu'on ne l'a fait par le passé ? c'est ce que nous allons examiner.

Sa première dissertation tend à démontrer que saint Marcellin, premier évêque d'Embrun, institua dans cette ville, vers l'an 350, le plus ancien monastère qui ait existé en Gaule. Sur quoi l'auteur fonde-t-il cette opinion ? D'abord sur ce qu'il y eut à Embrun un monastère sous le vocable de saint Marcellin. Le patronage d'un saint n'implique pas la fondation par ce saint de la chapelle ou du monastère qui lui est dédié ; cela n'a pas besoin de démonstration. Ensuite il s'appuie sur le récit d'un évêque anonyme du VIII^e ou IX^e siècle, récit inséré par les Bollandistes dans leur recueil (Janvier, t. III, p. 391), et dans lequel nous lisons que saint Marcellin convoqua les *moines* et les citoyens de la ville épiscopale pour recevoir les corps des SS. Oronce, Vincent et Victor. Ce récit, que M. l'abbé Guillaume attribue sans preuves à saint Ethère, archevêque d'Embrun, peut être exact dans son ensemble, mais, composé trois ou quatre siècles après les événements qu'il raconte, il n'a qu'une médiocre autorité quant aux détails. L'auteur de ce récit a probablement raconté les faits comme ils se seraient passés de son temps, et non comme ils ont dû se passer du temps de saint Marcellin ; peut-être même a-t-il appliqué le mot *moines* au clergé en général. L'introduction des ordres monastiques dans les Gaules doit être antérieure à saint Marcellin ; elle eut probablement lieu dans la première moitié du IV^e siècle.

Il y a moins de doute encore sur la question de savoir si l'évêque Valchin, qui contribua avec le patrice Abbon à fonder l'abbaye de Novalaise, fut ou non archevêque d'Embrun et oncle d'Abbon. Ce problème a été

sérieusement étudié d'abord par les auteurs du *Gallia Christiana* (t. III, p. 1064), puis par M. Hauréau leur continuateur. Ces savants considèrent avec raison Valchin comme un évêque de la Maurienne, évêché dont dépendait Novalaise. Non seulement Abbon, dans son testament, ne dit rien qui puisse faire soupçonner que Valchin était archevêque d'Embrun, mais il ne nomme simplement évêque par excellence, c'est-à-dire le supérieur naturel des moines de Novalaise. Cela ne peut être douteux lorsqu'on étudie avec soin le texte du testament d'Abbon ; le zèle que Valchin déploie pour fonder et conserver l'abbaye de Novalaise, s'expliquerait mal s'il n'avait pas un intérêt direct à le voir prospérer, c'est-à-dire s'il n'était pas son supérieur spirituel immédiat. Il y a encore moins de raisons, si c'est possible, de considérer Valchin comme oncle d'Abbon ; jamais Abbon ne lui donne ce titre, et il ne manque pas cependant d'énumérer ses degrés de parenté avec toutes les personnes dont il fait mention dans son testament. C'est ainsi qu'à plusieurs reprises il nomme Symphorien, évêque de Gap, son oncle. Pourquoi n'eût-il pas traité Valchin de même, s'il lui eût été uni par les mêmes liens ? M. l'abbé Guillaume base son opinion à cet égard uniquement sur l'affirmation d'un chroniqueur anonyme de Novalaise du *x^e* siècle, c'est-à-dire postérieur de trois cents ans au moins aux événements qu'il raconte, et du reste peu digne de foi si l'on en juge par les fables absurdes mêlées à son récit. C'est donc avec raison que M. Hauréau n'a pas tenu compte de cette mention unique et s'en est référé à l'opinion si probable des auteurs du *Gallia Christiana* qui

considèrent Valchin comme un évêque de Maurienne.

On a essayé à plusieurs reprises de donner une interprétation géographique du testament d'Abbon, et on n'y a jamais bien réussi ; en effet la plupart des noms de lieux inscrits dans ce document célèbre nous sont parvenus défigurés par le copiste, ou ont changé de forme depuis cette époque. Ces considérations n'ont pas arrêté M. l'abbé Guillaume : il nous donne aussi sa liste d'interprétation, dont voici quelques spécimens : *Rodi*, Remolon ; *Albarioscum*, Vars ; *Valentium*, Guillestre ; *Solia*, la Couche ; *Curencum*, Faudon ; *Galiscum*, Auriac ; *Calaicum*, Vitrolles ; *Artanoscum*, Laragne, etc. M. l'abbé Guillaume ne nous dit pas comment il est arrivé à ce résultat étonnant ; il se contente d'écrire qu'il serait trop long d'énumérer les raisons qui l'ont décidé à traduire ces noms de lieux de cette façon et non d'une autre. Une fois seulement il nous fait entrevoir son procédé. Il était embarrassé d'emplacer les noms d'*Anuedæ*, *Agratianis* et *Exoratiana* qu'Abbon énumère comme faisant partie du Briançonnais, quand il lut la phrase suivante dans le chroniqueur de Novalaise du *x^e* siècle : *Habentur in dicto vico [monasterii] balnea calida, muro et calce alius composita et quatuor ecclesie ab eisdem monachis edificata, una in honore sancte Dei genitricis, alia in honore beati Petri, tertia in honore sancti Andree et quarta in honore beati Martini*. Voici comment M. Guillaume traduit ce passage : *Il y a [au Monétier] des bains thermaux avec des murs à la chaux bâtis anciennement. Or plusieurs de ces religieux construisirent dans la VALLÉE DE BRIANÇON quatre églises etc. Qui ne pourrait à ce récit, ajoute-*

t-il, s'empêcher de reconnaître les églises de N.D. du Monétier, du Puy Saint Pierre, du Puy Saint André et de Saint Martin de Queyrières ? et il attribue aussitôt à ces trois dernières localités les noms d'*Anuedæ*, *Exorâtiana* et *Agrâtianis* qui l'embarrassaient. Pourquoi M. Guillaume a-t-il traduit *Anuedæ* par le Puy Saint Pierre, plutôt que par le Puy Saint André ? *Agrocianis* par Saint Martin de Queyrières plutôt que par le Puy Saint Pierre ? etc., c'est ce que ni moi, ni lui probablement, ne saurions dire. Ce raisonnement pourrait se discuter s'il ne reposait pas uniquement sur un membre de phrase, n'existant pas dans le texte latin et que l'auteur a introduit arbitrairement dans sa traduction, appliquant ainsi au Briançonnais tout entier ce qui est uniquement relatif au bourg du Monétier. C'est en effet, d'après les propres paroles des chroniqueurs, dans ce bourg même, et non à 15 ou 20 kilomètres de là, qu'il faut chercher ces quatre églises ou chapelles.

On peut juger par ces remarques que le travail de M. l'abbé Guillaume ne se recommande ni par la nouveauté des documents mis en œuvre, ni par la manière dont ils ont été interprétés. Il est certains monuments, comme le testament d'Abbon, sur lesquels tant de personnes se sont exercées qu'il n'y faut toucher qu'avec une extrême circonspection ; du reste, une interprétation arbitraire et de fantaisie ne peut jamais être admise.

MONTREMOY.

Péronne, son origine et ses développements, par M. G. VALLOIS. Péronne, J. Quentin, 1880, in-8° de 289 pages, avec plans et gravures intercalés.

Ce travail a été couronné en 1879 par la Société des Antiquaires de Picardie ; on ne peut qu'applaudir à la récompense accordée à des recherches faites avec le plus grand soin. M. Vallois commence à la date la plus reculée, en indiquant le premier lieu habité, probablement par quelques pêcheurs, à Sobotécluse, puis résume les diverses opinions proposées à l'effet de fixer à Allaines l'emplacement de la bataille d'*Helena*, livrée en 448 par Astius et Majorien aux Francs de Clodion. Cette conjecture ne lui inspire aucune confiance. Ses doutes auraient été bien plus sérieux s'il avait eu connaissance des arguments présentés à la Société des Antiquaires de France et à la Commission de géographie historique de l'ancienne France par M. Auguste Longnon. M. Longnon a établi que *Helena* ne devait être que Helème (Nord). Mais ces discussions avaient lieu pendant que M. Vallois imprimait son livre ; elles ne pouvaient donc être connues de lui.

L'auteur, après avoir parlé du château de Cléry, construit au ^{xv}^e siècle, dont il établit la véritable importance singulièrement exagérée par des traditions locales, étudie toutes les voies antiques et du moyen-âge du territoire de Péronne. Il décrit ensuite la bataille de Testry (687) puis passe à Péronne même ; d'abord *villa* mérovingienne mentionnée pour la première fois par Fortunat, au temps de sainte Radegonde ; puis *vieux*, puis *castrum* à l'époque carolingienne. M. Vallois a patiemment recherché et retrouvé l'enceinte du château primitif avec ses trois tours carrées dont l'une construite par assises de briques et de grès. Cette étude d'anciennes fortifications remontant à la fin du ix^e siècle est la

partie la plus curieuse du volume ; il y a là une question neuve et d'autant plus sérieuse que jusqu'à jour, l'archéologie carolingienne a été très timidement abordée. Nous signalons tout particulièrement à nos lecteurs les pages consacrées aux murailles attribuées à Herbert I^{er} ; vient ensuite le développement de la ville et les faubourgs établis sous les premiers remparts, faubourgs qui devaient plus tard être englobés dans les fortifications de Philippe-Auguste ; la commune dont les droits et l'existence furent confirmés et réglés en 1209 ; la réunion à la couronne après la mort de Philippe d'Alsace ; l'étude des nouveaux remparts, la transformation de l'ancien *castrum* en Hôtel-Dieu qui céda de nos jours la place au Palais de Justice ; l'exposé de la juridiction de la ville et de celle du chapitre de Saint-Fursy. Un appendice contient un certain nombre de pièces justificatives, toutes intéressantes pour l'histoire de Péronne.

A. DE B.

Le château de Versailles, histoire et description, par L. Dussieux, professeur honoraire à l'Ecole militaire de Saint-Cyr, etc. Versailles, L. Bernard, 1881, 2 vol. in-8° de xvi-512 et 472 p.

M. Dussieux était admirablement préparé par ses travaux antérieurs à nous donner le livre que nous annonçons : Éditeur de Dangeau et du duc de Luynes, il avait exploré à fond deux des sources auxquelles il devait puiser ; par sa situation de professeur à l'Ecole de Saint-Cyr, il se trouvait à portée des documents, et il pouvait profiter en outre de toutes les ressources que lui offraient des amis empressés à le seconder dans ses recherches. Aussi

l'on peut dire qu'il n'a rien négligé des différentes parties de son vaste sujet, et qu'il nous donne ici un travail, sous plus d'un rapport, vraiment définitif.

Voici comment a procédé l'auteur. Il prend le château à ses origines, montrant ce qu'était primitivement la seigneurie de Versailles, et, dans une première partie, étudie le *château*. Cette première partie, qui s'étend jusqu'à la p. 135 du tome II, est suivie de quatre autres : *Dépendances du château ; jardin, parcs et potager ; les maisons royales ; la ville*. Une table des artistes et ouvriers cités termine l'ouvrage.

Dans ce vaste cadre, il y a à distinguer la partie narrative de la partie descriptive : c'est ce que l'auteur a indiqué lui-même dans son sous-titre.

Le château de Versailles appartenait à l'évêque de Paris, Henri de Gondy. Henri IV était venu quelquefois chasser à Versailles ; son fils y vint, de Noisy, à l'âge de sept ans. Louis XIII en avait vingt-quatre quand il coucha, le 9 mars 1624, au château de Gondy. A ce moment un autre château, construit par ses ordres, s'élevait déjà et on commençait à le meubler. Pourtant, ce n'est que le 3 novembre 1662 que, suivant l'expression reçue, le Roi *pendit la crémaillère* : un festin somptueux fut donné ce jour-là par Louis XIII à Marie de Médicis, à Anne d'Autriche et aux princesses, et l'on alla chasser après le repas. A peine la construction était-elle entreprise, que le Roi commença les agrandissements : M. Dussieux cite les actes d'acquisition du 5 juin et d'août 1624, du 23 avril et des mois suivants de l'année 1631, des 8 avril et 27 septembre 1632. Par l'avant dernier de ces actes, le châ-

teau des Gondy et la Grange Lessart avaient été annexés à la demeure royale : le Roi devint ainsi possesseur de la grande garenne de Versailles. Les acquisitions continuèrent de 1632 à 1641 : on voit que ce domaine fut composé de lots bien divers ; la principale partie provenait des héritages des Lebrun et des Gondy.

Ces origines bien fixées, M. Dussieux nous donne la description du château, tel qu'on le voit représenté dans le tableau de Van der Meulen et sur les estampes de Silvestre reproduites ici (sans parler d'un plan). Le parc, entouré de murs, a, dès lors, la même étendue qu'aujourd'hui. Lemercier et Boyceau ont fait le plan général et les parterres ; quand Le Nôtre viendra, il n'aura qu'à agrandir la terrasse, à faire des escaliers, à planter les bosquets, à semer partout tous ces détails qui embelliront l'œuvre primitive et lui donneront ce cachet merveilleux qu'on admire encore aujourd'hui. C'est en 1662 ou 1663 que Louis XIV commence à faire agrandir Versailles : il achète en 1663 le fief de Masseloup à Trianon ; il fait en 1664 l'acquisition de cinquante lots de terres ; les années suivantes, il achète des terrains à Versailles, à Clagny, à Marly, à Trianon, etc. De 1662 à 1669, on ne s'occupa guère que du parc ; le château vint ensuite : Louis Leveau fut chargé de l'agrandir et de l'isoler. Nous pouvons suivre les travaux exécutés par Leveau sur trois plans inédits et sur deux vues reproduites d'après Silvestre. En 1671, le château neuf était presque entièrement terminé. En 1678, Mansart suréleva d'un étage une partie des constructions de Leveau ; de 1679 à 1681, il construisit la grande aile du midi et la réunit au château. Louis XIV vint habiter le château

neuf en 1682. Mais les travaux se poursuivirent : l'aile du nord fut édiflée de 1684 à 1688. Durant les quinze dernières années, s'élevaient élevées successivement toutes les dépendances du château. D'après les recherches d'Eckard, la dépense totale s'éleva à 116,438.892 livres, sans évaluer les travaux résultant des corvées. Mais il faut tenir compte des frais de la construction de Clagny, de la machine de Marly, et des travaux de la rivière d'Eure, soit 14,362,514 livres à déduire.

M. Dussieux décrit ensuite les grands appartements ; la grande galerie ; les grands et les petits appartements de la Reine ; les appartements particuliers du Roi ; les salles du rez-de-chaussée. Il nous fait assister aux transformations que Louis XV fit subir au palais, et aux travaux opérés successivement pour rendre la demeure royale à la fois plus luxueuse et plus confortable : des plans nous permettent de suivre ces modifications. Après le mariage du dauphin avec Marie - Antoinette, on commence la construction de la partie qui doit être consacrée aux *petits appartements de la Reine* ; sous Louis XVI, on ajoute la Bibliothèque et la salle de spectacle. Enfin nous assistons aux changements que le palais a subis depuis la Révolution jusqu'à nos jours, et à la création du musée sous le règne de Louis Philippe. Cette description se termine par le récit de l'occupation étrangère et de l'installation de l'Assemblée nationale en 1871.

Les dépendances du château (le grand commun, les écuries, etc.), le jardin, le petit parc, le grand parc, le potager font l'objet de descriptions détaillées ; puis viennent les maisons royales : la ménagerie, Clagny, Trianon et Marly ; enfin la ville

et ses transformations successives.

Toute cette partie descriptive, si intéressante et si complète, éclairée par de nombreux plans, constitue la partie la plus originale et la plus curieuse de l'ouvrage. Mais M. Dusieux a voulu y joindre une partie historique ; il a voulu peindre la cour sous Louis XIV, Louis XV et Louis XVI ; il a voulu nous faire pénétrer dans la vie intime des souverains, et il n'a point reculé devant la chronique scandaleuse de Versailles. Ici, il ne pouvait plus nous fournir de renseignements aussi neufs : il a dû se contenter de reproduire ce que d'autres avaient déjà longuement raconté. Le lecteur aurait peut-être préféré plus de sobriété et plus de réserve dans ces détails, qui touchent très souvent à des points fort délicats, objets de controverse de la part des historiens, et sur lesquels il y aurait plus d'une observation à présenter. Nous ne nous y arrêterons point, car les limites de ce compte rendu ne nous permettent pas d'entrer dans le détail. Bornons-nous à émettre le regret que l'auteur se soit arrêté si complaisamment sur ce côté de son sujet, négligeant certains faits plus dignes de notre attention, tels que les journées des 5 et 6 octobre 1789.

Malgré ces réserves, nous nous plaignons à rendre hommage aux patientes recherches de l'auteur, au soin apporté à l'exécution de son travail et nous voulons associer à nos éloges le zélé éditeur lequel a su donner à ces deux volumes un cachet artistique qui les fera rechercher des amateurs aussi bien que des historiens.

G. DE B.

Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis.
Tomes VIII et IX. Saintes, Mortreuil ; Paris, Baur et Champion. 1880-81, 2 vol. gr. in-8° de 480 et 415 p.

Le tome VIII du beau recueil qui fait tant d'honneur à la Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, en général, et en particulier à son savant et infatigable président, M. Louis Audiat, renferme un grand nombre de documents relatifs à la fondation de l'église de Gondeville (1683-1703), à Talmont et Théon (1492-1764), au jurisconsulte et historien Armand Maichin (1600-1669), à la surprise des châteaux de Taillebourg et de Montandre (1593-1608), à la monnaie de la Rochelle (1728-1755). On y trouve encore le *Journal de Jean Perry*, directeur de la Chambre de commerce de la Rochelle (supplément), des lettres diverses écrites par le marquis de Pisany, par Samuel Champlain, par Benjamin Priolo, par le duc d'Uzès, par le comte de Jarnac, etc., enfin des *mélanges* (serments, donations, ventes etc.).

Le tome IX est consacré au Chartrier de Pons. Deux autres volumes qui, espérons-le, ne tarderont pas à paraître, doivent encore être consacrés à ce chartrier d'une si grande importance. M. Georges Musset, conservateur de la bibliothèque publique de la Rochelle, a été l'éditeur de la plupart des pièces réunies dans le tome IX, notamment de plus de cent pièces conservées dans les archives de l'hôpital neuf de Pons (p. 9-357), et d'un mémoire sur la ville de Pons rédigé par Claude Masse, ingénieur du roi à la Rochelle au siècle dernier (p. 358-369). Le volume est complété par un mémoire pour l'histoire ecclésiastique de Pons, de l'abbé Fortet, composé de 1778 à 1783

(p. 370-385), et par des lettres de Henri IV, de Henri, prince de Condé, du comte de Soissons, de Belleville, du maréchal d'Albret, de Turenne, du duc de Bouillon, de M^{me} de Maintenon et de Ninon de Lenclos, lettres qui ont toutes pour objet Pons ou le sire de Pons (p. 386-425). Ces lettres, communiquées par M. l'abbé Valteau, ont été publiées par M. Louis Audiat, qui y a joint un commentaire des plus riches et des plus intéressants.

Nous ne voulons pas répéter les éloges si souvent déjà donnés ici aux publications de la Société des Archives de la Saintonge et de l'Aunis, mais il nous sera bien permis de dire que cette Société mérite de plus en plus l'estime et la sympathie de tous les sérieux amis de l'histoire.

T. DE L.

La loi de Beaumont en Belgique, par G. KURTH. Bruxelles, Hayez, 1881, in-8° de 50 p.

Pendant longtemps on s'était exclusivement occupé en Belgique de l'organisation municipale des communes pendant le moyen-âge. Depuis quelques années plusieurs savants se sont mis à étudier l'organisation politique des campagnes pendant cette période de notre histoire. Déjà, en 1878, M. Stanislas Bormans publia le cartulaire des petites communes de la province de Namur (Namur 1878, in-8° de 36 p.). Ici même on a déjà apprécié le beau mémoire de M. V. Brants sur l'histoire des classes rurales aux Pays-Bas, couronné par l'Académie royale de Belgique en 1880. L'Académie couronna simultanément un mémoire écrit en flamand sur la même question, dû à la plume de M. Fr. De Potter, de Gand

(*Mémoires couronnés de l'Académie* t. XXXII, in-8°). Dans la première livraison du *Messenger des sciences historiques* de Gand de 1841, M. Van der Elst a publié aussi un essai sur nos anciennes franchises rurales, travail assez faible et qui ne nous apprend rien de bien nouveau. L'étude de M. le professeur Kurth est d'une toute autre portée. L'auteur a compulsé les archives d'Arlon, de Virton et les papiers communaux d'un grand nombre de villages. Il est parvenu à constater que, dans le Luxembourg, soixante-dix villages étaient régis par cette loi de Beaumont dont Guizot disait que c'était la loi la plus libérale de tout le moyen-âge. Alors que dans les communes flamandes le comte nommait directement ou indirectement les échevins, dans toutes les communautés affranchies à la loi de Beaumont, le renouvellement annuel des justices se faisait par le libre choix des bourgeois sans l'intervention du seigneur. Ces élections différaient par certains points de détail dans les diverses communes, mais partout elles se faisaient à la Pentecôte et étaient à plusieurs degrés. L'élection du mayeur était de plus distincte de celle des échevins. La partie la plus intéressante de cette étude est la description animée que fait l'auteur d'une de ces élections. L'auteur reconnaît lui-même que cette organisation donnait lieu à quelque abus, mais de si peu d'importance que l'on peut souscrire entièrement au jugement qu'il émet lorsqu'il dit que ces populations furent heureuses et libres pendant de longs siècles : elles ne connurent la servitude que du jour qu'on fit résister à leurs oreilles le mot de liberté. Peut-être l'auteur exagère-t-il quelque peu la portée de cette

grande indépendance et ne se souvient-il pas assez qu'il était plus facile à un seigneur d'accorder une administration autonome à de petits villages qu'à des cités populeuses et turbulentes comme l'étaient les grandes communes des Flandres. Quoi qu'il en soit de cette critique, M. Kurth est parvenu à faire revivre à nos yeux l'activité politique de tous ces villages du Luxembourg, et, tout en faisant preuve d'une érudition aussi vaste que profonde, il a su donner à sa notice ce cachet littéraire qu'on se plaît à reconnaître dans toutes ses publications. Son étude est d'une lecture des plus agréables. Je terminerai en rappelant au lecteur que dernièrement l'Académie Stanislas de Nancy a accordé pour la première fois le prix Herpin à M. Bonvalot, conseiller à la cour d'appel de Dijon, pour un mémoire intitulé : « Une page de l'histoire du Tiers-Etat, » et qui n'est en réalité qu'une histoire de la loi de Beaumont. Espérons que ce travail ne tardera pas à paraître et qu'il nous apportera des aperçus nouveaux sur cette partie si importante de l'histoire du moyen-âge.

ADOLF DE CEULENEER.

Correspondance de Marguerite d'Autriche, duchesse de Parme avec Philippe II, publiée par M. GACHARD, archiviste général du royaume, etc. Tome III. 6 juillet 1563-3 février 1565. Bruxelles, Muquardt, 1881, in 4° de xxxii-610 p.

Dans le 1^{er} volume de cette importante publication, M. Gachard a donné une biographie de Marguerite d'Autriche ; dans le second, il a fait connaître les lettres de Charles Quint et de Philippe II découvertes par lui

à Naples, dans les papiers de la maison de Farnèse ; aujourd'hui, dans ce troisième volume, il publie le résultat de ses nouvelles explorations. Avant 1794, les minutes des lettres de Marguerite et les originaux des lettres de Philippe II étaient conservés dans les archives de Bruxelles ; ces documents furent transportés à Vienne par le gouvernement autrichien quand il abandonna les Pays-Bas. Ils ont été réintégrés en 1864 dans les archives du Royaume de Belgique. M. Gachard a utilisé en outre deux registres restés à Bruxelles, dont l'un contient la transcription des principales lettres de Marguerite, du 5 novembre 1565 au 23 mars 1567, et les minutes de ses lettres relatives aux matières de finances du 5 avril 1562 au 14 septembre 1567 ; l'autre un recueil de copies exécuté il y a une trentaine d'années par M. Bakhuizen Van den Brink, archiviste du royaume des Pays-Bas, d'après les documents des archives de Vienne. Ce recueil a été donné par lui aux archives de Belgique : il comprend un grand nombre de lettres et de documents historiques des années 1563 à 1567.

Nous avons donc ici la correspondance *française* entre Marguerite d'Autriche et Philippe II, à partir du 6 juillet 1563 et jusqu'au 3 février 1565 ; soit cent dix-neuf lettres, parmi lesquelles le savant éditeur a intercalé un certain nombre de pièces se rattachant aux matières traitées dans la correspondance. On comprendra qu'il nous soit impossible d'entrer ici dans l'analyse de ce volumineux in 4°, que nous devons nous borner à signaler à l'attention de tous ceux qui étudient le xvi^e siècle. Ces documents sont précédés d'une préface où M. Gachard examine certains

points de la biographie de la duchesse de Parme, à la lumière des documents nouveaux que lui ont fournis ses recherches, et où il résume la discussion entre M. Rawdon Brown et M. de Reumont relativement à la naissance de Marguerite et au nom de sa mère : il est aujourd'hui démontré que la fille naturelle de Charles-Quint recut le jour en Flandre, en 1522, et que sa mère appartenait à une famille d'ouvriers du nom de Van der Gheynst, habitant un village des environs d'Audenarde.

L. C.

Journal d'Antoine Galland, pendant son séjour à Constantinople (1672-1673), publié et annoté par Charles SCHEFER, membre de l'Institut, premier secrétaire interprète du gouvernement. Paris, Ernest Leroux, 1881, 2 vol. gr. in-8° jésus de xvii-286 et 220 p.

Quand, en avril 1670, Louis XIV, après le rappel de son ambassadeur à Constantinople, M. de la Haye, fit partir un nouvel ambassadeur pour traiter avec la Porte, le marquis de Nointel, désigné pour remplir cette mission, emmena avec lui Antoine Galland, ancien précepteur du jeune duc de la Meilleraye, fort versé dans la connaissance des langues latine et grecque, et ayant même quelques notions d'hébreu et d'arabe. Galland fut son bibliothécaire et son secrétaire particulier pour les correspondances qu'il devait entretenir, en latin et en grec, avec Rome, les religieux de Terre-Sainte, la Hongrie, la Transylvanie et les évêques de l'église orientale. Mais ce n'est point, comme on aurait pu s'y attendre, le tableau complet et suivi des négociations entamées par le représentant de la France que nous trouvons dans le

Journal d'Antoine Galland. M. de Nointel arriva à Constantinople le 22 octobre 1670, et le *Journal* ne commence qu'au 1^{er} janvier 1672. A partir de cette date sont enregistrés, jour par jour, tous les menus faits de la vie de l'ambassadeur, le récit de ses démarches, de ses réceptions, de ses déplacements. Il y a en outre une partie littéraire qui n'est pas sans intérêt. M. Schefer nous dit que Galland suivait assidûment les leçons du Khodja des enfants de langues et qu'il avait recours aux connaissances étendues de M. Fornetti, premier drogman ; tant pour le marquis de Nointel que pour lui, il acquit bon nombre de manuscrits orientaux, qui entrèrent plus tard à la bibliothèque du roi. Cette partie du *Journal* est l'objet d'annotations abondantes, écrites avec la haute compétence qui distingue le savant éditeur. Notons aussi les rapports scientifiques de Galland avec les pères jésuites établis à Saint-Benoit de Galata. Les descriptions que nous rencontrons ne sont pas très nombreuses, mais elles sont faites avec un soin et une minutie qui leur donnent beaucoup de prix : nous citerons celle de la sortie du Grand Seigneur d'Andrinople pour se mettre en campagne (I, 122-143), à propos de laquelle Galland dit : « S'il arrive que cette relation soit vue, on trouvera peut être qu'elle est remplie de beaucoup d'exagération et on jugera qu'il est impossible qu'on puisse voir quelque chose de plus beau dans un pays qui passe pour barbare dans l'esprit de tout le monde ; il sera permis à tout le monde d'en faire le jugement qu'il lui plaira, mais pour moy je ne le reliray jamais que je n'y trouve des expressions trop faibles pour un si grand sujet. » Entre autres détails piquants, notons

celui d'une représentation du *Cid*, où Galland remplit le personnage d'Elvire avec un costume de femme qu'il décrit minutieusement (II, 14-15). Parfois Galland intercale un document, tel que le récit, en italien, d'un soulèvement de la milice de Tripoli, récit accompagné d'une traduction française (II, 22-34). Le 5 juin 1673, il raconte l'audience donnée à l'ambassadeur par le grand visir (II, 87-97). Le *Journal* se ferme sur le début du voyage entrepris par M. de Nointel à Smyrne et dans les villes de l'Archipel.

M. Ch. Schefer a joint au texte du *Journal* une brève préface, où il s'attache surtout à faire connaître la carrière de M. de Nointel, un *Éloge de M. Galland* par M. de Boze, et d'assez nombreuses pièces justificatives, parmi lesquelles nous citerons : des dépêches de M. de Nointel, la *Description juste de Cara Moustafa Pacha Caimmacam*, contenant son origine, son élévation et l'état présent de sa maison, et un mémoire de Galland, adressé à Colbert, sur les antiquités qu'on pourrait trouver en Orient. On regrette l'absence d'une table alphabétique.

FR. DE F.

Histoire de l'Empire Ottoman, par le V^{te} A. DE LA JONQUIÈRE, ancien professeur à l'École militaire impériale de Coumbar-Hané à Constantinople. Paris, Hachette, 1884, in-16 de 700 pages.

L'*Histoire Universelle*, entreprise sous la direction de M. V. Duruy, s'enrichit chaque année (ou peu s'en faut), d'un nouveau volume : mais on peut dire qu'aucun n'a paru à une époque aussi favorable que celui dont nous voulons occuper nos lecteurs.

Ce n'est pas trop d'un volume, si gros qu'il soit, pour nous entretenir

de cet immense empire de 4,600,000 kilomètres carrés qui s'étend sur trois parties du monde; mais c'est assez quand on y trouve réunis en un exposé clair et substantiel tous les faits historiques qui ont marqué dans l'histoire de cet empire aux destinées si bizarres. Quiconque voudra s'instruire sur ses origines, sur sa formation politique, sur sa formation ethnographique, sur ses destinées n'aura qu'à ouvrir ce volume, clairement divisé; quiconque voudra approfondir spécialement une des questions historiques traitées sommairement dans l'ouvrage, n'aura qu'à consulter les excellentes indications bibliographiques qui terminent le volume, et que nous serions heureux de trouver plus souvent dans nos meilleurs ouvrages français.

L'auteur a divisé sa matière en six périodes, que nous rappelons par le titre seulement : I. *L'Islamisme et les Turcs*; — II. *La Conquête jusqu'en 1520*; — III. *L'Apogée (1520-1606)*; — IV. *La Décadence (1606-1760)*; — V. *Les Réformes (1760-1832)*; — VI. *La Turquie contemporaine et la Question d'Orient* jusqu'aux traités de San-Stephano et de Berlin (1878).

Cette dernière partie surtout, résumée et traitée avec soin, fait connaître au lecteur les origines, les prétextes, les causes, les événements, et les résultats (si résultat il y a) de cette fameuse question qui passionne les cercles diplomatiques depuis plus d'un demi siècle et à laquelle de grands hommes d'état déclaraient ne pouvoir rien comprendre.

Mais, quoi qu'on pense à ce sujet, on ne niera pas qu'elle préoccupe encore à l'heure présente, et l'*Histoire de l'Empire Ottoman* ne pouvait arriver plus à propos. — On s'est souvent attaqué à ce géant, à ce colosse dont la main s'étend sur les

deux rives du Bosphore, sur les deux rives de la mer Rouge; et, s'il n'a pas toujours su triompher, s'il n'a pas su veiller en vigilant protecteur sur ces provinces qu'on s'acharne à lui ravir comme on ravit à la mère ses poussins incapables de lutter seuls contre l'ennemicommun, s'il n'a pas su conserver dans le concert des nations cette place que devraient lui assurer le nombre et l'étendue de ses possessions, c'est qu'il lui a manqué de tout temps une force, une force unique et qui n'a point d'égale : *la volonté*. Le développement de cette idée sert de cadre et de conclusion en même temps aux explications que donne l'auteur sur l'état actuel de la Turquie.

H. STEIN.

—
La Confrérie, l'église et l'hôpital de Saint-Claude des Bourguignons de la Franche-Comté à Rome, par A. CASTAN. Paris, Champion ; Besançon, Marion, 1881, in-8° de 94 pages.

En 1789, plusieurs églises représentaient encore à Rome des peuples disparus dans l'unité française: Saint-Yves les Bretons, Saint-Nicolas les Lorrains, Saint-Claude les Bourguignons de Franche-Comté. Ce dernier établissement date seulement du dix-septième siècle, alors que les Comtois fuyaient en grand nombre leur pays, dévasté par les armées française et impériale. Ceux qui s'étaient retirés à Rome y constituèrent en 1650 une confrérie pieuse et charitable, et eurent bientôt ouvert, à l'aide des dons ou des legs qu'ils reçurent, un hôpital et une église. La conquête de la Comté en 1674 amena en Italie de nouveaux émigrants, dont il fallut soulager les misères; un peu plus tard, la confrérie se trouvait

assez riche pour doter chaque année quelques jeunes filles pauvres de la colonie, puis pour rebâtir avec splendeur l'oratoire qui l'avait abritée à ses débuts. Ses registres contiennent, à côté de noms d'obscurs pèlerins, des noms de prêtres, de jurisconsultes, d'artistes; deux sculpteurs éminents, Luc Breton et Étienne Monnot, ce dernier auteur du tombeau d'Innocent XI à Saint-Pierre, en firent partie. Néanmoins l'institution languissait, depuis que la soumission volontaire des Comtois à la France avait tari le courant de l'émigration. Pendant l'invasion de 1798, l'église et l'hospice furent dévastés par les patriotes français et italiens. Depuis, les biens-fonds de ce pieux établissement ont été réunis à ceux de Saint-Louis des Français; quant à l'église, elle est aujourd'hui desservie par une congrégation de prêtres polonais, et cet asile ouvert à des exilés, aux fugitifs d'une nation vaincue et dispersée à travers l'Europe lui rend, en quelque sorte, après deux siècles, sa première destination.

M. Castan a recueilli patiemment et scrupuleusement les éléments de cette histoire au dépôt des archives de Saint-Louis des Français, et il a joint à sa notice une série de documents, précieux au moins pour des Comtois, tels que les listes des officiers et des bienfaiteurs de la Confrérie, des indications biographiques sur les principaux membres, les épitaphes de l'église, etc. En dépit d'un sujet aussi restreint, l'intérêt qu'inspire dans son ensemble cette excellente monographie est sérieux et général, car il est soutenu par le talent de l'auteur comme par les deux grands noms, inscrits à chaque page, de Rome et de la France.

L. P.

Généalogie des rois de Chypre de la maison de Lusignan, par L. DE MAS LATRIE. Paris, C. Klincksieck, 1881, in-8° de 51 pages. (Extr. de l'*Archivio veneto*.)

M. de Mas Latrie connaît trop bien l'histoire de l'île de Chypre pour que nous ayons besoin de dire que cette généalogie présente toutes les garanties désirables. Les Lusignan ont joué, en France comme en Orient, un rôle tellement important qu'il est indispensable de connaître les nombreux membres de cette famille. Ce travail est utile aussi pour se rendre un compte exact de l'identification de chacun des Lusignan qui paraissent dans les histoires et les chroniques.

À ce moment même, ce nom illustre tente beaucoup de convoitises entretenues par l'orgueil et l'intérêt; il n'est pas inutile de consulter le tableau annexé au texte de M. de Mas Latrie pour juger, d'un coup d'œil, de la valeur des prétentions de ceux qui se présentent avec plus ou moins de droits sous le nom de Lusignan. Nous sommes étonné que, jusqu'à ce jour, aucun curieux n'ait encore songé à établir clairement l'origine des diverses familles qui cherchent à se rattacher à la légende de Mélusine. Il y a d'abord les vrais Lusignan, puis ceux qui ont profité de certaines homonymies — on trouve plusieurs Luzignan ou Lusignan, en France, — puis enfin ceux qui ont *piraté* le nom.

J. DE M.

—
Histoire généalogique de la maison Ruffo, par le comte de MONTGRAND. Marseille, typographie Coyer, 1881, gr. in-8° de 548 p., avec portraits, sceaux et armoiries.

Cette famille, une des plus illustres de l'Italie et de la Provence, et qui

a compté dans son sein un Vice-Roi de Naples, un amiral des flottes de l'Ordre de Malte, plusieurs évêques et cardinaux, et parmi ces derniers le fameux Fabrice Ruffo, qui rétablit Ferdinand IV sur le trône de Naples, méritait d'avoir un historien aussi érudit et aussi consciencieux que le comte de Montgrand.

L'auteur donne d'abord la traduction exacte de tout ce que Filadelphe Mugnos dit sur les Ruffo italiens et français, dans son rare et précieux *Teatro della nobiltà del mondo*, mais en l'enrichissant de notes nombreuses, puisées aux meilleures sources. Il fait ensuite la continuation de cette généalogie jusqu'à nos jours pour les deux branches napolitaines des princes de Scilla et de Sant' Antimo-Bagnara; mais surtout pour la branche aînée, issue de Sigebert Ruffo, qui s'établit en France au XIV^e siècle. C'est particulièrement, dans la seconde et troisième partie de ce bel ouvrage que se trouve, pour l'histoire de la Provence et de la France, une série de documents fort curieux et la plupart inédits. Nous signalerons avant tout l'intéressante correspondance du dernier évêque de Sénez, Mgr Scipion de Ruffo-Bonneval, avec laquelle on pourrait écrire une biographie assez complète de ce courageux et vénérable prélat. Les alliances de Ruffo avec un grand nombre de familles de la noblesse provençale et française fournissent aussi à M. de Montgrand l'occasion d'en faire brièvement l'histoire et d'en reconstituer pour ainsi dire l'armorial.

La beauté typographique de cette histoire généalogique, où l'on trouve six portraits, cinq tableaux de généalogies, des sceaux très finement dessinés, des représentations de tom-

beaux de famille, trente-huit armoiries des plus anciennes maisons du midi de la France et une magnifique chromolithographie des armes des Ruffo, en fait un ouvrage de luxe autant que de science minutieuse. Il sera, croyons-nous, favorablement accueilli, malgré quelques légères inexactitudes, par ceux qui aiment notre histoire nationale d'avant 1789, et qui ont le goût des livres sérieux où la beauté de la forme répond à la solidité du fond.

D. THÉOPHILE BÉRENGIER, O. S. B.

Guillaume de Lorris et le testament d'Alphonse de Poitiers, par M. L. JARRY, membre de la Société archéologique de l'Orléanais et de la Société d'Agriculture, Sciences, Belles-Lettres et Arts d'Orléans. — Orléans, Herluison, 1881, gr. in-8° de 52 p.

M. Jarry, après avoir rappelé que MM. J. Quicherat et J. Doissel ont récemment renouvelé la biographie de Jean de Meung à l'aide de deux documents inédits, déclare qu'encouragé par l'exemple de ces savants, il a voulu tenter « une entreprise analogue pour Guillaume de Lorris, le premier auteur du *Roman de la Rose*, sur lequel on est, jusqu'à présent, encore moins renseigné que sur Jean de Meung, puisque on ne sait de lui que ce qu'il lui a plu de nous apprendre, au début de son œuvre immortelle. » M. Jarry, utilisant avec bonheur un document contemporain et inédit, le testament d'Alphonse de Poitiers, frère de saint Louis, document conservé aux Archives nationales, et le rapprochant de diverses autres pièces tirées des Archives départementales du Loiret et reproduites à la fin de la brochure (p. 47-52), établit les points

suivants : 1° La famille de Guillaume de Lorris fut attachée au service personnel des rois de France. — 2° Guillaume lui-même faisait partie de la maison d'Alphonse de Poitiers. — 3° Il était mort, contrairement à ce qu'en rapportent les biographes, non point vers 1260 ou vers 1280, mais antérieurement à 1270. — 4° Sa descendance masculine, s'il en eut, s'éteignit assez rapidement. — 5° Le premier auteur du *Roman de la Rose* est bien, conformément à la tradition, originaire de Lorris-en-Gâtinais, et non de Loury-aux-Bois, près Orléans.

Ces résultats si importants ne sont pas les seuls que l'on trouve dans la dissertation du sagace critique : on y lira encore de très utiles observations sur les biographies d'autrefois et d'aujourd'hui, sur les voyages et les séjours des rois de France à Lorris, sur Jean de Meung, etc. Tout cela est présenté de la façon la plus claire, la plus vive, la plus agréable, et M. Jarry, qui nous avait déjà donné de si bons travaux de biographie et d'histoire littéraire, n'a jamais mieux justifié qu'aujourd'hui, ce me semble, sa double réputation d'habile chercheur et de spirituel écrivain.

T. DE L.

Bourdalone, sa vie et ses œuvres, par le P. M. LAURAS, de la Compagnie de Jésus. Paris, V. Palmé, 1881, 2 vol. in-8° de xxxvi-576 et 640 p., avec portrait.

J'avoue franchement qu'après le gros livre de M. Faugère sur Bourdaloue, que l'Académie couronna en 1875, et dont j'ai rendu compte ici même, je croyais le sujet épuisé. Il est agréable de se tromper de cette façon, car je n'avais pas goûté depuis

longtemps pareil plaisir à celui que m'ont procuré les deux volumes du P. Luras. On se rappelle les merveilleux travaux sur Bossuet dus à la persévérance infatigable de M. Floquet. Je ne trouve qu'eux lorsque je cherche des points de comparaison avec l'étude approfondie qui nous occupe. L'orateur, le théologien, l'homme de génie, on les connaissait déjà ; mais l'homme de Dieu, le religieux parfait, l'apôtre et l'action immédiate de ce nouveau Jonas sur toute la société de son temps, n'avaient jamais été mis en relief avec une telle vigueur et une telle sûreté de touche. La biographie touche ici à la grande histoire, car Bourdaloue fut surtout l'apôtre de la cour, et c'est en effet toute l'histoire intime de la haute société pendant la seconde moitié du XVII^e siècle qui revit palpitante dans le livre que nous analysons. Au reste, nul n'était mieux placé que le P. Luras pour bien apprécier l'action du grand prédicateur : un apôtre saisit le véritable point de vue d'où il doit juger un autre apôtre ; et quel stimulant pour le travailleur et pour l'érudit n'y avait-il pas à venger sa Compagnie, en présentant au public l'une de ses gloires les plus pures, de toutes les calomnies et de toutes les insultes dont elle a été abreuvée dans ces derniers temps ?

Le P. Luras commence par bien constater l'authenticité des sermons de Bourdaloue édités par le P. Bretonneau, qui les a peut-être un peu retouchés, qui les a rassemblés en cours complet pour toute l'année, mais qui a respecté scrupuleusement l'esprit de Bourdaloue, sa méthode et son style. Ce chapitre est marqué au coin d'une judicieuse critique, et les efforts qu'a faits le P. Luras pour

retrouver les manuscrits originaux ne forment pas un des moins curieux épisodes de son livre. Il y a encore quelque espoir de posséder un jour cette précieuse épave du pillage des archives des Jésuites après la proscription de 1762. La piste est bien suivie. Heureux sera le dernier fureteur dans les mystérieux papiers du Rév. Fenwich ! Le château de Cheltenham va certainement recevoir des visiteurs après les révélations du P. Luras : elles engagent au voyage de Bristol.

Le texte étant établi, aussi précis que possible, il fallait encore dater les sermons de Bourdaloue, et c'est ici que s'est tout spécialement exercée la sagacité du P. Luras, en particulier pour ceux qui concernent Louis XIV. On sait en effet que l'éminent orateur prêcha douze stations devant le roi : et sur cent vingt-quatre sermons que nous avons de lui, quarante sont adressés à Louis XIV en personne. Le P. Luras a consacré la plus grande partie de son premier volume à refaire, à l'aide de ces sermons, qu'il range à leur véritable place, l'histoire complète des luttes morales du grand roi et à démontrer que le prêtre triompha enfin du souverain par la fermeté, la patience et la douceur. Bourdaloue, avec l'aide de M^{me} de Maintenon, a converti Louis XIV, et nous suivons dans toutes leurs péripéties les différentes phases de l'action, lente mais continue, de cet énergique apôtre qui frappait comme un sourd, disait M^{me} de Sévigné, et qui ne craignait pas de déclarer en face au monarque adultère sa ressemblance avec Nabuchodonosor péchant *en bête*.

Chemin faisant, le P. Luras relève bien des erreurs de ses devanciers, en particulier chez Maury, au

sujet du portrait de Bourdaloue les yeux fermés, et chez M. Faugère lui-même, à certain point de vue de la doctrine. Il ne néglige non plus aucune occasion de mettre la morale sévère de Bourdaloue, aussi bien vis-à-vis du roi que vis-à-vis des courtisans ou de la simple bourgeoisie, en regard des accusations proférées si bénévolement par les Jansénistes contre la morale prétendue relâchée de sa Compagnie. Les propos men songers de Pascal et de ses disciples sont remis à leur place, et il ne reste plus rien de la calomnie en face de faits précis et éclatants. Le chapitre intitulé *le P. Bourdaloue directeur* est fort édifiant à cet égard : et l'on est mal venu à lancer des diatribes contre une société qui peut former de pareils guides de la conscience. Enfin le chapitre intitulé *le P. Bourdaloue et le Jansénisme*, complète admirablement le portrait du grand prédicateur, à la confusion des faux docteurs d'ascétisme.

De cet ouvrage se détache une noble et magnifique figure : non pas celle d'un rhéteur vulgaire, mais celle d'un apôtre et d'un saint. *Personne n'a prêché jusqu'ici*, écrivait M^{me} de Sévigné après avoir entendu Bourdaloue. Et plus loin elle s'écriait : *C'est un ange du ciel!* Le P. Lauras a justifié ce cri du cœur de la charmante marquise.

R. K.

Joseph François de Remerville. *Etude biographique, critique et littéraire*, par l'abbé Paul TERRIS, vicaire-général de Fréjus, membre de sociétés savantes. Avignon, Séguin frères, 1881, gr. in-8° de 64 p.

J.-F. de Remerville, seigneur de Saint-Quentin, qui a été surnommé par ses compatriotes l'Hérodote aptésien, était bien oublié en dehors de

sa province natale. La notice de M. l'abbé Terris nous fait successivement connaître en cet original personnage, l'homme, l'historien, le critique et le poète. Pour étudier sous ces quatre aspects J. F. de Remerville, le savant biographe s'est très heureusement servi d'un grand nombre de documents conservés à la bibliothèque publique de Carpentras. Il a surtout consulté, dans cette riche bibliothèque, les manuscrits de Remerville et les lettres inédites de plusieurs des correspondants de cet érudit, parmi lesquels on remarque le docte magistrat Thomassin de Mazaugues. De ces documents, il a tiré les renseignements les plus exacts et parfois les plus piquantes particularités. Dans sa notice, on trouve non seulement tout ce qu'il était possible de savoir sur Remerville, mais encore sur la famille (originaire de la Lorraine) de ce fécond polygraphe, sur les littérateurs nés dans la ville d'Apt, sur divers personnages qui furent ou les adversaires ou les amis du seigneur de Saint-Quentin, notamment sur l'évêque d'Apt, Joseph Ignace de Foresta de Collongue, sur Pierre Galaup de Chasteuil, sur Castellane d'Auzet, sur l'historien d'Aix Pierre Joseph de Haitze, sur l'abbé Joseph Mervesin, prieur de Barret, auteur de l'*Histoire de la poésie française*, etc. La facile et élégante plume de M. l'abbé Terris ne doit pas être moins louée que sa profonde érudition, et nous ne dirons rien de trop en déclarant que son étude si neuve et si complète est écrite avec un agrément infini. T. DE L.

Le public et les hommes de lettres en Angleterre au XVIII^e siècle (1660-1744), par Alexandre BELJAME, docteur ès

lettres, professeur au lycée Louis le Grand. Paris, Hachette, 1881, in-8° de VIII-508 p.

Ce livre est d'une immense érudition et d'un puissant intérêt. C'est l'histoire de la littérature anglaise pendant un siècle, dans ses rapports avec le public et avec les mœurs du temps ; et par public l'auteur entend moins les spectateurs du théâtre que l'ensemble des gens éclairés qui s'intéressent aux diverses productions de la littérature, qui lisent et achètent les livres. C'est ce qui explique la fin du titre du livre, bien qu'il porte la date première de 1660. Car dans le tableau sincère et peu flatté que nous présente M. Beljame de la société anglaise sous la restauration, on reconnaît qu'il n'existe pas encore à proprement parler de public ; mais on assiste à son établissement graduel, et ce n'est qu'à partir de la révolution de 1688 qu'on peut sérieusement ouvrir la période critique de la vie littéraire chez nos voisins d'Outre-Manche.

Cette histoire de la formation du public par rapport aux gens de lettres est traitée avec un luxe de détails qui dénote chez M. Beljame une étude approfondie de la littérature anglaise. Rien ne lui échappe. Par quels degrés, par quelle marche ce public s'est-il constitué ? Quelle a été dans sa formation la part d'action des événements, et quelle a été la part des hommes ? Quelle influence son développement a-t-il en même temps exercée sur les écrivains ? Quel effet son existence a-t-elle eu sur leur situation dans la société ?... Autant de questions qui sont la préoccupation constante de l'auteur, dans tout le cours de son ouvrage, et dont la solution sert de cadre à de magistrales

études sur Dryden, sur Addison et sur Pope, les trois plus illustres représentants de la littérature anglaise pendant les trois phases principales de ce développement successif.

Le ton général est excellent. Si quelque lecteur scrupuleux est tenté de trouver la première partie du volume trop réaliste dans ses détails, qu'il ne s'en prenne pas à l'auteur, mais aux nécessités de son sujet. L'histoire a des exigences devant lesquelles il faut s'incliner, et M. Beljame a su garder devant certains sujets fort délicats toute la réserve convenable.

Les mœurs de la cour de Charles II furent peut-être plus relâchées encore que celles de la cour du Régent après la mort de Louis XIV, et les crudités du théâtre de cette époque ne trouveraient heureusement pas chez nous d'équivalence. Les citations les plus typiques sont du reste reléguées en anglais au bas des pages, et deviennent des documents analogues à celles qu'on pourrait faire de Martial, de Pétrone ou de Juvenal pour l'histoire romaine. Notre seule critique consistera dans l'abus des notes en anglais au bas des pages. Leur texte est certainement supérieur à celui du corps de l'ouvrage. L'auteur a oublié que son livre est publié en France pour des Français : les trois quarts de ses notes gagneraient à être traduites. En revanche, ce dont il faut le louer sans réserve, c'est de la bibliographie de 200 pages qui termine le volume, et qui comprend tous les ouvrages anglais que l'auteur a consultés. C'est un exemple que tous les monographes devaient imiter.

RENÉ KERVILER.

L'Administrateur Gérant,
VICTOR PALMÉ.

TABLE DES MATIÈRES

DU
TRENTIÈME VOLUME.

LIVRAISON DU 1^{er} JUILLET 1881

LES ESPAGNOLS ET LES WISIGOTHS, par le R. P. J. Tallhan , de la Compagnie de Jésus	5
SAINT BERNARD ET LE SCHISME D'ANACLET II, par M. l'abbé Amélineau	45
LE CARDINAL DE RETZ AU CONCLAVE, 1655, 1667, 1670 et 1676, D'APRÈS LES ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, par M. Ch. Gérin	113
MÉLANGES : L'AFRIQUE ROMAINE. — QUELQUES REMARQUES A PROPOS D'UN OUVRAGE DE M. G. BOISSIÈRE, par M. Adolphe de Ceuleneer	185
LA RÉUNION DE LA BRETAGNE A LA FRANCE, par M. Félix Robiou	203
MGR DE BELSUNCE, ÉVÊQUE DE MARSEILLE, EST-IL NÉ PROTESTANT ? par D. Théophile Bérangier, O. S. B	210
LA CONQUÊTE JACOBINE, par M. Maxime de la Rocheterie	216
POLÉMIQUE : L'ORIGINE FRANÇAISE DE SAINT FRANÇOIS XAVIER. — OBSERVATIONS DE M. L'ABBÉ HARISTOY ET RÉPONSE DE M. L'ABBÉ SOUBIELLE.	223
COURRIER ALLEMAND, par M. le Dr Louis Pastor	233
COURRIER ANGLAIS, par M. Gustave Masson	256
CHRONIQUE, par M. Marius Sepet	259
REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES, par M. Fr. de Fontaine	275
BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE	289

LIVRAISON DU 1^{er} OCTOBRE 1881

LANFRANC ET GUILLAUME LE CONQUÉRANT. — L'ÉGLISE ET L'ÉTAT DANS LA GRANDE BRETAGNE AU X ^e SIÈCLE, par M. Albert du Boys	329
LES SOURCES DE L'HISTOIRE DE L'INQUISITION DANS LE MIDI DE LA FRANCE AUX XIII ^e ET XVI ^e SIÈCLES, par M. l'abbé C. Douais	383
LA LÉGATION DU CARDINAL CAETANI EN FRANCE, 1589-1590, par le comte Henri de l'Épinois	460
POLÉMIQUE : LE PAPE ALEXANDRE VI. — LETTRE DU R. P. LEONETTI ET RÉPONSE DE M. DE L'ÉPINOIS	526
MÉLANGES : LE CONCILE DE NÎMES A LA FIN DU QUATRIÈME SIÈCLE, par le R. P. Lévêque, O. S. B.	549
UN PROJET DE TRANSLATION DU CONCILE DE BALE A LYON, EN 1436, par M. J. Vaesen	561
UNE PROCÉDURE CALVINISTE A GENÈVE AU SEIZIÈME SIÈCLE, par M. Jules Vuy	569
COURRIER ANGLAIS, par M. Gustave Masson	577
COURRIER DU NORD, par M. E. Beauvois	586
CHRONIQUE, par M. Marius Sepet	596
REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES :	
Périodiques français, par M. Fr. de Fontaine	611
Périodiques russes, par le R. P. Martinov, S. J.	623
BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE	632

OUVRAGES ANALYSÉS DANS LE BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

Calendrier perpétuel, développé sous forme de calendrier ordinaire, par le P. Escoffier, S. J.	632
Géographie générale, contenant la géographie physique, politique, historique, administrative, agricole, industrielle et commerciale de chaque pays, la description des frontières des principaux États, et des notions sur le climat, les productions naturelles, l'ethnographie, les langues et les religions, par M. L. Dussieux.	632
Le Berceau des Aryas, Étude de géographie historique, par le P. van den Gheyn	633
Pentateuchi versio latina antiquissima, e codice Lugdunensi. Version latine du Pentateuque, antérieure à saint Jérôme, publiée d'après le manuscrit de Lyon avec des fac-similes, des observations paléographiques, philologiques et littéraires sur l'origine et la valeur de ce texte, par M. Ulysse Robert	289
Dell' imagine di Urbano II Papa, nell' oratorio di S. Nicolo entro il Palazzo Lateranense, esame storico ed archeologico del com. G. B. de Rossi	634
Saint Eucher. L'erius et l'Église de Lyon au cinquième siècle, par le P. André Gouilloud.	635
La vie de sainte Douceline, fondatrice des béguines de Marseille, composée au treizième siècle en langue provençale, publiée pour la première fois, avec la traduction en français et une introduction critique et historique, par M. l'abbé J. H. Albanès	636
La fable des Monita Secreta, ou instruction secrète des jésuites, par le P. van Aken, S. J.	638
Lettres du R. P. J. Batault, missionnaire apostolique à Alger 1676-1736, avec Notes historiques sur le rachat des esclaves à cette époque	323
Jeanne de Jussie et les sœurs de Sainte-Claire, par M. Jules Vuy	639
Mémorial des abbeses de Fontevrault, issues de la maison royale de France, accompagné de notes historiques et archéologiques, par M. Armand Parrot.	639

Questions controversées de l'histoire et de la science. Première et deuxième série	291
Étude sur Régnier I au Long Col et la Lotharingie à son époque, par le P. Firmin Brabant, S. J.	640
Les chevaliers Limousins à la première croisade (1096-1102), par M. l'abbé Arbellot.	292
Commerce et expéditions militaires de la France et de Venise au moyen-âge. Documents publiés par M. de Mas Latrie	642
Die Kirchlichen Reunionsbestrebungen während der Regierung Karls V, par le Dr Ludwig Pastor	643
Journal d'un Bourgeois de Paris, 1405-1449, publié, d'après les manuscrits de Rome et de Paris, par M. Alexandre Tuetey	646
Louis II de la Trémoille, le chevalier sans reproche, d'après le panégyrique de Jean Bouchet et d'autres documents inédits, par M. Sandret	647
Les rois de France à Troyes au xvr ^e siècle, par M. Albert Babeau	648
Les capitaines Manceaux pendant les guerres de Religion, par M. Ch. Pointeau. — 1 ^{er} fascicule : Jean de Champagne, baron de Pescheseul (1516-1576); Jean et Joachim de Boisjordan (1510-1577)	293
La diplomatie française vers le milieu du xvr ^e siècle, d'après la correspondance de Guillaume Pellicier (1539-1542), par M. Jean Zeller	294
Lettres inédites de Marguerite de Valois (1580), tirées des archives de la ville de Condom, par M. Philippe Lauzun	649
Discours de la prise des ville et chasteau de Beaune par Monsieur le Mareschal de Biron en 1595, précédé de deux relations inédites et suivi du discours sur la réduction des villes de Dijon et de Nuys, publié par M. Henri Chevreul	649
Lettres inédites de Henri IV à Monsieur de Bellièvre (1602), publiées d'après le manuscrit de la Bibliothèque nationale, par M. Eugène Halphen	650
Actes et correspondance du connétable de Lesdiguières. Documents inédits pour servir à l'histoire du Dauphiné, publiés par MM. le comte Douglas et J. Roman. Tome II	650
Lettres inédites de Pierre de Marca, évêque de Conserans, archevêque de Toulouse et de Paris au chancelier Séguier, publiées avec avertissement, notes et appendices, par M. Tamizey de Larroque	651

TABLE DES MATIÈRES DU TRENTIÈME VOLUME. 691

Louis XIV et Marie Mancini, d'après de nouveaux documents, par M. R. Chantelauze.	651
Louise de la Vallière et la jeunesse de Louis XIV, d'après des documents inédits, avec le texte authentique des lettres de la duchesse au maréchal de Bellefonds, par M. J. Lair . . .	653
Lettres de Henriette-Marie de France, reine d'Angleterre, à sa sœur Christine, duchesse de Savoie, publiées par M. Hermann Ferrero	654
Mémoires sur la vie publique et privée de Claude Pellot, conseiller, maître des requêtes, intendant, et premier président au parlement de Normandie (1619-1683), d'après de nombreux documents inédits, notamment sa correspondance avec Colbert et le chancelier Séguier, par M. E. O'Reilly . . .	295
Le maréchal d'Humières et le gouvernement de Compiègne, 1648-1694. Documents pour servir à l'histoire d'une ville de France, sous le règne de Louis XIV, par M. R. de Magnienville	657
Cahiers de plaintes et doléances des paroisses de la province du Maine pour les états généraux de 1789; publication commencée par feu M. A. Bellée et continuée par M. Victor Duchemin.	658
Paris pendant la Révolution d'après les rapports de la police secrète, 1789-1800, par M. Adolphe Schmidt. Traduction française accompagnée d'une préface par M. Paul Viollet. Tome 1 ^{er} , Affaires politiques	659
Histoire de la Terreur, d'après des documents authentiques et inédits, par M. Mortimer-Ternaux, de l'Institut. Tome VIII.	661
Histoire de la Révolution dans l'Ain, par M. Philibert le Duc. Tomes I et II	662
L'École sous la Révolution française, par M. V. Pierre . . .	297
Le théâtre de la Révolution, 1789-1799, avec documents inédits, par M. Henri Welschinger	299
Émigration et chouannerie. Mémoires du général Bernard de la Frégeolière, complétés par son petit-fils (le vicomte Reynold de la Frégeolière)	663
Napoléon 1 ^{er} . Ses institutions civiles et administratives, par M. Amédée Edmond Blanc	664
Correspondance inédite du prince de Talleyrand et du roi Louis XVIII pendant le congrès de Vienne, publiés sur les manuscrits conservés au dépôt des affaires étrangères, avec préface, éclaircissements et notes, par M. G. Pallain	665

Les Sociétés secrètes et la Société ou philosophie de l'histoire contemporaine, par M. N. Deschamps, 4 ^{me} édition, refondue et continuée jusqu'aux événements actuels, avec une introduction sur l'action des sociétés secrètes au XIX ^e siècle, par M. Claudio Jannet	303
Des origines du pouvoir ministériel, en France. Les secrétaires d'État depuis leur institution jusqu'à la mort de Louis XV, par le comte de Luçay	305
Les Avocats aux conseils du Roi. Étude sur l'ancien régime judiciaire de la France, par M. Émile Bos	667
Une famille de finance au XVIII ^e siècle, par M. Adrien Delahante	307
L'instruction française en France avant la Révolution, d'après les travaux récents et les documents inédits, par M. l'abbé Allain, avec une préface de S. G. Mgr de la Bouillierie, coadjuteur de Bordeaux.	666
Testaments enregistrés au Parlement de Paris sous le règne de Charles VI. Textes publiés par M. A. Tuetey.	668
Règlement donné par la duchesse de Liancourt à la princesse de Marsillac, avec une notice sur la duchesse de Liancourt par la marquise de Forbin d'Oppède.	669
La vénerie et la fauconnerie dans la Bourgogne, d'après des documents inédits, par M. Etienne Picard.	670
Histoire de l'église de Montauban, depuis les premiers temps jusqu'à nos jours, par M. l'abbé Camille Daux. Tome I.	309
Recherches historiques sur les Hautes Alpes. 1 ^{re} partie, les Maisons religieuses, par M. l'abbé Guillaume	671
Notes additionnelles et rectificatives au Gallia Christiana, par M. P. de Fleury.	310
Cartulaire du prieuré de Saint-Sauveur-en-Rue, Forez, dépendant de l'abbaye de la Chaise-Dieu (1062-1401) publié avec une notice historique et des tables par le comte de Charpin-Feugerolles et M. C. Guigue	311
Notice historique sur l'hôpital de Magnac-Laval en Basse-Marche, 1610-1793, par M. Alfred Leroux.	312
L'Artois souterrain, études archéologiques sur cette contrée depuis les temps les plus reculés jusqu'au règne de Charlemagne, par M. Auguste Terninck.	312
Le Pays Boulonnais. Études historiques, par M. Ernest Deseille.	313
La cour du duc de Bretagne en 1305, par M. Arthur de la Borderie	314
Mœurs et coutumes des familles Bretonnes avant 1789, dé-	

montrées à l'aide de documents tirés pour la plupart des archives domestiques. Introduction et notes par M. E. Frain.	
I. Les fondateurs de la chapelle Notre-Dame en Saint-Léonard de Fougères.	328
Péronne, son origine et ses développements, par M. G. Vallois	673
Le château de Versailles, histoire et description, par M. L. Dussieux	674
Registres des Comptes municipaux de la ville de Tours, publiés avec notes et éclaircissements, par M. J. Delaville le Roulx, tome II (1368-1380).	315
Histoire du donjon de Loches, par M. E. Gautier.	315
Histoire populaire de la Bourgogne, à l'usage des écoles et des familles, par M. l'abbé Chaumont.	316
Un procès en Guyenne sous Louis XIV, par M. Henri Ribadier.	317
Annales de Michel Forest sur ce qui s'est passé de plus remarquable à Valence de 1736 à 1789, publiées d'après le manuscrit original avec une préface et des notes par M. J. Brun Durand.	318
Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis. Tomes VIII et IX	676
Catherine d'Aragon et les origines du schisme anglican, par M. Albert du Boys.	319
Les comtes de Chiny, étude historique, par le R. P. H. Goffinet.	320
La loi de Beaumont en Belgique, par M. G. Kurth.	677
Correspondance de Marguerite d'Autriche, duchesse de Parme avec Philippe II, publiée par M. Gachard. Tome III. 6 juillet 1563-3 février 1565	678
Journal d'Antoine Galland, pendant son séjour à Constantinople (1672-1673), publié et annoté par M. Charles Schefer . .	679
Histoire de l'Empire Ottoman, par le V ^e A. de La Jonquière.	680
Histoire générale des choses de la Nouvelle-Espagne, par le R. P. de Sahagun, traduit et annoté par MM. le docteur Jourdanet et Remi Siméon.	321
La Confrérie, l'église et l'hôpital de Saint-Claude des Bourguignons de la Franche-Comté à Rome, par M. A. Castan. .	681
Généalogie des rois de Chypre de la maison de Lusignan, par M. L. de Mas Latrie.	682
Histoire généalogique de la maison Ruffo, par le comte de Montgrand.	682
Guillaume de Lorris et le testament d'Alphonse de Poitiers, par M. L. Jarry.	683

La vérité sur l'origine de la patrie de Christophe Colomb, par l'abbé Martin Casanova de Pioggiola.	324
Claude Gaspard Bachet, seigneur de Méziriac, l'un des quarante fondateurs de l'Académie française. Etude sur sa vie et ses écrits, par M. René Kerviler.	326
Bourdaloue, sa vie et ses œuvres, par le P. M. Luras.	683
Joseph François de Remerville. Etude biographique, critique et littéraire, par M. l'abbé Paul Terris.	685
L'abbé Maudoux, confesseur de Louis XV. Notice, par M. Ant. de Lantenay	327
Le public et les hommes de lettres en Angleterre au XVIII ^e siècle (1660-1744), par M. Alexandre Beljame	686

NOMS DES AUTEURS CITÉS DANS LE BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

- ALBANÈS (l'abbé J. H.), 636.
 ALLAIN (l'abbé), 666.
 ARBELLOT (l'abbé), 292.
 BABEAU (M. Albert), 648.
 BATAULT (le R. P.), 323.
 BELJAME (M. Alex.), 686.
 BELLÉE (M. A.), 657.
 BERNARD DE FRÉGEOLIERE (le vicomte de), 663.
 BLANC (M. Am. Edmond), 664.
 BORDERIE (M. A. de la), 814.
 BOS (M. Emile), 666.
 BRABANT (le R. P. F.), 640.
 BRUN-DURAND (M. J.), 318.
 CASANOVA DE PIOGGOLA (l'abbé), 329.
 CASTAN (M. A.), 681.
 CHANTELAUZE (M. R.), 651.
 CHARPIN FEUGEROLLES (le comte de), 331.
 CHAUMONT (M. l'abbé), 316.
 CHEVREUL (M. HENRI), 649.
 DAUX (l'abbé Camille), 309.
 DELAHANTE (M. Adrien), 307.
 DELAVILLE LE ROULX (M. J.), 315.
 DESCHAMPS (le R. P.), 303.
 DESEILLE (M. Ernest), 313.
 DOUGLAS (le comte), 670.
 DU BOYS (M. Albert), 319.
 DUCHEMIN (M. Victor), 658.
 DUSSIEUX (M. L.), 632, 674.
 ESCOFFIER (le R. P.), 632.
 FERRERO (M. Herman), 654.
 FLEURY (M. P. de), 310.
 FORBIN D'OPPÈDE (la marquise de), 669.
 FRAIN (M. E.), 328.
 GACHARD (M.), 678.
 GAUTIER (M. E.), 315.
 GOFFINET (le R. P.), 320.
 GOUILLOUX (le P. André), 635.
 GUIGUE (M. C.), 311.
 GUILLAUME (l'abbé), 671.
 HALPHEN (M. Eugène), 650.
 JANNET (M. Claudio), 303.
 JARRY (M. L.), 683.
 JONCQUIÈRE (le vicomte de la), 680.
 JOURDANET (M.), 321.
 KERVILER (M. René), 326.
 KURTH (M. Godefroid), 677.
 LAIR (M. Jules), 653.
 LANTENAY (M. Ant. de), 227.
 LAURAS (le R. P.), 683.
 LAUZUN (M. Phil.), 649.
 LE DUC (M. Philibert), 662.
 LEROUX (M. Alfred), 312.
 LUÇAY (le comte de), 305.
 MAGNIENVILLE (M. E. de), 642, 682.
 MAS LATRIE (M. L. de), 682.
 MONTGRAND (le comte de), 682.
 MORTIMER-TERNAUX (M.), 661.
 O' REILLY (M.), 295.
 PALLAIN (M. G.), 674.
 PARROT (M. Armand), 639.
 PASTOR (le Dr Louis), 643.
 PICARD (M. Étienne),

- | | |
|-----------------------------|--------------------------------|
| PIERRE (M. Victor), 297. | TAMIZEY DE LARROQUE (M.), 641. |
| POINTEAU (M. Ch.), 293. | TERNINCK (M. Aug.), 312. |
| RIBADIEU (M. Henri), 318. | TERRIS (l'abbé Paul), 685. |
| ROBERT (M. Ulysse), 289. | TUETÉY (M. Alex.), 646, 668. |
| ROMAN (M. J.), 650. | VALLOIS (M. G.), 673. |
| ROSSI (M. J. B. de), 634. | VAN AKEN (le R. P.), 638. |
| SAHAGUN (le R. P. de), 321. | VAN DEN GHEYN (le R. P.), 633. |
| SANDRET (M. L.), 647. | VIOLLET (M. Paul), 659. |
| SCHEFER (M. Ch.), 679. | VUY (M. Jules), 639. |
| SCHMIDT (M. Adolphe), 659. | WELSCHINGER M. Henri), 299. |
| SIMÉON (M. Remi). 321. | ZELLER (M. Jean), 294. |



THIS BOOK IS DUE ON THE LAST DATE
STAMPED BELOW

AN INITIAL FINE OF 25 CENTS
WILL BE ASSESSED FOR FAILURE TO RETURN
THIS BOOK ON THE DATE DUE. THE PENALTY
WILL INCREASE TO 50 CENTS ON THE FOURTH
DAY AND TO \$1.00 ON THE SEVENTH DAY
OVERDUE.

JUN 11 1946

REC CIRC JUL 23 1991

1 Mar'63RG

APR 24 1995

IN STACKS

FEB 15 1963

JAN 31 '95

REC'D LD

RECEIVED

FEB 16 1963

JAN 26 2005

CIRCULATION DEPT.

SAN DIEGO

INTERLIBRARY LOAN

MAY 8 1979

REC. CIRC JUL 17 1979

LIBRARY USE ONLY

JUL 30 1991

CIRCULATION DEPT.

LD 21-100m-7,40 (6936s)

YD 13006

U.C. BERKELEY LIBRARIES



C035652939

15c

106431

D1
N5
v. 30

